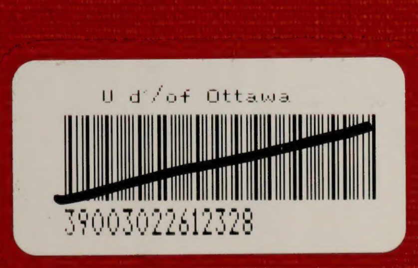
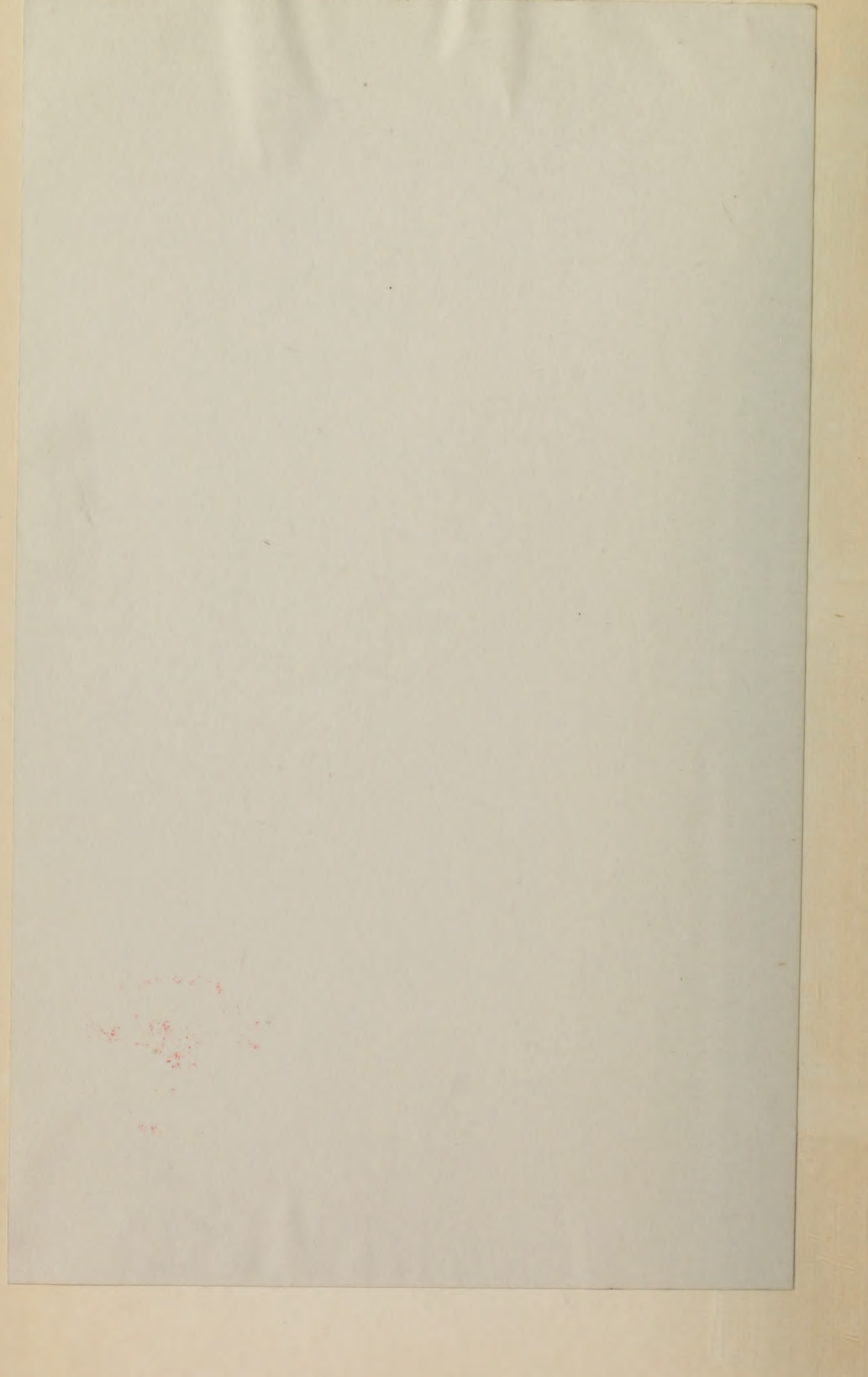
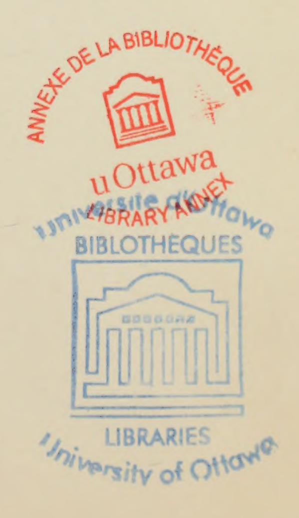




SEP - 13 - 60



PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS À BERLIN.

---

NOUVEAU

# RECUEIL GÉNÉRAL

DE

# TRAITÉS

ET

## AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

---

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

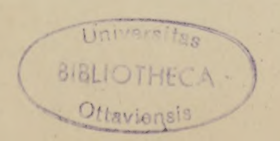
**Heinrich Triepel**
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

**Tome XL.**

PREMIÈRE LIVRAISON.

GREIFSWALD
LIBRAIRIE JULIUS ABEL
1943



## 1.

## SIAM, PORTUGAL.

# Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Lisbonne, le 2 juillet 1938.*)

*Société des Nations. Recueil des Traités CC, p. 150.*

---

Sa Majesté le Roi de Siam et le Président de la République Portugaise, animés d'un égal désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui sont traditionnelles entre les deux Etats et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision des Traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette révision en s'inspirant des principes de la réprocité, de l'équité et du bénéfice mutuel, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Siam:

Phra Bahiddha Nukara, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Siam à Lisbonne;

Son Excellence le Président de la République Portugaise:

Son Excellence Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira Salazar, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et la République Portugaise.

### Article II.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires qui résideront dans les villes et ports du territoire de l'autre, là où des officiers similaires d'autres Puissances seront autorisés à résider.

Ces officiers et agents consulaires, cependant, n'entreront en fonctions qu'avec l'approbation et le consentement du Gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne, le 21 octobre 1938.

Sous condition de réciprocité, ils auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et de jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toutes sortes qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée pour la protection des intérêts de leurs pays et de leurs nationaux, auxquels est reconnu le droit d'établissement dans le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République Portugaise (Portugal, îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores), à l'exclusion de ceux énumérés à la liste A, annexée au présent Traité, ne seront, à leur importation au Siam, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires d'une colonie portugaise bénéficieront à leur importation au Siam du traitement de la nation la plus favorisée aussi longtemps que cette colonie concédera aux produits naturels ou fabriqués originaires du Siam un traitement aussi favorable que celui qu'elle donne aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays étranger quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Siam (à l'exclusion de ceux énumérés à la liste B, annexée au présent Traité), ne seront, à leur importation au Portugal, y compris les îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

Il est bien entendu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties Contractantes importés sur le territoire de l'autre seront réglementés par les lois intérieures du pays d'importation.

Article IV.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes (les territoires portugais d'outre-mer exclus) à destination du territoire de l'autre ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Le même traitement sera étendu par le Gouvernement siamois aux marchandises exportées à destination des colonies portugaises aussi longtemps que les produits naturels ou fabriqués exportés de ces colonies à destination du Siam ne seront pas soumis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalité autres ou plus onéreuses,

que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article V.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent Traité, de tout privilège, faveur ou avantage qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières y respectives, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

Article VI.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, aux impôts de consommation, aux droits ou taxes de monopole, d'octroi, d'accise, aux droits de timbre, ainsi que pour le mode de perception de ces droits, taxes ou impôts.

Article VII.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes édicterait des majorations de droits ou des restrictions ou prohibitions d'importation de nature à modifier profondément les possibilités légales de l'importation et de l'exportation des marchandises, l'autre Partie pourrait demander aussitôt l'ouverture de négociations et si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, prendre toutes mesures qui lui paraîtraient justifiées.

Article VIII.

Les conserves portugaises de sardines (Clupea Pilchardus) ne seront pas assujetties lors de leur importation dans le Royaume de Siam, à un droit de douane plus élevé que celui qui est applicable aux conserves préparées avec des poissons de l'espèce Clupea Sprattus (Brisling) ou Clupea Harengus (Sild).

Article IX.

Le Gouvernement siamois reconnaît que les désignations „Porto“ et „Madère“, et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms soit dans leurs formes originelles, soit traduits (Port, Oporto, Port-wine, Portwijn etc., ou Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), ainsi que les désignations „Moscatel de Setubal“ et „Carcavelos“, constituent des marques régionales ou appellations d'origine dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins liquoreux produits dans les régions portugaises respectivement du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos.

Le Gouvernement siamois s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire du Siam l'importation, l'entreposage (soit

dans les entrepôts de douane, soit dans les entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations dès qu'ils ne seraient pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos, et qu'ils n'aient pas été exportés respectivement, le Porto par la barre de Douro et le port de Leixões, le Madère par le port de Funchal, le Moscatel de Setubal par les ports de Lisbonne ou de Setubal, et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins doit être établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes portugaises et dont la présentation sera indispensable pour leur importation au Siam.

La répression des contraventions aux dispositions du présent Article s'exercera par voie de saisie, inutilisation ou toutes autres sanctions appropriées, alors même que la véritable origine du produit serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que „genre", „type", „façon", „rival" ou d'une autre indication régionale, spécifique ou autre, toutes marques étiquettes, ou inscriptions devant être interdites qui seraient susceptibles d'induire en erreur l'acheteur ou de créer dans son esprit une confusion sur la véritable origine du vin qu'il achète.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ayant droit, aux termes de cet Article, à une appellation d'origine, et dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les sanctions visées ci-dessus seront appliquées à la diligence de l'Administration, ou à la requête du Ministère Public, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

Les dispositions ci-dessus seront applicables au vin liquoreux portant la marque „Extremadura" et expédié par le port de Lisbonne, dès que la région vinicole dont il est originaire aura été délimitée et que son exportation sera soumise aux mêmes règles et garanties que celles adoptées au Portugal pour les vins énumérés au premier alinéa du présent Article.

Le Gouvernement Portugais protégera de même, au Portugal et dans les îles adjacentes, les appellations géographiques d'origine siamoise qu'il aura reconnues dans les mêmes conditions.

## Article X.

Les boissons alcooliques originaires de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujetties, à leur importation dans le territoire de l'autre, à des droits d'importation, taxes intérieures ou discriminations quelconques autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou qui seront appliqués aux boissons étrangères de même teneur alcoolique, quelle que soit l'origine, la provenance ou l'appellation de ces dernières.

Article XI.

Les entreprises de navigation siamoises, ainsi que les navires siamois, leurs passagers et leurs cargaisons ne seront pas assujettis au Portugal, dans les îles adjacentes, et dans les colonies portugaises à des droits ou impositions autres ou plus élevés, ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée, leurs passagers et leurs cargaisons.

Le même traitement sera accordé au Siam aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et cargaisons.

Il est entendu que les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas:

a) Aux lois spéciales concernant la marine marchande nationale et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation;

b) Aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique;

c) A l'exercice du service maritime dans les ports, les plages et les rades. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime;

d) Au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes, y compris les colonies. Ledit trafic continuera à être règlementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays;

e) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales et nationales des Hautes Parties Contractantes.

Article XII.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

La nationalité des marchandises devra être établie, le cas échéant, par un certificat d'origine délivré par les autorités ou entités légalement autorisées à émettre de tels certificats. La présentation de ces certificats pourra être demandée par chacun des pays pour le dédouanement de tous produits dont l'importation dans l'autre pays soit soumise à un régime de licence ou de contingentement. Le Gouvernement du pays d'origine notifiera au Gouvernement du pays destinataire quelles sont, par rapport à chaque produit, les autorités ou entités compétentes pour en attester l'origine, et il fournira au Gouvernement de ce dernier pays les modèles des certificats adoptés pour chaque catégorie de produits.

Le Gouvernement du pays destinataire aura droit d'exiger le visa du certificat d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire ou par une personne ou un organisme habilité par lui. Le visa sera gratuit

pour les produits dont l'importation est assujettie à un permis, ou à une licence grevée d'une taxe spéciale.

Article XIII.

Les commis voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine jouiront, sous tous les rapports et notamment en tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Il est entendu par les Hautes Parties Contractantes que les stipulations du présent Traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements concernant la naturalisation, l'immigration, la police et la sécurité publique qui sont en vigueur ou qui pourront être édictés dans chacun des deux pays pourvu qu'ils ne constituent pas une dérogation au traitement de la nation la plus favorisée à l'égard des ressortissants de l'autre Partie.

Article XV.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux Articles précédents ne comprendra pas:

a) Les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par une des Hautes Parties Contractantes pour faciliter le trafic des frontières avec les pays limitrophes;

b) Les avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer, ou à leur utilisation;

c) Le régime spécial que le Portugal a institué, ou pourrait instituer, par des Accords particuliers avec l'Espagne ou le Brésil;

d) Les régimes spéciaux que les Hautes Parties Contractantes ont institués ou pourraient instituer, en matière tarifaire pour les importations en provenance de leurs territoires d'outre-mer ou pour les exportations destinées à ces mêmes territoires;

e) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière.

Article XVI.

Le présent Traité produira ses effets au Siam et en ce qui concerne le Portugal, à la Métropole, îles adjacentes (Madère, Porto Santo et Açores), n'étant pas applicable aux colonies portugaises, sauf si le Portugal notifie le Siam de son désir de rendre applicables les dispositions du même Traité à n'importe laquelle ou lesquelles de ses colonies.

Article XVII.

Le présent Traité est fait en français.

Il sera ratifié et restera en vigueur pendant une période de cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications qui aura lieu, soit à Lisbonne soit à Bangkok, dans le plus bref délai possible. Si douze mois avant l'expiration de ce délai de cinq ans, aucune des Hautes Parties Contractantes n'a notifié à l'autre son intention de mettre fin à ce Traité, ce dernier continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Il est entendu qu'une telle dénonciation ne saurait avoir pour effet de remettre en vigueur le Traité de 1925, dénoncé par le Siam en date du 9 novembre 1936.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Lisbonne, le deuxième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingt-unième année de l'ère bouddhique, correspondant au deuxième jour du mois de juillet de la mil neuf cent trente-huitième année de l'ère chrétienne.

(L. S.) (signé) *Phra Bahiddha Nukara.*
(L. S.) (signé) *Antonio de Oliveira Salazar.*

Certified true copy. Phya Rajawangsan, Permanent Representative of Thailand to the League of Nations.

---

Liste A.

Liste des produits portugais exclus du traitement de la nation la plus favorisée.

| Numéro du tarif du Siam | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 6 | Beurre. |
| 49 | Laque en écailles, purifiée ou non. |
| 77 | Huiles lourdes combustibles pour foyers de chaudières et pour moteurs à combustion interne. |
| 78 | Huile minérale lubrifiante. |
| 102 | Allumeurs mécaniques et leurs parties composantes:<br>a) Allumeurs complets (avec ou sans pierre).<br>b) Parties composantes, à l'exception des pierres. |
| 124 | Tracteurs. |
| 148 | Bouteilles thermos. |

## Liste B.

Liste des produits siamois exclus du traitement de la nation la plus favorisée.

| Numéro du tarif portugais | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 3 | Moutons. |
| 4 | Chevaux. |
| 5 | Juments. |
| 614 | Chocolat. |
| 615 | Conserves alimentaires: de poisson. |
| 634 | Huiles d'animaux marins, hydrogénées. |
| 645 | Vinaigre. |
| 724 | Tracteurs et locomobiles. |

---

## Echange de Notes.

N° 115/2481. I.

Lisbonne, le 2 juillet 1938.

Monsieur le Ministre,

Au moment de procéder à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume de Siam et la République portugaise, j'ai l'honneur de confirmer, dûment autorisé par mon Gouvernement, ce qui suit:

a) Les Portugais et les protégés portugais nés au Siam avant le 30 août 1926 et enregistrés avant cette date au Consulat de Portugal à Bangkok conservent respectivement la nationalité et la protection portugaises, les seules qui leur seront reconnues au Siam;

b) Conformément au principe de la réciprocité, le Gouvernement siamois est prêt à réserver un examen bienveillant aux autres demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par les descendants nés au Siam des Portugais ou des protégés portugais, tout particulièrement quand ces demandes seront appuyées par le Gouvernement portugais.

Les immeubles appartenant à l'Etat portugais et destinés à des fins officielles, tels que légations et consulats, quel que soit l'endroit où ils se trouvent au Siam, seront exemptés de tout impôt, et jouiront du même traitement que les immeubles de même nature appartenant à la nation la plus favorisée.

Les immeubles de l'Etat portugais utilisés pour des fins autres que les fins officielles, ainsi que les immeubles appartenant à des particuliers ressortissants portugais, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, seront passibles d'impôts dans un régime identique à celui des immeubles dans les mêmes conditions appartenant à l'Etat ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Par réciprocité les immeubles appartenant à des ressortissants siamois jouiront au Portugal du traitement de la nation la plus favorisée. Les immeubles appartenant au Royaume du Siam et destinés à ses légations et ses consulats au Portugal jouiront de toute exemption d'impôts accordée aux immeubles de même nature de la nation la plus favorisée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) *Phra Bahiddha Nukara.*

Son Excellence Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira Salazar, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, Lisbonne.

---

Pr. 30.
N° 10.

II.

S. R.
Lisbonne, le 2 juillet 1938.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, dans laquelle dûment autorisée par le Gouvernement de Siam, Votre Excellence m'a communiqué ce qui suit:

a) Les Portugais et les protégés portugais nés au Siam avant le 30 août 1926 et enregistrés avant cette date au Consulat de Portugal à Bangkok conservent respectivement la nationalité et la protection portugaises, les seules qui leur seront reconnues au Siam;

b) Conformément au principe de la réciprocité, le Gouvernement siamois est prêt à réserver un examen bienveillant aux autres demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par des descendants nés au Siam des Portugais ou des protégés portugais, tout particulièrement quand ces demandes seront appuyées par le Gouvernement portugais.

Les immeubles appartenant à l'Etat portugais et destinés à des fins officielles, tels que légations et consulats, quel que soit l'endroit où ils se trouvent au Siam, seront exemptés de tout impôt, et jouiront du même traitement que les immeubles de même nature appartenant à la nation la plus favorisée.

Les immeubles de l'Etat portugais utilisés pour des fins autres que les fins officielles, ainsi que les immeubles appartenant à des particuliers ressortissants portugais, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, seront passibles d'impôts dans un régime identique à celui des immeubles dans les mêmes conditions appartenant à l'Etat ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Par réciprocité les immeubles appartenant à des ressortissants siamois jouiront au Portugal du traitement de la nation la plus favorisée. Les immeubles appartenant au Royaume du Siam et destinés à ses légations et

ses consulats au Portugal jouiront de toute exemption d'impôts accordée aux immeubles de même nature de la nation la plus favorisée.

En prenant acte de ces communications au nom du Gouvernement portugais, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

(Signé) *Antonio de Oliveira Salazar.*

Phra Bahiddha Nukara, etc., etc., etc.

---

Proc. 30.
Nº 11.

I.

Lisbonne, le 2 juillet 1938.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement portugais a considéré avec sympathie la demande du Gouvernement siamois sur la renonciation au droit qui était assuré au Portugal par l'Article 2 du Protocole annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Portugal et le Siam, signé à Lisbonne le 14 août 1925, d'évoquer les affaires pendantes devant les tribunaux siamois dans lesquelles un citoyen, protégé, corporation, compagnie ou association portugaise serait défendeur ou prévenu.

J'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement portugais est disposé à acquiescer à la demande du Gouvernement siamois.

Cette renonciation aura effet à partir d'aujourd'hui, étant entendu que dans les douze mois après la date de cette Note le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des Représentants du Peuple une loi sur les conflits de lois en s'inspirant des principes normaux du droit international privé (en incluant tout spécialement la loi de la nationalité dans les questions relatives au statut personnel) et que, jusqu'à la promulgation de cette loi, les tribunaux siamois continueront à appliquer ces principes dans toutes les affaires concernant des citoyens portugais ou des protégés portugais.

Il est bien entendu que l'Article 3 du protocole susmentionné cessera aussi d'être en vigueur à partir de la date de cette Note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

(Signé) *Antonio de Oliveira Salazar.*

Phra Bahiddha Nukara, etc., etc., etc.

---

Nº 116/2481.

II.

Lisbonne, le 2 juillet 1938.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note en date d'aujourd'hui par laquelle Votre Excellence me communique que le Gouvernement por-

tugais, sur la demande du Gouvernement siamois, renonce au droit d'évocation établi à l'Article 2 du Protocole annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre le Siam et le Portugal, signé à Lisbonne le 14 août 1925.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des Représentants du Peuple, dans les douze mois à partir d'aujourd'hui une loi sur les conflits de lois en s'inspirant des principes normaux du droit international privé (en incluant tout spécialement la loi de la nationalité dans les questions relatives au statut personnel).

J'ai aussi l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'à partir d'aujourd'hui jusqu'à la promulgation de la loi sur les conflits de lois, les tribunaux siamois continueront à appliquer lesdits principes dans toutes les affaires concernant des citoyens portugais ou des protégés portugais.

Il est bien entendu que les dispositions de l'Article 3 du même protocole cesseront aussi d'être en vigueur à partir de la date de cette Note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) *Phra Bahiddha Nukara.*

Son Excellence Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira Salazar,
President du Conseil et Ministre des Affaires Etrangéres, Lisbonne.

---

## 2.

## ALLEMAGNE, CROATIE.

# Traité sur la frontière entre les deux pays; signé à Zagreb, le 13 mai 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 20.*

Deutsch-kroatischer Staatsvertrag.

Das Deutsche Reich und der Unabhängige Staat Kroatien haben den Wunsch, ihre aus dem Zerfall des Jugoslawischen Staates sich ergebende gemeinsame Grenze vertraglich festzulegen. Zum Abschluss dieses Vertrages haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler
den Deutschen Gesandten in Zagreb Herrn Siegfried Kasche und
den Vortragenden Legationsrat Herrn Kurt von Kamphoevener,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 2 juin 1942.

**) En langues allemande et croate. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

der Poglavnik des Unabhängigen Staates Kroatien

den Staatssekretär des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Dr. Mladen Lorković und

den General Herrn August Marić.

Die Bevollmächtigten haben nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart:

Artikel 1.

Die deutsch-kroatische Grenze wird durch eine Linie bestimmt, die vom Dreiort: Deutsches Reich — Kroatien — Italien bis zum Dreiort: Deutsches Reich — Kroatien — Ungarn verläuft und im allgemeinen der ehemaligen Verwaltungsgrenze zwischen den österreichischen Kronländern Krain und Steiermark einerseits und dem Königreich Kroatien-Slawonien-Dalmatien andererseits entspricht. Der vorgesehene Grenzverlauf ist auf der beigefügten Karte,[a] die einen wesentlichen Bestandteil dieses Vertrages bildet, durch eine blaue Linie dargestellt.

Artikel 2.

(1) Die endgültige Festlegung der Grenze wird an Ort und Stelle unter Berücksichtigung insbesondere der wirtschaftlichen Verhältnisse sobald als möglich durch eine deutsch-kroatische Kommission vorgenommen werden.

(2) Die Vertragschliessenden Teile werden nähere Bestimmungen über die Vermessung, Vermarkung und Unterhaltung der Grenze vereinbaren.

Artikel 3.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll möglichst bald in Berlin erfolgen.

Der Vertrag tritt mit seiner Unterzeichnung in Kraft.

Ausgefertigt in zwei Urschriften in deutscher und kroatischer Sprache, die beide gleiche Geltung haben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Zagreb am 13. Mai 1941.

*S. Kasche.*
*Kurt von Kamphoevener.*
*Dr. M. Lorković.*
*Aug. Marić.*

---

[a] Hier nicht mit abgedruckt.

## 3.

## ALLEMAGNE, HONGRIE.

# Traité consulaire; signé à Berlin, le 20 juillet 1940.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 29.*

---

Konsularvertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn.

Das Deutsche Reich und das Königreich Ungarn, von dem Wunsche geleitet, die Konsularverhältnisse zwischen den beiden Ländern auf der Grundlage des allgemeinen Völkerrechts und der Gegenseitigkeit zu regeln, sind übereingekommen, einen Konsularvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Vortragenden Legationsrat und stellvertretenden Abteilungsleiter im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Erich Albrecht und

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Erhard Schiffner;

Seine Durchlaucht der Reichsverweser des Königreichs Ungarn:

den Sektionschef, Abteilungsleiter im königlich ungarischen Ministerium des Äussern, Herrn Dr. Viktor von Szondy und

den Ministerialrat, stellvertretenden Abteilungsleiter im königlich ungarischen Justizministerium, Herrn Dr. Ludwig von Krivátsy-Szüts.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und in Ordnung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

### Erster Abschnitt.

### Das Konsularwesen im allgemeinen.

#### Artikel 1.

#### Konsuln und Konsularbeamte.

(1) Soweit in diesem Vertrag nichts anderes bestimmt ist, sind unter Konsuln überall Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln zu verstehen, die einer Konsularbehörde vorstehen.

(2) Unter Konsularbeamten sind alle Beamten zu verstehen, die einer Konsularbehörde zugeteilt sind.

(3) Unter Konsulaten sind überall Generalkonsulate, Konsulate und Vizekonsulate zu verstehen.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 8 août 1942.

**) En langues allemande et hongroise; nous ne reproduisons que le texte allemand.

(4) Konsuln und Konsularbeamte sind Berufsbeamte oder Ehrenbeamte.

(5) Konsuln und Konsularbeamte sollen, soweit sie Berufsbeamte sind, Angehörige des entsendenden vertragschliessenden Teils sein.

Artikel 2.

Zulassung der Konsuln.

(1) Jeder der beiden vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, in den Häfen, Städten und Handelsplätzen seines Gebiets Konsuln des anderen Teils zuzulassen, die von diesem nach Massgabe seiner Vorschriften ernannt werden. Doch bleibt es jedem der beiden Teile vorbehalten, hiervon einzelne Orte und Gebietsteile auszunehmen, vorausgesetzt, dass eine solche Ausnahme jeder dritten Macht gegenüber gleichmässig Anwendung findet.

(2) Vor der Ernennung von Wahlkonsuln, die nicht dem entsendenden vertragschliessenden Teil angehören, ist das Einverständnis des anderen Teils auf diplomatischem Weg einzuholen.

Artikel 3.

Exequatur.

(1) Die Konsuln können ihre Amtsbefugnisse in dem Land ihres Amtssitzes ausüben, sobald sie in den dort vorgeschriebenen oder herkömmlichen Formen zugelassen worden sind.

(2) Auf Grund ihrer Bestallung sollen sie das Exequatur oder die sonstige Zulassung so bald als möglich kostenfrei erhalten. Ihr Amtsbezirk ist bei Vorlegung der Bestallung zu bezeichnen; jede spätere Veränderung des Amtsbezirks ist gleichfalls mitzuteilen.

(3) Erachtet der Empfangsstaat in einem einzelnen Fall die Zulassung nicht für angängig oder die Zurücknahme der Zulassung für erforderlich, so hat er die Gründe dem entsendenden vertragschliessenden Teil vorher anzugeben; die Würdigung dieser Gründe bleibt dem Empfangsstaat allein vorbehalten.

Artikel 4.

Vertreter der Konsuln.

(1) Im Fall der Abwesenheit, der Verhinderung oder des Todes des Konsuls ist einer der Konsularbeamten befugt, zeitweilig die Konsulargeschäfte wahrzunehmen, vorausgesetzt, dass seine amtliche Eigenschaft vorher zur Kenntnis der zuständigen Ortsbehörden gebracht worden ist.

(2) Im Fall der Abwesenheit, der Verhinderung oder des Todes des Leiters eines Wahlkonsulats kann der Vertreter nur mit dem Einverständnis der Regierung des Empfangsstaats ernannt werden, falls er nicht dem entsendenden vertragschliessenden Teil angehört.

(3) Die Vertreter der Konsuln geniessen während ihrer zeitweiligen Amtsführung die den Konsuln zustehenden Vorrechte und Befreiungen.

(4) Indessen geniessen die Vertreter der Berufskonsuln, die nicht selbst Berufsbeamte sind, während der Dauer ihrer Amtsführung zwar die gleichen Ehren und Rücksichten wie die Berufskonsuln, aber nur die Vorrechte und Befreiungen der Wahlkonsuln.

Artikel 5.

Versiegelung des Archivs im Fall des Ablebens des Konsuls.

Wenn im Fall des Ablebens eines Konsuls ein berufener Vertreter nicht zur Stelle ist, so soll sich die Ortsbehörde an den nächsten Konsul oder an die Gesandtschaft des entsendenden vertragschliessenden Teils wenden, um unverzüglich das Archiv der Konsularbehörde versiegeln zu lassen.

## Zweiter Abschnitt.

## Konsularische Vorrechte und Befreiungen.

Artikel 6.

Ehrenrechte.

(1) Die Konsuln können an dem Gebäude, worin sich ihre Amts- und Kanzleiräume befinden, das Wappen des Staats, der sie ernannt hat, mit einer ihr Amt bezeichnenden Inschrift anbringen. Auch dürfen sie die Flagge dieses Staats auf dem erwähnten Gebäude an öffentlichen Feiertagen sowie bei sonstigen herkömmlichen Gelegenheiten aufziehen. Sie dürfen ferner die Flagge dieses Staats auf den von ihnen bei dienstlichen Fahrten benutzten Fahrzeugen setzen. Es versteht sich von selbst, dass diese äusseren Abzeichen niemals so ausgelegt werden können, als ob sie ein Asylrecht begründen.

(2) Die Konsuln haben Anspruch auf die ihrer amtlichen Stellung gebührenden Ehren gemäss den örtlichen Gebräuchen.

Artikel 7.

Konsulararchiv.

(1) Die Konsulararchive sind jederzeit unverletzlich. Die Landesbehörden dürfen unter keinem Vorwand die zum Archiv gehörenden Papiere einsehen oder mit Beschlag belegen. Die Dienstpapiere müssen von den Privatpapieren der Konsuln und der Konsularbeamten völlig abgesondert werden.

(2) Die Landesbehörden dürfen in die Archive oder Kanzleiräume nicht eindringen, ohne vorher den Konsul oder seinen Vertreter benachrichtigt zu haben, es sei denn, dass es sich um die Vollstreckung einer gerichtlich erkannten Strafe oder um die Verfolgung wegen einer mit dem Tod oder mit Freiheitsstrafe von mindestens einem Jahr bedrohten Straftat handelt.

(3) Die Kanzlei- und Amtsräume dürfen niemals als Asyl dienen.

Artikel 8.

Vorrechte und Befreiungen auf dem Gebiet des Finanzwesens.

§ 1.

Befreiung von militärischen Anforderungen und persönlichen Leistungen.

(1) Die Berufskonsuln und die Berufskonsularbeamten sind von jeder militärischen Anforderung und Leistung sowie von Einquartierungen und von allen Verpflichtungen zu persönlichen Dienstleistungen befreit.

(2) Die Befreiungen erstrecken sich auf die den Berufskonsuln und den Berufskonsularbeamten gehörigen Grundstücke nur dann, wenn sie diesen Personen als Wohnung dienen oder zum Zweck des Konsulardienstes benutzt werden.

(3) Die Wohnräume der Wahlkonsuln sind insoweit befreit, als sie ausschliesslich zum Zweck des Konsulardienstes benutzt werden.

§ 2.

Befreiung von Steuern und Abgaben.

Die Konsuln und die Konsularbeamten werden die in den zwischen den vertragschliessenden Teilen in Kraft stehenden Vereinbarungen gesicherten Befreiungen von Steuern und Abgaben geniessen.

§ 3.

Befreiung von Zöllen und sonstigen Ein- oder Ausgangsabgaben.

(1) Von Zöllen und sonstigen Eingangsabgaben sind alle Gegenstände befreit, die zum amtlichen Gebrauch der Konsulate bestimmt sind, ebenso bewegliche Gegenstände, die zur Einrichtung der Kanzlei- und sonstigen Amtsräume dienen, wenn sie den Konsulaten zu Dienstzwecken von dem Staat, der sie errichtet hat, zugehen.

(2) Von Zöllen und sonstigen Eingangsabgaben sind ferner alle Gegenstände befreit, die die Berufskonsuln und die Berufskonsularbeamten für ihren Haushalt oder zum persönlichen Gebrauch oder Verbrauch oder zum Gebrauch oder Verbrauch ihrer Familienmitglieder einführen. Die Gegenstände unterliegen der regelmässigen Zollabfertigung. Voraussetzung für die Abgabenbefreiung ist, dass die Gegenstände unter der Anschrift der begünstigten Person eingehen und dass der Zollstelle eine mit dem Dienstsiegel versehene Bescheinigung des Leiters der konsularischen Vertretung oder seines Stellvertreters darüber vorgelegt wird, dass die nach Zahl, Art, Zeichen, Nummern und Inhalt der Packstücke bezeichneten Sendungen zum eigenen Gebrauch oder Verbrauch des in der Anschrift genannten Empfängers oder seiner Familienmitglieder bestimmt sind, und dass der Empfänger nicht die Staatsangehörigkeit des Eingangsstaates besitzt und im Eingangsstaat keine private Erwerbstätigkeit ausübt.

(3) Bei einer etwaigen Wiederausfuhr bleiben die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten Gegenstände von Zöllen und sonstigen Ausgangsabgaben befreit.

(4) Die in den vorstehenden Absätzen erwähnten Gegenstände unterliegen nicht Ein- und Ausfuhrverboten rein wirtschaftlicher Art; Verboten, die den Interessen der Sicherheit des Staats oder des öffentlichen Gesundheitswesens dienen oder zum Schutz der einheimischen Kunstgegenstände bestimmt sind, sind sie unterworfen. Ein Ausfuhrverbot für einheimische Kunstgegenstände findet jedoch keine Anwendung, wenn es sich um die Wiederausfuhr von Kunstgegenständen handelt, die die Berufskonsuln oder die Berufskonsularbeamten selbst eingeführt haben.

Artikel 9.

Vorrechte und Befreiungen auf dem Gebiet der Gerichtsbarkeit.

§ 1.

Amtliche Tätigkeit.

Die Konsuln sind bezüglich der Handlungen ihrer amtlichen Tätigkeit in den Grenzen ihrer Zuständigkeit der Gerichtsbarkeit des vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet sie ihren Amtssitz haben, nicht unterworfen.

§ 2.

Verhaftung.

(1) Gegen die Konsuln und die Konsularbeamten, die Angehörige des entsendenden vertragschliessenden Teils sind, darf die Personalhaft in Zivil- und Handelssachen weder als Mittel der Zwangsvollstreckung noch als Sicherungsmassregel verhängt werden.

(2) In Strafsachen dürfen sie nicht festgenommen oder in Untersuchungshaft genommen werden, es sei denn, dass es sich um die Vollstreckung einer gerichtlich erkannten Strafe oder um die Verfolgung einer mit dem Tod oder mit Freiheitsstrafe von mindestens einem Jahr bedrohten Straftat handelt.

(3) Wenn ein Konsul oder ein Konsularbeamter verhaftet oder anderweitig verfolgt wird, so soll der diplomatische Vertreter des vertragschliessenden Teils, der ihn ernannt hat, hiervon sofort durch die Regierung des Empfangsstaats benachrichtigt werden.

§ 3.

Zeugenvernehmung.

(1) Soll ein Berufskonsul vor den Gerichtsbehörden des vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet er seinen Amtssitz hat, als Zeuge vernommen werden, so sollen, falls er durch Krankheit oder Dienstgeschäfte verhindert ist, die Gerichtsbehörden sich in seine Wohnung begeben, um ihn mündlich zu vernehmen, oder sein schriftliches Zeugnis verlangen. Der Konsul hat dem Verlangen zu entsprechen und den Be-

hörden in der ihm bezeichneten Frist seine Aussage schriftlich, mit seiner Unterschrift und seinem Amtssiegel versehen, zuzustellen.

(2) Ist in einer Strafsache das persönliche Erscheinen eines Berufskonsuls vor dem erkennenden Gericht nach den Landesgesetzen nicht zu umgehen und seine Vernehmung in der Wohnung untunlich, so soll im Fall seiner dienstlichen Behinderung das Gericht Tag und Stunde seiner Vernehmung mit ihm vereinbaren und ihn, wenn er zum vereinbarten Zeitpunkt erscheint, tunlichst umgehend vernehmen und ihn nicht länger zurückhalten, als es unbedingt erforderlich ist.

(3) Gegen einen Berufskonsul als Zeugen dürfen keine Zwangsmassnahmen angeordnet werden; etwa auftauchende Schwierigkeiten werden auf diplomatischem Weg beseitigt werden.

(4) Die Wahlkonsuln und die Konsularbeamten sind gehalten, vor den Gerichtsbehörden des vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet sie ihren Amtssitz haben, zur Ablegung eines Zeugnisses zu erscheinen.

(5) Die Vorladung eines Berufsbeamten darf für den Fall des Nichterscheinens weder die Androhung von Strafen noch von anderen Zwangsmassnahmen enthalten.

(6) Die Konsuln und die Konsularbeamten, ohne Rücksicht darauf, ob sie Berufs- oder Ehrenbeamte sind, dürfen über Vorgänge, die ihre amtliche Tätigkeit betreffen, ohne Genehmigung der Regierung, die sie ernannt hat, nicht vernommen werden. Die Genannten dürfen das Zeugnis über alle Fragen verweigern, die mit ihrer amtlichen Tätigkeit im Zusammenhang stehen. Sie sind ferner berechtigt, die Auslieferung oder die Vorweisung einzelner Urkunden oder Gegenstände mit Berufung auf ihre Geheimhaltungspflicht zu verweigern.

## Dritter Abschnitt.

## Konsularische Amtsbefugnisse.

### Artikel 10.

### Verkehr mit den Behörden.

(1) Die Konsuln sind berufen, die Rechte und Interessen der Angehörigen des sie entsendenden vertragschliessenden Teils wahrzunehmen, insbesondere ihren Handel und ihre Schiffahrt zu schützen und zu fördern.

(2) Sie können in Ausübung ihrer Amtsbefugnisse sich an die Gerichts- und Verwaltungsbehörden in ihrem Amtsbezirk wenden, sofern nicht in den zwischen den beiden Teilen bestehenden Vereinbarungen ein anderer Weg vorgesehen ist; sie können auch bei den Präsidenten oder Leitern der Gerichtsbehörden und bei den Verwaltungsbehörden wegen jeder Verletzung der zwischen den beiden Teilen bestehenden Vereinbarungen oder der allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts Einspruch erheben. Der Verkehr mit den Zentralbehörden ist jedoch den diplomatischen Vertretern vorbehalten.

Artikel 11.

Aufnahme, Beglaubigung und Übersetzung von Urkunden.

(1) Die Konsuln haben, soweit sie nach den Vorschriften des sie entsendenden vertragschliessenden Teils dazu befugt sind, das Recht:

a) in ihren Amtsräumen oder Wohnungen, in den Wohnungen der Beteiligten oder an Bord der die Flagge des entsendenden vertragschliessenden Teils führenden Schiffe von Angehörigen dieses Teils sowie von den zur Besatzung eines solchen Schiffes gehörenden Personen und dessen Fahrgästen Erklärungen entgegenzunehmen;

b) Verfügungen von Todes wegen von Angehörigen des entsendenden vertragschliessenden Teils aufzunehmen, zu bestätigen oder zu beglaubigen;

c) einseitige rechtsgeschäftliche Erklärungen von Angehörigen des entsendenden vertragschliessenden Teils sowie Erklärungen über Verträge jeder Art, die zwischen den Angehörigen dieses Teils geschlossen werden, entgegenzunehmen, zu bestätigen, zu beurkunden oder die Unterschriften und Handzeichen unter diesen Erklärungen zu beglaubigen; ausgenommen sind einseitige Rechtsgeschäfte und Verträge, soweit sie sich auf die Übertragung oder dingliche Belastung eines Grundstücks im Gebiet desjenigen vertragschliessenden Teils beziehen, in dem sich ihr Amtssitz befindet;

d) Unterschriften oder Handzeichen von Angehörigen des entsendenden vertragschliessenden Teils zu beglaubigen;

e) einseitige sowie vertragliche rechtsgeschäftliche Erklärungen jeder Art ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Beteiligten entgegenzunehmen, zu bestätigen, zu beurkunden oder die Unterschriften und Handzeichen unter diesen Erklärungen zu beglaubigen, sofern die Rechtsgeschäfte und Verträge sich ausschliesslich auf Gegenstände im Gebiet des entsendenden vertragschliessenden Teils oder auf ein dort abzuschliessendes und auszuführendes Geschäft oder auf Seeschiffe beziehen, die die Flagge dieses Teils führen;

f) Verhandlungen und Schriftstücke jeder Art, die von Behörden, von Beamten oder von öffentlichen Urkundspersonen des sie entsendenden vertragschliessenden Teils ausgegangen sind, zu übersetzen oder zu beglaubigen;

g) Verhandlungen und Schriftstücke jeder Art, die von Behörden, von Beamten oder von öffentlichen Urkundspersonen ihres Amtsbezirks ausgefertigt und zum Gebrauch im Gebiet des entsendenden vertragschliessenden Teils bestimmt sind, zu übersetzen oder zu beglaubigen.

(2) Die vom Konsul aufgenommenen, bestätigten oder beglaubigten Urkunden unterliegen hinsichtlich der Erhebung von Abgaben, der Regi-

strierung und der sonstigen Behandlung den im Land seines Amtssitzes geltenden Vorschriften.

(3) Alle diese Rechtsgeschäfte und Verträge sollen, wenn sie von dem Konsul aufgenommen, bestätigt oder beglaubigt und mit dem Konsulatssiegel versehen sind, ebenso wie die von ihm unter Beifügung seines Amtssiegels beglaubigten Abschriften, Auszüge und Übersetzungen davon im Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem sich der Amtssitz dieses Konsuls befindet, als öffentliche oder öffentlich beglaubigte Urkunden angesehen werden und den gleichen Wert und die gleiche Beweiskraft haben, als wenn sie von einer Behörde, von einem Beamten oder von einer öffentlichen Urkundsperson dieses Teils aufgenommen, bestätigt oder beglaubigt wären. Dieser Wert und diese Beweiskraft beziehen sich lediglich auf die Form und nicht auf den Inhalt und die Wirkung des Rechtsgeschäfts oder des Vertrags.

(4) Falls sich ein Zweifel erhebt über die Echtheit eines in der Kanzlei eines der beiderseitigen Konsulate aufgenommenen oder eingetragenen Rechtsgeschäfts oder über die Echtheit und Genauigkeit der erwähnten Abschriften, Auszüge oder Übersetzungen, kann dem Beteiligten, der darum nachsucht, die Vergleichung mit der Urschrift nicht verweigert werden. Er kann der Vergleichung beiwohnen, wenn er es für erforderlich hält.

Artikel 12.

Ausstellung und Visierung von Pässen und anderen Urkunden.

(1) Die Konsuln können, soweit sie nach den Vorschriften des entsendenden vertragschliessenden Teils dazu befugt sind, gemäss den Vorschriften dieses Teils für dessen Angehörige Pässe und ähnliche Ausweispapiere ausstellen und Sichtvermerke zur Einreise in das Gebiet des entsendenden vertragschliessenden Teils oder zur Durchreise durch dieses erteilen.

(2) Sie sind ferner befugt, Ursprungszeugnisse und andere in Handels- und Schiffahrtsangelegenheiten übliche Zeugnisse auszustellen oder mit Sichtvermerken zu versehen.

Artikel 13.

Eheschliessungen.

Weder die Konsuln noch die Konsularbeamten können im Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem sie ihren Amtssitz haben, Eheschliessungen vornehmen.

Artikel 14.

Vormundschaft.

(1) Sofern die zwischen den vertragschliessenden Teilen in Kraft stehenden Vereinbarungen andere Verfügungen nicht enthalten, können die Konsuln, soweit sie nach den Vorschriften des entsendenden vertragschliessenden Teils dazu befugt sind, im Interesse der fürsorgebedürftigen minderjährigen oder zu entmündigenden Angehörigen des sie entsenden-

den Teils, die sich im Gebiet des anderen Teils aufhalten, vorläufige Massnahmen in der dem Landesrecht nicht widersprechenden Form treffen oder den zuständigen Behörden des vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet sie ihren Amtssitz haben, diesbezüglich Vorschläge machen.

(2) Die Konsuln können nötigenfalls, bis zur Entscheidung der zuständigen einheimischen Behörden, für die Fürsorgebedürftigen einen Vormund oder Kurator bestellen.

(3) Die Befugnis der zuständigen Behörden des anderen Teils zu vorläufigen Massnahmen und gegebenenfalls zur Bestellung eines Vormunds oder Pflegers bleibt unberührt.

Artikel 15.

Nachlässe.

§ 1.

Benachrichtigung des Konsuls.

(1) Stirbt ein Angehöriger eines der vertragschliessenden Teile im Gebiet des anderen Teils, so hat die zuständige Ortsbehörde dem zuständigen Konsul des Teils, dem der Verstorbene angehörte, unverzüglich von dem Tod Kenntnis zu geben, und ihm mitzuteilen, was ihr über die Erben und deren Aufenthalt, den Wert und die Zusammensetzung des Nachlasses sowie über das etwaige Vorhandensein einer Verfügung von Todes wegen bekannt ist. Dasselbe gilt, wenn der Ortsbehörde bekannt wird, dass ein Angehöriger des anderen vertragschliessenden Teils, der im Ausland gestorben ist, im Inland Vermögen hinterlassen hat.

(2) Erhält zuerst der Konsul des Teils, dem der Verstorbene angehörte, von dem Todesfall Kenntnis, so benachrigtigt er seinerseits die Ortsbehörde.

§ 2.

Sicherung des Nachlasses.

(1) Für die Sicherung des Nachlasses hat in erster Linie die zuständige Ortsbehörde zu sorgen. Sie hat sich auf Massnahmen zu beschränken, die erforderlich sind, um die Substanz des Nachlasses unversehrt zu erhalten, wie Siegelung und Aufnahme eines Nachlassverzeichnisses. Auf Ersuchen des Konsuls hat sie in jedem Fall die von ihm gewünschten Sicherungsmassregeln zu treffen.

(2) Der Konsul kann gemeinsam mit der Ortsbehörde oder, soweit sie noch nicht eingegriffen hat, allein gemäss den Vorschriften des entsendenden vertragschliessenden Teils entweder persönlich oder durch einen von ihm ernannten, mit seiner Vollmacht versehenen Vertreter den beweglichen Nachlass siegeln und ein Nachlassverzeichnis aufnehmen, wobei er die Hilfe der Ortsbehörden in Anspruch nehmen darf.

(3) Ortsbehörden und Konsuln haben einander, sofern nicht besondere Umstände entgegenstehen, Gelegenheit zur Mitwirkung bei den Sicherungsmassnahmen zu geben. Die Behörde, die hierbei nicht hat mitwirken können, ist befugt, im Fall einer Siegelung den angelegten Sie-

geln nachträglich ihr Siegel beizufügen. Hat die andere Behörde nicht mitwirken können, so ist ihr so bald als möglich eine beglaubigte Abschrift des Nachlassverzeichnisses und des Verhandlungsprotokolls zu übersenden.

(4) Dieselben Bestimmungen gelten für die gemeinschaftlich vorzunehmende Aufhebung der Sicherungsmassregeln und insbesondere die Abnahme der Siegel. Jedoch kann sowohl die Ortsbehörde wie der Konsul allein zur Abnahme schreiten, falls die andere Behörde ihre Einwilligung dazu erteilt oder auf eine mindestens 48 Stunden vorher an sie ergangene Einladung sich nicht rechtzeitig eingefunden hat.

§ 3.

Bekanntmachung über den Eintritt der Erbfolge.

Die Ortsbehörde soll die im Land gebräuchlichen oder durch dessen Gesetze vorgeschribenen Bekanntmachungen über den Eintritt der Erbfolge und den Aufruf der Erben oder Gläubiger erlassen und diese Bekanntmachungen dem Konsul mitteilen; dieser kann auch seinerseits entsprechende Bekanntmachungen erlassen.

§ 4.

Nachlässe der Seemänner und der auf der Reise Verstorbenen.

(1) Wenn eine Person, die zur Besatzung eines die Flagge des einen der beiden vertragschliessenden Teile führenden Schiffs gehört, im Gebiet des anderen Teils stirbt und nicht diesem angehört, so sollen ihre Heuerguthaben und ihre Habseligkeiten dem Konsul des ersteren Teils übergeben werden.

(2) Wenn ein Angehöriger eines der beiden vertragschliessenden Teile auf der Reise im Gebiet des anderen Teils stirbt, ohne dort seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt gehabt zu haben, so sollen die von ihm mitgeführten Gegenstände dem Konsul des vertragschliessenden Teils, dem er angehört, übergeben werden.

(3) Der Konsul, dem die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Nachlassachen übergeben sind, wird damit nach den Vorschriften des entsendenden vertragschliessenden Teils verfahren, nachdem er die von dem Verstorbenen während des Aufenthalts im Gebiet des anderen Teils gemachten Schulden geregelt hat.

Artikel 16.

Seeschiffahrt.

§ 1.

Gewährung von Beistand und Unterstützung für heimatliche Schiffe.

(1) Die Konsuln können den Eingang und die Abfertigung der die Flagge des entsendenden vertragschliessenden Teils führenden Schiffe fördern und ihnen während ihres Aufenthalts in den Gewässern ihres

Amtsbezirks ihren Beistand leisten. Zu diesem Zweck können sie sich, sobald die Schiffe zum freien Verkehr zugelassen sind, in Person an Bord begeben oder Vertreter an Bord senden, die Mitglieder der Besatzung befragen, die Schiffspapiere prüfen, Ladungsverzeichnisse (Manifeste) aufnehmen und gemäss Artikel 11 Absatz 1 lit. a Erklärungen der Mitglieder der Besatzung und der Fahrgäste über Reise, Bestimmungsort und Zwischenfälle während der Reise entgegennehmen.

(2) Die Bezeichnung „Besatzung“ in diesem Artikel umfasst den Kapitän, die Offiziere, die Matrosen, die Heizer und jede andere an Bord des Schiffes angestellte Person.

§ 2.

Aufrechterhaltung der Ordnung an Bord der Schiffe.

(1) Den Konsuln steht ausschliesslich die Aufrechterhaltung der inneren Ordnung an Bord der die Flagge des entsendenden vertragschliessenden Teils führenden Seehandelsschiffe zu; sie sind berechtigt, die Befugnisse des Schiffskapitäns nötigenfalls auf eine von ihnen gewählte Person zu übertragen und die Offiziere sowie die Mitglieder der Schiffsbesatzung durch andere Personen abzulösen. Sie sind weiter befugt, falls sie nach den Gesetzen des entsendenden vertragschliessenden Teils dazu ermächtigt sind, die Streitigkeiten zwischen den Mitgliedern der Besatzung zu schlichten, insbesondere solche, die sich auf die Heuer und die Erfüllung gegenseitiger Verpflichtungen beziehen.

(2) Die Behörden des Empfangsstaats dürfen bei Ausschreitungen an Bord der Schiffe nur dann eingreifen, wenn diese geeignet sind, die Ruhe oder öffentliche Ordnung im Hafen oder zu Lande zu stören, oder wenn Angehörige des vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Ruhe oder öffentliche Ordnung gestört wurde, oder nicht zur Schiffsbesatzung gehörende Personen beteiligt sind.

(3) In allen anderen Fällen von Ausschreitungen an Bord haben die Landesbehörden sich darauf zu beschränken, auf Verlangen dem Konsul, seinem Vertreter und, falls ein solcher nicht zur Stelle ist, dem Schiffsführer Beistand zu gewähren.

§ 3.

Zurückführung entwichener Seemänner.

(1) Die Konsuln können die Mitglieder der Besatzung von Kriegsschiffen oder sonstigen die Flagge des entsendenden vertragschliessenden Teils führenden Schiffen, die in den Hoheits- oder Küstengewässern des Empfangsstaates von Bord entwichen sind, festnehmen lassen, um sie an Bord zurückführen zu lassen oder nach dem Flaggenstaat zu senden.

(2) Zu diesem Zweck haben sie sich schriftlich an die Ortsbehörden zu wenden und durch Vorlage von amtlichen Urkunden, insbesondere von beglaubigten Auszügen aus der Musterrolle, nachzuweisen, dass die Personen, deren Übergabe verlangt wird, tatsächlich zur Besatzung des Schiffs gehören. An Orten, an denen sich kein Konsul befindet, kann der

Antrag unter den gleichen Bedingungen durch den Schiffsführer selbst gestellt werden. Auf den so gestellten Antrag hin kann die Übergabe der Entwichenen nicht abgelehnt werden, es sei denn, dass der Übergabe besondere Gründe entgegenstehen.

(3) Die Ortsbehörden sollen die festgenommenen Personen auf Antrag und auf Kosten des Konsuls in den Ortsgefängnissen in Gewahrsam halten. Wenn der Konsul innerhalb zweier auf den Tag der Festnahme folgenden Monate sie nicht an Bord hat zurückführen lassen oder nach dem Flaggenstaat senden können, oder wenn die Kosten ihrer Haft nicht regelmässig bezahlt werden, so werden nach einer dem Konsul drei Tage vorher zu machenden Mitteilung die Entwichenen wieder freigelassen und dürfen aus dem nämlichen Grund nicht wieder festgenommen werden.

(4) Hat sich der Entwichene im Gebiet des Teils, in dem er sich befindet, einer nach der Gesetzgebung dieses Teils strafbaren Handlung schuldig gemacht, so kann die Übergabe aufgeschoben werden, bis das örtliche Gericht sein Urteil gefällt hat und dieses seinem ganzen Umfang nach vollstreckt worden ist.

(5) Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass diejenigen Mitglieder der Besatzung, die Angehörige des vertragschliessenden Teils sind, in dessen Gebiet sie entwichen sind, von den Bestimmungen dieses Paragraphen ausgenommen sein sollen.

§ 4.

Zuziehung der Konsuln bei Amtshandlungen an Bord der Seehandelsschiffe und zu Vernehmungen von Angehörigen ihrer Besatzung.

(1) Soll in einem Hafen eines der vertragschliessenden Teile an Bord eines die Flagge des anderen Teils führenden Seehandelsschiffs eine Untersuchungshandlung (Durchsuchung, Beschlagnahme, Verhaftung, vorläufige Festnahme, Vernehmung), eine Zwangsvollstreckung oder eine andere Handlung amtlichen Zwangs vorgenommen werden, so ist hiervon der mit der Wahrnehmung der Interessen des Flaggenstaats betraute Konsul rechtzeitig vorher unter genauer Angabe des Orts und der Zeit der Amtshandlung zu benachrichtigen und ihm anheimzugeben, dabei anwesend zu sein. Erscheint der Konsul oder sein Beauftragter nicht, so kann die Amtshandlung gleichwohl vorgenommen werden.

(2) Die vorstehenden Bestimmungen finden auch Anwendung, wenn Mitglieder der Schiffsbesatzung an Land von Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Beamten des Hafenorts vernommen werden sollen oder sonst auf behördliche Aufforderung mündliche Erklärungen abzugeben haben.

(3) In Fällen, in denen Gefahr im Verzug ist, oder bei Amtshandlungen, die nicht am Sitz des zuständigen Konsuls und auch nicht in dessen Nähe vorgenommen werden, bedarf es der vorherigen Benachrichtigung nicht. Der Konsul ist jedoch nachträglich über die Amtshandlung möglichst sofort zu unterrichten; dabei sind die Gründe anzugeben, aus denen eine vorherige Benachrichtigung unterblieben ist.

(4) Keiner Benachrichtigung bedarf es, wenn es sich um Massnahmen handelt, die im zollamtlichen, pass-, verkehrs- oder gesundheitspolizeilichen Interesse oder anlässlich der Erhebung von Schiffahrtsabgaben vorzunehmen sind. Ebenso bedarf es keiner Benachrichtigung, wenn die Anwesenheit des Konsuls oder seines Beauftragten bei der Amtshandlung mit den Landesgesetzen in Widerspruch stehen würde oder wenn es sich um Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit, insbesondere um Verklarungen handelt, die auf Antrag eines Mitglieds der Besatzung vorgenommen werden.

§ 5.

Seeunfälle.

(1) Erleidet ein Schiff, das die Flagge des einen vertragschliessenden Teils führt, an den Küsten des anderen Teils Schiffbruch, so sollen die Ortsbehörden den nächsten Konsul des Flaggenstaats so bald als möglich benachrichtigen.

(2) Die Ortsbehörden dürfen für ihren Beistand oder ihre Rettungsarbeit nur diejenigen Kosten erheben, die von den Schiffen ihres eigenen Landes im gleichen Fall zu entrichten sind.

(3) Die aus dem Schiffbruch geborgenen Waren und andere Gegenstände sind von Zollabgaben befreit, sofern sie nicht in den inneren freien Handel gelangen.

## Vierter Abschnitt.

## Allgemeine Bestimmungen.

### Artikel 17.

Ausübung konsularischer Befugnisse durch Beamte diplomatischer Vertretungen.

Die Bestimmungen des zweiten und dritten Abschnitts dieses Vertrags finden auf die den diplomatischen Vertretungen angehörenden Beamten, die mit Ausübung konsularischer Befugnisse beauftragt sind, unbeschadet der ihnen gemäss den Grundsätzen des Völkerrechts zustehenden Vorrechte und Befreiungen Anwendung.

### Artikel 18.

Anwendung des Völkerrechts.

Hinsichtlich der Fälle, die nicht durch die besonderen Bestimmungen dieses Vertrags geregelt sind, sind die vertragschliessenden Teile einig, im Einklang mit den Grundsätzen des Völkerrechts zu handeln.

### Artikel 19.

Meistbegünstigung.

(1) Die Konsuln und die Konsularbeamten jedes der vertragschliessenden Teile werden unter der Bedingung der Gegenseitigkeit im Gebiet des anderen Teils ausserdem alle Vorrechte und Befreiungen ge-

niessen und alle Amtsbefugnisse ausüben können wie die Konsuln und Konsularbeamten des meistbegünstigten Staates.

(2) Es gilt jedoch als abgemacht, dass keiner der vertragschliessenden Teile sich auf die oben vorgesehene Meistbegünstigungsklausel berufen kann, um zugunsten seiner Konsuln oder Konsularbeamten andere oder ausgedehntere Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse zu beanspruchen als die, die er selbst den Konsuln und Konsularbeamten des anderen Teils zuerkennt.

Fünfter Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

Artikel 20.

Ratifikation.

(1) Dieser Vertrag, der in deutscher und ungarischer Sprache abgeschlossen wird, soll ratifiziert werden und tritt drei Monate nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(2) Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Budapest erfolgen.

Artikel 21.

Gültigkeitsdauer des Vertrags.

(1) Dieser Vertrag gilt für die Dauer von fünf Jahren.

(2) Wird der Vertrag von keinem der vertragschliessenden Teile ein Jahr vor Ablauf des fünfjährigen Zeitraums gekündigt, so bleibt er bis zum Ablauf eines Jahres, gerechnet von dem Tag, an dem die Kündigung eines der beiden Teile dem anderen zugekommen sein wird, in Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Urschrift in Berlin, am 20. Juli 1940.

*Dr. E. Albrecht.*
*Dr. Erhard Schiffner.*
*Dr. Szondy Viktor.*
*Dr. Krivátsy-Szüts Lajos.*

---

Schlussprotokoll.

A.

Bei Unterzeichnung dieses Konsularvertrags haben sich die beiden vertragschliessenden Teile über nachstehende Punkte geeinigt, die einen wesentlichen Bestandteil des Konsularvertrags bilden sollen.

Zu Artikel 8.

Die Befreiung von militärischen Leistungen gemäss § 1 Absatz 1 beschränkt sich auf solche Gegenstände, insbesondere Tiere und Fahrzeuge,

die zum Gebrauch des Konsulats oder zum persönlichen Gebrauch der Konsuln oder der Konsularbeamten dienen.

Zu Artikel 11.

Nach den deutschen Vorschriften werden die von den Konsuln aufgenommenen Urkunden nicht bei den Konsulaten aufbewahrt, sondern entweder den Beteiligten ausgehändigt oder dem Amtsgericht Berlin in amtliche Verwahrung gegeben.

Zu Artikel 13.

Die Bestimmung dieses Artikels kann nicht dahin ausgelegt werden, dass die diplomatischen Vertreter in dem Empfangsstaat Eheschliessungen vornehmen könnten.

Zu Artikel 16.

Die Bestimmungen dieses Artikels sollen lediglich dem Schutz und der Förderung der ungarischen Seeschiffahrt dienen. Es besteht daher Einverständnis darüber, dass sie sich nicht auf die Binnenschiffahrt beziehen und dass die dort festgelegten Befugnisse von den deutschen Konsuln im Königreich Ungarn nicht in Anspruch genommen werden können.

B.

(1) Das Verfahren, betreffend die Mitteilungen und Ersuchen auf dem Gebiet des Personenstandswesens, regelt ein besonderes Abkommen.

(2) Die vertragschliessenden Teile haben sich ferner darüber geeinigt, dass die Vorrechte der Konsuln auf dem Gebiet des sozialen Versicherungswesens in einem besonderen Vertrag, betreffend die soziale Versicherung, geregelt werden sollen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und ungarischer Sprache in Berlin, am 20. Juli 1940.

*Dr. E. Albrecht.*
*Dr. Erhard Schiffner.*
*Dr. Szondy Viktor.*
*Dr. Krivátsy-Szüts Lajos.*

4.

## ALLEMAGNE, BULGARIE.

# Traité afin d'éviter la double imposition en matière des impôts directs; signé à Sofia, le 28 novembre 1940.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 25.*

---

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern.

Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König von Bulgarien haben, von dem Wunsch geleitet, auf dem Gebiet der direkten Steuern die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere die Doppelbesteuerung zu vermeiden, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Sofia, Herrn Dr. Herbert Freiherrn von Richthofen, und

den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium, Herrn Professor Dr. Otto Hedding;

Seine Majestät der König der Bulgaren:

den Königlich Bulgarischen Minister für auswärtige Angelegenheiten und Kultus, Herrn Ivan Popoff, und

den Königlich Bulgarischen Finanzminister, Herrn Dobri Bojiloff,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

(1) Der gegenwärtige Vertrag soll Bestimmungen treffen, die sich auf die Erhebung der direkten Steuern beschränken.

(2) Als direkte Steuern im Sinn des gegenwärtigen Vertrags gelten solche Steuern, die auf der Grundlage der Gesetzgebung in den Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile unmittelbar von den Einkünften (Reineinkünften oder Roheinkünften) oder von dem Vermögen erhoben werden, sei es für Rechnung der Staaten oder der deutschen Länder, sei es für Rechnung der Provinzen oder Provinzialverbände, der Gemeinden oder Gemeindeverbände, auch soweit die Erhebung der Steuern

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 7 juillet 1942.

**) En langues allemande et bulgare. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

in der Form von Zuschlägen erfolgt. Der gegenwärtige Vertrag bezieht sich daher nicht auf indirekte Steuern vom Verkehr und Verbrauch.

(3) Als direkte Steuern werden insbesondere angesehen:

1. im Deutschen Reich:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die Körperschaftsteuer,
   c) die Vermögensteuer,
   d) die Grundsteuer,
   e) die Gewerbesteuer,
   f) die Hauszinssteuern;

   im Protektorat Böhmen und Mähren:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die allgemeine Erwerbsteuer,
   c) die besondere Erwerbsteuer,
   d) die Grundsteuer,
   e) die Gebäudesteuer,
   f) die Rentensteuer,
   g) die Besoldungssteuer von höheren Dienstbezügen,
   h) der Wehrbeitrag,
   i) die die Dividenden und die Zinsen von gewissen festverzinslichen Wertpapieren treffende ausserordentliche Steuer;

2. im Königreich Bulgarien:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die Grundsteuer,
   c) die Gebäudesteuer.

Artikel 2.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich die Liegenschaft befindet.

(2) Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen gelten auch Einkünfte aus hypothekarisch gesicherten Forderungen.

Artikel 3.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art treffen, werden unbeschadet der folgenden Bestimmungen nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem das Unternehmen seine Betriebstätte hat; dies gilt auch, wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils erstreckt, ohne dort eine Betriebstätte zu haben.

(2) Betriebstätte im Sinn des gegenwärtigen Vertrags ist eine ständige Geschäftseinrichtung des Unternehmens, in welcher die Tätigkeit dieses Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(3) Hat das Unternehmen Betriebstätten in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile, so wird jeder der beiden vertragschliessenden

Teile die Steuern von dem Teil der Einkünfte erheben, der durch die Tätigkeit der in seinem Gebiet befindlichen Betriebstätten erzielt wird.

(4) Wie Einkünfte aus Gewerbebetrieb werden auch Einkünfte aus Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen behandelt mit Ausnahme der Einkünfte aus Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 4.

Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betrieb von Unternehmungen der Seeschiffahrt, der Binnenschiffahrt und der Luftfahrt treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet.

Artikel 5.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus Arbeit einschliesslich der Einkünfte aus freien Berufen treffen, werden, soweit nicht im Artikel 6 Abweichendes bestimmt ist, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem die persönliche Tätigkeit ausgeübt wird, aus der die Einkünfte herrühren.

(2) Die Ausübung eines freien Berufes in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile liegt nur dann vor, wenn die Berufstätigkeit in diesem Gebiet einen festen Mittelpunkt hat.

(3) Steuern, welche die Einkünfte aus Tantiemen der Aufsichtsrats- (nicht geschäftsführenden Verwaltungsrats-) mitglieder treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des die Tantiemen gewährenden Unternehmens befindet.

Artikel 6.

Steuern von Einkünften, die auf Grund einer gegenwärtigen oder früheren Dienst- oder Arbeitsleistung in Form von Besoldungen, Ruhegehältern, Löhnen oder anderen Bezügen von einem Staat, von einem Land, von einer Provinz, einer Gemeinde oder von einer anderen juristischen Person des öffentlichen Rechts gewährt werden, die nach der inneren Gesetzgebung ordnungsmässig errichtet ist, werden nur in dem Schuldnerstaat erhoben.

Artikel 7.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffen, werden, unbeschadet der Bestimmung im Artikel 2 Absatz 2, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

(2) Soweit in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile die Steuer von inländischen Kapitalerträgen im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird, wird das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs durch die Bestimmung des Absatzes 1 nicht berührt. Wird ein solcher Steuerabzug vorgenommen, so darf in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat neben der

allgemeinen Einkommensteuer eine besondere, diese Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffende Steuer nicht erhoben werden.

Artikel 8.

Steuern, die irgendeine andere, in den vorhergehenden Artikeln nicht bezeichnete Art von Einkünften einschliesslich der Leibrenten treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 9.

Für laufende und einmalige Steuern vom Vermögen oder Vermögenszuwachs, die in den Gebieten der vertragschliessenden Teile bestehen oder eingeführt werden, gelten folgende Bestimmungen:

1. Soweit das Vermögen aus
   a) unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des Zubehörs,
   b) hypothekarisch gesicherten Forderungen,
   c) Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art einschliesslich der Unternehmen der Seeschiffahrt, der Binnenschiffahrt und der Luftfahrt

   besteht, wird die Steuer in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, dem nach den vorhergehenden Artikeln die Steuer von den Einkünften aus diesem Vermögen zusteht.
2. Für alle anderen Arten des Vermögens wird die Steuer in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 10.

(1) Als Wohnsitz im Sinn dieses Vertrags wird der Ort angesehen, wo der Steuerpflichtige eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

(2) Liegen die Voraussetzungen des Absatzes 1 gleichzeitig in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile vor, so werden die obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen treffen.

(3) Liegen die Voraussetzungen des Absatzes 1 weder in dem Gebiet des einen noch des anderen vertragschliessenden Teils vor, so gilt als Wohnsitz des Steuerpflichtigen der Ort, an dem er seinen dauernden Aufenthalt hat. Einen dauernden Aufenthalt im Sinn dieser Bestimmung hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, dort nicht nur vorübergehend zu verweilen. Besteht auch in dem Gebiet keines der beiden vertragschliessenden Teile ein dauernder Aufenthalt, so wird ein Wohnsitz in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils angenommen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(4) Im Sinn dieses Vertrags gilt als Wohnsitz der juristischen Personen der Ort ihrer Leitung.

Artikel 11.

Für die diplomatischen, konsularischen und besonderen Vertreter jedes der vertragschliessenden Teile gelten die folgenden Sonderbestimmungen:

1. Die Vertreter, sofern sie Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen werden im Empfangsstaat zu direkten Steuern nur herangezogen, soweit es sich um die in den Artikeln 2, 3 und 4 bezeichneten Einkünfte und das im Artikel 9 Ziffer 1 aufgeführte Vermögen handelt oder soweit die Steuer im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird; im übrigen bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.
2. Die Sonderbestimmungen des Absatzes 1 gelten jedoch nur, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaat keinen Beruf, kein Gewerbe und keine andere nicht nur gelegentliche gewinnbringende Tätigkeit ausüben.
3. Auf Wahlkonsuln, die nur die Staatsangehörigkeit des Entsendestaates besitzen, finden die Bestimmungen dieses Vertrags, abgesehen von den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels, mit der Massgabe Anwendung, dass diese Konsuln mit ihren dienstlichen Bezügen, die sie als Entgelt für ihre Tätigkeit als Konsuln geniessen, im Empfangsstaat zu direkten Steuern nicht herangezogen werden.

Artikel 12.

Weist ein Steuerpflichtiger nach, dass die Massnahmen der Finanzbehörden der vertragschliessenden Teile für ihn die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben, so kann er hiergegen bei dem Staat, dem er angehört, Einspruch erheben. Wird der Einspruch für begründet erachtet, so kann die oberste Finanzbehörde dieses Staates sich mit der obersten Finanzbehörde des anderen verständigen, um in billiger Weise eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

Artikel 13.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Vertrag nicht geregelt sind, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung und Anwendung dieses Vertrags können die obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel 14.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ihre obersten Finanzbehörden mit der billigen Entscheidung jeder anderen Frage zu betrauen, die wegen der Verschiedenheit der für die Steuererhebung in dem Gebiet der beiden vertragschliessenden Teile geltenden Grundsätze oder die überhaupt, ohne in diesem Vertrag ausdrücklich entschieden zu sein, auf dem Gebiet der direkten Steuern entstehen könnte.

Artikel 15.

Dieser Vertrag findet erstmalig Anwendung auf die Stuern, die für die Zeit vom 1. Januar 1941 an erhoben werden.

Artikel 16.

Dieser Vertrag, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und bulgarischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Fall rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der beiden vertragschliessenden Teile diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Geschehen in Sofia, am 28. November 1940.

*Herbert Freiherr von Richthofen.*
*Hedding.*
*Iv. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien abgeschlossenen Vertrags zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden:

1. Die Bestimmungen des Vertrags finden auf solche Personen, welche die von ihnen geschuldete deutsche Reichsfluchtsteuer oder Auswanderungssteuer im Protektorat Böhmen und Mähren nicht entrichtet haben, keine Anwendung.

Ferner findet der Vertrag keine Anwendung auf solche Personen, bei denen nur deshalb die Voraussetzungen für die Erhebung dieser Steuern nicht vorliegen, weil sie einen inländischen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Sinn des im Einzelfall anwendbaren Steuerrechts haben.

2. Die Bestimmung des Artikels 2 des Vertrags gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung und jede andere Art der Nutzung des unbeweglichen Guts erzielten Einkünfte sowie für Einkünfte aus Veräusserungsgeschäften, die bei der Veräusserung von unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des mitveräusserten Zubehörs erzielt werden.

3. Die Bestimmung der Ziffer 2 dieses Schlussprotokolls, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen betrifft, findet auf die Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe sowie auf Gewinne aus der Veräusserung eines Betriebes im ganzen oder eines Teils des Betriebes oder eines Gegenstandes, der beim Betrieb benutzt wird, entsprechende Anwendung.

4. Als Betriebsstätten im Sinn des Artikels 3 des Vertrags gelten ausser dem Sitz und dem Ort der Leitung des Unternehmens die Zweigniederlassungen und Filialen, die Fabrikations- und Werkstätten, die Einkaufs- und Verkaufsstellen, die Lager und anderen Handelsstätten, die den Charakter einer ständigen Geschäftseinrichtung haben, sowie ständige Vertretungen.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass unter den Begriff der Betriebsstätte im Sinn des Artikels 3 nicht das Unterhalten von Geschäftsbeziehungen lediglich durch einen völlig unabhängigen Vertreter fällt. Das gleiche gilt für das Unterhalten eines Vertreters (Agenten), der zwar ständig für in dem Gebiet des einen vertragschliessenden Teils ansässige natürliche Personen oder Körperschaften in dem Gebiet des andern vertragschliessenden Teils tätig ist, aber lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zum Abschluss von Geschäften für die vertretene Firma bevollmächtigt zu sein.

Auf dem Gebiet des Ein- und Ausfuhrhandels fällt ferner nicht unter den Begriff der Betriebsstätte das Unterhalten von Angestellten (Vertrauensmännern), die zum Abschluss von Geschäften nicht bevollmächtigt sind, oder das Unterhalten von wirtschaftlich abhängigen, wenn auch rechtlich selbständigen Organen, selbst wenn sie in eigenem Namen, aber für fremde Rechnung abzuschliessen befugt sind.

5. Die obersten Finanzbehörden werden ein besonderes Abkommen treffen, um in billiger Weise eine Aufteilung der Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie und sonstigem Gewerbe in den durch Artikel 3 Absatz 3 vorgesehenen Fällen vorzunehmen.

6. Als freie Berufe im Sinn des Artikels 5 gelten insbesondere wissenschaftliche, künstlerische, schriftstellerische, unterrichtende oder erziehende Tätigkeit sowie die Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten und Ingenieure.

7. Es besteht Übereinstimmung darüber, dass die Bezüge der an den deutschen Schulen in Bulgarien beschäftigten Lehrkräfte und Angestellten nicht unter Artikel 6 fallen. Diese Bezüge werden gemäss Artikel 5 nur in Bulgarien zu Steuern herangezogen.

8. Wenn zur Umgehung des nach den bulgarischen Steuergesetzen bei Zinsen von Darlehen an Gesellschaften vorzunehmenden Steuerabzugs Darlehen an natürliche Personen in Bulgarien gewährt werden, finden die Bestimmungen des Artikels 7 Absatz 1 keine Anwendung.

9. Studenten, die sich in dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nur zu Studienzwecken aufhalten, werden dort wegen der Bezüge,

die sie von den in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils wohnhaften und dort bereits steuerpflichtigen Angehörigen empfangen, keiner Besteuerung unterworfen.

10. Die im Artikel 9 des Vertrags getroffenen Bestimmungen sind erst anwendbar, wenn eine Vermögensteuer im Sinn des Artikels 9 in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile erhoben wird.

11. Bei Steuerpflichtigen, die dartun, dass sie ihren Wohnsitz endgültig von dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils verlegt haben, endet die Steuerpflicht, soweit sie an den Wohnsitz anknüpft, in dem Gebiet des ersten vertragschliessenden Teils mit Ablauf des Kalendermonats, in dem die Wohnsitzverlegung erfolgt ist.

12. Hinsichtlich solcher Personen, die keinem der vertragschliessenden Teile angehören, können die obersten Finanzbehörden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung treffen. Dabei sollen insbesondere die Angehörigen solcher Staaten berücksichtigt werden, die mit den beiden vertragschliessenden Teilen Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung abgeschlossen haben.

13. Zur Vermeidung etwaiger Zweifel wird klargestellt, dass die Bestimmung des Artikels 11 das Recht auf den Genuss etwaiger weitergehender Befreiungen nicht berührt, die kraft der allgemeinen Regeln des Völkerrechts den diplomatischen und konsularischen Beamten zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden sollten.

Soweit auf Grund solcher weitergehenden Befreiungen eine Heranziehung zu direkten Steuern im Empfangsstaat nicht erfolgt, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

14. Es besteht Übereinstimmung darüber, dass die Bestimmungen dieses Vertrags auch auf solche Fälle von Doppelbesteuerung Anwendung finden sollen, die vor der erstmaligen Anwendung (Artikel 15) liegen und bei der Unterzeichnung dieses Vertrags noch nicht rechtskräftig erledigt sind.

15. Wegen der Steuer auf Erbschaften werden die vertragschliessenden Teile eine besondere Vereinbarung treffen.

Sofia, 28. November 1940.

*Herbert Freiherr von Richthofen.*
*Hedding.*
*Iv. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

## 5.

## ALLEMAGNE, BULGARIE.

# Traité afin d'éviter la double imposition en matière des impôts sur les successions; signé à Sofia, le 16 décembre 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 25.*

---

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Erbschaftsteuern.

Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König der Bulgaren haben, von dem Wunsch geleitet, auf dem Gebiet der Erbschaftsteuern die Doppelbesteuerung zu vermeiden, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Sofia, Herrn Adolf Heinz Beckerle, und

den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium, Herrn Professor Dr. Otto Hedding;

Seine Majestät der König der Bulgaren:

den Königlich Bulgarischen Minister für Auswärtige Angelegenheiten und Kultus, Hern Ivan Popoff, und

den Königlich Bulgarischen Finanzminister, Herrn Dobri Bojiloff,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

(1) Unbewegliches Nachlassvermögen einschliesslich Zubehör ist den Erbschaftsteuern nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils unterworfen, in dem das unbewegliche Vermögen liegt.

(2) Berechtigungen, auf welche die Vorschriften des bürgerlichen Rechts über Grundstücke Anwendung finden, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleich zu achten.

(3) Für die Frage, ob ein Vermögensgegenstand (Absätze 1 und 2) als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze in dem Gebiet des ver-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 7 juillet 1942.

**) En langues allemande et bulgare. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

tragschliessenden Teils massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Recht in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem sich das unbewegliche Vermögen befindet.

Artikel 2.

(1) Nachlassvermögen aus Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art einschliesslich der Unternehmen der Seeschiffahrt, der Binnenschiffahrt und der Luftfahrt wird wie folgt behandelt:

a) hat das Unternehmen nur in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile eine Betriebstätte, so ist das Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Gebiet dieses Teils unterworfen;

b) hat das Unternehmen in dem Gebiet jedes der beiden vertragschliessenden Teile eine Betriebstätte, so ist das Vermögen in dem Gebiet eines jeden Teils insoweit dessen Erbschaftsteuern unterworfen, als das Vermögen der in diesem Gebiet belegenen Betriebstätte gewidmet ist.

(2) Unbewegliches Vermögen, das zu einem Unternehmen der in Absatz 1 genannten Art gehört, wird nach Artikel 1 behandelt.

Artikel 3.

(1) Für das nicht nach den Artikeln 1 oder 2 zu behandelnde Nachlassvermögen gelten die folgenden Bestimmungen:

a) hat der Erblasser zur Zeit seines Todes seinen Wohnsitz nur in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile gehabt, so unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Gebiet dieses Teils;

b) hat der Erblasser zur Zeit seines Todes einen Wohnsitz in dem Gebiet jedes der beiden vertragschliessenden Teile gehabt, so unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem der Erblasser nach der übereinstimmenden Auffassung der obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile den Mittelpunkt seiner Interessen gehabt hat. Ist eine Einigung über den Mittelpunkt der Interessen nicht zu erzielen, so wird ein Wohnsitz nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils angenommen, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat. Hat der Erblasser zur Zeit seines Todes beiden vertragschliessenden Teilen angehört, so bleibt besondere Vereinbarung der obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile von Fall zu Fall vorbehalten;

c) in allen übrigen Fällen unterliegt dieses Vermögen den Erbschaftsteuern nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat. Hat der Erb-

lasser zur Zeit seines Todes beiden vertragschliessenden Teilen angehört, so bleibt besondere Vereinbarung der obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile von Fall zu Fall vorbehalten.

(2) Einen Wohnsitz im Sinn dieses Vertrags hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

Artikel 4.

(1) Schulden, die in wirtschaftlicher Beziehung zu dem in den Artikeln 1 oder 2 bezeichneten Vermögen stehen oder darauf sichergestellt sind, werden auf dieses Vermögen angerechnet. Sonstige Schulden werden auf das nach Artikel 3 zu behandelnde Vermögen angerechnet.

(2) Ist im Einzelfall Vermögen der in den Artikeln 1 oder 2 genannten Art in dem Gebiet jedes der beiden vertragschliessenden Teile zu versteuern, so sind Schulden, die in wirtschaftlicher Beziehung zu dem in dem Gebiet des einen vertragschliessenden Teils zu versteuernden Vermögen dieser Art stehen oder darauf sichergestellt sind, zunächst auf dieses Vermögen anzurechnen. Ein hierbei nicht gedeckter Rest wird auf das übrige in dem Gebiet dieses vertragschliessenden Teils zu versteuernde Vermögen angerechnet. Ist in dem Gebiet dieses vertragschliessenden Teils kein anderes Vermögen zu versteuern oder ergibt sich bei der Anrechnung wieder eine Überschuldung, so ist der Überschuss an Schulden auf das in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils zu versteuernde Vermögen anzurechnen.

(3) Ergibt sich bei Anwendung des Absatzes 1 Satz 2 eine Überschuldung, so gelten die Bestimmungen des Absatzes 2 und 3 entsprechend.

Artikel 5.

Wenn Nachlass oder Erwerb von Todes wegen der Besteuerung zum Teil in dem Gebiet des einen, zum Teil in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils unterliegt, sind die vertragschliessenden Teile nicht gehindert, der Berechnung des Steuersatzes den Wert des gesamten Nachlasses oder des gesamten Erwerbs zugrunde zu legen.

Artikel 6.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Vertrag nicht geregelt sind oder die sich auch bei Anwendung dieses Vertrags ergeben, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung und Anwendung dieses Vertrags können die obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Teile besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel 7.

Erbschaftsteuern im Sinn dieses Vertrages sind:

1. im Deutschen Reich

die Erbschaftsteuer, soweit ihr Erwerbe von Todes wegen oder Zweckzuwendungen von Todes wegen unterliegen, und die etwa an deren Stelle tretenden Steuern;

im Protektorat Böhmen und Mähren
die Erbschaftsteuer und die Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern;

2. im Königreich Bulgarien
die Steuer von dem ohne Gegenleistung erworbenen Vermögen, soweit ihr Erwerbe von Todes wegen oder Zweckzuwendungen von Todes wegen unterliegen, und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern.

Artikel 8.

(1) Dieser Vertrag, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und in bulgarischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tag nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und findet Anwendung auf alle Fälle, in denen der Erblasser nach diesem Zeitpunkt verstorben ist.

(2) Dieser Vertrag soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens 3 Monate vor Ablauf eines Kalenderjahrs gekündigt wird. Im Fall rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs, im Fall nicht rechtzeitiger Kündigung mit dem Ablauf des nächsten Kalenderjahrs seine Wirksamkeit für alle Fälle, in denen der Erblasser nach Ablauf des Kalenderjahres verstorben ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der beiden vertragschliessenden Teile diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Geschehen in Sofia, am 16. Dezember 1941.

*Adolf Heinz Beckerle.*
*Hedding.*
*J. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien abgeschlossenen Vertrags zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Erbschaftsteuern haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Teil des Vertrags selbst bilden:

1. Der Vertrag gilt nur für Nachlassvermögen von deutschen Staatsangehörigen, von Angehörigen des Protektorats Böhmen und Mähren oder von bulgarischen Staatsangehörigen.
2. Nachlassvermögen der in Artikel 1 genannten Art, das nicht in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile liegt, und Nachlassvermögen der in Artikel 2 genannten Art, das nicht einer Betriebstätte in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile gewidmet ist, wird nach Artikel 3 behandelt.
3. Wie Vermögen aus Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art im Sinn des Artikels 2 Absatz 1 werden auch Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen behandelt mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren sowie von Anteilen an Gesellschaften mit beschränkter Haftung.
4. Für den Begriff der Betiebstätte in Artikel 2 Absatz 1 sind die Bestimmungen des am 28. November 1940 zwischen den vertragschliessenden Teilen abgeschlossenen Vertrags zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern (Artikel 3, Schlussprotokoll Nr. 4) massgebend.
5. Schulden (Artikel 4) werden auf deutsche Erbhöfe und sonstiges gebundenes Vermögen nur insoweit angerechnet, als sie darauf lasten oder sichergestellt sind.
6. Zu den Steuern, die etwa künftig an Stelle der in Artikel 7 aufgeführten, gegenwärtig in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile erhobenen Erbschaftsteuern treten, gehören auch Nachlasssteuern. Schenkungssteuern sind nicht in den Vertrag einbezogen.
7. Durch diesen Vertrag werden die Befreiungen nicht berührt, die kraft der allgemeinen Regeln des Völkerrechts den diplomatischen und konsularischen Beamten zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden sollten. Soweit auf Grund solcher Befreiungen eine Heranziehung zu Erbschaftsteuern im Empfangsstaat nicht erfolgt, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

Sofia, den 16. Dezember 1941.

*Adolf Heinz Beckerle.*
*Hedding.*
*J. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

## 6.

## ALLEMAGNE, SUISSE.

## Arrangement afin d'étendre la validité de plusieurs Conventions sur la double imposition au territoire du Protectorat de Bohême et de Moravie; conclu par un Echange de Notes signées à Berne, le 15 juin 1942.

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 32.*

Note allemande.

---

Deutsche Gesandtschaft.

Bern, den 15. Juni 1942.

Herr Bundesrat,

Ich beehre mich im Auftrag meiner Regierung folgendes mitzuteilen:

Zwischen der Schweizerischen Regierung und der Deutschen Regierung besteht Einverständnis darüber, dass sich der Geltungsbereich

a) des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Deutschen Reich zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern und der Erbschaftssteuern vom 15. Juli 1931; *)

b) des Zusatzprotokolls vom 11. Januar 1934; **)

c) der Zusatzvereinbarung vom 7. September 1940 ***)

mit Wirkung ab 16. März 1939 auch auf das Gebiet des Protektorats Böhmen und Mähren erstreckt. Dabei gilt folgendes:

1. Als direkte Steuern im Sinne des Abkommens werden für die Gesetzgebung des Protektorats Böhmen und Mähren angesehen:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die allgemeine Erwerbssteuer,
   c) die besondere Erwerbssteuer,
   d) die Grundsteuer,
   e) die Gebäudesteuer,
   f) die Rentensteuer,
   g) die Tantiemensteuer und
   die Besoldungssteuer von höheren Dienstbezügen,
   h) der Wehrbeitrag,
   i) die die Dividenden und die Zinsen von gewissen festverzinslichen Wertpapieren treffende ausserordentliche Steuer,
   k) die besondere Steuer aus Zinsen von Spareinlagen.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXIX, p. 233.
**) V. ibid. p. 253.
***) V. N.R.G. 3. s. XXXVIII, p. 401.

2. Der deutschen Reichsfluchtsteuer (Ziffer 1 des Zusatzprotokolls vom 11. Januar 1934) wird die Auswanderungssteuer im Protektorat Böhmen und Mähren gleichgestellt.
3. Als Erbschaftssteuern im Sinne des Abkommens gelten für die Gesetzgebung des Protektorats Böhmen und Mähren die Erbschaftssteuer und die Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern.

Genehmigen Sie, Herr Bundesrat, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Köcher.*

An den Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements, Herrn Bundesrat Dr. M. Pilet-Golaz, Bern.

---

## 7.

## ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

# Traité concernant le droit de poursuite des criminels au delà de la frontière entre les deux pays; signé à Pressbourg, le 20 décembre 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 27.*

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die Nacheile.

Das Deutsche Reich und die Slowakische Republik sind übereingekommen, die Verfolgung straffälliger Personen über die Staatsgrenze hinaus durch einen Vertrag zu regeln.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Adolf Siedler und

den Ministerialdirigenten im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Wolfgang Mettgenberg;

Der Präsident der Slowakischen Republik:

den Legationsrat im Ministerium des Äusseren Herrn Dr. Dezider Rakšány und

den Ministerialrat im Justizministerium Herrn Dr. Július Ponický.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 13 juillet 1942.

**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

Die Bevollmächtigten haben sich nach Prüfung ihrer Vollmachten über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel 1.

(1) Die Sicherheitsorgane des einen Staates sind befugt, bei Gefahr im Verzug straffällige oder andere für die öffentliche Sicherheit gefährliche Personen in das Grenzgebiet des anderen Staates zu verfolgen und darin festzunehmen, sowie dabei die Gegenstände, die für die Durchführung eines Strafverfahrens von Bedeutung sein können, vorläufig sicherzustellen. Sie haben hierbei die nächst erreichbare Sicherheitsbehörde des anderen Staates zu verständigen und zu eigenen Amtshandlungen aufzufordern, soweit hierdurch nicht die Durchführung der Massnahmen in Frage gestellt wird.

(2) Die festgenommenen Personen und die sichergestellten Gegenstände sind unverzüglich der nächst erreichbaren Sicherheits- oder Gerichtsbehörde des Staates, in dessen Gebiete die Festnahme oder Sicherstellung erfolgt ist, zu übergeben.

Artikel 2.

(1) Die Sicherheitsorgane des einen Staates sind befugt, bei Gefahr im Verzug in dem Grenzgebiete des anderen Staates Ermittlungen nach straffälligen oder anderen für die öffentliche Sicherheit gefährlichen Personen vorzunehmen und ihren Spuren nachzugehen. Sie können auch Gegenstände, die für die Durchführung eines Strafverfahrens von Bedeutung sein können, vorläufig sicherstellen.

(2) Die nächst erreichbare Sicherheitsbehörde des anderen Staates ist unverzüglich zu verständigen und zur Hilfeleistung und zu eigenem Einschreiten aufzufordern.

Artikel 3.

Die Sicherheitsorgane des einen Staates sind nicht befugt, selbständig Wohnungen im Gebiete des anderen Staates zu betreten und dort Haussuchungen vorzunehmen. Sie können jedoch die Sicherheitsorgane des anderen Staates hierbei begleiten, wenn diese damit einverstanden sind. Selbständige Amtshandlungen dürfen sie dabei nicht vornehmen.

Artikel 4.

Die nacheilenden Sicherheitsorgane dürfen im Gebiete des anderen Staates ihre Waffen nur gebrauchen, wenn dies zur Brechung tätlichen Widerstandes oder zur Abwendung einer ihnen oder einem Dritten drohenden unmittelbaren Gefahr für Leib oder Leben notwendig ist.

Artikel 5.

(1) Die nacheilenden Sicherheitsorgane des einen Staates geniessen im Gebiete des anderen Staates denselben Rechtsschutz wie die entsprechenden Organe dieses Staates.

(2) Werden im Gebiete des anderen Staates gegen die nacheilenden Sicherheitsorgane strafbare Handlungen begangen, wegen deren neben der Privatklage die Erhebung der öffentlichen Klage möglich ist, so wird von dieser Möglichkeit zugunsten der nacheilenden Sicherheitsorgane in demselben Umfang Gebrauch gemacht werden wie bei den entsprechenden eigenen Organen.

Artikel 6.

Bei einer Nacheile sollen in der Regel nicht mehr als zwei Sicherheitsorgane des einen Staates zusammen das Gebiet des anderen Staates betreten.

Artikel 7.

Werden bei Bränden, Hochwasser oder einem sonstigen Naturereignis in dem einen Staate die Rettungseinrichtungen des anderen Staates in Anspruch genommen, so sind die Sicherheitsorgane dieses Staates ohne weiteres befugt, die Grenze zu überschreiten und sich an den Ort der Gefahr zu begeben, um nach den Anordnungen der örtlich zuständigen Behörde beim Schutze der öffentlichen Sicherheit mitzuwirken.

Artikel 8.

(1) Die Sicherheitsorgane der beiden Staaten können die Grenze ohne Erfüllung von Passförmlichkeiten überschreiten; sie müssen jedoch mit einem amtlichen Ausweis über ihre Amtseigenschaft versehen sein.

(2) Sie sind von der Beachtung der Zollvorschriften beim Überschreiten der Grenze nicht befreit. An die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen sind sie nicht gebunden. Eine etwaige Prüfung durch Zollbedienstete soll so erfolgen, dass der Zweck des Grenzübertritts nicht beeinträchtigt wird.

(3) Sie dürfen die vorgeschriebene Dienstausrüstung mitführen.

Artikel 9.

(1) Ein Sicherheitsorgan des einen Staates, das sich auf Grund der Bestimmungen dieses Vertrags in das Gebiet des anderen Staates begeben hat, muss unverzüglich in das Gebiet des eigenen Staates zurückkehren, wenn der Zweck des Aufenthaltes im anderen Staat erreicht ist oder die Sicherheitsbehörde des anderen Staates die Rückkehr verlangt.

(2) Dem Sicherheitsorgan ist auf Verlangen über die Amtstätigkeit im Gebiete des anderen Staates von dessen mit der Angelegenheit befassten Sicherheitsbehörde eine Bescheinigung im Dienstbuch oder eine sonstige Bestätigung zu erteilen.

Artikel 10.

Die beiden Staaten werden die Bewohner ihrer Grenzgebiete durch die zuständigen Behörden darauf hinweisen lassen, dass es in ihrem eigenen Interesse liegt, die Sicherheitsorgane des anderen Staates, die auf Grund der Bestimmungen dieses Vertrags das Staatsgebiet betreten, bei

der Durchführung ihrer Aufgaben nach Möglichkeit zu unterstützen. Sie werden ihre Behörden und Sicherheitsorgane zur Unterstützung ausdrücklich verpflichten.

Artikel 11.

(1) Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Der Vertrag tritt einen Monat nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft.

(3) Er bleibt in Geltung bis zum Ablauf von drei Monaten nach Ablauf des Tages, an dem er von einem der beiden Staaten gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und gesiegelt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 20. Dezember 1941.

*Dr. Adolf Siedler.*
*Dr. Wolfgang Mettgenberg.*
*Dr. Desider Rakšány.*
*Dr. Július Ponický.*

---

Schlussprotokoll zu dem Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die Nacheile.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten des Deutschen Reiches und der Slowakischen Republik stellen bei der Unterzeichnung des Vertrags über die Nacheile vom heutigen Tage das Einverständnis über folgende Punkte fest:

I.

1. Der Vertrag gilt auf deutscher Seite für das Deutsche Reich mit dem Generalgouvernement.

II.

2. „Nacheile“ im Sinne des Vertrags ist die in den Artikeln 1 und 2 vorgesehene Betätigung eines Sicherheitsorgans im Gebiete des anderen Staates.

3. „Straffällige Personen“ im Sinne des Vertrags sind Personen, die einer strafbaren Handlung schuldig oder verdächtig sind.

4. „Sicherheitsorgane“ im Sinne des Vertrags sind auf deutscher Seite die Vollzugsorgane der Sicherheits- und der Ordnungspolizei sowie die Bediensteten des staatlichen Forstschutzes und des Zollgrenzschutzes (im Protektorat Böhmen und Mähren auch die Organe der Gendarmerie und der Regierungspolizei), auf slowakischer Seite die Organe der Gendarmerie und der staatlichen und gemeindlichen Polizeibehörden sowie die Bediensteten des staatlichen Forstschutzes und der Zollverwaltung.

5. „Gefahr im Verzug“ im Sinne von Artikel 1 und 2 liegt vor, wenn zu besorgen ist, dass der mit dem Eingreifen eines Sicherheitsorgans des anderen Staates verbundene Zeitverlust den Zweck der Nacheile in Frage stellt. Ob im Einzelfall „Gefahr im Verzug“ vorliegt, entscheidet das nacheilende Sicherheitsorgan.

6. „Grenzgebiet“ im Sinne von Artikel 1 und 2 ist auf deutscher Seite das Gebiet von der gemeinsamen Grenze bis zum Sitz der nächsten Ortspolizeibehörde oder Gendarmeriestation (im Protektorat Böhmen und Mähren und im Generalgouvernement bis zur nächsten Grenzpolizeibehörde oder Gendarmeriestation), auf slowakischer Seite das Gebiet von der gemeinsamen Grenze bis zum Sitz der nächsten Gendarmeriestation oder des nächsten Polizeiamts.

7. „Sicherheitsbehörden“ im Sinne von Artikel 1, Artikel 2 Absatz 2 und Artikel 9 Absatz 2 sind auf deutscher Seite die örtlichen Dienststellen der Sicherheits- und der Ordnungspolizei (im Protektorat Böhmen und Mähren auch die Dienststellen der Gendarmerie und der Regierungspolizei), auf slowakischer Seite die Zentrale der staatlichen Sicherheit, die Gendarmeriestationen und Polizeiämter.

„Sicherheitsbehörden“ im Sinne des Artikels 9 Absatz 1 sind auf beiden Seiten auch die vorgesetzten Behörden der im vorigen Satz bezeichneten Dienststellen.

8. Der Waffengebrauch (Artikel 4) ist zur blossen Verhinderung der Flucht nicht zulässig.

9. Als „amtlicher Ausweis über die Amtseigenschaft“ im Sinne des Artikels 8 Absatz 1 dient eine mit dem Lichtbild des Inhabers versehene Bescheinigung der vorgesetzten Dienstbehörde.

10. „Zollvorschriften“ im Sinne des Artikels 8 Absatz 2 sind auch die Verbote über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waren, Zahlungsmitteln, Wertpapieren und Wertgegenständen, sowie die Vorschriften über andere Abgaben, die durch die Zollverwaltungen bei der Ein-, Aus- und Durchfuhr erhoben werden.

11. Als „Dienstausrüstung“ im Sinne des Artikels 8 Absatz 3 kommen neben der Dienstkleidung insbesondere in Betracht: Schuss- und Seitenwaffen, Gummiknüppel, Handfessel, Dienstfahrrad, Kraftfahrzeug, Schneeschuhe, Schneereifen, Rucksack oder Jagdtasche, Diensthund und Dienstpferd.

III.

12. Der Reichsminister des Innern und das slowakische Ministerium des Innern werden im unmittelbarn Benehmen Zusammenkünfte ihrer Vertreter vereinbaren, um die einheitliche Durchführung des Vertrags sicherzustellen und die bei seiner Durchführung etwa aufgetauchten Schwierigkeiten zu beseitigen. Soweit durch die zu erörternden Fragen der Geschäftsbereich anderer Ministerien berührt wird, werden diese Ministerien eingeladen werden, sich an den Zusammenkünften zu beteiligen. Die Zusammenkünfte sollen nach Bedarf und möglichst abwechselnd im Deutschen Reich und in der Slowakischen Republik stattfinden.

13. Die Artikel 38 bis 42 des Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die gegenseitige Unterstützung und Rechtshilfe in Zollstrafsachen vom 3. Mai 1941 bleiben unberührt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet, das als wesentlicher Bestandteil des Vertrags vom heutigen Tage gilt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 20. Dezember 1941.

*Dr. Adolf Siedler.*
*Dr. Wolfgang Mettgenberg.*
*Dr. Desider Rakšány.*
*Dr. Július Ponický.*

---

8.

## ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

## Convention concernant l'assistance judiciaire en matière douanière; signée à Pressbourg, le 3 mai 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 3, No. 16.*

---

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die gegenseitige Unterstützung und Rechtshilfe in Zollstrafsachen.

Das Deutsche Reich und die Slowakische Republik sind übereingekommen, die gegenseitige Unterstützung und Rechtshilfe in Zollstrafsachen durch ein Abkommen zu regeln. Zu diesem Zweck haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Hanns Ludin,
den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium Herrn Dr. Theodor Wucher und
den Ministerialdirigenten im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Wolfgang Mettgenberg;

Der Präsident der Slowakischen Republik:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Dr. Štefan Polyak,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 12 mai 1942.
**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

den Chef der rechtlich-administrativen Sektion im Ministerium des Äussern Herrn Dr. Viktor Bečka und

den Chef der IV. Sektion im Finanzministerium Herrn Štefan Dudaško.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und in Ordnung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen bei der Verhinderung, Verfolgung und Bestrafung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils mitwirken.

(2) Zollvorschriften im Sinne dieses Abkommens sind auch die Verbote über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waren, Zahlungsmitteln, Wertpapieren und Wertgegenständen sowie die Vorschriften über andere Abgaben, die durch die Zollverwaltungen bei der Ein-, Aus- und Durchfuhr erhoben werden.

Zweiter Abschnitt.

Gegenseitige Unterstützung der Zolldienststellen.

Artikel 2.

(1) Die Dienststellen und Bediensteten der Zollverwaltungen der vertragschliessenden Teile haben zur Verhinderung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften einander zu unterstützen, ihre Wahrnehmungen einander unverzüglich mitzuteilen und einen freundnachbarlichen Verkehr zu pflegen.

(2) Zur Verständigung über ein zweckmässiges Zusammenwirken werden sich die von den Zollverwaltungen der vertragschliessenden Teile dazu ermächtigten Beamten von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen beraten.

Artikel 3.

Die Dienststellen und Bediensteten der Zollverwaltungen der vertragschliessenden Teile sind verpflichtet und befugt, Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils mit denselben Mitteln zu verhindern, die ihnen zur Verhinderung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des eigenen Staates zu Gebote stehen.

Artikel 4.

(1) Jeder der vertragschliessenden Teile wird auf Verlangen des anderen Teils Personen, die den Verdacht der gewerbs- oder gewohnheitsmässigen Begehung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils erregt haben, überwachen lassen.

(2) Werden im Grenzbezirk (Zollgrenzbezirk, Grenzzone) des einen Teils Warenvorräte in einer den gewöhnlichen Bedarf übersteigenden Menge angehäuft und entsteht der Verdacht, dass dies zum Zweck der Begehung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils geschieht, so werden solche Lager auf Verlangen dieses Teils überwacht.

Artikel 5.

Die Dienststellen und Bediensteten der Zollverwaltungen haben die zu ihrer Kenntnis gelangenden Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils, mögen sie bereits begangen oder erst geplant sein, den Zolldienststellen dieses Teils unverzüglich mitzuteilen. Sie haben dabei über die in Betracht kommenden Tatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft zu erteilen und erforderlichenfalls auch Akten und Beweisstücke zur Verfügung zu stellen.

Artikel 6.

(1) Die Zolldienststellen eines der vertragschliessenden Teile dürfen zur Ermittlung und Feststellung einer vollendeten oder zum Schaden des eigenen Landes versuchten Zuwiderhandlung gegen die Zollvorschriften bei den Zolldienststellen des anderen Teils Auskünfte über die von diesen vorgenommenen Massnahmen, die ausgestellten Zollpapiere und die Eintragungen der Waren in die Amtsbücher einholen.

(2) Die Zolldienststellen der vertragschliessenden Teile werden einander auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die Auslegung und Handhabung der Zollvorschriften sowie über die Statistik im Warenverkehr erteilen.

(3) Die in den vorstehenden Absätzen bezeichneten Auskünfte können durch dazu ermächtigte Beamte auch mündlich von Zolldienstsellen des anderen Teils eingeholt werden. Der Besuch der Beamten ist der Zolldienststelle des anderen Teils nach Möglichkeit vorher anzukündigen.

Artikel 7.

(1) Die Zolldienststellen der vertragschliessenden Teile werden Waren, die in dem Gebiet des anderen Teils beim Eingangszollamt zu gestellen sind, nach diesem Gebiet nur auf einer Zollstrasse ausführen lassen.

(2) Die Zolldienststellen werden einander über die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote, über die in Betracht kommenden Abfertigungsstellen, deren Abfertigungsbefugnisse und über die Zollstrassen unterrichten.

Artikel 8.

Die Zolldienststellen der vertragschliessenden Teile werden auf Ersuchen einer Zolldienststelle des anderen Teils zur Freigabe der für die Wiederausfuhr unverzollter Waren geleisteten Sicherheiten sowie wegen der für ausgeführte Waren etwa zu gewährenden Abgabenerlasse oder

-erstattungen mitteilen, ob die Waren in das Zollgebiet des ersuchten Teils eingeführt worden sind.

Dritter Abschnitt.

Strafrechtlicher Schutz der Zollvorschriften des anderen Teils.

Artikel 9.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit des Beschuldigten und den Tatort in gleicher Weise unter Strafe zu stellen und strafrechtlich zu verfolgen wie entsprechende Zuwiderhandlungen gegen die eigenen Zollvorschriften.

(2) Sofern die Strafe nach dem Recht des Teils, der das Strafverfahren durchführt, nach dem Wert einer Ware oder nach dem Betrag einer Abgabe zu bemessen ist, sind für die Strafbemessung die Vorschriften des anderen Teils über die Wertberechnung oder Abgabenermittlung massgebend. Als Umrechnungskurs ist hierbei der letztbekannte Berliner oder Pressburger Börsenmittelkurs oder bei dessen Fehlen der letztbekannte amtliche Mittelkurs massgebend.

Artikel 10.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einen Beschuldigten, gegen den die Einleitung eines Strafverfahrens beantragt werden soll, schon vor Eingang des Ersuchens um Einleitung eines Strafverfahrens in Haft zu nehmen, wenn dies unter Angabe der persönlichen Verhältnisse des Beschuldigten, insbesondere seiner Staatsangehörigkeit, und des Tatbestandes der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, insbesondere der Zeit und des Ortes der Tat, beantragt wird. Die Entscheidung über den Antrag und der Zeitpunkt des Beginns der Haft werden der Behörde, die sie beantragt hat, unverzüglich mitgeteilt.

(2) Für die Übermittlung der Ersuchen um Inhaftnahme und der Mitteilung über die Erledigung der Ersuchen und über den Zeitpunkt des Beginns der Haft wird der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen der verfolgenden Behörde und der zuständigen Behörde des ersuchten Teils zugelassen.

(3) Der Beschuldigte kann freigelassen werden, wenn das Ersuchen um Einleitung eines Strafverfahrens nicht innerhalb einer Frist von zwei Wochen seit dem Tag der Verhaftung der Behörde zur Kenntnis gekommen ist, die über den festgenommenen Beschuldigten verfügt.

Artikel 11.

(1) Die Strafverfolgung einer Zuwiderhandlung gegen die Zollvorschriften des anderen Teils ist davon abhängig, dass ein Ersuchen um Einleitung eines Strafverfahrens von einer zuständigen Behörde dieses Teils gestellt und dass, sofern es sich nicht um die Durchführung eines

objektiven Strafverfahrens handelt, der Beschuldigte im Gebiet des ersuchten Teils ermittelt wird. Die Strafverfolgung darf im Deutschen Reich nicht im Unterwerfungsverfahren, in der Slowakischen Republik nicht im Ablassungsverfahren durchgeführt werden.

(2) Das Strafverfahren ist auf Ersuchen einer zuständigen Behörde des Teils, der um die Strafverfolgung ersucht hat, einzustellen, solange ein Straferkenntnis einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde noch nicht ergangen ist.

(3) Ist ein Straferkenntnis einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde ergangen, so hat es für das Erlöschen des Strafanspruchs dieselbe Wirkung, als wenn es im Gebiet des ersuchenden Teils ergangen wäre.

(4) Vor dem Erlass oder der Herabsetzung einer rechtskräftigen Strafe ist der zuständigen Behörde des anderen Teils Gelegenheit zur Äusserung zu geben.

(5) Die im Zuge des Strafverfahrens eingegangenen Strafbeträge und die eingezogenen Gegenstände verbleiben dem vertragschliessenden Teile, der das Verfahren durchgeführt hat.

### Artikel 12.

(1) Die Ersuchen nach Artikel 11 Absatz 1 und 2 können auf deutscher Seite von den Oberfinanzpräsidenten oder von den Hauptzollämtern, auf slowakischer Seite von der Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg ausgehen. Die Ersuchen sind von deutscher Seite an die Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg, von slowakischer Seite an den Oberfinanzpräsidenten Niederdonau in Wien zu richten. Der weitere Schriftwechsel in den Strafverfahren kann unmittelbar zwischen den beteiligten Behörden erfolgen.

(2) Zuständige Behörde im Sinne des Artikels 11 Absatz 4 ist auf deutscher Seite der Oberfinanzpräsident, auf slowakischer Seite die Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg.

## Vierter Abschnitt.

## Gegenseitige Rechtshilfe in Zollstrafsachen.

### Artikel 13.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einander nach Massgabe der folgenden Bestimmungen in Strafsachen wegen Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften auf Ersuchen einer zuständigen Behörde des anderen Teils dadurch Rechtshilfe zu leisten, dass

a) Personen zur Strafverfolgung oder Strafvollstreckung ausgeliefert werden,

b) Gegenstände herausgegeben werden,

c) sonstige Rechtshilfe geleistet wird.

(2) Die Rechtshilfe ist auch dann zu leisten, wenn wegen der Verschiedenartigkeit der Gesetzgebung der vertragschliessenden Teile die materielle Gegenseitigkeit nicht verbürgt ist.

Auslieferung von Personen.

Artikel 14.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einander Ausländer auszuliefern, die

a) vorsätzlich Abgaben hinterzogen haben, die in den Zollvorschriften vorgesehen sind,

b) vorsätzlich gegen Verbote über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waren, Zahlungsmitteln, Wertpapieren und Wertgegenständen verstossen haben.

(2) Die Auslieferung erfolgt bei Vorsatz auch wegen Versuchs einer nach Absatz 1 der Auslieferung unterliegenden Tat oder jeder Art von Teilnahme daran sowie wegen Hehlerei oder Begünstigung hinsichtlich einer dieser Taten.

Artikel 15.

Eine Verpflichtung zur Auslieferung besteht nicht:

1. wenn die Behörden des ersuchten Teils den Verfolgten wegen der Tat ihrerseits strafrechtlich verfolgen und überwiegende strafrechtliche Interessen für die Durchführung dieses Strafverfahrens sprechen,
2. wenn gegen den Verfolgten wegen der Tat von Behörden des ersuchten Teils ein Straferkenntnis einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde erlassen ist.

Artikel 16.

Ist der Verfolgte von einer Behörde des ersuchten Teils wegen einer anderen wie der Tat, welche die Auslieferung veranlassen soll, strafrechtlich zur Untersuchung gezogen oder verurteilt worden, oder befindet er sich aus anderen Gründen in Haft, so kann die Auslieferung ausgesetzt werden, bis das Verfahren beendet, das Urteil vollstreckt, die Strafe endgültig erlassen oder die Haft vollzogen ist.

Artikel 17.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einen Verfolgten, um dessen Auslieferung ersucht werden soll, schon vor Eingang des Ersuchens um Auslieferung in Haft zu nehmen, wenn dies unter Angabe der persönlichen Verhältnisse des Verfolgten, insbesondere seiner Staatsangehörigkeit, und des Tatbestandes der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, insbesondere der Zeit und des Orts der Tat, beantragt wird und die zuständigen Behörden des ersuchten Teils auf Grund der gesetzlichen Bestimmungen die vorläufige Auslieferungshaft anordnen. Die Entscheidung über das Ersuchen und der Zeitpunkt des Beginns der vorläufigen Auslieferungshaft werden der Behörde, die sie beantragt hat, unverzüglich mitgeteilt.

(2) Für die Übermittlung der Ersuchen um die vorläufige Inhaftnahme und der Mitteilung über die Erledigung der Ersuchen und über

den Zeitpunkt des Beginns der vorläufigen Auslieferungshaft wird der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen der verfolgenden Behörde und der zuständigen Behörde des ersuchten Teils zugelassen.

(3) Der Verfolgte kann freigelassen werden, wenn das Ersuchen um Auslieferung mit den vertragsmässig vorgeschriebenen Unterlagen nicht innerhalb einer Frist von zwei Wochen seit dem Tage der Verhaftung der Behörde zur Kenntnis gekommen ist, die über den vorläufig festgenommenen Verfolgten verfügt.

Artikel 18.

(1) Die deutschen Ersuchen um Auslieferung sind von den Oberfinanzpräsidenten zu stellen und unmittelbar an die slowakische Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg zu richten.

(2) Die slowakischen Ersuchen um Auslieferung sind von der slowakischen Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg zu stellen und unmittelbar an den Oberfinanzpräsidenten Niederdonau in Wien zu richten.

Artikel 19.

(1) Mit dem Ersuchen um Auslieferung ist ein Haftbefehl oder das vollstreckbare Straferkenntnis vorzulegen, die Angaben über die persönlichen Verhältnisse des Verfolgten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit, und über den Tatbestand der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, insbesondere die Zeit und den Ort der Tat, und den Wortlaut der zur Anwendung kommenden Strafbestimmungen enthalten und von einer zuständigen Behörde des ersuchenden Teils wegen der Tat gegen den Verfolgten erlassen wird.

(2) Gehen aus den mitgeteilten Schriftstücken die Umstände, die zur Prüfung des Auslieferungsersuchens notwendig sind, nicht hinreichend hervor, so werden die Unterlagen auf Ersuchen unverzüglich ergänzt.

Artikel 20.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einen Verfolgten, um dessen Auslieferung ersucht ist, in Haft zu nehmen oder zu halten, wenn die zuständigen Behörden des ersuchten Teils auf Grund der gesetzlichen Bestimmungen die Auslieferungshaft anordnen.

Artikel 21.

Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass der ersuchte Teil nicht prüfen wird, ob der Verfolgte der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung verdächtig oder schuldig ist.

Artikel 22.

(1) Der Ausgelieferte darf ohne Zustimmung des ersuchten Teils weder wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung gezogen, bestraft oder

an einen dritten Staat weitergeliefert noch aus einem sonstigen, vor der Auslieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt werden. Das freie Geleit des Ausgelieferten erlischt, wenn er das Gebiet des ersuchenden Teils innerhalb eines Monats nach dem endgültigen Abschluss des gegen ihn durchgeführten Strafverfahrens, einschliesslich der Strafvollstreckung, nicht verlässt, oder wenn er, nachdem er es verlassen hat, zurückgekehrt ist oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird.

(2) Ist eine Auslieferung zur Strafverfolgung bewilligt worden, so ist eine andere rechtliche Beurteilung der Tat, wegen deren die Auslieferung bewilligt ist, zulässig, wenn die Verpflichtung zur Auslieferung wegen der Tat auch in ihrer neuen rechtlichen Beurteilung nach den Bestimmungen des Abkommens bestehen würde.

(3) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, auf ein Ersuchen, das auf dem im Artikel 18 vorgesehenen Wege zu stellen ist, der Untersuchung, Bestrafung oder Weiterlieferung des Ausgelieferten wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, wegen deren die Auslieferung nicht bewilligt ist, zuzustimmen, wenn eine Verpflichtung zur Auslieferung wegen der Tat nach den Bestimmungen des Abkommens bestehen würde.

Artikel 23.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Verfolgten, dessen Auslieferung durchzuführen ist, an den zu vereinbarenden Grenzort zu befördern.

Herausgabe von Gegenständen.

Artikel 24.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einander herauszugeben

a) Gegenstände, die als Beweismittel für ein Strafverfahren von Bedeutung sein können,
b) Gegenstände, die in einem Strafverfahren der Einziehung oder Verfallerklärung unterliegen.

Artikel 25.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Rechte dritter Personen an den herausgegebenen Gegenständen unberührt zu lassen und die Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückzugeben, falls bei der Übergabe ein entsprechender Vorbehalt gemacht worden ist.

Artikel 26.

(1) Die Verpflichtung zur Herausgabe besteht nicht, wenn in dem Strafverfahren, für das die Herausgabe geschehen soll, die Verpflichtung zur Auslieferung nicht bestehen würde oder wenn die Gegenstände von einer Behörde des ersuchten Teils in einem Strafverfahren benötigt werden.

(2) Die Verpflichtung zur Herausgabe entfällt auch, wenn sich das Strafverfahren, für das sie geleistet werden soll, gegen einen Angehörigen des ersuchten Teils richtet, der sich ausserhalb des Gebietes des ersuchenden Teils befindet.

Artikel 27.

Die Ersuchen um Herausgabe können auf dem im Artikel 18 bezeichneten Wege gestellt werden.

Artikel 28.

Soll die Herausgabe von Gegenständen ohne Zusammenhang mit der Auslieferung eines Verfolgten geschehen, so ist mit dem Ersuchen um Herausgabe ein Beschlagnahmebeschluss vorzulegen, der von einer zuständigen Behörde des ersuchenden Teils erlassen ist. In dem Ersuchen oder in dem Beschluss müssen die persönlichen Verhältnisse des Beschuldigten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit und sein derzeitiger Aufenthaltsort, sowie der Tatbestand der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, insbesondere Zeit und Ort der Tat, und der Stand der Strafsache angegeben werden.

Artikel 29.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Ersuchen um Herausgabe von den Behörden des ersuchten Teils, die nach dessen Gesetzen gleichartige Amtshandlungen in eigenen Strafsachen zu erledigen haben, in den für diese Amtshandlungen vorgeschriebenen Formen und mit den entsprechenden Zwangsmassnahmen erledigen zu lassen.

(2) Soll die Herausgabe im Zusammenhang mit einer Auslieferung eines Verfolgten geschehen, so sind die Gegenstände möglichst gleichzeitig mit dem Verfolgten zu übegeben.

Sonstige Rechtshilfe in Zollstrafsachen.

Artikel 30.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Bedienstete der Zollverwaltung zur Vernehmung als Auskunftspersonen, Zeugen oder Sachverständige zu gestellen und, falls die Vernehmung sich auf Angelegenheiten bezieht, die dem Amtsgeheimnis unterliegen, und insoweit Bedenken nicht entgegenstehen, mit einer schriftlichen Genehmigung zur Aussage auszustatten.

(2) In dem Ersuchen um Gestellung ist von einer zuständigen Behörde des ersuchenden Teils der Gegenstand der Vernehmung mitzuteilen.

Artikel 31.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die ein Strafverfahren betreffenden Schriftstücke, insbesondere auch Ladungen, zuzustellen.

(2) Das Ersuchen um Zustellung einer Ladung kann abgelehnt werden, wenn dem Geladenen für den Fall seines Ausbleibens Zwangsmassnahmen oder sonstige Nachteile angedroht werden.

(3) Ein Zeuge oder Sachverständiger, der auf eine durch die Behörden des ersuchten Teils ihm zugestellte Ladung vor den Behörden des ersuchenden Teils erscheint, darf, ohne Rücksicht auf seine Staatsangehörigkeit, weder wegen Täterschaft, irgendeiner Art von Teilnahme, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Untersuchung bildenden oder einer anderen vor der Ausreise der geladenen Person aus dem Gebiete des ersuchten Teils begangenen Straftat verfolgt oder bestraft noch aus einem sonstigen, vorher eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt werden, es sei denn, dass die geladene Person innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen und die Ausreise möglich ist, das Gebiet des ersuchenden Teils nicht verlässt.

Artikel 32.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, nach Massgabe der folgenden Bestimmungen Beschuldigte, Zeugen und Sachverständige zu vernehmen, Auskünfte zu erteilen, Augenschein einzunehmen, Durchsuchungen und Beschlagnahme von Gegenständen zu bewirken und andere Untersuchungshandlungen vorzunehmen.

(2) Bei der Gewährung von Rechtshilfe nach Absatz 1 wird der ersuchte Teil, wenn keine Bedenken entgegenstehen, auf Ersuchen gestatten, dass ein Beamter des ersuchenden Teils bei den Untersuchungshandlungen anwesend ist und auf zweckentsprechende Durchführung der Amtshandlungen hinwirkt.

Artikel 33.

Die Verpflichtung zur Leistung der Rechtshilfe nach den Artikeln 31 und 32 besteht nicht, wenn die Rechtshilfe auch eigenen Behörden nicht gewährt werden könnte.

Artikel 34.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einander Auskunft aus dem Strafregister zu erteilen.

(2) Die Verpflichtung zur Auskunft besteht nicht, wenn das Strafverfahren, für das sie erteilt werden soll, sich gegen einen Angehörigen des ersuchten Teils richtet, der sich ausserhalb des Gebiets des ersuchenden Teils befindet.

Artikel 35.

Die Ersuchen um Rechtshilfe nach den Artikeln 31, 32 und 34 müssen alle wesentlichen Angaben über die persönlichen Verhältnisse des Beschuldigten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit und seinen derzeitigen Aufenthaltsort, sowie den Tatbestand der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, insbesondere Zeit und Ort der Tat, und den Stand der Strafsache angeben.

Artikel 36.

(1) Die Ersuchen um Rechtshilfe nach den Artikeln 31, 32 und 34 können im unmittelbaren Geschäftsverkehr zwischen den beteiligten Behörden gestellt werden.

(2) Die deutschen Ersuchen um Rechtshilfe werden von den zuständigen deutschen Behörden unmittelbar an die slowakische Zentralzolldirektion (Ustredné colné riaditel'stvo) in Pressburg gerichtet.

(3) Die slowakischen Ersuchen um Rechtshilfe werden von den zuständigen slowakischen Behörden unmittelbar an den Oberfinanzpräsidenten Niederdonau in Wien oder, wenn die Erledigung nicht im Bereich der Reichsfinanzverwaltung zu erfolgen hat, an den Generalstaatsanwalt in Wien gerichtet.

Artikel 37.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Ersuchen um Rechtshilfe nach den Artikeln 31, 32 und 34 von den Behörden des ersuchten Teils, die nach dessen Gesetzen gleichartige Amtshandlungen in eigenen Strafsachen zu erledigen haben, in den für diese Amtshandlungen vorgeschriebenen Formen und mit den entsprechenden Zwangsmassnahmen erledigen zu lassen.

Fünfter Abschnitt.

Nacheile.

Artikel 38.

Die Bediensteten der Zollverwaltungen jedes der vertragschliessenden Teile dürfen sich in das Gebiet des anderen Teils zur Verhinderung oder Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften jedes der vertragschliessenden Teile begeben. Soweit es sich dabei um Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des eigenen Staates handelt, können sie bei den zuständigen Zolldienststellen des anderen Teils die vorläufige Festnahme von Personen sowie die vorläufige Sicherstellung von Gegenständen, die für die Durchführung eines Strafverfahrens von Bedeutung sein können, beantragen. Anträgen dieser Art werden die ersuchten Zolldienststellen in derselben Weise entsprechen, wie es ihnen bei Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des eigenen Staates zusteht und obliegt. Soweit es sich um Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des anderen Teils handelt, werden sie der zuständigen Zolldienststelle des anderen Teils über die Zuwiderhandung jede erforderliche Auskunft geben.

Artikel 39.

Bei Gefahr im Verzug sind die Bediensteten der Zollverwaltungen jedes der vertragschliessenden Teile berechtigt, im Grenzbezirk (Zollgrenzbezirk, Grenzzone) des anderen Teils die einer Zuwiderhandlung gegen die Zollvorschriften jedes der vertragschliessenden Teile verdächtigen Personen zu verfolgen und vorläufig festzunehmen, sowie die Gegenstände, die für die Durchführung eines Strafverfahrens von Bedeutung sein können, vorläufig sicherzustellen. Die festgenommenen Personen und die sichergestellten Gegenstände sind unverzüglich der nächsten zuständigen Zolldienststelle des Teils, in dessen Gebiet die Amtshandlungen vorgenommen wurden, zu übergeben.

Artikel 40.

Sind nach den Artikeln 38 und 39 Personen vorläufig festgenommen oder Gegenstände vorläufig sichergestellt, so ist die vorläufige Festnahme von Personen zweiundsiebenzig Stunden hindurch, die vorläufige Sicherstellung von Gegenständen zwei Wochen hindurch aufrechtzuerhalten, wenn sie wegen Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften des Staates, dem der nacheilende Beamte angehört, erfolgt sind und auf die Aufrechterhaltung der ergriffenen Massnahmen nicht vorher verzichtet wird.

Artikel 41.

Die Bediensteten der Zollverwaltungen der vertragschliessenden Teile müssen beim Betreten des Gebiets des anderen Teils mit einem amtlichen Ausweis über ihre Amtseigenschaft versehen sein. Sie dürfen ihre Waffen zur Abwendung einer ihnen oder einem Dritten drohenden unmittelbaren Gefahr für Leib oder Leben gebrauchen. Sind sie in Dienstkleidung, so darf der Waffengebrauch auch zur Brechung von Widerstand, nicht aber zur blossen Verhinderung der Flucht geschehen. Sie sind nicht befugt, in Wohnungen im Gebiet des anderen Teils Hausdurchsuchungen vorzunehmen.

Artikel 42.

Hat in den Fällen der Artikel 38 und 39 die Betätigung des nacheilenden Beamten nicht zu einer persönlichen Vorstellung bei einer Zolldienststelle im Gebiet des anderen Teils geführt, so wird die Zolldienststelle, der der nacheilende Beamte angehört, der zuständigen Zolldienststelle des anderen Teils unverzüglich von der Ausübung der Nacheile Nachricht geben.

Sechster Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

Artikel 43.

Die gesetzlichen Vorschriften, die auf dem Gebiete des einen Teils über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung gelten, finden auf alles Anwendung, was Verwaltungs- und Gerichtsbehörden sowie Beamten und sonstigen Bediensteten dieses Teils auf Grund dieses Abkommens zur Kenntnis kommt.

Artikel 44.

(1) Die den Behörden des ersuchten Teils durch Prüfung der Ersuchen und Gewährung der Rechtshilfe nach den Bestimmungen dieses Abkommens erwachsenden Kosten werden von dem ersuchten Teil getragen. Ebensowenig kann für die durch Rückgabe von Gegenständen entstehenden Kosten Ersatz beansprucht werden.

(2) Die Gebühren und Auslagen für Sachverständige werden von dem ersuchenden Teil ersetzt.

Artikel 45.

(1) Bei der Durchführung dieses Abkommens steht den beteiligten Zentralbehörden der unmittelbare Verkehr miteinander frei. Die Zulässigkeit des diplomatischen Weges wird dadurch nicht berührt.

(2) Die vertragschliessenden Teile erklären sich bereit, im Bedarfsfalle durch die beteiligten Zentralbehörden Verhandlungen wegen anderweitiger gegenseitiger Unterstützung und Rechtshilfe in Zollstrafsachen aufzunehmen.

Artikel 46.

(1) Die Ersuchen um Rechtshilfe und ihre Unterlagen sind in der amtlichen Sprache eines der vertragschliessenden Teile abzufassen. Die Beifügung von Übersetzungen kann nicht beansprucht werden.

(2) Die Ersuchen und ihre Unterlagen bedürfen keiner Beglaubigung.

(3) Dasselbe gilt für die mit der Erledigung der Rechtshilfe im Zusammenhang stehenden Schriftstücke.

Artikel 47.

(1) Das Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt einen Monat nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft.

(3) Es bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Ablauf des Tages, an dem es von einem der beiden Teile gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen gezeichnet und gesiegelt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und in slowakischer Sprache in Pressburg am 3. Mai 1941.

*Ludin.* *Polyak.*
*Wucher.* *Bečka.*
*Mettgenberg.* *Dudaško.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die gegenseitige Unterstützung und Rechtshilfe in Zollstrafsachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Abkommens bilden:

I.

Zu Artikel 9 bis 11.

Die vertragschliessenden Teile werden einander die zur Ausführung dieser Vereinbarungen erlassenen strafgesetzlichen Bestimmungen mit-

teilen. Sie behalten sich vor, hinsichtlich der Unterbrechung der Verjährung den Amtshandlungen der Gerichte, Behörden oder Beamten des anderen Teils die gleiche Wirkung wie den Amtshandlungen der eigenen Gerichte, Behörden oder Beamten beizulegen.

Zu Artikel 10, 12, 17, 18, 27 und 36.

Geht ein Ersuchen einer unzuständigen Stelle zu, so hat sie es unverzüglich an die zuständige Stelle weiterzuleiten und davon die ersuchende Stelle zu benachrichtigen.

Zu Artikel 10 und 17.

Für die Übermittlung der Ersuchen können alle neuzeitlichen Nachrichtenwege gewählt werden, wenn Sicherheit dafür besteht, dass das Ersuchen von einer nach dem Abkommen zuständigen Behörde ausgeht.

Zu Artikel 10 und 17.

Einem Ersuchen um Inhaftnahme nach den Artikeln 10 oder 17 braucht nicht stattgegeben zu werden, wenn wegen derselben Tat bereits auf ein Ersuchen nach einer dieser Vertragsbestimmungen die Haft angeordnet ist.

Zu Artikel 11 und 13.

Fehlt es für die Einleitung eines Strafverfahrens oder für die Leistung der Rechtshilfe an einer nach dem Abkommen erforderlichen Voraussetzung, so wird der ersuchte Teil, falls der Mangel alsbald behoben werden kann, vor Ablehnung des Ersuchens dem ersuchenden Teil Gelegenheit zur Stellungnahme geben.

Zu Artikel 19 Absatz 2.

Der ersuchte Teil kann für die Beibringung der Ergänzungen eine angemessene Frist bestimmen.

Zu Artikel 22.

Die Frist, innerhalb deren der Ausgelieferte das Gebiet des ersuchten Teils verlassen haben muss, läuft nicht, solange seine Ausreise nicht möglich ist.

Zu Artikel 23.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Grenzorte zu vereinbaren, an denen die Verfolgten im Auslieferungsverkehr übernommen oder übergeben werden.

Zu Artikel 25.

Die herausgegebenen Gegenstände und Beweismittel, deren Rückgabe vorbehalten ist, sollen pfleglich behandelt werden. Handelt es sich um leicht verderbliche Gegenstände, so können sie veräussert werden; der Erlös tritt an ihre Stelle.

Zu Artikel 31.

Ist einem Zustellungsersuchen entsprochen worden, so wird dem ersuchenden Teil ein Zustellungszeugnis mit nachstehendem Inhalt ausgestellt werden:

D........................ (Ladung, Urteil usw., die Art des zugestellten Schriftstückes ist anzuführen) ist am .................................................. durch Aushändigung de.... zuzustellenden Schriftstück.... an ......................................................... (Vor- und Zuname, Beruf und Anschrift des Zustellungsempfängers) [in anderen Fällen: an d.................................................. (Vor- und Zuname) als ............................................... (Stellung des Empfängers zum Zustellungsempfänger) d.... Zustellungsempfänger ......................................................................] zugestellt worden.

.................................................................., den ............................ 19....

(Dienststempel.) Unterschrift und Amtszeichnung.

II.

a) Die Angehörigen des Protektorats Böhmen und Mähren gelten im Sinne dieses Abkommens als deutsche Staatsangehörige.

b) Soweit Massnahmen der Gerichte und sonstigen Behörden, insbesondere ihre Entscheidungen, nach den Bestimmungen des Abkommens auf den Auslieferungs- und sonstigen Rechtshilfeverkehr Einfluss haben, stehen die Gerichte und sonstigen Behörden des Protektorats Böhmen und Mähren den deutschen Gerichten und sonstigen Behörden gleich.

III.

Der Reichsminister der Finanzen und der slowakische Finanzminister werden in unmittelbarem Benehmen Zusammenkünfte ihrer Vertreter vereinbaren, um die einheitliche Durchführung des Abkommens sicherzustellen und die bei seiner Durchführung etwa aufgetauchten Schwierigkeiten zu beseitigen. Soweit durch die zu erörternden Fragen der Geschäftsbereich anderer Ministerien berührt wird, werden diese Ministerien eingeladen werden, sich an den Zusammenkünften zu beteiligen. Die Zusammenkünfte sollen nach Bedarf und möglichst abwechselnd im Deutschen Reich und in der Slowakischen Republik stattfinden.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und in slowakischer Sprache

in Pressburg am 3. Mai 1941.

*Ludin.* *Polyak.*
*Wucher.* *Bečka.*
*Mettgenberg.* *Dudaško.*

9.

## ALLEMAGNE, CROATIE.

# Convention concernant la protection légale et l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale; signée à Berlin, le 17 novembre 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 21.*

---

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Unabhängigen Staat Kroatien über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Angelegenheiten des bürgerlichen und des Handels-Rechts.

Das Deutsche Reich und der Unabhängige Staat Kroatien, von dem Wunsche geleitet, in Zivil- und Handelssachen den Rechtsschutz der Angehörigen des Deutschen Reichs im Unabhängigen Staat Kroatien und der Angehörigen des Unabhängigen Staates Kroatien im Deutschen Reich sowie die Verpflichtung der beiderseitigen Gerichtsbehörden zur Rechtshilfe zu regeln, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihrem Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Unterstaatssekretär im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Friedrich Gaus und

den Ministerialdirektor im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Erich Volkmar,

der Poglavnik des Unabhängigen Staates Kroatien:

den Universitätsprofessor und ehemaligen Rektor der Kroatischen Universität Herrn Dr. Edo Lovrić,

den Rat der Septemviraltafel Herrn Dr. Miroslav Santek und

den Leiter der Rechtsabteilung im Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Dr. Tihomil Drezga.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in Ordnung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

### Erster Abschnitt.

### *Rechtsschutz.*

### Artikel 1.

Die Angehörigen jedes der Vertragschliessenden Teile geniessen im Gebiet des anderen Teils in Ansehung des gesetzlichen und gerichtlichen Schutzes ihrer Person und ihres Vermögens die gleiche Behandlung wie

---

*) Les ratifications ont été échangées à Agram, le 29 mai 1942.

**) En langues allemande et croate. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

Inländer. Sie haben freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten und können dort unter denselben Bedingungen und in derselben Weise wie Inländer auftreten.

Artikel 2.

(1) Den Angehörigen des einen Vertragschliessenden Teils, die vor den Gerichten des anderen Teils als Kläger oder Intervenienten auftreten, darf wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder wegen Mangels eines inländischen Wohnsitzes oder Aufenthalts keine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, auferlegt werden.

(2) Das gleiche gilt für die Vorauszahlung, die von den Klägern oder Intervenienten zur Deckung der Gerichtskosten anzufordern wäre.

Artikel 3.

(1) Ergeht im Gebiet des einen Vertragschliessenden Teils eine Verurteilung in die Prozesskosten gegen einen Kläger oder Intervenienten, der von der Sicherheitsleistung, Hinterlegung oder Vorauszahlung auf Grund des Artikels 2 oder eines im Staate der Klageerhebung geltenden Gesetzes befreit ist, so ist diese Verurteilung im Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teils durch die zuständige Behörde kostenfrei für vollstreckbar zu erklären. Der Antrag kann im diplomatischen Weg oder unmittelbar bei der zuständigen Behörde durch den Kostengläubiger gestellt werden.

(2) Die gleiche Regel findet Anwendung auf gerichtliche Entscheidungen, durch die die Prozesskosten später festgesetzt werden.

(3) Unter gerichtlichen Entscheidungen sind auch die von den Urkundsbeamten der Geschäftsstelle (Gerichtsschreibern) innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassenen Kostenfestsetzungsbeschlüsse zu verstehen.

(4) Die Entscheidung über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung und die Vollstreckung dürfen nicht deshalb verweigert werden, weil die betreibende Partei keine Stempel und Gebühren vorweg entrichtet hat.

Artikel 4.

(1) Die im Artikel 3 bezeichneten Kostenentscheidungen werden ohne Anhörung der Parteien für vollstreckbar erklärt, jedoch unbeschadet eines späteren Rechtsmittels der verurteilten Partei gemäss der Gesetzgebung des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Vollstreckung betrieben wird.

(2) Bei der Entscheidung über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung ist nur zu prüfen, ob die zu vollstreckende Entscheidung nach den Gesetzen des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Verurteilung ausgesprochen ist, rechtskräftig ist. Zum Nachweis dieses Erfordernisses genügt eine Bescheinigung des zuständigen Gerichts.

(3) Dem Antrag ist eine Übersetzung des entscheidenden Teils der Entscheidung sowie der im Absatz 2 Satz 2 bezeichneten Bescheinigung in die Amtssprache des ersuchten Vertragschliessenden Teils beizufügen.

Die Übersetzungen sind durch den diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder durch einen beeidigten Dolmetscher eines der Vertragschliessenden Teile oder durch einen Richter des ersuchenden Vertragschliessenden Teils zu beglaubigen.

(4) Die für die Entscheidung über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung zuständige Behörde hat auf gleichzeitigen Antrag des Kostengläubigers den Betrag der Kosten für die in den Absätzen 2 und 3 vorgesehene Bescheinigung, Übersetzung und Beglaubigung festzusetzen. Soweit die Kosten im Gebiet des ersuchenden Vertragschliessenden Teils entstanden sind, hat das zuständige Gericht deren Höhe zu bestätigen. Diese Kosten sind als Kosten des Prozesses zu betrachten.

(5) Mit dem Antrag auf Vollstreckbarerklärung kann der Antrag auf Durchführung der Vollstreckung verbunden werden.

## Zweiter Abschnitt.

## *Armenrecht.*

### Artikel 5.

Die Angehörigen des einen Vertragschliessenden Teils werden im Gebiet des anderen Teils zum Armenrecht unter denselben Bedingungen wie Inländer zugelassen.

### Artikel 6.

(1) Die Bescheinigung des Unvermögens muss von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsorts des Antragstellers oder in Ermangelung eines solchen von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsortes ausgestellt sein.

(2) Hält sich der Antragsteller nicht im Gebiet eines der beiden Vertragschliessenden Teile auf, so ist die Bescheinigung des für den Antragsteller zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreters ausreichend.

(3) Die Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts zu entscheiden hat, behält in den Grenzen ihrer Amtsbefugnis das Recht, die Bescheinigungen nachzuprüfen.

### Artikel 7.

Ist einem Angehörigen des einen Vertragschliessenden Teils von der zuständigen Behörde das Armenrecht bewilligt, so soll ihm dieses Recht auch für alle Prozesshandlungen einschliesslich der zur Vollstreckungsinstanz gehörigen zustehen, die sich auf denselben Rechtsstreit beziehen und vor den Gerichten des anderen Vertragschliessenden Teils auf Grund dieses Abkommens vorgenommen werden.

### Artikel 8.

(1) Will ein Angehöriger des einen Vertragschliessenden Teils das Armenrecht für eine Klage vor einem Gericht des anderen Teils nachsuchen, so kann er ein Gesuch um Bewilligung des Armenrechts und um

Beiordnung eines Armenanwalts im Deutschen Reich zu Protokoll des Amtsgerichts (im Protektorat Böhmen und Mähren auch des Bezirksgerichts), im Unabhängigen Staat Kroatien zu Protokoll des Bezirksgerichts erklären; zuständig ist das Gericht seines gewöhnlichen Aufenthaltsorts. Wird die Beiordnung eines Rechtsanwalts begehrt, so muss dies ausdrücklich verlangt werden. Das Protokoll ist unter Beifügung der Bescheinigung (Artikel 6) und sonstiger von der Partei überreichter Unterlagen auf dem im Artikel 9 bezeichneten Weg an das zuständige Gericht des anderen Vertragschliessenden Teils zu leiten; geht das Protokoll bei einem unzuständigen Gericht ein, so ist das Gesuch von Amts wegen an die zuständige Behörde abzugeben und die Behörde, die es übersandt hat, hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

(2) Das Protokoll ist in der Amtssprache des Gerichts, von dem es aufgenommen wird, abzufassen. Das Gericht, das über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts entscheidet, hat sich von dem Protokoll, erforderlichenfalls auch von den Anlagen, eine Übersetzung von Amts wegen zu beschaffen, soweit eine nach den Vorschriften des Artikels 4 Absatz 3 beglaubigte Übersetzung nicht beigefügt ist. Dem weiteren Verfahren kann die Übersetzung zugrunde gelegt werden. Die Kosten der Übersetzung gehören zu den Kosten des Verfahrens vor diesem Gericht.

## Dritter Abschnitt.

### *Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen.*

#### Artikel 9.

(1) In Zivil- und Handelssachen erfolgt die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Rechtshilfeersuchen im unmittelbaren Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Vertragschliessenden Teile.

(2) Für die Übermittlung und Entgegennahme von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen sind auf deutscher Seite die Landgerichtspräsidenten, auf kroatischer Seite die Präsidenten der Gerichtstafeln zuständig.

(3) Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchen von Amts wegen an die zuständige Behörde abzugeben und die ersuchende Behörde unverzüglich zu benachrichtigen.

#### Artikel 10.

(1) Die Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen sind in der Sprache des ersuchenden Vertragschliessenden Teils abzufassen. Dem Rechtshilfeersuchen ist eine Übersetzung in die Amtssprache des ersuchten Vertragschliessenden Teils beizufügen; die Übersetzung ist gemäss Artikel 4 Absatz 3 zu beglaubigen.

(2) Die Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen haben die ersuchende Behörde sowie den Namen und die Stellung der Parteien anzugeben. Die Zustellungsanträge haben ausserdem die Anschrift des Empfängers zu enthalten und die Art der zustellenden Schriftstücke zu bezeichnen.

Artikel 11.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Vertragschliessenden Teils Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern dieser zur Annahme bereit ist.

(2) Ist das zuzustellende Schriftstück in der Sprache des ersuchten Vertragschliessenden Teils abgefasst oder ist es von einer gemäss Artikel 4 Absatz 3 beglaubigten Übersetzung in diese Sprache begleitet, so lässt die ersuchte Behörde, falls in dem Antrag ein dahingehender Wunsch ausgesprochen ist, das Schriftstück in der durch ihre innere Gesetzgebung für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zustellen. Ist ein solcher Wunsch nicht ausgesprochen, so wird die ersuchte Behörde zunächst die Übergabe nach den Vorschriften des Absatzes 1 zu bewirken suchen.

Artikel 12.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Vertragschliessenden Teils nachgewiesen, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben.

Artikel 13.

(1) Die Behörde, an die ein Rechtshilfeersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörden des ersuchten Vertragschliessenden Teils oder eines zum gleichen Zweck gestellten Antrags einer beteiligten Partei. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Teils.

(2) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Ort der auf das Rechtshilfeersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen, damit die beteiligten Parteien in der Lage sind, ihr beizuwohnen.

Artikel 14.

Die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen kann nur abgelehnt werden, wenn der Vertragschliessende Teil, in dessen Gebiet die Erledigung stattfinden soll, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 15.

(1) Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen kann weder eine Gebühr noch die Erstattung irgendwelcher Auslagen verlangt werden. Dies gilt jedoch nicht für die nach den Gesetzen des ersuchten Vertragschliessenden Teils an Sachverständige gezahlten Entschädigungen. Diese Kosten sind unverzüglich durch den ersuchen-

den Teil zu erstatten ohne Rücksicht darauf, ob er sie von den beteiligten Parteien zurückerhält oder nicht.

(2) Die ersuchte Behörde hat den Betrag der ihr erwachsenen Auslagen, auch soweit sie nach Absatz 1 vom ersuchenden Vertragschliessenden Teil nicht zu erstatten sind, der ersuchenden Behörde mitzuteilen, damit diese sie für ihre eigene Rechnung von der zur Erstattung verpflichteten Person einziehen kann.

(3) Die Erledigung eines Zustellungsantrags oder eines Rechtshilfeersuchens darf nicht deshalb verweigert werden, weil die ersuchende Behörde keinen Vorschuss zur Deckung der Auslagen hinterlegt hat, die nach den Bestimmungen des Absatzes 1 zu erstatten sind.

Artikel 16.

Zustellungen an Angehörige des einen Vertragschliessenden Teils können durch dessen diplomatische oder konsularische Vertreter in dem Gebiet des anderen Teils ohne Anwendung von Zwang bewirkt werden.

## Vierter Abschnitt.

*Anerkennung und Vollstreckung von gerichtlichen Entscheidungen, von Schiedssprüchen, Vergleichen und Urkunden.*

Artikel 17.

(1) Rechtskräftige gerichtliche Entscheidungen des einen Vertragschliessenden Teils, die vermögensrechtliche Ansprüche in Angelegenheiten des bürgerlichen oder des Handels-Rechts betreffen, werden ohne Unterschied ihrer Benennung (Urteile, Beschlüsse, Zahlungsbefehle, Zahlungsaufträge, Vollstreckungsbefehle) im Gebiet des anderen Teils anerkannt, wenn nicht für die Gerichte des Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, nach dem Recht dieses Teils eine ausschliessliche Zuständigkeit besteht. Unter gerichtlichen Entscheidungen sind auch die von den Urkundsbeamten der Geschäftsstelle (Gerichtsschreibern) innerhalb ihrer Zuständigkeit getroffenen Entscheidungen zu verstehen.

(2) Den gerichtlichen Entscheidungen im Sinne des Absatzes 1 stehen gleich die Entscheidungen der Sondergerichte und derjenigen Schiedsgerichte die ohne Rücksicht auf einen Schiedsvertrag vermöge einer besonderen staatlichen Anordnung zur Entscheidung bürgerlichrechtlicher Ansprüche zuständig sind.

(3) Die in nichtvermögensrechtlichen Streitigkeiten ergangenen rechtskräftigen Entscheidungen der bürgerlichen Gerichte des einen Vertragschliessenden Teils werden im Gebiet des anderen Teils anerkannt, wenn die Parteien Angehörige des Vertragschliessenden Teils sind, in dessen Gebiet die Entscheidung gefällt wurde.

Artikel 18.

(1) Die Anerkennung ist zu versagen, wenn sie gegen die guten Sitten oder die öffentliche Ordnung verstossen würde.

(2) Die Anerkennung ist ferner zu versagen, wenn in der Entscheidung hinsichtlich eines Angehörigen des angerufenen Vertragschliessenden Teils bei Beurteilung der Handlungsfähigkeit oder der gesetzlichen Vertretung oder bei Beurteilung eines für den Anspruch massgebenden familien- oder erbrechtlichen Verhältnisses oder der dafür massgebenden Feststellungen des Todes einer Person zu seinem Nachteil andere als die Gesetze zugrunde gelegt sind, die nach dem Recht dieses Teils anzuwenden wären. Die Entscheidung ist jedoch anzuerkennen, wenn sie auch bei Anwendung dieser Gesetze begründet wäre.

(3) Hat sich der Beklagte auf den Rechtsstreit nicht eingelassen, so ist die Anerkennung zu versagen, wenn die Zustellung der den Rechtsstreit einleitenden Ladung oder Verfügung an den Beklagten oder seinen zur Empfangnahme berechtigten Vertreter nicht rechtzeitig oder lediglich im Wege der öffentlichen Zustellung oder im Auslande oder auf einem anderen Wege als dem der gegenseitigen Rechtshilfe oder dem im Artikel 16 vorgesehenen bewirkt worden ist.

(4) Die Anerkennung ist schliesslich zu versagen, wenn für die Entscheidung des erkennenden Gerichts lediglich der Gerichtsstand des Vermögens (im Deutschen Reich Reichs-Zivilprozessordnung § 23, Jurisdiktionsnormen § 99, im Unabhängigen Staat Kroatien Zivilprozessordnung § 97) oder im Deutschen Reich der Gerichtsstand des § 88 Absatz 2 Jurisdiktionsnormen, im Unabhängigen Staat Kroatien der Gerichtsstand des § 85 Absatz 2 Zivilprozessordnung gegeben war, es sei denn, dass sich im letzten Falle der Beklagte auf den Rechtsstreit eingelassen hatte.

Artikel 19.

Das Gericht des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, ist bei der Prüfung der Versagungsgründe an die tatsächlichen Feststellungen der Entscheidungen nicht gebunden. Im übrigen ist die Gesetzmässigkeit der Entscheidung nicht zu prüfen.

Artikel 20.

(1) Die Entscheidungen der Gerichte des einen Vertragschliessenden Teils, die nach den vorstehenden Bestimmungen im Gebiet des anderen Teils anzuerkennen sind, werden dort auf Antrag einer Partei von der zuständigen Behörde für vollstreckbar erklärt, wenn sie auch in dem Gebiet des Vertragschliessenden Teils, in dem sie ergangen sind, vollstreckbar sind. Vor der Entscheidung kann der Gegner gehört werden.

(2) Dem Antrag ist, sofern er nicht in der Sprache des Vertragschliessenden Teils abgefasst ist, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, eine Übersetzung in diese Sprache beizufügen. Die Übersetzung ist gemäss Artikel 4 Absatz 3 zu beglaubigen.

(3) Artikel 3 Absatz 4 ist entsprechend anzuwenden.

Artikel 21.

(1) Für einen im Gebiet des Deutschen Reichs ansässigen Berechtigten wird der Antrag von einem Amtsgericht (im Protektorat Böhmen und Mähren auch von einem Bezirksgericht), für einen im Unabhängigen Staat Kroatien ansässigen Berechtigten von einem Bezirksgericht übermittelt. Für die Entgegennahme des Antrags ist auf deutscher Seite der Landgerichtspräsident, auf kroatischer Seite der Präsident der Gerichtstafel zuständig, in dessen Bezirk die Vollstreckung vorgenommen werden soll.

(2) Der Antrag kann durch die beteiligte Partei auch unmittelbar bei der für seine Erledigung zuständigen Behörde gestellt werden.

Artikel 22.

Die Partei, welche die Entscheidung geltend macht, hat beizubringen:

1. eine vollständige Ausfertigung der Entscheidung; die Rechtskraft der Entscheidung ist, soweit sie sich nicht schon aus der Ausfertigung ergibt, durch öffentliche Urkunden nachzuweisen;
2. die Urschrift oder eine beglaubigte Abschrift der Urkunden, aus denen sich ergibt, dass die den Rechtsstreit einleitende Ladung oder Verfügung der Partei, die sich auf den Rechtsstreit nicht eingelassen hatte, rechtzeitig und nicht auf einem Wege zugestellt worden ist, der es nach Artikel 18 Abs. 3 rechtfertigen würde, die Anerkennung der Entscheidung zu versagen;
3. eine nach den Vorschriften des Artikels 4 Absatz 3 beglaubigte Übersetzung der vorerwähnten Urkunden.

Artikel 23.

Bei dem Gericht, das über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung zu entscheiden hat, kann der Verpflichtete auch Einwendungen gegen den in der gerichtlichen Entscheidung festgestellten Anspruch und gegen die Zulässigkeit der Vollstreckungsklausel (der Exekutionsbewilligung) geltend machen, soweit sie nach dem Recht des Vertragschliessenden Teils zulässig sind, in dessen Gebiet die Entscheidung gefällt wurde.

Artikel 24.

Mit dem Antrag auf Vollstreckbarerklärung kann der Antrag auf Durchführung der Vollstreckung verbunden werden. Artikel 20 Absatz 2 ist entsprechend anzuwenden.

Artikel 25.

Hängt die Vollstreckung der gerichtlichen Entscheidung von dem Ablauf einer Frist oder von dem Eintritt einer anderen Tatsache ab oder wird die Vollstreckbarerklärung zugunsten eines anderen als des in der Entscheidung bezeichneten Berechtigten oder gegen einen anderen als

den dort bezeichneten Verpflichteten nachgesucht, so bestimmt sich die Frage, inwieweit die Vollstreckbarerklärung von dem Nachweis besonderer Voraussetzungen abhängig ist oder ob die Entscheidung für oder gegen den anderen vollstreckbar ist, nach dem Recht des Vertragschliessenden Teils, dessen Gericht die Entscheidung erlassen hat. Die danach erforderlichen Nachweise sind, sofern nicht die nachzuweisenden Tatsachen bei dem über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung entscheidenden Gericht offenkundig sind, durch öffentliche oder öffentlich beglaubigte Urkunden zu führen, denen nach den Vorschriften des Artikels 4 Absatz 3 beglaubigte Übersetzungen beizufügen sind.

## Artikel 26.

Vergleiche, die vor einem Gericht eines der beiden Vertragschliessenden Teile abgeschlossen und dort vollstreckbar sind, werden ebenso wie gerichtliche Entscheidungen behandelt. Das gleiche gilt für gerichtliche und notarische Urkunden, in denen sich der Verpflichtete der Vollstreckung unterworfen hat.

## Artikel 27.

(1) Hinsichtlich der Anerkennung und Vollstreckung von Schiedssprüchen gelten im Verhältnis zwischen den beiden Vertragschliessenden Teilen die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 des in Genf zur Zeichnung aufgelegten Abkommens zur Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche vom 26. September 1927 mit der Massgabe, dass es ohne Rücksicht auf die im Artikel 1 Absatz 1 daselbst enthaltenen Beschränkungen auf alle im Gebiet eines der beiden Vertragschliessenden Teile ergangenen Schiedssprüche Anwendung findet.

(2) Zum Nachweis, dass der Schiedsspruch eine endgültige Entscheidung im Sinne des Artikels 1 Absatz 2 Buchstabe d des vorbezeichneten Abkommens darstellt, genügt eine Bescheinigung der Geschäftsstelle des Gerichts, bei dem der Schiedsspruch niedergelegt ist, oder eine Bescheinigung der Behörde, die für die Bewilligung der Vollstreckung aus dem Schiedsspruch im Gebiet des Vertragschliessenden Teils, in dem er ergangen ist, zuständig ist.

(3) Vor einem Schiedsgericht abgeschlossene Vergleiche werden in derselben Weise wie Schiedssprüche vollstreckt.

## Artikel 28.

Die Gerichte jedes der beiden Vertragschliessenden Teile haben auf Antrag einer Partei die Entscheidung über vermögensrechtliche Ansprüche abzulehnen, wegen derer vor einem Gericht des einen Teils bereits ein Verfahren anhängig ist, in dem eine Entscheidung ergehen kann, die auf Grund dieses Abkommens im Gebiet des anderen Teils anzuerkennen wäre.

Artikel 29.

Auf Arreste und einstweilige Verfügungen sowie auf die in einem Strafverfahren ergangenen Entscheidungen über bürgerlich-rechtliche Ansprüche finden die Bestimmungen dieses Abschnitts keine Anwendung.

Fünfter Abschnitt.

*Rechtsauskünfte.*

Artikel 30.

(1) Die oberste Justizverwaltungsbehörde jedes Vertragschliessenden Teils erteilt auf Ersuchen der obersten Justizverwaltungsbehörde des anderen Teils im unmittelbaren Verkehr in ihrer Amtssprache Auskunft über das in ihrem Gebiet geltende Recht.

(2) Zuständig sind
auf deutscher Seite das Reichsjustizministerium,
auf kroatischer Seite das Justiz- und Kultusministerium.

Sechster Abschnitt.

*Schlussbestimmungen.*

Artikel 31.

(1) Soweit nach den Vorschriften dieses Abkommens Kosten in Rechnung gestellt werden können, werden sie nach den Vorschriften berechnet, die im Gebiet des ersuchten Vertragschliessenden Teils für gleiche Handlungen in einem inländischen Verfahren gelten.

(2) Sind einem Zustellungsantrag, einem Rechtshilfeersuchen, einem Antrag auf Vollstreckbarerklärung oder einem Antrag auf Durchführung der Vollstreckung die erforderlichen Übersetzungen nicht beigefügt, so beschafft sie die ersuchte Behörde von Amts wegen. Bei Anträgen oder Ersuchen, die von einer Behörde gestellt oder übermittelt werden, ersetzt diese der ersuchten Behörde nachträglich die Kosten der Übersetzung.

Artikel 32.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden für Zustellungsanträge doppelsprachige Vordrucke verwenden, die sie einander mitteilen werden.

(2) Die Vertragschliessenden Teile werden einander Übersichten ihrer Gerichtseinteilung mitteilen.

Artikel 33.

Dieses Abkommen soll auch für den Fall in Wirksamkeit bleiben, dass der Unabhängige Staat Kroatien dem Haager Abkommen über den Zivilprozess vom 17. Juli 1905 beitritt.

Artikel 34.

Von dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens an sind zwischen den Vertragschliessenden Teilen frühere Staatsverträge, Verein-

barungen und Regierungserklärungen über Fragen, die durch dieses Abkommen geregelt sind, nicht mehr anzuwenden.

Artikel 35.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Agram ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt einen Monat nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft. Es bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Ablauf des Tages, an dem die Kündigung des einen Vertragschliessenden Teils dem anderen Teil zugegangen ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und kroatischer Sprache in Berlin am 17. November 1941.

*Friedrich Gaus.*
*Dr. Erich Volkmar.*
*Dr. Edo Lovrić.*
*Dr. Miroslav Santek.*
*Dr. Tihomil Drezga.*

---

Schlussprotokoll.

Bei Unterzeichnung dieses Abkommens erklären die Bevollmächtigten im Namen ihrer Regierungen, dass Einverständnis über folgendes besteht:

I.

1. Zu Artikel 3: Die Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass im Sinne des Artikels 3 Absatz 1 die Vollstreckung wegen der im Artikel 3 genannten Kosten auch dann in dem Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teils stattfindet, wenn der Kläger aus anderen als den im Artikel 3 erwähnten Gründen zu einer Sicherheitsleistung, Hinterlegung oder Vorauszahlung nicht verpflichtet ist.

2. Zu Artikel 4, Artikel 10 und Artikel 30: Amtssprache im Sinne dieses Abkommens ist auf deutscher Seite die deutsche, auf kroatischer Seite die kroatische Sprache.

Für den Fall, dass bei einzelnen Gerichten des Unabhängigen Staates Kroatien neben der kroatischen Sprache auch die deutsche Sprache als Amtssprache zugelassen wird, brauchen den Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen, die von diesen Gerichten zu erledigen sind, Übersetzungen in die kroatische Sprache nicht beigefügt zu werden. Das Kroatische Justiz- und Kultusministerium wird gegebenenfalls dem Reichsjustizministerium diese Gerichte mitteilen.

3. Zu Artikel 6: Bescheinigungen des Unvermögens gemäss Artikel 6 bedürfen keiner Beglaubigung.

4. Zu Artikel 7: Im Falle des Artikels 7 bedarf es zur Erlangung des Armenrechts keines besonderen Antrags der armen Partei.

5. Zu Artikel 9 Absatz 2: Das Reichsjustizministerium wird dem kroatischen Justiz- und Kultusministerium mitteilen, in welchen Fällen an die Stelle des Landgerichtspräsidenten ein Amtsgerichtspräsident tritt.

Für die Übermittlung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen ist auf kroatischer Seite neben den Präsidenten der Gerichtstafeln auch der Präsident des Handelsgerichts zuständig.

6. Zu Artikel 17: Das Abkommen ist auf alle Entscheidungen anzuwenden, die seit seinem Inkrafttreten in den Gebieten der Vertragschliessenden Teile ergangen sind.

Bei der Vollstreckung von Titeln, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens in den Reichsgauen der Ostmark, im Reichsgau Sudetenland und im Protektorat Böhmen und Mähren entstanden sind und im Gebiet des Unabhängigen Staates Kroatien vollstreckt werden sollen oder die im Unabhängigen Staat Kroatien entstanden sind und in einem der vorbezeichneten Gebiete vollstreckt werden sollen, ist entsprechend den Abkommen zu verfahren, die zwischen dem ehemaligen Staat Österreich und der früheren Tschechoslowakischen Republik einerseits und dem ehemaligen Jugoslawischen Staat andererseits abgeschlossen waren.

7. Zu Artikel 21 Absatz 1: Das Reichsjustizministerium wird dem Kroatischen Justiz- und Kultusministerium mitteilen, in welchen Fällen an die Stelle des Landgerichtspräsidenten ein Amtsgerichtspräsident tritt.

8. Zu Artikel 34: Durch die Bestimmungen dieses Artikels werden die Feststellungen des Punktes 6 Absatz 2 dieses Schlussprotokolls (zu Artikel 17 des Abkommens) nicht berührt.

## II.

1. Die Angehörigen des einen Vertragschliessenden Teils geniessen als Gläubiger im Konkurs-, Vergleichs- oder Ausgleichsverfahren vor den Gerichten des anderen Teils dieselbe Behandlung wie Inländer.

2. Wird im Gebiet des einen Vertragschliessenden Teils über das Vermögen eines Gemeinschuldners, der dort sein Unternehmen betreibt oder in Ermangelung eines solchen seinen ordentlichen Wohnsitz hat, das Konkursverfahren eröffnet, so wird das im Gebiet des anderen Teils gelegene bewegliche Vermögen der Konkursbehörde auf deren Verlangen nach Massgabe der hierfür bestehenden Vorschriften ausgefolgt.

3. Wenn im Gebiet des einen Vertragschliessenden Teils ein beweglicher Nachlass nach einem Angehörigen des anderen Teils hinterblieben ist, so wird sowohl die Nachlassregelung (Nachlassabhandlung) als die Entscheidung streitiger Erbansprüche nach Massgabe der hierfür bestehenden Vorschriften den Gerichten des Heimatstaates überlassen. Der bewegliche Nachlass wird der zuständigen Behörde des Heimatstaates des Erblassers nach Massgabe der bestehenden Vorschriften ausgefolgt.

III.

Das Reichsjustizministerium und das Kroatische Justiz- und Kultusministerium werden nach Bedarf im unmittelbaren Benehmen Zusammenkünfte ihrer Vertreter vereinbaren, um die einheitliche Durchführung des Abkommens sicherzustellen und die bei seiner Durchführung etwa auftauchenden Schwierigkeiten zu beseitigen. Soweit durch die zu erörternden Fragen der Geschäftsbereich anderer Ministerien berührt wird, werden diese Ministerien eingeladen werden, sich an den Zusammenkünften zu beteiligen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet, das als wesentlicher Bestandteil des Abkommens vom heutigen Tage gilt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und kroatischer Sprache in Berlin am 17. November 1941.

*Friedrich Gaus.*
*Dr. Erich Volkmar.*
*Dr. Edo Lovrić.*
*Dr. Miroslav Santek.*
*Dr. Tihomil Drezga.*

---

10.

ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

## Convention concernant la reconnaissance mutuelle de décisions judiciaires en matière de droit de famille et de déclarations de décès; signée à Pressbourg, le 10 avril 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 18.*

---

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die gegenseitige Anerkennung von familienrechtlichen Entscheidungen und von Todeserklärungen.

Das Deutsche Reich und die Slowakische Republik, von dem Wunsche geleitet, gemeinsame Bestimmungen über die gegenseitige Anerkennung von familienrechtlichen Entscheidungen und von Todeserklärungen zu treffen, sind übereingekommen, zu diesem Zweck ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 8 mai 1942.

**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

Der Deutsche Reichskanzler:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Hanns Ludin,
den Ministerialdirektor im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Erich Volkmar und
den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Karl Schwagula.

Der Präsident der Slowakischen Republik:
den Ministerpräsidenten und Minister des Äussern Herrn Dr. Vojtech Tuka,
den Chef der rechtlich-administrativen Sektion des Ministeriums des Äussern Herrn Dr. Viktor Bečka und
den Chef der zivilrechtlichen legislativen Sektion im Justizministerium Herrn Dr. Július Ponický.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in Ordung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

Erster Abschnitt.

Ehesachen.

Artikel 1.

*Entscheidungen der Gerichte des Heimatstaates der Ehegatten.*

Die in Ehesachen ergangenen rechtskräftigen Entscheidungen der Gerichte eines Vertragschliessenden Teils werden im Gebiet des anderen Teils anerkannt, wenn die Ehegatten zur Zeit der Entscheidung dem Vertragschliessenden Teil angehörten, dessen Gericht die Entscheidung gefällt hat.

Artikel 2.

*Entscheidungen der Gerichte des Aufenthaltsstaates der Ehegatten.*

Rechtskräftige Entscheidungen der Gerichte eines Vertragschliessenden Teils, durch die eine Ehe geschieden worden ist, werden im Gebiet des anderen Teils ausser im Falle des Artikels 1 auch dann anerkannt, wenn die Ehegatten in dem Gebiet, in dem die Scheidung ausgesprochen wurde, mindestens ein Jahr lang entweder ihren letzten gemeinsamen Aufenthalt vor der Klageerhebung oder ihren gewöhnlichen Aufenthalt bis zur Klageerhebung gehabt haben. Die Anerkennung setzt weiter voraus, dass die Tatsachen, auf die die Entscheidung gestützt ist, nach dem heimatlichen Recht beider Ehegatten oder, wenn die Ehegatten nicht die gleiche Staatsangehörigkeit besitzen, nach dem heimatlichen Recht jedes Ehegatten einen Scheidungsgrund bilden.

Artikel 3.

*Mehrfache Anhängigkeit einer Ehesache.*

Ist im Gebiet eines Vertragschliessenden Teils eine Ehesache anhängig und wird später vor einem Gericht des anderen Teils ein Ver-

fahren in der gleichen Sache anhängig, so hat dieses Gericht auf Antrag einer Partei die Entscheidung abzulehnen, wenn in dem früheren Verfahren eine Entscheidung ergehen kann, die im Gebiet des Vertragschliessenden Teils, in dem das spätere Verfahren eingeleitet wurde, anzuerkennen wäre.

Zweiter Abschnitt.

K i n d s c h a f t s s a c h e n.

Artikel 4.

*Ehelichkeit durch nachfolgende Ehe.*

Ob ein uneheliches Kind durch die nachfolgende Ehe der Eltern ehelich geworden ist, wird nach den Gesetzen des Vertragschliessenden Teils beurteilt, dem der Vater zur Zeit der Eheschliessung angehört hat. Die Feststellung, dass nach diesen Gesetzen das Kind ehelich geworden ist, können die Behörden jedes Vertragschliessenden Teils für dessen Bereich treffen.

Artikel 5.

*Ehelichkeitserklärung.*

(1) Die Ehelichkeitserklärung eines unehelichen Kindes und deren Zurücknahme stehen ausschliesslich dem Vertragschliessenden Teil zu, dem der Vater angehört.

(2) Die gemäss Absatz 1 ergangenen Entscheidungen werden im Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teils anerkannt. Ist das Kind Angehöriger dieses Teils und verlangen dessen Gesetze zur Ehelichkeitserklärung die Einwilligung des Kindes oder seines gesetzlichen Vertreters oder die Einwilligung von Personen, zu denen das Kind in einem familienrechtlichen Verhältnisse steht, oder die Genehmigung einer Behörde, so setzt die Anerkennung weiter voraus, dass diese Erfordernisse erfüllt sind.

Artikel 6.

*Annahme an Kindes Statt.*

(1) Für die Bestätigung des Kindesannahmevertrages sind ausschliesslich die Gerichte des Vertragschliessenden Teils zuständig, dem der Annehmende angehört.

(2) Die gemäss Absatz 1 ausgesprochene rechtskräftige Bestätigung des Kindesannahmevertrages wird im Gebiet des anderen Teils anerkannt. Artikel 5 Absatz 2 Satz 2 gilt entsprechend.

Artikel 7.

*Aufhebung des Annahmeverhältnisses.*

Die Vorschriften des Artikels 6 gelten sinngemäss für die gerichtliche und vertragliche Aufhebung des Kindesannahmeverhältnisses.

Dritter Abschnitt.

T o d e s e r k l ä r u n g.

Artikel 8.

*Allgemeine Zuständigkeit.*

Die Entscheidung über die Todeserklärung einer Person steht, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 9 und des Artikels 10 Absatz 2, ausschliesslich den Behörden des Vertragschliessenden Teils zu, dem die Person in dem letzten Zeitpunkt, in dem sie nach den vorhandenen Nachrichten noch gelebt hat, angehörte.

Artikel 9.

*Todeserklärung mit beschränkter Wirkung.*

Die Behörden eines Vertragschliessenden Teils können einen Angehörigen des anderen Teils mit Wirkung für die Rechtsverhältnisse, die sich nach dem im Gebiet der entscheidenden Behörde geltenden Recht beurteilen, und mit Wirkung für das im Inland befindliche Vermögen für tot erklären; sie können dabei ihr eigenes Recht anwenden.

Artikel 10.

*Anerkennung.*

(1) Die gemäss Artikel 8, 9 ergangenen rechtskräftigen gerichtlichen Entscheidungen eines Vertragschliessenden Teils werden im Gebiet des anderen Teils anerkannt.

(2) Haben die Behörden eines Vertragschliessenden Teils einen Angehörigen des anderen Teils auf Antrag seiner Ehefrau für tot erklärt, so wird die Todeserklärung im Gebiet des anderen Teils anerkannt, wenn die Frau bei Stellung des Antrags ihren gewöhnlichen Aufenthalt im Gebiet des Teils hatte, von dessen Behörden die Todeserklärung ausgesprochen wurde, wenn sie ferner diesen Teil angehört oder vor ihrer Verheiratung mit dem Verschollenen angehört hat, und wenn sie auf Grund der Todeserklärung eine neue Ehe schliesst und der neue Ehemann nicht dem Vertragschliessenden Teil angehört, in dem die Entscheidung anerkannt werden soll.

Artikel 11.

*Aufhebung der Todeserklärung.*

Hat der für tot Erklärte die Todeserklärung überlebt, so gilt für ihre Aufhebung Artikel 8 entsprechend. In den Fällen des Artikels 9 und des Artikels 10 Absaz 2 können die Behörden jedes Vertragschliessenden Teils die Todeserklärung aufheben. Die Aufhebung wird im Gebiet des anderen Teils anerkannt.

Artikel 12.

*Übergangsregelung.*

Dem Angehörigen eines Vertragschliessenden Teils steht der Verschollene gleich, der früher einem nicht mehr bestehenden Staat angehört hat, aber im Zeitpunkt der Todeserklärung einem Vertragschliessenden Teil angehören würde, wenn er bis zu diesem Zeitpunkt gelebt hätte. Im Falle des Artikels 10 Absatz 2 steht einer Frau, die vor ihrer Verheiratung einem Vertragschliessenden Teil angehört hat, die Frau gleich, die zur Zeit der Antragstellung einem Vertragschliessenden Teil angehören würde, wenn sie den Verschollenen nicht geheiratet hätte.

## Vierter Abschnitt.

## Schlussbestimmungen.

Artikel 13.

*Persönlicher Geltungsbereich des Abkommens.*

(1) Die Bestimmungen dieses Abkommens werden nur angewandt, wenn wenigstens einer der Beteiligten einem Vertragschliessenden Teil angehört oder nach Artikel 12 Satz 1 einem Angehörigen der Vertragschliessenden Teile gleichsteht.

(2) Als Beteiligte sind anzusehen:
im Falle der Artikel 1 bis 3 die Ehegatten,
im Falle der Artikel 4, 5 der Vater und das Kind,
im Falle der Artikel 6, 7 der Annehmende und das Kind,
im Falle der Artikel 8 bis 12 der Verschollene.

Artikel 14.

*Versagung der Anerkennung.*

(1) Die Anerkennung ist zu versagen, wenn die Entscheidung Bestimmungen enthält, die gegen die guten Sitten oder die öffentliche Ordnung verstossen.

(2) Die Anerkennung ist ferner zu versagen, wenn in der Entscheidung hinsichtlich eines Angehörigen des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, bei Beurteilung der Handlungsfähigkeit oder der gesetzlichen Vertretung oder bei Beurteilung eines für den Anspruch massgebenden familienrechtlichen Verhältnisses zu seinem Nachteil andere als die Gesetze zugrunde gelegt sind, die nach dem Recht dieses Teils anzuwenden wären. Die Entscheidung ist jedoch anzuerkennen, wenn sie auch bei Anwendung dieser Gesetze begründet wäre.

(3) Hat sich in einer Ehesache der Beklagte auf den Rechtsstreit nicht eingelassen, so ist die Anerkennung zu versagen, wenn die Zustellung der den Rechtsstreit einleitenden Ladung oder Verfügung an den Beklagten oder seinen zur Empfangnahme berechtigten Vertreter nicht rechtzeitig oder lediglich im Wege der öffentlichen Zustellung oder im

Ausland auf einem anderen Wege als dem der gegenseitigen Rechtshilfe oder der vom diplomatischen oder konsularischen Vertreter ohne Anwendung von Zwang vorgenommenen Zustellung bewirkt worden ist.

Artikel 15.

*Geltendmachung der Entscheidung.*

Die Behörde des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die von einer Behörde des anderen Teils getroffene Entscheidung geltend gemacht wird, ist bei Prüfung der die Zuständigkeit der Behörde oder die Anerkennung ihrer Entscheidung begründenden Tatsachen sowie bei Prüfung der Versagungsgründe an die tatsächlichen Feststellungen der Entscheidung nicht gebunden. Eine weitere Nachprüfung der Gesetzmässigkeit der Entscheidung findet, wenn die Vorschriften dieses Abkommens über das anzuwendende Recht beachtet sind, nicht statt.

Artikel 16.

*Ratifikation und Inkrafttreten.*

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt einen Monat nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft. Es bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Ablauf des Tages, an dem die Kündigung des einen Vertragschliessenden Teils dem anderen Teil zugegangen ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 10. April 1941.

*Ludin.*
*Erich Volkmar.*
*Dr. Karl Schwagula.*
*Tuka.*
*Viktor Bečka.*
*Dr. Július Ponický.*

---

Schlussprotokoll.

Bei Unterzeichnung dieses Abkommens erklären die Bevollmächtigten im Namen ihrer Regierungen, dass Einverständnis über folgendes besteht:

I. Zu Artikel 1.

Unter Ehesachen sind nur zu verstehen:

Verfahren, die die Nichtigerklärung, Ungültigerklärung, Anfechtung, Aufhebung und Scheidung (im Protektorat Böhmen und Mähren auch Trennung) der Ehe sowie Trennung von Tisch und Bett (im Pro-

tektorat Böhmen und Mähren auch Scheidung) zum Gegenstand haben, ferner Verfahren, die die Feststellung des Bestehens oder Nichtbestehens oder der Gültigkeit der Ehe zwischen den Parteien oder die Herstellung der ehelichen Gemeinschaft betreffen.

### II. Zu Artikel 2.

*1. Scheidung von Ehen zwischen Angehörigen des Protektorats Böhmen und Mähren und der Slowakischen Republik.*

(1) Haben Ehegatten, von denen der eine Angehöriger des Protektorats Böhmen und Mähren, der andere Angehöriger der Slowakischen Republik ist, die Ehe vor dem 14. März 1939 geschlossen und hat die eheliche Gemeinschaft am 1. Januar 1941 nicht mehr bestanden, so wird die Entscheidung, durch die die Ehe geschieden wird, anerkannt, wenn die Ehegatten im Gebiet des Teils, in dem die Entscheidung gefällt wurde, ihren letzten gemeinsamen Wohnsitz hatten, und wenn die in dem Urteil festgestellten Tatsachen, auf die die Entscheidung gestützt ist, nach dem heimatlichen Recht beider Ehegatten einen Scheidungsgrund bilden.

(2) Ein Wohnsitz im Sinne des vorstehenden Absatzes ist dort begründet, wo sich die Ehegatten in der Absicht niedergelassen haben, sich dort ständig aufzuhalten.

(3) Die Vorschriften der Absätze 1, 2 gelten auch dann, wenn der Angehörige der Slowakischen Republik zugleich Angehöriger des Protektorats Böhmen und Mähren ist.

*2. Scheidung nach vorausgegangener Trennung von Tisch und Bett.*

Die nach den deutschen Gesetzen ausgesprochene Umwandlung einer Trennung von Tisch und Bett in eine Scheidung dem Bande nach wird im Gebiet der Slowakischen Republik, auch wenn die Voraussetzungen des Artikels 2 des Abkommens nicht vorliegen, anerkannt, wenn die im heimatlichen Recht der Ehegatten vorgeschriebene Zeit der Trennung bei Einleitung des Verfahrens abgelaufen war.

### III. Zu Artikel 3.

Der Verpflichtung, in dem in Artikel 3 vorgesehenen Falle die Entscheidung abzulehnen, kann dadurch genügt werden, dass das später anhängig gewordene Verfahren bis zur rechtskräftigen Erledigung des früheren ausgesetzt (unterbrochen) oder dass es eingestellt wird.

### IV. Zu Artikel 7.

(1) Die im Deutschen Reich mit Rücksicht auf die rassische Verschiedenheit der Beteiligten ausgesprochene gerichtliche Aufhebung eines Kindesannahmeverhältnisses wird im Gebiet der Slowakischen Republik ohne Rücksicht auf die in Artikel 6 Absatz 1 und Artikel 7 des Abkommens vorgesehene Voraussetzung anerkannt, wenn nur das Kind die deutsche Staatsangehörigkeit besitzt, der Annehmende aber Jude ist.

(2) Sollte in der Slowakischen Republik durch die künftige Gesetzgebung die gerichtliche Aufhebung eines Annahmeverhältnisses zwischen einem Kinde slowakischer Staatsangehörigkeit und einem Juden mit Rücksicht auf ihre rassische Verschiedenheit ermöglicht werden, so gilt Absatz 1 für die Anerkennung der Aufhebung im Deutschen Reich entsprechend.

V. Zu Artikel 14.

Im Sinne des Artikels 18 Absatz 2 des deutsch-slowakischen Abkommens über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Angelegenheiten des bürgerlichen und des Handelsrechts vom 18. Oktober 1940 *) kann einem Urteil auf Zahlung von Unterhalt die Anerkennung versagt werden, wenn die Unterhaltspflicht auf Grund einer Entscheidung angenommen ist, die im Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teils nicht anerkannt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet, das als wesentlicher Bestandteil des Abkommens vom heutigen Tage gilt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 10. April 1941.

*Ludin.*
*Erich Volkmar.*
*Dr. Karl Schwagula.*
*Tuka.*
*Viktor Bečka.*
*Dr. Július Ponický.*

---

11.

ALLEMAGNE, HONGRIE.

## Convention concernant la reconnaissance mutuelle de certaines décisions judiciaires et de décisions des chambres de tutelle; signée à Vienne, le 28 novembre 1941.**)***)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 30.*

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn über die gegenseitige Anerkennung und Vollstreckung von gerichtlichen und vormundschaftsbehördlichen Entscheidungen, Vergleichen sowie anderen vollstreckbaren Urkunden in Unterhaltssachen.

Das Deutsche Reich und das Königreich Ungarn sind übereingekommen, die gegenseitige Anerkennung und Vollstreckung von gerichtlichen

*) V. N.R.G. 3. s. XXXIX, p. 546.
**) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 8 août 1942.
***) En langues allemande et hongroise. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

und vormundschaftsbehördlichen Entscheidungen, Vergleichen sowie anderen vollstreckbaren Urkunden in Unterhaltssachen durch ein Abkommen zu regeln. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Ministerialdirektor im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Erich Volkmar und

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Karl Schwagula,

Seine Durchlaucht der Reichsverweser des Königreichs Ungarn:

den Sektionschef im Königlich Ungarischen Ministerium des Äussern Herrn Dr. Viktor von Szondy,

den Staatssekretär im Königlich Ungarischen Ministerium des Innern Herrn Dr. Levente von Kádár und

den Richter der Königlich Ungarischen Kurie Herrn Dr. Georg von Lupkovics.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in Ordnung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel 1.

Die im Gebiet eines der Vertragschliessenden Teile ergangenen rechtskräftigen gerichtlichen oder vormundschaftsbehördlichen Entscheidungen (Urteile oder Beschlüsse), durch die eine Person verpflichtet worden ist, ihrem Ehegatten, einem früheren Ehegatten, einem Verwandten auf- oder absteigender Linie, einem unehelichen Kind, einem Stiefkind oder einer Schwiegertochter Unterhalt zu gewähren oder der Mutter eines unehelichen Kindes die Kosten der Entbindung und des Unterhalts nach der Entbindung oder sonstige durch die Schwangerschaft oder Entbindung veranlasste Aufwendungen zu ersetzen, werden im Gebiet des anderen Teils anerkannt.

Artikel 2.

Ist der Verpflichtete Angehöriger des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung anerkannt werden soll, so setzt die Anerkennung voraus, dass

a) der Verpflichtete zur Zeit der Klageerhebung oder der Einleitung des vormundschaftsbehördlichen Verfahrens seinen Wohnsitz oder einen nach seinem Zweck für längere Dauer bestimmten Aufenthalt im Gebiet des Teils hatte, in dem die Entscheidung ergangen ist, und dass

b) bei der Entscheidung das heimatliche Recht des Verpflichteten angewandt worden ist oder der Anspruch auch nach diesem Recht begründet wäre.

Artikel 3.

(1) Die Anerkennung ist zu versagen, wenn sie gegen die guten Sitten oder die öffentliche Ordnung verstossen würde.

(2) Die Anerkennung ist auch zu versagen, wenn die Entscheidung mit einer über denselben Anspruch im Gebiet des angerufenen Vertragschliessenden Teils früher ergangenen rechtskräftigen gerichtlichen oder vormundschaftsbehördlichen Entscheidung im Widerspruch steht.

(3) Sie ist ferner zu versagen, wenn in der Entscheidung hinsichtlich eines Angehörigen des angerufenen Vertragschliessenden Teils bei Beurteilung der Handlungsfähigkeit oder der gesetzlichen Vertretung oder bei Beurteilung eines für den Anspruch massgebenden personen-, familien- oder erbrechtlichen Verhältnisses oder der dafür massgebenden Todeserklärung einer Person oder der Feststellung der Zeit ihres Todes zu seinem Nachteil andere als die gesetzlichen Vorschriften zugrunde gelegt sind, die nach dem Recht dieses Teils anzuwenden wären. Die Entscheidung ist jedoch anzuerkennen, wenn sie auch bei Anwendung dieser Vorschriften begründet wäre.

(4) Hat sich der Verpflichtete auf das Verfahren nicht eingelassen, so ist die Anerkennung zu versagen, wenn die Zustellung der das Verfahren einleitenden Ladung oder Verfügung an den Verpflichteten oder seinen zur Empfangnahme berechtigten Vertreter nicht rechtzeitig oder lediglich im Wege der öffentlichen Zustellung oder im Auslande auf einem anderen Wege als dem der gegenseitigen Rechtshilfe oder dem im Artikel 4 des deutsch-ungarischen Abkommens über den Rechtshilfeverkehr in Angelegenheiten des bürgerlichen und des Handels-Rechts vom 6. November 1940 vorgesehenen bewirkt worden ist.

Artikel 4.

Die Behörde des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung anerkannt werden soll, ist bei Prüfung der die Anerkennung der Entscheidung begründenden Umstände sowie bei Prüfung der Versagungsgründe an die tatsächlichen Feststellungen der Entscheidung nicht gebunden. Im übrigen ist die Gesetzmässigkeit der Entscheidung nicht zu prüfen.

Artikel 5.

Die Partei, welche die Entscheidung geltend macht, hat beizubringen:

1. eine vollständige Ausfertigung der gerichtlichen oder vormundschaftsbehördlichen Entscheidung; die Rechtskraft der Entscheidung ist, soweit sie sich nicht schon aus der Ausfertigung ergibt, durch öffentliche Urkunden nachzuweisen;
2. die Urschrift oder eine beglaubigte Abschrift der Urkunden, aus denen sich ergibt, dass die das Verfahren einleitende Ladung oder Verfügung dem Verpflichteten, der sich auf das Verfahren nicht eingelassen hatte, rechtzeitig und nicht auf einem Wege zugestellt worden ist, der es nach Artikel 3 Absatz 4 rechtfertigen würde, die Anerkennung der Entscheidung zu versagen;
3. eine durch den diplomatischen oder konsularischen Vertreter, durch ein Ministerium, durch einen beeidigten Dolmetscher eines der Vertragschliessenden Teile oder durch einen zustän-

digen Beamten der übermittelnden Behörde (Artikel 7) beglaubigte Übersetzung der vorerwähnten Urkunden.

Artikel 6.

Die Entscheidungen der Behörden eines der Vertragschliessenden Teile, die nach den vorstehenden Bestimmungen im Gebiet des anderen Teils anzuerkennen sind, werden dort auf Antrag des Berechtigten von dem zuständigen Gericht kostenlos für vollstreckbar erklärt, wenn sie auch in dem Gebiet des Teils, in dem sie ergangen sind, vollstreckbar sind und der Berechtigte seinen Wohnsitz oder einen nach seinem Zweck für längere Dauer bestimmten Aufenthalt im Gebiet eines der Vertragschliessenden Teile hat.

Artikel 7.

(1) Für einen im Gebiet des Deutschen Reichs wohnenden Berechtigten wird der Antrag von einem Amtsgericht (im Protektorat Böhmen und Mähren auch von einem Bezirksgericht), für einen im Gebiet des Königreichs Ungarn wohnenden Berechtigten von einem Gericht erster Instanz (Bezirksgericht, Gerichtshof) oder von einer Vormundschaftsbehörde erster Instanz übermittelt. Für die Entgegennahme des Antrags ist auf deutscher Seite der Landgerichtspräsident, auf ungarischer Seite das Bezirksgericht zuständig, in dessen Bezirk die Vollstreckung vorgenommen werden soll.

(2) Der Antrag kann durch den Berechtigten auch unmittelbar bei dem für seine Erledigung zuständigen Gericht gestellt werden.

(3) Dem Antrag ist, sofern er nicht in der Amtssprache des Vertragschliessenden Teils abgefasst ist, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, eine Übersetzung in diese Sprache beizufügen; für die Beglaubigung gilt Artikel 5 Nr. 3 entsprechend.

Artikel 8.

(1) Der Antrag auf Vollstreckbarerklärung hat, wenn nach dem Recht des angerufenen Vertragschliessenden Teils die Vollstreckung von Amts wegen durchzuführen ist, noch zu enthalten:

a) die Bezeichnung der Vermögensteile, auf welche die Vollstreckung gerichtet werden soll, sowie des Ortes, wo sie sich befinden, bei Grundstücken und Rechten an Grundstücken auch die grundbuchmässige Bezeichnung, und

b) wenn die Vollstreckung in eine Forderung beantragt wird, auch den Namen und den Wohnort des aus dieser Forderung Verpflichteten.

(2) Wenn nach dem Recht des angerufenen Vertragschliessenden Teils die Vollstreckung nicht von Amts wegen durchzuführen ist, kann mit dem Antrag auf Vollstreckbarerklärung der Antrag auf Durchführung der Vollstreckung verbunden werden. Der Antrag muss die im Absatz 1 genannten Angaben enthalten. Artikel 7 gilt sinngemäss.

(3) Auch wenn der Antrag auf Durchführung der Vollstreckung besonders gestellt wird, ist Absatz 2 Satz 2 und 3 anzuwenden.

(4) Wird in den Fällen der Absätze 2 und 3 die Vollstreckung in bewegliche Sachen einschliesslich von Forderungen beantragt, so ist sie so weit durchzuführen, als dies dem gestellten Antrag entspricht.

Antikel 9.

(1) Hat das Gericht Bedenken gegen die Vollstreckbarerklärung, so ist zunächst dem Antragsteller Gelegenheit zur Äusserung, erforderlichenfalls zur Beseitigung von Mängeln des Antrags zu geben. Ausserdem kann das Gericht die Behörde, die die zu vollstreckende Entscheidung erlassen hat, um Aufklärung ersuchen.

(2) Das Gericht kann, soweit ihm dies zur Behebung von Zweifeln sachgemäss erscheint, den Verpflichteten unter Mitteilung des wesentlichen Inhalts des Antrags hören. Dabei sind ihm die im Artikel 8 Absatz 1 vorgeschriebenen Angaben nicht mitzuteilen.

Artikel 10.

Hängt die Vollstreckung der Entscheidung nach ihrem Inhalt von dem Ablauf einer Frist oder von dem Eintritt einer anderen Tatsache ab oder wird die Vollstreckbarerklärung zugunsten eines anderen als des in der Entscheidung bezeichneten Berechtigten oder gegen einen anderen als den dort bezeichneten Verpflichteten nachgesucht, so bestimmt sich die Frage, inwieweit die Vollstreckbarerklärung von dem Nachweis besonderer Voraussetzungen abhängig ist oder ob die Entscheidung für oder gegen den anderen vollstreckbar ist, nach dem Recht des Vertragschliessenden Teils, dessen Behörde die Entscheidung erlassen hat. Die danach erforderlichen Nachweise sind, sofern nicht die nachzuweisenden Tatsachen bei dem über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung entscheidenden Gericht offenkundig sind, durch öffentliche oder öffentlich beglaubigte Urkunden zu führen, denen nach den Vorschriften des Artikels 5 Nr. 3 beglaubigte Übersetzungen beizufügen sind.

Artikel 11.

(1) Der Verpflichtete kann Einwendungen, die nach dem Recht des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung ergangen ist, gegen den in einer gerichtlichen oder vormundschaftsbehördlichen Entscheidung festgestellten Anspruch zulässig sind, sowie Einwendungen gegen die Zulässigkeit der Vollstreckungsklausel (der Exekutionsbewilligung) auch im Verfahren über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung geltend machen.

(2) Ist der Verpflichtete Angehöriger des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung vollstreckt werden soll, so kann er in dem Verfahren über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung auch solche Einwendungen geltend machen, die nur in seinem heimatlichen Recht begründet sind.

(3) Erhebt der Verpflichtete Einwendungen gemäss Absatz 1, so konn ihm eine angemessene Frist gesetzt werden, binnen deren er nachzuweisen hat, dass er bei dem Gericht des Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung ergangen ist, die Einwendungen geltend gemacht und die einstweilige Einstellung der Vollstreckung erwirkt hat.

(4) Das Verfahren über den Antrag auf Vollstreckbarerklärung und auf Durchführung der Vollstreckung richtet sich im übrigen nach dem Recht des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet die Entscheidung vollstreckt werden soll.

Artikel 12.

(1) Zur Deckung der im Zusammenhang mit der Vollstreckung entstehenden Gebühren und Auslagen darf ein Kostenvorschuss nicht erhoben werden.

(2) Ist einem Angehörigen des einen Vertragschliessenden Teils von der zuständigen Behörde das Armenrecht bewilligt, so wird diese Bewilligung auch im Gebiet des anderen Teils für das gesamte Vollstreckungsverfahren anerkannt, das sich auf dieselbe Entscheidung bezieht. Dies gilt jedoch nicht, wenn das angerufene Gericht feststellt, dass die Voraussetzungen für die Bewilligung des Armenrechts nicht mehr vorliegen.

Artikel 13.

(1) Vollstreckbare Vergleiche und vollstreckbare Urkunden, die eine der im Artikel 1 bezeichneten Verpflichtungen betreffen, werden ebenso wie gerichtliche oder vormundschaftsbehördliche Entscheidungen behandelt, auch wenn die Voraussetzungen des Artikels 2 nicht gegeben sind.

(2) Die Vollstreckbarkeit des Vergleichs oder der Urkunde bescheinigt die zuständige Behörde des Vertragschliessenden Teils, in dessen Gebiet der Vergleich geschlossen oder die Urkunde errichtet ist.

Artikel 14.

Auf Arreste und einstweilige Verfügungen sowie auf die in einem Strafverfahren ergangenen Entscheidungen über eine der im Artikel 1 bezeichneten Verpflichtungen findet dieses Abkommen keine Anwendung.

Artikel 15.

(1) Das Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Budapest ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt drei Monate nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft. Es bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Ablauf des Tages, an dem die Kündigung des einen Vertragschliessenden Teils dem anderen Teil zugegangen ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und ungarischer Sprache in Wien am 28. November 1941.

*Dr. Erich Volkmar.*
*Dr. Karl Schwagula.*
*Dr. Szondy Viktor.*
*Dr. Kádár Levente.*
*Dr. Lupkovics György.*

---

Schlussprotokoll.

Bei Unterzeichnung dieses Abkommens erklären die Bevollmächtigten im Namen ihrer Regierungen, dass Einverständnis über folgendes besteht:

I.

1. Zu Artikel 1:

Die Bestimmungen dieses Artikels werden auch auf Entscheidungen angewandt, die eine Unterhaltsverpflichtung auf Grund einer Annahme an Kindes Statt aussprechen.

Die Anerkennung erstreckt sich auch auf die neben dem Unterhaltsanspruch dem Berechtigten zuerkannten Zinsen, Kosten und sonstigen Nebenleistungen.

2. Zu Artikel 7:

Das Reichsjustizministerium wird dem Königlich Ungarischen Justizministerium mitteilen, in welchen Fällen an die Stelle des Landgerichtspräsidenten ein Amtsgerichtspräsident tritt.

3. Zu Artikel 15:

Das Abkommen findet keine Anwendung auf Entscheidungen, die vor seinem Inkrafttreten rechtskräftig geworden sind, sowie auf Vergleiche und Urkunden, die vor diesem Zeitpunkt geschlossen oder errichtet worden sind.

II.

4. Der Reichsminister der Justiz und der Königlich Ungarische Justizminister werden im unmittelbaren Benehmen Zusammenkünfte ihrer Vertreter vereinbaren, um die einheitliche Durchführung des Abkommens sicherzustellen und die bei seiner Durchführung etwa auftauchenden Schwierigkeiten zu beseitigen. Soweit durch die zu erörternden Fragen der Geschäftsbereich anderer Ministerien berührt wird, werden diese Ministerien eingeladen werden, sich an den Zusammenkünften zu beteiligen. Die Zusammenkünfte sollen nach Bedarf und möglichst abwechselnd im Deutschen Reich und im Königreich Ungarn stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet, das als wesentlicher Bestandteil des Abkommens vom heutigen Tage gilt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und ungarischer Sprache in Wien am 28. November 1941.

*Dr. Erich Volkmar.*
*Dr. Karl Schwagula.*
*Dr. Szondy Viktor.*
*Dr. Kádár Levente.*
*Dr. Lupkovics György.*

---

## 12.

## JAPON, THAILANDE.

# Accord concernant l'exploitation de services aériens entre les deux pays; signé à Bangkok, le 30 novembre 1939.

*Société des Nations. Recueil des Traités CC, p. 198.*

---

The Government of Thailand and the Government of Japan,

Being convinced of the mutual interest which they have in the establishment of aerial relations between Thailand and Japan and in the advancement of international aerial relations in general have agreed upon the following Articles:

Article 1.

A Japanese air transport company to be designated by the Japanese Government may operate regular air services between Taihoku and Bangkok, with a regular landing at Udorn, and any other points in Thailand as may subsequently be agreed upon between the competent authorities of Thailand and Japan.

Article 2.

The Japanese air transport company's aircraft shall in Thailand fly over routes approved by the Thai Government. Deviations therefrom may be made only in case of emergency or with the consent of the competent Thai authorities.

Article 3.

The Japanese air transport company's aircraft may, along the routes approved as aforesaid, land on and take off from any landing-ground in Thailand approved by the Thai Government and open to commercial aircraft, under such conditions and subject to such charges as govern civil aerial operations at each such landing-ground.

Article 4.

The Japanese air transport company shall comply with the laws and regulations now or hereafter in force in Thailand as well as such treaties as are entered into by two countries.

Article 5.

The Japanese air transport company shall transmit free of charge between Bangkok and Udorn the mails which the Thai Government may tender to it.

Article 6.

The Japanese air transport company shall not transport mails, other than those specified in the preceding Article, passengers or goods between points in Thailand except as part of a continuous journey originating or terminating outside Thai territory.

Article 7.

The Japanese air transport company shall hand over to the Thai authorities at such regular landing-place in Thailand as the Thai Government may fix, any air-mails carried by its aircraft for delivery in Thailand.

Article 8.

The agent of the Japanese air transport company in Thailand shall be a suitable Thai company approved by the Thai Government.

Article 9.

The Japanese air transport company shall transmit the mails which the Thai Government may tender to it, and the rates of payment to the Japanese Postal Authorities for the conveyance of such mails, exception being made for the mails specified in Article 5 for the conveyance of which no charge is to be made, shall not be higher than those charged to other Postal Administrations which do not contribute to the costs of the service.

Article 10.

The Japanese air transport company shall convey officials of the Thai Government at the same rates as in the case of Japanese officials.

Article 11.

The Aerial Transport Company of Thailand, Limited, may operate regular air services between Bangkok and Taihoku and any other points in Japan as may subsequently be agreed upon between the competent authorities of the two countries.

Article 12.

The Aerial Transport Company's aircraft shall in Japan fly over routes approved by the Japanese Government. Deviations therefrom may be made only in case of emergency or with the consent of the competent Japanese authorities.

Article 13.

The Aerial Transport Company shall comply with the laws and regulations now or hereafter in force in Japan as well as such treaties as are entered into by the two countries.

Article 14.

The Aerial Transport Company shall not transport mails, passengers or goods between points in Japan except as part of a continuous voyage originating or terminating outside Japanese territory.

Article 15.

The Aerial Transport Company shall hand over to the Japanese authorities at such regular landing-place in Japan as the Japanese Government may fix, any air-mails carried by its aircraft for delivery in Japan.

Article 16.

If requested to do so by the Thai Government, the Japanese Government will allow as many as four students at a time to undergo courses of training in military aviation to which foreigners have been or may hereafter be admitted, provided that this obligation shall cease to have effect if and when a Thai aerial service shall have been in operation in or over Japanese territory for a total period of three years.

Article 17.

This Agreement shall come into force ten days after the date of its signature and remain in force for two years. In case neither Party shall have notified the other of its intention of terminating the Agreement six months before the expiration of the said two years, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either Party shall have denounced it.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this thirtieth day of the eighth month in the two thousand four hundred and eighty-second year of the Buddhist Era, corresponding to the thirtieth day of the eleventh month in the fourteenth year of Syōwa, and the thirtieth day of November in the nineteen hundred and thirty-ninth year of the Christian Era.

(L. S.) *Pibulasonggram,*
Minister of Foreign Affairs.

(L. S.) *K. Murai,*
His Imperial Japanese Majesty's
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary.

Certified true copy: Phya Rajawangsam, Permanent Representative of Thailand at the League of Nations.

Exchange of Notes.

I.

Japanese Legation.

Bangkok, November 30th, 1939.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to inform Your Excellency under instructions from my Government that the term „Japanese territory“ as used in the Agreement for the Operation of Regular Air Services between Japan and Thailand and the Notes exchanged, means, complying with the general usage, the Japanese territories including Tyōsen, Taiwan, the Leased Territory of Kwantung and the South Sea Islands under Japanese Mandate.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) *K. Muray*, Japanese Minister.

His Excellency Major-General Luang Pibulasonggram, Minister of Foreign Affairs, Bangkok.

---

II.

Ministry of Foreign Affairs.

Saranromya Palace, November 30th, 1939.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date in which, under instructions from your Government, you were good enough to inform me that the term „Japanese territory“ as used in the Agreement for the Operation of Regular Air Services between Thailand and Japan and in the Notes exchanged, means, complying with the general usage, the Japanese territories including Tyōsen, Taiwan, the Leased Territory of Kwantung and the South Sea Islands under Japanese Mandate.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) *Pibulasonggram,* Minister of Foreign Affairs.

His Excellency Monsieur K. Murai, His Imperial Japanese Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Bangkok.

---

## 13.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

# Accord commercial et de clearing; signé à Angora, le 4 juin 1935.*)**)

*Treaty Series No. 40 (1935).*

---

Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government respecting Trade and Payments, with Protocol and Protocol of Signature.

Angora, June 4, 1935.

*[Ratifications exchanged at London, October 11, 1935.]*

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Turkey, desiring to facilitate the commercial relations between the two countries and having regard to the exceptional economic conditions which have made it necessary for Turkey to apply to all other countries the principle of the balance of payments, have agreed as follows:

### Article 1.

(1) The United Kingdom goods enumerated in the First Schedule to this Agreement***) will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, and the United Kingdom goods enumerated in the Second Schedule to this Agreement will be permitted to be imported into Turkey up to the quantities specified in the Schedule for each article.

(2) United Kingdom goods other than those specified in the preceding paragraph will enjoy the benefit of the general quota régime in force in Turkey.

(3) In addition

(a) All United Kingdom goods landed on Turkish territory before the 15th May, 1935, and not cleared through the Turkish Customs at that date, and

(b) all United Kingdom goods, other than goods prohibited to be imported under the general quota régime in force, landed on Turkish territory between the 15th May, 1935, and the date of the coming into force of this Agreement, and not cleared through the Turkish Customs at the latter date,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 octobre 1935.

**) En langues anglaise et turque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

***) Les Annexes ne seront pas reproduites.

owing to insufficiency or absence of quotas will be permitted to be imported into Turkey, when this Agreement comes into force, without any restriction as to quantity and independently of the provisions of paragraphs (1) and (2) of this Article.

With regard to (a) and (b) above, goods of the kinds enumerated in the List „V“ annexed to the Turkish Decree No. 2/2004 of the 17th February, 1935, will only be permitted to be imported into Turkey under permits issued by the Turkish Government Departments concerned.

Article 2.

The Government of the United Kingdom undertake that, in the event of their deciding to regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of any agricultural products of Turkey, they will not make allocations between countries of total permitted imports without first giving the Turkish Government an opportunity of discussing the matter with a view to the allocation to Turkey of an equitable share of the permitted foreign imports.

Article 3.

United Kingdom goods purchased by the Turkish Government or by the Departmental and Municipal Authorities in Turkey will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, provided that the importation of goods of the kind in question is not prohibited under the general quota régime in force, and provided that any necessary prior permit from the Turkish Government Department concerned is obtained.

Article 4.

(1) The Turkish goods enumerated in the Third Schedule to this Agreement shall not on importation into the United Kingdom from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in that Schedule.

(2) The Turkish Government will consider sympathetically any proposal of the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the ad valorem duties or by an ad valorem duty the specific duty set out in the said Schedule.

Article 5.

(1) All United Kingdom goods exported to Turkey after the coming into force of the present Agreement must, in order to be permitted to enter Turkey, be accompanied by a certificate of origin in duplicate, conforming to the specimen annexed to this Agreement,*) issued by a Chamber of Commerce or other competent authority in the United Kingdom and visaed by a Turkish Consul.

(2) The certificate of origin will indicate the f. o. b. value of the goods in the United Kingdom.

---

*) Pas reproduit.

(3) One copy of the certificate of origin will be stamped by the Turkish Customs and sent to the Central Bank of Turkey, which will make payment to persons in the United Kingdom to whom the payments for the goods are due in accordance with the provisions of Articles 6 and 7 of this Agreement.

Article 6.

(1) The undermentioned sums due from persons in Turkey to persons in the United Kingdom shall be deposited in Turkish pounds on the due date in a special account at the Central Bank of Turkey:

(a) the balance remaining to be paid under the exchange of Notes of the 1st April, 1935, between His Majesty's Ambassador at Angora and the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Turkey, for United Kingdom goods of the kinds enumerated in List „A" annexed to Turkish Decree No. 148 and exported from the United Kingdom before the 15th February, 1935;

(b) sums due in respect of United Kingdom goods imported into Turkey under the provisions of paragraph (3) of Article 1 of this Agreement; and

(c) sums due in respect of United Kingdom goods exported to Turkey after the coming into force of this Agreement.

(2) The sums in Turkish pounds thus deposited will remain blocked in favour of persons in the United Kingdom entitled thereto until such time as transfer to such persons is effected through the sub-Account A referred to in Article 7. Any difference of exchange between the day of deposit and the day of transfer will, except in the case of payments in respect of the goods referred to in sub-heading (a) of paragraph (1) of this Article, be credited or debited to the debtor in Turkey, who will thus pay the full sterling amount due.

Article 7.

(1) All sums due from persons in the United Kingdom to persons in Turkey in respect of Turkish goods imported into the United Kingdom shall be payable in sterling on the due date to a bank in the United Kingdom designated by the Central Bank of Turkey, and shall thereupon be credited to a special non-interest bearing account (hereinafter referred to as the „Sterling Account") to be opened by the Central Bank of Turkey at the said bank. The Turkish Government will do their best to secure that any such sums which, notwithstanding the provisions of this paragraph, are paid direct to persons in Turkey shall also be credited to the Sterling Account, it being understood that the Turkish Government will not be liable in this connection for any loss arising out of difference of exchange between the date of payment of any sum and the date it is credited to the Sterling Account.

(2) Of the sums received into the Sterling Account, 70 per cent. will be transferred to a sub-Account A and the remaining 30 per cent. to a sub-Account B.

(3) The sums referred to in Article 6 of this Agreement shall be transferred in sterling to the persons in the United Kingdom entitled thereto in the chronological order of their deposit, and within the limits of the sums available in sub-Account A.

(4) The sums transferred to sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank of Turkey.

Article 8.

(1) The Turkish Government will arrange that the persons in Turkey referred to in paragraph (1) of Article 7 of this Agreement shall notify their respective debtors in the United Kingdom that the debts for which they are liable will be deemed to have been satisfied by payment in accordance with that paragraph.

(2) The United Kingdom Government will take steps to bring the above procedure to the knowledge of the persons concerned in the United Kingdom and will use their influence to promote the general adoption of the procedure.

Article 9.

The Central Bank of Turkey will, at the end of each month, supply to the bank in the United Kingdom selected by the Central Bank of Turkey for the purposes of Article 7 of this Agreement full particulars of the amounts deposited in the Central Bank in accordance with Article 6 of this Agreement and of the amounts still awaiting transfer to persons in the United Kingdom. The said bank in the United Kingdom will be authorised to communicate these particulars and also the details of sub-Account A to the United Kingdom Government.

Article 10.

Any sums standing to the credit of sub-Account A or sub-Account B on the termination of this Agreement will be utilised as provided in paragraphs (3) and (4) of Article 7 of this Agreement.

Article 11.

(1) Subject to the provisions of paragraphs (2) and (3) of this Article, the Turkish goods enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement and any United Kingdom goods will be permitted to be the subject of private compensation transactions between persons in Turkey and persons in the United Kingdom.

(2) In respect of each transaction under paragraph (1) of this Article, the f. o. b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 70 per cent. of the f. o. b. value of the Turkish goods imported into the United Kingdom, the balance of 30 per cent. being payable by the persons in the United Kingdom concerned into the sub-Account B referred to in Article 7 of this Agreement.

(3) Such private compensation transactions will be subject to any quantitative restrictions on imports which are or may be imposed in con-

formity with the provisions of Articles 1 and 2 of this Agreement, and also subject to the laws and regulations in the United Kingdom and Turkey affecting the goods concerned.

Article 12.

(1) The Treaty of Commerce and Navigation, signed at Angora, on the 1st March, 1930,*) shall be amended by the deletion of Article 16, and by the substitution of the following for the first two paragraphs of Article 39 thereof:

Article 39.

„The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications, and shall remain in force until terminated by either High Contracting Party by a two months' notice given through the diplomatic channel, provided that no such notice shall take effect while the Agreement signed at Angora on the 4th day of June, 1935, relating to trade and payments, is still in operation."

(2) Subject to the two amendments mentioned in the preceding paragraph of this Article, the said Treaty will remain in force until terminated by a fresh notice given in accordance with the amended text of Article 39 thereof.

Article 13.

(1) It is understood that in this Agreement the term „foreign imports" means imports from countries not being territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(2) For the purposes of the present Agreement:

(a) „persons" means individuals, firms and corporations (including State organisations and institutions).

(b) „Turkish goods" means goods produced or manufactured in Turkey.

(c) „United Kingdom goods" means goods produced or manufactured in the United Kingdom.

Article 14.

The present Agreement shall be ratified and shall enter into force immediately on the exchange of ratifications. It shall remain in force for nine months after the date of its coming into force and, unless two months before the expiry of the said period of nine months notice of termination shall have been given by one of the Contracting Governments to the other, the Agreement shall remain in force until the expiry of two months from the date on which a notice of termination is given.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXXIV, p. 169.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have fixed thereto their seals.

Done at Angora the 4th day of June, 1935, in duplicate in English and Turkish, both texts being equally authentic.

(L. S.) *Percy Loraine.*
(L. S.) *N. Menemencioglu.*

---

Protocol.

At the moment of signing the Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Turkey relating to trade and payments, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

Ad Article 6.

(a) As regards United Kingdom goods imported into Turkey up to the date of the coming into force of the Agreement (except the goods referred to in sub-heading (a) of paragraph (1) of Article 6 of the Agreement), payments in respect of them falling due before that date will benefit by the régime in force prior to the signature of the Agreement.

(b) As regards United Kingdom goods exported to Turkey before the coming into force of the Agreement (except the goods referred to in paragraph (3) of Article 1 of the Agreement), payments falling due after the coming into force of the Agreement will benefit by the aforesaid régime up to a total amount of fifty thousand pounds sterling. The procedure laid down in paragraph (3) of Article 7 of the Agreement will apply to payments in excess of fifty thousand pounds sterling.

Done at Angora in duplicate in English and Turkish, both texts being equally authentic, the 4th day of June, 1935.

*Percy Loraine.*
*N. Menemencioglu.*

---

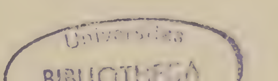
Protocol of Signature.

At the moment of signing the Agreement of this day's date relating to trade and payments, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to this effect, declare that they have agreed as follows:

The said Agreement shall, pending the exchange of ratifications, enter into force provisionally on the 20th day of June, 1935.

The expression „coming into force of the Agreement" in Articles 1, 5, 6 and 14 thereof and in the Protocol thereto shall be deemed to refer to the date of the provisional entry into force of the Agreement under this Protocol of Signature.





Either Contracting Government may, prior to the exchange of ratifications, terminate the provisional application of the Agreement by giving the other three months' notice through the diplomatic channel.

Done in duplicate this 4th day of June, 1935, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

*Percy Loraine.*
*N. Menemencioglu.*

---

## 14.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

# Accord commercial et de clearing; signé à Londres, le 2 septembre 1936.*)

*Treaty Series No. 25 (1936).*

---

Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government respecting Trade and Clearing, with Protocol.

London, September 2, 1936.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic, desiring to facilitate the commercial relations between the two countries, have agreed as follows:

Article 1.

(1) The United Kingdom goods enumerated in the First Schedule to this Agreement**) will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, and the United Kingdom goods enumerated in the Second Schedule to this Agreement will be permitted to be imported into Turkey up to the quantities specified in the Schedule for each article.

(2) United Kingdom goods will also fully enjoy the benefits of the general import régime in force in Turkey.

Article 2.

(1) Turkish goods will fully enjoy the benefits of the import régime in force in the United Kingdom.

(2) In the event of quantitative limitations being imposed on imports into the United Kingdom, equitable treatment shall be accorded to such articles grown, produced or manufactured in Turkey.

---

*) En langues anglaise et turque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

**) Les Annexes ne seront pas reproduites.

Article 3.

The Government of the United Kingdom undertake that, in the event of their deciding to regulate the qantity of the imports into the United Kingdom of any agricultural products of Turkey, they will not make allocations between countries of total permitted imports without first giving the Turkish Government an opportunity of discussing the matter with a view to the allocation to Turkey of an equitable share of the permitted foreign imports.

Article 4.

United Kingdom goods purchased by the Turkish Government or by the Departmental or Municipal Authorities in Turkey will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, provided that the importation of goods of the kind in question is not prohibited under the general import régime in force, and provided that any necessary permit from the Turkish Government Department concerned is first obtained.

Article 5.

The Turkish goods enumerated in the Third Schedule to this Agreement shall not on importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in that Schedule.

Article 6.

(1) All United Kingdom goods exported to Turkey on the day of or after the coming into force of the present Agreement shall be accompanied by a certificate of origin in duplicate conforming to the specimen annexed to this Agreement*) issued by a Chamber of Commerce or other body or person authorised by the Government of the United Kingdom and visaed by a Turkish Consular Officer in the United Kingdom.

(2) One copy of the certificate of origin shall be stamped by the Turkish Customs and sent to the Central Bank of Turkey (hereinafter referred to as „The Central Bank") by which it will be forwarded to the Anglo-Turkish Clearing Office to be set up by the Government of the United Kingdom (hereinafter referred to as „The Clearing Office"), with the schedules to be forwarded to the Clearing Office under Article 10 (1) below.

(3) All Turkish goods exported to the United Kingdom on the day of or after the coming into force of the present Agreement shall be accompanied by a certificate of origin in duplicate conforming to the specimen annexed to this Agreement*), issued by a Chamber of Commerce in Turkey and visaed by a British Consular Officer in Turkey.

(4) One copy of the certificate of origin will be stamped by the United Kingdom Customs and sent to the Clearing Office, by which it

*) Pas reproduit.

will be forwarded to the Central Bank with the schedules to be forwarded to that Bank under Article 10 (1) below.

(5) The certificates of origin referred to in this Article will state the f.o.b. value of the goods.

Article 7.

(1) All debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement (except debts referred to in paragraph (3) of this Article), and all debts falling due after the date of the coming into force of this Agreement from persons in Turkey to persons in the United Kingdom in respect of the price of United Kingdom goods exported to Turkey, shall be deposited in Turkish Pounds on the due date in a special account at the Central Bank (hereinafter referred to as „The Special Account"). The sums so deposited in the Special Account will, up to the equivalent of the amount of the debt due, remain blocked in favour of the persons in the United Kingdom entitled thereto until transfer is effected to such persons under the provisions of this Agreement.

(2) The Central Bank will effect the corresponding payments to persons in the United Kingdom entitled thereto through the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) below, and will debit or credit to the debtor in Turkey any difference of exchange between the date of payment to the Special Account and the date on which the Central Bank sends an advice of payment to the Clearing Office under Article 10 (3) below. The debtor in Turkey will thus pay the full sterling amount due, or, when the debt is expressed to be payable in a currency other than sterling, the full sterling equivalent of his debt on the basis of the rate of exchange ruling on the day on which the Central Bank sends the advice of payment to the Clearing Office.

(3) All debts in respect of goods imported into Turkey prior to the 20th June, 1935, and falling due before that date (except the balance remaining to be paid under the exchange of notes of the 1st April, 1935, between His Majesty's Ambassador at Angora and the Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic, for United Kingdom goods of the kind enumerated in List „A" annexed to Turkish decree No. 148 and exported from the United Kingdom before the 15th February, 1935) will benefit by the régime in force before the 4th June, 1935.

Article 8.

(1) All debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement and all debts falling due after that date from persons in the United Kingdom to persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business outside the United Kingdom in respect of the price of Turkish goods imported into the United Kingdom shall be paid in sterling and shall be credited to a non-interest-bearing account at the Clearing Office in the name of the Central Bank of Turkey (hereinafter referred to as „The Clearing Account").

(2) Where a debt is expressed to be payable in Turkish Pounds, payment shall be made in sterling at the rate communicated by the Central Bank to the Clearing Office and published in the United Kingdom on the day on which payment is made. Where a debt is expressed to be payable in a currency other than sterling or Turkish Pounds, payment shall be made in sterling at the London selling rate for sight drafts in such other currency ruling at the date of payment.

(3) Payment under the provisions of this Article shall constitute a discharge to the debtor for the corresponding amount of the debt.

(4) On receipt of the schedule referred to in Article 10 (1) below the Central Bank will pay to the person entitled thereto the amount in Turkish Pounds corresponding to the amount credited to the Clearing Account.

Article 9.

(1) All sums credited to the Clearing Account shall be allocated as follows:

(i) 30 per cent. of all sums shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account B. Amounts standing to the credit of Sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank.

(ii) 70 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A. Amounts standing to the credit of Sub-Account A shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special-Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

(iii) 70 per cent. of all sums credited in respect of compensation transactions undertaken in accordance with the provisions of Article 12 and Article 13 below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account C. Amounts standing to the credit of Sub-Account C in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in execution of such compensation transactions shall be utilised as follows:

(*a*) 70 per cent. of the f.o.b. value as shown on the certificate of origin of the Turkish goods exported shall be utilised for payment in respect of goods imported into Turkey from the United Kingdom in execution of the same compensation transaction.

(*b*) Any balance shall be transferred to Sub-Account B.

(iv) 70 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in order to liquidate debts in accordance with the provisions of Article 14 below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account D. Amounts standing to the credit of Sub-Account D shall be utilised for making payments to the creditor or creditors in the United Kingdom concerned in each case in liquidation of their debts. Any balances

not required for that purpose shall be transferred to Sub-Account A.

(2) Amounts paid in for the credit of the accounts of the Central Bank at the Bank of England under the Agreement between the Government of the Republic of Turkey respecting Trade and Payments signed at Angora on the 4th June, 1935 *) (hereinafter referred to as „The Trade and Payments Agreement"), which are in course of collection on the coming into force of this Agreement, shall be credited to the Clearing Account.

(3) On the coming into force of this Agreement any balance standing to the credit of Sub-Account A of the Central Bank at the Bank of England shall be transferred to the Sub-Account A referred to in paragraph (1) (ii) of this Article, and the balance standing to the credit of the Compensation Account of the Central Bank at the Bank of England shall be transferred to the Sub-Account C referred to in paragraph (1) (iii) of this Article. These transfers shall be effected after allowance has been made for cheques which have been issued and are outstanding and for the payment orders received but not yet executed.

(4 On the coming into force of this Agreement the balance standing to the credit of the Special Account of the Central Bank of Turkey referred to in Article 6 of the Trade and Payments Agreement shall be transferred to the Special Account referred to in Article 7 (1) above. This transfer shall be effected after allowance has been made for advices of payment to which effect has not been given and for any necessary exchange adjustments.

Article 10.

(1) The Clearing Office and the Central Bank shall furnish each other with schedules of receipts into the Clearing Account and the Special Account respectively containing such particulars as may be agreed between the two institutions.

(2) The Central Bank will, on the coming into force of this Agreement, furnish the Clearing Office with schedules of deposits made before that date in so far as they have not already been furnished to the Bank of England.

(3) The Central Bank will advise the Clearing Office daily of payments to be made from the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above. Such advice shall be accompanied by such particulars as may be agreed between the Central Bank and the Clearing Office.

(4) The Clearing Office will advise the Central Bank daily of the transfers made from the Clearing Account to the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above, and of the payments made from those Sub-Accounts.

---

*) V. ci-dessus, No. 13.

Article 11.

Any sums standing to the credit of the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above on the termination of this Agreement, will be utilised as provided in that Article.

Article 12.

(1) Subject to the provisions of paragraphs (2) and (3) of this Article: —

(*a*) Any United Kingdom goods and the Turkish goods enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement will be permitted to be the subject of private compensation transactions between persons in Turkey and persons in the United Kingdom.

(*b*) Turkish goods other than those enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement will be permitted to be the subject of such compensation transactions with the consent of the contracting Governments.

(2) In respect of each transaction under paragraph (1) of this Article, the f.o.b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 70 per cent. of the f.o.b. value, as shown on the certificate of origin, of the Turkish goods imported into the United Kingdom, the balance of 30 per cent. of that value being transferable to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i) of this Agreement.

(3) Such private compensation transactions will be subject to any quantitative restrictions on imports which are or may be imposed in conformity with the provisions of Articles 1, 2 and 3 of this Agreement, and also subject to the laws and regulations in the United Kingdom and Turkey affecting the goods concerned.

Article 13.

United Kingdom re-exports to Turkey, provided such re-exports are goods originating in countries with which Turkey has not a Clearing or similar Agreement, may form the subject of private compensation transactions with Turkish goods within the provisions and limitations of Article 12 of this Agreement provided that the f.o.b. value of goods re-exported from the United Kingdom to Turkey in accordance with this Article in any year shall not exceed £75,000.

Article 14.

(1) Any creditor in the United Kingdom in whose favour a deposit in Turkish Pounds was at the date of the coming into force of this Agreement blocked in the Special Account shall be permitted to utilise the whole or part of such deposit up to the equivalent in Turkish pounds of his debt for the purchase of the Turkish goods included in the Fourth Schedule to this Agreement and to export such goods to the United Kingdom.

(2) 70 per cent. of the sterling proceeds of such goods shall be dealt with in accordance with the provisions of Article 9 (1) (iv) above, the balance of 30 per cent. being transferable to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i).

Article 15.

(1) All United Kingdom goods sent to fairs or exhibitions held in Turkey, and sold there in conformity with the existing Regulations during or after these fairs or exhibitions, may form the subject of private compensation, that is, their proceeds may be transferred by means of the purchase of an equivalent amount of Turkish goods and the importation thereof into the United Kingdom.

(2) The right to effect such a private compensation transaction may not be transferred more than once to a third party.

(3) The 30 per cent. of free foreign exchange in favour of Turkey required for all ordinary transactions of this kind shall not be applied in this case.

Article 16.

(1) The Treaty of Commerce and Navigation signed at Angora on the 1st March, 1930,*) as amended by the Trade and Payments Agreement, shall be further amended as follows: that is to say, Article 16 shall remain deleted and the following shall be substituted for the first two paragraphs of Article 39: —

> „The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications, and shall remain in force until terminated by either High Contracting Party by three months' notice given through the diplomatic channel, provided that no such notice shall take effect while the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd day of September, 1936, is still in operation."

(2) Subject to the amendments mentioned in the preceding paragraph of this Article, the said Treaty of the 1st March, 1930, will remain in force until terminated by a fresh notice given in accordance with the amended text of Article 39 thereof.

Article 17.

For the purpose of this Agreement and the Protocol thereto —

(*a*) „Persons" shall mean individuals, firms and corporations, including State organisations and institutions.

(*b*) „Turkish goods" shall mean goods grown, produced or manufactured in Turkey.

(*c*) „United Kingdom goods" shall mean goods grown, produced or manufactured in the United Kingdom.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXXIV., p. 169.

(*d*) „Persons in Turkey“ shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Turkey, and shall include the Government of Turkey and State organisations.

(*e*) „Persons in the United Kingdom“ shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom.

Article 18.

(1) The present Agreement shall come into force fifteen days after the date of its signature.

(2) The present Agreement shall remain in force for nine months from the date of its coming into force and, unless notice of termination shall have been given by either of the contracting Governments to the other three months before the expiry of the said period of nine months, it shall continue in force until the expiry of three months from the date on which notice of termination is given.

(3) On the coming into force of the present Agreement, the Trade and Payments Agreement shall cease to be in force.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London this 2nd day of September, nineteen hundred and thirty-six, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

(L. S.) *Cranborne.*
(L. S.) *F. Kurtoglu.*
(L. S.) *H. F. Tugay.*

---

Protocol.

At the moment of signing the Areement of this day's date relating to Trade and Clearing (hereinafter to be referred to as „the Agreement“), the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows: —

(1) From the coming into force of the Agreement until the 30th June, 1937 (or until the termination of the Agreement if the Agreement is terminated before that date), the following paragraph shall be substituted for Article 9 (1) (ii) of the Agreement: —

„(ii)—(*a*) 65 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A. Amounts standing to the credit of this Sub-Account shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

„(*b*) 5 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account X. Amounts standing to the credit of this Sub-Account shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account in cases where for special reasons the Turkish Government authorise payment of such debts from Sub-Account X instead of from Sub-Account X. Any sums standing tho the credit of Sub-Account X at the termination of the Agreement shall be transferred to Sub-Account A."

(2) All United Kingdom goods landed on Turkish territory before the 20th June, 1935, and not cleared through the Turkish Customs at that date owing to insufficiency or absence of quotas will be permitted to be imported into Turkey within six months after the coming into force of the Agreement. The certificate of origin referred to in Article 6 (1) of the Agreement will not be required for these goods.

(3) On the coming into force of the Agreement, the Turkish Government will arrange for the transfer to the Sub-Account A referred to in Article 9 (1) (ii) of the Agreement of: —

(I) the sum of £ 50,000 by instalments from Sub-Account B and as a first charge on that Sub-Account for the final settlement of claims in respect of sums paid by persons in the United Kingdom directly to persons in Turkey otherwise than in accordance with the provisions of the Anglo-Turkish Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935, between the date on which that Agreement came into force and the 20th March, 1936,

(II) 70 per cent. of a sum equivalent to the foreign exchange received by the Central Bank of Turkey in conformity with, and since the coming into force of, the Decree of the Turkish Government of the 20th March, 1936, in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom for which crresponding payments have not been made to the Sterling Account referred to in Article 7 of the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey respecting Trade and Payments signed at Ankara on the 4th June, 1935. This transfer shall be subject to the production of bills of entry proving the import of the Turkish goods into the United Kingdom.

(4)—(I) The contracting Governments agree that the provisions of the Agreement shall not apply to the transactions of the two private companies which shall be established with a view to the erection of an iron and steel plant in Turkey, the one in Turkey and the other in the United Kingdom, in virtue of the preliminary agreements signed at Ankara on the 23rd July, 1936, between the Turkish Ministry of National Economy and the Sümer Bank, on the one hand, and Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited, on the other.

(II) It is therefore agreed that the two above-mentioned companies shall work outside the scope of the Agreement, so that that Agreement will not take into account the goods originating in Turkey and the goods originating in the United Kingdom which, in turn, the company in Turkey will export as agents for, and in the name of, the company in the United Kingdom and the company in the United Kingdom will export as agents for, and in the name of, the company in Turkey.

(III) It is further agreed that the gross proceeds of the sale of the Turkish metals, mineral ores, concentrates and timber exported by the Turkish company to the order of the United Kingdom company to meet the demands of the metal markets in the British Empire or in countries which have no commercial treaty of any description with Turkey, shall be placed to the credit of the company in the United Kingdom and subsequently used as follows: —

(A) For administrative and overhead expenses of the two companies.

(B) For payments arising out of the detailed agreement to be concluded between the authorised organisation acting on behalf of the Turkish Government and Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited.

(C) The balance remaining at the end of each period of six months (starting with the six months beginning on the 1st January, 1937), after deduction has been made of the sums referred to in the preceding sub-paragraphs (A) and (B), as certified by the auditors of the United Kingdom company (who shall be approved by the two contracting Governments), shall be allocated as follows: —

(*a*) 20 per cent. shall for the duration of the Agreement be paid within fifteen days of the issue of the said auditors' certificate into the Clearing Account referred to in Article 9 of the Agreement, subject to the provisions of that Article.

(*b*) the balance of 80 per cent. remaining after deduction has been made of the 20 per cent. mentioned in the preceding sub-paragraph (*a*) (or, when transfers of sums deposited in the Special Account mentioned in Article 7 (1) of the Agreement are being effected without delay, 100 per cent.) will be disposed of as follows: —

(i) 30 per cent. will be held at the free disposal of the Central Bank of Turkey;

(ii) 70 per cent. will be used for payments arising out of the purchases of the Turkish Government in the United Kingdom.

(5) This Protocol forms an integral part of the Agreement of this day's date, but its termination as part of that Agreement, if the latter is terminated under Article 18 thereof, shall not affect the continued operation of paragraph (4) hereof, which shall, with the exception of

sub-paragraph (III) (C) (a), continue in force until the 31st December, 1944.

Done in duplicate in London this 2nd day of September, nineteen hundred and thirty-six, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

*Cranborne.*
*F. Kurtoglu.*
*H. F. Tugay.*

---

Exchange of Notes.

No. 1.

*Lord Cranborne to M. F. Kurtoglu.*

London, September 2, 1936.

Sir,

At the moment of signing the Trade and Clearing Agreement of to-day's date between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey, I have the honour to confirm the following points:

(1) The first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935, are annexed without any modification and under the same numbers to the Agreement signed at to-day's date. Should there arise any uncertainty, both Governments will conform to the first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935.

(2) The balance of the quotas allocated in favour of the United Kingdom for the period June, July and August, 1936, and not yet used on the coming into force of the Agreement of to-day's date will be added to the quotas provided in to-day's Agreement.

I have, &c.
*Cranborne.*

---

No. 2.

*M. F. Kurtoglu to Lord Cranborne.*

London, September 2, 1936.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the following contents:

[suit le texte de la Note précédente.]

I have the honour to declare that the Turkish Government agree to the above points.

I have, &c.
*F. Kurtoglu.*

---

## 15.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

# Accord additionnel à l'Accord commercial et de clearing du 2 septembre 1936;*) signé à Londres, le 27 mai 1938.

*Treaty Series No. 36 (1938).*

---

Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic supplementary to the Agreement of September 2, 1936, regarding Trade and Clearing [with agreed Minute].

Whereas the Agreement respecting Trade and Clearing signed on the second day of September, nineteen hundred and thirty-six, between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic (hereinafter called the „Principal Agreement"), makes provision to facilitate commercial relations between the United Kingdom and Turkey;

And whereas the Contracting Governments desire to supplement the provisions of the Principal Agreement in order to facilitate payments between the United Kingdom and Turkey;

Now, therefore, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic have agreed as follows:

### Article 1.

United Kingdom goods to be paid for by deposit in the Special Account and by transfer through Sub-Account A of the Clearing Account in accordance with Articles 7 and 9 (1) (iv) of the Principal Agreement (as amended by Article 5 of this Supplementary Agreement) will be permitted to be imported into Turkey in each period of three months from the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, onwards, for different classes of goods, up to, but not exceeding, the c.i.f. values specified in the Schedule to this Agreement**) for each class of goods: provided that, if in any such period beginning the first day of July, the first day of October or the first day of January the value of the goods of any class imported into Turkey is less than that specified in the Schedule for goods of that class, the value of the goods of that class which shall be permitted to be imported in the next period of three months shall be increased above the Schedule figure by the amount of this deficiency. In estimating the deficiencies for any period beginning the first day of October or the first day of January, the increases in the values for that period due to a deficiency in the preceding period shall be taken into account.

---

*) V. ci-dessus, No. 14.
**) Non reproduit.

Article 2.

(1) Any contrats for the export to Turkey of United Kingdom goods, in respect of which a guarantee shall hereafter be given by the Board of Trade acting through the Export Credits Guarantee Department in the United Kingdom (hereinafter called the „Department") in accordance with the provisions of the Agreement signed on the twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight, between the said Department and the Government of the Turkish Republic (hereinafter called the „Guarantee Agreement"), shall contain a condition (the performance of which the Central Bank and the Clearing Office will facilitate) that, unless the arrangements set out in this paragraph for the purchase of Turkish currency are suspended as provided in paragraph (2) of this Article, all Turkish currency required to be purchased in connexion with such contracts by the persons in the United Kingdom, parties thereto, shall be obtained by the payment to the Clearing Office of the sterling equivalent of the amount of Turkish currency required, at the rate communicated, in accordance with the provisions of Article 8 (2) of the Principal Agreement, by the Central Bank to the Clearing Office and published in the United Kingdom on the day on which payment is made. The Clearing Office will immediately notify the Central Bank of such payments and allocate them to Sub-Account A of the Clearing Account referred to in Article 9 (1) (ii) of the Principal Agreement (as amended by Article 5 of this Supplementary Agreement). On receipt of notification of such payments the Central Bank will pay to the representatives in Turkey of the contractor in the United Kingdom the amount in Turkish currency.

(2) If at any time it is agreed between the two Contracting Governments that there is no abnormal delay in effecting transfer to persons in the United Kingdom of amounts deposited in the Special Account referred to in Article 7 of the Principal Agreement, the arrangements set out in paragraph (1) for the purchase of Turkish currency shall be suspended until either Contracting Government requests that they should be resumed on the ground of the recurrence of abnormal delay.

Article 3.

In the Fourth Schedule to the Principal Agreement Item No. 9, „Fresh fruits and vegetables", and part of Item No. 13, „Canned fruits and vegetables", shall be deleted, and in Item No. 30 the words „other than wheat" shall be added after the word „Grains".

Article 4.

(1) The whole of Article 4 of the Protocol to the Principal Agreement and Article 5 of that Protocol, except the words „This Protocol forms an integral part of the Agreement of this day's date", are deleted.

(2)—(i) Articles 6 and 7 and Articles 9 to 14 of the Principal Agreement (as amended by Articles 5 to 7 of this Supplementary Agreement)

shall not apply to debt due in respect of the price of United Kingdom goods exported to Turkey, nor to any negotiable instruments given in respect thereof, in fulfilment of:

(a) the contract signed on the first day of December, nineteen hundred and thirty-six, between Messrs. H. A. Brassert and Company Limited and the Sümer Bank for the erection of an Iron and Steel Plant in Turkey; or

(b) any contracts in respect of which a guarantee shall hereafter be given by the Department in accordance with the provisions of the Guarantee Agreement; or

(c) any of the contracts referred to in Article 1 of the Agreement signed on the twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic to facilitate the purchase in the United Kingdom of material necessary for the defence of Turkey (hereinafter called the „Armaments Credit Agreement"), if that Agreement is ratified.

(ii) When Turkish goods of the following classes, namely, metals, mineral ores and concentrates, coal, wheat, timber, fresh fruit and vegetables (other than nuts used as fruit) and canned foods, and of such other classes as may be added subsequently by agreement between the two Contracting Governments in accordance with Article 1 of Part II of the Guarantee Agreement, being classes of goods which have not hitherto been imported from Turkey, are imported into the United Kingdom, Article 6 and Articles 8 to 14 of the Principal Agreement (as amended by Articles 5 to 7 of this Supplementary Agreement) shall not apply to debts due in respect of such goods. The proceeds of their sale shall be paid to the company incorporated in the United Kingdom under the title „Anglo-Turkish Comptoir Limited", so long as it is carrying on business, and thereafter to the company which is to be incorporated in the United Kingdom under the title „Anglo-Turkish Commodities Limited" to act as the successor to the Anglo-Turkish Comptoir Limited. The provisions of this sub-paragraph also apply to raw cotton when consigned direct to the Anglo-Turkish Comptoir Limited or to Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be.

(iii) There shall also be transferred by the Clearing Office to the Anglo-Turkish Comptoir Limited, so long as it is carrying on business, and thereafter to Anglo-Turkish Commodities Limited the amounts credited to the Clearing Account in respect of Turkish figs and raisins, in excess of £ 322,000 in any year ending on the thirty-first day of December after nineteen hundred and thirty-eight.

(iv) Subject to the provisions of sub-paragraph (v) below, the receipts of the Anglo-Turkish Comptoir Limited and of Anglo-Turkish Commodities Limited under sub-paragraphs (ii) and (iii) above and any other receipts of these companies under the Guarantee Agreement or any

Agreement amending or substituted for the Guarantee Agreement shall be employed exclusively for the following purposes:

(A) For the expenses of the Anglo-Turkish Comptoir Limited, in so far as these have not been defrayed at the date when its assets are transferred to Anglo-Turkish Commodities Limited, and the expenses of the latter company.

(B) For the amounts due in respect of bills issued to Messrs. H. A. Brassert and Company Limited in pursuance of the contract signed between them and the Sümer Bank on the first day of December, nineteen hundred and thirty-six.

(C) For the amounts due in respect of the bills referred to in Part III of the Guarantee Agreement which are endorsed by the Department as therein provided.

(D) For the annuties provided for in the Agreemet of the first day of May, nineteen hundred and thirty-five, between the Government of the Turkish Republic and the Aidin Railway Company Limited and those provided for in the Agreement of the ninth day of April, nineteen hundred and thirty-six, between the Government of the Turkish Republic and the Istanbul Telephone Company.

(E) For payments due under the Armaments Credit Agreement, if that Agreement is ratified.

(F) The balance remaining at the end of each period of twelve months (starting with the twelve months beginning on the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight), after deduction has been made of the amounts required for the purposes referred to in the preceding sub-paragraphs (A), (B), (C), (D) and (E), as certified by the auditors of the Anglo-Turkish Comptoir Limited or of Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, shall within one month after the end of such period be paid to the Clearing Account and shall be allocated as follows:

(a) 60 per cent. shall be paid to Sub-Account A.

(b) 30 per cent. shall be paid to Sub-Account B.

(c) 10 per cent. will be at the free disposal of the Central Bank, it being understood that it will be used, so far as required, for the purchase of United Kingdom news-papers, periodicals and books, which are not suitable for purchase through the Clearing or by private compensation.

(v) The proceeds of the sale in the United Kingdom of Turkish wheat, imported into the United Kingdom before the first day of January, nineteen hundred and thirty-nine, up to a maximum of £250,000 may be devoted by the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, to financing the purchase of ships in the United Kingdom by Turkish buyers.

(vi) The Government of the Turkish Republic undertake to ensure that the receipts of the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Tur-

kish Commodities Limited, as the case may be, shall be at all times sufficient to meet the payments referred to in (A), (B), (C), (D) and (E) of sub-paragraph (iv) above, and that Anglo-Turkish Commodities Limited shall not be dissolved, or its statutes altered, save with the consent of the Government of the United Kingdom, until all these payments have been discharged.

Article 5.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 9 (1) of the Principal Agreement:

„All sums credited to the Clearing Account (other than (a) the sums paid by the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, under Article 4 (2) (iv) (F) of this Supplementary Agreement, (b) after the first day of January, nineteen hundred and thirty-nine, the sums which are to be transferred to the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, under Article 4 (2) (iii) of the Supplementary Agreement, and (c) the payments to be allocated to Sub-Account A under Article 2 (i) of the Supplementary Agreement) shall be allocated as follows:

(i) 30 per cent. of all sums shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account B. Amounts standing to the credit of Sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank.

(ii) 70 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii), (v), (vi) and (vii) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A.

(iii) Of the sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12, Article 13 or Article 14 of the Principal Agreement, as amended by the Supplementary Agreement, 10 per cent. shall be allocated to the said Sub-Account A.

(iv) Amounts standing to the credit of Sub-Account A shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

(v) 60 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12 or Article 13 shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account C. Amounts standing to the credit of Sub-Account C shall be utilised as follows:

(a) 60 per cent. of the f.o.b. value as shown on the certificate of origin of the Turkish goods exported shall be utilised for payment in respect of goods imported into Turkey from the United Kingdom in execution of the same compensation transaction.

(b) So much of the balance as represents the difference between the c.i.f. and f.o.b. values shall be transferred to Sub-Account B and any unutilised balance shall be transferred to Sub-Account A.

(vi) 60 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 14 of the Principal Agreement, as amended by Article 7 of the Supplementary Agreement, shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account D. Amounts standing to the credit of Sub-Account D shall be utilised for making payments to the creditor or creditors in the United Kingdom in respect of deposits and sums eligible for transfer under the said Article 14 as amended. Any balances not required for that purpose shall be transferred to Sub-Account A.

(vii) 70 per cent. of sums credited in respect of Turkish figs and raisins shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account E and shall be transferred from day to day to Sub-Account A."

Article 6.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 12 (2) of the Principal Agreement:

„In respect of each transaction under paragraph (1) of this Article, the f.o.b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 60 per cent. of the f.o.b. value, as shown on the certificate of origin, of the Turkish goods imported into the United Kingdom, the balance being transferable, as to 30 per cent. of that value to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i) of this Agreement (as amended by Article 5 of the Supplementary Agreement), and as to 10 per cent. of that value to Sub-Account A."

Article 7.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 14 of the Principal Agreement:

„(1) Any person in the United Kingdom in whose favour a deposit in Turkish pounds has been or may hereafter be deposited in the Special Account referred to in Article 7 (1) of this Agreement or (with the approval of the Contracting Governments in each case) any other person in the United Kingdom who is unable to obtain transfer into sterling of sums standing to his credit in Turkey or owed to him by persons in Turkey shall be permitted to utilise the whole or part of such deposit or sums for the purchase of the Turkish goods included in the Fourth Schedule to this Agreement, as amended by Article 3 of the Supplementary Agreement, and to export such goods to the United Kingdom.

„(2) The sterling proceeds of such goods shall be allocated as follows:

(i) 60 per cent. shall be dealt with in accordance with the provisions of Article 9 (1) (vi) of this Agreement, as amended by the Supplementary Agreement;

(ii) 30 per cent. shall be transferred to Sub-Account B; and

(iii) the balance of 10 per cent. shall be transferred to Sub-Account A.“

Article 8.

(1) The Government of the United Kingdom shall continue to permit the free transfer of sterling into any other currency for the settlement outside the clearing of debts due from persons in the United Kingdom to persons in Turkey in respect of freight and insurance charges arising from the sale on f.o.b. terms of Turkish goods to the United Kingdom.

(2) The Government of the Turkish Republic shall continue to provide sterling for the settlement outside the clearing of debts due from persons in Turkey to persons in the United Kingdom in respect of freight and insurance charges arising from the sale on f.o.b. terms of United Kingdom goods to Turkey.

Article 9.

(1) The present Agreement shall come into force on the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, and except where otherwise specified all its provisions come into operation on that date.

(2) After the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, the principal Agreement shall operate in accordance with its own provisions, subject to the additions and modifications made by this Supplementary Agreement.

(3) If the Principal Agreement (with the additions and modifications made by this Supplementary Agreement) is terminated under Article 18 (2) thereof, this termination shall not affect the provisions of sub-paragraphs (ii) or (vi) of Article 4 (2) of this Supplementary Agreement or of sub-paragraph (iii) thereof, except that the Central Bank shall be substituted for the Clearing Office, or any of the provisions, except (F), of sub-paragraph (iv) of the said Article 4 (2). These provisions shall remain in force until all the payments due under the Agreements referred to in (C) and (E) of the said sub-paragraph (iv) have been discharged and the two Contracting Governments will decide by common agreement in what manner the balance referred to in (F) of the said sub-paragraph (iv) shall be allocated.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, in the English language, this twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered equally authentic for all purposes.

(L.S.) *Halifax.*
(L.S.) *Fethi Okyar.*
(L.S.) *M. Eriş.*

---

Agreed minute.

At the time of signing the Agreement of this day's date, supplementary to the Agreement respecting Trade and Clearing signed on the second day of September, nineteen hundred and thirty-six, the United Kingdom and Turkish Delegations desire to place on record the following:

(1) With reference to Article 1 of the Supplementary Agreement, it is understood that the provisions of Articles 1 and 4 and of the First and Second Schedules of the Principal Agreement continue to apply as regards the total quantity of the different classes of United Kingdom goods permitted to be imported into Turkey, including (i) those for which payment is to be made by deposit in the Special Account and transfer through Sub-Account A, and (ii) those in respect of which payment is made by means of private compensation transactions under the provisions of Article 12 of the Principal Agreement, as amended by the Supplementary Agreement. Goods imported into Turkey under the contracts referred to in Article 4 (2) (i) of the Supplementary Agreement shall not be counted for the purposes of ascertaining this total quantity.

(2) With reference to Article 4 (2) (iii) and Article (vii) of the Supplementary Agreement, the amount of £225,000 (viz., 70 per cent. of £322,000), which is the maximum to be transferred to Sub-Account A in respect of imports into the United Kingdom of Turkish raisins and figs, represents the amount which would have been payable to that Sub-Account on the basis of the average total imports into the United Kingdom of these Turkish products during the three years nineteen hundred and thirty-five, nineteen hundred and thirty-six, and nineteen hundred and thirty-seven.

*Halifax.*
*Fethi Okyar*
*M. Eriş.*

---

16.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

# Arrangement afin de garantir le paiement des marchandises d'origine anglaise importées en Turquie; signé à Londres, le 27 mai 1938.

*Parliamentary Papers. Cmd. 5754.*

---

Agreement with the Government of the Turkish Republic relating to guarantees in connection with the export to Turkey of goods manufactured in the United Kingdom.

An Agreement made between F. H. Nixon, Esq., C.B., General Manager of the Export Credits Guarantee Department (hereinafter called „the Department") duly authorised in that behalf by the President of the Board of Trade and

His Excellency Bay Fethi Okyar, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Turkish Republic in London, and

Bay Muammer Eriş, Director General of the Iş Bankasi duly authorised in that behalf by the Government of the Turkish Republic (hereinafter called „the Turkish Government")

with regard to the giving of guarantees by the Department up to a total of £10,000,000 in connection with the export to Turkey of goods manufactured in the United Kingdom, whereby it is agreed as follows:

Part. I. — Technical.

Article 1.

This Agreement shall only apply to contracts made not later than the 31st December, 1940 (or to contracts the aggregate value of which shall not exceed £1½ millions made not later than the 31st December, 1941, if brief particulars of such intended contracts shall have been furnished to the Department by the Turkish Government before the 31st December, 1940), between a purchaser in Turkey (hereinafter called „the Purchaser") and a person, firm or company carrying on business in the United Kingdom (hereinafter called „the Contractor") for the sale by the Contractor to the Purchaser of goods which comply with the provisions of this Part of this Agreement.

Article 2.

The Turkish Ministry of National Economy or such other body as the Turkish Government may appoint to co-ordinate the placing of orders shall at an early date transmit to the Department a copy of the pro-

gramme of orders, and shall notify the Department of any proposed modification of this programme at the earliest opportunity. This Agreement shall not apply to any contract which has not received the specific approval of the Ministry prior to the making thereof.

Article 3.

The goods shall not be munitions of war and they shall be wholly or mainly manufactured in the United Kingdom, that is to say at least 50 per cent. of the sale price of the goods shall be derived from expenditure in respect of materials grown or produced or work done in the United Kingdom. As soon as any contract is entered into a copy of it shall be sent by the Turkish Ministry of National Economy or such other authority as the Turkish Government may appoint under Article 2 of this Part of this Agreement to the Department together with a certificate in the form attached „A“ signed by the Contractor or by a person duly authorised by him. The contract shall require the Contractor to furnish to the Department from time to time as the Department shall direct a certificate in the form attached „B“ and if the Department so desire corroborative evidence.

Article 4.

The cost of any work or services outside the United Kingdom which is provided for in any contract shall not when added to the cost of such work and services provided for in all other contemplated contracts exceed a moderate proportion of the total value of all the contracts as agreed with the Department from time to time, and if the Department be required to give guarantees in connection with the cost of any work or services outside the United Kingdom the contract or contracts concerned shall be subject to approval by the Department.

Article 5.

The Turkish Government being desirous of utilising the facilities provided under this Agreement to the best possible advantage and of obtaining the most favourable conditions as to price, delivery and technical requirements by adapting their contracts to British engineering methods and practice, intend wherever possible to employ in a consultative capacity engineers of standing and repute in the United Kingdom. If in any particular case the said Government shall not desire to employ any such engineers, it will consult with the Department. It is nevertheless understood that in every case the final decision shall rest with the Turkish Government.

Article 6.

In order to facilitate the work of the purchasers in Turkey in their dealings with manufacturers or contractors in the United Kingdom the company which is to be constituted in accordance with Article 1 of Part II of this Agreement shall be kept generally informed by the Turkish Mi-

nistry of National Economy or such other body as the Turkish Government may appoint under Article 2 of this Part of this Agreement of the programme of the purchases and provided with such other information as will enable it to act as an efficient liaison between the proposed purchasers in Turkey and the suppliers in the United Kingdom.

Article 7.

Every contract shall provide for inspection (and where practicable acceptance) in the United Kingdom by the Purchaser or a person duly authorised on his behalf of all goods before shipment.

Article 8.

Every contract shall provide for terms of payment and other general conditions being, so far as possible, those normal for the trade or industry concerned.

Article 9.

Every contract shall provide that if any dispute or difference of opinion shall arise between the Purchaser and the Contractor as to the construction and interpretation of the contract or as to the fulfilment or non-fulfilment of any obligation of the Purchaser or the Contractor thereunder or as to any other matter whatever arising out of or in consequence of the contract, then the Purchaser and the Contractor shall endeavour to settle such difference of opinion or dispute by friendly cooperation. If however such endeavour shall be made and should prove ineffective either party may by notice in writing to the other require that the dispute or difference of opinion or the matter concerned shall be referred to arbitration. The procedure shall be as follows: Each side shall appoint one arbitrator and in the event of such arbitrators being unable to reach agreement an Umpire shall be appointed by common accord or failing such accord the President of the Federal Court of the Swiss Republic shall forthwith be invited to appoint an Umpire and should he decline the Turkish Government and the Department shall agree by whom the Umpire shall be appointed. The decision of two out of the three members of the arbitration tribunal shall be conclusive and binding on both parties to the contract who shall undertake to give immediate effect thereto.

Article 10.

Every contract shall provide that whether freight is to be paid by the purchaser or by the Contractor shipments shall (except in cases where a Turkish ship would be sailing from a port in the United Kingdom in ballast) be made in British bottoms whenever available at prevailing market rates and that in all cases insurance shall be placed with persons, firms or companies carrying on the business of insurance in the United Kingdom.

Article 11.

Every contract shall provide for all purchases of Turkish currency by the Contractor in connection therewith to be made as required by the provisions of Article 2 of the Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Turkish Government signed in London on the 27th May, 1938 (hereinafter called „the Supplementary Agreement"), being an Agreement supplementary to an Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Turkish Government respecting Trade and Clearing signed in London on the 2nd September, 1936 (hereinafter called „the Clearing Agreement").

Part II. — The sale of Turkish commodities.

Article 1.

There shall be a company incorporated in England under the Companies Act, 1929, with its principal place of business in London for the sale in the British Empire and in all foreign countries of the following commodities which are the produce of Turkey and for the disposal of the proceeds of the sale thereof in accordance with the provisions of this Part of this Agreement. The said commodities are metals, mineral ores and concentrates and coal (which are hereinafter collectively referred to as „the principal commodities"), and wheat, timber, raw cotton, fresh fruit and vegetables (other than nuts used as fruit), canned foods and such other products as may hereafter be agreed between the Department and the Turkish Government for the purpose (which are hereinafter collectively referred to as „the secondary commodities").

The Turkish Government shall forthwith take all necessary steps to procure the formation and incorporation of the said company as aforesaid under the name „Anglo-Turkish Commodities Ltd." (which said company is hereinafter referred to as „the Company"). The Memorandum and Articles of Association of the Company shall be subject to the approval of the Turkish Government and the Department and shall not be altered or added to without the like approval.

In this Agreement the expression „British Empire" includes any territory under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

Article 2.

The Board of Directors of the Company shall consist of

One director appointed by the Eti Bank, who shall be Chairman.

One director appointed by the Department.

One director (or such greater number of directors as may be agreed between the Eti Bank and the Department) appointed by the Eti Bank and the Department jointly.

The remuneration of the directors shall be subject to the approval of the Eti Bank and the Department.

Article 3.

The Accounts of the Company shall be audited by auditors approved by the Eti Bank and the Department and the Eti Bank and the Department shall each be entitled to examine all the documents and books of account of the Company at any time.

Article 4.

The Turkish Government has supplied to the Department a programme of exports of metals, mineral ores and certain other products which it intends to export from 1940 onwards to the British Empire and against foreign exchange freely convertible into sterling to foreign countries for the purpose of meeting its obligations under this Agreement. The Turkish Government shall carry out this programme and export during 1938 and 1939, and from 1940 onwards sufficient quantities of the principal commodities to meet its said obligations in priority to all other demands for export. The Turkish Government shall forthwith designate the authority which will be responsible for the co-ordination of the activities of the exporting organisations in Turkey concerned in the execution of the said programme.

Article 5.

The Company shall be the sole agent of the Eti Bank for all sales in the British Empire.

Article 6.

The Turkish Government shall, if and in so far as the proceeds of sale of the principal commodities and the secondary commodities effected by or through the Company shall be insufficient for the purpose, remit or cause to be remitted to the Company the proceeds of

(i) all sales of the principal commodities in the British Empire; and

(ii) all sales in the United Kingdom of the secondary commodities excepting raw cotton; and

(iii) all sales of the principal commodities effected by the Eti Bank and the Kömür Satiş Birligi in foreign countries against foreign exchange freely convertible into sterling;

for the purpose of defraying the following charges as they become due:

(A) The expenses of the Anglo-Turkish Comptoir Limited in so far as these have not been defrayed at the date when its assets are transferred to the Company and the expenses of the Company.

(B) Amounts due in respect of Bills issued to H. A. Brassert and Co. Ltd., in pursuance of their Contract with the Sumer Bank, Ankara, dated the 1st December, 1936.

(C) Amounts due in respect of the Bills referred to in Part III of this Agreement which are endorsed by the Department as therein provided.

Article 7.

The Company shall open at the Ottoman Bank, London, E.C. 2, an account (hereinafter called „the Company's Account“) into which shall be paid in sterling

(a) the proceeds of all sales of the principal commodities and the secondary commodities made by or through the Company; and

(b) all monies remitted to the Company in accordance with Article 6 of this Part of this Agreement; and

(c) the proceeds of the sale of figs and raisins in the United Kingdom in accordance with Article 4 (2) (iii) of the Supplementary Agreement.

All monies paid into the Company's account shall, subject to the provisions of Article 4 (2) (v) of the Supplementary Agreement, be used only for the purpose of defraying the charges mentioned in Article 6 of this Part of this Agreement or any of the other payments which by Article 4 (2) (iv) of the Supplementary Agreement the receipts of the Company are to be exclusively used to defray.

Article 8.

If at any time there shall be insufficient funds in the Company's Account to defray the charges referred to in Article 6 of this Part of this Agreement the Turkish Government shall forthwith make good the deficiency. The balance standing to the credit of the Company's Account at the end of each period of twelve months commencing with the period beginning on the 1st of July, 1938, shall, after allowing for any charges due, be dealt with in accordance with the provisions of the Supplementary Agreement.

Article 9.

The Eti Bank shall keep in close touch with the Company, and in order to facilitate its sales shall from time to time inform the Company of the quality and quantity of the principal commodities available for export, and shall use its best endeavours to co-ordinate the activities of the Company with those of its other agents.

Article 10.

There shall be constituted a Committee to consist of the following persons:

A person designated by the Turkish Government in each case;
The Managing Director of the Eti Bank;
A person designated by the British Government in each case;
The General Manager of the Export Credits Guarantee Department;

to which shall be submitted

(a) any difference between the Company and the Eti Bank or other Turkish administrative organisation concerned; and

(b) any matter arising in connection with the business of the Company which the Department or the Turkish Government consider ought to be submitted to the Committee.

Decisions of the Committee (which must be unanimous) on any difference or matter so submitted to it, shall be final and immediate steps shall be taken by the parties concerned to give effect thereto.

Article 11.

The Department shall not be required to endorse any of the Bills referred to in Part III of this Agreement until the Anglo - Turkish Comptoir Ltd. shall have been liquidated, its assets and liabilities transferred to the Company, and the Agreement between H. A. Brassert & Co. Ltd. and the Turkish Ministry of National Economy relating inter alia to the establishment of the Anglo-Turkish Comptoir Ltd. signed in London on the 29th September, 1936, terminated as from the date on which the Company shall be incorporated.

Part III. — Guarantees.

Article 1.

The Department will endorse and thereby guarantee Treasury Bills of the Turkish Government up to a total of £10 millions in respect of contracts to which this Agreement applies subject to the provisions of this Agreement.

Article 2.

The Bills shall be issued by the Turkish Treasury in accordance with the provisions of Turkish Law and made payable as to principal and interest to bearer at the Ottoman Bank, London, E.C. 2, or the London Branch of the Iş Bankasi. Before any contracts are entered into the arrangements for the service of all these Bills shall be agreed with the Department.

Article 3.

The Bills shall be expressed in sterling in sums of £1,000 or multiples thereof, and shall be payable in accordance with a schedule which has been agreed between the Turkish Government and the Department. They are to carry interest at 5½ per cent. per annum payable half-yearly. They shall be stamped at the expense of the Turkish Government.

Article 4.

The Turkish Ministry of Finance or such other body as the Turkish Government may appoint for the purpose will from time to time present to the Department for endorsement Bills to an amount approximately equal to the total of payments falling due in the near future as set out in a list to be supplied by the said Turkish Ministry or other body appointed as aforesaid to the Department based upon the contracts recognised by the Department as being contracts to which this Agreement applies. Subject to the provisions of this Part of this Agreement the tenor of the bills to be presented for endorsement at any time shall, subject to the

terms of the schedule mentioned in Article 3 of this Part of this Agreement, be decided by the Department.

Article 5.

Within two weeks of the presentation of the Bills to the Department for endorsement and subject to the provisions of this Agreement being complied with the Department will endorse the Bills both as to principal and interest and will arrange for their sale and out of the proceeds to pay into a Special Account opened in favour of the Turkish Ministry of Finance at the Ottoman Bank, London, E.C. 2, sums equal in the aggregate to the total face value of the Bills so endorsed (excluding interest). The money in this Special Account shall be subject to withdrawal only for payments included in schedules certified by the Turkish Ministry of Finance and countersigned by the Department which said schedule when so certified and countersigned shall be forwarded to the said Bank by the Department. Any excess of the proceeds of sale of the Bills over their face value will be at the sole disposal of the Department who will be responsible for any costs incurred in connection with the sale.

Article 6.

If any balance shall be left in the said Special Account after all payments have been made in respect of contracts to which this Agreement applies entered into not later than the date by which contracts have in accordance with Article 1 of Part I of this Agreement to be made, the Turkish Ministry of National Economy shall within three months thereafter enter into further contracts sufficient to exhaust that balance and this Agreement shall apply to such further contracts as it applies to the first-mentioned contracts.

Article 7.

If in connection with any contract the Department shall be required to guarantee Bills for payments falling due in respect of work or services outside the United Kingdom such guarantee shall in no case exceed 33⅓ per cent. of the price of the goods in respect of which the guarantees are given included in the contract and it shall be a condition precedent to the giving of such guarantee that all Turkish currency that the Contractor shall have purchased for the purposes of the contract shall have been purchased in the manner in which such purchases are required to be made by Article 2 of the Supplementary Agreement and that the Contractor shall have undertaken to make all further purchases of such currency for those purposes in that manner.

Signed in duplicate in London this twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

*F. H. Nixon.*
*Fethi Okyar.*
*M. Eriş.*

---

Appendix A.

*Contractor's Certificate.*

Contract No. ........................ Dated ........................ Amount ........................
between ........................ and ........................

I/We ........................
of ........................
hereby certify that the goods to the value of £........................
are ready to be supplied by me / us under the above-mentioned contract entered into by me / us on ........................ and that such goods are not munitions of war; and I / we undertake to make arrangements which will ensure that at least 50 per cent. of the sale price of these goods will be derived from expenditure in respect of materials grown or produced or work done in the United Kingdom.

Signed on behalf of ........................
Signature ........................
Qualifications of Signatory ........................

Export Credits Guarantee Department.

---

Appendix B.

*Contractor's Certificate.*

Contract No. ........................ Dated ........................ Amount ........................

I/We ........................
of ........................
hereby certify that goods to the value of £ ........................
are ready to be supplied by me / us under the above mentioned contract entered into by me / us on ........................
are not munitions of war and that at least 50 per cent. of the sale price of these goods is derived from expenditure in respect of materials grown or produced or work done in the United Kingdom.

If required, I / we undertake to corroborate this statement by production to you or your nominee of a Certificate signed by a Chartered Accountant or Incorporated Accountant registered and practising in the United Kingdom.

Signed on behalf of ........................
Signature ........................
Qualifications of Signatory ........................

Export Credits Guarantee Department.

---

## 17.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

# Accord additionnel à l'Accord commercial et de clearing signé le 2 septembre 1936;*) conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 1er mars 1939.

*Treaty Series No. 17 (1939).*

---

No. 1.

*Viscount Halifax to Dr. Tevfik Rüştü Aras.*

Foreign Office, March 1, 1939.

Your Excellency,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that mohair should be added to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic as amended by the Exchange of Notes of the 7th October, 1937, and the 14th November, 1938, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.**)

2. If the Turkish Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in that sense shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments, which shall take effect this day. The present agreement shall remain in force until the 31st December, 1939, and shall continue in force thereafter until one month after the date on which agreement shall have been reached between the two Governments to terminate the agreement.

3. It is understood that any suggestion of His Majesty's Government in the United Kingdom to terminate the agreement in accordance with the preceding paragraph shall receive the sympathetic consideration of the Government of the Turkish Republic.

I have, &c.

*Halifax.*

---

No. 2.

*Dr. Tevfik Rüştü Aras to Viscount Halifax.*

Turkish Embassy, March 1, 1939.

My Lord,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's note of to-day's date informing me that His Majesty's Government

---

*) V. ci-dessus, No. 14.
**) V. ci-dessus, No. 15.

in the United Kingdom propose the addition of mohair to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, as amended by the Exchange of Notes of the 7th October, 1937, and the 14th November, 1938, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.

2. In reply I have the honour to inform your Lordship that the Government of the Turkish Republic accept the proposal of His Majesty's Government in the United Kingdom in this matter and will regard your Lordship's note and this reply as constituting an agreement between the two Governments, which shall take effect this day. The Turkish Government agree that the present Exchange of Notes shall remain in force until the 31st December, 1939, and shall continue in force thereafter until one month after the date on which agreement shall have been reached between the two Governments to terminate the agreement.

3. I further confirm that any suggestion of His Majesty's Government in the United Kingdom to terminate the agreement in accordance with the preceding paragraph, shall receive the sympathetic consideration of the Government of the Turkish Republic.

I have, &c.

*T. R. Aras.*

---

18.

GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

## Accord commercial et de clearing; conclu par un Echange de Notes signées à Ankara, le 23 août 1939, suivi d'un Echange de Notes signées à Ankara, le 10 octobre 1939.

*Treaty Series No. 48 (1939); No. 56 (1939).*

---

No. 1.

(Translation.)

Ministry for Foreign Affairs,

Angora, August 23, 1939.

M. l'Ambassadeur,

Paragraph 1. — In view of the approach of the Turkish export season the Turkish Government are anxious to lose no time in extending the scope of Anglo-Turkish trade on a compensation basis, which will, they hope, lead to a substantial increase in the volume of trade between Turkey and the United Kingdom.

Paragraph 2. — The Turkish Government understand that, pending the conclusion, as a result of deliberations shortly to be begun in London, of a further agreement amending the Trade and Clearing Agreements at present in force, the Government of the United Kingdom are unable to authorise the distribution of the sterling proceeds of compensation trade on a basis other than laid down in those agreements.

Paragraph 3. — I have the honour, therefore, to propose the following interim arrangement to take effect from the date of this exchange of notes and to remain in force until the conclusion of the further agreement referred to in the preceding paragraph:

(1) The fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936,*) and amended by subsequent agreements shall be extended to include all goods other than those referred to in Article 4 (2) of the Supplementary Agreement of the 27th May, 1938,**) the proceeds of the sale of which are payable to Anglo-Turkish Commodities, Limited.

(2) The Sterling proceeds of the sale of all Turkish goods imported into the United Kingdom on the basis of compensation shall continue to be allocated in accordance with the provisions of Article 9 of the above-mentioned agreement of the 2nd September, 1936, as amended by Article 5 of the Supplementary Agreement of the 27th May, 1938.

(3) The Turkish Government will transfer thirty-three and one-third per cent. of all sums which, in the period during which the arrangement embodied in this exchange of notes shall operate, are allocated to sub-account B in respect of compensation imports as described in sub-paragraph (2) above to a sterling account to be opened in the name of the Central Bank of Turkey. No payments will be made out of this account pending the conclusion of the agreement, referred to in paragraph 2 of the present note, to be concluded between the Turkish Government and the Government of the United Kingdom.

Provision will be made in this further agreement for the disposal of the amounts accumulated in this account.

Paragraph 4. — If the Government of the United Kingdom are prepared to accept the arrangement proposed in the preceding paragraph, I suggest that this note and your Excellency's reply shall be deemed to constitute an agreement bringing this arrangement into force, and beg you, M. l'Ambassadeur, to accept my highest respects.

*. Saracoglu.*

---

*) V. ci-dessus, No. 14.
**) V. ci-dessus, No. 15.

No. 2.

*Sir H. Knatchbull-Hugessen to M. Şükrü Saracoglu.*

British Embassy in Turkey,

August 23, 1939.

M. le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, in the following terms:

(See translation of No. 1.)

2. I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to accept the arrangement proposed in your Excellency's note, and agree that that note and the present reply shall be deemed to constitute an agreement bringing this arrangement into force.

I avail, &c.

*Hughe Knatchbull-Hugessen.*

---

No. 3.

*Sir H. Knatchbull-Hugessen to Dr. Saydam.*

Angora, October 10, 1939.

M. le Ministre,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that a supplementary quota of £T. 6,000 per quarter in respect of United Kingdom books and periodicals classed under Turkish Tariff Nos. 348 and 349 should be added to the Schedule mentioned in Article 1 of the Supplementary Trade and Clearing Agreement, signed in London on the 27th May, 1938.*)

2. If the Government of the Turkish Republic concur in the foregoing arrangement, I have the honour to suggest that this note, together with your Excellency's reply, shall be regarded as constituting an agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, which shall have retrospective application from the 1st January, 1939, and shall continue in force until the 31st December, 1939, unless in the meantime other provision is made for the entry of these classes of United Kingdom goods into Turkey.

I avail, &c.

*H. M. Knatchbull-Hugessen.*

*) V. ci-dessus, No. 15.

No. 4.

(Translation.)

Ministry for Foreign Affairs,
M. l'Ambassadeur, Angora, October 10, 1939.

I have the honour to inform your Excellency, in reply to your Note of the 10th October, 1939, that the Government of the Republic agree that a supplementary quota of 6,000 Turkish liras every three months for books and periodicals imported from the United Kingdom under Articles 348 and 349 of the Turkish customs tariff, be added to the list mentioned in Article 1 of the Turco-English Supplementary Trade and Clearing Agreement, signed at London on the 27th May, 1938.*)

The Government of the Republic also agree that this arrangement shall have retroactive application from the 1st January, 1939, and that, unless in the meantime other provision is made for the entry into Turkey from the United Kingdom of goods of this nature, it shall remain in force until the 31st December, 1939.

I beg you, M. l'Ambassadeur, to receive my deepest respects.

For the Minister, a.i.,
*N. Menemencioglu.*

---

19.

## GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

## Accord commercial; conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 22 novembre 1939.

*Treaty Series No. 1 (1940).*

---

No. 1.

*Viscount Halifax to Dr. Aras.*

Foreign Office,
Your Excellency, London, November 22, 1939.

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that in future all United Kingdom goods exported to Turkey, other than those exported in pursuance of contracts to which the Guarantee Agreement**) and the Armaments Credit Agreement,***) signed in London on the 27th May, 1938, apply, shall form the subject of compensation transactions.

---

*) V. ci-dessus, No. 15.
**) V. ci-dessus, No. 16.
***) V. **N.R.G.** 3. s. XXXVIII, p. 3.

2. I have therefore the honour to propose that:

(a) As from the 1st December, 1939, no further United Kingdom goods to be paid for by deposit in the Special Account and by transfer through Sub-Account (A) of the Clearing Account in accordance with Article 7 and sub-paragraph (iv) of Article 9 (1) of the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936,*) shall be permitted to be imported into Turkey, and accordingly, as from that date, Article 1 of the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938,**) shall cease to have effect.

(b) For the two months ending on the 30th November, 1939, entry shall be permitted for the different classes of United Kingdom goods up to the total c.i.f. values of the quotas which, in accordance with the provisions of Article 1 of the Supplementary Agreement, would otherwise have been available for each class of goods during the three months ending on the 31st December, 1939. In accordance with the provisions of Article 1 of the Supplementary Agreement, these quotas shall include the amounts not utilised during the period of three months ending on the 30th September, 1939.

(c) Any balances of quotas which are not utilised in this manner by the 30th November, 1939, shall be available for the importation in the chronological order of registration for entry at the Turkish Customs of such goods falling under other classes as may at that time have been registered for entry, but which have not been imported owing to the exhaustion of the quotas for their appropriate classes.

3. If the Turkish Government agree to these proposals, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in that sense shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments, which shall take effect immediately.

I have, &c.

*Halifax.*

---

No. 2.

*Dr. Aras to Viscount Halifax.*

Turkish Embassy,

London, November 22, 1939.

My Lord,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's note of to-day's date in the following terms:

[As in No. 1.]

---

*) V. ci-dessus, No. 14.

**) V. ci-dessus, No. 15.

In reply I have the honour to inform your Lordship that the Government of the Turkish Republic accept the proposal of His Majesty's Goverment in the United Kingdom in this matter, and will regard your Lordship's note and this reply as constituting an agreement between the two Governments, which shall take effect immediately.

I have, &c
*Dr. R. Aras.*

---

20.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

## Accord spécial pour régler certaines questions d'ordre financier et économique ou relatives à des fournitures de matériel de guerre; signé à Ankara, le 19 octobre 1939, suivi de deux Arrangements subsidiaires, signés à Paris, le 8 janvier 1940.

*Société des Nations. Recueil des Traités CC, p. 172.*

Les Gouvernements de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République Turque, désireux de régler, en connexion avec le Traité en date de ce jour,*) certaines questions d'ordre financier et économique ou relatives à des fournitures de material de guerre, intéressant la Turquie, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni ouvrent à la Turquie un crédit de £25.000.000 destiné à couvrir les fournitures de matériel de guerre prévues à l'Article 2 ci-dessous.

Dans ce montant sont compris le crédit de francs français 460.000.000 et celui de £10.000.000 que les Gouvernements Français et du Royaume-Uni ont antérieurement déclaré mettre à la disposition de la Turquie pour le même objet.

Le crédit susvisé sera remboursable en vingt ans; il portera intérêt à 4 pour cent.

Les conditions de remboursement feront l'objet d'un arrangement ultérieur sans que l'élaboration de cet arrangement puisse ralentir l'envoi des matériels visés à l'Article 2 ci-dessous.

Article 2.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni assureront à la Turquie, dans le plus bref délai possible, la fourniture des

*) V. N.R.G. 3. s. XXXVIII, p. 12.

matériels qui font l'objet de l'ouverture de crédit stipulée à l'Article premier, alinéa 2.

Une Commission comprenant des représentants qualifiés des trois Gouvernements se réunira dans le plus bref délai à Paris ou à Londres pour arrêter le programme de fournitures correspondant au surplus du crédit stipulé à l'Article premier.

Sans attendre la mise au point de ce programme, la Commission déterminera les matériels dont la livraison devra avoir lieu de toute urgence. A cet effet, elle tiendra compte de la nécessité de mettre sans retard la Turquie en état de résister efficacement à une attaque qui pourrait être dirigée à bref délai contre ses frontières en Europe; elle tiendra compte également des possibilités immédiates des Gouvernements Français et du Royaume-Uni.

Article 3.

Les stipulations des Articles 1 et 2 ci-dessus ne préjugent pas des arrangements qui pourraient intervenir entre les trois Gouvernements, au cas où ils se trouveraient engagés en commun dans des hostilités en exécution du Traité en date de ce jour, pour fournir à la Turquie le matériel qui serait reconnu nécessaire.

Article 4.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni accorderont à la Turquie un emprunt de £15.000.000. La contre-valeur en or de ce montant sera remise au Gouvernement turc à Ankara par le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Cet emprunt sera remboursable dans les mêmes délais que le crédit de fournitures visé à l'Article premier ci-dessus; il portera intérêt à 3 pour cent.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni acceptent que le service et l'amortissement de cet emprunt soient faits en livres turques qui seront utilisées pour des achats de tabacs ou, après accord, d'autres produits turcs.

Article 5.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni mettront respectivement à la disposition de la Turquie:

Le Gouvernement Français un emprunt représentant la contre-valeur en francs français à la date de ce jour de £1.500.000.

et le Gouvernement du Royaume-Uni un emprunt de £2.000.000.

Le Gouvernement turc s'engage sur ces montants à accorder la priorité au déblocage des créances commerciales françaises inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de la contre-valeur en francs français à la date de ce jour de £1.500.000 et à celui des créances commerciales britanniques inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de £2.000.000.

Ces emprunts seront assujettis aux mêmes conditions d'intérêt et de remboursement que l'emprunt visé à l'Article 4.

Le présent Accord sera considéré comme partie intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Il entrera en vigueur en même temps et dans les mêmes conditions que ce Traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf octobre mil neuf cent trente-neuf.

(L. S.) *R. Massigli.*
(L. S.) *H. M. Knatchbull-Hugessen.*
(L. S.) *Dr. R. Saydam.*

---

Arrangements subsidiaires.

*Arrangement relatif au crédit de 25 millions de livres sterling à 4 pour cent, 1939. Signé à Paris, le 8 janvier 1940.*

Considérant qu'un Accord est intervenu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Turque pour l'ouverture en faveur du Gouvernement Turc d'un crédit de 25 millions de livres sterling destiné à couvrir des fournitures de matériel de guerre.

Les Gouvernements ci-dessus mentionnés sont convenus des dispositions suivantes en vue de régler les modalités techniques dudit crédit.

Article premier.

Le crédit de 25 millions de livres sterling ouvert au Gouvernement Turc sera utilisé comme suit:

Le Gouvernement Français consentira au Gouvernement Turc des cessions de matériel de guerre dont les modalités feront l'objet de conventions particulières à conclure entre les représentants qualifiés du Gouvernement Français et du Gouvernement Turc. Au fur et à mesure des échéances prévues dans ces conventions le Gouvernement Français, d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement Turc, versera aux Administrations français intéressées les sommes exigibles en application desdites conventions.

Les fournitures à faire par le Royaume-Uni seront effectuées soit sous forme de cessions par les administrations intéressées, soit sous forme de livraisons par des entreprises privées. Les modalités de ces fournitures seront réglées par une convention spéciale à conclure entre les agents diplomatiques de la République Turque à Londres et l'Export Credits Guarantee Department, et par des contrats particuliers avec chaque administration ou avec chaque entreprise.

Au fur et à mesure des échéances prévues dans cette convention ou dans ces contrats, le Gouvernement du Royaume-Uni, d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement Turc, versera les sommes exigibles aux administrations ou aux entreprises intéressées par l'entremise d'une banque choisie par le Gouvernement du Royaume-Uni et par le Gouvernement Turc. Ces versements se feront sans frais ni commission.

Les versements ainsi faits par le Gouvernement Français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement Turc, soit à titre d'acomptes, soit à titre de paiements définitifs, seront inscrits à la date où ils seront effectués au débit d'un compte tenu au nom du Gouvernement Turc en livres sterling, et prendront effet, quant aux intérêts et aux conditions de remboursement, à partir de cette date.

Toutefois, pour les fournitures faites au cours de l'année 1939, les montants correspondant à la valeur de ces fournitures seront, lorsqu'ils auront été arrêtés d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement Turc, portés au débit de son compte aux dates de livraison et prendront effet, quant aux intérêts et aux conditions de remboursement, à partir de ces dates.

Article 2.

Le Gouvernement Turc assurera le remboursement des montants portés au débit de son compte dans les conditions prévues à l'Article premier, ainsi que le paiement des intérêts au taux de 4 pour cent l'an, au moyen de versements semestriels en livres turques payables le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à partir du 30 juin 1940 inclusivement. Ces versements correspondront à la contre-valeur de montants en livres sterling calculés dans les conditions ci-après:

1° Le 30 avril 1940, les paiements faits par le Gouvernement Français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement Turc jusqu'à cette date seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'à cette date. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 31 décembre 1939. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement Turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de 4 pour cent l'an, la première semestrialité venant à échéance le 30 juin 1940.

2° Le 31 octobre 1940, les paiements faits par le Gouvernement Français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement Turc depuis le 1er mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'au 31 octobre 1940. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 30 juin 1940. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement Turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de

4 pour cent l'an, la première de ces semestrialités venant à échéance le 31 décembre 1940.

3° Le remboursement des avances ultérieures s'effectuera selon les mêmes modalités: chaque 30 avril ou chaque 31 octobre, selon le cas, les paiements faits par le Gouvernement Français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement Turc au cours de la période de six mois se terminant à la date en question seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'à cette date. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 31 décembre ou au 30 juin précédent, selon le cas. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement Turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de 4 pour cent l'an, la première semestrialité venant à échéance le 30 juin ou le 31 décembre, selon le cas, suivant la date à laquelle la dette aura été arrêtée.

Article 3.

A chaque échéance le Gouvernement Turc versera la contre-valeur en livres turques des montants en livres sterling échus, à un compte spécial ouvert au nom du Gouvernement Français et du Gouvernement du Royaume-Uni auprès de la Banque centrale de la République de Turquie. La conversion des livres sterling en livres turques sera faite d'après le cours d'achat de la Banque Centrale de la République de Turquie pratiqué la veille du jour de l'échéance. Les versements en livres turques ainsi effectués seront libératoires pour le Gouvernement Turc.

Les disponibilités du compte spécial ci-dessus visé seront utilisées par le Gouvernement Français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour l'achat en Turquie de produits turcs de toutes natures destinés à être importés en France et dans le Royaume-Uni pour la consommation intérieure de ces pays.

Article 4.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement.

Fait, en triple exemplaire, à Paris, le 8 janvier 1940.

*R. H. Campbell.*
*Edouard Daladier.*
*N. Menemencioglu.*

---

*Arrangement relatif à l'emprunt de 15 millions de livres sterling à 3 pour cent, 1939. Signé à Paris, le 8 janvier 1940.*

Considérant qu'un Accord est intervenu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République

Turque pour l'octroi au Gouvernement Turc d'un emprunt de 15 millions de livres sterling livrables en or à Ankara.

Les Gouvernements ci-dessus mentionnés sont convenus des dispositions suivantes en vue de régler les modalités techniques dudit emprunt:

Article premier.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni remettront au Gouvernement Turc à Ankara le plus tôt possible, et en tout cas dans un délai maximum de six semaines à compter de la signature du présent Arrangement, la contre-valeur en or de 15 millions de livres sterling calculée au cours coté par la Banque d'Angleterre, soit 168 shillings l'once d'or.

Article 2.

Le Gouvernement de la République Turque assurera le remboursement du capital de l'emprunt, ainsi que le paiement des intérêts y afférents, calculés au taux de 3 pour cent l'an, au moyen de quarante versements semestriels en livres turques égaux chacun à la contre-valeur de livres sterling: 501.406.10.0, payables le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à partir du 30 juin 1940 inclusivement.

Toutefois, le versement semestriel payable le 30 juin 1940 sera réduit du montant des intérêts à 3 pour cent l'an courus depuis le 31 décembre 1939 jusqu'à la date où la livraison d'or prévue à l'Article premier aura été effectivement réalisée.

Article 3.

Les sommes dues pour le service de l'emprunt seront calculées en livres turques en prenant comme base de conversion des livres sterling en livres turques le cours d'achat de la Banque Centrale de la République de Turquie pratiqué la veille du jour de l'échéance. Les montants ainsi calculés seront versés à chaque échéance au crédit d'un compte spécial en livres turques ouvert par ladite Banque au Gouvernement Français et au Gouvernement du Royaume-Uni.

Ces versements seront libératoires pour le Gouvernement de la République Turque.

Article 4.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement du Royaume-Uni utiliseront les livres turques portées au crédit de leur compte spécial dans les conditions fixées à l'Article précédent, pour l'achat de tabacs d'origine turque destinés à la consommation intérieure de la France et du Royaume-Uni et de tous autres produits destinés au même usage, qui seront déterminés d'un commun Accord avec le Gouvernement Turc.

Article 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement.

Fait, en triple exemplaire, à Paris, le 8 janvier 1940.

*R. H. Campbell.*
*Edouard Daladier.*
*N. Menemencioglu.*

---

## 21.

### GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

## Accord relatif à un emprunt de deux millions de livres, signé à Paris, le 8 janvier 1940, suivi d'un Accord additionnel à l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936,*) signé à Paris, à la date du même jour.

*Société des Nations. Recueil des Traités CC, p. 172.*

---

*Agreement between the Government of the United Kingdom and the Turkish Government regarding a Loan of Two Million Pounds. Signed at Paris, January 8th, 1940.*

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic, desiring to regulate the technical application of the loan of £2,000,000 sterling made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Government of the Turkish Republic, have agreed as follows:

Article 1.

The Government of the United Kingdom undertake to place at the disposal of the Government of the Turkish Republic within fifteen days from the date of this Agreement the sum of £2,000,000 sterling by payment to the Bank of England for account of the Central Bank of the Republic of Turkey.

Article 2.

The Government of the Turkish Republic shall repay the principal of the loan and shall pay interest thereon at 3 per cent. per annum by means of forty six-monthly instalments each of which shall be equivalent to £66,854 4s. 0d. sterling and which shall be payable in Turkish pounds on the 30th June and the 31st December in each year beginning on the 30th June, 1940. It is nevertheless agreed that there shall be deducted from the instalment due to be paid on the 30th June, 1940, an amount in Turkish pounds equivalent to interest at 3 per cent. per annum on

*) V. ci-dessus, No. 14.

the amount of the loan for the period between the 31st December, 1939, and the date of the payment to be made in accordance with the provisions of Article 1 of this Agreement.

Article 3.

The loan shall be used in the first place for the transfer of United Kingdom commercial debts in respect of which the corresponding amount has been deposited on or before the 19th October, 1939, in the Special Account at the Central Bank of the Republic of Turkey opened in accordance with the Anglo-Turkish Trade and Clearing Agreement of the 2nd September, 1936.*). Such transfer shall be effected in accordance with the terms of the Additional Trade and Clearing Agreement signed this day at Paris between the Contracting Governments.**)

The balance of the loan shall be at the free disposal of the Government of the Turkish Republic.

Article 4.

The instalments referred to in Article 2 of this Agreement shall be calculated in Turkish pounds on the basis of converting pounds sterling into Turkish pounds at the buying rate of the Central Bank of the Republic of Turkey on the day preceding the day on which the relevant instalment is due. The amount of each instalment thus calculated shall be paid when due to the credit of an account in Turkish pounds to be opened for this purpose by the said Bank in the name of the Government of the United Kingdom and payment thereof shall release the Government of the Turkish Republic from further liability in respect of the instalment to which it relates.

Article 5.

The Government of the United Kingdom shall use the Turkish pounds credited as aforesaid to the said account for the purchase of tobacco of Turkish origin intended for consumption within the United Kingdom and of any other such products intended for the same purpose as may be agreed with the Government of the Turkish Republic.

Article 6.

The present Agreement shall come into force on the day of its signature.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in Paris, in the English language, this eighth day of January, nineteen hundred and forty.

---

*) V. ci-dessus, No. 14.
**) V. ci-dessous.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible, and agreed upon between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered equally authentic for all purposes.

(L. S.) *R. H. Campbell.*
(L. S.) *N. Menemencioglu.*

---

*Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic additional to the Agreement of September 2nd, 1936,*) relating Trade and Clearing. Signed at Paris, January 8th, 1940.*

Whereas the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic have this day made an Agreement (hereinafter called „the Loan Agreement") for the purpose of regulating the technical application of the loan of £2,000,000 sterling made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Government of the Turkish Republic;

And whereas for this and other purposes the Contracting Governments are desirous of amending the Trade and Clearing Agreement made between them in London on the 2nd day of September, 1936 (hereinafter called „the Principal Agreement"), as amended by a Supplementary Agreement made between the Contracting Governments on the 27th day of May, 1938 **) (hereinafter called „the Supplementary Agreement"), and by Exchanges of Notes between the Contracting Governments dated the 23rd day of August, 1939,***) and the 22nd day of November 1939; †)

Now, therefore, the Contracting Governments agree that the Principal Agreement, as so amended, be further amended in the manner hereinafter appearing:

Article 1.

For the purpose of transferring, subject to the discount mentioned below, United Kingdom commercial debts of which the corresponding amount of Turkish pounds has been deposited in the Special Account on or before the 19th day of October, 1939, the Central Bank of the Republic of Turkey shall pay to the Controller of the Anglo-Turkish Clearing Office at such times as he may require such part of the amount of the aforesaid loan as may be necessary for the aforesaid transfer. The sums so paid to the Controller of the Anglo-Turkish Clearing Office shall be credited to sub-account A and used for the aforesaid transfer. The payment of the debts in respect of which deposits have been made as aforesaid shall be subject to a discount calculated in accordance with the

---

*) V. ci-dessus, No. 14.
**) V. ci-dessus, No. 15.
***) V. ci-dessus, No. 18.
†) V. ci-dessus, No. 19.

table below. Each payment so made shall be accepted by the creditor concerned in full discharge of the relevant debt or debts due to him:

| | | Percentage reduction in the deposits made in the Special Account, for the months indicated. |
|---|---|---|
| 1937: | January, February, March | 3 |
| | April, May, June | 6 |
| | July, August, September | 9 |
| | October, November, December | 12 |
| 1938: | January, February, March | 15 |
| | April, May, June | 18 |
| | July, August, September | 21 |
| | October, November, December | 24 |
| 1939: | January, February, March | 27 |
| | April, May, June | 30 |
| | July, August, September | 33 |
| | October 1-19 | 36 |

Article 2.

The transfer of United Kingdom commercial debts of which the corresponding amount of Turkish pounds has been deposited in the Special Account after the 19th day of October, 1939, in favour of creditors in the United Kingdom shall be effected through sub-account A and such amount as may be necessary for the purpose shall be transferred from the Account opened under the Exchange of Notes dated the 23rd day of August, 1939 (hereinafter called „the Blocked Account"). The payment of the debts in respect of which deposits have been made as aforesaid shall be subject to a discount calculated in accordance with the table set out below, shall be made in the chronological order of the deposit by the Turkish debtor in the Special Account and shall be accepted by the creditor in full discharge of the relevant debt or debts due to him:

| | Per cent. |
|---|---|
| 1939: October 20-December 31 | 36 |
| 1940: January 1-March 31 | 39 |
| On and after April 1, 1940 | 40 |

Article 3.

From the date of the coming into force of this Agreement:

(1) (a) 80 per cent. of all sums credited to the Clearing Account in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12 or Article 13 of the Principal Agreement as so amended shall be allocated to sub-account C, and

(b) The remaining 20 per cent. of all sums so credited shall be allocated to sub-account B,

and the provisions of the Principal Agreement as so amended shall have effect accordingly.

(2) (a) The allocation to the Blocked Account of 33⅓ per cent. of the amounts allocated to sub-account B shall cease and any balance remaining in the Blocked Account after all transfers due to be made in accordance with the provisions of Article 2 of this Agreement have been effected, shall be transferred to sub-account B;

(b) The provisions of Article 4 (2) (iii) of the Supplementary Agreement and of Article 9 (1) (vii) of the Principal Agreement shall be abrogated, and the provisions of paragraph (1) of this Article shall apply to all sums credited to the Clearing Account in respect of Turkish raisins and figs exported to the United Kingdom.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of Articles 1 and 2 above, a creditor in whose favour a deposit has been or may be made in the Special Account may by notification in writing lodged with the Anglo-Turkish Clearing Office not later than the 20th February, 1940, elect to transfer the deposit by the import of Turkish goods into the United Kingdom. The Central Bank of Turkey shall thereupon on notification from the Anglo-Turkish Clearing Office provide the creditor with Turkish pounds up to the equivalent in Turkish pounds of his debt which the creditor shall be free to use for the purchase of the Turkish goods specified in the attached Schedule for importation into the United Kingdom. The provision of such Turkish pounds for the use of the creditor shall constitute a full discharge for the debt in respect of which the deposit was made. The provisions of the Principal Agreement as so amended shall not apply to such imports.

Article 5.

The provisions of the Principal Agreement, as so amended, shall not apply to any Turkish goods imported into the United Kingdom which have been purchased out of any balances of Turkish pounds held by the Government of the United Kingdom in pursuance of any Agreements entered into by the Contracting Governments.

Article 6.

The present Additional Agreement shall enter into force on the 15th January, 1940, and shall remain in force for the same period as the Principal Agreement.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in Paris, in the English language, this 8th day of January, 1940.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible and agreed between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered to be equally authentic for all purposes.

(L. S.) *R. H. Campbell.*
(L. S.) *N. Menemencioglu.*

---

Schedule (see Article 4).

1. Tobacco leaves, cut tobacco and cigarettes.
2. Opium.
3. Carpets, carpeting, floor rugs, floor mats and matting and kilims, wholly or partly of wool, mohair, silk or artificial silk.
4. Attar of rose.
5. Sponges (raw and manipulated).
6. Vegetable dyestuffs, vegetable colours and colouring matters.
7. Medicinal plants, flowers, roots and leaves.
8. Eggs, egg-powder.
9. Fish oil for industrial purposes.
10. Hemp.

---

22.

ALLEMAGNE, FRANCE.

## Convention de commerce, d'établissement et de navigation; signée à Berlin, le 28 juillet 1934,*) suivie d'un Echange de Notes signées à Paris, le 9 janvier 1936.

*Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 38; 1935. II, No. 1; 1936. II, No. 6.*

---

Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrag zwischen Deutschland und Frankreich.

Der Deutsche Reichspräsident und der Präsident der Französischen Republik von dem Wunsche beseelt, den Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern eine möglichst dauerhafte Grundlage zu geben, haben beschlossen, einen Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsver-

Convention de Commerce, d'Etablissement et de Navigation entre la France et l'Allemagne.

Le Président de la République Française et le Président du Reich Allemand désireux de donner aux relations économiques entre les deux pays un développement aussi durable que possible ont décidé de conclure une Convention de commerce, d'établissement et de navi-

*) Mise en application provisoire à partir du 1er août 1934.

trag abzuschliessen und haben zu diesem Zweck zu ihrem Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident
den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt Dr. Karl Ritter,

Der Präsident der Französischen Republik
den Französischen Botschafter André François-Poncet und
den Ministerialdirektor im Ministerium für Handel und Industrie Louis Bonnefon-Craponne,

die nachstehende Bestimmungen vereinbart haben.

Artikel 1.

Die Staatsangehörigen beider Hohen Vertragschliessenden Teile geniessen auf dem Gebiete des anderen Teils die Meistbegünstigung für den Reiseverkehr, den Aufenthalt, die Niederlassung wie für die Ausübung von Handel, Gewerbe, Schiffahrt und jeden anderen Beruf und für die damit zusammenhängenden Rechte und Interessen. Sie haben freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten.

Die Staatsangehörigen jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile haben volle Freiheit, bewegliche und unbewegliche Güter im Gebiete des anderen Teils zu besitzen und das Eigentum an solchen durch Kauf, Schenkung, gesetzliche Erbfolge oder letztwillige Verfügung oder auf irgendeine andere Weise zu erwerben, und zwar unter den gleichen Voraussetzungen, die durch die Gesetze des Staates, in dem sich die Güter befinden, für die Ange-

gation et ont désigné à cet effet, comme leurs Plénipotentiaires:

D'une part:
Le Président de la République Française
M. André François-Poncet, Ambassadeur de France,
M. Louis Bonnefon-Craponne, Directeur au Ministère du Commerce et de l'Industrie,

D'autre part:
Le Président du Reich Allemand
M. le Dr. Karl Ritter, Directeur à l'Office des Affaires Etrangères

qui sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie, de la navigation ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant. Ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront toute liberté de posséder des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre et d'acquérir la possession de ces biens par achat, donation, succession, disposition testamentaire ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les lois du pays où les biens sont situés pour les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils en auront la dispo-

hörigen irgendeines anderen Staates vorgesehen sind. Sie können zu den gleichen Bedingungen, die für diese gelten, hierüber verfügen.

sition aux mêmes conditions que ces derniers.

Die Staatsangehörigen jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile sollen auf dem Gebiete des anderen von jedem zwangsweisen militärischen Dienst sowohl in der Landarmee, der Marine, der nationalen Garde oder der Miliz und von allen persönlichen militärischen Zwangsleistungen befreit sein. Das gleiche gilt für alle Geld- oder Sachleistungen, die an Stelle von persönlichen Leistungen auferlegt werden.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes doivent être exemptés, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, aussi bien dans l'armée de terre que dans la marine, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes prestations militaires obligatoires exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de prestations personnelles.

Die Staatsangehörigen der Hohen Vertragschliessenden Teile, die sich auf dem Gebiet des anderen niedergelassen haben, bleiben jedoch den Lasten unterworfen, die an ein Grundstück gebunden sind, ebenso der Zwangseinquartierung und besonderen militärischen Leistungen oder Requisitionen, denen auf Grund gesetzlicher Bestimmungen alle Staatsangehörigen des eigenen Landes als Eigentümer von bebauten oder unbebauten Grundstücken unterliegen. In keinem Falle kann eine der vorstehend vorgesehenen Lasten durch einen Vertragschliessenden Teil gefordert werden, der sie nicht gleichfalls von seinen eigenen Staatsangehörigen fordert.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes établis sur le territoire de l'autre restent, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété d'un bien foncier ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions militaires particulières auxquelles sont soumis, en vertu de dispositions légales, tous les ressortissants du pays en qualité de possesseurs ou propriétaires d'immeubles ou biens fonciers. En aucun cas l'une des charges ci-dessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties Contractantes qui ne l'exigerait également des ses nationaux.

Im Falle der Requisitionen oder Zwangsleistungen oder im Falle der Enteignungen aus Gründen des öffentlichen Nutzens sollen die Angehörigen jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile auf dem Gebiet des anderen nicht ungünstiger be-

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas traités, sur le territoire de l'autre, moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, en cas de réquisitions et de prestations, ou

handelt werden als die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Die Staatsangehörigen jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile geniessen im Gebiete des anderen Teils sowohl hinsichtlich ihrer Person als auch hinsichtlich ihrer Güter, Rechte und Interessen einschliesslich von Handel, Gewerbe und Beruf in bezug auf Steuern, Gebühren und Abgaben jeder Art sowie alle anderen entsprechenden Lasten fiskalischen Charakters, soweit sie steuerähnlich sind, und ohne Rücksicht darauf, für wessen Rechnung sie erhoben werden, in jeder Beziehung die gleiche Behandlung wie die eigenen Staatsangehörigen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation ebenso wie den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten.

Wenn die Gesetzgebung eines der Hohen Vertragschliessenden Teile für Ausländer die Gewährung der Gleichbehandlung mit den Inländern in steuerlicher Hinsicht von der Bedingung der Gegenseitigkeit abhängig macht oder in Zukunft abhängig machen sollte, so stellen die Hohen Vertragschiessenden Teile durch diesen Artikel fest, dass sie die Bedingung der Gegenseitigkeit als erfüllt ansehen.

Artikel 2.

Die Aktiengesellschaften und andere Handelsgesellschaften einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Versicherungs-, Verkehrs- und Transportgesellschaften, die ihren Sitz im Gebiete des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile haben und nach dessen Gesetzen zu Recht bestehen, sollen auch von dem ande-

en cas d'expropriation pour raison d'utilité publique.

En matière d'impôts et de taxes de toutes sortes, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie et profession, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux ou les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

Si les lois de l'une des Hautes Parties Contractantes soumettant actuellement ou soumettaient, à l'avenir, à la condition de réciprocité, l'octroi aux étrangers du traitement national en matière fiscale, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour déclarer par le présent Article qu'elles considèrent cette condition de réciprocité comme réalisée.

Article 2.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, les sociétés financières, les compagnies d'assurances, les compagnies assurant les communications et les compagnies de transport ayant leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et

ren vertragschliessenden Teil als zu Recht bestehend anerkannt werden.

Die Gesetzmässigkeit ihrer Verfassung und ihre Fähigkeit, vor Gericht aufzutreten, sollen nach den Gesellschaftssatzungen und nach den Gesetzen ihres Heimatlandes beurteilt werden.

Die Geschäftstätigkeit der unter der Gesetzgebung eines der Hohen Vertragschliessenden Teile errichteten Gesellschaften soll, soweit sie auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles ausgeübt wird, den Gesetzen und Verordnungen dieses Teils unterworfen sein.

Wenn einer der Hohen Vertragschliessenden Teile die geschäftliche Tätigkeit einer Gesellschaft des anderen vertragschliessenden Teiles in seinem Gebiet von einer vorhergehenden und widerruflichen Zulassung abhängig macht, soll dieser das Recht haben, hinsichtlich der Gesellschaften des erstgenannten Teiles ebenso zu handeln.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind jedoch darüber einig, dass durch die vorhergehende Zulassung der Niederlassung von Gesellschaften, die eine Tätigkeit ausüben, die den Gesellschaften aller anderen Länder allgemein gestattet ist, kein Hindernis bereitet werden soll, und dass die einmal ausgesprochene Zulassung nur wegen Zuwiderhandlung gegen die Gesetze und Vorschriften des Landes widerrufen werden kann, wobei jede Verweigerung oder jeder Widerruf, der ausschliesslich auf Gründe des wirtschaftlichen Wett-

existant régulièrement d'après les lois de cette dernière, doivent également être reconnues par l'autre Partie Contractante comme existant régulièrement.

La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après leurs statuts et d'après la loi de leur pays d'origine.

L'activité des sociétés établies sous la législation d'une des Hautes Parties Contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes soumet à une autorisation préalable et révocable l'activité commerciale sur son territoire d'une société de l'autre Haute Partie Contractante, celle-ci aura le droit d'en agir réciproquement à l'égard des sociétés de la première.

Les Hautes Parties Contractantes sont toutefois d'accord pour ne pas établir, par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise aux sociétés de tous autres pays, et pour ne pas révoquer l'autorisation une fois donnée, sinon en raison de contraventions aux lois et règlements du pays, s'interdisant en outre tout refus ou révocation fondés uniquement sur des raisons de concurrence économique.

bewerbs gestützt wird, untersagt sein soll.

Die Gesellschaften jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile können auf dem Gebiet des anderen Teiles nach dessen Gesetzen und Vorschriften bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben, besitzen und pachten, ihre Rechte oder ihr Gewerbe ausüben. Sie sollen freien und unbehinderten Zutritt zu den Gerichten haben. In allen Fällen geniessen die vorerwähnten Gesellschaften nach ihrer Zulassung die gleichen Rechte, die in dieser Beziehung den Gesellschaften gleicher Art der meistbegünstigten Nation zugestanden sind oder zugestanden werden. Die Vereinbarung der Meistbegünstigung gestattet jedoch keinem der Hohen Vertragschliessenden Teile, für seine Gesellschaften eine günstigere Behandlung zu verlangen als die Behandlung, die er selbst den Gesellschaften des anderen Teiles zugestehen würde.

Les sociétés de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront en se conformant aux lois et règlements de l'autre acquérir, posséder ou affermer sur son territoire des biens meubles et immeubles et y exercer leurs droits ou leur industrie; elles auront libre et facile accès auprès des tribunaux. Dans tous les cas, les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés en ces matières aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée. Toutefois, la clause de la nation la plus favorisée ne permettra pas à l'une des Hautes Parties Contractantes d'exiger pour ses sociétés un traitement plus favorable que celui qu'elle accorderait aux sociétés de l'autre partie.

In bezug auf militärische Leistungen und Requisitionen sowie im Falle der Enteignung aus Gründen des öffentlichen Nutzens gilt für die Gesellschaften des anderen Landes die Inländerbehandlung.

Le traitement national s'appliquera aux sociétés de l'autre pays en matière de prestations et de réquisitions militaires, ainsi que d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Hinsichtlich der steuerlichen Behandlung und des steuerlichen Schutzes, der den im Abs. 1 bezeichneten Gesellschaften gewährt werden soll, finden die Bestimmungen entsprechende Anwendung, die in dieser Beziehung für die Staatsangehörigen der Hohen Vertragschliessenden Teile in dem Artikel 1 vorgesehen sind.

Le traitement et la protection qui, en matière fiscale, seront accordés aux sociétés de chacune des Hautes Parties Contractantes définies à l'alinéa 1er, seront de tous points analogues à ceux qui, en ces matières, ont été prévues à l'Article 1, pour les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Gesellschaften des einen vertragschliessenden Teiles,

Il est entendu que les sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes établies sur le territoire de

die sich auf dem Gebiete des anderen niedergelassen haben, zu Steuern vom Vermögen oder von den Einkünften nur mit ihrem dort befindlichen Vermögen und ihren dort bezogenen Einkünften herangezogen werden können.

Artikel 3.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende des einen der beiden Länder ebenso wie die in ihren Diensten stehenden Reisenden haben das Recht, bei Vorlegung einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte in dem anderen Lande bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Ware erzeugen, Wareneinkäufe zu machen. Sie sollen auch befugt sein, bei Kaufleuten, in deren Geschäftsräumen, oder bei solchen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen, auch unter Mitführung von Proben und Mustern, entgegenzunehmen. Sie werden wegen der in diesem Absatz bezeichneten Tätigkeit keinerlei Steuern und Abgaben unterworfen.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Personen dürfen wohl Proben und Muster, aber keine Ware mit sich führen.

Sie haben die in jedem Lande gültigen Vorschriften zu beachten.

Die Ausweiskarten müssen dem Muster entsprechen, das in dem am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten Internationalen Abkommen über die Vereinfachung der

l'autre ne pourront être, en ce qui concerne les impôts sur le capital ou sur le revenu, imposées pour d'autres biens que ceux qu'elles y possèdent, ou d'autres bénéfices ou revenus que ceux qu'elles y acquièrent.

Article 3.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, ainsi que les voyageurs à leur service, auront le droit sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, de faire de achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique ou chez les personnes qui produisent des marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants, dans leur bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils ne seront astreints, pour les activités énumérées au présent alinéa, à aucune taxe ou redevance.

Les personnes munies d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec elles des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Elles doivent se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Les cartes de légitimation industrielle doivent être conformes au modèle établi par la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplifica-

Zollförmlichkeiten *) aufgestellt ist. Ein konsularischer oder anderer Sichtvermerk wird nicht gefordert.

Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen einschliesslich des Hausierhandels und des Aufsuchens von Personen, die nicht Handel oder Gewerbe betreiben. Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile bewahrt sich in dieser Hinsicht vollkommene Freiheit seiner Gesetzgebung.

tion des formalités douanières. *) Elles sont exemptées de visa consulaire ou autre.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie, chacune des Hautes Parties Contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Artikel 4.

Die inneren Abgaben, die im Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile, für wessen Rechnung auch immer, auf der Erzeugung, dem Umlauf, der Herrichtung oder dem Verbrauch eines Boden- oder Gewerbeerzeugnisses liegen, dürfen unter keinem Vorwand die Waren des anderen Teiles härter oder unter lästigeren Bedingungen treffen als die inländischen Erzeugnisse gleicher Art.

Article 4.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Artikel 5.

Für die Regelung des freien Handels und besonders für den Verkauf, die Ausstellung zum Verkauf, den Umlauf und den Verbrauch der Erzeugnisse wird kein Unterschied zwischen den inländischen Erzeugnissen und den Erzeugnissen des anderen Vertragschliessenden Teiles gemacht werden.

Article 5.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation du produit, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie Contractante.

Artikel 6.

Hinsichtlich der Nationalisierung der von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teils eingeführten

Article 6.

En ce qui concerne la nationalité de la marchandise importée du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de

*) V. N.R.G. 3. s. XIX, p. 165.

Ware wird dieser, ausgehend von seiner eigenen Gesetzgebung, die Meistbegünstigung gewähren.

Artikel 7.

Bei ihrer Einfuhr sollen keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben, als wenn sie unmittelbar aus ihrem Ursprungslande eingeführt sind, unterworfen werden:

Die deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die im Durchgang durch ein oder mehrere dritte Länder nach Frankreich eingeführt werden, ebenso wie die Boden- und Gewerbeerzeugnisse eines dritten Landes, die im Durchgang durch Deutschland nach Frankreich eingeführt werden, vorausgesetzt, dass diese Transporte unmittelbar und ohne Benutzung des Seeweges bewirkt werden;

die französischen Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die im Durchgang durch ein oder mehrere dritte Länder nach Deutschland, ebenso die Boden- und Gewerbeerzeugnisse dritter Länder, die im Durchgang durch Frankreich nach Deutschland eingeführt werden.

Artikel 8.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr oder der Wiedereinfuhr und unter Vorbehalt von Sicherungsmassnahmen wird gegenseitig die zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

1. für gezeichnete und schon gebrauchte Säcke, Kisten, Fässer aus jeglichem Stoffe, Korbflaschen, Körbe und andere ähnliche Behältnisse, die leer eingebracht werden, um gefüllt

l'autre, celle-ci, dans le cadre de sa législation propre, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine:

Les produits du sol ou de l'industrie de l'Allemagne importés en France en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire de l'Allemagne vers le territoire de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer.

Les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Allemagne en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire de l'Allemagne.

Article 8.

Sous condition de réexportation ou de réimportation, et sous réserve de mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement:

1° pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou ré-

wieder zur Ausfuhr zu gelangen, oder die leer wiedereingeführt werden, nachdem sie gefüllt ausgeführt wurden;

2. für Möbelwagen jeder Art sowie für Möbelkästen, ob sie nun die Grenze auf der Strasse oder auf der Eisenbahn überschreiten, aber nur soweit sie nicht zu Inlandstransporten verwendet werden;

3. für Werkzeuge, Instrumente und mechanische Geräte, die zur Vornahme von Montierungs-, Probe- oder Ausbesserungsarbeiten an deutschen, in Frankreich aufgestellten oder an französischen, in Deutschland aufgestellten Maschinen und Apparaten von dem Gebiete des einen der Hohen Vertragsschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles eingeführt werden;

4. für die zum Ausproben oder zu Versuchen bestimmten Maschinen, Apparate und deren Teile;

5. für Warenproben und Muster unter den in Artikel 10 des am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommens für die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten bestimmten Bedingungen;

6. für die zur Ausbesserung in ihrem Ursprungsland bestimmten deutschen oder französischen Maschinen und Apparate und einzelnen Teile davon.

Die Frist zur Wiederausfuhr oder Wiedereinfuhr soll für die in den Ziffern 1 und 2 vorgesehenen Fälle

importés vides après avoir été exportés remplis;

2° pour les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour les transports à l'intérieur;

3° pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre pour l'exécution de travaux de montage, d'essai ou de réparation de machines et appareils d'origine allemande installés en France ou d'origine française installés en Allemagne;

4° pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences;

5° pour les échantillons et modèles, dans les conditions fixées par l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923;

6° pour le machines et appareils ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication allemande ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine.

Le délai de réexportation ou de réimportation ne sera pas inférieur à trois mois pour les cas prévus aux

nicht weniger als drei Monate und für die übrigen in diesem Artikel vorgesehenen Fälle nicht weniger als sechs Monate betragen.

chiffres 1 et 2 et à six mois pour les autres cas prévus au présent Article.

Artikel 9.

Die aus dem Zollgebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Zollgebiet des anderen Teiles ausgeführten Erzeugnisse oder Waren geniessen hinsichtlich der Ausfuhrzölle und -abgaben die günstigste Behandlung, die einer der Hohen Vertragschliessenden Teile einer dritten Macht gegenwärtig oder künftig gewährt.

Article 9.

Les produits ou marchandises exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire douanier de l'autre bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractantes accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce.

Artikel 10.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sichern sich gegenseitig die Meistbegünstigung bei den Zollvorschriften und -förmlichkeiten hinsichtlich der Einfuhr, Ausfuhr, Durchfuhr, der Einlagerung, der Umladung der Waren und jeder anderen Behandlung zu, die eingeführte, ausgeführte oder auf der Durchfuhr befindliche Waren erfahren können, ebenso wie bezüglich der damit zusammenhängenden Abgaben (die keine Einfuhrzölle sind) und Gebühren.

Article 10.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les prescriptions et formalités douanières relatives à l'importation, à l'exportation, au transit, à l'entreposage et au transbordement des marchandises ainsi qu'à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes y afférents (autres que les droits de douane à l'importation).

Artikel 11.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt den Erzeugnissen aus dem Zollgebiet des anderen die Vergünstigungen, die sich aus den Veränderungen des Zollschemas oder der Art der Tarifierung ergeben, die in den Zolltarifen auf Grund von Verwaltungsmassnahmen, Gesetzen oder mit anderen Mächten abgeschlossenen Verträgen erfolgt sind.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties Contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre le bénéfice des avantages résultant des modifications apportés à la nomenclature douanière ou au mode de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de Conventions conclues avec d'autres Puissances.

Keinesfalls darf sich aus den obenerwähnten Änderungen eine Diskriminierung zum Nachteil der Erzeugnisse aus dem Zollgebiet des anderen Vertragschliessenden Teiles ergeben.

Artikel 12.

Wenn deutsche Erzeugnisse, die auf Grund der vorhergehenden Artikel nach Frankreich eingeführt werden, einem Wertzoll unterliegen, so ist für die Verzollung derjenige Wert anzugeben, den die Waren an dem Ort und zu dem Zeitpunkt haben, zu dem sie zur Verzollung gestellt werden. Er umfasst den Kaufpreis der Ware zuzüglich aller für die Einfuhr bis zum Einfuhrort notwendigen Kosten (Transport, Fracht, Ausfuhrzölle, Versicherung, Kommission, Wert der nicht getrennt zu verzollenden Umschliessungen usw.) unter Ausschluss der Einfuhrzölle.

Der in dieser Weise berechnete Wert soll jedoch gegebenenfalls gemäss den etwaigen nach dem Kauf eingetretenen Veränderungen des Preises berichtigt werden.

Die Anmeldung muss auf Grund einer Rechnung erfolgen, die entweder von der französischen diplomatischen oder konsularischen Behörde oder von den zuständigen Handels-, Gewerbe- und Handwerkskammern oder Landesbauernschaften beglaubigt ist.

Die Zollbehörde kann die Vorlegung der sich auf die Geschäfte beziehenden Kaufverträge, sonstigen Verträge, Schriftwechsel usw. verlangen, ohne dass jedoch diese Dokumente oder die Rechnung für die Wertabschätzung der Zollbehörden unter allen Umständen bindend sind.

En aucun cas, il ne pourra résulter des modifications sus-mentionnées aucune discrimination au détriment des produits du territoire douanier de l'autre Partie Contractante.

Article 12.

Dans le cas où les produits allemands importés en France au bénéfice des Articles précédents seraient soumis à une tarification ad valorem, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat de la marchandise augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, frêt, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément etc.) à l'exclusion des droits d'entrée.

Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

La déclaration doit être appuyée d'une facture légalisée, soit par l'autorité diplomatique ou consulaire française, soit par les Chambres de Commerce, de Métiers ou d'Artisanat ou par les Landesbauernschaften compétentes.

Le service des douanes peut exiger la production des marchés, contrats, correspondances, etc., relatifs aux opérations, sans que toutefois ces documents, non plus que la facture, lient obligatoirement son appréciation.

Für verschiedene Erzeugnisse oder Waren, die in Dekreten aufgeführt werden, welche nach gutachtlicher Äusserung einer beim Ministerium für Handel und Gewerbe gebildeten interministeriellen Kommission erlassen werden, kann der zollpflichtige Wert durch amtliche Marktnotierungen oder durch Richtpreise festgelegt werden, die mit den beteiligten Verbänden der Industrie und des Handels vereinbart und von den zuständigen Ministerien genehmigt werden.

Artikel 13.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden dafür Sorge tragen, dass ihre beiderseitigen Staatsangehörigen von den Zollbehörden so schnell und so genau wie möglich die auf die Anwendung der Zollsätze bezüglichen Auskünfte erhalten können.

Zu diesem Zwecke werden sie sich gegenseitig die Liste der betreffenden Behörden mitteilen.

Wenn der Einführende in seinem Antrag auf Auskunft die Zollstelle angibt, über die er die Ware einführen will, wird die erteilte Auskunft durch die Verwaltung der genannten Zollstelle mitgeteilt werden.

Artikel 14.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile können verlangen, dass die in ihr Gebiet eingeführten Erzeugnisse und Waren von einem Ursprungszeugnis begleitet sind, aus dem hervorgeht:

1. wenn es sich um eigentliche Rohstoffe oder um Naturerzeugnisse handelt, dass sie aus dem anderen Lande stammen;

A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au Ministère du Commerce et de l'Industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barêmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les Départements ministériels compétents.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes feront toute diligence pour que leurs ressortissants puissent obtenir d'une manière aussi rapide et aussi précise que possible auprès des autorités douanières des renseignements relatifs à l'application des droits de douane.

Elles se communiqueront à cet effet la liste desdites autorités.

Si l'importateur insère dans sa demande de renseignements l'indication du bureau de douane par lequel il compte importer la marchandise, le renseignement donné par l'Administration sera communiqué par elle audit bureau de douane.

Article 14.

Les Hautes Parties Contractantes peuvent exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant:

1° S'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays.

2. wenn es sich um ein durch Bearbeitung oder Umarbeitung hergestelltes Erzeugnis handelt, dass entweder hinsichtlich des verarbeiteten Rohstoffes oder der darauf verwendeten Arbeit die Bedingungen erfüllt sind, an die im Einfuhrland die Anerkennung der im Artikel 6 behandelten Nationalisierung geknüpft ist.

Die Ursprungszeugnisse können entweder von den Zollbehörden oder von den zuständigen Handels-, Gewerbe- und Handwerkskammern jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile oder in Frankreich von den Landwirtschaftskammern, in Deutschland von den Landesbauernschaften ausgestellt werden. Die Zeugnisse müssen den im Absendelande vorgeschriebenen Mustern entsprechen; sie sind entweder in der Sprache des Ursprungslandes oder in der des Bestimmungslandes auszufertigen. Im erstgenannten Falle behalten sich beide Länder das Recht vor, die Beibringung einer Übersetzung zu verlangen.

Die von der Zollbehörde ausgestellten Ursprungszeugnisse sind von der Visierung durch die Konsularbehörden befreit.

Die von Handels-, Gewerbe- und Handwerkskammern jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile sowie die von den französischen Landwirtschaftskammern und deutschen Landesbauernschaften ausgestellten Ursprungszeugnisse sind von den Konsularbehörden des Bestimmungslandes kostenlos zu beglaubigen.

Wenn das von der Konsularbehörde beglaubigte Ursprungszeugnis die Angabe des Warenwertes

2° S'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité visée à l'Article 6 ci-dessus.

Les certificats d'origine peuvent être délivrés soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de Commerce, de Métiers ou d'Artisanat compétentes de chacune des Hautes Parties Contractantes ainsi qu'en France par les Chambres d'Agriculture et, en Allemagne, par les Landesbauernschaften. Les certificats doivent être établis selon les formules adoptées dans le pays expéditeur; ils sont rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans celle du pays destinataire. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés du visa consulaire.

Les certificats délivrés par les Chambres de Commerce, de Métiers ou d'Artisanat de chacune des Hautes Parties Contractantes ainsi qu'en France par les Chambres d'Agriculture et, en Allemagne, par les Landesbauernschaften officiellement reconnus seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination.

Lorsque le certificat d'origine visé par l'autorité consulaire portera la mention de la valeur de la marchan-

enthält, kann es an die Stelle der im Absatz 3 des Artikels 12 vorgesehenen Rechnung treten.

Für Postsendungen ist ein Ursprungszeugnis nicht erforderlich, wenn es sich um Einfuhrwaren handelt, die nicht den Charakter einer Handelsware haben.

Wenn Waren, die aus einem dritten Lande stammen, nicht unmittelbar aus dem Ursprungslande, sondern auf dem Wege über das Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen eingeführt werden, so werden die Hohen Vertragschliessenden Teile die von den zuständigen Stellen des anderen vertragschliessenden Teiles ausgestellten Ursprungszeugnisse, sofern sie den Vorschriften entsprechen, in gleicher Weise wie die im Ursprungsland ausgestellten annehmen, ausser bei Verdacht der Zollhinterziehung oder des Missbrauchs.

In allen Fällen, in denen die eine der beiden Regierungen der anderen mitteilt, dass bei der Ausstellung der genannten Zeugnisse betrügerische Handlungen erfolgt sind, wird die Regierung, an die die Beschwerde gerichtet ist, sofort eine besondere Untersuchung über den angeführten Tatbestand vornehmen, deren Ergebnisse der beschwerdeführenden Regierung mitteilen und nötigenfalls alle in ihrer Macht stehenden Massnahmen zur Verhinderung weiterer betrügerischer Handlungen dieser Art vornehmen.

Artikel 15.

Soweit in dem Gebiete des einen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile die Zulassung einer Ware zur Einfuhr mit Rücksicht auf die

dise, il pourra tenir lieu de la facture prévue à l'alinéa de l'Article 12.

En ce qui concerne les colis postaux, il ne sera pas exigé de certificat d'origine lorsqu'il s'agira d'importations n'ayant pas le caractère commercial.

Dans le cas où les marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties Contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans le pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie Contractante, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires.

Dans tous les cas où l'un des deux Gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le Gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au Gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article 15.

Dans la mesure où sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, l'admission d'une marchandise, eu égard aux exigences d'une

innere Gesetzgebung oder die Verzollung einer Ware zu einem niedrigeren als dem höchsten in Frage kommenden Zollsatz abhängig ist von technischen Sonderbestimmungen hinsichtlich ihrer Zusammensetzung, ihres Reinheitsgrades, ihres sanitären Zustandes, ihres Erzeugungsgebietes oder einer ähnlichen Bedingung, werden die Zollbehörden des Einfuhrlandes die von einer zuständigen Behörde des Ausfuhrlandes ausgestellten Zeugnisse annehmen.

Das Zeugnis soll nicht für die unter der Kontrolle einer Staatsverwaltung hergestellten Ware gefordert werden, die von einer von dieser Verwaltung ausgestellten Bescheinigung begleitet sind, aus der hervorgeht, dass die Warenherstellung durch die Staatsverwaltung überwacht wird.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, falls Zweifel an der Richtigkeit des Zeugnisses bestehen, alle zweckdienlichen Nachprüfungen vorzunehmen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile legen in gemeinsamem Einvernehmen die Bestimmungen fest, die in jedem Lande für die Ausstellung der Zeugnisse, für die Entnahme der Proben, hinsichtlich der Massnahmen zur Verhinderung der Vertauschung der Waren und für die Muster der Zeugnisse zu erlassen sind. Dem anderen Teile wird die Liste der zur Ausstellung der Zeugnisse bestimmten Anstalten und Sachverständigen übermittelt.

Es wird jedoch hinsichtlich der zur Ernährung von Menschen und Tieren bestimmten Stoffe vereinbart, dass die Untersuchung der Er-

législation intérieure qui lui est propre, où le dédouanement de la marchandise au bénéfice d'un tarif douanier réduit, dépend de conditions techniques particulières relatives à la composition de cette marchandise, à son degré de pureté, à ses qualités de salubrité, à son lieu d'origine ou à toute autre condition de même ordre, les autorités douanières du pays dans lequel cette marchandise est présentée à l'importation accepteront les certificats établis par une autorité compétente du pays exportateur.

Le certificat ne sera pas requis pour toute marchandise produits sous le contrôle d'une administration d'Etat, accompagnée d'un document délivré par cette administration pour témoigner du contrôle exercé par elle.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit, en cas de doute sur l'exactitude du certificat, de procéder à toutes vérifications ultérieures qu'elles jugeraient utiles.

Les Hautes Parties Contractantes détermineront d'un commun accord la procédure à suivre, dans chaque pays, pour l'établissement de ce certificat; prélèvement des échantillons, précautions à prendre pour empêcher toute substitution de produits, modèles de certificats. Notification sera donnée à l'autre Partie de la liste des établissements et des experts habilités par elle pour leur délivrance.

Il est toutefois convenu, en ce qui concerne les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, que l'analyse des produits

zeugnisse nach den in dem das Zeugnis erteilenden Lande üblichen amtlichen Verfahren erfolgt und dass die Ergebnisse dieser Untersuchung gleichzeitig entsprechend den in dem das Zeugnis erteilenden Lande geltenden Vorschriften und den durch das internationale Abkommen vom 16. Oktober 1912 für die Vereinheitlichung der Darstellung der Untersuchungsergebnisse der genannten Stoffe festgesetzten Vorschriften niedergelegt werden.

Ausnahmsweise können die Zollbehörden jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile von der Beibringung des Untersuchungszeugnisses bei den Einführern solcher Waren Abstand nehmen, die eine feststehende Zusammensetzung haben oder die eine Fabrik- oder Handelsmarke tragen, vorausgesetzt, dass diese Waren schon daraufhin geprüft oder untersucht worden sind, dass die im Absatz 1 dieses Artikels angegebenen technischen Bedingungen erfüllt sind.

Diese Zeugnisse werden unter den gleichen Bedingungen beglaubigt wie die Ursprungszeugnisse. Die Zollbehörden des Einfuhrlandes werden jedoch die diplomatische oder konsularische Beglaubigung nicht verlangen für Zeugnisse, auf denen neben der Unterschrift das amtliche Siegel der Dienststelle oder Behörde, welche die Urkunde erteilt hat, sich befindet, jedoch unter der Voraussetzung, dass diese Zollbehörden in der Lage sind, die Echtheit der Unterschrift durch Vergleichung mit den von der Regierung des Versendelandes mitgeteilten Schriftproben nachzuprüfen, und dass sich bei dieser Vergleichung kein Verdachtsgrund ergibt.

sera effectuée d'après les méthodes officielles en usage dans le pays qui délivre le certificat, et que les résultats de cette analyse seront exprimés à la fois conformément aux règles en vigueur dans le pays qui délivre le certificat et conformément aux règles fixées par la Convention Internationale du 16 octobre 1912 pour l'unification de la présentation des résultats de l'analyse desdites matières.

A titre exceptionnel les autorités douanières de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront dispenser de la production du certificat d'analyse les importateurs d'une marchandise ayant une composition constante ou revêtue d'une marque de fabrique ou de commerce, lorsque cette marchandise aura fait déjà l'objet de leur part d'examen ou d'analyse ayant pour but de vérifier les conditions techniques enumérées à l'alinéa 1er du présent Article.

Ces certificats seront visés dans les mêmes conditions que les certificats d'origine. Toutefois les autorités douanières du pays importateur n'exigeront pas la législation diplomatique ou consulaire pour les certificats sur lesquels la signature sera accompagnée du sceau officiel de l'Office ou autorité qui a delivré ce document, mais à condition que ces autorités douanières soient en mesure de vérifier l'authenticité de la signature par comparaison avec les facsimilés communiqués par le Gouvernement du pays expéditeur et que de cette comparaison ne surgisse aucun motif de suspicion.

Von der Vorlegung des in Artikel 14 vorgesehenen Ursprungszeugnisses sind diejenigen Waren befreit, für die ein Zeugnis im Sinne des Absatz 1 dieses Artikels erteilt sind, das zugleich den Ursprung der Waren in der im genannten Artikel vorgesehenen Weise bescheinigt.

Auf die Einfuhr von Vieh, Fleisch, Fleischwaren und anderen tierischen Erzeugnissen finden die Bestimmungen dieses Artikels nur insoweit Anwendung, als die Hohen Vertragschliessenden Teile es vorher besonders vereinbaren.

Artikel 16.

Die Bestimmungen der Artikel 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 13, 14, 15 und 30 hinsichtlich des Warenaustausches zwischen den beiden Ländern finden auf die französischen Kolonien und auf Tunis Anwendung.

Artikel 17.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dem am 2. Juni 1911 in Washington revidierten Internationalen Abkommen vom 20. März 1883 über den Schutz des gewerblichen Eigentums*) sowie den verschiedenen Zusatzabkommen über das gewerbliche Eigentum, die am 5. November 1926 **) im Haag unterzeichnet worden sind, wirksame Anwendung zu geben.

Artikel 18.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, auf gesetzgeberischem Wege oder im Verwaltungsverfahren alle notwen-

Le certificat prévu à l'alinéa 1 du présent Article dispensera les marchandises auxquelles il se réfère de la production du certificat d'origine prévu à l'Article 14, s'il comporte, en ce qui concerne l'origine desdites marchandises, les données exigées par ledit Article.

En ce qui concerne l'importation du bétail, de la viande, des préparations de viande et d'autres produits animaux, les dispositions de cet Article ne seront applicables qu'après accord préalable des Parties Contractantes sur ce point.

Article 16.

Les dispositions des Articles 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 13, 14, 15 et 30 relatives aux échanges commerciaux entre les deux pays s'appliqueront aux colonies françaises et à la Tunisie.

Article 17.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à donner une application effective à la Convention Internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle revisée à Washington le 2 juin 1911,*) ainsi qu'aux divers arrangements complémentaires concernant la propriété industrielle, tels qu'ils ont été signés à la Haye le 5 novembre 1926. **)

Article 18.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour garantir

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. VIII, p. 760.
**) Rectius: le 6 novembre 1925 (?). V. **N.R.G.** 3. s. XXVI, p. 820.

digen Massnahmen zu ergreifen, um die aus dem Gebiet des anderen stammenden Boden- und Gewerbeerzeugnisse vor jeder Art unlauteren Wettbewerbs bei Handelsgeschäften zu schützen. Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, durch Beschlagnahme oder andere geeignete Massnahmen die Ein- und Ausfuhr sowie die Herstellung, den Umlauf, den Verkauf oder die Ausstellung zum Verkauf im Innern aller Erzeugnisse oder Waren zu unterdrücken und zu verbieten, die Marken, Namen, Aufschriften oder Zeichen irgendwelcher Art auf den Erzeugnissen oder Waren selbst, auf ihrer inneren Verpackung oder äusseren Umhüllung tragen, aus denen unmittelbar oder mittelbar falsche Angaben über den Ursprung, die Art, den Charakter oder die besonderen Eigenschaften dieser Erzeugnisse oder Waren hervorgehen.

les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales. Les Hautes Parties Contractantes s'obligent à réprimer et à prohiber, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes, ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Artikel 19.

Zum Schutze der literarischen und künstlerischen Urheberrechte in ihren Gebieten werden die Hohen Vertragschliessenden Teile auf ihre gegenseitigen Beziehungen die Bestimmungen der internationalen Konvention von Bern vom 9. September 1886*) sowie die Akte anwenden, durch welche diese Konvention späterhin abgeändert worden ist.

Article 19.

Pour protéger sur leurs territoires respectifs les droits des auteurs d'œuvres littéraires et artistiques, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention Internationale signée à Berne le 9 septembre 1886*) et des Actes qui l'ont modifiée ultérieurement.

Artikel 20.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile, die beide der Konvention und dem Statut von Barcelona über die Freiheit des Durchgangsverkehrs vom 20. April 1921**) ihre Zu-

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes, également adhérentes à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit,**) s'efforceront d'en faciliter

*) V. **N.R.G.** 2. s. XII, p. 173.
**) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 690.

stimmung gegeben haben, werden sich bemühen, ihre Anwendung in den Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu erleichtern.

Artikel 21.

In allen die Eisenbahntransporte betreffenden Fragen werden die Hohen Vertragschliessenden Teile in ihren gegenseitigen Beziehungen die Bestimmungen des am 9. Dezember 1923 in Genf aufgestellten Übereinkommens und Statuts über die internationale Rechtsordnung der Eisenbahnen *) anwenden.

Diese Bestimmung wird als integrierender Bestandteil des vorliegenden Vertrages angesehen.

Artikel 22.

Vorbehaltlich der folgenden ergänzenden Bestimmungen erklären die Hohen Vertragschliessenden Teile ausdrücklich, dass sie sich auf die Bestimmungen des Genfer Abkommens vom 9. Dezember 1923 über die internationale Ordnung der Seehäfen einschliesslich seiner Anlagen und seines Protokolls und auf das internationale Seehafenstatut **) für alle durch dieses Abkommen und dieses Statut gestellten Fragen beziehen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile vereinbaren unter Bezugnahme auf Artikel 9 des Genfer Statuts, dass die Schiffe des einen vertragschliessenden Landes einen oder mehrere Häfen des anderen Landes anlaufen dürfen, um ihre aus dem Auslande kommenden Passagiere oder einen Teil von ihnen zu landen oder ihre aus dem Aus-

l'application dans les relations entre les deux pays.

Article 21.

Pour toutes les questions relatives aux transports par voie ferrée, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime internatioal des voies ferrées établi à Genève le 9 décembre 1923. *)

Ce texte sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention.

Article 22.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties Contractantes déclarent expressément s'en référer aux dispositions de la Convention de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes, y compris ses annexes et protocole, ainsi qu'au statut sur le régime international des ports maritimes **) pour toutes les matières réglées par lesdits convention et statut.

Se référant à l'Article 9 du Statut de Genève, les Hautes Parties Contractantes conviennent que les navires de chacun des pays pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre pays, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 214.
**) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 250.

lande kommende Ladung ganz oder teilweise zu löschen oder um ihre nach dem Auslande bestimmten Passagiere oder einen Teil von ihnen aufzunehmen und ihre nach dem Ausland bestimmte Ladung ganz oder teilweise einnehmen zu können.

Artikel 23.

Die Schiffahrtsunternehmungen eines der Hohen Vertragschliessenden Teile, die den Auswandererdienst versehen, geniessen im anderen Lande in jeder Hinsicht dieselbe Behandlung wie die inländischen Schiffahrtsunternehmungen. Diese Gleichstellung bezieht sich besonders auf ihre Auswanderungsvertretungen, auf ihre Schiffe und auf die Auswanderer, die sie befördern, ohne Rücksicht auf deren Herkunft.

Die Reisenden aller Klassen einschliesslich der Auswanderer aus einem dritten Lande, die zur Einschiffung oder nach der Ausschiffung in einem Hafen des anderen Landes durch das eine der beiden Länder hindurchreisen, geniessen in jeder Hinsicht dieselbe Behandlung, als wenn sie sich in einem Hafen des Durchgangslandes eingeschifft hätten oder in einem Hafen des Durchgangslandes an Land gegangen wären.

Diese Bestimmung bezieht sich besonders auf die Verwaltungs- und Gesundheitsförmlichkeiten, die Transportfristen und die Zölle und Abgaben jeder Art.

Artikel 24.

Die Nationalität der Seeschiffe wird von den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen entsprechend den Gesetzen und Verord-

passagers ou de leur cargaison à destination de l'étranger.

Article 23.

Les entreprises de navigation de l'une des Parties Contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards, que les entreprises de navigation nationales. Cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration, à leurs navires et aux émigrants qu'elles transportent, quelle que soit leur provenance.

Les passagers de toutes classes, y compris les émigrants en provenance d'un pays tiers, traversant l'un des deux pays, soit pour s'embarquer, soit après avoir débarqué dans un port de l'autre, jouiront à tous égards du même traitement que s'ils devaient s'embarquer ou s'ils avaient débarqué dans un port du pays traversé.

Cette disposition vise notamment les formalités administratives et sanitaires, les rélais de transport, et les droits et taxes de toute nature.

Article 24.

La nationalité des navires sera reconnue par les deux Hautes Parties Contractantes conformément aux lois et règlements de chacune

nungen beider Teile anerkannt und auf Grund der an Bord befindlichen und von den zuständigen Behörden ausgestellten Urkunden und Patente festgestellt.

Artikel 25.

Eine besondere Vereinbarung wird sobald als möglich zwischen den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen abgeschlossen werden, um ihr System der Seeschiffsvermessung vollkommen in Übereinstimmung zu bringen und die gleichmässige Anwendung dieser Regeln sicherzustellen.

Bis dahin werden die Schiffsvermessungszeugnisse gegenseitig nach Massgabe der bisher über diesen Punkt erzielten Vereinbarung anerkannt.

Artikel 26.

Jedem Schiffe eines der Hohen Vertragschliessenden Teile, welches hierzu durch schlechtes Wetter oder durch einen Fall höherer Gewalt gezwungen ist, soll es freistehen, in einem Hafen des anderen Teiles Zuflucht zu suchen, dort Ausbesserungen vorzunehmen, sich dort alle nötigen Vorräte zu verschaffen und wieder in See zu gehen, ohne andere Gebühren oder Abgaben zahlen zu müssen als diejenigen, welche unter den gleichen Umständen von den inländischen Schiffen erhoben werden.

In dem Falle jedoch, wo der Kapitän eines Schiffes, das sich in einen Hafen unter den im vorigen Absatz vorgesehenen Umständen geflüchtet hat, sich gezwungen sehen sollte, einen Teil seiner Ladung zur Deckung der Kosten zu verkaufen, muss er sich den örtlichen Bestimmungen und Tarifen unterwerfen.

d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes.

Article 25.

Un accord particulier interviendra, le plus tôt possible, entre les Hautes Parties Contractantes, en vue d'uniformiser complètement leur régime de jaugeage des navires et d'assurer l'application uniforme de ces règles.

Jusque là, les certificats de jaugeage seront reconnus réciproquement, dans la mesure des ententes antérieurement intervenues sur ce point.

Article 26.

Il sera loisible à tout navire de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui y aura été contraint par le mauvais temps, ou par un cas de force majeure, de se réfugier dans un port de l'autre Partie, de s'y réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits ou taxes que ceux qui, dans les mêmes circonstances, sont perçus sur les navires nationaux.

Au cas cependant où le capitaine d'un navire, qui se serait réfugié dans un port dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison afin de couvrir ses frais, il serait tenu de se conformer aux règlements et tarifs locaux.

Artikel 27.

Wenn ein Schiff des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile an den Küsten des Gebietes des anderen Teiles scheitert oder Schiffbruch erleidet, so soll den Schiffbrüchigen jede Hilfe und jeder Beistand geleistet werden. Ferner sollen das Schiff, seine Teile oder Trümmer, seine Maschinen und alle anderen beweglichen Gegenstände oder Zubehörteile, die zum Schiffe gehören, alle aus dem Schiffbruch geretteten Güter, Urkunden und Waren einschliesslich derjenigen, die nach Seewurf gerettet werden konnten, oder gegebenenfalls deren Verkaufserlös ungekürzt den Eigentümern der genannten Schiffe, Güter, Waren usw. oder ihren mit gehöriger Vollmacht versehenen Vertretern auf ihren Antrag ausgehändigt werden.

Die im vorhergehenden Absatz genannten Wracks, Waren und Gegenstände aller Art, die aus einem Schiffbruch gerettet werden, sollen keinem Zollsatz unterliegen, es sei denn, dass sie dem inländischen Verbrauch zugeführt werden.

Befinden sich bei einem der im Absatz 1 vorgesehenen Fälle die Eigentümer oder deren mit Vollmacht versehene Vertreter nicht an Ort und Stelle, dann sollen das Schiff, seine Teile oder Trümmer, seine Güter, Waren und alle anderen geretteten Gegenstände, soweit sie einem Staatsangehörigen eines der Hohen Vertragschliessenden Teile gehören, den Konsularbehörden dieses Teiles übergeben werden. Jedoch muss die Übergabe von den beteiligten Konsularbehörden innerhalb der Frist beantragt werden, die durch die Gesetze des Lan-

Article 27.

Si un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes échoue ou fait naufrage sur les côtes du territoire de l'autre Partie, il sera accordé aux naufragés tous secours et assistance. En outre, le navire, ses parties ou débris, ses machines ainsi que tous autres meubles ou accessoires appartenant au navire, tous les biens, documents et marchandises sauvés du naufrage, y compris ceux qui, après avoir été jetés à la mer ont pu être sauvés, ou le produit de la vente qui pourra en avoir été faite, seront remis intégralement aux propriétaires desdits navires, biens, marchandises, etc. ou à leurs représentants dûment autorisés, lorsqu'ils en auront fait la demande.

Les épaves, marchandises et objets de toute nature visés à l'alinéa précédent qui auront été sauvés du naufrage, ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne passent dans la consommation intérieure.

Au cas où, dans les circonstances prévues à l'alinéa premier, les propriétaires ou leurs représentants autorisés ne se trouveraient pas sur place, le navire, ses parties ou débris, les biens, marchandises et tous autres objets sauvés devront, pour autant qu'ils appartiennent à un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes, être remis aux autorisés consulaires de cette Partie. La remise doit néanmoins être requise par l'autorité consulaire intéressée dans le délai fixé par les lois du pays sur le territoire duquel le naufrage a eu lieu.

des, in dessen Gebiet der Schiffbruch stattgefunden hat, festgesetzt ist.

In allen Fällen sollen nur diejenigen Kosten der Rettung und Einlagerung und sonstige Gebühren gefordert werden dürfen, die von inländischen Schiffen verlangt werden.

Dans tous les cas, il ne sera dû que les frais de sauvetage, de dépôt et autres taxes qui sont exigibles des navires nationaux.

Artikel 28.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind sich einig, dass im Falle der Kündigung des gegenwärtigen Abkommens die Bestimmungen der Artikel 20 bis 22 bezüglich der Anwendung der internationalen Verträge in Kraft bleiben.

Im Falle von Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung der Bestimmungen der Artikel 23 bis 27 vereinbaren die Hohen Vertragschliessenden Teile, dass der Streitfall der im Artikel 34 des gegenwärtigen Vertrages vorgesehenen Schiedsgerichtsbarkeit unterbreitet wird.

Article 28.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour que, en cas de dénonciation du présent Arrangement, demeurent en vigueur entre elles les dispositions des Articles 20 à 22, relatives à l'application des Conventions internationales.

En cas de divergence sur l'interprétation ou l'application des dispositions des Articles 23 à 27, les Hautes Parties Contractantes décident que le litige sera soumis à l'arbitrage prévu par l'Article 34 du présent Accord.

Artikel 29.

Die Schiffe des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile, ihre Besatzungen und ihre Ladungen geniessen in den Binnengewässern des anderen vertragschliessenden Teiles ebenso wie in seinen dem Verkehr geöffneten Binnenhäfen die gleiche Behandlung wie die Schiffe, Besatzungen und Ladungen des meistbegünstigten Staates.

Hinsichtlich aller mit der Binnenschiffahrt verbundenen Gebühren und Abgaben wird keiner der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile auf seinen Binnenschiffahrtswegen oder in seinen dem Verkehr geöffneten Binnenhäfen die Schiffe

Article 29.

Les bateaux d'une des Hautes Parties Contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront dans les eaux intérieures de l'autre Partie Contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la Nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des deux Hautes Parties Contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, les bateaux de

des anderen Teiles, ihre Besatzungen und Ladungen ungünstiger behandeln als seine eigenen Schiffe, Besatzungen und Ladungen oder diejenigen des meistbegünstigten Staates.

Die in den beiden vorhergehenden Absätzen enthaltenen Bestimmungen finden keine Anwendnug auf Transporte, die zwischen zwei Häfen des gleichen inländischen Binnenschiffahrtsnetzes ausgeführt werden.

Alle Schiffe, die Deutschen oder einer deutschen Gesellschaft gehören, ebenso alle Schiffe, die Franzosen gehören oder die nach französischem Recht als französische Schiffe anerkannt sind, werden im Sinne dieses Abkommens als Schiffe der Hohen Vertragschliessenden Teile betrachtet.

Artikel 30.

Die Meistbegünstigung erstreckt sich nicht auf:

a) die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten Vergünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von äusserstenfalls 15 km beiderseits der Grenze;

b) Vergünstigungen, die einer der Hohen Vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig einem anderen Staate etwa einräumt, um die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere eine Doppelbesteuerung zu verhüten oder um gegenseitigen Rechtsschutz und gegenseitige Rechtshilfe in

l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la Nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui appartiennent à des Allemands, ou à une compagnie allemande, de même que tous les bateaux qui appartiennent à des Français ou qui, d'après le droit français sont reconnus comme bateaux français, sont considérés dans l'esprit du présent Accord comme bateaux des Hautes Parties Contractantes.

Article 30.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

a) aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties Contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en aucun cas, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune;

b) aux avantages qu'une des Hautes Parties Contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers en vue d'établier un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notament d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaires réciproques en matière

Steuersachen oder Steuerstrafsachen zu sichern;

c) Schutzmassnahmen, wie Zuschläge zum Ausgleich der Währungsspanne, die jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gegebenenfalls einzuführen sich veranlasst sähe, um die Wirkungen einer plötzlichen Störung des Gleichgewichts im Wertverhältnis der Währungen beider Länder zueinander gerecht auszugleichen;

d) abgeschlossene oder in Zukunft abzuschliessende besondere Abkommen, die den Empfehlungen der Konferenz von Stresa entsprechen, unter den im Schlussprotokoll dieser Konferenz vorgesehenen Vorbehalten.

d'obligations ou pénalités fiscales;

c) aux mesures de sauvegarde, telles que: surtaxes compensatrices de l'écart des changes, que chacune des Hautes Parties Contractantes pourrait être appelée à prendre, le cas échéant, pour corriger équitablement les effets d'une brusque rupture d'équilibre entre la valeur relative de leurs monnaies respectives;

d) aux arrangements particuliers conclus ou à conclure conformément aux recommandations de la Conférence de Stresa, sous les réserves prévues dans le Protocole de clôture de cette Conférence.

Artikel 31.

In den Häfen der französischen Kolonien geniessen die deutschen Handelsschiffe, wenn sie die Bestimmungen über die öffentliche Ordnung und Sicherheit sowie die örtlichen Gesetze und Verordnungen beachten, die Meistbegünstigung.

Article 31.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce allemands bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la Nation la plus favorisée.

Artikel 32.

Die Gewährung der Meistbegünstigung gibt Deutschland nicht das Recht, die Vorzugsbehandlung zu beanspruchen, die Frankreich gegenwärtig oder künftig den französischen Kolonien, Protektoraten und Mandatsgebieten in seinem Zollgebiet oder die die französischen Kolonien und Protektorate gegenwärtig oder künftig Frankreich, den französischen Kolonien, Protektoraten und Mandatsgebieten gewähren.

Article 32.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas l'Allemagne à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats, et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

Artikel 33.

Die Deutsche Regierung hat das Recht, in allen Handelsplätzen, in denen Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln oder Konsularagenten eines dritten Staates eingesetzt sind, auch ihrerseits Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln oder Konsularagenten einzusetzen.

Die Generalkonsuln, Konsuln oder Konsularagenten jeder der beiden Vertragschliessenden Teile geniessen im Gebiet des anderen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit dieselben Rechte, Privilegien und Immunitäten, die den genannten Beamten oder Agenten gleichen Ranges des meistbegünstigsten Landes gegenwärtig oder künftig zugebilligt werden.

Article 33.

Le Gouvernement Allemand aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans toutes les places de commerce où sont installés des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires d'un Etat tiers.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de chacune des deux Parties Contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre, sous condition de réciprocité, des mêmes droits, privilèges et immunités que ceux qui sont ou seraient accordés auxdits fonctionnaires ou agents de même grade de la Nation la plus favorisée.

Artikel 34.

Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Handelsabkommens betreffen und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, sind gemäss den Bestimmungen des deutsch-französischen Schiedsabkommens vom 16. Oktober 1925 *) zu regeln.

Article 34.

Toute contestation concernant l'application de la présente Convention, qui n'aurait pas été réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera réglée conformément aux dispositions de la Convention d'arbitrage franco-allemande en date du 16 octobre 1925. *)

Artikel 35.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden.

Er tritt 15 Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden ihn jedoch mit Wirkung vom 1. August 1934 ab vorläufig anwenden.

Der Vertrag bleibt in Kraft bis zum Ablauf eines Zeitraumes von

Article 35.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Paris.

Elle entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification.

Néanmoins les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour la mettre en application à titre provisoire à la date du 1er août 1934.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVI, p. 17.

sechs Monaten, gerechnet von dem Tage, an welchem einer der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen seine Absicht mitgeteilt hat, ihn zu beenden.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Berlin am 28. Juli 1934.

*Karl Ritter.*
*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*

mois, à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait à Berlin, en double exemplaire, en français et en allemand, le 28 juillet 1934.

*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*
*Karl Ritter.*

---

Zeichnungsprotokoll.

Bei Unterzeichnung des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages vom heutigen Tage ist zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung folgendes vereinbart worden:

A.

Zu Artikel 1.

1. Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind dahin übereingekommen, dass durch Abs. 1 des Artikels 1 dieses Vertrags ihre entsprechenden Staatsangehörigen von der Zahlung der Kaution judicatum solvi befreit werden sollen.

Es besteht zwischen beiden Regierungen Einverständnis, dass die über die Bewilligung des Armenrechts am 20. Februar 1880 zwischen Frankreich und Deutschland abgeschlossene Übereinkunft *) aufrechterhalten werden soll.

Die beiden Regierungen beschliessen ausserdem, dass die Berechtigung zur Beglaubigung von Bedürftigkeitszeugnissen, die im Artikel 2 der vorgenannten Übereinkunft für

Protocole de signature.

Au moment de signer la Convention de Commerce, d'Etablissement et de Navigation en date de ce jour, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Reich Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

A.

Ad Article 1.

1. Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour déclarer que, par l'alinéa 1 de l'Article 1 de la présente Convention, elles ont entendu dispenser leurs ressortissants respectifs du paiement de la caution judicatum solvi.

Les deux Gouvernements sont d'accord pour maintenir en application l'arrangement conclu à Paris, entre la France et l'Allemagne à la date du 20 février 1880 au sujet de l'octroi de l'assistance judiciaire. *)

Les deux Gouvernements décident, en outre, que la faculté de légaliser les certificats d'indigence, que l'Article 2 de la Convention sus-mentionnée prévoit pour les agents di-

*) V. N.R.G. 2. s. VI, p. 699.

die diplomatischen Vertreter vorgesehen wird, sich auch auf die Konsularvertreter bezieht.

2. Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass der letzte Absatz des Artikels 1 sich auch auf Steuererleichterungen mit Rücksicht auf den Familienstand bezieht.

Zu Artikel 1 und 2.

Die Bestimmungen des Artikels 1 Abs. 1 finden keine Anwendung auf die Vorschriften über Pässe und Personenausweise, die in Deutschland und Frankreich in Kraft sind (Kontrolle der Reisenden, Aufenthaltskontrolle usw.). Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind sich darin einig, dass diese Ausnahme sich nicht so weit erstreckt, dass dadurch ganze Personenkreise von dem Genuss des genannten Artikels ausgeschlossen werden.

Die Bestimmungen des Artikels 1 Abs. 1 berühren in keiner Weise die in Kraft befindlichen Vorschriften über die Zulassung und Verwendung ausländischer Arbeitnehmer in dem Gebiete jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile.

Unter Vorbehalt des Ausweisungsrechtes, das jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gemäss seinen Gesetzen und Polizeiverordnungen sowie dem Völkerrecht ausüben kann, wird keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile die Niederlassung oder die Tätigkeit der Staatsangehörigen des anderen Teils, die gegenwärtig ihren Wohnsitz in seinem Gebiete haben, irgendwie einschränken oder begrenzen.

Hinsichtlich der Anwendung der beiden letzten Absätze des Artikels 1 erklären die Hohen Vertragschlie-

plomatiques, s'étendra aux agents consulaires.

2. Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que le dernier alinéa de l'Article 1 se rapporte également aux exonérations pour charge de famille.

Ad Article 1 et 2.

Les dispositions de l'Article 1, alinéa 1, ne s'appliqueront pas aux prescriptions relatives aux passeports et aux cartes d'identité en vigueur en Allemagne et en France (contrôle des voyageurs, contrôle de séjour, etc.). Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour que cette exception ne s'étende pas de manière à exclure des catégories entières de personnes (Personenkreise) du bénéfice dudit Article.

Les stipulations de l'Article 1, alinéa 1, n'infirment pas les prescriptions en vigueur pour l'admission et l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Sous réserve du droit d'expulsion que chacune des Hautes Parties Contractantes peut exercer conformément à ses lois et règlements de police et au droit des gens, chacune des Hautes Parties Contractantes n'apportera aucune restriction ou limitation à l'établissement et à l'activité des ressortissants de l'autre Partie qui résident actuellement sur son territoire.

Pour l'application des deux derniers alinéas de l'Article 1, les Hautes Parties Contractantes déclarent

ssenden Teile, dass sie den Staatsangehörigen der beiden Länder gegenseitig die Inländerbehandlung einräumen für die Erhebung der Zölle, die Förmlichkeiten der Verzollung und die hiermit zusammenhängenden Gebühren.

qu'elles accordent réciproquement aux ressortissants des deux pays le traitement national en ce qui concerne la perception des droits de douane, les formalités de dédouanement et les taxes y afférentes.

Keine Massnahme, die das Eigentum oder den Gebrauch von Gütern, Rechten und Interessen der Staatsangehörigen oder der Gesellschaften eines der Hohen Vertragschliessenden Teile berührt, kann von dem anderen Teil getroffen werden, wenn sie nicht unter denselben Umständen auf die Güter, Rechte und Interessen der eigenen Staatsangehörigen anwendbar ist. Jede Massnahme, durch die über diese Güter, Rechte und Interessen verfügt wird, ebenso wie jede Massnahme, die deren Besitz oder deren Gebrauch begrenzt oder beschränkt, wird von der Zahlung einer gerechten Entschädigung abhängig gemacht, sofern den eigenen Staatsangehörigen eine Entschädigung gewährt wird.

Aucune mesure affectant la propriété ou l'usage des biens, droits et intérêts des personnes et des sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourra être prise par l'autre Partie qui ne soit applicable, dans les mêmes conditions, aux biens, droits et intérêts de ses nationaux. Toute mesure de disposition de ces biens, droits et intérêts, ainsi que toute mesure qui en limiterait ou en restreindrait la possession ou l'usage sera subordonnée au paiement d'une juste indemnité, si du moins cette indemnité est accordée aux nationaux du pays.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile stimmen darin überein, dass Ausnahmen von den Vorschriften der Artikel 1 und 2 nur für solche Abgaben gemacht werden dürfen, die nicht steuerähnlich sind und aus Anlass bestimmter Verwaltungshandlungen erhoben werden.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord qu'il ne peut être exceptionellement dérogé aux dispositions des Articles 1 et 2 pour certaines taxes n'ayant pas le caractère d'un impôt et perçues à l'occasion de certains actes administratifs déterminés.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 2 nicht nur auf die Gesellschaften, sondern auch auf ihre Filialen, Zweigniederlassungen und Agenturen Anwendung finden.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que toutes les dispositions de l'Article 2 sur le régime des sociétés s'appliquent également à leurs filiales, succursales et agences.

Zur Vermeidung einer Doppelbesteuerung wird jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile die Einkünfte aus dem Schiffahrtsbetriebe von solchen Unternehmungen der

En vue d'éviter une double taxation, chacune des Hautes Parties Contractantes s'abstiendra de taxer les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation dont la direc-

Schiffahrt, die den Ort der Leitung im Gebiete des anderen Staates haben, nicht zu Steuern heranziehen.

Die Bestimmungen der beiden letzten Absätze der Artikel 1 und 2 und der dazugehörigen Bestimmungen des Zeichnungsprotokolls finden vom Tage des Inkrafttretens des am 7. Mai 1934 paraphierten Abkommens zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amtshilfe auf dem Gebiete der direkten Steuern insoweit keine Anwendung mehr, als die steuerliche Behandlung in diesem Abkommen geregelt ist.

Zu Artikel 3.

Hinsichtlich der Behandlung der Handlungsreisenden sowie der Bestimmungen über Warenproben und Muster verpflichtet sich die Französische Regierung, in ihren Kolonien und im Gebiet von Tunis keine nachteilige Sondermassnahme zu ergreifen, die sich gegen die deutschen Interessen richtet.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Gewerbelegitimationskarte nicht von Reisenden verlangt werden kann, die sich zu anderen Zwecken als zur Ausübung ihres Gewerbes oder ihres Handels nach Frankreich begeben.

Zu Artikel 4.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Bestimmungen des Artikels 4 auch auf die Umsatzsteuer Anwendung finden.

Hinsichtlich der Erzeugnisse, für die die inneren französischen Abgaben durch Anbringung von Steuerzeichen entrichtet werden müssen, ermächtigt die Französische

tion a son siège sur le territoire de l'autre Partie.

Les dispositions des deux derniers alinéas des Articles 1 et 2 ainsi que les dispositions correspondantes du protocole de signature ne seront plus appliquées à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention pour éviter les doubles impositions et en vue d'une assistance administrative réciproque dans le domaine des contributions directes paraphée le 7 mai 1934 pour autant que le régime fiscal est réglé par ladite Convention.

Ad Article 3.

En ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce et le régime des échantillons et modèles, le Gouvernement Français s'engage à ne prendre, dans ses colonies et en Tunisie, aucune mesure discriminatoire contre les intérêts allemands.

Il est entendu que la carte de légitimation industrielle ne peut être exigée des voyageurs qui ne se rendent pas en France pour l'exercice de leur industrie ou de leur commerce.

Ad Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les dispositions de l'Article 4 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Pour les produits pour lesquels les taxes intérieures françaises doivent être acquittées par l'apposition de vignettes fiscales, le Gouvernement Français autorisera les expor-

Regierung die deutschen Exporteure, diese Zeichen bei den Hauptheb estellen der Verwaltung der indirekten Steuern zu kaufen und sie vor der Einfuhr auf den Schachteln und Verpackungen anzubringen, vorausgesetzt, dass diese den französischen Bestimmungen entsprechen.

tateurs allemands à acheter ces vignettes aux Recettes Principales de l'Administration des Contributions indirectes et à les apposer, avant l'importation, sur les boîtes et emballages, sous réserve que ceux-ci soient conformes aux exigences de la réglementation française.

Zu Artikel 5.

Die Gleichheit der Behandlung, die in Artikel 5 vorgesehen ist, versteht sich unbeschadet der Massnahmen, die sich jede der beiden Regierungen zur Unterdrückung des unlauteren Wettbewerbes auf Grund der Artikel 17 und 18 vorbehält.

Ad Article 5.

Le traitement d'égalité prévu à l'Article 5 s'entend sans préjudice des mesures que chacun des deux Gouvernements se réserve d'appliquer pour la répression de la concurrence déloyale, en vertu des Articles 17 et 18.

Zu Artikel 6.

Für die Anwendung des Artikels 6 wird die Französische Regierung hinsichtlich der Bestimmung der Nationalität der Waren die nachstehend aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft als unter die Verwaltungsbestimmung fallend betrachten, nach der die Waren oder Erzeugnisse, die in einem dritten fremden Lande, das einen günstigeren Tarif geniesst als ihr Ursprungsland, eine vollständige Umarbeitung erfahren haben, als aus diesem dritten Lande stammend angesehen werden, ohne dass übrigens ein Unterschied gemacht wird, ob die Umarbeitung im zollbegünstigten Verkehre stattgefunden hat oder nicht.

Ad Article 6.

Pour l'application de l'Article 6, le Gouvernement Français considérera comme s'étendant aux produits originaires et en provenance d'Allemagne énumérés ci-après, en ce qui concerne la détermination de leur nationalité, la disposition réglementaire suivant laquelle les marchandises ou les produits qui ont subi dans un pays tiers étranger, bénéficiant d'un tarif douanier plus favorable que leurs pays d'origine une transformation complète, sont réputés originaires dudit pays tiers sans qu'il y ait, d'ailleurs, à distinguer si la transformation a été effectuée ou non sous un régime de contrôle douanier.

[suivent les Nos. des tarifs douaniers respectifs.]

Zu Artikel 7.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird die im Gebiete des anderen Teiles erfolgten Ein- und

Ad Article 7.

Chacune des Hautes Parties Contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du

Ausladungen nicht als Unterbrechung des unmittelbaren Transportes betrachten, selbst wenn dabei

1. eine Änderung der Transportart

oder

2. Umpackung
3. Teilung
4. Sortierung der Waren

} unter Zollaufsicht des Durchfuhrlandes

stattgefunden hat.

Zum Beweise dafür, dass der Transport als ein unmittelbarer zu betrachten ist, muss der Deklarierende der Zollstelle des Bestimmungslandes vorlegen:

a) in dem ersten der obengenannten Fälle Originalrechnungen, Versandscheine, Frachtbriefe und alle auf den Transport bezüglichen Beweisstücke, aus denen hervorgeht, dass die Ware bei ihrem Versand aus dem Ursprungslande für das Einfuhrland bestimmt war, und dass sie auf den Zwischenstationen nicht längere Zeit gelegen hat, als dies zur Durchführung der Ein- und Ausladung und zur Änderung der Transportart notwendig war;

b) in den drei anderen Fällen Bescheinigungen der Zollbehörde des Durchfuhrlandes, aus denen hervorgeht:

die Nämlichkeit der Ware,
die etwa erfolgte Umpackung, Teilung oder Sortierung,
die Bestimmung der Ware für das Einfuhrland bei ihrer Absendung aus dem Ursprungsland, und

transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre partie, même s'il y a eu sur ce territoire:

1. Changement du mode de transport;
   ou, sous le contrôle du service des douanes du pays intermédiaire;
2. modification du conditionnement extérieur des marchandises;
3. division en plusieurs lots;
4. assortiment.

Comme justification du transport direct, les éclarants devront produire à la douane du pays de destination:

a) Dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition, lettres de voitures et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au-delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement du mode de transport;

b) dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes du pays intermédiaire attestant:

L'identité des marchandises;
les manutentions exécutées;

qu'au moment de leur départ du lieu d'origine elles avaient bien le pays d'importation pour destination.

dass die Ware auf den Zwischenstationen nicht längere Zeit gelegen hat, als es zur Durchführung der Umpackung, Teilung oder Sortierung notwendig war.

Die verschiedenen Beweisstücke können von der Zollbehörde des Einfuhrlandes bei Verdacht der Zollhinterziehung oder der Fälschung zurückgewiesen werden.

In Anbetracht dessen, dass Frankreich unter Berücksichtigung der besonderen geographischen Lage der Tschechoslowakischen Republik den Waren tschechoslowakischen Ursprungs und tschechoslowakischer Herkunft für die Einfuhr nach Frankreich, in die französischen Kolonien, Besitzungen und Protektorate auf dem Wege über die Oder den Vorteil der unmittelbaren Beförderung eingeräumt hat, sind die Hohen Vertragschliessenden Teile dahin übereingekommen, die Sicherheiten, die zu diesem Zweck hinsichtlich des Durchgangs dieser Waren durch das deutsche Gebiet gefordert werden können, folgendermassen festzulegen:

Als Gewähr für die unmittelbare Beförderung und die Nämlichkeit der Ware tschechoslowakischer Herkunft und tschechoslowakischen Ursprungs, die über Kosel (mit Veränderung der Ladung in diesem Hafen), die Oder und den Seehafen von Stettin befördert werden, kann die französische Regierung fordern:

1. ein Nämlichkeitszeugnis, das von den Zollbehörden von Kosel ausgestellt wird und bescheinigen muss, dass die in dem genannten Zeugnis aufgeführten Waren bei ihrer Ankunft aus der Tschechoslo-

Qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au-delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être récusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

La France ayant, en considération de la situation géographique spéciale de la République Tchécoslovaque, accordé le bénéfice de la droiture aux marchandises originaires et en provenance de la République Tchécoslovaque importées en France, dans les Colonies, Possessions et Pays de Protectorat Français par les voies de l'Oder, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour préciser, ainsi qu'il suit, les garanties qui, à cet effet, pourront être exigées en ce qui concerne leur parcours à travers le territoire allemand.

Pour la garantie du transport en droiture et de l'identité des marchandises d'origine ou de provenance tchécoslovaque acheminées par la voie de Kosel (avec rupture de charge dans ce port) de l'Oder et du port maritime de Stettin le Gouvernement Français pourra exiger:

1. un certificat d'identité délivré par les autorités douanières de Kosel, qui devra attester que les marchandises faisant l'objet dudit certificat ont été mises en entrepôt de douane dès leur arrivée de Tchéco-

wakei unter Zollgewahrsam genommen und im Hafen von Kosel keiner Behandlung unterworfen worden sind;

2. ein von der Flussschiffahrtsgesellschaft, welche die Waren von Kosel nach Stettin befördert hat, ausgestelltes Durchkonnossement; dieses Konnossement muss wegen der Nämlichkeit der Ware von dem Kapitän des Schiffes, das sie von Stettin nach Frankreich befördert hat, beglaubigt werden.

Wenn kein Durchkonnossement vorliegt, müssen die Waren bei ihrer Ankunft in den französischen Häfen von einem Konnossement über den Seetransport und einer beglaubigten Abschrift des Ladescheins über den Flusstransport begleitet sein, aus denen hervorgeht, dass eine Veränderung der Ladung nur im Hafen von Stettin erfolgt ist;

3. eine Bescheinigung der Zollbehörden des Hafens von Stettin, aus der hervorgeht, dass die Waren keine Behandlung erfahren haben, durch die sie ihre Nämlichkeit verloren haben.

Hinsichtlich der Gewähr der unmittelbaren Beförderung und der Nämlichkeit der Waren tschechoslowakischen Ursprungs und tschechoslowakischer Herkunft, die über die Elbe und den Hamburger Freihafen (mit Veränderung der Ladung in diesem Hafen) befördert worden sind, kann die französische Regierung fordern:

1. ein Durchkonnossement für Frankreich, das bei der Absendung aus der tschechoslowakischen Republik ausgestellt ist. Wenn kein Durchkonnossement vorliegt, müssen die Waren bei ihrer Ankunft in den französischen Hafen von einem

slovaquie et n'ont subi, dans le port de Kosel, aucune manutention;

2. un connaissement direct émis par la Compagnie de navigation fluviale ayant transporté les marchandises de Kosel à Stettin; ce connaissement devra être visé, pour identité des marchandises, par le capitaine du bateau qui, de Stettin, les a transportées en France.

A défaut de connaissement direct, les marchandises devront être accompagnées, à leur arrivée dans les ports français, d'un connaissement afférent au trafic maritime et d'une copie certifiée du connaissement afférent au trafic fluvial prouvant qu'elles n'ont subi de rupture de charge que dans le port de Stettin;

3. Une attestation des autorités douanières du port de Stettin marquant que les marchandises n'y ont subi aucune manutention de nature à leur faire perdre leur identité.

Pour la garantie de transport en droiture et l'identité de marchandises originaires ou en provenance tchécoslovaque acheminées par la voie de l'Elbe et du port libre de Hambourg (avec rupture de charge dans ce port), le Gouvernement Français pourra exiger:

1. Un connaissement direct pour la France établi au départ de la République Tchécoslovaque. A défaut de ce connaissement, les marchandises devront être accompagnées, à leur arrivée dans les ports français, d'un connaissement afférent au tra-

Konnossement über den Seetransport und einer beglaubigten Abschrift des Ladescheins über den Flusstransport begleitet sein, aus denen hervorgeht, dass eine Veränderung der Ladung nur im Hafen von Hamburg erfolgt ist;

2. eine Bescheinigung einer Behörde von Hamburg, aus der hervorgeht, dass die genannten Waren bei ihrer Umladung im Hamburger Hafen keine solche Behandlung erfahren haben, durch die sie ihre Nämlichkeit verloren haben.

Zu Artikel 12.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 12 Abs. 1 in Streitfällen über den zollpflichtigen Warenwert Anwendung finden. Die Französische Regierung wird jede Unterlage, die ihr von der Deutschen Regierung unter deren Gewähr amtlich übermittelt wird, gebührend berücksichtigen, ohne jedoch auf ihr Nachprüfungsrecht zu verzichten.

Hinsichtlich der Anwendung des Artikels 12 Absatz 5 erklärt die Französische Regierung, dass dieser Artikel keineswegs dazu bestimmt ist, an Stelle der tatsächlichen Auslandspreise die Preise des französischen inneren Marktes als Grundlage für die Erhebung der Zölle zu setzen, sondern nur für diejenigen Erzeugnisse, deren Wert auf anderer Grundlage nicht zu bestimmen ist, einen Schätzungswert festzusetzen, bei dessen Feststellung sowohl die Preise des inneren Marktes als auch die tatsächlichen Preise der hauptsächlichen Aussenmärkte zu berücksichtigen sind.

fic maritime et d'une copie certifiée du connaissement afférent, au trafic fluvial, prouvant qu'elles n'ont subi de rupture de charge que dans le port de Hambourg.

2. Une attestation d'une autorité de Hambourg constatant que lesdites marchandises n'ont pas subi, lors de leur transbordement dans ce port, de manutention de nature à leur faire perdre leur identité.

Ad Article 12.

Il est entendu que les dispositions de l'Article 12 alinéa 1 devront recevoir leur application en cas de contestations portant sur la valeur imposable des marchandises taxées ad valorem. Le Gouvernement Français prendra en dûe considération, sans cepedant renoncer à sa faculté d'appréciation, tout document que le Gouvernement Allemand bien communiquerait officiellement et sous sa garantie.

Pour l'application de l'Article 12 alinéa 5, le Gouvernement Français déclare que cet Article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer, pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs.

Andererseits besteht Einverständnis darüber, dass, wenn die amtlichen Preisnotierungen und die besonderen Richtpreise, die im Artikel 12 vorgesehen sind und denen entsprechend die auf den Rechnungen angegebenen Preise anderweit festgesetzt werden, nach Ansicht der Deutschen Regierung auf anfechtbaren Wertermittlungen zu beruhen scheinen, die Deutsche Regierung von der Französischen Regierung alle Auskünfte über die Grundlagen dieser Wertermittlung verlangen kann.

Il est entendu, d'autre part, que si les mercuriales officielles et barêmes spéciaux, qui sont visés à l'Article 12, et en conformité desquels seraient ajustés les prix portés sur facture apparaissaient au Gouvernement Allemand comme fondés sur des évaluations contestables, il pourrait demander au Gouvernement Français toutes informations relatives à ces bases d'évalution.

Zu Artikel 14.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die in Artikel 14 Abs. 1 Ziffer 2 enthaltene Bezugnahme auf den Artikel 6 sich nicht nur auf die vorgenannte Bestimmung dieses Artikels, sondern auch auf die Bestimmung des zugehörigen Zeichnungsprotokolls erstreckt.

Von dem Ursprungszeugnis bei der Einfuhr von Deutschland nach Frankreich sind die Postpakete deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft ebenso wie Pakete von 5 kg und weniger, die auf dem Luftwege eingeführt werden, befreit.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 14 Abs. 2 bis 4 auf die Ursprungszeugnisse Anwendung finden, die gemäss den Bestimmungen des Absatzes 7 des vorgenannten Artikels für Waren ausgestellt sind, die aus einem dritten Lande stammen.

Ad Article 14.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour déclarer que la référence à l'Article 6 contenue dans l'Article 14, alinéa 1 (2°), se rapporte non seulement à la disposition précitée de cet Article, mais aussi aux dispositions y afférentes du protocole de signature.

Seront dispensés du certificat d'origine à l'importation d'Allemagne en France, les colis postaux originaires et en provenance d'Allemagne, ainsi que les colis des 5 kilogrammes et moins importés par avions.

Il est entendu que les dispositions de l'Article 14, alinéa 2 à 4 sont applicables aux certificats d'origine établis conformément aux dispositions de l'alinée 7 de l'Article susvisé pour les marchandises originaires d'un pays tiers.

Zu Artikel 16.

Hinsichtlich Zulassung und Aufenthalt deutscher Staatsangehöriger

Ad Article 16.

En ce qui concerne l'accès et le séjour des ressortissants allemands

in französischen Kolonien wird die Französische Regierung keine Massnahmen treffen, welche die deutschen Staatsangehörigen einer ihnen nachteiligen Sonderbehandlung aussetzen.

Sie sichert den deutschen Staatsangehörigen, natürlichen Personen oder Gesellschaften, die zur Niederlassung in dem Gebiete der französischen Kolonien zugelassen sind oder werden, die Meistbegünstigung zu unter dem Vorbehalt, dass die Gesetze der öffentlichen Ordnung und Sicherheit sowie der örtlichen Gesetzgebung eingehalten werden.

Die Französische Regierung wird der Tunesischen Regierung empfehlen, die deutschen Staatsangehörigen hinsichtlich ihrer Zulassung im Gebiet von Tunis und ihres Aufenthalts daselbst keiner ihnen nachteiligen Sonderbehandlung zu unterwerfen.

Sie wird ihr empfehlen, den deutschen Staatsangehörigen, natürlichen Personen oder Gesellschaften, die sich im Gebiet von Tunis niedergelassen haben, die allgemeinen, den Staatsangehörigen der verschiedenen Länder zustehenden Rechte zu gewähren, unter dem Vorbehalt, dass die Gesetze, betreffend die öffentliche Ordnung und Sicherheit, sowie die örtliche Gesetzgebung beachtet werden.

Die Ausdrücke: Zulassung, Aufenthalt und Niederlassung im Sinne dieses Protokolls haben dieselbe Bedeutung wie die Ausdrücke: Zutritt, Aufenthalt und Niederlassung im Sinne der Artikel 1 und 2.

Zu Artikel 23.

Was die Anwendung des Artikel 23 über die Seeschiffahrt be-

dans les colonies françaises, le Gouvernement Français n'établira pas de mesures de discrimination à leur détriment.

Il assurera le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants allemands, personnes physiques ou sociétés, qui sont ou seraient admis à s'établir sur le territoire des colonies françaises, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement Français recommandera au Gouvernement Tunisien de ne pas établir de discrimination à l'encontre des ressortissants allemands, en ce qui concerne leur accès et leur séjour en Tunisie.

Il lui recommandera d'accorder aux ressortissants allemands, personnes physiques ou sociétés, établis sur le territoire tunisien, le bénéfice des droits communs aux ressortissants des diverses Puissances, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Les termes: accès, séjour et établissement, au sens de ce protocole ont la même signification que les termes: accès, séjour et établissement au sens des Articles 1 et 2.

Ad Article 23.

En ce qui concerne l'application de l'Article 23, le Gouvernement

trifft, so erklärt die Deutsche Regierung, dass sie auf Grund ihrer Gesetzgebung die Tätigkeit sowohl deutscher wie ausländischer Seeschiffahrtsgesellschaften und Auswanderungsagenturen in Fragen der Auswanderung einer vorhergehenden staatlichen Genehmigung und staatlicher Kontrolle unterwirft und dass sie dem Genfer Statut und der Genfer Vereinbarung ihre Zustimmung nur geben kann, indem sie, soweit die Auswanderung in Frage kommt, von dem im Artikel 12 des erwähnten Statuts vorgesehenen Vorbehalt Gebrauch macht.

Andererseits erklärt die Französische Regierung dementsprechend, dass sie den Vorbehalt, den sie bei der Unterzeichnung des Genfer Abkommens und des Genfer Statuts gemacht hat und ihr auf dem erwähnten Gegenvorbehalt begründetes Recht aufrechterhält, jede Gegenmassnahme zu ergreifen, die sie für zweckmässig hält, wobei jedoch jede derartige Massnahme grundsätzlich auf die deutschen Auswanderungsinteressen beschränkt bleiben soll.

Die Französische Regierung erklärt jedoch, dass der französische Gegenvorbehalt sich hauptsächlich auf eine Diskrimierung in Auswanderungsfragen und den darüber folgenden völligen oder teilweisen Ausschluss fremder Seeschiffahrtsgesellschaften, bezieht und dass die deutsche Gesetzgebung bei billiger Anwendung weder den vorstehend erwähnten Ausschluss, noch eine den französischen Interessen schädliche Diskrimierung notwendig nach sich zieht; andererseits erklärt die Deutsche Regierung, indem sie ihre

Allemand, prenant texte de sa législation qui soumet à une concession préalable et à un contrôle d'Etat l'activité en matière d'émigration des Compagnies maritimes et Agences d'émigration, tant nationales qu'étrangères, déclare qu'il a ratifié la Convention et le Statut de Genève sur le régime international des ports maritimes en faisant la réserve prévue à l'Article 12 dudit Statut.

Le Gouvernement Français, d'autre part, déclare qu'en ratifiant la Convention, et le Statut susvisés, il a formulé une contre-réserve en vue de sauvegarder les intérêts de la marine marchande française. Il maintient en conséquence son droit, fondé sur ladite contre-réserve, à toute action compensatoire qu'il croirait expédiente, étant entendu, toutefois, que cette action, sera limitée, en principe, aux intérêts de l'Allemagne en matière d'émigration.

Toutefois, le Gouvernement Français, déclarant que la contre-réserve française vise sur-tout le cas de discrimination en matière d'émigration et l'exclusion totale ou partielle des marines étrangères qui en résulte, et que la loi allemande équitablement appliquée n'implique nécessairement ni l'exclusion ci-dessus prévue ni une discrimination préjudiciable aux intérêts français; d'autre part, le Gouvernement Allemand, tout en réservant sa manière de voir au sujet de la contre-réserve française, étant désireux, comme le

Stellungnahme hinsichtlich des französischen Gegenvorbehalts aufrecht erhält, dass sie ebenso wie die Französische Regierung die Frage so zu regeln wünscht, wie es am besten den Interessen der beiden Länder entspricht. Entsprechend diesen Erklärungen ist folgende Lösung vereinbart worden:

1. Die Deutsche Regierung wird die Genehmigung, wie sie sie für die Beförderung von Auswanderern der Compagnie Générale Transatlantique und den Chargeurs Réunis gemäss dem Auswanderungsgesetz vom 9. Juni 1897 erteilt hat, nicht zurückziehen; es sei denn, dass die Schiffahrtslinien den Bedingungen dieses Gesetzes oder den ihnen auferlegten Konzessionsbedingungen nicht entsprechen.

Etwaige französische Gesuche auf Konzessionierung anderer französischer Schiffahrtslinien werden wohlwollend geprüft und keinesfalls ungünstiger behandelt werden als die Gesuche von Schiffahrtslinien der meistbegünstigten Nation.

2. Die Französische Regierung nimmt von der in dem vorhergehenden Absatze erwähnten Verpflichtung Kenntnis und stimmt zu, von dem Recht, das er auf seinen Vorbehalt zu Artikel 12 stützt, so lange keinen Gebrauch zu machen, als der Ausübung der den beiden erwähnten Gesellschaften gegebenen Konzessionen kein Abbruch geschieht und die Deutsche Regierung mit den französischen Gesellschaften, die in Zukunft eine Auswandererkonzession nachsuchen, nach Billigkeit verfährt.

Die Französische Regierung stimmt ferner zu, Kompensationsmassnahmen nicht unmittelbar zur

Gouvernement Français de règler la question au mieux des intérêts des deux parties, le compromis ci-après a été arrêté:

1° — Le Gouvernement Français ne retirera pas l'autorisation qui a été octroyée pour le transport des émigrants à la Compagnie Générale Transatlantique et aux Chargeurs Réunis, conformément à la loi sur l'émigration du 9 juin 1897, sinon dans le cas où ces lignes ne se conformeraient pas aux conditions de cette loi et de la concession qui leur a été octroyée.

Les demandes éventuelles de concessions d'autres lignes françaises seront examinées avec bienveillance et en tous cas ne seront pas traitées d'une façon plus défavorable que les demandes présentées par les lignes de la nation la plus favorisée.

2° — Le Gouvernement Français, prenant acte de l'engagement contenu dans la déclaration allemande du paragraphe précédent, consent à ne pas faire usage du droit qu'il fonde sur la contre-réserve de l'Article 12 aussi longtemps qu'il ne sera point porté atteinte à l'exercice de la concession accordée aux deux Compagnies susmentionnées et que le Gouvernement Allemand en agira équitablement avec les Compagnies françaises qui pourraient requérir ultérieurement une concession d'émigration.

Le Gouvernement Français consent, de même, à ne pas appliquer immédiatement des mesures compen-

Anwendung zu bringen, wenn sie die französischen Interessen für verletzt ansehen sollte, vielmehr mit der Deutschen Regierung zur Wahrung der erwähnten Interessen Verhandlungen einzuleiten, die sofort eröffnet und in der Frist von einem Monat nach Einreichung der Forderung durch die Französische Regierung zum Ziele führen sollen. Wenn bei Ablauf dieser Frist eine Einigung nicht hat erzielt werden können, so kann sich die Französische Regierung als von den Verpflichtungen der Artikel 22 bis 27 der vorliegenden Vereinbarung befreit erklären; die Beziehungen der Hohen Vertragschliessenden Teile in Seeschiffahrtsfragen werden alsdann nur noch durch das innere Recht eines jeden Teils und durch die internationalen Vereinbarungen geregelt, an denen sie teilehmen.

Die vorstehend vorgesehenen Gegenmassnahmen könnten von der Französischen Regierung erst nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten nach Abschluss der Verhandlungen ergriffen werden. Das gleiche gilt für die Vergeltungsmassnahmen, die die Deutsche Regierung etwa glaubt ergreifen zu sollen.

Zu Artikel 31.

Die Französische Regierung wird der Tunischen Regierung empfehlen, die Bestimmungen des Artikels 31 auf die Häfen von Tunitz weiter anzuwenden, wobei jedoch Fischerei- und Küstenschiffahrt vorbehalten bleiben.

B.

Marokko.

Die Bestimmungen dieses Vertrages finden auf Marokko keine Anwendung.

satoires, au cas où il croirait les intérêts français lésés, et à entreprendre avec le Gouvernement Allemand, en vue de faire droit auxdits intérêts, des négociations qui devront être ouvertes immédiatement et aboutir à un accord dans le délai d'un mois de la demande adressée par le Gouvernement Français. Si, à l'expiration de ce délai, l'accord n'a pu être réalisé, la France pourra se déclarer déliée des obligations des Articles 22 à 27 de la présente Convention, les rapports des Parties Contractantes n'étant plus dès lors régis en matière maritime que par la loi intérieure de chacune d'elles et par les conventions internationales auxquelles elles sont également parties.

Toutefois, les mesures compensatoires visées ci-dessus ne pourront être prises par le Gouverement Français que dans un délai de deux mois après la clôture des négociations. Il en sera de même des mesures de rétorsion que le Gouvernement Allemand croirait devoir prendre.

Ad Article 31.

Le Gouvernement Français recommandera au Gouvernement Tunisien de maintenir en application dans les ports de la Tunisie les dispositions de l'Article 31, réserve faite pour la pêche et le cabotage.

B.

Maroc.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas au Maroc.

Die für die Deutschen Staatsangehörigen in Marokko geltende Regelung und die Handels- und Schiffahrtsbeziehungen Deutschlands mit Marokko richten sich nach dem besonderen Briefwechsel vom heutigen Tage.

Mandatsländer.

Die Bestimmungen dieses Vertrages finden keine Anwendung auf Gebiete, für die Frankreich ein Mandat anvertraut ist, und deren Beziehungen mit Deutschland gemäss dem Briefwechsel vom heutigen Tage geregelt werden.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Berlin, am achtundzwanzigsten Juli 1934.

*Karl Ritter.*
*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*

Le régime des ressortissants allemands au Maroc et des relations commerciales et maritimes de l'Allemagne avec le Maroc sera réglé conformément aux échanges de lettres de ce jour y afférentes.

Pays sous mandats.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux territoires, pour lesquels un mandat a été confié à la France et dont les relations avec l'Allemagne seront réglées conformément à l'échange de lettres de ce jour.

Fait à Berlin, en double exemplaires, en français et en allemand, le vingt-huit juillet 1934.

*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*
*Karl Ritter.*

---

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass die Deutsche und die Französische Regierung aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrags über die nachstehenden Bestimmungen einig geworden sind:

Die Deutsche und die Französische Regierung sind sich darüber einig, dass der Notenwechsel vom 11. März 1933 über die Niederlassung deutscher Staatsangehöriger in Marokko in seinem vollen Umfang aufrechterhalten wird.

Le Président
de la Délégation Française.

Berlin, 28 juillet 1934.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que, à l'occasion de la signature de la Convention de Commerce, d'Etablissement et de Navigation conclue à la date de ce jour, les Gouvernements Français et Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

Le Gouvernement Français est d'accord avec le Gouvernement Allemand pour maintenir son plein effet à l'échange de lettres du 11 mars 1933 relatives à l'établissement des ressortissants allemands au Maroc.

Es besteht Einverständnis darüber, dass der Artikel 2 des Dahir vom 1. September 1927 aufrechterhalten wird mit Ausnahme der Bestimmungen des letzten Absatzes dieses Artikels, die durch Artikel 1, Absatz 3 des Dahir vom 15. März 1933 ersetzt worden sind.

Die Französische Regierung wird der Sherifischen Regierung empfehlen, ihre Zustimmung dazu zu geben, dass in der Tanger-Zone die obengenannten Bestimmungen Anwendung finden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

Il demeure entendu que l'Article 2 du dahir du 1er septembre 1927 sera maintenu à l'exception des dispositions du dernier alinéa de cet Article, qui ont été remplacées par l'alinéa 3 de l'Article 1er du dahir du 15 mars 1933.

Le Gouvernement Français recommendera au Gouvernement chérifien de donner son accord à la zone de Tanger pour l'application dans cette zone des dispositions susvisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

M. Ritter, Président de la Délégation Allemande, Berlin.

---

Der Vorsitzende der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung über folgende Bestimmungen Einverständnis erzielt worden ist:

Falls Deutschland während der Geltungsdauer des heute unterzeichneten Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrags der Rechte verlustig gehen sollte, die ihm auf Grund der Bestimmungen des Völkerbundspaktes und der Mandat-Briefe für die Gebiete zustehen, für die Frankreich ein Mandat anvertraut worden ist, sind die beiden vertragschliessenden Teile

Le Président de la Délégation Française.

Berlin, 28 juillet 1934.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Gouvernements Français et Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

Si, pendant la durée de la Convention de Commerce, d'Etablissement et de Navigation en date de ce jour, l'Allemagne venait à perdre les droits qu'elle tient des stipulations du pacte de la Société des Nations et des actes de mandat concernant les territoires pour lesquels un mandat a été confié à la France, les deux Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour proroger,

darüber einig, dass die Deutschland in diesen Gebieten auf Grund der genannten Bestimmungen zustehenden Rechte für die Dauer von drei Monaten verlängert werden,*) und dass während der gleichen Frist die Erzeugnisse dieser Gebiete in Deutschland meistbegünstigt behandelt werden.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden während dieser Frist mit dem Ziel in Verhandlungen treten, Vereinbarungen abzuschliessen, durch die die Beziehungen zwischen Deutschland und den französischen Mandatsgebieten hinsichtlich der Zollfragen und der Niederlassungsbestimmungen geregelt werden.

Falls innerhalb dieser Frist eine Einigung nicht zustande kommt, erhält jeder der vertragschliessenden Teile Handlungsfreiheit.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

pendant une durée de trois mois*) les droits reconnus à l'Allemagne dans ces territoires par lesdites stipulations et faire bénéficier pendant la même durée les marchandises de ces territoires de la clause de la nation la plus favorisée en Allemage.

Les deux Hautes Parties Contractantes emploieront ce délai à négocier des conventions réglant en matière tarifaire et d'établissement les rapports entre l'Allemagne et les territoires sous mandat français.

Au cas où aucun accord ne serait intervenu dans ce délai, chacune des Hautes Parties Contractantes reprendra sa liberté d'action.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

M. Ritter, Président de la Délégation Allemande.

---

Note allemand.

Deutsche Botschaft Paris.

Paris, den 9. Januar 1936.

Herr Präsident,

Zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung ist anlässlich der Zeichnung des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages zwischen Deutschland und Frankreich vom 28. Juli 1934 Einverständnis über folgende Bestimmungen erzielt worden:

„Falls Deutschland während der Geltungsdauer des heute unterzeichneten Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages der Rechte verlustig gehen sollte, die ihm auf Grund der Bestimmungen des Völker-

---

*) La durée de trois mois a été plusieurs fois prolongée. V. Reichsgesetzblatt 1936. II, p. 116, 284; 300, 337; 1937. II, p. 448.

bundspaktes und der Mandatsbriefe für die Gebiete zustehen, für die Frankreich ein Mandat anvertraut worden ist, sind die beiden vertragschliessenden Teile darüber einig, dass die Deutschland in diesen Gebieten auf Grund der genannten Bestimmungen zustehenden Rechte für die Dauer von drei Monaten verlängert werden, und dass während der gleichen Frist die Erzeugnisse dieser Gebiete in Deutschland meistbegünstigt behandelt werden.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden während dieser Frist mit dem Ziel in Verhandlungen treten, Vereinbarungen abzuschliessen, durch die die Beziehungen zwischen Deutschland und den französischen Mandatsgebieten hinsichtlich der Zollfragen und der Niederlassungsbestimmungen geregelt werden.

Falls innerhalb dieser Frist eine Einigung nicht zustande kommt, erhält jeder der vertragschliessenden Teile Handlungsfreiheit."

Diese Bestimmungen haben den Gegenstand eines dem Abkommen vom 28. Juli 1934 beigefügten Briefwechsels gebildet.

Ich beehre mich, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit der Französischen Regierung darüber einig ist, dass die in dem genannten Briefwechsel vorgesehene Frist von drei Monaten auf sechs Monate verlängert wird.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung

*Forster.*

Seiner Exzellenz Herrn Pierre Laval, Ministerpräsident, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Paris.

---

## 23.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Arrangement relatif aux échanges commerciaux entre les deux pays; signé à Berlin, le 28 juillet 1934.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 38; 1935. II, No. 1.*

| | |
|---|---|
| Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr. | Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands. |
| Der Deutsche Reichspräsident und der Präsident der Französischen Republik von dem Wunsche | Le Président de la République Française et le Président du Reich Allemand animés du commun désir |

*) Mis en application provisoire à partir du 1er août 1934.

**) Dénoncé par le Gouvernement français le 31 mai 1935. V. Reichsgesetzblatt 1935. II, p. 452. Toutefois la durée de l'Arrangement a été prolongée jusqu'au 31 juillet 1935. V. Reichsgesetzblatt 1935. II, p. 464, 496.

beseelt, den Warenaustausch zwischen den beiden Ländern zu erleichtern, haben beschlossen, eine Vereinbarung über den gegenseitigen Warenverkehr abzuschliessen und haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident
den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt Dr. Karl Ritter,

Der Präsident der Französischen Republik
den Französischen Botschafter André François-Poncet
und
den Ministerialdirektor im Ministerium für Handel und Industrie Louis Bonnefon-Craponne,

die nachstehende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Die in der Liste 1*) aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft geniessen jederzeit bei ihrer Einfuhr in das französische Zollgebiet die Sätze des Minimaltarifs.

Sie unterliegen in gar keinem Falle Abgaben, die weniger günstig sind als die von Frankreich auf gleichartige Erzeugnisse jeden anderen fremden Landes erhobenen Abgaben.

Artikel 2.

Die in der Liste 2 aufgeführten Erzeugnisse des französischen Zollgebiets geniessen jederzeit bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet die niedrigsten Zollsätze.

d'améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays ont décidé de conclure un Arrangement relatif aux échanges commerciaux et ont désigné à cet effet comme leurs Plénipotentiaires:

D'une part:
Le Président de la République Française
M. André François-Poncet, Ambassadeur de France,
M. Louis Bonnefon-Craponne, Directeur au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

D'autre part:
Le Président du Reich Allemand
M. le Dr. Karl Ritter, Directeur à l'office des Affaires Etrangères

qui sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les produits originaires et en provenance d'Allemagne énumérés à la liste 1 ci-annexée,*) bénéficieront à tout moment, à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la France aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Article 2.

Les produits du territoire douanier français énumérés à la liste 2 ci-annexée, bénéficieront, à tout moment à leur importation sur le territoire douanier allemand, du tarif le plus réduit.

*) Les listes ne sont pas reproduites.

Sie unterliegen in gar keinem Falle Abgaben, die weniger günstig sind als die von Deutschland auf gleichartige Erzeugnisse jeden anderen fremden Landes erhobenen Abgaben.

Artikel 3.

Unbeschadet der Bestimmungen im vorstehenden Artikel 1 und unter Vorbehalt der in Artikel 7 dieser Vereinbarung vorgesehenen Befugnis behalten die in Liste 3 aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft bei ihrer Einfuhr in das französische Zollgebiet die in der erwähnten Liste verzeichneten Zollsätze.

Artikel 4.

Unbeschadet der Bestimmungen im vorstehenden Artikel 2 und unter Vorbehalt der in Artikel 7 dieser Vereinbarung vorgesehenen Befugnis behalten die in Liste 4 aufgezählten Erzeugnisse des französischen Zollgebiets bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet die in der erwähnten Liste verzeichneten Zollsätze.

Artikel 5.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft geniessen bei ihrer Einfuhr in die sogenannten gleichgestellten französischen Kolonien, d. h. in die Kolonien, in denen grundsätzlich das gleiche Zollsystem gilt wie im Mutterlande:

1. wenn sie in Liste 1 aufgeführt sind, den Minimaltarif, gleichgültig ob dieser Minimaltarif der des Mutterlandes oder ein Sondertarif ist;
2. wenn sie in Liste 3 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par l'Allemagne aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Article 3.

Sans préjudice des dispositions de l'Article premier ci-dessus, et sous réserve de la faculté prévue à l'Article 7 du présent Arrangement, les produits, originaires et en provenance du territoire douanier allemand, énumérés à la liste 3, conserveront à leur importation sur le territoire douanier français les droits inscrits à ladite liste.

Article 4.

Sans préjudice des dispositions de l'Article 2 ci-dessus, et sous réserve de la faculté prévue à l'Article 7 du présent Arrangement, les produits du territoire douanier français énumérés à la liste 4, conserveront à leur importation sur le territoire douanier allemand, le bénéfice des droits inscrits à ladite liste.

Article 5.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance d'Allemagne, bénéficieront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le régime douanier de la métropole:

1° s'ils sont repris à la liste 1, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial;

2° s'ils sont repris à la liste 3, des droits et avantages indiqués à ladite liste.

Erzeugnisse der sogenannten gleichgestellten französischen Kolonien geniessen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet, wenn sie in Liste 2 aufgeführt sind, den niedrigsten Zollsatz, und wenn sie in Liste 4 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen.

In den sogenannten nicht gleichgestellten Kolonien, d. h. in denen, die ein besonderes Zollsystem haben, und in Tunis, geniessen Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft die niedrigsten Zollsätze, die dort auf Grund von Tarifmassnahmen oder Handelsabkommen irgendeiner anderen Macht gegenwärtig oder künftig gewährt werden sollten.

Erzeugnisse der sogenannten nicht gleichgestellten Kolonien sowie solche aus Tunis geniessen bei ihrer Einfuhr nach Deutschland, wenn sie in Liste 2 aufgeführt sind, den niedrigsten Tarif. Ausserdem geniessen diese Erzeugnisse, soweit sie in Liste 4 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen.

Artikel 6.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Warenaustausch durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen zu behindern.

Sie behalten sich jedoch das Recht vor, aus den nachfolgend aufgezählten Gründen von diesem Grundsatz Ausnahmen zu machen, soweit diese Verbote und Beschränkungen gleichzeitig auf alle Länder angewendet werden, bei denen gleiche Voraussetzungen vorliegen:

A leur importation sur le territoire douanier allemand, les produits des colonies françaises dites assimilées, bénéficieront, s'ils sont repris à la liste 2, du tarif le plus réduit, et s'ils sont repris à la liste 4, des droits et avantages fixés à ladite liste.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial et en Tunisie, les produits originaires et en provenance d'Allemagne bénéficieront des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre puissance, en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées et de la Tunisie jouiront à leur importation en Allemagne, s'ils sont repris à la liste 2, du tarif le plus réduit. En outre, ceux de ces produits inscrits à la liste 4 bénéficieront des droits et avantages indiqués à ladite liste.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'entraver l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Elles se réservent toutefois le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires:

a) Verbote oder Beschränkungen mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit und Moral,

b) Verbote oder Beschränkungen, mit Rücksicht auf die Gesundheitspolizei zum Schutze von Menschen, Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge,

c) Verbote oder Beschränkungen mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät und unter ausserordentlichen Umständen auf jeden anderen Kriegsbedarf,

d) Verbote oder Beschränkungen die dazu bestimmt sind, auf fremde Waren diejenigen Verbote und Beschränkungen auszudehnen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch der gleichen einheimischen Waren im Inlande bestehen; diese Bestimmung bezieht sich auch auf diejenigen Waren, die gegenwärtig oder künftig den Gegenstand eines Staatsmonopols oder einer ähnlichen Einrichtung bilden,

e) Ein- oder Ausfuhrverbote und -beschränkungen, die jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile entweder für die Durchführung der internationalen Abmachungen, an denen beide Teile in gleicher Weise beteiligt sind, oder der gegenseitig eingegangenen Verpflichtungen benötigt.

Artikel 7.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile hat das Recht,

a) Prohibitions ou restrictions pour raisons de sûreté et de moralité publiques.

b) Prohibitions ou restrictions pour raisons de police sanitaire, en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites.

c) Prohibitions ou restrictions relatives au trafic des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.

d) Prohibitions ou restrictions destinées à étendre aux marchandises étrangères celles de la législation intérieure concernant la production, le trafic, le transport ou la consommation des mêmes marchandises nationales à l'intérieur du pays; cette disposition vise également les marchandises qui font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution ayant le même caractère.

e) Prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation nécessaires pour l'accomplissement, par chacune des Hautes Parties Contractantes, soit des engagements internationaux auxquels elles sont également participantes, soit des obligations qu'elles ont pu assumer l'une envers l'autre.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de faire ces-

für eines oder für mehrere der in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Erzeugnisse die Wirkungen der Zollbindungen oder der Zollermässigungen durch eine Sonderkündigung mit vierzehntägiger Kündigungsfrist mit der Massgabe zu beseitigen, dass mit Ablauf dieser Frist die erwähnten Zollbindungen oder Zollermässigungen wegfallen.

Macht einer der Hohen Vertragschliessenden Teile von der ihm so gegebenen Möglichkeit Gebrauch, so kann der andere vertragschliessende Teil, unbeschadet der Wirkung der Kündigung, wenn er der Ansicht ist, dass das tarifarische Gleichgewicht zu seinem Nachteil gestört ist, die unverzügliche Einleitung von Verhandlungen verlangen, um seine Beanstandung zu begründen und um gegebenenfalls einen Ausgleich zur Wiederherstellung des erwähnten Gleichgewichts zu erhalten. Falls es nicht gelingt, binnen 10 Tagen, gerechnet von dem Inkrafttreten der neuen Zölle ab, zu einem Einvernehmen zu gelangen, kann derjenige vertragschliessende Teil, der die Beanstandung erhebt, die entweder Bindungen oder Ermässigungen enthaltenden Zollsätze für eines oder für mehrere der in die Listen 3 und 4 aufgenommenen Erzeugnisse erhöhen, ohne jedoch in dem einen oder in dem anderen Falle bei der Einfuhr der Waren andere Massnahmen anzuwenden als solche, deren Rückwirkungen im Warenverkehr sich das Gleichgewicht halten.

ser, pour un ou plusieurs produits visés aux Articles 3 et 4, les effets des consolidations ou des réductions tarifaires par une dénonciation spéciale comportant un préavis de quinze jours, de telle sorte qu'après l'expiration de ce délai lesdites consolidations ou réductions seront supprimées.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes vient à user de la faculté qui lui est ainsi accordée, l'autre Partie Contractante, si elle estime que l'équilibre tarifaire est rompu à son détriment, pourra, sans toutefois arrêter l'effet de la dénonciation, demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation destinée à rétablir ledit équilibre. Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de dix jours à dater de la mise en vigueur des nouveaux droits, la Partie Contractante qui a introduit la réclamation, pourra relever les droits de douane afférents à un ou plusieurs produits repris aux listes 3 et 4, et comportant de sa part, soit consolidation, soit réduction de droits, de manière à n'appliquer cependant à l'importation desdits produits que des mesures dont les répercussions sur les échanges soient équivalentes.

---

*) V. les Dénonciations. Reichsgesetzblatt 1934. II, p. 758, 825, 852, 1048, 1059, 1061, 1392; 1935. II. p. 369, 409, 427, 428, 461, 462, 470.

Artikel 8.

1. Die Französische Regierung garantiert der Deutschen Regierung die vollständige Zuweisung des ihr mathematisch zustehenden Anteils an den zur Zeit bestehenden Kontingenten sowie an denjenigen, die später eingeführt werden, gemäss dem Verhältnis der Einfuhr deutscher Erzeugnisse zur Gesamteinfuhr von Erzeugnissen derselben Art während des Grundzeitraums. Dieses Verhältnis wird nicht herabgesetzt, gleichviel ob das Gesamtkontingent erhöht oder herabgesetzt wird. Für die in der dieser Vereinbarung beigefügten Liste 5 aufgeführten Erzeugnisse wird das Deutschland zugebilligte Verhältnis vorläufig auf die in der genannten Liste angegebenen Zahlen beschränkt. Die vorstehende Verpflichtung steht der Aufhebung von Kontingentierungsmassnahmen nicht im Wege.

Die Französische Regierung verpflichtet sich, den Grundzeitraum, nach dem die zur Zeit bestehenden Kontingente errechet sind, nicht zum Nachteil der deutschen Einfuhr zu verändern.

Wenn jedoch aussergewöhnliche Umstände die Französische Regierung zwingen, derartige Massnahmen zu ergreifen, hat die Deutsche Regierung das Recht, entweder einen Ausgleich zu verlangen oder alle zur Wiederherstellung des Gleichgewichts dienenden Massnahmen zu ergreifen.

2. Die Französische Regierung behält sich das Recht vor, mit der Deutschen Regierung oder mit anderen Ländern über den Rest des Gesamtkontingents zu verhandeln,

Article 8.

1. Le Gouvernement Français garantit au Gouvernement Allemand l'attribution intégrale de la part qui lui revient mathématiquement dans les contingents actuellement existants ou qui seront créés ultérieurement, d'après la proportion des importations de produits allemands par rapport au total des importations de produits de même espèce pendant la période de base. Cette proportion ne sera pas réduite, que le contingent global soit augmenté ou diminué. Toutefois, pour les produits repris à la liste 5 annexée au présent Arrangement, la proportion allouée à l'Allemagne sera provisoirement limitée aux chiffres indiqués à ladite liste. L'engagement ci-dessus ne fait pas obstacle à la suppression de mesures de contingentement.

Le Gouvernement Français s'engage à ne pas modifier au préjudice de l'importation allemande la période de base d'après laquelle ont été calculés les contingents actuellement existants.

Si toutefois des circonstances exceptionnelles obligeaient le Gouvernement Français à prendre de telles mesures, le Gouvernement Allemand aurait la faculté soit de demander des compensations soit de prendre toutes dispositions utiles en vue de rétablir l'équilibre.

2. Le Gouvernement Français se réserve le droit de négocier, soit avec le Gouvernement Allemand, soit avec d'autres pays, le solde du contingent global, une fois attribuée

der nach Zuweisung des Deutschland garantierten Anteils bleibt. Die Französische Regierung wird die ihr von der Deutschen Regierung hierzu vorgelegten Anträge wohlwollend prüfen.

3. Die deutschen Industrieerzeugnisse, deren Einfuhr nach Frankreich vor dem 1. Januar 1934 kontingentiert worden ist und die im Jahre 1931 weniger als 10 v. H. der französischen Einfuhr dieser Waren betragen haben, werden ohne Kürzung im Rahmen der deutschen Einfuhr im Jahre 1931 zugelassen.

4. In der Frage der Bewirtschaftung der Kontingente wird zugesichert, dass die Deutsche Regierung auf Antrag unter denselben Bedingungen und Vorbehalten für dasselbe Erzeugnis die günstigste Behandlung zugebilligt erhält, die einem anderen Lande gewährt worden ist.

5. Falls die Deutsche Regierung einen entsprechenden Antrag stellt, ist die Französische Regierung bereit, Deutschland nicht mehr unter die Rubrik „andere Länder" fallen zu lassen und Sonderkontingente festzusetzen. Wenn in dieser Weise festgesetzte, Deutschland zugewiesene Sonderkontingente sich auf Industrieerzeugnisse beziehen, die vor dem 1. Januar 1934 kontingentiert waren, soll der Deutschland zugewiesene Kontingentsanteil von ihm bewirtschaftet werden.

6. Falls die französische Zollstatistik ergibt, dass ein Deutschland betreffendes Kontingent erschöpft ist, werden die französischen Behörden vor Sperrung der betreffenden Einfuhr dem Handelsattaché

à l'Allemagne la part qui lui est garantie. Il examinera avec bienveillance les demandes qui lui seront présentées à ce sujet par le Gouvernement Allemand.

3. Les produits industriels allemands dont l'importation en France a été contingentée avant le 1er janvier 1934, et représentant, en 1931, moins de 10 % de l'importation française de l'espèce, seront admis, sans réduction, dans la limite des importations allemandes effectuées en 1931.

4. En matière de gestion des contingents, l'Allemagne est assurée de bénéficier, sur la demande qui en serait faite par son Gouvernement, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves, pour un même produit, du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers.

5. Le Gouvernement Français accepte, dans le cas où la demande lui en serait faite par le Gouvernement Allemand, de ne plus comprendre l'Allemagne dans la rubrique „Autres pays", et de déterminer les contingents particuliers qui seront alloués à l'Allemagne. Lorsque les contingents particuliers ainsi créés s'appliqueront à une catégorie de produits industriels soumis au contingentement avant le 1er janvier 1934, la gestion de la fraction du contingent attribué à l'Allemagne devra être assurée par ce pays.

6. Dans le cas où les statistiques douanières françaises indiqueraient qu'un contingent intéressant l'Allemagne est épuisé, les autorités françaises, avant de suspendre les importations de l'espèce, avertiront le

der Deutschen Botschaft in Paris davon Mitteilung machen. Die Bekanntmachung über die Erschöpfung des Kontingents darf frühestens 10 Tage nach obiger Mitteilung veröffentlicht werden; diese Frist soll es den deutschen Behörden ermöglichen, gegebenenfalls alle statistischen Unterlagen vorzulegen, die geeignet sind, diese Entscheidung zu ändern. Falls festgestellt wird, dass das Kontingent tatsächlich erschöpft ist, werden die Überschreitungen auf den folgenden Kontingentsabschnitt angerechnet.

7. Die Französische Regierung wird, sofern es irgend möglich ist, allen ihr vorgelegten Anträgen auf Übertragung des nicht ausgenutzten Teils von Industrie-Kontingenten des voraufgehenden Vierteljahrs auf das nächste Vierteljahr entsprechen.

Ferner wird die Französische Regierung wohlwollend die Anträge prüfen, die darauf abzielen, dass in solchen Sonderfällen Teile von Kontingenten des folgenden Vierteljahrs bereits in dem vorhergehenden Vierteljahr ausgenutzt werden können.

8. Falls neue, Deutschland besonders interessierende Industriekontingente eingeführt werden, werden Zwischenkontingente in Höhe der Einfuhr des vorhergehenden Jahres eingeführt, um Verhandlungen zwischen den beteiligten Industriellen zwecks Erzielung einer Einigung über die endgültigen Berechnungsgrundlagen für diese Kontingente zu ermöglichen. Wenn diese Einigung nicht erzielt wird oder diese die Billigung der Französischen Regierung nicht findet, behält sich die letztere das Recht vor, die die neuen

conseiller commercial, de l'ambassade d'Allemagne, à Paris. L'avis notifiant aux importateurs l'épuisement du contingent ne pourra être publié que dix jours au moins après cet avis, ce délai devant permettre aux autorités allemandes de présenter, le cas échéant, tout renseignement statistique susceptible de modifier la décision. Dans le cas où il serait reconnu que le contingent a été effectivement épuisé, tous les dépassements constatés seront imputés sur le contingent de la période suivante.

7. Le Gouvernement Français accueillera, toutes les fois qu'il sera possible, les demandes qui lui seraient présentées en vue du report sur le trimestre en cours de la portion non utilisée des contingents industriels du trimestre précédent.

De plus le Gouvernement Français examinera avec bienveillance les demandes tendant à permettre dans ces cas particuliers, l'utilisation anticipée, pendant un trimestre déterminé d'une fraction des contingents afférents au trimestre suivant.

8. En cas de création de nouveaux contingents industriels intéressant spécialement l'Allemagne, il sera établi des contingents interlocutoires correspondant aux importations de l'année précédente, afin de permettre des conversations entre les industriels intéressés, ayant pour objet une entente sur les bases définitives de calcul desdits contingents. Si cette entente n'est pas réalisée, ou ne recueille pas l'approbation du Gouvernement Français, celui-ci se réserve le droit de fixer les modalités des nouveaux contigents.

Kontingente betreffenden Bestimmungen festzusetzen.

Artikel 9.

Die Deutsche Regierung wird für Kolonialerzeugnisse und Rohstoffe, die im deutschen Zollgebiet auf Grund des Gesetzes vom 22. März 1934 bewirtschaftet sind oder in Zukunft bewirtschaftet werden, keine Massnahme treffen, die geeignet ist, das Verhältnis der Einfuhr französischer Erzeugnisse zu der Gesamteinfuhr von Erzeugnissen derselben Art, wie es sich nach der deutschen Einfuhrstatistik für einen Grundzeitraum errechnet, zu verändern.

Die von der Deutschen Regierung im vorstehenden Absatz übernommene Verpflichtung erstreckt sich auch auf die in diesem Absatz nicht bezeichneten Erzeugnisse.

Solange die Französische Regierung nicht in der Lage ist, die Beschränkungen aufzuheben, die aus der Liste 5 für die darin aufgeführten Erzeugnisse ersichtlich sind, behält sich die Deutsche Regierung ihrerseits vor, die aus der Liste 6 ersichtlichen Beschränkungen aufrechtzuerhalten.

Falls infolge Herabsetzung der zur Zeit bestehenden Gesamtkontingente die Deutschland zugebilligten Kontingente herabgesetzt werden, behält sich die Deutsche Regierung das Recht vor, das aus der gegenwärtigen Vereinbarung sich ergebende Gleichgewicht durch geeignete Massnahmen wiederherzustellen.

Artikel 10.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris statt-

Article 9.

Pour les produits coloniaux et matières premières qui sont ou seront soumis sur le territoire douanier allemand à un contrôle en vertu de la loi du 22 mars 1934, le Gouvernement Allemand ne prendra aucune mesure qui soit de nature à altérer la proportion des importations des produits français par rapport au total des importations des produits de même espèce en Allemagne, calculé d'après les statistiques d'importations allemandes pour une période de base.

L'engagement pris par le Gouvernement Allemand en vertu de l'alinéa ci-dessus, s'étend aux produits qui ne sont pas visés à cet alinéa.

Toutefois, aussi longtemps que le Gouvernement Français ne sera pas en mesure de supprimer la mesure prévue, en ce qui concerne les produits repris à la liste 5, le Gouvernement Allemand se réserve, de son côté, de maintenir les restrictions que comporte la liste 6.

Le Gouvernement Allemand se réserve le droit de rétablir par des mesures appropriées l'équilibre résultant du présent Accord dans le cas où par suite d'une réduction des contingents globaux actuellement existant les contingents alloués à l'Allemagne se trouveraient diminués.

Article 10.

Le présent Arrangement sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Il entrera en vi-

finden. Sie wird 15 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Jedoch werden die Hohen Vertragschliessenden Teile sie mit Wirkung vom 1. August 1934 ab vorläufig anwenden.

Diese Vereinbarung bleibt bis zum 31. Dezember 1934 in Kraft. Falls sie nicht vor dem 1. Dezember 1934 gekündigt wird, wird sie stillschweigend von drei Monaten zu drei Monaten verlängert, wobei jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile die Möglichkeit hat, ihre Wirkung mit Ablauf eines Kalendervierteljahres unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von 1 Monat zu beendigen.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Berlin, am achtundzwanzigsten Juli 1934.

*Karl Ritter.*
*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*

gueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

Néanmoins les deux Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1^er^ août 1934.

Le présent Arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934. Faute de dénonciation avant le 1^er^ décembre 1934, il sera prorogé par tacite reconduction de trois mois en trois mois, avec faculté pour chacune des Hautes Parties Contractantes d'en faire cesser les effets à l'expiration de chaque période trimestrielle, sous condition d'un préavis d'un mois.

Fait à Berlin, en doubles exemplaires, en français et en allemand, le vingt-huit juillet 1934.

*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*
*Karl Ritter.*

---

Zeichnungsprotokoll.

Bei Unterzeichnung der Vereinbarung über den beiderseitigen Warenaustausch vom heutigen Tage ist zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung folgendes vereinbart worden:

A.

Zu Artikel 1.

Die Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft, die in der Liste 1 aufgeführt sind und die im gegenwärtigen Abkommen vorgesehenen Vergünstigungen geniessen, haben bezüglich der surtaxe d'entrepôt und der surtaxe

Protocole de signature.

Au moment de signer l'Arrangement sur les échanges commerciaux, en date de ce jour, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Reich Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

A.

Ad Article 1.

Les produits originaires ou en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste 1, bénéficiant des avantages prévus au présent Arrangement, jouiront en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt et d'origine, des taux applicables aux produits iden-

d'origine Anrecht auf die Sätze, die für die gleichen aus irgendeinem anderem Lande stammenden oder herkommenden Erzeugnisse gelten.

Hinsichtlich der Mineralwässer, die mit Kohlensäure aufgefüllt sind, welche aus der Quelle der Mineralwässer aufgefangen worden ist, oder der eisenhaltigen Mineralwässer, die enteisent sind, wird die Französische Regierung jeden besonderen Antrag mit Wohlwollen prüfen und der medizinischen Akademie zur Begutachtung überweisen, den ihr die Deutsche Regierung übermittelt, damit unter den gleichen Bedingungen wie natürliche Mineralwässer ein bestimmtes Wasser, das in der obengenannten Weise behandelt worden ist, zugelassen wird.

Zu den Artikeln 1 und 2.

Hinsichtlich der Listen 1 und 2 dieses Abkommens wird jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile mit Wohlwollen die Begründungen prüfen, die der andere vertragschliessende Teil dafür vorbringt, um die Aufnahme neuer Erzeugnisse in die erwähnten Listen zu erreichen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig,

1. dass die in Artikel 1 und 2 vorgesehene Meistbegünstigungsklausel Deutschland nicht das Recht gibt, die in Artikel 32 des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages erwähnte Vorzugsbehandlung in Anspruch zu nehmen,
2. dass die Ausnahmen von der Meistbegünstigung, wie sie im Artikel 30 des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages niedergelegt sind,

tiques originaires ou en provenance de tous autres pays.

En ce qui concerne les eaux minérales gazéifiées au moyen de gaz empruntés à la source même ou les eaux ferrugineuses décantées, le Gouvernement Français examinera avec bienveillance et proposera à l'examen de l'Académie de médecine toute demande spéciale que le Gouvernement Allemand lui transmettra, à l'effet de faire admettre au même titre que les eaux minérales naturelles une eau déterminée ayant subi le traitement ci-dessus prévu.

Ad Articles 1 et 2.

En ce qui concerne les listes 1 et 2 annexées au présent Arrangement, chacune des Hautes Parties Contractantes examinera avec bienveillance les justifications que l'autre Haute Partie Contractante pourrait lui présenter en vue d'obtenir l'inscription à ces dites listes de nouveaux produits.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord:

1º que la clause de la nation la plus favorisée prévue aux Articles 1 et 2 n'autorise pas l'Allemagne à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels, prévus à l'Article 32 de la Convention de commerce, d'établissement et de navigation,

2º que les exceptions à la clause de la nation la plus favorisée stipulée à l'Article 30 de la Convention de commerce, d'établissement et de navigation se-

auch auf das Gebiet der Zölle Anwendung finden.

Zu Artikel 3.

Die Französische Regierung erklärt, dass hinsichtlich der nachstehend aufgeführten Erzeugnisse die Verzollung bei Erfüllung der dort vorgesehenen Bedingungen nach den in dieser Liste angegebenen Positionen stattfinden soll.

ront appliquées aussi en matière douanière.

Ad Article 3.

Le Gouvernement Français déclare que, pour les produits désignés ci-dessous, le dédouanement se fera sous les positions qui y sont reprises, moyennant accomplissement des conditions qui y sont prévues.

[suivent les Nos. du tarif français.]

Zu Artikel 4.

Zu Nr. 100 des deutschen Zolltarifs.

1. Falls Deutschland für Pferdeschläge von reinem Kaltblut einem dritten Lande Zollermässigungen zugestehen sollte, werden diese für die Dauer ihrer Geltung und unter den gleichen Voraussetzungen auch für die Pferde französischen Ursprungs Anwendung finden, die den als Vlamländer, Brabanter und Ardenner bezeichneten Schlägen angehören.

2. Um für Pferde der als Vlamländer, Brabanter und Ardenner Art bezeichneten Schläge die ermässigten Zollsätze auf Grund der Meistbegünstigung zu geniessen, müssen die Einbringer für jedes Pferd eine Bescheinigung beibringen, aus der erhellt, dass das Tier ausschliesslich einem der in Betracht kommenden vorbezeichneten Schläge angehört. Sind in der Bescheinigung auch Angaben über den Wert der Tiere am Versendungsort enthalten, so hat das deutsche Zollamt die Bescheinigung in der Regel als eine ausreichende Grundlage für die Einreihung der Tiere in die entsprechende Wertstaffel anzunehmen, sofern der Zollpflichtige den Abfer-

Ad Article 4.

Ad N° 100 du tarif allemand.

1° Si l'Allemagne accorde à un Etat tiers des réductions de droits pour les races de chevaux dites „reines Kaltblut", ces réductions seront applicables également, pendant leur durée et dans les mêmes conditions, aux chevaux d'origine française appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise.

2° Les droits réduits pour les chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise ne s'appliqueront, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, aux chevaux d'origine française que si l'importateur présente, pour chaque cheval, un certificat attestant que le cheval appartient à une des races susmentionnées. Si le certificat comporte également des indications relatives à la valeur du cheval au lieu d'expédition, le bureau de douane allemand est tenu, en règle générale, d'admettre cette valeur comme une base suffisante pour la classification de l'une des deux rubriques conventionnelles, pour autant que l'importateur joigne

tigungspapieren eine Zusammenstellung der bei der Versendung der Pferde bis zur Grenzzollstelle entstandenen Fracht- sowie der etwaigen Versicherungs- und Kommissionskosten beifügt.

au papier d'expédition un tableau énumérant les frais de transport jusqu'à la frontière et éventuellement les frais d'assurance et de commission.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich über die Bezeichnung der mit der Ausfertigung der Bescheinigungen betrauten Beamten und über das bei der Ausfertigung der Bescheinigungen zu beobachtende Verfahren verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob das eingeführte Pferd die Merkmale und Eigenschaften besitzt, von denen die zollbegünstigte Behandlung abhängt, und ob sein Wert zutreffend angegeben ist.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes se mettront d'accord sur la désignation des fonctionnaires chargés de la délivrance des certificats, de même en ce qui concerne les règles à suivre au sujet de cette délivrance. Dans les cas douteux, les autorités allemandes conservent le droit de vérifier si le cheval importé présente réellement les signes distinctifs et les propriétés voulues pour pouvoir bénéficier du tarif réduit, ou si sa valeur a été déclarée à un taux suffisant.

Zu Nr. aus 110 des deutschen Zolltarifs.

Die Einfuhr von sogenannter „Strassburger Gänseleberpastete" wird in keiner Weise behindert werden.

Ad No⁰ ex 110 du tarif allemand.

L'importation des pâtés de foie gras dits de Strasbourg ne sera entravée d'aucune manière.

Zu den Nrn. 166 und 167 des deutschen Zolltarifs.

Wenn für die Verzollung von Baumöl (Olivenöl) bei der Einfuhr nach Deutschland Verfügungen getroffen werden, um festzustellen, dass es keine Beimengungen anderer Öle enthält, so werden die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten in Frankreich ausgestellt worden sind, in Deutschland anerkannt und die von solchen Zeugnissen begleiteten Ölsendungen nicht von neuem einer Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis

Ad N⁰ 166 et 167 du tarif allemand.

Si le dédouanement de l'huile d'olive à son importation en Allemagne est soumis à des dispositions spéciales en vue de constater qu'elle n'est pas mélangée avec d'autres huiles, les certificats délivrés par des instituts scientifiques français agréés par les deux Gouvernements seront reconnus en Allemagne et les envois d'huile ne seront pas soumis à une nouvelle analyse, à la condition toutefois que les certificats constatent que les analyses ont été faites d'après les prescriptions convenues entre les deux Gouvernements. En cas de doute, l'Admini-

dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist. In Zweifelsfällen sind die Verwaltungsbehörden berechtigt, den Untersuchungsbefund des mit einem Zeugnis eingeführten Öls nachzuprüfen.

Zu Nr. 178/179 des deutschen Zolltarifs.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass

1. Weinbrand, der nach französischem Recht die Ursprungsbezeichnung Kognak oder Armagnak führen darf, in Deutschland als „Kognak oder Armagnak, französisches Erzeugnis“ bezeichnet wird, wenn er
   a) bei der Einfuhr nach Deutschland von einem Zeugnis der Französischen Regieverwaltung begleitet ist, wie dies in der dem gegenwärtigen Abkommen beigefügten Liste 4 (Tarifnummer „aus 178“ und „aus 179“) vorgesehen ist,
   b) entweder in Frankreich auf Flaschen gefüllt ist oder bei der Zollabfertigung in Deutschland unter amtlicher Aufsicht in Flaschen umgefüllt wird,
   c) nach der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet nicht verändert worden ist;
2. Weinbrand, der den Bedingungen unter 1 entspricht und in Deutschland lediglich einen

stration allemande est autorisée à vérifier le résultat de l'analyse.

Ad N^os 178/179 du tarif allemand.

Le Gouvernement Allemand déclare que:

1^o les eaux-de-vie de vin qui, d'après la loi française, ont droit à l'appellation d'origine de Cognac ou Armagnac seront désignées en Allemagne comme: „Cognac ou Armagnac produit français“ à la condition que:

a) Les produits soient accompagnés, au moment de leur importation en Allemagne, d'un certificat de l'Administration de la Régie française conformément au texte de la liste 4 (Numéro du tarif allemand „ex 178“ et „ex 179“) annexée au présent Arrangement;

b) Qu'ils aient été mis en bouteilles soit en France, soit en Allemagne, lors du dédouanement sous contrôle officiel;

c) Qu'ils n'aient pas été modifiés après l'importation dans le territoire douanier allemand.

2^o Le Weinbrand conforme aux conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus et qui

Zusatz von destilliertem Wasser erhalten hat, um den Weingeistgehalt auf die übliche Trinkstärke herabzusetzen, als „Französischer Weinbrand, in Deutschland fertiggestellt“, bezeichnet werden soll.

n'aura subi en Allemagne qu'une addition d'eau distillée pour réduire la teneur alcoolique au degré normal de boisson, sera désigné comme „Weinbrand français, fini en Allemagne.“

Zu Nr. aus 389 des deutschen Zolltarifs.

Der Nachweis, dass Erzeugnisse, für die der vertragsmässige Zollsatz von 300 *RM* für 1 dz beansprucht wird, in Frankreich in den inneren Verkehr gebracht werden dürfen, wird deutscherseits als erbracht angesehen werden, wenn das in Abs. 2 der Anmerkung zu Nr. aus 389 vorgesehene — in der vereinbarten Weise ausgestellte — Zeugnis dem Reichsfinanzministerium in Berlin eingereicht worden ist. Die Deutsche Regierung wird die Zollstellen umgehend — spätestens innerhalb 10 Tagen nach Eingang eines der Vereinbarung entsprechenden Zeugnisses — verständigen, dass das Erzeugnis, sofern es auch in sonstiger Hinsicht den Anforderungen der Anmerkung zu Nr. aus 389 entspricht, zum Vertragssatze von 300 *RM* für 1 dz zu verzollen ist. Nach Eingang der Anordnung des Reichsfinanzministeriums wird die Zollstelle den Vertragssatz nach Massgabe der Vereinbarung anwenden, sofern die Sendung bei der Einfuhr von einer Abschrift des Zeugnisses begleitet ist.

Ad N° ex 389 du tarif allemand.

En ce qui concerne les produits appelés à bénéficier du droit contractuel de 300 reichsmarks par quintal métrique, l'Allemagne considérera que leur aptitude à être mis en vente en France est prouvée, lorsque le certificat prévu à l'alinéa 2 de la note au No ex 389, est présenté au Ministère des Finances du Reich à Berlin et libellé dans la forme qui a été convenue. Le Gouvernement Allemand enverra immédiatement des instructions au bureau de douane — au plus tard dans un délai de dix jours, à partir de la présentation d'un certificat conforme aux dispositions convenues entre les deux pays — enjoignant que le produit soit taxé au droit conventionnel de 300 reichsmarks par quintal métrique, à la condition qu'il soit également conforme aux autres exigences prévues à la note au No ex. 389. Après avoir reçu les instructions du Ministère des Finances, les bureaux de douane appliqueront le droit contractuel dans les conditions prévues par l'arrangement, à la condition que les envois soient accompagnés à leur importation d'une copie dudit certificat.

Zu Artikel 6.

Das gegenwärtige Abkommen berührt in keiner Weise das Recht, für die Ein- und Ausfuhr alle er-

Ad Article 6.

Rien dans le présent Arrangement ne portera atteinte au droit de prendre à l'exportation ou à l'im-

forderlichen Massnahmen zu treffen, um aussergewöhnlichen und anormalen Verhältnissen entgegenzutreten und den Schutz der wirtschaftlichen und finanziellen lebenswichtigen Interessen des Landes zu sichern.

portation toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux, d'ordre économique ou financier du pays.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile erklären jedoch, dass, wenn der eine von ihnen den Eindruck hätte, dass der andere Teil auf Grund der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes Massnahmen ergreift, die geeignet sind, zu seinem Nachteil das Gleichgewicht der Vorteile und Zugeständnisse, das sich aus der gegenwärtigen Vereinbarung ergibt, zu verändern, dieser Teil die sofortige Aufnahme von Verhandlungen verlangen kann und, wenn diese Verhandlungen nicht innerhalb eines Zeitraumes von 20 Tagen vom Zeitpunkte des Antrages ab zu einem Ergebnis geführt haben, die gegenwärtige Vereinbarung mit einer Frist von einem Monat kündigen kann.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent toutefois que si l'une d'elles apparaissait à l'autre comme fondant sur les dispositions de l'alinéa précédent des mesures de nature à rompre au détriment de celle-ci l'équilibre des avantages et concessions résultant du présent Arrangement, celle-ci pourrait demander l'ouverture de négociations immédiates et, si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de 20 jours à dater de la demande, dénoncer le présent Arrangement pour prendre fin un mois après.

Die Französische Regierung verpflichtet sich, für Likör und Branntwein (Kirsch, Zwetschgen, Bonekamp, Steinhäger, Enzian, Himber) deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft ein Einfuhrkontingent von 500 Hektoliter zu gewähren.

Le Gouvernement Français s'engage à accorder pour les liqueurs et eaux-de-vie (Kirsch, Quetsche, Bonekamp, Steinhäger, Gentiane, Framboise) originaires et en provenance d'Allemagne, un contingent d'importation de 500 hectolitres.

Hinsichtlich der Verteilung des genannten Kontingents im französischen Zollgebiet wird die gleiche Regelung getroffen wie bei den Likören und Trinkbranntweinen, die aus dem meistbegünstigten Land stammen und dort herkommen.

Pour la répartition dudit contingent sur le territoire douanier français, la réglementation sera identique à celle dont bénéficient les liqueurs ou eaux-de-vie originaires et en provenance du pays le plus favorisé en cette matière.

Auf Verlangen der Deutschen Regierung können andere spezifisch deutsche Trinkbranntweine der vorstehenden Liste hinzugefügt werden.

Sur la demande du Gouvernement Allemand, d'autres eaux-de-vie spécifiquement allemandes pourront être ajoutées à la liste ci-dessus.

Die Französische Regierung gibt der Deutschen Regierung die Zusicherung, dass trotz Bestehens des Monopols kein Einfuhrverbot für Kolodium erlassen werden wird (Nr. 0250 des französischen Zolltarifs).

Die Französische Regierung erklärt, dass nach ihrer Ansicht die den französischen pharmazeutischen Erzeugnissen in diesem Abkommen gewährten Vorteile den Anforderungen der Gegenseitigkeit Genüge leisten, die durch das französische Gesetz vorgesehen sind, und die deutschen pharmazeutischen Erzeugnisse werden daher zur Einfuhr nach Frankreich zugelassen, wenn sie die durch das Gesetz geforderten Bedingungen erfüllen.

Zu Artikel 7.

Die Bestimmungen des Absatzes 2 schliessen nicht die Möglichkeit aus, dass jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gegebenenfalls die Eröffnung der in genanntem Artikel vorgesehenen Verhandlungen auch vor Ablauf der Frist beantragt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Feststellung des Schadens, für den ein Ausgleich gefordert wird, nach den Einfuhrzahlen des letzten Jahres auf Grund der angemeldeten Werte bestimmt wird. Ausserdem muss die Gleichwertigkeit der auf beiden Seiten ergriffenen Massnahmen angestrebt werden unter Berücksichtigung des festgestellten Verhältnisses zwischen den entsprechenden Einfuhren der beiden Länder nach den Statistiken der letzten 6 Monate, mit Ausnahme des letzten Monats,

Le Gouvernement Français donne l'assurance au Gouvernement Allemand que malgré l'existence du monopole, aucune prohibition d'importation ne sera instituée sur les collodions (n° 0250 du tarif français).

Le Gouvernement Français déclare qu'il considère que les avantages accordés aux produits pharmaceutiques français par le présent Arrangement , satisfaisant aux conditions de réciprocité imposées par la loi française, les produits pharmaceutiques allemands seront admis à l'importation en France s'ils remplissent les conditions exigées par cette loi.

Ad Article 7.

Les dispositions de l'alinéa 2 n'excluent pas la possibilité pour chacune des Hautes Parties Contractantes de demander, le cas échéant, l'ouverture des négociations prévues audit article, même avant l'expiration du délai de préavis.

Il est entendu que la détermination du préjudice dont la compensation est demandée sera faite d'après le chiffre des importations de la dernière année sur la base des valeurs déclarées. En outre, l'équivalence des mesures prises de part et d'autre devra être recherchée en tenant compte de la proportion constatée entre les importations respectives des deux pays d'après les statistiques des six derniers mois à l'exclusion du dernier mois précédant immédiatement ces mesures.

der diesen Massnahmen unmittelbar vorausgegangen ist.

Zu Artikel 8.

1. Bei den in der Liste 5 enthaltenen kontingentierten Erzeugnissen, für die Deutschland infolge früher getroffener Vereinbarungen der ihm mathematisch zustehende Anteil an den Kontingenten vorläufig noch nicht vollständig zugebilligt werden konnte, wird die Französische Regierung der Deutschen Regierung als erster die infolge des Ablaufs der vorerwähnten Vereinbarungen verfügbar werdenden Mengen zwecks Herbeiführung einer Verständigung über die etwaige Inanspruchnahme dieser Mengen mitteilen.

2. Bei der Durchführung der Kontingentierungsmassnahmen wird die Französische Regierung sich bemühen, die zwischen den deutschen und französischen Erzeugern oder Industriellen geschlossenen Privatvereinbarungen im Rahmen der allgemeinen Interessen zu verwirklichen.

3. Die Französische Regierung ist bereit, die Einfuhr von Erzeugnissen, die den Gegenstand von sogenannten Bestellkontingenten (Kontingenten, die vom Verein Deutscher Maschinenbau-Anstalten, vom Reichsfachverband der Elektrotechnischen Industrie e. V. und von der Deutschen Nationalen Kommission für Elektroporzellan bewirtschaftet werden) bilden, auf Grund der von der Zollverwaltung geführten Kontingents-Sonderstatistik nicht zu sperren. Sie behält sich jedoch für den Fall, dass diese Statistik höhere Zahlen als die Kontingente aufweist, vor, Buchprüfungen vorzu-

Ad Article 8.

1° En ce qui concerne les produits contingentés repris à la liste 5, pour lesquels, provisoirement, il n'a pas encore été possible d'allouer à l'Allemagne la totalité de la part qui lui revient mathématiquement dans les contingents, en raison d'accords conclus antérieurement au présent Arrangement, le Gouvernement Français signalera par priorité au Gouvernement Allemand les quantités qui deviendraient disponibles par suite de l'expiration des accords précités, en vue de réaliser une entente pour l'utilisation éventuelle de ces quantités.

2° Pour l'application des mesures de contingentement, le Gouvernement Français s'efforcera d'assurer la réalisation des accords privés conclus entre les producteurs ou les industriels français et allemands, pour autant qu'ils seront conformes aux intérêts généraux.

3° Le Gouvernement Français est disposé à ne pas suspendre les importations des produits faisant l'objet de contingents dits „de commandes" (contingents administrés par le „Verein Deutscher Maschinenbau-Anstalten", par le „Reichsfachverband der Elektrotechnischen Industrie e. V." et par la „Deutsche Nationale Kommission für Elektroporzellan") au vu des statistiques spéciales de contingents tenues par le Service des douanes. Il se réserve toutefois, lorsque ces statistiques accuseront des chiffres supérieurs aux contingents, de faire procéder à des contrôles d'écritures en vue

nehmen, um die Gründe der offenkundigen Überschreitungen festzustellen.

4. Wenn infolge von Änderungen des Zolltarifs oder infolge von Änderungen in der Zolltarifierung eine nichtkontingentierte Ware unter eine kontingentierte Position fällt, wird die Französische Regierung bei der Festsetzung des Gesamtkontingents der Einfuhr der Waren dieser Art während des Grundzeitraums soweit als möglich Rechnung tragen. Wenn die eingeführten Mengen in der französischen Statistik nicht aufgeführt sind, wird die Französische Regierung die ihr von der Deutschen Regierung etwa übermittelten Unterlagen berücksichtigen.

Ebenso werden, wenn eine Ware aus einer kontingentierten Position nach einer anderen ebenfalls kontingentierten Position umtarifiert wird, die Kontingentsmengen, sofern die jeweils vorliegenden Verhältnisse es gestatten, geändert werden, um dem Umfang der Einfuhr der betreffenden Ware Rechnung zu tragen.

5. Die Französische Regierung nimmt den Vorschlag der Deutschen Regierung an, wonach eine (gelbe) Zweitausfertigung der Kontingentsbescheinigungen ausgestellt wird und diese Zweitausfertigung von der deutschen Bewirtschaftungsstelle dem Zollamt, über das die Einfuhr erfolgen soll, unmittelbar übersandt wird. Die Verfahrensvorschriften für diese Regelung sind durch eine unmittelbare Verständigung beider Regierungen getroffen worden.

d'établir la raison des dépassements apparents.

4° Lorsque par suite des modifications apportées au tarif douanier ou par suite de modifications aux classements tarifaires, une marchandise non contingentée sera comprise dans une position soumise au contingentement, le Gouvernement Français tiendra compte dans la mesure du possible pour la fixation du contingent global des importations des marchandises de l'espèce pendant la période de base. Si les quantités importées ne figuraient pas dans les statistiques françaises, le Gouvernement Français prendrait en considération les éléments d'appréciation qui pourraient lui être remis par le Gouvernement Allemand.

De même, lorsqu'une marchandise passera d'une position contingentée dans une autre position également contingentée, les chiffres des contingents seront, si les circonstances du moment le permettent, modifiés en vue de tenir compte du volume des importations de la marchandise en cause.

5° Le Gouvernement Français accepte la proposition du Gouvernement Allemand en ce qui concerne l'établissement d'un duplicata (jaune) des certificats de contingentement et son envoi direct par l'organisme allemand au bureau de douane par lequel sera effectuée l'importation. Les modalités pratiques de fonctionnement de ce système sont réglées par entente directe entre les deux gouvernements.

6. Die Französische Regierung erklärt sich einverstanden, der Deutschen Regierung vom 1. Oktober 1934 ab die Bewirtschaftung der Kontingente folgender Positionen des französischen Zolltarifs zu übertragen:

6° Le Gouvernement Français accepte de confier au Gouvernement Allemand, à partir du 1er octobre 1934, la gestion des contingents afférents aux positions suivantes du tarif français:

[suivent les positions du tarif français.]

Die Französische Regierung verpflichtet sich ferner, in kürzester Frist die ihr von der Deutschen Regierung übermittelten Anträge auf Übertragung der Bewirtschaftung der Kontingente für andere Waren mit Wirkung vom 1. Oktober 1934 ab zu prüfen; sie wird diesen Anträgen, soweit es ihr die Verhältnisse gestatten, entsprechen.

Le Gouvernement Français s'engage d'autre part à examiner à brèf délai les demandes qui lui ont été remises par le Gouvernement Allemand en vue de gestion par ce dernier, à partir du 1er octobre 1934, de contingents afférents à d'autres marchandises; il donnera suite à ces demandes dans toute la mesure où les circonstances le lui permettront.

Anderseits muss sich die Französische Regierung die Möglichkeit vorbehalten, die Bewirtschaftung der vorstehenden Kontingente zurückzunehmen, falls bei ihr französische Importeure und Verbraucher Beschwerden anbringen, die sie als gerechtfertigt erkennt; sie wird jedoch dafür sorgen, dass der Deutschen Regierung vorher von diesen Beschwerden Kenntnis gegeben wird.

D'autre part le Gouvernement Français doit se réserver la possibilité de reprendre la gestion des contingents ci-dessus au cas où il serait saisi par les importateurs et utilisateurs français de plaintes qu'il reconnaîtrait justifiées; il aura soin de donner au préable connaissance de ces plaintes au Gouvernement Allemand.

B.

Marokko.

Die Bestimmungen dieser Vereinbarung finden keine Anwendung auf Marokko, dessen Beziehungen mit Deutschland auf dem Zollgebiet durch den Notenwechsel vom gleichen Tage geregelt wird.

B.

Maroc.

Les dispositions du présent Arrangement ne s'appliquent pas au Maroc, dont les relations avec Allemagne en matière douanière seront réglés conformément aux échanges de lettres de ce jour.

Mandatsländer.

Die Bestimmungen dieser Vereinbarung finden keine Anwendung auf die Gebiete, für die Frankreich ein Mandat erteilt worden ist und deren Beziehungen zu Deutschland durch

Pays sous mandat.

Les dispositions du présent Arrangement ne s'appliquent pas aux territoires pour lesquels un mandat a été confié à la France et dont les relations avec l'Allemagne seront

den Notenwechsel vom gleichen Tage geregelt werden.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Berlin, den achtundzwanzigsten Juli 1934.

*Karl Ritter.*
*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*

réglées conformément à l'échange de lettres de ce jour.

Fait à Berlin, en doubles exemplaires, en français et en allemand, le vingt-huit juillet 1934.

*André François-Poncet.*
*Louis Bonnefon-Craponne.*
*Karl Ritter.*

---

Le Président
de la Délégation française pour
les négociations commerciales
franco-allemandes.

Berlin, le 28 juillet 1934.

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de la Convention de Commerce, d'Etablissement et de Navigation et de l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands en date de ce jour, il a été entendu que le Gouvernement Français supprimerait à l'égard des marchandises allemandes les majorations de taux de la taxe à l'importation instituées par l'Article 32 de la loi du 31 mars 1932 sur les produits ou objets semi-ouvrés et sur les produits ou objets fabriqués.

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Français accepte d'effectuer cette suppression, à compter du 1er août 1934.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Mit Ihrem Schreiben von heute haben Sie mir folgendes mitgeteilt:

„Im Verlauf der Verhandlungen, die heute zur Unterzeichnung des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages zwischen Deutschland und Frankreich und der Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr geführt haben, ist Einverständnis darüber erzielt worden, dass die Französische Regierung die auf Grund des Artikels 32 des Gesetzes vom 31. März 1932 vorgenommene Erhöhung der Einfuhrumsatzsteuer auf Halb- und Fertigerzeugnisse für deutsche Waren beseitigen wird."

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass die Französische Regierung damit einverstanden ist, die Beseitigung mit Wirkung vom 1. August 1934 ab durchzuführen.

Ich bitte Sie, mir die Zusicherung zu geben, dass die Deutsche Re-

Je vous serais obligé de me donner l'assurance que, de son côté le Gouvernement Allemand est prêt à signer la Convention pour éviter les doubles impositions et en vue d'une assistance administrative réciproque qui a été paragraphée à Berlin le 7 mai 1934.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

A Monsieur le Président de la Délégation allemande pour les négociations commerciales franco-allemandes.

gierung ihrerseits bereit ist, nunmehr das am 7. Mai 1934 in Berlin paraphierte Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amtshilfe zu unterzeichnen."

Ich beehre mich, Ihnen unter Bezugnahme auf das Schreiben des Vorsitzenden der Deutschen Delegation für die deutsch-französischen Doppelbesteuerungsverhandlungen an den Vorsitzenden der Französischen Delegation für die gleichen Verhandlungen vom 7. Mai 1934 zu bestätigen, dass die Deutsche Regierung nunmehr bereit ist, das am 7. Mai 1934 in Berlin paraphierte vorerwähnte Abkommen zu unterzeichnen, und ich bitte Sie, diese Mitteilung der Französischen Regierung zur Kenntnis zu bringen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

---

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Im Verlauf der Wirtschaftsverhandlungen ist von französischer Seite der Wunsch geäussert worden, mit der Reichsregierung eine Vereinbarung zwecks zollfreier Einfuhr von in Frankreich vermehrtem Ge-

Délégation française pour
les négociations commerciales
franco-allemandes.

Berlin, le 28. juillet 1934.

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

„Au cours des négociations commerciales, la Délégation française a exprimé le désir de conclure avec

müsesamen nach Pos. 21 des deutschen Zolltarifs abzuschliessen.

Die Deutsche Regierung wird mit der Französischen Regierung eine solche Vereinbarung treffen, sobald die technischen Vorbereitungen für die Durchführung abgeschlossen sind.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

le Gouvernement du Reich un accord relatif à l'importation en franchise en Allemagne des semences produites en France et provenant de porte-graines allemandes en application des dispositions de l'Article 21 du tarif douanier.

Le Gouvernement Allemand concluera avec le Gouvernement Français un tel accord, aussitôt que les conditions techniques pour sa mise en application seront réalisées."

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication, dont je prends acte au nom de mon Gouvernement et je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

A Monsieur le Président de la Délégation allemande pour les négociations commerciales franco-allemandes.

---

Der Vorsitzende der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Im Laufe der Verhandlungen, die zum Abschluss der heute gezeichneten Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr geführt haben, sind unsere beiden Delegationen hinsichtlich der Kontrolle der von deutschen Stellen bewirtschafteten französischen Einfuhrkontingente über folgende Regelung übereingekommen:

Die Kontingentsbescheinigungen werden für jedes Kontingent auf Vordrucken ausgestellt, die mit der

Délégation française pour les négociations commerciales franco-allemandes.

Berlin, le 28. juillet 1934.

Monsieur le Président,

Au cours des négociations, qui ont abouti à la conclusion de l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands, signé en date de ce jour, nos deux délégations sont tombées d'accord sur les dispositions suivantes concernant le contrôle des contingents français d'importation gérés par des organismes allemands:

Les certificats sont délivrés pour chaque contingent sur des formules établies d'accord avec le Gouverne-

Französischen Regierung vereinbart sind und in nur einer Reihenfolge innerhalb des Vierteljahres mit laufenden Nummern versehen sein müssen.

Sie werden in einer Erst- und in einer Zweitausfertigung ausgestellt. Grundsätzlich darf für jede Sendung nur eine Bescheinigung ausgestellt werden.

Die Zweitausfertigung ist von der deutschen Bewirtschaftungsstelle rechtzeitig dem Eingangszollamt unmittelbar zu übersenden.

Die Erstausfertigung wird dem Absender übergeben und ist von dem Deklaranten dem Eingangszollamt bei der Verzollung vorzulegen. In dem Ausnahmefall einer teilweisen Ausnutzung wird sie von der Zollstelle mit einem Abschreibungsvermerk versehen und dem Deklaranten zurückgegeben.

Die Kontingentsbescheinigungen haben die folgenden Angaben zu enthalten:

- Bezeichnung der Bewirtschaftungsstelle;
- Gattung der Ware;
- Nummer des Zolltarifs;
- Warenmengen, in Z i f f e r n u n d B u c h s t a b e n, nach der für das Kontingent festgesetzten Einheit.

Die Bescheinigungen müssen den Ausstellungstag enthalten und von dazu befugten Personen unterzeichnet sein.

Die Namenszüge dieser Personen müssen in hinreichender Anzahl (ungefähr 50) der französischen Generalzolldirektion in Paris zwecks Verteilung unter die in Betracht kommenden Zollämter übersandt werden.

ment Français suivant une série unique par trimestre et portant un numéro d'ordre.

Ils sont établis en primata et duplicata. En principe, il doit être établi un certificat par expédition. Le duplicata doit être adressé directement en temps utile par l'organisme répartiteur, au bureau de douane d'importation.

Le primata est remis à l'expéditeur et doit être représenté par le déclarant au bureau des douanes d'importation au moment du dédouanement. Dans le cas exceptionnel d'un apurement partiel il est annoté par le service des douanes et remis ensuite au déclarant.

Les certificats de contingentement doivent porter explicitement les indications suivantes:

- Nom de l'organisme répartiteur;
- Espèce de la marchandise;
- Numéro du tarif douanier;
- Quantités de marchandise exprimées *en chiffres et en lettres*, suivant l'unité fixée par le contingent,

les certificats doivent être datés et signés par des personnes qualifiées.

Des spécimens des signatures desdites personnes doivent être remis en nombre suffisant (50 environ) à la Direction Générale des Douanes françaises, à Paris pour être répartis entre les bureaux intéressés.

Die Geltungsdauer der jeweils für ein Vierteljahr ausgestellten Kontingentsbescheinigungen läuft bis zum Schluss des betreffenden Vierteljahres ohne Rücksicht auf den Ausstellungstag dieser Urkunden.

Sofort nach Anschreibung in der Kontingentssonderstatistik sind die Zweitausfertigungen der Kontingentsbescheinigungen von dem in Frage kommenden Zollamt der Deutschen Handelskammer in Paris 18e, 20, rue de la Baume, in einem von dieser Handelskammer vorher zu liefernden Freiumschlag zu übermitteln.

Die vorstehenden Bestimmungen treten am 1. Oktober 1934 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

Le délai de validité des certificats de contingentement délivrés au titre d'un trimestre s'etend jusqu'à l'expiration du trimestre considéré, quelle soit la date de délivrance de ces documents.

Aussitôt après prise en charge dans la statistique spéciale des contingents, les duplicata des certificats seront envoyés par le service des douanes du bureau intéressé à la Chambre de commerce allemande de Paris, 20 rue de la Baume (8ème), sous enveloppe affranchie à l'avance qui sera fournie par ladite Chambre de Commerce.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur le 1er octobre 1934.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

A Monsieur Ritter, Président de la Délégation allemande pour les négociations commerciales franco-allemandes.

---

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche und die Französische Regierung aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung der Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr über die nachstehenden Bestimmungen einig geworden sind:

Die Französische Regierung wird sich bei der Sherifischen Regierung dafür einsetzen, dass die Erzeugnisse deutschen Ursprungs und

Le Président
de la Délégation Française.

Berlin, le 28. juillet 1934.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à l'occasion de la signature de l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands de ce jour les Gouvernements Français et Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

Le Gouvernement Français s'engage à intervenir auprès du Gouvernement Chérifien pour que les produits originaires et en pro-

deutscher Herkunft weiter in Marokko entsprechend den Bestimmungen des Dahir vom 1. Dezember 1927 meistbegünstigt behandelt werden.

Die Erzeugnisse aus Marokko werden in Deutschland ebenfalls weiter meistbegünstigt behandelt werden.

Die Französische Regierung wird der Sherifischen Regierung empfehlen, ihre Zustimmung dazu zu geben, dass in der Tanger-Zone die obengenannten Bestimmungen Anwendung finden.

Die Deutsche Regierung ist bereit, jeden von Marokko gestellten Antrag wohlwollend in Erwägung zu ziehen, der zum Ziel hat, dass Marokko in Deutschland auf dem Gebiete des Handels die gleichen Vorteile geniesst, deren Deutschland in Marokko teilhaftig ist.

Die in diesem Notenwechsel getroffene Vereinbarung gilt bis zum 31. Dezember 1934. Falls sie nicht vor dem 1. Dezember 1934 gekündigt wird, gilt sie stillschweigend von drei zu drei Monaten als mit der Massgabe verlängert, dass jede der beiden Regierungen sie zum Ende eines jeden Kalendervierteljahres durch eine einen Monat vorher erfolgende Mitteilung ausser Kraft setzen kann.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

venance d'Allemagne continuent de bénéficier au Maroc du traitement de la nation la plus favorisée conformément aux dispositions du dahir 1er septembre 1927.

Les produits du Maroc continueront de bénéficier en Allemagne du traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement Français recommandera au Gouvernement Chérifien de donner son accord à la zone de Tanger pour l'application dans cette zone des dispositions susvisées.

Le Gouvernement Allemand se déclare prêt à considérer favorablement toute demande qui pourrait être présentée par le Maroc en vue de bénéficier en Allemagne d'avantages commerciaux correspondant à ceux dont bénéficie l'Allemagne au Maroc.

L'Arrangement faisant l'objet du présent échange de lettres restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934. Faute de dénonciation avant le 1er décembre 1934, is sera prorogé par tacite reconduction de trois mois en trois mois avec faculté pour chacun des deux gouvernements d'en faire cesser les effets à l'expiration de chaque période trimestrielle, sous condition d'un préavis d'un mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Berlin, den 28. Juli 1934.

Herr Vorsitzender,

Unter Bezugnahme auf den heutigen Notenwechsel über das zwischen Deutschland und Marokko geltende Zollverhältnis beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass die Deutsche Regierung eine gemäss den Bestimmungen der vorerwähnten Noten erfolgende Kündigung noch als gültig ansehen wird, wenn diese innerhalb einer Woche nach Fristablauf erfolgt und wenn sie durch die Kündigung der heute unterzeichneten Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr begründet ist.

Dieser Anspruch besteht jedoch nur, falls der Tag der Kündigung dieser zuletzt erwähnten Vereinbarung dem anderen Teil keine genügende Frist lässt, um die in dem entsprechenden Notenwechsel vorgesehene Mitteilung zu machen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Ritter.*

An den Vorsitzenden der französischen Delegation Herrn Bonnefon-Craponne, Berlin.

Le Président
de la Délégation Française.

Berlin, le 28 juillet 1934.

Monsieur le Président,

En me référant aux lettres échangées en date de ce jour au sujet du régime douanier applicable dans les relations entre le Maroc et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Français considérera comme valable une dénonciation des dispositions contenues dans les lettres précitées, notifiée dans les 8 jours qui suivront l'expiration des délais si elle est motivée par la dénonciation de l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands en date de ce jour.

Cette faculté n'est prévue que pour le cas où la date de dénonciation de ce dernier Arrangement ne laisserait pas un délai suffisant pour user du préavis prévu par l'échange de lettres dont il s'agit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*L. B.-Craponne.*

M. Ritter, Président de la Délégation allemande, Berlin.

## 24.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

## Avenant à l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934;*) signé à Paris, le 30 novembre 1934.**)

*Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 62.*

---

Die Deutsche Regierung und die Französische Regierung sind über folgende Bestimmungen übereingekommen:

Artikel 1.

Der Artikel 10 der Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

Wenn im Laufe des ersten Verlängerungszeitraums vom 1. Januar bis 31. März 1935 die allgemeinen Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern durch das Eintreten neuer Ereignisse geändert werden, werden die Hohen Vertragschliessenden Teile sofort in Verhandlungen treten mit dem Ziele, die Regelung des Warenverkehrs festzulegen, die von einem zu bestimmenden Zeitpunkt ab, und zwar auch schon vor dem 1. April 1935, an Stelle der in der Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934 getroffenen Regelung treten soll.

Artikel 2.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris statt-

Le Gouvernement Français et le Gouvernement Allemand sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

L'Article 10 de l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934 est complété par l'alinéa suivant:

Si, au cours de la première période de prorogation du 1er janvier au 31 mars 1935, les relations économiques générales entre les deux pays se trouvaient modifiées du fait d'évènements nouveaux, les Hautes Parties Contractantes engageraient immédiatement des négociations en vue de fixer le régime des échanges commerciaux qui devrait se substituer, à partir d'une date à fixer et qui pourrait être antérieure au 1er avril 1935, au régime établi par l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934.

Article 2.

Le présent Avenant sera ratifié; l'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris. Il entrera

---

*) V. ci-dessus, No. 23.

**) Mis en vigueur à titre provisoire, le 1er janvier 1935.

finden. Sie wird vierzehn Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Jedoch werden die Hohen Vertragschliessenden Teile sie mit Wirkung vom 1. Januar 1935 ab vorläufig anwenden.

Zu Urkund dessen haben die hierzu beglaubigten Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und französischem Wortlaut zu Paris am 30. November 1934.

*Roland Köster.*
*Karl Ritter.*
*P. Laval.*
*Paul Marchandeau.*
*L. B. Craponne.*

en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1er janvier 1935.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Avenant.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en allemand, le 30 novembre 1934.

*Pierre Laval.*
*Paul Marchandeau.*
*L. B. Craponne.*
*Roland Köster.*
*Karl Ritter.*

---

25.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

## Accord additionnel à l'Accord sur le commerce des marchandises du 28 juillet 1934;*) signé à Paris, le 14 février 1935.**)

*Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 8.*

---

Zusatzabkommen zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934.

Gemäss der Entschliessung des Völkerbundsrats vom 5. Dezember 1934, in der empfohlen worden ist, „dass in den zwischen Deutschland und Frankreich abzuschliessenden Handelsabmachungen der bestehenden wirtschaftlichen Lage Rechnung getragen wird mit dem Wunsche, die nachteiligen Folgen zu mildern, die sich aus plötzlichen Änderungen in den Handelsbeziehungen des Saargebiets mit dem Ausland ergeben könnten", sind die Deutsche und die Französische Regierung über nachstehende zeitlich beschränkte Sonderregelung des Warenaustausches zwischen dem Saarland und den angrenzenden französischen Gebieten übereingekommen:

*) V. ci-dessus, No. 23.

**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 18 février 1935.

Artikel 1.

Während der Dauer dieses Abkommens werden die Erzeugnisse der Listen A und B der darin vorgesehenen Zollbehandlung im Rahmen der angegebenen Kontingente unterworfen.

Artikel 2.

Dieses Zusatzabkommen soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden. Es tritt am 15. Tage nach dem Austausch in Kraft, jedoch sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, es vom 18. Februar 1935 ab vorläufig anzuwenden. Das Zusatzabkommen tritt am 30. Juni 1935 ausser Kraft. Es kann durch Übereinkommen der beiden Regierungen erneuert werden.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und französischem Wortlaut zu Paris am 14. Februar 1935.

Für die Deutsche Regierung:
*Roland Köster.*
*Karl Ritter.*

Für die Französische Regierung:
*Pierre Laval.*
*Paul Marchandeau.*
*L. B. Craponne.*

---

26.

ALLEMAGNE, FRANCE.

## Deuxième Accord additionnel à l'Accord concernant le commerce des marchandises du 28 juillet 1934;*) signé à Paris, le 21 février 1935.**)

*Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 11.*

---

Zusatzabkommen zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934.

Die Deutsche und die Französische Regierung sind übereingekommen, die im Zusatzabkommen vom 14. Februar 1935***) zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr getroffene Sonderregelung des Warenaustausches zwischen dem Saarland und den angrenzenden

*) V. ci-dessus, No. 23.

**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 27 février 1935.

***) V. ci-dessus, No. 25.

französischen Gebieten durch folgende Bestimmungen zu ergänzen und zu erweitern, die damit integrierender Bestandteil des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 werden:

Artikel 1.

Während der Dauer dieses Abkommens werden die Erzeugnisse der Listen A 1 und B 1 *) der darin vorgesehenen Zollbehandlung im Rahmen der angegebenen Kontingente unterworfen.

Artikel 2.

Das in der Liste A zum Zusatzabkommen vom 14. Februar 1935 **) zu Nr. aus 133 des deutschen Zolltarifs vereinbarte Kontingent für entkeimte Milch darf nur bei den beiden deutschen Zollstellen Überherrn (Bahnhof) und Goldene Bremm zum freien Verkehr abgefertigt werden.

Dieses Kontingent darf über die genannten beiden Zollstellen nur nach näherer Anordnung des Reichsministers der Finanzen mit Genehmigung einer vom Reichs- und Preussischen Minister für Ernährung und Landwirtschaft zu bestimmenden Stelle eingeführt werden.

Artikel 3.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, keine Massnahme zu treffen, namentlich auf dem Gebiet der Ein- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen, die die in dem Zusatzabkommen vom 14. Februar 1935 und in diesem Zusatzabkommen getroffene Sonderregelung beeinträchtigen könnten.

Artikel 4.

Dieses Zusatzabkommen soll ratifiziert werden, der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden. Es tritt am 15. Tage nach dem Austausch in Kraft. Jedoch sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, es vom 27. Februar 1935 ab vorläufig anzuwenden. Dieses Zusatzabkommen tritt am 30. Juni 1935 ausser Kraft. Es kann durch Übereinkommen der beiden Regierungen erneuert werden.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und französischem Wortlaut zu Paris am 21. Februar 1935.

Für die Deutsche Regierung:
*Roland Köster.*
*Karl Ritter.*

Für die Französische Regierung:
*Pierre Laval.*
*Paul Marchandeau.*
*L. B. Craponne.*

*) Non reproduites.

**) V. ci-dessus, No. 25.

Zeichnungsprotokoll.

1. Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, die nachstehend bezeichneten Reichsstellen anzuweisen, die daneben aufgeführten Erzeugnisse im Rahmen der vereinbarten Kontingente abzunehmen:

[suivent les numéros du tarif.]

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, die nachstehend bezeichneten Reichsstellen anzuweisen, die Einfuhr der daneben aufgeführten Erzeugnisse in das deutsche Zollgebiet im Rahmen der vereinbarten Kontingente zu genehmigen:

[suit la liste des produits.]

Die Deutsche Regierung wird dafür Sorge tragen, dass das Kontingent von 150 dz frischer Erdbeeren von dem pflanzenschutzpolizeilichen Einfuhrverbot nicht betroffen wird.

2. Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, hinsichtlich der in der Liste B des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 und der Liste B 1 dieses Abkommens vorgesehenen Kontingente nachstehendes Verfahren anzuwenden:

a) Die in den Listen B und B 1 aufgeführten Erzeugnisse geniessen bei ihrer Einfuhr nach Frankreich die in diesen Listen vorgesehene Zollvergünstigung, wenn sie von einer von der Handelskammer zu Saarbrücken ausgestellten Kontingentsbescheinigung nachstehenden Musters in dreifacher Ausfertigung begleitet sind.

b) Die Angabe des Gewichts oder der Menge wird von der französischen Zollbehörde, die den Tag der Verzollung in die Bescheinigung einsetzt, geprüft und durch einen Abdruck des Dienststempels bestätigt.

c) Die französische Zollstelle übersendet eine Ausfertigung der Bescheinigung an die Handelskammer zu Saarbrücken, die zweite Ausfertigung an den Zolldirektor in Forbach. Die Ausnutzung der Kontingente wird auf Grund dieser Unterlagen überwacht. Über die Durchführung der Überwachung können sich die Handelskammer zu Saarbrücken und der Zolldirektor in Forbach unmittelbar ins Benehmen setzen.

d) Das nachstehende Muster gilt für die Waren der Liste B 1 dieses Zusatzabkommens auch dann, wenn es nur auf Artikel 1 des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 Bezug nimmt.

e) Vorbehaltlich der besonderen Einfuhrbeschränkungen, die in Frankreich für gewisse Waren bestehen, darf die Einfuhr der kontingierten Waren nur bei den nachgenannten Zollstellen erfolgen: Waldwisse (Bahnhof), Guerstling (Landstrasse und Bahnhof), Bouzonville, Hargarten, Petite-Rosselle, Stiring-Wendel (lediglich für örtlich beschränkten Verkehr), Brême-d'Or, Forbach, Grossbliederstroff, Sarreguemines (Bahnhof), Sarreguemines (Landstrasse und Kanal), Bliesbrück.

3. Die in der Liste B des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 bei der Nummer aus 568 des französischen Zolltarifs vorgesehenen Kontingente werden wie folgt berichtigt:

[suivent les modifications.]

4. Die in der Liste B 1 dieses Zusatzabkommens unter Nr. aus 537 des französischen Zolltarifs (Werkzeuge) und unter Nr. 559 und aus 579 des französischen Zolltarifs (Schlösser) aufgeführten Kontingente werden zusätzlich zu den im Notenwechsel vom 9. Februar 1935 bei den gleichen Positionen gegebenen Kontingentserhöhungen gewährt.

Paris, den 21. Februar 1935.

*Roland Köster.*
*Karl Ritter.*

*Pierre Laval.*
*Paul Marchandeau.*
*L. B. Craponne.*

---

27.

ALLEMAGNE, FRANCE.

## Accord pour prolonger et modifier les Accords additionnels des 14 et 21 février 1935*) à l'Accord sur le commerce des marchandises conclu le 28 juillet 1934;**) signé à Berlin, le 25 juin 1935.***)

*Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 32.*

---

Abkommen über die Verlängerung der Zusatzabkommen vom 14. und 21. Februar 1935 zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934.

Artikel 1.

Die in den Zusatzabkommen vom 14. und 21. Februar 1935 zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr getroffene Sonderregelung des Warenaustausches zwischen dem Saarland und den angrenzenden französischen Gebieten wird bis zum 31. August 1935 mit den sich aus den folgenden Artikeln ergebenden Änderungen verlängert.

Artikel 2.

Für den Zeitraum vom 1. Juli bis zum 31. August 1935 werden die Listen A und B des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 durch die anliegenden Listen A 2 und B 2 ersetzt. †)

---

*) V. ci-dessus, No. 25, 26.
**) V. ci-dessus, No. 23.
***) Mis en application, à titre provisoire, à partir du 1er juillet 1935.
†) Non reproduites.

Für den gleichen Zeitraum werden die Kontingente für die in den Listen A 1 und B 1 des Zusatzabkommens vom 21. Februar 1935 genannten Erzeugnisse in Höhe von 50 % der dort aufgeführten Mengen festgesetzt, mit Ausnahme des Kontingents für geniessbare Eingeweide von Rindvieh und Schweinen, frisch (aus Nr. 108 des deutschen Zolltarifs der Liste A 1), das gestrichen wird.

Artikel 3.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden. Es tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch in Kraft. Jedoch sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, es vom 1. Juli 1935 ab vorläufig anzuwenden.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und französischem Wortlaut zu Berlin am 25. Juni 1935.

Für die Deutsche Regierung: *von Bülow.*

Für die Französische Regierung: *André François-Poncet.*

---

Zeichnungsprotokoll.

Die Einfuhr von Milch, Butter und Schweineschmalz beginnt am 1. Juli 1935. Die Einfuhr der übrigen landwirtschaftlichen Erzeugnisse und von Salz der Liste A 1 wird erst aufgenommen werden, wenn das Gleichgewicht des Wertes des Warenaustausches auf Grund der Zusatzabkommen vom 14. und 21. Februar und des heutigen Abkommens so hergestellt sein wird, dass es die Wiederaufnahme der Einfuhr erlaubt.

Zu Artikel 2.

Um die Schwierigkeiten der Einfuhr von frischem Rindfleisch, das an Stelle von geniessbaren Eingeweiden vor dem 1. Juli 1935 eingeführt worden ist, zu beseitigen, sind die beiden Regierungen übereingekommen, dass ein zusätzliches Kontingent von 2000 dz für Rindfleisch, frisch (aus Nr. 108 des deutschen Zolltarifs), zur Einfuhr aus Frankreich festgesetzt wird. Auf dieses Kontingent sind die unter den erwähnten Umständen eingeführten Mengen anzurechnen.

Berlin, den 25. Juni 1935.

Für die Deutsche Regierung: *von Bülow.*

Für die Französische Regierung: *André François-Poncet.*

---

28.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Accord pour prolonger et modifier les Accords additionnels des 14 et 21 février 1935*) à l'Accord sur le commerce des marchandises conclu le 28 juillet 1934;**) signé à Berlin, le 31 août 1935.***)

*Reichsgesetzblatt 1938. II, No. 42.*

---

Abkommen über die weitere Verlängerung der Zusatzabkommen vom 14. und 21. Februar 1935 zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934.

Artikel 1.

Die Sonderregelung des Warenaustausches zwischen dem Saarland und den angrenzenden französischen Gebieten, die in dem Abkommen vom 25. Juni 1935 über die Verlängerung der Zusatzabkommen vom 14. und 21. Februar 1935 zur Vereinbarung über den deutsch-französischen Warenverkehr getroffen ist, wird bis zum 30. September 1935 mit den aus den folgenden Artikeln sich ergebenden Änderungen verlängert.

Artikel 2.

Für den Zeitraum vom 1. September bis zum 30. September 1935 werden die Kontingente für die in den Listen A und B des Zusatzabkommens vom 14. Februar 1935 genannten Erzeugnisse in Höhe von 50 v. H. der in den Listen A 2 und B 2 des Abkommens vom 25. Juni 1935 genannten Mengen festgesetzt.

Für den gleichen Zeitraum werden die Kontingente für die in den Listen A 1 und B 1 des Zusatzabkommens vom 21. Februar 1935 genannten Erzeugnisse in Höhe von 25 v. H. der dort aufgeführten Mengen festgesetzt, mit Ausnahme des Kontingents für geniessbare Eingeweide von Rindvieh und Schweinen, frisch (aus Nr. 108 des deutschen Zolltarifs der Liste A 1), das gemäss Artikel 2 des Abkommens vom 25. Juni 1935 gestrichen worden ist.

Artikel 3.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden. Es tritt am 15. Tage nach dem

---

*) V. ci-dessus, No. 25, 26.

**) V. ci-dessus, No. 23.

***) Mis en application, à titre provisoire, à partir du 1er septembre 1935.

Austausch in Kraft. Jedoch sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, es vom 1. September 1935 ab vorläufig anzuwenden.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und französischem Wortlaut zu Berlin am 31. August 1935.

Für die Deutsche Regierung: *Ritter.* Für die Französische Regierung: *François-Poncet.*

---

Zeichnungsprotokoll.

1. Die französische Ausfuhr von Butter beginnt am 1. September 1935. Die Ausfuhr der übrigen landwirtschaftlichen Erzeugnisse und von Salz der Liste A wird erst aufgenommen werden, wenn der Ausgleich im Verrechnungsverkehr wiederhergestellt ist und eine Wiederaufnahme dieser Einfuhr erlaubt.

   Sollte die Lage des Clearings eine Steigerung der Ausfuhr aus den angrenzenden französischen Gebieten in das Saarland erwünscht erscheinen lassen, so werden die beiden Regierungen alsbald in Besprechungen eintreten, um entsprechende Vereinbarungen zu treffen.
2. Für die Waren der Positionen 481 und 482 A des französischen Zolltarifs sowie der Positionen aus 566 und 566 bis wird ein neues Kontingent nicht festgesetzt.

   Sollte die Lage des Clearings eine Steigerung der Ausfuhr aus dem Saarland in die angrenzenden französischen Gebiete erwünscht erscheinen lassen, so werden die beiden Regierungen alsbald in Besprechungen eintreten, um entsprechende Vereinbarungen zu treffen.

   Berlin, den 31. August 1935.

Für die Deutsche Regierung: *Ritter.* Für die Französische Regierung: *François-Poncet.*

---

## 29.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Accord sur les Echanges commerciaux; signé à Paris, le 10 juillet 1937.*)

*Reichsgesetzblatt 1937. II, No. 27.*

---

Deutsch-Französisches Abkommen über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937.

Der Deutsche Reichskanzler und der Präsident der Französischen

Accord Franco-Allemand sur les Echanges commerciaux du 10 juillet 1937.

Le Président de la République Française et le Chancelier du Reich

*) Mis en application provisoire à partir du 1er août 1937.

Republik, von dem Wunsche beseelt, den Warenaustausch zwischen den beiden Ländern zu erleichtern und zu steigern, haben beschlossen, ein Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben sie als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler

Herrn Johannes Grafen von Welczeck, Ausserordentlichen und Bevollmächtigten Botschafter,

Herrn Dr. Hans Richard Hemmen, Botschaftsrat im Auswärtigen Amt,

Der Präsident der Französischen Republik

Herrn Yvon Delbos, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

Herrn Fernand Chapsal, Handelsminister,

Herrn Hervé Alphand, Direktor im Ministerium für Handel und Industrie,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Die in der Liste 1*) aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft geniessen jederzeit bei ihrer Einfuhr in das französische Zollgebiet die Sätze des Minimaltarifs.

Allemand, animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un Accord sur les échanges commerciaux.

Ils ont désigné à cet effet comme leurs Plénipotentiaires:

D'une part,

M. le Président de la République Française,

MM. Yvon Delbos, Ministre des Affaires Etrangères,

Fernand Chapsal, Ministre du Commerce,

Hervé Alphand, Directeur au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

D'autre part,

M. le Chancelier du Reich Allemand,

MM. le Comte Johannes von Welczeck, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,

le Dr. Hans Richard Hemmen, Conseiller d'Ambassade à l'Office des Affaires Etrangères.

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les produits originaires et en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste 1 ci-annexée,*) bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier français des droits du tarif minimum.

*) Les Listes ne sont pas reproduites.

Sie unterliegen in gar keinem Falle Abgaben, die weniger günstig sind als die von Frankreich auf gleichartige Erzeugnisse jeden anderen fremden Landes erhobenen Abgaben.

Artikel 2.

Die in der Liste 2 aufgeführten Erzeugnisse des französischen Zollgebiets geniessen jederzeit bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet die niedrigsten Zollsätze.

Sie unterliegen in gar keinem Falle Abgaben, die weniger günstig sind als die von Deutschland auf gleichartige Erzeugnisse jeden anderen fremden Landes erhobenen Abgaben.

Artikel 3.

Unbeschadet der Bestimmungen im vorstehenden Artikel 1 und unter Vorbehalt der in Artikel 7 dieser Vereinbarung vorgesehenen Befugnis behalten die in Liste 3 aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft bei ihrer Einfuhr in das französische Zollgebiet die in der erwähnten Liste verzeichneten Zollsätze.

Artikel 4.

Unbeschadet der Bestimmungen im vorstehenden Artikel 2 und unter Vorbehalt der in Artikel 7 dieser Vereinbarung vorgesehenen Befugnis behalten die in Liste 4 aufgezählten Erzeugnisse des französischen Zollgebiets bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet die in der erwähnten Liste verzeichneten Zollsätze.

Artikel 5.

Die Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la France aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Article 2.

Les produits du territoire douanier français énumérés à la liste 2 ci-annexée, bénéficieront, à tout moment à leur importation sur le territoire douanier allemand, du tarif le plus réduit.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par l'Allemagne aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Article 3.

Sans préjudice des dispositions de l'Article premier ci-dessus, et sous réserve de la faculté prévue à l'Article 7 du présent Arrangement, les produits originaires et en provenance du territoire douanier allemand, énumérés à la liste 3, conserveront à leur importation sur le territoire douanier français les droits inscrits à ladite liste.

Article 4.

Sans préjudice des dispositions de l'Article 2 ci-dessus et sous réserve de la faculté prévue à l'Article 7 du présent Arrangement, les produits du territoire douanier français, énumérés à la liste 4, conserveront à leur importation sur le territoire douanier allemand, le bénéfice des droits inscrits à ladite liste.

Article 5.

Les produits, originaires et en provenance d'Allemagne, bénéficie-

geniessen bei ihrer Einfuhr in die sogenannten gleichgestellten französischen Kolonien, d. h. in die Kolonien, in denen grundsätzlich das gleiche Zollsystem gilt wie im Mutterlande:

1. wenn sie in Liste 1 aufgeführt sind, den Minimaltarif, gleichgültig ob dieser Minimaltarif der des Mutterlandes ist oder ob es sich um einen besonderen Tarif handelt;

2. wenn sie in Liste 3 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen, vorausgesetzt, dass der Zolltarif der Kolonie dem des Mutterlandes gleich ist; wenn der Tarif der Kolonie höher ist als der Tarif des Mutterlandes, erstreckt sich die Zollbindung auf den niedrigsten in der Kolonie geltenden Zollsatz.

Erzeugnisse der sogenannten gleichgestellten französischen Kolonien geniessen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet, wenn sie in Liste 2 aufgeführt sind, den niedrigsten Zollsatz, und wenn sie in Liste 4 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen.

In den sogenannten nicht gleichgestellten Kolonien, d. h. in denen, die ein besonderes Zollsystem haben, und in Tunis, geniessen Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft die niedrigsten Zollsätze, die dort auf Grund von Tarifmassnahmen oder Handelsabkommen irgendeiner anderen Macht gegenwärtig gewährt sind oder künftig gewährt werden sollten.

ront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le régime douanier de la métropole:

1° S'ils sont repris à la liste 1, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial;

2° S'ils sont repris à la liste 3, des droits et avantages indiqués à ladite liste pour autant que le tarif colonial est identique au tarif métropolitain; si le tarif colonial est plus élevé que le tarif métropolitain, la consolidation porte sur les droits du tarif le plus réduit appliqué dans la colonie.

A leur importation sur le territoire douanier allemand, les produits des colonies françaises dites assimilées, bénéficieront, s'ils sont repris à la liste 2, du tarif le plus réduit, et s'ils sont repris à la liste 4, des droits et avantages fixés à ladite liste.

Dans les colonies dites non-assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial et en Tunisie, les produits originaires et en provenance d'Allemagne bénéficieront des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre puissance, en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Erzeugnisse der sogenannten nicht gleichgestellten Kolonien sowie solche aus Tunis geniessen bei ihrer Einfuhr nach Deutschland, wenn sie in Liste 2 aufgeführt sind, den niedrigsten Tarif. Ausserdem geniessen diese Erzeugnisse, soweit sie in Liste 4 aufgeführt sind, die in dieser Liste angegebenen Zollsätze und Vergünstigungen.

Artikel 6.

Für den Fall, dass einer der Vertragschliessenden Teile genötigt sein sollte, die Ein- oder Ausfuhr von Waren zu verbieten oder zu beschränken, verpflichtet er sich, die Interessen des anderen Teiles, soweit möglich, zu berücksichtigen.

Die Vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch das Recht vor, aus den nachfolgend aufgezählten Gründen von diesem Grundsatz Ausnahmen zu machen, soweit Verbote und Beschränkungen gleichzeitig auf alle Länder angewendet werden, bei denen gleiche Voraussetzungen vorliegen:

a) Verbote oder Beschränkungen mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit und Moral,

b) Verbote oder Beschränkungen mit Rücksicht auf die Gesundheitspolizei zum Schutze von Menschen, Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge,

c) Verbote oder Beschränkungen mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät und unter ausserordentlichen Umständen auf jeden anderen Kriegsbedarf,

Les produits des colonies dites non assimilées et de la Tunisie jouiront à leur importation en Allemagne, s'ils sont repris à la liste 2, du tarif le plus réduit. En outre, ceux de ces produits inscrits à la liste 4 bénéficieront des droits et avantages indiqués à ladite liste.

Article 6.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes serait dans l'obligation de prohiber ou de limiter l'importation ou l'exportation de marchandises, elle s'engage à prendre en considération, dans la mesure du possible, les intérêts de l'autre Partie.

Les Parties Contractantes se réservent toutefois le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires:

a) Prohibitions ou restrictions pour raisons de sûreté et de moralité publiques;

b) Prohibitions ou restrictions pour raisons de police sanitaire, en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites;

c) Prohibitions ou restrictions au trafic des armes, munitions et matérial de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

d) Verbote oder Beschränkungen, die dazu bestimmt sind, auf fremde Waren diejenigen Verbote und Beschränkungen auszudehnen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch der gleichen einheimischen Waren im Deutschen Reich oder in Frankreich bestehen; diese Bestimmung bezieht sich auch auf diejenigen Waren, die gegenwärtig oder künftig den Gegenstand eines Staatsmonopols oder einer ähnlichen Einrichtung bilden.

Artikel 7.

Jeder der Vertragschliessenden Teile hat die Möglichkeit, für eines oder für mehrere der in den Listen 3 bzw. 4 aufgeführten Erzeugnisse die Wirkungen der Zollbindungen oder der Zollermässigungen durch eine Sonderkündigung mit vierzehntägiger Kündigungsfrist mit der Massgabe zu beseitigen, dass mit Ablauf dieser Frist die erwähnten Zollbindungen oder Zollermässigungen wegfallen. *)

Macht einer der Vertragschliessenden Teile von dieser Möglichkeit Gebrauch, so kann der eine oder der andere Vertragschliessende Teil innerhalb einer Frist von 10 Tagen die Eröffnung von Verhandlungen in den in Artikel 8 vorgesehenen beiderseitigen Regierungsausschüssen verlangen mit dem Ziele, gegebenenfalls einen Ausgleich zu vereinbaren, ohne dass jedoch diese Verhandlungen die Wirkung der Kündigung aufhalten oder dem an-

d) Prohibitions ou restrictions destinées à étendre aux marchandises étrangères celles de la législation intérieure concernant la production, le trafic, le transport ou la consommation des mêmes marchandises nationales à l'intérieur du pays; cette disposition vise également les marchandises qui font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution ayant le même caractère.

Article 7.

Chacune des Parties Contractantes aura la faculté de faire cesser, pour un ou plusieurs produits repris aux listes 3 et 4, les effets des consolidations ou des réductions tarifaires par une dénonciation spéciale comportant un préavis de quince jours, de telle sorte qu'après l'expiration de ce délai lesdites consolidations ou réductions seront supprimées. *)

Si l'une des Parties Contractantes vient à user de la faculté qui lui est ainsi accordée, l'une ou l'autre Partie Contractante pourra, dans un délai de dix jours, provoquer l'ouverture de négociations au sein des deux Commissions gouvernementales prévues à l'Article 8, en vue de déterminer, le cas échéant, une compensation, sans toutefois que ces négociations arrêtent l'effet de la dénonciation ou retirent à l'autre Partie Contractante la fa-

*) Dénonciations spéciales v. Reichsgesetzblatt 1938. II, p. 45; 1939. II, p. 5.

deren Vertragschliessenden Teil die Möglichkeit einer Gegenkündigung nehmen, für welche im übrigen die gleichen Bestimmungen des Absatzes 1 gelten.

culté d'une dénonciation spéciale conformément aux dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus.

Wenn der eine der Vertragschliessenden Teile, der von der Möglichkeit der Sonderkündigung Gebrauch zu machen beabsichtigt, den Wunsch hat, dass der andere Teil auf Ausgleichsmassnahmen oder eine Gegenkündigung gemäss Abs. 2 verzichtet, kann er vorherige Verhandlungen in den beiderseitigen Regierungsausschüssen beantragen.

Si la Partie Contractante qui a l'intention de faire usage de la faculté de dénonciation désire que l'autre Partie renonce au droit de compensation ou de dénonciation visé à l'alinéa 2, elle peut demander l'ouverture de négociations préalables au sein des deux Commissions gouvernementales.

Ausgleichsmassnahmen sollen sich nur auf den beiderseitigen Warenverkehr erstrecken.

Les mesures de compensation ne devront porter que sur les échanges commerciaux entre les deux pays.

## Artikel 8.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme alle Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Abkommens zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen baldigste Mitteilung machen.

Die Regierungsausschüsse treten auf Antrag eines der beiden Vorsitzenden zusammen.

Es steht den Regierungsausschüssen frei, Sachverständige zuzuziehen und gemischte Unterausschüsse einzusetzen.

Für ihre Tätigkeit stellen die Ausschüsse eine gemeinsame Geschäftsordnung auf.

## Article 8.

Chacune des Parties Contractantes désignera une Commission gouvernementale. Ces Commissions auront pour tâche de résoudre par des contacts permanents et directs toutes les questions relatives à l'exécution du présent Accord. Les deux Gouvernements se communiqueront aussitôt que possible la composition de chaque Commission.

Les Commissions gouvernementales se réuniront à la demande de l'un des deux Présidents.

Les Commissions gouvernementales ont la faculté de s'adjoindre des experts et d'organiser des sous-commissions mixtes.

Les Commissions gouvernementales établiront un programme commun de travail.

Artikel 9.

Sollten sich die Erwartungen nicht erfüllen, von denen die beiden Vertragschliessenden Teile beim Abschluss dieses Vertrags ausgegangen sind, oder sollte sich durch eine eingetretene ungünstige Entwicklung oder wegen von dem anderen Teil ergriffener Massnahmen auf wirtschaftlichem Gebiet ein Teil benachteiligt fühlen, so kann jeder der beiden Vertragschliessenden Teile unverzüglich Verhandlungen beantragen mit dem Ziele, Abhilfe zu schaffen. Sollten solche Verhandlungen im Laufe von 14 Tagen, vom Tage des Eingangs des Antrages an gerechnet, nicht zu einem befriedigenden Ergebnis führen, so soll der Teil, der sich benachteiligt erachtet, das Recht haben, den vorliegenden Vertrag mit einmonatiger Frist, vom Tage des Eingangs der Kündigung an gerechnet, zu kündigen.

Article 9.

Si les résultats escomptés par l'une des deux Parties Contractantes, lors de la conclusion du présent Accord, ne devaient pas se réaliser, si l'une d'elles, au cours de l'application du présent Accord, estimait être désavantagée du fait de facteurs nouveaux défavorables ou de mesures économiques prises par l'autre, chacune des Parties Contractantes pourrait demander immédiatement l'ouverture de négociations en vue de porter remède à cette situation. Si, dans les quinze jours qui suivront cette demande, les pourparlers ne pouvaient aboutir à un résultat satisfaisant, la Partie qui se considère lésée pourrait mettre fin au présent Accord, sous préavis d'un mois à dater de la notification qui en serait faite.

Artikel 10.

*Kolonien:*

Die Bestimmungen der Artikel 6, 8 und 9 dieses Abkommens finden auf die französischen Kolonien und auf Tunis Anwendung.

*Marokko:*

Dieses Abkommen findet auf Marokko Anwendung, ohne dass dadurch die Regelung der Handelsbeziehungen zwischen Deutschland und Marokko präjudiziert wird, die in den am 28. Juli 1934 ausgetauschten Noten *) getroffen worden ist. Diese Noten, die mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die Kündigung der Vereinbarung über

Article 10.

*Colonies.*

Les dispositions des Articles 6, 8 et 9 du présent Accord s'appliquent aux colonies françaises et à la Tunisie.

*Maroc.*

Le présent Accord est applicable au Maroc, sans préjudice des dispositions contenues dans les lettres échangées le 28 juillet 1934, qui règlent les relations commerciales entre le Maroc et l'Allemagne, et qui demeurent en vigueur à l'exception de celle qui se réfère à la dénonciation de l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-

*) V. ci-dessus, No. 23.

den deutsch-französischen Warenverkehr vom 28. Juli 1934 beziehen, in Kraft bleiben und der genannten Vereinbarung als Anlage beigefügt waren, sind dem Abkommen vom heutigen Tage gleichfalls angeschlossen.

*Mandatsländer:*

Die Beziehungen Deutschlands zu den Gebieten, für die Frankreich ein Mandat in Afrika übertragen worden ist, werden für die Dauer dieses Abkommens durch den anliegenden Notenwechsel vom gleichen Tage geregelt.

Artikel 11.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll sobald wie möglich in Berlin stattfinden. Das Abkommen tritt am dreissigsten Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Jedoch werden es die Vertragschliessenden Teile mit Wirkung vom 1. August 1937 ab vorläufig anwenden.

Dieses Abkommen bleibt bis zum 30. Juni 1939 in Geltung. Es kann jedoch von jedem der Vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten zum Ende eines jeden Kalenderhalbjahres, erstmalig zum 30. Juni 1938, gekündigt werden.

Dieses Abkommen gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern es nicht nach Massgabe der Bestimmungen des vorstehenden Absatzes 2 gekündigt worden ist. Läuft das Abkommen über den 30. Juni 1939 weiter, so gelten die gleichen Kündigungsbestimmungen.

allemands du 28 juillet 1934. Ces lettres, qui étaient annexées à l'Arrangement relativ aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934, sont également reproduites en annexe à l'Accord de ce jour.

*Pays sous mandat.*

Les rapports entre l'Allemagne et les territoires africains pour lesquels un mandat a été confié à la France sont réglés, pour la durée du présent Accord, par les lettres ci-annexées qui ont été échangées en date de ce jour.

Article 11.

Le présent Accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Berlin. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins, les deux Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1er août 1937.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1930. Néanmoins, chacune des Parties Contractantes pourra le dénoncer, moyennant un préavis de trois mois, pour en faire cesser les effets à la fin de chaque semestre et la première fois au 30 juin 1938.

Le présent Accord sera prorogé pour un an s'il n'est pas dénoncé dans les conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus. Dans ce cas, les mêmes conditions de dénonciation resteraient applicables.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache zu Paris am 10. Juli 1937.

Für die Deutsche Regierung:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Für die Französische Regierung:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

Fait à Paris en double exemplaire en français et en allemand, le 10 juillet 1937.

Pour le Gouvernement Français:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

Pour le Gouvernement Allemand:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

---

Schlussprotokoll zum Deutsch-Französischen Abkommen über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937.

Bei Unterzeichnung des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom heutigen Tage ist zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung folgendes vereinbart worden:

Zu Artikel 1.

Die Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft, die in der Liste 1 aufgeführt sind und die im gegenwärtigen Abkommen vorgesehenen Vergünstigungen geniessen, haben bezüglich der surtaxe d'entrepôt und der surtaxe d'origine Anrecht auf die Sätze, die für die gleichen aus irgendeinem anderen Lande stammenden oder herkommenden Erzeugnisse gelten.

Hinsichtlich der Mineralwässer, die mit Kohlensäure aufgefüllt sind, welche aus der Quelle der Mineralwässer aufgefangen worden ist, oder der eisenhaltigen Mineralwässer, die enteisent sind, wird die Französische Regierung jeden besonderen Antrag mit Wohlwollen prüfen und

Protocole de signature à l'Accord franco-allemand sur les Echanges commerciaux du 10 juillet 1937.

Au moment de signer l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux, en date de ce jour, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Reich Allemand sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après:

Ad Article premier.

Les produits originaires ou en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste 1, bénéficiant des avantages prévus au présent Arrangement, jouiront, en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt et d'origine, des taux applicables aux produits identiques originaires ou en provenance de tous autres pays.

En ce qui concerne les eaux minérales gazéifiées au moyen de gaz empruntés à la source même ou les eaux ferrugineuses décantées, le Gouvernement français examinera avec bienveillance et proposera à l'examen de l'Académie de médecine toute demande spéciale que le Gou-

der medizinischen Akademie zur Begutachtung überweisen, den ihr die Deutsche Regierung übermittelt, damit unter den gleichen Bedingungen wie natürliche Mineralwässer ein bestimmtes Wasser, das in der obengenannten Weise behandelt worden ist, zugelassen wird.

vernement allemand lui transmettra, à l'effet de faire admettre au même titre que les eaux minérales naturelles une eau déterminée ayant subi le traitement ci-dessus prévu.

Zu den Artikeln 1 und 2.

Hinsichtlich der Listen 1 und 2 dieses Abkommens wird jeder der Vertragschliessenden Teile mit Wohlwollen die Begründungen prüfen, die der andere Vertragschliessende Teil dafür vorbringt, um die Aufnahme neuer Erzeugnisse in die erwähnten Listen zu erreichen.

Die Vertragschliessenden Teile sind darüber einig,

1. dass die in Artikel 1 und 2 vorgesehene Meistbegünstigungsklausel Deutschland nicht das Recht gibt, die in Artikel 32 des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages erwähnte Vorzugsbehandlung in Anspruch zu nehmen,
2. dass die Ausnahmen von der Meistbegünstigung, wie sie im Artikel 30 des Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrages niedergelegt sind, auch auf das Gebiet der Zölle Anwendung finden.

Ad Article 1 et 2.

En ce qui concerne les listes 1 et 2 annexées au présent Accord, chacune des Parties Contractantes examinera avec bienveillance les justifications que l'autre Partie Contractante pourrait lui présenter en vue d'obtenir l'inscription à ces dites listes de nouveaux produits.

Les Parties Contractantes sont d'accord:

1⁰ Que la clause de la nation la plus favorisée, prévue aux Articles 1 et 2, n'autorise pas l'Allemagne à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels, prévus à l'Article 32 de la Convention de commerce, d'établissement et de navigation;

2⁰ Que les exceptions à la clause de la nation la plus favorisée, stipulée à l'Article 30 de la Convention de commerce, d'établissement et de navigation, seront appliquées aussi en matière douanière.

Zu Artikel 3.

1. Die Französische Regierung erklärt, dass hinsichtlich der nachstehend aufgeführten Erzeugnisse die Verzollung bei Erfüllung der dort vorgesehenen Bedingungen nach den in dieser Liste angegebenen Positionen stattfinden soll.

Ad Article 3.

1⁰ Le Gouvernement français déclare que, pour les produits désignés ci-dessous, le dédouanement se fera sous les positions qui y sont reprises, moyennant accomplissement des dispositions qui y sont prévues.

[suit un Tableau désignant les marchandises.]

2. Unter dem Vorbehalt völliger Gegenseitigkeit werden die nachstehend bezeichneten Erzeugnisse bei der Einfuhr nach Frankreich unter Befreiung von den Zöllen und den in den Artikeln 1, 42 und 43 der Kodifikation über die Produktionssteuern [Code des Taxes à la production] vorgesehenen Abgaben zugelassen:

1. Druckschriften, wie Führer, Faltprospekte usw., auch illustriert (aus Nrn. 466/466 bis des französischen Zolltarifs), deren wesentlicher Zweck darin besteht, das Publikum zum Besuch von Deutschland, von deutschen Ortschaften sowie von in Deutschland stattfindenden und einen allgemeinen Charakter tragenden Messen und Ausstellungen anzuregen, vorausgesetzt, dass diese Veröffentlichungen zur unentgeltlichen Verteilung bestimmt sind und dass sie zu nicht mehr als 50 % des Umfangs Handelsreklame enthalten;
2. Plakate (aus Nr. 469 des französischen Zolltarifs), deren Zweck darin besteht, das Publikum zum Besuch von Deutschland, von deutschen Ortschaften sowie von in Deutschland stattfindenden und einen allgemeinen Charakter tragenden Messen oder Ausstellungen anzuregen, vorausgesetzt, dass diese Plakate keine Handelsreklame enthalten.

3. Zu Nr. aus 537 des französischen Zolltarifs (Spiralbohrer usw. und andere Werkzeuge).

Die Deutsche Regierung wird es ausnahmsweise nicht als unverein-

2° Sous réserve de la stricte réciprocité, les articles désignés ci-après seront admis à l'importation en France en exonération des droits de douane et des taxes prévues par les Articles 1er, 42 et 43 du Code des taxes à la production:

1° Publications, telles que guides, dépliants, etc., même illustrées (ex. nos 466 et 466 bis du tarif douanier français), qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter l'Allemagne, des localités allemandes, des foires et des expositions ayant lieu en Allemagne et présentant un caractère général, pourvu que ces publications soient destinées à être distribuées gratuitement et qu'elles ne contiennent pas plus de 50 p. 100 de publicité commerciale;

2° Affiches (ex. n° 469 du tarif douanier français), qui ont pour but d'amener le public à visiter l'Allemagne, des localités allemandes, des foires et des expositions ayant lieu en Allemagne et présentant un caractère général, à condition que ces affiches ne contiennent pas de publicité commerciale.

3° Ad. N° ex-537 du tarif français (forets hélicoïdaux, etc., et autres outils).

Le Gouvernement allemand, à titre exceptionnel, ne considérera

bar mit der Zollbindung betrachten, wenn die Französische Regierung die in der Liste 3 für diese Erzeugnisse vereinbarten Wertzölle in spezifische Zölle umwandelt, die eine annähernd gleiche Zollwertbelastung darstellen.

Zu Artikel 4.

Zu Nr. aus 21 des deutschen Zolltarifs.

Die Verträge müssen von einer vom Reichsminister für Ernährung und Landwirtschaft zu bestimmenden Stelle anerkannt sein. Die Anerkennung wird nur erteilt, wenn die Verträge vor dem 30. April jeden Jahres dieser Stelle vorgelegt werden und die Einfuhr dem deutschen Bedarf entspricht. Die Verträge brauchen keine Preisvereinbarungen zu enthalten. Die Verträge sollen ausserdem die Bestimmung enthalten, dass sie nur so weit durchzuführen sind, als eine Bezahlung innerhalb der Zahlungswertgrenzen möglich ist.

Die Anwendung der ermässigten Zollsätze ist davon abhängig, dass die Einbringer bei der Abfertigung jeder Sendung zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets einen Erlaubnisschein des Hauptzollamts Berlin-Charlottenburg in Berlin nach dem anliegenden Muster *) vorlegen. Dieses Hauptzollamt stellt den Erlaubnisschein oder, wenn Stückelung beantragt ist, mehrere Erlaubnisscheine auf Grund der Urschriften der von den deutschen Züchtern mit den französischen Ausführern abgeschlossenen Verträge aus, die der deutsche Züchter dem Hauptzollamt zu diesem Zwecke einreicht.

pas comme étant incompatible avec la consolidation des droits la conversion éventuelle par le Gouvernement français des droits ad valorem convenus pour ces produits dans la liste 3 en droits spécifiques sensiblement équivalents.

Ad Article 4.

Ad N° ex-21 du tarif allemand.

Les contrats devront être reconnus par un office habilité à cet effet par le Ministre du Reich pour l'alimentation et l'agriculture. Pour être reconnus, les contrats devront être déposés audit office antérieurement au 30 avril de chaque année et correspondre à une importation nécessitée par les besoins allemands. Les contrats ne contiendront pas nécessairement une indication de prix, mais devront mentionner qu'ils ne recevront exécution que dans la limite où les disponibilités en devises rendront possibles les payements qu'ils stipulent.

L'application des droits conventionnels est liée à l'obligation pour l'importateur de présenter, lors du dédouanement de chaque expédition pour la mise à la consommation sur le territoire douanier allemand, une autorisation délivrée par le Hauptzollamt à Berlin-Charlottenburg, dont le modèle est joint. *) Cette administration délivrera cette autorisation ou, en cas d'expédition fractionnée, plusieurs autorisations d'après les originaux des contrats passés entre les sélectionneurs allemands et les exportateurs français, les sélectionneurs allemands étant tenus de remettre, à cette fin, les contrats au Hauptzollamt.

*) Non reproduit.

Sendungen, denen Erlaubnisscheine beigefügt sind, die Rasuren oder textliche Änderungen aufweisen, sind von der vertragsmässigen Zollbehandlung ausgeschlossen. Wird nur ein Teil der Menge, über die der Erlaubnisschein lautet, eingeführt, so schreibt die Zollstelle die Teilmenge auf dem Erlaubnisschein ab, gibt diesen dem Einführer zur Verwendung bei der Einfuhr der Restmenge zurück und vermerkt in dem Zollabfertigungspapier, dass der Erlaubnisschein Nr. .... vorgelegen hat. Erledigte Erlaubnisscheine verbleiben bei den Zollabfertigungspapieren.

Die beiden Regierungen werden alsbald nach der vorläufigen Anwendung dieses Vertrages einen gemischten Ausschuss einsetzen, der über die Förderung der beiderseitigen Interessen auf dem Gebiet der obengenannten Sämereien zu beraten hat. Dem Ausschuss sollen von jeder Regierung ernannte Sachverständige aus den Kreisen der Beteiligten angehören. Die Beratungen des Ausschusses, zu denen jede Regierung einen Vertreter als Beobachter entsenden wird, sollen abwechselnd in Deutschland und in Frankreich stattfinden. Der gemischte Ausschuss kann den Tagungsort abweichend von dieser Regelung festsetzen.

Die beiden Regierungen werden sich die von ihnen ernannten Sachverständigen alsbald mitteilen.

Zu Nr. aus 33, aus 45, aus 46 und aus 47 des deutschen Zolltarifs.

Die beiden Regierungen werden alsbald nach der vorläufigen Anwendung dieses Vertrages einen

Les expéditions, accompagnées d'autorisations portant des ratures ou des modifications de texte, ne bénéficieront pas des dispositions douanières conventionelles. Si une partie seulement des quantités couvertes par l'autorisation est importée en Allemagne, le bureau de douane en fera état sur l'autorisation qu'il remettra ensuite à l'importateur en vue de son utilisation pour l'importation du solde. Il spécifiera, en outre sur la déclaration, que l'autorisation n° .... a été présentée. Les autorisations qui ont été utilisées en totalité seront annexées à la déclaration.

Les deux Gouvernements institueront, dès la mise en application du présent Accord, une commission mixte qui aura à délibérer des moyens propres à favoriser les intérêts de l'une et de l'autre parties, en ce qui concerne les semences susvisées. La commission comprendra des experts nommés par chaque Gouvernement parmi les intéressés. Les délibérations de la commission, auxquelles chaque Gouvernement délèguera un représentant à titre d'observateur, se tiendront alternativement en Allemagne et en France. La commission mixte pourra, en fixant le lieu de ses sessions, s'écarter de règle.

Les deux Gouvernements se communiqueront, aussitôt que possible, les noms des experts qu'ils auront désignés.

Ad Nos ex-33, ex-45, ex-46 et ex-47 du tarif allemand.

Dès la mise en application du présent Accord, les deux Gouvernements institueront une Commission

gemischten Ausschuss einsetzen, der über die Beschickung der deutschen Märkte mit Gemüse und Obst und über sonstige Absatzbedingungen beraten soll. Dem Ausschuss sollen von jeder Regierung ernannte Sachverständige aus Kreisen der Erzeuger und des Handels angehören. Zu den Beratungen des Ausschusses wird jede Regierung einen Vertreter als Beobachter entsenden. Die beiden Vorsitzenden des Ausschusses werden sich von Fall zu Fall über Tagungszeit und Tagungsort verständigen.

Zu Nr. aus 100 des deutschen Zolltarifs.

1. Falls Deutschland für Pferdeschläge von reinem Kaltblut einem dritten Lande Zollermässigungen zugestehen sollte, werden diese für die Dauer ihrer Geltung und unter den gleichen Voraussetzungen auch für die Pferde französischen Ursprungs Anwendung finden, die den als Vlamländer, Brabanter und Ardenner bezeichneten Schlägen angehören.

2. Um für Pferde der als Vlamländer, Brabanter und Ardenner Art bezeichneten Schläge die ermässigten Zollsätze auf Grund der Meistbegünstigung zu geniessen, müssen die Einbringer für jedes Pferd eine Bescheinigung beibringen, aus der erhellt, dass das Tier ausschliesslich einem der in Betracht kommenden vorbezeichneten Schläge angehört. Sind in der Bescheinigung auch Angaben über den Wert der Tiere am Versendungsort enthalten, so hat das deutsche Zollamt die Bescheinigung in der Regel als eine ausreichende Grundlage für die Einreihung der

mixte qui aura à délibérer sur les envois de légumes et de fruits sur les marchés allemands ainsi que sur les autres conditions d'approvisionnement de ces derniers. La Commission comprendra des experts nommés par chaque Gouvernement et choisis parmi les producteurs et les négociants. Chaque Gouvernement déléguera aux délibérations de la Commission un représentant à titre d'observateur. Les deux présidents de la Commission se mettront dans chaque cas d'accord sur le lieu et la date des sessions.

Ad N° ex-100 du tarif allemand.

1° Si l'Allemagne accorde à un Etat tiers des réductions de droits pour les races de chevaux dites „reines Kaltblut", ces rédutions seront applicables également, pendant leur durée et dans les mêmes conditions, aux chevaux d'origine française appartenant aux races dites flamande, brabançome et ardennaise.

2° Les droits réduits pour les chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise ne s'appliqueront, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, aux chevaux d'origine française que si l'importateur présente, pour chaque cheval, un certificat attestant que le cheval appartient à une des races susmentionnées. Si le certificat comporte également des indications relatives à la valeur de cheval au lieu d'expédition, le bureau de douane allemand est tenu, en règle générale, d'admettre cette valeur comme une base suffisante pour la classification de l'une des

Tiere in die entsprechende Wertstaffel anzunehmen, sofern der Zollpflichtige den Abfertigungspapieren eine Zusammenstellung der bei der Versendung der Pferde bis zur Grenzzollstelle entstandenen Fracht- sowie der etwaigen Versicherungs- und Kommissionskosten beifügt.

Die Vertragschliessenden Teile werden sich über die Bezeichnung der mit der Ausfertigung der Bescheinigungen betrauten Beamten und über das bei der Ausfertigung der Bescheinigungen zu beobachtende Verfahren verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob das eingeführte Pferd die Merkmale und Eigenschaften besitzt, von denen die zollbegünstigte Behandlung abhängt, und ob sein Wert zutreffend angegeben ist.

Zu Nr. aus 110 des deutschen Zolltarifs.

Die Einfuhr von sogenannter „Strassburger Gänseleberpastete" wird in keiner Weise behindert werden.

Zu den Nrn. aus 166 und aus 167 des deutschen Zolltarifs.

Wenn für die Verzollung von Baumöl (Olivenöl) bei der Einfuhr nach Deutschland Verfügungen getroffen werden, um festzustellen, dass es keine Beimengungen anderer Öle enthält, so werden die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten in Frankreich ausgestellt worden sind, in Deutschland anerkannt und die von solchen Zeugnissen begleiteten Ölsendungen nicht von neuem einer

deux rubriques conventionnelles, pour autant que l'importateur joigne au papier d'expédition un tableau énumérant les frais de transport jusqu'à la frontière et éventuellement les frais d'assurance et de commission.

Les Parties Contractantes se mettront d'accord sur la désignation des fonctionnaires chargés de la délivrance des certificats, de même en ce qui concerne les règles à suivre au sujet de cette délivrance. Dans les cas douteux, les autorités allemandes conservent le droit de vérifier si le cheval importé présente réellement les signes distinctifs et les propriétés voulues pour pouvoir bénéficier du tarif réduit, ou si sa valeur a été déclarée à un taux suffisant.

Ad N° ex-110 du tarif allemand.

L'importation des pâtés de foie gras dits de Strasbourg ne sera entravée d'aucune manière.

Ad N^os^ ex-166 et ex-167 du tarif allemand.

Si le dédouanement de l'huile d'olive à son importation en Allemagne est soumis à des dispositions spéciales en vue de constater qu'elle n'est par mélangée avec d'autres huiles, les certificats délivrés par des instituts scientifiques français agréés par les deux Gouvernements seront reconnus en Allemagne et les envois d'huile ne seront pas soumis à une nouvelle analyse, à la condition toutefois que les certificats constatent que les analyses ont été faites d'après les prescriptions conve-

Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist. In Zweifelsfällen sind die Verwaltungsbehörden berechtigt, den Untersuchungsbefund des mit einem Zeugnis eingeführten Öls nachzuprüfen.

nues entre les deux Gouvernements. En cas de doute, l'Administration allemande est autorisée à vérifier le résultat de l'analyse.

Zu den Nrn. aus 178 und aus 179 des deutschen Zolltarifs.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass

1. Weinbrand, der nach französischem Recht die Ursprungsbezeichnung Kognak oder Armagnak führen darf, in Deutschland als „Kognak oder Armagnak, französisches Erzeugnis“ bezeichnet werden wird, wenn er
   a) bei der Einfuhr nach Deutschland von einem Zeugnis der Französischen Regieverwaltung begleitet ist, wie dies in der dem gegenwärtigen Abkommen beigefügten Liste 4 (Tarifnummer „aus 178“ und „aus 179“) vorgesehen ist,
   b) entweder in Frankreich auf Flaschen gefüllt ist oder bei der Zollabfertigung in Deutschland unter amtlicher Aufsicht in Flaschen umgefüllt wird,
   c) nach der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet nicht verändert worden ist;
2. Weinbrand, der den Bedingungen unter 1 entspricht und

Ad N^os ex-178 et ex-179 du tarif allemand.

Le Gouvernement Allemand déclare que:

1° Les eaux-de-vie de vin qui, d'après la loi française, ont droit à l'appellation d'origine de Cognac ou Armagnac, seront désignées en Allemagne comme: „Cognac ou Armagnac, produits français“, à la condition que:
   a) Les produits soient accompagnés, au moment de leur importation en Allemagne, d'un certificat de l'Administration de la Régie française, conformément au texte de la liste 4 (numéros du tarif allemand „ex-178“ et „ex-179“) annexée au présent Accord;
   b) Qu'ils aient été mis en bouteilles soit en France, soit en Allemagne, lors du dédouanement, sous contrôle officiel;
   c) Qu'ils n'aient pas été modifiés après l'importation dans le territoire douanier allemand.

2° Le Weinbrand, conforme aux conditions prévues au para-

in Deutschland lediglich einen Zusatz von destilliertem Wasser erhalten hat, um den Weingeistgehalt auf die übliche Trinkstärke herabzusetzen, als „Französischer Weinbrand, in Deutschland fertiggestellt“ bezeichnet werden soll.

Zu Nr. aus 389 des deutschen Zolltarifs.

Der Nachweis, dass Erzeugnisse, für die der vertragsmässige Zollsatz von 300 *RM* für 1 dz beansprucht wird, in Frankreich in den inneren Verkehr gebracht werden dürfen, wird deutscherseits als erbracht angesehen werden, wenn das in Abs. 2 der Anmerkung zu Nr. aus 389 vorgesehene — in der vereinbarten Weise ausgestellte — Zeugnis dem Reichsfinanzministerium in Berlin eingereicht worden ist. Die Deutsche Regierung wird die Zollstellen umgehend — spätestens innerhalb 10 Tagen nach Eingang eines der Vereinbarung entsprechenden Zeugnisses — verständigen, dass das Erzeugnis, sofern es auch in sonstiger Hinsicht den Anforderungen der Anmerkung zu Nr. aus 389 entspricht, zum Vertragssatze von 300 *RM* für 1 dz zu verzollen ist. Nach Eingang der Anordnung des Reichsfinanzministeriums wird die Zollstelle den Vertragssatz nach Massgabe der Vereinbarung anwenden, sofern die Sendung bei der Einfuhr von einem Faksimile des Zeugnisses begleitet ist, auf dem die Unterschrift des Ausführers durch die zuständige französische Verwaltungsbehörde beglaubigt ist.

graphe 1 ci-dessus et qui n'aura subi en Allemagne qu,une addition d'eau distillée pour réduire la teneur alcoolique au degré normal de boisson, sera désigné comme „Weinbrand français, fini en Allemagne“.

Ad N° ex-389 du tarif allemand.

En ce qui concerne les produits appelés à bénéficier du droit contractuel de 300 Reichsmarks par quintal métrique, l'Allemagne considérera que leur aptitude à être mis en vente en France est prouvée, lorsque le certificat prévu à l'alinéa 2 de la note au n° ex-389, est présenté au Ministère des Finances du Reich à Berlin et libellé dans la forme qui a été convenue. Le Gouvernement Allemand enverra immédiatement des instructions au bureau de douane — au plus tard dans un délai de dix jours, à partir de la présentation d'un certificat conforme aux dispositions convenus entre les deux pays — enjoignant que le produit soit taxé au droit conventionnel de 300 Reichsmarks par quintal métrique, à la condition qu'il soit également conforme aux autres exigences prévues à la note au n° ex-389. Après avoir reçu les instructions du Ministère des Finances, les bureaux de douane appliqueront le droit contractuel dans les conditions prévues par l'Arrangement, à la condition que les envois soient accompagnés à leur importation d'un facsimilé dudit certificat, la signature de l'exportateur étant certifiée par l'autorité administrative française compétente.

Zu Artikel 6.

Die Französische Regierung verpflichtet sich, für Likör und Branntwein (Kirsch, Zwetschgen, Bonekamp, Steinhäger, Enzian, Himbeer) deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft ein Einfuhrkontingent von 500 Hektoliter zu gewähren.

Hinsichtlich der Verteilung des genannten Kontingents im französischen Zollgebiet wird die gleiche Regelung getroffen wie bei den Likören und Trinkbranntweinen, die aus dem meistbegünstigsten Land stammen und dort herkommen.

Auf Verlangen der Deutschen Regierung können andere spezifisch deutsche Trinkbranntweine der vorstehenden Liste hinzugefügt werden.

Die Französische Regierung gibt der Deutschen Regierung die Zusicherung, dass trotz Bestehens des Monopols kein Einfuhrverbot für Kollodium erlassen werden wird (Nr. 0250 des französischen Zolltarifs.)

Die Französische Regierung erklärt, dass nach ihrer Ansicht die den französischen pharmazeutischen Erzeugnissen in diesem Abkommen gewährten Vorteile den Anforderungen der Gegenseitigkeit Genüge leisten, die durch das französische Gesetz vorgesehen sind, und die deutschen pharmazeutischen Erzeugnisse werden daher zur Einfuhr nach Frankreich zugelassen, wenn sie die durch das Gesetz geforderten Bedingungen erfüllen.

Zu Artikel 7.

Es besteht Einigkeit, dass der Schaden, der durch die Kündigung entsteht, auf Grund der angemeldeten Werte nach den Einfuhrzah-

Ad Article 6.

Le Gouvernement Français s'engage à accorder pour les liqueurs et eaux-de-vie (kirsch, quetsche, bonekamp, steinhäger, gentiane, framboise) originaires et en provenance d'Allemagne, un contingent d'importation de 500 hectolitres.

Pour la répartition dudit contingent sur le territoire douanier français, la réglementation sera identique à celle dont bénéficient les liqueurs ou eaux-de-vie originaires et en provenance du pays le plus favorisé en cette matière.

Sur la demande du Gouvernement Allemand, d'autres eaux-de-vie spécifiquement allemandes pourront être ajoutées à la liste ci-dessus.

Le Gouvernement Français donne l'assurance au Gouvernement Allemand que, malgré l'existence du monopole, aucune prohibition d'importation ne sera instituée sur les collodions (n⁰ 0250 du tarif français).

Le Gouvernement Français déclare qu'il considère que les avantages accordés aux produits pharmaceutiques français par le présent Accord satisfaisant aux conditions de réciprocité imposées par la loi française, les produits pharmaceutiques allemands seront admis à l'importation en France s'ils remplissent les conditions exigées par cette loi.

Ad Article 7.

Il est convenu que le dommage occasionné par la dénonciation doit être calculé sur la base des valeurs déclarées d'après les chiffres de l'im-

len der 12 Kalendermonate zu berechnen ist, die dem letzten Kalendermonat vor dem Ausspruch der Kündigung vorausgegangen sind. Im ersten Jahr der Anwendung des Abkommens soll jedoch für die Berechnung des Schadens den Möglichkeiten der Einfuhr, wie sie sich aus den Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens ergeben, Rechnung getragen werden. Der Umfang der Gegenkündigung muss dem Verhältnis zwischen den Einfuhren beider Länder nach den Statistiken für den obengenannten Zeitraum entsprechen.

Im Falle der Absätze 2 und 3 des Artikels 7 werden die beiden Regierungsausschüsse sich bemühen, so weit als möglich die tatsächliche Auswirkung, die sich aus der Aufhebung der Zollbindungen oder Zollermässigungen ergibt, festzulegen. Sie werden dabei insbesondere dem Ausmass der Zollerhöhung und gegebenenfalls allen besonderen Umständen — Aufhebung von Kontingenten usw. —, von denen die Zollerhöhung begleitet ist, Rechnung tragen.

Die beiden Ausschüsse haben gleichfalls den Wert der angebotenen Ausgleichsmassnahmen zu prüfen.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und französischer Sprache zu Paris am 10. Juli 1937.

Für die Deutsche Regierung:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Für die Französische Regierung:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

portation des douze mois qui ont précédé le dernier mois avant la dénonciation. Toutefois, pendant la première année d'application de l'Accord, il devra être tenu compte, pour l'évaluation du dommage, des possibilités d'importation, telles qu'elles résultent des dispositions du présent Accord. L'étendue de la contre-dénonciation doit correspondre à la relation entre les importations des deux pays, calculées d'après les statistiques pour la période mentionnée ci-dessus.

Dans le cas des alinéas 2 ou 3 de l'Article 7, les deux Commissions Gouvernementales s'efforceront de déterminer dans toute la mesure du possible l'incidence effective de la suppression des consolidations ou réductions de droits; elles tiendront compte, notamment, de l'importance de la majoration tarifaire intervenue et, le cas échéant, de toutes circonstances spéciales: (suppression de contingentements, etc.), dont sera accompagné le relèvement tarifaire. Les deux Commissions auront également à examiner la valeur des compensations offertes.

Fait à Paris, en double exemplaire en français et en allemand, le 10 juillet 1937.

Pour le Gouvernement français:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

Pour le Gouvernement allemand:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Anlage 1
zum Warenabkommen.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Vorsitzender!

Im Laufe der Verhandlungen, die zum Abschluss des heute gezeichneten Deutsch - Französischen Abkommens über den Warenverkehr geführt haben, sind unsere beiden Delegationen über folgendes übereingekommen:

Die zuständigen Stellen beider Länder werden alsbald Verhandlungen aufnehmen, um zu einer Vereinbarung auf dem Gebiete der Pflanzenzucht und des Saatgutwesens, insbesondere des Saatgutverkehrs, zu gelangen. Das Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft und das Französische Ministerium für Landwirtschaft werden sich über die zur Aufnahme der Verhandlungen notwendigen Massnahmen unmittelbar verständigen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Hemmen.*

An den Vorsitzenden der Französischen Delegation Herrn Direktor Hervé Alphand.

Annexe 1
à l'Accord Commercial.

Le Président
de la Délégation Française.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, la communication suivante:

„Les services compétents des deux entreront dès que possible en négociation à l'effet de conclure un accord en ce qui concerne la culture des plantes et des semences, notamment en ce qui a trait à l'échange des semences. Le Ministère du Reich de l'alimentation et de l'agriculture, et le Ministère français de l'agriculture, se mettront d'accord directement sur les mesures à prendre en vue de permettre l'ouverture des pourparlers.“

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur la teneur de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

*Alphand.*

Monsieur le Dr. Hans R. Hemmen, Conseiller d'Ambassade, Président de la Délégation allemande.

---

Anlage 2
zum Warenabkommen.

Annexe 2
à l'Accord Commercial.

[Note du 28 juillet 1934, déja reproduite ci-dessus.]

---

Anlage 3
zum Warenabkommen.
Deutsche Botschaft.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Minister!

Aus Anlass der heutigen Unterzeichnung des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr und des Abkommens über die Zahlungen aus dem Warenabkommen beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung über folgende Bestimmungen Einverständnis erzielt worden ist:

Die Rechte, die Deutschland während seiner Mitgliedschaft im Völkerbund auf Grund der Bestimmungen des Völkerbundspakts und der Mandatsbriefe für die Gebiete zustanden, für die Frankreich ein Mandat anvertraut worden ist, und die inzwischen durch einen dem Deutsch-Französischen Handels-, Niederlassungs- und Schiffahrtsvertrag beigefügten Briefwechsel vom 28. Juli 1934, zuletzt verlängert durch Notenwechsel zwischen der Deutschen Botschaft in Paris und dem französischen Aussenministerium vom 16. April 1937, aufrechterhalten worden waren, werden Deutschland für seine Beziehungen mit den französischen afrikanischen Mandatsgebieten für die Dauer des obengenannten Abkommens über den Warenverkehr weiter eingeräumt. Während der gleichen Dauer werden die Erzeugnisse der französischen afrikanischen Mandatsgebiete in Deutschland meistbegünstigt behandelt werden.

Annexe 3
à l'Accord Commercial
Ministère
des Affaires Etrangères.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur l'Ambassadeur,

A l'occasion de la signature, en date de ce jour, de l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux, et de l'Accord sur les payements commerciaux, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement français sur les dispositions ci-dessous:

Les droits que tenait l'Allemagne, alors qu'elle était membre de la Société des Nations, des stipulations du pacte de la Société des Nations et des actes de mandat concernant les territoires pour lesquels un mandat a été confié à la France, droits qui lui ont été maintenus en vertu des dispositions reprises à l'échange de lettres annexé à la Convention de commerce, d'établissement et de navigation entre la France et l'Allemagne du 28 juillet 1934, et qui ont été prorogés, en dernier lieu par l'échange de lettres du 16 avril 1937, intervenu entre l'Ambassade d'Allemagne à Paris et le Ministère des Affaires Etrangères, seront à nouveau maintenus à l'Allemagne dans ses relations avec les territoires africains sous mandat de la France pendant la durée de l'Accord susvisé sur les échanges commerciaux. Pendant la durée de cet Accord, les marchandises des territoires africains sous mandat de la France bénéficieront, en Allemagne, de la clause de la nation la plus favorisée.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden während dieser Frist mit dem Ziel in Verhandlungen treten, Vereinbarungen abzuschliessen, durch die die Beziehungen zwischen Deutschland und den französischen afrikanischen Mandatsgebieten hinsichtlich der Zollfragen und der Niederlassungsbestimmungen geregelt werden.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

*Johannes Graf von Walczeck.*

Seiner Exzellenz Herrn Yvon Delbos, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Paris.

Les deux Parties Contractantes emploieront ce délai à négocier des Conventions réglant, en matière de tarifs et d'établissement, les rapports entre l'Allemagne et les territoires africains sous mandat de la France.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

*Yvon Delbos.*

Son Excellence le Comte von Welczeck, Ambassadeur d'Allemagne, Paris.

---

30.

ALLEMAGNE, FRANCE.

## Accord sur les paiements commerciaux; signé à Paris, le 10 juillet 1937.*)

*Reichsgesetzblatt 1937. II, No. 27.*

Deutsch-Französisches Abkommen über die Zahlungen aus dem Warenverkehr vom 10. Juli 1937.

Artikel 1.

Die Zahlungen aus der deutschen Wareneinfuhr in das französische Zollgebiet sowie die französischen Kolonien, Protektorate und afrikanischen Mandatsgebiete einerseits oder aus der französischen Wareneinfuhr in das deutsche Zollgebiet andererseits werden gemäss den näheren Bestimmungen dieses Abkommens in den im zwischenstaat-

Accord Franco-Allemand sur les payements commerciaux du 10 juillet 1937.

Article premier.

Les payements résultant de l'importation de marchandises allemandes sur le territoire douanier français, dans les colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français, d'une part; ou de l'importation de marchandises françaises sur le territoire douanier allemand, d'autre part, seront, conformément aux dispositions du pré-

*) Mis en application provisoire à partir du 1er août 1937.

lichen Zahlungsverkehr üblichen Formen geleistet.

Die Zahlung in Reichsmarknoten und deutschen Scheidemünzen ist ausgeschlossen.

Artikel 2.

Für die Durchführung dieses Abkommens werden angesehen:

1. als deutsche Waren bei der Einfuhr in das französische Zollgebiet, die französischen Kolonien, Protektorate und afrikanischen Mandatsgebiete solche Waren, die entweder im deutschen Zollgebiet erzeugt oder nach der französischen Gesetzgebung als in Deutschland nationalisiert anzusehen sind;

2. als französische Waren bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet solche Waren, die entweder im französischen Zollgebiet, den französischen Kolonien, Protektoraten und afrikanischen Mandatsgebieten erzeugt oder nach den deutschen Zollbestimmungen als in Frankreich nationalisiert anzusehen sind.

Auf Waren, die durch das Gebiet eines der beiden Länder im Transitverkehr befördert worden sind, findet dieses Abkommen keine Anwendung.

Artikel 3.

Nach vorherigem Abzug der Beträge, die für die Bezahlung von Nebenkosten des Warenverkehrs, für die Abtragung der Rückstände aus dem Warenverkehr, für die

sent Accord, effectués dans les formes habituellement en usage dans les relations interrationales en matière de payements.

Toutefois, le payement en Reichsmarks au moyen de billets de banque allemands ou en monnaie divisionnaire allemande est interdit.

Article 2.

Pour l'application du présent Accord, seront considérées:

1° comme marchandises allemandes à l'importation sur le territoire douanier français, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires africains sous mandat français, les marchandises originaires du territoire douanier allemand ou qui sont nationalisées allemandes d'après la législation française;

2° comme marchandises françaises, à l'importation sur le territoire douanier allemand, les marchandises originaires du territoire douanier français, des colonies, des pays de protectorat et des territoires africains sous mandat français, ou qui sont nationalisées françaises d'après la réglementation douanière allemande.

Sont exclues des dispositions du présent Accord les marchandises ayant simplement transité à travers le territoire de l'un ou l'autre des deux pays.

Article 3.

Après déduction des sommes nécessaires au payement des frais accessoires, à l'amortissement des arriérés commerciaux, à la constitution d'un solde libre à la disposition

Schaffung einer der Reichsbank zur freien Verfügung stehenden Devisenspitze und für den Finanztransfer (Transferabkommen) erforderlich sind, wird der alsdann verbleibende Restbetrag der Deviseneingänge, die aus der Einfuhr deutscher Waren in das französische Zollgebiet, die französischen Kolonien, Protektorate und afrikanischen Mandatsgebiete anfallen, für die Bezahlung französischer, nach Deutschland eingeführter Waren im Rahmen der deutschen Devisenbestimmungen bereitgestellt. Der vorerwähnte Restbetrag wird nach Abtragung der Rückstände, die aus der Zeit vor der vorläufigen Anwendung dieses Abkommens herrühren, um die so freiwerdende Summe der Deviseneingänge erhöht.

Der so bestimmte Betrag wird jeden Monat gemeinsam durch den Deutschen und den Französischen Regierungsausschuss (vgl. Artikel 9 dieses Zahlungsabkommens) nach dem Deviseneingang des jeweils drittletzten Monats ermittelt.

Wenn im Laufe eines der in Betracht kommenden Monate die Parität der Devisenkurse, die zur Berechnung des Betrages der französischen Ausfuhr benutzt werden, geändert wird, so werden die beiderseitigen Regierungsausschüsse alle notwendigen Massnahmen treffen, um diesem Umstand bei der Festsetzung der bereitzustellenden Devisen des folgenden Monats Rechnung zu tragen. Unter Änderung der Parität ist jede plötzliche Änderung von mehr als 10 vom Hundert im gegenseitigen Wert der in

de la Reichsbank et aux transferts financiers (Accord de transfert), le solde des entrées de devises provenant de l'importation de marchandises allemandes sur le territoire douanier français, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires africains sous mandat français sera affecté, dans le cadre de la législation allemande en matière de devises, au payement des marchandises françaises importées en Allemagne.

Après amortissement des arriérés commerciaux antérieurs à l'entrée en vigueur provisoire du présent Accord, le solde susvisé sera augmenté des entrées de devises libérées du fait de cet amortissement.

Le contingent de payement ainsi déterminé sera calculé chaque mois d'un commun accord par les Commissions gouvernementales prévues à l'Article 9 du présent Accord de payement, d'après les entrées de devises pendant le troisième mois qui aura précédé le mois pour lequel ce contingent est établi.

Si, au cours d'un des mois considérés, l'équilibre antérieur des parités mutuelles des diverses devises utilisées pour la détermination du volume de l'exportation française venait à être altéré, les deux Commissions gouvernementales auraient à prendre toutes dispositions utiles pour qu'il en soit équitablement tenu compte pour la fixation du contingent de devises du mois suivant. Par rupture d'équilibre, on entend toute modification brusque de plus du 10 p. 100 dans la valeur respective des monnaies considérées.

Betracht kommenden Währungen zu verstehen.

Für die Deutsche Regierung gilt als Deviseneingang:

1. die Zahlung in freien Geldsorten, durch Scheck auf eine ausländische Bank oder durch Gutschrift bei einer ausländischen Bank;
2. die Zahlung aus einem freien Reichsmarkkonto in Deutschland.

Als Deviseneingang werden die im Kaufpreis enthaltenen oder in der Rechnung aufgeführten Nebenkosten auch dann betrachtet, wenn sie unmittelbar abgezweigt sind.

Artikel 4.

Die Deviseneingänge werden ermittelt auf Grund der Meldungen, die die deutschen Ausführer gemäss den deutschen Devisenbestimmungen auf Vordruck II der Exportvalutaerklärung am 10., 20. und letzten eines jeden Monats der Reichsbank erstatten. Diese Meldungen werden für Zahlungseingänge aus Ausfuhrgeschäften nach dem französischen Zollgebiet, den französischen Kolonien, Protektoraten und afrikanischen Mandatsgebieten auf einem besonderen Formblatt des Vordrucks II in doppelter Ausfertigung erstattet. Ein Doppel der Meldung sendet die Reichsbank unverzüglich an das Office Franco-Allemand des paiements commerciaux.

Für die Umrechnung der nicht über Reichsmark lautenden Forderungen ist als Umrechnungskurs der Berliner Mittelkurs des Tages zu-

Le Gouvernement Allemand considère comme entrées de devises:

1⁰ le payement en monnaie libre par chèque sur une banque étrangère ou par virement sur une banque étrangère;

2⁰ le payement effectué par le débit de comptes en Reichsmarks libres en Allemagne.

Sont également considérés comme entrées de devises les payements de frais accessoires compris dans le prix de vente ou indiqués dans la facture, même s'ils ont été liquidés séparément.

Article 4.

Les entrées de devises seront établies d'après les déclarations que les exportateurs allemands doivent faire le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois à la Reichsbank, conformément à la réglementation allemande en matière de devises, en remplissant le formulaire II de la déclaration de valeur pour l'exportation (Exportvalutaerklärung). En ce qui concerne les entrées provenant d'opérations d'exportation vers le territoire douanier français, les colonies, les pays de protectorat et les territoires africains sous mandat français, ces déclarations seront souscrites sur un feuillet spécial du formulaire II en double expédition. Une de ces expéditions sera envoyée immédiatement par la Reichsbank à l'Office franco-allemand des payements commerciaux.

Pour le calcul des créances libellées en d'autres monnaies que le Reichsmark, la conversion s'effectuera au cours moyen coté à la

grunde zu legen, an dem die obenerwähnten Meldungen dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux von der Reichsbank übersandt werden.

Bourse de Berlin le jour où la déclaration susvisée sera adressée par la Reichsbank à l'Office franco-allemand de payements commerciaux.

Artikel 5.

Alle aus Deutschland nach dem französischen Zollgebiet und den französischen Kolonien, Protektoraten und afrikanischen Mandatsgebieten eingeführten Waren müssen ausser den von den französischen Zollbehörden verlangten Papieren bei der Zollabfertigung versehen sein:

1. mit einem Doppel des Abschnitts A des Vordrucks I der Exportvalutaerklärung, mit der der deutsche Ausführer auf Grund der deutschen Devisenbestimmungen der Reichsbank den Betrag der in Rechnung gestellten deutschen Erzeugnisse meldet;
2. mit einer Rechnungsabschrift, die Angaben über die Fälligkeiten und die Versicherung enthalten muss, dass die Ware entsprechend Artikel 2 Ziffer 1 dieses Abkommens als Ware deutschen Ursprungs anzusehen ist.

Falls die in Absatz 1 Ziffer 1 dieses Artikels vorgesehene Urkunde nicht beiliegt, wird das Office Franco-Allemand des paiements commerciaux dem Reichsbankdirektorium Berlin den Namen des Ausführers, die Bezeichnung der Ware und den in Rechnung gestellten Betrag mitteilen. Das Reichsbankdirektorium wird Abschrift des Ab-

Artikel 5.

Outre les documents exigés par les autorités douanières du pays importateur, toutes les marchandises importées d'Allemagne sur le territoire douanier français, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires africains sous mandat français devront, lors de leur dédouanement, être accompagnées:

1° d'un double de la déclaration I A (Exportvalutaerklärung), par laquelle l'exportateur allemand a indiqué à la Reichsbank, conformément à la réglementation allemande en matière de devises, la valeur des produits allemands facturés à l'exportation;

2° d'un double de la facture indiquant l'échéance de la créance et certifiant que la marchandise doit être considérée comme allemande au sens de l'Article 2, chiffre 1.

Dans le cas où le document visé au chiffre 1 ci-dessus ne serait pas produit, l'Office franco-allemand des payements commerciaux en informerait la Reichsbank (Reichsbankdirektorium) à Berlin en lui indiquant le nom de l'exportateur, la nature de la marchandise et la valeur facturée; la Direction de la Reichsbank ferait alors parvenir

schnitts I A dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux übersenden.

Artikel 6.

Die Zuteilung der zur Bezahlung französischer Waren erforderlichen Devisen erfolgt durch die Reichsbank auf Grund einer Devisenbescheinigung der zuständigen Überwachungsstelle und gegen Vorlage einer vom Office Franco-Allemand des paiements commerciaux visierten Rechnungsabschrift, sobald die Schuld fällig ist. Diese Rechnung muss die Nummer des deutschen Zolltarifs ausweisen, unter der die von ihr geführte Ware eingeführt wird.

Von den einzelnen Überwachungsstellen werden Devisenbescheinigungen, die zur Zahlung in einem bestimmten Monat berechtigen, im Rahmen des für diesen Monat festgesetzten Gesamtbetrages ausgestellt. Die beiderseitigen Regierungsausschüsse können bei Festsetzung dieses Gesamtbetrages und seiner Verteilung Saisonschwankungen sowie anderen besonderen Umständen Rechnung tragen.

Um beiden Regierungen eine Nachprüfung der Ausnutzung des vereinbarten Gesamtbetrages und seiner Verteilung zu ermöglichen, wird die Reichsbank dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux nach dem 10., 20. und letzten eines jeden Monats eine Gesamtaufstellung sowie Abschriften der vom Office Franco-Allemand des paiements commerciaux visierten Rechnungen übermitteln, die im Laufe der jeweils vergangenen

audit Office la copie du document I. A.

Article 6.

La cession des devises nécessaires au payement des marchandises françaises sera, à l'échéance, effectuée par la Reichsbank en vertu d'une autorisation de devises (Devisenbescheinigung) délivrée par l'Office de contrôle compétent (Überwachungsstelle) sur production d'une copie de la facture visée par l'Office franco-allemand des payements commerciaux. Cette facture indiquera la position du tarif douanier allemand sous laquelle la marchandise qu'elle accompagne sera importée.

Les Offices allemands de contrôle délivreront des autorisations de devises permettant le payement pour un mois déterminé, dans la limite du contingent de payements afférent à ce mois. Les deux Commissions gouvernementales pourront, pour la fixation du contingent de payement et sa répartition, tenir compte des fluctuations saisonnières ou d'autres circonstances spéciales.

En vue de permettre aux deux Gouvernements de contrôler la répartition et l'emploi du contingent de payement convenu, la Reichsbank adressera à l'Office franco-allemand des payements commerciaux après le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, un bordereau récapitulatif, et les copies des factures visées par ledit Office et présentées durant la décade précédente à l'agence compétente de la Reichsbank, conformément aux

Dekade gemäss Absatz 1 dieses Artikels der zuständigen Reichsbankanstalt vorgelegt worden sind.

Ausserdem wird die Reichsbank dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux zu Beginn eines jeden Monats Abschriften der von den einzelnen Überwachungsstellen abgegebenen Meldungen über die Summe der im vergangenen Monat erteilten Devisenbescheinigungen unverzüglich übermitteln.

Soweit auf Grund der vorgenannten Meldungen festgestellt wird, dass der Gesamtbetrag ganz oder teilweise nicht ausgenutzt worden ist, werden die beiderseitigen Regierungsausschüsse die Nichtausnutzung bei Festsetzung des Gesamtbetrages für die späteren Monate entsprechend berücksichtigen. In gleicher Weise ist etwaigen geringfügigen Überschreitungen Rechnung zu tragen. Im übrigen werden die Überwachungsstellen nicht ausgenutzte Devisenbescheinigungen auf Antrag um einen Monat ausserhalb des für den betreffenden Monat zur Verfügung stehenden Gesamtbetrages verlängern. Weitere Verlängerungen können nur ausnahmsweise und nur mit Zustimmung des Deutschen und des Französischen Regierungsausschusses erfolgen.

Vorausbelastungen der Monate, für die ein Gesamtbetrag noch nicht festgesetzt ist, werden in Höhe eines im Deutschen und im Französischen Regierungsausschuss jeweils zu vereinbarenden Vomhundertsatzes des monatlichen Gesamtbetrages zugelassen.

prescriptions de l'alinéa 1er du présent Article.

En outre, la Reichsbank enverra au début de chaque mois à l'Office franco-allemand des payements commerciaux les copies des relevés indiquant le montant des autorisations de devises qui ont été délivrées au cours du mois précédent par les Offices allemands de contrôle.

S'il est établi par les relevés précités que des contingents de payement n'ont pas été utilisés en tout ou en partie, les deux Commissions gouvernementales en tiendront compte pour l'établissement des contingents de payement des mois suivants. Il sera également tenu compte des dépassements de minime importance qui pourraient se produire. En outre, les Offices de contrôle prolongeront d'un mois, sur demande, la validité des autorisations de devises non utilisées; celles-ci s'ajouteront au contingent de payement du mois pendant lequel elles seront utilisées. Des prolongations ultérieures ne pourront être accordées qu'à titre exceptionnel et avec l'accord des deux Commissions gouvernementales.

L'octroi anticipé d'autorisations de devises (Vorausbelastungen) valables pendant les mois pour lesquels il n'aura pas encore été fixé de contingent de payement, sera autorisé à concurrence d'un pourcentage déterminé dans chaque cas par les deux Commissions gouvernementales.

Artikel 7.

Für den Fall der Kündigung des Abkommens werden die vor dem Ausserkrafttreten des Abkommens in Deutschland eingegangenen Devisen, die infolge der Nichtausnutzung von Gesamtbeträgen nicht für die Einfuhr französischer Waren nach Deutschland verwendet worden sind, in den folgenden Monaten zur Bezahlung neuer Waren verwendet werden, sobald der Gegenwert der bereits eingeführten Waren vollständig transferiert worden ist. Nach Bereitstellung der notwendigen Deckung der für die eingeführten Waren zu zahlenden Beträge werden die beiderseitigen Regierungsausschüsse die Art der Verwendung der verbleibenden Devisen bestimmen.

Artikel 8.

Private Verrechnungsgeschäfte sind unzulässig. Jedoch können solche privaten Verrechnungsgeschäfte, die vor dem Tage der vorläufigen Anwendung dieses Abkommens von den deutschen und den französischen Behörden genehmigt worden sind, noch abgewickelt werden.

Die Errichtung von Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen für den Warenverkehr zwischen Deutschland und dem französischen Zollgebiet, den französischen Kolonien, Protektoraten und afrikanischen Mandatsgebieten ist unzulässig. Bestehende Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen werden unverzüglich geschlossen. Die auf den Konten stehenden Guthaben können noch in der vorgesehenen Art und Weise verwendet werden.

Article 7.

En cas de dénonciation du présent Accord, les devises entrées en Allemagne jusqu'à la date de son expiration et qui, en raison de la non-utilisation des contingents de payement, n'auront pas été affectées au payement des marchandises françaises importées en Allemagne, ne seront utilisées, pendant les mois suivants, au payement de nouvelles marchandises qu'après que le payement de celles qui auront déjà été importées aura été transféré intégralement. Après constitution de la couverture nécessaire au payement des marchandises importées, les deux Commissions gouvernementales fixeront le mode d'utilisation des devises restantes.

Article 8.

Les opérations de compensation privée sont interdites. Seules, les opérations de compensation privée autorisées par les deux Gouvernements avant la date de l'application provisoire du présent Accord pourront être effectuées.

L'ouverture de comptes „Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen“ destinés aux payements commerciaux entre l'Allemagne et le territoire douanier français, les colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français est interdit. Les comptes „Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen“ existant seront immédiatement clos. Les avoirs existant à ces comptes pourront être utilisés de la manière et aux fins qui avaient été prévues.

Die Zahlung im Wege eines privaten Verrechnungsgeschäfts oder die Zahlung aus einem Ausländer-Sonderkonto für Inlandszahlungen gilt nicht als Deviseneingang im Sinne des Artikel 3 dieses Abkommens.

Les payements au titre d'une affaire de compensation privée ou le payement sur un compte „Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen" ne sont pas considérés comme entrées de devises au sens de l'Article 3 du présent Accord.

Artikel 9.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme alle Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Abkommens zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen baldigst Mitteilung machen.

Die Regierungsausschüsse treten auf Antrag eines der beiden Vorsitzenden zusammen.

Es steht den Regierungsausschüssen frei, Sachverständige zuzuziehen und gemischte Unterausschüsse einzusetzen.

Für ihre Tätigkeit stellen die Ausschüsse eine gemeinsame Geschäftsordnung auf.

Article 9.

Chacune des Parties Contractantes désignera une Commission gouvernementale. Ces Commissions auront pour tâche de résoudre par des contacts permanents et directs, toutes les questions relatives à l'exécution du présent Accord. Les deux Gouvernements se communiqueront aussitôt que possible la composition de chaque Commission.

Les Commissions gouvernementales se réunissent à la demande de l'un des deux Présidents.

Les Commissions gouvernementales ont la faculté de s'adjoindre des experts et d'organiser des sous-commissions mixtes.

Les Commissions gouvernementales établiront un programme commun de travail.

Artikel 10.

Sollten sich die Erwartungen nicht erfüllen, von denen die beiden Vertragschliessenden Teile beim Abschluss dieses Abkommens ausgegangen sind, oder sollte sich durch eine eingetretene ungünstige Entwicklung oder wegen von dem anderen Teil ergriffener Massnahmen auf wirtschaftlichem Gebiet ein Teil benachteiligt fühlen, so

Article 10.

Si les résultats escomptés par l'une des deux Parties Contractantes, lors de la conclusion du présent Accord, ne devaient pas se réaliser; si l'une d'elles, au cours de l'application du présent Accord, estimait être désavantagée du fait de facteurs nouveaux défavorables ou de mesures économiques prises par l'autre, chacune des Parties Con-

kann jeder der beiden Vertragschliessenden Teile unverzüglich Verhandlungen beantragen mit dem Ziele, Abhilfe zu schaffen. Sollten solche Verhandlungen im Laufe von 14 Tagen, vom Tage des Eingangs des Antrags an gerechnet, nicht zu einem befriedigenden Ergebnis führen, so soll der Teil, der sich benachteiligt erachtet, das Recht haben, das vorliegende Abkommen mit einmonatiger Frist, vom Tage des Eingangs der Kündigung an gerechnet, zu kündigen.

tractantes pourrait demander immédiatement l'ouverture de négociations en vue de porter remède à cette situation. Si, dans les quinze jours qui suivront cette demande, les pourparlers ne pouvaient aboutir à un résultat satisfaisant, la Partie qui se considère lésée pourrait mettre fin au présent Accord, sous préavis d'un mois à dater de la notification qui en serait faite.

Artikel 11.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll so bald als möglich in Berlin stattfinden. Das Abkommen tritt am dreissigsten Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Jedoch werden es die Vertragschliessenden Teile mit Wirkung vom 1. August 1937 ab vorläufig anwenden.

Dieses Abkommen bleibt bis zum 30. Juni 1939 in Geltung. Es kann jedoch von jedem der Vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten zum Ende eines jeden Kalenderjahres, erstmalig zum 30. Juni 1938, gekündigt werden.

Dieses Abkommen gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern es nicht nach Massgabe der Bestimmungen des vorstehenden Absatz 2 gekündigt worden ist. Läuft das Abkommen über den 30. Juni 1939 weiter, so gelten die gleichen Kündigungsbestimmungen.

Article 11.

Le présent Accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Berlin. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins les deux Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1er août 1937.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1939. Néanmoins, chacune des Parties Contractantes pourra le dénoncer, moyennant un préavis de trois mois, pour en faire cesser les effets à la fin de chaque semestre et la première fois au 30 juin 1938.

Le présent Accord sera prorogé pour un an s'il n'est pas dénoncé dans les conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus. Dans ce cas, les mêmes conditions de dénonciation resteraient applicables.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache zu Paris am 10. Juli 1937.

Für die Deutsche Regierung:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Für die Französische Regierung:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

Fait à Paris en double exemplaire en français et en allemand, le 10 juillet 1937.

Pour le Gouvernement Français:
*Yvon Delbos.*
*Fernand Chapsal.*
*Hervé Alphand.*

Pour le Gouvernement Allemand:
*Johannes Graf von Welczeck.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

---

Anlage 1
zum Zahlungsabkommen.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Vorsitzender!

Ich habe die Ehre, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung über die Auslegung des letzten Absatzes des Artikel 3 des Deutsch-Französischen Abkommens über die Zahlungen aus dem Warenverkehr vom heutigen Tage Einigkeit besteht. Danach ist unter Abzweigung zu verstehen:

1. die Erfüllung eines Teils einer Verbindlichkeit aus der Wareneinfuhr durch Bezahlung von Nebenkosten desselben Warengeschäfts für Rechnung des ausländischen Gläubigers gemäss der getroffenen Vereinbarung;
2. im Falle einer laufenden Geschäftsverbindung, soweit dies dem Handelsbrauch entspricht, die Erfüllung einer Verbindlichkeit oder eines Teils einer solchen aus der Wareneinfuhr durch Bezahlung von Neben-

Annexe 1
à l'Accord de payement.

Le Président
de la Délégation Française.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement Français est d'accord avec le Gouvernement Allemand pour interpréter comme suit le dernier alinéa de l'Article 3 de l'Accord de paiements commerciaux en date de ce jour. Par liquidation séparée on doit entendre:

1. Le paiement d'une partie d'une dette résultant de l'importation de marchandises en acquittant, suivant les modalités du contrat, pour le compte du créancier étranger, les frais accessoires qui y sont afférents.
2. Dans les cas de relations habituelles d'affaires et pour autant qu'il est conforme aux usages commerciaux, le fait d'acquitter tout ou partie d'une dette résultant de l'importation de marchandises par le paiement

kosten der vorhergehenden oder folgenden Einfuhrgeschäfte.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Hemmen.*

An den Vorsitzenden der Französischen Delegation Herrn Direktor Hervé Alphand.

de frais accessoires afférents à des opérations d'importation qui ont lieu antérieurement ou qui seront effectuées postérieurement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Alphand.*

Monsieur le Dr. Hans R. Hemmen, Conseiller d'Ambassade, Président de la Délégation allemande.

---

Anlage 2
zum Zahlungsabkommen.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Vorsitzender!

Ich habe die Ehre, Ihnen zu bestätigen, dass die Deutsche und die Französische Regierung zur Durchführung des Artikel 2 Absatz 2 des Zeichnungsprotokolls zum Deutsch-Französischen Abkommen über die Zahlungen aus dem Warenverkehr vom heutigen Tage folgendes vereinbart haben:

Die beiderseitigen Regierungsausschüsse werden jeweils bei der Festsetzung des Betrages, der für die Bezahlung französischer Waren gemäss Artikel 3 des eingangs genannten Abkommens zur Verfügung steht, die Summe der in dem der Sitzung vorausgegangenen Monat von der Reichsbank geleisteten Zahlungen für Veredlungslöhne in Ansatz bringen.

Annexe 2
à l'Accord de payement.

Le Président
de la Délégation Française.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Français sont tombés d'accord pour appliquer comme il est indiqué ci-après le paragraphe 2 de l'Article 2 du Protocole de signature à l'Accord franco-allemand en date de ce jour sur les paiements commerciaux:

Pour la détermination, conformément aux dispositions de l'Article 3 de l'Accord susvisé des sommes disponibles pour le paiement des marchandises françaises, les deux Commissions gouvernementales tiendront compte des sommes versées par la Reichsbank pour le trafic de perfectionnement pendant le mois précédent la réunion.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Hemmen.*

An den Vorsitzenden der Französischen Delegation Herrn Direktor Hervé Alphand.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Alphand.*

Monsieur le Dr. Hans R. Hemmen, Conseiller d'Ambassade, Président de la Délégation allemande.

---

Anlage 3
zum Zahlungsabkommen.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Vorsitzender!

Anlässlich der Unterzeichnung des Deutsch-Französischen Abkommens über die Zahlungen aus dem Warenverkehr und des dazugehörigen Zeichnungsprotokolls vom heutigen Tage beehre ich mich zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung über folgendes Einigkeit besteht:

Nicht als Deviseneingang im Sinne des Artikels 3 des vorgenannten Abkommens ist der Gegenwert der deutschen Ausfuhr anzusehen, der auf Grund zwischen den beiden Vertragschliessenden Teilen bestehender Verträge für besondere Zahlungen bestimmt ist (z. B. Saarkohlenlieferungen, Lausanner Abkommen, Sicap-Zahlungen für Stillhalte-Guthaben, Bedienung der Hollandanleihen von Karl Alexander und Carolus Magnus).

Annexe 3
à l'Accord de payement.

Le Président
de la Délégation Française.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur le Président,

A l'occasion de la signature, en date de ce jour, de l'Accord franco-allemand sur les paiements commerciaux et du Protocole de signature y afférent, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Français et le Gouvernement Allemand sont convenus de ce qui suit:

Ne sont pas considérées comme entrées de devises au sens de l'Article 3 de l'Accord susvisé, le produit des exportations allemandes qui, conformément aux Accords en vigueur intervenus entre les Parties Contractantes, sont affectées à certains paiements par exemple: Prestations de charbon sarrois, Accord de Lausanne, paiement de la S.I.C.A.P. pour les avoirs de Stillhalte, service des emprunts hollandais des Mines Karl Alexander et Carolus Magnus).

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Hemmen.*

An den Vorsitzenden der Französischen Delegation Herrn Direktor Hervé Alphand.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Alphand.*

Monsieur le Dr. Hans R. Hemmen, Conseiller d'Ambassade, Président de la Délégation allemande.

---

Anlage 4
zum Zahlungsabkommen.

Der Vorsitzende
der Deutschen Delegation.

Paris, den 10. Juli 1937.

Herr Vorsitzender!

Anlässlich der Unterzeichnung des Deutsch-Französischen Abkommens über die Zahlungen aus dem Warenverkehr und des dazugehörigen Zeichnungsprotokolls vom heutigen Tage beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass die Deutsche und die Französische Regierung, um der Französischen Regierung die Durchführung der Überwachungsmassnahmen gemäss Artikel 6 des vorgenannten Abkommens zu erleichtern, folgendes vereinbart worden:

Jeder Ausführer französischer Waren nach Deutschland hat vor Absendung dieser Waren eine vorläufige Rechnung (Proforma-Rechnung) auszustellen, die er dem deutschen Käufer, zusammen mit einer Bescheinigung nach anliegendem Muster*) (auf rosa Papier), zusendet. Der Einführer französischer Waren in Deutschland legt diese Bescheinigung nach ordnungsgemässer Aus-

Annexe 4
à l'Accord de payement.

Le Président
de la Délégation Française.

Paris, le 10 juillet 1937.

Monsieur le Président,

A l'occasion de la signature de l'Accord franco-allemand sur les paiements commerciaux en date de ce jour et du protocole de signature y afférent, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Français, pour faciliter au Gouvernement Français l'application des mesures de contrôle conformément à l'Article 6 de l'Accord susvisé, sont convenus des dispositions suivantes:

Chaque exportateur de marchandises françaises en Allemagne établira, avant l'expédition desdites marchandises, une facture provisoire (facture proforma) qu'il adressera à son acheteur allemand, en même temps qu'un certificat du modèle ci-joint*) (sur papier rose). L'importateur de marchandises françaises en Allemagne fera viser par l'Office de contrôle compétent ce certi-

*) Pas reproduit.

füllung der zuständigen Überwachungsstelle zur Beglaubigung vor, wenn er den Antrag auf Erteilung der für dieses Geschäft in Betracht kommenden Devisenbescheinigung stellt. Nach Erhalt der Devisenbescheinigung und der beglaubigten vorerwähnten Bescheinigung sendet der deutsche Käufer die letztere dem französischen Ausführer zurück. Dieser legt alsdann die von ihm daraufhin ausgestellte endgültige Rechnung, zusammen mit der beglaubigten Bescheinigung, dem Office Fraco-Allemand des paiements commerciaux vor, damit dieses dann die endgültige Rechnung visiert.

ficat dûment rempli en même temps qu'il présentera la demande d'autorisation de devises (Devisenbescheinigung) nécessaire pour l'affaire en cours. Après avoir reçu l'autorisation de devises (Devisenbescheinigung) et le certificat visé, l'acheteur allemand renverra ce dernier à l'exportateur français. Celui-ci soumettra au visa de l'Office franco-allemand des paiements commerciaux la facture définitive, établie sur cette base et appuyée du certificat.

Die vom Office Franco-Allemand des paiements commerciaux visierte Rechnung hat zu enthalten:

1. die Nummer des deutschen Zolltarifs, unter der die französische Ware in Deutschland eingeführt werden soll und
2. eine der beiden nachstehenden, vom Ausführer unterzeichneten und datierten Erklärungen:
   a) „Ich erkläre an Eidesstatt, dass sämtliche in der Rechnung aufgeführten Waren im französischen Zollgebiet (oder den französischen Kolonien, Protektoraten, afrikanischen Mandatsgebieten) erzeugt sind.

      Ich erkläre mich bereit, dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux gegebenenfalls alle notwendigen Unterlagen vorzulegen."

La facture visée par l'Office franco-allemand des paiements commerciaux doit mentionner:

1⁰ La position du tarif douanier allemand sous laquelle la marchandise française doit entrer en Allemagne, et

2⁰ une des deux déclarations suivantes, signée et datée par l'exportateur:

   a) „Je déclare sous ma responsabilité, que toutes les marchandises faisant l'objet de la présente facture ont été produites sur le territoire douanier français (ou dans les colonies, les pays de protectorat, les territoires africains sous mandat français.)

      Je me déclare prêt à fournir, le cas échéant, à l'Office franco-allemand des Paiements commerciaux toutes justifications utiles."

b) „Ich erkläre an Eidesstatt, dass die in der Rechnung aufgeführten Waren nicht im französischen Zollgebiet (oder den französischen Kolonien, Protektoraten, afrikanischen Mandatsgebieten) erzeugt sind, aber dort eine wesentliche Veränderung ihrer Beschaffenheit erfahren haben.

Ich erkläre mich bereit, dem Office Franco-Allemand des paiements commerciaux gegebenenfalls alle notwendigen Unterlagen vorzulegen.“

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Hemmen.*

An den Vorsitzenden der Französischen Delegation Herrn Direktor Hervé Alphand.

b) „Je déclare sous ma responsabilité, que les marchandises faisant l'objet de la présente facture, non produites sur le territoire douanier français (ou dans les colonies, les pays de protectorat, les territoires africains sous mandat français) y ont subi une transformation essentielle de leur nature.

Je me déclare prêt à fournir, le cas échéant, à l'Office franco-allemand des Paiements commerciaux toutes justifications utiles.“

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Alphand.*

Monsieur le Dr. Hans R. Hemmen, Conseiller d'Ambassade, Président de la Délégation allemande.

---

## 31.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Accord pour compléter l'Arrangement sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937;*) conclu par un Echange de Lettres signées à Berlin, le 17 décembre 1937.**)

*Reichsgesetzblatt 1937. II, No. 48.*

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 17. Dezember 1937.

Herr Botschafter!

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Deut-

Ambassade de la République Française.

Berlin, le 17 décembre 1937.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'un Accord entre le Gouvernement

*) V. ci-dessus, No. 29.

**) Mis en application provisoire à partir du 1er janvier 1938.

schen und der Französischen Regierung Einverständnis über folgendes erzielt worden ist:

In der Liste 4 zu Artikel 4 des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 wird der erste Absatz der Anmerkung am Schluss der Nummer „aus 180“ des deutschen Zolltarifs durch Anfügen folgenden Satzes ergänzt:

> Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren.

Dieser Notenwechsel soll ratifiziert werden. Er tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Paris erfolgen soll, in Kraft. Die vertragschliessenden Teile werden den Notenwechsel jedoch bereits vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 1. Januar 1938 ab vorläufig anwenden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Wiehl.*

An Seine Exzellenz den Französischen Botschafter Herrn André François-Poncet, Berlin.

Français et le Gouvernement Allemand a été réalisé sur les points suivants:

Dans la liste 4 jointe à l'Article 4 de l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937, le premier alinéa de la note à la position Ex 180 du tarif de douanes allemand a été complété par l'addition de la phrase suivante:

> Le Gouvernement Allemand est d'accord pour que certaines quantités à désigner numériquement soient distraites du contingent douanier et affectées à d'autres postes de douanes allemands à déterminer. Les deux Gouvernements se réservent de convenir, en cas de besoin, de modifications concernant les quantités distraites du contingent principal.

Cet échange de notes devra être ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui devra avoir lieu à Paris. Cependant, avant l'échange des instruments de ratification, les Parties Contractantes mettront en application provisoire, à partir du 1er janvier 1938, les dispositions du présent échange de lettres.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

*André François-Poncet.*

Monsieur Wiehl, Directeur de la Section économique de l'Office des Affaires Etrangères à Berlin.

# 32.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

## Accord pour compléter l'Arrangement relatif aux échanges commerciaux du 10 juillet 1937;*) conclu par un Echange de Notes signées à Berlin, le 23 avril 1938.**)

*Reichsgesetzblatt 1938. II, No. 18.*

---

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 23. April 1938.

Herr Botschafter!

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung Einverständnis über Folgendes erzielt worden ist:

In der Liste 4 zu Artikel 4 des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 wird der zweite Absatz der Anmerkung zu Nummer 184 des deutschen Zolltarifs durch Anfügen folgenden Satzes ergänzt:

> Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen des Zollkontingents abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren.

Dieser Notenwechsel soll ratifiziert werden. Er tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Paris

Ambassade de France
à Berlin.

Berlin, le 23 avril 1938.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'un Accord entre le Gouvernement Française et le Gouvernement Allemand a été réalisé sur les points suivants:

Dans la liste 4 jointe à l'Article 4 de l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937 le deuxième alinéa de la note à la position 184 du tarif de douanes allemand a été complété par l'addition de la phrase suivante:

> Le Gouvernement Allemand est d'accord pour que certaines quantités à désigner numériquement soient distraites du contingent douanier et affectées à d'autres postes de douanes allemands à déterminer. Les deux Gouvernements se réservent de convenir, en cas de besoin, de modifications concernant les quantités distraites du contingent principal.

Cet échange de notes devra être ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui

---

*) V. ci-dessus, No. 29.
**) Mis en application provisoire à partir du 3 mai 1938.

erfolgen soll, in Kraft. Die vertragschliessenden Teile werden den Notenwechsel jedoch bereits vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 3. Mai 1938 ab vorläufig anwenden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

*Wiehl.*

Seiner Exzellenz dem Französischen Botschafter Herrn André François-Poncet, Berlin.

devra avoir lieu à Paris. Cependant, avant l'échange des instruments de ratification, les Parties Contractantes mettront en application provisoire, à partir du 3 mai 1938, les dispositions du présent échange de lettres.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma très haute considération.

*André François-Poncet.*

Monsieur Wiehl, Directeur de la Section économique de l'Office des Affaires Etrangères à Berlin.

---

## 33.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Accord relatif à l'incorporation des échanges commerciaux franco-autrichiens dans les relations économiques franco-allemandes, signé à Berlin, le 2 août 1938.*)

*Reichsgesetzblatt 1938. II, No. 32.*

---

Deutsch-Französisches Abkommen über die Eingliederung des österreichisch-französischen Warenverkehrs in die deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen vom 2. August 1938.

### Artikel 1.

Ab 1. August 1938 finden die zwischen Deutschland und Frankreich zur Regelung der Wirtschaftsbeziehungen geschlossenen Verträge, Abkommen und Vereinbarungen auch auf das Gebiet des früheren Bundesstaates Österreich Anwendung, soweit nicht nachstehend etwas anderes vereinbart ist.

Accord Franco-Allemand du 2 août 1938 relatif à l'incorporation des échanges commerciaux franco-autrichiens dans les relations économiques franco-allemandes.

### Article premier.

A partir du 1er août 1938, les traités, accords et arrangements conclus entre la France et l'Allemagne en vue de régler les rapports économiques entre les deux pays s'appliqueront également au territoire de l'ancienne République Fédérale d'Autriche, sous réserve des dispositions ci-après:

---

*) Mis en application provisoire à partir du 1er août 1938.

Artikel 2.

Die die Zölle und das Zollverfahren betreffenden deutsch-französischen Vereinbarungen finden auf das Gebiet des Landes Österreich erst von dem Zeitpunkt ab Anwendung, an dem die Zollgrenze zwischen dem Lande Österreich und dem übrigen Deutschen Reiche aufgehoben wird. Die Deutsche Regierung wird der Französischen Regierung diesen Zeitpunkt unter Einhaltung einer Frist von mindestens 14 Tagen vorher mitteilen.

Article 2.

Les stipulations tarifaires et douanières ne seront applicables qu'à partir de la suppression de la frontière douanière entre l'Autriche et l'Allemagne. Le Gouvernement Allemand informera le Gouvernement Français de cette suppression sous préavis de 15 jours au moins.

Artikel 3.

Die Liste 1 zu Artikel 1 des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 *) wird in der aus der Anlage 1 **) ersichtlichen Weise geändert.

Diese Änderung wird von dem im Artikel 2 bezeichneten Zeitpunkt an angewendet.

Article 3.

La liste 1 à l'Article 1 de l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937 est modifiée ainsi qu'il est indiqué à l'Annexe 1.

Ces modifications seront appliquées à partir de la date visée à l'Article 2.

Artikel 4.

Die Liste 3 zu Artikel 3 des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 wird in der aus der Anlage 2 **) ersichtlichen Weise ergänzt.

Diese Ergänzung wird von dem im Artikel 2 bezeichneten Zeitpunkt an angewendet.

Article 4.

La liste 3 à l'Article 3 de l'Accord franco-allemand sur les Echanges commerciaux du 10 juillet 1937 est complétée, ainsi qu'il est indiqué à l'Annexe 2.

Ces additions seront appliquées à partir de la date visée à l'Article 2.

Artikel 5.

In der Liste 4 zu Artikel 4 des Deutsch-Französischen Abkommens über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 erhält Absatz 1 Satz 1 der Anmerkung zu Nr. „aus 115" des deutschen Zolltarifs folgende Fassung:

Article 5.

Dans la liste 4 à l'Article 4 de l'Accord franco-allemand sur les Echanges commerciaux du 10 juillet 1937, la première phrase du premier alinéa de la note au No. „Ex. 115" du tarif douanier allemand est modifiée comme suit:

---

*) V. ci-dessus, No. 29.

**) Les Annexes ne sont pas reproduites.

„Der Vertragszollsatz gilt in der Zeit vom 1. Juli jedes Jahres bis zum 30. Juni des folgenden Jahres nur für eine Menge, die derjenigen Menge an Süsswasserfischen der Nr. 115 des deutschen Zolltarifs entspricht, die jeweils nach der amtlichen deutschen Ausfuhrstatistik im vorhergegangenen gleichen Zeitraum aus dem deutschen Zollgebiet nach Frankreich ausgeführt worden ist, jedoch höchstens für 2000 dz.“

Für die Anwendung dieser Änderung auf das Gebiet des Landes Österreich gilt Artikel 2.

Artikel 6.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll so bald wie möglich in Paris stattfinden. Das Abkommen tritt am 30. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Jedoch werden es die vertragschliessenden Teile mit Wirkung vom 1. August 1938 ab vorläufig anwenden.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache zu Berlin am 2. August 1938.

Für die Deutsche Regierung:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Für die Französische Regierung:
*André François-Poncet.*
*Alphand.*

„Le droit conventionnel n'est applicable, pour la période allant du 1er juillet d'une année jusqu'au 30 juin de l'année suivante, qu'à une quantité correspondant à la quantité de poisson d'eau douce du numéro 115 du tarif douanier allemand, exportée du territoire douanier allemand vers la France pendant la période correspondante précédente, d'après la statistique officielle allemande d'exportation, sans pouvoir toutefois dépasser 2.000 quintaux métriques.“

L'application de cette modification au territoire autrichien est soumise aux dispositions de l'Article 2.

Article 6.

Le présent Accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Paris. Il entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins, les deux Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1er août 1938.

Fait à Berlin, en double exemplaire, en français et en allemand, le 2 août 1938.

Pour le Gouvernement Français:
*André François-Poncet.*
*Alphand.*

Pour le Gouvernement Allemand:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Zusatzvereinbarung zum Schlussprotokoll vom 10. Juli 1937.

Im Schlussprotokoll zum Deutsch-Französischen Abkommen über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 ist hinter der Vertragsabmachung „zu Nr. aus 110 des deutschen Zolltarifs“ folgendes einzufügen:

„Zu Nr. aus 115 des deutschen Zolltarifs.

Die beiden Regierungen werden alsbald nach der vorläufigen Anwendung dieses Vertrages einen gemischten Ausschuss einsetzen, der über die Beschickung der deutschen Märkte mit Karpfen, über eine anderweitige Aufteilung der von Frankreich nach Deutschland einzuführenden Gesamtjahresmenge an Karpfen auf die einzelnen Monate und über sonstige Absatzbedingungen beraten soll. Aufgabe des gemischten Ausschusses ist auch, über Fragen, die sich bei der Ausfuhr deutscher Süsswasserfische nach Frankreich ergeben, zu beraten. Dem Ausschuss sollen von jeder Regierung ernannte Sachverständige aus den Kreisen der Beteiligten angehören. Die Beratungen des Ausschusses, zu denen jede Regierung einen Vertreter als Beobachter entsenden wird, sollen abwechselnd in Deutschland und Frankreich stattfinden. Der gemischte Ausschuss kann den Tagungsort abweichend von dieser Regelung festsetzen.

Die beiden Regierungen werden sich die von ihnen er-

Arrangement Additionnel au Protocole de signature du 10 juillet 1937.

Dans le Protocole de Signature à l'Accord franco-allemand sur les Echanges commerciaux du 10 juillet 1937, les dispositions suivantes sont insérés après celles relatives au n⁰ ex 110 du tarif allemand:

„ad n⁰ ex 115 du tarif allemand.

Dès la mise en application du présent Accord, les deux Gouvernements institueront une Commission mixte, qui aura à délibérer sur l'approvisionnement en carpes des marchés allemands et, d'autre part, sur la répartition sur les différents mois de la quantité annuelle totale de carpes à importer de France en Allemagne, ainsi que sur les autres conditions de vente. La Commission mixte aura également à délibérer des questions relatives à l'exportation de poissons d'eau douce allemands vers la France. La Commission comprendra des experts désignés par chacun des deux Gouvernements et choisis dans les milieux intéressés. Les délibérations de la Commission, auxquelles chaque Gouvernement déléguera un représentant à titre d'observateur, se tiendront alternativement en France et en Allemagne. La Commission mixte pourra, en fixant le lieu de ces réunions, déroger à cette règle.

Les deux Gouvernements se communiqueront aussitôt que

nannten Sachverständigen alsbald mitteilen."

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache zu Berlin am 2. August 1938.

Für die Deutsche Regierung:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

Für die Französische Regierung:
*André François-Poncet.*
*Alphand.*

possible les noms des experts qu'ils auront désignés."

Fait à Berlin, en double exemplaire, en français et en allemand, le 2 août 1938.

Pour le Gouvernement Français:
*André François-Poncet.*
*Alphand.*

Pour le Gouvernement Allemand:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*Dr. Hans R. Hemmen.*

---

34.

## ALLEMAGNE, FRANCE.

# Accord concernant l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes; signé à Berlin, le 10 mars 1939.*)

*Reichsgesetzblatt 1939. II, No. 16.*

Deutsch-Französisches Abkommen vom 10. März 1939 über die Eingliederung des Warenverkehrs zwischen den sudetendeutschen Gebieten und Frankreich in die deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen.

Artikel 1.

Vom 1. April 1939 ab finden die zwischen Deutschland und Frankreich zur Regelung der Wirtschaftsbeziehungen geschlossenen Verträge, Abkommen und Vereinbarungen auch auf die sudetendeutschen Gebiete Anwendung, soweit nicht nachstehend etwas anderes vereinbart ist.

Accord franco-allemand du 10 mars 1939 relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes.

Article 1.

A partir du 1er avril 1939, les traités, accords et arrangements conclus entre l'Allemagne et la France en vue de régler les rapports économiques entre les deux pays s'appliqueront également aux territoires allemands des Sudètes, sous réserve des dispositions ci-après.

*) Mis en application provisoire à partir du 1er avril 1939.

Artikel 2.

Die die Zölle und das Zollverfahren betreffenden deutsch-französischen Vereinbarungen finden auf das sudetendeutsche Gebiet, in dem die im österreichischen Zollgebiet geltenden Vorschriften eingeführt sind, erst von dem Zeitpunkt ab Anwendung, an dem die Zollgrenze zwischen dem Lande Österreich und dem übrigen Deutschen Reich aufgehoben wird. Bis zu diesem Zeitpunkt gelten für das genannte sudetendeutsche Gebiet hinsichtlich der Zölle und des Zollverfahrens dieselben Vereinbarungen wie für das Gebiet des Landes Österreich.

Artikel 3.

Die Liste 3 zum Deutsch-Französischen Abkommen über den Warenverkehr vom 10. Juli 1937 wird in der aus der Anlage ersichtlichen Weise ergänzt.*)

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll sobald wie möglich in Paris stattfinden. Das Abkommen tritt am 30. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Jedoch werden es die vertragschliessenden Teile mit Wirkung vom 1. April 1939 ab vorläufig anwenden.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache zu Berlin am 10. März 1939.

Für die Deutsche Regierung:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*E. Wiehl.*

Für die Französische Regierung:
*Coulondre.*
*Alphand.*

Article 2.

Les stipulations tarifaires et douanières des Accords franco-allemands ne seront applicables à la partie des territoires allemands des Sudètes, où ont été introduites les dispositions en vigueur sur le territoire douanier autrichien, qu'à partir de la suppression de la frontière douanière entre l'ancienne Autriche et le reste du Reich. Jusqu'à cette date les dispositions convenues pour l'Autriche s'appliqueront, en ce qui concerne le régime tarifaire et douanier, aux territoires allemands des Sudètes.

Article 3.

La liste 3 annexée à l'Accord franco-allemand sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937 est complétée ainsi qu'il est indiqué à l'annexe I.*)

Article 4.

Le présent Accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Paris. Il entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins les deux Parties Contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1er avril 1939.

Fait à Berlin en double exemplaire, en allemand et en français, le 10 mars 1939.

Pour le Gouvernement Allemand:
*Freiherr von Weizsäcker.*
*E. Wiehl.*

Pour le Gouvernement Français:
*Coulondre.*
*Alphand.*

---

*) Non reproduit.

35.

## GRANDE-BRETAGNE, LITHUANIE.

# Accord commercial; signé à Londres, le 6 juillet 1934.*)

*Treaty Series No. 20 (1934).*

---

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Lithuania, desiring to facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one hand and the Republic of Lithuania on the other hand, have agreed as follows:

### Article 1.

During the currency of this Agreement United Kingdom goods in Lithuania and Lithuanian goods in the United Kingdom shall enjoy in all respects treatment not less favourable than that enjoyed by goods produced or manufactured in any other foreign country.

### Article 2.

The articles enumerated in Part I of the First Schedule to this Agreement,**) produced or manufactured in the United Kingdom, shall not on importation into Lithuania from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in Part I of the said Schedule.

The articles enumerated in Part II of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in any British Colony, overseas territory, any territory under British protection or any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, shall not on importation into Lithuania from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in Part II of the said Schedule.

The Government of the United Kingdom agree to consider sympathetically any proposal made by the Lithuanian Government for replacing in whole or in part by ad valorem duties any of the specific duties, or by specific duties any of the ad valorem duties set out in the said Schedule.

### Article 3.

The articles enumerated in the Second Schedule to this Agreement,**) produced or manufactured in Lithuania, shall not on importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the said Schedule.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 2 août 1934.

**) Pas reproduit.

The Lithuanian Government will consider sympathetically any proposal of the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the ad valorem duties or by ad valorem duties any of the specific duties set out in the said Schedule.

Article 4.

The Government of Lithuania undertake —

(a) that they will issue import licences at least to the extent necessary to give effect to the arrangements made with regard to the goods specifically mentioned in paragraph 2 of Part I and paragraph 1 of Part II of the Protocol to this Agreement;

(b) that they will not operate any restrictions in a manner which would have the effect of preventing the full benefits of the tariff concessions specified in Parts I and II of the First Schedule from accruing to goods the produce or manufacture of the United Kingdom or of the territories referred to in paragraph 2 of Article 2, respectively;

(c) that in the operation of any import restrictions they will have regard to the undertaking given by them in paragraph (1) of Part 1 of the Protocol, and will not operate such restrictions to the detriment of the trade of the territories referred to in paragraph (2) of Article 2 of this Agreement.

Article 5.

(1) The Government of the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams, and butter, the produce of Lithuania, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or related products. In the event of such regulation of imports being introduced, in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

(2) The Government of the United Kingdom will, in making allocations to Lithuania, take into consideration the position which Lithuania has held in past years as a supplier of these products to the United Kingdom market. Allocations to Lithuania will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to any other foreign country.

(3) The Government of the United Kingdom will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of butter, the produce of Lithuania, without first giving the Lithuanian Government an opportunity of discussing the allocation to Lithuania.

(4) In the event of the total quantity of bacon and hams or butter allowed to be imported into the United Kingdom from foreign countries being increased during any period of regulation, additional allocations

shall be made to Lithuania, but any temporary inability on the part of Lithuania to supply the whole or a part of any such additional allocation shall not prejudice, as regards any subsequent period, the undertakings given above.

(5) In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting in whole or in part its allocation of bacon and hams or butter, the allocation to Lithuania shall be increased in not less ratio than the allocation to any other foreign country.

(6) The control of exports from Lithuania of bacon and hams or butter to the United Kingdom shall be entrusted to the Government of Lithuania so long as the Government of the United Kingdom are satisfied that such control is effectual and in conformity with the scheme or schemes of regulation of imports into the United Kingdom for the time being in force.

Article 6.

(1) Except as provided in paragraph (2) of this Article, nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations arising out of the Exchange of Notes respecting commercial relations signed on behalf of the Government of the United Kingdom and the Lithuanian Government on the 6th May, 1922,*) nor shall any notice of termination of the arrangement set out in those Notes be given under the provisions of paragraph 6 thereof on behalf of either of the Contracting Governments before the 1st October, 1936.

(2) In the event, however, of the Government of the United Kingdom deciding on a general change of policy in regard to the treatment of foreign shipping, discussions shall take place between the Contracting Governments with a view to replacing by new provisions any provisions of the Exchange of Notes of the 6th May, 1922, which relate to navigation and the treatment of shipping. If agreement on such new provisions is not reached within 3 months from the commencement of such discussions, the Government of the United Kingdom shall be at liberty to denounce any of the said provisions of the Exchange of Notes of 1922, and the provisions so denounced shall cease to apply on the expiration of 3 months from the date on which such notice of denunciation was given.

Article 7.

The Lithuanian Government undertake that, pending the conclusion of the Agreement now under negotiation between the two Governments relating to Commercial Travellers, they will extend to commercial travellers who visit Lithuania on behalf of United Kingdom companies or firms the same treatment as is enjoyed in Lithuania by Lithuanian travellers.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVI, p. 596.

Article 8.

It is understood that in this Agreement the term „foreign country“ in relation to the United Kingdom means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and the term „foreign import“ means import from foreign countries as so defined.

Article 9.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice, the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute of the Court.

Article 10.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

The Agreement shall come into force 10 days after the exchange of ratifications and shall, subject to the provisions of paragraph 2 of Part I and of paragraphs 1 and 4 of Part II of the Protocol to this Agreement, remain in force until the 31st December, 1936.

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the said date of their intention to terminate this Agreement, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at London, this 6th day of July, 1934, in duplicate.

(L. S.) *John Simon.*
(L. S.) *Walther Runciman.*
(L. S.) *Bronius Balutis.*

---

Protocol.

At the moment of signing the Commercial Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Lithuania, the undersigned,

being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

Part I.

(1) The Contracting Governments having concluded the Commercial Agreement in the desire to maintain and facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom and Lithuania, the two Governments undertake to keep in view the balance of trade between the United Kingdom and Lithuania, and the Lithuanian Government, having regard to the proportion of Lithuanian exports finding a market in the United Kingdom, recognise that, in furtherance of the objects of the Agreement, the sales in Lithuania of goods the produce or manufacture of the United Kingdom should be increased.

(2) Representations having been made to the Lithuanian Delegation on behalf of certain United Kingdom industries as a result of which conversations have taken place and statements have been made on behalf of groups of Lithuanian importers, the Contracting Governments take note of the records of such conversations and of the statements made in respect of steps for facilitating the sale in Lithuania of salt, saltpetre, jute, iron and steel, superphosphates, supplies for the wood-working industries, cement, refined sugar and textile goods.

It is understood, however, that the Lithuanian Government shall not be precluded from approaching the Government of the United Kingdom with a view to further discussions being arranged in regard to the conversations and statements referred to immediately above, if, after the expiry of twelve months from the date of entry into force of this Agreement, alterations shall, in the opinion of the Lithuanian Government, have occurred in the economic circumstances of Lithuania which render such discussions desirable. His Majesty's Government, however, reserve the right to terminate this Agreement at three months' notice if they consider the result of such discussions to be unsatisfactory.

(3) Having regard to the considerations set out in paragraph (1), the Lithuanian Government will encourage and promote by all means at its disposal the increased utilisation of British shipping services in the United Kingdom-Lithuanian trade, and will take no action which would affect prejudicially any British shipping company now engaged in the trade between the two countries, so long as the company maintains existing freight rates and services. In the event of the company making any substantial changes in the freight rates charged or the services offered, the Lithuanian Government will, before taking action, consult with the Government of the United Kingdom.

(4) The importation into Lithuania of herrings salted or cured in the United Kingdom and exported therefrom to Lithuania shall remain free from all form of restriction (apart from the levy of the import duty),

and the sale of such herrings in Lithuania shall take place under conditions of free and fair competition with any other herrings, and no other herrings shall be placed in any more favourable position, whether by means of subsidies or in any other manner, than United Kingdom herrings exported to Lithuania.

Part II.

(1) The Government of the United Kingdom shall have the right at any time to terminate the Agreement upon three months' notice, if in any one period of twelve months, commencing on the first day of the month following the date on which the Agreement comes into force and on the corresponding date in each subsequent year, (a) the amount of coal of United Kingdom origin imported into Lithuania is less than 80 per cent. of the total imports of coal into Lithuania in that period, as shown by the Lithuanian official statistics of total imports of coal and of imports of coal of United Kingdom origin; or (b) if the amount of such imports of coal of United Kingdom origin in that period is less than 178,000 metric tons; or (c) if the amount of coke of United Kingdom origin imported into Lithuania in the same period is less than 50 per cent. of the total imports of coke into Lithuania in that period.

(2) The Government of the United Kingdom undertake not to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph (1) until they have given an opportunity to the Lithuanian Government to enter into discussions on the matter in the United Kingdom, such discussions to commence within 14 days of the date of the receipt by the Lithuanian Government of a request from the Government of the United Kingdom.

(3) The Agreement shall not be terminated under paragraph (1) if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal and/or coke of United Kingdom origin additional to the quantity that would normally be imported under the Agreement during that period are imported into Lithuania to make good the deficiency.

(4) The Lithuanian Government declare that, in the event of such alterations occurring in the economic circumstances of Lithuania as to reduce the total imports of coal and thus to make it impossible for the minimum quantity of imports from the United Kingdom provided for under paragraph (1) to be attained, they might wish to discuss at any time after the expiry of 12 months from the date of coming into force of this Agreement the question of modifying that figure.

The Government of the United Kingdom reserve the right to terminate the said Agreement at 3 months' notice, if they consider the result of such discussion to be unsatisfactory.

(5) The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Lithuanian Delegation for the negotiation of the Commercial

Agreement, dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Lithuanian buyers and users of coal by every means within their power; and for this purpose have given to Lithuanian buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies, and other matters. It is agreed that the right of the Government of the United Kingdom, under paragraph (1) of this Part of the Protocol, to terminate the Agreement upon three months' notice is conditional upon those assurances being implemented.

(6) The Government of the United Kingdom shall not have the right to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph (1) of this Part of the Protocol if a sufficient quantity of coal of United Kingdom origin suitable for the Lithuanian buyers in question has not been available by reason of a strike or lock-out, or by reason of the fact that ice or other conditions have prevented transport from the United Kingdom to the Lithuanian port of destination, or if the buyers have been unable to obtain from the United Kingdom either the coal that they require or a suitable substitute at a comparable price. In any such event due allowance shall be made, in applying the provisions of paragraph (1) of the Protocol, for such quantities of coal as have been purchased in place thereof by the Lithuanian buyers in question from other sources. Similarly, in applying the provisions of paragraph (1) of this Part of the Protocol, due allowance shall be made for non-consumption of coal in Lithuania on account of protracted strikes or lock-outs within those branches of Lithuanian industry in which United Kingdom coal is used in considerable quantities. Allowances claimed under this paragraph shall be made only (a) by agreement between the Lithuanian Committee to be appointed under paragraph (7) of this Part of the Protocol and the Mines Department of the Government of the United Kingdom, or (b) failing such agreement, after discussion and settlement between the Contracting Governments.

(7) As soon as the Agreement comes into force, a Committee will be appointed in Lithuania for the purpose of —

(a) submitting to the Mines Department of the Government of the United Kingdom official monthly statistics prepared by the appropriate Department of the Lithuanian Government, of the total imports of coal and coke into Lithuania and of the imports of coal and coke of United Kingdom origin into Lithuania; such statistics to be submitted within two months from the end of the month to which they relate;

(b) dealing with complaints by Lithuanian buyers and users of coal of United Kingdom origin as regards price, quality, supply and other such matters in so far as such complaints relate to matters

on which assurances have been given by the United Kingdom coal industry;

(c) dealing with questions arising under paragraph (6) of this Part of the Protocol;

(d) communicating where necessary with the Mines Department of the Government of the United Kingdom on any matters arising on (b) and (c) above.

Part III.

(1) The Government of the United Kingdom hope that such regulation as may be necessary of imports of agricultural produce into the United Kingdom may be effected by voluntary co-operation between the Government of the United Kingdom on the one hand and the Governments of countries supplying these products to the United Kingdom on the other hand; and the Government of the United Kingdom will endeavour for their part to secure that any regulation applied to imports into the United Kingdom of agricultural produce from Lithuania shall be effected in this way.

(2) If any regulation of butter imports into the United Kingdom is found necessary, the Government of the United Kingdom will accordingly endeavour to effect it by voluntary arrangement with the butter exporting countries.

Done at London this 6th day of July, 1934, in duplicate.

*John Simon.*
*Walter Runciman.*
*Bronius Balutis.*

---

36.

INDE, JAPON.

## Convention de commerce; signée à Londres, le 12 juillet 1934.*)

*Treaty Series No. 31 (1934).*

---

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of Japan, desiring to facilitate trade and commerce between India and Japan, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries:

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 22 octobre 1934.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For India:

The Rt. Hon. Sir John Allsebrook Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

The Rt. Hon. Sir. Samuel John Gurney Hoare, Bt., G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P., His Secretary of State for India;

His Majesty the Emperor of Japan:

His Excellency Mr. Tsuneo Matsudaira, His Imperial, Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The territories to which the present Convention applies are, on the part of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, British India, together with States in India which, by treaty with His Majesty the King or otherwise, may be entitled to be placed with regard to the stipulations of the present Convention on the same footing as British India (such territories being hereinafter referred to as India); and on the part of His Majesty the Emperor of Japan, all the territories and possessions belonging to or administered by His Majesty the Emperor (such territories being hereinafter referred to as Japan).

Article 2.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties, on importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to duties or charges other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Article 3.

Notwithstanding anything contained in the present Convention, the Government of India shall have the right of imposing or modifying from time to time special customs duties on the importation into India of articles produced or manufactured in Japan, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of India may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee subsequent to the 31st day of December, 1933; provided that no modification in any such rate shall be made until it has been in force at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of Japan to modify such special customs duties, the Government of India shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Japan, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Japan and imported into India.

Reciprocally, the Government of Japan shall have the right of imposing or modifying from time to time special customs duties on the importation into Japan of articles produced or manufactured in India, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Japan may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee relative to the yen; provided that such right shall not accrue to the Government of Japan so long as the exchange value of the rupee relative to the yen is not below the value of 0·732 yen, and that no modification of any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of India to modify such special customs duties, the Government of Japan shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in India, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee below 0·732 yen on the duty-paid value of articles produced or manufactured in India and imported into Japan.

Article 4.

While reserving to the Government of India and to the Government of Japan the right to make such changes in their customs tariffs as may be necessary for the protection of their own interests, the High Contracting Parties agree that when any modification of its customs tariff by either country results in the trade interests of the other being adversely affected in any appreciable measure, the Governments of the two countries shall, upon the request of the Government of the country adversely affected, forthwith enter into negotiations with the object of reconciling as far as possible the interests of the two countries.

Article 5.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. The date on which the instrument of ratification of each of the High Contracting Parties has been completed will be communicated to the other through diplomatic channels, and the present Convention shall enter into force, in advance of the exchange of the instruments of ratification, as from the date on

which the later of the two communications required under the present Article shall have been made.

Article 6.

The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1937.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the said date of his intention to terminate the Convention, it shall continue operative until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given notice of termination to the other.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, this twelfth day of the seventh month of the 9th year of Showa, corresponding to the twelfth day of July, 1934.

For India:
(L. S.) *John Simon.*
(L. S.) *Samuel Hoare.*
For Japan:
(L. S.) *T. Matsudaira.*

---

Protocol.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India:

Article 1.

For the purposes of the present Protocol:

The expression „cotton year" means a year beginning on the 1st day of January;

The expression „cotton piece-goods year" means a year beginning on the 1st day of April;

A cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as „corresponding"; and

The expression „yard" means a linear yard.

Article 2.

The customs duties to be imposed on importation into India of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates:

(a) Plain greys — 50 per centum ad valorem or 5¼ annas per pound, whichever is higher;

(b) Others — 50 per centum ad valorem.

If hereafter the Government of India should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5¼ annas per pound.

Article 3.

(1) If in any cotton year 1 million bales of raw cotton are exported from India to Japan, the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India in the corresponding cotton piece-goods year shall be a basic allotment of 325 million yards.

(2) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year are less than 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 2 million yeards for every 10,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales.

(3) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton yar exceed 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment increased by 1½ million yards for every 10,000 bales of the excess or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales;

Provided that the allotment of cotton piece-goods shall not in any case exceed 400 million yards for any cotton piece-goods year.

(4) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year exceed 1½ million bales, the excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from India to Japan in the following cotton year for the purpose of determining the allotment of cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year.

(5) For the purposes of the calculations under the present Article and under Articles 4, 5, 6 and 7, any raw cotton or cotton piece-goods which have been imported and then re-exported shall be excluded.

Article 4.

(1) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the first half of any cotton piece-goods year shall be 200 million yards;

Provided that, if in the first half of any cotton piece-goods year the exports of cotton piece-goods from Japan to India exceed the allotment for the whole of that cotton piece-goods year, the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year shall be 200 million yards less such excess.

(2) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the second half of any cotton piece-goods year shall be the annual allotment for that year less 200 million yards;

Provided that, if the quantity exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year is less than 200 million yards, as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 20 million yards.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained,

(a) If less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to India in that year, the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 20 million yards may be exported in the first half of the following cotton piece-goods year in addition to the allotment for that half-year; and

(b) A quantity not exceeding 20 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

If the present Protocol should come into effect at any time other than the beginning of a cotton piece-goods year, the first cotton year shall, for the purposes of the Protocol, be deemed to begin on the 1st day of January, 1934, and the first cotton piece-goods year on the 1st day of April, 1934.

Article 7.

(1) For the purposes of the present Protocol cotton piece-goods shall be divided into the four categories of:

(a) Plain greys,

(b) Bordered greys,

(c) Bleached (white) goods, and

(d) Coloured (printed, dyed or woven) goods;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these four categories, consisting of portions of the allotment as follows:

| | |
|---|---|
| Plain greys . . . . . . . . . . . . . . | 45 per centum, |
| Bordered greys . . . . . . . . . . . . | 13 per centum, |
| Bleached (white) goods . . . . . . . . | 8 per centum, |
| Coloured (printed, dyed or woven) goods . . | 34 per centum, |

and, save as provided in paragraph (2), the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

(2) Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions:

(a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased;

(b) The amount transferred from a sub-allotment for bordered greys or from a sub-allotment for bleached (white) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from any other sub-allotment shall not exceed 10 per centum of the amount of such sub-allotment; and

(c) A sub-allotment for bordered greys or a sub-allotment for bleached (white) goods shall not be increased by more than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and any other sub-allotment shall not be increased by more than 10 per centum of the amount of such sub-allotment.

(3) The principles of the present Article shall apply also to quantities of cotton piece-goods exported from Japan to India under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Nothing contained in the present Protocol shall be deemed to affect the rights of either High Contracting Party under Article 2 or Article 3 of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of this day's date.

Article 9.

The present Protocol shall come into force simultaneously with the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of this day's date and shall remain in force until the 31st day of March, 1937.

Done at London, in duplicate, this twelfth day of the seventh month of the 9th year of Showa, corresponding to the twelfth day of July, 1934.

For India: *John Simon.*
*Samuel Hoare.*
For Japan: *T. Matsudaira.*

---

## 37.

## GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

# Convention concernant les relations commerciales entre la Birmanie et le Japon; signée à Londres, le 7 juin 1937.*)

*Treaty Series No. 1 (1938).*

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of Japan, desiring to facilitate trade and commerce between

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 3 décembre 1937.

Japan and Burma, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland:

The Rt. Hon. Anthony Eden, M.C., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

His Majesty the Emperor of Japan:

His Excellency Mr. Shigeru Yoshida, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The territories to which the present Convention applies are, on the part of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Burma; and on the part of His Majesty the Emperor of Japan, all the territories and possessions belonging to or administered by His Majesty the Emperor of Japan (such territories being hereinafter referred to as Japan).

Article 2.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties, on importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to duties or charges other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Article 3.

Notwithstanding anything contained in the present Convention, the Government of Burma shall have the right of imposing or modifying from time to time special customs duties on the importation into Burma of articles produced or manufactured in Japan, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Burma may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative, to the rupee subsequent to the 31st day of December, 1933; provided that no modification in any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of Japan to modify such special customs duties, the Government of Burma shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Japan, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the

rupee on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Japan and imported into Burma.

Reciprocally, the Government of Japan shall have the right of imposing or modifying from time to time special customs duties on the importation into Japan of articles produced or manufactured in Burma, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Japan may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee relative to the yen; provided that such right shall not accrue to the Government of Japan so long as the exchange value of the rupee relative to the yen is not below the value of 0·732 yen, and that no modification of any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying, or on being requested on behalf of the Government of Burma to modify such special customs duties, the Government of Japan shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Burma, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee below 0·732 yen on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Burma and imported into Japan.

Article 4.

While reserving to the Government of Japan and on behalf of the Government of Burma the right to make such changes in their customs tariffs as may be necessary for the protection of their own interests, the High Contracting Parties agree that when any modification of customs tariff by either Japan or Burma results in the trade interests of the other being adversely affected in any appreciable measure, the High Contracting Parties shall forthwith enter into negotiations with the object of reconciling as far as possible the interests of Japan and Burma.

Article 5.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. The date on which the instrument of ratification of each of the High Contracting Parties has been completed will be communicated to the other through diplomatic channels, and the present Convention shall enter into force, in advance of the exchange of the instruments of ratification, as from the date on which the later of the two communications required under the present Article shall have been made. *)

The present Convention shall replace, as regards trade and commerce between Japan and Burma, the Convention regarding Commercial Rela-

*) The Convention entered into force on October 12, 1937.

tions between Japan and India signed in London on the 12th day of July, 1934.*)

Article 6.

The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the said date of his intention to terminate the Convention, it shall continue in force until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given notice of termination to the other.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, this seventh day of June, 1937, corresponding to the seventh day of the sixth month of the twelfth year of Showa.

(L. S.) *Anthony Eden.*
(L. S.) *Shigeru Yoshida.*

---

Protocol.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Convention regarding the Commercial Relations between Japan and Burma, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into Burma:

Article 1.

For the purposes of the present Protocol —

the expression „raw cotton“ means cotton grown and produced in Burma;

the expression „cotton year“ means a year beginning on the 1st day of October;

the expression „cotton piece-goods year“ means a year beginning on the 1st day of April;

a cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as „corresponding“; and

the expression „yard“ means a linear yard.

Article 2.

The customs duties to be imposed on importation into Burma of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates:

(a) plain greys — 50 per centum ad valorem or 5¼ annas per pound, whichever is higher;

(b) others — 50 per centum ad valorem.

---

*) V. ci-dessus, No. 36.

If hereafter the Government of Burma should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5¼ annas per pound.

Article 3.

(1) If in any cotton year a quantity of raw cotton which is not less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year or 70,000 bales, whichever quantity is less, is exported from Burma to Japan, the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma in the corresponding year shall be a basic allotment of 42 million yards.

(2) The quantity of raw cotton estimated in the official forecast of the cotton crop in Burma published in the Burma Gazette in December to be available for export shall be accepted provisionally for the purposes of paragraph (1) to be the total quantity of raw cotton available for export in that cotton year; and the sum of the total quantity of raw cotton exported from Burma up to the 31st day of May in the same cotton year and of the quantity of raw cotton remaining available in Burma for export on that date, added together, shall be accepted finally for the purposes of paragraph (1) to be the total quantity of raw cotton available for export in that cotton year.

(3) If the exports of raw cotton from Burma to Japan in any one cotton year exceed 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year, th excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from Burma to Japan in the immediately following cotton year for the purpose of determining the allotment of cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year;

Provided that the quantity to be added to the quantity exported in the following cotton year shall not exceed 65 per centum of the quantity by which the quantity accepted provisionally under paragraph (2) to be the total quantity available for export exceeds the quantity accepted finally under paragraph (2) to be the total quantity available for export.

(4) If the exports of raw cotton from Burma to Japan in any cotton year are less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year or 70,000 bales, whichever quantity is less, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 300,000 yards for every 1,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 500 bales; provided that no such reduction of the basic allotment shall be made if the average of the market prices at Rangoon of Myingyan cotton of the standard known as „M.R.F.“ throughout the said cotton year exceeds the average of the market prices at Bombay of Oomra fine cotton throughout the said cotton year, or if, although the exports of

raw cotton from Burma to Japan have been less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export in the said cotton year or 70,000 bales, whichever quantity is less, no further supplies of raw cotton are available for export during the said cotton year.

(5) For the purpose of the calculations under the present Article any raw cotton which has been imported into Japan and then exported shall be excluded.

Article 4.

(1) Except as hereinafter provided the allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma during the first half of any cotton piece-goods year shall be 21 million yards, and the allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma during the second half of any cotton piece-goods year shall be 21 million yards diminished by any reduction made under paragraph (4) of Article 3;

Provided that if the quantity exported from Japan to Burma in the first half of any cotton piece-goods year is less than 21 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 2,625,000 yards;

And provided that if the quantity exported from Japan to Burma in the first half of any cotton piece-goods year exceeds 21 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall be diminished by the amount of such excess.

(2) For the purposes of the calculations under the present Article, and under Articles 5, 7 and 8, any cotton piece-goods which have been imported into Burma and then exported elsewhere than to India shall be excluded.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained —

(a) if less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to Burma in that year the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 2,625,000 yards may be exported in the first half of the following cotton piece-goods year in addition to the allotment for that half-year; and

(b) a quantity not exceeding 2,625,000 yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

For the purposes of the present Protocol the first cotton year shall be deemed to commence on the 1st day of October, 1936, and the first cotton piece-goods year on the 1st day of April, 1937.

Article 7.

(1) For the purposes of the present Protocol cotton piece-goods shall be divided into the four categories of —

(a) greys,

(b) bleached (white) goods,

(c) coloured printed goods, and

(d) coloured (dyed or woven) goods;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these four categories, consisting of portions of the allotment as follows:

| | |
|---|---|
| Greys . . . . . . . . . . . . . . . . . | 15 per centum, |
| Bleached (white) goods . . . . . . . . . | 10 per centum, |
| Coloured printed goods . . . . . . . . . | 45 per centum, |
| Coloured (dyed or woven) goods . . . . . | 30 per centum, |

and, save as provided in paragraph (2), the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

(2) Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions:

(a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased;

(b) The amount transferred from the sub-allotment for greys, or from the sub-allotment for bleached (white) goods or from the sub-allotment for coloured (dyed or woven) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from the sub-allotment for coloured printed goods shall not exceed 5 per centum of the amount of such sub-allotment; and

(c) The sub-allotment for greys or the sub-allotment for bleached (white) goods or the sub-allotment for coloured (dyed or woven) goods shall not be increased by more than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the sub-allotment for coloured printed goods shall not be increased by more than 5 per centum of the amount of such sub-allotment.

(3) The principles of the present Article shall apply also to quanties of cotton piece-goods exported from Japan to Burma under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Not more than 1,050,000 yards of cotton fents, i. e., bona fide remnants not exceeding four yards in length, shall be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, provided that more than this allotment of cotton fents may be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, on condition that the quantity of the excess shall be

deducted from the allotment of 1,050,000 yards for the following cotton piece-goods year; and provided further that if less than this allotment of cotton fents is exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year the quantity of the deficit shall be added to the allotment of 1,050,000 yards for the following cotton piece-goods year.

The customs duties to be imposed on importation into Burma from Japan of cotton fents shall not exceed 35 per centum ad valorem.

Article 9.

Nothing in the present Protocol shall be deemed to affect the rights and obligations arising under the Convention referred to in the preamble hereto.

Article 10.

The present Protocol shall come into force simultaneously with the said Convention and shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

Done in London, in duplicate, this seventh day of June, 1937, corresponding to the seventh day of the sixth month of the twelfth year of Showa.

*Anthony Eden.*
*Shigeru Yoshida.*

---

38.

INDE, JAPON.

## Protocole concernant les relations commerciales entre les deux pays; signé à Londres, le 12 octobre 1937.

*Treaty Series No. 50 (1937).*

Whereas the Protocol regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India, signed in London on the 12th day of July, 1934,*) ceased to be in force as from the 31st day of March, 1937; and

Whereas it is desired to conclude a new Protocol regarding this matter;

The undersigned, being duly authorised to that effect, have agreed as follows:

Article 1.

For the purposes of the present Protocol —

the expression „cotton year" means a year beginning on the 1st day of January;

the expression „cotton piece-goods year" means a year beginning on the 1st day of April;

a cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as „corresponding"; and the expression „yard" means a linear yard.

*) V. ci-dessus, No. 36.

Article 2.

The customs duties to be imposed on importation into India of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates:

(a) plain greys — 50 per centum ad valorem or 5¼ annas per pound, whichever is higher;

(b) others — 50 per centum ad valorem.

If hereafter the Government of India should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5¼ annas per pound.

Article 3.

(1) If in any cotton year 1 million bales of raw cotton are exported from India to Japan, the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India in the corresponding cotton piece-goods year shall be a basic allotment of 283 million yards.

(2) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year are less than 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 2 million yards for every 10,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales.

(3) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year exceed 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment increased by 1½ million yards for every 10,000 bales of the excess or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales;

Provided that the allotment of cotton piece-goods shall not in any case exceed 358 million yards for any cotton piece-goods year.

(4) If the exports of raw cotton from India to Japan in any one cotton year exceed 1½ million bales, the excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from India to Japan in the immediately following cotton year for the purpose of determining the allotment of cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year.

(5) For the purpose of the calculations under the present Article any raw cotton which has been imported into Japan and then exported shall be excluded.

Article 4.

(1) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the first half of any cotton piece-goods year shall be 179 million yards;

Provided that if in the first half of any cotton piece-goods year the exports of cotton piece-goods from Japan to India exceed the allotment for the whole of that cotton piece-goods year, the allotment for the first

half of the following cotton piece-goods year shall be 179 million yards less such excess.

(2) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the second half of any cotton piece-goods year shall be the annual allotment for that year less 179 million yards:

Provided that if the quantity exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year is less than 179 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 25 million yards.

(3) For the purposes of the calculations under the present Article, and under Articles 5, 7 and 8, any cotton piece-goods which have been imported into India and then exported elsewhere than to Burma shall be excluded.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained —

(a) if less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to India in that year the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 25 million yards may be exported in the first half of the following cotton piece-goods year in addition to the allotment for that half-year;

(b) a quantity not exceeding 25 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year in addition to the allotment; but such excess shall be deducted from the allotment for the second half of that cotton piece-goods year; and

(c) a quantity not exceeding 25 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

For the purposes of the present Protocol the first cotton year shall be deemed to commence on the 1st day of January, 1937, and the first cotton piece-goods year an the 1st day of April, 1937.

Article 7.

(1) For the purposes of the present Protocol cotton piece-goods shall be divided into the five categories of —

(a) plain greys,

(b) bordered greys,

(c) bleached (white) goods,

(d) coloured printed goods, and

(e) coloured (dyed or woven) goods;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these five categories, consisting of portions of the allotment as follows:

| | |
|---|---|
| Plain greys . . . . . . . . . . . . . . | 40 per centum, |
| Bordered greys . . . . . . . . . . . . | 13 per centum, |
| Bleached (white) goods . . . . . . . . . | 10 per centum, |
| Coloured printed goods . . . . . . . . . | 20 per centum, |
| Coloured (dyed or woven) goods . . . . . | 17 per centum, |

and, save as provided in paragraph (2), the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

(2) Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions:

(a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased;

(b) The amount transferred from the sub-allotment for bordered greys or from the sub-allotment for bleached (white) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from any other sub-allotment shall not exceed 10 per centum of the amount of such sub-allotment; and

(c) The sub-allotment for bordered greys or the sub-allotment for bleached (white) goods shall not be increased by more than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and any other sub-allotment shall not be increased by more than 10 per centum of the amount of such sub-allotment.

(3) The principles of the present Article shall apply also to quantities of cotton piece-goods exported from Japan to India under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Not more than 8·95 million yards of cotton fents, i.e., bona fide remnants not exceeding four yards in length, shall be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, provided that more than this allotment of cotton fents may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, on condition that the quantity of the excess shall be deducted from the allotment of 8·95 million yards for the following cotton piece-goods year; and provided further that if less than this allotment of cotton fents is exported from Japan to India in any cotton piece-goods year the quantity of the deficit shall be added to the allotment of 8·95 million yards for the following cotton piece-goods year.

The customs duties to be imposed on importation into India from Japan of cotton fents shall not exceed 35 per centum ad valorem.

Article 9.

Nothing in the present Protocol shall be deemed to affect the rights and obligations arising under the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of the 12th day of July, 1934.

Article 10.

The present Protocol shall come into force immediately on signature and shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

Done in London, in duplicate, the twelfth day of October, 1937, corresponding to this twelfth day of the tenth month of the twelfth year of Showa.

*Anthony Eden.*
*Zetland.*
*Shigeru Yoshida.*

---

Exchange of Notes.

No. 1.

*Mr. Shigeru Yoshida to Mr. Eden.*

Japanese Embassy,
London, October 12 (Showa 12), 1937.

Sir,

In view of the fact that the Protocol signed this day regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India is to remain in force until the 31st March, 1940, I have the honour, under instructions from the Japanese Government, to propose that the first paragraph of Article 6 of the Convention regarding the Commercial Relations between Japan and India signed on the 12th July, 1934, should be amended so as to read:

„The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940."

In the event of the Government of India being willing to agree to this proposal, I have the honour to suggest that this note, together with your reply thereto in similar terms, should be regarded as constituting an agreement between the two Governments in regard to this matter.

I have, &c.
*Shigeru Yoshida.*

---

No. 2.

*Mr. Eden to Mr. Shigeru Yoshida.*

London, October 12 (Showa 12), 1937.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which your Excellency proposed, under instructions from the

Japanese Government, that the first paragraph of Article 6 of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan, signed on the 12th July, 1934, should be amended so as to read:

„The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940.“

I have the honour to inform your Excellency that the Government of India are ready to accede to this proposal, and agree that this note, together with your Excellency's note under reply, should be regarded as constituting an agreement between the two Governments in regard to this matter.

I have, &c.

*Anthony Eden*

---

## 39.

### GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

## Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes signées à Londres, les 20 et 30 juillet 1934.

*Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1934, No. 594.*

---

N°. W. 6810/257/29. Foreign Office, S. W. 1.

20th July, 1934.

Sir,

I have the honour to refer to the recent discussions which have taken place between representatives of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and representatives of the Government of the Netherlands in regard to trade relations between the 2 countries. As it has not been found possible at present to conclude a full Commercial Agreement between the 2 Governments, it is now agreed that the following arrangements should be made for the purpose of establishing a temporary modus vivendi between the 2 Governments in regard to certain matters which have been the subject of discussion:

1. In connection with quantative restrictions on imports into the Netherlands, the Netherland Government guarantees that there shall be granted to the United Kingdom as from the 1st August 1934, the full share of all quotas, as now established or hereafter varied or established, in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the United Kingdom in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basis period into the Netherlands of the goods in question, which was represented by United Kingdom goods.

2. For its part, the Government of the United Kingdom, in connexion with quantitative restrictions on imports into the United Kingdom from the Netherlands, guarantees that there shall be granted to the Nether-

lands as from the 1st August, 1934, the full share of all quotas as now established or hereafter varied or established, in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the Netherlands in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basic period into the United Kingdom of the goods in question, which was represented by Netherland goods.

3. In the event of any third foreign country renouncing or forfeiting in whole or in part its quota allocation in the Netherlands or in the United Kingdom, and if, nevertheless, the global quota is maintained at the original figure, then the United Kingdom or the Netherlands, as the case may be, shall be entitled to a proportion of the unused quota calculated in accordance with par. 1 and 2 respectively. The Government of the United Kingdom and the Government of the Netherlands undertake to inform each other of the amount of any global quota effecting the importation into the United Kingdom of goods from the Netherlands and the importation into the Netherlands of goods from the United Kingdom respectively, and at the same time of the share of such quota which is allotted to the other country.

It is understood that the expression „global quota" signifies the total amount of goods of any class or group subject to a quota which would theoretically be admitted from all foreign countries if all such countries, in the aggregate, were allowed to import their full mathematical shares.

4. The complete utilisation within the quota period of the quotas allotted will be facilitated as much as possible.

5. Without prejudice to any other relevant agreements respecting particular commodities which have been or may be reached between the 2 Governments, any portions of quotas allotted to the United Kingdom or to the Netherlands respectively which remain unutilised at the end of any given quota period shall be carried over to the next quota period, but the carry-over shall not be available for longer than yearly periods.

Each Government undertakes to inform the other without delay at the end of each quota period of the amount of any portions of quotas allotted to the country of the latter which thus remain unutilised.

6. Each of the 2 Governments will have due regard to the seasonal variation of imports of certain classes of goods, wherever this question may arise in connection with the periodical allocation of quotas or the grant of import licences.

7. In respect of administration of quotas, each country shall, if in any case a request to this effect is made to the Government of the other country, be granted, under the same conditions and reservations, the most favourable treatment accorded to any other country in respect of like products.

8. Import licences shall, where necessary, be placed at the disposal of traders who did not import during the basic period. However, to assure as far as possible the maintenance of existing channels of trade, prefe-

rence will in principle be given to those traders who imported during the basic period, and undertake to continue such importation.

9. The Netherland Government are prepared to make such regulations as will enable Netherland importers to transfer import licences to agents established in the Netherlands.

10. As from the 1st August, 1934, each Government resumes its liberty of action as regards customs duties on imported goods, without prejudice, however, to the provisions of the Treaties and Agreements already in force between the 2 countries.

11. The Delegations which have conducted the recent discussions will remain in being for the purpose of further discussions on matters of interest to either Government.

12. The present Arrangement shall remain in force until the expiration of 3 months from the date on which notice to terminate it is given by either Government.

I have the honour to suggest that the present note and your reply thereto shall be regarded as placing on record the Agreement in this matter between the two Governments, which shall come into force as from the 1st August, 1934.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant, (for the Secretary of State *Robert Vansittart.*

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G. C. V. O., etc., etc., etc.

---

Gezantschap der Nederlanden.

N°. 1008.

London, 20th July 1934.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date which reads as follows:

[suit le texte de la Note précédente.]

I have the honour to inform your Excellency that the Netherland Government concurs in the Agreement recorded above.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant, *R. de Marees van Swinderen.*

The Right Honourable Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., &c., &c., &c.

---

N°. W. 6810/257/29. Foreign Office, S.W. 1.

30th July, 1934.

Sir,

With reference to the notes of July 20th which constitute an arrangement in regard to trade relations between His Majesty's Government

in the United Kingdom and the Government of the Netherlands, I have the honour to add that it is understood that the term „foreign country" when used therein in relation to the United Kingdom means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and that the term „foreign importation" means imports from foreign countries as so defined; and that when used in relation to the Netherlands the term „foreign country" means a country not being a territory under the sovereignty, suzerainty or protection of Her Majesty the Queen of the Netherlands, and that the term „foreign importation" means imports from foreign countries as so defined.

2. It is also understood that in paragraph 7 of the above mentioned notes the term „any other country" means „any other foreign country" as defined above.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant *John Simon.*

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G. C.V. O., etc., etc., etc.

---

Gezantschap der Nederlanden.

N°. 1077.

London, 30th July 1934.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, which runs as follows:

[suit le texte de la Note précédente.]

I have the honour to inform you that the above represents the understanding of the Netherland Government in this matter.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant *R. de Marees van Swinderen.*

The Right Honorable Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., &c., &c., &c.

---

40.

PAYS-BAS, BELGIQUE.

## Arrangement particulier concernant le trafic télégraphique entre les deux pays; signé à La Haye et à Bruxelles, les 24 juillet et 1er août 1934.

*Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1934, No. 512.*

---

## 41.

## CANADA, ROUMANIE.

# Accord concernant les certificats d'origine; conclu par un Echange de Notes signées à Ottawa et Montreal, le 27 juillet 1934 et les 4 et 11 janvier 1935.

*Treaty Series (London) No. 20 (1937).*

---

No. 1.

*The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Roumanian Consul-General for Canada.*

Department of External Affairs, Canada.

Ottawa, July 27, 1934.

Sir,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the Dominion of Canada are prepared to enter into an Agreement, on a reciprocal basis, with the Roumanian Government for the waiver of consular fees on certificates of origin in the following terms:

His Majesty's Government in the Dominion of Canada will, in the event that certificates of origin are required to be visaed, not require payment of any charge or fee for attesting or legalising certificates of origin relating to goods the produce or manufacture of Roumania exported to the Dominion of Canada.

Similarly, the Roumanian Government will instruct Roumanian Consular Officers resident in Canada to deliver, attest and legalise, upon application, without charge or fee, certificates of origin relating to goods the produce or manufacture of the Dominion of Canada exported to Roumania.

I have the honour to suggest that the present Note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments for this purpose which shall come into operation thirty days from the date of this Note and may be terminated by either Party subject to three months' notice.

I have, &c.

*R. B. Bennett,*

Secretary of State for External Affairs.

---

No. 2.

*The Roumanian Consul-General for Canada to the Secretary of State for External Affairs of Canada.*

Consulat Général de Roumanie au Canada,
Montreal, Canada,
Ottawa, July 27, 1934.

Sir,

By your note of to-day's date you were good enough to inform me as follows:

[suit le texte de la Note précédente.]

I have the honour to acknowledge the receipt of this communication, to the terms of which I agree on behalf of the Roumanian Government.

I have, &c.
*Geo. A. Simard,*
Consul-General of Roumania.

---

No. 3.

*From the Consul-General of Roumania to the Under-Secretary of State for External Affairs of Canada.*

Consulat Général Royal de Roumanie au Canada,
Montreal, January 4, 1935.

Sir,

With reference to your letter of the 17th ultimo, I have the honour to state that under instructions from the Ministry for Foreign Affairs of Roumania by note No. 55036, the following two paragraphs should be added to the notes exchanged between the Canadian Government and the Roumanian Government on the 27th July, 1934:

„1. The Roumanian Government retains the right to continue to charge the fee of 1 (one gold leu under article 33, section V, of the Consular Tariff on applications for consular visa on certificates of origin of Canadian goods.

„2. The Canadian Government will not press for the removal of this fee so long as it is not increased and so long as it continues to be charged universally and without differentiation."

I have, &c.
*Geo. A. Simard,*
Consul-General of Roumania.

---

No. 4.

*From the Under-Secretary of State for External Affairs of Canada to the Consul-General of Roumania.*

Department of External Affairs,
Ottawa, January 11, 1935.

Sir,

With reference to your letter of the 4th January, 1935, I have the honour to state that it is noted that the Government of Roumania proposed that the following two paragraphs be added to the notes exchanged between the Canadian Government and the Roumanian Government on the 27th July, 1934:

[suit le texte de la Note précédente.]

I may say that the Canadian Government accept this proposal.

I have, &c.
*O. D. Skelton,*
Under-Secretary of State for External Affairs.

---

## 42.

## DANEMARK, CHILI.

# Accord concernant la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce; conclu par un Echange de Notes signées à Copenhague, le 22 août 1934.

*Lovtidenden A. 1934, No. 36.*

---

Udenrigsministeriet.

Ø. P. I. J. No. 67. D. 76.

Copenhague, le 22 août 1934.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants chiliens jouiront en Danemark, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants danois, sous réserve toutefois de l'observation des lois danoises sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants chiliens qui n'exercent pas en Danemark le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection en Chili.

Les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au

Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce, peut être considéré, par rapport à d'autres dépôts comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants chiliens.

Les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers, ressortissants chiliens, et aux sociétés ou autres associations chiliennes.

Si le Gouvernement chilien accepte des dispositions susmentionnées, il sera convenu que le présent Arrangement entrera en vigueur trois mois après la réception de la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(sign.) *P. Munch.*

A Monsieur H.-L. Wessel, Ministre du Chili.

---

Legacion de Chile.

Copenhague, le 22 août 1934.

Monsieur le Ministre,

En accusant réception de votre lettre en date du 22 août 1934, concernant l'enregistrement et la protection des droits au Danemark des marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants chiliens, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants danois jouiront au Chili, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants chiliens, sous réserve toutefois de l'observation des lois chiliennes sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants danois qui n'exercent pas au Chili le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection au Danemark.

Il est convenu que les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce peut être considéré par rapport à d'autres dépôts, comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants chiliens, de même que les dispositions analogues ne seront pas appliquées par la législation chilienne aux ressortissants danois.

Le susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers ressortissants danois et aux sociétés ou autres associations danoises.

Il est convenu que le présent Arrangement entrera en vigueur trois mois après l'échange de notes, et restera exécutoire jusqu'à l'expiration

d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(sign.) *H. L. Wessel.*

Son Excellence Monsieur le Dr. P. Munch, Ministre des Affaires Etrangères, Copenhague.

---

## 43.

### NORVÈGE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

## Convention concernant l'échange des colis postaux; signée à Oslo et à Washington, les 6 octobre et 9 novembre 1934.*)

*Oeverenskomster med fremmede stater 1935, No. 1.*

*) Entrée en vigueur le 1er novembre 1934.

---

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS À BERLIN

NOUVEAU

# RECUEIL GÉNÉRAL

DE

# TRAITÉS

ET

## AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

**Heinrich Triepel**
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

**Tome XL.**

**DEUXIÈME LIVRAISON.**

GREIFSWALD
LIBRAIRIE JULIUS ABEL
1943

## 44.

## FRANCE, YOUGOSLAVIE.

# Accord afin de renouveler, pour une période de cinq années, le Traité d'entente amicale conclu le 11 novembre 1927*) et renouvelé le 28 octobre 1932**); signé à Paris, le 12 octobre 1937.

*Société des Nations. Recueil des Traités CLXXXII, p. 150.*

---

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie, se référant à l'Article 9 du Traité signé à Paris le 11 novembre 1927, conviennent de renouveler ledit Traité pour cinq années à dater du 2 décembre 1937, étant entendu que la Convention prévue à l'Article 2 et signé le même jour ***) demeurera en vigueur pour la même durée.

Il se réservent, avant l'expiration de la période ci-dessus définie, de renouveler le Traité du 11 novembre 1927 pour une nouvelle période à déterminer.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord qui sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, en application de l'Article 18 du Pacte.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 octobre 1937.

(L. S.) (Signé) *Yvon Delbos.*

(L. S.) (Signé) *Dr. M. M. Stoyadinovitch.*

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 347.

**) V. **N.R.G.** 3. s. XXVIII, p. 672.

***) Convention de conciliation, v. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 349.

## 45.

## ITALIE, ALBANIE.

## Accord relatif à la parité des droits des sujets respectifs; signé à Tirana, le 20 avril 1939.

*Trattati e Convenzioni fra il Regno d'Italia e gli altri Stati, vol. 54.*

---

Accordo fra l'Italia e l'Albania relativo alla parità di diritti dei rispettivi cittadini (I).

Il Governo Italiano e il Governo Albanese, impegnati moralmente per l'unione spirituale esistente fra i due Stati e al fine di un'intima collaborazione nel quadro della Sovranità dei rispettivi Stati, convengono quanto segue:

Articolo unico.

I cittadini del Regno d'Albania in Italia e i cittadini del Regno d'Italia in Albania godranno tutti i diritti civili e politici di cui godono sul rispettivo territorio Nazionale.

Fatto a Tirana il 20 aprile 1939-XVII.

Per l'Italia: *Francesco Jacomoni.*
Per l'Albania: *Verlaci.*

---

## 46.

## ITALIE, ALBANIE.

## Convention économique, douanière et d'évaluation; signée à Tirana, le 20 avril 1939.

*Trattati e Convenzioni fra il Regno d'Italia e gli altri Stati, vol. 54.*

---

Convenzione economico — doganale — valutaria fra l'Italia e l'Albania.

Il Governo Italiano e il Governo Albanese, nell'intento di associare più intimamente la vita e i destini dell'Italia e dell'Albania, in armonia con i voti manifestati dal Parlamento italiano e dall'Assemblea Costituente albanese, hanno convenuto di stipulare più stretti accordi anche nel campo economico, doganale e valutario.

A tale fine i due Governi, nel quadro della sovranità dei loro rispettivi Stati, convengono quanto segue:

### *I. — Unione doganale.*

#### Articolo 1.

Il Regno d'Italia e il Regno d'Albania sono costituiti in unione doganale. Pertanto i territori dei due Stati saranno considerati, agli effetti dell'applicazione della tariffa e delle altre leggi doganali, come formanti un solo territorio.

Salvo le eccezioni previste da questa convenzione, vi sarà fra il Regno d'Italia e il Regno d'Albania piena ed intera libertà di commercio per modo che le merci italiane spedite in Albania e le merci albanesi spedite in Italia saranno da una parte e dall'altra considerate come merci nazionali spedite da un porto all'altro dello Stato.

#### Articolo 2.

Dai due Stati componenti l'unione doganale italo-albanese saranno applicati:

a) i dazi doganali previsti in ogni tempo dalla tariffa generale del Regno d'Italia o quelli più ridotti stabiliti con legge autonoma del Regno d'Italia o risultati da trattati e convenzioni doganali da questo stipulati con terzi Stati;

b) la legge doganale italiana, il relativo regolamento, il repertorio per l'applicazione della tariffa doganale ed ogni altra disposizione vigente in Italia o che sarà emanata in Italia, in quanto l'unione doganale, in rapporto alle sue finalità, ne implichi l'applicazione e non contrasti con le disposizioni della presente convenzione.

#### Articolo 3.

Il Regno d'Italia ed il Regno d'Albania conservano piena autonomia tributaria nei riguardi delle rispettive imposte e tasse interne, anche se, per le merci importate ed esportate, tali imposte e tasse sono applicate dagli uffici doganali all'atto della importazione e della esportazione, a titolo di sopratassa di confine, di addizionale, di tassa di vendita, di imposta di consumo e simili.

Nel caso che dette tasse e imposte non siano comuni ai due Stati, lo Stato nel quale esse sono in vigore avrà favoltà di riscuoterle anche sulle merci provenienti dall'altro Stato, e le rimborserà sulle merci spedite nell'altro Stato, se il rimborso è ammesso per disposizione di carattere generale alla esportazione verso ogni altro Paese.

Nel caso che le dette tasse e imposte siano applicate in entrambi gli Stati dell'unione doganale ma in diversa misura, la riscossione ed il rimborso saranno limitati alla differenza.

#### Articolo 4.

La presente convenzione non modifica nei due Stati contraenti il regime delle merci che nel Regno d'Italia o nel Regno di Albania sono attualmente oggetto di monopoli di produzione, d'importazione, di espor-

tazione o di vendita, direttamente esercitati dallo Stato in propria regìa o dati in concessione ad altri Enti.

A questo riguardo i due Stati contraenti si riservano di concludere separati accordi.

Fino a quando con tali accordi non sarà diversamente stabilito, le merci che sono oggetto di monopolio di uno dei due Stati potranno esservi introdotte dall'altro Stato od esserne spedite con destinazione all'altro Stato, alle condizioni prescritte per le merci della stessa specie importate od esportate per ogni altro Paese.

### Articolo 5.

L'Unione doganale italo-albanese applicherà le disposizioni e le prescrizioni vigenti nel Regno d'Italia per quanto concerne i divieti d'importazione e di esportazione attinenti alla politica degli scambi con l'estero e le deroghe che a tali divieti possono essere accordate per determinate merci o per determinati contingenti.

Parimenti si applicheranno nel territorio dell'unione doganale le speciali disposizioni disciplinanti nel Regno d'Italia, anche con particolare riguardo ai traffici con l'estero, la produzione, la raccolta e la distribuzione al consumo di determinate merci.

Le misure da adottarsi per l'applicazione di questo norme saranno stabiliti dal Comitato misto previsto all'art. 20.

### Articolo 6.

Ciascuno dei due Stati contraenti si riserva il diritto di applicare ai traffici con l'altro Stato i divieti e le prescrizioni che saranno da esso ritenute indispensabili per garantire la sicurezza e l'incolumità pubblica, per impedire il propagarsi di epidemie o di epizoozie e per proteggere le proprie culture dalla importazione e dalla propagazione di insetti o altri parassiti nocivi.

### Articolo 7.

Il Regno d'Italia ed il Regno d'Albania procureranno di ottenere che i trattati e gli accordi di carattere commerciale, doganale e valutario in vigore fra l'Italia ed altri Stati siano estesi anche al Regno d'Albania. Conseguentemente quest'ultimo metterà fine alla più vicina scadenza ai trattati e agli accordi di carattere commerciale e doganale attualmente esistenti fra l'Albania e terzi Stati.

La stipulazione di trattati ed accordi di carattere commerciale, doganale e valutario tra l'unione doganale italo-albanese e terzi Stati rimane affidata all'Italia, nell'intesa che, a tutela di specifici interessi dell'Albania, delegati del Governo albanese faranno parte delle delegazioni incaricate dal Governo italiano dei relativi negoziati.

### Articolo 8.

La gestione delle dogane dell'unione doganale italo-albanese e dei relativi servizi di vigilanza sulle frontiere di terra e di mare è assunto

dall'Amministrazione doganale italiana con le condizioni che saranno stabilite nell'accordo di cui al successivo art. 9. Detta Amministrazione prenderà a proprio carico le relative spese.

I proventi doganali riscossi nel Regno d'Albania si intenderanno rimborsati all'erario albanese secondo quanto è disposto all'art. 17.

Articolo 9.

Le disposizioni di cui agli articoli precedenti saranno applicate a decorrere dalla dati che verrà stabilita con ulteriore accordo fra i due Governi.

Tale accordo sarà concluso non oltre il 31 maggio prossimo e dovrà, fra l'altro, disporre e disciplinare l'organizzazione tecnica, amministrativa e contabile dei servizi, la sistemazione del personale attualmente in servizio presso le dogane albanesi, nonchè la materia delle agevolezze doganali.

Rimane sin d'ora inteso che le bollette doganali, i manifesti e gli altri stampati ufficiali da usarsi presso le dogane albanesi saranno impressi in lingua italiana ed in lingua albanese. Entrambe le lingue potranno essere adoperate nella compilazione delle dichiarazioni doganali, dei manifesti e degli altri atti ufficiali delle dogane stesse.

*II. — Disposizioni valutarie.*

Articolo 10.

Il valore del franco albanese è ragguagliato alla lira italiana ad una parità fissa di lire italiane 6,25 per ogni franco albanese.

Articolo 11.

La copertura della circolazione della Banca Nazionale d'Albania sarà costituita da lire italiane, in banconote od altri crediti sulla Banca d'Italia. Pertanto il franco albanese verrà a godere della copertura aurea corrispondente a quella della lira italiana.

Articolo 12.

E istituito in Albania il monopolio del commercio dei cambi e delle divise.

Tale monopolio è affidato alla Banca Nazionale d'Albania, che lo eserciterà in conformità alle disposizioni vigenti in materia in Italia.

Articolo 13.

Le banconote in franchi albanesi emesse dalla Banca Nazionale d'Albania sono convertibili a vista, mediante assegni od ordini di versamento, nell'equivalente ammontare di lire italiane utilizzabili in Italia. Le banconote stesse saranno altresì convertibili in altra valuta con l'osservanza delle disposizioni sul monopolio dei cambi, di cui all'articolo precedente.

Articolo 14.

Per la coniazione delle monete la Banca Nazionale d'Albania si servirà della Regia Zecca italiana adottando il metallo e la lega usati per la coniazione delle monete italiane.

Per la stampa delle sue banconote la Banca predetta si servirà delle officine dello Stato italiano o della Banca d'Italia.

Articolo 15.

A partire dalla data di entrata in vigore della presente convenzione si intendono abrogate o modificate le disposizioni della legge albanese sull'ordinamento monetario del 12 luglio 1925 e della legge albanese per la Banca Nazionale d'Albania del 12 luglio 1925, in quanto siano in contrasto o diverse dalle disposizioni della presente convenzione.

*III. Disposizioni economiche.*

Articolo 16.

Il Governo albanese faciliterà, in pieno accordo con il Governo italiano, con ogni mezzo a sua disposizione ed in particolare con l'accoglimento di domande di concessione, la realizzazione di quelle iniziative che siano capaci di valorizzare, anche attraverso la creazione di comunicazioni e di servizi, le possibilità economiche albanesi.

Articolo 17.

Il Regno d'Italia si obbliga di corrispondere al Regno d'Albania, a decorrere dalla data di entrata in vigore dell'accordo previsto all'art. 9, la somma annua di 15 (quindici) milioni di franchi albanesi come corrispettivo della diminuzione determinata dall'applicazione di detto accordo nei proventi del bilancio statale albanese nonchè a soddisfacimento di ogni altro impegno dell'Italia in essere alla data della firma della presente convenzione e come contributo per l'assestamento del bilancio stesso.

Il versamento della somma suindicata sarà effettuato con le modalità che saranno stabilite d'intesa fra i Ministeri delle Finance dei due Stati.

Qualora gli introiti netti delle dogane albanesi superino la somma annua di 9 milioni di franchi albanesi, la differenza in più sarà portata in aumento della suindicata somma di 15 milioni di franchi albanesi.

*IV. — Disposizioni generali.*

Articolo 18.

Le disposizioni contenute nelle pattuizioni vigenti fra il Regno ed il Regno d'Albania, in quanto in contrasto o modificate dalle disposizioni della presente convenzione, s'intendono abrogate.

Articolo 19.

Tra i Dicasteri interessati dei due Paesi, l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero, la Banca d'Italia, la Banca Nazionale d'Albania, di

intesa con i Ministeri degli Affari Esteri d'Italia e d'Albania, si adotteranno i provvedimenti necessari per completare la presente convenzione.

Articolo 20.

I due Governi nomineranno immediatamente un comitato misto con l'incarico di provvedere a quanto necessario per l'esecuzione della presente convenzione.

*V. — Disposizioni transitorie.*

Articolo 21.

Fino all'entrata in vigore dell'accordo previsto all'art. 9 della presente convenzione le importazioni di merci in Albania rimangono subordinate al rilascio dell'impegno di cessione del cambio da parte della Banca Nazionale d'Albania, quale esercente, a termini dell'art. 12, il monopolio del commercio dei cambi e delle divise in Albania.

Per le merci giacenti nelle dogane albanesi alla data di entrata in vigore della presente convenzione, destinate al consumo albanese, sarà, di regola, provveduto al rilascio dei permessi di importazione e alla relativa concessione del cambio, in quanto in base all'ordinamento vigente in Albania l'importazione fosse sin qui consentita.

*VI. — Entrata in vigore della convenzione.*

Articolo 22.

Salvo quanto stabilito all'art. 9, la presente convenzione entra in vigore alla data della sua firma.

Essa potrà essere modificata di comune accordo fra i due Governi.

La presente convenzione viene redatta in lingua italiana ed in lingua albanese; in caso di controversia farà fede il testo italiano.

La presente convenzione sarà ratificata appena possibile dagli organi competenti dei due Paesi e lo scambio delle ratifiche avverrà a Roma.

Fatto a Tirana, in doppio esemplare, il 20 aprile 1939-XVII.

Per l'Italia: *Francesco Jacomoni.*
Per l'Albania: *Frejzi Alizotti.*

---

## 47.

## ITALIE, ALBANIE.

# Accord afin de régler la gestion commune du service diplomatique et consulaire; signé à Rome, le 3 juin 1939.

*Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1940. I, No. 180.*

---

Il Governo italiano e il Governo albanese, mossi dal desiderio di rendere sempre più intima la collaborazione tra loro esistente;

convinti che l'unione indissolubile realizzatasi tra l'Italia e l'Albania rende necessario il pieno coordinamento dell'azione dei due Paesi anche nel campo delle relazioni internazionali e che la dualità delle rappresentanze diplomatiche e consolari mal si concilia con la comunità del Monarca;

hanno autorizzato i sottoscritti a convenire gli articoli seguenti:

Articolo 1.

La gestione di tutte le relazioni internazionali dell'Italia e dell'Albania è unificata ed è accentrata al Regio Ministero degli affari esteri in Roma.

Articolo 2.

E' istituita una Commissione permanente che sarà consultata ogni qualvolta un esame particolaire degli interessi albanesi lo richieda ed in special modo circa la conclusione di trattati concernenti strettamente l'Albania.

Tale Commissione sarà composta di quattro membri, nominati due dal Governo italiano a due dal Governo albanese.

Articolo 3.

I due Governi mentre confermano che anche per l'assunzione in avvenire del personale della carriera diplomatico-consolare nulla è innovato a quanto dispone la Convenzione del 20 aprile 1939-XVII sulla parità dei diritti,*) determineranno d'accordo le modalità secondo le quali l'attuale personale albanese potrà trovare una adegnata utilizzazione presso il Regio Ministerio degli affari esteri.

Articolo 4.

Il presente Accordo entra in vigore immediatamente al momento della sua firma.

In fede di che, i sottoscritti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto in Roma, addi 3 giugno 1939-XVII.

Per l'Italia: *Ciano.*
Per l'Albania: *D. Dino.*

---

*) V. ci-dessus, No. 45.

48.

## ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Conventions adoptées par la Quatrième Conférence Panaméricaine; signées à Buenos Aires, les 11 et 20 août 1910.*)

*The International Conferences of American States 1889—1928. New York 1931.*

---

I.

### Convention concernant la protection mutuelle de la propriété littéraire et artistique.**)

Their Excellencies the Presidents of the United States of America, the Argentine Republic, Brazil, Chili, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay and Venezuela;

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fourth International American Conference, have sent thereto the following Delegates duly authorized to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantagoues to the interests of America:

[Here follow the names of the delegates.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Literary and Artistic Copyright.

1st. — The signatory States acknowledge and protect the rights of Literary and Artistic Property in conformity with the stipulations of the present Convention.

2nd. — In the expression „Literary and Artistic Works" are included books, writings, pamphlets of all kinds, whatever may be the subject of which they treat, and whatever the number of their pages; dramatic or dramatico-musical works; choreographic and musical compositions, with

---

*) Ont déposé les instruments de ratification jusqu'au 1er juillet 1940: pour les Conventions No. I à IV: le Brésil, l'Equateur, les États-Unis d'Amérique, le Panamá, le Paraguay, la République Dominicaine, l'Uruguay; pour les Conventions No. I, III, IV: le Haïti; pour les Conventions No. I, II et III: la Costa Rica, la Guatémala, le Honduras, le Nicaragua; pour les Conventions No. I et IV: le Pérou; pour les Conventions No. III et IV: la Cuba; pour la Convention No. I: la Colombie.

**) Text from certified copy, Department ot State; printed also in U. S. Statutes at Large, vol. 38, p. 1785. This convention was revised by the Sixth Conference. V. ci-dessous.

or without words; drawings, paintings, sculpture, engravings; photographic works; astronomical or geographical globes; plans, sketches or plastic works relating to geography, geology or topography, architecture or any other science; and, finally, all productions that can be published by any means of impression or reproduction.

3rd. — The acknowledgement of a copyright obtained in one State, in conformity with its laws, shall produce its effects of full right, in all the other States, without the necessity of complying with any other formality, provided always there shall appear in the work a statement that indicates the reservation of the property right.

4th. — The copyright of a literary or artistic work, includes for its author or assigns the exclusive power of disposing of the same, of publishing, assigning, translating or authorizing its translation and reproducing it in any form whether wholly or in part.

5th. — The author of a protected work, except in case of proof to the contrary, shall be considered the person whose name or well known nom-de-plume is indicated therein; consequently suit brought by such author or his representative against counterfeiters or violators, shall be admitted by the Courts of the Signatory States.

6th. — The authors or their assigns, citizens or domiciled foreigners, shall enjoy in the signatory countries the rights that the respective laws accord, without those rights being allowed to exceed the term of protection granted in the country of origin.

For works comprising several volumes that are not published simultaneously, as well as for bulletins, or parts, or periodical publications, the term of the copyright will commence to run, with respect to each volume, bulletin, part, or periodical publication, from the respective date of its publication.

7th. — The country of origin of a work will be deemed that of its first publication in America, and if it shall have appeared simultaneously in several of the signatory countries, that which fixes the shortest period of protection.

8th. — A work which was not originally copyrighted shall not be entitled to copyright in subsequent editions.

9th. — Authorised translations shall be protected in the same manner as original works.

Translators of works concerning which no right of guaranteed property exists, or the guaranteed copyright of which may have been extinguished, may obtain for their translations the rights of property set forth in Article 3rd but they shall not prevent the publication of other translations of the same work.

10th. — Addresses or discourses delivered or read before deliberative assemblies, Courts of Justice, or at public meeting, may be printed in the daily press without the necessity of any authorisation, with due regard however, to the provisions of the domestic legislation of each nation.

11th. — Literary, scientific or artistic writings, whatever may be their subjects, published in newspapers or magazines, in any one of the countries of the Union, shall not be reproduced in the other countries without the consent of the authors. With the exception of the works mentioned, any article in a newspaper may be reprinted by others, if it has not been expressly prohibited, but in every case, the source from which it is taken must be cited.

News and miscellaneous items published merely for general information, do not enjoy protection under this Convention.

12th. — The reproduction of extracts from literary or artistic publications for the purpose of instruction or chrestomathy, does not confer any right of property, and may, therefore, be freely made in all the signatory countries.

13th. — The indirect appropriation of unauthorised parts of a literary or artistic work, having no original character, shall be deemed an illicit reproduction, in so far as affects civil liability.

The reproduction in any form of an entire work, or of the greater part thereof, accompanied by notes or commentaries under the pretext of literary criticism or amplification, or supplement to the original work, shall also be considered illicit.

14th. — Every publication infringing a copyright may be confiscated in the signatory countries in which the original work had the right to be legally protected, without prejudice to the indemnities or penalties which the counterfeiters may have incurred according to the laws of the country in which the fraud may have been committed.

15th. — Each of the Governments of the signatory countries, shall retain the right to permit, inspect, or prohibit the circulation, representation or exhibition of works or productions, concerning which the proper authority may have to exercise that right.

16th. — The present Convention shall become operative between the Signatory States which ratify it, three months after they shall have communicated their ratification to the Argentine Government, and it shall remain in force among them until a year after the date when it may be denounced. This denunciation shall be addressed to the Argentine Government and shall be without force except with respect to the country making it.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed the present treaty and affixed thereto the Seal of the Fourth International American Conference.

Made and signed in the city of Buenos Aires on the eleventh day of August in the year one thousand nine hundred and ten, in Spanish, English, Portuguese and French, and deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, in order that certified copies be made for transmission to each one of the signatory nations through the appropriate diplomatic channels.

[Signed by the delegates for: Argentina, Brazil, Chile, Colombia,

Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, El Salvador, United States of America, Uruguay, Venezuela.]

II.

Convention pour le règlement des réclamations pécuniaires.*)

Their Excellencies the Presidents of the United States of America, Argentine Republic, Brazil, Chili, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay and Venezuela;

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fourth International American Conference have sent thereto the following Delegates, duly authorized to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which may be advantageous to the interests of America:

[Here follow the names of the delegates.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Pecuniary Claims.

1st. The High Contracting Parties agree to submit to arbitration all claims for pecuniary loss or damage which may be presented by their respective citizens and which cannot be amicably adjusted through diplomatic channels, when said claims are of sufficient importance to warrant the expense of arbitration.

The decision shall be rendered in accordance with the principles of International Law.

2nd. The High Contracting Parties agree to submit to the decision of the permanent Court of Arbitration of The Hague all controversies which are the subject-matter of the present Treaty, unless both parties agree to constitute a special jurisdiction.

If a case is submitted to the Permanent Court of The Hague, the High Contracting Parties accept the provisions of the treaty relating to the organization of that arbitral Tribunal, to the procedure to be followed and to the obligation to comply with the sentence.

3rd. If it shall be agreed to constitute a special jurisdiction, there shall be prescribed in the convention by which this is determined the rules according to which the tribunal shall proceed, which shall have cognizance of the questions involved in the claims referred to in Article 1st. of the present treaty.

4th. The present Treaty shall come into force immediately after the thirty-first of December 1912, when the treaty on pecuniary claims, signed at Mexico, on January 31, 1902, and extended by the treaty signed at Rio de Janeiro on August 13, 1906, expires.

*) Text from certified copy, Department of State; printed also in U. S. Statutes at Large, vol. 38, p. 1799.

It shall remain in force indefinitely, as well for the nations which shall then have ratified it as those which shall ratify it subsequently.

The ratifications shall be transmitted to the Government of the Argentine Republic, which shall communicate them to the other Contracting Parties.

5th. Any of the nations ratifying the present Treaty may denounce it, on its own part, by giving two years notice in writing, in advance, of its intention so to do.

This notice shall be transmitted to the Government of the Argentine Republic and through its intermediation, to the other contracting Parties.

6th. The treaty of Mexico shall continue in force after December 31, 1912, as to any claims which may, prior to that date, have been submitted to arbitration under its provisions.

In witness whereof, the Plenipotentiaries and Delegates sign this Convention and affix to it the Seal of the Fourth International American Conference.

Made and signed in the city of Buenos Aires, on the eleventh day of August in the year one thousand nine hundred and ten, in the Spanish, English, Portuguese and French languages, and filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, in order that certified copies may be taken to be forwarded through the appropriate Diplomatic channels to each one of the Signatory Nations.

[Signed by the delegates for: Argentina, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, El Salvador, United States of America, Urugay, Venezuela.]

## III.

### Convention pour la protection mutuelle de la propriété industrielle.*)

Their Excellencies the Presidents of the United States of America, the Argentine Republic, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay and Venezuela;

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fourth International American Conference, have sent thereto the following delegates duly authorized to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantageous to the interests of America:

[Here follow the names of the delegates.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Inventions, Patents, Designs and Industrial Models.

---

*) Text from certified copy, Department of State; printed also in U. S. Statutes at Large, vol. 38, p. 1811.

Article I.

The subscribing Nations enter into this Convention for the protection of patents of invention, designs and industrial models.

Article II.

Any persons who shall obtain a patent of invention in any of the signatory States, shall enjoy in each of the other States all the advantages which the laws relative to patents of invention, designs and industrial models concede. Consequently, they shall have the right to the same protection and identical legal remedies against any attack upon their rights, provided they comply with the laws of each State.

Article III.

Any person who shall have regularly deposited an application for a patent of invention or design or industrial model in one of the contracting States shall enjoy, for the purposes of making the deposit in the other States, and under the reserve of the rights of third parties, a right of priority during a period of twelve months for patents of invention, and of four months for designs or industrial models.

In consequence the deposit subsequently made in any other of the signatory States before the expiration of these periods, cannot be invalidated by acts performed in the interval, especially by other deposits, by the publication of the invention or its working, or by the sale of copies of the designor of the model.

Article IV.

When, within the terms fixed, a person shall have filed applications in several States for the patent of the same invention, the rights resulting from patents thus applied for shall be independent of each other.

They shall also be independent of the rights arising under patents obtained for the same invention in countries not parties to this Convention.

Article V.

Questions which may arise regarding the priority of patents of invention, shall be decided with regard to the date of the application for the respective patents in the countries in which they are granted.

Article VI.

The following shall be considered as inventions: A new manner of manufacturing industrial products; a new machine or mechanical or manual apparatus which serves for the manufacture of said products; the discovery of a new industrial product; the application of known methods for the purpose of securing better results; and every new, original and ornamental design or model for an article of manufacture.

The foregoing shall be understood without prejudice to the laws of each State.

Article VII.

Any of the signatory States may refuse to recognize patents for any of the following causes:

(a) Because the inventions or discoveries may have been published in any country prior to the date of the invention by the applicant;

(b) Because the inventions have been registered, published, or described in any country more than one year prior to the date of the application in the country in which the patent is sought;

(c) Because the inventions have been in public use, or have been on sale in the country in which the patent has been applied for, one year prior to the date of said application;

(d) Because the inventions or discoveries are in some manner contrary to morals or laws.

Article VIII.

The ownership of a patent of invention comprises the right to enjoy the benefits thereof, and the right to assign or transfer it in accordance with the laws of the country.

Article IX.

Persons who incur civil or criminal liabilities, because of injuries or damage to the rights of inventors, shall be prosecuted and punished, in accordance with the laws of the countries wherein the offence has been committed or the damage occasioned.

Article X.

Copies of patents certified in the country of origin, according to the national law thereof, shall be given full faith and credit as evidence of the right of priority, except as stated in Article VII.

Article XI.

The treaties relating to patents of invention, designs or industrial models, previously entered into between the countries subscribing to the present Convention, shall be superseded by the same from the time of its ratification in so far as the relations between the signatory States are concerned.

Article XII.

The adhesion of the American Nations to the present Convention shall be communicated to the Government of the Argentine Republic in order that it may communicate them to the other States. These Communications shall have the effect of an exchange of ratifications.

Article XIII.

A signatory Nation that sees fit to retire from the present Convention, shall notify the Government of the Argentine Republic, and one year

after the receipt of the communication the force of this Convention shall cease, in so far as the nation which shall have withdrawn its adherence is concerned.

In Witness Whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and affixed thereto the Seal of the Fourth International American Conference.

Made and signed in the city of Buenos Aires on the twentieth day of August in the year one thousand nine hundred and ten, in Spanish, English, Portuguese, and French, and deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, in order that certified copies be made for transmission to each of the Signatory Nations through the appropriate diplomatic channels.

[Signed by the delegates for: Argentina, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, El Salvador, United States of America, Uruguay, Venezuela.]

## IV.

### Convention concernant la protection des marques de fabrique et de commerce.*)

Their Excellencies the Presidents of the United States of America, the Argentine Republic, Brazil, Chili, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay and Venezuela;

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fourth International American Conference, have sent thereto, the following Delegates, duly authorized to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantageous to the interest of America.

[Here follow the names of the delegates.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention for the Protection of Trade-Marks.

### Article I.

The signatory Nations enter into this Convention for the protection of trade-marks and commercial names.

### Article II.

Any mark duly registered in one of the signatory States shall be considered as registered also in the other States of the Union, without prejudice to the rights of third persons and to the provisions of the laws of each State governing the same.

---

*) Text from certified copy, Department of State; printed also in U. S. Statutes at Large, vol. 39, p. 1675. This convention was replaced by a convention signed at the Fifth Conference. V. ci-dessous.

In order to enjoy the benefit of the foregoing, the manufacturer or merchant interested in the registry of the mark must pay, in addition to the fees or charges fixed by the laws of the State in which application for registration is first made, the sum of fifty dollars gold, which sum shall cover all the expenses of both Bureaux for the international registration in all the signatory States.

Article III.

The deposit of a trade-mark in one of the signatory States produces in favor of the depositor a right of priority for the period of six months, so as to enable the depositor to make the deposit in the other States.

Therefore, the deposit made subsequently and prior to the expiration of this period, cannot be annulled by acts performed in the interval, especially by another deposit, by publication, or by the use of the mark.

Article IV.

The following shall be considered as trade-mark: any sign, emblem, or especial name that merchants or manufacturers may adopt or apply to their goods or products in order to distinguish them from those of other manufacturers or merchants who manufacture or deal in articles of the same kind.

Article V.

The following cannot be adopted or used as trade-mark: national, provincial or municipal flags or coats-of-arms; immoral or scandalous figures; distinctive marks which may have been obtained by others or which may give rise to confusion with other marks; the general classification of articles; pictures or names of persons without their permission; and any design which may have been adopted as an emblem by any fraternal or humanitarian association.

The foregoing provisions shall be construed without prejudice to the particular provisions of the laws of each State.

Article VI.

All questions which may arise regarding the priority of the deposit, or the adoption of a trade-mark, shall be decided with due regard to the date of the deposit in the State in which the first applicaion was made therefor.

Article VII.

The ownership of a trade-mark includes the right to enjoy the benefits thereof, and the right of assignment or transfer in whole or in part of its ownership or its use in accordance with the provisions of the laws of the respective States.

Article VIII.

The falsification, imitation or unauthorized use of a trademark, as also the false representation as to the origin of a product, shall be prosecuted by the interested party in accordance with the laws of the State wherein the offence is committed.

For the effects of this Article, interested parties shall be understood to be any producer, manufacturer or merchant engaged in the production, manufacture or traffic of said product, or in the case of false representation of origin, one doing business in the locality falsely indicated as that of origin, or in the territory [in] which said locality is situated.

Article IX.

Any person in any of the signatory States shall have the right to petition and obtain in any of the States, through its competent judicial authority, the annullment of the registration of a trade-mark, when he shall have made application for the registration of that mark, or of any other mark calculated to be confused, in such state, with the mark in whose annullment he is interested, upon proving:

a) That the mark, the registration whereof he solicits, has been employed or used within the country prior to the employment or use of the mark registered by the person registering it, or by the persons from whom he has derived title;
b) That the registrant had knowledge of the ownership, employment or use in any of the signatory states, of the mark of the applicant, the annullment whereof is sought, prior to the use of the registered mark by the registrant or by those from whom he has derived title;
c) That the registrant had no right to the ownership, employment or use of the registered mark on the date of its deposit;
d) That the registered mark had not been used or employed by the registrant or by his assigns within the term fixed by the laws of the State in which the registration shall have been made.

Article X.

Commercial names shall be protected in all the States of the Union, without deposit or registration, whether the same form part of a trademark or not.

Article XI.

For the purposes indicated in the present Convention a Union of American Nations is hereby constituted, which shall act through two International Bureaux established one in the city of Habana, Cuba, and the other in the city of Rio de Janeiro, Brazil, acting in complete accord with each other.

Article XII.

The International Bureaux shall have the following duties:

1. To keep a register of the certificates of ownership of trade-mark issued by any of the signatory States.

2. To collect such reports and data as relate to the protection of intellectual and industrial property and to publish and circulate them among the nations of the Union, as well as to furnish them whatever special information they may need upon this subject.

3. To encourage the study and publicity of the questions relating to the protection of intellectual and industrial property; to publish for this purpose one or more official reviews, containing the full texts or digest or [of] all documents forwarded to the Bureaux by the authorities of the signatory States.

The Governments of said States shall send to the International American Bureaux their official publications which contain the announcements of the registrations of trade-marks, and commercial names, and the grants of patents and privileges as well as the judgments rendered by the respective courts concerning the invalidity of trade marks and patents.

4. To communicate to the Governments of the Union any difficulties or obstacles that may oppose or delay the effective application of this Convention.

5. To aid the Governments of the signatory States in the preparations of international conferences for the study of legislation concerning industrial property, and to secure such alterations as it may be proper to propose in the regulations of the Union, or in treaties in force to protect industrial property. In case such conferences take place, the Directors of the Bureaux shall have the right to attend the meetings and there to express their opinions, but not to vote.

6. To present to the Governments of Cuba and of the United States of Brazil, respectively, yearly reports of their labors which shall be communicated at the same time to all the Governments of the other States of the Union.

7. To initiate and establish relations with similar Bureaux, and with the scientific and industrial associations and institutions for the exchange of publications, information and data conducive to the progress of the protection of industrial property.

8. To investigate cases where trade-marks, designs, and industrial models, have failed to obtain the recognition of registration provided for by this Convention, on the part of the authorities of any one of the States forming the Union, and to communicate the facts and reasons to the Government of the country of origin and to interested parties.

9. To cooperate as agents for each one of the Governments of the signatory States before the respective authorities for the better performance of any act tending to promote or accomplish the ends of this Convention.

## Article XIII.

The Bureau established in the City of Habana, Cuba, shall have charge of the registration of trade-marks coming from the United States of America, Mexico, Cuba, Haiti, the Dominican Republic, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Guatemala and Panama.

The Bureau established in the City of Rio de Janeiro, shall have charge of the registration of trade-marks coming from Brazil, Uruguay, the Argentine Republic, Paraguay, Bolivia, Chile, Peru, Ecuador, Venezuela, and Colombia.

Article XIV.

The two International Bureaux shall be considered as one, and for the purpose of the unification of the registrations it is provided:

a) Both shall have the same books and the same accounts kept under an identical system;

b) Copies shall be reciprocally transmitted weekly from one to the other of all applications, registrations, communications and other documents affecting the recognition of the rights of owners of trademarks.

Article XV.

The International Bureaux shall be governed by identical regulations, formed with the concurrence of the Governments of the Republic of Cuba and of the United States of Brazil and approved by all the other signatory States.

Their budgets, after being sanctioned by the said Governments, shall be defrayed by all the signatory States in the same proportion as that established for the International Bureau of the American Republics at Washington, and in this particular they shall be placed under the control of those Governments within whose territories they are established.

The International Bureaux may establish such rules of practice and procedure, not inconsistent with the terms of this Convention, as they may deem necessary and proper to give effect to its provisions.

Article XVI.

The Governments of the Republic of Cuba and of the United States of Brazil shall proceed with the organization of the Bureaux of the International Union as herein provided, upon the ratification of this Convention by at least two-thirds of the nations belonging to each group.

The simultaneous establishment of both Bureaux shall not be necessary; one only may be established if there be the number of adherent governments provided for above.

Article XVII.

The treaties on trade-marks previously concluded by and between the signatory States, shall be substituted by the present Convention from the date of its ratification, as far as the relations between the signatory States are concerned.

Article XVIII.

The ratifications or adhesion of the American States to the present Convention shall be communicated to the Government of the Argentine Republic, which shall lay them before the other States of the Union. These communications shall take the place of an exchange of ratifications.

Article XIX.

Any signatory State that may see fit to withdraw from the present Convention shall so notify the Government of the Argentine Republic,

which shall communicate this fact to the other States of the Union, and one year after the receipt of such communication this Convention shall cease with regard to the State that shall have withdrawn.

In Witness Whereof, the Plenipotentiaries and Delegates sign this Convention and affix to it the Seal of the Fourth International American Conference.

Made and signed in the City of Buenos Aires, on the twentieth day of August in the year one thousand nine hundred and ten, in Spanish, English, Portuguese and French, and filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic in order that certified copies may be made to be forwarded through appropriate diplomatic channels to each one of the signatory Nations.

[Signed by the delegates for: Argentina, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, El Salvador. United States of America, Uruguay, Venezuela.]

---

## 49.

## ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Traité et Conventions adoptées par la Cinquième Conférence Panaméricaine; signés à Santiago, le 3 mai 1923.*)**)

*The International Conferences of the American States 1889—1928. New York 1931. — Société des Nations. Recueil des Traités XXXIII.*

---

### I.

### Traité pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats américains. (Traité Gondra.)

The Governments represented at the Fifth International Conference of American States, desiring to strengthen progressively the principles

*) Ont déposé les instruments de ratification jusqu'au 1er juillet 1940: pour le Traité No. I: toutes les Puissances signataires sauf l'Argentine et la Bolivie; pour la Convention No. II: le Brésil, la Costa Rica, la Cuba, le Chili, le Salvador, les Etats-Unis d'Amérique, le Haïti, le Panamá, le Paraguay, la République Dominicaine, l'Uruguay; pour la Convention No. IV: le Brésil, la Costa Rica, la Cuba, le Chili, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, le Haïti, le Panamá, le Paraguay, le Salvador, l'Uruguay.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

of justice and of mutual respect which inspire the policy observed by them in their reciprocal relations, and to quicken in their peoples sentiments of concord and of loyal friendship which may contribute toward the consolidation of such relations,

Confirm their most sincere desire to maintain an immutable peace, not only between themselves but also with all the other nations of the earth;

Condemn armed peace which increases military and naval forces beyond the necessities of domestic security and the sovereignty and independence of States, and,

With the firm purpose of taking all measures which will avoid or prevent the conflicts which may eventually occur between them, Agree to the present Treaty, negotiated and concluded by the Plenipotentiary Delegates whose full powers were found to be in good and due form by the Conference:

Venezuela: César Zumeta, José Austria.

Panamá: José Lefevre.

United States of America: Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.

Uruguay: Eugenio Martínez Thedy.

Ecuador: José Rafael Bustamante.

Chile: Manuel Rivas Vicuña, Cárlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio.

Guatemala: Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.

Nicaragua: Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.

United States of Brazil: Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, Helio Lobo.

Colombia: Guillermo Valencia.

Cuba: José C. Vidal Caro, Carlos Garciá Vélez, Arístides Agüero, Manuel Márquez Sterling.

Paraguay: Manuel Gondra.

Dominican Republic: Tulio M. Cestero.

Honduras: Benjamin Villaseca Mujica.

Argentina: Manuel E. Malbrán.

Haiti: Arturo Rameau.

Article I.

All controversies which for any cause whatsoever may arise between two or more of the High Contracting Parties and which it has been impossible to settle through diplomatic channels, or to submit to arbitration in accordance with existing treaties, shall be submitted for investigation and report to a Commission to be established in the manner provided for in Article IV. The High Contracting Parties undertake, in case of disputes, not to begin mobilization or concentration of troops on the frontier of the other Party, nor to engage in any hostile acts or preparations

for hostilities, from the time steps are taken to convene the Commission until the said Commission has rendered its report or until the expiration of the time provided for in Article VII.

This provision shall not abrogate nor limit the obligations contained in treaties of arbitration in force between two or more of the High Contracting Parties, nor the obligations arising out of them.

It is understood that in disputes arising between Nations which have no general treaties of arbitration, the investigation shall not take place in questions affecting constitutional provisions, nor in questions already settled by other treaties.

Article II.

The controversies referred to in Article I shall be submitted to the Commission of Inquiry whenever it has been impossible to settle them through diplomatic negotiations or procedure or by submission to arbitration, or in cases in which the circumstances of fact render all negotiation impossible and there is imminent danger of an armed conflict between the Parties. Any one of the Governments directly interested in the investigation of the facts giving rise to the controversy may apply for the convocation of the Commission of Inquiry and to this end it shall be necessary only to communicate officially this decision to the other Party and to one of the Permanent Commissions established by Article III.

Article III.

Two Commissions to be designated as permanent shall be established with their seats at Washington (United States of America) and at Montevideo (Uruguay). They shall be composed of the three American diplomatic agents longest accredited in said capitals, and at the call of the Foreign Offices of those States they shall organize, appointing their respective chairmen. Their functions shall be limited to receiving from the interested Parties the request for a convocation of the Commission of Inquiry, and to notifying the other Party thereof immediately. The Government requesting the convocation shall appoint at the same time the persons who shall compose the Commission of Inquiry in representation of that Government, and the other Party shall, likewise, as soon as it receives notification, designate its members.

The Party initiating the procedure established by this Treaty may address itself, in doing so, to the Permanent Commission which it considers most efficacious for a rapid organization of the Commission of Inquiry. Once the request for convocation has been received and the Permanent Commission has made the respective notifications the question or controversy existing between the Parties and as to which no agreement has been reached, will ipso facto be suspended.

Article IV.

The Commission of Inquiry shall be composed of five members, all nationals of American States, appointed in the following manner: each

Government shall appoint two at the time of convocation, only one of whom may be a national of its country. The fifth shall be chosen by common accord by those already appointed and shall perform the duties of President. However, a citizen of a nation already represented on the Commission may not be elected. Any of the Governments may refuse to accept the elected member, for reasons which it may reserve to itself, and in such event a substitute shall be appointed, with the mutual consent of the Parties, within thirty days following the notification of this refusal. In the failure of such agreement, the designation shall be made by the President of an American Republic not interested in the dispute, who shall be selected by lot by the Commissioners already appointed, from a list of not more than six American Presidents to be formed as follows: each Government party to the controversy, or if there are more than two Governments directly interested in the dispute, the Government or Governments on each side of the controversy, shall designate three Presidents of American States which maintain the same friendly relations with all the Parties to the dispute.

Whenever there are more than two Governments directly interested in a controversy, and the interest of two or more of them are identical, the Government or Governments on each side of the controversy shall have the right to increase the number of their Commissioners, as far as it may be necessary, so that both sides in the dispute may always have equal representation on the Commission.

Once the Commission has been thus organized in the capital city, seat of the Permanent Commission which issued the order of convocation, it shall notify the respective Governments of the date of its inauguration, and it may then determine upon the place or places in which it will function, taking into account the greater facilities for investigation.

The Commission of Inquiry shall itself establish its rules of procedure. In this regard there are recommended for incorporation into said rules of procedure the provisions contained in Articles 9, 10, 11, 12 and 13 of the Convention signed in Washington, February, 1923, between the Government of the United States of America and the Governments of the Republics of Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua and Costa Rica, which appear in the appendix to this Treaty.

Its decisions and final report shall be agreed to by the majority of its members.

Each Party shall bear its own expenses and a proportionate share of the general expenses of the Commission.

Article V.

The Parties to the controversy shall furnish the antecedents and data necessary for the investigation. The Commission shall render its report within one year from the date of its inauguration. If it has been impossible to finish the investigation or draft the report within the period

agreed upon, it may be extended six months beyond the period established, provided the Parties to the controversy are in agreement upon this point.

Article VI.

The findings of the Commission will be considered as reports upon the disputes, which were the subjects of the investigation, but will not have the value or force of judicial decisions or arbitral awards.

Article VII.

Once the report is in possession of the Governments parties to the dispute, six months' time will be available for renewed negotiations in order to bring about a settlement of the difficulty in view of the findings of said report; and if during this new term they should be unable to reach a friendly arrangement, the Parties in dispute shall recover entire liberty of action to proceed as their interests may dictate in the question dealt with in the investigation.

Article VIII.

The present Treaty does not abrogate analogous conventions which may exist or may in the future exist between two or more of the High Contracting Parties; neither does it partially abrogate any of their provisions, although they may provide special circumstances or conditions differing from those herein stipulated.

Article IX.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties, in conformity with their respective constitutional procedures, and the ratifications shall be deposited in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile, which will communicate them through diplomatic channels to the other Signatory Governments, and it shall enter into effect for the Contracting Parties in the order of ratification.

The Treaty shall remain in force indefinitely; any of the High Contracting Parties may denounce it and the denunciation shall take effect as regards the Party denouncing one year after notification thereof has been given.

Notice of the denunciation shall be sent to the Government of Chile, which will transmit it for appropriate action to the other Signatory Governments.

Article X.

The American States which have not been represented in the Fifth Conference may adhere to the present Treaty, transmitting the official documents setting forth such adherence to the Ministry for Foreign Affairs of Chile, which will communicate it to the other Contracting Parties.

In witness whereof, the Plenipotentiaries and Delegates sign this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and affix the

seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the 3rd day of May in the year one thousand nine hundred and twenty three.

This Convention shall be filed in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile in order that certified copies thereof may be forwarded through diplomatic channels to each of the Signatory States.

(Signed) For Venezuela: C. Zumeta, José Austria; for Panamá: J. E. Lefevre; for the United States of America: Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, L. S. Rowe; for Uruguay: Eugenio Martínez Thedy, with reservations relative to the provisions of Article I, (first) in so far as they exclude from the investigation questions that affect constitutional provisions; for Ecuador: José Rafael Bustamante; for Chile: Manuel Rivas Vicuna, Carlos Aldunate S., L. Barros B., Emilio Bello C., Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio; for Guatemala: Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall; for Nicaragua: Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo; for the United States of Brazil: Afranio de Mello Franco, S. Gurgel do Amaral, Helio Lobo; for Colombia: Guillermo Valencia; for Cuba: J. C. Vidal Caro, Carlos García Vélez, A de Agüero, M. Márquez Sterling; for Paraguay: M. Gondra; for the Dominican Republic: Tulio M. Cestero; for Honduras: Benjamin Villaseca M.; for the Argentine Republic: Manuel E. Malbrán; for Haytí: Arthur Rameau.

---

## Appendix.

### Article I.

The Signatory Governments grant to all the Commissions which may be constituted the power to summon witnesses, to administer oaths and to receive evidence and testimony.

### Article II.

During the investigation the Parties shall be heard and may have the right to be represented by one or more agents and counsel.

### Article III.

All members of the Commission shall take oath duly and faithfully to discharge their duties before the highest judicial authority of the place where it may meet.

### Article IV.

The Inquiry shall be conducted so that both Parties shall be heard. Consequently, the Commission shall notify each Party of the statements of facts submitted by the other, and shall fix periods of time in which to receive evidence.

Once the Parties are notified, the Commission shall proceed to the investigation, even though they fail to appear.

Article V.

As soon as the Commission of Inquiry is organized, it shall at the request of any of the Parties to the dispute, have the right to fix the status in which the Parties must remain, in order that the situation may not be aggravated and matters may remain in statu quo pending the rendering of the report by the Commission.

---

II.

Convention concernant la publicité des documents douaniers.

Their Excellencies the Presidents of Venezuela, Panama, United States of America, Uruguay, Ecuador, Chile, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Brazil, Salvador, Colombia, Cuba, Paraguay, Dominican Republic, Honduras, Argentine Republic and Haiti:

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fifth International Conference of American States, have sent thereto the following Delegates, duly authorised, to approve the Recommendations, Resolutions, Conventions and Treaties which they might deem advantageous to the interests of America.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Publicity of Customs Documents:

The High Contracting Parties, considering that it is of the utmost importance to give the greatest publicity to all Customs laws, decrees and regulations, agree as follows:

Article I.

The High Contracting Parties agree to communicate to each other all the laws, decrees and regulations that govern the importation or the exportation of merchandise, as well as all laws, decrees and regulations referring to vessels entering into or sailing from their ports.

Article II.

The High Contracting Parties agree to publish in full or in an abridged form the laws, decrees and regulations mentioned in Article I, which have been communicated to them by several American countries that have ratified this Convention.

Article III.

The High Contracting Parties will communicate to the Central Executive Council of the Inter-American High Commission the laws, decrees or regulations to which Article I refers.

Article IV.

The High Contracting Parties resolve to entrust to the Central Executive Council of the Inter-American High Commission the preparation of a hand-book, as detailed as possible, of the Customs laws, decrees and regulations enforced in the American countries. This hand-book will be published in English, Spanish, Portuguese and French.

Article V.

This Convention will become effective as soon as it is ratified by six signatory States.

Article VI.

The American countries not represented at the Fifth International Conference of American States may adhere to this Convention at any time. The respective protocol will be signed in Santiago, Chile, the original texts of this Convention being filed in the archives of the Government of the Republic of Chile.

Article VII.

The ratifications of this Convention will be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile.

The Government of the Republic of Chile will notify the signatory States, through diplomatic channels, of the deposit of these ratifications; this notification will be equivalent to an exchange of ratifications.

Article VIII.

This Convention may be denounced at any time. The denunciation must be made to the Government of the Republic of Chile and will affect the Government making such denouncement one year after the date of the notification.

Article IX.

Any controversy which may arise between the High Contracting Parties with respect to the execution or interpretation of this Convention shall be decided by arbitration.

This Convention is issued in Spanish, English, Portuguese and French, each of which texts is authentic.

In witness whereof the delegates sign this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the third day of May in the year one thousand nine hundred and twenty-three.

This Convention shall be filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile, in order that certified copies may be made and forwarded through appropriate diplomatic channels to each of the signatory States.

[suivent les signatures; v. ci-dessus No. I.]

---

III.

Convention concernant la protection mutuelle des marques de fabrique et de commerce.

Cette Convention a été remplacée par la Convention du 20 février 1929, ci-dessous No. 54.

IV.

Convention sur l'uniformité de nomenclature pour la classification des marchandises.

Their Excellencies the Presidents of Venezuela, Panama, United States of America, Uruguay, Ecuador, Chile, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Brazil, Salvador, Colombia, Cuba, Paraguay, Dominican Republic, Honduras, Argentine Republic, and Haiti:

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fifth International Conference of American States, have sent thereto the following delegates, duly authorised, to approve recommendations, resolutions, conventions and treaties which they migh deem advantageous to the interest of America.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention:

Article I.

The High Contracting Parties agree to employ the Brussels Nomenclature of 1913 in their statistics of international commerce, either exclusively or as a supplement to other systems.

Article II.

Any controversy which may arise between the High Contracting Parties regarding the interpretation or operation of this Convention shall be settled by arbitration.

Article III.

The American States not represented at the Fifth International Conference may adhere to this Convention by communicating their decision in due form to the Government of the Republic of Chile.

Article IV.

The deposit of ratifications shall be made in the city of Santiago, Chile. The Chilean Government shall communicate such ratifications to the other signatory States. This communication shall have the effect of an exchange of ratifications.

Article V.

This Convention shall become effective for each signatory State on the date of the ratification thereof by such State. It shall remain in force without limitation of time, but each signatory State, upon notification

of its intention to the Government of the Republic of Chile, may withdraw from said Convention upon the expiration of the period of one year counting from the date of the notification of such intention.

In witness whereof, the delegates sign this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the third day of May in the year one thousand nine hundred and twenty three.

This Convention shall be filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile, in order that certified copies may be made and forwarded through appropriate diplomatic channels to each of the signatory States.

[suivent les signatures; v. ci-dessus, No. I.]

---

## 50.

### ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Convention sur un Code sanitaire panaméricain; signée à La Havane, le 14 novembre 1924, suivie d'un Protocole additionnel, signé à Lima, le 19 octobre 1927.*)**)***)

*Treaty Series No. 714, 763.*

---

The Pan American sanitary code.

The Presidents of Argentine, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Salvador, Panama, Paraguay, Peru, United States of America, Uruguay and Venezuela, being desirous of entering into a Sanitary Convention for the purpose of better promoting and protecting the public health of their respective nations, and particularly to the end that effective cooperative international measures may be applied for the prevention of the International spread of the communicable infections of human beings and to facilitate International Commerce and Communication, have appointed as their Plenipotentiaries, to-wit:

---

*) Tous les Etats signataires, sauf le Nicaragua et le Paraguay, ont déposé les instruments de ratification jusqu'au 1er juillet 1940.

**) Ont adhéré la Bolivie et l'Equateur.

***) La Convention a été rédigée en langues anglaise et espagnole. Nous ne reproduisons que le texte anglais. Le Protocole a été rédigé en langue espagnole.

The Republic of Argentine:
Dr. Gregorio Araoz Alfaro.
Dr. Joaquín Llambías.
The United States of Brazil:
Dr. Nascimento Gurgel.
Dr. Raúl Almeida Magalhaes.
The Republic of Chile:
Dr. Carlos Graf.
The Republic of Colombia:
Dr. R. Gutiérrez Lee.
The Republic of Costa Rica:
Dr. José Varela Zequeira.
The Republic of Cuba:
Dr. Mario G. Lebredo.
Dr. José A. López del Valle.
Dr. Hugo Roberts.
Dr. Diego Tamayo.
Dr. Francisco M. Fernández.
Dr. Domingo F. Ramos.
The Republic of El Salvador:
Dr. Leopoldo Paz.
The United States of America:
Dr. Hugh S. Cumming.
Dr. Richard Creel.
Mr. P. D. Cronin.
Dr. Francis D. Patterson.
The Republic of Guatemala:
Dr. José de Cubas y Serrate.
The Republic of Haiti:
Dr. Charles Mathon.
The Republic of Honduras:
Dr. Arístides Agramonte.
The Republic of Mexico:
Dr. Alfonso Pruneda.
The Republic of Panama:
Dr. Jaime de la Guardia.
The Republic of Paraguay:
Dr. Andrés Gubetich.
The Republic of Peru:
Dr. Carlos E. Paz Soldán.
The Dominican Republic:
Dr. R. Pérez Cabral.
The Republic of Uruguay:
Dr. Justo F. González.

The United States of Venezuela:
Dr. Enrique Tejera.
Dr. Antonio Smith.

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed to adopt, ad referendum, the following.

## Pan American Sanitary Code.

### Chapter I.

### Objects of the code and definitions of terms used therein.

#### Article 1.

The objects of this code are:

(a) The prevention of the international spread of communicable infections of human beings.

(b) The promotion of cooperative measures for the prevention of the introduction and spread of disease into and from the territories of the signatory Governments.

(c) The standardization of the collection of morbidity and mortality statistics by the signatory Governments.

(d) The stimulation of the mutual interchange of information which may be of value in improving the public health, and combating the diseases of man.

(e) The standardization of the measures employed at places of entry, for the prevention of the introduction and spread of the communicable diseases of man, so that greater protection against them shall be achieved and unnecessary hindrance to international commerce and communication eliminated.

#### Article 2.

Definitions. As herein used, the following words and phrases shall be taken in the sense hereinbelow indicated, except as a different meaning for the word or phrase in question may be given in a particular article, or is plainly to be collected from the context or connection where the term is used.

Aircraft. — Any vehicle which is capable of transporting persons or things through the air, including aeroplanes, seaplanes, gliders, helocopters, air ships balloons and captive balloons.

Area. — A well determined portion of territory.

Disinfection. — The act of rendering free from the causal agencies of disease.

Fumigation. — A standard process by which the organisms of disease or their potential carriers are exposed to a gas in lethal concentrations.

Index, Aedes Aegypti. — The percentage ratio determined after examination between the number of houses in a given area and the number in which larvae or mosquitoes of the Aedes aegypti are found, in a fixed period of time.

Inspection. — The act of examining persons, buildings, areas, or things which may be capable of harboring, transmitting or transporting the infections agents of disease, or of propagating or favoring the propagation of such agents. Also the act of studying and observing measures put in force for the suppression or prevention of disease.

Incubation, Period of. — For plague, cholera and yellow fever, each 6 days, for smallpox, 14 days, and for typhus fever 12 days.

Isolation. — The separation of human beings or animals from other human beings or animals in such manner as to prevent the interchange of disease.

Plague. — Bubonic, septicemic, pneumonic or rodent plague.

Port. — Any place or area where a vessel or aircraft may seek harbor, discharge or receive passengers, crew, cargo or supplies.

Rodents. — Rats, domestic and wild, and other rodents.

## Chapter II.

### Section 1. Notification and subsequent communications to other countries.

#### Article 3.

Each of the signatory Governments agrees to transmit to each of the other signatory Governments and to the Pan American Sanitary Bureau, at intervals of not more than two weeks, a statement containing information as to the state of its public health, particularly that of its ports.

The following diseases are obligatorily reportable:

Plague, cholera, yellow fever, smallpox, typhus, epidemic cerebrospinal meningitis, acute epidemic poliomyelitis, epidemic lethargic encephalitis, influenza or epidemic la grippe, typhoid and paratyphoid fevers, and such other diseases as the Pan American Sanitary Bureau may, by resolution, add to the above list.

#### Article 4.

Each signatory Government agrees to notify adjacent countries and the Pan American Sanitary Bureau immediately by the most rapid available means of communication, of the appearance in its territory of an authentic or officially suspected case or cases of plague, cholera, yellow fever, smallpox, typhus or any other dangerous contagion liable to be spread through the intermediary agency of international commerce.

#### Article 5.

This notification is to be accompanied, or very promptly followed, by the following additional information:

1. The area where the disease has appeared.
2. The date of its appearance, its origin, and its form.
3. The probable source or country from which introduced and manner of introduction.
4. The number of confirmed cases, and number of deaths.
5. The number of suspected cases and deaths.

6. In addition, for plague, the existence among rodents of plague, or of an unusual mortality among rodents; for yellow fever, the Aedes aegypti index of the locality.

7. The measures which have been applied for the prevention of the spread of the disease, and its eradication.

Article 6.

The notification and information prescribed in Articles 4 and 5 are to be addressed to diplomatic or consular representatives in the capital of the infected country, and to the Pan American Sanitary Bureau at Washington, which shall immediately transmit the information to all countries concerned.

Article 7.

The notification and the information prescribed in Articles 3, 4, 5, and 6 are to be followed by further communications in order to keep other Governments informed as to the progress of the disease or diseases. These communications will be made at least once weekly, and will be as complete as possible, indicating in detail the measures employed to prevent the extension of the disease. The telegraph, the cable, and the radio will be employed for this purpose, except in those instances in which the data may be transmitted rapidly by mail. Reports by telegraph, cable or radio will be confirmed by letter. Neighboring countries will endeavor to make special arrangements for the solution of local problems that do not involve widespread international interest.

Article 8.

The signatory Governments agree that in the event of the appearance of any of the following diseases, namely: cholera, yellow fever, plague, typhus fever or other pestilential diseases in severe epidemic form, in their territory, they will immediately put in force appropriate sanitary measures for the prevention of the international carriage of any of the said diseases therefrom by passengers, crew, cargo and vessels, and mosquitoes, rats and vermin that may be carried thereon, and will promptly notify each of the other signatory Governments and the Pan American Sanitary Bureau as to the nature and extent of the sanitary measures which they have applied for the accomplishment of the requirements of this Article.

Section 2. Publication of prescribed measures.

Article 9.

Information of the first non-imported case of plague, cholera, or yellow fever justifies the application of sanitary measures against an area where said disease may have appeared.

Article 10.

The Government of each country obligates itself to publish immediately the preventive measures which will be considered necessary to be

taken by vessels or other means of transport, passengers and crew at any port of departure or place located in the infected area. The said publication is to be communicated at once to the accredited diplomatic or consular representatives of the infected country, and to the Pan American Sanitary Bureau. The signatory Government also obligate themselves to make known in the same manner the revocation of these measures, or of modifications thereof that may be made.

Article 11.

In order that an area may be considered to be no longer infected, it must be officially established:

1. That there has neither been a death nor a new case as regards plague or cholera for ten days; and as regards yellow fever for twenty days, either since the isolation, or since the death or recovery of the last patient.

2. That all means for the eradication of the disease have been applied and, in the case of plague, that effective measures against rats have been continuously carried out, and that the disease has not been discovered among them within six months; in the case of yellow fever, that Aedes aegypti index of the infected area has been maintained at an average of not more than 2 per cent for the 30-day period immediately preceding, and that no portion of the infected area has had an index in excess of 5 per cent for the same period of time.

Section 3. Morbidity and Mortality Statistics.

Article 12.

The international classification of the causes of death is adopted as the Pan American Classification of the Causes of Death, and shall be used by the signatory nations in the interchange of mortality and morbidity reports.

Article 13.

The Pan American Sanitary Bureau is hereby authorized and directed to re-publish from time to time the Pan American Classification of the Causes of Death.

Article 14.

Each of the signatory Governments agrees to put in operation at the earliest practicable date a system for the collection and tabulation of vital statistics which shall include:

1. A central statistical office presided over by a competent official.

2. The establishment of regional statistical offices.

3. The enactment of laws, decrees or regulations requiring the prompt reporting of births, deaths and communicable diseases, by health officers, physicians, midwives and hospitals, and providing penalities for failure to make such reports.

Article 15.

The Pan American Sanitary Bureau shall prepare and publish standard forms for the reporting of deaths and cases of communicable disease, and all other vital statistics.

Chapter III.

Sanitary Documents.

Section 1. Bills of health.

Article 16.

The master of any vessel or aircraft which proceeds to a port of any of the signatory Governments, is required to obtain at the port of departure and ports of call, a bill of health, in duplicate, issued in accordance with the information set forth in the appendix and adopted as the standard bill of health.

Article 17.

The bill of health will be accompanied by a list of the passengers, and stowaways if any, which shall indicate the port where they embarked and the port to which they are destined, and a list of the crew.

Article 18.

Consuls and other officials signing or countersigning bills of health should keep themselves accurately informed with respect to the sanitary conditions of their ports, and the manner in which this code is obeyed by vessels and their passengers and crews while therein. They should have accurate knowledge of local mortality and morbidity, and of sanitary conditions which may affect vessels in port. To this end, they shall be furnished with information they request pertaining to sanitary records, harbors and vessels.

Article 19.

The signatory Governments may assign medical or sanitary officers as public health attaches to embassies or legations, and as representatives to international conferences.

Article 20.

If at the port of departure there be no consul or consular agent of the country of destination, the bill of health may be issued by the consul or consular agent of a friendly Government authorized to issue such bill of health.

Article 21.

The bill of health should be issued not to exceed forty eight hours before the departure of the ship to which it is issued. The sanitary visa should not be given more than twenty-four hours before departure.

Article 22.

Any erasure or alteration of a bill of health shall invalidate the document, unless such alteration or erasure shall be made by competent authority, and notation thereof appropriately made.

Article 23.

A clean bill of health is one which shows the complete absence in the port of departure of cholera, yellow fever, plague, typhus fever, or of other pestilential disease in severe epidemic form, liable to be transported by international commerce. Provided, that the presence only of bona fide imported cases of such disease, when properly isolated, shall not compel the issuance of a foul bill of health, but notation of the presence of such cases will be made under the heading of „Remarks“ on the Bill of health.

Article 24.

A foul bill of health is one which shows the presence of non-imported cases of any of the diseases referred to in Article 23.

Article 25.

Specific bill of health are not required of vessels which, by reason of accident, storm or other emergency condition, including wireless change of itinerary, are obliged to put into ports other than their original destinations but such vessels shall be required to exhibit such bills of health as they possess.

Article 26.

It shall be the duty of the Pan American Sanitary Bureau to publish appropriate information which may be distributed by port health officers, for the purpose of instructing owners, agents and master of vessels as to the methods which should be put in force by them for the prevention of the international spread of disease.

Section 2. Other sanitary documents.

Article 27.

Every vessel carrying a medical officer will maintain a sanitary log which will be kept by him, and he will record therein daily: the sanitary condition of the vessel, and its passengers and crew; a record showing the names of passengers and crew which have been vaccinated by him; name, age, nationality, home address, occupation and nature of illness or injury of all passengers and crew treated during the voyage; the source and sanitary quality of the drinking water of the vessel, the place where taken on board, and the method in use on board for its purification; sanitary conditions, observed in ports visited during the voyage; the measures taken to prevent the ingress and egress of rodents to and from the vessel; the measures which have been taken to protect the passengers and crew against mosquitoes, other insects, and vermin. The sanitary log will be signed by the master and medical officer of the vessel, and will be exhibited upon the request of any sanitary or consular officer. In the absence of a medical officer, the master shall record the above information in the log of the vessel, in so far as possible.

Article 28.

Equal or similar forms for Quarantine Declarations, Certificate of Fumigation, and Certificate of Vaccination, set forth in the appendix, are hereby adopted as standard forms.

Chapter IV.

Classification of ports.

Article 29.

An infected port is one in which any of the following diseases exist, namely, plague, cholera, yellow fever, or other pestilential disease in severe epidemic form.

Article 30.

A suspected port, is a port in which, or in the areas contiguous thereto, a non imported case or cases of any of the diseases referred to in Article 23, have occurred within sixty days, or which has not taken adequate measures to protect itself against such diseases, but which is not known to be an infected port.

Article 31.

A clean port, Class A, is one in which the following conditions are fulfilled:

1. The absence of non-imported cases of any of the diseases referred to in Article 23, in the port itself and in the areas contiguous thereto.

2. (a) The presence of a qualified and adequate health staff.
 (b) Adequate means of fumigation.
 (c) Adequate personnel and material for the capture or destruction of rodents.
 (d) An adequate bacteriological and pathological laboratory;
 (e) A safe water supply.
 (f) Adequate means for the collection of mortality and morbidity data;
 (g) Adequata facilities for the isolation of suspects and the treatment of infectious diseases.
 (h) Signatory Governments shall register in the Pan-American Sanitary Bureau those places that comply with these conditions.

Article 32.

A clean port, Class B, is one in which the conditions described in Article 31, 1 and 2 (a) above, are fulfilled, but in which one or more of the other requirements of Article 31, 2 are not fulfilled.

Article 33.

An unclassified port is one with regard to which the information concerning the existence or non-existence of any of the diseases referred to in Article 23, and the measures which are being applied for the control of such diseases, is not sufficient to classify such port.

An unclassified port shall be provisionally considered as a suspected or infected port, as the information available in each case may determine, until definitely classified.

Article 34.

The Pan American Sanitary Bureau shall prepare and publish, at intervals, a tabulation of the most commonly used ports of the Western Hemisphere, giving information as to sanitary conditions.

## Chapter V.

### Classification of vessels.

Article 35.

A clean vessel is one coming from a clean port, Class A or B, which has had no case of plague, cholera, yellow fever, small pox or typhus aboard during the voyage, and which has complied with the requirements of this code.

Article 36.

An infected or suspected vessels is:

1. One which has had on board during the voyage a case or cases of any of the diseases mentioned in Article 35.
2. One which is from an infected or suspected port.
3. One which is from a port where plague or yellow fever exists.
4. Any vessel on which there has been mortality among rats.
5. A vessel which has violated any of the provisions of this code.

Provided that the sanitary authorities should give due consideration in applying sanitary measures to a vessel that has not docked.

Article 37.

Any master or owner of any vessel, or any person violating any provisions of this Code or violating any rule or regulation made in accordance with this Code, relating to the inspection of vessels, the entry or departure from any quarantine station, grounds or anchorages, or trespass thereon, or to the prevention of the introduction of contagious or infectious disease into any of the signatory countries, or any master, owner, or agent of a vessel making a false statement relative to the sanitary condition of a vessel, or its contents, or as to the health of any passenger, or person thereon, or who interferes with a quarantine or health officer in the proper discharge of his duty, or fails or refuses to present bills of health, or other sanitary document, or pertinent information to a quarantine or health officer, shall be punished in accordance with the provisions of such laws, rules or regulations, as may be or may have been enacted, or promulgated, in accordance with the provisions of this Code, by the Government of the country within whose jurisdiction the offense is committed.

## Chapter VI.

## The treatment of vessels.

### Article 38.

Clean vessels will be granted pratique by the port health authority upon acceptable evidence that they properly fulfill the requirements of Article 35.

### Article 39.

Suspected vessels will be subjected to necessary sanitary measures to determine their actual condition.

### Article 40.

Vessels infected with any of the diseases referred to in Article 23 shall be subjected to such sanitary measures as will prevent the continuance thereon, and the spread therefrom, of any of said diseases to other vessels or ports. The disinfection of cargo, stores and personal effects shall be limited to the destruction of the vectors of disease which may be contained therein, provided that things which have been freshly soiled with human excretions capable of transmitting disease, shall always be desinfected. Vessels on which there is undue prevalence of rats, mosquitoes, lice, or any other potential vector of communicable disease, may be disinfected irrespective of the classification of the vessel.

### Article 41.

Vessels infected with plague shall be subjected to the following treatment.

1. The vessel shall be held for observation and necessary treatment.

2. The sick, if any, shall be removed and placed under appropriate treatment in isolation.

3. The vessel shall be simultaneously fumigated throughout for the destruction of rats. In order to render fumigation more effective, cargo may be wholly or partially discharged prior to such fumigation, but care will be taken to discharge no cargo which might harbor rats, except for fumigation.

4. All rats recovered after fumigation should be examined bacteriologically.

5. Healthy contacts, except those actually exposed to cases of pneumonic plague, will not be detained in quarantine.

6. The vessel will not be granted pratique until it is reasonably certain that it is free from rats and vermin.

### Article 42.

Vessels infected with cholera shall be subjected to the following treatment.

1. The vessels shall be held for observation and necessary treatment.

2. The sick, if any, shall be removed and placed under appropriate treatment in isolation.

3. All persons on board shall be subjected to bacteriological examination, and shall not be admitted to entry until demonstrated free from cholera vibrios.

4. Appropriate disinfection shall be performed.

Article 43.

Vessels infected with yellow fever shall be subjected to the following treatment.

1. The vessel shall be held for observation and necessary treatment.

2. The sick if any, shall be removed and placed under appropriate treatment in isolation from Aedes aegypti mosquitoes.

3. All persons on board non immune to yellow fever shall be placed under observation to complete six days from the last possible exposure to Aedes aegypti mosquitoes.

4. The vessel shall be freed from Aedes aegypti mosquitoes.

Article 44.

Vessels infected with smallpox shall be subjected to the following treatment.

1. The vessels shall be held for observation and necessary treatment.

2. The sick, if any, shall be removed and placed under appropriate treatment in isolation.

3. All persons on board shall be vaccinated. As an option the passenger may elect to undergo isolation to complete fourteen days from the last possible exposure to the disease.

4. All living quarters of the vessels shall be rendered mechanically clean, and used clothing and bedding of the patient disinfected.

Artice 45.

Vessels infected with typhus shall be subjected to the following treatment.

1. The vessel shall be held for observation and necessary treatment.

2. The sick, if any, shall be removed and placed under appropriate treatment in isolation from lice.

3. All persons on board and their personal effects shall be deloused.

4. All persons on board who have been exposed to the infection shall be placed under observation to complete twelve days from the last possible exposure to the infection.

5. The vessel shall be deloused.

Article 46.

The time of detention of vessels for inspection or treatment shall be the least consistent with public safety and scientific knowledge. It is the

duty of port health officers to facilitate the speedy movement of vessels to the utmost compatible with the foregoing.

Article 47.

The power and authority of quarantine will not be utilized for financial gain, and no charges for quarantine services will exceed actual cost plus a reasonable surcharge for administrative expenses and fluctuations in the market prices of materials used.

Chapter VII.

Fumigation standards.

Article 48.

Sulphur dioxide, hydrocyanic acid and cyanogen chloride gas mixture shall be considered as standard fumigants when used in accordance with the table set forth in the appendix, as regards hours of exposure and of quantities of fumigants per 1,000 cubic feet.

Article 49.

Fumigation of ships to be most effective should be performed periodically and preferable at six months intervals, and should include the entire vessel and its lifeboats. The vessels should be free of cargo.

Article 50.

Before the liberation of hydrogen cyanide or cyanogen chloride, all personnel of the vessel will be removed, and care will be observed that all compartments are redered as nearly gas tight as possible.

Chapter VIII.

Medical officers of vessels.

Article 51.

In order to better protect the health of travelers by sea, to aid in the prevention of the international spread of disease and to facilitate the movement of international commerce and communication, the signatory Governments are authorized in their discretion to license physicians employed on vessels.

Article 52.

It is recommended that license not issue unless the applicant therefor is a graduate in medicine from a duly chartered and recognized school of medicine, is the holder of an unrepealed license to practice medicine, and has successfully passed an examination as to his moral and mental fitness to be the surgeon or medical officer of a vessel. Said examination shall be set by the directing head of the national health service, and shall require of the applicant a competent knowledge of medicine and surgery. Said directing head of the national health service may issue a license to an applicant who successfully passes the examination, and may revoke said

license upon conviction of malpractice, unprofessional conduct, offenses involving moral turpitude or infraction of any of the sanitary laws or regulations of any of the signatory Governments based upon the provisions of this code.

Article 53.

When duly licensed as aforesaid, said surgeons or medical officers of vessels may be utilized in aid of inspection as defined in this code.

## Chapter IX.

## The Pan American Sanitary Bureau.

### *Functions and Duties.*

Article 54.

The organization, functions and duties of the Pan American Sanitary Bureau shall include those heretofore determined for the International Sanitary Bureau by the various International Sanitary and other Conferences of American Republics, and such additional administrative functions and duties as may be hereafter determined by Pan American Sanitary Conferences.

Article 55.

The Pan American Sanitary Bureau shall be the central coordinating sanitary agency of the various member Republics of the Pan American Union, and the general collection and distribution center of sanitary information to and from said Republic. For this purpose it shall, from time to time, designate representatives to visit and confer with the sanitary authorities of the various signatory Governments on public health matters, and such representatives shall be given all available sanitary information in the countries visited by them in the course of their official visits and conferences.

Article 56.

In addition, the Pan American Sanitary Bureau shall perform the following specific functions:

To supply to the sanitary authorities of the signatory Governments through its publications, or in other appropriate manner, all available information relative to the actual status of the communicable diseases of man, new invasions of such diseases, the sanitary measures undertaken, and the progress effected in the control or eradication of such diseases; new methods for combating disease; morbidity and mortality statistics; public health organization and administration; progress in any of the branches of preventive medicine, and other pertinent information relative to sanitation and public health in any of its phases, including a bibliography of books and periodicals on public hygiene.

In order to more efficiently discharge its functions, it may undertake cooperative epidemiological and other studies; may employ at headquarters and elsewhere, experts for this purpose; may stimulate and facilitate scientific researches and the practical application of the results

therefrom; and may accept gifts, benefactions and bequest, which shall be accounted for in the manner now provided for the maintenance funds of the Bureau.

Article 57.

The Pan American Sanitary Bureau shall advise and consult with the sanitary authorities of the various signatory Governments relative to public health problems, and the manner of interpreting and applying the provisions of this Code.

Article 58.

Officials of the National Health Services may be designated as representatives, ex-officio, of the Pan American Sanitary Bureau, in addition to their regular duties, and when so designated they may be empowered to act as sanitary representatives of one or more of the signatory Governments when properly designated and accredited to so serve.

Article 59.

Upon request of the sanitary authorities of any of the signatory Governments, the Pan American Sanitary Bureau is authorized to take the necessary preparatory steps to bring about an exchange of professors, medical and health officers, experts or advisers in public health of any of the sanitary sciences, for the purpose of mutual aid and advancement in the protection of the public health of the signatory Governments.

Article 60.

For the purpose of discharging the functions and duties imposed upon the Pan American Sanitary Bureau, a fund of not less than $ 50,000 shall be collected by the Pan American Union, apportioned among the signatory Governments on the same basis as are the expenses of the Pan American Union.

Chapter X.

Aircraft.

Article 61.

The provisions of this Convention shall apply to aircraft, and the signatory Governments agree to designate landing places for aircraft which shall have the same status as quarantine anchorages.

Chapter XI.

Sanitary Convention of Washington.

Article 62.

The provisions of Articles 5, 6, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 30, 32, 33, 34, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 49, and 50, of the Pan American Sanitary Convention concluded in Washington on October 14, 1905,*) are hereby continued in full force and effect, except in so far as they may be in conflict with the provisions of this Convention.

---

*) V. N.R.G. 3. s. II, p. 277.

Chapter XII.

Be it understood that this Code does not in any way abrogate or impair the validity or force of any existing treaty convention or agreement between any of the signatory Governments and any other Government.

Chapter XIII.

Transitory disposition.

Article 63.

The Governments which may not have signed the present Convention are to be admitted to adherence thereto upon demand, notice of this adherence to be given through diplomatic channels to the Government of the Republic of Cuba.

Made and signed in the city of Havana, on the fourteenth day of the month of November, 1924, in two copies, in English and Spanish, respectively, which shall be deposited with the Department of Foreign Relations of the Republic of Cuba, in order that certified copies thereof, in both English and Spanish, may be made for transmission through diplomatic channels to each of the signatory Governments.

By the Republic of Argentine:

*Gregorio Araoz Alfaro.*
*Joaquin Llambias.*

By the United States of Brazil:

*Nascimento Gurgel.*
*Raul Almeida Magalhaes.*

By the Republic of Chile:

*Carlos Graf.*

By the Republic of Colombia:

*R. Gutierrez Lee.*

By the Republic of Costa Rica:

*Jose Varela Zequeira.*

By the Republic of Cuba:

*Mario G. Lebredo.*
*Jose A. Lopez del Valle.*
*Hugo Roberts.*
*Diego Tamayo.*
*Francisco M. Fernandez.*
*Domingo F. Ramos.*

By the Republic of El Salvador:

*Leopoldo Paz.*

By the United States of America:

*Hugh S. Cumming.*
*Richard Creel.*
*P. D. Cronin.*

By the Republic of Guatemala:

*Jose de Cubas y Serrate.*

By the Republic of Haiti:

*Charles Mathon.*

By the Republic of Honduras:

*Aristides Agramonte.*

By the Republic of Mexico:

*Alfonso Pruneda.*

By the Republic of Panama:

*Jaime de la Guardia.*

By the Republic of Paraguay:

*Andres Gubetich.*

By the Republic of Peru:

*Carlos E. Paz Soldan.*

By the Dominican Republic:

*R. Perez Cabral.*

By the Republic of Uruguay:

*Justo F. Gonzalez.*

By the United States of Venezuela:

*Enrique Tejera.*
*Antonio Smith.*

[suivent des Modèles.]

### Adicion al Codigo Sanitario Pan Americano.

Estando los Presidentes de la República Argentina, Bolivia, Estados Unidos del Brasil, Colombia, Costa Rica, Cuba, Ecuador, Estados Unidos de América, Guatemala, Haití, Honduras, Nicaragua, Panamá, Paraguay, Perú, República Dominicana, Uruguay y Estados Unidos de Venezuela, deseoses de adicionar la Convention Sanitaria firmada en la Habana el 14 de noviembre de 1924, han nombrado como sus plenipotenciarios, a saber:

| | |
|---|---|
| La República Argentina: | Al señor doctor Laurentio Olascoaga. |
| | Al señor doctor Nicolás Lozano. |
| | Al señor doctor Alfredo Sordelli. |
| La República de Bolivia: | Al señor doctor Adolfo Flores. |
| | Al señor doctor Adolfo Durán. |
| Los Estados Unidos del Brasil: | Al señor doctor João Pedro de Albuquerque. |
| | Al señor doctor Bento Oswaldo Cruz. |
| La República de Colombia: | Al señor doctor Julio Aparicio. |
| La República de Costa Rica: | Al señor doctor Solón Núñez F. |
| | Al señor doctor Jaime G. Bennett. |
| La República de Cuba: | Al señor doctor Fernando Rensoli. |
| | Al señor doctor Mario G. Lebredo. |
| La República del Ecuador: | Al señor doctor Luis M. Cueva. |

| | |
|---|---|
| Los Estados Unidos de América: | Al señor doctor Hugh S. Cumming. |
| | Al señor doctor Bolivar J. Lloyd. |
| | Al señor doctor John D. Long. |
| La República de Guatemala: | Al señor Pablo Emilio Guedes. |
| La República de Haití: | Al señor Víctor Kieffer Marchand. |
| | Al señor doctor Guillermo Augulo P. A. |
| La República de Honduras: | Al señor doctor José Jorge Callejas. |
| La República de Nicaragua: | Al señor Julio C. Gastiaburú. |
| La República de Panamá: | Al señor doctor José Guillermo Lewis. |
| La República de Paraguay: | Al señor doctor Isidro Ramirez. |
| La República del Perú: | Al señor doctor Carlos Enrique Paz Soldán. |
| | Al señor doctor Sebastián Lorente. |
| | Al señor doctor Baltazar Caravedo. |
| | Al señor doctor Daniel E. Lavorería. |
| | Al señor doctor Julio C. Gastiaburú. |
| La República Dominicana: | Al señor doctor Ramón Baez Soler. |
| | Al señor doctor Alejandro Bussalleu. |
| La República de Uruguay: | Al señor doctor Justo F. Gonzalez. |
| Los Estados Unidos de Venezuela: | Al señor doctor Emilio Ochoa. |

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes y de encontrarlos expedidos en debida forma, han acordado adoptar, ad-referendum, el siguiente:

Protocolo adicional al Codigo Sanitario Pan Americano.

Las ratificaciones del Código Sanitario Pan Americano se depositarán en la Secretaría de Estado de la República de Cuba; y el Gobierno Cubano comunicará esas ratificaciones a los demás Estados signatorios, comunicación que producirá el efecto del canje de ratificaciones. La Convención empezará a regir en cada uno de los Estados signatarios en la fecha de la ratificación por dicho Estado, y quedará en vigencia sin limitación de tiempo, reservándose cada uno de los Estados signatarios o adheridos el derecho de retirarse de la Convención mediante aviso dado en debida forma al Gobierno de la República de Cuba con un año de anticipación.

Hecho y firmado en la ciudad de Lima, el día diecinueve de octubre de mil novecientos veintisiete, en dos ejemplares originales, uno de los cuales se enviará al Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú y el otro a la Oficina Sanitaria Pan Americana, a fin de que pueda distribuirse en copia, por la via diplomática, entre los Gobiernos signatorios y adheridos. —

| | |
|---|---|
| Por la República Argentina: | Laurentino Olascoaga. |
| | Nicolás Lozano. |
| | A. Sordelli. |
| Por la República de Bolivia: | A. Flores. |
| | Adolfo F. Durán. |

| | |
|---|---|
| Por los Estados Unidos del Brasil: | João Pedro de Albuquerque. |
| | Bento Oswaldo Cruz. |
| Por la República de Colombia: | Julio Aparicio. |
| Por la República de Costa Rica: | Solón Núñez. |
| | Jaime G. Bennett. |
| Por la República de Cuba: | D. F. Rensoli. |
| | Dr. Mario G. Lebredo. |
| Por la República del Ecuador: | Luis M. Cueva. |
| Por los Estados Unidos de América: | Hugh S. Cumming. |
| | Bolivar J. Lloyd. |
| | John D. Long. |
| Por la República de Guatemala: | Pablo Emilio Guedes. |
| Por la República de Haití: | V. Kiefer Marchand. |
| | Gmo. Angulo P. A. |
| Por la República de Honduras: | José J. Gallejas. |
| Por la República de Nicaragua: | J. C. Gastiaburú. |
| Por la República de Panamá: | José G. Lewis. |
| Por la República de Paraguay: | Isidro Ramírez. |
| Por la República del Perú: | Carlos Enrique Paz Soldán. |
| | Sebastián Lorente. |
| | Baltazar Caravedo. |
| | D. E. Lavorería. |
| | J. C. Gastiburú. |
| Por la República Dominicana: | R. Baez Soler. |
| | A. Bussalleu. |
| Por la República del Uruguay: | Justo F. Gonzalez. |
| Par los Estados Unidos de Venezuela: | E. Ochoa. |

---

51.

# ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Conventions adoptées par la Sixième Conférence Panaméricaine; signées à La Havane, les 18 et 20 février 1928.*)**)

*Treaty Series No. 840, 843, 845. — Société des Nations. Recueil des Traités CXXXII, CXXXIV, CXXXVI.*

I.

### Convention concernant la condition des étrangers sur les territoires des Parties Contractantes.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year 1928;

Have decided to conclude a Convention for the purpose of determining the status of aliens within their respective territories and to that end have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after depositing their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

States have the right to establish by means of laws the conditions under which foreigners may enter and reside in their territory.

Article 2.

Foreigners are subject as are nationals to local jurisdiction and laws, due consideration being given to the limitations expressed in conventions and treaties.

Article 3.

Foreigners may not be obliged to perform military service; but those foreigners who are domiciled, unless they prefer to leave the country, may be compelled, under the same conditions as nationals, to perform police, fire-protection, or militia duty for the protection of the place of their domicile against natural catastrophes or dangers not resulting from war.

*) Pour les ratifications v. la Notice à la fin de ce No.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Article 4.

Foreigners are obliged to make ordinary or extraordinary contributions, as well as forced loans always provided that such measures apply to the population generally.

Article 5.

States should extend to foreigners, domiciled or in transit through their territory all individual guaranties extended to their own nationals, and the enjoyment of essential civil rights without detriment, as regards foreigners, to legal provisions governing the scope of and usages for the exercise of said rights and guaranties.

Article 6.

For reasons of public order or safety, States may expel foreigners domiciled, resident, or merely in transit through their territory.

States are required to receive their nationals expelled from foreign soil who seek to enter their territory.

Article 7.

Foreigners must not mix in political activities, which are the exclusive province of citizens of the country in which they happen to be; in cases of such interference, they shall be liable to the penalties established by local law.

Article 8.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 9.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof, the aforenamed Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Hauana, the 20th day of February, 1928.

[suivent les signatures.]

United States of America:

The Delegation of the United States of America signs the present Convention making express reservation to Article 3 of the same, which refers to military service of foreigners in case of war.

II.

Convention fixant les règles à observer pour la concession du droit d'asile.

The Governments of the States of America, being desirous of fixing the rules they must observe for the granting of asylum in their mutual relations have agreed to establish them in a Convention and to that end have appointed as Plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after exchanging their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following:

Article 1.

It is not permissible for States to grant asylum in legations, warships, military camps or military aircraft, to persons accused or condemned for common crimes, or to deserters from the army or navy.

Persons accused of or condemned for common crimes taking refuge in any of the places mentioned in the preceding paragraph, shall be surrendered upon request of the local government.

Should said persons take refuge in foreign territory, surrender shall be brought about through extradition, but only in such cases and in the form established by the respective treaties and conventions or by the constitution and laws of the country of refuge.

Article 2.

Asylum granted to political offenders in legations, warships, military camps or military aircraft, shall be respected to the extent in which allowed, as a right or through humanitarian toleration, by the usages, the conventions or the laws of the country in which granted and in accordance with the following provisions:

First: Asylum may not be granted except in urgent cases and for the period of time strictly indispensable for the person who has sought asylum to ensure in some other way his safety.

Second: Immediately upon granting asylum, the diplomatic agent, commander of a warship, or military camp or aircraft, shall report the fact to the Minister for Foreign Relations of the State of the person who has secured asylum, or to the local administrative authority, if the act occurred outside the capital.

Third: The Government of the State may require that the refugee be sent out of the national territory within the shortest time possible; and the diplomatic agent of the country who has granted asylum may in turn require the guaranties necessary for the departure of the refugee with due regard to the inviolability of his person, from the country.

Fourth: Refugees shall not be landed in any point of the national territory nor in any place too near thereto.

Fifth: While enjoying asylum, refugees shall not be allowed to perform acts contrary to the public peace.

Sixth: States are under no obligation to defray expenses incurred by one granting asylum.

Article 3.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 4.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof, the aforenamed Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

[suivent les signatures; v. ci-dessus No. I.]

The United States of America, in signing the present Convention, establishes an explicit reservation, placing on record that the United States does not recognise or subscribe to as part of international law, the so called doctrine of asylum.

III.

Convention concernant les devoirs, droits, prérogatives et immunités des agents consulaires.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year nineteen hundred and twenty-eight, desirous of defining the duties, rights, prerogatives and immunities of consular agents, in accordance with the usages and agreements on the matter;

Have decided to conclude a Convention to that end and have appointed the following plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed to the following provisions:

*Section I. — Appointments and functions.*

Article 1.

States may appoint in the territory of others, with the express or tacit consent of the latter, consuls who shall there represent and defend

their commercial and industrial interests and render to their nationals such assistance and protection as they may need.

Article 2.

The form and requirements for appointment, the classes and the rank of the consuls, shall be regulated by the domestic laws of the respective state.

Article 3.

Unless consented to by the state where he is to serve, one of its nationals may not act as consul. The granting of an exequatur implies such consent.

Article 4.

The consul having been appointed, the state shall forward through diplomatic channels to the other state the respective commission which shall contain the name, category and authority of the appointee.

As to a vice consul or commercial agent appointed by the respective consul, where there is authorization by law, the commission shall be issued and communicated to the latter.

Article 5.

States may refuse to accept consuls appointed in their territory or subject the exercise of consular functions to certain special obligations.

Article 6.

The consul can be recognized as such only after having presented his commission and obtained the exequatur of the state in whose territory he is to serve. Provisional recognition can be granted upon the request of the legation of the consul pending the delivery in due form of the exequatur.

Officials appointed under the terms of Article 4 are likewise subject to this formality and in such case it rests with the respective consul to request the exequatur.

Article 7.

The exequatur having been obtained, it shall be presented to the authorities of the consular district, who shall protect the consul in the exercise of his functions and guarantee to him the immunities to which he is entitled.

Article 8.

The territorial government may at any time withdraw the consul's exequatur, but, except in urgent cases, it shall not have recourse to this measure without previously attempting to obtain from the consul's government his recall.

Article 9.

In case of the death, disability or absence of consular agents any of the assistant employees whose official position has been previously made known to the ministry of foreign affairs or the department of state, may

temporarily assume the consular functions; while thus engaged he shall enjoy all the rights and prerogatives corresponding to the permanent official.

Article 10.

Consuls shall exercise the functions that the law of their state confers upon them, without prejudice to the legislation of the country where they are serving.

Article 11.

In the exercise of their functions, consuls shall deal directly with the authorities of their district. Should their representations not be heeded, they may then pursue them before the government of the state through the intermediary of their diplomatic representative, but should not communicate directly with the government except in the absence or non-existence of a diplomatic representative.

Article 12.

In case of the absence of a diplomatic representative of the consul's state, the consul may undertake such diplomatic actions as the government of the state in which he functions may permit in such cases.

Article 13.

A person duly accredited for the purpose may combine diplomatic representation and the consular function provided the state before which he is accredited consents to it.

*Section II. — Prerogatives of consuls.*

Article 14.

In the absence of a special agreement between two nations, the consular agents who are nationals of the state appointing them, shall neither be arrested nor prosecuted except in the cases when they are accused of committing an act classed as a crime by local legislation.

Article 15.

In criminal cases, the prosecution or the defense may request attendance of consular agents at the trial, as witnesses. This request must be made with all possible consideration to consular dignity and to the duties of the consular office and shall be complied with by the consular official.

Consular agents shall be subject to the jurisdiction of the courts in civil cases, although with the limitation that when the consul is a national of his state and is not engaged in any private business with purposes of gain, his testimony shall be taken either verbally or in writing, at his residence or office, with all the consideration to which he is entitled.

The consul may, nevertheless, of his own free will appear as a witness when such appearance does not seriously hinder the discharge of his official duties,

Article 16.

Consuls are not subject to local jurisdiction for acts done in their official character and within the scope of their authority. In case a private individual deems himself injured by the consul's action, he must submit his complaint to the government, which, if it considers the claim to be relevant, shall make it valid through diplomatic channels.

Article 17.

In respect to unofficial acts, consuls are subject, in civil as well as in criminal matters, to the jurisdiction of the state where they exercice their functions.

Article 18.

The official residence of the consuls and places used for the consulate's offices and archives are inviolable and in no case may the local authorities enter them without the permission of the consular agents; neither shall they examine nor seize, under any pretext whatsoever, documents or other objects found in a consular office. No consular officer shall be required to present his official files before the courts or to make declaration with respect to their contents.

When consular agents are engaged in business within the territory of the state where they are exercising their duties, the files and documents of the consulate shall be kept in a place entirely separate from the one where private or business papers are kept.

Article 19.

Consuls are obliged to deliver, upon the simple request of the local authorities, persons accused or condemned for crimes who may have sought refuge in the consulate.

Article 20.

Consular agents, as well as the employees of the consulate who are nationals of the state appointing them, not engaged in business with purposes of gain, in the state where they perform their functions, shall be exempt from all national, state, provincial, or municipal taxes levied upon their person or property, except such taxes as may apply to the possession or ownership of real estate located in the state where discharging their duties or to the proceeds of the same. Consular agents and employees who are nationals of the state they represent, are exempt from tax on the salaries, honorariums, or wages which they receive in return for their consular services.

Article 21.

The employee who substitutes for the consular agent in his absence, or for another cause, shall enjoy during his temporary term of office the same immunities and prerogatives as the latter.

Article 22.

Consuls engaged in business or exercising other functions apart from those pertaining to their consular duties are subject to local jurisdiction in all their activities not pertaining to the consular service.

*Section III. — Suspension and termination of consular functions.*

Article 23.

Consular agents suspend their functions because of illness or leave of absence, and terminate their office:

a) By death;
b) By retirement, resignation, or dismissal; and
c) By the cancellation of the exequatur.

Article 24.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 25.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory states. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory states.

In witness whereof, the aforenamed plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French, and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

*Reservation of the Delegation of Venezuela.*

On behalf of the Government that I represent, I make a reservation with respect to the coincidence of diplomatic and consular functions in the same person, because it is totally opposed to our tradition, maintained since it was established until the present time, in a way that admits of no change.

[suivent les signatures.]

IV.

Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, the year 1928, being aware that one of the most important matters in the field of internatinal relations is that pertaining to the

rights and duties of diplomatic officers, which should be regulated in accordance with the conditions of economic political and international life of nations;

Realizing the desirability that such regulation be effected pursuant to the new trends on the matter;

Recognizing that diplomatic officers do not in any case represent the person of the chief of State but only their Government and that they must be accredited to a recognized Government, and acknowledging the fact that diplomatic officers represent their respective States and should not claim immunities which are not essential to the discarge of their official duties, and acknowledging also that it would seem desirable that either the officer himself or the State represented by him renounce diplomatic immunity whenever touching upon a civil action entirely alien to the fulfilment of his mission;

There being no possibility, nevertheless, at the present moment, of agreeing to general stipulations which although forming a well-defined trend in international relations sometimes conflict with the established practices of various States in a contrary sense;

Therefore and until a more complete regulation of the rights and duties of diplomatic officers can be formulated;

Have decided to conclude a Convention incorporating the principles generally accepted by all nations, and have designated the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1.

General Provision.

States have the right of being represented before each other through diplomatic officers.

Section I.

Chiefs of Mission.

Article 2.

Diplomatic officers are classed as ordinary and extraordinary.

Those who permanently represent the Government of one State before that of another are ordinary.

Those entrusted with a special mission or those who are accredited to represent the Government in international conferences and congresses or other international bodies are extraordinary.

Article 3.

Except as concerns precedence and etiquette, diplomatic officers, whatever their category, have the same rights, prerogatives and immunities.

Etiquette depends upon diplomatic usages in general as well as upon the laws and regulations of the country to which the officers are accredited.

Article 4.

In addition to the functions indicated in their credentials, ordinary officers possess the attributes which the laws and decrees of the respective countries may confer upon them. They should exercise their attributes without coming into conflict with the laws of the country to which they are accredited.

Article 5.

Every State may entrust its representation before one or more Governments to a single diplomatic officer.

Several States may entrust their representation before another to a single diplomatic officer.

Article 6.

Diplomatic officers, duly authorized by their Governments, may, with the consent of the local Government, and upon the request of a State not represented by an ordinary officer before the latter Government, undertake the temporary or accidental protection of the interests of the said State.

Article 7.

States are free in the selection of their diplomatic officers; but they may not invest with such functions the nationals of a State in which the mission must function without its consent.

Article 8.

No State may accredit its diplomatic officers to other States without previous agreement with the latter.

States may decline to receive an officer from another or, having already accepted him, may request his recall, without being obliged to state the reasons for such a decision.

Article 9.

Extraordinary diplomatic officers enjoy the same prerogatives and immunities as ordinary ones.

Section II.

Personnel of Missions.

Article 10.

Each mission shall have the personnel determined by its Government.

Article 11.

When diplomatic officers are absent from the place where they exercise their functions or find it impossible to discharge them, they shall be substitued for temporarily by persons designated for that purpose by their Government.

Section III.

Duties of Diplomatic Officers.

Article 12.

Foreign diplomatic officers may not participate in the domestic or foreign politics of the State in which they exercise their functions.

Article 13.

Diplomatic officers shall, in their official communications, address themselves to the Minister of Foreign Relations or Secretary of State of the country to which they are accredited. Communications to other authorities shall also be made through the said Minister or Secretary.

Section IV.

Immunities and prerogatives of diplomatic officers.

Article 14.

Diplomatic officers shall be inviolate as to their persons, their residence, private or official, and their property. This inviolability covers:

(a) All classes of diplomatic officers;

(b) The entire official personnel of the diplomatic mission;

(c) The members of the respective families living under the same roof;

(d) The papers, archives and correspondence of the mission.

Article 15.

States should extend to diplomatic officers every facility for the exercise of their functions and especially to the end that they may freely communicate with their Governments.

Article 16.

No judicial or administrative functionary or official of the State to which the diplomatic officer is accredited may enter the domicile of the latter, or of the mission, without his consent.

Article 17.

Diplomatic officers are obliged to deliver to the competent local authority that requests it any person accused or condemned for ordinary crimes who may have taken refuge in the mission.

Article 18.

Diplomatic officers shall be exempt in the State to which they are accredited:

(1) From all personal taxes, either national or local;

(2) From all land taxes on the building of the mission, when it belongs to the respective Government;

(3) From Customs duties on articles intended for the official use of the mission or for the personal use of the diplomatic officer or of his family.

Article 19.

Diplomatic officers are exempt from all civil or criminal jurisdiction of the State to which they are accredited; they may not, except in the case when duly authorized by their Government, waive immunity, be prosecuted or tried unless it be by the courts of their own country.

Article 20.

The immunity from jurisdiction survives the tenure of office of diplomatic officers in so far as regards actions pertaining thereto; it may not, however, be invoked in respect to other actions, except while discharging their diplomatic functions.

Article 21.

Persons enjoying immunity from jurisdiction may refuse to appear as witnesses before the territorial courts.

Article 22.

Diplomatic officers enter upon the enjoyment of their immunity from the moment they pass the frontier of the State where they are going to serve and make known their position.

The immunities shall continue during the period that the mission may be suspended, and, even after it shall be terminated, for the time necessary for the officer to be able to withdraw with the mission.

Article 23.

Persons belonging to the mission shall also enjoy the same immunities and prerogatives in the States which they cross to arrive at their post or to return to their own country, or in a State where they may casually be during the exercise of their functions and to whose Government they have made known their position.

Article 24.

In case of death of the diplomatic officer, his family shall continue to enjoy the immunities for a reasonable term, until they may leave the State.

Section V.

Termination of the diplomatic mission.

Article 25.

The mission of the diplomatic officer ends:

(1) By the official notification of the officer's Government to the other Government that the officer has terminated his functions;

(2) By the expiration of the period fixed for the completion of the mission;
(3) By the solution of the matter, if the mission had been created for a particular question;
(4) By the delivery of passports to the officer by the Government to which he is accredited;
(5) By the request for his passports made by the diplomatic officer to the Government to which he is accredited.

In the above-mentioned cases, a reasonable period shall be given the diplomatic officer, the official personnel of the mission, and their respective families, to quit the territory of the State; and it shall be the duty of the Government to which the officer was accredited to see that during this time none of them is molested nor injured in his person or property.

Neither the death or resignation of the head of the State nor the change of Government or political regime of either of the two countries shall terminate the mission of the diplomatic officers.

Article 26.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the Contracting Parties through international agreements.

Article 27.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, the Union to notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of the non-signatory States.

In witness whereof, the aforenamed Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20 th day of February, 1928.

[suivent les signatures.]

V.

Convention concernant la neutralité en cas de guerre maritime.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year 1928;

Desiring that, in case war breaks out between two or more states the other states may, in the service of peace, offer their good offices or me-

diation to bring the conflict to an end, without such an action being considered as an unfriendly act;

Convinced that, in case this aim cannot be attained, neutral states have equal interest in having their rights respected by the belligerents;

Considering that neutrality is the juridical situation of states which do not take part in the hostilities, and that it creates rights and imposes obligations of impartiality, which should be regulated;

Recognizing that international solidarity requires that the liberty of commerce should be always respected, avoiding as far as possible unnecessary burdens for the neutrals;

It being convenient, that as long as this object is not reached, to reduce those burdens as much as possible; and

In the hope that it will be possible to regulate the matter so that all interests concerned may have every desired guaranty;

Have resolved to formulate a Convention to that effect and have appointed the following plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after having presented their credentials, which were found in good and correct form, have agreed upon the following provisions:

*Section I. — Freedom of commerce in time of war.*

Article 1.

The following rules shall govern commerce in time of war:

1. Warships of the belligerents have the right to stop and visit on the high seas and in territorial waters that are not neutral any merchant ship with the object of ascertaining its character and nationality and of verifying whether it conveys cargo prohibited by international law or has committed any violation of blockade. If the merchant ship does not heed the signal to stop, it may be pursued by the warship and stopped by force; outside of such a case the ship cannot be attacked, after being hailed, it fails to observe the instructions given it.

The ship shall not be rendered incapable of navigation before the crew and passengers have been placed in safety.

2. Belligerent submarines are subject to the foregoing rules. If the submarine cannot capture the ship while observing these rules, it shall not have the right to continue to attack or to destroy the ship.

Article 2.

Both the detention of the vessel and its crew for violation of neutrality shall be made in accordance with the procedure which best suits the state effecting it and at the expense of the transgressing ship. Said state, except in the case of grave fault on its part, is not responsible for damages which the vessel may suffer.

*Section II. — Duties and rights of belligerents.*

Article 3.

Belligerent states are obligated to refrain from performing acts of war in neutral waters or other acts which may constitute on the part of the state that tolerates them, a violation of neutrality.

Article 4.

Under the terms of the preceding article, a belligerent state is forbidden:

a) To make use of neutral waters as a base of naval operations against the enemy, or to renew or augment military supplies or the armament of its ships, or to complete the equipment of the latter;

b) To install in neutral waters radio-telegraph stations or any other apparatus which may serve as a means of communication with its military forces, or to make use of installations of this kind it may have established before the war and which may not have been opened to the public.

Article 5.

Belligerent warships are forbidden to remain in the ports or waters of a neutral state more than twenty-four hours. This provision will be communicated to the ship as soon as it arrives in port or in the territorial waters, and if already there at the time of the declaration of war, as soon as the neutral state becomes aware of this declaration.

Vessels used exclusively for scientific, religious, or philanthropic purposes are exempted from the foregoing provisions.

A ship may extend its stay in port more than twenty-four hours in case of damage or bad conditions at sea, but must depart as soon as the cause of the delay has ceased.

When, according to the domestic law of the neutral state, the ship may not receive fuel until twenty-four hours after its arrival in port, the period of its stay may be extended an equal length of time.

Article 6.

The ship which does not conform to the foregoing rules may be interned by order of the neutral government.

A ship shall be considered as interned from the moment it receives notice to that effect from the local neutral authority, even though a petition for reconsideration of the order has been interposed by the transgressing vessel, which shall remain under custody from the moment it receives the order.

Article 7.

In the absence of a special provision of the local legislation, the maximum number of ships of war of a belligerent which may be in a neutral port at the same time shall be three.

Article 8.

A ship of war may not depart from a neutral port within less than twenty-four hours after the departure of an enemy warship. The one entering first shall depart first, unless it is in such condition as to warrant extending its stay. In any case the ship which arrived later has the right to notify the other through the competent local authority that within twenty-four hours it will leave the port, the one first entering, however, having the right to depart within that time. If it leaves, the notifying ship must observe the interval which is above stipulated.

Article 9.

Damaged belligerent ships shall not be permitted to make repairs in neutral ports beyond those that are essential to the continuance of the voyage and which in no degree constitute an increase in its military strength.

Damages which are found to have been produced by the enemy's fire shall in no case be repired.

The neutral state shall ascertain the nature of the repairs to be made and will see that they are made as rapidly as possible.

Article 10.

Belligerent warships may supply themselves with fuel and stores in neutral ports, under the conditions especially established by the local authority and in case there are no special provisions to that effect, they may supply themselves in the manner prescribed for provisioning in time of peace.

Article 11.

Warships which obtain fuel in a neutral port cannot renew their supply in the same state until a period of three months has elapsed.

Article 12.

Where the sejourn, supplying, and provisioning of belligerent ships in the ports and jurisdictional waters of neutrals are concerned, the provisions relative to ships of war shall apply equally:

1. To ordinary auxiliary ships;
2. To merchant ships transformed into warships, in accordance with Convention VII of The Hague of 1907.

The neutral vessel shall be seized and in general subjected to the same treatment as enemy merchantmen:

a) When taking a direct part in the hostilities;
b) When at the orders or under the direction of an agent placed on board by an enemy government;
c) When entirely freight-loaded by an enemy government;
d) When actually and exclusively destined for transporting enemy troops or for the transmission of information on behalf of the enemy.

In the cases dealt with in this article, merchandise belonging to the owner of the vessel or ship shall also be liable to seizure.

3. To armed merchantment.*)

Article 13.

Auxiliary ships of belligerents, converted anew into merchantmen, shall be admitted as such in neutral ports subject to the following conditions:

1. That the transformed vessel has not violated the neutrality of the country where it arrives;

2. That the transformation has been made in the ports or jurisdictional waters of the country to which the vessel belongs, or in the ports of its allies;

3. That the transformation be genuine, namely, that the vessel show neither in its crew nor in its equipment that it can serve the armed fleet of its country as an auxiliary, as it did before;

4. That the government of the country to which the ship belongs communicate to the states the names of auxiliary craft which have lost such character in order to recover that of merchantmen; and

5. That the same government obligate itself that said ships shall not again be used as auxiliaries to the war fleet.

Article 14.

The airships of belligerents shall not fly above the territory or the territorial waters of neutrals if it is not in conformity with the regulations of the latter.

*Section III. — Rights and duties of neutrals.*

Article 15.

Of the acts of assistance coming from the neutral states, and the acts of commerce on the part of individuals, only the first are contrary to neutrality.

Article 16.

The neutral state is forbidden:

a) To deliver to the belligerent, directly or indirectly, or for any reason whatever, ships of war, munitions or any other war material;

b) To grant it loans, or to open credits for it during the duration of war.

Credits that a neutral state may give to facilitate the sale or exportation of its food products and raw materials are not included in this prohibition.

---

*) Pour l'alinéa 3 réserves faites par les Etats-Unis d'Amérique et la Cuba.

Article 17.

Prizes cannot be taken to a neutral port except in case of unseaworthiness, stress of weather, or want of fuel or provisions. When the cause has disappeared, the prizes must leave immediately; if none of the indicated conditions exist, the state shall suggest to them that they depart, and if not obeyed shall have recourse to the means at its disposal to disarm them with their officers and crew, or to intern the prize crew placed on board by the captor.

Article 18.

Outside of the cases provided for in Article 17, the neutral state must release the prizes which may have been brought into its territorial waters.

Article 19.

When a ship transporting merchandise is to be interned in a neutral state, cargo intended for said country shall be unloaded and that destined for others shall be transhipped.

Article 20.

The merchantman supplied with fuel or other stores in a neutral state which repeatedly delivers the whole or part of its supplies to a belligerent vessel, shall not again receive stores and fuel in the same state.

Article 21.

Should it be found that a merchantman flying a belligerent flag, by its preparations or other circumstances, can supply to warships of a state the stores which they need, the local authority may refuse it supplies or demand of the agent of the company a guaranty that the said ship will not aid or assist any belligerent vessel.

Article 22.

Neutral states are not obligated to prevent the export or transit at the expense of any one of the belligerents of arms, munitions and in general of anything which may be useful to their military forces.

Transit shall be permitted when, in the event of a war between two American nations, one of the belligerents is a mediterranean country, having no other means of supplying itself, provided the vital interests of the country through which transit is requested do not suffer by the granting thereof. *)

Article 23.

Neutral states shall not oppose the voluntary departure of nationals of belligerent states even though they leave simultaneously in great numbers; but they may oppose the voluntary departure of their own nationals going to enlist in the armed forces.

---

*) Réserve de l'alinéa 2 par le Chili.

Article 24.

The use by the belligerents of the means of communication of neutral states or which cross or touch their territory is subject to the measures dictated by the local authority.

Article 25.

If as the result of naval operations beyond the territorial waters of neutral states there should be dead or wounded on board belligerent vessels, said states may send hospital ships under the vigilance of the neutral government to the scene of the disaster. These ships shall enjoy complete immunity during the discharge of their mission.

Article 26.

Neutral states are bound to exert all the vigilance within their power in order to prevent in their ports or territorial waters any violation of the foregoing provisions.

*Section IV. — Fulfilment and observance of the laws of neutrality.*

Article 27.

A belligerent shall indemnify the damage caused by its violation of the foregoing provisions. It shall likewise be responsible for the acts of persons who may belong to its armed forces.

Article 28.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 29.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory states. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notifications shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of nonsignatory states.

In witness whereof, the aforenamed plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French, and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

[suivent les signatures.]

VI.

Convention concernant les droits et devoirs des Etats en cas de luttes civiles.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Re-

public of Cuba, in the year 1928, desirous of reaching an agreement as to the duties and rights of States in the event of civil strife, have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after exchanging their respective full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following:

Article 1.

The contracting States bind themselves to observe the following rules with regard to civil strife in another one of them:

First: To use all means at their disposal to prevent the inhabitants of their territory, nationals or aliens, from participating in, gathering elements, crossing the boundary or sailing from their territory for the purpose of starting or promoting civil strife.

Second: To disarm and intern every rebel force crossing their boundaries, the expenses of internment to be borne by the State where public order may have been disturbed. The arms found in the hands of the rebels may be seized and withdrawn by the Government of the country granting asylum, to be returned, once the struggle has ended, to the State in civil strife.

Third: To forbid the traffic in arms and war material, except when intended for the Government, while the belligerency of the rebels has not been recognised, in which latter case the rules of neutrality shall be applied.

Fourth: To prevent that within their jurisdiction there be equipped, armed or adapted for warlike purposes any vessel intended to operate in favour of the rebellion.

Article 2.

The declaration of piracy against vessels which have risen in arms, emanating from a Government, is not binding upon the other States.

The State that may be injured by depredations originating from insurgent vessels is entitled to adopt the following punitive measures against them: Should the authors of the damages be warships, it may capture and return them to the Government of the State, to which they belong, for their trial; should the damage originate with merchantmen, the injured State may capture and subject them to the appropriate penal laws.

The insurgent vessel, whether a warship or a merchantman, which flies the flag of a foreign country to shield its actions, may also be captured and tried by the State of said flag.

Article 3.

The insurgent vessel, whether a warship or a merchantman, equipped by the rebels, which arrived at a foreign country or seeks refuge therein, shall be delivered by the Government of the latter to the constituted Go-

vernment of the State in civil strife, and the members of the crew shall be considered as political refugees. *)

Article 4.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 5.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof the aforenamed Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

[suivent les signatures.]

VII.

Convention concernant la conclusion et la cessation des traités internationaux.

The Governments of the American States being desirous of clearly fixing the rules which must govern the treaties they may sign among themselves, have decided to establish them in a Convention, and to that end have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, having exchanged their respective full powers and found them to be in good and due form, have agreed on the following:

Article 1.

Treaties will be concluded by the competent authorities of the States or by their representatives, according to their respective internal law.

Article 2.

The written form is an essential condition of treaties.

The confirmation, prorogation, renewal or continuance, shall also be made in writing unless other stipulations have been made.

---

*) En ratifiant la Convention, les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré: „Subject to the understanding that the provisions of Article 3 of the Convention shall not apply where a state of belligerency has been recognized.

Article 3.

The authentic interpretation of treaties, when considered necessary by the contracting parties, shall likewise be in writing.

Article 4.

Treaties shall be published immediately after exchange of ratifications. The failure to discharge this international duty shall affect neither the force of treaties nor the fulfilment of obligations stipulated therein.

Article 5.

Treaties are obligatory only after ratification by the contracting States, even though this condition is not stipulated in the full powers of the negotiators or does not appear in the treaty itself.

Article 6.

Ratification must be unconditional and must embrace the entire treaty. It must be made in writing pursuant to the legislation of the State.

In case the ratifying State makes reservations to the treaty it shall become effective when the other contracting party informed of the reservations expressly accepts them, or having failed to reject them formally, should perform action implying its acceptance.

In international treaties celebrated between different States, a reservation made by one of them in the act of ratification affects only the application of the clause in question in the relation of the other contracting States with the State making the reservation.

Article 7.

Refusal to ratify or the formulation of a reservation are acts inherent in national sovereignty and as such constitute the exercise of a right which violates no international stipulation or good form. In case of refusal it shall be communicated to the other contracting parties.

Article 8.

Treaties shall become effective from the date of exchange or deposit of ratification, unless some other date has been agreed upon through an express provision.

Article 9.

The acceptance or the non-acceptance of provisions in a treaty, for the benefit of a third State which was not a contracting party, depends exclusively upon the latter's decision.

Article 10.

No state can relieve itself of the obligations of a treaty or modify its stipulations except by the agreement, secured through peaceful means, of the other contracting parties.

Article 11.

Treaties shall continue in effect even though the internal constitution of the contracting States has been modified. If the organization of the State should be changed in such a manner as to render impossible the execution of treaties, because of division of territory or other like reasons, treaties shall be adapted to the new conditions.

Article 12.

Whenever a treaty becomes impossible of execution through the fault of the party entering into the obligation, or through circumstances which at the moment of concluding it were under control of this party and unknown to the other party, the former shall be responsible for damages resulting from its non-execution.

Article 13.

The execution of a treaty may, through express stipulation or by virtue of special agreement, be placed wholly or partly under the guaranty of one or more States.

The guarantor State can intervene in the execution of the treaty only by virtue of a request by one of the interested parties and then only under the conditions which were stipulated for intervention. When intervention takes place, only such measures may be employed by the guarantor State as are sanctioned by international law, and without requirements of greater scope than those of the State which has been guaranteed.

Article 14.

Treaties cease to be effective:

A) When the stipulated obligation has been fulfilled.

B) When the length of time for which it was made has expired.

C) When the resolutory condition has been fulfilled.

D) By agreement between the parties.

E) By renunciation of the party exclusively entitled to a benefit thereunder.

F) By total or partial denunciation, if agreed upon.

G) When it becomes incapable of execution.

Article 15.

The caducity of a treaty may also be declared when it is permanent and of non-continuous application, on condition that the causes which originated it have disappeared and when it may logically be deduced that they will not reappear in the future.

The contracting party invoking this caducity may, upon not obtaining the consent of the other party or parties, appeal to arbitration, the contracted obligation to remain in force if a favorable award is not obtained and while the decision is being made.

Article 16.

Obligations contracted in treaties shall be sanctioned in cases of non-compliance and when all diplomatic negotiations have been exhausted without success, by decision of a court of justice or an arbitral tribunal, within the limits and according to the procedure in use at the time in which the infraction is alleged.

Article 17.

Treaties whose denunciation may have been agreed upon and those establishing rules of international law, can be denounced only in the manner provided thereby.

In the absence of such a stipulation, a treaty may be denounced by any contracting State, which State shall notify the others of this decision, provided it has complied with all obligations convenanted therein.

In this event the treaty shall become ineffective, as far as the denouncing State is concerned, one year after the last notification, and will continue in force for any other signatory States, if any.

Article 18.

Two or more States may agree that their relations are to be governed by rules other than those established in general conventions celebrated by them with other States.

This precept applies not only to future treaties but also to those in effect at the time of concluding this Convention.

Article 19.

A State not participating in the making of a treaty may adhere to the same if none other of the contracting parties be opposed, its adherence to be communicated to all. The adherence shall be deemed final unless made with express reservation of ratification.

Article 20.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by contracting parties through international agreements.

Article 21.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof the aforenamed Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

Reservation of the Delegation of Mexico.

The Delegation of Mexico regardless of the contrary vote it wishes to formulate with respect to several articles in the Conventions on Public International Law already adopted, will sign them making as sole reservation one relative to Article 13, which it does not accept, of the Convention on Treaties.

Reservation of the Delegation of Salvador.

The Delegation of Salvador not only casts its negative vote to Article 13, but it also votes against the Convention and does not sign it.

Reservations of the Delegation of Bolivia.

In the opinion of the Delegation of Bolivia the condition of becoming incapable of execution to which section G) of Article 14 refers, also arises, among others, in the following cases:

I. — When the facts and circumstances which gave origin or served as a basis to the treaty have been fundamentally modified;

II. — When its execution becomes contrary to the nature of things;

III. — When it becomes incompatible with the existence, independence or dignity of a State;

IV. — When it becomes ruinous to its wealth or its commerce.

The reservation which Bolivia makes to Article 15 is to the effect that not only treaties of non-continuous application, as provided in said article, are subject to a declaration of caducity, but that the same should apply to all kinds of treaties, whatever their nature or denomination, even to those so-called definitive treaties which like every human covenant are liable to error, since there is nothing immutable and eternal.

[suivent les signatures.]

VIII.

Convention concernant la circulation des aéronefs.

The Governments of the American Republics, desirous of establishing the rules they should observe among themselves for aerial traffic, have decided to lay them down in a Convention, and to that effect have appointed as their plenipotentiaries:

[suivent les noms.]

Who, after having exchanged their respective full powers, which have been found to be in good and due form, have agreed upon the following:

Article I.

The high contracting parties recognize that every state has complete and exclusive sovereignty over the air space above its territory and territorial waters.

Article II.

The present convention applies exclusively to private aircraft.

Article III.

The following shall be deemed to be state aircraft:

a) Military and naval aircraft;

b) Aircraft exclusively employed in state service, such as posts, customs, and police.

Every other aircraft shall be deemed to be a private aircraft.

All state aircraft other than military, naval, customs and police aircraft shall be treated as private aircraft and as such shall be subject to all the provisions of the present Convention.

Article IV.

Each contracting state undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory to the private aircraft of the other contracting states, provided that the conditions laid down in the present Convention are observed. The regulations established by a contracting state with regard to admission over its territory of aircraft of other contracting states shall be applied wihout distinction of nationality.

Article V.

Each contracting state has the right to prohibit, for reasons which it deems convenient in the public interest, the flight over fixed zones of its territory by the aircraft of the other contracting states and privately owned national aircraft employed in the service of international commercial aviation, with the reservation that no distinction shall be made in this respect between its own private aircraft engaged in international commerce and those of the other contracting states likewise engaged. Each contracting state may furthermore prescribe the route to be followed over its territory by the aircraft of the other states, except in cases of force majeure which shall be governed in accordance with the stipulations of Article 18 of this Convention. Each state shall publish in advance and notify the other contracting states of the fixation of the authorized routes and the situation and extension of the prohibited zones.

Article VI.

Every aircraft over a prohibited area shall be obliged, as soon as this fact is realized or upon being so notified by the signals agreed upon, to land as soon as possible outside of said area in the airdrome nearest the prohibited area over which it was improperly flying and which is considered as an international airport by the subjacent state.

Article VII.

Aircraft shall have the nationality of the state in which they are registered and can not be vilidly registered in more than one state.

The registration entry and the certificate of registration shall contain a description of the aircraft and state, the number or other mark of identification given by the constructor of the machine, the registry marks and nationality, the name of the airdrome or airport usually used by the aircraft, and the full name, nationality and domicile of the owner, as well as the date of registration.

Article VIII.

The registration of aircraft referred to in the preceding article shall be made in accordance with the laws and special provisions of each contracting state.

Article IX.

Every aircraft engaged in international navigation must carry a distinctive mark of its nationality, the nature of such distinctive mark to be agreed upon by the several contracting states. The distictive marks adopted will be communicated to the Pan American Union and to the other contracting states.

Article X.

Every aircraft engaged in international navigation shall carry with it in the custody of the aircraft commander:

a) A certificate of registration, duly certified to according to the laws of the state in which it is registered;
b) A certificate of airworthiness, as provided for in Article 12;
c) The certificates of competency of the commander, pilots, engineers, and crew, as provided for in Article 13;
d) If carrying passengers, a list of their names, addresses and nationality;
e) If carrying merchandise, the bills of lading and manifests, and all other documents required by customs laws and regulations of each country;
f) Log books;
g) If equipped with radiotelegraph apparatus, the corresponding license.

Article XI.

Each contracting state shall every month file with every other state party to this Convention and with the Pan American Union, a copy of all registrations and cancellations of registrations of aircraft engaged in international navigation as between the several contracting states.

Article XII.

Every aircraft engaged in international navigation (between the several contracting states) shall be provided with a certificate of airworthiness issued by the state whose nationality it possesses.

This document shall certify to the states in which the aircraft is to operate, that, according to the opinion of the authority that issues it, such aircraft complies with the airworthiness requirements of each of the states named in said certificate.

The aircraft commander shall at all times hold the certificate in his custody and shall deliver it for inspection and verification to the authorized representatives of the state which said aircraft visits.

Each contracting state shall communicate to the other states parties to this Convention and to the Pan American Union its regulations governing the rating of its aircraft as to airworthiness and shall similarly communicate any changes made therein.

While the states affirm the principle that the aircraft of each contracting state shall have the liberty of engaging in air commerce with the other contracting states without being subjected to the licensing system of any state with which such commerce is carried on, each and every contracting state mentioned in the certificate of airworthiness reserves the right to refuse to recognize as valid the certificate of airworthiness of any foreign aircraft where inspection by a duly authorized commission of such state shows that the aircraft is not, at the time of inspection, reasonably airworthy in accordance with the normal requirements of the laws and regulations of such state concerning the public safety.

In such cases said state may refuse to permit further transit by the aircraft through its air space until such time as it, with due regard to the public safety, is satisfied as to the airworthiness of the aircraft, and shall immediately notify the state whose nationality the aircraft possesses and the Pan American Union of the action taken.

## Article XIII.

The aircraft commander, pilots, engineers, and other members of the operating crew of every aircraft engaged in international navigation between the several contracting states shall, in accordance with the laws of each state, be provided with a certificate of competency by the contracting state whose nationality the aircraft possesses.

Such certificate or certificates shall set forth that each pilot, in addition to having fulfilled the requirements of the state issuing the same, has passed a satisfactory examination with regard to the traffic rules existing in the other contracting states over which he desires to fly. The requirements of form of said documents shall be uniform throughout all the contracting states and shall be drafted in the language of all of them, and for this purpose the Pan American Union is charged with making the necessary arrangements amongst the contracting states.

Such certificate or certificates shall be held in the possession of the aircraft commander as long as the pilots, engineers and other members of the operating crew concerned continue to be employed on the aircraft. Upon the return of such certificate an authenticated copy thereof shall be retained in the files of the aircraft.

Such certificate or certificates shall be open at all times to the inspection of the duly authorized representatives of any state visited.

Each contracting state shall communicate to the other states parties to this Convention and to the Pan American Union its regulations govern-

ing the issuance of such certificates and shall from time to time communicate any changes made therein.

Article XIV.

Each and every contracting state shall recognize as valid, certificates of competency of the aircraft commander, pilots, engineers and other members of the operating crew of an aircraft, issued in accordance with the laws and regulations of other contracting states.

Article XV.

The carriage by aircraft of explosives, arms and munitions of war is prohibited in international aerial navigation. Therefore, nor foreign or native aircraft authorized for international traffic shall be permitted to transport articles of this nature, either between points situated within the territory of any of the contracting states or through the same even though simply in transit.

Article XVI.

Each state may prohibit or regulate the carriage or use, by aircraft possessing the nationality of other contracting states, of photographic apparatus. Such regulations as may be adopted by each state concerning this matter shall be communicated to each other contracting state and to the Pan American Union.

Article XVII.

As a measure of public safety or because of lawful prohibitions, the transportation of articles in international navigation other than those mentioned in Articles 15 and 16 may be restricted by any contracting state. Such restrictions shall be immediately communicated to the other contracting states and to the Pan American Union.

All restrictions mentioned in this article shall apply equally to foreign and national aircraft employed in international traffic.

Article XVIII.

Every aircraft engaged in international traffic which enters the air space of a contracting state with the intention of landing in said state shall do so in the corresponding customs airdrome, except in the cases mentioned in Article 19 and in case of force majeure, which must be proved.

Every aircraft engaged in international navigation, prior to its departure from the territorial jurisdiction of a contracting state in which it has landed, shall obtain such clearance as is required by the laws of such state at a port designated as point of departure by such state.

Each and every contracting state shall notify every other state party to this Convention and the Pan American Union of such airports as shall be designated by such state as ports of entry and departure.

When the laws or regulations of any contracting state so require, no aircraft shall legally enter into or depart from its territory through

places other than those previously authorized by such state as international airports, and the landing therein shall be obligatory unless a special permit, which has been previously communicated to the authorities of said airport, is obtained from the competent authorities of said state, in which permit shall be clearly expressed the distinctive marks which the aircraft is obliged to make visible whenever requested to do so in the manner previously agreed upon in said permit.

In the event that for any reason, after entering the territorial jurisdiction of a contracting state, aircraft of another contracting state should land at a point other than an airport designated as a port of entry in that state the aircraft commander shall immediately notify the nearest competent authority and hold himself, crew, passengers and cargo at the point of landing until proper entry has been granted by such competent authority, unless communication therewith is impracticable within twenty-four hours.

Aircraft of one of the contracting states which flies over the territory of another contracting state shall be obliged to land as soon as ordered to do so by means of the regulation signals, when for any reason this may be necessary.

In the cases provided for in this article, the aircraft, aircraft commander, crew, passengers and cargo shall be subject to such immigration, emigration, customs, police, quarantine or sanitary inspection as the duly authorized representatives of the subjacent state may make in accordance with its laws.

Article XIX.

As an exception to the general rules, postal aircraft and aircraft belonging to aerial transport companies regularly constitued and authorized may be exempted, at the option of the subjacent state, from the obligation of landing at an airdrome designated as a port of entry and authorized to land at certain inland airdromes, designated by the customs and police administration of such state, at which customs formalities shall be complied with. The departure of such aircraft from the state visited may be regulated in a similar manner.

However, such aircraft shall follow the normal air route, and make their identity known by signals agreed upon as they fly across the frontier.

Article XX.

From the time of landing of a foreign aircraft at any point whatever until its departure the authorities of the state visited shall have, in all cases, the right to visit and examine the aircraft and to verify all documents with which it must be provided, in order to determine that all the laws, rules and regulations of such states and all the provisions of this Convention are complied with.

Article XXI.

The aircraft of a contracting state engaged in international air commerce shall be permitted to discharge passengers and a part of its cargo

at one of the airports designated as a port of entry of any other contracting state, and to proceed to any other airport or airports in such state for the purpose of discharging the remaining passengers and portions of such cargo and in like manner to take on passengers and load cargo destined for a foreign state or states, provided that they comply with the legal requirements of the country over which they fly, which legal requirements shall be the same for native and foreign aircraft engaged in international traffic and shall be communicated in due course to the contracting states and to the Pan American Union.

Article XXII.

Each contracting state shall have the right to establish reservations and restrictions in favor of its own national aircraft in regard to the commercial transportation of passengers and merchandise between two or more points in its territory, and to other remunerated aeronautical operations wholly within its territory. Such reservations and restrictions shall be immediately published and communicated to the other contracting states and to the Pan American Union.

Article XXIII.

The establishment and operation of airdromes will be regulated by the legislation of each country, equality of treatment being observed.

Article XXIV.

The aircraft of one contracting state engaged in international commerce with another contracting state shall not be compelled to pay other or higher charges in airports or airdromes open to the public than would be paid by national aircraft of the state visited, likewise engaged in international commerce.

Article XXV.

So long as a contracting state shall not have established appropriate regulations, the commander of an aircraft shall have rights and duties analogous to those of the captain of a merchant steamer, according to the respective laws of each state.

Article XXVI.

The salvage of aircraft lost at sea shall be regulated, in the absence of any agreement to the contrary, by the principles of maritime law.

Article XXVII.

The aircraft of all states shall have the right, in cases of danger, to all possible aid.

Article XXVIII.

Reparations for damages caused to persons or property located in the subjacent territory shall be governed by the laws of each state.

Article XXIX.

In case of war the stipulations of the present Convention shall not affect the freedom of action of the contracting states either as belligerents or as neutrals.

Article XXX.

The right of any of the contracting states to enter into any convention or special agreement with any other state or states concerning international aerial navigation is recognized, so long as such convention or special agreement shall not impair the rights or obligations of any of the states parties to this Convention, acquired or imposed herein; provided, however, that two or more states, for reasons of reciprocal convenience and interest may agree upon appropriate regulations pertaining to the operation of aircraft and the fixing of specified routes. These regulations shall in no case prevent the establishment and operation of practicable inter-American aerial lines and terminals. These regulations shall guarantee equality of treatment of the aircraft of each and every one of the contracting states and shall be subject to the same conditions as are set forth in Article 5 of this Convention with respect to prohibited areas within the territory of a particular state.

Nothing contained in this Convention shall affect the rights and obligations established by existing treaties.

Article XXXI.

The contracting states obligate themselves in so far as possible to cooperate in inter-American measures relative to:

a) The centralization and distribution of meteorological information, whether statistical, current or special;
b) The publication of uniform aeronautical charts, as well as the establishment of a uniform system of signals;
c) The use of radiotelegraph in aerial navigation, the establisment of the necessary radiotelegraph stations and the observance of the inter-American and international radiotelegraph regulations or conventions at present existing or which may come into existence.

Article XXXII.

The contracting states shall procure as far as possible uniformity of laws and regulations governing aerial navigation. The Pan American Union shall cooperate with the governments of the contracting states to attain the desired uniformity of laws and regulations for aerial navigation in the states parties to this Convention.

Each contracting state shall exchange with every other contracting state within three months after the date of ratification of this Convention copies of its air-traffic rules and requirements as to competency for aircraft commanders, pilots, engineers, and other members of the operating crew, and the requirements for airworthiness of aircraft intended to engage in international commerce.

Each contracting state shall deposit with every other state party to this Convention and with the Pan American Union three months prior to the date proposed for their enforcement any additions to or amendments of the regulations referred to in the last preceding paragraph.

Article XXXIII.

Each contracting state shall deposit its ratification with the Cuban Government, which shall thereupon inform the other contracting states. Such ratification shall remain deposited in the archives of the Cuban Government.

Article XXXIV.

The present Convention will come into force for each signatory state ratifying it in respect to other states which have already ratified, forty days from the date of deposit of its ratification.

Article XXXV.

Any state may adhere to this Convention by giving notice thereof to the Cuban Government, and such adherence shall be effective forty days thereafter. The Cuban Government shall inform the other signatory states of such adherence.

Article XXXVI.

In case of disagreement between two contracting states regarding the interpretation or execution of the present Convention the question shall, on the request of one of the governments in disagreement, be submitted to arbitration as hereinafter provided. Each of the governments involved in the disagreement shall choose another government not interested in the question at issue and the government so chosen shall arbitrate the dispute. In the event the two arbitrators cannot reach an agreement they shall appoint another disinterested government as additional arbitrator. If the two arbitrators cannot agree upon the choice of this third government, each arbitrator shall propose a government not interested in the dispute and lots shall be drawn between the two governments proposed. The draving shall devolve upon the Governing Board of the Pan American Union.

The decision of the arbitrators shall be by majority vote.

Article XXXVII.

Any contracting state may denounce this Convention at any time by transmitting notification thereof to the Cuban Government, which shall communicate it to the other states parties to this Convention. Such denunciation shall not take effect until six months after notification thereof to the Cuban Government, and shall effect only with respect to the state making the denunciation.

In witness whereof, the above-named plenipotentiaries have signed this Convention and the seal of the Sixth International Conference of American States has been hereto affixed.

[suivent les signatures.]

*Reservation of the Dominican Republic.*

The delegation of the Dominican Republic records, as an explanation of its vote, that upon signing the present Convention it does not understand that the Dominican Republic dissociates itself from conventions it has already ratified and which are in force.

IX.

Convention pour reviser la Convention concernant la protection de la propriété littéraire et artistique adoptée par la Quatrième Conférence Panaméricaine de Buenos Aires.*)

The countries members of the Pan American Union, represented at the Sixth International Conference of American States, sent to it the following delagates duly authorized to approve any recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem useful to the interests of America:

[suivent les noms.]

Who, after communicating to one another their respective powers and finding them in good and due order, have agreed to revise the Convention on the Protection of Literary and Artistic Copyright, signed in Buenos Aires on August 11, 1910.

Article 1.

(To stand.)

Article 2.

In the expression „literary and artistic works" are included books, writings, pamphlets of all kinds, whatever may be the subject they deal with and whatever the number of their pages; dramatic or dramatico-musical works; choreographic and musical compositions, with or without words; drawings, paintings, sculpture, engravings, lithographic, photographic and cinematographic works, or reproductions by means of mechanical instruments designed for the reproduction of sounds; astronomical or geographical globes; plans sketches or plastic works relating to geography geology, or topography, architecture or any other science as well as the arts applied to any human activity whatever; and, finally, all productions that can be published by any means of impression or reproduction.

Article 3.

The acknowledgment of a copyright obtained in one State, in conformity with its laws, shall produce its effects of full right in all the other States, without the necessity of complying with any other formality, provided always there shall appear in the work a statement that indicates the reservation of the property right, and the name of the person in whose

*) V. ci-dessus, No. 48, p. 315.

favour the reservation is registered. Likewise the country of origin, the country in which the first publication was made, or those in which simultaneous publications were made, as well as the year of the first publication, must be indicated.

Article 4.

(To stand.)

Article 4 bis.

The authors of literary or artistic works have the exclusive right to authorize the reproduction, adaptation and public presentation of their works by means of cinematography.

Without prejudice to the rights of the author of the original work, reproduction by means of cinematography of a literary or artistic work shall be protected as an original work.

Article 5.

The authors of literary and musical works have the exclusive right to authorize: 1. The adaptation of said works to instruments that serve to reproduce them mechanically; 2. The public rendering of the same works by means of said instruments.

Article 5 bis.

(To stand as in the old Article 5.)

Article 6.

The duration of the protection granted by this Convention embraces the life of the author and fifty years after his death.

However, in case this duration period shall not be adopted by all the signatory States in a uniform manner, the period shall be regulated by the law of the country where the protection is requested and may not exceed the period of duration fixed by the country of origin of the work. Therefore, the signatory countries shall not be obliged to apply the provision of the preceding paragraph except in so far as their internal laws permit.

For works comprising several volumes that are not published simultaneously, as well as for bulletins, or parts, or periodical publications, the term of the copright will commence to run, with respect to each volume, bulletin, part, or periodical publication from the respective date of its publication.

Article 7.

(To stand.)

Article 8.

(To stand.)

Article 9.

(To stand.)

Article 10.

(To stand.)

Article 11.

(To stand.)

Article 12.

(To stand.)

Article 13.

(To stand.)

Article 13 bis.

The authors of literary or artistic works on disposing of them pursuant to their copyrights do not cede the right of enjoyment and of reproduction. They shall hold upon said works a moral right of inalienable control which will permit them to oppose any public reproduction or exhibition of their altered, mutilated or revised works.

Article 14.

(To stand.)

Article 15.

(To stand.)

Article 16.

The present Convention shall replace between the contracting States the Buenos Aires Convention of August 11, 1910. The latter shall remain in effect as to the relations of the States that do not ratify the present Convention.

The signatory States of the present Convention shall be at liberty, upon exchanging ratifications, to declare that upon this or that point they understand that they shall be bound by the provisions of any previous Convention which they may have signed.

Article 17.

The present Convention shall take effect, between the signatory States which ratify the same, three months after they communicate their ratification to the Government of Cuba, and shall remain in effect between all of them until one year after the date of denouncement. This denouncement shall be sent to the Government of Cuba and shall have no effect, except with regard to the country that has made such denouncement.

February 18, 1928.

[suivent les signatures.]

The Delegation of Venezuela reserves the signing of this Convention until such time as its Government shall reach a definite decision with regard to it, since the Convention of Buenos Aires, which Venezuela not only did not ratify but which its Congress expressly rejected as well as the present Convention, contains provisions which are contrary to our juridical tradition and to our positive laws on the matter.

The Delegation of Chile accepts in general the modification of the Convention of Buenos Aires which has just been approved, but must formulate a reservation in regard to the points in which this modified Convention is opposed to the legislation in force in Chile.

This reservation does not diminish our earnest desire of attaining the adoption of juridical principles which give equal protection to intellectual property in all countries of America.

X.

Convention de droit international privé.

L'étendue de ce document contenant 437 articles d'un „Code de droit international privé" surpasse de beaucoup les limites que nous sommes obligés d'observer dans notre Recueil. Nous renvoyons aux pages 111 à 381 du Recueil des Traités de la Société des Nations, vol. LXXXVI.

XI.

Convention, concernant l'Union Panaméricaine.

Their Excellencies, the Presidents of the Republics of Perú, Uruguay, Panamá, Ecuador, Mexico, Salvador, Guatemala, Nicaragua, Bolivia, Venezuela, Colombia, Honduras, Costa Rica, Chile, Brazil, Argentina, Paraguay, Haiti, Dominican Republic, the United States of America and Cuba;

Through their respective plenipotentiary delegates, have agreed upon the following Convention, which shall be signed in the manner provided for in the final article:

The American Republics, whose moral union rests on the juridical equality of the Republics of the Continent and on the mutual respect of the rights inherent in their complete independence, desirous of promoting efficaciously the increasing conciliation of their economic interests and coordination of their social and intellectual activities, and recognizing that relations between peoples are regulated by law as well as by their legitimate individual and collective interests;

Agree to continue their joint action of cooperation and solidarity by means of periodic meetings of the International Conferences of American States, as well as by means of organs established by virtue of international agreements, and through the Pan American Union which has its seat in Washington and whose organization and functions shall be regulated by the present Convention, in the following terms:

Article I.

*Organs of the Union of the American States.*

The Union of the American States strives for the fulfilment of its object through the following organs:

(a) The International Conference of American States.

(b) The Pan American Union under the direction of a Governing Board with its seat in the city of Washington.

(c) Every organ that may be established by virtue of conventions between the American States.

Each State enjoys, as of right, representation at the Conferences and on the Governing Board.

Article II.

*The International Conferences of American States.*

The Conferences shall meet at periodic intervals. The Governing Board of the Pan American Union shall determine the date on which they shall meet, provided that in no case shall a longer period than five years elapse between Conferences, except in case of force majeure.

Article III.

*Governing Board.*

The government of the Pan American Union shall be vested in a Governing Board composed of the representatives that the American governments may appoint. The appointment may devolve upon the diplomatic representatives of the respective countries in Washington.

Besides his own country, a member of the Governing Board may serve as special representative of one or more countries, in which case such representative shall have as many votes as countries represented.

The Board shall elect its Chairman and Vice Chairman annually.

Article IV.

*Executive officers.*

The Governing Board shall appoint the following officers:

A Director General, who shall have charge of the administration of the Pan American Union, with power to promote its most ample development in accordance with the terms of this Convention, the regulations and the resolutions of the Board, to which body he shall be responsible.

The Director General shall attend, in an advisory capacity, the meetings of the Governing Board, of the committees appointed by the Board, and of the International Conferences of American States for the purpose of giving such information as may be required. The necessary expenses shall be paid out of the funds of the Pan American Union.

An Assistant Director, who shall act as secretary of the Governing Board.

The Director General shall prepare the internal regulations by which the various divisions of the Pan American Union shall be governed, in accordance with the provisions of the present Convention, and shall submit them to the Governing Board for approval.

The Director General shall present to the Governing Board annually, at the regular session of the Board in November, a detailed budget for the ensuing fiscal year.

The Director General shall submit to the consideration of each Conference of the American Republics a detailed report on the work carried out by the Pan American Union during the period preceding the meeting of the Conference.

The Director General shall appoint, with the approval of the Governing Board, the personnel necessary to the work of the Pan American

Union, endeavoring as far as possible to distribute the positions among nationals of the countries members of the Union.

Article V.

*Maintenance of the Pan American Union.*

The Governing Board of the Pan American Union shall determine the quota which is to be paid by each of the Governments members of the Union for the maintenance of the Pan American Union. But increases in the budget of the Pan American Union exceeding by more than twenty-five per cent the budget of the preceding year shall be approved by the unanimous vote of the Governing Board, the representatives being given time to consult their respective Governments. The quota shall be determined on the basis of the latest official statistics of population in possession of the Pan American Union on the first day of July of each year. The budget shall be communicated to the Governments members of the Union before the first day of the ensuing calendar year, with an indication of the quota which each country shall pay, such payments to be made before the first of July of that year.

The Governing Board shall elect from among its members a Committee charged with examining, on the dates determined by the Board, the accounts of the expenditures of the Union, in conformity with the provisions established by the regulations and the opinion of three experts to be appointed for the purpose.

Article VI.

*Functions of the Pan American Union.*

Both the Governing Board and the Pan American Union shall discharge the duties assigned by this Convention subject to the condition that they shall not exercise functions of a political character.

The functions of the Pan American Union are:

1. To compile and distribute information and reports concerning the commercial, industrial, agricultural, social and educational development as well as the general progress of the American Republics.

2. To compile and classify information referring to the conventions and treaties concluded among the American Republics and between these and other States, as well as to the legislation of the former.

3. To assist in the development of commercial, industrial, agricultural, social and cultural relations, the study of the problems of labor and the furtherance of a more intimate mutual acquaintance between the American Republics.

4. To act as a Permanent Commission of the International Conferences of American States; to keep their records and archives; to assist in obtaining ratification of the treaties and conventions; to carry out and facilitate the execution of the resolutions adopted by the International Conferences of American States, within the limits of its powers; and to prepare in agreement with the Governments the program of the Inter-

national Conferences of American States, and submit to the Conferences a project of regulations.

5. To perform such other functions entrusted to it by the Conference or by the Governing Board, by virtue of the powers conferred upon it by this Convention. Whenever a State believes that its vital interests are involved in a question, or that an obligation may thereby be imposed upon it, such State may require that the resolution of the Board be adopted by unanimous vote.

6. The Governing Board may promote the meeting of International Conferences of Experts to study problems of a technical character of common interest to the countries members of the Union, and to this end may request the governments to appoint experts to represent them at these Conferences, which shall meet at the place and time determined by the Board.

To carry out the purposes for which the institution is organized the Governing Board shall provide for the establishment of such administrative divisions or sections within the Pan American Union as it may deem necessary.

### Article VII.

*Deposit and exchange of ratifications.*

The instruments of ratification of the treaties, conventions, protocols and other diplomatic documents signed at the International Conferences of American States shall be deposited at the Pan American Union by the respective representative on the Governing Board, acting in the name of his Government, without need of special credentials for the deposit of the ratification. A record of the deposit of the ratification shall be made in a document signed by the representative on the Board of the ratifying country, by the Director General of the Pan American Union, and by the Secretary of the Governing Board.

The Pan American Union shall communicate to all the States members of the Union, through their representatives on the Board, the deposit of the ratification.

### Article VIII.

*Communication of official documents to the Pan American Union.*

The Governments of the countries members of the Union shall transmit to the Pan American Union two copies of the official documents and publications which relate to the purposes of the Union, as far as the internal legislation of the respective countries may permit.

### Article IX.

*Cooperation between official Pan American organizations.*

For the purpose of coordinating the results of the work of other official Pan American organizations, and of establishing relations of close cooperation between them, the program of work and the development of their activities shall, as far as possible, be the subject of agreement

between their directive bodies and the Governing Board of the Pan American Union.

The Governments members of the Union which may not have an efficient organ for the study and investigation of Pan American affairs, shall establish a committee composed of persons of experience in such matters, or an office attached to the Ministry of Foreign Affairs entrusted with Pan American affairs.

These committees or offices shall have the following duties:

(a) To cooperate with their respective Governments to obtain ratification of treaties and conventions, and to the carrying out of the agreements adopted by the International Conferences of American States.

(b) To furnish the Pan American Union promptly with the information it may need in the preparation of its work;

(c) To present to the Union through the proper channels such projects as they may consider useful to the purposes of the Union.

Article X.

The Governing Board of the Pan American Union shall prepare the regulations and fix the status of the members of the staff, determining their salaries and conditions of retirement.

Article XI.

All correspondence and matter transmitted through the mails to the Pan American Union, which bears the frank used by the Union, and all correspondence or matter transmitted by the Pan American Union, shall be carried free of charge by the mails of the American Republics.

Article XII.

The contracting States may withdraw from the Pan American Union at any time, but shall pay their respective quotas for the period of the current fiscal year.

Article XIII.

This Convention cannot be modified except in the same manner in which it was adopted.

Article XIV.

The present Convention shall be ratified by the signatory States, and is open to the signature and ratification of the States represented at the Conference that may not have been able to sign.

The President of the Conference, through the Government of the Republic of Cuba, shall send to the Governments represented at the Conference an authenticated copy of the present project of Convention in order that, if the Governments approve, it may receive their adhesion. For this purpose, the Governments that adhere to the Convention shall authorize their respective diplomatic or special representatives in the city

of Habana to sign the Convention. All the States having signed, the Convention shall be submitted by each government for ratification. The present Convention shall become effective when all the States represented at the Conference receive notice that all the ratifications have been deposited with the Pan American Union, and that the adhesions and ratifications of the twenty-one American Republics have been received.

In witness whereof, the Delegates sign and affix their seals to the present Convention.

*Declaration of the Delegation of Argentina.*

The Argentine Delegation declares, pursuant to express instructions of its Government, that it approves and will sign the project of Convention; but that it now wishes to formulate the reservation that it regrets that the economic principles which it upheld in the Committee have not been included in this Convention.

[suivent les signatures.]

---

Notice.

Les instruments de ratification ont déposé, jusqu'au 1er juillet 1940:

Pour la Convention I: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa Rica, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique (avec des Réserves), la Guatémala, le Haïti, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, la République Dominicaine l'Uruguay;

pour la Convention II: le Brésil, la Colombie, la Costa Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, la Guatémala, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador, l'Uruguay;

pour la Convention III: le Brésil, la Colombie, la Cuba, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le République Dominicain, l'Uruguay;

pour la Convention IV: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa Rica, la Cuba, la République Dominicaine, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, l'Uruguay, le Vénézuela;

pour la Convention V: la Bolivie, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Haïti, le Nicaragua, le Panamá;

pour la Convention VI: le Brésil, la Colombie, la Costa Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Haïti, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador, l'Uruguay;

pour la Convention VII: le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, le Haïti, le Nicaragua, le Panama;

pour la Convention VIII: le Chili, la Costa Rica, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá;

pour la Convention IX: la Costa Rica, l'Equateur, la Guatémala, le Nicaragua, le Panamá;

pour la Convention XI: le Brésil, le Chili, la Costa Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, l'Uruguay, le Vénézuéla.

---

## 52.

## BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Convention générale de conciliation interaméricaine; signée à Washington, le 5 janvier 1929.*)**)

*Treaty Series No. 780.*

Central Convention of inter-American conciliation.

The Governments of Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haiti, Ecuador, Colombia, Brazil, Panamá, Paraguay, Nicaragua, Mexico, El Salvador, the Dominican Republic, Cuba, and the United States of America, represented at the Conference on Conciliation and Arbitration, assembled at Washington, pursuant to the Resolution adopted on February 18, 1928, by the Sixth International Conference of American States held in the City of Habana:

Desiring to demonstrate that the condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, set forth in the above mentioned resolution, constitutes one of the fundamental bases of inter-American relations;

---

*) Ont déposé les instruments de ratification jusqu'au 1er juillet 1940: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador, l'Uruguay.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Animated by the purpose of promoting, in every possible way, the development of international methods for the pacific settlement of differences between the States;

Being convinced that the „Treaty to Avoid or Prevent Conflicts between the American States", signed at Santiago de Chile, May 3, 1923,*) constitutes a notable achievement in inter-American relations, which it is necessary to maintain by giving additional prestige and strength to the action of the commissions established by Articles III and IV of the aforementioned Treaty;

Acknowledging the need of giving conventional form to these purposes have agreed to enter into the present Convention, for which purpose they have appointed Plenipotentiaries as follows:

Venezuela:
Carlos F. Grisanti.
Francisco Arroyo Parejo.

Chile:
Manuel Foster Recabarren.
Antonio Planet.

Bolivia:
Eduardo Diez de Medina.

Uruguay:
José Pedro Varela.

Costa Rica:
Manuel Castro Quesada.
José Tible-Machado.

Perú:
Hernán Velarde.
Victor M. Maúrtua.

Honduras:
Rómulo Durón.
Marcos López Ponce.

Guatemala:
Adrián Recinos.
José Falla.

Haiti:
Auguste Bonamy.
Raoul Lizaire.

Ecuador:
Gonzalo Zaldumbide.

Colombia:
Enrique Olaya Herrera.
Carlos Escallón.

Brazil:
S. Gurgel do Amaral.
A. G. de Araujo-Jorge.

Panamá:
Ricardo J. Alfaro.
Carlos L. López.

Paraguay:
Eligio Ayala.

Nicaragua:
Máximo H. Zepeda.
Adrián Recinos.
J. Lisandro Medina.

México:
Fernando González Roa.
Benito Flores.

El Salvador:
Cayetano Ochoa.
David Rosales, Jr.

Dominican Republic:
Angel Morales.
Gustavo A. Díaz.

Cuba:
Orestes Ferrara.
Gustavo Gutiérrez.

United States of America:
Frank B. Kellogg.
Charles Evans Hughes.

---

*) V. ci-dessus, No. 49, p. 327.

Who, after having deposited their full powers, which were found to be in good and due form by the Conference, have agreed as follows:

Article 1.

The High Contracting Parties agree to submit to the procedure of conciliation established by this Convention all controversies of any kind which have arisen or may arise between them for any reason and which it may not have been possible to settle through diplomatic channels.

Article 2.

The Commission of Inquiry to be established pursuant to the provisions of Article IV of the Treaty signed in Santiago de Chile on May 3, 1923, shall likewise have the character of Commission of Conciliation.

Article 3.

The Permanent Commissions which have been established by virtue of Article III of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be bound to exercise conciliatory functions, either on their own motion when it appears that there is a prospect of disturbance of peaceful relations, or at the request of a Party to the dispute, until the Commission referred to in the preceding article is organized.

Article 4.

The conciliatory functions of the Commission described in Article 2 shall be exercised on the occasions hereinafter set forth:

(1) The Commission shall be at liberty to begin its work with an effort to conciliate the differences submitted to its examination with a view to arriving at a settlement between the Parties.

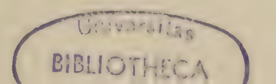
(2) Likewise the same Commission shall be at liberty to endeavor to conciliate the Parties at any time which in the opinion of the Commission may be considered to be favorable in the course of the investigation and within the period of time fixed therefor in Article V of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

(3) Finally, the Commission shall be bound to carry out its conciliatory function within the period of six months which is referred to in Article VII of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

The Parties to the controversy may, however, extend this time, if they so agree and notify the Commission in due time.

Article 5.

The present Convention does not preclude the High Contracting Parties, or one or more of them, from tendering their good offices or their mediation, jointly or severally, on their own motion or at the request of one or more of the Parties to the controversy; but the High Contracting Parties agree not to make use of those means of pacific settlement from



the moment that the Commission described in Article 2 is organized until the final act referred to in Article 11 of this Convention is signed.

Article 6.

The function of the Commission, as an organ of conciliation, in all cases specified in Article 2 of this Convention, is to procure the conciliation of the differences subject to its examination by endeavoring to effect a settlement between the Parties.

When the Commission finds itself to be within the case foreseen in paragraph 3 of Article 4 of this Convention, it shall undertake a conscientious and impartial examination of the questions which are the subject of the controversy, shall set forth in a report the results of its proceedings, and shall propose to the Parties the bases of a settlement for the equitable solution of the controversy.

Article 7.

Except when the Parties agree otherwise, the decisions and recommendations of any Commission of Conciliation shall be made by a majority vote.

Article 8.

The Commission described in Article 2 of this Convention shall establish its rules of procedure. In the absence of agreement to the contrary, the procedure indicated in Article IV of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be followed.

Each party shall bear its own expenses and a proportionate share of the general expenses of the Commission.

Article 9.

The report and the recommendations of the Commission, insofar as it may be acting as an organ of conciliation, shall not have the character of a decision nor an arbitral award, and shall not be binding on the Parties either as regards the exposition or interpretation of the facts or as regards questions of law.

Article 10.

As soon as possible after the termination of its labors the Commission shall transmit to the Parties a certified copy of the report and of the bases of settlement which it may propose.

The Commission in transmitting the report and the recommendations to the Parties shall fix a period of time, which shall not exceed six months, within which the Parties shall pass upon the bases of settlement above referred to.

Article 11.

Once the period of time fixed by the Commission for the Parties to make their decisions has expired, the Commission shall set forth in a final act the decision of the Parties, and if the conciliation has been effected, the terms of the settlement.

Article 12.

The obligations set forth in the second sentence of the first paragraph of Article I of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall extend to the time when the final act referred to in the preceding article is signed.

Article 13.

Once the procedure of conciliation is under way it shall be interrupted only by a direct settlement between the Parties or by their agreement to accept absolutely the decision ex aequo et bono of an American Chief of State or to submit the controversy to arbitration or to international court.

Article 14.

Whenever for any reason the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, does not apply, the Commission referred to in Article 2 of this Convention shall be organized to the end that it may exercise the conciliatory functions stipulated in this Convention; the Commission shall be organized in the same manner as that prescribed in Article IV of said Treaty.

In such cases, the Commission thus organized shall be governed in its operation by the provisions, relative to conciliation, of this Convention.

Article 15.

The provisions of the preceding Article shall also apply with regard to the Permanent Commissions constituted by the aforementioned Treaty of Santiago de Chile, to the end that said Commissions may exercise the conciliatory functions prescribed in Article 3 of this Convention.

Article 16.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures, provided that they have previously ratified the Treaty of Santiago, Chile, of May 3, 1923.

The original Convention and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which shall give notice of the ratifications through diplomatic channels to the other signatory Governments and the Convention shall enter into effect for the High Contracting Parties in the order that they deposit their ratifications.

This Convention shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other signatories. Notice of the denunciation shall be addressed to the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Any American State not a signatory of this Convention may adhere to the same by transmitting the official instrument setting forth such

adherence, to the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which will notify the other High Contracting Parties thereof in the manner heretofore mentioned.

In witness whereof the above mentioned Plenipotentiaries have signed this Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

(seal) *Carlos F. Grisanti.*
(seal) *Fr. Arroyo Parejo.*

Chile exceptua en esta Convención las cuestiones que tengan origen en situaciones o hechos anteriores a ella.

(seal) *A. Planet.*
(seal) *Manuel Foster.*
(seal) *E. Diez de Medina.*
(seal) *José Pedro Varela.*
(seal) *Manuel Castro Quesada.*
(seal) *José Tible-Machado.*
(seal) *Hernán Velarde.*
(seal) *Victor M. Maúrtua.*
(seal) *Rómulo E. Durón.*
(seal) *M. López Ponce.*
(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *José Falla.*
(seal) *A. Bonamy.*
(seal) *Raoul Lizaire.*
(seal) *Gonzalo Zaldumbide.*
(seal) *Enrique Olaya Herrera.*
(seal) *C. Escallón.*

(seal) *S. Gurgel do Amaral.*
(seal) *A. Araujo-Jorge.*
(seal) *R. J. Alfaro.*
(seal) *Carlos L. López.*
(seal) *Eligio Ayala.*
(seal) *Máximo H. Zepeda.*
(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *J. Lisandro Medina.*
(seal) *Fernando González Roa.*
(seal) *Benito Flores.*
(seal) *Cayetano Ochoa.*
(seal) *David Rosales, Hijo.*
(seal) *A. Morales.*
(seal) *G. A. Díaz.*
(seal) *Orestes Ferrara.*
(seal) *Gustavo Gutiérrez.*
(seal) *Frank B. Kellogg.*
(seal) *Charles Evans Hughes.*

53.

BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Traité général d'arbitrage interaméricain; signé à Washington, le 5 janvier 1929,*)**) suivi d'un Protocole d'arbitrage progressif, signé à la date du même jour.

*Treaty Series No. 886.*

---

General treaty of Inter-American arbitration.

The Governments of Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haiti, Ecuador, Colombia, Brazil, Panamá, Paraguay, Nicaragua, Mexico, El Salvador, the Dominican Republic, Cuba, and the United States of America, represented at the Conference on Conciliation and Arbitration, assembled at Washington, pursuant to the Resolution adopted on February 18, 1928, by the Sixth International Conference of American States held in the City of Habana;

In accordance with the solemn declarations made at said Conference to the effect that the American Republics condemn war as an instrument of national policy and adopt obligatory arbitration as the means for the settlement of their international differences of a juridical character;

Being convinced that the Republics of the New World, governed by the principles, institutions and practices of democracy and bound furthermore by mutual interests, which are increasing each day, have not only the necessity but also the duty of avoiding the disturbance of continental harmony whenever differences which are susceptible of judicial decision arise among them;

Conscious of the great moral and material benefits which peace offers to humanity and that the sentiment and opinion of America demand, without delay, the organization of an arbitral system which shall strengthen the permanent reign of justice and law;

And animated by the purpose of giving conventional form to these postulates and aspirations with the minimum exceptions which they have considered indispensable to safeguard the independence and sovereignty

---

*) Ont déposé les instruments de ratification jusqu'au 1er juillet 1940: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur (abandonnant les réserves 1 et 2), les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador, Vénézuéla.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

of the States and in the most ample manner possible under present international conditions, have resolved to effect the present treaty, and for that purpose have designated the Plenipotentiaries hereinafter named:

Venezuela:
Carlos F. Grisanti.
Francisco Arroyo Parejo.

Chile:
Manuel Foster Recabarren.
Antonio Planet.

Bolivia:
Eduardo Diez de Medina.

Uruguay:
José Pedro Varela.

Costa Rica:
Manuel Castro Quesada.
José Tible-Machado.

Perú:
Hernán Velarde.
Victor M. Maúrtua.

Honduras:
Rómulo Durón.
Marcos López Ponce.

Guatemala:
Adrián Recinos.
José Falla.

Haití:
Auguste Bonamy.
Raoul Lizaire.

Ecuador:
Gonzalo Zaldumbide.

Colombia:
Enrique Olaya Herrera.
Carlos Escallón.

Brazil:
S. Gurgel do Amaral.
A. G. de Araujo-Jorge.

Panamá:
Ricardo J. Alfaro.
Carlos L. López.

Paraguay:
Eligio Ayala.

Nicaragua:
Maximo H. Zepeda.
Adrián Recinos.
J. Lisandro Medina.

Mexico:
Fernando González Roa.
Benito Flores.

El Salvador:
Cayetano Ochoa.
David Rosales, Jr.

Dominican Republic:
Angel Morales.
Gustavo A. Díaz.

Cuba:
Orestes Ferrara.
Gustavo Gutiérrez.

United States of America:
Frank B. Kellogg.
Charles Evans Hughes.

Who, after having deposited their full powers, found in good and due form by the Conference, have agreed upon the following:

Article 1.

The High Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration all differences of an international character which have arisen or may arise between them by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy and which are juridical in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law.

There shall be considered as included among the questions of juridical character:

(a) The interpretation of a treaty;

(b) Any question of international law;

(c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;

(d) The nature and extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The provisions of this treaty shall not preclude any of the Parties, before resorting to arbitration, from having recourse to procedures of investigation and conciliation established in conventions then in force between them.

Article 2.

There are excepted from the stipulations of this treaty the following controversies:

(a) Those which are within the domestic jurisdiction of any of the Parties to the dispute and are not controlled by international law; and

(b) Those which affect the interest or refer to the action of a State not a Party to this treaty.

Article 3.

The arbitrator or tribunal who shall decide the controversy shall be designated by agreement of the Parties.

In the absence of an agreement the following procedure shall be adopted:

Each Party shall nominate two arbitrators, of whom only one may be a national of said Party or selected from the persons whom said Party has designated as members of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. The other member may be of any other American nationality. These arbitrators shall in turn select a fifth arbitrator who shall be the president of the court.

Should the arbitrators be unable to reach an agreement among themselves for the selection of a fifth American arbitrator, or in lieu thereof, of another who is not, each Party shall designate a non-American member of the Permanent Court of Arbitration at The Hague, and the two persons so designated shall select the fifth arbitrator, who may be of any nationality other than that of a Party to the dispute.

Article 4.

The Parties to dispute shall formulate by common accord, in each case, a special agreement which shall clearly define the particular subject-matter of the controversy, the seat of the court, the rules which be observed in the proceedings, and the other conditions to which the Parties may agree.

If an accord has not been reached with regard to the agreement within three months reckoned from the date of the installation of the court, the agreement shall be formulated by the court.

Article 5.

In case of death, resignation or incapacity of one or more of the arbitrators the vacancy shall be filled in the same manner as the original appointment.

Article 6.

When there are more than two States directly interested in the same controversy, and the interests of two or more of them are similar, the State or States who are on the same side of the question may increase the number of arbitrators on the court, provided that in all cases the Parties on each side of the controversy shall appoint an equal number of arbitrators. There shall also be a presiding arbitrator selected in the same manner as that provided in the last paragraph of Article 3, the Parties on each side of the controversy being regarded as a single Party for the purpose of making the designation therein described.

Article 7.

The award, duly pronounced and notified to the Parties, settles the dispute definitively and without appeal.

Differences which arise with regard to its interpretation or execution shall be submitted to the decision of the court which rendered the award.

Article 8.

The reservations made by one of the High Contracting Parties shall have the effect that the other Contracting Parties are not bound with respect to the Party making the reservations except to the same extent as that expressed therein.

Article 9.

The present treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures.

The original treaty and the instruments of ratification shall be deposited in the Department of State of the United States of America which shall give notice of the ratifications through diplomatic channels to the other signatory Governments and the treaty shall enter into effect for the High Contracting Parties in the order that they deposit their ratifications.

This treaty shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of one year's previous notice at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other signatories. Notice of the denunciation shall be addressed to the Department of State of the United States of America which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Any American State not a signatory of this treaty may adhere to the same by transmitting the official instrument setting forth such adherence to the Department of State of the United States of America which will notify the other High Contracting Parties thereof in the manner heretofore mentioned.

In witness whereof the above mentioned Plenipotentiaries have signed this treaty in English, Spanish, Portuguese, and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

La Delegación de Venezuela suscribe el presente Tratado de Arbitraje con las siguientes reservas:

Primera. Quedan excluídos de este Tratado los asuntos que, conforme a la Constitución o a las Leyes de Venezuela, corresponden a la jurisdicción de sus Tribunales; y, especialmente, los relativos a reclamaciones pecuniarias de extranjeros. En estos asuntos no procederá el arbitraje sino cuando habiéndose agotado por el reclamante los recursos legales, aparezca que ha habido denegación de justicia.

Segunda. Quedan igualmente excluídos los asuntos regidos por acuerdos internacionales en vigencia para esta fecha.

(seal) *Carlos F. Grisanti.*
(seal) *Fr. Arroyo Parejo.*

---

Chile no acepta Arbitraje obligatorio para las cuestiones que tengan origen en situaciones o hechos anteriores al presente Tratado, ni lo acepta tampoco para aquellas cuestiones, que, siendo de la competencia exclusiva de la jurisdicción nacional pretendan las partes interesadas sustraerlas del conocimiento de las autoridades judiciales establecidas, salvo que dichas autoridades se negasen a resolver sobre cualquiera acción o escepción que alguna persona natural o jurídica extrangera les presente en la forma establecida por las leyes del país.

(seal) *Manuel Foster.*
(seal) *A. Planet.*

---

La Delegación de Bolivia, de acuerdo con la doctrina y la política invariablemente sostenidas por Bolivia en el campo jurídico internacional, presta plena adhésión y suscribe el Tratado General de Arbitraje Inter-Americano que han de sancionar las Repúblicas de América, formulando las siguientes expresas reservas:

Primera. Podrán exceptuarse de las estipulaciones del presente Convenio las cuestiones emergentes de hechos o de convenciones anteriores a la accesión del pacto indicado, así como las que de conformidad con el Derecho Internacional corresponden a la competencia exclusiva del Estado.

Segunda. Queda igualmente entendido que para someterse al arbitraje una controversia o litigio territorial, debe préviamente determinarse en el compromiso la zona sobre que versará dicho arbitraje.

(seal) *E. Diez de Medina.*

---

Voto por la afirmativa el Tratado de Arbitraje, con la reserva formulada por la Delegación del Uruguay en la Quinta Conferencia Panamericana, propiciando el Arbitraje amplio; y en la inteligencia de que sólo procede el arbitraje en caso de denegación de justicia, cuando los tribunales nacionales tienen competencia, según su propia legislación.

(seal) *José Pedro Varela.*

---

Reservas de Costa Rica:

(a) Las obligaciones contraídas en este Tratado no anulan, abrogan ni restringen los convenios vigentes de arbitraje que existan ya entre Costa Rica y otra u otras de las altas partes contratantes y no implican arbitraje, desconocimiento o rediscusión de cuestiones que hayan sido ya resueltas por fallos arbitrales.

(b) Las obligaciones contraídas en este Tratado no implican el arbitraje de sentencias dictadas por los Tribunales de Costa Rica en juicios civiles que les sean sometidos y respecto de los cuales las partes interesadas hayan reconocido la competencia de dichos Tribunales.

(seal) *Manuel Castro Quesada.*
(seal) *José Tible-Machado.*

(seal) *Hernán Velarde.*
(seal) *Victor M. Maúrtua.*

---

La Delegación de Honduras, al firmar el presente Tratado, formula expresa reserva haciendo constar que sus disposiciones no serán aplicables a los asuntos o controversias internacionales pendientes ni a los que promuevan en lo sucesivo sobre hechos anteriores a la fecha en que dicho Tratado entre en vigor.

(seal) *Rómulo E. Durón.*
(seal) *M. López Ponce.*

---

La Delegación de Guatemala hace las siguientes reservas:

1. Para someter a arbitraje cualesquiera cuestiones relativas a los límites de la Nación, deberá preceder, en cada caso, la aprobación de la Asamblea Legislativa, de conformidad con la Constitución de la República.

2. Las disposiciones de la presente Convención no alteran ni modifican los convenios y tratados celebrados con anterioridad por la República de Guatemala.

(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *José Falla.*

(seal) *A. Bonamy.*
(seal) *Raoul Lizaire.*

---

La Delegación del Ecuador, siguiendo instrucciones de su Gobierno, reserva de la jurisdicción des arbitraje obligatorio convenido en el presente tratado:

1º Las cuestiones actualmente regidas por convenios o tratados vigentes;

2º Las que surgieren por causas anteriores o provinieren de hechos preexistentes a la firma de este tratado;

3º Las reclamaciones pecuniarias de extranjeros que no hubiesen agotado previamente los tribunals de justicia del país, entendiendo que tal es el espíritu que informó y tal el alcance que el Gobierno ecuatoriano ha dado siempre a la Convención de Buenos Aires de 11 de Agosto de 1910.

(seal) *Gonzalo Zaldumbide.*

---

La Delegación de Colombia suscribe la anterior Convención con las dos siguientes declaraciones o reservas:

Primera: Las obligaciones que por ella contraiga la República de Colombia se refieren a las diferencias que surgieren de hechos posteriores a la ratificación de la Convención;

Segunda: A menos que se trate de un caso de denegación de justicia, el arbitraje previsto en esta Convención no es aplicable a las cuestiones que se hayan originado o se originaren entre un ciudadano, una sociedad o una corporación de una de las Partes y el otro Estado contratante cuando los Jueces o Tribunales de este último Estado son, de acuerdo con su legislación, competentes para resolver la controversia.

(seal) *Enrique Olaya Herrera.*
(seal) *C. Escallón.*

(seal) *S. Gurgel do Amaral.*
(seal) *A. Araujo Jorge.*

(seal) *R. J. Alfaro.*
(seal) *Carlos L. López.*

---

Reserva de la Delegación del Paraguay:

Suscribo este tratado con la reserva de que el Paraguay excluye de su aplicación las cuestiones que afectan directa o indirectamente la integridad del territorio nacional y no sean meramente de fronteras o de límites.

(seal) *Eligio Ayala.*
(seal) *Máximo H. Zepeda.*
(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *J. Lisandro Medina.*

---

Reserva mexicana:

México hace la reserva de que las diferencias que caigan bajo la jurisdicción de los tribunales, no serán objeto del procedimiento previsto por la Convención, sino por denegación de justicia, y hasta después que la sentencia dictada por la autoridad nacional competente haya pasado o la categoría de cosa juzgada.

(seal) *Ferdo González Roa.*
(seal) *Benito Flores.*

---

La Delegación de El Salvador a la Conferencia de Conciliación y Arbitraje reunida en Washington, acepta y suscribe el Tratado General de Arbitraje Inter-Americano celebrado el día de hoy por dicha Conferencia, con las reservas o restricciones siguientes:

1ª. Después de las palabras del inciso 1º del Art. 1º en que se dice: „en virtud de un Tratado o por otra causa“ deben agregarse éstas: „posterior a la presente convención“. Continúa el artículo sin otra variación.

2ª. El inciso A) del Art. 2º lo acepta la Delegación sin las palabras finales que dicen: „y que no estén regidas por el Derecho Internacional“, las que deben tenerse como suprimidas.

3ª. No quedan comprendidas en este Tratado las controversias o diferencias sobre puntos o cuestiones que, según la Constitución Política de El Salvador, no deben someterse al Arbitraje, y

4ª. Las reclamaciones pecuniarias contra la Nación, serán decididas por sus jueces y tribunales por corresponder a ellos el conocimiento y sólo se recurrirá al Arbitraje Internacional en los casos previstos por la Constitución y leyes Salvadoreñas, esto es por denegación de justicia o retardo anormal en administrarla.

(seal) *David Rosales, Hijo.*
(seal) *Cayetano Ochoa.*

---

La República Dominicana al suscribir el Tratado General de Arbitraje Interamericano lo hace en la inteligencia de que las controversias relativas a cuestiones que son de la competencia de sus tribunales no serán deferidas

a la jurisdicción arbitral sino de acuerdo con los principios del Derecho Internacional.

(seal) *A. Morales.*
(seal) *G. A. Díaz.*

(seal) *Orestes Ferrara.*
(seal) *Gustavo Gutiérrez.*

(seal) *Frank B. Kellogg.*
(seal) *Charles Evans Hughes.*

---

Protocol of progressive Arbitration.

Whereas, a General Treaty of Inter-American Arbitration has this day been signed at Washington by Plenipotentiaries of the Governments of Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haiti, Ecuador, Colombia, Brazil, Panama, Paraguay, Nicaragua, Mexico, El Salvador, the Dominican Republic, Cuba, and the United States of America;

Whereas, that treaty by its terms excepts certain controversies from the stipulations thereof;

Whereas, by means of reservations attached to the treaty at the time of signing, ratifying or adhering, certain other controversies have been or may be also excepted from the stipulations of the treaty or reserved from the operation thereof;

Whereas, it is deemed desirable to establish a procedure whereby such exceptions or reservations may from time to time be abandoned in whole or in part by the Parties to said treaty, thus progressively extending the field of arbitration;

The Governments named above have agreed as follows:

Article 1.

Any Party to the General Treaty of Inter-American Arbitration signed at Washington the fifth day of January, 1929, may at any time deposit with the Department of State of the United States of America an appropriate instrument evidencing that it has abandoned in whole or in part the exceptions from arbitration stipulated in the said treaty or the reservation or reservations attached by it thereto.

Article 2.

A certified copy of each instrument deposited with the Department of State of the United States of America pursuant to the provisions of Article 1 of this protocol shall be transmitted by the said Department through diplomatic channels to every other Party to the above-mentioned General Treaty of Inter-American Arbitration.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this protocol in English, Spanish, Portuguese, and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

(seal) *Carlos F. Grisanti.*
(seal) *Fr. Arroyo Parejo.*

(seal) *Manuel Foster.*
(seal) *A. Planet.*

(seal) *E. Diez de Medina.*

(seal) *José Pedro Varela.*

(seal) *Manuel Castro Quesada.*
(seal) *José Tible Machado.*

(seal) *Hernán Velarde.*
(seal) *Victor M. Maúrtua.*

(seal) *Rómulo E. Durón.*
(seal) *M. López Ponce.*

(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *José Falla.*

(seal) *A. Bonamy.*
(seal) *Raoul Lizaire.*

(seal) *Gonzalo Zaldumbide.*

(seal) *Enrique Olaya Herrera.*
(seal) *C. Eschallón.*

(seal) *S. Gurgel do Amaral.*
(seal) *A. Araujo Jorge.*

(seal) *R. J. Alfaro.*
(seal) *Carlos L. López.*

(seal) *Eligio Ayala.*

(seal) *Máximo H. Zepeda.*
(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *J. Lisandro Medina.*

(seal) *Ferdo González Roa.*
(seal) *Benito Flores.*

(seal) *Cayetano Ochoa.*
(seal) *David Rosales, Hijo.*

(seal) *A. Morales.*
(seal) *G. A. Díaz.*

(seal) *Orestes Ferrara.*
(seal) *Gustavo Gutiérrez.*

(seal) *Frank B. Kellogg.*
(seal) *Charles Evans Hughes.*

---

54.

BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et commerciales; signée à Washington, le 20 février 1929, suivie d'un Protocole sur l'enregistrement interaméricain des marques de fabrique, signé à la date du même jour.*)**)

*Treaty Series No. 833.*

---

General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection.

The Governments of Peru, Bolivia, Paraguay, Ecuador, Uruguay, Dominican Republic, Chile, Panama, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haiti, Colombia, Brazil, Mexico, Nicaragua, Honduras and the United States of America, represented at the Pan American Trade Mark Conference at Washington in accordance with the terms of the resolution adopted on February 15, 1928, at the Sixth International Conference of American States at Habana, and the resolution of May 2, 1928, adopted by the Governing Board of the Pan American Union at Washington.

Considering it necessary to revise the „Convention for the Protection of Commercial, Industrial, and Agricultural Trade Marks and Commercial Names", signed at Santiago, Chile, on April 28, 1923, ***) which replaced the „Convention for the Protection of Trade Marks" signed at Buenos Aires on August 20, 1910, †) with a view of introducing therein the reforms which the development of law and practice have made advisable;

Animated by the desire to reconcile the different juridical systems which prevail in the several American Republics; and

Convinced of the necessity of undertaking this work in its broadest scope, with due regard for the respective national legislations,

---

*) Ont déposé jusqu'au 1er juillet 1940 les instruments de ratification de la Convention et du Protocole la Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, le Haïti, le Honduras, le Panamá, le Pérou; seulement de la Convention la Colombie, la Guatémala et le Nicaragua.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

***) V. ci-dessus, No. 49, p. 335.

†) V. ci-dessus, No. 48, p. 319.

Have resolved to negotiate the present Convention for the protection of trade marks, trade names and for the repression of unfair competition and false indications of geographical origin, and for this purpose have appointed as their respective delegates,

Peru:
Alfredo Gonzalez-Prada.

Bolivia:
Emeterio Cano de la Vega.

Paraguay:
Juan V. Ramirez.

Ecuador:
Gonzalo Zaldumbide.

Uruguay:
J. Varela Acevedo.

Dominican Republic:
Francisco de Moya.

Chile:
Oscar Blanco Viel.

Panama:
Ricardo J. Alfaro.
Juan B. Chevalier.

Venezuela:
Pedro R. Rincones.

Costa Rica:
Manuel Castro Quesada.
Fernando E. Piza.

Cuba:
Gustavo Gutierrez.
Alfredo Bufill.

Guatemala:
Adrián Recinos.
Ramiro Fernandez.

Haiti:
Raoul Lizaire.

Colombia:
Roberto Botero Escobar.
Pablo Garcia de la Parra.

Brazil:
Carlos Delgado de Carvalho.

Mexico:
Francisco Suastegui.

Nicaragua:
Vicente Vita.

Honduras:
Carlos Izaguirre V.

United States of America:
Francis White.
Thomas E. Robertson.
Edward S. Rogers.

Who, after having deposited their credentials, which were found to be in good and due form by the Conference, have agreed as follows:

## Chapter I.

*Equality of citizens and aliens as to trade mark and commercial protection.*

### Article 1.

The Contracting States bind themselves to grant to the nationals of the other Contracting States and to domiciled foreigners who own a manufacturing or commercial establishment or an agricultural development in any of the States which have ratified or adhered to the present Convention the same rights and remedies which their laws extend to their own nationals or domiciled persons with respect to trade marks, trade names, and the repression of unfair competition and false indications of geographical origin or source.

## Chapter II.

### *Trade mark protection*

### Article 2.

The person who desires to obtain protection for his marks in a country other than his own, in which this Convention is in force, can obtain protection either by applying directly to the proper office of the State in which he desires to obtain protection, or through the Inter-American Trade Mark Bureau referred to in the Protocol on the Inter-American Registration of Trade Marks, if this Protocol has been accepted by his country and the country in which he seeks protection.

### Article 3.

Every mark duly registered or legally protected in one of the Contracting States shall be admitted to registration or deposit and legally protected in the other Contracting States, upon compliance with the formal provisions of the domestic law of such States.

Registration or deposit may be refused or cancelled of marks:

1. The distinguishing elements of which infringe rights already acquired by another person in the country where registration or deposit is claimed.

2. Which lack any distinctive character or consist exclusively of words, symbols, or signs which serve in trade to designate the class, kind, quality, quantity, use, value, place of origin of the products, time of production, or which are or have become at the time registration or deposit is sought, generic or usual terms in current language or in the commercial usage of the country where registration or deposit is sought, when the owner of the marks seeks to appropriate them as a distinguishing element of his mark.

In determining the distinctive character of a mark, all the circumstances existing should be taken into account, particularly the duration of the use of the mark and if in fact it has acquired in the country where deposit, registration or protection is sought, a significance distinctive of the applicant's goods.

3. Which offend public morals or which may be contrary to public order.

4. Which tend to expose persons, institutions, beliefs, national symbols or those of associations of public interest, to ridicule or contempt.

5. Which contain representations of racial types or scenes typical or characteristic of any of the Contracting States, other than that of the origin of the mark.

6. Which have as a principal distinguishing element, phrases, names or slogans which constitute the trade name or an essential or characteristic part thereof, belonging to some person engaged in any of the other Contracting States in the manufacture, trade or production of articles or merchandise of the same class as that to which the mark is applied.

Article 4.

The Contracting States agree to refuse to register or to cancel the registration and to prohibit the use, without authorization by competent authority, of marks which include national and state flags and coats-of-arms, national or state seals, designs on public coins and postage stamps, official labels, certificates or guarantees, or any national or state official insignia or simulations of any of the foregoing.

Article 5.

Labels, industrial designs, slogans, prints, catalogues or advertisements used to identify or to advertise goods, shall receive the same protection accorded to trade marks in countries where they are considered as such, upon complying with the requirements of the domestic trade mark law.

Article 6.

The Contracting States agree to admit to registration or deposit and to protect collective marks and marks of associations, the existence of which is not contrary to the laws of the country of origin, even when such associations do not own a manufacturing, industrial, commercial or agricultural establishment.

Each country shall determine the particular conditions under which such marks may be protected.

States, Provinces or Municipalities, in their character of corporations, may own, use, register or deposit marks and shall in that sense enjoy the benefits of this Convention.

Article 7.

Any owner of a mark protected in one of the Contracting States in accordance with its domestic law, who may know that some other person is using or applying to register or deposit an interfering mark in any other of the Contracting States, shall have the right to oppose such use, registration or deposit and shall have the right to employ all legal means, procedure or recourse provided in the country in which such interfering mark is being used or where its registration or deposit is being sought, and upon proof that the person who is using such mark or applying to register or deposit it, had knowledge of the existence and continuous use in any of the Contracting States of the mark on which opposition is based upon goods of the same class, the opposer may claim for himself the preferential right to use such mark in the country where the opposition is made or priority to register or deposit it in such country, upon compliance with the requirements established by the domestic legislation in such country and by this Convention.

Article 8.

When the owner of a mark seeks the registration or deposit of the mark in a Contracting State other than that of origin of the mark and

such registration or deposit is refused because of the previous registration or deposit of an interfering mark, he shall have the right to apply for and obtain the cancellation or annulment of the interfering mark upon proving, in accordance with the legal procedure of the country in which cancellation is sought, the stipulations in Paragraph (a) and those of either Paragraph (b) or (c) below;

(a) That he enjoyed legal protection for his mark in another of the Contracting States prior to the date of the application for the registration or deposit which he seeks to cancel; and

(b) that the claimant of the interfering mark, the cancellation of which is sought, had knowledge of the use, employment, registration or deposit in any of the Contracting States of the mark for the specific goods to which said interfering mark is applied, prior to adoption and use thereof or prior to the filing of the application or deposit of the mark which is sought to be cancelled; or

(c) that the owner of the mark who seeks cancellation based on a prior right to the ownership and use of such mark, has traded or trades with or in the country in which cancellation is sought, and that goods designated by his mark have circulated and circulate in said country from a date prior to the filing of the application for registration or deposit for the mark, the cancellation of which is claimed, or prior to the adoption and use of the same.

Article 9.

When the refusal of registration or deposit of a mark is based on a registration previously effected in accordance with this Convention, the owner of the refused mark shall have the right to request and obtain the cancellation of the mark previously registered or deposited, by proving, in accordance with the legal procedure of the country in which he is endeavoring to obtain registration or deposit of his mark, that the registrant of the mark which he desires to cancel, has abandoned it. The period within which a mark may be declared abandoned for lack of use shall be determined by the internal law of each country, and if there is no provision in the internal law, the period shall be two years and one day beginning from the date of registration or deposit if the mark has never been used, or one year and one day if the abandonment or lack of use took place after the mark has been used.

Article 10.

The period of protection granted to marks registered, deposited or renewed under this Convention, shall be the period fixed by the laws of the State in which registration, deposit or renewal is made at the time when made.

Once the registration or deposit of a mark in any Contracting State has been effected, each such registration or deposit shall exist independently of every other and shall not be effected by changes that may occur in the registration or deposit of such mark in the other Contracting States, unless otherwise provided by domestic law.

Article 11.

The transfer of the ownership of a registered or deposited mark in the country of its original registration shall be effective and shall be recognized in the other Contracting States, provided that reliable proof be furnished that such transfer has been executed and registered in accordance with the internal law of the State in which such transfer took place. Such transfer shall be recorded in accordance with the legislation of the country in which it is to be effective.

The use and exploitation of trade marks may be transferred separately for each country, and such transfer shall be recorded upon the production of reliable proof that such transfer has been executed in accordance with the internal law of the State in which such transfer took place. Such transfer shall be recorded in accordance with the legislation of the country in which it is to be effective.

Article 12.

Any registration or deposit which has been effected in one of the Contracting States, or any pending application for registration or deposit, made by an agent, representative or customer of the owner of a mark in which a right has been acquired in another Contracting State through its registration, prior application or use, shall give to the original owner the right to demand its cancellation or refusal in accordance with the provisions of this Convention and to request and obtain the protection for himself, it being considered that such protection shall revert to the date of the application of the mark so denied or cancelled.

Article 13.

The use of a trade mark by its owner in a form different in minor or non-substantial elements from the form in which the mark has been registered in any of the Contracting States, shall not entail forfeiture of the registration or impair the protection of the mark.

In case the form or distinctive elements of the mark are substantially changed, or the list of goods to which it is to be applied is modified or increased, the proprietor of the mark may be required to apply for a new registration, without prejudice to the protection of the original mark or in respect to the original list of goods.

The requirements of the laws of the Contracting States with respect to the legend which indicates the authority for the use of trade marks, shall be deemed fulfilled in respect to goods of foreign origin if such marks carry the words or indications legally used or required to be used in the country of origin of the goods.

Chapter III.

*Protection of commercial names.*

Article 14.

Trade names or commercial names of persons entitled to the benefits of this Convention shall be protected in all the Contracting States. Such

protection shall be enjoyed without necessity of deposit or registration, whether or not the name forms part of a trade mark.

Article 15.

The names of an individual, surnames and trade names used by manufacturers, industrialists, merchants or agriculturists to denote their trade or calling, as well as the firm's name, the name or title legally adopted and used by associations, corporations, companies or manufacturing, industrial, commercial or agricultural entities, in accordance with the provisions of the respective national laws, shall be understood to be commercial names.

Article 16.

The protection which this Convention affords to commercial names shall be:

(a) to prohibit the use or adoption of a commercial name identical with or deceptively similar to one legally adopted and previously used by another engaged in the same business in any of the Contracting States; and

(b) to prohibit the use, registration or filing of a trade mark the distinguishing elements of which consist of the whole or an essential part of a commercial name legally adopted and previously used by another owner domiciled or established in any of the Contracting States, engaged in the manufacture, sale or production of products or merchandise of the same kind as those for which the trade mark is intended.

Article 17.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist domiciled or established in any of the Contracting States, may, in accordance with the law and the legal procedure of such countries, oppose the adoption, use, registration or deposit of a trade mark for products or merchandise of the same class as those sold under his commercial name, when he believes that such trade mark or the inclusion in it of the trade or commercial name or a simulation thereof may lead to error or confusion in the mind of the consumer with respect to such commercial name legally adopted and previously in use.

Article 18.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist domiciled or established in any of the Contracting States may, in accordance with the law and procedure of the country where the proceeding is brought, apply for and obtain an injunction against the use of any commercial name or the cancellation of the registration or deposit of any trade mark, when such name or mark is intended for use in the manufacture, sale or production of articles or merchandise of the same class, by proving:

(a) that the commercial name or trade mark, the enjoining or cancellation of which is desired, is identical with or deceptively similar to his commercial name already legally adopted and previously used in any of

the Contracting States, in the manufacture, sale or production of articles of the same class, and

(b) that prior to the adoption and use of the commercial name, or to the adoption and use or application for registration or deposit of the trade mark, the cancellation of which is sought, or the use of which is sorght to be enjoined, he used and continued to use for the manufacture, sale or production of the same products or merchandise his commercial name adopted and previously used in any of the Contracting States or in the State in which cancellation or injunction is sought.

Article 19.

The protection of commercial names shall be given in accordance with the internal legislation and by the terms of this Convention, and in all cases where the internal legislation permits, by the competent governmental or administrative authorities whenever they have knowledge or reliable proof of their legal existence and use, or otherwise upon the motion of any interested party.

## Chapter IV.

### *Repression of unfair competition.*

Article 20.

Every act or deed contrary to commercial good faith or to the normal and honorable development of industrial or business activities shall be considered as unfair competition and, therefore, unjust and prohibited.

Article 21.

The following are declared to be acts of unfair competition and unless otherwise effectively dealt with under the domestic laws of the Contracting States shall be repressed under the provisions of this Convention:

(a) Acts calculated directly or indirectly to represent that the goods or business of a manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist are the goods or business of another manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist of any of the other Contracting States, whether such representation be made by the appropriation or simulation of trade marks, symbols, distinctive names, the imitation of labels, wrappers, containers, commercial names, or other means of identification;

(b) The use of false descriptions of goods, by words, symbols or other means tending to deceive the public in the country where the acts occur, with respect to the nature, quality, or utility of the goods;

(c) The use of false indications of geographical origin or source of goods, by words, symbols, or other means which tend in that respect to deceive the public in the country in which these acts occur;

(d) To sell, or offer for sale to the public an article, product or merchandise of such form or appearance that even though it does not bear directly or indirectly an indication of origin or source, gives or produces, either by pictures, ornaments, or language employed in the text, the im-

pression of being a product, article or commodity originating, manufactured or produced in one of the other Contracting States;

(e) Any other act or deed contrary to good faith in industrial, commercial or agricultural matters which, because of its nature or purpose, may be considered analogous or similar to those above mentioned.

Article 22.

The Contracting States which may not yet have enacted legislation repressing the acts of unfair competition mentioned in this chapter, shall apply to such acts the penalties contained in their legislation on trade marks or in any other statutes, and shall grant relief by way of injunction against the continuance of said acts at the request of any party injured; those causing such injury shall also be answerable in damages to the injured party.

## Chapter V.

*Repression of false indications of geographical origin or source.*

Article 23.

Every indication of geographical origin or sourec which does not actually correspond to the place in which the article, product or merchandise was fabricated, manufactured, produced or harvested, shall be considered fraudulent and illegal, and therefore prohibited.

Article 24.

For the purposes of this Convention the place of geographical origin or source shall be considered as indicated when the geographical name of a definite locality, region, country or nation, either expressly and directly, or indirectly, appears on any trade mark, label, cover, packing or wrapping, of any article, product or merchandise, directly or indirectly thereon, provided that said geographical name serves as a basis for or is the dominant element of the sentences, words or expressions used.

Article 25.

Geographical names indicating geographical origin or source are not susceptible of individual appropriation, and may be freely used to indicate the origin or source of the products or merchandise or his commercial domicile, by any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist established in the place indicated or dealing in the products there originating.

Article 26.

The indication of the place of geographical origin or source, affixed to or stamped upon the product or merchandise, must correspond exactly to the place in which the product or merchandise has been fabricated, manufactured or harvested.

Article 27.

Names, phrases or words, constituting in whole or in part geographical terms which through constant, general and reputable use in com-

merce have come to form the name or designation itself of the article, product or merchandise to which they are applied, are exempt from the provisions of the preceding articles; this exception, however, does not include regional indications of origin of industrial or agricultural products the quality and reputation of which to the consuming public depend on the place of production or origin.

Article 28.

In the absence of any special remedies insuring the repression of false indications of geographical origin or source, remedies provided by the domestic sanitary laws, laws dealing with misbranding and the laws relating to trade marks or trade names, shall be applicable in the Contracting States.

## Chapter VI.

### *Remedies.*

Article 29.

The manufacture, exportation, importation, distribution, or sale is forbidden of articles or products which directly or indirectly infringe any of the provisions of this Convention with respect to trade mark protection; protection and safeguard of commercial names; repression of unfair competition; and repression of false indications of geographical origin or source.

Article 30.

Any act prohibited by this Convention will be repressed by the competent administrative or judicial authorities of the government of the State in which the offense was committed, by the legal methods and procedure existing in said country, either by official action, or at the request of interested parties, who may avail themselves of the rights and remedies afforded by the laws to secure indemnification for the damage and loss suffered; the articles, products or merchandise or their marks, which are the instrumentality of the acts of unfair competition, shall be liable to seizure or destruction, or the offending markings obliterated, as the case may be.

Article 31.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist, interested in the production, manufacture, or trade in the merchandise or articles affected by any prohibited act or deed, as well as his agents or representatives in any of the Contracting States and the consular officers of the State to which the locality or region falsely indicated as the place to which belongs the geographical origin or source, shall have sufficient legal authority to take and prosecute the necessary actions and proceedings before the administrative authorities and the courts of the Contracting States.

The same authority shall be enjoyed by official commissions or institutions and by syndicates or associations which represent the interests

of industry, agriculture or commerce and which have been legally established for the defense of honest and fair trade methods.

Chapter VII.

*General provisions.*

Article 32.

The administrative authorities and the courts shall have sole jurisdiction over administrative proceedings and administrative judgments, civil or criminal, arising in matters relating to the application of the national law.

Any differences which may arise with respect to the interpretation or application of the principles of this Convention shall be settled by the courts of justice of each State, and only in case of the denial of justice shall they be submitted to arbitration.

Article 33.

Each of the Contracting States, in which it does not yet exist, hereby agrees to establish a protective service, for the suppression of unfair competition and false indication of geographic origin or source, and to publish for opposition in the official publication of the government, or in some other periodical, the trade marks solicited and granted as well as the administrative decisions made in the matter.

Article 34.

The present Convention shall be subject to periodic revision with the object of introducing therein such improvements as experience may indicate, taking advantage of any international conferences held by the American States, to which each country shall send a delegation in which it is recommended that there be included experts in the subject of trade marks, in order that effective results may be achieved.

The national administration of the country in which such conferences are held shall prepare, with the assistance of the Pan American Union and the Inter-American Trade Mark Bureau, the work of the respective conference.

The Director of the Inter-American Trade Mark Bureau may attend the sessions of such conferences and may take part in the discussions, but shall have no vote.

Article 35.

The provisions of this Convention shall have the force of law in those States in which international treaties possess that character, as soon as they are ratified by their constitutional organs.

The Contracting States in which the fulfillment of international agreements is dependent upon the enactment of appropriate laws, on accepting in principle this Convention, agree to request of their legislative bodies the enactment of the necessary legislation in the shortest possible period of time and in accordance with their constitutional provisions.

Article 36.

The Contracting States agree that, as soon as this Convention becomes effective, the Trade Mark Conventions of 1910 and 1923 shall automatically cease to have effect; but any rights which have been acquired, or which may be acquired thereunder, up to the time of the coming into effect of this Convention, shall continue to be valid until their due expiration.

Article 37.

The present Convention shall be ratified by the Contracting States in conformity with their respective constitutional procedures.

The original Convention and the instruments of ratification shall be deposited with the Pan American Union which shall transmit certified copies of the former and shall communicate notice of such ratifications to the other signatory Governments, and the Convention shall enter into effect for the Contracting States in the order that they deposit their ratifications.

This Convention shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance, at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other States. All denunciations shall be sent to the Pan American Union which will thereupon transmit notice thereof to the other Contracting States.

The American States which have not subscribed to this Convention may adhere thereto by sending the respective official instrument to the Pan American Union which, in turn, will notify the governments of the remaining Contracting States in the manner previously indicated.

In witness whereof the above named delegates have signed this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and thereto have affixed their respective seals.

Done in the City of Washington, on the twentieth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(seal) *A. González Prada.*
(seal) *Emeterio Cano de la Vega.*
(seal) *Juan Vicente Ramírez.*
(seal) *Gonzalo Zaldumbide.*
(seal) *Varela.*
(seal) *Francisco de Moya.*
(seal) *Oscar Blanco Viel.*

Subscribo la presente Convención en cuanto sus disposiciones no sean contrarias a la legislación nacional de mi país, haciendo reserva expresa de las disposiciones de esta Convención sobre las cuales no hay legislación en Chile.

(seal) *R. J. Alfaro.*
(seal) *Juan B. Chevalier.*
(seal) *P. R. Rincones.*
(seal) *Manuel Castro Quesada.*
(seal) *F. E. Piza.*
(seal) *Gustavo Gutiérrez.*
(seal) *A. L. Bufill.*
(seal) *Adrián Recinos.*
(seal) *Ramiro Fernández.*
(seal) *Raoul Lizaire.*

(seal) *Pablo García de la Parra.*
(seal) *Carlos Delgado de Carvalho.*
(seal) *F. Suástegui.*
(seal) *Vicente Vita.*
(seal) *Carlos Izaguirre V.*
(seal) *Edward S. Rogers.*
(seal) *Thomas E. Robertson.*
(seal) *Francis White.*

---

Protocol on the Inter-American Registration of Trade Marks.

Whereas, the Governments of Peru, Bolivia, Paraguay, Ecuador, Uruguay, Dominican Republic, Chile, Panama, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haiti, Colombia, Brazil, Mexico, Nicaragua, Honduras and the United States of America have this day signed at Washington through their respective delegates a General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection;

Whereas, the maintenance of an international American agency is considered desirable that manufacturers, industrialists, merchants and agriculturists may enjoy the trade mark and commercial protection which that Convention grants them, and that it may serve as a center of information, and cooperate in the fulfillment and improvement of the provisions of the Convention;

Whereas, the adoption of a general convention and a protocol may facilitate ratification among the Contracting States and adherence among the American Republics which have not taken part in the negotiations, since acceptance of the Convention does not imply acceptance of this instrument,

The above mentioned governments have agreed as follows:

Article 1.

Natural or juridical persons domiciled in or those who possess a manufacturing or commercial establishment or an agricultural enterprise in any of the States that may have ratified or adhered to the present Protocol, may obtain the protection of their trade marks through the registration of such marks in the Inter-American Trade Mark Bureau.

Article 2.

The owner of a mark registered or deposited in one of the Contracting States who desires to register it in any of the other Contracting States, shall file an application to this effect in the office of the country of original registration which office shall transmit it to the Inter-American Trade Mark Bureau, complying with the Regulations. A postal money order or draft on a bank of recognized standing, in the amount of $ 50.00, as a fee for the Inter-American Trade Mark Bureau, plus the amount of the fees required by the national law of each of the countries in which he desires to obtain protection for his mark, shall accompany such application.

Article 3.

Immediately on receipt of the application for the registration of a mark, and on determining that it fulfills all the requirements, the Inter-American Trade Mark Bureau shall issue a certificate and shall transmit by registered mail copies of the same accompanied by a money order for the amount required by the respective Offices of the States in which protection is desired. In the case of adhesions or ratifications of additional States after the registration of a mark, the Inter-American Bureau shall, through the respective offices of their countries, inform the proprietors of marks registered through the Bureau, of said adhesions or ratifications, informing them of the right that they have to register their marks in the new adhering or ratifying States in which registration shall be effected in the manner above mentioned.

Article 4.

Each of the Contracting States, through its Trade Mark Office, shall immediately acknowledge to the Inter-American Bureau, the receipt of the application for registration of each mark, and shall proceed to carry through the proceedings with every possible dispatch, directing that the application be published at the expense of the applicant in the usual official papers, and at the proper time shall notify the Inter-American Bureau of the action that it may have taken in accordance with its internal legislation and the provisions of this Convention.

In case protection is granted to the mark, it shall issue a certificate of registration in which shall be indicated the legal period of registration; which certificate shall be issued with the same formalities as national certificates and shall have the same effect in so far as ownership of the mark is concerned. This certificate of registration shall be sent to the Inter-American Trade Mark Bureau, which shall transmit it to the proprietor of the mark through the proper office of the country of origin.

If, within seven months after the receipt by a Contracting State of an application for the protection of a trade mark transmitted by the Inter-American Trade Mark Bureau, the administration of such State does not communicate to the Bureau notice of refusal of protection based on the provisions of its domestic legislation or on the provisions of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection such mark shall be considered as registered and the Inter-American Trade Mark Bureau shall so communicate to the applicant through the country of origin, and shall issue a special certificate which shall have the same force and legal value as a national certificate.

In case protection of a mark is refused in accordance with the provisions of the internal legislation of a State or of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection, the applicant may have the same recourse which the respective laws grant to the citizens of the State refusing protection. The period within which

the recourse and actions granted by national laws may be exercised shall begin four months after receipt by the Inter-American Trade Mark Bureau of the notice of refusal.

The Inter-American registration of a trade mark communicated to the Contracting States, which may already enjoy protection in such States shall replace any other registration of the same mark effected previously by any other means, without prejudice to the rights already acquired by national registration.

Article 5.

In order to effect the transfer of ownership of a trade mark or the assignment of the use of the same, the same procedure as that set forth in the foregoing articles shall be followed, except that in this case there shall only be remitted to the Inter-American Bureau $ 10.00, to be retained by said Bureau, plus the fees fixed by the domestic legislation of each one of the countries in which it is desired to register the transfer or assignment of the mark, it being understood that the use of trade marks may be transferred separately in each country.

Article 6.

If the applicant claims color as a distinctive element of his mark he shall be required to:

1. Send a statement attached to the application for registration declaring the color or the combination of colors which he claims; and

2. Attach to the application for registration copies or specimens of the mark as actually used, showing the colors claimed, which shall be attached to the notifications sent by the Inter-American Bureau. The number of copies to be sent shall be fixed by the Regulations.

Article 7.

Trade marks shall be published in a bulletin edited by the Inter-American Bureau, wherein shall appear the matter contained in the application for registration and an electrotype of the mark supplied by the applicant.

Each administration of the Contracting States shall receive free of charge from the Inter-American Bureau as many copies of the above mentioned publication as it may ask for.

The publication of a mark in the bulletin of the Inter-American Bureau shall have the same effect as publication in the official journals or bulletins of the Contracting States.

Article 8.

The Inter-American Bureau, on receipt of payment of a fee to be fixed by the Regulations, shall furnish to any person who may so request, copies of the entries made in the register with reference to any particular mark.

Article 9.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall keep a record of renewals which have been effected in compliance with the requirements of the domestic laws of the Contracting States, and after payment of a fee of $ 10.00 to the Inter-American Trade Mark Bureau and the customary fees required by the States where said renewal is effected.

Six months prior to the expiration of the period of protection, the Inter-American Bureau shall communicate this information to the administration of the country of origin and to the owner of the mark.

Article 10.

The owner of a trade mark may at any time relinquish protection in one or several of the Contracting States, by means of a notice sent to the administration of the country of origin of the mark, to be communicated to the Inter-American Bureau, which in turn shall notify the countries concerned.

Article 11.

An applicant for registration or deposit, transfer or renewal of a trade mark through the Inter-American Bureau, may appoint by a proper power of attorney at any time, an agent or attorney to represent him in any procedure, administrative, judicial or otherwise, arising in connection with such trade marks or application in any Contracting State.

Such agents or attorneys shall be entitled to notice of all the proceedings and to receive and present all documents that may be required by the Trade Mark Bureau of each country under the provisions of this Protocol.

Article 12.

The administration in the country of origin shall notify the Inter-American Bureau of all annulments, cancellations, renunciations, transfers and all other changes in the ownership or use of the mark.

The Inter-American Bureau shall record these changes, notify the administrations of the Contracting States and publish them immediately in its bulletin.

The same procedure shall be followed when the proprietor of the mark requests a reduction in the list of products to which the trade mark is applied.

The subsequent addition of a new product to the list may not be obtained except by a new registration of the mark according to the provisions of Article 2 of this Protocol. The same procedure shall be followed in the case of the substitution of one product for another.

Article 13.

The Contracting States bind themselves to send through their respective national trade mark offices, as soon as they are published, two

copies of the official bulletins or publications in which judicial or administrative decisions or resolutions, laws, decrees, regulations, circulars, or any other provisions emanating from the executive, legislative or judicial authorities may appear and which refer to the protection of trade marks, the protection of commercial names, the repression of unfair competition and of false indications of origin, whether of an administrative, civil or penal nature.

Article 14.

In order to comply with this Protocol, and to facilitate the inter-American registration of trade marks, the Contracting States establish as their international agency the Bureau located in Habana, Republic of Cuba, referred to as the „Inter-American Trade Mark Bureau", and confer upon its official correspondence the postal frank.

Article 15.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall perform the duties specified in this Protocol and in the Regulations appended hereto, and shall be supported in part by the fees received for handling trade marks and in part by the quotas assigned to the Contracting States. These quotas shall be paid directly and in advance to the Bureau in yearly installments and shall be determined in the following manner:

The population of each Contracting State ratifying this Protocol shall be determined by its latest official census, the number of inhabitants to be divided into units of 100,000 each, fractions above 50,000 to be considered as a full unit, and those under to be disregarded. The annual budget shall be divided by the total number of units, thereby determining the quota per unit. The contribution of each State to the Inter-American Bureau shall be determined by multiplying the quota per unit by the number of units allotted to each State.

Upon receipt of new ratifications and adhesions to this Protocol, the same procedure shall be followed with respect to such States, the quota of each to be determined by adding these additional units and thus determining the quota per unit.

It is expressly agreed that this annual contribution will continue to be paid only so long as the other revenues of the Bureau are not sufficient to cover the expenses of its maintenance. So long as this situation exits, the latest census of population will be used each year and, on the basis of official data furnished by each Contracting State, the changes in population shall be made and the quotas determined anew before fixing the contributions to be paid by those States. Once the Bureau becomes self-supporting through its own receipts, the balance remaining from the quotas shall be returned to the States in proportion to the amounts received from them.

At the end of each year the Inter-American Bureau shall prepare a statement of fees and contributions received and after making provision for its budgetary requirements for the following year and setting

aside a reserve fund, shall return the balance to the Contracting States in proportion to the quotas paid by them.

The budget of the Bureau and the reserve fund to be maintained shall be submitted by the Director of the Bureau and approved by the Chief Executive of the State in which the Bureau is established. The Director of the Bureau shall also submit an annual report to all ratifying States, for their information.

Article 16.

In case the Bureau should cease to exist, it shall be liquidated under the supervision of the Government of Cuba, the balance of the funds remaining to be distributed among the Contracting States in the same proportion as they contributed to its support. The buildings and other tangible property of the Bureau shall become the property of the Government of Cuba in recognition of the services of that Republic in giving effect to this Protocol; the Government of Cuba agreeing to dedicate such property to purposes essentially inter-American in character.

The Contracting States agree to accept as final any steps that may be taken for the liquidation of the Bureau.

Article 17.

The provisions of this Protocol shall have the force of law in those States in which international treaties possess that character, as soon as they are ratified by their constitutional organs.

The Contracting States in which the fulfillment of international agreements is dependent upon the enactment of appropriate laws, on accepting in principle this Protocol, agree to request of their legislative bodies the enactment of the necessary legislation in the shortest possible period of time and in accordance with their constitutional provisions.

Article 18.

The Contracting States agree that, as soon as this Protocol becomes effective, the Trade Mark Conventions of 1910 and 1923 shall automatically cease to have effect in so far as they relate to the organization of the Inter-American Bureau; but any rights which have been or which may be acquired in accordance with the provisions of said Conventions, up to the time of the coming into effect of this Protocol, shall continue to be valid until their due expiration.

Article 19.

The present Protocol shall be ratified by the Contracting States, in accordance with their respective constitutional procedure, after they shall have ratified the „General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection."

The original Protocol and the instruments of ratification shall be deposited with the Pan American Union, which shall transmit certified

copies of the former and shall communicate notice of such ratifications to the Governments of the other signatory States and the Protocol shall become effective for the Contracting States in the order in which they deposit their ratifications.

This Protocol shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance, at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the State denouncing the same, but shall remain in force as regards the other States. All denunciations shall be sent to the Pan American Union which will thereupon transmit notice thereof to the other States.

The American States which have not signed this Protocol may adhere thereto by sending the respective official instrument to the Pan American Union which, in turn, will thereupon notify the Governments of the remaining Contracting States in the manner previously indicated.

---

## ANNEX

### *Regulations.*

#### Article 1.

The application to obtain protection under the Protocol of which the present Annex is a part shall be made by the owner of the mark or his legal representative to the administration of the State in which the mark has been originally registered or deposited in accordance with the provisions in force in that State, accompanied by a money order or draft payable to the Director of the Inter-American Trade Mark Bureau in the sum required by this Protocol. The application and money order shall be accompanied by an electrotype ($10 \times 10$ centimeters) of the mark reproducing it as registered in the State of original registration.

#### Article 2.

The National Bureau of such State having ascertained that the registration of the mark is legal and valid shall send to the Inter-American Trade Mark Bureau, as soon as possible:

A. The money order;

B. The electrotype of the mark;

C. A certificate in duplicate containing the following details:

1. The name and address of the owner of the mark;
2. The date of the application for registration in the State of original registration;
3. The date of registration of the mark in such State;
4. The order number of the registration in such State;
5. The date of expiration of the protection of the mark in such State;
6. A facsimile of the mark as used;
7. A statement of the goods on which the mark is used;

8. The date of the application to the National Bureau of the State of the original registration to obtain protection under the Convention and this Protocol.

D. When the applicant wishes to claim color as a distinctive element of his mark, thirty copies of the mark printed on paper, showing the color, and a brief description of the same.

Article 3.

Within ten day after receipt from such administration of the matter required by Article 2, the Inter-American Trade Mark Bureau shall enter all information in its books and inform the National Bureau of such State of the receipt of the application and of the number and date of the inter-American registration.

Article 4.

Within thirty days after such receipt, detailed copies of the inter-American registration shall be sent to the National Bureaus of those States which have ratified the Protocol.

Article 5.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall publish a periodic bulletin wherein shall appear the data included in the certificate provided for by Section C of Article 2 of these Regulations and also all other information which may be appropriate concerning registration of such marks in the various States.

The Inter-American Trade Mark Bureau may also publish in its bulletin or separately, books, documents, information, studies, and articles concerning the protection of industrial property.

Article 6.

The acceptance, opposition, or refusal of a mark by the National Bureau of any one of the Contracting States shall be transmitted within ten days following the date of its receipt by the Inter-American Trade Mark Bureau to the administration of the State of origin of the application with a view to its communication to whom it may concern.

Article 7.

Changes in ownership of a mark communicated by the Bureau of the country of origin to the Inter-American Trade Mark Bureau and accompanied by the required fees shall be examined, entered in the register, and corresponding notice sent to the Bureaus of the other Contracting States in which the transfer is to take place, accompanied by the proper fees, all within the time herein fixed with respect to application.

Article 8.

The Director of the Inter-American Trade Mark Bureau shall be appointed by the Executive Power of the State in which the Bureau is

located, from among lawyers of experience in the subject matter and of recognized moral standing. The Director, at his discretion, may appoint or remove the officials or employees of his Bureau, giving notice thereof to the Government of Cuba; adopt and promulgate such other rules, regulations and circulars as he may deem convenient for the proper functioning of the Bureau and which are not inconsistent with this Protocol.

Article 9.

The Inter-American Trade Mark Bureau may carry on any investigation on the subject of trade marks which the Government of any of the Contracting States may request, and encourage the investigation of all problems, difficulties or obstacles which may hinder the operation of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection, or of this Protocol.

Article 10.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall cooperate with the Governments of the Contracting States in the preparation of material for international conferences on this subject; submit to those States such suggestions as it may consider useful, and such opinions as may be requested as to the modifications which should be introduced in the inter-American pacts or in the laws concerning these subjects and in general facilitate the execution of the purposes of this Protocol.

Article 11.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall inform the signatory Governments at least once a year as to the work which the Bureau has done or is doing.

Article 12.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall maintain as far as possible relations with similar offices and scientific and industrial institutions and organizations for the exchange of publications, information, and data relative to the progress of the law on the subject of the protection of trade marks, defense and protection of commercial names and suppression of unfair competition and false indications of origin.

Article 13.

These Regulations may be modified at any time at the request of any of the Contracting States or the Director of the Bureau, provided that the modification does not violate the General Convention or the Protocol of which the Regulations form a part, and that the modification is approved by the Governing Board of the Pan American Union, after having been circulated among the Contracting States for a period of six months before submission for the approval of the Pan American Union.

In witness whereof the above named delegates have signed this Protocol in English, Spanish, Portuguese and French, and thereto have affixed their respective seals.

Done in the City of Washington on the twentieth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(seal) *A. González Prada.*
(seal) *Emeterio Cano de la Vega.*
(seal) *Juan Vicente Ramírez.*
(seal) *Gonzalo Zaldumbide.*
(seal) *Francisco de Moya.*
(seal) *R. J. Alfaro.*
(seal) *Juan B. Chevalier.*
(seal) *P. R. Rincones.*
(seal) *Manuel Castro Quesada.*
(seal) *F. E. Piza.*
(seal) *Gustavo Gutiérrez.*
(seal) *A. L. Bufill.*
(seal) *Raoul Lizaire.*
(seal) *Pablo García de la Parra.*
(seal) *Carlos Delgado de Carvalho.*
(seal) *F. Suástegui.*
(seal) *Vicente Vita.*
(seal) *Carlos Izaguirre V.*
(seal) *Francis White.*
(seal) *Thomas E. Robertson.*
(seal) *Edward S. Rogers.*

---

## 55.

## ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Conventions et Protocole adoptés par la Septième Conférence Panaméricaine, signés à Montevideo, le 26 décembre 1933.*)**)

*Seventh International Conference of American States. Final Act. — Treaty Series No. 875, 881, 882, 887.*

---

### I.

### Convention concernant la nationalité de la femme.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States:

Wishing to conclude a Convention on the Nationality of Women, have appointed the following Plenipotentiaries:

---

*) Pour les ratifications v. la Notice à la fin de ce No.

**) En langues espagnole, anglaise, française et portugaise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Honduras:
Miguel Paz Baraona.
Augusto C. Coello.
Luis Bográn.

United States of America:
Cordell Hull.
Alexander W. Weddell.
J. Reuben Clark.
J. Butler Wright.
Spruille Braden.
Miss Sophonisba P. Breckinridge.

El Salvador:
Héctor David Castro.
Arturo Ramón Avila.
J. Cipriano Castro.

Dominican Republic:
Tulio M. Cestero.

Haiti:
Justin Barau.
Francis Salgado.
Antoine Pierre-Paul.
Edmond Mangonés.

Argentina:
Carlos Saavedra Lamas.
Juan F. Cafferata.
Ramón S. Castillo.
Carlos Brebbia.
Isidoro Ruis Moreno.
Luis A. Podestá Costa.
Raúl Prebisch.
Daniel Antokoletz.

Venezuela:
César Zumeta.
Luis Churion.
José Rafael Montilla.

Uruguay:
Alberto Mañé.
Juan José Amézaga.
José G. Antuña.
Juan Carlos Blanco.
Señora Sofía A. V. de Demicheli.
Martín R. Echegoyen.
Luis Alberto de Herrera.
Pedro Manini Ríos.
Mateo Marques Castro.
Rodolfo Mezzera.
Octavio Morató.
Luis Morquio.
Teófilo Piñeyro Chain.
Dardo Regules.
José Serrato.
José Pedro Varela.

Paraguay:
Justo Pastor Benítez.
Gerónimo Riart.
Horacio A. Fernández.
Señorita María F. González.

Mexico:
José Manuel Puig Casauranc.
Alfonso Reyes.
Basilio Vadillo.
Genaro V. Vásquez.
Romeo Ortega.
Manuel J. Sierra.
Eduardo Suárez.

Panama:
J. D. Arosemena.
Eduardo E. Holguín.
Oscar R. Muller.
Magín Pons.

Bolivia:
Casto Rojas.
David Alvéstegui.
Arturo Pinto Escalier.

Guatemala:
Alfredo Skinner Klee.
José Gozález Campo.
Carlos Salazar.
Manuel Arroyo.

Brazil:
Afranio de Mello Franco.
Lucillo A. da Cunha Bueno.
Francisco Luis da Silva Campos.
Gilberto Amado.

Carlos Chagas.
Samuel Ribeiro.

Ecuador.
Augusto Aguirre Aparicio.
Humberto Albornoz.
Antonio Parra.
Carlos Puig Vilassar.
Arturo Scarone.

Nicaragua:
Leonardo Argüello.
Manuel Cordero Reyes.
Carlos Cuadra Pasos.

Colombia:
Alfonso López.
Raimundo Rivas.
José Camacho Carreño.

Chile:
Miguel Cruchaga Tocornal.
Octavio Señoret Silva.
Gustavo Rivera.
José Ramón Gutiérrez.
Félix Nieto del Río.
Francisco Figueroa Sánchez.
Benjamín Cohen.

Peru:
Alfredo Solf y Muro.
Felipe Barreda Laos.
Luis Fernán Cisneros.

Cuba:
Angel Alberto Giraudy.
Herminio Portell Vilá.
Alfredo Nogueira.

Who, after having exhibited their Full Powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following:

Article 1.

There shall be no distinction based on sex as regards nationality, in their legislation or in their practice.

Article 2.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 3.

The present convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 4.

The present convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 5.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

Honduras.

The Delegation of Honduras adheres to the Convention on Equality of Nationality, with the reservations and limitations which the Constitution and laws of our country determine.

M. Paz Baraona. — Augusto C. Coello. — Luis Bográn.

United States of America.

The Delegation of the United States of America, in signing the Convention on the Nationality of Women makes the reservation that the agreement on the part of the United States is, of course and of necessity, subject to congressional action.

Alexander W. Weddell. — J. Butler Wright.

El Salvador.

Reservation to the effect that in El Salvador the Convention cannot be the object of immediate ratification, but that it will be necessary to consider previously the desirability of reforming the existing Naturalization Law, ratification being obtained only in the event that such legislative reform is undertaken, and after it may have been effected.

Héctor David Castro. — Arturo R. Avila.

Dominican Republic: Tulio M. Cestero.

Haiti: J. Barau. — F. Salgado. — Edmond Mangonés (avec réserves). — A. Prre. Paul (avec réserves).

Argentina: Carlos Saavedra Lamas. — Juan F. Cafferata. — Ramón S. Castillo. — I. Ruiz Moreno. — L. A. Podestá Costa. — D. Antokoletz.

Uruguay: A. Mañé. — José Pedro Varela. — Mateo Marques Castro. — Dardo Regules. — Sofía Alvarez Vignoli de Demicheli. — Teófilo Piñeyro Chain. — Luis A. de Herrera. — Martín R. Echegoyen. — José G. Antuna. — J. C. Blanco. — Pedro Manini Ríos. — Rodolfo Mezzera. — Octavio Morató. — Luis Morquio. — José Serrato.

Paraguay: Justo Pastor Benítez. — María F. Gonzalez.

Mexico: B. Vadillo. — M. J. Sierra. — Eduardo Suárez.

Panama: J. D. Arosemena. — Magin Pons. — Eduardo E. Holguin.
Bolivia: Arturo Pinto Escalier.

Guatemala: A. Skinner Klee. — J. González Campo. — Carlos Salazar. — M. Arroyo.

Brazil: Lucillo A. Da Cunha Bueno. — Gilberto Amado.

Ecuador: A. Aguirre Aparicio. — H. Albornoz. — Antonio Parra V. — C. Puig V. — Arturo Scarone.

Nicaragua: Leonardo Argüello. — M. Cordero Reyes. — Carlos Cuadra Pasos.

Colombia: Alfonso López. — Raimundo Rivas.

Chile: Miguel Cruchaga. — J. Ramón Gutiérrez. — F. Figueroa. — F. Nieto del Río. — B. Cohen.

Peru: Alfredo Solf y Muro.

Cuba: Alberto Giraudy. — Herminio Portell Vilá. — Ing. A. E. Nogueira.

II.

Convention sur la nationalité.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States:

Wishing to conclude a Convention on Nationality, have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus, No I.]

Who, after having exhibited their Full Powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following:

Article 1.

Naturalization of an individual before the competent authorities of any of the signatory States carries with it the loss of the nationality of origin.

Article 2.

The State bestowing naturalization shall communicate this fact through diplomatic channels to the State of which the naturalized individual was a national.

Article 3.

The provisions of the preceding articles do not revoke or modify the Convention on Naturalization signed in Rio de Janeiro the 13th of August, 1906.*)

Article 4.

In case of the transfer of a portion of territory on the part of one of the States signatory hereof to another of such States, the inhabitants of such transferred territory must not consider themselves as

*) V. N.R.G. 3. s. VI, p. 215.

nationals of the State to which they are transferred, unless they expressly opt to change their original nationality.

Article 5.

Naturalization confers nationality solely on the naturalized individual and the loss of nationality, whatever shall be the form in which it takes place, affects only the person who has suffered the loss.

Article 6.

Neither matrimony nor its dissolution affects the nationality of the husband or wife or of their children.

Article 7.

The present convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 8.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 9.

The present convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 10.

The present convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall communicate it to the other signatory governments. After the expiration of this period the convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 11.

The present convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26 th day of December, 1933.

Reservations.

Reservation to the effect that in El Salvador the Convention cannot be the object of immediate ratification, but that it will be necessary to consider previously the desirability of reforming the existing Naturalization Law, ratification being obtained only in the event that such legislative reform is undertaken, and after it may have been effected.

The Delegation of the Dominican Republic makes the following reservations: With respect to Articles 1 and 2, as the Constitution of the State provides that: "no Dominican may claim condition of alien through naturalization or for any other cause", and with respect to Article 6 understands that likewise it does not affect constitutional provisions in force for Dominican women marrying aliens.

The Delegation of Uruguay, which voted affirmatively on the project on Nationality approved in the Plenary Session of Committee 2, declares that it cannot accept Article 1, as it is not in harmony with principles of the internal legislation of Uruguay.

Mexico signs the Convention on Nationality with reservations covering Articles 5 and 6.

Uruguay: A. Mañé. — José Pedro Varela. — Mateo Marques Castro. — Dardo Regules. — Sofía Alvarez Vignoli de Demicheli. — Teófilo Piñeyro Chain. — Luis A. de Herrera. — Martín R. Echegoyen. — José G. Antuña. — J. C. Blanco. — Pedro Manini Ríos. — Rodolfo Mezzera. — Octavio Morató. — Luis Morquio. — José Serrato.

Ecuador: A. Aguirre Aparicio. — H. Albornoz. — Antonio Parra V. — C. Puig V. — Arturo Scarone.

Chile: J. Ramón Gutiérrez. — F. Figueroa. — B. Cohen.

[suivent les autres signatures; v. ci-dessus, No. I.]

III.

Convention concernant l'extradition des criminels.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States:

Wishing to conclude a Convention on Extradition, have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having exhibited their Full Powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following:

Article 1.

Each one of the signatory States in harmony with the stipulations of the present Convention assumes the obligation of surrendering to any one of the States which may make the requisition, the persons who may be in their territory and who are accused or under sentence. This right shall be claimed only under the following circumstances:

a) That the demanding State have the jurisdiction to try and to punish the delinquency which is attributed to the individual whom it desires to extradite.
b) That the act for which extradition is sought constitutes a crime and is punishable under the laws of the demanding and surrendering States with a minimum penalty of imprisonment for one year.

Article 2.

When the person whose extradition is sought is a citizen of the country to wich the requisition is addressed, his delivery may or may not be made, as the legislation or circumstances of the case may, in the judgment of the surrendering State, determine. If the accused is not surrendered, the latter State is obliged to bring action against him for the crime with which he is accused, if such crime meets the conditions established in sub-article b) of the previous article. The sentence pronounced shall be communicated to the demanding State.

Article 3.

Extradition will not be granted:
a) When, previous to the arrest of the accused person, the penal action or sentence has expired according to the laws of the demanding or the surrendering State.
b) When the accused has served his sentence in the country where the crime was committed or when he may have been pardoned or granted an amnesty.
c) When the accused has been or is being tried by the State to which the requisition was directed for the act with which he is charged and on which the petition of extradition is based.
d) When the accused must appear before any extraordinary tribunal or court of the demanding State (tribunal o juzgado de excepción del Estato requiriente). Military courts will not be considered as such tribunal.
e) When the offense is of a political nature or of a character related thereto. An attempt against the life or person of the Chief of State or members of his family, shall not be deemed to be a political offense.
f) When the offense is purely military or directed against religion.

Article 4.

The determination of whether or not the exceptions referred to in the previous article are applicable shall belong exclusively to the State to which the request for extradition is addressed.

Article 5.

A request for extradition should be formulated by the respective diplomatic representative. When no such representative is available,

consular agents may serve, or the governments may communicate directly with another. The following documents in the language of the country to which the request for extradition is directed, shall accompany every such request:

a) An authentic copy of the sentence, when the accused has been tried and condemned by the courts of the demanding State.

b) When the person is only under accusation, an authentic copy of the order of detention issued by the competent judge, with a precise description of the imputed offense, a copy of the laws referring to the prescription of the action or the penalty.

c) In the case of an individual under accusation as also of an individual already condemned, there shall be furnished all possible information of a personal character which may help to identify the individual whose extradition is sought.

Article 6.

When a person whose extradition is sought shall be under trial or shall be already condemned in the State from which it is sought to extradite him, for an offense committed prior to the request for extradition, said extradition shall be granted at once, but the surrender of the accused to the demanding State shall be deferred until his trial ends or his sentence is served.

Article 7.

When the extradition of a person is sought by several States for the same offense, preference will be given to the State in whose territory said offense was committed. If he is sought for several offenses, preference will be given to the State within whose bounds shall have been committed the offense which has the greatest penalty according to the law of the surrendering State.

If the case is one of different acts which the State from which extradition is sought esteems of equal gravity, the preference will be determined by the priority of the request.

Article 8.

The request for extradition shall be determined in accordance with the domestic legislation of the surrendering State and the individual whose extradition is sought shall have the right to use all the remedies and resources authorized by such legislation, either before the judiciary or the administrative authorities as may be provided for by the aforesaid legislation.

Article 9.

Once a request for extradition in the form indicated in Article 5 has been received, the State from which the extradition is sought will exhaust all necessary measures for the capture of the person whose extradition is requested.

Article 10.

The requesting State may ask, by any means of communication, the provisional or preventive detention of a person, if there is, at least, an order by some court for his detention and if the State at the same time offers to request extradition in due course. The State from which the extradition is sought will order the immediate arrest of the accused. If within a maximum period of two months after the requesting State has been notified of the arrest of the person, said State has not formally applied for extradition, the detained person will be set at liberty and his extradition may not again be requested except in the way established by Article 5.

The demanding State is exclusively liable for any damages which might arise from the provisional or preventive detention of a person.

Article 11.

Extradition having been granted and the person requested put at the disposition of the diplomatic agent of the demanding State, then, if, within two months from the time when said agent is notified of same, the person has not been sent to his destination, he will be set at liberty, and he cannot again be detained for the same cause.

The period of two months will be reduced to forty days when the countries concerned are conterminous.

Article 12.

Once extradition of a person has been refused, application may not again be made for the same alleged act.

Article 13.

The State requesting the extradition may designate one or more guards for the purpose of taking charge of the person extradited, but said guards will be subject to the orders of the police or other authorities of the State granting the extradition or of the States in transit.

Article 14.

The surrender of the person extradited to the requesting State will be done at the most appropriate point on the frontier or in the most accessible port, if the transfer is to be made by water.

Article 15.

The objects found in the possession of the person extradited, obtained by the perpetration of the illegal act for which extradition is requested, or which might be useful as evidence of same, will be confiscated and handed over to the demanding country, notwithstanding it might not be possible to surrender the accused because of some unusual situation such as his escape or death.

Article 16.

The costs of arrest, custody, maintenance, and transportation of the person, as well as of the objects referred to in the preceding article, will be borne by the State granting the extradition up to the moment of surrender and from thereon they will be borne by the demanding State.

Article 17.

Once the extradition is granted, the demanding State undertakes:

a) Not to try nor to punish the person for a common offense which was committed previous to the request for extradition and which has not been included in said request, except only if the interested party expressly consents.

b) Not to try nor to punish the person for a political offense, or for an offense connected with a political offense, committed previous to the request for extradition.

c) To apply to the accused the punishment of next lesser degree than death if according to the legislation of the country of refuge the death penalty would not be applicable.

d) To furnish to the State granting the extradition an authentic copy of the sentence pronounced.

Article 18.

The signatory States undertake to permit the transit through their respective territories of any person whose extradition has been granted by another State in favor of a third, requiring only the original or an authentic copy of the agreement by which the country of refuge granted the extradition.

Article 19.

No request for extradition may be based upon the stipulations of this Convention if the offense in question has been committed before the ratification of the Convention is deposited.

Article 20.

The present Convention will be ratified by means of the legal forms in common use in each of the signatory States, and will come into force, for each of them, thirty days after the deposit of the respective ratification.

The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 21.

The present Convention does not abrogate or modify the bilateral or collective treaties, which at the present date are in force between the signatory States. Nevertheless, if any of said treaties lapse, the present Convention will take effect and become applicable immediately among the respective States, if each of them has fulfilled the stipulations of the preceding article.

Article 22.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 23.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan-American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

Reservations.

The Delegation of the United States of America, in signing the present Extradition Convention, reserves the following articles:

Article 2. (second sentence, English text);

Article 3, paragraph d;

Articles 12, 15, 16 and 18.

Reservation to the effect that El Salvador, although its accepts in general principle Article XVIII of the Inter-American Treaty of Extradition, concretely stipulates the exception that it cannot cooperate in the surrender of its own nationals, prohibited by its Political Constitution, by permitting the transit through its territory of said nationals when one foreign State surrenders them to another.

Mexico signs the Convention on Extradition with the declaration with respect to Article 3, paragraph f, that the internal legislation of Mexico does not recognize offenses against religion. It will not sign the optional clause of this Convention.

The Delegation from Ecuador, in dealing with the Nations with which Ecuador has signed Conventions on Extraditions, accepts the stipulations herein established in all respects which are not contrary to said Conventions.

[suivent les signatures, v. ci-dessus No. I, sauf celle de la Bolivie.]

Optional clause.

The States signing this clause, notwithstanding Article 2 of the preceding Convention on Extradition, agree among themselves that in no case will the nationality of the criminal be permitted to impede his extradition.

The present clause is open to those States signing said Treaty of Extradition, which desire to be ruled by it in the future, for which purpose it will be sufficient to communicate their adherence to the Pan American Union.

Argentina: L. A. Podestá Costa. — D. Antokoletz.

Uruguay: A. Mañé. — José Pedro Varela. — Mateo Marques Castro. — Dardo Regules. — Sofía Alvarez Vignoli de Demicheli. — Teófilo Piñeyro Chain. — Luis A. de Herrera. — Martín R. Echegoyen. — José G. Antuña. — J. C. Blanco. — Pedro Manini Ríos. — Rodolfo Mezzera. — Octavio Morató. — Luis Morquio. — José Serrato.

IV.

Convention concernant l'asile politique.

The Governments represented in the Seventh International Conferences of American States:

Wishing to conclude a Convention on Political Asylum, to define the termes of the one signed at Habana, *) have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus, No. I.]

Who, after having exhibited their Full Powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following:

Article 1.

In place of Article 1 of the Convention of Habana on Right of Asylum, of February 20, 1928, the following is substitued:

"It shall not be lawful for the States to grant asylum in legations, warships, military camps, or airships to those accused of common offenses who may have been duly prosecuted or who may have been sentenced by ordinary courts of justice, nor to deserters of land or sea forces.

"The persons referred to in the preceding paragraph who find refuge in some of the above-mentioned places shall be surrendered as soon as requested by the local government".

Article 2.

The judgment of political delinquency concerns the State which offers asylum.

Article 3.

Political asylum, as an institution of humanitarian character, is not subject to reciprocity. Any man may resort to its protection, whatever his nationality, without prejudice to the obligations accepted by

*) V. ci-dessus, No. 51, p. 357.

the State to which he belongs; however, the States that do not recognize political asylum, except with limitations and peculiarities, can exercise it in foreign countries only in the manner and within the limits recognized by said countries.

Article 4.

When the withdrawal of a diplomatic agent is requested because of the discussions that may have arisen in some case of political asylum, the diplomatic agent shall be replaced by his government, and his withdrawal shall not determine a breach of diplomatic relations between the two States.

Article 5.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 6.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 7.

The present Convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 8.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 9.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

Declaration.

Since the United States of America does not recognize or subscribe to, as part of international law, the doctrine of asylum, the delegation of the United States of America refrains from signing the present Convention on Political Asylum.

[suivent les autres signatures, v. ci-dessus No. I, sauf celle de la Bolivie.]

V.

Convention sur l'enseignement de l'histoire.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States, considering:

That it is necessary to complement the political and juridical organization of peace with the moral disarmament of peoples, by means of the revision of texts books in use in the several countries;

That the need of effecting this corrective labor has been recognized by the Pan American Scientific Congress of Lima (1924), the National History Congress of Montevideo (1928), the Congress of History of Buenos Aires (1929), the Congress of History of Bogota (1930), the Second National History Congress of Rio de Janeiro (1931), the American University Congress of Montevideo (1931), and by the adoption of measures in this respect by several American Governments, and that, the United States of Brazil, and the Argentine and Uruguayan Republics, evidencing their deep desire for international peace and understanding, have recently subscribed to agreements for the revision of their text books of History and Geography;

Have appointed as their plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having exchanged their Full Powers, which were found in good and proper form, have agreed to the following:

Article 1.

To revise the text books adopted for instruction in their respective countries, with the object of eliminating from them whatever might tend to arouse in the immature mind of youth aversion to any American Country.

Article 2.

To review periodically the text books adopted for instruction on the several subjects, in order to harmonize them with most recent statistical and general information so that they shall convey the most accurate data respecting the wealth and productive capacity of the American Republics.

Article 3.

To found an "Institute for the Teaching of History" of the American Republics, to be located in Buenos-Aires, and to be responsible for

the coordination and inter-American realization of the purposes described, and whose ends shall be to recommend:

a) That each American Republic foster the teaching of the history of the others.

b) That greater attention be given to the history of Spain, Portugal, Great Britain and France, and of any other non-American country in respect to matters of major interest to the history of America.

c) That the nations endeavor to prevent the inclusion, in educational programs and handbooks on History, of unfriendly references to other countries or of errors that may have been dispelled by historical criticism.

d) That the bellicose emphasis in handbooks on History be lessened and that the study of the culture of the peoples, and the universal development of civilization of each country made, by foreigners, and by other nations, be urged.

e) That annoying comparisons between national and foreign historical characters, and also belittling and offensive coments regarding other countries, be deleted from text books.

f) That the narration of victories over other nations shall not be used as the basis for a deprecatory estimate of the defeated people.

g) That facts in the narration of wars and battles whose results may have been adverse, be not appraised with hatred, or distorted.

h) That emphasis be placed upon whatever may contribute constructively to understanding and cooperation among the American countries.

In the fulfillment of the important educational functions committed to it, the "Institute for the Teaching of History" shall maintain close affiliation with the Pan American Institute of Geography and History, established as an organ of cooperation between the Geographic and Historic Institutes of the Americas, of Mexico City, and with other bodies whose ends are similar to its own.

Article 4.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 5.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 6.

The present Convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 7.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 8.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union which shall cmmunicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

Statement of the Delegation of the United States of America.

The United States heartily applauds this initiative and desires to record its deep sympathy with every measure which tends to encourage the teaching of the history of the American nations, and particularly the purification of the texts of history books, correcting errors, freeing them from bias and prejudice, and eliminating matter which might tend to engender hatred between nations. The Delegation of the United States of America desires to point out, however, that the system of education in the United States, differs from that in other countries of the Americas in that it lies largely outside the sphere of activity of the Federal Government and is supported and administered by the State and Municipal authorities and by private institutions and individuals. The Conference will appreciate, therefore, the constitutional inability of this Delegation to sign the above Convention.

[suivent les signatures des plénipotentiaires, sauf celle du Vénézuela.]

VI.

Protocole additionnel à la Convention générale de conciliation interaméricaine du 5 janvier 1929 *).

The High Contracting Parties of the General Convention of Inter-American Conciliation of the 5th of January, 1929, convinced of the

*) V. ci-dessus, No. 52, p. 397.

undeniable advantage of giving a permanent character to the Commissions of Investigation and Conciliation to which Article 2 of said Convention refers, agree to add to the aforementioned Convention the following and additional Protocol.

Article 1.

Each country signatory to the Treaty signed in Santiago, Chile, the 3rd of May, 1923*), shall name, as soon as possible, by means of a bilateral agreement which shall be recorded in a simple exchange of notes with each one of the other signatories of the aforementioned Treaty, those members of the various commissions provided for in Article 4 of said Treaty. The commissions so named shall have a permanent character and shall be called Commissions of Investigation and Conciliation.

Article 2.

Any of the contracting parties may replace the members which have been designated, whether they be nationals or foreigners; but, at the same time, the substitute shall be named. In case the substitution is not made, the replacement shall not be effective.

Article 3.

The commissions organized in fulfillment of Article 3 of the aforementioned Treaty of Santiago, Chile, shall be called Permanent Diplomatic Commissions of Investigation and Conciliation.

Article 4.

To secure the immediate organization of the commissions mentioned in the first Article hereof, the High Contracting Parties engage themselves to notify the Pan American Union at the time of the deposit of the ratification of the present Additional Protocol in the Ministry of Foreign Relations of the Republic of Chile, the names of the two members whose designation they are empowered to make by Article 4 of the Convention of Santiago, Chile, and said members, so named, shall constitute the members of the Commissions which are to be organized with bilateral character in accordance with this Protocol.

Article 5.

It shall be left to the Governing Board of the Pan American Union to initiate measures for bringing about the nomination of the fifth member of each Commission of Investigation and Conciliation in accordance with the stipulation established in Article 4 of the Convention of Santiago, Chile.

---

*) V. ci-dessus, No. 49, p. 327.

Article 6.

In view of the character which this Protocol has as an addition to the Convention of Conciliation of Washington, of January 5, 1929, the provision of Article 16 of said Convention shall be applied thereto.

In witness whereof, the Plenipotentiaries hereinafter indicated, have set their hands and their seals to this Additional Protocol in English, and Spanish, in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this twenty-sixth day of the month of December in the year nineteen hundred and thirty-three.

United States of America: Alexander W. Weddell. — J. Butler Wright.

Uruguay: A. Mañé. — José Pedro Varela. — Mateo Marques Castro. — Dardo Regules. — Sofía Alvarez Vignoli de Demicheli. — Teófilo Piñeyro Chain. — Luis A. de Herrera. — Martín R. Echegoyen. — José G. Antuña. — J. C. Blanco. — Pedro Manini Ríos. — Rodolfo Mezzera. — Octavio Morató. — Luis Morquio. — José Serrato.

Ecuador: A. Aguirre Aparicio. — Arturo Scarone.

Chile: J. Ramón Gutiérrez. — F. Figueroa. — B. Cohen.

## VII

### Convention relative aux droits et devoirs des Etats.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States:

Wishing to conclude a Convention on Rights and Duties of States, have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having exhibited their Full Powers, which were found to be in good and due order, have agreed upon the following:

Article 1.

The State as a person of international law should possess the following qualifications: a) a permanent population; b) a defined territory; c) government; and d) capacity to enter into relations with the other States.

Article 2.

The federal State shall constitue a sole person in the eyes of international law.

Article 3.

The political existence of the state is independent of recognition by the other States. Even before recognition the State has the right to defend its integrity and independence, to provide for its conservation and prosperity, and consequently to organize itself as it sees fit, to legislate upon its interests, administer its services, and to define the jurisdiction and competence of its courts.

The exercise of these rights has no other limitation than the exercise of the rights of other states according to international law.

Article 4.

States are judically equal, enjoy the same rights, and have equal capacity in their exercise. The rights of each one do not depend upon the power which it possesses to assure its exercise, but upon the simple fact of its existence as a person under international law.

Article 5.

The fundamental rights of States are not susceptible of being affected in any manner whatsoever.

Article 6.

The recognition of a State merely signifies that the State which recognizes it accepts the personality of the other with all the rights and duties determined by international law. Recognition is unconditional and irrevocable.

Article 7.

The recognition of a State may be express or tacit. The latter results from any act which implies the intention of recognizing the new State.

Article 8.

No State has the right to intervene in the internal or external affairs of another.

Article 9.

The jurisdiction of States within the limits of national territory applies to all the inhabitants.

Nationals and foreigners are under the same protection of the law and the national authorities and the foreigners may not claim rights other or more extensive than those of the nationals.

Article 10.

The primary interest of States is the conservation of peace. Differences of any nature which arise between them should be settled by recognized pacific methods.

Article 11.

The contracting States definitely establish as the rule of their conduct the precise obligation not to recognize territorial acquisitions or special advantages which have been obtained by force whether this consists in the employment of arms, in threatening diplomatic representations, or in any other effective coercive measure. The territory of a State is inviolable and may not be the object of military occupation nor of other measures of force imposed by another State directly or indirectly or for any motive whatever even temporarily.

Article 12.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 13.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 14.

The present Convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 15.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 16.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

Reservations.

The Delegation of the United States of America, in signing the Convention on the Rights and Duties of States, does so with the express reservation presented to the Plenary Session of the Conference on December 22, 1933, which reservation reads as follows:

The Delegation of the United States, in voting "yes" on the final vote on this committee recommendation and proposal, makes the same reservation to the eleven articles of the project or proposal that the United States Delegation made to the first ten articles during the final vote in the full Commission, which reservation is in words as follows:

"The policy and attitude of the United States Government toward every important phase of international relationships in this hemisphere could scarcely be made more clear and definite than they have been made by both word and action especially since March 4. I have no disposition therefore to indulge in any repetition or rehearsal of these acts and utterances and shall not do so. Every observing person must by this time thoroughly understand that under the Roosevelt Administration the United States Government is as much opposed as any other government to interference with the freedom, the sovereignty, or other internal affairs or processes of the governments of other nations.

"In addition to numerous acts and utterances in connection with the carrying out of these doctrines and policies, President Roosevelt, during recent weeks, gave out a public statement expressing his disposition to open negotiations with the Cuban Government for the purpose of dealing with the treaty which has existed since 1903. I feel safe in undertaking to say that under our support of the general principle of non-intervention as has been suggested, no government need fear any intervention on the part of the United States under the Roosevelt Administration. I think it fortunate that during the brief period of this Conference there is apparently not time within which to prepare interpretations and definitions of these fundamental terms that are embraced in the report. Such definitions and interpretations would enable every government to proceed in a uniform way without any difference of opinion or of interpretations. I hope that at the earliest possible date such very important work will be done. In the meantime in case of differences of interpretations and also until they (the proposed doctrines and principles) can be worked out and codified for the common use of every government, I desire to say that the United States Government in all of its international associations and relationships and conduct will follow scrupulously the doctrines and policies which it has pursued since March 4 which are embodied in the different addresses of President Roosevelt since that time and in the recent peace address of myself on the 15th day of December before this Conference and in the law of nations as generally recognized and accepted".

The delegates of Brazil and Peru recorded the following private vote with regard to Article 11: "That they accept the doctrine in principle but that they do not consider it codifiable because there are some countries which have not yet signed the Anti-War Pact of Rio de Janeiro of which this doctrine is a part and therefore it does not yet constitute positive international law suitable for codification".

[suivent les signatures des plénipotentiaires, sauf celle de la Bolivie.]

---

Notice.

Ont déposé, jusqu'au 1er juillet 1940, les instruments de ratification:

Pour la Convention I: le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Panamá;

Pour la Convention II: le Brésil, le Chili, l'Equateur, le Honduras, le Mexique, le Panamá;

Pour la Convention III: le Chili, la Colombie, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Panamá, le Salvador;

Pour la Convention IV: le Brésil, le Chili, la Colombie, la République Dominicaine, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Panamá, le Salvador;

Pour la Convention V: la Colombie, la République Dominicaine, l'Equateur, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Panama;

Pour le Protocole VI: le Chili, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Vénézuela;

Pour la Convention VII: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa-Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador, le Vénézuéla.

---

## 56.

## ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

## Conventions, Traité et Protocole adoptés par la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix; signés à Buenos Aires, le 23 décembre 1936.*)**)

*Report of the Delegation of the U. S. A. Washington 1937. — Treaty Series No. 922. — Société des Nations. Recueil des Traités CLXXXVIII, CXCV.*

---

### I.

### Convention pour le maintien, la préservation et le rétablissement de la paix.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

---

*) Pour les ratifications v. la Notice à la fin de ce No.

**) En langues anglaise, espagnole, portugaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Considering:

That according to the statement of Franklin D. Roosevelt, the President of the United States, to whose lofty ideals the meeting of this Conference is due, the measures to be adopted by it "would advance the cause of world peace, inasmuch as the agreements which might be reached would supplement and reinforce the efforts of the League of Nations and of all other existing or future peace agencies in seeking to prevent war";

That every war or threat of war affects directly or indirectly all civilized peoples and endangers the great principles of liberty and justice which constitue the American ideal and the standard of American international policy;

That the Treaty of Paris of 1928 (Kellogg-Briand Pact) *) has been accepted by almost all the civilized States, whether or not members of other peace organizations, and that the Treaty of Non-Aggression and Conciliation of 1933 (Saavedra Lamas Pact signed at Rio de Janeiro) **) has the approval of the twenty-one American Republics represented in this Conference,

Have resolved to give contractual form to these purposes by concluding the present Convention, to which end they have appointed the Plenipotentiaries hereafter mentioned:

Argentina:
Carlos Saavedra Lamas.
Roberto M. Ortiz.
Miguel Angel Cárcano.
José María Cantilo.
Felipe A. Espil.
Leopoldo Melo.
Isidoro Ruiz Moreno.
Daniel Antokoletz.
Carlos Brebbia.
César Díaz Cisneros.

Paraguay:
Miguel Angel Soler.
J. Isidro Ramírez.

Honduras:
Antonio Bermúdez M.
Julián López Pineda.

Costa Rica:
Manuel F. Jiménez.
Carlos Brenes.

Venezuela:
Caracciolo Parra Pérez.
Gustavo Herrera.
Alberto Zérega Fombona.

Peru:
Carlos Concha.
Alberto Ulloa.
Felipe Barreda Laos.
Diómedes Arias Schreiber.

El Salvador:
Manuel Castro Ramírez.
Maximiliano Patricio Brannon.

Mexico:
Francisco Castillo Nájera.
Alfonso Reyes.
Ramón Beteta.
Juan Manuel Alvarez del Castillo.

*) V. N.R.G. 3. s. XXI, p. 3.
**) V. N.R.G. 3. s. XXXII, p. 655.

Brazil:
- José Carlos de Macedo Soares.
- Oswaldo Aranha.
- José de Paula Rodrigues Alves.
- Helio Lobo.
- Hildebrando Pompeu Pinto Accioly.
- Edmundo da Luz Pinto.
- Roberto Carneiro de Mendonça.
- Rosalina Coelho Lisboa de Miller.
- María Luiza Bittencourt.

Uruguay:
- José Espalter.
- Pedro Manini Ríos.
- Eugenio Martínez Thedy.
- Juan Antonio Buero.
- Felipe Ferreiro.
- Andrés F. Puyol.
- Abalcázar García.
- José G. Antuña.
- Julio César Cerdeiras Alonso.
- Gervasio Posadas Belgrano.

Guatemala:
- Carlos Salazar.
- José A. Medrano.
- Alfonso Carrillo.

Nicaragua:
- Luis Manuel Debayle.
- José María Moncada.
- Modesto Valle.

Dominican Republic:
- Max Henríquez Ureña.
- Tulio M. Cestero.
- Enrique Jiménez.

Colombia:
- Jorge Soto del Corral.
- Miguel López Pumarejo.
- Roberto Urdaneta Arbeláez.
- Alberto Lleras Camargo.
- José Ignacio Díaz Granados.

Panama:
- Harmodio Arias M.
- Julio Fábrega.
- Eduardo Chiari.

United States of America:
- Cordell Hull.
- Sumner Welles.
- Alexander W. Weddell.
- Adolf A. Berle, Jr.
- Alexander F. Whitney.
- Charles G. Fenwick.
- Michael Francis Doyle.
- Elise F. Musser.

Chile:
- Miguel Cruchaga Tocornal.
- Luis Barros Borgoño.
- Félix Nieto del Río.
- Ricardo Montaner Bello.

Ecuador:
- Humberto Albornoz.
- Antonio Pons.
- José Gabriel Navarro.
- Francisco Guarderas.
- Eduardo Salazar Gómez.

Bolivia:
- Enrique Finot.
- David Alvéstegui.
- Eduardo Diez de Medina.
- Alberto Ostria Gutiérrez.
- Carlos Romero.
- Alberto Cortadellas.
- Javier Paz Campero.

Haiti:
- Horacio Pauleus Sannon.
- Camille J. León.
- Elie Lescot.
- Edmé Manigat.

Pierre Eugéne de Lespinasse.
Clémente Magloire.

Cuba:
José Manuel Cortina.
Ramón Zaydin.
Carlos Márquez Sterling.
Rafael Santos Jiménez.
César Salaya.
Calixto Whitmarsh.
José Manuel Carbonell.

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

In the event that the peace of the American Republics is menaced, and in order to coordinate efforts to prevent war, any of the Governments of the American Republics signatory to the Treaty of Paris of 1928 or to the Treaty of Non-Agression and Conciliation of 1933, or to both, whether or not a member of other peace organization, shall consult with the other Governments of the American Republics, which, in such event, shall consult together for the purpose of finding and adopting methods of peaceful cooperation.

Article II.

In the event of war, or a virtual state of war between American States, the Governments of the American Republics represented at this Conference shall undertake without delay the necessary mutual consultations, in order to exchange views and to seek, within the obligations resulting from the pacts above mentioned and from the standards of international morality, a method of peaceful collaboration; and, in the event of an international war outside America which might menace the peace of the American Republics, such consultation shall also take place to determine the proper time and manner in which the signatory States, if they so desire, may eventually cooperate in some action tending to preserve the peace of the American Continent.

Article III.

It is agreed that any question regarding the interpretation of the present Convention, which it has not been possible to settle through diplomatic channels, shall be submitted to the procedure of conciliation provided by existing agreements, or to arbitration or to judicial settlement.

Article IV.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original Convention shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall communicate the ratifications to the other signatories. The Convention shall come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they have deposited their ratifications.

Article V.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice, after the expiration of which period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces it but shall remain in effect for the remaining signatory States. Denunciations shall be adressed to the Government of the Argentine Republic, which shall transmit them to the other contracting States.

In witness whereof, the above mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, nineteen hundred and thirty-six.

Reservation of Paraguay: "With the express and definite reservation in respect to its peculiar international position as regards the League of Nations".

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

II.

Protocole additionnel relatif à la non-intervention.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Desiring to assure the benefits of peace in their mutual relations and in their relations with all the nations of the earth, and to abolish the practice of intervention; and

Taking into account that the Convention on Rights and Duties of States, signed at the Seventh International Conference of American States, December 26th, 1933, solemnly affirmed the fundamental principle that "no State has the right to intervene in the internal or external affairs of another".

Have resolved to reaffirm this principle through the negociation of the following Additional Protocol, and to that end they have appointed the Plenipotentiaries hereafter mentioned:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties declare inadmissible the intervention of any one of them, directly or indirectly, and for whatever reason, in the internal or external affairs of any other of the Parties.

The violation of the provisions of this Article shall give rise to mutual consultation, with the object of exchanging views and seeking methods of peaceful adjustment.

Article II.

It is agreed that every question concerning the interpretation of the present Additional Protocol which it has not been possible to settle through diplomatic channels, shall be submitted to the procedure of conciliation provided for in the agreements in force, or to arbitration, or to judicial settlement.

Article III.

The present Additional Protocol shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, which shall communicate the ratifications to the other signatories. The Additional Protocol shall come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they shall have deposited their ratifications.

Article IV.

The present Additionnal Protocol shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice, after the expiration of which period the Protocol shall cease in its effects as regards the Party which denounces it but shall remain in effect for the remaining signatory States. Denunciations shall be addressed to the Government of the Argentine Republic which shall notify them to the other contracting States.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Additionnal Protocol in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, nineteen hundred and thirty-six.

[suivent les noms; ci-dessus No. I.]

III.

Convention pour coordonner et étendre les Traités existant entre les Etats américains et en assurer l'exécution.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Animated by a desire to promote the maintenance of general peace in their mutual relations;

Appreciating the advantages derived and to be derived from the various agreements already entered into condemning war and providing methods for the pacific settlement of international disputes;

Recognizing the need for placing the greatest restrictions upon resort to war; and

Believing that for this purpose it is desirable to conclude a new Convention to coordinate, extend and assure the fulfillment of existing agreements, have appointed Plenipotentiaries as follows:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

Taking into consideration that, by the Treaty to Avoid and Prevent Conflicts between the American States, signed at Santiago, May 3rd, 1923 (known as the Gondra Treaty),*) the High Contracting Parties agree that all controversies which it has been impossible to settle through diplomatic channels or to submit to arbitration in accordance with existing treaties shall be submitted for investigation and report to a Commission of Inquiry;

That by the Treaty for the Renunciation of War, signed at Paris on August 28th, 1928 (known as the Kellogg-Briand Pact, or Pact of Paris),**) the High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another;

That by the General Convention of Inter-American Conciliation, signed at Washington, January 5th, 1929,***) the High Contracting Parties agree to submit to the procedure of conciliation all controversies between them, which it may not have been possible to settle through diplomatic channels, and to establish a "Commission of Conciliation" to carry out the obligations assumed in the Convention;

That by the General Treaty of Inter-American Arbitration, signed at Washington, January 5th, 1929,†) the High Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration, subject to certain exceptions, all differences between them of an international character, which it has not been possible to adjust by diplomacy and which are juridical in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law, and moreover, to create a procedure of arbitration to be followed; and

That by the Treaty of Non-Agression and Conciliation, signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933 (known as the Saavedra Lamas Treaty),††) the High Contracting Parties solemnly declare that they condemn wars of aggression in their mutual relations or in those with other States and that the settlement of disputes or controversies between them shall be effected only by pacific means which have the sanction of

---

*) V. ci-dessus, No. 49, p. 327.
**) V. N.R.G. 3. s. XXI, p. 3.
***) V. ci-dessus, No. 52, p. 397.
†) V. ci-dessus, No. 53, p. 403.
††) V. N.R.G. 3. s. XXXII, p. 655.

international law, and also declare that as between them territorial questions must not be settled by violence, and that they will not recognize any territorial arrangement not obtained by pacific means, nor the validity of the occupation or acquisition of territories brought about by force of arms, and, moreover, in a case of non-compliance with these obligations, the contracting States undertake to adopt, in their character as neutrals, a common and solidary attitude and to exercise the political, juridical or economic means authorized by international law, and to bring the influence of public opinion to bear, without, however, resorting to intervention, either diplomatic or armed, subject nevertheless to the attitude that may be incumbent upon them by virtue of their collective treaties; and, furthermore, undertake to create a procedure of conciliation;

The High Contracting Parties reaffirm the obligations into to settle, by pacific means, controversies of an international character that may arise between them.

Article 2.

The High Contracting Parties, convinced of the necessity for the co-operation and consultation provided for in the Convention for the Maintenance, Preservation and Re-establishment of Peace signed by them on this same day,*) agree that in all matters which affect peace on the Continent, such consultation and co-operation shall have as their object to assist, through the tender of friendly good offices and of mediation, the fulfillment by the American Republics of existing obligations for pacific settlement, to take counsel together, with full recognition of their juridicol equality, as sovereign and independent States, and of their general right to individual liberty of action, when an emergency arises which affects their common interest in the maintenance of peace.

Article 3.

In case of threat of war, the High Contracting Parties shall apply the provisions contained in Articles 1 and 2 of the Convention for the Maintenance, Preservation and Re-establishment of Peace, above referred to, it beeing understood that, while such consultation is in progress and for a period of not more than six months, the parties in dispute will not have recourse to hostilities or take any military action whatever.

Article 4.

The High Contracting Parties further agree that, in the event of a dispute between two or more of them, they will seek to settle it in a spirit of mutual regard for their respective rights, having recourse for this purpose to direct diplomatic negociation or to the alternative procedures of mediation, commissions of inquiry, commissions of conciliation, tribunals of arbitration, and courts of justice, as provided in the

*) V. ci-dessus, p. 456.

treaties to which they may be parties; and they also agree that, should it be impossible to settle the dispute by diplomatic negociation and should the States in dispute have recourse to the other procedures provided in the present Article, they will report this fact and the progress of the negociations to the other signatory States. These provisions do not affect controversies already submitted to a diplomatic or juridical procedure by virtue of special agreements.

Article 5.

The High Contracting Parties agree that, in the event that the methods provided by the present Convention or by agreements previously concluded should fail to bring about a pacific settlement of differences that may arise between any two or or more of them, and hostilities should break out between two or more of them, they shall be governed by the following stipulations:

(a) They shall, in accordance with the terms of the Treaty of Non-Aggression and Conciliation (Saavedra Lamas Treaty), adopt in their character as neutrals a common and solidary attitude; and shall consult immediately with one another, and take cognizance of the outbreak of hostilities in order to determine, either jointly or individually, whether such hostilities shall be regarded as constituting a state of war so as to call into effect the provisions of the present Convention.

(b) It is understood that, in regard to the question whether hostilities actually in progress constitue a state of war, each of the High Contracting Parties shall reach a prompt decision. In any event, should hostilities be actually in progress between two or more of the Contracting Parties, or between two or more signatory States not at the time parties to this Convention by reason of failure to ratify it, each Contracting Party shall take notice of the situation and shall adopt such an attitude as would be consistent with other multilateral treaties to which it is a party or in accordance with its municipal legislation. Such action shall not be deemed an unfriendly act on the part of any State affected thereby.

Article 6.

Without prejudice to the universal principles of neutrality provided for in the case of an international war outside of America and without affecting the duties contracted by those American States members of the League of Nations, the High Contracting Parties reaffirm their loyalty to the principles enunciated in the five agreements referred to in Article 1, and they agree that in the case of an outbreak of hostilities or threat of an outbreak of hostilities between two or more of them, they shall, through consultation, immediately endeavour to adopt in their character as neutrals a common and solidary attitude, in order to discourage or prevent the spread or prolongation of hostilities.

With this object, and having in mind the diversity of cases and circumstances, they may consider the imposition of prohibitions or

restrictions on the sale or shipment of arms, munitions and implements of war, loans or other financial help to the States in conflict, in accordance with the municipal legislation of the High Contracting Parties, and without detriment to their obligations derived from other treaties to which they are or may become parties.

Article 7.

Nothing contained in the present Convention shall be understood as affecting the rights and duties of the High Contracting Parties which are at the same time members of the League of Nations.

Article 8.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their constitutional procedures. The original Convention and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, which shall communicate the ratifications to the other signatory States. It shall come into effect when ratifications have been deposited by not less than eleven signatory States.

The Convention shall remain in force indefinitely; but it may be denounced by any of the High Contracting Parties, such denunciation to be effective one year after the date upon which such notification has been given. Notices of denunciation shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, which shall transmit copies thereof to the other signatory States. Denunciation shall not be regarded as valid if the Party making such denunciation shall be actually in a state of war, or shall be engaged in hostilities without fulfilling the provisions established by this Convention.

In witness whereof, the Plenipotentiaries above mentioned have signed this Treaty in English, Spanish, Portuguese, and French, and have affixed thereto their respective seals, in the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, this twenty-third day of December, of the year 1936.

Reservations.

*Reservation of the Argentine Delegation.*

(1) In no case, under Article VI, can foodstuffs or raw materials destined for the civil populations of belligerent countries be considered as contraband of war, nor shall there exist any duty to prohibit credits for the acquisition of said foodstuffs or raw materials which have the destination indicated.

With reference to the embargo on arms, each nation may reserve freedom of action in the face of a war of agression.

*Reservation of the Delegation of Paraguay.*

(2) In no case, under Article VI, can foodstuffs or raw materials destined for the civil populations of belligerent countries be considered

as contraband of war, nor shall there exist any duty to prohibit credits for the acquisition of said foodstuffs or raw materials which have the destination indicated.

With reference to the embargo on arms, each nation may reserve freedom of action in the face of a war of agression.

*Reservation of the Delegation of El Salvador.*

(3) With reservation with respect to the idea of continental solidarity when confronted by foreign aggression.

*Reservation of the Delegation of Colombia.*

(4) In signing this Convention, the Delegation of Colombia understands that the phrase "in their character as neutrals", which appears in Articles V and VI, implies a new concept of international law which allows a distinction to be drawn between the aggressor and the attacked, and to treat them differently. At the same time, the Delegation of Colombia considers it necessary, in order to assure the full and effective application of this Pact, to set down in writing the following definition of the aggressor.

That State shall be considered as an aggressor which becomes responsible for one or several of the following acts:

(a) That its armed forces, to whatever branch they may belong, illegally cross the land, sea or air frontiers of other States. When the violation of the territory of a State has been effected by irresponsible bands organized within or outside of its territory and which have received direct or indirect help from another State, such violation shall be considered equivalent, for the purposes of the present Article, to that effected by the regular forces of the State responsible for the aggression;

(b) That it has intervened in a unilateral or illegal way in the internal or external affairs of another State;

(c) That it has refused to fulfil a legally given arbitral decision or sentence of international justice.

No consideration of any kind, whether political, military, economic or of any other kind, may serve as an excuse or justification for the aggression here anticipated.

[suivent les signatures, v. ci-dessus, No. I.]

## IV.

### Traité ayant pour but de prévenir les différends internationaux.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

In order to adopt, in the interest of the maintenance of international peace so far as may be attainable, a preventive system for the consideration of possible causes of future controversies and their settlement by pacific means; and

Convinced that whatever assures and facilitates compliance with the treaties in force constitutes an effective guarantee of international peace,

Have agreed to conclude a Treaty and to this effect have named the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties bind themselves to establish permanent bilateral mixed commissions composed of representatives of the signatory Governments which shall in fact be constituted, at the request of any of them, and such Party shall give notice of such request to the other signatory Governments.

Each Government shall appoint its own representative to the said commission, the meetings of which are to be held, alternatively, in the capital city of one and the other Governments represented in each of them. The first meeting shall be held at the seat of the Government which convokes it.

Article II.

The duty of the aforementioned commissions shall be to study, with the primary object of eliminating them, as far as possible, the causes of future difficulties or controversies; and to propose additional or detailed lawful measures which it might be convenient to take in order to promote, as far as possible, the due and regular application of treaties in force between the respective Parties, and also to promote the development of increasingly good relations in all ways between the two countries dealt with in each case.

Article III.

After each meeting of any of the said preventive commissions a minute shall be drawn up and signed by its members setting out the considerations and decisions thereof and such minute shall be transmitted to the Governments represented in the commissions.

Article IV.

The present Treaty shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article V.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies

to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article VI.

The present Treaty will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article VII.

The present Treaty shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Treaty shall cease in its effects as regards the Party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Treaty in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

*Reservation of the Delegation of Peru.*

Peru adheres to the above proposal with a reservation to Article I in the sense that it understands that recourse to the bilateral mixed commission is not mandatory but optional.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

V.

Traité interaméricain sur les bons offices et la médiation.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Considering that, notwithstanding the pacts which have been concluded between them, it is desirable to facilitate, even more, recourse to peaceful methods for the solution of controversies,

Have resolved to celebrate a Treaty of Good Offices and Mediation between the American countries, and to this end have named the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed af follows:

Article I.

When a controversy arises between them, that cannot be settled by the usual diplomatic means, the High Contracting Parties may have

recourse to the good offices or mediation of an eminent citizen of any of the other American countries, preferably chosen from a general list made up in accordance with the following Article.

Article II.

To prepare the aforementioned list, each Government, as soon as the present Treaty is ratified, shall name two citizens selected from among the most eminent by reason of their hight character and juridical learning.

The designations shall immediately be communicated to the Pan-American Union, which shall prepare the list and shall forward copies thereof to the Contracting Parties.

Article III.

According to the hypothesis set forth in Article 1, the countries in controversy shall, by common agreement, select one of the persons named on this list, for the purposes indicated in this Treaty.

The person selected shall name the place where, under his chairmanship, one duly authorized representative of each of the Parties shall meet in order to seek a peaceful and equitable solution of the difference.

If the Parties are unable to agree concerning the selection of the person lending his good offices or mediation, each one shall choose one of those named on the list. The two citizens chosen in this way shall select, from among the names listed, a third person who shall undertake the functions referred to, endeavoring, in so far as possible, to make a choice that shall be acceptable to both Parties.

Article IV.

The mediator shall determine a period of time, not to exceed six nor be less than three months for the Parties to arrive at some peaceful settlement. Should this period expire before the Parties have reached some solution, the controversy shall be submitted to the procedure of conciliation provided for in existing inter-American agreements.

Article V.

During the procedure established in this Treaty each of the interested Parties shall provide for its own expense and shall contribute equally to common costs or honoraria.

Article VI.

The present Treaty shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The ori-

ginal instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article VIII.

The present Treaty will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article IX.

The present Treaty shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Treaty shall cease in its effects as regards the Party which denounces it, but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article X.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Treaty in English, Spanish, Portuguese and French, and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

VI.

Convention en vue de l'établissement d'une route panaméricaine.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Cognizant of the fact that the primary purpose of the Inter-American Conference is the strengthening of the bonds of friendship already existing between the countries of this Continent;

Convinced that direct and material contact between the American peoples necessarily would strengthen those bonds, consolidating therefore the peace of the Continent;

Knowing that the general welfare will be greater when there is greater facility for the exchange of the products of said countries;

Considering, finally, that one of the most adequate and efficient means for the attainment of the moral and material end aimed at jointly by the American Republics, is the termination of a highway which establishes a permanent communication between their respective territories,

Have decided to conclude a Convention on that subject and for such purpose have appointed the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus, No. I.]

Who, after exhibiting their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties agree to collaborate, with all diligence and by all adequate means, in the speedy completion of a Pan-Americain Highway, which will permit at all times the transit of motor vehicles.

Article II.

The High Contracting Parties shall form a Commission of technical experts with the object of coordinating the work of the different Governments and also to complete the studies and formulate the necessary projects in those countries which, not having heretofore completed this work, may need the cooperation of the Commission.

Article III.

Immediately after ratifying the present Convention, the High Contracting Parties shall consult among each other with a view to appointing a financial committee composed of the representatives of three of the ratifying Governments. This Committee shall study the problems concerning the speedy completion of the Pan-American Highway, and within a period not more than six months from the date of its constitution shall submit a detailed report for the consideration of the Governments, accompanied by a plan for the solution of said problems.

Article IV.

Finally the High Contracting Parties bind themselves to establish or designate at once in their respective territories at least one permanent public office, for the purpose of giving information on the work in progress, the sections of the Highway which are passable, the local transit regulations and all other information which nationals and tourists of the signatory countries may require.

Article V.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article VI.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified

copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article VII.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article VIII.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the Party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article IX.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan-American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

VII.

Convention en vue d'encourager les relations culturelles interaméricaines.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Considering that the purpose for which the Conference was called would be advanced by greater mutual knowledge and understanding of the people and institutions of the countries represented and a more consistent educational solidarity on the American continent; and

That such results would be appreciably promoted by an exchange of professors, teachers and students among the American countries, as well as by the encouragement of a closer relationship between unofficial organizations which exert an influence on the formation of public opinion,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and to that effect have designated the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

Every year each Government shall award to each of two graduate students or teachers of each other country selected in accordance with the procedure established in Article II hereof, a fellowship for the ensuing scholastic year. The awards shall be made after an exchange between the two Governments concerned of the panels referred to in Article II hereof. Each fellowship shall provide tuition and subsidiary expenses and maintenance at an institution of higher learning to be designated by the country awarding the fellowship, through such agency as may seem to it appropriate, in co-operation with the recipient so far as may be practicable. Travelling expenses to and from the designated institution and other incidental expenses shall be met by the recipient or the nominating Government. Furthermore, each Government agrees to encourage, by appropriate means, the interchange of students and teachers of institutions within its territory and those of the other contracting countries, during the usual vacation periods.

Article II.

Each Government shall have the privilege of nominating and presenting to each other Government on or before the date fixed at the close of this Article a panel of the names of five graduate students or teachers together with such information concerning them as the Government awarding the fellowship shall deem necessary, from which panel the latter Government shall select the names of two persons. The same students shall not be nominated for more than two successive years; and, except under unusual circumstances, for more than one year. There shall be no obligation for any country to give consideration to the panel of any other country not nominated and presented on or before the date fixed at the close of this Article, and fellowships for which no panel of names is presented on or before the date specified may be awarded to applicants nominated on the panels of any other country but not receiving fellowships. Unless otherwise agreed upon between the countries concerned, the following dates shall prevail:

Countries of South America, November 30th.

All other countries, March 31st.

Article III.

If for any reason it becomes necessary that a student be repatriated the Government awarding the fellowship may effect the repatriation, at the expense of the nominating Government.

Article IV.

Each High Contracting Party shall communicate to each of the other High Contracting Parties through diplomatic channels, on the first of January of every alternate year, a complete list of the full professors available for exchange service from the outstanding universities, scientific institutions and technical schools of each country. From this list each one of the other High Contracting Parties shall arrange to select a visiting professor who shall either give lectures in various centers, or conduct regular courses of instruction, or pursue special research in some designated institution and who shall in other appropriate ways promote better understanding between the parties cooperating, it being understood, however, that preference shall be given to teaching rather than to research work. The sending Government shall provide the expenses for travel to and from the capital where the exchange professor resides and the maintenance and local travel expenses while carrying out the duties for which the professor was selected. Salaries of the professors shall be paid by the sending country.

Article V.

The High Contracting Parties agree that each Government shall designate or create an appropriate agency or appoint a special officer charged with the responsibility of carrying out in the most efficient way possible the obligations assumed by such Government in this Convention.

Article VI.

Nothing in this Convention shall be construed by the High Contracting Parties as obligating any one of them to interfere with the independence of its institutions of learning or with the freedom of academic teaching and administration therein.

Article VII.

Regulations concerning details for which it shall appear advisable to provide, shall be framed, in each of the contracting countries, by such agency as may seem appropriate to its Government, and copies of such regulations shall be promptly furnished, through the diplomatic channel, to the Governments of the other High Contracting Parties.

Article VIII.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article IX.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign

Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article X.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article XI.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the Party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the city of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

VIII.

Convention concernant l'échange des publications.

The Governments represented in the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Desiring to conclude a Convention relative to the exchange of publications, have named the following plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus, No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

There shall be established in the national or official Library of the Capital of each of the Contracting Parties a section dedicated to each of the other States taking part in this Convention.

Article II.

For the installation of these sections each Government promises to provide to each of the other Parties signatory to this Convention a collection of works of such character as to afford an understanding of the thought of their men of letters and science.

Article III.

Each Government agrees to provide the accredited diplomatic missions of the other Contracting Parties with two copies of each of its official publications and such other publications as are edited with official assistance. These copies shall be destined for the sections indicated in Article I.

Article IV.

The national or official Libraries of the Capitals of the Contracting Parties shall enter into agreements to maintain, with the frequency desirable, a service of exchange of works edited in each one of them, and of photographic copies of documents which may be of interest to American history.

Article V.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article VI.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article VII.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article VIII.

The present Convention shall remain in effect indifinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article IX.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In withness whereof, the above mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les signatures; v. ci-dessus, No. I.]

## IX.

### Convention en vue d'accorder des facilités aux expositions artistiques.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Desirous of improving their spiritual relationships through a better acquaintance with their respective artistic creations, have resolved to conclude a Convention relative to the exhibition of artistic productions, and to this effect have named the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

#### Article I.

Each of the High Contracting Parties agrees to grant, so far as its legislation may permit, all possible facilities for the holding within its territory of artistic exhibitions of each of the other Parties.

#### Article II.

The facilities referred to in Article I shall be granted to Government agencies and to private enterprises which are officially authorized by them and shall be extended, as far as possible, to customshouse formalities and requirements, to transport on communication lines belonging to the respective States, to rooms for exhibition or storage, and to other matters related to the object referred to.

#### Article III.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

#### Article IV.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signa-

tory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article V.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article VI.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the Party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article VII.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of States which are not signatories. The Corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan-American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

X.

Convention concernant l'orientation pacifiste de l'enseignement public.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Recognizing that to reaffirm reciprocal confidence between the Nations of the Continent and to perfect the political and juridical organization of peace, it is necessary to establish a certain number of international rules for the peaceful orientation of the peoples as one of the essential aspects of the vast work of moral and material disarmament; and

Taking into account the fact that the success of the measures taken to this end in one country depends in large part upon the application of similar measures in the others;

Have resolved to conclude a Convention concerning this matter, and to that end have named the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1º.

The High Contracting Parties agree to organize, in their public educational establishments, the teaching of the principles of pacific settlement of international disputes and the renunciation of war as an instrument of national policy, as well as the practical applications of these principles.

Article 2º.

The High Contracting Parties agree to prepare, through their administrative authorities on public education, textbooks or manuals of instruction adapted to all school grades, including the training of a teaching staff, in order to promote understanding, mutual respect, and the importance of international cooperation. Persons in charge of instruction shall teach in accordance with the principles expressed therein.

Article 3º.

The High Contracting Parties shall entrust the National Commission of Intellectual Cooperation, provided for in previous agreements in force, with the fulfillment of the provisions mentioned above, and with promoting the publicity which moving pictures, the theatre, and the radio may give to the cause of international understanding, and with the study and application of any other measures which may increase the spirit of tolerance, equity and justice between nations. Each Commission shall send annually to the respective Division of the Pan American Union at Washington, and to the International Institute of Intellectual Cooperation, at Paris, a detailed report concerning the measures taken by its country in fulfillment of the present Convention.

Article 4º.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 5º.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 6°.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 7°.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 8°.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of states which are not signatories. The corrresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the above mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the City of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les signatures; v. ci-dessus, No. I.]

XI.

Convention en vue de faciliter la circulation des films ayant un caractère éducatif ou propagandiste.

The Governments represented at the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace,

Convinced that by giving facilities for the admission and circulation of cinematographic films having an educational or propaganda character, mutual understanding will be developed and the affection and mutual comprehension of American peoples will be encouraged,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose, and to that effect have named the following Plenipotentiaries:

[suivent les noms; v. ci-dessus No. I.]

Who, after having deposited their Full Powers found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties bind themselves to exempt from all customs tariffs and expenses and additional taxes of any kind, the permanent or temporary importation, transit, and exportation of films of educational and propaganda character produced by entities or institutions established in the territory of any of the High Contracting Parties.

This exemption shall not apply to the customs dues on the importation of merchandise, not even when these are exempted from customs duties, such as the tax for statistics or stamp taxes.

The High Contracting Parties also bind themselves not to submit the films of an educational or propaganda character to internal taxes different from or higher than, or to regulation, formalities or rules of sales, or circulation or regulation of any other kind, different from those to which national films are submitted. Nevertheless, they may require those importing or showing them for profit, to exhibit this type of films as one of the numbers of each motion picture show where an entrance fee is charged.

Article II.

By educational and propaganda films the following is meant:

a) Films intended for information on the work and purposes of international entities generally recognized by the High Contracting Parties which deal with the maintenance of peace between nations;

b) Films intended for educational use in any grade;

c) Films intended for professional guidance, including technical films connected with industry and films for scientific organization of labor;

d) Films of scientific or technical investigations or of popularization of science;

e) Films concerning hygiene, physical culture, social welfare and social service;

f) Tourist publicity films or any with other aim, which have no political character.

Article III.

The provisions in the previous Article shall be applied to educational films in any one of the following ways:

Printed or developed negatives and printed or developed positives.

The present Convention shall likewise apply to any kind of sound reproduction such as phonograph records complementary to the film, and sound films.

Article IV.

To obtain the exemption of custom dues in accordance with the present Convention for any film, including any kind of complementary sound reproduction, it shall be accompanied by a certificate issued by the proper public administration belonging to the country of origin by which the fact that it is an educational or propaganda film and its non-political character, is established.

Article V.

For the purposes of the preceding Article the Contracting States shall notify to the Pan American Union at the time of ratification or

adherence, the name of the public administration which will issue such certificates.

Article VI.

On presentation of such certificates and in cases in which the exemption of custom duties may not have been granted, the customs authorities of the country to which it is desired to import the film, shall grant the necessary facilities to exhibit the film to the national authority commissioned to give its opinion whether same may be admitted duty free. The expenses entailed by this presentation shall be for the account of those interested in the importation of the film.

Article VII.

Only the competent national authority is entitled to decide whether a film is to be considered as educational from a national point of view, and accordingly to be admitted duty free as provided for in this Convention.

Article VIII.

The High Contracting Parties bind themselves to promote as much as possible the international exchange and loan of educational or non-political publicity films by means of direct agreements between the respective authorities having jurisdiction in each country.

Article IX.

Nothing in the present Convention shall affect the right of the High Contracting Parties to submit to revision and classification educational or publicity films in accordance with its own laws, or to take measures to prohibit or limit the importation or transit of films for reasons of public order.

Article X.

When signing or adhering to the present Convention the High Contracting Parties may reserve the right to adopt measures for prohibiting or limiting the importation of films in order to protect their home markets against invasion by films of foreign origin.

Article XI.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article XII.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic which shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the

archives of the Pan American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article XIII.

The present Convention will come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article XIV.

The present Convention shall remain in effect indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan American Union, which shall transmit it to the other signatory governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the party which denounces it but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article XV.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the above mentioned Plenipotentiaries sign the present Convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals, at the city of Buenos Aires, Capital of the Argentine Republic, on the twenty-third day of the month of December, 1936.

[suivent les signatures; v. ci-dessus, No. I.]

---

Notice.

Ont déposé, jusqu'au 1er juillet 1940, les instruments de ratification:

Pour la Convention I: le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, le Panamá;

Pour le Protocole II: le Brésil, le Chili, l'Equateur, le Honduras, le Mexique, le Panamá;

Pour la Convention III: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador;

Pour la Convention IV: le Chili, la Colombie, la Costa-Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador;

Pour la Convention V: le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa-Rica, la Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Salvador;

Pour la Convention VI: le Chili, la Costa-Rica, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Honduras, le Mexique, la Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador;

Pour la Convention VII: le Brésil, le Chili, la Costa-Rica, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Panamá, le Paraguay, le Pérou, le Vénézuéla;

Pour la Convention VIII: le Brésil, la Costa-Rica, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador, le Vénézuéla;

Pour la Convention IX: le Brésil, le Chili, la Costa-Rica, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, la Guatémala, le Haïti, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador, le Vénézuéla;

Pour la Convention X: le Brésil, le Chili, la Costa-Rica, la République Dominicaine, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Vénézuéla;

Pour la Convention XI: le Brésil, le Chili, la Costa-Rica, la République Dominicaine, la Guatémala, le Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Pérou, le Salvador, le Vénézuéla.

---

## 57.

## SUÈDE, NORVÈGE.

## Accord sur la construction et l'entretien d'un pont sur le Svinesund; signé à Oslo, le 20 avril 1938.*)

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1938, No. 15.*

Överenskommelse rörande uppförande och underhåll av landsvägsbro mellan Sverige och Norge över Svinesund.

Hans Majestät Konungen av Sverige och Hans Majestät Konungen

Avtale om å byggja og halda ved lag ei landsvegbru millom Sverige og Noreg over Svinesund.

Hans Majestet Kongen av Sverige og Hans Majestet Noregs

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 18 juin 1938.

av Norge, vilka beslutat träffa en överenskommelse rörande uppförande och underhåll av en landsvägsbro mellan Sverige och Norge över Svinesund, hava för sådant ändamål till sina fullmäktige utsett,

Hans Majestät Konungen av Sverige:

Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Oslo,

Christian Ernst Günther;

Hans Majestät Konungen av Norge:

Sin Utrikesminister

Halvdan Koht;

vilka, därtill behörigen bemyndigade, överenskommit om följande artiklar:

Art. 1.

Svenska Staten förbinder sig anlägga broförbindelse mellan Sverige och Norge över Svinesund på de i denna överenskommelse angivna villkor.

Art. 2.

Bron skall utföras helt av svenskt material i svensk regi och i samråd med de norska myndigheterna. Av för brons utförande erforderliga dagsverken skola 14 procent utföras av norska undersåtar med rätt för entreprenören för arbetet att över- eller underskrida detta procenttal med 2 procent av totalsumman. I beräkningen av dagsverken ingår icke av arbetsledning och förvaltningspersonal utfört arbete.

Art. 3.

Bron skall utföras i enlighet med de i bilaga härtill angivna bestämmelser och i huvudsaklig överensstämmelse med jämväl bifogade sammanställningsritning.

Konge som har vedteke å gjera ein avtale om å byggja og halda ved lag ei landsvegbru millom Sverige og Noreg over Svinesund, har til det valt som fullmektige for seg,

Hans Majestet Kongen av Sverige:

Sin Serlege Sendemann og Minister med Fullmakt i Oslo,

Christian Ernst Günther;

Hans Majestet Noregs Konge:

Sin Utanriksminister

Halvdan Koht;

som med fullgod fullmakt har vorte samde om desse artiklane:

Art. 1.

Den Svenske Staten bind seg til å byggja ei bru millom Sverige og Noreg over Svinesund på dei vilkåra som er nemnde i denne avtalen.

Art. 2.

Brua skal bli bygd heilt ut av svensk tilfang under svensk styre og i samråd med dei norske styresmaktene. Av dei dagsverka som trengst til å byggja brua skal norske undersåttar gjera 14 procent, likevel soleis at entrepernøren for arbeidet har rett til å gå over eller under dette procenttalet med 2 procent av totalsummen. I dagsverkutrekninga går ikkje arbeidsstyring og anna arbeid av styringspersonale inn.

Art. 3.

Brua skal bli bygd i samsvar med dei fyresegnene som er nemnde i vedlegg til denne avtalen og i hovudsaka i samsvar med oversynsteikning som like eins ligg ved.

Art. 4.

Uppgörandet och godkännandet av arbetsritningar till bron samt utverkandet av tillstånd av respektive länders myndigheter till brons utförande skall ombesörjas av den eller de svenska statsmyndigheter, som erhålla svenska regeringens uppdrag härtill.

Art. 5.

Brons underhåll skall ombesörjas av vederbörande svenska och norska vägmyndigheter i samråd och kostnaden bestridas av vardera partens vägmyndigheter i vad avser den inom dess område belägna delen av bron, varvid gränsen mellan de båda länderna skall vara det över själva sundet belägna brospannets mitt.

Art. 6.

Vart och ett av de båda länderna förbinder sig att anlägga och bekosta de behövliga tillfartsvägarna till bron inom sina respektive områden, och dessa tillfartsvägar skola vara färdiga att tagas i trafik samtidigt met bron.

Art. 7.

De för denna broförbindelse och dess utförande erforderliga markområdena skola av respektive länder ställas till fritt förfogande i god tid före broarbetenas påbörjande.

Art. 8.

Arbetena med broanläggningen skola påbörjas så snart ske kan efter det denna överenskommelse trätt i kraft och bedrivas i en földj, så att bron blir färdigställd snarast [illegible]

Art. 4.

Utføring og godkjenning av arbeidsteikningar til brua og løyve til å byggja brua frå styresmaktene i båe landa skal den eller dei svenske statsstyresmakter syta for, som får det ombodet av det svenske riksstyret.

Art. 5.

Vedkomande svenske og norske styresmakter skal i samråd syta for å halda brua ved lag, og kostnaden ber vegstyresmaktene i kvart land for den parten av brua som ligg innan landet. Grensa millom dei to landa skal i denne samanhengen vera midten av det bruspannet som går over sjølve sundet.

Art. 6.

Kvart og eitt av dei to landa bind seg til å byggja og kosta dei framkøyringsvegane som trengst til brua innan kvar sitt omkverve, og desse framkøyringsvegane skal vera ferdige for ferdsel samstundes med brua.

Art. 7.

Dei grunnstykka som trengst til dette brusambandet og til byggjinga skal kvart land for seg gjeva fritt rådvelde over i god tid fyrr arbeidet på brua tek til.

Art. 8.

Arbeidet på brua skal taka til so snart råd er etter denne avtalen har teke til å gjelda, og skal bli drive utan stogg so brua blir ferdig so fort råd er.

Art. 9.

För detta svenska statens åtagande förbinder sig norska staten att till svenska staten inleverera 290,000; — svenska kronor, som utbetalas med en tredjedel eller 96,667: — svenska kronor, senast å trettionde dagen efter det denna överenskommelse trätt i kraft, med en tredjedel eller 96,667: — svenska kronor då broarbetet, enligt meddelande av vederbörande svenska myndighet, är till hälften utfört och med den tredjedel eller 96,666: — svenska kronor, då bron är fullt färdig, avsynad och godkänd.

Art. 10.

Så snart broanläggningen färdigställts, skall densamma avsynas och godkännas genom den eller de i art. 4 ovan omförmälda svenska statsmyndigheternas försorg. Vid förrättningen, över vilken protokoll skall upprättas, äger därtill behörigen befullmäktigat ombud för Norge närvara och därvid framföra de erinringar, vartill han kan finna skäl.

Art. 11.

Erforderliga arbets- och uppehållstillstånd för vid broföretaget eller vid någon dess del anställda skola vara på fullt betryggande sätt generellt ordnade genom respektive länders försorg vid tidpunkten för broföretagets igångsättande.

Art. 12.

Till broföretaget erforderligt såväl bearbetat som obearbetat material, maskiner och dylikt må fritt från tull och liknande avgifter införas till, uppläggas på och utföras

Art. 9.

Imot denne skyldnaden for den svenske staten bind den norske staten seg til å overgjeva den svenske staten 290,000 svenske kroner, som blir utbetala med ein tredjepart eller 96,667 svenske kroner seinast den trettiande dagen etter denne avtalen har teke til å gjelda, med ein tredjepart eller 96,667 svenske kroner når bruarbeidet etter melding frå vedkomande svenske styresmakt er halv ferdig, og med ein tredjepart eller 96,666 svenske kroner når brua er fullt ferdig, framsynt og godkjend.

Art. 10.

Straks brua er ferdig skal dei svenske styresmaktene som er nemnde i art. 4 framanfor, syta for at ho blir framsynt og godkjend. Om forretninga skal det bli sett opp protokoll og ein fullmektig for Noreg skal ha rett til å vera til stades og gjera dei merknadene som han finn grunn til.

Art. 11.

Kvart land for seg skal syta for at turvande arbeids- og tilhaldsløyve er i orden på fulltrygg vis for dei som er tilsette til bruarbeidet eller nokon part av det på den tida det blir sett i gang.

Art. 12.

Tillaga og utillaga tilfang, maskiner og anna slikt som trengst til bruarbeidet skal ein fritt for toll og liknande avgifter kunna innføra til, leggja opp på og utføra frå både

från bron och brobyggnadsplatsen å såväl svenskt som norskt område vid Svinesund.

Art. 13.

För de båda ländernas tullmyndigheter erforderliga byggnader och anordningar skola uppföras genom respektive länders försorg och bekostnad. Kostnaderna för anläggandet, underhållet och driften härav få ej inräknas i kostnaderna för brons anläggande eller underhåll.

Art. 14.

Den över bron framgående trafiken får ej påläggas några avgifter i form av bropenningar eller liknande vare sig å svenska eller norska sidan.

Art. 15.

Denna överenskommelse skall ratificeras, för Sveriges del av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av Svenska Riksdagens bifall och för Norges del av Hans Majestät Konungen av Norge under förutsättning av Norska Stortingets bifall. Ratificationerna skola utväxlas i Stockholm.

Art. 16.

Denna överenskommelse träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxling.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Oslo i två exemplar den 20 april 1938.

(L. S.) *Christian Günther.*
(L. S.) *Halvdan Koht.*

svensk og norsk omkverve attmed Svinesund.

Art. 13.

Dei byggningar og tilskipingar som trengst for tollstyresmaktene i dei to landa skal kvart land for seg syta for å få i stand og kosta. Kostnaden med oppsetjing, vedlikehald og drift av dette skal ikkje bli medrekna i byggjings- eller vedlikehaldskostnaden for brua.

Art. 14.

Det skal ikkje bli lagt avgifter slike som brupengar eller dilikt på ferdsla over brua korkje på norsk eller svensk side.

Art. 15.

Denne avtalen skal bli ratifisert for Sverige av Hans Majestet Kongen av Sverige under fyresetnad av samtykke frå den Svenske Riksdagen og for Noreg av Hans Majestet Noregs Konge under fyresetnad av samtykke frå det Norske Stortinget. Ratifikasjonane skal bli utbytt i Stockholm.

Art. 16.

Denne avtalen tek til å gjelda den dagen ratifikasjonane blir utbytt.

Til stadfesting på dette har ombodsmennene som har fullmakt til det skrive under og sett segla sine på denne avtalen.

Dette vart gjort i Oslo, i to eksemplar, den 20 april 1938.

(L. S.) *Halvdan Koht.*
(L. S.) *Christian Günther.*

Bilaga ad art. 3.

Bron över Svinesund skall uppföras cirka 50 m öster om det nuvarande färjläget.

Bron skall utföras med ett bågspann av armerad betong över själva sundet med en teoretisk spännvidd av cirka 155 meter samt anslutande valvspann av stenmurverk eller stenbeklädd betong, två valv å den norska sidan med en total längd av cirka 70 meter samt 6 valv å den svenska sidan med en total långd av cirka 190 meter.

Bågspannet över sundet skall utbildas med bågarna förlagda under brobanan och i mitten av spannet hava en fri höjd över havets medelvattenyta av 60 meter, vilken höjd på ett avstånd av 25 meter från spannets mitt åt vardera sidan får minskas till 58 meter.

Brobanan skall utföras av armerad betong och givas en fri bredd av 7.5 meter, uppdelade på en körbana om 6.0 meter samt två gångbanor, vardera med en fri bredd av 0.75 meter. Brobanedäcket skall förses med särskild brobanebeläggning å såväl körbana som gångbanor.

Till grund för beräkning av bron och för dess utförande skola ligga för dylika arbetens utförande i Sverige gällande bestämmelser enligt „Statliga Cement- och Betongbestämmelser av år 1934, Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Jarnbestämmelser) av år 1931 och Kungl. Väg- och Vattenbyggnadsstyrelsens Normalbestämmelser för vägbyggnad av år 1931”.

Bron skall utföras för det belastningssystem i svenska statens „Normalbestämmelser för järnkonstruk-

Vedlegg til artikkel 3.

Brua over Svinesund skal bli oppsett omlag 50 m austanfor det noverande ferjelægjet.

Brua skal bli bygd med eit bogespann av armert betong over sjølve sundet med omlag 155 m teoretisk spann og kvelvspann av steinmur eller steinkledd betong som ligg innåt på båe sidene, tvo kvelv på den norske sida med samla lengd omlag 70 m og seks kvelv på den svenske sida med samla lengd omkring 190 m.

I bogespannet over sundet skal bogane liggja under brubana og det skal i midten av spannet ha ei fri høgd på 60 m over medels vassmål i sjøen. Denne høgda kann minka til 58 m mælt 25 m frå midten av spannet til kvar sida.

Brubana skal vera av armert betong og ha ei fri breidd på 7.5 m skift på ei køyrebane på 6 m og tvo gangbaner, kvar med ei fri breidd på 0.75 m. Brubana skal ha serskild brubanedekke både på køyrebana og gangbanene.

Til grunn for utrekning og utføring av brua skal liggja dei fyresegner som gjeld for utføring av liknande arbeid i Sverige etter „Statliga Cement- och Betongbestämmelser av år 1934, Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931 och Kungl. Väg- och Vattenbyggnadsstyrelsens Normalbestämmelser för vägbyggnad av år 1931”.

Brua skal bli bygd for det lastsystemet i den svenske stats „Normalbestämmelser för järnkonstruk-

tioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931", vilket är benämnt „Bro för landsväg".

tioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931", som er kalla „Bro för landsväg".

---

## 58.

## COLOMBIE, MEXIQUE.

# Traité d'arbitrage général; signé à Mexico, le 11 juillet 1928.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 522.*

---

El Excelentísimo señor Presidente de la República de Colombia, de una parte, y el Excelentísimo señor Presidente de los Estados Unidos Mexicanos, de la otra, animados del deseo de afirmar los vínculos de amistad que existen entre las dos Repúblicas, han resuelto celebrar un Tratado de arbitraje y con este objeto han nombrado sus Plenipotenciarios:

El Presidente de la República de Colombia al General don Carlos Cuervo Márquez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en México, y

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos a don Genaro Estrada, Subsecretario de Relaciones Exteriores, encargado del Despacho.

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos:

I.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a someter a un Tribunal de arbitraje, compuesto en la forma que adelante se expresa, todas las diferencias que puedan suscitarse entre ellas y que no hubieren podido ser resueltas por la vía diplomática, con excepción de los casos siguientes:

I. — Aquellos que puedan comprometer la independencia o la soberanía de ambas naciones, o el ejercicio de ellas en asuntos de orden interno.

II. — Los que se refieran a hechos o actos directamente autorizados por la Constitución del Estado respectivo.

III. — Los que comprendan el interés o se refieran a la acción de un tercer Estado.

II.

Cuando se trate de un litigio sobre materia que, de acuerdo con la legislación interior de una de las Partes, sea de la competencia de sus

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 1er juillet 1937.

tribunales judiciales, esta parte podrá oponerse a que se someta al procedimiento previsto por el presente Tratado, en tanto que no haya sido objeto de una decisión definitiva dictada por la autoridad judicial nacional competente, dentro de un plazo razonable; si la otra Parte se propusiera impugnar esta decisión judicial, deberá someter el litigio al procedimiento de arbitraje dentro del año a partir de la referida decisión.

III.

Salvo estipulación en contrario, el Tribunal de arbitraje estará formado por tres miembros, de los cuales cada una de las Partes nombrará uno, y el tercero será nombrado por ambas de común acuerdo.

Si en un período de seis meses las Partes no re pusieren de acuerdo para el nombramiento del tercer miembro del Tribunal, se someterán al que haga el Jefe de Estado de una nación iberoamericana designado de conformidad por ambas Partes.

IV.

Para cada caso, las Altas Partes contratantes firmarán un compromiso en el cual se determinará el objeto del litigio, la sede del Tribunal, y en general todas las reglas y procedimientos necesarios para el mejor funcionamiento de éste. El compromiso se establecerá mediante el canje de notas entre las Partes y será interpretado en todos sus puntos por el Tribunal arbitral.

V.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a facilitar en todos los casos los trabajos del Tribunal, a suministrarle todos los documentos e informaciones útiles, así como usar de todos los medios de que dispongan, para investirlo de la competencia necesaria para proceder dentro de sus territorios y de acuerdo con sus respectivas legislaciones, a la citación de testigos y peritos, así como a inspecciones oculares.

VI.

Bajo reserva de las disposiciones contrarias al presente Tratado, el procedimiento de arbitraje será regido por los artículos 51 a 85 de la Convención de La Haya de 18 de octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.*)

VII.

La sentencia arbitral se pronunciará por mayoría de votos, será firmada por el Presidente del Tribunal y el actuario, y decidirá definitivamente y sin apelación la controversia. Sin embargo, antes de la ejecución de la sentencia, el Tribunal podrá conocer de su revisión en los siguientes casos:

---

*) V. N.R.G. 3. s. III, p. 360.

1º Si se ha fallado en virtud de documentos falsos o erróneos.

2º Si la sentencia estuviere viciada, en todo o en parte, por un error de hecho que resulte de las actuaciones o documentos de la causa.

VIII.

Cada Parte pagará los honorarios de su árbitro y la mitad de los emolumentos del tercer árbitro y de los gastos generales del Tribunal.

IX.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a ejecutar de buena fe la sentencia dictada por el Tribunal.

X.

El presente Tratado permanecerá en vigor diez años, a partir del canje de ratificaciones. Si no fuere denunciado seis meses antes de la expiración de este término, quedará en vigor por un nuevo período de diez años, y así sucesivamente.

XI.

Después de aprobado este Tratado por los Gobiernos de Colombia y México, y de ratificado por los Cuerpos Legislativos de una y otra nación, se efectuará el canje de ratificaciones en la ciudad de México a la mayor brevedad posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo firmaron por duplicado en la ciudad de México, a los once días del mes de julio de mil novecientos veintiocho.

(L. S.), *C. Cuervo Marquez.*
(L. S.), *G. Estrada.*

---

## 59.

## COLOMBIE, FRANCE.

# Convention concernant le service militaire des personnes d'une double nationalité; signée à Bogotá, le 16 février 1932.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 747.*

El Gobierno de la República de Colombia y el Gobierno de la República Francesa, deseosos de regular en un espíritu de amigable inteligencia las dificultades inherentes a la situación militar de las personas que a la vez sean de nacionalidad colombiana según la ley colombiana, y de nacionalidad francesa según la ley francesa, han convenido en las siguientes estipulaciones:

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bogotá, le 10 octobre 1933.

Artículo I.

Se considerará que los individuos nacidos en el territorio de la República de Colombia han satisfecho sus obligaciones de servicio militar en tiempo de paz conforme a las leyes francesas, cuando hayan satisfecho las obligaciones militares que les imponga la ley colombiana, con tal que así lo comprueben mediante la exhibición de un documento expedido por el Ministerio de Guerra.

Artículo II.

Se considerará que los individuos nacidos en el territorio de la República Francesa han satisfecho en Colombia las obligaciones de servicio militar en tiempo de paz que les impongan las leyes colombianas, cuando hayan satisfecho las obligaciones militares de la ley francesa, siempre que así lo comprueben mediante la exhibición de un documento expedito por el Ministerio de Guerra.

Artículo III.

Las disposiciones de este Convenio en nada afectan la condición jurídica de los individuos de que tratan los artículos precedentes, en punto a nacionalidad.

Firmado en Bogotá, en doble ejemplar, el diez y seis de febrero de mil novecientos treinta y dos.

*R. Urdaneta Arbelaez.*
*Alfred Blanche.*

---

## 60.

## ALLEMAGNE, ITALIE.

# Convention concernant la juridiction criminelle à l'occasion de l'emploi de forces armées de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre; signée à Rome, le 17 avril 1942.*)

***Reichsgesetzblatt* 1943. II, No. 1.**

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Italien über die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Strafgerichtsbarkeit bei einem Einsatz von Teilen der Wehrmacht des einen Staates auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates.

Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König von Ita-

Convenzione tra il Regno d'Italia e il Reich Germanico per la collaborazione nell'amministrazione della giustizia penale nel caso di impiego di forze armate di uno dei due stati contraenti nel territorio dell'altro stato.

La Maestà del Re d'Italia e d'Albania, Imperatore di Etiopia, ed il

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 29 décembre 1942.

lien und Albanien, Kaiser won Aethiopien, haben in dem Wunsche, die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Strafgerichtsbarkeit bei einem Einsatz von Teilen der Wehrmacht des einen Staates auf dem Hoheitsgebiet der anderen Staates durch ein Abkommen zu regeln, zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Deutschen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien und Albanien, Kaiser von Aethiopien, Herrn Hans Georg von Mackensen und

den Chef des Wehrmachtrechtswesens im Oberkommando der Wehrmacht, Herrn Ministerialdirektor Dr. Rudolf Lehmann,

Seine Majestät der König von Italien und Albanien, Kaiser von Aethiopien:

den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Cavaliere Galeazzo Ciano, Conte di Cortellazzo,

die nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Im Sinne dieses Abkommens stehen gleich:

a) das von der Wehrmacht des einen Staates besetzte Gebiet seinem Hoheitsgebiet;

b) die militarisierten Personen der Italienischen Wehr-

Cancelliere del Reich Germanico, desiderosi di regolare mediante accordo la collaborazione nell'amministrazione della giustizia penale nel caso di impiego di forze armate di uno degli Stati contraenti nel territorio dell'altro Stato, hanno nominato a tale fine per loro plenipotenziari:

La Maestà del Re d'Italia e d'Albania, Imperatore d'Etiopia:

il Cavaliere Galeazzo Ciano, Conte di Cortellazzo, Ministro degli Affari Esteri.

Il Cancelliere del Reich Germanico:

il signor Hans Georg von Mackensen, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario germanico presso la Maestà del Re d'Italia e d'Albanie, Imperatore d'Etiopia;

il dott. Rudolf Lehmann, Direttore Ministeriale, Capo degli Affari legali delle Forze Armate presso il Comando Supremo delle Forze Armate Germaniche,

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, trovati nella buona e debita forma, hanno concordato le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

Agli effetti della presente Convenzione:

a) il territorio occupato dalle forze armate di uno dei due Stati è equiparato al territorio dello Stato stesso;

b) i militarizzati delle forze armate italiane e le per-

macht beider Staaten den Wehrmachtangehörigen.

Artikel 2.

Wehrmachtangehörige des einen Staates, die sich aus dienstlichem Anlass im Zusammenhang mit der Kriegführung auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates aufhalten, sind bei strafbaren Handlungen, die sie auf diesem Gebiet begehen, dem Strafrecht und der Wehrmachtgerichtsbarkeit ihres Staates unterworfen.

Haben an Straftaten von Wehrmachtangehörigen des einen Staates Personen teilgenommen, die nicht unter Absatz 1 fallen, so bleiben für diese Personen die Gerichte des anderen Staates zuständig.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten auch für Wehrmachtangehörige des einen Staates, die sich zur Wiederherstellung der Gesundheit auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates aufhalten und unter dem Befehl von Offizieren zusammengefasst sind.

Artikel 3.

Die Wehrmachtangehörigen des einen Staates, die mit Wehrmachtangehörigen des anderen Staates unter einheitlichem Befehl stehen, werden bei Straftaten gegen die Wehrmacht des anderen Staates oder ihre Angehörigen strafrechtlich so behandelt, als wenn die Straftaten gegen die Wehrmacht oder die Wehrmachtangehörigen ihres Staates begangen wären.

Im Sinne des Absatzes 1 ist der Wehrmachtangehörige, gegen den die Straftat sich richtet, als Vorge-

sone al seguito delle forze armate dei due Stati sono equiparati ai militari.

Articolo 2.

I militari di uno dei due Stati che si trovano per ragioni di servizio attinenti alla guerra nel territorio dell'altro Stato sono soggetti, per i reati commessi nel territorio medesimo, alla legge penale e alla giurisdizione militare dello Stato a cui appartengono.

Qualora in reati commessi da militari di uno dei due Stati contraenti concorrano persone diverse da quelle indicate nel comma precedente, per queste ultime rimangono competenti le autorità giudiziarie dell'altro Stato.

Le disposizioni di questo articolo si applicano anche ai militari di uno dei due Stati che per ragioni di cura si trovano nel territorio dell'altro Stato, inquadrati al comando di ufficiali delle forze armate a cui appartengono.

Articolo 3.

Nel caso di servizio prestato sotto unico comando da militari dei due Stati contraenti i reati commessi dai militari di ciascuno dei due Stati contro le forze armate dell'altro Stato o contro le persone che ad esse appartengono, si considerano commessi contre le forze armate dello Stato a cui appartiene il colpevole o contro le persone appartenenti alle forze medesime.

Agli effetti del comma precedente il militare contro il quale è commesso il reato è considerato

setzter, Gleichgestellter oder Untergebener anzusehen je nach der Rangklasse, der er nach der anliegenden Übersicht angehört.

Artikel 4.

Begeht eine Person, die weder der Wehrmacht des einen noch der des anderen Staates angehört, in dem Gebiet, das von der Wehrmacht des einen Staates besetzt ist, eine Straftat gegen die Wehrmacht des anderen Staates oder ihre Angehörigen, so wird sie von den Gerichten des Staates abgeurteilt, der das Gebiet besetzt hält. Das gilt nicht, soweit die Oberkommandos der beiden Staaten für bestimmte Gebiete etwas anderes vereinbaren.

Artikel 5.

Wehrmachtangehörige im Offizierrang und militärische Wachen sowie Polizeiorgane des einen Staates können einen Wehrmachtangehörigen des anderen Staates vorläufig festnehmen, wenn folgende Voraussetzungen sämtlich vorliegen:

a) wenn der Wehrmachtangehörige auf frischer Tat betroffen oder verfolgt wird;

b) wenn die gemeinsamen militärischen Interessen oder die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit die sofortige Festnahme dringend fordern;

c) wenn weder ein Wehrmachtangehöriger im Offizierrang noch eine militärische Wache noch ein Polizeiorgan der Staates, dem der Täter angehört, sogleich erreichbar ist.

Als Polizeiorgane im Sinne des Absatzes 1 gelten alle Offiziere,

quale superiore, pari grado, o inferiore del colpevole secondo il rango ad esso spettante in base alla tabella annessa.

Articolo 4.

Se un reato è commesso da una persona non appartenente alle forze armate dei due Stati nel territorio occupato dalle forze armate di uno di essi a danno delle forze armate dell'altro Stato o delle persone ad esso appartenenti, la cognizione spetta ai tribunali dello Stato occupante.

Questa disposizione non si applica quando i Comandi supremi dei due Stati per determinati territori abbiano convenuto diversamente.

Articolo 5.

I militari che abbiano grado di ufficiale, i militari comandati in servizio di guardia e gli organi di polizia di ciascuno dei due Stati, possono procedere all'arresto di militari dell'altro Stato qualora concorrano le seguenti condizioni:

a) che il colpevole sia sorpreso in flagrante delitto, o sia inseguito subito dopo averlo commesso;

b) che i comuni interessi militari o il mantenimento della sicurezza o dell'ordine pubblico impongano l'immediato arresto;

c) che non si possa ottenere l'intervento immediato di un ufficiale delle forze armate, di una pattuglia di ronda, o di un organo di polizia dello Stato al quale appartiene il colpevole.

Agli effetti del comma precedente sono considerati organi di polizia

Beamten und Agenten, die nach den Gesetzen ihres Staates zur Festnahme berechtigt sind.

Wehrmachtangehörige im Offizierrang, die sich als solche ausweisen, dürfen nicht festgenommen werden.

Der vorläufig Festgenommene ist unverzüglich der nächsten Militärbehörde seines Staates abzuliefern.

Artikel 6.

Zur Durchführung dieses Abkommens leisten sich die Gerichte und Behörden des einen Staates, die auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates tätig sind, und die Gerichte und Behörden des anderen Staates gegenseitig unmittelbar und kostenlos Rechtshilfe.

Untersuchungshandlungen in Räumen, Gebäuden und Anlagen, die auf dem Hoheitsgebiet des einen Staates liegen und den Zwecken der Wehrmacht des anderen Staates dienen, können nur vorgenommen werden, wenn die zuständigen Dienststellen dieses Staates vorher unterrichtet werden und mitwirken.

Artikel 7.

Die Gerichte und Behörden des einen Staates unterrichten die Behörden der anderen Staates über Straftaten, die sie im Zusammenhang mit dem Einsatz der Wehrmacht des einen Staates auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates interessieren könnten.

In diesen Fällen teilen die zuständigen Gerichte und Behörden den Behörden des anderen Staates denStand des Verfahrens mit und geben ihnen die Möglichkeit, dessen Gang zu verfolgen.

gli ufficiali, funzionari ed agenti che secondo le leggi del proprio Stato sono autorizzati a procedere ad arresto.

L'arresto non è consentito nei confronti dei militari aventi grado di ufficiale che dimostrino questa loro qualità.

L'arrestato deve essere consegnato immediatamente al più vicino comando militare del proprio Stato.

Articolo 6.

Per l'esecuzione della presente Convenzione, i tribunali e le altre autorità di ciascuno dei due Stati, che svolgono la loro attività nel territorio dell'altro Stato e i tribunali e le altre autorità di quest'ultimo si prestano mutua, diretta e gratuita assistenza.

Gli atti di investigazione negli stabilimenti, edifici ed altri luoghi adibiti al servizio delle forze armate di uno dei due Stati nel territorio dell'altro possono essere eseguiti soltanto previo avviso all'autorità preposta al servizio stesso e con l'intervento di essa.

Articolo 7.

I tribunali e le autorità di ciascuno dei due Stati informano le autorità dell'altro Stato dei reati che possono interessarle in relazione alla dislocazione di forze armate di uno dei due Stati nel territorio dell'altro.

In questi casi i tribunali e le autorità competenti comunicano alle autorità dell'altro Stato lo stato del procedimento e danno ad esse la possibilità di seguirne lo svolgimento.

Artikel 8.

Dieses Abkommen gilt für die Dauer des gegenwärtigen Krieges. Die vertragschliessenden Teile werden den genauen Zeitpunkt des Ausserkrafttretens miteinander vereinbaren.

Artikel 9.

Das Abkommen soll ratifiziert werden.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird sobald als möglich in Berlin stattfinden. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und italienischer Sprache.

Rom, am 17. April 1942. im XX. Jahre der Faschistischen Aera.

*von Mackensen.*
*Dr. Lehmann.*
*Ciano.*

Articolo 8.

Questa Convenzione avrà vigore per la durata della guerra attuale. Gli Stati contraenti definiranno d'accordo la data precisa in cui ne cesseranno gli effetti.

Articolo 9.

Questa Convenzione sarà ratificata.

Lo scambio delle ratifiche avrà luogo il più presto possibile a Berlino. Questa Convenzione entra in vigore con lo scambio delle ratifiche.

In fede di ciò, i Plenipotenziari hanno firmato questa Convenzione.

Fatta, in doppio originale in lingua italiana e tedesca, che fanno ambedue fede.

Dato a Roma, il 17 aprile 1942-Anno XX dell'Era Fascista.

*Ciano.*
*von Mackensen.*
*Dr. Lehmann.*

---

Anlage

Angleichende Übersicht der Rangklassen und Dienstgrade in der Deutschen und Italienischen Wehrmacht (Art. 3 des Abkommens).

| Rangklassen und Dienstgrade des Deutschen Heeres | Rangklassen und Dienstgrade des Italienischen Heeres |
| --- | --- |
| I. Rangklasse der Generale: | I. Ufficiali generali: |
| Generalfeldmarschall | Maresciallo d'Italia |
| Generaloberst | Generale d'armata<br>Generale designato d'armata |
| General der Infanterie usw. | Generale di corpo d'armata |
| Generalleutnant | Generale di divisione |
| Generalmajor | Generale di brigata |

Allegato

Tabella di equiparazione dei gradi e delle categorie di gradi tra i militari delle forze armate italiane e i militari delle forze armate germaniche (Art. 3 della convenzione).

| Categorie di gradi e gradi dell'esercito italiano | Categorie di gradi e gradi dell'esercito germanico |
| --- | --- |
| I. Ufficiali generali: | I. Rangklasse der Generale: |
| Maresciallo d'Italia | Generalfeldmarschall |
| Generale d'armata<br>Generale designato d'armata | Generaloberst |
| Generale di corpo d'armata | General der Infanterie usw. |
| Generale di divisione | Generalleutnant |
| Generale di brigata | Generalmajor |

| | | | |
|---|---|---|---|
| II. Rangklasse der Stabsoffiziere: | II. Ufficiali superiori: | II. Ufficiali superiori: | II. Rangklasse der Stabsoffiziere: |
| Oberst | Colonnello | Colonnello | Oberst |
| Oberstleutnant | Tenente colonnello | Tenente colonnello | Oberstleutnant |
| Major | Maggiore | Maggiore | Major |
| III. Rangklasse der Hauptleute: | III. Ufficiali inferiori: | III. Ufficiali inferiori: | III. Rangklasse der Hauptleute: |
| Hauptmann (Rittmeister) | Capitano (per tutte le armi, specialità e servizi) | Capitano (per tutte le armi, specialità e servizi) | Hauptmann (Rittmeister) |
| IV. Rangklasse der Leutnante: | IV. Ufficiali subalterni: | IV. Ufficiali subalterni: | IV. Rangklasse der Leutnante: |
| Oberleutnant | Tenente | Tenente | Oberleutnant |
| Leutnant | Sottotenente | Sottotenente | Leutnant |
| V. Unteroffiziere: | V. Sottufficiali: | V. Sottufficiali: | V. Unteroffiziere: |
| . . . . . . . . . . | Aiutante di battaglia | Aiutante di battaglia | . . . . . . . . . . |
| Stabsfeldwebel | Maresciallo maggiore | Maresciallo maggiore | Stabsfeldwebel |
| Oberfeldwebel | Maresciallo capo | Maresciallo capo | Oberfeldwebel |
| Feldwebel | Maresciallo ordinario | Maresciallo ordinario | Feldwebel |
| Unterfeldwebel | Sergente maggiore | Sergente maggiore | Unterfeldwebel |
| Unteroffizier | Sergente | Sergente | Unteroffizier |
| VI. Mannschaften: | VI. Uomini di truppa: | VI. Uomini di truppa: | VI. Mannschaften: |
| Stabsgefreiter<br>Obergefreiter } | Caporal maggiore | Caporal maggiore | { Stabsgefreiter<br>Obergefreiter |
| Gefreiter | Caporale | Caporale | Gefreiter |
| Oberschütze usw. | Soldato scelto | Soldato scelto | Oberschütze usw. |
| Schütze usw. | Soldato | Soldato | Schütze usw. |

Anmerkung. Den Rangklassen und Dienstgraden der in der Übersicht genannten Soldaten stehen die entsprechenden Rangklassen und Dienstgrade der anderen Wehrmachtangehörigen gleich.

Nota. Alle categorie di gradi e ai gradi dei militari indicati nella presente tabella sono equiparati le corrispondenti categorie di gradi e i corrispondenti gradi degli altri militari.

---

## 61.

## ALLEMAGNE, ITALIE.

# Accord concernant l'indemnisation des dommages de guerre; signé à Rome, le 26 octobre 1942.

*Reichsgesetzblatt 1943. II, No. 2, 7.*

---

### Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Italien über die Entschädigung für Kriegssachschäden.

Die Regierung des Deutschen Reichs und die Regierung des Königreichs Italien, von dem Wunsche geleitet, über Fragen, die sich auf den Ersatz von Kriegssachschäden ihrer beiderseitigen Staatsangehörigen beziehen, eine Regelung zu treffen, haben das Folgende vereinbart:

Artikel 1.

Jeder der vertragschliessenden Teile gewährt nach den Bestimmungen, die für Inländer gelten, den in seinem Gebiet durch Kriegsereignisse an beweglichen und unbeweglichen Sachen geschädigten Angehörigen des anderen Teils Entschädigung.

Artikel 2.

Juristische Personen und Personenvereinigungen, die ihren Sitz in dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile haben, gelten im Sinne dieses Abkommens als Angehörige dieses Teils, wenn an ihnen Angehörige des einen oder beider vertragschliessenden Teile mit mindestens 75 vom Hundert des Kapitals beteiligt sind.

In Fällen, in denen die Beteiligung der deutschen und der italienischen Staatsangehörigen 75 vom Hundert nicht erreicht, wird jeder der vertragschliessenden Teile die Beteiligungen von Angehörigen des anderen Teils behandeln wie die Beteiligungen der eigenen Angehörigen an juristischen Personen oder Personenvereinigungen, die wie Ausländer angesehen werden.

Artikel 3.

Dieses Abkommen bezieht sich nicht auf Kriegssachschäden an Schiffen, Luftfahrzeugen und den an Bord befindlichen Gegenständen.

Artikel 4.

Die zur Entscheidung über Kriegssachschäden berufenen Behörden des einen Vertragsteils können die zuständigen Behörden des anderen Vertragsteils um Amts- und Rechtshilfe ersuchen. Diese Hilfe ist im Rahmen des Zuständigkeit der ersuchten Behörde zu gewähren.

Die Ersuchen werden auf konsularischem Wege geleitet:

im Deutschen Reich

an das Reichsverwaltungsgericht (Reichskriegsschädenamt);

in Italien

an das Ministero delle Finanze (Ufficio danni di guerra).

Für die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen werden dem anderen Staat keinerlei Gebühren oder Auslagen erstattet.

Artikel 5.

Dieses Abkommen erstreckt sich:

für das Deutsche Reich

auf das Generalgouvernement, Elsass, Lothringen und Luxemburg sowie die befreiten Gebiete der Untersteiermark, Kärntens und Krains;

für das Königreich Italien

auf die Besitzung der Italienischen Inseln im Ägäischen Meer und die Gebiete von Italienisch-Afrika.

Artikel 6.

Dieses Abkommen tritt mit dem 1. Januar 1943 in Kraft.

Es findet Anwendung auf alle Schadensfälle des gegenwärtigen Krieges, die bereits eingetreten sind oder künftig eintreten werden.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten ordnungsmässig Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen gezeichnet.

Gefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und italienischer Sprache am 26. Oktober 1942 in Rom.

Für die Deutsche Regierung *Dr. Albrecht.*
*Ehrensberger.*
*Dr. Schwandt.*

Für die Italienische Regierung *Tomaso Perassi.*
*Giuseppe Stracca.*
*Giuseppe Del Vecchio.*

---

Schlussprotokoll.

Im Begriff, zur Unterzeichnung des deutsch-italienischen Abkommens über die Entschädigung für Kriegssachschäden zu schreiten, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die folgende Erklärung abgegeben:

Soweit die Gewährung einer Entschädigung in das Ermessen der Behörden gestellt ist, werden deutsche und italienische Staatsangehörige gleich behandelt.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll gezeichnet, das einen wesentlichen Bestandteil des heute gezeichneten Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Italien über die Entschädigung für Kriegssachschäden bilden soll.

Gefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und italienischer Sprache am 26. Oktober 1942 in Rom.

*Dr. Albrecht.*
*Ehrensberger.*
*Dr. Schwandt.*
*Tomaso Perassi.*
*Giuseppe Stracca.*
*Giuseppe Del Vecchio.*

---

Accordo tra il Regno d'Italia ed il Reich Germanico sul risarcimento dei danni di guerra.

Il Governo del Regno d'Italia ed il Governo del Reich Germanico, animati dal desiderio di regolare le questioni concernenti il risarcimento dei danni di guerra alle cose, subìti dai rispetti cittadini, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Ciascuna delle Parti contraenti concede, secondo le disposizioni vigenti per i suoi nazionali, il risarcimento ai cittadini dell'altra Parte che nel suo territorio siano rimasti danneggiati nei loro beni mobili ed immobili per fatto di guerra.

Articolo 2.

Agli effetti del presente Accordo le persone giuridiche e le società ed associazioni, che hanno la loro sede nel territorio di una delle Parti contraenti, si considerano di nazionalità di questa Parte, se ad esse partecipano cittadini di una o delle due Parti contraenti per almeno il 75 per cento del capitale.

Nei casi in cui la partecipazione dei cittadini italiani e tedeschi non raggiunga il 75 per cento, ciascuna delle Parti contraenti tratterà le partecipazioni dei cittadini dell'altra Parte come le partecipazioni dei propri nazionali in persone giuridiche, società o associazioni considerate straniere.

Articolo 3.

Il presente Accordo non riguarda i danni di guerra alle navi, agli aeromobili ed agli oggetti che si trovano a bordo.

Articolo 4.

Le Autorità di ciascuna delle Parti, competenti a decidere sui danni di guerra alle cose, possono richiedere l'assistenza amministrativa e giudizaria delle Autorità competenti dell'altra Parte contraente. Tale assistenza, nell'ambito della competenza dell'Autorità richiesta, deve essere concessa.

Le richieste saranno trasmesse per via consolare:

in Italia, al Ministero delle Finanze (Ufficio danni di guerra);

nel Reich Germanico, al Reichsverwaltungsgericht (Reichskriegsschädenamt).

Per l'espletamento delle richieste di assistenza amministrativa e giudiziaria non saranno corrisposte tasse o spese di sorta.

Articolo 5.

In presente Accordo si estende:

per il Regno d'Italia, al Possedimento delle Isole Italiane dell'Egeo ed ai territori dell'Africa italiana;

per il Reich germanico, al Governatorato generale, all'Alsazia, alla Lorena ed al Lussemburgo nonchè alla Stiria Inferiore, alla Carinzia Meridionale ed alla Carniola Superiore.

Articolo 6.

Il presente Accordo entra in vigore in 1° gennaio 1943.

Esso si applica a tutti i danni della guerra attuale, già verificatisi o che si verificheranno in avvenire.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, in doppio originale in lingua italiana e tedesca, il 26 ottobre 1942-XX.

| | |
|---|---|
| Per il Governo Italiano | *Tomaso Perassi.* |
| | *Giuseppe Stracca.* |
| | *Giuseppe Del Vecchio.* |
| Per il Governo Germanico | *Dr. Albrecht.* |
| | *Ehrensberger.* |
| | *Dr. Schwandt.* |

---

Protocollo finale.

Al momento di procedere alla firma dell'Accordo italo-germanico sul risarcimento dei danni di guerra, i sottoscritti Plenipotenziari hanno fatto la dichiarazione seguente:

In quanto la concessione di un risarcimento implica l'esercizio di poteri discrezionali da parte dell'Autorità, i cittadini italiani e tedeschi saranno trattati ugualmente.

In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo finale che farà parte integrante dell'Accordo fra il Regno d'Italia ed il Reich Germanico sul risarcimento dei danni di guerra, firmato in data d'oggi.

Fatto a Roma, in doppio originale, in lingua italiana e tedesca, il 26 ottobre 1942-XX.

*Tomaso Perassi.*
*Giuseppe Stracca.*
*Giuseppe Del Vecchio.*
*Dr. Albrecht.*
*Ehrensberger.*
*Dr. Schwandt.*

---

## 62.

## COLOMBIE, CHILI.

## Traité d'extradition; signé à Bogotá, le 16 novembre 1914.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 82.*

Los Gobiernos de Colombia y de Chile, con el propósito de asegurar la acción eficaz de la justicia penal de sus respectivos países, mediante la represión de los delitos cometidos en el territorio de cualquiera de ellos por individuos que busquen refugio en el otro, han convenido en celebrar un Tratado de extradición que establezca reglas fijas y basadas

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bogotá, le 4 août 1928.

en principios de reciprocidad, según las cuales haya de procederse por cada una de las Partes contratantes a la entrega de los criminales que les fueren reclamados por la otra, y a este fin han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber:

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia, al Ministro de Relaciones Exteriores, señor don Marco Fidel Suárez;

Su Excelencia el Presidente de la República de Chile, al Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Colombia, señor don Bernardino Toro Codesido.

Los cuales Plenipotenciarios, después de exhibir sus respectivos plenos poderes y de encontrarlos en buena y debida forma, han acordado las estipulaciones contenidas en los siguientes artículos:

Artículo 1º.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a entregarse recíprocamente los individuos que, acusados o condenados en uno de los dos países como autores o cómplices de alguno o algunos de los delitos enumerados en el artículo 2º, cometidos, intentados o cuya ejecución se hubiere frustrado dentro de los límites jurisdiccionales de una de las Partes contratantes, se hubieren refugiado en el territorio de la otra.

Artículo 2º.

Se concederá la extradición por cualquiera de los siguientes crímenes o delitos:

Aborto voluntario.

Asociación de malhechores.

Baratería.

Bigamia.

Concusión.

Contrabando aduanero.

Destrucción total o parcial de buques, puentes, caminos, vías férreas, líneas telegráficas, edificios públicos o privados, hecha con intención criminal.

Estupro.

Extorsión de fincas o títulos.

Estafa u otros engaños.

Falsificación o circulación fraudulenta de maneda metálica o de papel de cupones, acciones, obligaciones u otros documentos de crédito, emitidos con autorización legal por el Estado, las Municipalidades, los establecimientos públicos, las sociedades o los particulares de uno u otro país.

Falsificación o uso fraudulento de cuños, sellos, punzones, matrices, destinados a la fabricación de monedas y demás efectos indicados anteriormente.

Falsificación, sustracción o uso fraudulento de escrituras públicas, de autos o documentos oficiales del Gobierno o de otra autoridad pública.

Homicidio.

Hurto.

Incendio voluntario.

Insubordinación de la tripulación o pasajeros a bordo de un buque.

Malversación de caudales, bienes, documentos y toda clase de títulos de propiedad pública o privada, cometida por personas a cuya guarda estuvieren confiados, o sustracción fraudulenta de dichos objetos por los que fueren socios o empleados en la casa o establecimiento en que el hecho se hubiere cometido.

Peculado o malversación de caudales públicos cometidos por funcionarios o depositarios públicos.

Piratería.

Prevaricación cometida por funcionarios o empleados públicos, por jueces, árbitros o arbitradores, peritos o intérpretes nombrados o aprobados por la autoridad.

Quiebra fraudulenta.

Rapto.

Robo.

Sustracción o secuestro de personas.

Violación.

La extradición se acordará por los delitos arriba enumerados cuando los hechos denunciados fueren punibles con pena corporal, no menor de un año, de prisión o reclusión.

Artículo 3º.

No podrá concederse la extradición por delitos políticos, calificados de tales por la legislación del país requerido, o por hechos que tengan ese carácter. Pero se concederá, aun cuando el culpable alegue un motivo o fin político, si el hecho por el cual ha sido reclamado constituye principalmente un delito común.

Artículo 4º.

Las Altas Partes contratantes convienen en que no es obligatoria la extradición de sus propios nacionales. En este caso el Gobierno requerido deberá proveer al enjuiciamiento del criminal reclamado, a quien se aplicarán las leyes penales del país de refugio, como si el hecho perseguido hubiese sido perpetrado en su propio territorio. La sentencia o resolución definitiva que en la causa se pronuncie, deberá comunicarse al Gobierno que requirió la extradición.

Corresponderá al país reclamante la producción de la prueba que deba rendirse en el lugar donde se cometió el delito, la cual, previa certificación de su autenticidad y correcta sustanciación, tendrá el mismo valor que si se hubiere producido en el lugar del juicio. Con excepción de lo concerniente a esa prueba, el juicio se reglará en todas sus partes por las leyes del país requerido.

Artículo 5º.

No será procedente la extradición:

1º Cuando los delitos, aunque cometidos fuera del país de refugio, hubieren sido perseguidos y juzgados definitivamente en él, o hubieren sido objeto de amnistía o indulto en dicho país.

2º Cuando, según las leyes del país requerido, la pena o la acción penal se encontrare prescrita.

3º Cuando el delincuente sea perseguido y juzgado por el mismo hecho en el país requerido.

Artículo 6º.

Si el individuo reclamado se encontrare procesado o cumpliendo una condena por delito distinto del que motiva la solicitud de extradición, no será entregado sino después de concluído el juicio definitivo en el país de refugio, y en caso de condenación, después de haber cumplido la pena u obtenido gracia.

La entraga se hará aun cuando para entonces estuviere prescrita la acción penal o la pena, conforme a la legislación del país requerido.

Artículo 7º.

La extradición acordada por uno de los Gobiernos al otro, no autoriza el enjuiciamento y castigo del extraído por delito distinto del que sirvió de fundamento a la demanda respectiva, ni la entrega a otra nación que lo reclame. Para acumular a la causa del mismo individuo un crimen o delito anterior que se hallare comprendido entre los que dan lugar a la extradición, será necesario el consentimiento especial del Gobierno que hizo la entrega del delincuente.

Las anteriores restricciones quedarán sin efecto siempre que el delincuente entregado no regresare al país de donde fue extraído, dentro de los tres meses siguientes al día en que obtuvo la libertad; pero en todo caso deberá ser advertido de las consecuencias a que lo expondría su permanencia en el territorio de la nación donde fue juzgado.

Artículo 8º.

Cuando un mismo individuo fuere reclamado por uno de los Gobiernos contratantes y por otro u otros con los cuales exista tratado de extradición, el del país de asilo deberá preferir la solicitud de aquél en cuyo territorio se hubiere cometido el delito mayor, y en caso de igualdad de delitos, la del que pidió primero la extradición.

Artículo 9º.

Todos los objetos que constituyen el cuerpo del delito, los que provengan de él, o los que hayan servido para cometerlo, lo mismo que cualesquiera otros elementos de convicción que se hubieren encontrado en poder del fugitivo, serán, después de la decisión de la autoridad competente, entregados al Estado reclamante, en cuanto ello pueda practicarse y sea conforme con las leyes de las respectivas naciones.

Se respetarán, sin embargo, debidamente, los derechos de terceros.

Artículo 10.

El tránsito por el territorio de una de las Partes contratantes, de algún individuo entregado por tercera potencia a la otra parte, y que no pertenezca al país de tránsito, será concedido mediante la simple presentación, en original o en copia auténtica, de uno de los documentos que determina el artículo 11, siempre que el hecho que hubiere motivado la extradición esté comprendido en el presente Tratado.

Artículo 11.

Las demandas de extradición serán presentadas por medio de los Agentes Diplomáticos respectivos, y, a falta de éstos, directamente de Gobierno a Gobierno, e irán acompañadas de los siguientes documentos:

1º Todos los datos y antecedentes necesarios para comprobar la identidad del individuo reclamado.

2º Respecto de los sentenciados, copia legalizada de la sentencia condenatoria.

3º Respecto de los presuntos delincuentes, copia legalizada de la ley penal aplicable a la infracción que motiva la demanda y del auto de prisión.

Estos documentos deberán explicar suficientemente el hecho de que se trata, a fin de habilitar al país requerido para apreciar que aquél constituye, según su legislación, un caso previsto en este Tratado.

Artículo 12.

En caso de urgencia se podrá conceder la detención provisional del individuo reclamado en virtud de petición telegráfica del Gobierno requeriente, que prometa el envío de los documentos indicados en el artículo anterior; pero el detenido será puesto en libertad si los documentos no fueren presentados dentro del término que fije la Nación requerida, y que no excederá de tres meses contados desde la fecha de arresto.

La petición telegráfica contendrá un resumen de la sentencia condenatoria, si se hubiere dictado, o un resumen de los hechos que se imputen al acusado y de las leyes penales aplicables a los hechos.

Artículo 13.

La demanda de extradición, en cuanto a sus trámites, a la apreciación de la legitimidad de su procedencia y a la admisión y calificación de las excepciones, con que pudiese ser impugnada por parte del reo o prófugo reclamado, quedará sujeta, en cuanto no se oponga a lo prescrito en este Tratado, a las leyes respectivas del país de refugio.

Artículo 14.

Los gastos ocasionados por el arresto, la detención, el examen y la entrega de los prófugos en virtud de este Tratado, correrán por cuenta del Estado que solicita la extradición.

El individuo que haya de ser entregado será conducido al puerto del Estado requerido que designe el Gobierno que haya hecho la solicitud, o su Agente Diplomático, a cuyas expensas será embarcado.

La detención del individuo cuya extradición haya sido acordada no podrá durar más de cuatro meses después de la fecha en que así se le notifique al Gobierno requeriente.

En caso de excederse de ese plazo, el Gobierno respectivo podrá ordenar la libertad del detenido, quien no lo será nuevamente por la misma causa.

Artículo 15.

Si la pena señalada al delito que se imputa al delincuente fuere la de muerte, el Estado de refugio, para conceder la extradición, podrá exigir la reguridad, dada por la vía diplomática, de que dicha pena, siempre que su legislación no la consigne, será conmutada por la inmediata inferior.

Artículo 16.

El presente Tratado regirá por el término de diez años contados desde la fecha del canje de las ratificaciones, y pasado ese término se entenderá prorrogado indefinidamente hasta que alguna de las Partes contratantes notifique a la otra, con un año de anticipación, su deseo de ponerle fin.

El presente Tratado será ratificado, y las ratificaciones canjeadas en la ciudad de Bogotá dentro del término más breve posible.

En fe de lo cual, los infrascritos firman y sellan, en doble ejemplar, el presente Tratado, en la ciudad de Bogotá, a los diez y seis del mes de noviembre de mil novecientos catorce.

(L. S.) *Marco Fidel Suarez.*
(L. S.) *B. Toro C.*

---

63.

## COLOMBIE, PANAMÁ.

# Traité d'extradition; signé à Panamá, le 24 décembre 1927.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 317.*

---

Su Excelencia el señor Presidente de la República de Colombia y Su Excelencia el señor Presidente de la República de Panamá, considerándolo conveniente para la mejor administración de justicia y para la prevención de delitos en sus respectivos territorios, han resuelto celebrar un Tratado de extradición, a cuyo efecto las Altas Partes contratantes han designado sus Plenipotenciarios, a saber:

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Panamá, le 24 novembre 1928.

Su Excelencia el señor Presidente de la República de Colombia, a Su Excelencia el señor doctor Henrique A. de la Vega, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno panameño;

Su Excelencia el señor Presidente de la República de Panamá, a Su Excelencia el señor doctor Horacio F. Alfaro, su Secretario de Relaciones Exteriores;

Quienes habiéndose comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido los siguientes artículos:

Artículo 1º.

Los Estados contratantes se obligan recíprocamente, en conformidad con las estipulaciones del presente Tratado, a la entrega de prófugos de la justicia que se encuentren dentro de sus respectivas jurisdicciones.

Artículo 2º.

Para que haya lugar a la extradición se requiere:

a) Que el Estado reclamante tenga jurisdicción para juzgar y castigar el acto que motiva la solicitud.

b) Que el individuo cuya extradición se pida haya sido condenado o esté procesado o perseguido como autor, cómplice o auxiliador de una violación de derecho penal punible en ambos Estados con una pena no menor de dos años de prisión.

c) Que la acción o la pena no estén prescritas conforme a las leyes de cualquiera de los Estados contratantes.

d) Que el prófugo, si está ya juzgado, no haya cumplido aún su condena.

Artículo 3º.

Si el delito se ha cometido fuera del territorio del Estado reclamante, no habrá lugar a la extradición sino en tanto que el Estado de refugio autorice, en condiciones idénticas, el castigo del mismo delito cuando se cometa fuera de su territorio.

Artículo 4º.

No habrá lugar a la extradición:

a) Cuando, por el mismo delito, la persona cuya extradición se solicita esté procesada o haya sido ya juzgada o indultada en el Estado requerido.

b) Cuando se trate de delitos políticos o actos conexos con ellos (exceptuando todo atentado contra la vida del Jefe de la Nación), o de delitos contra la religión, o de faltas o transgresiones puramente militares.

La cuestión de saber si se trata o nó de delito político o hecho conexo con él será decidida por el Estado requerido, teniendo en cuenta aquella de las legislaciones que sea más favorable al prófugo.

Los actos caracterizados como de anarquismo por las leyes de ambos Estados no serán considerados como delitos políticos.

Artículo 5º.

Tampoco habrá lugar a la extradición si el individuo reclamado es nacional nativo del Estado requerido o nacionalizado en él, salvo en este último caso, que la naturalización sea posterior al acto que determina la solicitud de extradición.

Empero, cuando la extradición de un individuo se niegue por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo de conformidad con sus propias leyes y mediante las pruebas que suministre el Estado requirente y las demás que las competentes autoridades del Estado requerido estimen conveniente allegar.

Artículo 6º.

Si, fuera del caso a que se refiere el inciso primero del artículo cuarto, el individuo cuya extradición se solicita estuviere condenado o procesado por el Estado requerido, la entrega no se verificará sino cuando haya cumplido la condena o haya sido indultado, o cuando por sobreseimiento, absolución, declaración de prescripción u otro medio legal haya quedado exento de proceso.

Artículo 7º.

No serán obstáculo para la extradición las obligaciones civiles del prófugo con el Estado requerido o con particulares, aun en el caso de estar aquél arraigado judicialmente.

Artículo 8º.

El individuo cuya extradición se ha concedido no podrá ser procesado por delito distinto de aquel que motivó la extradición, a no ser que el Estado que la concedió lo hubiere consentido previamente, o cuando se trate de un delito conexo con aquél y que aparezca de las mismas pruebas presentadas con la solicitud.

Artículo 9º.

Lo dispuesto en el artículo precedente no comprende el caso en que el individuo entregado consienta libre y expresamente en que se le juzgue por cualquiera otro acto, ni el caso en que después de puesto en libertad permanecza más de un mes en el Estado, ni aquel en que se trate de delitos cometidos con posterioridad a la extradición.

Artículo 10.

El Estado reclamante no entregará sin el consentimiento del Estado requerido, a un tercer Estado que lo reclame, el prófugo cuya extradición ha obtenido, salvo los casos previstos en el precedente artículo.

Artículo 11.

Si un mismo individuo fuere objeto de solicitudes de extradición por parte de dos o más Estados, el Estado que previno será el preferido.

Artículo 12.

La extradición será solicitada por los Agentes Diplomáticos, y a falta de éstos, por los Consulares, o directamente de Gobierno a Gobierno, y estará acompañada de lo siguiente:

a) Copia o transcripción auténtica de la sentencia firme, cuando el prófugo hubiere sido condenado, y cuando se trata de un procesado o perseguido, copia del auto de detención dictado por autoridad competente.

b) Indicación exacta de los actos que determinan la solicitud de extradición y del lugar y la fecha de su ejecución, cuando esto pudiere precisarse.

c) Todos los datos que posea el Estado requirente y que sirvan para establecer la identidad de la persona cuya extradición se solicita.

d) Copia auténtica de las disposiciones penales aplicables al caso.

Los documentos de que aquí se trata serán expedidos en la forma prescrita por la legislación del Estado reclamante.

Artículo 13.

En casos urgentes el prófugo podrá ser detenido provisionalmente aun a virtud de petición telegráfica, pero será puesto en libertad si dentro de treinta días más el término de la distancia no se hubiere formalizado la solicitud de extradición.

Toda responsabilidad originada por la detención provisional corresponderá al Estado que la solicite.

Artículo 14.

Cuando los documentos que acompañan la solicitud sean considerados insuficientes por el Gobierno ante quien se haga, los devolverá para que sean suplidas las deficiencias o corregidos los defectos, y el individuo reclamado, si ha sido objeto de arresto provisional, continuará detenido hasta que venza el plazo a que se hace referencia en el precedente artículo.

Artículo 15.

Junto con la persona reclamada, o posteriormente, se entregarán todos los objetos y artículos encontrados en su poder o deposidados o escondidos en el Estado de refugio y que estén relacionados con la perpetración del acto punible, o hayan sido obtenidos por medio de este acto, así como aquellos que sirvan como elemento de convicción.

Estos objetos y artículos serán entregados aunque a causa de la muerte o evasión del prófugo no tenga lugar la extradición que ya se hubiere concedido. Si aún no hubiere sido cencedida se continuará el expediente a este objeto.

Los derechos de terceros sobre los referidos objetos y artículos serán en todo caso respetados.

Artículo 16.

El prófugo será llevado por agentes del Estado de refugio hasta la frontera o hasta el puerto más apropiado para su embarque, y allí será entregado a los agentes del Estado reclamante.

Artículo 17.

Los gastos de la extradición serán sufragados por cada Estado dentro de los límites de su territorio.

Artículo 18.

La duración del presente Tratado será de cinco años, que empezarán a contarse un mes después del canje de las ratificaciones. Vencido este término, cualquiera de los Estados contratantes podrá denunciarlo, mediante aviso dado a la otra parte con un año de anticipación.

Artículo 19.

La ratificación de este Tratado se hará en cada uno de los Estados contratantes con arreglo a su respectiva legislación, y el canje de las ratificaciones se verificará en la ciudad de Panamá dentro del término de un mes, contado desde la última ratificación.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firmaron el presente en dos ejemplares de igual tenor y le pusieron sus sellos, en la ciudad de Panamá, capital de la República de Panamá, a veinticuatro de diciembre de mil novecientos veintisiete.

(L. S.) *H. A. de la Vega.*
(L. S.) *H. F. Alfaro.*

---

## 64.

## COLOMBIE, MEXIQUE.

## Traité d'extradition; signé à Mexico, le 12 juin 1928.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 516.*

La República de Colombia y los Estados Unidos Mexicanos, juzgando conveniente para la mejor administración de justicia y para la prevención de los delitos que puedan cometerse dentro de sus respectivos territorios y jurisdicciones, regularizar la entrega de los delincuentes, han resuelto celebrar un Tratado de extradición, a cuyo efecto han designado sus Representantes:

El Presidente de la República de Colombia al General don Carlos Cuervo Márquez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en México, y

*) Les ratifications ont été échangées à Mexico, le 1er juillet 1937.

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos a don Genaro Estrada, Subsecretario de Relaciones Exteriores, Encargado del Despacho.

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos:

Artículos 1º.

Las Altas Partes contratantes se obligan recíprocamente a entregarse las personas que estando acusadas o habiendo sido condenadas por alguno de los delitos a que se refiere el artículo segundo, cometido dentro de la jurisdicción de una de las Partes contratantes, busquen asilo o se encuentren en el territorio de la otra.

También se concederá la extradición cuando el delito se haya cometido fuera del territorio del Estado reclamante, siempre que éste, de acuerdo con sus leyes interiores, tenga jurisdicción para juzgar y castigar el acto que motiva la demanda, y que las leyes del país requerido autoricen, en condiciones semejantes, la persecución del mismo delito en el extranjero.

Artículo 2º.

Darán lugar a la extradición los delitos intencionales del orden común, en todos sus grados, siempre que sean punibles según la legislación de las dos Partes contratantes, con pena no menor de un año de prisión.

Artículo 3º.

No se concederá la extradición por delitos de culpa, de imprenta, o de orden militar, ni por delitos políticos o por hechos que le sean conexos. El Estado requerido decidirá si el delito por que se demanda a un acusado es político, teniendo en cuenta aquellas de las dos legislaciones que sea más favorable al prófugo.

No se reputará delito político, ni conexo con él, el atentado contra la vida del Jefe de la Nación.

Artículo 4º.

Tampoco se concederá la extradición:

a) Cuando la prueba de la delincuencia presentada por la parte requeriente no justificare, conforme a las leyes del lugar donde se encuentre el prófugo o accusado, su aprehensión y enjuiciamiento, en caso de que el delito se hubiese cometido allí.

b) Cuando el individuo reclamado esté procesado o haya sido juzgado, por el mismo delito en el país requerido.

c) Cuando la acción penal o la pena correspondiente al delito imputado, hayan prescrito conforme a las leyes de cualquiera de los dos Estados contratantes.

d) Cuando el prófugo haya cumplido su condena.

e) Cuando el individuo reclamado sea nacional del Estado requerido, o naturalizado en él, a menos en este último caso que la naturalización sea posterior al delito por el cual se le reclama; pero cuando se

niegue la extradición por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo de acuerdo con sus propias leyes, utilizando las pruebas que suministre el país requeriente y las demás que las autoridades del requerido estimen conveniente allegar.

Artículo 5º.

Si la persona cuya extradición se solicita se encuentra sujeta a un procedimiento penal, o está detenida por haber delinquido en el país donde se ha refugiado, puede retardarse su entrega hasta la conclusión del proceso, o hasta que haya cumplido su condena.

No impedirán la extradición las obligaciones civiles del prófugo con el Estado requerido o con particulares, ni las acciones de la misma naturaleza instauradas en su contra, aun cuando esté aquél arraigado judicialmente.

Artículo 6º.

El individuo cuya extradición se ha concedido, no podrá ser juzgado por otro delito distinto del que motivó su entrega, excepto por los delitos cometidos después de la extradición.

Artículo 7º.

1. La demanda de extradición se hará siempre por los agentes diplomáticos respectivos, o a falta de ellos por los funcionarios consulares de mayor categoría.

2. Si la persona cuya extradición se pide, ha sido condenada por un delito, se acompañará al pedimento una copia de la sentencia dictada por el Tribunal, la que estará legalizada con el sello del mismo y la certificación del carácter oficial de la autoridad que lo expide, por el funcionario a quien corresponda, y el de éste por el Ministro o Cónsul de la respectiva Parte contratante.

3. Cuando el prófugo esté simplemente acusado de un delito, se acompañará al pedimento:

a) Copia del mandamiento de prisión y de las declaraciones y demás elementos de prueba en que se funde, legalizados en la forma prevenida por la fracción anterior;

b) Una copia auténtica del texto de la ley del país requeriente que determine la pena correspondiente al delito.

4. Se proporcionarán en todo caso y hasta donde sea posible, la filiación del individuo reclamado y las señas particulares que pueden servir para establecer su identificación.

Artículo 8º.

Cumplidas las formalidades a que se refiere el artículo anterior, la autoridad correspondiente de la República de Colombia o la de los Estados Unidos Mexicanos, según sea el caso, hará la aprehensión del prófugo, con el fin de que sea presentado ante la autoridad competente.

Si se decidiere que conforme a las leyes y pruebas presentadas, procede la extradición de acuerdo con las estipulaciones de este Tratado, se entregará al prófugo en la forma legal prescrita para tales casos.

Artículo 9°.

Cuando una persona sea entregada en virtud de las estipulaciones de este Tratado, no podrá ser sometida a las leyes ni tribunales de excepción, ni podrá agravarse la pena que le corresponda por consideraciones de orden político.

Artículo 10.

En ningún caso se impondrá o ejecutará la pena de muerte por el delito que hubiere sido causa de la extradición.

Artículo 11.

Negada la extradición de una persona, no se puede volver a solicitar por el mismo delito.

Artículo 12.

Cuando uno de los dos Gobiernos contratantes avise al otro telegráficamente o de otra manera, o por conducto de sus agentes diplomáticos o consulares, que la autoridad competente ha expedido una orden para la aprehensión de un reo prófugo, acusado o condenado de alguno de los delitos enumerados en los artículos anteriores, y se asegure, por el mismo conducto, que oportunamente se demandará su entraga y que el pedimento estará ajustado a las disposiciones de este Tratado, el Gobierno requerido procurará la aprehensión provisional del reo, y lograda que sea, lo mantendrá bajo segura custodia por un término que no podrá exceder de sesenta días, en espera de que se presente la demanda formal de extradición.

Transcurrido el plazo sin que la demanda haya sido presentada en debida forma, será puesto en libertad y no podrá ser aprehendido nuevamente por el mismo delito.

Artículo 13.

Cuando los documentos que acompañen y funden la solicitud de extradición, sean insuficientes, el Gobierno a quien se pida los devolverá para que se subsanen las deficiencias o se corrijan los defectos. Si el individuo reclamado ha sido objeto de arresto provisional, continuará detenido hasta que se venza el término de sesenta días de que trata el artículo anterior.

Artículo 14.

Toda solicitud de extradición se tramitará y despachará conforme a la legislación del Estado requerido, en cuanto no sea incompatible con las estipulaciones de este Tratado.

Artículo 15.

Los objetos recogidos por la autoridad, que puedan servir como elementos de prueba, así como todas las cosas que procedan o puedan proceder, o tengan relación con el delito, por el cual se solicita la extra-

dición, serán remitidos al Gobierno solicitante, aun cuando no pudiera efectuarse la extradición por muerte o evasión de la persona reclamada. En todo caso serán respetados los derechos de terceros sobre dichos artículos.

Artículo 16.

El prófugo será llevado por agentes del Estado de refugio hasta la frontera, o hasta el puerto más apropiado para su embarque, y allí será entregado a los agentes del Estado reclamante. Si sesenta días después de haberse notificado al representante diplomático o al Gobierno que solicitó la extradición que ésta fue concedida, no se hubiere hecho cargo de la persona reclamada, se pondrá en libertad al detenido, quien no deberá ser arrestado nuevamente por la misma causa que motivó la extradición.

Artículo 17.

Todos los gastos que se originen con motivo de una demanda de extradición, serán sufragados por el Estado reclamante.

Artículo 18.

Cuando una de las Partes contratantes obtuviere de un tercer Estado la entrega de un delincuente, se concederá la extradición por vía de tránsito a través del territorio del otro, mediante la presentación de los documentos a que se refiere el artículo 8º, siempre que el hecho que motivó la extradición sea de los comprendidos en este Tratado.

Artículo 19.

Cuando un mismo individuo fuere reclamado por dos o más Estados, se concederá la extradición a aquel en cuyo territorio se hubiese cometido el delito más grave, a juicio del país requerido. Si los delitos fueren igualmente graves, se concederá al Estado que haya presentado primero la solicitud de extradición. Si las demandas fueren simultáneas, se concederá al Estado de quien el prófugo sea nacional.

Artículo 20.

La duración del presente Tratado será de diez años, contados desde el día en que se haga el canje de las ratificaciones, y si seis meses antes de su vencimiento no fuere denunciado mediante aviso dado por una de las Partes a la otra, se considerará renovado por otro período igual, y así sucesivamente.

Artículo 21.

El presente Tratado será aprobado y ratificado con arreglo a la Constitución de cada uno de los dos países, y las ratificaciones serán canjeadas en la ciudad de México, lo más pronto posible.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo firmaron por duplicado en la ciudad de México, a los doce días del mes de junio de mil novecientos veintiocho.

(L. S.), *C. Cuervo Marquez.*
(L. S.), *G. Estrada.*

---

## 65.

## BELGIQUE, COLOMBIE.

# Convention additionnelle au Traité d'extradition du 21 août 1912;*) signée à Bogotá, le 21 novembre 1931.**)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 743.*

---

Su Majestad el Rey de los Belgas y su Excelencia el Presidente de la República de Colombia, juzgando necesario aplicar al Congo Belga y a los territorios de Ruanda Urundi, sobre los cuales Bélgica ejerce mandato en nombre de la Sociedad de las Naciones, el Tratado de Extradición entre Bélgica y Colombia del 21 de agosto de 1912, han nombrado con tal fin sus Plenipotenciarios, a saber:

Su Majestad el Rey de los Belgas, al señor René L. van Meerbeke, Encargado de Negocios de Bélgica en Colombia;

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia, al señor Roberto Urdaneta Arbeláez, Ministro de Relaciones Exteriores,

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes y hallarlos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente:

### Artículo I.

Las disposiciones del Tratado de Extradicíon entre Bélgica y Colombia del 21 de agosto de 1912 se aplicarán al Congo Belga y a los territorios del Ruanda Urundi.

### Artículo II.

La solicitud de extradición de un individuo que se haya refugiado en el Congo Belga o en el Ruanda Urundi se hará por la vía diplomática o consular, la cual se reguirá en todos los casos previstos en el Tratado de Extradición del 21 de agosto de 1912, con exceptión, sin embargo, de los casos urgentes enunciados en el artículo 8 del mismo Tratado; en estos últimos casos la detención provisional podrá ser solicitada directamente por el Gobierno General del Congo Belga al Ministro de Gobierno de Colombia, y viceversa.

### Capítulo III.

Para la aplicación del Tratado del 21 de agosto de 1912 y de la presente Convención:

1º Se entenderá por nacionales belgas, a los ciudadanos belgas y a las personas dependientes del Congo Belga; asimílanse a nacionales belgas las personas dependientes del Ruanda Urundi.

---

*) V. N.R.G. 3. s. VIII, p. 728.

**) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 30 juin 1937.

2º Se considerarán como crímenes las infracciones a la ley represiva del Congo Belga y del Ruanda Urundi, punibles con más de cinco años de servidumbre penal, y como delitos, las infracciones punibles con más de dos años de servidumbre penal.

3º La servidumbre penal prevista por la legislación del Congo Belga y del Ruanda Urundi se asimilará a prisión.

Artículo IV.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en Bruselas los más pronto posible.

Entrará en vigor dies díaz después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes contratantes, y tendrá la misma duración que el Tratado de Extradición del 21 de agosto de 1912 entre Bélgica y Colombia.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firman la presente Convención y la autorizan con sus sellos.

Hecho en doble ejemplar en Bogotá, el veintiuno de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

(S.) *R. Urdaneta Arbelaez.*
(S.) *R. L. van Meerbeke.*

---

## 66.

## BELGIQUE, MONACO.

# Deuxième Déclaration additionnelle à la Convention d'extradition du 29 juin 1874;*) signée à Paris, le 28 mai 1932.**)

*Moniteur belge No. 357 du 22 décembre 1932.*

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse sérénissime le Prince de Monaco ayant jugé utile de modifier en certains points la Convention d'extradition du 29 juin 1874, déjà modifiée le 30 décembre 1881,***) ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

Le baron E. de Gaiffier d'Hestroy, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près S. Exc. le Président de la République Française;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

Le Comte Henri de Maleville, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

---

*) V. N.R.G. 2. s. I, p. 202.
**) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 12 décembre 1932.
***) V. N.R.G. 2. s. VIII, p. 448.

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, dûment reconnus en règle, sont convenus par la présente Déclaration de ce qui suit:

Article premier.

A l'Article premier, 2°, de la Déclaration du 30 décembre 1881 est ajouté le paragraphe suivant:

Ne sera pas réputé politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Article 2.

L'Article 2, 3°, 5°, 6°, 10°, 17°, de la Convention du 29 juin 1874 est modifié comme suit:

I. Le 3° est complété par les dispositions suivantes: „embauchage, entraînement ou détournement, même avec son consentement, d'une femme ou d'une fille mineure en vue de la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré, même pour cause de dettes contractées, d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche".

II. Le 5° est remplacé par „Incendie par malveillance".

III. Le 6° est complété par les mots „voies ferrées" ajoutés après: „Destruction de constructions..."

IV. Le 10° est remplacé par: „Fausses monnaies comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies;

Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés;

Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, marques, coupons pour le transport des personnes ou des choses, timbres-poste ou autres timbres adhésifs; usage de ces objets contrefaits ou falsifiés; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques; application méchante ou frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre; vente, exposition en vente, détention dans les magasins, introduction sur le territoire, pour être vendus, desdits objets".

V. Le 17° est complété par „révolte contre l'autorité du maître de bord sur un navire en haute mer".

Article 5.

L'Article 15 de la même Convention est modifié comme suit:

„Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts et jugements de condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait de la décision prononcée et devenue définitive au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes".

Article 4.

La présente Déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays. Elle aura la même durée que la Convention du 29 juin 1874 et la Déclaration du 30 décembre 1881 auxquelles elle se rapporte.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, le 28 mai 1932.

(L. C.) *Henri de Maleville.*
(L. C.) *E. de Gaiffier.*

---

## 67.

## BELGIQUE, MONACO.

# Troisième Déclaration additionnelle à la Convention d'extradition du 29 juin 1874;*) signée à Paris, le 16 décembre 1937.**)

***Moniteur belge No. 97 du 7 avril 1938.***

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco,

Ayant jugé utile de modifier l'Article 12 de la Convention d'extradition du 29 juin 1874, déjà modifiée les 30 décembre 1881***) et 28 mai 1932,†) ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

Le comte A. de Kerchove de Denterghem, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près son Excellence le Président de la République Française;

*) V. N.R.G. 2. s. I, p. 202.
**) L'échange des ratifications a eu lieu le 4 mars 1938.
***) V. N.R.G. 2. s. VIII, p. 448.
†) V. ci-dessus, No. 66.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

Le comte Henri de Maleville, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, dûment reconnus en règle, sont convenus par la présente Déclaration de ce qui suit:

Article premier.

Les stipulations de l'Article 12 de ladite Convention sont remplacées par les dispositions suivantes:

„Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée, à cet effet, par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'Article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'Article 10 ci-dessus.

Les gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu, toutefois, que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation".

Article 2.

La présente Déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays. Elle aura la même durée que la Convention du 29 juin 1874 et les Déclarations des 30 décembre 1881 et 28 mai 1932, auxquelles elle se rapporte.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, le 16 décembre 1937.

(S.) *Comte de Kerchove de Denterghem.*

(S.) *Henri de Maleville.*

---

## 68.

## COLOMBIE, CUBA.

# Traité d'extradition; signé à La Havane, le 2 juillet 1932.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 757.*

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia y Su Excelencia el Presidente de la República de Cuba, deseando regular mediante un Tratado la extradición recíproca de los delincuentes, han designado para ese objeto como sus Plenipotenciarios respectivos, a saber:

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia a Su Excelencia el doctor Pedro Juan Navarro, su Enviado y Ministro Plenipotenciario en la República de Cuba, y Su Excelencia el Presidente de la República de Cuba a Su Excelencia el doctor Orestes Ferrara y Marino, su Secretario de Estado, quienes después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos:

### Artículo I.

Los Gobiernos de la República de Colombia y de la República de Cuba, se obligan recíprocamente a entregarse, con arreglo a las estipulaciones de este Tratado, y en virtud de la petición que el uno dirija al otro, las personas que, estando acusadas o sentenciadas como autores, cómplices o encubridores de delito común, cometido dentro de la jurisdicción de una de las Altas Partes contratantes, y siendo prófugos de la justicia, busquen refugio o se encuentren en el territorio de la otra.

También se concederá la extradición cuando el delito se haya cometido fuera del territorio del Estado reclamante, siempre que éste, conforme a sus leyes de orden interno, tenga jurisdicción para juzgar y castigar el hecho que motiva la demanda, y que las leyes del país requerido autoricen, en condiciones análogas, la persecución del mismo delito en el Extranjero.

### Artículo II.

El hecho por el cual se solicite la extradición debe ser punible según las leyes del Estado requirente y del requerido en el momento de haberse realizado.

### Artículo III.

Quedan comprendidos en este Tratado no tan sólo el delito o crimen consumado, sino también el frustrado y el intentado.

### Artículo IV.

No se concederá la extradición en los siguientes casos:

a) Cuando conforme a las leyes de ambos Estados no exceda de un año de privación de libertad el máximum de la pena aplicable a la participación que se impute a la persona cuya extradición se solicita.

*) Les ratifications ont été échangées à La Havane, le 15 octobre 1936.

b) Cuando, conforme a las leyes de cualquiera de los dos países, haya prescrito la acción penal o la pena correspondiente al delito imputado.

c) Cuando el individuo cuya extradición se solicita haya sido juzgado y puesto en libertad, o haya cumplido su pena, o haya sido amnistiado o indultado.

d) Cuando haya sido juzgado por el mismo delito en el país requerido.

e) Cuando el reclamado es nacional del Estado requerido, o naturalizado en él, excepto cuando la nacionalización o la naturalización sean posteriores al delito. Pero en el caso de que se niegue la extradición por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo de acuerdo con sus propias leyes, como si el delito causante de la demanda hubiese sido perpetrado en su propio territorio, utilizando las pruebas que suministre el Estado requirente, y las otras que las autoridades del requerido consideren conveniente; quedando obligado el Gobierno de este último a comunicar al primero la sentencia o resolución definitiva que recaiga.

f) Cuando el delito con motivo del cual se solicita la extradición es de carácter político o sus conexos, o cuando se prueba que la demanda de extradición se ha formulado en realidad con el objeto de procesarlo o castigarlo por un delito de carácter político.

Artículo V.

La legislación del Estado requerido, posterior al delito, no podrá impedir la extradición.

Artículo VI.

El homicidio o atentado contra la vida del Jefe de uno de los Estados contratantes, cualesquiera que sean los medios y circunstancias en que se cometan, serán considerados, para los efectos de este Tratado, como delitos comunes.

No se considerán como delitos políticos los hechos o atentados cometidos por anarquistas o empleando explosivos u otros medios susceptibles de ocasionar grandes estragos.

Ningún individuo entregado por una de las Altas Partas contratantes a la otra, será acusado, procesado ni penado por ningún crimen o delito político ni por acto alguno que se relacione con el mismo, cometido antes de la solicitud de su extradición.

Cuando surgiere alguna duda con respecto a la aplicación a un caso dado de las disposiciones de este inciso, será definitivo lo que resolvieren las autoridades del Gobierno que hubiese accedido a la extradición.

Artículo VII.

Ninguna obligación de carácter civil, contraída dentro de la jurisdicción del país requerido por el presunto extradito, podrá tomarse como base para negar la extradición.

### Artículo VIII.

La demanda de extradición se hará por los Representantes Diplomáticos respectivos, y, en su defecto, por lo funcionarios consulares de mayor categoría, siempre que los primeros estuvieren ausentes del país o del lugar en que resida el Gobierno.

Si por falta o ausencia de los Agentes Diplomáticos o Consulares, no fuese posible presentarla, podrá ser dirigida directamente por el Secretario encargado de las Relaciones Exteriores del Estado que pida la extradición al del Estado del cual ella se solicite.

### Artículo IX.

Para conceder la extradición deberán presentarse, en original o en copias autenticadas, los documentos siguientes:

a) Una sentencia condenatoria o un auto que ordene la detención o prisión del acusado.

b) Una relación precisa de los hechos constitutivos del delito imputado, cuando no aparezcan de los documentos mencionados en el párrafo precedente.

c) Filiación y señas particulares del reclamado.

d) Texto de la Ley Penal aplicable.

### Artículo X.

Las Cancillerías respectivas ordenarán la adopción de las medidas necesarias para lograr el arresto provisional del prófugo, y las solicitudes de extradición se tramitarán de acuerdo con la legislación vigente en el Estado requerido.

### Artículo XI.

Cuando exista deficiencia en los documentos en que se solicite la extradición, ellos deberán ser devueltos al país requirente para el subsanamiento que proceda.

Si el reclamado ha sido arrestado provisionalmente, continuará detenido hasta que venza un plazo que no excederá de noventa días.

### Artículo XII.

Negada la extradición de una persona, no se podrá volver a solicitarla por el mismo delito.

### Artículo XIII.

En ningún caso ni por ningún motivo se podrá imponer ni ejecutar contra el extraditado castigos corporales o la pena de muerte.

### Artículo XIV.

Si el reclamado estuviere procesado o condenado en el Estado requerido, por algún delito cometido en el mismo, la extradición se diferirá hasta que sea absuelto o indultado, o hasta que cumpla la condena o quede de otro modo terminada la causa, sin que nada de esto impida que se sustancie el procedimiento de extradición.

### Artículo XV.

Ningún individuo, entregado por una de las Partes contratantes a la otra, podrá ser acusado, procesado ni penado, sin su consentimiento prestado libre y públicamente, por ningún delito o crimen anterior a su extradición, que no fuere el que motivó su entrega; a no ser que dicho individuo hubiese estado en libertad de abandonar el país durante un mes, después de haber sido arrestado y juzgado, y, en caso de condena, un mes después de haberla cumplido, o de haber sido indultado.

El Gobierno a quien se haya hecho entrega del extraditado, deberá obtener previamente el asentimiento del Gobierno que acordó la extradición, para poder procesar o penar al individuo entregado.

### Artículo XVI.

Cuando cualquiera de las Altas Partes contratantes notifique a la otra, por cualquier medio, que la autoridad competente ha expedido la orden para la captura de un prófugo, reo de delito común, y cuando por el mismo conducto se asegure que oportunamente se solicitará su entrega, y que el pedimento se ajusta a lo que aquí se dispone, el Gobierno requerido procurará la captura provisional del reo, y lo mantendrá bajo segura custodia durante un plazo que no excederá de noventa días, hasta que se formalice la solicitud de extradición, de acuerdo con lo que se dispone en este Tratado.

Transcurrido el plazo mencionado sin que se presente la demanda de extradición, el detenido será puesto en libertad. No obstante, si la demanda se presentare después de dicho término, se sustanciará y resolverá; y si fuere concedida la extradición, podrá ser arrestado de nuevo el reo, tan sólo para el efecto de realizar su entrega al Gobierno demandante.

### Artículo XVII.

Cuando un mismo individuo fuere reclamado por dos o más Estados, se concederá la extradición al que tenga con el requerido un Tratado de Extradición. En igualdad de condiciones, la extradición se concederá a aquel en cuyo territorio se hubiere cometido el delito más grave, a juicio del país de refugio.

Si se trata de delitos de igual gravedad, la extradición será concedida al país que primero la hubiere solicitado, y si las solicitudes se hubieren formalizado en la misma fecha, se entregará al Estado de que sea proveniente como nacional, o, en su defecto, al del domicilio del delincuente, si fuere uno de los solicitantes.

La preferencia establecida en este artículo no tendrá efecto si la Nación de refugio está obligada a darla de un modo distinto por un Tratado anterior.

### Artículo XVIII.

Cuando en el curso de un proceso apolítico se considere necesario oír declaraciones o informes de personas que se encuentren en uno de

los dos países, o llevar a cabo cualquier otro acto o procedimiento de instrucción, se dirigirá una comisión rogatoria por la vía diplomática o consular, y se cumplirá por los funcionarios competentes, observando las leyes del país requerido.

Los dos Gobiernos renuncian al reembolso de los gastos resultantes de la ejecución de comisiones rogatorias, siempre que no se trate de informes de peritos.

Artículo XIX.

El prófugo será llevado por agentes del Estado de refugio hasta el puerto más apropiado para su embarco, entregándose allí a los agentes del Estado reclamante.

Transcurridos noventa días sin que el Estado solicitante se haga cargo del detenido, se le pondrá en libertad, no pudiendo volver a ser arrestado por la misma causa.

Artículo XX.

Los gastos de detención, custodia, manutención y transporte del extraditado, lo mismo que los de consignación y transporte de los objetos que, según los términos de este Tratado, deban ser entregados, correrán por cuenta de cada Estado, dentro de los límites de sus respectivos territorios.

Artículo XXI.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vicecónsules y Agentes Consulares de uno cualquiera de los Estados, podrán pedir que se arreste y remita a bordo de un buque o aeronave de su país a los oficiales, marineros y cualesquiera otras personas que forman parte de la tripulación de las naves o aeronaves de guerra o mercantes de sus respectivas naciones, cuando fueren acusadas de haber desertado de ellas.

Al efecto, se dirigirán por escrito a las autoridades locales competentes del Estado al que se hace la reclamación, y justificarán, con la exhibición de los registros del buque o aeronave o del rol de la tripulación, u otros documentos oficiales, que los individuos que reclaman pertenecen a dicha tripulación.

Justificada así la solicitud, no podrá rehusarse la entrega, a menos que se probare en debida forma que son nacionales del Estado requerido o naturalizados en él, excepto cuando la nacionalización o la naturalización fuese posterior a la deserción.

Se dará a los funcionarios del Estado reclamante todo género de protección para la busca y captura de los desertores, los cuales serán recluídos en las prisiones de la nación requerida, a solicitud y a costa de los Cónsules de la requirente, hasta que éstos tengan ocasión de enviarlos a su país. Pero si esa oportunidad no se presentare durante el término de un mes, contado a partir del día del arresto, serán puestos en libertad los desertores, sin que puedan ser presos otra vez por la misma causa.

Si el desertor hubiere cometido algún delito, y el Tribunal competente lo reclamare para juzgarlo, la entrega se diferirá hasta que la sentencia se pronuncie o ejecute.

Artículo XXII.

En el caso de que una de las Altas Partes contratantes obtenga de un tercer Estado la entrega de un delincuente, se concederá la extradición por vía de tránsito, a través del territorio del otro, mediante la exhibición del ejemplar original o de una copia auténtica del documento que concede la extradición, siempre y cuando el hecho que sirva de base a la extradición no esté comprendido entre las disposiciones del inciso f) del artículo IV del Tratado.

Los gastos de extradición por vía de tránsito correrán por cuenta de la parte reclamante.

Artículo XXIII.

No podrá basarse en las estipulaciones de este Tratado ninguna demanda de extradición por delito cometido con anterioridad al canje de ratificaciones del mismo.

Para las demandas en curso, o que en lo futuro se cursaren por dichos delitos anteriores, se seguirá atendiendo al principio de reciprocidad, que ha sido, hasta el presente, observado por las dos Altas Partes contratantes.

Artículo XXIV.

Este Tratado se pondrá en vigor a partir de la fecha del cambio de ratificaciones, lo cual se hará de acuerdo con las leyes de los países contratantes, y continuará vigente hasta seis meses después de que uno de los dos Gobiernos haya notificado al otro, en la forma debida, su deseo de derogarlo o darlo por extinguido.

Artículo XXV.

El canje de las ratificaciones se efectuará en la ciudad de La Habana, tan pronto como fuere posible.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firman el presente Tratado y ponen en él sus sellos.

Hecho por duplicado en La Habana el día dos de julio de mil novecientos treinta y dos.

*Pedro Juan Navarro.*
*Orestes Ferrara.*

## 69.

## ROUMANIE, YOUGOSLAVIE.

# Convention relative à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale; signée à Belgrade, le 30 janvier 1933.*)

*Copie officielle.*

---

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant, d'un commun accord, régler entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie la question de l'extradition des infracteurs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

Monsieur Bogoljub Jevtić, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Alexandre N. Iakovaki, Ministre Plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Chapitre premier.

### Extradition des infracteurs.

#### Article premier.

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer, réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie, pour les infractions indiquées à l'Article suivant.

#### Article 2.

L'extradition aura lieu — sauf les exceptions prévues à l'Article 4 — pour les infractions qui selon les lois des deux Parties Contractantes, même si ces lois n'étaient pas en vigueur pour toutes les Parties du territoire des deux Etats, peuvent entraîner une peine privative de liberté non inférieure à un an.

En cas de condamnation, il sera exigé, hors des conditions susmentionnées, que la personne réclamée fût condamnée en dernière instance à une peine privative de liberté d'au moins six mois.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 26 septembre 1933.

L'extradition sera également accordée sous les mêmes conditions, en cas de tentatives ou complicité auxdites infractions, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties Contractantes.

Article 3.

Pour les infractions qui attirent d'après les lois de l'Etat requérant la peine de mort ou de la confiscation générale des biens, l'extradition du prévenu ou du condamné dépendra de l'assurance formelle, donnée préalablement par voie diplomatique à l'Etat requis que ces peines ne seront pas appliquées.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée:

I.

1° Si la personne dont l'extradition sera demandée est ressortissante de l'Etat requis;

2° Si l'infraction est commise sur le territoire de l'Etat requis;

3° Si la poursuite de l'infraction est réservée en vertu des lois de la Partie requise exclusivement à la juridiction de cette Partie;

4° Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce même pays ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux;

5° Si, d'après la législation en vigueur sur tout le territoire de l'une des Parties Contractantes, la poursuite ou la peine est prescrite ou éteinte;

6° Si, d'après la législation de la Partie requise, l'infraction qui a motivé la demande en extradition, ne peut être poursuivie que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne soit vérifié que la Partie lésée ait demandé la poursuite, sauf le cas où le fait constitue principalement un délit de droit commun.

II.

1° Pour les infractions politiques ou pour des faits connexes à une telle infraction.

Il est entendu qu'il ne sera pas considéré comme infraction politique ni fait connexe à une telle infraction, l'attentat contre la personne du roi ou contre les membres de la famille royale, ainsi que toute tentative ou complicité dans une de ces infractions.

Il ne sera de même pas considéré comme délits politiques les faits de falsification ou d'altération de monnaie et de mise en circulation de fausse monnaie, ainsi que les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies; il en sera de même de la tentative de ces infractions et de la complicité aux faits ci-dessus spécifiés.

2° Pour les infractions exclusivement punissables par les lois pénales militaires;

3° Pour les infractions de presse;

4° Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois de douane, d'impôt et autres lois financières.

III.

L'Etat requis est seul appelé à décider si la demande d'extradition n'entrerait pas dans une des exceptions prévues par cet Article.

Article 5.

Si la personne réclamée est poursuivie ou condamnée dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle motivant la demande, l'extradition pourra être différée jusqu'au moment où la procédure sera terminée, ou en cas de condamnation jusqu'à ce qu'elle ait subi sa peine ou qu'elle en ait obtenu la remise.

Cet ajournement n'empêchera pas l'Etat requis de solutionner en principe immédiatement la demande d'extradition.

Si, d'après les lois de la Partie requérante, la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite pouvaient résulter de l'ajournement, la remise temporaire de l'individu réclamé sera accordée, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite sur le territoire de la Partie requérante sera terminée.

Si la personne réclamée a sollicité sa naturalisation dans l'Etat requis avant d'avoir commis l'infraction motivant la demande d'extradition, la décision pourra être retardée, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa pétition de naturalisation.

Article 6.

Si la personne dont l'extradition est demandée par l'une des Parties Contractantes est réclamée en même temps, également par un ou par plusieurs Etats, elle sera livrée à l'Etat dont elle est ressortissante.

Dans le cas où la personne à extrader n'est ressortissante d'aucun des Etats requérants elle sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise et, en cas de différentes infractions, à l'Etat où a été commise l'infraction la plus grave et enfin, s'il s'agit d'infractions de gravité égale, elle sera livrée à l'Etat dont la demande est parvenue la première.

Cette disposition ne déroge en rien aux engagements pris antérieurement par l'une des Parties Contractantes envers d'autres Etats.

Article 7.

La personne extradée ne pourra être poursuivie ni punie sur le territoire de la Partie à laquelle elle a été extradée, ni livrée à un Etat

tiers, que pour les infractions en raison desquelles l'extradition a été explicitement accordée.

Pour les infractions commises avant l'extradition, la personne extradée pourra être poursuivie, punie ou livrée à un Etat tiers seulement:

1° Si la Partie qui a accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne pourra pas être refusé si l'extradition en vertu de cette Convention aurait dû être accordée;

2° Si la personne extradée n'a pas quitté de son plein gré le territoire de l'Etat auquel elle avait été livrée au cours d'un mois à partir du jour où elle a été définitivement jugée pour l'infraction ayant provoqué l'extradition et, en cas de condamnation, un mois après avoir purgé sa peine ou obtenu la remise, ou bien si elle y est retournée par la suite de son plein gré.

Article 8.

La demande d'extradition sera présentée directement par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise.

Cette demande doit faire mention de l'endroit où la remise de l'infracteur devrait avoir lieu.

A la demande d'extradition, il faudra joindre soit un mandat d'arrêt ou une décision judiciaire ordonnant l'arrestation de l'infracteur, soit un acte de mise en accusation, ou bien un jugement de condamnation. Ce document doit être accompagné d'un bref résumé des faits, de la nature et la gravité de l'infraction, de l'indication et la reproduction des textes de lois appliqués ou applicables, ainsi que de la qualification et la peine qu'entraîne l'infraction.

On y joindra également, autant que possible, les signalements de la personne à livrer, sa photographie, et toute autre indication nécessaire à la constatation de l'identité.

Les documents ci-dessus indiqués doivent être dressés selon la forme prescrite pour la Partie requérante, en original ou copie légalisée.

L'extradition sera effectuée par les organes de la Partie requise, aux frais de la Partie requérante.

Article 9.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question si l'infraction, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées à la Partie requérante, et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 10.

Il sera procédé à la mise en détention en vue d'extradition de la personne dont l'extradition a été réclamée, dès que la demande aura été reçue sauf le cas où il est à prévoir que l'extradition ne pourra avoir lieu.

Dans les cas urgents, avant même que la demande d'extradition ait été présentée, l'arrestation provisoire de l'individu poursuivi sera effec-

tuée, à moins que l'extradition ne paraisse à première vue inadmissible, à la suite d'une communication contenant la mention expresse de l'existence d'un des actes spécifiés à l'Article 8, alinéa 3, et l'indication de la nature du fait incriminé.

Ces communications pourront être transmises par les tribunaux, les ministères publics ou les autorités de sûreté (de police) de l'Etat requérant, directement aux autorités compétentes de l'Etat requis par la poste ou le télégraphe.

Article 11.

La personne détenue conformément à l'Article 10 sera mise en liberté:

1° S'il n'est pas donné suite à la demande d'extradition de la personne détenue conformément à l'alinéa premier de l'Article précédent;

2° Si les explications exigées conformément à l'Article 9 ne sont pas parvenues dans le délai de 30 jours à partir du jour où la demande a été envoyée;

3° Si les documents avisés conformément à l'alinéa 2 de l'Article précédent ne sont pas parvenus dans le délai de 30 jours à partir du jour de l'arrestation.

Article 12.

La Partie Contractante à laquelle la personne poursuivie a été livrée informera l'Etat requis du résultat définitif de la poursuite au moyen d'une expédition du jugement.

Article 13.

Les dispositions de la présente Convention seront également appliquées à la demande faite par l'une des Parties Contractantes à l'autre, de permettre le transport à travers son territoire (transit), d'une personne extradée par un tiers Etat à la Partie requérante.

Le transport sera effectué par les organes de la Partie requise.

## Chapitre II.

### Assistance judiciaire en matière pénale.

Article 14.

Les Parties Contractantes s'engagent à se prêter réciproquement sur leurs territoires respectifs assistance judiciaire en matière pénale. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire et procéderont à l'exécution des commissions rogatoires concernant les actes d'instruction, telles que: audition des inculpés, des témoins ou des experts, visites des lieux, visites domicilières, perquisitions personnelles et saisies de corps de délit ou des pièces à conviction.

Elles se remettront également les actes judiciaires et les objets ayant trait aux affaires pénales, qui seront à retourner le plus tôt possible.

Les demandes de signification, ainsi que les commissions rogatoires émanant des instances répressives seront faites par l'intermédiaire des

Ministères de la Justice des Parties Contractantes qui les transmettront aux autorités compétentes.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu.

Article 15.

Les jugements de condamnation, ainsi que les citations de comparaître comme inculpé devant les tribunaux de l'une des Parties Contractantes, contre les ressortissants de l'autre Partie, ne seront pas signifiés à ces derniers.

De même, un ressortissant de l'une des Parties Contractantes ne pourra pas être soumis à un interrogatoire comme inculpé sur la demande de l'autre Partie.

La Partie requise informera l'autre Partie sans retard du refus de la signification ou de la commission rogatoire, en lui communiquant les motifs.

Article 16.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est jugée nécessaire ou désirable, le gouvernement de la Partie sur le territoire de laquelle ils se trouvent, les engagera à se rendre à l'assignation qui leur est adressée à cet effet, de la part des autorités de l'autre Partie, sans pouvoir toutefois prendre contre eux des mesures de coercition.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert seront toujours supportés par l'Etat requérant et l'assignation indiquera la somme qui sera allouée au témoin ou à l'expert à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que la Partie requise pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant.

Cette avance leur sera faite aussitôt qu'ils auront déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin ni expert, quelle que soit leur nationalité qui, cités dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, comparaîtront volontairement devant le juge de l'autre Partie, ne pourront y être poursuivis ou détenus pour des faits ou condamnations pénales antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où ils figureront comme témoins ou experts; toutefois, ils perdront ce privilège si, par leur faute, ils ne quittent pas le pays en 48 heures après que leur présence près du tribunal a cessé d'être nécessaire.

Si la personne citée en qualité de témoin se trouve en prison sur le territoire de la Partie requise, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée en 48 heures après que sa présence a cessé d'être nécessaire.

Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, et notamment si la personne qui se trouve en prison s'y oppose.

Article 17.

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande les objets provenant d'une infraction et qui pourraient servir de pièces de conviction, même s'ils sont soumis à la saisie ou à la confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé, leur remise se fera autant que possible, en même temps que l'extradition ou le transit. Ces objets seront remis au gouvernement requérant, même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra également tous les objets de la même nature que les prévenus auraient cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

La Partie à laquelle la remise de ces objets aurait été demandée pourra les retenir provisoirement, si elle le juge nécessaire, pour une instruction criminelle.

Les droits des tiers sur ces objets seront respectés.

La Partie ayant accordé la remise des objets susmentionnés pourra se réserver le droit de demander leur restitution aussitôt que faire se pourra.

Dans ces cas, ainsi que lorsque sur les objets remis subsistent des droits d'une tierce personne, la restitution de ces objets sera ordonnée sans retard dès qu'ils ne seront plus nécessaires dans la procédure pénale. Cette restitution sera faite aux frais de l'Etat restituant.

Article 18.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les condamnations définitives pour crimes et délits de toutes espèces qui auront été prononcées par les tribunaux de l'une des deux Parties, contre les ressortissants de l'autre.

Cette communication sera effectuée, moyennant l'envoi d'un bulletin de condamnation à la Partie à laquelle le condamné appartient.

Ces bulletins seront communiqués tous les trois mois.

Article 19.

Le Royaume de Yougoslavie s'engage à fournir à l'Etat roumain, sur demande, des données du casier judiciaire, pour les Parties de son territoire où le casier judiciaire existe et de fournir tous les renseignements recueillis là où ces casiers n'existent pas.

Le Royaume de Roumanie assume envers le Royaume de Yougoslavie le même engagement, après l'établissement d'une telle institution et jusqu'à cette époque il s'oblige de fournir les données mentionnées sur la base de renseignements recueillis des autorités pénales.

Les Parties Contractantes se communiqueront réciproquement la liste des autorités chargées de la tenue de casiers judiciaires ou bien de celles tenues à fournir les renseignements nécessaires.

## Chapitre III.

### Dispositions applicables également à l'extradition, ainsi qu'à l'assistance judiciaire.

### Article 20.

Les demandes d'extradition, leurs annexes, les demandes de signification et les commissions rogatoires ne devront pas être légalisées; elles devront cependant être revêtues du sceau des autorités requérantes. Ces demandes ou commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes seront accompagnées pour l'Etat yougoslave, d'une traduction serbe-croate-slovène ou française, pour la Roumanie, d'une traduction roumaine ou française, si ces pièces ne sont pas rédigées dans la langue de l'autorité requise.

Ces traductions seront ou bien officielles, ou bien rédigées ou légalisées par un traducteur assermenté de la Partie requérante et munies de sa signature et du sceau officiel.

Les réponses aux demandes d'extradition, les pièces prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée, les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes, ne seront pourvues de traduction qu'à la demande de la Partie requérante, et contre remboursement des frais de traduction.

### Article 21.

Les frais résultant de l'exécution de la demande d'extradition, ou d'une autre assistance judiciaire en matière pénale, seront, en général, à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Toutefois, la Partie requérante remboursera les sommes versées aux experts, ainsi que les frais résultant de la remise temporaire des personnes mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'Article 16 et enfin, les frais de transport mentionnés à l'Article 13.

De même, les frais de la remise temporaire mentionnés à l'Article 5 seront supportés par la Partie requérante.

## Chapitre IV.

### Dispositions finales.

### Article 22.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest, aussitôt que faire se pourra.

### Article 23.

La présente Convention sera exécutoire un mois après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur six mois à partir de la date de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leur signature et leurs sceaux.

Fait à Beograd, en double original, en français, le 30 janvier mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) *B. Jevtić,* m. p.
(L. S.) *Alexandre N. Iacovaky,* m. p.

---

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les Parties Contractantes sont tombées d'accord que l'extradition ne sera accordée que pour des crimes et délits. Si dans la législation de l'une ou l'autre des Parties Contractantes une contravention était punie d'une peine d'un an ou plus, il est entendu que les dispositions de l'Article 2 de la présente Convention ne seront pas appliquées et que l'extradition ne sera pas admise.

Fait à Beograd, en double original, en français, le 30 janvier mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) *B. Jevtić,* m. p.
(L. S.) *Alexandre N. Iacovaky,* m. p.

---

## 70.

## ROUMANIE, YOUGOSLAVIE.

# Convention relative aux frais d'expulsion; signée à Belgrade, le 30 janvier 1933.*)

*Copie officielle.*

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant régler entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie la question des frais d'expulsion,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

Monsieur Bogoljub D. Jevtić, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Alexandre N. Iacovaky, Ministre Plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 26 septembre 1933.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Première Partie.

Expulsions directes.

Article premier.

Si une des Parties Contractantes expulse un ressortissant de l'autre Partie, cette dernière s'oblige à le recevoir tant que sa nationalité est certaine.

Article 2.

L'expulsé sera remis, muni de ses pièces d'identité, aux autorités de l'autre Partie Contractante à un point de frontière convenu selon l'accord à cet effet.

Lors de l'expulsion on remettra aux autorités de la frontière un extrait de la décision d'expulsion ainsi que la preuve de la nationalité de l'expulsé.

Article 3.

Si l'expulsé ne couvre pas les frais de son transport et de son escorte, ou s'il en est exempt, en vertu d'une Convention conclue entre les deux Parties Contractantes, le règlement de ces frais se fera selon les dispositions de l'Article 11 de cette Convention.

Article 4.

La procédure prévue par les Articles précédents sera employée pour le renvoi des personnes de toute nationalité qui passeraient frauduleusement la frontière commune des deux Parties Contractantes. La Partie Contractante dont elles ont quitté le territoire sera obligée de les recevoir.

Partie II.

Transit des expulsés.

Article 5.

Le transit d'un expulsé à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes sera préalablement autorisé par le Ministre de l'Intérieur du pays transité.

Article 6.

La demande d'autorisation du transit sera accompagnée d'une copie de la décision d'expulsion et de la preuve que les autorités de l'Etat tiers recevront l'expulsé, ainsi que de l'indication des deux points frontières auxquels l'expulsé sera remis.

Article 7.

Si l'expulsé ne couvre pas les frais de son transit et ceux de son escorte, ces frais seront à la charge de la Partie requérante.

Dans la demande d'autorisation du transit, le Ministère de l'Intérieur de la Partie requérante déclarera en même temps qu'il s'engage à supporter tous les frais.

Article 8.

L'expulsé sera remis et transité sous escorte, muni de ses pièces d'identité.

Les valeurs et objets personnels de l'expulsé seront remis à l'escorte, contre reçu.

Article 9.

Si l'Etat tiers vers lequel l'expulsé était transité refuse de le recevoir, la Partie requérante sera tenue de le reprendre et de supporter les frais de son retour.

Partie III.

Paiement des frais.

Article 10.

Les frais d'expulsion seront à la charge de l'expulsé. Si l'expulsé est dans l'impossibilité d'avancer les frais nécessaires, ils seront supportés par la Partie requérante.

A la fin de chaque année, un règlement définitif des comptes sera fait par la Légation de chaque Partie Contractante, avec le Ministère de l'Intérieur de l'autre Partie.

Article 11.

Pour le règlement de ces comptes on dressera deux tableaux différents, un pour les expulsés directs, l'autre pour les transités, selon les formulaires ci-après annexés.*)

Le règlement des comptes se fera par le Ministère de l'Intérieur de chaque Partie Contractante à la Légation de l'autre Partie, dans un délai de 6 mois.

Article 12.

Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Ses effets cesseront deux ans après le jour où l'une des Hautes Parties Contractantes l'aurait dénoncée à l'autre.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Beograd, en double original, en français, le 30 janvier mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) *B. D. Jevtić,* m. p.
(L. S.) *Alexandre N. Iacovaky,* m. p.

---

*) Non reproduits.

## 71.

## YOUGOSLAVIE, TURQUIE.

# Convention relative aux relations réciproques en matières judiciaires, civiles et commerciales; signée à Ankara, le 3 juillet 1934.*)

*Sluzbene Novine du 13 novembre 1936.*

---

Le Royaume de Yougoslavie et la République Turque,
animés du désir de régler, en matière civile et commerciale, la protection judiciaire des ressortissants yougoslaves en Turquie et des ressortissants turcs en Yougoslavie, ainsi que le concours réciproque que doivent se prêter les Autorités Judiciaires des deux Pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:
Son Excellence Monsieur le Dr. Miroslav Yancovitch, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Royaume de Yougoslavie en Turquie;

Le Président de la République Turque:
Son Excellence Menemenli Numan Bey, Ambassadeur, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Chapitre I.

### *Protection judiciaire.*

### Article 1er.

1. — Les ressortissants de chacun des Etats Contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

2. — Ils auront à cet effet libre accès aux tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les nationaux.

### Article 2.

1. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposée à raison, soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux de l'un des Etats Contractants, ayant leur domicile dans un de ces Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Etat.

2. — La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 27 avril 1937.

### Article 3.

1. — Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans le territoire de l'un des Etats Contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu, soit de l'Article 2, soit des lois du pays où l'action est intentée, seront rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Etat.

2. — La demande devra être faite par voie diplomatique.

3. — La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

### Article 4.

1. — Les décisions relatives aux frais et dépens visés à l'Article 3 seront déclarées exécutoires, sans entendre les Parties, mais sauf recours ultérieur de la Partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

2. — L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner:

a) si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, la décision est passée en force de chose jugée;

b) si le dispositif de la décision est accompagné d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis ou en français et certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

3. — Pour satisfaire à la condition prescrite à l'alinéa 2a, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée.

La compétence de cette autorité sera certifiée par le plus haut fonctionnaire de l'administration de la justice dudit Etat. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être traduits conformément à la règle contenue à l'alinéa 2b.

4. — L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur évaluera, pourvu que la Partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation, de traduction et de légalisation visées à l'alinéa 2b. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

### Article 5.

Les ressortissants de l'un des Etats Contractants seront admis, sur le territoire de l'autre Etat, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les nationaux.

### Article 6.

1. — Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant ou, à défaut d'une telle résidence, par les autorités de sa résidence actuelle.

2. — Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande d'assistance judiciaire gratuite est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

3. — Si le requérant ne réside pas dans le territoire de l'un des Etats Contractants, il suffira d'un certificat délivré par l'agent diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat auquel il appartient.

Article 7.

1. — Si le requérant réside dans le pays où la demande d'assistance judiciaire gratuite est formée, l'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre les informations nécessaires sur sa situation pécuniaire auprès des autorités du pays auquel il appartient.

2. — L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires.

Article 8.

La Partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par l'autorité compétente de l'un des Etats Contractants jouira également de ce bénéfice pour tous les actes de procédure se référant à la même cause, qui sont effectués devant les autorités judiciaires de l'autre Etat conformément aux dispositions de cette Convention.

Chapitre II.

*Assistance réciproque des autorités judiciaires.*

Article 9.

1. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes émanant des autorités de l'un des Etats Contractants et destinés à des personnes qui résident dans le territoire de l'autre, se feront par la voie diplomatique. La demande contenant l'indication de l'autorité dont émane l'acte transmis, le nom et la qualité des Parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit devra être rédigée dans la langue de l'Etat requis ou en français.

2. — L'autorité à laquelle la demande est adressée enverra par la même voie la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée. En cas d'incompétence ratione loci, elle transmettra d'office la demande à l'autorité compétente.

Article 10.

1. — La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Sauf les cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire, s'il se déclare prêt à accepter.

2. — Sur la demande de l'autorité requérante, la signification sera effectuée par l'autorité requise dans les formes prescrites par sa législation intérieure pour les significations analogues ou dans une forme spéciale, en tant que celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

Article 11.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Article 12.

1. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire de l'un des Etats Contractants pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de faire dans son essort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

2. — La commission rogatoire sera transmise par la voie diplomatique. Elle devra être accompagnée d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis ou en français et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis. En cas d'incompétence ratione loci, l'autorité à laquelle la commission rogatoire est adressée, la transmettra d'office à l'autorité compétente et en informera l'autorité de laquelle la commission rogatoire est émanée.

Article 13.

1. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes sanctions que pour l'exécution d'une commision des autorités de son pays. L'application de ces sanctions n'est pas obligatoire s'il s'agit de la comparution personnelle des Parties en litige.

2. — En ce qui concerne le procédé à suivre, l'autorité requise, en effectuant la commission rogatoire, appliquera les lois de son pays; toutefois, il sera déféré à la demande de l'Etat requérant, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

3. — L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire afin que la Partie intéressée soit à même d'y assister.

Article 14.

L'exécution ou d'une signification ou d'une commission rogatoire peut être refusée, si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu le juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, ou à l'ordre public. L'exécution d'une commission rogatoire peut être refu-

sée, en outre, si l'authenticité du document n'est pas établie ou si, dans le territoire de l'Etat requis, cette exécution ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 15.

1. — L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne pourra donner lieu à aucun paiement de frais ou de taxes de quelque nature que ce soit.

2. — Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins et aux experts, ainsi que les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel rendue nécessaire par le fait que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle d'une forme spéciale d'exécution des significations ou des commissions rogatoires.

Article 16.

1. — Chacun des Etats Contractants a le droit de faire effectuer des significations par ses agents diplomatiques ou consulaires, directement et sans contrainte, à ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

2. — Il en est de même en ce qui concerne l'exécution de commissions rogatoires.

3. — En cas de difficultés dans l'application de cet Article, il sera procédé selon les dispositions des Articles 9 et 12 de la présente Convention.

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra.

Article 18.

La présente Convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant six ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration des six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Ankara, en double original, le 3 juillet 1934.

(L. S.) *M. Yancovitch,* m. p.
(L. S.) *M. Numan,* m. p.

---

## 72.
## ALLEMAGNE, ITALIE.
# Accord sur l'entr'aide judiciaire en matière de contraventions aux lois sur la circulation; conclu par un Echange de Lettres signées à Berlin, le 21 juin 1937.*)

*Reichsgesetzblatt 1938. II, No. 2.*

Auswärtiges Amt. Berlin, den 21. Juni 1937.

Herr Botschafter!

Ich beehre mich namens der Deutschen Regierung hiermit festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Italienischen Regierung Einvertsändnis darüber besteht, dass in Strafverfahren, die strafbare Handlungen auf dem Gebiet des Fahrzeugverkehrs auf dem Lande, auf schiffbaren Wasserwegen oder in der Luft zum Gegenstand haben, die Leistung sonstiger Rechtshilfe nicht verweigert wird, weil sich das Strafverfahren gegen eigene Staatsangehörige richtet, die sich ausserhalb des Machtbereichs des ersuchenden Staates befinden.

Die Festsetzung des Zeitpunkts für das Inkrafttreten dieser Vereinbarung bleibt besonderer Abrede vorbehalten.

Einer entsprechenden Gegenerklärung namens der Königlich Italienischen Regierung darf ich entgegensehen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

*von Mackensen.*

Seiner Excellenz dem Königlich Italienischen Botschafter Herrn Dr. Bernardo Attolico in Berlin.

## 73.
## ALLEMAGNE, ITALIE.
# Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale; signé à Rome, le 12 juin 1942.**)

*Reichsgesetzblatt 1943. II, No. 9.*

| | |
|---|---|
| Vertrag über die Auslieferung und die sonstige Rechtshilfe in Strafsachen zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Italien. | Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra il Regno d'Italia ed il Reich Germanico. |
| Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König von Ita- | La Maestà del Re d'Italia e di Albania, Imperatore d'Etiopia ed |

*) Entré en vigueur conformément à un Echange de Lettres effectué à Berlin, le 23 décembre 1937, le 1er janvier 1938.

**) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 3 février 1943.

lien und Albanien, Kaiser von Äthiopien haben in dem Wunsche, die Auslieferung und die sonstige Rechtshilfe in Strafsachen durch einen Vertrag zu regeln, zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien und Albanien, Kaiser von Äthiopien, Herrn Dr. Hans-Georg von Mackensen,

den Ministerialdirektor im Reichsjustizministerium Herrn Ernst Schäfer

und den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Adolf Siedler;

Seine Majestät der König von Italien und Albanien, Kaiser von Äthiopien:

den Minister für die auswärtigen Angelegenheiten Cavaliere Grafen Galeazzo Ciano di Cortellazzo,

die sich nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen geeinigt haben:

Erster Abschnitt.

*Allgemeine Bestimmungen.*

Artikel 1.

Umfang der Rechtshilfe.

(1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich nach Massgabe der folgenden Bestimmungen:

1. einander auf Ersuchen einer zuständigen Behörde in Strafsachen aller Art, mögen sie bei Gerichts- oder Verwaltungsbehörden des ersuchen-

il Cancelliere del Reich Germanico, desiderosi di regolare mediante un trattato l'estradizione e le altre forme di assistenza giudiziaria in materia penale fra i due Stati, hanno nominato a tale fine come loro Plenipotenziari:

La Maestà del Re d'Italia e di Albania, Imperatore d'Etiopia:

il Cavaliere Conte Galeazzo Ciano di Cortellazzo, Ministro degli Affari Esteri;

il Cancelliere del Reich:

il Signor Dr. Hans von Makkensen, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario germanico presso la Maestà del Re d'Italia e di Albania, Imperatore d'Etiopia,

il Signor Ernst Schäfer, Direttore generale al Ministero della Giustizia,

il Signor Dr. Adolf Siedler, Primo Consigliere di Legazione al Ministero degli Affari Esteri,

i quali, dopo essersi comunicati i rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Capo Primo.

*Disposizioni generali.*

Articolo 1.

Oggetto dell'assistenza giudiziaria.

(1) Le Parti contraenti si obbligano, ai sensi delle seguenti disposizioni:

1° a prestarsi assistenza, su richiesta di un'Autorità competente, per mezzo delle loro Autorità giudiziarie ed amministrative, in procedimenti

den Teils schweben, durch ihre Gerichte und Verwaltungsbehörden Rechtshilfe dadurch zu leisten, dass

a) Personen zur Strafverfolgung oder Strafvollstrekkung ausgeliefert und durchgeliefert werden,

b) Gegenstände herausgegeben werden,

c) jede sonstige Rechtshilfe gewährt wird, soweit sie auch eigenen Behörden geleistet werden könnte;

2. einander die rechtskräftigen Verurteilungen, die von ihren Behörden gegen Angehörige des anderen Teils erlassen worden sind, mitzuteilen.

(2) Sie werden einander in sinngemässer Anwendung der Bestimmungen des Vertrags Rechtshilfe auch für Verfahren leisten, in denen gerichtliche Massregeln der Sicherung und Besserung, welche die persönliche Freiheit entziehen oder beschränken oder vermögensrechtlicher Art sind, neben einer Strafe oder ohne Zusammenhang mit einer Bestrafung angeordnet werden können oder bereits angeordnete derartige Massregeln zu vollziehen sind. Für die Auslieferung und die Durchlieferung gilt dies nur bei den mit Freiheitsentziehung verbundenen Massregeln der Sicherung und Besserung.

Zweiter Abschnitt.

*Auslieferung und Durchlieferung.*

Artikel 2.

Abgrenzung der Auslieferungspflicht in persönlicher Hinsicht.

Die vertragschliessenden Teile werden nach Massgabe der folgen-

penali di qualsiasi natura pendenti avanti Autorità sia giudiziarie che amministrative della Parte richiedente:

a) estradando o concedendo l'estradizione in transito di persone ai fini del procedimento penale o dell'esecuzione penale;

b) consegnando oggetti;

c) concedendo ogni altra assistenza in quanto essa potrebbe essere prestata anche alle proprie Autorità;

2⁰ a comunicarsi le decisioni penali irrevocabili di condanna pronunziate dalle proprie Autorità nei confronti di cittadini dell'altra Parte.

(2) Esse si presteranno assistenza, applicando per analogia le disposizioni del presente Trattato, anche per i procedimenti nei quali, in aggiunta o non ad una pena, possono essere ordinate dall'Autorità giudiziaria misure di sicurezza detentive o restrittive della libertà personale o patrimoniali ovvero che siano dirette a dare esecuzione a misure di tale natura già ordinate dalla stessa Autorità. Nel caso di estradizione e di estradizione in transito questa disposizione si applica soltanto per le misure di sicurezza detentive.

Capo Secondo.

*Estradizione diretta ed estradizione in transito.*

Articolo 2.

Limiti dell'obbligo di estradizione nei riguardi delle persone.

Le Parti contraenti si consegneranno ai fini del procedimento pe-

den Bestimmungen Personen, die von den Behörden des ersuchenden Teils wegen einer strafbaren Handlung verfolgt werden oder verurteilt worden sind und sich im Gebiete des ersuchten Teils befinden, einander zur Strafverfolgung oder Strafvollstreckung ausliefern; eigene Staatsangehörige werden nicht ausgeliefert.

Artikel 3.

Abgrenzung der Auslieferungspflicht in sachlicher Hinsicht.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden die Auslieferung wegen solcher Taten gewähren, die nach dem Rechte beider Teile als Verbrechen oder Vergehen strafbar sind.

(2) Wird die Auslieferung zur Strafverfolgung begehrt, so wird sie gewährt, wenn die Tat nach dem Rechte beider Teile im Höchstmass mit nicht weniger als einem Jahr Gefängnis oder mit einer schwereren Strafart als Gefängnis bedroht ist.

(3) Wird die Auslieferung zur Strafvollstreckung begehrt, so wird sie gewährt, wenn die Voraussetzungen der Abzätze 1 und 2 vorliegen und die rechtskräftig erkannte Strafe, bei mehreren Taten die Gesamtstrafe, mindestens sechs Monate Gefängnis beträgt.

Artikel 4.

Politische Taten.

(1) Die Auslieferung wird nicht gewährt für politische Taten und Taten, die solche vorbereiten sollen oder mit ihnen sonst im Zusammenhang stehen.

nale o dell'esecuzione penale, ai sensi delle seguenti disposizioni, le persone perseguite o condannate per un reato dalle Autorità della Parte richiedente, che si trovano nel territorio della Parte richiesta, ad esclusione dei cittadini di questa Parte.

Articolo 3.

Limiti per materia dell'obbligo di estradizione.

(1) Le Parti contraenti concederanno l'estradizione per i reati che secondo le leggi di entrambe le Parti sono preveduti come delitti.

(2) Quando l'estradizione è richiesta ai fini del procedimento penale, essa sarà concessa se, secondo le leggi di entrambe le Parti, per il fatto è comminata la pena della reclusione non inferiore nel massimo ad un anno od una pena più grave.

(3) Quando l'estradizione è richiesta per l'esecuzione di una condanna, essa sarà concessa se esistono le condizioni indicate nei commi 1 e 2 e la condanna divenuta irrevocabile porta una pena non inferiore a sei mesi di reclusione, avendosi riguardo, nel caso di più reati, alla durata complessiva della reclusione.

Articolo 4.

Delitti politici.

(1) L'estradizione non è concessa per i delitti politici e quelli commessi per prepararli o aventi comunque connessione con tali delitti.

(2) Als politische Taten im Sinne des Absatzes 1 gelten nicht folgende Taten, auch wenn sie nur versucht sind:

a) vorsätzliche Verbrechen gegen das Leben,

b) vorsätzliche Körperverletzungen, die das Leben des Verletzten gefährden oder ihn schwer an Körper oder Gesundheit schädigen,

c) Taten, die eine schwere Gefahr für die Allgemeinheit herbeiführen.

(3) Die Entscheidung darüber, ob die Tat eine politische ist, bleibt ausschliesslich den Behörden des ersuchten Teils vorbehalten.

Artikel 5.

Weitere Ausnahmen von der Auslieferungspflicht.

Die Auslieferung wird ferner nicht gewährt:

a) wenn die Tat ausschliesslich eine Wehrdienstentziehung darstellt oder ausschliesslich nach den Militärstrafgesetzen strafbar ist,

b) wenn die Tat ausschliesslich nach den Pressestrafgesetzen strafbar ist,

c) wenn die Tat ausschliesslich nach den Vorschriften über öffentlich-rechtliche Abgaben strafbar ist,

d) wenn die Tat ausschliesslich nach den Vorschriften über Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote strafbar ist, es sei denn, dass es sich um die Ein-, Aus- oder Durchfuhr von Betäubungsmitteln handelt,

(2) Agli effetti del comma precedente, non sono considerati come delitti politici i delitti seguenti, compreso il tentativo:

a) i delitti dolosi contro la vita;

b) le lesioni dolose che mettono in pericolo la vita o cagionano un grave danno all'integrità od alla sanità della persona offesa;

c) i delitti che mettono in grave pericolo la collettività.

(3) L'appressamento sul carattere politico del delitto è riservato esclusivamente alle Autorità della Parte richiesta.

Articolo 5.

Altre eccezioni all'obbligo dell'estradizione.

L'estradizione non è inoltre concessa:

a) se il fatto costituisce esclusivamente un'infrazione all'obbligo del servizio militare od è preveduto come reato esclusivamente dalle leggi penali militari;

b) se il fatto è preveduto come reato esclusivamente dalle leggi sulla stampa;

c) se il fatto è preveduto come reato esclusivamente dalle leggi tributarie;

d) se il fatto è preveduto come reato esclusivamente dalle leggi sui divieti di importazione, esportazione o transito, salvo che si tratti di importazione, esportazione o transito di stupefacenti;

e) wenn die Tat ausschliesslich nach den Vorschriften über die Devisenbewirtschaftung strafbar ist.

Artikel 6.

Weitere Ausnahmen von der Auslieferungspflicht.

(1) Die Auslieferung wird ferner nicht gewährt:

a) wenn die Tat im Gebiete des ersuchten Teils begangen ist,

b) wenn die Strafverfolgung oder Strafvollstreckung wegen der Tat nach dem Recht eines der beiden Teile unzulässig sein würde,

c) wenn gegen den Verfolgten wegen der Tat von Behörden des ersuchten Teils ein Straferkenntnis oder eine sonstige, das Verfahren sachlich abschliessende Entscheidung erlassen ist.

(2) Die Auslieferung kann verweigert werden:

a) wenn, abgesehen von dem im Absatz 1 Buchst. a erwähnten Falle, für die Tat die Gerichtsbarkeit des ersuchten Teils nach seinen Gesetzen begründet ist,

b) wenn die Tat im Gebiet eines dritten Staates begangen ist und die Strafverfolgung nach dem Rechte des ersuchten Teils wegen einer solchen im Ausland begangenen Tat nicht zulässig sein würde.

Artikel 7.

Aufschub der Auslieferung.

Ist der Verfolgte von einer Behörde des ersuchten Teils wegen

e) se il fatto è preveduto come reato esclusivamente dalle leggi valutarie.

Articolo 6.

Altre eccezioni all'obbligo dell'estradizione.

(1) L'estradizione non è inoltre concessa:

a) se il fatto è stato commesso nel territorio della Parte richiesta;

b) se per il fatto, secondo le leggi di una delle Parti, il procedimento penale o l'esecuzione penale non sarebbe ammissibile;

c) se per lo stesso fatto contro la persona perseguita è stata pronunziata dalle Autorità della Parte richiesta una sentenza di condanna od altra decisione giudiziaria definitiva sul merito.

(2) L'estradizione può essere rifiutata:

a) se, fuori del caso della lettera a) del comma precedente, le Autorità della Parte richiesta, secondo le proprie leggi, sono competenti a conoscere del reato;

b) se il fatto è stato commesso nel territorio di un terzo Stato e le leggi della Parte richiesta non considerano punibile un simile fatto commesso all'estero.

Articolo 7.

Differimento dell'estradizione.

Se la persona perseguita è sottoposta ad atti preliminari all'aper-

einer anderen wie der Tat, welche die Auslieferung veranlassen soll, einer Untersuchung, Strafverfolgung oder Strafvollstreckung unterworfen worden oder befindet er sich aus anderen Gründen in Haft, so wird die Entscheidung über das Ersuchen sofort getroffen, die Durchführung der Auslieferung aber aufgeschoben, bis das Verfahren abgeschlossen, die Strafe verbüsst oder sonst erledigt oder die Haft beendet ist.

tura di un procedimento penale od a procedimento penale od all'esecuzione di una pena da un'Autorità della Parte richiesta per un fatto diverso da quello per cui è domandata l'estradizione, o si trova per altra causa in stato di arresto, la decisione sulla domanda è presa immediatimente, ma l'esecuzione dell'estradizione è differita sino a quando il procedimento sia terminato, la pena sia scontata o altrimenti estinta oppure lo stato di arresto sia cessato.

Artikel 8.

Vorläufige Auslieferung.

Die vertragschliessenden Teile werden in den Fällen des Artikels 7 Personen, zu deren Auslieferung sie nach diesem Vertrage verpflichtet sind, einander zur Strafverfolgung vorläufig ausliefern, sofern die Interessen der Rechtspflege des ersuchten Teils nicht entgegenstehen. Der ersuchende Teil wird den Verfolgten auf Ersuchen des anderen Teils, jedenfalls aber nach Durchführung der Strafverfolgung, unverzüglich zurückliefern.

Articolo 8.

Estradizione provvisoria.

Nei casi preveduti dall'art. 7 le Parti contraenti si consegneranno provvisoriamente, ai fini del procedimento penale, le persone per le quali, secondo il presente Trattato, è obbligatoria l'estradizione, in quanto gli interessi della giustizia della Parte richiesta non vi si oppongano. La Parte richiedente riconsegnerà senza indugio la persona perseguita, su richiesta dell'altra Parte, ed in ogni caso non appena terminato il procedimento penale.

Artikel 9.

Mehrheit von Auslieferungsersuchen.

Haben mehrere Staaten um die Auslieferung ersucht, so hat der ersuchte Teil die Wahl, welchem Auslieferungsersuchen er den Vorzug geben will. Er wird dabei die Interessen der Strafrechtspflege berücksichtigen.

Articolo 9.

Pluralità di richieste di estradizione.

Se l'estradizione è domandata da più Stati, la Parte richiesta ha la facoltà di scegliere la domanda alla quale dare la preferenza, avendo particolare riguardo agli interessi della giustizia penale.

Artikel 10.

Geschäftsweg für die Auslieferungsersuchen.

(1) Die deutschen Ersuchen um Auslieferung können von dem

Articolo 10.

Trasmissione delle richiesta di estradizione.

(1) Le richieste di estradizione da parte italiana potranno essere

Reichsminister der Justiz und, soweit es sich um Strafsachen handelt, die bei den deutschen Militärgerichten anhängig sind, vom Oberkommando der Wehrmacht unmittelbar an den Italienischen Justizminister (Ministro della Giustizia) gerichtet werden.

(2) Die italienischen Ersuchen um Auslieferung können von dem Italienischen Justizminister unmittelbar an den Reichsminister der Justiz gerichtet werden.

indirizzate dal Ministro della Giustizia del Regno d'Italia direttamente al Ministro della Giustizia del Reich (Reichsminister der Justiz).

(2) Le richieste di estradizione da parte germanica potranno essere indirizzate dal Ministro della Giustizia del Reich e, quando si tratti di procedimenti penali pendenti innanzi alle Autorità giudiziarie militari germaniche, dal Comando Supremo delle Forze Armate, direttamente al Ministro della Giustizia del Regno d'Italia.

Artikel 11.

Unterlagen des Auslieferungsersuchens.

(1) Mit dem Ersuchen um Auslieferung ist ein Haftbefehl oder eine diesem gleichstehende Anordnung oder ein rechtskräftiges Strafererkenntnis einer Justizbehörde des ersuchenden Teils vorzulegen.

(2) Das Ersuchen oder seine Unterlagen müssen alle wesentlichen Angaben über die persönlichen Verhältnisse des Verfolgten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit, und über den Tatbestand der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, namentlich Zeit und Ort der Tat, sowie den Wortlaut des zur Anwendung kommenden Strafbestimmungen enthalten.

Articolo 11.

Documentazione della richiesta di estradizione.

(1) La richiesta di estradizione deve essere corredata da un mandato di cattura od altro atto equivalente o da una sentenza irrevocabile emanati da un'Autorità giudiziaria della Parte richiedente.

(2) La richiesta od i relativi documenti devono contenere tutti i dati essenziali sulle generalità della persona perseguita, in particolare sulla sua cittadinanza, e sul reato ascrittole con le circostanze di tempo e di luogo, nonchè il testo delle disposizioni della legge penale applicabili.

Artikel 12.

Auslieferungshaft nach Eingang des Auslieferungsersuchens.

Der ersuchte Teil wird denjenigen, um dessen Auslieferung ersucht worden ist, in Haft nehmen, soweit dies seine Gesetze zulassen.

Articolo 12.

Arresto in seguito a domanda di estradizione.

La Parte richiesta procederà all'arresto della persona di cui è stata domandata l'estradizione in quanto le sue leggi lo consentano.

Artikel 13.

Auslieferungshaft vor Eingang des Auslieferungsersuchens.

(1) Der Verfolgte wird auch schon vor Eingang des Auslieferungsersuchens vorläufig in Haft genommen, soweit die Gesetze des ersuchten Teils dies zulassen und es unter Angabe der persönlichen Verhältnisse des Verfolgten, insbesondere seiner Staatsangehörigkeit, und des Tatbestandes der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, namentlich der Zeit und des Ortes der Tat, und unter Berufung auf einen Haftbefehl oder eine diesem gleichstehende Anordnung oder ein rechtskräftiges Straferkenntnis einer Justizbehörde beantragt wird oder wenn der Verfolgte mit denselben Angaben in dem Fahndungsblatt des anderen Teils zum Zwecke der Auslieferung ausgeschrieben ist.

(2) Enthält das Ersuchen um Inhaftnahme desjenigen, um dessen Auslieferung zur Strafverfolgung ersucht werden soll, nicht die Berufung auf einen Haftbefehl oder eine diesem gleichstehende Anordnung einer Justizbehörde, so wird der ersuchte Teil den Verfolgten vorläufig festnehmen, soweit dies seine Gesetze zulassen. Der Verfolgte wird freigelassen, wenn bei der ersuchten Behörde nicht binnen drei Tagen seit der Festnahme die Mitteilung der ersuchenden Behörde mit der Angabe eingeht, dass der Haftbefehl oder eine diesem gleichstehende Anordnung einer Justizbehörde erlassen worden ist.

(3) Die Entscheidung über das Ersuchen und der Zeitpunkt des Beginns der Verhaftung oder Fest-

Articolo 13.

Arresto prima della domanda di estradizione.

(1) La persona perseguita sarà arrestata provvisoriamente anche prima che la domanda dell'estradizione sia pervenuta, in quanto le leggi della Parte richiesta lo consentano, se ne sia fatta richiesta contenente le sue generalità ed in particolare la sua cittadinanza e l'indicazione del reato ascrittole con le circostanze di tempo e di luogo e di un mandato di cattura o altro atto equivalente o di una sentenza irrevocabile emanati da un'Autorità giudiziaria, ovvero quando la persona perseguita sia iscritta con gli stessi dati nel Bolletino delle ricerche dell'altra Parte ai fini dell'estradizione.

(2) Se la richiesta di arresto di una persona, di cui sarà domandata l'estradizione ai fini di un procedimento penale, non contiene l'indicazione di un mandato di cattura o di altro atto equivalente dell'Autorità giudiziaria, la Parte richiesta procederà al fermo provvisorio della persona perseguita in quanto le proprie leggi lo consentano. La persona perseguita sarà posta in libertà se entro tre giorni dal fermo non sarà pervenuta all'Autorità richiesta la comunicazione dell'Autorità richiedente portante l'indicazione del mandato di cattura o di altro atto equivalente emanato da un'Autorità giudiziaria.

(3) La decisione relativa alla richiesta e la data dell'inizio dell'arresto o del fermo saranno comuni-

nahme werden der Behörde, die sie beantragt hat, unverzüglich mitgeteilt.

(4) Die Ersuchen um Inhaftnahme sowie die Mitteilungen über die Erledigung der Ersuchen und über den Zeitpunkt des Beginns der Verhaftung oder Festnahme können im unmittelbaren Geschäftsverkehr zwischen den zuständigen Behörden beider Teile schriftlich, fernschriftlich oder im Funkweg übermittelt werden.

(5) Der Verhaftete wird freigelassen, wenn das Ersuchen um Auslieferung mit den vertraglich vorgeschriebenen Unterlagen nicht innerhalb einer Frist von zwei Monaten seit dem Tage der Verhaftung bei dem ersuchten Teil gestellt wird. Auf Verlangen des ersuchenden Teils, das auf dem im Artikel 10 vorgesehenen Wege zu stellen ist, kann diese Frist un einen weiteren Monat verlängert werden.

Artikel 14.

Ausschluss der Prüfung der Schuldfrage.

Der ersuchte Teil wird in keinem Falle prüfen, ob der Verfolgte der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung verdächtig oder schuldig ist.

Artikel 15.

Grundsatz der Spezialität.

(1) Der Ausgelieferte darf ohne Zustimmung des ersuchten Teils weder wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung nicht bewilligt worden ist, einer Untersuchung, Strafverfolgung oder Strafvollstrekkung unterworfen oder an einen dritten Staat weitergeliefert noch

cate immediatamente all'Autorità richiedente.

(4) Le richieste di arresto e le comunicazioni relative all'espletamento delle richieste ed alla data dell'inizio dell'aresto o del fermo possono essere trasmesse direttamente fra le Autorità competenti delle due Parti per iscritto, per telegrafo o per radio.

(5) L'arrestato è posto in libertà se, nel termine di due mesi dal giorno dell'arresto, la richiesta di estradizione con i documenti prescritti dal presente Trattato non sia pervenuta alla Parte richiesta. Il detto termine potrà essere prorogato una sola volta per un tempo non superiore ad un mese, su domanda della Parte richiedente da trasmettersi nel modo indicato dall'art. 10.

Articolo 14.

Esclusione dell'esame sulla responsabilità.

La Parte richiesta in nessun caso esaminerà se la persona perseguita è sospetta o colpevole del reato ascrittole.

Articolo 15.

Principio della specialità.

(1) L'estradato non può, senza il consenso della Parte richiesta, essere sottoposto ad atti preliminari all'apertura di un procedimento penale od a procedimento penale od all'esecuzione di una pena ovvero riestradato ad un terzo Stato per un fatto commesso prima dell'estradizione e per il quale questa non sia

aus einem sonstigen, vor der Auslieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt werden, es sei denn, dass der Ausgelieferte das Gebiet des ersuchenden Teils innerhalb eines Monats nach dem endgültigen Abschluss des gegen ihn durchgeführten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung nicht verlassen hat, obwohl die Ausreise möglich gewesen wäre, oder dass er, nachdem er es verlassen hat, zurückgekehrt ist oder von einem dritten Staate von neuem ausgeliefert wird.

(2) Ist eine Auslieferung zur Strafverfolgung bewilligt worden, so ist eine andere rechtliche Beurteilung der Tat, wegen deren die Auslieferung bewilligt ist, zulässig, wenn die Verpflichtung zur Auslieferung wegen der Tat auch in ihrer neuen rechtlichen Beurteilung nach den Bestimmungen des Vertrags bestehen würde.

(3) Die vertragschliessenden Teile werden auf ein Ersuchen, das auf dem im Artikel 10 vorgesehenen Wege gestellt werden kann, einer Untersuchung gegen den Ausgelieferten, der Strafverfolgung, Strafvollstreckung oder Weiterlieferung wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, wegen deren die Auslieferung nicht bewilligt worden ist, zustimmen, wenn eine Verpflichtung zur Auslieferung wegen der Tat nach den Bestimmungen des Vertrags bestehen würde.

Artikel 16.

Durchlieferung.

(1) Jeder der vertragschliessenden Teile wird Personen, die ein dritter

stata concessa, nè può essere sottoposto ad alcuna limitazione della libertà personale per un'altra causa verificatasi prima dell'estradizione, salvo che egli entro un mese dalla chiusura definitiva del procedimento penale promosso contro di lui e dall'esecuzione della pena non abbia lasciato il territorio della Parte richiedente, sebbene ne avesse avuto la possibilità, o che, dopo averlo lasciato, vi sia ritornato ovvero venga nuovamente estradato da un terzo Stato.

(2) Quando è stata concessa un'estradizione ai fini di un procedimento penale, può essere data al fatto, per cui essa è stata concessa, una qualificazione giuridica diversa, se, secondo le disposizioni del presente Trattato, sarebbe obbligatoria l'estradizione per il fatto anche in base alla nuova qualificazione giuridica di esso.

(3) Le Parti contraenti consentiranno, dietro richiesta che può trasmettersi nel modo indicato all'art. 10, a che l'estradato sia sottoposto ad atti preliminari all'apertura di un procedimento penale od a procedimento penale od all'esecuzione di una pena overo a che sia estradato ad un terzo Stato per un fatto commesso prima dell'estradizione e per il quale questa non sia stata concessa, se in base alle disposizioni del presente Trattato l'estradizione per tale fatto sarebbe obbligatoria.

Articolo 16.

Estradizione in transito.

(1) Ciascuna delle Parti contraenti concederà il transito ai fini

Staat dem anderen Teil ausliefert, durch sein Gebiet durchliefern.

(2) Die Durchlieferung wird nicht gewährt:

a) wenn nach den Artikeln 2, 3 Absatz 1, den Artikeln 4, 5 und 6 Absatz 1 des Vertrags die Auslieferung des Verfolgten nicht bewilligt werden würde,

b) wenn der Verfolgte von einer Behörde des ersuchten Teils wegen einer anderen wie der Tat, welche die Durchlieferung veranlassen soll, strafrechtlich verfolgt wird oder wenn gegen ihn von einer Behörde des ersuchten Teils aus anderen Gründen die Haft angeordnet ist,

c) wenn triftige Gründe der öffentlichen Ordnung entgegenstehen.

(3) Die Artikel 10, 11, 14 und 15 gelten entsprechend.

Artikel 17.

Durchführung der Auslieferung und der Durchlieferung.

(1) Der ersuchte Teil wird denjenigen, dessen Auslieferung oder Durchlieferung durchzuführen ist, an den zu vereinbarenden Grenz- oder Hafenort befördern. Der Zeitpunkt der Übergabe und der Übernahme wird zwischen den ausführenden Behörden beider Teile vorher vereinbart.

(2) Die Durchlieferung wird von den Behörden des ersuchten Teils in der Weise durchgeführt, die ihnen am geeignetsten erscheint.

di estradizione attraverso il suo territorio delle persone che un terzo Stato estrada all'altra Parte.

(2) Il transito non è concesso:

a) se, secondo le disposizioni degli articoli 2, 3 comma 1, e degli articoli 4, 5 e 6 comma 1 del presente Trattato, non sarebbe concessa l'estradisione della persona perseguita;

b) se la persona perseguita è sottoposta da un'Autorità della Parte richiesta a procedimento penale per un fatto diverso da quello per cui dovrebbe essere concesso il transito o se contro di essa è stato ordinato l'arresto per altra causa da un'Autorità della Parte richiesta;

c) se gravi motivi di ordine pubblico vi si oppongono.

(3) Alla domanda di estradizione in transito sono applicabili le disposizioni degli articoli 10, 11, 14 e 15.

Articolo 17.

Modalità di esecuzione dell'estradizione e del transito.

(1) La Parte richiesta provvederà al trasporto della persona di cui deve eseguirsi l'estradizione od il transito al posto di frontiera od al porto che saranno convenuti. La data della consegna e della presa in consegna sarà preventivamente fissata dalle Autorità delle due Parti incaricate dell'esecuzione.

(2) In transito è eseguito dalle Autorità della Parte richiesta nel modo che esse ritengono più conveniente.

Dritter Abschnitt.

*Herausgabe von Gegenständen.*

Artikel 18.

Herauszugebende Gegenstände.

Die vertragschliessenden Teile werden nach Massgabe der folgenden Bestimmungen einander herausgeben:

a) Gegenstände, die als Beweismittel für ein Strafverfahren von Bedeutung sein können,

b) Gegenstände, die in einem Strafverfahren der Einziehung oder Verfallerklärung unterliegen,

c) Gegenstände im Besitze des Verfolgten, die er durch die strafbare Handlung oder als Entgelt für solche Gegenstände erlangt hat,

d) Gegenstände, die bei einer Durchlieferung mit dem Verfolgten übernommen werden.

Artikel 19.

Bedingungen der Herausgabe.

Die vertragschliessenden Teile werden die Rechte dritter Personen an den herausgegebenen Gegenständen unberührt lassen und die Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückgeben, falls bei der Übergabe ein entsprechender Vorbehalt gemacht worden ist.

Artikel 20.

Ausnahmen von der Herausgabepflicht.

(1) Die Herausgabe wird nicht gewährt, wenn in dem Strafverfahren, für das sie erfolgen soll, die Auslieferung nach den Artikeln 3,

Capo Terzo.

*Consegna di oggetti.*

Articolo 18.

Oggetti da consegnare.

Le Parti contraenti, ai sensi delle seguenti disposizioni, si consegneranno:

a) gli oggetti che in un procedimento penale possono avere importanza come mezzi di prova;

b) gli oggetti di cui in un procedimento penale può essere ordinata la confisca;

c) gli oggetti di cui la persona perseguita è in possesso come prodotto o profitto del reato;

d) gli oggetti che in occasione di un'estradizione in transito sono stati presi in consegna insieme con la persona perseguita.

Articolo 19.

Condizioni della consegna.

Le Parti contraenti faranno salvi i diritti dei terzi sugli oggetti consegnati. Esse restituiranno immediatamente su richiesta i detti oggetti qualora all'atto della consegna sia stata fatta una riserva in tal senso.

Articolo 20.

Eccezioni all'obbligo della consegna.

(1) La consegna non sarà concessa se rispetto al procedimento penale, per il quale essa dovrebbe farsi, non sarebbe concessa l'estradizione se-

4, 5 und 6 Absatz 1 Buchst. b nicht bewilligt werden würde.

(2) Die Herausgabe wird ferner nicht gewährt, wenn sich das Strafverfahren, für das sie erfolgen soll, gegen einen Angehörigen des ersuchten Teils richtet, der sich ausserhalb des Gebiets des ersuchenden Teils befindet, oder wenn der ersuchte Teil die Leistung der Rechtshilfe für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder die öffentliche Ordnung zu gefährden.

Artikel 21.

Aufschub der Herausgabe.

Die Herausgabe kann, wenn die Gegenstände von einer Behörde des ersuchten Teils in einem Strafverfahren benötigt werden, aufgeschoben werden, bis das Verfahren beendet oder über die Gegenstände entschieden ist.

Artikel 22.

Unterlagen des Herausgabeersuchens.

Befindet sich der herauszugebende Gegenstand nicht im Besitze des Verfolgten oder soll die Herausgabe ohne Zusammenhang mit einer Auslieferung oder Durchlieferung erfolgen, so ist mit dem Ersuchen um Herausgabe ein Beschlagnahmebeschluss vorzulegen, der von einer Justizbehörde des ersuchenden Teils erlassen worden ist. Das Ersuchen oder der Beschluss muss alle wesentlichen Angaben über die persönlichen Verhältnisse des Beschuldigten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit und seinen derzeitigen Aufenthaltsort, sowie über den Tatbestand der ihm zur Last gelegten

condo gli articoli 3, 4, 5 e 6 comma 1, lettera b).

(2) La consegna non sarà concessa neppure se il procedimento penale, per il quale essa dovrebbe farsi, è promosso contro un cittadino della Parte richiesta che si trova fuori del territorio della Parte richiedente o se la Parte richiesta considera che la concessione dell'assistenza giudiziaria possa essere di pregiudizio per i propri diritti di sovranità o per l'ordine pubblico.

Articolo 21.

Differimento della consegna.

Quando gli oggetti occorrono ad un'Autorità della Parte richiesta ai fini di un procedimento penale, la consegna può essere differita fino al termine del procedimento od alla decisione sugli oggetti.

Articolo 22.

Documentazione della domanda di consegna di oggetti.

Se l'oggetto da consegnare non si trova in possesso della persona perseguita o se la consegna di oggetti deve farsi indipendentemente da un'estradizione diretta o in transito, deve presentarsi insieme alla richiesta di consegna un provvedimento di sequestro emesso da un'Autorità giudiziaria della Parte richiedente. Nella richiesta o nel provvedimento debbono essere indicati tutti i dati essenziali sulle generalità dell'imputato e in particolare la sua cittadinanza, il luogo di attuale dimora nonchè quelli relativi al fatto ascrittogli come reato con le circostanze di tempo e di

strafbaren Handlung, namentlich Zeit und Ort der Tat, und über den Stand der Strafsache enthalten.

Artikel 23.

Geschäftsweg für die Herausgabeersuchen.

Die Ersuchen um Herausgabe können auf dem im Artikel 10 bezeichneten Wege gestellt werden.

Artikel 24.

Durchführung der Herausgabe.

Soll die Herausgabe im Zusammenhang mit einer Auslieferung oder Durchlieferung erfolgen, so werden die Gegenstände möglichst zusammen mit dem Verfolgten übergeben.

Vierter Abschnitt.

*Sonstige Rechtshilfe in Strafsachen.*

Artikel 25.

Zustellungen.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden die ein Strafverfahren betreffenden Schriftstücke, insbesondere auch Ladungen, zustellen.

(2) Ein Zeuge oder Sachverständiger, der auf eine durch die Behörde des ersuchten Teils ihm zugestellte Ladung vor den Behörden des ersuchenden Teils erscheint, darf, ohne Rücksicht auf seine Staatsangehörigkeit, weder wegen irgendeiner Art von Beteiligung, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Verfolgung bildenden oder einer anderen vor seiner Ausreise aus dem Gebiete des ersuchten Teils begangenen Straftat einer Untersuchung, Strafverfolgung oder Strafvollstreckung unterworfen noch aus einem sonstigen,

luogo, e quelli sullo stato del procedimento penale.

Articolo 23.

Trasmissione delle richieste di consegna.

Le richieste di consegna potranno essere presentate nel modo indicato all'art. 10.

Articolo 24.

Esecuzione della consegna.

Se la consegna deve eseguirsi in connessione con un'estradizione diretta o in transito, gli oggetti saranno consegnati, se possibile, insieme con la persona perseguita.

Capo Quarto.

*Altre forme di assistenza giudiziaria in materia penale.*

Articolo 25.

Notificazioni.

(1) Le Parti contraenti provvederanno a notificare gli atti relativi ad un procedimento penale ed in particolare le citazioni.

(2) Un testimonio a perito comparso innanzi alle Autorità della Parte richiedente in seguito a citazione notificatagli dalle Autorità della Parte richiesta, non può, qualunque sia la sua cittadinanza, essere sottoposto ad atti preliminari all'apertura di un procedimento penale od a procedimento penale od all'esecuzione di una pena per partecipazione a qualsiasi titolo nel reato oggetto del procedimento o per ricettazione o favoreggiamento in ordine al reato stesso o per altro fatto commesso prima della sua uscita dal territorio della Parte ri-

vorher eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt werden. Diese Verbote entfallen, wenn die geladene Person innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen worden ist und die Ausreise möglich gewesen wäre, das Gebiet des ersuchenden Teils nicht verlassen hat.

chiesta, nè può essere sottoposto ad alcuna limitazione della libertà personale per altra causa verificatasi anteriormente. Questi divieti non si applicano se la persona citata entro sette giorni da quello in cui venne licenziata ed avrebbe avuto la possibilità di partire non abbia lasciato il territorio della Parte richiente.

Artikel 26.

Untersuchungshandlungen und Auskünfte.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden nach Massgabe der folgenden Bestimmungen auf Ersuchen Beschuldigte, Zeugen und Sachverständige vernehmen, Augenschein einnehmen, Durchsuchungen und Beschlagnahmen bewirken und andere Untersuchungshandlungen vornehmen.

(2) Sie werden einander auch Auskünfte über Umstände erteilen, die für ein Strafverfahren von Bedeutung sind.

Articolo 26.

Atti di istruzione ed informazioni.

(1) Le Parti contraenti, ai sensi delle disposizioni seguenti, daranno esecuzione alle rogatorie aventi per oggetto l'interrogatorio di imputati, l'esame di testimoni, l'assunzione di periti, gli accessi in luogo, le perquisizioni ed i sequestri nonchè altri atti di istruzione.

(2) Esse si forniranno anche informazioni su circostanze che hanno importanza per un procedimento penale.

Artikel 27.

Zuführung verhafteter Personen.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden, sofern die Interessen der Rechtsflege des ersuchten Teils nicht entgegenstehen, einander in Haft befindliche Personen zuführen, damit sie als Zeugen vernommen oder als Zeugen anderen Personen gegenübergestellt werden. Der ersuchende Teil wird die zugeführten Personen auf Ersuchen des anderen Teils, jedenfalls aber nach Durchführung der Untersuchungshandlung, unverzüglich zurückführen.

Articolo 27.

Consegna provvisoria di persone in stato di arresto.

(1) Le Parti contraenti, quando non vi ostino gli interessi della giustizia della Parte richiesta, si consegneranno le persone che si trovano in stato di arresto affinchè possano essere esaminate come testimoni o in tale qualità essere messe in confronto con altre persone. La Parte richiedente riconsegnerà senza indugio su richiesta dell'altra Parte le persone prese provvisoriamente in consegna ed in ogni caso non appena compiuto l'atto istruttorio.

(2) Artikel 25 Absatz 2 findet Anwendung.

(2) Alle persone indicate nel comma precedente si applicano le disposizioni dell'art. 25 comma 2.

Artikel 28.

Ausnahmen von der Pflicht zur Leistung der Rechtshilfe.

Rechtshilfe nach den Artikeln 25, 26 und 27 wird nicht gewährt:

a) wenn das Strafverfahren eine Tat zum Gegenstand hat, die nach dem Recht auch nur eines Teils eine Übertretung darstellt, es sei denn, dass es sich um eine Übertretung auf dem Gebiete des Verkehrs zu Lande, zu Wasser oder in der Luft handelt,

b) wenn das Strafverfahren eine Tat zum Gegenstand hat, wegen der die Auslieferung nach den Artikeln 4, 5 und 6 Absatz 1 Buchst. b nicht bewilligt werden würde,

c) wenn das Strafverfahren eine Tat zum Gegenstand hat, wegen der von Behörden des ersuchten Teils ein Strafererkenntnis oder eine sonstige, das Verfahren sachlich abschliessende gerichtliche Entscheidung ergangen ist, es sei denn, dass der ersuchte Teil um die Einleitung des Strafverfahrens ersucht hat oder der Durchführung des Strafverfahrens zustimmt,

d) wenn der ersuchte Teil die Leistung der Rechtshilfe für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder die öffentliche Ordnung zu gefährden.

Articolo 28.

Eccezioni all'obbligo dell'assistenza giudiziaria.

La prestazione dell'assistenza giudiziaria preveduta negli articoli 25, 26 e 27 non è concessa:

a) se il procedimento penale ha per oggetto un fatto che dalle leggi dell'una o dell'altra Parte è preveduto come contravvenzione, a meno che si tratti di contravvenzione in materia di circolazione per terra, per acqua o per aria;

b) se il procedimento penale ha per oggetto un fatto per il quale, secondo gli articoli 4, 5 e 6 comma 1 lettera b), non sarebbe concessa l'estradizione;

c) se il procedimento penale ha per oggetto un fatto sul quale le Autorità della Parte richiesta abbiano emesso una sentenza di condanna od altra pronuncia giudiziaria definitiva sul merito, a meno che questa Parte abbia domandato che fosse promosso il procedimento o consenta che esso abbia corso;

d) se la Parte richiesta considera che la concessione dell'assistenza giudiziaria possa essere di pregiudizio per i propri diritti di sovranità o per l'ordine pubblico.

Artikel 29.

Weitere Ausnahmen von der Pflicht zur Leistung der Rechtshilfe.

(1) Rechtshilfe nach den Artikeln 25, 26 und 27 kann verweigert werden:

a) wenn das Strafverfahren sich gegen einen Angehörigen des ersuchten Teils richtet, der sich ausserhalb des Gebiets des ersuchenden Teils befindet, es sei denn, dass es sich um eine Zuwiderhandlung auf dem Gebiete des Verkehrs zu Lande, zu Wasser oder in der Luft handelt.

b) wenn das Strafverfahren eine Tat zum Gegenstand hat, wegen der die Auslieferung nach Artikel 6 Absatz 1 Buchst. a nicht gewährt werden würde oder nach Artikel 6 Absatz 2 verweigert werden könnte.

(2) Das Ersuchen um Zustellung einer Ladung kann auch dann abgelehnt werden, wenn dem Geladenen für den Fall seines Ausbleibens in der Ladung Zwangsmassnahmen oder sonstige Nachteile angedroht werden.

Artikel 30.

Auskunft aus dem Strafregister.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden einander auf Ersuchen Auskunft aus dem Strafregister erteilen.

(2) In den Fällen des Artikels 28 Buchst. b und d wird Auskunft nicht erteilt. Im Falle des Artikels 29 Absatz 1 Buchst. a kann sie verweigert werden.

Artikel 31.

Inhalt der Rechtshilfeersuchen.

(1) Die Ersuchen um Rechtshilfe nach den Artikeln 25, 26, 27 und 30

Articolo 29.

Altre eccezioni all'obbligo dell'assistenza giudiziaria.

(1) L'assistenza giudiziaria preveduta dagli articoli 25, 26 e 27 può essere rifiutata:

a) se il procedimento penale è diretto contro un cittadino della Parte richiesta che si trova fuori del territorio della Parte richiedente, a meno che riguardi un reato in materia di circolazione per terra, per acqua o per aria;

b) se il procedimento penale ha per oggetto un fatto per il quale l'estradizione non sarebbe concessa secondo l'art. 6, comma 1, lettera a), o potrebbe essere rifiutata secondo l'art. 6 comma 2.

(2) La richiesta di notificazioni di una citazione può anche essere rifiutata se nell'atto di citazione siano comminate alla persona citata misure coercitive o altre sanzioni nel caso di non comparizione.

Articolo 30.

Certificati del casellario giudiziale.

(1) Le Parti contraenti si comunicheranno, su domanda, certificati del casellario giudiziale.

(2) I certificati non sono comunicati nei casi preveduti dall'art. 28 lettere b) e d) e possono essere rifiutati nel caso preveduto dall'art. 29, comma 1, lettera a).

Articolo 31.

Contenuto delle richieste di assistenza giudiziaria.

(1) Le richieste di assistenza giudiziaria secondo gli articoli 25,

müssen alle wesentlichen Angaben über die persönlichen Verhältnisse des Beschuldigten, insbesondere seine Staatsangehörigkeit und seinen derzeitigen Aufenthaltsort, sowie über den Tatbestand der ihm zur Last gelegten strafbaren Handlung, namentlich Zeit und Ort der Tat, und über den Stand des Strafverfahrens enthalten.

(2) Wird das Ersuchen für eine Strafsache gestellt, in der bereits eine rechtskräftige Verurteilung erfolgt ist, so muss es ausser den persönlichen Verhältnissen des Verurteilten, seiner Staatsangehörigkeit, seinem derzeitigen Aufenthaltsort und dem Inhalt des Straferkenntnisses auch angeben, zu welchem Zwecke das Ersuchen gestellt wird.

Artikel 32.

Geschäftsweg für die Rechtshilfeersuchen.

(1) Die Ersuchen um Rechtshilfe nach den Artikeln 25, 26, 27 und 30 können unbeschadet des im Artikel 10 vorgesehenen Geschäftswegs im unmittelbaren Geschäftsverkehr zwischen den zuständigen Behörden beider Teile gestellt werden.

(2) Soweit es sich um Strafsachen handelt, die bei den Militärgerichten anhängig sind, können deutsche Ersuchen vom Oberkommando der Wehrmacht unmittelbar an den Italienischen Justizminister und italienische Ersuchen von dem Italienischen Justizminister unmittelbar an den Reichsminister der Justiz gerichtet werden.

26, 27 e 30 debbono contenere tutti i dati essenziali sulle generalità dell'imputato, ed in particolare la sua cittadinanza e la sua attuale dimora, nonchè sul reato ascrittogli con le circostanze di tempo e di luogo e sullo stato del procedimento penale.

(2) Se la richiesta si riferisce ad un procedimento penale nel quale è già stata pronunciata una sentenza di condanna irrevocabile, essa deve indicare, oltre le generalità del condannato, la sua cittadinanza, la sua attuale dimora ed il contenuto della sentenza di condanna, anche lo scopo per il quale è presentata.

Articolo 32.

Trasmissione delle richieste di assistenza giudiziaria.

(1) Le richieste di assistenza giudiziaria secondo gli articoli 25, 26, 27 e 30 possono essere trasmesse, oltre che nel modo indicato all'art. 10, direttamente fra le Autorità competenti delle due Parti.

(2) Quando si tratti di procedimenti penali pendenti innanzi ad Autorità giudiziarie militari, le richieste italiane possono essere indirizzate dal Ministro della Giustizia direttamente al Ministro della Giustizia del Reich e le richieste germaniche dal Comando Supremo delle Forze Armate direttamente al Ministro della Giustizia del Regno d'Italia.

Fünfter Abschnitt.

*Mitteilung von Verurteilungen.*

Artikel 33.

(1) Die vertragschliessenden Teile werden einander von den rechtskräftigen Verurteilungen wegen eines Verbrechens oder Vergehens Mitteilung machen, die von ihren Behörden gegen Angehörige des anderen Teils erlassen werden und nach den Vorschriften des Teils, dessen Behörden sie ausgesprochen haben, in das Strafregister aufzunehmen sind, es sei denn, dass es sich um Verurteilungen wegen politischer Taten handelt. Ebenso werden sie einander spätere Entscheidungen mitteilen, die sich auf die bezeichneten Verurteilungen beziehen und in das Strafregister aufgenommen werden.

(2) Die Mitteilung geschieht dadurch, dass eine Abschrift der für das Strafregister bestimmten Nachricht übersandt wird. Der Austausch erfolgt zwischen den Justizministern der vertragschliessenden Teile in Zwischenräumen von sechs Monaten.

Sechster Abschnitt.

*Sonstige Vorschriften und Schlussbestimmungen.*

Artikel 34.

Kosten der Rechtshilfe.

Die durch die Rechtshilfe erwachsenden Kosten werden von dem ersuchenden Teile nicht erstattet mit Ausnahme der Kosten, die aus Anlass einer Beförderung von Personen über See, einer vorläufigen Auslieferung, einer Durchlieferung oder einer Zuführung nach Artikel 27 entstehen, sowie der Gebühren und Auslagen für Sachverständige.

Capo Quinto.

*Comunicazione di sentenze di condanna.*

Articolo 33.

(1) Le Parti contraenti si comunicheranno le sentenze irrevocabili pronunziate dalle loro Autorità che portano condanna per delitto di un cittadino dell'altra Parte e che, secondo le disposizioni dello Stato nel quale sono pronunziate, debbono iscriversi nel casellario giudiziale, ad esclusione delle sentenze relative a reati politici. Esse si comunicheranno ugualmente le decisioni successive concernenti le dette condanne ed iscritte nel casellario giudiziale.

(2) La detta comunicazione consiste nella trasmissione di una copia dell'iscrizione destinata al Casellario giudiziale. La trasmissione si effettua fra i Ministri della Giustizia delle Parti contraenti ogni sei mesi.

Capo Sesto.

*Disposizioni diverse e finali.*

Articolo 34.

Spese dell'assistenza giudiziaria.

Le spese inerenti all'assistenza giudiziaria non sono rimborsate dalla Parte richiedente, ad eccezione di quelle relative al trasporto di persone per via marittima, ad un'estradizione provvisoria, ad un'estradizione in transito, ad una consegna provvisoria secondo l'art. 27, ed a quanto è dovuto a periti.

Artikel 35.

Übersetzungen und Beglaubigungen.

(1) Die Ersuchen um Rechtshilfe und ihre Unterlagen sowie die Mitteilungen nach Artikel 33 sind in der amtlichen Sprache eines der vertragschliessenden Teile abzufassen. Die Beifügung von Übersetzungen kann nicht verlangt werden.

(2) Die Ersuchen und ihre Unterlagen sowie die Mitteilungen nach Artikel 33 bedürfen keiner Beglaubigung.

Artikel 36.

Ältere Abkommen.

Der Auslieferungsvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und Italien vom 31. Oktober 1871*) und die zu seiner Ergänzung ausgetauschten Gegenseitigkeitserklärungen sowie die deutsch-italienische Vereinbarung über die Leistung von Rechtshilfe in Verkehrsstrafsachen vom 21. Juni/23. Dezember 1937**) treten mit dem Inkrafttreten dieses Vertrags ausser Kraft.

Artikel 37.

Ratifikation, Inkrafttreten und Kündigung.

(1) Der Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Der Vertrag tritt am 30. Tage nach Ablauf des Tages, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat, in Kraft. Er findet auch bei Taten Anwendung, die vor seinem Inkrafttreten begangen sind.

Articolo 35.

Traduzioni e legalizzazioni.

(1) Le richieste di assistenza giudiziaria ed i relativi documenti nonchè le comunicazioni prevedute dall'art. 33 devono essere redatti nella lingua ufficiale di una delle Parti contraenti. L'aggiunta di traduzioni non può essere richiesta.

(2) Le richieste ed i documenti relativi nonchè le comunicazioni prevedute dall'art. 33 sono esenti da ogni legalizzazione.

Articolo 36.

Accordi precedenti.

Il Trattato di estradizione fra l'Italia ed il Reich Germanico del 31 ottobre 1871*) e le dichiarazioni di reciprocità integrative di esso nonchè l'accordo italo-germanico per l'assistenza giudiziaria nei procedimenti penali in materia di circolazione del 21 giugno-23 dicembre 1937**) cessano di avere efficacia con l'entrata in vigore del presente Trattato.

Articolo 37.

Ratifica, entrata in vigore e denuncia.

(1) Il presente Trattato sarà ratificato e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Berlino il più presto possibile.

(2) Il presente Trattato entra in vigore il trentesimo giorno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica e sarà applicato anche ai reati commessi prima della sua entrata in vigore.

---

*) V. N.R.G. XIX, p. 64.
**) V. ci-dessus, No. 72.

(3) Er bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Ablauf des Tages, an dem er von einem der beiben Teile gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und italienischer Sprache in Rom am 12. Juni 1942, im XX. Jahre der Faschistischen Aera.

(3) Esso resterà in vigore fino al termine di sei mesi dalla data in cui sarà denunciato da una delle Parti.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato il presente Trattato.

Fatto a Roma, in doppio originale, in lingua italiana e tedesca, il 12 giugno 1942 — Anno XX dell'Era Fascista.

*v. Mackensen.*
*Ernst Schäfer*
*Dr. Adolf Siedler.*
*Ciano.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Vertrags über die Auslieferung und die sonstige Rechtshilfe in Strafsachen zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Italien stellen die unterzeichneten Bevollmächtigten Einverständnis über folgendes fest:

I.

Zu Artikel 1.

a) Unter „Strafsachen, die bei einer Verwaltungsbehörde schweben", sind Verfahren zu verstehen, in denen wegen einer Tat eine öffentliche (kriminelle) Strafe ausgesprochen werden kann.

b) Fehlt es für die Leistung der Rechtshilfe an einer nach dem Vertrag erforderlichen Voraussetzung, so wird der ersuchte Teil, falls der Mangel alsbald behoben werden kann, vor Ablehnung des Ersuchens den ersuchenden Teil benach-

Protocollo finale.

Al momento di procedere alla firma del Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria fra il Regno d'Italia ed il Reich Germanico i sottoscritti Plenipotenziari dichiarano di essere d'accordo su quanto segue:

I.

Ad Articolo 1.

a) Per „procedimenti penali pendenti innanzi ad un'Autorità amministrativa" si intendono i procedimenti nei quali per un fatto può essere inflitta una pena.

b) Se per la concessione dell'assistenza giudiziaria manca una condizione che secondo il Trattato è necessaria, la Parte richiesta, qualora il difetto possa prontamente eliminarsi, prima di respingere la richiesta ne informerà la Parte ri-

richtigen und ihm Gelegenheit zur alsbaldigen Ergänzung geben.

chiedente affinchè possa provvedervi.

Zu Artikel 2 ff.

Die Ablehnung eines Auslieferungsersuchens steht einem späteren Auslieferungsersuchen, das auf neue Tatsachen gestützt wird, nicht entgegen.

Ad Articolo 2 e seguenti.

La decisione di non concedere l'estradizione non impedisce una successiva domanda fondata sopra elementi che non siano stati valutati dalla Parte richiesta.

Zu Artikel 5 Buchst. a.

Verfolgte, die wegen solcher strafbarer Handlungen ausgeliefert sind, die nicht ausschliesslich nach den Militärstrafgesetzen strafbar sind, können nach diesen Gesetzen abgeurteilt werden.

Ad Articolo 5, lett. a).

Le persone estradate per reati punibili non esclusivamente secondo le leggi penali militari possono essere giudicate secondo queste leggi.

Zu Artikel 13 Absatz 5.

Die Freilassung des vorläufig Verhafteten steht seiner etwaigen Auslieferung nach Eingang des Auslieferungsersuchens und der erforderlichen Unterlagen nicht entgegen.

Ad Articolo 13, comma 5.

La liberazione della persona arrestata provvisoriamente non pregiudica la sua eventuale estradizione dopo che sia pervenuta la domanda coi prescritti documenti.

Zu Artikel 15.

Der Ausgelieferte kann allen gerichtlichen Massregeln der Sicherung und Besserung unterworfen werden, welche die Freiheit entziehen oder beschränken oder vermögensrechtlicher Art sind, und nach den Gesetzen des ersuchenden Teils wegen der Tat, für welche die Auslieferung bewilligt worden ist, zulässig sind.

Ad Articolo 15.

La persona estradata può essere sottoposta a tutte le misure di sicurezza detentive o restrittive della libertà personale o patrimoniali che possono essere o siano state ordinate dalle Autorità giudiziarie della Parte richiedente secondo le proprie leggi per il fatto per il quale l'estradizione è stata concessa.

Zu Artikel 16.

Als eine „Durchlieferung“ ist es anzusehen, wenn eine Person zur Verfügung des einen Teils zum Zwecke einer Auslieferung oder Durchlieferung auf einem Schiff

Ad Articolo 16.

Si considera „estradizione in transito“, il trasporto di una persona, ai fini di estradizione diretta o in transito a destinazione di una Parte, quando è effettuato in alto

oder einem Luftfahrzeug des anderen Teils über die hohe See befördert wird.

Zu Artikel 17.

Die vertragschliessenden Teile werden Grenzorte vereinbaren, an denen die Verfolgten übernommen oder übergeben werden.

Zu Artikel 25.

Ist einem Zustellungsersuchen entsprochen worden, so wird dem ersuchenden Teil ein Zustellungszeugnis ausgestellt werden, aus dem die Art der erfolgten Zustellung hervorgeht.

Zu Artikel 32.

a) Die vertragschliessenden Teile werden einander ein Verzeichnis der zur Entgegennahme der Ersuchen zuständigen Justizbehörden mitteilen.

b) Der hier vorgesehene Geschäftweg gilt auch für Rechtshilfeersuchen auf Grund des Internationalen Übereinkommens zur Bekämpfung des Mädchenhandels vom 4. Mai 1910, der Internationalen Übereinkunft zur Bekämpfung der Verbreitung und des Vertriebs unzüchtiger Veröffentlichungen vom 12. September 1923 und des Internationalen Abkommens zur Bekämpfung der Falschmünzerei vom 20. April 1929.

c) Wird das Ersuchen einer zur Entgegennahme nicht zuständigen Behörde zugeleitet, so wird diese es von Amts wegen an die zuständige Behörde

mare a bordo di una nave o di un aeromobile dell'altra Parte.

Ad Articolo 17.

Le Parti contraenti stabiliranno d'accordo i posti di frontiera nei quali le persone perseguite saranno consegnate o prese in consegna.

Ad Articolo 25.

Se ad una richiesta di notificazione è stato dato seguito, sarà trasmessa alla Parte rechiedente un'attestazione da cui risultino le modalità dell'avvenuta notificazione.

Ad Articolo 32.

a) Le Parti contraenti si comunicheranno un elenco delle Autorità giudiziarie competenti a ricevere le richieste.

b) Il modo di trasmissione previsto in questo articolo si applica anche per le richieste di assistenza giudiziaria in base alla Convenzione internazionale relativa alla repressione della tratta delle bianche del 4 maggio 1910, della Convenzione internazionale per la repressione della circolazione e del traffico delle pubblicazioni oscene del 12 settembre 1923 e della Convenzione internazionale per la repressione del falso nummario del 20 aprile 1929.

c) Se la richiesta è indirizzata ad un'Autorità non competente a riceverla, questa la trasmetterà d'ufficio all'Autorità competente, informandone contem-

weiterleiten und gleichzeitig die ersuchende Behörde davon verständigen.

II.

a) Die Angehörigen des Protektorats Böhmen und Mähren sind im Sinne dieses Vertrags deutsche Staatsangehörige.

b) Soweit Massnahmen der Justiz- und Verwaltungsbehörden, insbesondere ihre Entscheidungen, nach den Bestimmungen des Vertrags auf den Auslieferungs- und sonstigen Rechtshilfeverkehr Einfluss haben, stehen die Justiz- und Verwaltungsbehörden des Protektorats Böhmen und Mähren den deutschen Behörden gleich.

III.

Sollte einer der vertragschliessenden Teile Anlass haben, von einer in seinem Gebiet begangenen Tat dem anderen Teil Kenntnis zu geben, damit gegebenenfalls durch dessen Behörden ein Strafverfahren eingeleitet werden kann, so können Ersuchen dieser Art auf dem im Artikel 10 des Vertrags bezeichneten Wege gestellt werden. Artikel 35 gilt entsprechend.

IV.

Der Reichsminister der Justiz und der Italienische Justizminister werden nach Bedarf in unmittelbarem Benehmen Zusammenkünfte ihrer Vertreter vereinbaren, um die einheitliche Durchführung des Vertrags sicherzustellen und die bei seiner Durchführung etwa auftauchenden Schwierigkeiten zu be-

poraneamente l'Autorità richiedente.

II.

a) Agli effetti di questo Trattato gli appartenenti al Protettorato di Boemia e Moravia sono considerati cittadini germanici.

b) In quanto provvedimenti di Autorità giudiziarie od amministrative, ed in particolare le loro decisioni, hanno rilevanza in materia di estradizione e di altre forme di assistenza giudiziaria secondo le disposizioni del Trattato, le Autorità giudiziarie ed amministrative del Protettorato di Boemia e Moravia sono equiparate a quelle germaniche.

III.

Quando una delle Parti contraenti avesse interesse a segnalare un fatto commesso nel suo territorio ai fini dell'eventuale apertura di un procedimento penale avanti le Autorità competenti dell'altra Parte, tali segnalazioni potranno essere trasmesse nel modo indicato all'art. 10 del Trattato e ad esse saranno applicabili le disposizioni dell'art. 35 dello stesso Trattato.

IV.

Il Ministro della Giustizia del Regno d'Italia ed il Ministro della Giustizia del Reich, in quanto occorra, concorderanno direttamente delle riunioni di loro rappresentanti allo scopo di assicurare l'uniformità e risolvere le eventuali difficoltà nell'applicazione del Trattato. Ove le questioni da esaminarsi interes-

seitigen. Soweit durch die zu erörternden Fragen der Geschäftsbereich anderer Ministerien berührt wird, werden diese Ministerien eingeladen werden, sich an den Zusammenkünften zu beteiligen.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll vollzogen, das als wesentlicher Bestandteil des Vertrags über die Auslieferung und die sonstige Rechtshilfe in Strafsachen vom heutigen Tage gilt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und italienisher Sprache in Rom am 12. Juni 1942, im XX. Jahre der Faschistischen Aera.

sino la competenza di altri Ministeri, questi saranno invitati a partecipare alle riunioni.

In fede di che, i sottoscritti Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo finale, che farà parte integrante del Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale firmato in data d'oggi.

Fatto a Roma, in doppio originale in lingua italiana e tedesca, il 12 giugno 1942 — Anno XX dell'Era Fascista.

*v. Mackensen.*
*Ernst Schäfer.*
*Dr. Adolf Siedler.*
*Ciano.*

---

## 74.

## YOUGOSLAVIE, TURQUIE.

# Accord concernant l'exportation de l'opium; signé à Belgrade, le 17 décembre 1934.*)

*Sluzbene Novine du 13 novembre 1936.*

La Yougoslavie, d'une part, et la Turquie, d'autre part,

Considérant que la réglementation internationale de la question de l'opium implique une adaptation convenable de la production et de l'exportation de l'opium de leurs pays respectifs,

Conscients que leur coopération étroite en cette matière est susceptible de faciliter l'action internationale contre les abus des stupéfiants tout en sauvegardant les intérêts légitimes de leurs pays respectifs,

Désireux d'assurer une plus grande efficacité à leur coopération en raffermissant les bases de leur Accord du 14 avril 1932,

Ont résolu de conclure le présent Accord en remplacement de celui du 14 avril 1932 et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Ankara, le 8 mars 1937.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

S. E. Monsieur Juraj Demetrovitch, Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Le Président de la République Turque,

Ali Sami bey, Directeur du Monopole de Turquie pour les stupéfiants, et

Huldi Sarhan bey, Conseiller au Ministère de l'Economie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

## I. *Organismes d'exportation.*

### Article 1er.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à créer, chacune sur son territoire respectif, un établissement possédant le droit exclusif d'exportation de l'opium brut.

Ces établissements seront appelés, dans le présent Accord, respectivement „Etablissement turc" et „Etablissement yougoslave", soit ensemble „Etablissements Nationaux".

### Article 2.

Les Etablissements Nationaux seront organisés de manière à pouvoir acquérir l'opium disponible dans le pays et assurer avec compétence les livraisons visées par le présent Accord. Le fonctionnement de ces établissements sera soumis à la surveillance des autorités compétentes de l'Etat.

### Article 3.

Tout envoi d'exportation de l'opium brut devra être muni d'un certificat d'exportation émanant de l'autorité compétente de surveillance.

Les autorités douanières, pour procéder aux formalités douanières, exigeront la présentation dudit certificat d'exportation.

## II. *Bureau de vente.*

### Article 4.

Les Etablissements Nationaux constitueront un organisme commun qui fera en leur nom et pour leur compte toute offre et toute vente d'opium brut à l'étranger. Les Etablissements Nationaux ne pourront traiter directement aucune vente d'opium à l'étranger sans l'ordre de cet organisme commun.

Cet organisme commun sera nommé „Bureau Central de l'Opium".

Le siège du Bureau Central de l'Opium sera à Istanbul.

### Article 5.

Le Bureau Central sera administré par un comité de deux administrateurs délégués par l'Etablissement turc et d'un administrateur délégué par l'Etablissement yougoslave. Il aura à sa disposition le personnel technique nécessaire pour le bon fonctionnement.

Chacun des administrateurs aura un suppléant. Les suppléants n'auront les pouvoirs, conférés par les statuts aux administrateurs, qu'en cas d'absence de l'administrateur respectif.

Les décisions du Bureau Central seront prises à l'unanimité de voix des Parties Contractantes. Dans le cas où cette unanimité ne pourrait être réalisée, la question en cause sera soumise à l'arbitrage.

Article 6.

Les dépenses du Bureau Central seront fixées de commun accord et assurées par les crédits ouverts au Bureau Central par les deux Etablissements Nationaux.

Les crédits seront assurés en tranches trimestrielles par les Etablissements Nationaux en raison de 75 % par l'Etablissement turc et 25 % par l'Etablissement yougoslave. Les sommes correspondantes devront être déposées dans une banque à choisir de commun accord avant le commencement de la période trimestrielle y afférente.

Article 7.

Les dispositions spécifiant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Bureau Central seront déterminées dans les statuts du Bureau Central à élaborer de commun accord par les Etablissements Nationaux.

Les statuts du Bureau Central seront enregistrés conformément à la législation de la République turque.

Le Bureau Central sera exempt de tous impôts et contributions et les pièces émises par lui seront exemptes de toutes taxes.

III. *Les quotes-parts de l'opium.*

Article 8.

Toutes les ventes de l'opium turc ou yougoslave seront faites par le Bureau Central qui aura, sous réserve des dispositions de l'Art. 9 du présent Accord, à répartir les commandes afférentes à ces ventes entre les Etablissements Nationaux de façon à maintenir, dans la mesure du possible, l'équilibre de pourcentages prévus ci-dessous.

La répartition des commandes se fera sur base de la morphine contenue dans l'opium brut livré. Les factures définitives, établies après analyse, seront seules prises comme base de l'évaluation de la quantité de morphine livrée.

La répartition de la quantité de morphine contenue dans l'opium brut définitivement vendu sera faite dans la proportion de 75 % pour l'Etablissement turc et de 25 % pour l'Etablissement yougoslave.

Le produit de la vente de l'opium appartient à celui des deux Etablissements Nationaux auquel le Bureau Central a attribué le lot d'opium à livrer.

Le Bureau Central fera le nécessaire pour que, au fur et à mesure des commandes reçues, leur répartition corresponde, dans la mesure du possible, à l'équilibre établi ci-dessus.

Article 9.

Toute vente de l'opium à fumer, quelle que soit sa composition, devra être faite exclusivement par le Bureau Central.

Il est entendu que, comme auparavant, l'opium à fumer ne pourra être vendu qu'aux monopoles des pays où l'usage de l'opium à fumer n'est pas prohibé et conformément aux conditions auxquelles les lois de ces pays soumettent le trafic de cet opium.

L'opium à fumer vendu par le Bureau Central, déduction faite du soft, sera réparti de telle manière que l'Etablissement turc obtienne les 86 % et l'Etablissement yougoslave les 14 % de la quantité totale.

La qualité „soft", livrée pure ou rentrant dans le mélange de l'opium à fumer, ne fera pas l'objet de la répartition, dont il est question à l'alinéa précédent.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord pour ne considérer comme opium „soft" que l'opium d'une qualité spéciale produit dans la zone se trouvant à l'Est du vilayet d'Ankara. Si la pratique révèle cependant l'existence de la qualité „soft" en Yougoslavie, les deux Parties Contractantes conviennent d'ores et déjà de procéder à la révision des dispositions relatives à la répartition dans le présent Accord.

L'Etablissement yougoslave étant libre de céder à l'Etablissement turc sa part de ventes de l'opium à fumer, le Bureau Central portera dans ce cas, au crédit du compte de l'Etablissement yougoslave mentionné à l'Art. 8, la quantité de morphine contenue dans les 14 % du poids total de l'opium à fumer vendu et sujet à répartition.

Article 10.

Toutes les ventes d'opium des deux Parties Contractantes devant être faites par le Bureau Central, tous les encaissements seront également assurés par ce Bureau, qui versera à chaque Etablissement National, immédiatement et sans aucune retenue, la contre-valeur du lot d'opium livré par lui.

Au cas où, pour des convenances d'ordre commercial ou financier, il serait plus avantageux de faire rentrer les fonds chez le fournisseur sans les faire passer par le Bureau Central, celui-ci sera seul autorisé à inviter l'acheteur, chaque fois que le cas se présenterait, à payer directement le fournisseur.

Article 11.

Les Etablissements Nationaux seront tenus de fournir au Bureau Central tous les renseignements concernant la quantité et les qualités-types d'opium dont ils disposent.

Ils devront être à même d'exécuter sans retard et dans les conditions prévues tout ordre de livraison du Bureau Central.

Article 12.

Le Bureau Central suivra une politique à fixer de commun accord en vue d'assurer des prix suffisamment rémunérateurs pour les producteurs des deux Hautes Parties Contractantes.

Article 13.

Le Bureau Central pourra, sous réserve d'approbation des deux Parties Contractantes, conclure des ententes avec les organismes similaires des autres pays producteurs d'opium ou avec des organisations d'acheteurs d'opium, en vue de la réglementation de l'offre et de la demande et de la stabilisation des prix de l'opium brut. Les actes qui auront une portée dépassant la durée de cet Accord n'engagent pas les Parties Contractantes.

IV. *Opiacés.*

Article 14.

Les Parties Contractantes s'engagent à n'exporter les opiacés que conformément aux conditions légales des pays importateurs. Elles prendront des mesures efficaces pour contrôler l'exportation des opiacés et empêcher la contrebande de ces articles.

V. *Dispositions générales.*

Article 15.

Les Parties Contractantes considéreront toute exportation d'opium et d'opiacés contraire aux stipulations du présent Accord comme contrebande. Les Parties Contractantes s'engagent à introduire dans les législations les modifications nécessaires en vue de pouvoir poursuivre des infractions pareilles. Les Parties Contractantes se communiqueront des comptes rendus sur tous les cas de contrebande d'opium brut et d'opiacés.

Elles se communiqueront également les textes des lois, règlements et arrêtés de tout genre relatifs au trafic de l'opium brut et des opiacés.

Article 16.

Les Parties Contractantes coopéreront étroitement dans la réglementation de la question de l'opium sur le terrain international. Elles s'entendront également sur une politique à suivre en ce qui concerne la production future de l'opium et la fabrication des opiacés.

Article 17.

Les différends concernant l'interprétation et l'application du présent Accord seront réglés par voie d'arbitrage.

Article 18.

Le Bureau Central tâchera d'assurer l'équilibre de répartition prévu à l'Art. 8 du présent Accord en prévision de la fin de ses fonctions.

Si toutefois il n'aurait pas pu assurer cet équilibre à la date prévue, l'Etablissement National débiteur sera tenu de placer l'opium correspondant au reliquat de morphine porté par le Bureau Central à l'avoir de l'autre Etablissement National dans l'une des commandes qu'il obtiendrait de ses clients, dans l'espace de six mois suivants.

Article 19.

Le Bureau Central est chargé de la liquidation des soldes de répartition et d'encaissement établis au 31 décembre 1934 conformément aux clauses de l'Accord du 14 avril 1932. Il adoptera, en vue de cette liquidation, le système qui prête le mieux aux intérêts des deux Etablissements Nationaux et à ceux de la cause commune.

Article 20.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Ankara le plus tôt que faire se pourra. Il sera mis provisoirement en vigueur à partir du 1er janvier 1935 et, sous réserve de ratification, il restera en vigueur pendant deux années.

Le présent Accord pourra être dénoncé six mois avant l'expiration de cette période de deux années. S'il n'est pas dénoncé dans le délai prévu, il sera prorogé par tacite reconduction pour une nouvelle période de deux ans et dans les mêmes conditions de dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le dix-sept décembre mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) *Juraj Demetrovitch,* m. p.
(L. S.) *Ali Sami,* m. p.
(L. S.) *Huldi Sarhan,* m. p.

---

Protocole annexe.

En procédant cejourd'hui à la signature de l'Accord yougoslavo-turc concernant l'exportation de l'opium, les Plénipotentiaires des deux Pays Contractants, dûment autorisés, ont convenu ce qui suit:

Le Bureau Central préparera les bases d'un système de vente avec une proportion unique de répartition embrassant toute l'exportation de l'opium des deux Pays, sans distinction de qualité et de destination.

Dans ce cas, l'Article 9 de l'Accord susmentionné sera supprimé et la proportion contenue à l'Article 8 sera adaptée au nouveau système sans altérer l'équilibre déjà établi des intérêts des deux Parties Contractantes.

Cette modification du présent Accord se fera par voie d'un échange de notes entre les deux Gouvernements.

Le présent Protocole fait partie intégrante de l'Accord susmentionné.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le dix-sept décembre mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) *Juraj Demetrovitch,* m. p.
(L. S.) *Ali Sami,* m. p.
(L. S.) *Huldi Sarhan,* m. p.

---

75.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

## Accord pour prolonger la durée de l'Arrangement concernant le contrôle sanitaire à exercer, sur l'île de Camaran, sur les pélerins de la Mecque, signé le 19 juin 1926;*) conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 31 décembre 1934.

*Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1936, No. 85.*

---

N°. E. 7665/2078/25.

Foreign Office, S.W.I.
31st December 1934.

Sir,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India propose as a provisional arrangement that the Kamaran Quarantine Agreement of 1926 should be renewed as from the 1st January 1935 for an indefinite period, subject to one year's notice of denunciation by either side.

2. If the Netherlands Government are willing to renew the Agreement under the foregoing conditions, I have the honour to suggest that the present note and your reply to this effect be regarded as constituting a formal agreement for this purpose.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant (In the absence of the Secretary of State),

(s.) *G. W. Rendel.*

Jhr. R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O., etc., etc., etc.

---

Netherland Legation.
N°. 1819.

London, 31st December 1934.

Sir,

I have the honour to inform you that the Netherland Government are willing that, as proposed in your note N°. E. 7665/2078/25, of today's date, the Kamaran Quarantine Agreement of 1926 should, as a provisional arrangement, be renewed as from the 1st January 1935 for an indefinite period, subject to one year's notice of denunciation by either side.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XVIII, p. 556.

2. The Netherland Government agree that the present note and your note of today's date under reply should be regarded as constituting a formal agreement for this purpose.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

(s.) *R. de Marees van Swinderen.*

The Right Honourable Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., etc., etc., etc.

---

76.

ROUMANIE, YOUGOSLAVIE.

## Convention concernant la double imposition et l'assistance administrative en matière d'impôts directs; signée à Belgrade, le 30 janvier 1933.*)

*Copie officielle.*

---

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant éviter à leurs nationaux les iniquités provenant de la double imposition et de s'assurer l'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

Monsieur Bogoljub Jevtić, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Alexandre N. Iacovaky, Ministre Plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### I. Double imposition.

Article premier.

La présente Convention a pour but d'éviter aux contribuables nationaux des Etats Contractants la double imposition en matière d'impôts directs tant réels que personnels.

Dans le sens de la présente Convention seront considérés comme impôts directs les impôts qui seront assis directement sur les revenus bruts ou nets, suivant les lois nationales de chacune des Parties Contrac-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 26 septembre 1933.

tantes, soit pour le compte des Etats Contractants, soit pour le compte des unités administratives autonomes, tant pour les impôts directs proprement dits que pour les centimes additionnels.

Dans le sens de la présente Convention sont considérés comme impôts directs réels:

a) Dans le Royaume de Yougoslavie:
  1° L'impôt sur le revenu des immeubles non bâtis;
  2° L'impôt sur le revenu des propriétés bâties;
  3° L'impôt sur le revenu des entreprises industrielles, commerciales, ainsi que l'impôt sur les revenus professionnels;
  4° L'impôt sur les rentes, revenus des capitaux et valeurs mobilières;
  5° L'impôt sur les bénéfices des institutions obligées à la publication annuelle de bilan;
  6° L'impôt sur les traitements et les salaires.

b) Dans le Royaume de Roumanie:
  1° L'impôt sur le revenu des propriétés agricoles;
  2° L'impôt sur les propriétés bâties;
  3° L'impôt sur les valeurs mobilières;
  4° L'impôt sur les revenus commerciaux et industriels;
  5° L'impôt sur les salaires;
  6° L'impôt sur les professions.

Est considéré comme impôt direct personnel, l'impôt sur le revenu global perçu dans le Royaume de Roumanie.

En exécution de cette Convention, les deux Parties Contractantes s'engagent de se communiquer mutuellement, dans un délai de trois mois, les listes respectives des impôts réels et personnels directs, toutes les fois qu'un changement s'est produit dans leur classification législative.

Article 2.

Le revenu des immeubles (bâtis et non bâtis) et le revenu des créances hypothécaires est imposable dans l'Etat où les immeubles se trouvent situés.

Les revenus des créances hypothécaires qui grèvent l'immeuble dont l'une ou plusieurs parties sont situées sur le territoire de l'autre Etat Contractant, seront au point de vue fiscal répartis dans une juste proportion entre les deux Etats Contractants.

Article 3.

Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles de même que les revenus de ces entreprises sont imposés dans l'Etat où se trouvent leurs installations, établissements et l'organisation pour la conduite effective des affaires industrielles, commerciales, agricoles (mines, usines, magasins, installations pétrolifères, ateliers, agences, bureaux, etc.) par lesquelles s'accomplit l'activité de l'entreprise.

Si de pareilles installations, établissements ou organisations se trouvent sur le territoire des deux pays, l'entreprise est imposée dans chacun des pays, en raison de l'importance des opérations et revenus réalisés.

Toutefois, si les installations, établissements et organisations se trouvent principalement en territoire de l'un des Etats Contractants et dans l'autre seulement le siège administratif ou seulement l'organisation pour les opérations complémentaires ou secondaires financières ou administratives l'imposition est faite uniquement sur le territoire et au profit de l'Etat où se trouvent les installations, établissements et organisations d'exploitation principales productives.

Article 4.

Les revenus du travail indépendant y compris les revenus des professions libres (médecins, avocats, architectes, ingénieurs, etc.), ainsi que les revenus de toute autre occupation non commerciale (scientifique, artistique, littéraire, de l'enseignement ou de l'éducation) sont imposés dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité individuelle productrice de ces revenus.

Les dispositions de cet Article concernent également les colporteurs, le commerce ambulant, les voyageurs de commerce et autres agents voyageurs.

Article 5.

Les traitements, salaires ou autres rémunérations quelconques sont imposables dans l'Etat où les intéressés exercent leur activité.

Toutefois, les traitements des fonctionnaires et employés publics qui exercent leurs fonctions à l'étranger sont imposables dans l'Etat qui les rétribue.

Article 6.

Les pensions publiques et privées, rentes viagères et autres créances analogues et non visées dans les Articles précédents, sont imposables dans l'Etat du débiteur de ces revenus.

Article 7.

Les revenus des capitaux et des rentes sont imposables dans l'Etat du débiteur de ces revenus.

Les intérêts des titres émis par l'Etat sont imposés par l'Etat débiteur, les intérêts des titres émis par les corporations publiques autonomes ou par des sociétés par actions, ou autres institutions financières sont imposés par l'Etat du débiteur de ces intérêts.

Les dispositions précédentes s'appliquent aussi à l'imposition des intérêts des capitaux déposés à titre de dépôt d'épargne ou à titre de couverture d'un compte courant.

Au cas où le siège de l'institution qui effectue le paiement se trouverait sur le territoire de l'un des Etats Contractants et une ou plusieurs succursales sur le territoire de l'autre Etat, les intérêts des capitaux

déposés dans ces succursales seront imposés par l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent.

Les revenus des dépôts d'épargne, quelle qu'en soit la nature, qui sont destinés aux besoins des légations ainsi que des consulats dans leur exercice officiel, sont exempts d'impôts, jusqu'à concurrence d'une somme à fixer d'un commun accord.

Les dividendes des sociétés par actions non en tant que revenus du propriétaire des actions, mais en tant que ces dividendes font partie de l'ensemble des revenus industriels ou commerciaux de la société qui les distribue, seront imposés conformément aux règles établies à l'Article 3 de la présente Convention. Les dividendes en tant que revenus du propriétaire des actions et non tant que partie des revenus de la société ainsi que les tantièmes sont imposés par l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise qui effectue le paiement.

Les allocations (rétributions) périodiques ayant le caractère de tantièmes qui sont payées pour certaines fonctions exercées dans une succursale sont imposées dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve cette succursale.

Article 8.

L'impôt direct personnel sur l'ensemble des revenus selon la loi fiscale du Royaume de Roumanie sera perçu par la Roumanie, selon le principe du domicile fiscal du contribuable, c'est-à-dire sa résidence normale entendue dans le sens du foyer permanent d'habitation.

L'impôt sur le revenu selon la loi fiscale du Royaume de Yougoslavie (dopunski porez) sera perçu selon le principe de la situation locale des sources de ces revenus.

Le Royaume de Roumanie qui applique le principe du domicile fiscal, déduira de son impôt global — personnel — le montant de l'impôt ou des impôts payés effectivement dans l'autre Etat Contractant à titre d'impôt sur le revenu (dopunski porez).

Dans le cas qu'on ne peut préciser le domicile fiscal d'un contribuable et s'il est ressortissant roumain, il paiera l'impôt personnel en Roumanie.

Article 9.

Lorsqu'il sera prouvé que, par suite de l'action des autorités financières des Parties Contractantes, le contribuable a subi une double imposition, dont il n'a pas pu obtenir l'annulation par une demande, il (le contribuable) pourra s'en prévaloir contre la Partie dont il est le sujet. Si cette réclamation est reconnue comme fondée, la Partie en question pourra, dans l'intérêt du contribuable, demander par voie diplomatique la restitution de la somme injustement perçue à titre d'impôt par l'autre Partie contre remise de pièces justificatives.

Article 10.

1. Au point de vue des impôts, les personnes morales ou physiques de l'une des Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux.

2. Les Parties Contractantes se sont entendues que leurs sujets de la zone frontière suivront le régime fiscal stipulé dans la Convention relative au trafic frontière.

Article 11.

En ce qui concerne les dispositions spéciales qui pourraient être rendues nécessaires pour l'application de la présente Convention, notamment au cas non prévu expressément par elle, les administrations financières des deux Etats Contractants se consulteront mutuellement et prendront des mesures dans l'esprit de la présente Convention.

II. Assistance administrative en matière d'impôts directs.

Article 12.

En vue d'assurer une meilleure répartition des charges fiscales tant dans l'intérêt des Etats que des contribuables, les Etats Contractants s'engagent sous réserve de réciprocité à se prêter assistance administrative pour tout ce qui est nécessaire à l'assiette des impôts.

Cette assistance consistera:

a) En un échange de renseignements d'ordre fiscal que l'un des Etats Contractants détient ou peut obtenir. Il aura lieu sur demande visant des cas concrets, ou d'office pour les catégories d'informations visées à l'Article premier.

b) En une collaboration des services administratifs à l'exécution des actes de procédure.

Article 13.

L'échange des renseignements prévus au paragraphe a) de l'Article premier, visera les personnes physiques ou morales imposables dans l'un des deux Pays contractants. L'information indiquera les noms, prénoms domiciles ou résidences des intéressés et, le cas échéant, leurs charges de famille et elle portera:

1° Sur les immeubles (notamment en revenu ou capital, droits réels, charges hypothécaires ou autres);

2° Sur les créances hypothécaires ou créances analogues (notamment désignation des biens hypothéqués, montant et taux d'intérêt);

3° Sur les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles (bénéfice réel ou forfaitaire, chiffre d'affaires ou autres bases de l'impôt);

4° Sur les revenus du travail et les tantièmes des administrateurs;

5° Sur les valeurs mobilières, créances, dépôts et comptes courants valeurs en revenu ou capital), toutes informations recueillies par une administration, notamment à l'occasion d'exemption ou de dégrèvement accordé par elle en raison du domicile ou de la nationalité du contribuable.

Article 14.

L'application des dispositions des Articles qui précèdent ne peut en aucun cas avoir pour effet d'imposer à l'un des Etats Contractants l'obli-

gation de fournir les éléments d'information que sa propre législation fiscale ne lui permet pas d'obtenir, non plus que d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

Article 15.

L'Etat requis peut refuser de donner suite à la demande s'il considère que des raisons d'ordre public ou d'intérêt général s'y opposent.

Article 16.

Les services administratifs compétents sont habilités à correspondre directement pour l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 17.

L'assistance administrative est gratuite sous réserve d'un remboursement des frais exceptionnels (enquête, expertise, etc.) qui pourraient être engagés à l'occasion d'une affaire spéciale.

Article 18.

Les administrations se communiqueront périodiquement des relevés concernant leurs pouvoirs d'investigation et de contrôle en matière fiscale, ainsi que leurs procédures administratives.

Article 19.

Les autorités suprêmes des administrations financières des deux Etats arrêteront, d'un commun accord, les mesures d'application de la présente Convention.

Article 20.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest, aussitôt que faire se pourra.

La présente Convention entrera en vigueur le 1er janvier suivant après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à la dénonciation par l'une des Parties Contractantes. Au cas où la dénonciation de la Convention aura lieu avant le 1er juillet d'une année, la Convention cessera de produire ses effets le 1er janvier de l'année suivante, autrement le 1er janvier de la deuxième année qui suivra la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Beograd, en double original, en français, le 30 janvier mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) *B. D. Jevtić,* m. p.
(L. S.) *Alexandre N. Iacovaky,* m. p.

---

77.

## ALLEMAGNE, BULGARIE.

## Traité concernant la protection légale et l'assistance judiciaire en matière d'impôts; signé à Sofia, le 28 novembre 1940.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1943. II, No. 8.*

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen.

Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König der Bulgaren haben, von dem Wunsch geleitet, auf dem Gebiet der Steuern Grundsätze über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe aufzustellen, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

der Deutsche Reichskanzler:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Sofia,

Herrn Dr. Herbert Freiherrn von Richthofen

und den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium,

Herrn Professor Dr. Otto Hedding;

Seine Majestät der König der Bulgaren:

den Königlich Bulgarischen Minister für auswärtige Angelegenheiten und Kultus,

Herrn Ivan Popoff

und den Königlich Bulgarischen Finanzminister,

Herrn Dobri Bojiloff,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Als Steuern im Sinn dieses Vertrages gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie im Deutschen Reich für das Reich, die Länder oder die Gemeinden (Gemeindeverbände), im Protektorat Böhmen und Mähren auch für das Protektorat und die Bezirke, im Königreich Bulgarien für den Staat oder die Gemeinden und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuer gelten für den Anwendungsbereich dieses Vertrages nicht als Verbrauchsabgaben.

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 30 janvier 1943.

**) En langues allemande et bulgare. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

### I. *Rechtsschutz in Steuersachen.*

### Artikel 2.

(1) Die Angehörigen des einen Vertragsteils geniessen im Gebiet des anderen Vertragsteils die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten, wie die Landesangehörigen.

(2) Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiet des einen Vertragsteils ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiet des anderen Vertragsteils die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen Vertragsteils.

### II. *Rechtshilfe in Steuersachen.*

### Artikel 3.

Beide Vertragsteile verpflichten sich auf der Grundlage der Gegenseitigkeit, in allen Steuersachen sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung einander Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

### Artikel 4.

(1) In Steuersachen erfolgt die Erledigung vom Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken in unmittelbarem Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Vertragsteile.

(2) Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind im Deutschen Reich die Oberfinanzpräsidenten, im Protektorat Böhmen und Mähren die Finanzlandesbehörden und im Königreich Bulgarien das Finanzministerium zuständig.

### Artikel 5.

(1) Das Ersuchungsschreiben ist in der Sprache des ersuchenden Vertragsteils, seitens des Protektorats Böhmen und Mähren in deutscher oder in deutscher und tchechischer Sprache abzufassen und, wenn möglich, mit einer Übersetzung in der Sprache des ersuchten Vertragsteils zu versehen.

(2) In dem Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten sowie, im Falle der Zustellung, die Anschrift des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstücks anzugeben.

### Artikel 6.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Vertragsteils Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von

den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Vertragsteils ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Vertragsteils für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen; in diesem Fall muss das Schriftstück in der Sprache des ersuchten Vertragsteils abgefasst oder von einer beglaubigten Übersetzung begleitet sein.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Vertragsteils, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel 8.

Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Vertragsteils. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Vertragsteils; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Vertragsteils nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiet des ersuchten Vertragsteils zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Vertragsteil im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Ort der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem Gebiet des ersuchten Vertragsteils massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft die an Auskunftspersonen und Sachverständige gezahlten Entschädigungen.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrags Anwendung, soweit nicht in den Artikeln 11 bis 13 etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

(1) Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen Vertragsteils an die gleiche Behörde des anderen Vertragsteils zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des Vertragsteils vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Vertragsteils beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Vertragsteils zu bescheinigen.

(4) Als Grundlage der Vollstreckung können an Stelle der im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen Rückstandsausweise nach näherer Vereinbarung der obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Vertragsteile treten.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Vertragsteils einstweilige Sicherstellung verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Massnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel 11 findet entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchenden und des ersuchten Vertragsteils zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchten Vertragsteils.

Artikel 14.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe in Steuerbeitreibungssachen kann abgelehnt werden, wenn sie Angehörige des ersuchten Vertragsteils betrifft, die innerhalb des Gebiets dieses Vertragsteils ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt haben. Diese Bestimmung gilt nicht für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen, die gegen den Steuerpflichtigen in einem Zeitpunkt begründet waren, zu dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchenden Vertragsteils besass.

(2) Die Amts- und Rechtshilfe kann ferner abgelehnt werden, wenn der Vertragsteil, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(3) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiet des ersuchten Vertragsteils zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Vertragsteil nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiet des ersuchenden Vertragsteils nicht bestehen, sowie für Ersuchen aller Art, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, ist die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Amts- und Rechtshilfe einem Vertragsteil zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Vertragsteils über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. *Beglaubigung von Urkunden.*

Artikel 17.

(1) Die von Finanzgerichten des einen Vertragsteils aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiet des anderen Vertragsteils in Steuersachen keiner Beglaubigung oder Legalisation.

(2) Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber oder von einer sonst zuständigen Person unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Vertragsteils genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Vertragsteile aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiet des anderen Vertragsteils in Steuersachen keiner Beglaubigung oder Legalisation.

### IV. *Schlussbestimmungen.*

#### Artikel 19.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Vertragsteile können unmittelbare Vereinbarungen zur Durchführung dieses Vertrags treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Behandlung von Geldleistungen anderer Art auf steuerlichem Gebiet sowie über die Umrechnung und die Abführung der beizutreibenden Beträge vereinbaren.

#### Artikel 20.

Dieser Vertrag, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und bulgarischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der Vertragsteile spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Vertragsteile diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Geschehen in Sofia, am 28. November 1940.

*Herbert Freiherr von Richthofen.*
*Hedding.*
*Iv. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

---

### Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien abgeschlossenen Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen:

1. Die Bestimmung des Artikels 2 Absätze 1 und 2 ist dahin auszulegen, dass die dort genannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.

2. Auf dem Gebiet der Beitreibung gilt die Gegenseitigkeit als gegeben. Im übrigen gilt die eine Voraussetzung für die Erledigung der Amts- und Rechtshilfeersuchen bildende Gegenseitigkeit als vorliegend, wenn dem einzelnen Amts- und Rechtshilfeersuchen eine Erklärung der für die Übermittlung des Ersuchens zuständigen Behörde beigefügt ist, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Recht des ersuchenden Vertragsteils genügt werden wird.

3. Vorbehaltlich abweichender Vereinbarungen sind die bei Durchführung des Vertrags anzufertigenden Übersetzungen zu beglaubigen, und zwar durch die ersuchende oder die für die Übermittlung des Ersuchens zuständige Behörde oder durch einen vereidigten oder öffentlich bestellten Dolmetscher des ersuchenden oder des ersuchten Vertragsteils.

4. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Vertragsteils es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Vertragsteils, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung des Ersuchens dienen sollen.

5. Steht fest, dass die Vollstreckung keinen Erfolg haben wird, so wird das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung hierüber an die ersuchende Behörde zurückgeleitet.

6. Die beizutreibenden Steuerforderungen gelten in dem ersuchten Vertragsteil nicht als bevorrechtigt.

7. Ersuchen um Vollstreckung sollen nur gestellt werden, soweit ausreichende Vollstreckungsmöglichkeiten im ersuchenden Vertragsteil nicht bestehen.

8. Der Vertrag findet keine Anwendung auf Arrestanordnungen in Steuersachen.

9. Die beiden Vertragsteile werden die in Artikel 18 bezeichneten Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

10. Die Amts- und Rechtshilfe, welche in diesem Vertrag vereinbart ist, wird nicht zur Durchführung von Ansprüchen gewährt, die sich auf die Zeit vor dem 1. Januar des Jahres beziehen, das dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Vertrags vorangeht.

11. Zweifel oder Schwierigkeiten bei der Auslegung und Anwendung dieses Vertrags werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Vertragsteile geklärt werden.

Sofia, den 28. Noveuber 1940.

*Herbert Freiherr von Richthofen.*
*Hedding.*
*Iv. Popoff.*
*D. Bojiloff.*

---

78.

ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

# Traité pour assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure et notamment pour éviter la double imposition en matière d'impôts directs; signé à Pressbourg, le 21 juin 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 36.*

---

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern.

Der Deutsche Reichskanzler und der Präsident der Slowakischen Republik haben, von dem Wunsch geleitet, auf dem Gebiet der direkten Steuern die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere die Doppelbesteuerung zu vermeiden, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister

Herrn Hanns Ludin und den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium

Herrn Professor Dr. Otto Hedding;

Der Präsident der Slowakischen Republik:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister

Herrn Dr. Stefan Polyak,

den Legationsrat im Ministerium des Äussern

Herrn Dr. Dezider Rakšány und den Obersektionsrat im Finanzministerium

Herrn Albín Kaščák,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

(1) Der gegenwärtige Vertrag soll Bestimmungen treffen, die sich auf die Erhebung der direkten Steuern beschränken.

(2) Als direkte Steuern im Sinn des gegenwärtigen Vertrags gelten solche Steuern, die auf der Grundlage der Gesetzgebung in den Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile unmittelbar von den Einkünften (Reineinkünften oder Roheinkünften) oder von dem Vermögen

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 15 septembre 1942.

**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

erhoben werden, sei es für Rechnung der Staaten oder der deutschen Länder, sei es für Rechnung der Gaue, der Provinzen (Provinzialverbände), auch soweit die Erhebung der Steuern in der Form von Zuschlägen erfolgt. Der gegenwärtige Vertrag bezieht sich daher nicht auf indirekte Steuern vom Verkehr und Verbrauch.

(3) Als direkte Steuern werden insbesondere angesehen:

1. im Deutschen Reich:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die Körperschaftsteuer,
   c) die Vermögensteuer,
   d) die Bürgersteuer,
   e) die Grundsteuer,
   f) die Gewerbesteuer,
   g) die Hauszinssteuern;

   im Protektorat Böhmen und Mähren:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die allgemeine Erwerbsteuer,
   c) die besondere Erwerbsteuer,
   d) die Grundsteuer,
   e) die Gebäudesteuer,
   f) die Rentensteuer,
   g) die Tantiemensteuer und die Besoldungsteuer von höheren Dienstbezügen,
   h) der Wehrbeitrag,
   i) die die Dividenden und die Zinsen von gewissen festverzinslichen Wertpapieren treffende ausserordentliche Steuer,
   k) die besondere Steuer aus Zinsen von Spareinlagen;
2. in der Slowakischen Republik:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die allgemeine Erwerbsteuer,
   c) die besondere Erwerbsteuer,
   d) die Grundsteuer,
   e) die Gebäudesteuer,
   f) die Rentensteuer,
   g) die Tantiemensteuer und die Besoldungsteuer von höheren Dienstbezügen,
   h) der Wehrbeitrag,
   i) die die Dividenden und die Zinsen von gewissen festverzinslichen Wertpapieren treffende ausserordentliche Steuer.

Artikel 2.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich die Liegenschaft befindet.

(2) Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen gelten auch Einkünfte aus hypothekarisch gesicherten Forderungen.

Artikel 3.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art treffen, werden, unbeschadet der folgenden Bestimmungen, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem das Unternehmen seine Betriebstätte hat; dies gilt auch, wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils erstreckt, ohne dort eine Betriebstätte zu haben.

(2) Betriebstätte im Sinn des gegenwärtigen Vertrags ist eine ständige Geschäftseinrichtung des Unternehmens, in welcher die Tätigkeit dieses Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(3) Hat das Unternehmen Betriebstätten in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile, so wird jeder der beiden vertragschliessenden Teile die Steuern von dem Teil der Einkünfte erheben, der durch die Tätigkeit der in seinem Gebiet befindlichen Betriebstätten erzielt wird.

(4) Wie Einkünfte aus Gewerbebetrieb werden auch Einkünfte aus Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen behandelt mit Ausnahme der Einkünfte aus Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 4.

Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betrieb von Unternehmungen der Seeschiffahrt, der Binnenschiffahrt und der Luftfahrt treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet.

Artikel 5.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus Arbeit einschliesslich der Einkünfte aus freien Berufen treffen, werden, soweit nicht im Artikel 6 Abweichendes bestimmt ist, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem die persönliche Tätigkeit ausgeübt wird, aus der die Einkünfte herrühren.

(2) Die Ausübung eines freien Berufs in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile liegt nur dann vor, wenn die Berufstätigkeit in diesem Gebiet einen festen Mittelpunkt hat.

(3) Steuern, welche die Einkünfte aus Tantiemen der Aufsichtsratsmitglieder, der nicht geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder oder der Mitglieder anderer ähnlicher Organe treffen, soweit sie gleichfalls die Geschäfte nicht führen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des die Tantiemen gewährenden Unternehmens befindet.

Artikel 6.

Steuern von Einkünften, die auf Grund einer gegenwärtigen oder früheren Dienst- oder Arbeitsleistung in Form von Besoldungen, Ruhegehältern, Löhnen oder anderen Bezügen von dem Staat, von einem Land,

von einem Gau, von einer Provinz, von einem Bezirk, von einer Gemeinde oder von einer anderen juristischen Person des öffentlichen Rechts gewährt werden, die nach der inneren Gesetzgebung ordnungsmässig errichtet ist, werden nur in dem Schuldnerstaat erhoben.

Artikel 7.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffen, werden, unbeschadet der Bestimmung im Artikel 2, Absatz 2, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

(2) Soweit in dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile die Steuer von inländischen Kapitalerträgen im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird, wird das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs durch die Bestimmung des Absatzes 1 nicht berührt. Wird ein solcher Steuerabzug vorgenommen, so darf in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat, neben der allgemeinen Einkommensteuer eine besondere, diese Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffende Steuer nicht erhoben werden.

Artikel 8.

Steuern, die irgend eine andere, in den vorhergehenden Artikeln nicht bezeichnete Art von Einkünften einschliesslich der Leibrenten treffen, werden nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 9.

Für laufende und einmalige Steuern vom Vermögen oder Vermögenszuwachs, die in den Gebieten der vertragschliessenden Teile bestehen oder eingeführt werden, gelten folgende Bestimmungen:

1. Soweit das Vermögen aus
   a) unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des Zubehörs,
   b) hypothekarisch gesicherten Forderungen,
   c) Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art einschliesslich der Unternehmen der Seeschiffahrt, der Binnenschiffahrt und der Luftfahrt

   besteht, wird die Steuer in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, dem nach den vorhergehenden Artikeln die Steuer von den Einkünften aus diesem Vermögen zusteht.
2. Für alle anderen Arten des Vermögens wird die Steuer in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 10.

(1) Als Wohnsitz im Sinn dieses Vertrags wird der Ort angesehen, wo der Steuerpflichtige eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

(2) Liegen die Voraussetzungen des Absatzes 1 gleichzeitig in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile vor, so werden die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen treffen.

(3) Liegen die Voraussetzungen des Absatzes 1 weder in dem Gebiet des einen noch des andern vertragschliessenden Teils vor, so gilt als Wohnsitz des Steuerpflichtigen der Ort, an dem er seinen dauernden Aufenthalt im Sinn dieser Bestimmung hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, dort nicht nur vorübergehend zu verweilen. Besteht auch in dem Gebiet keines der beiden vertragschliessenden Teile ein dauernder Aufenthalt, so wird ein Wohnsitz in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils angenommen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(4) Im Sinn dieses Vertrags gilt als Wohnsitz der juristischen Personen der Ort ihrer Leitung.

Artikel 11.

Für die diplomatischen, konsularischen und diesen im Sonderfall gleichgestellten Vertreter jedes der vertragschliessenden Teile gelten die folgenden Sonderbestimmungen:

(1) Die Vertreter, sofern sie Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen werden im Empfangsstaat zu direkten Steuern nur herangezogen, soweit es sich um die in den Artikeln 2, 3 und 4 bezeichneten Einkünfte und das im Artikel 9 Ziffer 1 aufgeführte Vermögen handelt oder soweit die Steuer im Abzugsweg (an der Quelle) erhoben wird; im übrigen bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

(2) Die Sonderbestimmungen des Absatzes 1 gelten jedoch nur, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaats sind und ausserhalb ihres Amts oder Dienstes im Empfangsstaat keinen Beruf, kein Gewerbe und keine andere nicht nur gelegentliche gewinnbringende Tätigkeit ausüben.

(3) Auf Wahlkonsuln, die nur die Staatsangehörigkeit des Entsendestaats besitzen, finden die Bestimmungen dieses Vertrags, abgesehen von den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels, mit der Massgabe Anwendung, dass diese Konsuln mit ihren dienstlichen Bezügen, die sie als Entgelt für ihre Tätigkeit als Konsuln geniessen, im Empfangsstaat zu direkten Steuern nicht herangezogen werden.

Artikel 12.

(1) Die Bestimmung des Artikels 11 gilt entsprechend für die im Dienst der Zoll- und Eisenbahnverwaltungen eines der beiden vertragschliessenden Teile stehenden Personen, die bei einer auf dem Gebiet des andern Teils belegenen Amtsstelle dieser Verwaltung beschäftigt werden und deshalb dort wohnen, sowie für ihre mit ihnen in häuslicher

Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausbediensteten, soweit die bezeichneten Personen Angehörige des Entsendestaats sind.

(2) Eine Ausdehnung der Bestimmung des Absatzes 1 auf die Organe des Grenzpolizeidienstes und die Organe anderer Verwaltungszweige bleibt besonderer Vereinbarung der obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile von Fall zu Fall vorbehalten.

Artikel 13.

Weist ein Steuerpflichtiger nach, dass die Massnahmen der Finanzbehörden der vertragschliessenden Teile für ihn die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben, so kann er hiergegen bei der obersten Finanzverwaltungsbehörde des Staats, dem er angehört, Einspruch erheben. Wird der Einspruch für begründet erachtet, so kann die oberste Finanzverwaltungsbehörde dieses Staats sich mit der obersten Finanzverwaltungsbehörde des anderen verständigen, um in billiger Weise eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

Artikel 14.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Vertrag nicht geregelt sind, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung und Anwendung dieses Vertrags können die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel 15.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ihre obersten Finanzverwaltungsbehörden mit der billigen Entscheidung jeder anderen Frage zu betrauen, die wegen der Verschiedenheit der für die Steuererhebung in dem Gebiet der beiden vertragschliessenden Teile geltenden Grundsätze oder die überhaupt, ohne in diesem Vertrag ausdrücklich entschieden zu sein, auf dem Gebiet der direkten Steuern entstehen könnte.

Artikel 16.

Dieser Vertrag findet erstmalig Anwendung auf die Steuern, die für die Zeit vom 1. Januar 1941 an erhoben werden.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichs in Berlin ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahrs gekündigt wird. Im Fall rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 21. Juni 1941.

*Ludin.*
*Hedding.*
*Polyak.*
*Rakšány.*
*Kaščák.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik abgeschlossenen Vertrags zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Teil des Vertrags selbst bilden:

1. Einkünfte im Sinn des Vertrags sind auch Einkommen und Ertrag.
2. Die im Artikel 1 des Vertrags enthaltene Aufzählung der geltenden direkten Steuern gibt nur Beispiele und ist nicht abschliessend.

   Zweifel werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile geklärt werden.

   Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile werden erforderlichenfalls am Ende jedes Jahrs ein auf den neuesten Stand gebrachtes Verzeichnis der bestehenden direkten Steuern austauschen.
3. Die Bestimmungen des Vertrags finden auf solche Personen, welche die von ihnen geschuldete deutsche Reichsfluchtsteuer oder Auswanderungssteuer im Protektorat Böhmen und Mähren nicht entrichtet haben, keine Anwendung.

   Ferner findet der Vertrag keine Anwendung auf solche Personen, bei denen nur deshalb die Voraussetzungen für die Erhebung dieser Steuern nicht vorliegen, weil sie einen inländischen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenhalt im Sinn des im Einzelfall anwendbaren Steuerrechts haben.
4. Die Bestimmungen des Artikels 2 des Vertrags gelten sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung und jede andere Art der Nutzung des unbeweglichen Guts erzielten Einkünfte sowie für Einkünfte aus Veräusserungsgeschäften, die bei der Veräusserung von unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des mitveräusserten Zubehörs erzielt werden.

5. Die Bestimmung der Ziffer 4 dieses Schlussprotokolls, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen betrifft, findet auf die Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe sowie auf Gewinne aus der Veräusserung eines Betriebs im ganzen oder eines Teils des Betriebs oder eines Gegenstands, der beim Betrieb benutzt wird, entsprechende Anwendung.

6. Als Betriebstätten im Sinn des Artikels 3 des Vertrags gelten ausser dem Sitz und dem Ort der Leitung des Unternehmens die Zweigniederlassungen und Filialen, die Fabrikations- und Werkstätten, die Einkaufs- und Verkaufsstellen, die Lager und anderen Handelsstätten, die den Charakter einer ständigen Geschäftseinrichtung haben, sowie ständige Vertretungen.

   Es besteht Übereinstimmung darüber, dass unter den Begriff der Betriebstätte im Sinn des Artikels 3 nicht das Unterhalten von Geschäftsbeziehungen lediglich durch einen völlig unabhängigen Vertreter fällt. Das gleiche gilt für das Unterhalten eines Vertreters (Agenten), der zwar ständig für in dem Gebiet des einen vertragschliessenden Teils ansässige natürliche Personen oder Körperschaften in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils tätig ist, aber lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zum Abschluss von Geschäften für die vertretene Firma bevollmächtigt zu sein.

7. Die obersten Finanzverwaltungsbehörden können eine besondere Vereinbarung treffen, um in billiger Weise eine Aufteilung der Einkünfte aus dem Betrieb von Handel, Industrie und sonstigem Gewerbe in den durch Artikel 3 Absatz 3 vorgesehenen Fällen vorzunehmen.

8. Die Bestimmung des Artikels 5 Absatz 1 gilt auch für Ruhegehälter und ähnliche Bezüge, die für eine frühere Tätigkeit gewährt werden.

9. Personen, die auf Verkehrsmitteln im zwischenstaatlichen Verkehr Dienst tun, werden abweichend von Artikel 5 mit ihren Einkünften aus dieser Tätigkeit nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils zu Steuern herangezogen, in dem das sie beschäftigende Unternehmen den Ort der Leitung hat.

10. Personen, die in dem Gebiet des einen vertragschliessenden Teils angestellt sind und sich wegen ihres Dienstes vorübergehend, aber nicht länger als sechs Monate in dem Gebiet des andern vertragschliessenden Teils aufhalten, werden abweichend von Artikel 5 mit den Bezügen, die sie von ihrem Arbeitgeber erhalten, nur in dem Gebiet des vertragschliessenden Teils zu Steuern herangezogen, in dem sie ihren Wohnsitz haben.

11. Als freie Berufe im Sinn des Artikels 5 gelten insbesondere wissenschaftliche, künstlerische, schriftstellerische, unterrich-

tende oder erziehende Tätigkeit sowie die Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten und Ingenieure.

12. Studenten, die sich im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nur zu Studienzwecken aufhalten, werden dort wegen der Bezüge, die sie von den in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils wohnhaften und dort bereits steuerpflichtigen Angehörigen empfangen, keiner Besteuerung unterworfen.

13. Die im Artikel 9 des Vertrags getroffenen Bestimmungen sind erst anwendbar, wenn eine Vermögensteuer im Sinn des Artikels 9 in den Gebieten beider vertragschliessenden Teile erhoben wird.

14. Bei Steuerpflichtigen, die dartun, dass sie ihren Wohnsitz endgültig von dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils verlegt haben, endet die Steuerpflicht, soweit sie an den Wohnsitz anknüpft, in dem Gebiet des ersten vertragschliessenden Teils mit Ablauf des Kalendermonats, in dem die Wohnsitzverlegung erfolgt ist.

15. Hinsichtlich solcher Personen, die keinem der vertragschliessenden Teile angehören, können die obersten Finanzverwaltungsbehörden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung treffen. Dabei sollen insbesondere die Angehörigen solcher Staaten berücksichtigt werden, die mit den beiden vertragschliessenden Teilen Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung abgeschlossen haben.

16. Zur Vermeidung etwaiger Zweifel wird klargestellt, dass die Bestimmung des Artikels 11 das Recht auf den Genuss etwaiger weitergehender Befreiungen nicht berührt, die Kraft der allgemeinen Regeln des Völkerrechts den diplomatischen und konsularischen Beamten zugestanden worden sind oder künftighin zugestanden werden sollten.

Soweit auf Grund solcher weitergehenden Befreiungen eine Heranziehung zu direkten Steuern im Empfangsstaat nicht erfolgt, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

17. Es besteht Übereinstimmung darüber, dass die Bestimmungen dieses Vertrags auch auf solche Fälle von Doppelbesteuerung Anwendung finden sollen, die vor der erstmaligen Anwendung (Artikel 16) liegen und am Tag der Unterzeichnung dieses Vertrags nocht nicht rechtskräftig erledigt sind.

Als im Sinn des Absatzes 1 noch nicht rechtskräftig erledigt gelten auch solche Fälle, in denen die Frist zur Einlegung der Beschwerde beim Obersten Verwaltungsgericht gegen eine Entscheidung des slowakischen Berufungsinstanz noch läuft oder in denen über eine bereits eingelegte Beschwerde durch dieses Gericht noch nicht entschieden ist.

18. Wegen der Steuer auf Erbschaften werden die vertragschliessenden Teile ein besonderes Abkommen treffen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet.

Ausgefertig in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 21. Juni 1941.

*Ludin.*
*Hedding.*
*Polyak.*
*Rakšány.*
*Kaščák.*

---

## 79.

## ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

# Traité concernant la protection légale et l'assistance judiciaire en matière d'impôts; signé à Pressbourg, le 21 juin 1941.*)**)

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 36.*

---

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen.

Der Deutsche Reichskanzler und der Präsident der Slowakischen Republik haben, von dem Wunsch geleitet, auf dem Gebiet der Steuern Grundsätze über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe aufzustellen, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen, und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Hanns Ludin und den Ministerialdirektor im Reichsministerium
Herrn Professor Dr. Otto Hedding;
der Präsident der Slowakischen Republik:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Dr. Stefan Polyak,
den Legationsrat im Ministerium des Äussern
Herrn Dr. Dezider Rakšány und den Obersektionsrat im Finanzministerium
Herrn Albín Kaščák,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 15 septembre 1942.
**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Als Steuern im Sinn dieses Vertrags gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie im Deutschen Reich für das Reich, die Länder oder die Gemeinden (Gemeindeverbände), im Protektorat Böhmen und Mähren auch für das Protektorat und die Bezirke, in der Slowakischen Republik für den Staat, die Gaue, die Bezirke oder die Gemeinden und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlichrechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuern gelten für den Anwendungsbereich dieses Vertrags nicht als Verbrauchsabgaben.

I. *Rechtsschutz in Steuersachen.*

Artikel 2.

(1) Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten, wie die Landesangehörigen.

(2) Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiet des einen vertragschliessenden Teils ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen vertragschliessenden Teils.

II. *Rechtshilfe in Steuersachen.*

Artikel 3.

Beide vertragschliessenden Teile verpflichten sich auf der Grundlage der Gegenseitigkeit, in allen Steuersachen sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung einander Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel 4.

(1) In Steuersachen erfolgt die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken in unmittelbarem Geschäftsverkehr der Behörden der beiden vertragschliessenden Teile.

(2) Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshifeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind im

Deutschen Reich die Oberfinanzpräsidenten, im Protektorat Böhmen und Mähren die Finanzlandesbehörden und in der Slowakischen Republik das Finanzministerium zuständig.

(3) Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von Amts wegen abzugeben und die ersuchende Behörde hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 5.

(1) Ersuchungsschreiben sowie sonstige Schreiben sind in der Amtssprache des vertragschliessenden Teils abzufassen, von dem die Schreiben ausgehen, und, wenn möglich, mit einer Übersetzung in der Sprache des anderen vertragschliessenden Teils zu versehen. Entsprechendes gilt für beigefügte Schriftstücke.

(2) In dem Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten sowie, im Falle der Zustellung, die Anschrift des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstücks anzugeben.

Artikel 6.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten vertragschliessenden Teils Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden vertragschliessenden Teils ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten vertragschliessenden Teils für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen; in diesem Fall muss das Schriftstück in der Sprache des ersuchten vertragschliessenden Teils abgefasst oder von einer beglaubigten Übersetzung begleitet sein.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten vertragschliessenden Teils nachgewiesen, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben.

Artikel 8.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten vertragschliessenden Teils. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten vertragschliessenden Teils; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten vertragschliessenden Teils nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiet des ersuchten vertragschliessenden Teils zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende vertragschliessende Teil im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Ort der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem Gebiet des ersuchten vertragschliessenden Teils massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft die an Sachverständige gezahlten Entschädigungen.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrags Anwendung, soweit nicht in den Artikeln 11 bis 13 etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

(1) Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen vertragschliessenden Teils an die gleiche Behörde des anderen vertragschliessenden Teils zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des vertragschliessenden Teils vollstreckt in dem die Vollstreckung betrieben wird.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden vertragschliessenden Teils beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden vertragschliessenden Teils zu bescheinigen.

(4) Als Grundlage der Vollstreckung können an Stelle der in Absatz 1 bezeichneten Verfügungen Rückstandsausweise treten.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, sowie auf Grund von Arrestanordnungen (Sicherstellungsaufträgen) kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden vertragschliessenden Teils einstweilige Sicherstellung im Wege der Be-

schlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Beschlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel 11 findet sinngemässe Anwendung.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchenden und des ersuchten vertragschliessenden Teils zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchten vertragschliessenden Teils.

Artikel 14.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der vertragschliessende Teil, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(2) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiet des ersuchten vertragschliessenden Teils zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende vertragschliessende Teil nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachen zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiet des ersuchenden vertragschliessenden Teils nicht bestehen, sowie für Ersuchen aller Art, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, ist die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Amts- und Rechtshilfe einem vertragschliessenden Teil zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses vertragschliessenden Teils über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. *Beglaubigung von Urkunden.*

Artikel 17.

(1) Die von Finanzgerichten des einen vertragschliessenden Teils aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils in Steuersachen keiner Beglaubigung oder Legalisation.

(2) Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber oder von einer sonst zuständigen Person unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des vertragschliessenden Teils genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden vertragschliessenden Teile aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils in Steuersachen keiner Beglaubigung oder Legalisation.

IV. *Schlussbestimmungen.*

Artikel 19.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile können unmittelbare Vereinbarungen zur Durchführung dieses Vertrags treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Rückstandsausweise und über die Behandlung von Geldleistungen anderer Art auf steuerlichem Gebiet sowie über die Umrechnung und die Abführung des beizutreibenden Beträge vereinbaren.

Artikel 20.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahrs gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 21. Juni 1941.

*Ludin.*
*Hedding.*
*Polyak.*
*Rakšány.*
*Kaščák.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik abgeschlossenen Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen wesentlichen Teil des Vertrags selbst bilden:

1. Die Bestimmungen des Artikels 2 Absätze 1 und 2 sind dahin auszulegen, dass die dort genannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.

2. Auf dem Gebiet der Beitreibung gilt die Gegenseitigkeit als gegeben. Im übrigen gilt die eine Voraussetzung für die Erledigung der Amts- und Rechtshilfeersuchen bildende Gegenseitigkeit als vorliegend, wenn dem einzelnen Amts- und Rechtshilfeersuchen eine Erklärung der für die Übermittlung des Ersuchens zuständigen Behörde beigefügt ist, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Recht des ersuchenden vertragschliessenden Teils genügt werden wird.

3. Vorbehaltlich abweichender Vereinbarungen sind die bei Durchführung des Vertrags anzufertigenden Übersetzungen zu beglaubigen, und zwar durch die ersuchende oder die für die Übermittlung des Ersuchens zuständige Behörde oder durch einen vereidigten oder öffentlich bestellten Dolmetscher des ersuchenden oder des ersuchten vertragschliessenden Teils.

4. Die Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn es erhebliche Interessen des ersuchenden vertragschliessenden Teils erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes vertragschliessenden Teils, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

5. Steht fest, dass die Vollstreckung keinen Erfolg haben wird, zo wird das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung hierüber an die ersuchende Behörde zurückgeleitet.

6. Die beizutreibenden Steuerforderungen gelten in dem ersuchten vertragschliessenden Teil nicht als bevorrechtigt.

7. Ersuchen um Vollstreckung sollen nur gestellt werden, soweit ausreichende Vollstreckungsmöglichkeiten im ersuchenden vertragschliessenden Teil nicht bestehen.

8. Die beiden vertragschliessenden Teile werden die in Artikel 18 bezeichneten Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

9. Die Amts- und Rechtshilfe, welche in diesem Vertrag vereinbart ist, sollen auch für Steuerfälle und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen.
10. Zweifel oder Schwierigkeiten bei der Auslegung und Anwendung dieses Vertrags werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile geklärt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache in Pressburg am 21. Juni 1941.

*Ludin.*
*Hedding.*
*Polyak*
*Rakšány.*
*Kaščák.*

---

Anlage 1.

*Der Vorsitzende der Deutschen Delegation.*

Pressburg, den 21. Juni 1941.

Herr Vorsitzender!

Im Anschluss an den heute unterzeichneten Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen beehre ich mich, die folgende Vereinbarung zu bestätigen:

Als Steuern im Sinne des Artikels 1 werden im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen auch Gebühren angesehen, die im Deutschen Reich für das Reich oder die Länder, im Protektorat Böhmen und Mähren auch für das Protektorat, in der Slowakischen Republik für den Staat erhoben werden.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Dr. *Otto Hedding.*

An den Vorsitzenden der Slowakischen Delegation Herrn Legationsrat Dr. Dezider Rakšány in Pressburg.

[Le texte de la Lettre slovaque correspond à celui de la Lettre allemande.]

---

80.

## ALLEMAGNE, HONGRIE.

## Accord afin d'étendre au Protectorat de Bohême et de Moravie les effets du Traité concernant la protection légale et l'assistance judiciaire en matière d'impôts signé le 6 novembre 1923*) et de l'Accord additionnel du 10 décembre 1938;**) conclu par un Echange de Notes signées à Budapest, le 24 octobre 1942.

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 36.*

---

Note allemande.

Deutsche Gesandtschaft.

Budapest, den 24. Oktober 1942.

Herr Ministerpräsident!

Ich beehre mich, im Auftrag meiner Regierung und der Königlich Ungarischen Regierung folgendes mitzuteilen:

Zwischen der Deutschen und der Königlich Ungarischen Regierung besteht Einverständnis darüber, dass der Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen vom 6. November 1923 und das Zusatzabkommen zu diesem Vertrag vom 10. Dezember 1938 auch im Verhältnis zum Protektorat Böhmen und Mähren angewendet werden sollen.

Es besteht weiter Einverständnis darüber, dass die Anwendung der vorstehend bezeichneten Vereinbarungen sinngemäss mit den Änderungen und Ergänzungen erfolgt, die sich aus der Niederschrift vom 3. Juni 1942 über die zwischen Vertretern des Reichfinanzministeriums und des Königlich Ungarischen Finanzministeriums stattgefundenen Erörterungen ergeben. Jedoch kommen nur solche Steuern und Gebühren in Betracht, die sich auf die Zeit nach dem 15. März 1939 beziehen.

Genehmigen Sie, Herr Ministerpräsident, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

*von Jagow.*

Seiner Exzellenz dem Königlich Ungarischen Herrn Ministerpräsidenten und Aussenminister, Budapest.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXII, p. 123.
**) V. **N.R.G.** 3. s. XXXIX, p. 112.

81.

## ALLEMAGNE, HONGRIE.

## Accord afin d'étendre au Protectorat de Bohême et de Moravie les effets du Traité pour assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure et notamment pour éviter la double imposition en matière d'impôts directs du 6 novembre 1923,*) des Accords additionnels du 10 décembre 1938**) et du 24 octobre 1942,***) ainsi que du Traité afin d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, signé le 6 novembre 1923;†) conclu par un Echange de Notes signées à Budapest, le 24 octobre 1942.

*Reichsgesetzblatt 1942. II, No. 35; 1943. II, No. 2.*

---

Note allemande.

Deutsche Gesandtschaft.

Budapest, den 24. Oktober 1942.

Herr Ministerpräsident!

Ich beehre mich, im Auftrag meiner Regierung folgendes mitzuteilen:

Zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Ungarischen Regierung besteht Einverständnis darüber, dass sich der Geltungsbereich

A) des Vertrags zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der direkten Steuern, vom 6. November 1923 mit Einschluss des Zusatzabkommens vom 10. Dezember 1938 und des Zweiten Zusatzabkommens,

B) des Vertrags zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Abgaben von Todes wegen vom 26. November 1923

mit Wirkung ab 16. März 1939 auch auf das Gebiet des Protektorats Böhmen und Mähren erstreckt.

Dabei gilt folgendes:

1. Als direkte Steuern im Sinne der Verträge zu A werden für die Gesetzgebung des Protektorats Böhmen und Mähren angesehen:

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXII, p. 123.
**) V. N.R.G. 3. s. XXXIX, p. 112.
***) Pas encore publié.
†) V. N.R.G. 3. s. XXII, p. 137.

a) die Einkommensteuer,
b) die allgemeine Erwerbsteuer,
c) die besondere Erwerbsteuer,
d) die Grundsteuer,
e) die Gebäudesteuer,
f) die Rentensteuer,
g) die Tantiemensteuer und die Besoldungsteuer von den höheren Dienstbezügen,
h) der Wehrbeitrag,
i) die die Dividenden und die Zinsen von gewissen festverzinslichen Wertpapieren treffende ordentliche Steuer,
k) die besondere Steuer aus Zinsen von Spareinlagen.

2. Als Abgaben von Todes wegen im Sinn des Vertrages zu B gelten für die Gesetzgebung des Protektorats Böhmen und Mähren die Erbschaftsteuer und die Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern.
3. Rechtskräftig durchgeführte Veranlagungen bleiben unberührt.

Genehmigen Sie, Herr Ministerpräsident, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*von Jagow.*

Seiner Excellenz dem Königlich Ungarischen Herrn Ministerpräsidenten und Aussenminister, Budapest.

---

## 82.

## SUÈDE, BELGIQUE.

# Accord afin de supprimer, pour les navires respectifs, l'obligation de se munir d'une patente de santé; conclu par un Echange de Notes signées à Stockholm, les 21 et 22 septembre 1934.

*Överenskommelser med främmande Makter 1934, No. 21.*

---

a.

*Belgiske ministern i Stockholm till tf. chefen för utrikesdepartmentet.*

Stockholm, le 21 septembre 1934.

Monsieur le Président du Conseil,

Par une lettre du 14 décembre dernier Son Excellence M. Sandler m'a fait savoir que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à accepter la proposition, qui lui était faite, de conclure avec le Gouvernement belge un arrangement bilatéral à l'effet de supprimer, pour les navires battant le pavillon de l'un des deux pays et entrant dans un port de l'autre, l'obligation de se munir d'une patente de santé.

Afin de procéder à la réalisation de cet accord, j'ai été chargé de l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement belge dispensera, sous réserve de réciprocité, les navires, battant pavillon suédois et entrant dans un port belge, de produire la patente de santé, quel que soit le port de provenance de ces navires. Pourtant il doit être entendu que les ports du Congo belge sont exceptés de la dispense susdite, l'absence de tout service d'informations y rendant nécessaire l'usage de la patente de santé et des visas.

Je saurais gré à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer à ce sujet l'assentiment du Gouvernement suédois, afin de considérer, par cet échange de notes, la nouvelle procédure comme acquise par les deux Etats.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président du Conseil, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

*J. de Villenfagne.*

---

b.

*Tf. chefen för utrikesdepartementet till belgiske ministern i Stockholm.*

Stockholm, le 22 septembre 1934.

Monsieur le Baron,

Afin de procéder à la réalisation d'un arrangement bilatéral entre la Suède et la Belgique à l'effet de supprimer, pour les navires battant le pavillon de l'un des deux pays et entrant dans un port de l'autre, l'obligation de se munir d'une patente de santé, vous avez bien voulu me communiquer, par une lettre du 21 de ce mois, que le Gouvernement belge dispensera, sous réserve de réciprocité, les navires battant pavillon suédois et entrant dans un port belge de produire la patente de santé, quel que soit le port de provenance de ces navires. Il devait être entendu toutefois que les ports du Congo belge seront exceptés de ladite dispense, l'absence de tout service d'informations y rendant nécessaire l'usage de la patente de santé et des visas. Vous avez bien voulu me demander de vous confirmer à ce sujet l'assentiment du Gouvernement suédois, afin de considérer, par cet échange de notes, la nouvelle procédure comme acquise par les deux Etats.

En réponse à cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois dispensera, sous réserve de réciprocité, les navires battant pavillon belge et entrant dans un port suédois, de produire la patente de santé, quel que soit le port de provenance de ces navires. Il est entendu que l'engagement de réciprocité du Gouvernement belge ne comportera pas l'obligation pour lui d'accorder ladite dispense aux navires entrant dans les ports du Congo belge.

Le Gouvernement suédois est d'accord pour considérer, par cet échange de notes, la nouvelle procédure comme acquise par les deux Etats.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma haute considération. *Undén.*

83.

## ESTONIE, JAPON.

# Arrangement provisoire de commerce et de navigation; conclu par un Echange de Notes signées à Varsovie, le 21 juin 1934.

*Journal officiel du Gouvernement japonais du 20 juillet 1934.*

---

1.

Varsovie, le 21 juin 1934.

Sir,

I have the honour, duly authorized by my Government, to inform you that, pending the eventual conclusion of a treaty of commerce and navigation between Estonia and Japan, the Estonian Government propose to the Japanese Government to conclude an arrangement in the following terms:

(1) Each of the two Countries shall accord to the other the same treatment in matters of commerce, customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country:

Provided that this arrangement shall not apply to:

(a) the treatment which is or may be given to the national fishing industries of each of the two Countries;

(b) the advantages which are or may be granted by Japan in regard to fish and other aquatic products taken in the foreign waters in the vicinity of Japan;

(c) the advantages which are or may be granted by Japan to Manchoukuo, China or the Union of Socialist Soviet Republics in regard to the customs tariff with the sole object of encouraging specific regional economic relations therewith; and

(d) the benefit of any customs preferences or other facilities of whatever nature which are or may be granted by Estonia in favour of Finland, Latvia, Lithuania or the Union of Socialist Soviet Republics in regard to the Finnish, Latvian, Lithuanian or the Union of Socialist Soviet Republic goods respectively so long as such preferences or facilities are not extended by Estonia to any other foreign country.

(2) The present arrangement shall be brought into force on the thirthieth day after the date of your reply mentioned below and shall continue in force until the expiration of three months from the date on which the Estonian or the Japanese Government shall have denounced it.

If the above-mentioned proposals are acceptable to the Japanese Government, I would suggest to you that the present Note and your reply notifying the acceptance by the Japanese Government of the said pro-

posals will constitute an arrangement in the foregoing terms between the two Countries.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

*K. R. Pusta,* Minister of Estonia.

His Excellency Mr. Nobubumi Ito, Minister of Japan at Warsaw, etc., etc., etc.

---

2.

Warsaw, 21st June, 9 Showa (1934).

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note dated the 21st June, 1934, in which you are good enough to inform me as follows: —

[suit le texte de la Note précédente.]

In reply thereto, I beg to state, duly authorized by my Government, that they accept the aforesaid proposals and agree that your Note and the present reply will constitute an arrangement between the two Countries in the terms referred to above.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

*N. Ito.*

His Excellency Mr. Kaarel Robert Pusta, Minister of Estonia at Warsaw, etc., etc., etc.,

---

## 84.

## IRLANDE, ESPAGNE.

## Accord commercial; conclu par un Echange de Notes signées à Madrid, le 1er avril 1935.

*Treaty Series (London) No. 27 (1935).*

---

No. 1.

*From the Delegate of the Government of Saorstát Eireann to the Spanish Minister of State.*

Madrid, le 1er avril 1935.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui viennent d'avoir lieu entre les représentants du Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande et du Gouvernement espagnol au sujet des relations commerciales entre les deux pays et de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande est disposé à donner son accord à un Arrangement Commercial conçu dans les termes suivants:

I. Le Gouvernement espagnol accorde à l'Etat Libre d'Irlande un contingent de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pour l'année 1935. De ce contingent seront déduits les 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs irlandais importés pendant le premier trimestre de cette année conformément à l'article 2 des Notes échangées en date du 21 juin 1934.*) Toute importation effectuée dans les limites de ce contingent, ainsi que dans celles du contingent établi par l'article III du présent Arrangement, devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Ministère de l'Agriculture de l'Etat Libre d'Irlande, et dont le modèle sera agréé par les deux Gouvernements.

II. Si, avant le 31 mars 1936, un nouvel Arrangement ne devait pas se conclure entre l'Espagne et l'Etat Libre d'Irlande, le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat Libre d'Irlande, pour les trois premiers mois de l'année 1936, un contingent ordinaire de 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs, dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine visés comme il est dit dans l'article précédent.

III. Le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat Libre d'Irlande un contingent supplémentaire de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pendant la période comprise entre le 1er avril 1935 et le 31 mars 1936.

IV. La totalité des contingents indiqués dans les articles précédents sera répartie comme suit:

2e trimestre 1935: 13.000 quintaux métriques.
3e trimestre 1935: 2.000 quintaux métriques.
4e trimestre 1935: 1.000 quintaux métriques.
1er trimestre 1936: 6.000 quintaux métriques.

V. Le Gouvernement espagnol s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les importateurs espagnols puissent obtenir les devises nécessaires pour le règlement de leurs achats de marchandises irlandaises dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

VI. Le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande s'engage à promulguer, dès que faire se pourra après la date de cet Arrangement, un décret de contingentement réglementant l'importation dans l'Etat Libre d'Irlande d'oranges (y compris mandarines) et à fixer des contingents globaux à concurrence de 16,500 (seize mille cinq cents) tonnes dans l'ensemble pendant une période de douze mois à partir du commencement de la première période de contingentement établie par le décret de contingentement précité. Le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande s'engage à accorder à l'Espagne, dans le cadre de ces contingents globaux, des contingents se montant dans l'en-

---

*) V. ci-dessous, No. 85.

semble à 10.000 (dix mille) tonnes, à la condition que les exportateurs espagnols puissent fournir les quantités d'oranges ainsi stipulées dans les périodes respectives auxquelles les contingents se rapportent. Le Gouvernement espagnol donne l'assurance que les exportateurs espagnols fourniront les quantités et les qualités d'oranges demandées par les importateurs irlandais. Le Gouvernement espagnol donne l'assurance également que les prix des oranges exportées en vertu de cet Arrangement ne seront pas supérieurs au cours du marché mondial à la même époque. Toute importation directe effectuée dans les limites des contingents d'oranges accordés à l'Espagne conformément à cet article devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Service Officiel d'Inspection, Surveillance et Contrôle des Exportations.

VII. Le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'éviter sur son territoire, pendant la durée de cet Arrangement, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des vins originaires et en provenance de l'Espagne dont les noms figurent dans l'annexe No. 1 ci-jointe, et dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes espagnoles.

VIII. En ce que concerne les articles d'origine et de provenance espagnoles repris dans l'annexe No. 2 ci-jointe, le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande s'engage, pendant la durée de cet Arrangement, à ne pas établir des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui les frappent actuellement.

IX. Dans le cas où des mesures de contingentement seraient appliquées aux importations dans l'Etat Libre d'Irlande des articles figurant dans l'annexe No. 3 ci-jointe, les contingents respectifs à attribuer, pendant la durée de cet Arrangement, aux importations de ces articles d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnoles seraient proportionnés aux contingents globaux sur la base des importations correspondantes d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnoles par rapport aux importations totales pendant l'année 1934 de chaque catégorie des articles portés sur l'annexe No. 3 ci-jointe.

X. Cet Arrangement sera valable à partir de ce jour jusqu'au 31 mars 1936.

---

Annexe No. 1.

Sherry (Xeres-Jerez).
Malaga.
Tarragone.
Rioja.
Priorato.

Annexe No. 2.

Vins.
Raisins secs.
Oranges (y compris mandarines).
Bananes.
Tomates.
Citrons.
Oignons.

Annexe No. 3.

Vins.
Raisins secs.
Bananes.
Tomates.
Citrons.
Oignons.

Il est convenu que la présente Note et la réponse de Votre Excellence dans des termes identiques seront considérées comme établissant et constatant l'accord entre les deux Gouvernements dans cette matière.

Je saisis, etc.

*L. H. Kerney,*
Délégué du Gouvernement
de l'Etat Libre d'Irlande.

---

No. 2.

*From the Spanish Minister of State to the Delegate of the Government of Saorstát Eireann.*

Ministerio de Estado,
Madrid, 1° de abril de 1935.

Muy Señor mío,

Refiriéndome a las conversaciones que acaban de celebrarse entre los Representantes del Gobierno español y los del Estado Libre de Irlanda a propósito de las relaciones comerciales entre ambos Países, tengo el honor de poner en conocimiento de V.S. que el Gobierno español está dispuesto a dar su aprobación a un Arreglo comercial concebido en los términos siguientes:

[suit la traduction espagnole de la Note précédente.]

Queda entendido que la presente Nota sirve de respuesta a la de V.S. de esta misma fecha, redactada en términos idénticos, y que ambas serán consideradas con todo el valor necesario para establecer el acuerdo entre los Gobiernos de España e Irlanda en la materia a que se refieren y dar fé de él.

Aprovecho, &c.

*J. José Rocha García.*

---

# 85.

## IRLANDE, ESPAGNE.

## Arrangement commercial; conclu par un Echange de Notes signées à Dublin, le 21 juin 1934.

*Treaty Series (London) No. 36 (1934).*

---

No. 1.

*Spanish Consul-General at Dublin to the Minister for External Affairs.*

Consulado General de España en Dublin,
Dublin, le 21 juin 1934.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur de transmettre à votre Excellence le projet d'Arrangement Commercial avec les trois annexes ci-jointes que, comme suite aux négociations engagées à Madrid entre le Gouvernement espagnol et le Délégué du Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande, je viens de recevoir du Gouvernement de la République.

Le texte littéral de ce projet d'Arrangement Commercial entre les deux Gouvernements est comme suit:

„1. Le Gouvernement espagnol accorde à l'Irlande un contingent de 11,000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pour l'année 1934. Viendront en déduction de ce contingent les 486 (quatre cent quatre-vingt-six) quintaux métriques d'œufs irlandais importés pendant le premier trimestre de cette année. Toute importation ultérieure à valoir sur ce contingent, sauf celles qui auraient été pratiquées avant la réception par le Gouvernement du modèle auquel il est fait allusion, sera subordonnée à la production d'un certificat d'origine visé par le Ministère de l'Agriculture de l'Etat Libre d'Irlande — dont le modèle du visa sera soumis au plus bref délai au Gouvernement espagnol — et des instructions dans ce sens seront données immédiatement aux autorités douanières espagnoles.

2. Si, avant la date du 31 mars 1935, un nouvel Arrangement ne serait pas intervenu entre l'Espagne et l'Irlande, le Gouvernement espagnol accordera à l'Irlande, pour les trois premiers mois de l'année 1935, un contingent de 2,750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs, dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine visés comme il est dit dans l'article précédent.

3. Le Gouvernement espagnol donnera des instructions pour que les importateurs espagnols puissent obtenir les devises nécessaires pour le règlement de leurs achats de marchandises irlandaises dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

4. Le Gouvernement irlandais s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'éviter sur son territoire, pendant la durée de cet Arrangement, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des vins originaires et en provenance de l'Espagne dont les noms figurent sur l'annexe No. 1 ci-jointe, et dont l'importation serait subordonnée à la production de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes espagnoles.

5. En ce qui concerne les articles d'origine et de provenance espagnole repris dans l'annexe No. 2 ci-jointe, le Gouvernement irlandais s'engage, pendant la durée de cet accord, à ne pas établir des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui les frappent actuellement.

6. Dans le cas où des mesures de contingentement seraient appliquées aux importations dans l'Etat Libre d'Irlande des articles figurant sur l'annexe No. 3 ci-jointe, les contingents respectifs à attribuer pendant la durée de cet Arrangement aux importations de ces articles d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnole seraient proportionnés aux contingents globaux sur la base des importations correspondantes d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnole par rapport aux importations totales pendant les années 1932 et 1933 de chaque catégorie des articles portés sur l'annexe No. 2.

7. Cet Arrangement sera valable à partir de ce jour jusqu'au 31 mars 1935.

Annexe No. 1.

Sherry (Xeres-Jerez).
Malaga.
Tarragone.

Annexe No. 2.

Vins.
Raisins secs.
Oranges (y compris Mandarines).

Annexe No. 3.

Vins.
Raisins secs.
Oranges (y compris Mandarines)."

Suivant les instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement, il est convenu que la présente Note et la réponse de votre Excellence seront considérées comme établissant et constatant l'accord entre les Gouvernements respectifs dans cette matière.

Je suis heureux de saisir cette occasion pour exprimer à votre Excellence ma satisfaction personnelle pour la conclusion d'une Convention qu'intéressant le commerce de chacun des deux pays elle pourra égale-

ment contribuer à resserrer les relations traditionnelles d'amitié qui unissent l'Espagne et l'Irlande.

Veuillez agréer, &c.

Le Consul Général d'Espagne,
*Francisco de Ranero.*

---

No. 2.

*Minister for External Affairs to the Spanish Consul-General at Dublin.*

Department of External Aflairs,
Dublin, le 21 juin 1934.

M. le Consul Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note à la date d'aujourd'hui me communiquant le texte de l'Arrangement Commercial adopté comme suite des conversations engagées à Madrid entre le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande et le Gouvernement espagnol, en même temps que les trois annexes.

Le texte de l'Arrangement Commercial est mot pour mot comme suit:

[suit le texte de la Note précédente.]

Il est convenu que votre note et la présente réponse seront considérées comme établissant et constatant l'accord entre les Gouvernements respectifs dans cette matière.

Je saisis cette occasion pour exprimer la satisfaction de mon Gouvernement que cet accord ait été conclu entre nos deux pays, et je souhaite qu'il puisse contribuer à faire revivre les relations traditionnelles d'amitié qui unissent l'Irlande à l'Espagne.

Veuillez agréer, M. le Consul Général, &c.

(Pour le Ministre des Affaires Etrangères),
*J. P. Walshe.*

---

## 86.

## SUÈDE, PORTUGAL.

# Déclaration en vue de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signée à Lisbonne, le 19 octobre 1934.

*Överenskommelser med främmande Makter 1934, No. 18.*

---

En attendant la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre le Portugal et la Suède, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

A partir du 15 août 1934, les entreprises de navigation suédoises, ainsi que les navires suédois, leurs passagers et leurs marchandises ne seront pas assujettis en Portugal*) à des droits ou impositions autres ou plus élevés ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires portugais ou de tout autre Etat, leurs passagers et leurs marchandises. Le même traitement sera à partir du même jour accordé en Suède aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et marchandises.

A compter de la même date les entreprises de navigation suédoises et les navires suédois, ainsi que leurs passagers et marchandises jouiront dans les colonies portugaises du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas:

a) aux lois spéciales, concernant la marine marchande nationale et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation;

b) aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique;

c) à l'exercice du service maritime dans les ports, les rades et les plages. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime;

d) à l'émigration et au transport d'émigrants;

e) au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes, y compris les colonies. Ledit trafic continuera d'être réglementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays;

f) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes.

Article 2.

Le Gouvernement Suédois s'engage à faire procéder au début de l'année 1935 aux modifications de la législation suédoise nécessaires pour pouvoir accepter la clause suivante proposée par le Gouvernement Portugais relativement à la protection des désignations régionales de ses vins:

> Le Gouvernement Suédois reconnaît que les désignations „Porto“ et „Madeira“ et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms, soit dans leurs formes originelles soit traduites (Port, Oporto, Portwine, Portwein, Portwijn, etc., ou Madère, Madeira wine, Madeira wein, Madeira wijn, etc.) ainsi que les désignations „Moscatel de Setúbal“ et „Carcavelos“, constituent des marques régionales ou appellations d'origine, dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins liquoreux produits dans les régions portu-

*) Omfattar Moderlandet och öarna Madeira, Porto Santo och Azorerna.

gaises, respectivement du Douro, de l'île de Madère, de Setúbal et de Carcavelos.

Le Gouvernement Suédois s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire de Suède l'importation, l'entreposage (soit dans les entrepôts de douane, soit dans les entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations, dès qu'ils ne seraient pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setúbal et de Carcavelos et qu'ils n'aient pas été exportés respectivement le Porto par la barre de Douro et le port de Leixões, le Madeira par le port de Funchal, le Moscatel de Setúbal et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins doit être établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes portugaises et dont la présentation sera indispensable pour leur importation en Suède.

La répression des contraventions aux dispositions du présent Article s'exercera par voie de saisie, inutilisation ou toutes autres sanctions appropriées, alors même que la véritable origine du produit serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que „genre", „type", „façon", „rival", ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre, toutes marques, étiquettes ou inscriptions devant être interdites qui seraient susceptibles d'induire en erreur l'acheteur ou de créer dans son esprit une confusion sur la véritable origine du vin qu'il achète.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ayant droit aux termes de cet Article à une appellation d'origine, dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les sanctions visées ci-dessus seront appliquées à la diligence de l'administration ou à la requête du Ministère Public ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

Les dispositions ci-dessus seront applicables au vin liquoreux portant la marque „Extremadura" et expédié par le port de Lisbonne, dès que la région vinicole dont il est originaire aura été délimitée et que son exportation sera soumise aux mêmes règles et garanties que celles adoptées au Portugal pour les vins énumérés au premier alinéa du présent Article.

Article 3.

Le Gouvernement Suédois déclare qu'il n'est pas dans ses intentions de restreindre la consommation de vins liquoreux portugais en Suède, et garantit à ces vins le même accueil favorable qu'ils ont reçu dans le passé.

Article 4.

Les deux Gouvernements sont d'accord à réduire à trois mois le délai établi pour la dénonciation de la déclaration de commerce signée à

Lisbonne le 16 avril 1904, mais s'engagent à ne pas faire usage de cette faculté avant le 1er avril 1935.

Article 5.

La présente déclaration entrera en vigueur dès ce jour et restera valable jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité de Commerce et de Navigation.

Elle pourra toutefois être dénoncée auparavant par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes avec un préavis de 3 mois.

Faite en double exemplaire, à Lisbonne, le 19 octobre 1934.

*Danielsson.*
*Caeiro da Matta.*

---

87.

## GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE.

# Accord concernant les réclamations du chef de dommages causés aux appareils de pêche; signé à Londres, le 5 novembre 1934.

*Treaty Series No. 29 (1934).*

---

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Norway, being desirous of devising machinery for dealing with claims made by fishermen of one of the two countries against fishermen of the other country in respect of damage to fishing gear in waters adjacent to the coasts of Norway or of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, have agreed upon the following provisions:—

Article 1.

There shall be established a Board in Norway and a Board in the United Kingdom, each Board consisting of two members, one member appointed by the Norwegian Government and the other by the Government of the United Kingdom.

Den Regjeringen i det Forente Kongerike Storbritannia og Nord-Irland og norske Regjering, som önsker å istandbringe en ordning til behandling av krav fremsatt av det ene lands fiskere mot fiskere fra det annet land i anledning av skade på fiskeredskaper, forårsaket i farvann utenfor kystene av Norge og det Forente Kongerike Storbritannia og Nord-Irland, er blitt enig om fölgende bestemmelser:

Artikkel 1.

Der skal nedsettes en nevnd i Norge og en nevnd i det Forente Kongerike, hver nevnd bestående av 2 medlemmer, hvorav det ene opnevnes av den norske Regjering og det annet av det Forente Kongerikes Regjering.

Article 2.

Each Board shall be authorised to deal with questions of damage alleged to have been caused, in waters adjacent to the coast of the country in which it is established, to fishing gear belonging to fishermen of one of the two countries by fishermen of the other country, in accordance with the following provisions:—

Artikkel 2.

Hver nevnd skal bemyndiges til, i overensstemmelse med fölgende bestemmelser, å behandle spörsmål om skade som påståes å være tilföiet fiskeredskaper tilhörende fiskere fra det ene av de to land av fiskere fra det annet land i farvann utenfor kysten av det land i hvilket nevnden er nedsatt.

Article 3.

Whenever damage of the sort mentioned in Article 2 is alleged to have occurred, either of the parties to the dispute, as well as the authorities concerned in either country, may submit the question of such damage to the competent Board through a member thereof. Such submission shall be made with the least possible delay. The Board shall at once inform the other party or parties to the dispute of the submission and shall proceed without delay to an investigation of the matter in order to ascertain whether the claim is well-founded and what is the extent of the damage involved.

Artikkel 3.

Når sådan skade som omhandlet i artikkel 2 påståes å være forårsaket, kan såvel enhver av partene i saken som vedkommende myndigheter i hvert land forelegge spörsmålet om denne skade for den nevnd det gjelder, gjennem et av nevndens medlemmer. Foreleggelsen for nevnden skal finne sted med minst mulig ophold. Nevnden skal straks underrette den annen part eller de andre parter om at saken er blitt forelagt den og skal uten ophold undersöke forholdet for å bringe på det rene om kravet er berettiget og hvor stor skaden er.

Article 4.

When such investigation is terminated, the Board shall without delay approach the parties to the dispute and shall endeavour to assist them in reaching an amicable settlement.

If a settlement is obtained, the Board shall submit a report on the matter to both contracting Governments.

Artikkel 4.

Når undersökelsen er avsluttet skal nevnden uten ophold sette sig i forbindelse med partene i saken og söke å bistå dem med å bringe istand et forlik.

Hvis et forlik kommer i stand, skal nevnden tilstille begge de kontraherende Regjeringer en rapport om saken.

Article 5.

In cases where it has proved impossible to arrive at an amicable settlement, the Board shall submit to both contracting Governments a

Artikkel 5.

Dersom det har vist sig umulig å bringe istand et forlik, skal nevnden tilstille begge de kontraherende Regjeringer en detaljert rapport

detailed report, stating whether, in their opinion, damage has been inflicted on fishing gear, together with the circumstances in which such damage was caused. The report shall, further, contain a reasoned statement as to wether, in the opinion of the Board, any compensation is due, and, if so, what the amount should be, and from whom it is due.

If the two members of the Board fail to agree on any point of the report, such disagreement shall be stated in the report.

Article 6.

The Board shall conclude the investigation of each dispute without delay, and the reports mentioned in Article 4 and Article 5 above shall as a rule be submitted to the two Governments not later than one month after the day on which the matter was submitted to the Board.

Article 7.

When such a report is received by the contracting Governments, they shall immediately consider whether the matter calls for further action.

If the members of the Board are unanimously of opinion that compensation is due, and if the claimant has declared himself satisfied with the proposed amount of the compensation, the Government of the country to which the other party belongs shall immediately consider what action should be taken with a view to obtaining payment of the claim.

Article 8.

The provisions of the present Agreement do not prejudice the

som skal inneholde oplysning om hvordidt efter dens mening skade er påfört fiskeredskaper og om de omstendigheter hvorunder skaden er forvoldt. Rapporten skal videre inneholde en begrunnet redegjörelse for hvorvidt der efter nevndens mening foreligger erstatningsplikt og, i så fall, om störrelsen av erstatningsbelöpet og hvem som er pliktig til å betale det.

Hvis nevndens to medlemmer på noe punkt i rapporten ikke skulde komme overens, skal uoverensstemmelsen angis i rapporten.

Artikkel 6.

Nevnden skal avslutte sine undersökelser angående hver enkelt sak uten ophold og de i artiklene 4 og 5 nevnte rapporter skal som regel tilstilles de to Regjeringer ikke senere enn én måned efter den dag da saken blev forelagt for nevnden.

Artikkel 7.

Når en sådan rapport er mottatt av de kontraherende Regjeringer skal disse straks overveie hvorvidt saken foranlediger ytterligere skritt.

Hvis medlemmene av nevnden er enig om at erstatningsplikt foreligger og hvis den part som har fremsatt kravet har erklært sig tilfreds med det foreslåtte erstatningsbelöp, skal Regjeringen i det land som den annen part tilhörer, straks overveie hvilke skritt bör tas for å opnå at belöpet blir betalt.

Artikkel 8.

Bestemmelsene i denne avtale berörer ikke erstatningssökerens rett

right of the claimant to prosecute his claim by way of the ordinary legal procedure, but the two Governments will use their best endeavours to ensure that the fishermen of their respective countries will submit their claims to the Board and abide by its recommendations.

Article 9.

The present Agreement, which is concluded in the Norwegian and English languages, both texts being authentic, comes into force as from the date of its signature. It shall remain in force until one month from the date on which it shall have been denounced by one of the two contracting Governments.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 5th day of November, 1934.

(L. S.) *John Simon.*
(L. S.) *Erik Colban.*

til å forfölge sitt krav ved vanlig rettergang. De to Regjeringer vil imidlertid efter beste evne söke å opnå at fiskerne i deres respektive land forelegger sine krav for nevnden og at de godtar dens anbefalinger.

Artikkel 9.

Denne avtale, som er avsluttet i norsk og engelsk tekst, hvorav begge er autentiske, trer i kraft fra den dag den er undertegnet. Den forblir i kraft inntil én måned fra den dag den måtte bli opsagt av en av de to kontraherende Regjeringer.

Til bekreftelse herav har de undertegnede, som er behörig befullmektiget, underskrevet denne overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i London den 5 november, 1934.

(L. S.) *John Simon.*
(L. S.) *Erik Colban.*

---

## 88.

## NORVÈGE, HONGRIE.

# Accord concernant le taux de douane pour les „kipper harengs" de production norvégienne; conclu par un Echange de Notes signées à Budapest et à Berlin, les 22 juin et 4 juillet 1934.

*Overenskomster med fremmede Stater, 1934, No. 6.*

---

89.

NORVÈGE, BELGIQUE.

Accord concernant la suppression du visa consulaire sur les patentes de santé; conclu par un Echange de Notes signées à Oslo et à Copenhague, les 13 et 20 juillet 1934.

*Overenskomster med fremmede Stater, 1934, No. 6.*

---

90.

NORVÈGE, LETTONIE.

Accord concernant l'abolition de l'obligation du visa des passeports; conclu par un Echange de Notes signées à Oslo, les 27 et 28 juin 1934.

*Overenskomster med fremmede Stater, 1934, No. 6.*

---

91.

ESPAGNE, COLOMBIE.

Convention concernant la reconnaissance réciproque des titres académiques; conclue par un Echange de Notes signées à Madrid, le 30 septembre 1935.

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 910.*

---

92.

YOUGOSLAVIE, ROUMANIE.

Convention relative à l'application du Règlement international de police de la navigation sur la partie du Danube formant frontière entre les deux Etats; signée à Belgrade, le 10 février 1933.*)

*Sluzbene Novine du 13 novembre 1936.*

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 16 janvier 1937.

---

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS À BERLIN

NOUVEAU

# RECUEIL GÉNÉRAL

DE

# TRAITÉS

ET

## AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

**Heinrich Triepel**
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

**Tome XL.**

**TROISIÈME LIVRAISON.**

GREIFSWALD
LIBRAIRIE JULIUS ABEL
1943



## 93.

## GRANDE-BRETAGNE, EGYPTE.

# Convention relative à l'abolition de la Caisse de la Dette publique égyptienne; signée au Caire, le 17 juillet 1940.

*Société des Nations. Recueil des Traités CCII, p. 97.*

---

Sa Majesté le Roi d'Egypte et Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes,

Considérant que, par le Décret Khédivial du 2 mai 1876, il a été institué une commission spéciale et une caisse pour le service de la Dette publique égyptienne, désignée ci-après sous la dénomination de „Caisse de la Dette“;

Considérant que, par une Convention signée à Londres le 18 mars 1885, entre les Gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie,*) il a été convenu que le service de l'emprunt dont la garantie a résulté de ladite Convention serait confié à la Caisse dans les mêmes conditions que le service de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée faisant à cette époque partie de la Dette publique égyptienne, conformément au Décret Khédivial précité, et que ladite Convention a été rendue exécutoire par le Décret Khédivial du 27 juillet 1885;**)

Considérant que, par la Loi N° 17 du 28 novembre 1904, promulguée avec l'assentiment de toutes les Puissances signataires de la Convention précitée du 18 mars 1885, lesdits Décrets Khédiviaux du 2 mai 1876 et du 27 juillet 1885 ont été abrogés et que le fonctionnement de la Caisse de la Dette a été dorénavant réglé par les dispositions de ladite loi;

Considérant que le régime institué par la Loi N° 17 du 28 novembre 1904 ne se justifie plus en raison de la stabilité financière de l'Egypte et que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a accepté qu'il fût supprimé, et considérant, d'autre part, que le Gouvernement Royal Egyptien a accepté d'adopter les dispositions assurant aussi efficacement que par le passé le service des emprunts encore compris dans la Dette publique égyptienne;

---

*) V. N.R.G. 2. s. XI, p. 94.
**) V. ibid. p. 98.

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Son Excellence Hassan Sabry Pacha, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G., C.B., M.V.O., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Egypte,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume-Uni consent, sous réserve des dispositions énoncées dans les Articles suivants, à l'abrogation de la Loi N° 17 du 28 novembre 1904.

Article 2.

Le Gouvernement Royal Egyptien assurera, comme première charge sur ses ressources générales et dans l'ordre suivant, le service (intérêts et amortissements) de la Dette garantie, de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée. Le Gouvernement Royal Egyptien s'engage à ne prendre aucune action portant préjudice au maintien de cette priorité.

Article 3.

La Dette garantie porte un intérêt annuel de trois pour cent, payable le 1er mars et le 1er septembre. Son service comporte une annuité fixe de 315.000 livres sterling pour le paiement des intérêts et de l'amortissement. La portion de cette annuité qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt sera affectée à l'amortissement de la Dette garantie. Cette Dette continuera à jouir de la garantie prévue par la Convention internationale du 18 mars 1885.

La Dette privilégiée porte un intérêt annuel de trois et demi pour cent, payable le 15 avril et le 15 octobre.

La Dette unifiée porte un intérêt annuel de quatre pour cent, payable le 1er mai et le 1er novembre.

Article 4.

Les coupons des trois emprunts de la Dette publique visée à l'Article 3 ci-dessus sont payables et les titres remboursables en livres sterling, sans aucune déduction. Les paiements et remboursements sont effectués en Egypte, à Londres et à Paris.

Article 5.

Le Gouvernement Royal Egyptien aura pleine liberté de procéder, à tout moment, au remboursement au pair de la Dette garantie, de la

Dette privilégiée et de la Dette unifiée, soit à une même époque, soit à des époques différentes, ou à l'amortissement de l'une quelconque de ces Dettes. Lorsque le cours du marché sera au-dessous du pair, l'amortissement se fera par achats au cours du marché. Dans le cas contraire, l'amortissement s'effectuera au pair par voie de tirage, qui s'effectuera en séance publique.

Dans le cas d'amortissement en vertu de cet Article, avis en sera donné au *Journal Officiel* deux mois d'avance.

Le remboursement des titres sortant au tirage aura lieu à partir de l'échéance du coupon suivant.

Le Gouvernement Royal Egyptien assurera aussi effectivement que par le passé les droits des porteurs de titres ou coupons détruits, perdus ou volés.

Article 6.

Les titres des trois Dettes et leur remboursement ne peuvent être frappés d'aucun impôt au profit du Gouvernement Royal Egyptien.

Article 7.

L'abrogation de la Loi N° 17 du 28 novembre 1904 ne pourra avoir pour effet de remettre en vigueur aucune disposition des lois, décrets ou contrats abrogés directement ou indirectement par ladite loi.

Article 8.

Tout différend entre les Gouvernements Contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention qui ne pourra être réglé par la voie diplomatique sera soumis, à la requête de l'un ou de l'autre des Gouvernements, pour jugement, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 9.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

Le transfert au Gouvernement Royal Egyptien du fonds de réserve de £E.1.800.000, du fonds de roulement de £E.500.000 prévus à l'Article 27 de la Loi N° 17 de 1904, et de l'augmentation permanente du fonds de roulement, instituée par lettre du Ministre des Finances en date du 15 décembre 1904 et s'élevant actuellement à £E.150.000, ainsi que de toutes autres sommes déposées à la Caisse de la Dette, aura lieu à la date de l'entrée en vigueur de la Convention. A la même date, le Gouvernement Royal Egyptien acceptera la responsabilité pour tous les engagements de la Caisse de la Dette.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait au Caire, le 17 juillet de l'an mil neuf cent quarante (11 Gamâd Tani de l'an mil trois cent cinquante-neuf de l'Hégire), en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Royal Egyptien

et dont copie certifiée conforme sera remise au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(L. S.) *Hassan Sabry.*
(L. S.) *Miles W. Lampson.*

Pour copie conforme: Le Ministre Plénipotentiaire, Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, Kemal A. Rahm. Le Caire, le 18 juillet 1940.

---

Déclaration.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour au sujet de la Dette publique égyptienne, le Plénipotentiaire d'Egypte déclare que:

I. Pour assurer l'application de ladite Convention, le Gouvernement Royal Egyptien entend verser les fonds nécessaires au service de la Dette garantie, de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée à un compte spécial que le Gouvernement fera ouvrir à la Banque Nationale d'Egpyte, dénommé „Compte spécial de la Dette", afin que cette banque effectue ce service. La moitié de l'annuité fixe de la Dette garantie, ainsi que la moitié des sommes nécessaires au paiement de chaque coupon de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée, seront versées au susdit compte trois mois avant l'échéance.

II. Le Gouvernement Royal Egyptien entend maintenir, dans la loi à édicter en exécution de la Convention en date de ce jour, les règles actuellement en vigueur relativement aux délais de prescription des intérêts des trois Dettes et du capital de leurs titres tirés pour l'amortissement.

III. Le Gouvernement Royal Egyptien est disposé à examiner avec bienveillance la situation de ceux des fonctionnaires permanents actuels de la Caisse de la Dette dont les fonctions cesseront par suite de la suppression de cette institution.

IV. Le Crédit Lyonnais continuera à assurer les fonctions d'agent payeur pour le service des trois Dettes à Paris.

V. En établissant le change des paiements à Paris, le Gouvernement Royal Egyptien entend maintenir la pratique actuelle suivant laquelle ces paiements seront effectués à raison de dix centimes au-dessous du cours moyen du change à vue sur Londres au jour de la présentation.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne a pris connaissance et acte de ces déclarations.

Le Caire, le 17 juillet 1940.

---

Procès-verbal de signature

*de la Convention relative à l'Abolition de la Caisse de la Dette publique égyptienne conclue entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement Royal Egyptien.*

Les soussignés, Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G., C.B., M.V.O., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique en Egypte, d'une part, et Son Excellence Hassan Sabry Pacha, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Egypte, d'autre part, s'étant réunis pour signer la Convention relative à l'abolition de la Caisse de la Dette publique égyptienne conclue entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement Royal Egyptien;

Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson ayant produit les pleins pouvoirs l'autorisant à signer au nom de son Gouvernement, il a été procédé à la signature de la Convention en question.

A ce moment, Son Excellence Hassan Sabry Pacha donna lecture d'une déclaration annexée à la Convention dont Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson prit connaissance et acte.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait au Caire, le 17 juillet 1940.

(L. S.) *Miles W. Lampson.*
(L. S.) *Hassan Sabry.*

---

## 94.

## EGYPTE, FRANCE.

# Convention relative à l'abolition de la Caisse de la Dette publique égyptienne; signée au Caire, le 3 août 1940.

*Société des Nations. Recueil des Traités CCII, p. 121.*

---

Sa Majesté le Roi d'Egypte, et le Chef de l'Etat Français,

Considérant que, par le Décret Khédivial du 2 mai 1876, il a été institué une commission spéciale et une caisse pour le service de la Dette publique égyptienne, désignée ci-après sous la dénomination de „Caisse de la Dette";

Considérant que, par une Convention signée à Londres, le 18 mars 1885, entre les Gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de la France, de

la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie,*) il a été convenu que le service de l'emprunt dont la garantie a résulté de ladite Convention serait confié à la Caisse dans les mêmes conditions que le service de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée faisant à cette époque partie de la Dette publique égyptienne, conformément au Décret Khédivial précité, et que ladite Convention a été rendue exécutoire par le Décret Khédivial du 27 juillet 1885;**)

Considérant que, par la Loi Nº 17 du 28 novembre 1904, promulguée avec l'assentiment de toutes les Puissances signataires de la Convention précitée du 18 mars 1885, lesdits Décrets Khédiviaux du 2 mai 1876 et du 27 juillet 1885 ont été abrogés et que le fonctionnement de la Caisse de la Dette a été dorénavant réglé par les dispositions de ladite Loi;

Considérant que le régime institué par la Loi Nº 17 du 28 novembre 1904 ne se justifie plus en raison de la stabilité financière de l'Egypte et que le Gouvernement Français a accepté qu'il fût supprimé, et considérant, d'autre part, que le Gouvernement Royal Egyptien a accepté d'adopter des dispositions assurant aussi efficacement que par le passé le service des emprunts encore compris dans la Dette publique égyptienne;

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Son Excellence Hassan Sabry Pacha, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Chef de l'Etat Français:

Son Excellence Monsieur Jean Pozzi, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France en Egypte,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Article premier.

Le Gouvernement Français consent, sous réserve des dispositions énoncées dans les Articles suivants, à l'abrogation de la Loi Nº 17 du 28 novembre 1904.

### Article 2.

Le Gouvernement Royal Egyptien assurera, comme première charge sur ses ressources générales et dans l'ordre suivant, le service (intérêts et amortissements) de la Dette garantie, de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée. Le Gouvernement Royal Egyptien s'engage à ne prendre aucune action portant préjudice au maintien de cette priorité.

### Article 3.

La Dette garantie porte un intérêt annuel de trois pour cent, payable le 1er mars et le 1er septembre. Son service comporte une annuité fixe

*) V. N.R.G. 2. s. XI, p. 94.
**) V. ibid. p. 98.

de 315.000 livres sterling pour le paiement des intérêts et de l'amortissement. La portion de cette annuité qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt sera affectée à l'amortissement de la Dette garantie. Cette Dette continuera à jouir de la garantie prévue par la Convention internationale du 18 mars 1885.

La Dette privilégiée porte un intérêt annuel de trois et demi pour cent, payable le 15 avril et le 15 octobre.

La Dette unifiée porte un intérêt annuel de quatre pour cent, payable le 1er mai et le 1er novembre.

Article 4.

Les coupons des trois emprunts de la Dette publique visée à l'Article 3 ci-dessus sont payables et les titres remboursables en livres sterling, sans aucune déduction. Les paiements et remboursements sont effectués en Egypte, à Londres et à Paris.

Article 5.

Le Gouvernement Royal Egyptien aura pleine liberté de procéder, à tout moment, au remboursement au pair de la Dette garantie, de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée, soit à une même époque, soit à des époques différentes, ou à l'amortissement de l'une quelconque de ces Dettes. Lorsque le cours du marché sera au-dessous du pair, l'amortissement se fera par achats au cours du marché. Dans le cas contraire, l'amortissement s'effectuera au pair par voie de tirage, qui s'effectuera en séance publique.

Dans le cas d'amortissement en vertu de cet Article, avis en sera donné au *Journal Officiel* deux mois d'avance.

Le remboursement des titres sortant au tirage aura lieu à partir de l'échéance du coupon suivant.

Le Gouvernement Royal Egyptien assurera aussi effectivement que par le passé les droits des porteurs de titres ou coupons détruits, perdus ou volés.

Article 6.

Les titres des trois Dettes et leur remboursement ne peuvent être frappés d'aucun impôt au profit du Gouvernement Royal Egyptien.

Article 7.

L'abrogation de la Loi No 17 du 28 novembre 1904 ne pourra avoir pour effet de remettre en vigueur aucune disposition des lois, décrets ou contrats abrogés directement ou indirectement par ladite loi.

Article 8.

Tout différend entre les Gouvernements Contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention qui ne pourra être réglé par la voie diplomatique sera soumis, à la requête de

l'un ou de l'autre des Gouvernements, pour jugement, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 9.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

Le transfert au Gouvernement Royal Egyptien du Fonds de réserve de L.Eg. 1.800.000, du fonds de roulement de L.Eg.500.000 prévus à l'Article 27 de la Loi N° 17 de 1904, et de l'augmentation permanente du fonds de roulement, instituée par lettre du Ministre des Finances en date du 15 décembre 1904 et s'élevant actuellement à L.Eg.650.000, ainsi que de toutes autres sommes déposées à la Caisse de la Dette, aura lieu à la date de l'entrée en vigueur de la Convention. A la même date, le Gouvernement Royal Egyptien acceptera la responsabilité pour tous les engagements de la Caisse de la Dette.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait au Caire, le trois août de l'an mil neuf cent quarante (le 28 Gamâd El Tani 1359), en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Royal Egyptien et dont copie certifiée conforme sera remise au Gouvernement Français.

(L. S.) *Hassan Sabry.*
(L. S.) *Jean Pozzi.*

---

Déclaration.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour au sujet de la Dette publique égyptienne, le Plénipotentiaire d'Egypte déclare que:

I. Pour assurer l'application de ladite Convention, le Gouvernement Royal Egyptien entend verser les fonds nécessaires au service de la Dette garantie, de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée à un compte spécial que le Gouvernement fera ouvrir à la Banque Nationale d'Egypte, dénommé „Compte spécial de la Dette", afin que cette banque effectue ce service. La moitié de l'annuité fixe de la Dette garantie, ainsi que la moitié des sommes nécessaires au paiement de chaque coupon de la Dette privilégiée et de la Dette unifiée, seront versées au susdit compte trois mois avant l'échéance.

II. Le Gouvernement Royal Egyptien entend maintenir, dans la loi à édicter en exécution de la Convention en date de ce jour, les règles actuellement en vigueur relativement aux délais de prescription des intérêts des trois Dettes et du capital de leurs titres tirés pour l'amortissement.

III. Le Gouvernement Royal Egyptien est disposé à examiner avec bienveillance la situation de ceux des fonctionnaires permanents actuels de la Caisse de la Dette dont les fonctions cesseront par suite de la suppression de cette institution.

IV. Le Crédit Lyonnais continuera à assurer les fonctions d'agent payeur pour le service des trois Dettes à Paris.

V. En établissant le change des paiements à Paris, le Gouvernement Royal Egyptien entend maintenir la pratique actuelle suivant laquelle ces paiements seront effectués à raison de dix centimes au-dessous du cours moyen du change à vue sur Londres au jour de la présentation.

Le Plénipotentiaire de la France a pris connaissance et acte de ces déclarations.

Le Caire, le 3 août 1940.

---

## 95.

## ITALIE, SAN MARINO.

## Convention d'amitié et de bon voisinage; signée à Rome, le 31 mars 1939.*)

*Trattati e Convenzioni fra il Regno d'Italia e gli altri Stati, vol. 54.*

---

S. M. il Re d'Italia, Imperatore di Etiopia, e la Serenissima Repubblica di San Marino, avendo riconosciuto l'opportunità di sottoporre a revisione le disposizioni della Convenzione di amicizia e di buon vicinato fra loro stipulata il 28 giugno 1897 e modificata con varie convenzioni addizionali, al fine di meglio soddisfare alcune esigenze rivelatesi con il decorso dl tempo;

Desiderando altresì riaffermare i vincoli di amicizia che sono sempre esistiti e sempre esisteranno fra il Regno d'Italia e la Repubblica di S. Marino, sulla base della comunanza di stirpe e di ideali dei due popoli e di sentimenti di reciproca fiducia;

Hanno risoluto di stipulare una nuova Convenzione di amicizia e buon vicinato e a tale effetto hanno nominato loro Plenipotenziari:

S. M. il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Sua Eccellenza il Conte Galeazzo Ciano, Ministro degli Affari Esteri;

La Serenissima Repubblica di S. Marino:

Sua Eccellenza il Nobile Giuliano Gozi, Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concordato sulle seguenti stipulazioni.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 30 septembre 1939.

## CAPO I.

### *Disposizioni generali.*

#### Articolo 1.

Le relazioni fra il Regno d'Italia e la Repubblica di S. Marino saranno ispirate a sentimenti di mutua amicizia e di buon vicinato.

La Repubblica di S. Marino, nella certezza che non le verrà mai meno l'amicizia protettrice di S. M. il Re d'Italia per la conservazione della sua antichissima libertà e indipendenza, dichiara che non accetterà quella di nessun'altra potenza.

#### Articolo 2.

Le due Parti contraenti, constatando che il Governo di S. M. il Re d'Italia e quello della Repubblica di S. Marino, per la possibilità di diretti rapporti fra di essi, non hanno finora sentito la necessità di istituire, l'uno presso l'altro una rappresentanza diplomatica, si riservano tuttavia di provvedervi quando, di comune accordo, ravvisassero tale necessità.

La situazione dei rappresentanti diplomatici, qualora siano nominati, e dei rappresentanti consolari di ciascuna delle Parti contraenti presso l'altra sarà regolata, per quanto concerne il loro trattamento e le loro funzioni, dal diritto internazionale e non potrà, a condizione di reciprocità, essere meno favorevole di quella dei rappresentanti consolari e diplomatici della nazione più favorita.

#### Articolo 3.

Nel territorio dei terzi Stati, presso i quali la Repubblica di S. Marino non abbia istituito o non istituisca una propria rappresentanza diplomatica, e fuori della circonscrizione delle rappresentanze consolari della Repubblica, le autorità consolari italiane concederanno la loro assistenza ai cittadini sammarinesi che la richiedano.

#### Articolo 4.

I cittadini di ciascuno dei due Stati saranno ammessi, nel territorio dell'altro, all'esercizio di qualsiasi industria, commercio, professione o arte, e potranno accedere a qualsiasi pubblico impiego a parità di condizioni con i nazionali.

## CAPO II.

### *Dell'assitenza giudiziaria in materia civile.*

#### Articolo 5.

Le decisioni, in materia civile, commerciale e amministrativa, pronunciate da autorità giurisdizionali di uno dei due Stati, hanno l'autorità della cose giudicata nel territorio dell'altro, quando concorrono le seguenti condizioni:

1º che la decisione sia stata regolarmente notificata ed abbia acquistato forza di giudicato nel Paese nei quale è stata emanata;

2° che la decisione non sia in contraddizione con altra già pronunciata, sulla stessa controversia, da un'autorità giurisdizionale dello Stato nel quale la decisione viene invocata;

3° che, al momento della emanazione della decisione, non fosse pendente, nello Stato ove essa viene invocata, un giudizio per la stessa controversia;

4° che la decisione non contenga disposizioni contrarie all'ordine pubblico dello Stato nel quale viene invocata.

Articolo 6.

Le decisioni indicate nel precedente articolo e gli altri provvedimenti delle autorità giurisdizionali di uno dei due Stati, in materia civile, commerciale ed amministrativa, possono costituire titolo per l'esecuzione forzata, sia mobiliare che immobiliare, o per l'iscrizione di ipoteca o per la trascrizione, nell'altro Stato, quando siano stati dichiarati esecutori.

L'esecutorità può essere dichiarata soltanto se concorrono le condizioni prevedute dall'art. 5 e se si tratta di decisione o di provvedimento esecutorio secondo la legge dello Stato dal quale dipende l'autorità che lo ha emanato.

L'esecutorità è dichiarata, su istanza della parte interessata, con decreto pronunciato senza contradditorio, nel Regno, dal Presidente della corte di appello nella cui circonscrizione deve aver luogo l'esecuzione, e, nella Repubblica, dal Commissario della legge.

Contro il decreto che pronuncia sulla domanda di dichiarazione di esecutorietà è ammesso ricorso, nel termine di 15 giorni dalla notificazione del decreto stesso, rispettivamente alla corte di appello o al giudice di appello.

Contro la decisione della corte di appello o del giudice di appello non è ammesso alcun ulteriore gravame.

Articolo 7.

La parte, che invoca l'autorità della decisione, o che chiede la dichiarazione di esecutorietà della decisione o del provvedimento, ne deve presentare un esemplare, spedito in forma autentica.

L'autenticità della spedizione, come pure il concorso della condizione preveduta dal n. 1° dell'art. 5, risultano da una attestazione apposta in calce alla sentenza o al provvedimento:

a) se si tratta di decisione dell'autorità giudiziaria italiana, dal Presidente della corte di appello nella cui circoscrizione la decisione o il provvedimento è stato emanato;

b) se si tratta di decisioni o provvedimenti di altre autorità giurisdizionali italiane, dall'autorità stessa, o, qualora questa sia organo collegiale, dal suo Presidente;

c) se si tratta di decisioni o provvedimenti di autorità giurisdizionale sammarinese, dal Segretario di Stato per gli affari esteri della Repubblica.

Articolo 8.

Le disposizioni degli articoli 5, 6 e 7 si applicano anche alle sentenze arbitrali pronunciate in uno dei due Stati e ivi dichiarate esecutive dalla competente autorità giurisdizionale.

Articolo 9.

Gli atti autentici, che hanno valore di titolo esecutivo in uno dei due Stati, possono costituire titolo per l'esecuzione forzata nell'altro Stato, quando siano stati dichiarati esecutorii.

L'esecutorietà è concessa se l'atto riunisce le condizioni necessarie per la sua autenticità nello Stato dove è stato ricevuto, se è esecutorio in base alla legge dello Stato stesso, e se le disposizioni della cui esecuzione si tratta non sono contrarie all'ordine pubblico o al diritto pubblico dello Stato dove l'esecuzione deve aver luogo.

Per la dichiarazione di esecutorità si osservano, per quanto applicabili, le disposizioni del 2°, 3°, 4° et 5° comme dell'art. 6, sostituiti, per gli atti che devono avere esecuzione in Italia, il Presidente del tribunale al Presidente della corte di appello e il tribunale alla corte di appello.

Articolo 10.

La notificazione di atti di procedura relativi a giudizi civili o commerciali vertenti in uno dei due Stati sarà eseguita, nel territorio dell'altro Stato, dall'autorità competente in base alla legge dello Stato stesso, su richiesta della parte interessata o dell'autorità giurisdizionale avanti alla quale pende il giudizio.

Le autorità giuridizionali di ciascuno dei due Stati potranno richiedere quelle dell'altro. Stato per l'esecuzione di atti istruttori o di qualsiasi altro atto di procedura, relativi a giudizi civili o commerciali vertenti avanti alle prime. L'esecuzione della rogatoria avverrà nelle forme stabilite dalla legge dello Stato dove essa deve aver luogo, su richiesta della parte interessata o della autorità giurisdizionale avanti alla quale verte il giudizio.

Per tutto quanto concerne le materie prevedute dai due commi precedenti le autorità giurisdizionali dei due Stati corrisponderanno direttamente fra di loro.

Le spese di notificazione degli atti e dell'esecuzione delle commissioni rogatorie fanno carico alla parte interessata e sono da questa direttamente anticipate all'autorità richiesta, salvo che si tratti di un atto che, secondo la legge dello Stato richiedente, deve essere eseguito di ufficio, nel qual caso la spesa rimane a carico dello Stato richiesto senza diritto a rimborso.

Articolo 11.

I cittadini di ciascuno dei due Stati saranno ammessi a far valere i loro diritti e interessi avanti alle autorità giurisdizionali dell'altro Stato alle medesime condizioni alle quali ciò è consentito ai nazionali.

Parimenti, essi saranno ammessi al beneficio del gratuito patrocinio alle medesime condizioni alle quali possono esservi ammessi i nazionali, in base a un certificato di indigenza rilasciato dalla competente autorità del luogo di residenza abituale del richiedente. L'autorità competente a rilasciare il certificato di indigenza e l'autorità competente a pronunciare sulla domanda di ammissione al gratuito patronicio, possono, a questi fini, richiedere direttamente informazioni alle autorità dell'altro Stato.

L'ammissione al gratuito patronicio concessa dalle autorità di uno dei due Stati per un giudizio ivi vertente, produrrà effetto di diritto, per tutti gli atti da compiersi nell'altro Stato, relativamente allo stesso giudizio o all'esecuzione della sentenza in esso emanata.

## CAPO III.

### *Dell'assistenza giudiziaria in materia penale.*

#### Articolo 12.

Le Parti contraenti si obbligano a consegnarsi reciprocamente, a richiesta, gli individui, che trovandosi nel territorio dello Stato richiesto, sono perseguiti o condannati dalle autorità giudiziarie dello Stato richiedente come autori o complici di uno dei reati preveduti dall'articolo seguente.

Esse potranno del pari consegnarsi reciprocamente, a richiesta, gli individui perseguiti o condannati per altri reati.

#### Articolo 13.

L'obbligo stabilito dal 1º comma dell'articolo precedente concerne i reati qualificati, rispettivamente, dalla legge italiana, delitti, dalla legge sammarinese, delitti o misfatti, per i quali sia stata inflitta una pena restrittiva della libertà personale non inferiore a due mesi, o per i quali, secondo la legge dello Stato richiedente, possa essere inflitta una pena restrittiva della libertà personale non inferiore, nel massimo, ad un anno.

Salvo quanto è successivamente disposto per i disertori e per i renitenti alla leva militare, l'estradizione non è concessa se il fatto non è punibile sia in base alla legge dello Stato richiedente, sia in base a quella dello Stato richiesto.

L'estradizione non è neppure concessa per i reati preveduti esclusivamente dalle leggi sulla stampa, nè per i reati politici, nè per quelli ad essi connessi, salvo che il reato politico costituisca un attentato alla vita o alla incolumità personale, o un attentato alla proprietà commesso con mezzi che costituiscano un pericolo per la sicurezza pubblica.

Nei casi preveduti dal comma precedente, l'apprezzamento della natura dei fatti è esclusivamente riservato alle autorità dello Stato richiesto.

#### Articolo 14.

L'obbligo preveduto dal 1º comma dell'art. 12 si estende all'estradizione degli individui ai quali siano applicate, per decisione dell'autorità giudiziaria, misure di sicurezza restrittive della libertà personale.

Articolo 15.

L'estradizione può essere rifiutata:

1° se le autorità dello Stato richiesto, secondo le leggi di questo, sono competenti a conoscere del reato;

2° se il fatto è stato commesso sul territorio di un terzo Stato e le leggi della Parte richiesta non considerano punibile un simile fatto commesso all'estero;

3° se, secondo le leggi della Parte richiesta, l'azione penale o la condanna è considerata prescritta al momento in cui la domanda di estradizione è stata presentata.

Se gli elementi risultanti dai documenti prodotti non sono sufficienti per una decisione, secondo la legge della Parte richiesta, saranno completati a sua domanda.

Articolo 16.

Le Parti contraenti non concedono l'estradizione dei propri cittadini salvo che essi abbiano ottenuto la cittadinanza della Parte richiesta dopo di avere commesso il reato.

L'estradizione può essere rifiutata se l'imputato o condannato è un apolide il quale, durante il decennio precedente il reato da lui commesso ha avuto ininterrottamente il proprio domicilio nel territorio dello Stato richiesto.

Quando l'estradizione non è concessa ai sensi dei due commi precedenti, lo Stato, nel territorio del quale il reato è stato commesso, trasmette copia degli atti procedimento che sia stato ivi promosso o della sentenza ivi pronunciata allo Stato ove l'imputato o condannato si è rifugiato, ai fini del procedimento che, a norma della legge del secondo Stato, debba essere promosso.

Articolo 17.

L'estradizione non avrà luogo, se, in esito ad un procedimento svoltosi, per lo stesso fatto, avanti alle autorità della Parte richiesta, la persona della quale è richiesta l'estradizione è stata messa fuori causa, o se il procedimento ha dato luogo a un giudizio definitivo, o se il prevenuto è stato graziato a amnistiato.

Articolo 18.

La persona della quale è stata concessa l'estradizione potrà essere giudicata per qualsiasi altra infrazione connessa con quella in vista della quale l'estradizione ha avuto luogo, purchè a ciò non si opponga la disposizione dell'art. 13, comma 3° della presente Convenzione.

Se si tratta di reati non connessi, lo Stato al quale l'estradizione è stata concessa potrà chiedere all'altro di estenderne gli effetti ai fatti che intende perseguire.

Articolo 19.

L'estradato non potrà essere consegnato a un terzo Stato, a causa di un reato commesso anteriormente all'estradizione e diverso da quello

per il quale l'estradizione è stata concessa, senza il previo assenso della Parte che l'ha consegnato.

Articolo 20.

Le limitazioni della perseguibilità o della condanna dell'individuo estradato prevedute negli articoli 18 e 19 non si applicano se l'individuo estradato non ha lasciato il territorio dell'altra Parte entro i trenta giorni successivi alla sua liberazione definitiva, o se vi ritorna, o se è estradato nuovamente dopo aver lasciato detto territorio, o se l'individuo estradato, prima dell'estradizione, ha dichiarato alle autorità competenti della Parte richiesta che egli consentiva ad essere estradato nel terzo Stato avanti che fossero compiute le formalità dell'estradizione.

Articolo 21.

Se l'individuo reclamato è perseguito o se egli è stato condannato dalle Autorità della Parte richiesta per un fatto diverso da quello per il quale l'estradizione è domandata, l'estradizione, senza pregiudizio della decisione da prendersi immediatamente sulla domanda, potrà essere differita fino a che il procedimento penale sia terminato o fino a che la pena inflitta sia stata eseguita o condonata.

Tuttavia se, secondo la legislazione dello Stato richiedente la prescrizione dell'azione penale è prossima a compiersi, o se il ritardo nell'estradizione può pregiudicare il procedimento, sarà concessa l'estradizione temporanea, a meno che speciali considerazioni vi si oppongano e a condizione che l'individuo estradato sia restituito non appena il procedimento nel Paese richiedente sia terminato.

Articolo 22.

La domanda di estradizione sarà presentata direttamente dall'autorità giudiziaria competente dello Stato richiedente a quella dello Stato richiesto.

L'estradizione sarà concessa in base a una sentenza di condanna o a un mandato di cattura o ad un altro atto a questo equivalente, nel quale dovranno essere indicate la natura e la gravità dei fatti imputati, nonchè le disposizioni della legge penale applicate o applicabili.

Detti atti saranno spediti in originale o in copia autentica dalla competente autorità giudiziaria del Paese richiedente.

Con la richiesta dovranno inoltre trasmettersi, se possibile, la descrizione dei contrassegni personali dell'individuo di cui si richiede l'estradizione, la sua fotografia ed ogni altra indicazione atta ad accertarne l'indentità.

La richiesta e la concessione dell'estradizione dovranno essere autorizzate, in Italia, dal Ministro di grazia e giustizia, e nella Repubblica di S. Marino, dalla Reggenza.

Articolo 23.

Non appena sia presentata la domanda di estradizione, saranno prese le misure necessarie per assicurarne l'esecuzione. La persona arrestata

sarà detenuta fino a che sia stato deciso sulla domanda di estradizione, e, se questa viene concessa, fino alla sua esecuzione.

In caso di urgenza si potrà concedere l'arresto provvisorio in base a una dichiarazione, anche telegrafica, della esistenza di uno dei documenti indicati nel secondo comma dell'articolo precedente o in base a una segnalazione fatta nel bollettino delle ricerche dei criminali.

L'individuo arrestato provvisoriamente sarà rimesso in libertà se, nel termine di un mese a decorrere dal suo arresto, non siano pervenuti alla Parte richiesta la domanda di estradizione e i documenti relativi. Questo termine potrà essere prorogato a due mesi se l'individuo da estradare è segnalato come criminale pericoloso o se l'arresto è avvenuto esclusivamente in base a una segnalazione pubblicata nel bollettino delle ricerche dei criminali. Il rilascio dell'individuo arrestato provvisoriamente non pregiudica la sua estradizione dopo che siano pervenuti la domanda e documenti relativi.

Articolo 24.

Se un individuo è perseguito da più Stati per reati commessi nel loro territorio, l'estradazione sarà concessa allo Stato nel territorio del quale è stato commesso il reato, che, secondo la legge della Parte richiesta, deve essere considerato come più grave. Se detto Stato è quello di cui l'individuo è cittadino, l'estradizione sarà concessa alla condizione che, secondo la sua legislazione, l'estradato possa essere perseguito per gli altri reati.

Articolo 25.

Quando l'estradizione è concessa, l'individuo da estradare è consegnato dalle autorità dello Stato richiesto a quelle dello Stato richiedente, alla frontiera fra i due Stati, secondo gli accordi presi a tal fine.

Se lo Stato richiedente non provvede, per quanto lo concerne, alla esecuzione dell'estradizione nel termine di tre mesi dal giorno della notificazione dell'accoglimento della domanda, l'individuo di cui è stata richiesta l'estradizione è rimesso in libertà.

Articolo 26.

Il denaro e gli oggetti in possesso della persona ricercata al momento dell'arresto saranno sequestrati e consegnati allo Stato richiedente. La consegna comprenderà tutti gli oggetti che possano servire alla prova del reato e avrà luogo anche se l'estradizione non abbia potuto essere effettuata a causa della fuga o della morte del criminale.

Restano impregiudicati i diritti dei terzi sulle cose sequestrate, le quali dovranno essere restituite senza spesa alla fine del procedimento.

Articolo 27.

Il permesso di transito sul territorio di una delle Parti contraenti di una persona consegnata da un terzo Stato all'altra Parte sarà concesso su semplice domanda, senza alcuna formalità giudiziaria, a condizione

che non ricorra alcuno dei casi preveduti dagli articoli 15 e 16 e che gravi motivi di ordine pubblico non vi si oppongano. La traduzione del detenuto sarà effettuata con i mezzi più rapidi sotto la sorveglianza di agenti del Paese richiesto per il transito.

Il detenuto non è di regola ammesso a entrare nel Paese richiesto fino a che il permesso di transito non sia stato concesso.

Articolo 28.

Ciascuna delle Parti contraenti potrà procedere, nel proprio territorio, alla riscossione di multe, ammende e pene pecunarie, comunque denominate, dovute all'altra Parte per effetto di sentenze o di altri provvedimenti di giurisdizione penale.

La richiesta è fatta dall'autorità dello Stato richiedente, competente a procedere all'esecuzione della sentenza o del provvedimento, all'autorità dello Stato richiesto, la quale, secondo la legge dello Stato stesso, è competente a procedere all'esecuzione di simili sentenze o provvedimenti.

La richiesta deve essere accompagnata da una copia autentica della sentenza o del provvedimento della cui esecuzione si tratta e da una dichiarazione dell'autorità richiedente dalla quale risulti che contro la sentenza o il provvedimento stesso non sono ammessi, secondo la legge dello Stato richiedente, ricorsi od opposizioni.

L'esecuzione ha luogo secondo le norme applicabili, nello Stato richiesto, per l'esecuzione di analoghe sentenze o provvedimenti.

L'esecuzione non può aver luogo se non vi abbia consentito, a proprio discrezionale giudizio, in Italia, il Ministro dal quale dipende l'autorità che dovrebbe procedervi, e, nella Repubblica di S. Marino, la Reggenza.

L'autorità che ha proceduto all'esecuzione trasmette all'autorità che ha fatto la richiesta la somma riscossa, detratte le spese di riscossione.

Articolo 29.

L'autorità giudiziaria di ciascuna delle Parti contraenti procederà, su richiesta dell'autorità giudiziaria dell'altra Parte, alla notificazione di atti, alla esecuzione di atti istruttori, compreso il sequestro di oggetti costituenti corpo di reato, e al compimento di ogni altro atto relativo a procedimenti penali che si svolgono avanti alle autorità predette.

Per quanto concerne la materia preveduta dal precedente comma, le autorità giudiziarie dei due Stati corrisponderanno direttamente fra di esse. In caso di incompetenza dell'autorità richiesta, la commissione rogatoria sarà trasmessa di ufficio all'autorità dello stesso Stato competente secondo la legislazione di esso.

L'esecuzione di una commissione rogatoria potrà essere rifiutata soltanto quando non rientri nelle attribuzioni dell'autorità giudiziaria dello Stato richiesto.

Articolo 30.

Quando, in un procedimento penale svolgentesi in uno degli Stati contraenti, l'autorità giudiziaria ritenga necessario l'esame di documenti

che si trovino in possesso delle autorità dell'altra Parte contraente, ne farà richiesta a dette autorità, le quali procederanno alla trasmissione dei documenti richiesti, salvo l'obbligo della Parte richiedente di restituirli nel più breve termine.

La stessa disposizione si applica per i corpi di reato e per ogni altro oggetto che possa servire alla convinzione o alla discolpa dell'imputato.

Articolo 31.

Se, in un procedimento penale, svolgentesi avanti all'autorità giudiziaria di uno dei due Stati, è necessaria la comparizione personale di un testimonio o di un perito, il quale si trova nel territorio dell'altro Stato, questo provvede a notificargli la citazione a comparire, facendogli, quando occorra, un congruo anticipo per le spese di viaggio, salvo rimborso da parte dello Stato richiedente.

Qualora il testimonio o il perito, senza giustificato motivo, non ottemperi alla citazione, lo Stato richiesto adotterà nei suoi confronti i provvedimenti che la sua legislazione prevede per la mancata comparizione di testimoni o periti avanti all'autorità giudiziaria nazionale.

Il testimonio o il perito, per tutto il tempo necessario a prestare la propria testimonianza o a compiere il proprio incarico e per fare ritorno al proprio Paese, non potrà essere perseguito o arrestato nel territorio dello Stato richiedente, per fatti o condanne precedenti, nè per partecipazione ai fatti cui il procedimento si riferisce.

Articolo 32.

Se, in un procedimento penale svolgentesi avanti all'autorità giudiziaria di uno dei due Stati, è ritenuto utile il confronto con individui detenuti nell'altro Stato, questo, a richiesta dell'autorità suddetta, effettuerà la consegna dei detenuti, con obbligo di restituzione nel più breve termine.

Articolo 33.

Le disposizioni dei precedenti articoli 29, 30, 31 e 32 si osservano anche per le procedure giudiziarie dirette all'applicazione di misure di sicurezza.

Articolo 34.

Ciascuno dei due Stati contraenti trasmetterà all'altro gli estratti di tutti i provvedimenti, i quali, in base alla legislazione del primo Stato, debbano essere iscritti nel casellario giudiziale, e che riguardino cittadini del secondo Stato.

In ciascuno dei due Stati sarà riconosciuta efficacia ai certificati penali rilasciati dalla competente autorità dell'altro Stato.

Articolo 35.

Salvo quanto è disposto dall'art. 28, ultimo comma, e dall'art. 31, primo comma, l'adempimento degli obblighi stabiliti in questo capo da parte di uno dei due Stati, non darà luogo a rimborso di spese.

## CAPO IV.

### *Dell'assistenza amministrativa.*

Articolo 36.

Le autorità amministrative dei due Stati si presteranno reciproca assistenza per la notificazione di atti, la comunicazione di notizie e l'esecuzione di accertamenti.

A tal fine, dette autorità corrisponderanno direttamente fra esse.

L'adempimento degli obblighi derivanti da questo articolo non dà luogo a rimborso di spese da parte dello Stato richiedente.

Articolo 37.

Ciascuno dei due Stati potrà procedere, nel proprio territorio, alla riscossione dei crediti dell'altro Stato, per imposte, tasse e tributi di ogni specie, compresi quelli degli enti locali per le relative spese, sovratasse e altre penalità, come pure per pene pecuniarie inflitte da autorità amministrative, e per titoli analoghi.

Si applicano, per la riscossione di detti crediti, le disposizioni dell'art. 28, 2°, 3°, 4° e 5° comma.

Articolo 38.

I due Stati si trasmetteranno scambievolmente senza spese, in copia autentica debitamente legalizzata, gli atti dello stato civile formati nel territorio di uno di essi e concernenti cittadini dell'altro Stato.

Gli atti di matrimoni fra persone domiciliate in due diversi comuni dovranno essere comunicati in duplice copia.

La trasmissione delle copie degli atti di stato civile sarà fatta mensilmente. Essa è effettuata, per l'Italia, dal procuratore del Re Imperatore presso il tribunale nella cui circoscrizione si trova l'ufficio di stato civile che ha ricevuto l'atto, al commissario della Legge in S. Marino; e, per la Repubblica di S. Marino, dal commissario della Legge al procuratore del Re Imperatore presso il tribunale nella cui circoscrizione si trova l'ufficio di stato civile competente, secondo la legge italiana, per la trascrizione o l'annotazione dell'atto.

Resta inteso che la trasmissione e l'accettazione delle copie degli atti di stato civile non pregiudica la questione della cittadinanza delle persone cui gli atti stessi si riferiscono.

Articolo 39.

Gli atti di qualsiasi natura ricevuti o formati in Italia non saranno soggetti, perchè se ne possa fare uso nella Repubblica di S. Marino, ad altra formalità di legalizzazione, oltre quella richiesta nel Regno, quando vengano prodotti fuori della circoscrizione della provincia nella quale furono ricevuti o formati e quelli ricevuti o formati nella Repubblica non saranno soggetti, perchè se ne possa fare uso in Italia, ad altra formalità di legalizzazione oltre quella del Segretario di Stato per gli affari esteri della Repubblica stessa.

Articolo 40.

Ciascuno dei due Stati contraenti si obbliga a vigilare perchè non si introducano nel suo territorio individui che abbiano disertato dalle forze armate dell'altro Stato o che siano ivi renitenti alla leva, o che comunque intendano sottrarsi ad un servizio personale, per la prestazione del quale, in detto Stato, siano applicabili misure di coazione.

Qualora gli individui suindicati si introducessero nel territorio di uno degli Stati contraenti, questo procederà, anche senza esserne richiesto, alla loro ricerca, al loro arresto e alla loro consegna all'altro Stato contraente, al quale saranno egualmente consegnate le armi e gli altri oggetti di qualsiasi specie ad esso appartenenti, che gli individui medesimi avessero asportato.

Gli obblighi preveduti dai due commi precedenti non si estendono agli individui che siano cittadini dello Stato nel quale si rifugiano nè agli apolidi che si trovino nelle condizioni prevedute dal secondo comma dell'art. 16.

L'adempimento degli obblighi suddetti non dà luogo ad alcun rimborso di spese fra le parti contraenti.

Articolo 41.

I cittadini di uno degli Stati contraenti che risiedono nell'altro Stato saranno ivi ammessi a beneficiare di tutte le forme di assistenza, che, in relazione ai mezzi di cui lo Stato stesso dispone, siano, nel suo territorio, prestate ai nazionali.

Per l'assistenza preveduta dal comma precedente lo Stato che la presta non avrà titolo ad alcun rimborso di spesa nei confronti dell'altro Stato o di qualsiasi ente pubblico da questo dipendente.

Rimane salvo il diritto dello Stato, che ha prestata l'assistenza, al rimborso della spesa sostenuta, nei confronti della persona assistita o di coloro che siano verso di essa tenuti all'obbligo degli alimenti, qualora la prima o i secondi siano in grado di provvedere a detto rimborso.

Lo Stato cui appartiene la persona assistita procederà, a richiesta dello Stato che ha prestato l'assistenza, alla riscossione del credito, nel suo territorio. La riscossione avrà luogo secondo la procedura in uso, per simili crediti, nello Stato ove essa viene eseguita.

## CAPO V.

*Del diritto di autore e delle privative industriali.*

Articolo 42.

Ciascuno dei due Stati si obbliga ad impedire, nel proprio territorio, qualsiasi abusiva riproduzione, pubblicazione, diffusione, rappresentazione o esecuzione delle opere dell'ingegno, scientifiche, letterarie, artistiche e didattiche, protette in base alle norme sul diritto di autore vigenti nell'altro Stato.

Il Governo della Repubblica di S. Marino consentirà, a tal fine, alla Società italiana degli autori ed editori la facoltà di concedere i permessi per l'utilizzazione, nel territorio della Repubblica, delle opere affidate alla tutela della Società predetta da parte dei suoi iscritti, nonchè di determinarne e di esigerne i proventi. Per l'esercizio della facoltà suindicata la Società nominerà, previo gradimento del Governo della Repubblica, un proprio rappresentante in S. Marino.

Articolo 43.

Ciascuno dei due Stati si obbliga ad impedire, nel proprio territorio, qualsiasi usurpazione di invenzioni, di modelli e di disegni che siano oggetto, nell'altro Stato, di diritti di privativa industriale, nonchè qualsiasi usurpazione o contraffazione di marchi di fabbrica o di commercio regolarmente registrati e protetti nell'altro Stato.

## CAPO VI.

### *Disposizioni finanziarie.*

Articolo 44.

La Repubblica di San Marino rinuncia al diritto di libero transito, in esenzione da dazi doganali e diritti accessori, attraverso il territorio italiano, di merci e di prodotti di ogni specie che siano importati nel territorio della Repubblica da terzi Stati.

Sarà tuttavia consentito il transito attraverso il territorio del Regno, in esenzione da qualsiasi dazio o diritto, di pubblicazioni, di oggetti d'arte, e di materiale scientifico o didattico, inviati in dono al Governo della Repubblica nonchè di insegne e medaglie, francobolli e stampati e altri simili oggetti e valori, destinati all'uso del Governo medesimo.

Articolo 45.

La Repubblica di S. Marino si obbliga ad impedire, nel suo territorio, la coltivazione del tabacco, come pure la produzione di qualsiasi genere che sia o sia per essere soggetto a imposta di fabbricazione in Italia, ad eccezione dell'energia elettrica per il consumo locale.

Tuttavia le industrie relative ai prodotti soggetti nel Regno a regime di monopolio o d'imposta di fabbricazione, le quali alla data, in cui la disposizione del comma precedente divenga applicabile, si trovino in esercizio, saranno ammesse, in deroga alla disposizione stessa, a continuare la loro attività nei limiti nei quali l'abbiano precedentemente esercitata.

In relazione a questa deroga il Governo della Repubblica denuncerà le industrie di cui si tratta in esercizio alla data di entrata in vigore della presente Convenzione e la relativa capacità produttiva.

Analogamente, qualora altri prodotti venissero nell'avvenire assoggettati nel Regno a regime di monopolio o di imposta di fabbricazione, il Governo della Repubblica denuncierà l'esistenza di analoghe industrie che si trovassero già in esercizio nel proprio territorio indicandone la

capacità produttiva ai fini dell'applicazione del secondo comma del presente articolo.

Articolo 46.

Il Governo e gli abitanti della Repubblica beneficeranno, in materia di dazi doganali e di imposte di fabbricazione, di tutte le esenzioni e agevolazioni prevedute dalle leggi italiane.

Particolari accordi saranno presi fra le competenti Amministrazioni dei due Stati, allo scopo di disciplinare l'uso di dette concessioni.

Articolo 47.

Il Governo della Repubblica di San Marino si impegna:

1º a non effettuare alcuna nuova coniazione di monete di qualsiasi specie, salvo che si tratti di monete di oro, e in questo caso si varrà dei servizi della R. Zecca;

2º a non emettere nè direttamente, nè per mezzo di enti o di istituti nazionali o stranieri, biglietti di banca o di Stato o surrogati monetari di qualsiasi specie;

3º a non adottare alcun provvedimento finanziario che possa, direttamente o indirettamente, in qualunque modo o misura, influire sul regime tributario o sulla circolazione monetaria del Regno d'Italia.

Le monete sammarinesi coniate in applicazione di precedenti convenzioni intervenute fra i due Stati continueranno ad avere corso nel Regno, in conformità alle convenzioni stesse a nei limiti da esse stabiliti.

Qualora nell'avvenire il Governo italiano ritenesse opportuno di consentire, a deroga di quanto stabilito al precedente n. 1, la coniazione di monete sammarinesi, il Governo della Repubblica di San Marino si impegna fin da adesso a servirsi unicamente e in ogni caso della R. Zecca.

Articolo 48.

Il Governo italiano somministrerà al Governo della Repubblica di S. Marino, a richiesta di questo, per mezzo dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, un quantitativo di tabacco di ogni qualità non eccedente i chilogrammi 12.000 annui, di cui non più di 6.000 di tabacco greggio o in foglia e il resto lavorato.

Per la somministrazione di cui al precedente comma il Governo della Repubblica corrisponderà un prezzo ragguagliato al costo medio dell'anno precedente.

Articolo 49.

Il Governo italiano somministrerà al Governo della Repubblica di S. Marino, a richiestra di questo, per mezzo dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, un quantitativo di sale bianco di Cervia, non eccedente i 110.000 chilogrammi annui, ad un prezzo ragguagliato al costo medio dell'anno precedente.

Il Governo italiano si obbliga inoltre a fornire al Governo della Repubblica di S. Marino, allo stesso prezzo di favore stabilito per l'industria nazionale, quel quantitativo di sale che potesse abbisognare per

le esigenze di nuove industrie che fossero impiantate nel territorio della Repubblica, nonchè, egualmente a prezzo di favore, il sale pastorizio.

Articolo 50.

Il Governo della Repubblica di San Marino avrà la facoltà di acquistare in Italia, in esenzione da imposta governativa, un quantitativo di fiammiferi non eccedente il numero di 15.000.000 di unità all'anno.

Articolo 51.

Le merci e i prodotti di qualsiasi specie potranno liberamente circolare fra i due Stati, ad eccezione di quei generi che costituiscano, in uno di essi, privativa dello Stato.

I generi soggetti, nel Regno, a imposta di fabbricazione e la cui circolazione sia ivi subordinata al possesso di documenti di legittimazione o all'uso di speciali contrassegni, non potranno essere introdotti dal territorio della Repubblica in quello del Regno, se non venga provato a mezzo dei documenti o dei contrassegni prescritti, che abbiano assolto nel Regno l'imposta. I generi soggetti nel Regno a imposta di fabbricazione, provenienti dal territorio della Repubblica sforniti dei detti documenti di prova, saranno considerati in contrabbando.

Per gli spiriti, la disposizione del comma precedente si applicherà indipendentemente dall'entità dal quantitativo che venga introdotto nel Regno, salvo le tolleranze d'uso.

I Governi dei due Stati si obbligano a cooperare, con tutti i mezzi che sono in loro potere, a scoprire e impedire qualsiasi contravvenzione alle leggi dell'altra Parte, concernenti i generi di privativa e quelli soggetti a imposta di fabbricazione.

Articolo 52.

In corrispettivo delle rinuncie fatte dal Governo della Repubblica negli articoli 44, primo comma, 45, primo comma, e 47, il Governo stesso riceverà dal Governo italiano la somma annua di lire 3,600.000 pagabile a rate trimestrali posticipate, con decorrenza dal 1° gennaio 1939, in esenzione di qualsiasi imposta o tassa, ivi comprese quelle di bollo e di quietanza.

## CAPO VII.

### *Disposizioni varie e finali.*

Articolo 53.

Le misure necessarie per la protezione della persona e degli interessi dei minori, cittadini di uno dei due Stati contraenti, che si trovino nel territorio dell'altro Stato, saranno adottate dalle autorità locali, fino a che non sia costituita la tutela secondo la legge nazionale dell'incapace, come pure nei casi di urgenza.

Articolo 54.

Gli istituti ecclesiastici e gli enti di culto, quali le parrocchie, le chiese pubbliche aperte al culto, le associazioni religiose, le confraternite,

eretti o riconosciuti in uno dei due Stati, saranno soggetti alla legge dello Stato stesso, per quanto concerne la loro capacità di acquistare, di possedere e di disporre nell'altro Stato, salva l'osservanza delle disposizioni di ordine pubblico ivi vigenti.

Articolo 55.

I cittadini di ciascuno dei due Stati saranno ammessi a circolare liberamente nell'altro, senza obbligo di munirsi di passaporto.

Articolo 56.

I cittadini della Repubblica di San Marino muniti della patente di porto d'arma lunga da fuoco, che serve anche per uso di caccia, rilasciata dall'autorità del proprio Stato, non incorrono in sanzione alcuna qualora esercitino la caccia entro il territorio delle provincie di Forlì e di Pesaro, purchè si uniformino alle norme ivi disciplinanti l'esercizio venatorio.

Similmente, i cittadini del Regno d'Italia, residenti nelle provincie di Pesaro e Forlì, muniti della licenza di porto d'arma da fuoco, che serve anche per uso di caccia, non incorrono in sanzione alcuna, qualora caccino nel territorio della Repubblica di S. Marino, purchè si attengano alle speciali disposizioni che regolano ivi l'esercizio venatorio.

Pari trattamento viene fatto entro i limiti territoriali, per l'esercizio dell'uccellagione.

A tal fine l'autorità di S. Marino e quelle di pubblica sicurezza delle due anzidette provincie italiane si comunicheranno reciprocamente, a richiesta, l'elenco delle persone munite rispettivamente di licenza di porto d'armi da caccia o di aucupio.

Articolo 57.

I cittadini italiani residenti nel territorio della Repubblica di S. Marino saranno trattati, per quanto concerne la leva e il servizio militare, come i cittadini residenti nel Regno.

Articolo 58.

I notai, gli avvocati e i sanitari esercenti nella Repubblica potranno ottenere l'iscrizione ai corrispondenti istituti di previdenza esistenti nel Regno, alle condizioni stabilite con apposite convenzioni che saranno stipulate fra il Governo della Repubblica e gli istituti stessi e che dovranno essere sottoposte all'approvazione del competente Ministero.

La presente convenzione sarà ratificata dalle Parti contraenti, e lo scambio delle ratifiche avrà luogo in Roma al più presto possibile.

Essa entrerà in vigore dal giorno dello scambio delle ratifiche e avrà, a decorrere da tale data, una durata di dieci anni, salvo tacita proroga di anno in anno fino a denuncia, da notificarsi sei mesi prima della scadenza.

Dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione, cesseranno di avere vigore fra le parti la Convenzione di amicizia e buon vicinato

stipulata in Firenze il 28 giugno 1897*) e le relative Convenzioni addizionali.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto in Roma il 31 marzo 1939-XVII dell'E. F. e 1638 di F. R.

*Ciano.*
*Gozi.*

---

## 96.

## ALLEMAGNE, ITALIE, BULGARIE, CROATIE, HONGRIE.

## Convention concernant la répartition des biens de l'ancien Etat yougoslave et certaines autres questions financières s'y rapportant; signée à Berlin, le 22 juillet 1942.**)

***Reichsgesetzblatt 1943. II, No. 21.***

---

Abkommen über die vermögensrechtliche Auseinandersetzung des ehemaligen jugoslawischen Staates und einige andere damit zusammenhängende finanzielle Fragen.

Nachdem das Königreich Jugoslawien aufgehört hat zu bestehen, haben

die Deutsche Regierung, vertreten durch den Gesandten

Herrn Dr. Wilhelm Fabricius,

die Italienische Regierung, vertreten durch den Gesandten

Marchese Pasquale Diana

— dieser auch für Albanien —,

die Bulgarische Regierung, vertreten durch den Gesandten

Herrn Konstantin Watschoff,

Accordo sulla sistemazione patrimoniale dell'ex-Stato jugoslavo e su talune altre questioni finanziarie con essa collegate.

Considerando che il regno di Jugoslavia ha cessato di esistere,

il Governo Germanico, rappresentato dal Ministro Plenipotenziario

Dott. Wilhelm Fabricius,

il Governo Italiano, rappresentato dal Ministro Plenipotenziario

Marchese Pasquale Diana

— anche per conto dell'Albania —,

il Governo Bulgaro, rappresentato dal Ministro Plenipotenziario

Konstantin Watschoff,

---

*) V. N.R.G. 2. s. XXXIII, p. 67.

**) Ont déposé les instruments de ratification l'Allemagne (le 23 octobre 1942), la Hongrie (le 13 janvier 1943), la Bulgarie (le 2 février 1943), l'Italie (le 20 avril 1943), la Croatie (le 21 avril 1943).

die Kroatische Regierung, vertreten durch den Gesandten
Herrn Dr. Milorad Straznicky,
die Ungarische Regierung, vertreten durch den Ministerialsektionschef
Herrn Dr. Paul Sebestyen,
über die vermögensrechtliche Auseinandersetzung des ehemaligen jugoslawischen Staates und einige andere damit zusammenhängende finanzielle Fragen das nachfolgende Abkommen getroffen:

*Einleitende Bestimmungen.*

„Erwerberstaaten" im Sinne dieses Abkommens sind das Deutsche Reich, Italien (einschliesslich Albanien und Montenegro), Ungarn, Bulgarien, Kroatien und Serbien, dieses vertreten durch die Deutsche Regierung.

Unter „ehemaliger jugoslawischer Staat" im Sinne dieses Abkommens wird das ehemalige Königreich Jugoslawien verstanden.

Abschnitt I.

*Staatsvermögen.*

Artikel 1.

Das Eigentum des ehemaligen jugoslawischen Staates und seiner Banschaften — einschliesslich ihrer Betriebe, Anstalten und Fonds mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit und der von ihnen verwalteten öffentlichen Fonds —, das sich am 15. April 1941 in dem endgültig einem Erwerberstaat zugefallenen Gebiet befand, ist mit Rückwirkung auf diesen Zeitpunkt Eigentum dieses Erwerberstaates geworden.

Falls Grundeigentum einer Banschaft durch die Grenzziehung durchschnitten wird, wird über die-

il Governo Croato, rappresentato dal Ministro Plenipotenziario
Dott. Milorad Straznicky,

ed il Governo Ungherese, rappresentato dal Capo-Sezione ministeriale
Dott. Paul Sebestyen,
hanno concluso il seguente Accordo sulla sistemazione patrimoniale dell'ex-Stato jugoslavo e su talune altre questioni finanziarie con essa collegate.

*Disposizioni preliminari.*

„Stati acquirenti" nel senso di questo Accordo sono la Germania, l'Italia (insieme con l'Albania ed il Montenegro), l'Ungheria, la Bulgaria, la Croazia, e la Serbia, quest'ultima rappresentata dal Governo Germanico.

Per „exStato jugoslavo" agli effetti del presente Accordo s'intende l'ex-Regno di Jugoslavia.

Parte prima.

*Patrimonio dello Stato.*

Articolo 1.

Le proprietà dell'ex-Stato jugoslavo e dei suoi Banati (ivi compresi le loro aziende, istituti e fondi con o senza personalità giuridica propria ed i fondi pubblici da essi amministrati) che al 15 aprile 1941 si trovavano nel territorio passato definitivamente ad uno Stato acquirente, sono diventate proprietà di detto Stato con effetto retroattivo dalla data predetta.

Per i beni immobili di un Banato, che siano stati frazionati in conseguenza della delimitazione dei con-

ses Eigentum eine Auseinandersetzung unter den beteiligten Erwerberstaaten nach Grundsätzen der Billigkeit herbeigeführt werden.

Artikel 2.

Die in Aktien verkörperten Beteiligungen sowie andere Beteiligungen vermögensrechtlicher Natur des ehemaligen jugoslawischen Staates und seiner Banschaften — einschliesslich ihrer Betriebe, Anstalten und Fonds mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit und der von ihnen verwalteten öffentlichen Fonds — an Unternehmungen, deren Betriebsstätten sich am 15. April 1941 ausschliesslich auf dem Gebiet eines Erwerberstaates befanden, stehen mit Rückwirkung von diesem Zeitpunkt ab diesem Erwerberstaat zu.

Befanden sich die Betriebsstätten innerhalb des Gebietes mehrerer Erwerberstaaten, so ist die Beteiligung zwischen diesen Erwerberstaaten nach Billigkeit aufzuteilen.

Artikel 3.

Die aus der Zeit vor dem 15. April 1941 stammenden Forderungen des ehemaligen jugoslawischen Staates und der Banschaften wegen Steuern, Zölle und anderer öffentlicher Abgaben werden mit Rückwirkung vom 15. April 1941 als Forderungen desjenigen Erwerberstaates betrachtet, in dessen Gebiet sie bei den früher zuständigen Behörden zum Soll gestellt wurden oder zu stellen waren.

Sind die Amtsbezirke der früher zuständigen Behörden durch die Grenzziehung durchschnitten worden, so erfolgt die Aufteilung der im Absatz 1 behandelten Forderun-

fini, si procederà ad una sistemazione fra gli Stati acquirenti interessati secondo principi di equità.

Articolo 2.

Le partecipazioni azionarie come pure le altre partecipazioni di carattere patrimoniale dell'ex-Stato jugoslavo e dei suoi Banati (ivi compresi le loro aziende, istituti e fondi con o senza personalità giuridica propria e i fondi pubblici da essi amministrati) ad imprese, i cui stabilimenti si trovavano, al 15 aprile 1941, esclusivamente nel territorio di uno degli Stati acquirenti, spettano a tale Stato acquirente con effetto retroattivo dalla data predetta.

Se gli stabilimenti si trovavano nei territori di più Stati acquirenti, la ripartizione tra gli Stati stessi dovrà essere effettuata secondo equità.

Articolo 3.

I crediti per imposte, dazi ed altri pubblici tributi dell'ex-Stato jugoslavo e dei Banati, sorti anteriormente al 15 aprile 1941, vengono considerati, con effetto retroattivo dal 15 aprile 1941, quali crediti dello Stato acquirente nel cui territorio erano stati messi od erano da mettersi a ruolo presso i già competenti uffici.

Se le circoscrizioni degli uffici già competenti sono state frazionate dalla delimitazione dei confini, la ripartizione dei crediti, contemplati al comma 1, a favore degli Stati

gen zugunsten der beteiligten Erwerberstaaten unter der Annahme einer gemäss dem bisherigen Recht zuständigen Behörde für den durch die Grenzziehung abgetrennten Teil des bisherigen Amtsbezirkes.

Zur Sicherstellung von Forderungen dieser Art eingetragene Hypotheken stehen demjenigen Erwerberstaat zu, auf dessen Gebiet das belastete Grundstück gelegen ist. Diese Hypotheken können von dem betreffenden Erwerberstaat bis zu dem Ausmass, in dem die zu Lasten des Schuldners tatsächlich bestehenden Verpflichtungen auf dem Gebiet dieses Erwerberstaates am 15. April 1941 zum Soll gestellt wurden bzw. zu stellen waren, geltend gemacht werden.

Artikel 4.

Die sonstigen in der Zeit vor dem 15. April 1941 entstandenen Forderungen und Rechte des ehemaligen jugoslawischen Staates und der Banschaften — einschliesslich ihrer Betriebe, Anstalten und Fonds mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit und der von ihnen verwalteten Fonds —

a) die auf Vermögensgegenständen hypothekarisch sichergestellt sind, die sich im Gebiete eines Staates befinden,

b) die auf solchen Vermögensgegenständen hypothekarisch nicht sichergestellt sind, gegen natürliche und juristische Personen, die ihren Wohnsitz oder Sitz mit sämtlichen Betrieben am 15. April 1941 in dem Gebiet eines Erwerberstaates hatten,

acquirenti interessati, sarà fatta ammettendo l'esistenza, secondo il diritto anteriormente in vigore, di un ufficio competente per quella parte della circoscrizione preesistente che è stata staccata dal nuovo confine.

Le ipoteche iscritte a garanzia di detti crediti spettano allo Stato acquirente nel cui territorio si trova l'immobile ipotecato. Lo stato acquirente potrà far valere tali ipoteche fino all'ammontare per il quale gli obblighi effettivi del contribuente erano stati messi od erano da mettersi a ruolo alla data del 15 aprile 1941 sul territorio di detto Stato.

Articolo 4.

Gli altri crediti e diritti dell'ex-Stato jugoslavo e dei Banati (ivi compresi le loro aziende, istituti e fondi con o senza personalità giuridica propria e i fondi pubblici da essi amministrati) sorti prima del 15 aprile 1941:

a) che sono garantiti da ipoteca su beni che si trovano nel territorio di uno Stato acquirente,

b) che non sono garantiti da ipoteca su detti beni e che sussistono verso persone fisiche o giuridiche, che al 15 aprile 1941 avevano il loro domicilio o la loro sede con tutti i loro stabilimenti nel territorio di uno Stato acquirente,

werden mit Rückwirkung von diesem Zeitpunkt ab als Forderungen und Rechte dieses Erwerberstaates betrachtet.

Bei Forderungen und Rechten, bei denen der Schuldner nach dem 15. April 1941 gewechselt hat, ist der Wohnsitz oder Sitz des an diesem Tage Verpflichteten massgebend.

Bei Forderungen und Rechten gegen Personen mit Betrieben innerhalb der Gebiete verschiedener Staaten ist von den beteiligten Erwerberstaaten nach Billigkeit zu bestimmen, ob und in welchem Umfang diese Forderungen und Rechte als Forderungen und Rechte des einen oder der anderen Erwerberstaaten zu betrachten sind.

saranno considerati crediti e diritti di questo Stato con effetto retroattivo dalla data suddetta.

Per i crediti e diritti, di cui è cambiato il debitore dopo il 15 aprile 1941, è determinante il domicilio o la sede che aveva il debitore in detto giorno.

Per i crediti e diritti verso persone, che hanno aziende nel territorio di diversi Stati acquirenti, sarà stabilito dagli Stati acquirenti interessati secondo equità se e in quale misura tali crediti e diritti debbano essere considerati crediti e diritti di uno o di altri Stati acquirenti.

Abschnitt II.

*Staatsverbindlichkeiten.*

A. Finanzschulden.

Artikel 5.

Jeder Erwerberstaat verpflichtet sich, zur Abfindung von Vertragspersonen, die Eigentümer von Anleihestücken oder Gläubiger von nicht titrierten Forderungen der inneren oder äusseren Schuld des ehemaligen jugoslawischen Staates sind, einen Beitrag zu leisten. Zu diesem Zweck wird jeder Erwerberstaat mit einem Anteil an der inneren Schuld des ehemaligen jugoslawischen Staates und an dessen äusserer Schuld belastet, jedoch nur insoweit, als sich Anleihestücke oder nichttitrierte Forderungen am 15. April 1941 in Eigentum von Vertragspersonen befanden.

Vertragspersonen im Sinne dieses Abkommens sind natürliche und juristische Personen, die am 1. Dezember 1941 ihren Wohnsitz oder

Parte seconda.

*Obbligazioni dello Stato.*

A) Debiti finanziari.

Articolo 5.

Ogni Stato acquirente si assume di concorrere con un contributo alla tacitazione delle persone contemplate in questo Accordo che siano proprietarie di titoli del debito pubblico interno od estero dell'ex-Stato jugoslavo o abbiano dei crediti non rappresentati da titoli verso il medesimo Stato. A tale scopo ogni Stato acquirente viene addebitato per una quota del debito interno ed estero dell'ex-Stato jugoslavo, ma solo in quanto titoli o crediti non rappresentati da titoli erano, alla data del 15 aprile 1941, di proprietà di persone contemplate in questo Accordo.

„Persone contemplate in questo Accordo" sono le persone fisiche o giuridiche che al 1° dicembre 1941 avevano il loro domicilio o la loro

Sitz in dem einem Erwerberstaat zugefallenen Gebiet des ehemaligen jugoslawischen Staates oder in einem der Erwerberstaaten selbst hatten.

Der äusseren Schuld sind auch die Verbindlichkeiten aus besonderen Lieferungen zuzurechnen, die bei der Abwicklung des Verrechnungsverkehrs mit den einzelnen Erwerberstaaten nicht berücksichtig werden.

Die Anteile der Erwerberstaaten betragen für:

| | |
|---|---|
| das Deutsche Reich ... | 5% |
| Italien (einschliesslich Albanien und Montenegro) ............ | 8% |
| Ungarn ............ | 8% |
| Bulgarien .......... | 8% |
| Kroatien ........... | 42% |
| Serbien (davon entfallen auf das Banat 4%) .............. | 29% |

Bei der Feststellung des Gesamtbetrages der zugrunde zu legenden Schuld werden die zu berücksichtigenden titrierten Schulden in einen einheitlichen Typ umgerechnet und die nichttitrierten Schulden zu ihrem Nennbetrag hinzugefügt. Der Gesamtbetrag der Schulden wird in Dinar festgesetzt. Die Verpflichtungen, die auf eine andere Währung als Dinar lauten, werden zu folgenden Kursen umgerechnet:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 *RM* ..... | = | 20,— | Dinar |
| 1 Lira .... | = | 2,63 | „ |
| 1 Pengö .. | = | 12,18 | „ |
| 1 Lew ... | = | 0,61 | „ |
| 1 Kuna ... | = | 1,— | „ |
| 1 ffr. .... | = | 1,— | „ |
| 1 k (früher kč.) .... | = | 1,72 | „ |
| 1 Belga ... | = | 8,— | „ |
| 1 alb. fr. .. | = | 16,44 | „ |

sede nel territorio ex-jugoslavo attribuito ad uno degli Stati acquirenti oppure in uno di questi stessi Stati.

Nel debito estero sono da comprendersi anche i debiti derivanti da particolari forniture che non saranno contemplate nella sistemazione dei conti di compensazione con i singoli Stati acquirenti.

Le quote degli Stati acquirenti importano:

| | |
|---|---|
| per la Germania ..... | 5% |
| per l'Italia (insieme con l'Albania ed il Montenegro) ....... | 8% |
| per l'Ungheria ....... | 8% |
| per la Bulgaria ...... | 8% |
| per la Croazia ....... | 42% |
| per la Serbia (di cui 4% per il Banato) .. | 29% |

Per stabilire l'importo totale del debito da prendere come base, i debiti costituiti da titoli saranno ragguagliati secondo un tipo unico e i debiti non constituiti da titoli vi saranno aggiunti al loro valore nominale. L'importo totale dei debiti sarà fissato in dinari. I debiti espressi in valute diverse dal dinaro saranno convertiti ai cambi seguenti:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 *RM* .... | = | 20.— | Dinari |
| 1 Lira .... | = | 2.63 | „ |
| 1 Pengö .. | = | 12.18 | „ |
| 1 Lewa ... | = | 0.61 | „ |
| 1 Kuna ... | = | 1.— | „ |
| 1 fr. fr. ... | = | 1.— | „ |
| 1 K (antica kč) . | = | 1.72 | „ |
| 1 Belga ... | = | 8.— | „ |
| 1 fr. alb. .. | = | 16.44 | „ |

1 $ ....... = 50,— Dinar
1 £ ...... = 198,— „
1 österr.-ungarischeKr. . = 0,25 „
1 sfr. .... = 11,59 „

Die in die Schuldenregelung gemäss dem ersten Absatz dieses Artikels einbezogenen Inlandsschulden der ehemaligen jugoslawischen Staates sind in der beigefügten Anlage 1*) zusammengestellt.

Die beigefügte Anlage 2*) enthält die Auslandsschulden des ehemaligen jugoslawischen Staates, die, soweit die Voraussetzungen des Absatzes 1 dieses Artikels gegeben sin, an der Schuldenregelung teilnehmen.

In der beigefügten Anlage 3*) sind die für die Umrechnung der titrierten Schulden in einen einheitlichen Typ gemäss Absatz 5 dieses Artikels anzuwendenden Umrechnungskoeffizienten zusammengestellt.

Artikel 6.

Jeder Erwerberstaat wird seinen Anteil an der jugoslawischen Staatsschuld in erster Linie durch diejenigen jugoslawischen Staatsschuldverschreibungen und nichttitrierten Staatsschulden, die sich im Gebiet eines Erwerberstaates am 15. April 1941, im Eigentum von Vertragspersonen (Artikel 5, Abs. 2) befanden, in der nachstehend vorgesehenen Weise begleichen:

Jeder Erwerberstaat wird auf seinem Gebiet unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von vier Monaten nach Unterzeichnung dieses Abkommens, die jugoslawischen Staatsschuldverschreibungen auf dem Wege des Umtausches in eigene

1 Doll. ... = 50.— Dinari
1 Lst ..... = 198.— „
1 Cor. a. u. = 0.25 „
1 fr. sv. .. = 11.59 „

I debiti interni dell'ex-Stato jugoslavo compresi nel regolamento dei debiti secondo il comma 1 di questo articolo sono elencati nell'allegato N.º 1.*)

L'allegato N.º 2*) comprende i debiti esteri dell'ex-Stato jugoslavo che, in quanto sussistano le condizioni del comma 1 di questo articolo, concorrono al regolamento dei debiti.

Nell'allegato N.º 3*) sono indicati i coefficienti di ragguaglio applicabili secondo il comma 5 di questo articolo per la conversione in un tipo unico dei debiti rappresentati da titoli.

Articolo 6.

Ogni Stato acquirente regolerà la sua quota del debito statale ex-jugoslavo in prima linea mediante i titoli jugoslavi ed i debiti non rappresentati da titoli che, al 15 aprile 1941, si trovavano nel territorio di uno degli Stati acquirenti ed erano di proprietà di persone contemplate in questo Accordo (art. 5, comma 2) nella maniera seguente:

Ogni Stato acquirente provvederà immediatamente, o comunque al più tardi entro quattro mesi dalla firma del presente Accordo, a ritirare dalla circolazione nel suo territorio i titoli jugoslavi, sostituendoli con titoli propri.

*) Les Annexes ne sont pas reproduites.

Schuldverschreibungen aus dem Umlauf ziehen.

Die so umgetauschten Staatsschuldverschreibungen und die übernommenen nichttitrierten Staatsschulden werden einer unter der deutschen Verwaltung in Belgrad stehenden Verrechnungsstelle unter Vorlegung der eingezogenen Schulddokumente nachgewiesen. Die Erwerberstaaten können je einen Delegierten zu dieser Stelle entsenden. Die Kosten für den Delegierten trägt jeweils der entsendende Staat.

Ausserdem werden zur Begleichung des Anteils auch diejenigen Staatsschuldverschreibungen und nichttitrierten Staatsschulden verwendet, die einem Erwerberstaat, seinen Angehörigen und Institutionen aus den verschiedenen finanziellen Auseinandersetzungen zufallen werden (z. B. Reserven der privaten Versicherungsanstalten usw.). Falls im Rahmen solcher Auseinandersetzungen einem Erwerberstaat, seinen Angehörigen und Institutionen ein Gläubigeranteil an den nichttitrierten Schulden zufällt, so wird auch dieser zur Abtragung des Anteils des Erwerberstaates verwendet.

Die abgelieferten Schuldverschreibungen müssen mit sämtlichen nach dem 15. April 1941 fälligen Zinsscheinen versehen sein. Falls Zinsscheine fehlen, werden sie mit ihrem Nennwert von dem Wert der betreffenden Schuldverschreibung abgezogen. Die bis zum 15. April 1941 aufgelaufenen Zinsen, die auf nichttitrierte Schulden entfallen und noch nicht bezahlt sind, werden ebenfalls von den Erwerberstaaten übernommen. Hat ein Erwerberstaat Zinsen auf titrierte Schulden

Dei titoli così cambiati, nonchè dei debiti assunti non rappresentati da titoli, sarà fatta comunicazione ad un ufficio di compensazione a Belgrado, alle dipendenze dell'amministrazione germanica, al quale dovranno essere rimessi i relativi titoli e documenti di debito. Ogni Stato acquirente può inviare a questo Ufficio un suo delegato. Le spese di questo delegato sono a carico del rispettivo Stato.

Inoltre saranno utilizzati per il pareggio della quota anche i titoli di Stato e debiti statali non rappresentati da titoli che saranno assegnati ad uno Stato acquirente, ai suoi sudditi ed istituzioni in seguito alle varie sistemazioni finanziarie (ad es. le riserve degli istituti privati di assicurazione ecc.). Nel caso in cui nel quadro di siffatte sistemazioni sarà assegnata ad uno Stato acquirente, ai suoi sudditi ed istituzioni, una quota di credito su debiti non rappresentati da titoli, anche questa quota sarà utilizzata a scarico della quota dello Stato acquirente.

I titoli consegnati devono essere muniti di tutte le cedole scadute dopo il 15 aprile 1941. Le cedole mancanti saranno dedotte al loro valore nominale dal valore dei rispettivi titoli. Gli interessi maturati fino al 15 aprile 1941 sui debiti non rappresentati da titoli e non ancora pagati vengono pure assunti dagli Stati acquirenti. Se uno Stato ha pagato interessi su titoli dopo il 15 aprile 1941, i relativi importi dovranno essere computati sulla sua quota di debito.

nach dem 15. April 1941 gezahlt, so sind die entsprechenden Beträge bei seinem Schuldenanteil anzurechnen.

Die Ablieferung der Schuldverschreibungen an die erwähnte Stelle hat nach einzelnen Emissionen und Nummern geordnet und unter Beifügung eines Nummernverzeichnisses kostenlos zu erfolgen. Die einem Erwerberstaat zufallenden nichttrierten Schulden werden bei der Verrechnungsstelle (Artikel 6, Abs. 3) für jeden Erwerberstaat getrennt einschliesslich der bis zum 15. April 1941 darauf entfallenden Zinsen verbucht.

Ausgenommen von der Ablieferung und Verrechnung auf die Schuld sind im ordentlichen Verfahren amortisierte Schuldverschreibungen.

La rimessa dei titoli all'ufficio predetto dovrà avvenire senza spesa. I titoli dovranno essere ordinati per emissioni e numeri ed accompagnati da un elenco numerico. I debiti non rappresentati da titoli assegnati ad uno Stato acquirente saranno registrati presso l'ufficio di compensazione (art. 6, comma 3) separatamente per ogni Stato acquirente con i relativi interessi scaduti fino al 15 aprile 1941.

Restano esclusi dalla rimessa e dal computo sul debito i titoli già ammortizzati con procedimento normale.

Artikel 7.

Die zuständigen Stellen im Gebiet eines Erwerberstaates werden die Verbringung und Versendung von jugoslawischen Staatsschuldverschreibungen bewilligen, die auf ihrem Gebiet verwahrt werden und Eigentum von Vertragspersonen (Artikel 5, Abs. 2) im Gebiete eines anderen Erwerberstaates sind.

Articolo 7.

Gli organi competenti nel territorio di uno Stato acquirente autorizzeranno il trasferimento dei titoli jugoslavi che si trovano nel loro territorio ed appartengono a persone contemplate in questo Accordo (art. 5, comma 2) residenti nel territorio di un altro Stato acquirente.

Artikel 8.

Dingliche Sicherheiten für Finanzschulden auf Vermögensgegenstände, die einem der Erwerberstaaten zugefallen sind, erlöschen.

Articolo 8.

Le garanzie reali per debiti finanziari su beni patrimoniali che sono stati assegnati ad uno degli Stati acquirenti, si estinguono.

Artikel 9.

Soweit der Wert der abgelieferten Schuldverschreibungen und der sonst in Frage kommenden Beträge hinter dem im Artikel 5 vorgesehenen Anteil eines Erwerberstaates zurückbleibt, hat der betreffende Erwerberstaat den Unter-

Articolo 9.

Qualora il valore dei titoli rimessi e degli altri importi in questione risulti inferiore alla quota di uno Stato acquirente prevista all'art. 5, questo Stato deve mettere a disposizione la differenza in contanti oppure in proprie obbligazioni

schiedsbetrag in bar oder in eigenen Obligationen seiner Währung in nomineller Höhe der Unterschiedsbetrages zur Verführung zu stellen, wobei die Ausstattung der Obligationen derjenigen entsprechen muss, in der er zur in Betracht kommenden Zeit Staatsschuldverschreibungen mit einer Laufzeit bis zu fünf Jahren im Inlande ausgibt.

Für die Zeit vom 15. April 1941 ab bis zum Beginn des Zinsenlaufes der zu übergebenden Obligationen sind Zinsen in bar zur Verfügung zu stellen.

Soweit der Wert der abgelieferten Schuldverschreibungen und der sonst in Frage kommenden Beträge den im Artikel 5 vorgesehenen Anteil eines Erwerberstaates übersteigt, hat der betreffende Erwerberstaat Anspruch auf Ausgleich des Mehrbetrages, und zwar in Barleistungen und Obligationen des- oder derjenigen Erwerberstaaten, bei denen der Wert der abgelieferten Schuldverschreibungen und der sonstigen in Frage kommenden Beträge hinter dem im Artikel 5 vorgesehenen Anteil zurückbleibt. Sind mehrere Erwerberstaaten ausgleichsberechtigt, so erhalten diese Erwerberstaaten an jedem bereitgestellten Barbetrag und an allen Obligationen denjenigen Anteil, der sich aus dem Verhältnis ihres Anspruchs zu den gesamten Ansprüchen aller ausgleichberechtigten Erwerberstaaten ergibt.

Artikel 10.

Die Stelle, an die die jugoslawischen Schuldverschreibungen abzuliefern sind, hat alle sich aus den vorstehenden Artikeln ergebenden Feststellungen und Abrechnungen

espresse nella sua valuta per il valore nominale della differenza. Le caratteristiche delle obbligazioni devono corrispondere a quelle dei titoli di Stato emessi all'interno in quell'epoca con scadenza fino a cinque anni.

Dal 15 aprile 1941 alla data di decorrenza degli interessi sulle obbligazioni da consegnare, dovranno essere messi a disposizione gli interessi in constanti.

Qualora il valore dei titoli rimessi e degli altri importi in questione superi la quota di uno Stato acquirente prevista all'art. 5, lo Stato interessato ha diritto al rimborso dell'eccedenza, e precisamente in contanti od in obbligazioni di quello o di quegli Stati acquirenti che hanno rimesso titoli od altri importi per un ammotare inferiore alla quota rispettiva prevista all'art. 5. Se più Stati acquirenti hanno diritto a rimborso essi riceveranno su ogni importo in contanti e su tutte le obbligazioni quella quota che risulta dal rapporto fra il loro diritto e l'insieme dei diritti di tutti gli Stati acquirenti aventi diritto a rimborso.

Articolo 10.

L'Ufficio al quale devono essere rimessi i titoli di debito jugoslavo deve provvedere a tutti gli accertamenti e conteggi previsti agli articoli precedenti ed eseguire i con-

vorzunehmen und den erforderlichen Ausgleich durchzuführen. Sie hat die ihr abgelieferten jugoslawischen Schuldverschreibungen unter Kontrolle der Erwerberstaaten zu vernichten.

### B. Andere finanzielle Verpflichtungen.

#### Artikel 11.

Die Art und Weise der Regelung der vor dem 15. April 1941 entstandenen, unter A nicht behandelten und nicht anderweitig geregelten finanziellen Verpflichtungen des ehemaligen jugoslawischen Staates und seiner Banschaften — einschliesslich ihrer Betriebe, Anstalten und Fonds mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit und der von ihnen verwalteten öffentlichen Fonds — bleibt demjenigen Erwerberstaat überlassen, in dessen Gebiet der Gläubiger am Tage der Unterzeichnung dieses Abkommens seinen Wohnsitz oder Sitz hat. Diejenigen Erwerberstaaten, in deren Gebiet der Gläubiger am Tage der Unterzeichnung dieses Abkommens seinen Wohnsitz oder Sitz nicht hat, werden von der Regelung der erwähnten Verpflichtungen freigestellt.

Soweit es sich um Verpflichtungen aus Einlösungsrenten für verstaatlichte Eisenbahnen und um dinglich gesicherte Verpflichtungen handelt, übernimmt jedoch derjenige Erwerberstaat die Regelung, auf dessen Gebiet die in Betracht kommende Eisenbahnstrecke oder das belastete Grundstück gelegen ist. Der Erwerberstaat wird bei dieser Regelung den dinglichen Rechten des Gläubigers in vollem Umfang Rechnung tragen. Wenn die neuen Grenzen solche Eisenbahnstrecken und

guagli necessari. Esso deve distruggere sotto il controllo degli Stati acquirenti i titoli di debito jugoslavo rimessigli.

### B. Altri obblighi finanziari.

#### Articolo 11.

Le modalità della sistemazione degli obblighi finanziari dell'ex-Stato jugoslavo e dei suoi Banati (ivi compresi le loro aziende, istituti, fondi con o senza personalità giuridica propria ed i fondi pubblici da essi amministrati) sorti prima del 15 aprile 1941, che non sono stati contemplati alla lettera A) del presente Accordo e che non sono altrimenti regolati, sono riservati a quello Stato acquirente nel cui territorio il creditore ha il suo domicilio o la sua sede alla data della firma del presente Accordo. Gli Stati acquirenti, nel cui territorio il creditore non ha alla data della firma del presente Accordo il suo domicilio o la sua sede, sono esonerati dal regolamento degli obblighi suddetti.

Trattandosi però di impegni derivanti da rate di riscatto per ferrovie statizzate o da obbligazioni con garanzie reali, la sistemazione incombe a quello Stato acquirente nel cui territorio è situata la relativa ferrovia o l'immobile ipotecato. Lo Stato acquirente terrà in questa sistemazione pieno conto dei diritti spettanti al creditore in base ad obbligazioni con garanzie reali. Se tali ferrovie o tali immobili, oggetto di garanzie reali, vengono frazionati in seguito alla delimitazione dei nuovi

die Objekte, auf denen dingliche Sicherungen ruhen, durchschneiden, findet unter den beteiligten Erwerberstaaten eine billige Aufteilung statt.

Soweit es sich um Schadenersatzverpflichtungen aus dem Titel der jugoslawischen Agrarreform oder aus im Zusammenhang mit dieser Agrarreform durchgeführten anderweitigen Enteignungen von Grundbesitz handelt, übernimmt die Regelung derjenige Erwerberstaat in dessen Gebiet der enteignete Grundbesitz liegt. Über die Durchführung dieser Bestimmung werden die beteiligten Erwerberstaaten untereinander Sonderregelungen treffen.

Bei Verpflichtungen, bei denen der Gläubiger seit dem 15. April 1941 gewechselt hat, ist der Wohnsitz oder Sitz desjenigen massgebend, dem die Forderungen an diesem Tage zustanden.

confini, si procederà ad una ripartizione tra gli Stati acquirenti interessati.

Trattandosi di indennizzi derivanti dalla riforma agraria jugoslava o comunque da espropriazioni di beni immobili, eseguite in connessione con detta riforma agraria, la sistemazione incombe allo Stato acquirente nel cui territorio è situato l'immobile espropriato. Gli Stati acquirenti interessati regoleranno con accordi speciali l'esecuzione di questa disposizione.

Per gli obblighi dei quali è cambiato il creditore dopo il 15 aprile 1941 è determinante il domicilio o la sede della persona alla quale spettavano i crediti in detto giorno.

## Artikel 12.

Ansprüche auf Rückvergütung und Erstattungen von Steuern, Zöllen und anderen Abgaben, die bei den zuständigen Behörden ausserhalb des Gebietes eines Erwerberstaates zum Soll gestellt wurden oder zu stellen waren, können diesem Erwerberstaat gegenüber nicht geltend gemacht werden.

Sind die Amtsbezirke der früher zuständigen Behörden durch die Grenzziehung durchschnitten worden, so erfolgt die Aufteilung der im Absatz 1 behandelten Verpflichtungen unter den beteiligten Erwerberstaaten unter der Annahme einer gemäss dem bisherigen Recht zuständigen Behörde für den durch die Grenzziehung abgetrennten Teil des bisherigen Amtsbezirkes.

## Articolo 12.

I diritti a rimborso od a restituzione di imposte, dazi od altri tributi che fossero stati messi a ruolo o avrebbero dovuto essere messi a ruolo presso gli uffici competenti fuori del territorio di uno Stato acquirente, non possono essere fatti valere nei confronti di questo Stato.

Se le circoscrizioni degli uffici già competenti sono state frazionate dalla delimitazione dei confini, la ripartizione degli obblighi contemplati al comma 1 fra gli Stati acquirenti interessati sarà fatta ammettendo l'esistenza, secondo il diritto anteriormente in vigore, di un ufficio competente per quella parte della circoscrizione preesistente che è stata staccata dal nuovo confine.

Artikel 13.

Depositen, die zur Sicherstellung eines Rechts des ehemaligen jugoslawischen Staates oder der Banschaften — einschliesslich ihrer Betriebe, Anstalten und Fonds mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit und der von ihnen verwalteten öffentlichen Fonds — dienten, sind einem Erwerberstaat auszufolgen, wenn das Recht auf diesen Erwerberstaat übergegangen ist. Andere Depositen sind an denjenigen Erwerberstaat auszufolgen, dessen Behörden in der fraglichen Angelegenheit zuständig sind.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden Privatrechte dritter Personen an den Depositen nicht berührt.

Verpflichtungen hinsichtlich bar erlegter, nicht gesondert aufbewahrter Depositen gelten als Verpflichtungen im Sinne des Artikels 11.

Artikel 14.

Als freiwilliger Beitrag zur Regelung der Garantieverpflichtungen des ehemaligen jugoslawischen Staates gilt folgendes:

Jeder Erwerberstaat wird die in der Anlage 4*) aufgeführten Garantieverpflichtungen, soweit sie sein Gebiet betreffen, erfüllen, aber nur gegenüber Vertragspersonen; die mit den Garantien verbundenen Berechtigungen erwirbt der erfüllende Erwerberstaat.

Dabei ist entscheidend, bei den sachlich gebundenen Garantien, ob und in welchem Umfang das Objekt, auf welches sich die Garantie bezieht, sich auf dem Gebiet dieses

*) Non reproduite.

Articolo 12.

I depositi che servivano a garantire un diritto dell'ex-Stato jugoslavo o dei Banati (ivi compresi le loro aziende, fondi ed istituti con o senza personalità giuridica propria ed i fondi pubblici da essi amministrati), devono essere consegnati allo Stato acquirente, al quale è assegnato il rispettivo diritto. Gli altri depositi devono essere consegnati allo Stato acquirente le cui Autorità sono competenti per la questione di cui si tratta.

Con le precedenti disposizioni non vengono pregiudicati i diritti privati di terzi sui predetti depositi.

Gli obblighi concernenti depositi in contanti non custoditi a parte sono considerati obblighi ai sensi dell'articolo 11.

Articolo 14.

A titolo di contributo volontario al regolamento degli obblighi di garanzia dell'ex-Stato jugoslavo, è convenuto quanto segue:

Ogni Stato acquirente soddisferà gli obblighi di garanzia elencati nell'allegato 4,*) in quanto si riferiscano al proprio territorio, ma soltanto verso le persone contemplate in quest'Accordo; lo Stato acquirente che soddisfa tali obblighi di garanzia, acquista i diritti ad essi collegati.

A tali effetti, per le garanzie reali è decisivo se ed in quale misura l'oggetto, cui la garanzia si riferisce, si trova nel territorio di questo Stato acquirente, per le garanzie

Erwerberstaates befindet, bei rein persönlichen Garantien des Sitz des Schuldners, zu dessen Gunsten die Garantie geleistet wurde.

Ist der Schuldner eine juristische Person und findet eine Aufteilung seines Vermögens zufolge der neuen Grenzen statt, so ist die Garantieverpflichtung unter den beteiligten Erwerberstaaten nach Billigkeit aufzuteilen.

### Abschnitt III.

### Schlussbestimmungen.

#### Artikel 15.

Über das Vermögen und die Schulden von Gemeinden, Gemeindeverbänden und sonstigen Körperschaften des öffentlichen Rechts, deren Gebiet durch die Grenzziehung durchschnitten wurde, mit Ausnahme der Banschaften, wird eine Auseinandersetzung unter den beteiligten Erwerberstaaten nach Grundsätzen der Billigkeit herbeigeführt werden.

#### Artikel 16.

Hinsichtlich der ehemaligen jugoslawischen Nationalbank findet eine Auseinandersetzung unter den Erwerberstaaten statt; das Verfahren ist in einem besonderen Protokoll festgelegt worden.

#### Artikel 17.

Hinsichtlich der Staatshypothekenbank, der Privilegierten Agrarbank und der Postsparkasse sowie der unter der Verwaltung dieser Institute stehenden öffentlichen Fonds findet eine Auseinandersetzung unter den Erwerberstaaten statt.

Die Erwerberstaaten werden den etwaigen Ausfall decken, der sich

puramente personali, la sede del debitore a favore del quale è stata prestata la garanzia.

Se il debitore è una persona giuridica e se in conseguenza dei nuovi confini il suo patrimonio è stato frazionato, l'obbligo di garanzia sarà ripartito tra gli Stati acquirenti interessati, secondo equità.

### Parte terza.

### *Disposizioni finali.*

#### Articolo 15.

Per i beni ed i debiti di Comuni, consorzi di Comuni ed altri enti di diritto pubblico (fatta eccezione per i Banati) frazionati in seguito alla delimitazione dei confini, si procederà tra gli Stati acquirenti interessati ad un regolamento secondo principe di equità.

#### Articolo 16.

Per quanto riguarda l'ex-Banca Nazionale jugoslava, si procederà tra gli Stati acquirenti ad una sistemazione la cui procedura è fissata in un protocollo particolare.

#### Articolo 17.

In quanto concerne la Banca Ipotecaria di Stato, la Banca Privilegiata Agraria e la Cassa di Risparmio Postale, nonchè i fondi pubblici amministrati da questi istituti, ha luogo una separata sistemazione fra gli Stati acquirenti.

Gli Stati acquirenti copriranno l'eventuale deficit che potesse risul-

bei der Auseinandersetzung hinsichtlich der erwähnten drei Kreditinstitute, für deren Verbindlichkeit der ehemalige jugoslawische Staat haftete, ergeben kann.

Die Regelung der Verbindlichkeiten, für welche diese Haftung bestand, gilt gegenüber Vertragspersonen im Sinne des Artikels 5, Absatz 2.

Nach Abschluss der Auseinandersetzung werden die etwaigen den einzelnen Erwerberstaaten zur Deckung des Ausfalls auferlegten Zahlungsverpflichtungen aus alle Erwerberstaaten nach dem allgemeinen Aufteilungsschlüssel für die Regelung der früheren jugoslawischen Staatsschulden umgelegt und im Wege der Zahlung über die normalen Clearingkonten beglichen, wobei der Gläubigerstaat für sofortige Auszahlung Sorge tragen wird.

Artikel 18.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden insoweit Anwendung, als keine besonderen Regelungen vereinbart worden sind oder vereinbart werden.

Artikel 19.

Falls eine Einzelfrage, die im Zusammenhang mit der vermögensrechtlichen Auseinandersetzung des ehemaligen jugoslawischen Staates entstanden ist oder noch entstehen wird, von einem Erwerberstaat aufgeworfen wird, ist der jeweils beteiligte Erwerberstaat bereit, in Verhandlungen einzutreten, um eine Lösung im Geiste der Billigkeit herbeizuführen.

Artikel 20.

Die Erwerberstaaten werden sich bei der Durchführung der Bestim-

tare dalla liquidazione dei tre suddetti istituti per quanto concerne gli impegni che erano garantiti dall'ex-Stato jugoslavo.

Il regolamento degli impegni, per i quali esisteva tale garanzia, si applica nei riguardi di persone contemplate in questo Accordo ai sensi dell'art. 5, comma 2.

A sistemazione avvenuta, gli eventuali oneri messi a carico degli Stati acquirenti per coprire il disavanzo, saranno ripartiti tra tutti gli Stati acquirenti in base alla chiave generale di ripartizione per il regolamento del debito pubblico dell'ex-Stato jugoslavo e saldati mediante versamento nei rispettivi conti normali di compensazione, rimanendo inteso che lo Stato creditore provvederà prontamente al pagamento.

Articolo 18.

Le disposizioni del presente Accordo sono applicabili in quanto non siano intervenuti o non interverranno accordi speciali.

Articolo 19.

Ove qualche questione particolare che sia sorta o possa sorgere in dipendenza della sistemazione patrimoniale dell'ex-Stato jugoslavo venga sollevata da uno degli Stati acquirenti, lo Stato acquirente interessato nel caso si dichiarerà disposto ad accedere a trattative in vista di una soluzione ispirata ad equità.

Articolo 20.

Gli Stati acquirenti si presteranno reciproca assistenza nella ese-

mungen dieses Abkommens gegenseitig behilflich sein.

Artikel 21.

Dieses Abkommen soll sobald als möglich ratifiziert werden und tritt in Kraft, sobald sämtliche Ratifikationsurkunden im Auswärtigen Amt in Berlin niedergelegt worden sind.

Die Erwerberstaaten sind darüber einig, die Bestimmungen dieses Abkommens vom Tage der Unterzeichnung ab vorläufig anzuwenden.

Artikel 22.

Das Abkommen wird in einer Urschrift, die in dem Archiv des Auswärtigen Amts in Berlin niedergelegt werden wird, in deutscher und italienischer Sprache mit der Massgabe unterzeichnet, dass beide Wortlaute gleiche Geltung haben. Die Deutsche Regierung wird jeder der anderen beteiligten Regierungen einen beglaubigten Abdruck des Abkommens zugehen lassen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in Berlin am 22. Juli 1942.

cuzione delle disposizioni del presente Accordo.

Articolo 21.

Questo Accordo sarà ratificato al più presto possibile ed entrerà in vigore non appena saranno stati depositati al Ministero degli Affari Esteri a Berlino tutti gli strumenti di ratifica.

Gli Stati acquirenti convengono di applicare provvisoriamente le disposizioni del presente Accordo dal giorno della firma.

Articolo 22.

L'Accordo viene redatto in un solo originale che sarà depositato negli archivi del Ministero degli Affari Esteri in Berlino. Esso viene redatto in lingua tedesca ed in lingua italiana, con l'intesa che ambedue i testi hanno lo stesso valore. Il Governo Germanico farà rimettere ad ognuno degli altri Governi interessati una copia autentica dell'Accordo.

In fede di ciò i Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo.

Fatto in Berlino, il 22 luglio 1942—XX.

Für die Deutsche Regierung: Per il Governo Germanico:
*Wilhelm Fabricius.*

Für die Italienische Regierung: Per il Governo Italiano:
*Pasquale Diana.*

Für die Bulgarische Regierung: Per il Governo Bulgaro:
*K. Watschoff.*

Für die Kroatische Regierung: Per il Governo Croato:
*Dr. M. Straznicky.*

Für die Ungarische Regierung: Per il Governo Ungherese:
*Dr. P. Sebestyen.*

Zeichnungsprotokoll.

Im Augenblick der Unterzeichnung des Abkommens über die vermögensrechtliche Auseinandersetzung des ehemaligen jugoslawischen Staates erklären die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der Erwerberstaaten, dass sie über folgendes einig sind:

Für die Anwendung dieses Abkommens ist Gebiet des Deutschen Reiches auch das Protektorat Böhmen und Mähren, Elsass, Lothringen und Luxemburg.

Berlin, den 22. Juli 1942.

Protocollo di firma.

Al momento della firma dell'Accordo sulla sistemazione patrimoniale dell'ex-Stato jugoslavo i sottoscritti Plenipotenziari dei Governi degli Stati acquirenti dichiarano d'essere d'accordo su quanto segue:

Ai fini dell'applicazione di quest'Accordo è considerato territorio del Reich germanico anche il Protettorato di Boemia e Moravia, l'Alsazia, la Lorena ed il Lussemburgo.

Berlino, il 22 luglio 1942—XX.

Für die Deutsche Regierung: Per il Governo Germanico:
*Wilhelm Fabricius.*

Für die Italienische Regierung: Per il Governo Italiano:
*Pasquale Diana.*

Für die Bulgarische Regierung: Per il Governo Bulgaro:
*K. Watschoff.*

Für die Kroatische Regierung: Per il Governo Croato:
*Dr. M. Straznicky.*

Für die Ungarische Regierung: Per il Governo Ungherese:
*Dr. P. Sebestyen.*

# 97.

# ALLEMAGNE, SLOVAQUIE.

## Convention portant règlement des assurances sociales en raison de l'incorporation de territoires ci-devant tchécoslovaques dans la République slovaque; signée à Berlin, le 13 avril 1940,*) suivie d'un Accord additionnel signé à Berlin, le 6 décembre 1940.**)

*Reichsgesetzblatt 1943. II, No. 25.*

---

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik über die Auseinandersetzung auf dem Gebiet der Sozialversicherung aus Anlass der Eingliederung von ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten in die Slowakische Republik.

Die Deutsche Regierung, vertreten durch den Gesandten im Auswärtigen Amt,

Herrn Dr. Ernst Eisenlohr,

und den Ministerialdirektor im Reichsarbeitsministerium, Herrn Dr. Hans Engel, einerseits

und die Regierung der Slowakischen Republik, vertreten durch

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

Herrn Dr. Stefan Polyak, andererseits

haben über die Auseinandersetzung auf dem Gebiet der Sozialversicherung aus Anlass der Eingliederung von ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten in die Slowakische Republik folgendes Abkommen geschlossen:

### Abschnitt I.

*Allgemeine Bestimmungen.*

#### Artikel 1.

Dieses Abkommen bezieht sich auf folgende Zweige der ehemaligen tschecho-slowakischen Sozialversicherung, deren Träger ihren Sitz in den dem Deutschen Reich eingegliederten Gebieten oder im Protektorat Böhmen und Mähren haben:

1. Krankenversicherung

a) der Privatangestellten in höheren Diensten,
b) der öffentlichen Angestellten,
c) der Eisenbahn- und Postbediensteten,
d) der Priester;

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 11 mai 1943.

**) En langues allemande et slovaque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

2. Invaliditäts- und Altersversicherung

a) der Arbeiter,
b) der Bergarbeiter,
c) der Privatangestellten in höheren Diensten einschliesslich der Angestellten der dem öffentlichen Verkehr dienenden Privatbahnen.

Artikel 2.

(1) Als dem Deutschen Reich eingegliederte Gebiete im Sinne dieses Abkommens gelten die sudetendeutschen Gebiete und die an die ehemalige Republik Polen abgetretenen, inzwischen in die Provinz Schlesien eingegliederten Gebiete der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik.

(2) Als der Slowakischen Republik eingegliederte Gebiete im Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet der Slowakischen Republik mit Ausnahme der an die ehemalige Republik Polen vor dem Stichtag angefallenen Gebiete.

(3) Als dem Königreich Ungarn eingegliederte Gebiete im Sinne dieses Abkommens gelten sämtliche von der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik dem Königreich Ungarn angefallenen Gebiete.

Artikel 3.

(1) Stichtag für den Übergang der ehemaligen tschecho-slowakischen Sozialversicherung in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten auf die slowakische Sozialversicherung und für den Finanzausgleich ist der 1. Oktober 1938.

(2) Beiträge und sonstige Einnahmen, die bei einem nach diesem Abkommen nicht zuständigen Versicherungsträger eingegangen sind, sind an den zuständigen Versicherungsträger ohne Zinsen unverzüglich abzuführen.

(3) Leistungen und sonstige Ausgaben, die ein nach diesem Abkommen nicht zuständiger Versicherungsträger verauslagt hat, sind von dem zuständigen Versicherungsträger in Höhe der tatsächlichen Auslagen ohne Zinsen unverzüglich zu erstatten.

(4) Die Erstattung der im Abs. 2, 3 genannten Einnahmen und Ausgaben kann durch einen Pauschbetrag abgelöst werden, der zwischen den Versicherungsträgern zu vereinbaren ist.

Artikel 4.

(1) Als Wohnort (Wohnen) im Sinne dieses Abkommens gilt der Ort, an dem der Versicherte oder der Berechtigte sich in der Absicht niedergelassen hat, sich dort dauernd aufzuhalten. Hat er mehr als einen Wohnort, so ist der Ort massgebend, den er als seinen Wohnort bezeichnet. Sind an die Verlegung des Wohnorts Rechtswirkungen geknüpft, so ist bei mehrfacher Verlegung des Wohnorts die letzte massgebend.

(2) Als versicherungspflichtige Beschäftigung im Sinne dieses Abkommens gilt ein der Versicherungspflicht unterliegendes Beschäftigungsverhältnis. Eine versicherungspflichtige Beschäftigung in den der

Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten zuletzt vor einem bestimmten Zeitpunkt im Sinne des Artikels 7 ist nur dann gegeben, wenn der Versicherte vor diesem Zeitpunkt zuletzt in diesen Gebieten versichert war und nicht ausserhalb dieser Gebiete in ein anderes versicherungspflichtiges Beschäftigungsverhältnis eingetreten ist.

Abschnitt II.

*Übergang von Leistungen und Berücksichtigung von Versicherungszeiten (Anwartschaften) der Rentenversicherung.*

Artikel 5.

(1) Die für einen Berechtigten, der bei einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger versichert war, festgestellten Leistungen aus Versicherungsfällen vor dem Stichtag werden von den slowakischen Versicherungsträgern übernommen, wenn der Berechtigte

1. am 1. Januar 1940 in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten gewohnt hat oder
2. am Stichtag in diesen Gebieten gewohnt und bis sum 31. Dezember 1939 seinen Wohnort in das übrige Gebiet der Slowakischen Republik verlegt hat oder
3. am 1. Januar 1940 ausserhalb der dem Deutschen Reich, der Slowakischen Republik oder dem Königreich Ungarn eingegliederten Gebiete gewohnt und an diesem Tage die slowakische Staatsangehörigkeit besessen hat.

(2) Die von Trägern der Reichsversicherung festgestellten Leistungen aus Versicherungsfällen vor dem Stichtag werden von den slowakischen Versicherungsträgern übernommen, wenn der Berechtigte am Stichtag in den dem Deutschen Reich eingegliederten Gebieten gewohnt und bis zum 31. Dezember 1939 seinen Wohnort in die Slowakische Republik verlegt hat, jedoch nur, soweit die Leistungen auf Versicherungszeiten beruhen, die bei ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgern zurückgelegt worden sind. Als von einem Träger der Reichsversicherung festgestellte Leistungen gelten sämtliche Leistungen, die ein Träger der Reichsversicherung zu gewähren hat.

(3) Die von slowakischen Versicherungsträgern festgestellten Leistungen aus Versicherungsfällen vor dem Stichtag werden übernommen:

a) von den Trägern der Reichsversicherung, wenn der Berechtigte am Stichtag in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten gewohnt und bis zum 31. Dezember 1939 seinen Wohnort in das Deutsche Reich ohne das Protektorat Böhmen und Mähren) verlegt hat,

b) von den Versicherungsträgern im Protektorat Böhmen und Mähren , wenn der Berechtigte am Stichtag in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten gewohnt und bis zum 31. Dezember 1939 seinen Wohnort in das Protektorat Böhmen und Mähren verlegt hat,

jedoch in den Fällen a) und b) nur, soweit die Leistungen auf Versicherungszeiten beruhen, die bei ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgern zurückgelegt worden sind.

Artikel 6.

Die nach Artikel 5 zu übernehmenden Leistungen sind von Beginn der Rentenzahlung, jedoch frühestens vom Stichtag an zu übernehmen.

Artikel 7.

(1) Bei der Feststellung von Leistungen aus Versicherungsfällen nach dem 30. September 1938 haben die slowakischen Versicherungsträger die bei ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgern zurückgelegten Versicherungszeiten (Anwartschaften) zu berücksichtigen, wenn der Versicherte

1. am 1. Januar 1940 oder zuletzt vorher in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten versicherungspflichtig beschäftigt war und zu diesem Zeitpunkt im Gebiet der Slowakischen Republik gewohnt hat oder
2. in der Zeit zwischen dem Stichtag und dem 31. Dezember 1939 als Grenzgänger in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten versicherungspflichtig beschäftigt war und am 1. Januar 1940 in den dem Deutschen Reich oder dem Königreich Ungarn eingegliederten Gebieten oder im Protektorat Böhmen und Mähren gewohnt hat oder
3. am Stichtag oder zuletzt vorher in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten versicherungspflichtig beschäftigt war und bis zum 31. Dezember 1939 seine Beschäftigung in das übrige Gebiet der Slowakischen Republik verlegt hat oder
4. am 1. Januar 1940 in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten gewohnt hat, ohne versicherungspflichtig beschäftigt gewesen zu sein oder
5. am 1. Januar 1940 ausserhalb der dem Deutschen Reich, der Slowakischen Republik oder dem Königreich Ungarn eingegliederten Gebiete und ausserhalb des Protektorats Böhmen und Mähren gewohnt hat, zuletzt vor dem Stichtag in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten versicherungspflichtig beschäftigt war und slowakischer Staatsangehöriger ist oder
6. am 1. Januar 1940 als freiwillig Versicherter (Anerkennungsgebührenzahler) in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten gewohnt hat.

(2) Abs. 1 gilt entsprechend für die Versicherungszeiten (Anwartschaften), die in den dem Deutschen Reich und dem Königreich Ungarn eingegliederten Gebieten in der Zeit vom Stichtag bis zum 31. Dezember 1939 zurückgelegt worden sind.

Artikel 8.

Soweit nach den Artikeln 5, 7 die slowakischen Versicherungsträger keine Leistungen zu übernehmen oder keine Versicherungszeiten (Anwartschaften) zu berücksichtigen haben, verbleibt es bei der Zuständigkeit der Versicherungsträger im Protektorat Böhmen und Mähren, es sei denn, dass die Zuständigkeit nach diesem Abkommen oder nach dem Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Protektorat Böhmen und Mähren oder dem Königreich Ungarn auf Träger der Reichsversicherung oder ungarische Versicherungsträger übergeht.

Artikel 9.

Die Gewährung der nach diesem Abkommen von bestimmten Versicherungsträgern zu übernehmenden Leistungen und die von ihnen zu berücksichtigenden Versicherungszeiten richten sich nach dem Recht des zuständigen Versicherungsträgers.

Abschnitt III.

*Finanzausgleich.*

Artikel 10.

(1) Aus Anlass des Übergangs von Versicherten und Berechtigten ehemaliger tschecho-slowakischer Versicherungsträger, die ihren Sitz im Protektorat Böhmen und Mähren haben, auf slowakische Versicherungsträger findet ein Finanzausgleich statt. Der Finanzausgleich besteht bei den Versicherungsträgern, deren Bereich durch die Eingliederung von ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten in die Slowakische Republik geteilt worden ist, in einer verhältnismässigen Teilung des für den 30. September 1938 ermittelten Vermögens der Versicherungsträger im Protektorat Böhmen und Mähren nach Massgabe der Artikel 11 bis 13. Ein Finanzausgleich unterbleibt bei Versicherungsträgern, deren Bereich nicht geteilt worden ist; das gleiche gilt, wenn der Bereich eines Trägers der Krankenversicherung zwar geteilt worden ist, der Versicherungsträger aber weniger als eins vom Hundert seines Versichertenbestandes infolge der neuen Grenzziehung abgegeben hat.

(2) Die für den 30. September 1938 ermittelten Reinvermögen einschliesslich der Fonds und Zweckvermögen der Verbände der ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger werden nach einem durch Vermittlung des Reichsarbeitsministers zwischen dem Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung und dem slowakischen Innenminister zu vereinbarenden Schlüssel geteilt.

Artikel 11.

(1) Das Reinvermögen einschliesslich der Fonds und Zweckvermögen der Träger der Krankenversicherung wird nach Massgabe der für den 30. Juni 1938 ermittelten Anzahl der Versicherten geteilt.

(2) Bei den Trägern der Krankenversicherung der öffentlichen Angestellten, der Postbediensteten und der Eisenbahnbediensteten werden zur

Ermittlung der Anzahl der Versicherten nach Abs. 1 Versicherte, die ihren Wohnort in der Zeit vom 1. Juli 1938 bis 31 Dezember 1939 innerhalb des Gebietes der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik verlegt haben, dem im Gebiet des neuen Wohnortes zuständigen Versicherungsträger zugerechnet.

(3) Zum Vermögen der Krankenversicherungsanstalt der ehemaligen tschecho-slowakischen Staatsbahnen gehört auch das Vermögen, das nach § 26 Satz 1 der Regierungsverordnung vom 30. Juni 1937 (Sammlung der Gesetze und Verordnungen Nr. 163) für Zwecke der Krankenversicherung bestimmt war.

(4) Als Reinvermögen der Krankenversicherungsanstalt der Privatbeamten und Angestellten in Prag und der Ersten Prager Krankenversicherungsanstalt der Handels- und Privatangestellten in Prag im Sinne des Abs. 1 ist der Zuwachs des Reinvermögens dieser Versicherungsträger in der Zeit vom 1. August 1930 bis 30. September 1938 anzusehen.

Artikel 12.

Die Träger der slowakischen Sozialversicherung erhalten — unbeschadet des Artikels 10 Abs. 2 und des Artikels 11 — aus dem Vermögen der

a) Zentralsozialversicherungsanstalt in Prag einen Betrag von sechshundertzweiundneunzig Millionen tschechischen Kronen,
b) Allgemeinen Pensionsanstalt in Prag einen Betrag von dreihundertzweiundneunzig Millionen tschechischen Kronen,
c) Zentralbruderlade in Prag einen Betrag von sechzehn Millionen tschechischen Kronen.

Artikel 13.

(1) Die Pensionsanstalt der Privatbeamten in Pressburg (Bratislava) erhält von den ehmaligen tschecho-slowakischen Ersatzinstituten der Pensionsversicherung der Privatangestellten in höheren Diensten und von den Pensionsversicherungsträgern der Angestellten der dem öffentlichen Verkehre dienenden Privatbahnen, die ihren Sitz im Protektorat Böhmen und Mähren haben, einen angemessenen Teil ihres Vermögens. Dies gilt für das Pensionsinstitut der Angestellten der Sozialversicherungsanstalten in Prag, jedoch mit der Massgabe, dass der Vermögensanteil der Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) zufällt.

(2) Die Vermögensteilung ist für jeden der in Abs. 1 genannten Versicherungsträger gesondert vorzunehmen; sie hat sich auf die Pflichtversicherung einschliesslich der statutarischen Mehrversicherung und die Zusatzversicherung zu erstrecken. Das Reinvermögen einschliesslich der Fonds und Zweckvermögen wird nach dem Verhältnis der versicherungsmathematischen Passiven für die Ansprüche der Versicherten und Rentner, die nach Artikel 5, 7 auf slowakische Versicherungsträger übergehen, zur Gesamtsumme der versicherungsmathematischen Passiven geteilt.

Artikel 14.

(1) Die nach diesem Abkommen zu übertragenden Vermögensgegenstände gelten als am Stichtag übergegangen.

(2) Die von den zur Übertragung von Vermögensgegenständen verpflichteten Versicherungsträgern vereinnahmten Kapitalerträgnisse für die Zeit seit dem Stichtag aus den zu übertragenden Vermögensgegenständen sind den empfangsberechtigten Versicherungsträgern bar zu überweisen. Die Ansprüche auf Kapitalerträgnisse, die für die Zeit seit dem Stichtage noch nicht erfüllt worden sind, werden den empfangsberechtigten Versicherungsträgern abgetreten.

(3) Die Übertragung der Vermögensgegenstände muss bis zum 31. Dezember 1940 beendet sein. Soweit die Übertragung nach diesem Tage erfolgt, sind für die Zeit vom 1. Januar 1941 an Zinsen in Höhe von fünf vom Hundert jährlich zu entrichten.

Artikel 15.

(1) Zur Durchführung der Vermögensteilung nach den Artikeln 11 bis 13 werden von den Versicherungsträgern im Protektorat Böhmen und Mähren folgende Vermögensgegenstände auf die slowakischen Versicherungsträger bis zur Höhe des auf sie entfallenden Anteils übertragen:

1. Grundstücke und Gebäude nebst Zubehör in den der Slowakischen Republik eingegliederten Gebieten sowie bewegliche Sachen, die sich am 30. Juni 1938 in diesen Gebieten befunden haben;
2. Forderungen, die durch Hypotheken an Grundstücken (Liegenschaften) in den in Nr. 1 bezeichneten Gebieten gesichert sind;
3. Darlehen an Gemeinden und Bezirke, deren Gebiet ungeteilt in die Slowakische Republik eingegliedert worden ist;
4. sonstige Forderungen gegen Schuldner in den in Nr. 1 bezeichneten Gebieten, soweit es sich nicht um Zweckeinlagen an Geld- und Kreditanstalten in diesen Gebieten handelt, aus denen diese Anstalten Darlehen gewährt haben, die durch Hypotheken auf Grundstücken (Liegenschaften) ausserhalb dieser Gebiete gesichert sind oder deren Schuldner bei nichthypothekarischer Sicherung am 1. Januar 1940 ausserhalb dieser Gebiete gewohnt haben oder ihren Sitz hatten;
5. Zweckeinlagen an Geld- und Kreditanstalten im Protektorat Böhmen und Mähren, soweit diese Anstalten daraus Darlehen gewährt haben, die durch Hypotheken auf Grundstücken (Liegenschaften) in den in Nr. 1 bezeichneten Gebieten gesichert sind oder deren Schuldner bei nichthypothekarischer Sicherung am 1. Januar 1940 in diesen Gebieten gewohnt haben oder ihren Sitz hatten;
6. Schuldverschreibungen und Pfandbriefe, die von Gemeinden, Bezirken, Ländern, Geld- und Kreditanstalten und sonstigen Einrichtungen in den in Nr. 1 bezeichneten Gebieten ausgegeben sind.

(2) Soweit die nach Abs. 1 auf die slowakischen Versicherungsträger übergehenden Vermögenswerte nicht ausreichen, um den nach diesem Abkommen vorgesehenen Finanzausgleich zu erfüllen, ist auf die übrigen Vermögensgegenstände nach Massgabe einer besonderen Vereinbarung zurückzugreifen. Diese Vereinbarung wird durch Vermittlung des Reichsarbeitsministers zwischen dem Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung und dem slowakischen Innenminister getroffen. In dieser Vereinbarung können auch Vermögensgegenstände von der Übertragung nach Abs. 1 ausgenommn werden.

(3) Die Vermögensteilung soll tunlichst im Wege einer Verrechnung erfolgen.

Artikel 16.

(1) Die Durchführung des Finanzausgleichs wird übertragen
für die Sozialversicherung im Protektorat Böhmen und Mähren
dem Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung,
für die slowakische Sozialversicherung
dem Slowakischen Innenminister.

(2) Die im Abs. 1 genannten Stellen können ihre Befugnisse auf die der Art nach zuständigen Versicherungsträger übertragen; in diesem Falle haben sie einander von der Übertragung Kenntnis zu geben.

Artikel 17.

(1) Die Versicherungsträger im Protektorat Böhmen und Mähren sind — unbeschadet des Abs. 2 — von der Verpflichtung zur Zahlung der bis zum Stichtag fällig gewesenen Überweisungsbeträge für die bei ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgern zurückgelegten Versicherungszeiten (Anwartschaften) befreit, wenn diese Zeiten nach Artikel 7 von einem slowakischen Versicherungsträger zu berücksichtigen sind.

(2) Die Regelung der Zahlung der Überweisungsbeträge, die von ehemaligen tschecho-slowakischen Ersatzinstituten der Pensionsversicherung der Privatangestellten in höheren Diensten und von den Pensionsversicherungsträgern der Angestellten der dem öffentlichen Verkehre dienenden Privatbahnen geschuldet werden, wird bei der Berechnung der versicherungsmathematischen Passiven nach Artikel 13 Abs. 2 berücksichtigt.

(3) Die Dienstgeber, deren Bedienstete nach dem bis zum Stichtag geltenden Recht von der Versicherungspflicht ausgenommen waren, sind zur Zahlung der bis zum Stichtag fällig gewesenen Überweisungsbeträge an die Versicherungsträger nach Massgabe eines durch Vermittlung des Reichsarbeitsministers zwischen dem Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung und dem Slowakischen Innenminister zu vereinbarenden Zusatzabkommens verpflichtet.

Artikel 18.

(1) Bedienstete der ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger, die neben oder an Stelle von Ausprüchen aus der Sozialversiche-

rung am 1. April 1940 Ansprüche auf den Bezug von Versorgungsgenüssen haben, erhalten die entsprechenden Beträge von ihrem letzten Dienstgeber, es sei denn, dass sie vor dem Stichtag auf Grund eines Disziplinarverfahrens entlassen worden sind. Der letzte Dienstgeber kann den Versorgungsanspruch dadurch ablösen, dass er das ihm entsprechende Deckungskapital an den im Abs. 3 genannten Versicherungsträger überführt. Die Ablösung bedarf der Zustimmung des Ministers für soziale und Gesundheitsverwaltung in Prag und des Slowakischen Innenministers.

(2) Die Allgemeine Pensionsanstalt in Prag ist verpflichtet, für ihre Bediensteten, die in den Dienst eines slowakischen Versicherungsträgers übergetreten sind, den Teil ihres gesamten Pensionsfonds, der dem Anteil der Prämienreserve dieser Bediensteten an der gesamten Prämienreserve entspricht, zu überführen.

(3) Die nach Abs. 1, 2 zu überführenden Beträge sind dem Träger der Angestelltenversicherung, der für den neuen Wohnort des Bediensteten zuständig ist, zur treuhänderischen Verwaltung zu übertragen. Die Verwendung dieser Beträge regelt der vertragschliessende Teil, dessen Versicherungsträger die Beträge erhält, für das Gebiet des Protektorats Böhmen und Mähren der Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung.

(4) Für die ehemaligen Bediensteten der Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) — ehemalige Landesstelle für Arbeiterversicherung —, die dem Pensionsnormale dieser Anstalt unterlagen und die in die Dienste der Versicherungsträger im Protektorat Böhmen und Mähren übergetreten sind, erhält das Pensionsinstitut der Angestellten der Sozialversicherungsanstalten in Prag die Überweisungsbeträge, die nach der Satzung dieser Anstalt zu gewähren sind; die Überweisungsbeträge werden in demselben Verhältnis gekürzt, zu dem die versicherungsmathematischen Passiven dieser Anstalt am Stichtag durch das Vermögen nicht gedeckt sind.

## Abschnitt IV.

## *Durchführung des Abkommens.*

### Artikel 19.

(1) Zur Durchführung dieses Abkommens gewähren die beiderseitigen Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung einander kostenlose Verwaltungs- oder Rechtshilfe in demselben Umfange, als ob es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelt.

(2) Akten und sonstige Unterlagen, die für die Durchführung dieses Abkommens und Weiterführung der Sozialversicherung notwendig sind, werden nach näherer Vereinbarung zwischen den beteiligten Versicherungsträgern ausgetauscht.

### Artikel 20.

(1) Die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung verkehren bei der Durchführung dieses Abkommens miteinander und mit den Versicherten unmittelbar. Sie fassen ihre Schreiben in ihrer Amtssprache ab.

(2) Schriftstücke, die der Durchführung dieses Abkommens dienen, dürfen nicht deshalb zurückgewiesen werden, weil sie in der Amtssprache des anderen vertragschliessenden Teiles abgefasst sind.

Artikel 21.

Für Rechts- und Amtshandlungen, die bei der Durchführung dieses Abkommens vorzunehmen sind, werden Steuern, Abgaben, Stempelkosten und andere Gebühren nicht erhoben.

Artikel 22.

Die beiden vertragschliessenden Teile können die Bestimmungen dieses Abkommens ergänzen und ändern.

Artikel 23.

Streitigkeiten, die sich bei der Auslegung und Durchführung dieses Abkommens ergeben, werden durch Vermittlung des Reichsarbeitsministers vom Minister für soziale und Gesundheitsverwaltung und dem Slowakischen Innenminister entschieden.

Artikel 24.

Rechtsmittelfristen und Verfahrensfristen, die am Stichtag liefen, sind bis zum Inkrafttreten dieses Abkommens unterbrochen.

Artikel 25.

Für die vorläufige Anwendung des Vertrages zwischen dem Deutschen Reich und der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik über Sozialversicherung vom 21. März 1931 und des Vertrages zwischen der ehemaligen Republik Österreich und der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik über Sozialversicherung vom 21. September 1931 gilt bis zur Neuregelung der Beziehungen zwischen den Trägern der Reichsversicherung, den Versicherungsträgern im Protektorat Böhmen und Mähren und den slowakischen Versicherungsträgern folgendes:

1. Die Leistungen und Versicherungszeiten (Anwartschaften), die
   a) nach den Artikeln 5, 7 von slowakischen Versicherungsträgern zu übernehmen oder zu berücksichtigen sind und
   b) bei diesen Versicherungsträgern erworben oder zurückgelegt werden,

   gelten im Sinne der Verträge als Leistungen und Versicherungszeiten (Anwartschaften) der ehemaligen tschecho-slowakischen Sozialversicherung.
2. Die Leistungen und Versicherungszeiten (Anwartschaften), die
   a) nach den Artikeln 5, 7 von Versicherungsträgern im Protektorat Böhmen und Mähren oder von Trägern der Reichsversicherung zu übernehmen oder zu berücksichtigen sind,
   b) nach Artikel 8 dei den Versicherungsträgern im Protektorat Böhmen und Mähren verbleiben,

gelten im Sinne der Verträge
im Verhältnis zur slowakischen Sozialversicherung als deutsche Leistungen und Versicherungszeiten (Anwartschaften),
im Verhältnis zur Reichsversicherung als Leistungen und Versicherungszeiten (Anwartschaften) der ehemaligen tschecho-slowakischen Sozialversicherung.

3. Für das Recht auf freiwillige Versicherung stehen die deutschen Versicherungszeiten und die bei einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger zurückgelegten Versicherungszeiten einander gleich; dabei sind die Nr. 1, 2 zu berücksichtigen.

Abschnitt V.

*Schlussbestimmungen.*

Artikel 26.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert, die Urkunden sollen so bald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(3) Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Bestimmungen dieses Abkommens vom Tage der Unterzeichnung an vorläufig angewendet werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen eigenhändig unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und slowakischer Sprache

in Berlin am 13. April 1940.

Für die Deutsche Regierung: *Eisenlohr.*
*Dr. Hans Engel.*

Für die Regierung des Slowakischen Republik:
*Polyak.*

---

Vereinbarung zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik zur Ergänzung des Abkommens vom 13. April 1940 über die Auseinandersetzung auf dem Gebiet der Sozialversicherung aus Anlass der Eingliederung von ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten in die Slowakische Republik.

Die Deutsche Regierung, vertreten durch
den Gesandten im Auswärtigen Amt,
Herrn Dr. Ernst Eisenlohr, und
die Regierung der Slowakischen Republik, vertreten durch
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,
Herrn Dr. Stefan Polyak,

haben auf Grund des Artikels 22 des Abkommens über die Auseinandersetzung auf dem Gebiet der Sozialversicherung aus Anlass der Eingliederung von ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten in die Slowakische Republik vom 13. April 1940 — nachstehend als Abkommen bezeichnet — folgende Vereinbarung getroffen:

### Abschnitt I.

### *Besonderheiten in der Unfallversicherung.*

#### Artikel 1.

#### Übergang von Leistungen.

(1) Die für einen Berechtigten von der Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Böhmen in Prag oder der Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Mähren in Brünn festgestellten Leistungen aus Unfällen vor dem 16. März 1939 werden ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit des Berechtigten von der ersten Fälligkeit nach dem 31. Dezember 1940 an von der Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) übernommen, wenn der Berechtigte am 1. Oktober 1940 in der Slowakischen Republik gewohnt hat.

(2) Die für einen Berechtigten von der Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) oder von der Sozialversicherungskasse für landwirtschaftliche Arbeiter in Pressburg (Bratislava) festgestellten Leistungen aus Unfällen vor dem 16. März 1939 werden ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit des Berechtigten von der ersten Fälligkeit nach dem 31. Dezember 1940 an von der Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Böhmen in Prag oder von der Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Mähren in Brünn übernommen, wenn der Berechtigte am 1. Oktober 1940 im Bereich einer dieser beiden Anstalten gewohnt hat.

(3) Die nach Abs. 1, 2 übergehenden Renten sind dem übernehmenden Versicherungsträger listenmässig mitzuteilen.

(4) In den Leistungen nach Abs. 1, 2 sind auch Änderungen in der Rentenhöhe enthalten, die nach dem 1. Oktober 1940 auf Grund von Entscheidungen der Versicherungs-(Schieds-)gerichte eintreten. Die abgebenden Versicherungsträger sind nicht berechtigt, Änderungen in der Rentenhöhe in der Zeit vom 1. Oktober 1940 bis 31. Dezember 1940 vorzunehmen.

(5) Die am 31. Dezember 1940 noch anhängigen Verfahren über Leistungen gehen an die entsprechenden Rechtsmittelinstanzen über, die nach dem Sitz des übernehmenden Versicherungsträgers zuständig sind. Die von diesen Instanzen festgestellten Leistungen hat der übernehmende Versicherungsträger auch für die Zeit vor der Übernahme zu gewähren.

(6) Die Gewährung der nach Abs. 1, 2 zu übernehmenden Leistungen richtet sich vom 1. Januar 1941 an nach dem Recht des übernehmenden Versicherungsträgers.

(7) Abs. 1, 2 gilt nicht für die von ehemaligen österreichisch-ungarischen Versicherungsträgern der Unfallversicherung ausserhalb des Ge-

biets der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik festgestellten Renten.

(8) Soweit nach Abs. 1, 2 keine Übernahme von Leistungen erfolgt, verbleibt es bei der bisherigen Zuständigkeit.

(9) Die Einzelheiten über den Übergang der Leistungen können die beteiligten Versicherungsträger unmittelbar miteinander vereinbaren.

Artikel 2.

Finanzausgleich.

Aus Anlass des Übergangs von Leistungen nach Artikel 1 zahlt die Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Böhmen in Prag an die Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) einen Betrag von vierhundertfünfzigtausend Kronen in bar auf ein Konto der Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) bei der Nationalbank für Böhmen und Mähren in Prag. Die Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Böhmen in Prag und die Arbeiterunfallversicherungsanstalt für Mähren in Brünn erheben gegen die Zentralsozialversicherungsanstalt in Pressburg (Bratislava) keine weiteren Forderungen aus Anlass des Übergangs von Bediensteten. Die Verpflichtung nach Artikel 18 Abs. 4 des Abkommens bleibt unberührt.

Artikel 3.

Weitergeltung von Bestimmungen des Vertrages zwischen der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik und der ehemaligen Republik Österreich über Sozialversicherung vom 5. September 1931.

Für den Bereich der Unfallversicherung gelten im Verhältnis zwichen dem Protektorat Böhmen und Mähren und der Slowakischen Republik bis zur Neuregelung der Beziehungen zwischen den Versicherungsträgern des Protektorats Böhmen und Mähren und den slowakischen Versicherungsträgern die Artikel 2, 4 und 5 des Vertrages zwischen der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik und der ehemaligen Republik Österreich vom 5. September 1931.

Abschnitt II.

*Abgrenzung der übergehenden Leistungen und der zu berücksichtigenden Versicherungszeiten (Anwartschaften).*

Artikel 4.

(1) Im Artikel 5 Abs. 1 Nr. 3 des Abkommens werden hinter dem Wort: „Gebiete“ die Worte: „und ausserhalb des Protektorats Böhmen und Mähren“ eingefügt.

(2) Als Leistungen im Sinne des Artikels 5 Abs. 1 des Abkommens gelten auch

a) Leistungen, die von den Versicherungsträgern der ehemaligen Österreichisch-Ungarischen Monarchie festgestellt und von einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger übernommen worden sind,

b) Leistungen, die nach dem 30. September 1938 aus bis zu diesem Tag eingetretenen Versicherungsfällen festgestellt worden sind oder werden, soweit sie auf Versicherungszeiten beruhen, die bei ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgern zurückgelegt worden sind.

(3) Einem im Artikel 5 Abs. 1 des Abkommens bezeichneten Berechtigten, der bei einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger versichert war, stehen auch Hinterbliebene eines Versicherten gleich, der bei einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger versichert war.

(4) Als bei einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger zurückgelegte Versicherungszeiten (Anwartschaften) im Sinne des Artikels 5 Abs. 2, 3 und des Artikels 7 Abs. 1 des Abkommens gelten auch die Versicherungszeiten (Anwartschaften), die bei einem Versicherungsträger der ehemaligen Österreichisch-Ungarischen Monarchie zurückgelegt worden sind und von einem ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger zu berücksichtigen sind.

(5) Als Zeitpunkt im Sinne des Artikels 7 Abs. 1 Nr. 1 des Abkommens gilt der 1. Januar 1940; ist der Versicherte jedoch in der Zeit vom Stichtag bis zum 31. Dezember 1939 gestorben, so ist sein Wohnort am Todestag massgebend.

(6) Dem Artikel 7 Abs. 1 Nr. 4 des Abkommens sind folgende Worte anzufügen: „soweit sie nicht in der Zeit zwischen dem Stichtag und dem 31. Dezember 1939 als Grenzgänger im Protektorat Böhmen und Mähren versicherungspflichtig beschäftigt waren.“

(7) Im Artikel 7 Abs. 2 des Abkommens sind hinter dem Wort: „Gebieten“ die Worte: „und dem Protektorat Böhmen und Mähren“ einzufügen.

(8) Dem Artikel 7 des Abkommens wird folgender Abs. 3 angefügt:

„(3) Die Anwendung der Abs. 1, 2 wird nicht dadurch ausgeschlossen, dass ein unzuständiger Versicherungsträger bei Feststellung von Leistungen Versicherungszeiten der dort genannten Art berücksichtigt hat, die nach Abs. 1, 2 von einem anderen Versicherungsträger zu berücksichtigen gewesen wären. Der zuständige Versicherungsträger hat die Leistung neu festzustellen und die vom unzuständigen Versicherungsträger gezahlten Leistungen auf die von ihm zu gewährenden anzurechnen. Der zuständige Versicherungsträger hat dem unzuständigen Versicherungsträger sämtliche von ihm gezahlten Leistungen zu erstatten.“

## Abschnitt III.

### *Finanzausgleich bei der Zentralbruderlade.*

### Artikel 5.

Der nach Artikel 12 Buchst. c) des Abkommens aus dem Vermögen der Zentralbruderlade in Prag an die slowakischen Träger der Sozial-

versicherung zu zahlende Betrag erhöht sich um dreihundertdreissigtausend Kronen.

### Abschnitt IV.

*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung der Privatangestellten in höheren Diensten und Pensionsversicherungsträger der Angestellten der dem öffentlichen Verkehre dienenden Privatbahnen.*

### Artikel 6.

Abweichungen von den Artikeln 7 und 13 des Abkommens.

(1) Von den Grundsätzen der Artikel 7 und 13 des Abkommens wird abgewichen bei den unter Artikel 7 des Abkommens fallenden, vom Werk Dubnica der Aktien-Gesellschaft vormals Skoda-Werke in Prag beschäftigten Angestellten mit deutscher Staatsangehörigkeit oder Protektoratsangehörigkeit. Die von diesen Angestellten bei ehemaligen tschechoslowakischen Versicherungsträgern zurückgelegten Versicherungszeiten sind von dem Pensionsinstitut für die Beamten der Aktien-Gesellschaft vormals Skoda-Werk in Prag zu berücksichtigen; ein Finanzausgleich für diese Anwartschaften nach Artikel 13 des Abkommens unterbleibt.

(2) Die im Abs. 1 bezeichneten Angestellten, die am 1. Januar 1940 vom Werk Dubnica, beschäftigt waren, werden nicht in der slowakischen Pensionsversicherung, sondern weiter bei dem Pensionsinstitut der Beamten der Aktien-Gesellschaft vormals Skoda-Werke in Prag versichert, jedoch längstens bis zum 31. Dezember 1944. Soweit Angestellte mit deutscher Staatsangehörigkeit oder Protektoratsangehörigkeit nach dem 31. Dezember 1939 in eine versicherungspflichtige Beschäftigung bei dem Werk Dubnica eintreten oder eingetreten sind, bleiben sie für die Dauer von jeweils längstens fünf Jahren bei dem Pensionsinstitut der Beamten der Aktien-Gesellschaft vormals Skoda-Werke in Prag versichert; bei mehrfachem Eintritt des Beschäftigten in eine versicherungspflichtige Beschäftigung bei dem Werk Dubnica werden die Zeiten der Beschäftigung im Werk Dubnica auf den Ablauf der Fünfjahresfrist zusammengerechnet, jedoch bleibt die Zeit der Unterbrechung der Beschäftigung im Werk Dubnica ausser Betracht. Wird die fünfjährige Frist überschritten, so sind die Angestellten bei der slowakischen Pensionsversicherung zu versichern.

(3) Die nach Abs. 2 von der slowakischen Pensionsversicherung ausgenommenen Angestellten sind nach näherer Bestimmung der Pensionsanstalt der Privatbahnen in Pressburg (Bratislava) dieser Anstalt anzuzeigen.

(4) Die Versicherungsfreiheit in der slowakischen Pensionsversicherung nach Abs. 2 ist auf die Versicherungspflicht der Angestellten in der slowakischen Krankenversicherung ohne Einfluss.

### Artikel 7.

Abweichungen von den Artikeln 5 und 7 des Abkommens.

Ein Ersatzinstitut oder das Pensionsinstitut der Angestellten der Privatbahnen in Brünn kann bis zum 31. Dezember 1940 mit dem slowa-

kischen Versicherungsträger eine Ausnahme von den Grundsätzen der Artikel 5, 7 des Abkommens für einzelne Berechtigte vereinbaren.

Abschnitt V.

*Verfahren.*

Artikel 8.

Anhängige Verfahren im Verhältnis zwischen den dem Deutschen Reich eingegliederten ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten und dem Gebiet der Slowakischen Republik.

(1) Die bis zum 10. Oktober 1938 bei den ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsgerichten (Versicherungsschiedsgerichten) und Verwaltungsbehörden mit dem Sitz in den dem Deutschen Reich eingegliederten sudetendeutschen Gebieten und in dem im Oktober 1938 an die ehemalige Republik Polen abgetretenen, im September 1939 in die Provinz Schlesien eingegliederten Gebiete der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik (Artikel 2 Abs. 1 des Abkommens) anhängigen, noch nicht rechtskräftig entschiedenen Verfahren über Streitigkeiten der Sozialversicherung werden je nach den zwischen dem Deutschen Reich und dem Protektorat Böhmen und Mähren geltenden Vorschriften entweder von den zuständigen Stellen des Deutschen Reichs oder des Protektorats Böhmen und Mähren entschieden.

(2) Die Entscheidung der aus den im Abs. 1 angeführten Gebieten bei Versicherungsgerichten (Versicherungsschiedsgerichten) und Verwaltungsbehörden mit dem Sitz im Gebiete der Slowakischen Republik mit Ausnahme der an die ehemalige Republik Polen vor dem Stichtage angefallenen Gebiete (Artikel 2 Abs. 2 des Abkommens) bis 10. Oktober 1938 anhängig gewordenen Streitigkeiten obliegt den zuständigen Stellen der Slowakischen Republik.

(3) Den am 10. Oktober 1938 anhängigen Streitigkeiten stehen diejenigen gleich, in denen die Frist zur Klageerhebung oder zur Einlegung eines Rechtsmittels bis zum 10. Oktober 1938 noch nicht abgelaufen war, sofern die Klage oder das Rechtsmittel bei den im Abs. 1 und 2 genannten Stellen der ehemaligen Tschecho-slowakischen Republik oder der Slowakischen Republik einzubringen gewesen wäre.

Artikel 9.

Anhängige Verfahren im Verhältnis zwischen dem Protektorat Böhmen und Mähren und der Slowakischen Republik.

(1) § 7 Abs. 1 des Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und der Slowakischen Republik zur Auseinandersetzung auf dem Gebiete der Rechtspflege vom 20. Juli 1939 findet auch auf die bei den Schiedsgerichten der Sozialversicherung anhängigen Streitigkeiten Anwendung.

(2) Die im Gebiete der Slowakischen Republik einerseits und im Protektorat Böhmen und Mähren andererseits vor dem 15. März 1939 anhängig gewordenen und noch nicht rechtskräftig entschiedenen Ver-

waltungsstreitigkeiten werden von den Verwaltungsbehörden entschieden, bei denen sie anhängig sind. Zur Entscheidung über ein Rechtsmittel ist die Rechtsmittelinstanz in dem Gebiete zuständig, in dem die Behörde ihren Sitz hat, die in erster Instanz entschieden hat. Bei Überweisungsstreitigkeiten richtet sich die Zuständigkeit nach dem Sitze des in Anspruch genommenen ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgers oder ausgenommenen Dienstgebers. Die zwischen dem Deutschen Reich und dem Protektorat Böhmen und Mähren bestehende Regelung bleibt unberührt.

Artikel 10.

Gemeinsame Bestimmungen.

(1) In den im Artikel 8 Abs. 1 genannten ehemaligen tschecho-slowakischen Gebieten anhängigen oder als anhängig geltenden Streitsachen bleiben die am Verfahren beteiligten ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträger zuständig. Ist ein vor der Eingliederung der sudetendeutschen Gebiete am Verfahren beteiligter ehemaliger tschecho-slowakischer Versicherungsträger weggefallen oder ist sein Bereich durch die neue Grenzziehung geteilt worden, so ist der entsprechende Träger der Reichsversicherung zuständig, wenn der ehemalige tschecho-slowakische Versicherungsträger seinen Sitz in den im Artikel 8 Abs. 1 genannten Gebieten hatte, andernfalls der entsprechende Versicherungsträger des Protektorats Böhmen und Mähren.

(2) Bei den von den Versicherungsgerichten (Versicherungsschiedsgerichten) und Verwaltungsbehörden der Slowakischen Republik einerseits und des Protektorats Böhmen und Mähren andererseits zu entscheidenden Streitsachen tritt an die Stelle des zunächst am Verfahren beteiligten ehemaligen tschecho-slowakischen Versicherungsträgers der entsprechende Versicherungsträger der Slowakischen Republik oder des Protektorats Böhmen und Mähren.

(3) Hat ein Versicherungsträger im Gebiete der Slowakischen Republik oder des Protektorats Böhmen und Mähren nach dem 30. September 1938 einen Bescheid erteilt, so bleibt er im Verfahren auch dann zuständig, wenn er nach dem Abkommen zur Bescheiderteilung nicht mehr zuständig gewesen wäre.

(4) Die Zuständigkeit der genannten Versicherungsträger gilt nur für das Verfahren, sie bleibt auch dann bestehen, wenn ein anderer Versicherungsträger nach dem Abkommen forderungsberechtigt oder leistungspflichtig ist; der Übergang der Leistungen und die Berücksichtigung der Versicherungszeiten (Anwartschaften) wird hierdurch nicht berührt.

Artikel 11.

Wiederaufnahme des Verfahrens.

(1) Für die Wiederaufnahme von Verfahren gegen Urteile ehemaliger tschecho-slowakischer Versicherungsgerichte (Versicherungsschiedsgerichte) mit dem Sitz in den im Artikel 8 Abs. 1 genannten Gebieten sind

je nach den zwischen dem Deutschen Reich und dem Protektorat Böhmen und Mähren geltenden Vorschriften die Versicherungsgerichte (Versicherungsschiedsgerichte) des Deutschen Reichs oder des Protektorats Böhmen und Mähren zuständig.

(2) Für die Wiederaufnahme von Verfahren gegen Urteile der im Abs. 1 genannten Gerichte mit dem Sitze in dem im Artikel 2 Abs. 2 des Abkommens genannten Gebiete der Slowakischen Republik oder des Protektorats Böhmen und Mähren sind die Versicherungsgerichte (Versicherungsschiedsgerichte) dieser Gebiete zuständig. Artikel 10 gilt entsprechend.

Artikel 12.

Ersatzklagen.

Ersatzklagen, die bis zu den in den Artikeln 8, 9 bezeichneten Stichtagen noch nicht anhängig waren, aber Ansprüche aus der Zeit vor dem 1. Oktober 1938 betreffen, sind bei den Versicherungsgerichten (Versicherungsschiedsgerichten) in dem Gebiet anhängig zu machen, in dem der Beklagte seinen Sitz oder Wohnort hat. Die zwischen dem Deutschen Reich und dem Protektorat Böhmen und Mähren bestehende Regelung bleibt unberührt.

Artikel 13.

Entscheidungen unzuständiger Stellen.

Bei Entscheidungen, die vor dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung von unzuständigen Stellen ergangen sind, verbleibt es. Das weitere Verfahren richtet sich nach dem für die entscheidende Stelle massgebenden Rechte.

Artikel 14.

Verbindlichkeit der Entscheidungen.

Die Entscheidungen der Versicherungsgerichte (Versicherungsschiedsgerichte) und der Verwaltungsbehörden des Deutschen Reichs einschliesslich des Protektorats Böhmen und Mähren einerseits und der Slowakischen Republik andererseits sind für die Versicherungsträger des anderen Gebietes bindend.

Abschnitt VI.

*Anwendung der Gegenseitigkeitsverträge.*

Artikel 15.

Im Artikel 25 Nr 2 des Abkommens werden hinter dem Wort: „verbleiben" folgende Worte eingefügt:

„c) bei diesen Versicherungsträgern erworben oder zurückgelegt werden,".

Abschnitt VII.

*Inkrafttreten.*

Artikel 16.

Diese Vereinbarung tritt gleichzeitig mit dem Abkommen in Kraft.

Berlin, den 6. Dezember 1940.

Für die Deutsche Regierung: *Eisenlohr.*
Für die Regierung der Slowakischen Republik: *Polyak.*

---

## 98.

## SUISSE, ITALIE.

# Convention sur la détermination de la frontière italo-suisse entre le Run Do ou Cima Garibaldi et le Mont Dolent; signée à Berne, le 24 juillet 1941.*)

*Eidgenössische Gesetzsammlung 1942, No. 52.*

---

Convenzione fra la Confederazione Svizzera e il Regno d'Italia per la determinazione del confine italo-svizzero nel tratto compreso fra Cima Garibaldi o Run Do ed il M. Dolent.

Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Italien über die Festlegung der italienisch-schweizerischen Grenze auf der Strecke zwischen Run Do oder Cima Garibaldi und Mont Dolent.

Il Consiglio federale svizzero e S. M. il Re d'Italia e d'Albania e Imperatore d'Etiopia, al termine della revisione sistematica del confine italo-svizzero, compiuta nel tratto compreso fra Cima Garibaldi o Run Do e il M. Dolent dalla Commissione mista italo-svizzera appositamente incaricata,

nel desiderio di procedere di pieno accordo alla determinazione completa di tale confine precisandolo ove esistevano incertezze o fissandolo ex-novo ove se ne era ravvisata

Der schweizerische Bundesrat und S. M. der König von Italien und Albanien und Kaiser von Aethiopien, nach erfolgter systematischer Revision der italienisch-schweizerischen Grenze auf der Strecke zwischen Run Do oder Cima Garibaldi und Mont Dolent, ausgeführt von der für diesen Zweck besonders beauftragten gemischten italienisch-schweizerischen Kommission,

von dem Wunsche geleitet, den gesamten Verlauf dieses Grenzabschnittes in gegenseitigem Einverständnis festzulegen und dabei dort, wo Unsicherheiten vorlagen, den

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 23 septembre 1942.

l'opportunità, per le ragioni in seguito specificate

e nel desiderio di dare una nuova documentazione descrittiva e tecnica di tale confine,

hanno risoluto di concludere, a tale scopo, una convenzione e nominato i loro Plenipotenziari:

Il Consiglio federale svizzero:

il Signor Consigliere federale Marcel Pilet-Golaz, Capo del Dipartimento politico federale;

S. M. il Re d'Italia e d'Albania e Imperatore d'Etiopia:

l'Eccellenza il Signor Attilio Tamaro, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Berna;

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri trovati in buona e dovuta forma e dopo aver preso visione dell'intero lavoro di revisione compiuto dalla su menzionata Commissione mista, hanno convenuto:

*Settore corrispondente al Canton Grigioni.*

Tratto primo: corrispondente al Passo del Fieno o Pass la Stretta fra il comune svizzero di Pontresina ed il comune italiano di Livigno.

Riconosciuto che il confine in corrispondenza al Passo del Fieno o Pass la Stretta dovrebbe svolgersi lungo la linea di displuvio del Passo e che tale linea taglia il Rifugio Militare svizzero costruito sul Passo,

Verlauf genau zu bestimmen oder, wo die Zweckmässigkeit es erheischte, einen neuen Verlauf der Grenze festzusetzen,

aus Gründen, die im nachfolgenden angeführt sind, und in der Absicht, für diese Grenze eine neue beschreibende und technische Dokumentation zu schaffen,

haben zu diesem Zwecke beschlossen, ein Abkommen zu treffen und ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrat:

Herrn Bundesrat Marcel Pilet-Golaz, Vorsteher des eidgenössischen Politischen Departementes;

S. M. der König von Italien und Albanien und Kaiser von Aethiopien:

Seine Exzellenz Herrn Attilio Tamaro, Ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister von Italien, in Bern;

welche, nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten und nach Einsichtnahme der gesamten Grenzbereinigungsarbeiten, die von der oben genannten gemischten Kommission ausgeführt worden sind, Nachstehendes vereinbarten:

*Graubündnerische Teilstrecke.*

Erster Abschnitt: Passo del Fieno oder Pass la Stretta, zwischen der schweizerischen Gemeinde Pontresina und der italienischen Gemeinde Livigno.

Nachdem feststeht, dass am Passo del Fieno oder Pass la Stretta die Grenze sich nach der Wasserscheide richten sollte und dass diese den schweizerischen Militärunterstand, der auf diesem Pass steht, schneidet,

si stabilisce di abbandonare in questo tratto il criterio della linea di displuvio in modo che il rifugio rimanga per intero in territorio svizzero in analogia a quanto è stato convenuto a favore del Regno d'Italia circa il tratto quindicesimo della presente convenzione.

La linea di confine concordata viene fissata mediante sette termini nuovi numerati da 6 a 12. Essa si svolge come risulta dal rilievo alla scala di 1: 10 000, allegato n⁰ 1 alla presente convenzione*) e cioè:

1⁰) — dal termine n⁰ 6, situato immediatamente a nord del Passo del Fieno o Pass la Stretta, sulla linea di displuvio della cresta che separa la Valle di Livigno, in parte italiana, dalla Val del Fain, in parte svizzera, ai sucessivi termini n⁰ 7, 8, 9, 10, 11 e 12 situato, anche quest'ultimo, sulla linea di displuvio su menzionata, il confine corre in linea retta di termine in termine;

2⁰) — a nord del termine n⁰ 6 come a sud del termine n⁰ 12, il confine riprende la linea di displuvio della cresta che separa la Valle di Livigno, in parte italiana, dalla Val del Fain, in parte svizzera.

Tratto secondo: corrispondente alla testata di Valle Orsera fra il comune svizzero di Poschiavo ed il comune italiano di Livigno.

Riconosciuto che il confine in corrispondenza alla testata di Valle Orsera deve svolgersi in massima lungo la linea di displuvio della cresta che separa questa valle, in parte italiana, dalla Valle Agoné, in parte svizzera, si approva la linea

wird vereinbart, das Kriterium der Wasserscheide längs des Unterstandes zu verlassen, so dass letzterer auf schweizerischem Gebiet bleibt, analog der im 15. Abschnitt dieser Vereinbarung zugunsten Italiens getroffenen Lösung.

Die vereinbarte Grenze wird mittelst sieben neuen Grenzsteinen mit den Nummern 6 bis 12 festgelegt. Wie sich aus beiliegendem Plan im Massstabe von 1:10 000 (Beilage Nr. 1)*) ergibt, verläuft die Grenze folgendermassen:

1. vom Grenzstein Nr. 6, unmittelbar nördlich vom Passo del Fieno oder Pass la Stretta, auf der Wasserscheide des Berggrates gelegen, der das Faintal auf schweizerischem Gebiet vom Livignotal auf italienischem Gebiet trennt, geradlinig über die Grenzsteine Nrn. 7, 8, 9, 10, 11 und 12, welch letzterer auch wieder auf der oben erwähnten Wasserscheide steht;

2. nördlich vom Grenzstein Nr. 6, wie südlich von Grenzstein Nr. 12, deckt sie sich wieder mit der Wasserscheide des Berggrates, der das Faintal auf schweizerischem Gebiet vom Livignotal auf italienischem Gebiet trennt.

Zweiter Abschnitt: Oberer Teil des Orseratales, zwischen der schweizerischen Gemeinde Poschiavo und der italienischen Gemeinde Livigno.

Nachdem feststeht, dass im obern Teil des Orseratales die Grenze im allgemeinen von der Wasserscheide des Berggrates gebildet werden soll, der dieses Tal auf italienischem Gebiet vom Agonétal auf schweizerischem Gebiet trennt, wird die

*) Les Annexes ne sont pas reproduites.

di confine quale è stata fissata mediante otto termini nuovi numerati da 8 a 15 e risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala di 1: 10 000, allegato n⁰ 2 alla presente convenzione, linea che si svolge come segue:

1⁰) — dal termine n⁰ 7, situato sulla Forcola di Livigno, ai termini successivi, n⁰ 8, 9 e 10 e dal termine n⁰ 11 al termine n⁰ 12, si svolge lungo la linea di displuvio della cresta che separa la Valle Orsera (affluente della Valle di Livigno), in parte italiana, dalla Valle Agoné, in parte svizzera, sulla quale i cippi sono situati;

2⁰) — dal termine n⁰ 10 al termine n⁰ 11, dal termine n⁰ 12 al termine n⁰ 13, dal termine n⁰ 13 al termine n⁰ 14, e da quest'ultimo al termine n⁰ 15 corre in linea retta. —

Tratto terzo: corrispondente a M. Masuccio ed alle sue pendici sud fra il comune svizzero di Brusio ed il comune italiano di Tirano.

Rilevato che il processo verbale 27 Agosto 1874 relativo all'incippamento del confine italo-svizzero fra Tirano e Brusio „in adempimento della „convenzione" di Berna del 31 Dicembre 1873"*) non è in armonia con quanto dispone tale „convenzione", circa il tratto compreso fra il termine n⁰ 9 (Pian Cavallino e il termine n⁰ 13, perchè invece di tracciare una linea retta che dal termine n⁰ 9 porta alla sommità di M. Masuccio, come prescrive la „convenzione", ha prolungato l'allineamento termine n⁰ 5 (Sasso

Grenzlinie gutgeheissen, wie sie mittelst acht neuer Grenzsteine mit den Nummern 8 bis 15 vermarkt wurde und wie sie sich aus dem beiliegenden Plan im Massstab von 1:10 000 (Beilage 2) ergibt.

Die vereinbarte Grenze verläuft wie folgt:

1. Vom Grenzstein Nr. 7, auf der Forcola di Livigno, bis zu den folgenden Grenzsteinen Nrn. 8, 9 und 10, und von Nr. 11 bis Nr. 12 wird sie durch die Wasserscheide des Berggrates bestimmt, der das Orsetal (das in das Livignotal einmündet) auf italienischem Gebiet vom Agonétal auf schweizerischem Gebiet trennt und auf welchem die Grenzzeichen aufgerichtet sind;

2. vom Grenztein Nr. 10 zu Grenzstein Nr. 11 und zwischen den Grenzsteinen Nrn. 12, 13, 14 und 15 verläuft die Grenze geradlinig.

Dritter Abschnitt: Monte Masuccio und dessen Südabhänge, zwischen der schweizerischen Gemeinde Brusio und der italienischen Gemeinde Tirano.

Nachdem festgestellt worden ist, dass das Protokoll vom 27. August 1874 betreffend Vermarkung der schweizerisch-italienischen Grenze zwischen Brusio und Tirano, „in Ausführung der Berner Vereinbarung vom 31. Dezember 1873",*) mit dem Inhalt dieser Vereinbarung nicht übereinstimmt, soweit dies die Strecke zwischen Grenzstein Nr. 9 (Pian Cavallino) und Grenzstein Nr. 13 anbelangt, weil die Gerade von Grenzstein Nr. 5 (Sasso del Gallo) bis zum Grenzstein Nr. 9 (Pian Cavallino) verlängert wurde,

*) V. N.R.G. XX, p. 211.

del Gallo) termine n° 9 (Pian Cavallino) portando così il confine non sulla sommità di M. Masuccio, ma sulla cresta che unisce M. Masuccio al Corno Rosso e precisamente a m.224 circa ad est di M. Masuccio;

constatata inoltre la convenienza di mantenere come termini di confine i termini intermedi attualmente esistenti fra i termini n° 9 e n° 13 e cioè i termini n° 10, 11 e 12 e l'andamento attuale della linea di confine fra questi termini (linea retta);

si stabilisce:

1°) — di annullare il termine n° 13 stabilito nel 1874;

2°) — di fissare sul terreno un nuovo termine n° 13 sulla sommità di M. Masuccio;

3°) — di disporre che il confine fra il termine n° 12 ed il nuovo termine n° 13 corra in linea retta.

La linea di confine così stabilita risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala 1 : 25 000, allegato n° 3 alla presente convenzione. —

Tratto quarto: corrispondente alla testata del Torrente Lovera fra il comune svizzero di Castasegna ed il comune italiano di Villa di Chiavenna.

Constatao che la convenzione fra l'Italia e la Svizzera del 27 Agosto 1863*) quando afferma che la linea di confine sulla destra del fiume Mera è costituita „dall'asse del Torrente Lovero sino al confine non contestato" ha piena rispondenza nella realtà, e può essere applicata alla

während vereinbarungsgemäss eine gerade Linie von Grenzstein Nr. 9 bis zum Gipfel des Monte Masuccio hätte gezogen werden müssen, die Grenze somit nicht den Gipfel des Monte Masuccio, sondern den Grat, der diesen Berg mit dem Corno Rosso verbindet, etwa 224 Meter östlich des Gipfels erreicht;

nachdem ferner festgestellt worden ist, dass es zweckmässig wäre, die heute zwischen den Steinen Nr. 9 und Nr. 13 vorhandenen Steine, nämlich Nrn. 10, 11 und 12 und die gegenwärtige Grenze zwischen diesen Steinen (gerade Linie) beizubehalten;

wird beschlossen:

1. der im Jahre 1874 aufgestellte Grenzstein Nr. 13 wird entfernt;
2. es wird ein neuer Grenzstein Nr. 13 auf dem Gipfel des Monte Masuccio aufgestellt;
3. zwischen Grenzstein Nr. 12 und dem neuen Grenzzeichen Nr. 13 verläuft die Grenze geradlinig.

Die derart festgesetzte neue Grenze erhellt im einzelnen aus beiliegendem Plan im Massstab 1:25 000 (Beilage Nr. 3).

Vierter Abschnitt: Oberer Teil des Loverobaches, zwischen der schweizerischen Gemeinde Castasegna und der italienischen Gemeinde Villa di Chiavenna.

Nachdem festgestellt worden ist, dass die Bestimmung des schweizerisch-italienischen Abkommens vom 27. August 1863,*) wonach die Grenze auf dem rechten Ufer des Flusses Mera von der „Mittellinie des Loverobaches bis zur unbestrittenen Grenze" bestimmt wird,

*) V. N.R.G. XX, p. 201.

lettera inquantochè l'impluvio del Torrente Lovero, ben marcato sul terreno, ha precisamente origine immediatamente a valle „del confine non contestato" rappresentato dal breve tratto di cresta che si stacca a sud-sud-ovest di Pizzo Galleggione, si stabilisce che la linea di confine sulla destra del Fiume Mera corra lungo l'asse del Torrente Lovero sino alla sua origine sotto la cresta che si stacca a sud-sud-ovest di Pizzo Galleggione, come risulta dal rilievo alla scala di 1 : 10 000, allegato n° 4 alla presente convenzione, asse che è stato precisamente fissato sul terreno, alla testata del Torrente Lovero, mediante i due termini nuovi n° 7 e 8. —

durchaus der Wirklichkeit entspricht und wörtlich angewendet werden kann, weil das Bachbett, das im Gelände deutlich ersichtlich ist, gerade unmittelbar talwärts von der „unbestrittenen Grenze", welche mit dem kurzen Abschnitt des sich süd-südwestlich vom Pizzo Galleggione abtrennenden Grates übereinstimmt, seinen Anfang nimmt;

wird vereinbart:

rechts des Flusses Mera verläuft die Grenze längs der Mittellinie des Loverobaches bis zu dessen Ursprung, unter der Bergkette, die sich süd-südwestlich vom Pizzo Galleggione abtrennt, wie aus dem anliegenden Plan im Massstab von 1: 10 000 (Beilage Nr. 4) ersichtlich ist: die Mittellinie ist auf dem Gelände mit den beiden neuen Grenzzeichen Nrn. 7 und 8 im obern Teil des Loverobaches festgesetzt worden.

Tratto quinto: compreso fra il Ponte del Mut d'Avers e la sommità di Cimalmotta o Piz Miez (Valle di Lei), fra i comuni svizzeri di Avers e di Innerferrera ed il comune italiano di Piuro.

Presa cognizione dei seguenti documenti:

„Convenzione fra l'Italia e la Svizzera per l'accertamento della frontiera tra la Lombardia e il Canton Grigioni", del 27 Agosto 1863, „Questione 4a";*)

„Processo verbale di visita e redazione spiegativa dell'articolo 4° della convenzione 27 Agosto 1863 relativo al confine in Val di Lei" del 22 Agosto 1864;**)

Fünfter Abschnitt: Vom Ponte del Mut d'Avers bis zum Gipfel der Cimalmotta oder Piz Miez (Valle di Lei), zwischen den schweizerischen Gemeinden Avers und Innerferrera und der italienischen Gemeinde Piuro.

Nachdem in folgende Dokumente Einsicht genommen worden ist:

„Übereinkommen zwischen der Schweiz und Italien zur Festsetzung der Grenze zwischen dem Kanton Graubünden und der Lombardei vom 27. August 1863", Artikel 4;*)

„Protokoll des Augenscheins und erläuternde Bemerkungen zu Artikel 4 der Übereinkunft vom 27. August 1863 betreffend die Grenze in Val di Lei, vom 22. August 1864";**)

*) V. la Note précédente.
**) V. N.R.G. XX, p. 208.

„Procès-verbal d'abornement de quelques points de la frontière entre l'Italie, province de Sondrio, et la Suisse, Canton des Grisons, d'après la convention signée à Tirano (Piatta Mala) le 27 Août 1863 et l'acte additionnel d'Andéer du 22 Août 1864" del 9 Agosto 1867[a]);

si stabilisce di tracciare il confine, nel tratto in esame, attenendosi, in massima, al testo dell'atto del 22 Agosto 1864 e cioè in relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti settimo, ottavo, undicesimo, tredicesimo e quattordicesimo della presente convenzione, globalmente mediante reciproche concessioni;

si approva quindi il tracciato sul terreno della linea di confine concordata, quale è stata fissata mediante 26 termini, numerati da 21 a 46 (di cui 24 nuovi) e un punto trigonometrico italiano e svizzero (Cimalmotta o Piz Miez);

si stabilisce altresì:

1°) — dal termine n° 21 (collocato nel 1894 col n° 3) situato sulla destra del Reno di Lei immediatamente a monte del Ponte del Mut d'Avers, al termine n° 22 (collocato nel 1867 pure col n° 3) ed ai successivi termini nuovi dal 23 al n° 46 il confine corre in linea retta di termine in termine;

a) Data della riunione della Commissione incaricata dell'incippamento. Il verbale venne firmato poi a Losanno il 24 Dicembre 1867 e a Coira l' 11 Gennaio 1868 dai Delegati svizzeri; a Torino il 30 Gennaio 1868 dai Delegati italiani.

„Protokoll über die Vermarkung einiger Abschnitte der Grenze zwischen dem schweizerischen Kanton Graubünden und der italienischen Provinz Sondrio, nach der Übereinkunft von Tirano (Piatta Mala) vom 27. August 1863 und der Zusatzakte von Andeer vom 22. August 1864, vom 9. August 1867"[a]);

wird vereinbart:

dass die Grenze grundsätzlich entsprechend dem Protokoll vom 22. August 1864 verlaufen soll, und dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnitt gleich wie in den Abschnitten sieben, acht, elf, dreizehn und vierzehn des vorliegenden Abkommens gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

wird sodann genehmigt:

die auf dem Gelände gezogene vereinbarte Grenze, wie sie mittelst 26 Marksteinen (wovon 24 neuen) mit den Nummern 21 bis 46, und einem schweizerisch-italienischen trigonometrischen Punkt (Cimalmotta oder Piz Miez) festgesetzt wurde;

und wird ferner vereinbart:

1. Vom Grenzzeichen Nr. 21 (aufgestellt im Jahre 1894 mit der Nr. 3) rechts vom Reno di Lei, unmittelbar bergwärts vom Ponte del Mut d'Avers, bis zum Grenzzeichen Nr. 22 (im Jahr 1867 ebenfalls als Nr. 3 befestigt) und den folgenden neuen Grenzzeichen Nrn. 23 bis 46 verläuft die Grenze geradlinig;

a) Datum der Zusammenkunft der Kommission, die mit dem Steinsatz beauftragt war. Das Verbal wurde darauf in Lausanne am 24. Dezember 1867 und in Chur am 11. Januar 1868 von den schweizerischen Delegierten unterzeichnet; am 30. Januar 1868 von den italienischen Delegierten.

2°) — dal termine n° 46 al punto trigonometrico situato sulla sommità di Cimalmotta o Piz Miez, parimenti corre in linea retta.

La nuova linea di confine risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala 1 : 10 000, allegato n° 5 alla presente convenzione.

Tratto sesto: corrispondente al Passo Baldiscio o Balniscio fra il comune svizzero di Mesocco e il comune italiano di Isolato.

Riconosciuto che il confine in corrispondenza al Passo Baldiscio o Balniscio deve svolgersi secondo quanto stabiliscono i documenti 7 Luglio 1472 e 29 Luglio 1653 si approva il tracciato sul terreno della linea di confine, quale risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala di 1: 25 000, allegato n° 6 alla presente convenzione, linea che è stata appoggiata a cinque termini nuovi numerati da 12 a 16.

L'andamento della linea di confine fra tali termini è il seguente:

1°) — dal termine n° 12, situato sulla linea di displuvio della catena principale delle Alpi Retiche, fra Pizzo dei Rossi o dei Tre Spartiacque e Pizzo di Curciusa, il confine lascia tale linea di displuvio, volge a sud e corre in linea retta sino al termine n° 13;

2°) — dal termine n° 13 al termine n° 14 corre lungo la linea di displuvio della piccola cresta chiamata Filo dei Sassi su cui trovansi i due termini;

3°) — dal termine n° 14 al termine n° 15, situato in località chiamata Serraglia e da quest'ultimo al termine n° 16 corre in linea retta;

2. vom Grenzzeichen Nr. 46 bis zu dem auf dem Gipfel des Cimalmotta oder Piz Miez aufgestellten trigonometrischen Punkt verläuft die Grenze ebenfalls geradlinig.

Der Verlauf der neuen Grenzlinie geht im einzelnen aus beiliegendem Plan im Massstab 1: 10 000, Beilage Nr. 5 des Abkommens, hervor.

Sechster Abschnitt: Baldiscio- oder Balniscio-Pass, zwischen der schweizerischen Gemeinde Misox und der italienischen Gemeinde Isolato.

Nachdem festgestellt worden ist, dass auf dem Baldiscio- oder Balniscio-Pass die Grenze entsprechend den Akten vom 7. Juli 1472 und 29. Juli 1653 verlaufen soll, wird die Vermarkung der Grenzlinie, so wie diese sich im einzelnen aus anliegendem Plan im Massstab von 1: 25 000 (Beilage Nr. 6) ergibt, gutgeheissen. Sie ist mittelst fünf neuen Grenzsteinen mit den Nummern 12 bis 16 bezeichnet worden. Zwischen diesen Grenzsteinen verläuft die Grenzlinie wie folgt:

1. Vom Grenzstein Nr. 12 auf der Wasserscheide der Hauptkette der Rhätischen Alpen, zwischen dem Pizzo dei Rossi oder dei Tre Spartiacque und dem Piz Curciusa verlässt die Grenze die Wasserscheide, dreht nach Süden ab und erreicht geradlinig den Grenzstein Nr. 13;

2. vom Grenzstein Nr. 13 bis zum Grenzstein Nr. 14 verläuft sie längs der Wasserscheide des Filo dei Sassi genannten Grates, auf welchem beide Grenzsteine aufgestellt sind;

3. vom Grenzstein Nr. 14 bis zum Grenzstein Nr. 15, welch letzterer auf der Serraglia genannten Stelle gesetzt ist, und von diesem bis zum Grenzstein Nr. 16 verläuft die Grenze geradlinig;

4°) — dal termine n° 16 a M. Baldiscio o Balniscio, dove il confine si riallaccia al confine non contestato, esso si svolge lungo la linea di displuvio della cresta che li unisce.

*Settore corrispondente al Canton Ticino.*

Tratto settimo: compreso fra il termine n° 21. L e il termine n° 22 (versante sinistro di Val di Gotta) fra il comune svizzero di Arogno e il comune italiano di Pellio.

In relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti quinto, ottavo, undicesimo, tredicesimo e quattordicesimo della presente convenzione globalmente mediante reciproche concessioni; in deroga di quanto dispone, in merito, il verbale del 20 Agosto 1925 „Processo verbale di delimitazione del confine italo-svizzero .......... dal termine 21.L al 24"; si stabilisce che il confine si svolga come risulta dal rilievo alla scala di 1:10 000 allegato n° 7 alla presente convenzione e cioè fra i termini già esistenti:

n° 21.M (costituito da un cippo e da una incisione su roccia) situato a cavallo della Val di Gotta e n° 21.M, situato sulla cresta che si stacca a nord-est di Cima della Crocetta;

n° 21.M e n° 22, situato anche quest'ultimo sulla cresta su menzionata;

il confine corre in linea retta.

4. vom Grenzstein Nr. 16 bis zum Monte Baldiscio oder Balniscio, wo die Grenze wieder an die unbestrittene Grenze anschliesst, wird sie von der Wasserscheide des Grates, der den Grenzstein mit diesem Berg verbindet, bestimmt.

*Tessinische Teilstrecke.*

Siebenter Abschnitt: Zwischen Grenzzeichen Nr. 21 L und Grenzzeichen Nr. 22 (linker Berghang des Val di Gotta), zwischen der schweizerischen Gemeinde Arogno und der italienischen Gemeinde Pellio.

In Anbetracht, dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnitt gleich wie in den Abschnitten fünf, acht, elf, dreizehn und vierzehn des vorliegenden Abkommens gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

abweichend von den Bestimmungen des Protokolls vom 20. August 1925 „betreffend Festsetzung der schweizerisch-italienischen Grenze zwischen den Grenzzeichen 21 L und 24",

wird vereinbart, dass in diesem Abschnitt die Grenze entsprechend anliegendem Plan mit Massstab 1:10 000 (Beilage Nr. 7) gezogen werden soll, d. h. dass zwischen den bereits bestehenden Grenzzeichen:

Nr. 21 L (welches aus einem behauenen Stein und einer Inschrift auf Fels besteht) beidseitig dem Val di Gotta und Nr. 21 M, auf dem sich nordöstlich vom Cima della Crocetta abtrennenden Grat und den Grenzzeichen:

Nrn. 21 M und 22, welch letzteres ebenfalls auf dem genannten Grat aufgerichtet ist, die Grenze geradlinig verläuft.

Tratto ottavo: compreso fra il termine n° 26.E e il termine n° 27 in località chiamata Costa di Sella fra il comune svizzero di Muggio e il comune italiano di S. Fedele.

In relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti quinto, settimo, undicesimo, tredicesimo e quattordicesimo della presente convenzione globalmente mediante reciproche concessioni; in deroga di quanto dispongono, in merito, il Trattato di Varese (1755, 22 Ottobre „Regolamento e descrizione dei confini tra lo Stato di Milano ed il Baliaggio svizzero di Mendrisio") ed il verbale 17 Ottobre 1900 (Processo verbale di delimitazione della frontiera italo-svizzera fra la sponda orientale del Lago di Lugano e il termine n° 58); si stabilisce che il confine, nel tratto in questione, si svolga come risulta dal rilievo alla scala di 1:10 000, allegato n° 8 alla presente convenzione e cioè fra i termini già esistenti:

n° 26.E, situato a nord-est dell' Alpe di Sella;

n° 27, situato sulla destra del Torrente Breggia all' altezza del Cimitero Erbonne;

corre in linea retta.

Achter Abschnitt: Zwischen den Grenzzeichen Nr. 26 E und Nr. 27, an der Costa di Sella genannten Stelle, zwischen der schweizerischen Gemeinde Muggio und der italienischen Gemeinde S. Fedele.

In Anbetracht, dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnitt gleich wie in den Abschnitten fünf, sieben, elf, dreizehn und vierzehn des vorliegenden Abkommens gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

abweichend von den Bestimmungen des Staatsvertrages von Varese, „Reglement und Beschreibung der Grenzen des Staates Mailand und der schweizerischen Landvogtei Mendrisio vom 22. Oktober 1755", sowie vom Protokoll vom 17. Oktober 1900 betreffend die Festsetzung der schweizerisch-italienischen Grenze zwischen dem östlichen Ufer des Luganersees und dem Grenzzeichen Nr. 58,

wird vereinbart, dass die Grenze in diesem Abschnitt gemäss dem anliegenden Plan im Massstab 1:10 000 (Beilage Nr. 8) gezogen werden soll, d. h. dass sie zwischen dem bereits bestehenden Grenzzeichen Nr. 26 E, nordöstlich von der Alp Sella, und Nr. 27, rechts des Breggiabaches, auf der Höhe des Friedhofes von Erbonne, geradlinig verläuft.

Tratto nono: compresso fra Ponte Tresa e lo Stretto di Lavena. Andamento della linea di confine sullo specchio del Laghetto di Lavena fra i comuni svizzeri di Ponte Tresa e Caslano e il comune italiano di Lavena Ponte Tresa.

Tenuto presente il „Regolamento e descrizione dei confini tra lo Stato

Neunter Abschnitt: Zwischen Ponte Tresa und der See-Enge von Lavena, d. h. in der Lavena-Bucht, zwischen den schweizerischen Gemeinden Ponte Tresa und Caslano und der italienischen Gemeinde Laveno Ponte Tresa.

Unter Berücksichtigung des „Reglements und Beschreibung der

di Milano e il Baliaggio Svizzero di Lugano in esecuzione del trattato di Varese-Parte Prima" del 21 Luglio 1754 e la convenzione del 21 Settembre 1678, richiamata esplicitamente in tale „regolamento" si stabilisce che da Ponte Tresa, ove trovasi il termine n⁰ 48.B, allo stretto di Lavena, il confine corra lungo la mediana del Laghetto di Lavena come risulta dal rilievo alla scala di 1:25 000 allegato n⁰ 9 alla presente convenzione.

Tratto decimo: corrispondente al Fiume Tresa fra i comuni svizzeri di Ponte Tresa, Croglio e Monteggio e i comuni italiani di Lavena Ponte Tresa e Codegliano Viconago.

In considerazione dello stato attuale del Fiume Tresa, soggetto alla possibilità di vagare oltre la riva destra (svizzera) che in taluni tratti è al livello stesso del fiume e senza difesa, allo scopo di conferire alla linea di confine lungo questo fiume la necessaria stabilità e di renderla, nel contempo, facilmente reperibile agli agenti di frontiera dei due Stati, si stabilisce, in deroga alla „Convenzione conchiusa tra il Regno d'Italia e la Confederazione svizzera per l'accertamento della frontiera fra la Lombardia e il Canton Ticino" in data 5 Ottobre 1861*) „Questione nona":

1⁰) — da Ponte Tresa, ove trovasi, il termine n⁰ 48.B, al Ponte Cremenaga, sul quale trovasi il termine n⁰ 48.A e più a valle sino all'altezza del termine n⁰ 48, il confine

Grenzen des Staates Mailand und der schweizerischen Landvogtei Lugano" — erster Teil — (in Ausführung des Staatsvertrages von Varese) vom 21. Juli 1754 sowie der Vereinbarung vom 21. September 1678, auf welche das obige Reglement ausdrücklich Bezug nimmt,

wird vereinbart, dass von Ponte Tresa, wo sich das Grenzzeichen Nr. 48 B befindet, bis zur Lavena-Enge die Grenzlinie längs der Mittellinie des Lavenasees verlaufen soll, wie sich dies aus dem beiliegenden Plan 1:25 000 (Beilage Nr. 9) ergibt.

Zehnter Abschnitt: Tresafluss, zwischen den schweizerischen Gemeinden Ponte Tresa, Croglio und Monteggio und den italienischen Gemeinden Lavena Ponte Tresa und Codegliano Viconago.

In Anbetracht des jetzigen Zustandes des Tresaflusses, bei dem es möglich ist, dass er das teilweise in Wasserhöhe befindliche dammlose rechte Schweizerufer überschwemmt, und damit die Grenzlinie längs des Flusses beständig bleibt und für die Grenzbeamten leicht erkenntlich sei, wird abweichend von der „Vereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Italien zur Festsetzung der Grenze zwischen dem Kanton Tessin und der Lombardei", vom 5. Oktober 1861,*) neunter Teil, folgendes vereinbart:

1. von Ponte Tresa, wo das Grenzzeichen Nr. 48 B aufgestellt ist, bis Ponte Cremenaga, wo sich das Grenzzeichen 48 A befindet, sowie mehr talwärts bis zur Höhe des

*) V. N.R.G. XX, p. 186.

corre lungo la mediana del Fiume Tresa, intendendo per „Fiume Tresa“ l'intero complesso del letto;

Grenzzeichens Nr. 48 soll die Grenze längs der Mittellinie des Tresaflusses verlaufen, wobei unter dem Tresafluss das ganze Flussbett verstanden wird;

2°) — il letto del Fiume Tresa e la sua mediana, dai termini già esistenti n° 48.B e n° 48.A, situati in corrispondenza di tale mediana, sono stati fissati mediante n° 18 termini nuovi numerati da 48.A.1 a 48.A.18, costituiti ciascuno da una coppia di cippi disposti a cavallo del fiume;

2. das Flussbett der Tresa und dessen Mittellinie zwischen den bereits bestehenden Grenzzeichen Nr. 48 B und Nr. 48 A (welche entsprechend der Mittellinie aufgestellt wurden) wird mittelst 18 neuen Grenzzeichen mit den Nummern 48-A-1 bis 48-A-18, je aus zwei auf beiden Ufern aufgestellten Steinen bestehend, bestimmt;

3°) — la linea di confine concordata e la posizione dei nuovi termini risultano nei loro particolari dal rilievo alla scala di 1:10 000, allegato n° 10 alla presente convenzione.

3. die so vereinbarte Grenzlinie sowie die Stellung der neuen Grenzzeichen ergibt sich im einzelnen aus anliegendem Plan im Massstab von 1:10 000 (Beilage Nr. 10).

Tratto undicesimo: compreso fra il termine n° 14 (Monticello di Finardo) e il termine n° 15 (Punta di Polà) fra il comune svizzero di Indemini e il comune italiana di Veddasca.

Elfter Abschnitt: Zwischen Grenzzeichen Nr. 14 (Monticello di Finardo) und Grenzzeichen Nr. 15 (Punta di Polà), zwischen der schweizerischen Gemeinde Indemini und der italienischen Gemeinde Veddasca.

In relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti quinto, settimo, ottavo, tredicesimo e quattordicesimo della presente convenzione globalmente mediante reciproche concessioni; in deroga di quanto dispone in merito il Trattato di Varese (1754, 22 Giugno „Regolamento e descrizione dei confini tra lo Stato di Milano e il Baliaggio svizzero di Locarno“); si stabilisce che la linea di confine fra il termine n° 14 (Monticello di Finardo) e il termine n° 15 (Punta di Polà) si svolge lungo la linea di displuvio della cresta che si stacca da Punta di Polà sulla quale i termini sono situati.

In Anbetracht, dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnitt gleich wie in den Abschnitten fünf, sieben, acht, dreizehn und vierzehn des vorliegenden Abkommens, gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

abweichend von den Bestimmungen des Vertrages von Varese „Reglement und Beschreibung der Grenzen zwischen der schweizerischen Landvogtei Locarno und dem Staate Mailand vom 22. Juni 1754“;

wird vereinbart, dass zwischen Grenzzeichen Nr. 14 (Monticello di Finardo) und Grenzzeichen Nr. 15 (Punta di Polà) die Grenze längs

La nuova linea di confine risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala di 1:10 000 allegato n° 11 alla presente convenzione ed è stata fissata da due termini nuovi: n° 14.A e n° 14.B.

*Settore corrispondente al Canton Vallese.*

Tratto dodicesimo; corrispondente al Passo del Gries o Griespass fra il comune svizzero di Ulrichen e il comune italiano di Formazza.

Preso in esame il confine in corrispondenza del Passo del Gries o Griespass, tracciato lungo la linea di displuvio del Passo dai processi verbali del 6 Settembre 1920 e del 31 Agosto 1921, constatato che tale linea di displuvio fissa un confine difficilmente reperibile sul terreno e perciò di difficile controllo, specialmente nel tratto in cui si svolge sul ghiacciaio del Gries o Griesgletscher, si stabilisce di modificare tale confine mediante reciproci compensi calcolati sulla base della linea di displuvio e ciò appunto allo scopo di eliminare gli inconvenienti su menzionati.

La nuova linea di confine viene fissata da 4 termini portanti i numeri 1, 1. A, 2 e 3 e risulta nei suoi particolari dal rilievo alla scala di 1:10 000, allegato n° 12 alla presente convenzione e cioè:

1°) — dal termine n° 0 (zero) collocato nel 1929 sul Corno Gries o Grieshorn, procedendo verso ovest, il confine si svolge lungo la linea di displuvio della cresta principale

der Wasserscheide der sich von der Punta di Polà abtrennenden Kette, auf welcher die beiden genannten Grenzzeichen aufgerichtet sind, verläuft.

Die neue Grenzlinie ergibt sich im einzelnen aus anliegendem Plan im Massstab von 1:10 000 (Beilage Nr. 11) und wurde mittelst zwei neuen Grenzzeichen Nr. 14 A und Nr. 14 B festgelegt.

*Walliser Teilstrecke.*

Zwölfter Abschnitt: Griespass, zwischen der schweizerischen Gemeinde Ulrichen und der italienischen Gemeinde Formazza.

Nachdem die Grenze am Griespass, welche gemäss den Protokollen vom 6. September 1920 und 31. August 1921 längs der Wasserscheide verlaufen soll, geprüft und dabei festgestellt worden ist, dass durch die Wasserscheide eine schwer zu erkennende und zu kontrollierende Grenze festgelegt wird, namentlich auf dem Griesgletscher (Ghiacciaio del Gries),

wird vereinbart, die Grenze, zur Vermeidung der oben erwähnten Unzukömmlichkeiten mittelst gegenseitigen Zugeständnissen, von der Wasserscheidelinie ausgehend, neu festzusetzen.

Die neue Grenzlinie wurde mittelst vier neuen Grenzzeichen mit den Nummern 1, 1 A, 2 und 3 festgelegt und ergibt sich im einzelnen aus anliegendem Plan im Massstab von 1:10 000 (Beilage Nr. 12).

1. Vom Grenzstein mit der Zahl 0 (null), der 1929 auf dem Grieshorn oder Corno Gries aufgerichtet wurde, gegen Westen gehend, verläuft die Grenze längs der Wasser-

delle Alpi Lepontine sino ad un punto situato a S. E. a m. 130 circa dal termine n⁰ 1, dal quale punto raggiunge tale termine n⁰ 1 seguendo la linea di displuvio della cresta secondaria su cui quest'ultimo è situato.

scheide der Hauptkette der Lepontinischen Alpen, bis zu einem 130 m südöstlich vom neuen Grenzzeichen Nr. 1 befindlichen Punkt. Nach diesem Punkt folgt sie der Wasserscheide längs dem sekundären Grat bis zum Grenzzeichen Nr. 1, welches auf diesem Grate steht.

2⁰) — dal termine n⁰ 1 al termine n⁰ 1. A, dal termine n⁰ 1. A al termine n⁰ 2 e da quest' ultimo al termine n⁰ 3 il confine corre in linea retta.

2. Zwischen den Grenzzeichen Nrn. 1, 1 A, 2 und 3 verläuft die Grenze geradlinig.

3⁰) — dal termine n⁰ 3, situato sulla linea di displuvio della cresta secondaria che si stacca a nord-est del Corno dei Camosci o Bettelmatthorn, il confine si svolge lungo la linea di displuvio di tale cresta secondaria sino alla sommità del Corno dei Camosci o Bettelmatthorn, da cui riprende a seguire la linea di displuvio della cresta principale delle Alpi Lepontine.

3. Vom Grenzstein Nr. 3, auf der Wasserscheide des sekundären Grates gelegen, der sich nordöstlich vom Bettelmatthorn oder Corno dei Camosci abtrennt, verläuft die Grenze längs der Wasserscheide dieses sekundären Grates bis zum Gipfel des Bettelmatthorns oder Corno dei Camosci, von wo an sie wieder von der Wasserscheide der Hauptkette der Lepontinischen Alpen bestimmt wird.

Tratto tredicesimo: compreso tra la rotabile del Sempione e Pizzo l'Omo fra il comune svizzero di Zwischbergen e il comune italiano di Trasquera.

Dreizehnter Abschnitt: Von der Simplonstrasse bis zum Piz l'Omo, zwischen der schweizerischen Gemeinde Zwischbergen und der italienischen Gemeinde Trasquera.

In relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti quinto, settimo, ottavo, undicesimo e quattordicesimo della presente convenzione globalmente mediante reciproche concessioni, dopo aver preso cognizione del verbale del 7 Agosto 1906 redatto dalla Commissione incaricata di determinare il confine a cavallo del Torrente Diveria il cui testo non è in armonia col rilievo alla scala di 1:20 000 annesso a tale verbale si stabilisce:

In Anbetracht, dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnit gleich wie in den Abschnitten fünf, sieben, acht, elf und vierzehn des vorliegenden Abkommens gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

nachdem vom Protokoll vom 7. August 1906 der Kommission zur Festsetzung der Grenze am Diveriabach, dessen Inhalt mit dem Plan im Massstab 1:20 000 der dem Protokoll beiliegt, nicht übereinstimmt, Kenntnis genommen wurde,

wird vereinbart:

1°) — il confine nel tratto compreso fra i termini attualmente esistenti n° 7, situato sulla sinistra del Torrente Diveria, sul ciglio a monte della rotabile del Sempione, n° 6 e n° 5 situati sulla destra del Torrente Diveria, si svolge secondo quanto prescrive il testo del verbale del 7 Agosto 1906 come risulta dal rilievo alla scala di 1:1 000, allegato n° 13 alla presente convenzione e cioè dal cippo n° 7 al cippo n° 6 corre in linea retta, dal cippo n° 6 al cippo n° 5 corre parimenti in linea retta;

2°) — nel tratto compreso fra i termini attualmente esistenti n° 3, n° 2, n° 1, situati sulla cresta che si stacca a nord-ovest di Pizzo l'Omo e fra il termine n° 1 e Pizzo l'Omo, il confine si svolge come risulta dal rilievo alla scala di 1:20 000 allegato n° 14 alla presente convenzione e cioè dal termine n° 3 al termine n° 2 corre in linea retta, così dal termine n° 2 al termine n° 1 e dal termine n° 1 a Pizzo l'Omo.

Tratto Quattordicesimo: corrispondente al Rifugio Osservatorio Regina Margherita (Punta Gnifetti o Signalkuppe) fra il comune svizzero di Zermatt e i comuni italiani di Macugnaga e Alagna.

Riconosciuto che la linea di confine nel tratto in esame dovrebbe svolgersi lungo la linea di displuvio della cresta principale del M. Rosa e che tale linea taglia il Rifugio Osservatorio Regina Margherita del Centro Alpinistico Italiano, in relazione alla decisione di tracciare il confine in questo tratto come ai tratti quinto, settimo, ottavo, undi-

1. Zwischen den Grenzzeichen Nr. 7 links des Diveriabaches, am Rand der Simplonstrasse bergwärts gelegen, und dem Grenzzeichen Nrn. 6 und 5 rechts des Diveriabaches, bleibt die Grenze so, wie sie gemäss Protokoll vom 7. August 1906 festgesetzt wurde und sich aus anliegendem Plan im Massstab von 1:1 000 (Beilage Nr. 13) ergibt, d. h. die Grenze vom Grenzzeichen Nr. 7 bis Nr. 6 und vom Grenzzeichen Nr. 6 bis Nr. 5 verläuft geradlinig.

2. Zwischen den bestehenden, auf dem nordwestlich vom Piz l'Omo sich abtrennenden Grat aufgerichteten Grenzzeichen Nrn. 3, 2 und 1, und zwischen Grenzzeichen Nr. 1 und dem Piz l'Omo, wird die Grenze so festgelegt, wie sie aus dem anliegenden Plan im Massstab von 1:20 000 (Beilage Nr. 14) hervorgeht, d. h. sie verläuft zwischen den Grenzzeichen Nrn. 3, 2 und 1 und von Grenzzeichen Nr. 1 bis zum Piz l'Omo geradlinig.

Vierzehnter Abschnitt: Klubhütte Observatorium Regina Margherita (Punta Gnifetti oder Signalkuppe), zwischen der schweizerischen Gemeinde Zermatt und den italienischen Gemeinden Macugnaga und Alagna.

Da die Grenze in diesem Abschnitt längs der Wasserscheide der Hauptkette des Monte Rosa verlaufen sollte und diese Grenzlinie durch die Klubhütte Observatorium Regina Margherita des italienischen Alpenklubs verläuft;

in Anbetracht, dass die Grenze entsprechend dem Beschluss, sie in diesem Abschnitt gleich wie in den

cesimo e tredicesimo della presente convenzione, globalmente mediante reciproche concessioni, si stabilisce di abbandonare il criterio della linea di displuvio in corrispondenza a tale rifugio in modo che esso rimanga per intero in territorio italiano.

La linea di confine concordata viene fissata mediante due termini nuovi portanti i numeri 1 e 2. Essa si svolge come risulta dalla planimetria alla scala di 1:200 allegato n⁰ 15 alla presente convenzione e cioè:

1⁰) — dal termine n⁰ 1 situato a nord-est del rifugio, sulla linea di displuvio, della cresta principale del M. Rosa, proseguendo verso sud-ovest abbandona la linea di displuvio e raggiunge in linea retta (m. 7,10 circa) il piede dello spigolo nord del muro che costituisce il basamento su cui giace il Rifugio Osservatorio Regina Margherita, segue poi il piede di tale muro lungo l'intero lato nord-ovest e lungo parte del lato sud-ovest sino al termine n⁰ 2, situato sulla predetta linea di dispulvio della cresta principale del M. Rosa in prossimità della scala d'ingresso del rifugio;

2⁰) — a sud-ovest del termine n⁰ 2, il confine riprende a seguire, come a nord del termine n⁰ 1, la linea di displuvio della cresta principale del M. Rosa.

Abschnitten fünf, sieben, acht, elf und dreizehn des vorliegenden Abkommens gesamthaft auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse festzulegen;

wird vereinbart, das Kriterium der Wasserscheide längs der Klubhütte Observatorium zu verlassen, so dass diese sich vollständig auf italienischem Gebiet befinde.

Die vereinbarte Grenzlinie wird mittelst zwei neuen Grenzzeichen mit den Nummern 1 und 2 festgesetzt. Sie verläuft, wie sich aus anliegendem Plan im Massstab von 1:200 (Beilage Nr. 15) ergibt, folgendermassen:

1. vom Grenzzeichen Nr. 1, nordöstlich der Klubhütte auf der Wasserscheide der Hauptkette des Monte Rosa, verlässt die Grenze in ihrem weitern Verlauf südwestlich die Wasserscheide und erreicht geradlinig (auf einer 7,10 m langen Strecke) die nördliche Ecke der Stützmauer, auf welcher die Klubhütte Observatorium Regina Margherita steht. Die Grenze verläuft sodann dem Fusse der Mauer längs des ganzen nordwestlichen Teiles und einem Stück des südwestlichen Teiles der Stützmauer bis zum Grenzzeichen Nr. 2, welches wieder auf der Wasserscheide der Hauptkette des Monte Rosa in der Nähe der Treppe, die zur Klubhütte führt, aufgerichtet ist;

2. südwestlich vom Grenzzeichen Nr. 2 verläuft die Grenze, wie nördlich vom Grenzzeichen Nr. 1, längs der Wasserscheide der Hauptkette des Monte Rosa.

Tratto Quindicesimo: corrispondente al Rifugio Principe di Piemonte del Centro Alpinistico Italiano situato sul Passo S. Teodulo o Theodulpass fra il comune svizzero di Zermatt e il comune italiano di Valturnenza.

Riconosciuto che il confine in corrispondenza al Rifugio Principe di Piemonte del Centro Alpinistico Italiano situato a nord del Passo S. Teodulo o Theodulpass dovrebbe svolgersi lungo la linea di displuvio della cresta principale delle Alpi Pennine e che tale linea taglia il rifugio anzidetto, si stabilisce di abbandonare in corrispondenza a questo breve tratto il criterio della linea di displuvio in modo che il rifugio rimanga per intero in territorio italiano, in analogia a quanto è stato convenuto a favore della Confederazione Svizzera circa il „tratto primo" della presente convenzione.

La linea di confine concordata viene fissata mediante 4 termini nuovi portanti i numeri 1, 2, 3, 4. Essa si svolge come risulta dalla planimetria alla scala 1:400, allegato n⁰ 16 alla presente convenzione e cioè dal termine n⁰ 1, situato a sud del Rifugio Principe di Piemonte sulla linea di displuvio della cresta principale delle Alpi Pennine, il confine, proseguendo verso nord, abbandona tale linea e raggiunge in linea retta il termine n⁰ 2 situato sull' estremo sud del muretto che costituisce il parapetto che limita ad est il piazzale del rifugio; dal termine n⁰ 2 segue l'asse di tale muretto sino al suo estremo nord dove trovasi il termine n⁰ 3 dal quale poi raggiunge in linea retta il termine n⁰ 4 situato a nord del Rifugio sulla linea di displuvio

Fünfzehnter Abschnitt: Klubhütte Prinzipe di Piemonte des italienischen Alpenklubs auf dem Theodulpass, zwischen der schweizerischen Gemeinde Zermatt und der italienischen Gemeinde Valturnenza.

Nachdem festgestellt worden ist, dass die Grenze bei der Klubhütte Principe di Piemonte des italienischen Alpenvereins nördlich des Theodulpasses durch die Wasserscheide der penninischen Alpen gebildet wird, sie aber die genannte Klubhütte durchschneidet, wird vereinbart, das Kriterium der Wasserscheide auf dieser kurzen Strecke zu verlassen, so dass die Klubhütte vollständig auf italienisches Gebiet zu liegen kommt, analog wie dies im ersten Abschnitt dieses Abkommens zugunsten der Schweiz vereinbart worden ist.

Die so vereinbarte Grenze wird mittelst vier neuen Grenzzeichen mit den Nummern 1 bis 4 festgelegt. Sie verläuft, wie sich aus beiliegendem Plan im Massstab von 1:400 (Beilage Nr. 16) ergibt, folgendermassen:

Vom Grenzstein Nr. 1 südlich der Klubhütte, auf der Wasserscheide der Hauptkette der penninischen Alpen gelegen, verlässt die Grenzlinie in ihrem nördlichen Verlauf die Wasserscheide und erreicht geradlinig das Grenzzeichen Nr. 2, das auf dem südlichen Ende des Steingeländers aufgestellt ist, welches den Platz, auf dem die Hütte errichtet ist, östlich abgrenzt. Vom Grenzzeichen Nr. 2 verläuft die Grenze längs der Mittellinie dieses Steingeländers bis zu dessen nördlichem Ende, auf welchem Grenz-

della cresta principale delle Alpi Pennine.

Documentazione.

I documenti ufficiali di confinazione compilati sono:

1º „Raccolta dei verbali delle sedute della Commissione.“

Comprende gli accordi presi e tutte le disposizioni attuate per lo svolgimento dei lavori di revisione compiuti e per la documentazione finale.

2º „Verbali dei termini.“

I verbali sono raccolti per sezioni o per tratti, in cui le sezioni a loro volta sono suddivise, in apposite cartelle con una premessa particolare per ogni sezione o per ogni tratto. Tutte le sezioni di ogni settore sono poi riunite in un'unica cartella che comprende ancora una „premessa generale“ al settore la quale contiene notizie sommarie sul lavoro di revisione compiuto e dati generali e particolari sul settore considerato e sull' incippamento.

Le premesse alle sezioni o ai tratti contengono invece una „descrizione sommaria della linea di confine“ della sezione o del tratto e un „elenco dei termini e descrizione della linea di confine di termine in termine“ compilato in modo schematico per rendere più evidente il testo dei verbali e più pronta e facile la ricerca e la consultazione di essi.

zeichen Nr. 3 errichtet ist; sie erreicht sodann geradlinig das Grenzzeichen Nr. 4 nördlich der Hütte, auf der Wasserscheide der Hauptkette der penninischen Alpen.

Dokumentation.

Die erstellten offiziellen Grenzdokumente sind:

1. Sammlung der Sitzungsberichte der Kommission.

Sie umfasst die getroffenen Vereinbarungen und Feststellungen über den Verlauf der ausgeführten Revisionsarbeiten und über die Schlussdokumentation.

2. Grenzzeichenprotokolle.

Die Protokolle sind sektions- oder abschnittweise mit Unterteilungen der Sektionen in geeigneten Mäppchen gesammelt und mit eigenem Vorwort für jeden Sektor oder Abschnitt versehen. Alle Sektionen jedes Sektors sind sodann in einer einzigen Mappe zusammengefasst, die von einem „allgemeinen Vorwort“ begleitet ist, welches zusammenfassende Angaben über die ausgeführen Revisionsarbeiten, allgemeine und besondere Angaben über den betreffenden Sektor und die Vermarkung enthält.

Das Vorwort der Sektionen oder Abschnitte enthält dagegen eine „summarische Beschreibung des Grenzverlaufes“ der Sektion oder des Abschnittes und ein „Verzeichnis der Grenzzeichen und die Beschreibung des Grenzverlaufes von Grenzzeichen zu Grenzzeichen“, um den Text der Grenzzeichenprotokolle augenscheinlicher zu gestalten und deren Aufsuchen und Gebrauch zu beschleunigen und zu erleichtern.

3° „Libretto descrizione della linea di confine.“

Sono tre, uno per ciascun settore e vennero compilati allo scopo di fornire un documento sintetico e di uso pratico per tutto quanto riguarda i lavori compiuti ed i documenti di confinazione compilati. Ciascuno di essi contiene:

— in una „parte prima“ notizie sui procedimenti seguiti, sui lavori compiuti e sulla documentazione definitiva compilata tolte dalla „premessa generale“ ai settori del documento „Verbali dei termini“;

— in una „parte seconda“ i principali dati relativi al settore e sui vari tipi di termini in esso esistenti, la sua ripartizione in sezioni e per ciascuna di tali sezioni e dei tratti in cui esse furono a loro volta suddivise, una „descrizione sommaria della linea di confine“ e un „elenco dei termini e descrizione della linea di confine di termine in termine“ procedendo sempre in uno stesso senso, dati questi che furono tratti dalla „premessa generale“ suddetta e dalle premesse alle sezioni o ai tratti.

3. Grenzbeschreibungsbüchlein.

Es bestehen drei solche Büchlein, je eines für jeden Sektor, zu dem Zwecke erstellt, ein zusammenfassendes Dokument zur praktischen Verwendung für alles zu liefern, was die ausgeführten Arbeiten und die erstellten Dokumente der Grenzfestlegung betrifft. Jedes dieser Büchlein enthält:

in einem „ersten Teil“: Angaben über die angewandten Verfahren, über die durchgeführten Arbeiten und über die definitive Dokumentation, entnommen aus „dem allgemeinen Vorwort“ zu den Sektoren der „Grenzzeichenprotokolle“;

in einem „zweiten Teil“ die wichtigsten Angaben über den Sektor, über die verschiedenartigen in diesem Sektor vorkommenden Grenzzeichen, über die Einteilung in Sektionen und in Abschnitte, in welche diese Sektionen unterteilt und für diese eine „allgemeine Beschreibung des Verlaufes der Grenze“ und ein „Verzeichnis der Grenzzeichen und eine Beschreibung der Grenze von Grenzzeichen zu Grenzzeichen“, immer im gleichen Sinne vorgehend, Angaben, welche dem erwähnten „allgemeinen Vorwort“ und den Vorworten zu den einzelnen Sektionen oder Abschnitten entnommen worden sind.

4° „Raccolta degli elementi trigonometrici.“

Sono tre fascicoli, uno per ciascuno settore e contengono gli elementi numerici della linea di confine.

Ciascuno di essi consta di 4 parti e cioè:

4. Sammelband der Trigonometrischen Ergebnisse.

In drei Sammelbänden, je einen für jeden Sektor, sind die zahlenmässigen Grundlagen der Grenzlinie enthalten.

Jeder dieser Sammelbände besteht aus vier Teilen, nämlich:

— parte prima: „Relazione sui lavori geodetici e celerimetrici“ che contiene tutte le notizie relative ai diversi lavori tecnici eseguiti dai due Stati per la determinazione dei termini principali e secondari;

— parte seconda: „Elenchi degli elementi geodetici italiani e svizzeri impiegati per le operazioni di confinazione“ che contengono i lavori geodetici dei punti trigonometrici italiani e svizzeri, situati sulla linea di confine ed i lavori geodetici dei punti trigonometrici delle triangolazioni italiana e svizzera usati per la determinazione dei termini di confine;

— parte terza: „Elenco degli elementi geodetico-topografici dei termini di confine“ che contiene i valori geodetico-topografici dei termini principali e secondari;

— parte quarta: contiene una „tabella per il passaggio delle coordinate geografiche dal sistema italiano a quello svizzero e viceversa“ e una carta topografica alla scala di 1:100 000 sulla quale venne segnata la posizione dei punti trigonometrici e dei termini principali elencati nella parte seconda.

5⁰ „Atlante del rilievo della linea di confine.“

È suddiviso in tre fascicoli, uno per ciascun settore. Ogni fascicolo contiene:

Erster Teil: „Erläuterungen über die geodätischen und polygonometrischen Arbeiten“, welche alle Angaben über die verschiedenen von beiden Staaten ausgeführten technischen Arbeiten für die Bestimmung der Haupt- und Nebengrenzzeichen enthalten;

Zweiter Teil: „Verzeichnisse der italienischen und schweizerischen geodätischen Grundlagen, die für die Grenzfestlegung verwendet wurden“; sie enthalten die geodätischen Ergebnisse der italienischen und schweizerischen trigonometrischen Punkte, welche auf der Grenzlinie gelegen sind, sowie die geodätischen Ergebnisse der trigonometrischen Punkte der italienischen und schweizerischen Triangulation, welche zur Bestimmung der Grenzzeichen dienten;

Dritter Teil: „Verzeichnis der geodätisch-topographischen Grundlagen der Grenzzeichen“; es enthält die geodätischen und topographischen Werte der Haupt- und Nebengrenzzeichen;

Vierter Teil: Enthält eine „Tabelle für die Verwandlung der geographischen Koordinaten des italienischen Systems in das schweizerische System und umgekehrt“ und eine topographische Karte 1:100 000, auf welcher die Lage der trigonometrischen Punkte und der Hauptgrenzzeichen des zweiten Teiles aufgezeichnet sind.

5. Atlas der topographischen Grenzaufnahmen.

Er besteht aus drei Teilen, je einem für jeden Sektor.

Jeder Atlas enthält:

— una copertina con l'intestazione, una tavola col quadro d'unione dei fogli del settore considerato ed una „nota" contenente un cenno dei procedimenti usati per i lavori, ed una tavola coi segni convenzionali adottati;

— un certo numero di fogli rappresentanti la striscia di confine alla scala di 1:25 000 aventi una numerazione unica per tutti i tre settori, secondo un unico piano d'insieme e un certo numero di fogli rappresentanti i rilievi parziali alle scale di 1:10 000 e scale maggiori dei tratti di confine di maggiore importanza.

Tutti questi documenti compilati dalla Commissione mista durante la revisione sistematica della linea di confine fanno parte integrante della presente convenzione e costituiscono la nuova ed unica documentazione della linea di confine nel tratto considerato. Di conseguenza tutte le disposizioni contenute nella documentazione preesistente (trattati, convenzioni, processi verbali ecc.) che hanno servito di base per la determinazione della linea di confine che fossero in contrasto con tali documenti sono abrogate.

La presente convenzione sarà ratificata e le ratifiche relative saranno scambiate a Roma il più presto possibile. Essa entrerà in vigore il giorno dello scambio degli istrumenti di ratifica.

La convenzione è redatta in italiano e in tedesco e in duplice ori-

Eine Titelseite, eine Übersichtskarte des behandelten Sektors und eine „Erläuterung", welche die für die Arbeiten angewendeten Verfahren aufzählt, und eine Tafel der vereinbarten Zeichen;

Eine gewisse Anzahl von Blättern im Massstab 1:25 000, welche die Aufnahmen des Grenzstreifens mit einheitlicher Numerierung für alle drei Sektoren enthält, dargestellt in einer Übersichtskarte, und eine Anzahl von Blättern, auf welchen der Grenzverlauf von Grenzstreifen besonderer Bedeutung im Massstabe 1:10 000 oder in grösseren Massstäben dargestellt sind.

Alle diese Dokumente, welche durch die gemischte Kommission während der systematischen Revision des Grenzverlaufes erstellt wurden, bilden einen integrierenden Bestandteil dieses Abkommens und sind somit die neue und einzige Dokumentation der Grenzlinie der behandelten Grenze. Folglich werden alle früheren Vereinbarungen (Verträge, Abkommen, Berichte etc.), welche als Grundlagen für die Festlegung der Grenzlinie gedient haben und im Widerspruch mit den vorliegenden Dokumenten stehen, ausser Kraft gesetzt.

Das vorliegende Abkommen wird ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom so bald als möglich ausgetauscht werden. Es wird am Tag des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Das Abkommen ist in italienischer und deutscher Sprache in dop-

ginale. In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente convenzione.

Berna, li 24 luglio 1941.

pelten Originalen abgefasst. In Fällen von Unstimmigkeiten ist der italienische Text massgebend.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Bern, den 24. Juli 1941.

(firmato gez.) *Pilet-Golaz.* (firmato gez.) *Tamaro.*

---

## 99.

## ITALIE, SUISSE.

# Convention sur l'entretient de l'abornement de toute la frontière italo-suisse entre le Piz Lad ou Piz Lat et le Mont Dolent; signée à Berne, le 24 juillet 1941.*)

*Eidgenössische Gesetzsammlung 1942, No. 52.*

---

Convenzione fra la Confederazione Svizzera e il Regno d'Italia per la manutenzione dei termini dell'intero confine italo-svizzero compreso fra Piz Lat o Piz Lad ed il Monte Dolent.

Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Italien betreffend die Erhaltung und Instandstellung der Vermarkung der ganzen italienisch-schweizerischen Grenze zwischen Piz Lad oder Piz Lat und Mont Dolent.

Il Consiglio federale svizzero e S. M. il Re d'Italia e d'Albania e Imperatore d'Etiopia, nel desiderio di concordare le norme per la manutenzione dei termini dell' intero confine italo-svizzero da Piz Lat o Piz Lad al M. Dolent hanno risoluto di concludere, a tale scopo, una convenzione e nominato i loro Plenipotenziari:

Der schweizerische Bundesrat und S. M. der König von Italien und Albanien und Kaiser von Aethiopien, von dem Wunsche geleitet, sich über die Erhaltungs- und Instandstellungsnormen für die Vermarkung der ganzen schweizerisch-italienischen Grenze zwischen Piz Lad oder Piz Lat und Mont Dolent zu einigen,

haben zu diesem Zweck beschlossen, ein Abkommen zu treffen und ihre Bevollmächtigten ernannt:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 23 septembre 1942.

Il Consiglio federale svizzero:

il Signor Consigliere federale Marcel Pilet-Golaz, Capo del Dipartimento politico federale;

S. M. il Re d'Italia e d'Albania e Imperatore d'Etiopia:

l'Eccellenza il Signor Attilio Tamaro, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Berna;

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri trovati in buona e dovuta forma, hanno convenuto:

Articolo 1°.

Le norme per la manutenzione dei termini dell' intero confine italo-svizzero da Piz Lat o Piz Lad al M. Dolent sono contenute nel Regolamento annesso alla presente convenzione.

Articolo 2°.

Eventuali modificazioni a tale Regolamento considerate come utili o necessarie potranno essere apportate di comune accordo mediante semplice scambio di note fra i due Governi.

Articolo 3°.

La presente convenzione, che annulla ogni precedente disposizione in argomento stipulata fra i due Stati, sarà ratificata e le ratifiche relative saranno scambiate a Roma il più presto possibile. Essa entrerà in vigore il giorno dello scambio degli istrumenti di ratifica.

La convenzione è redatta in italiano e in tedesco e in duplice ori-

Der schweizerische Bundesrat:

Herrn Bundesrat Marcel Pilet-Golaz, Vorsteher des eidgenössischen Politischen Departementes;

S. M. der König von Italien und Albanien und Kaiser von Aethiopien:

Seine Exzellenz Herrn Attilio Tamaro, Ausserodentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister von Italien, in Bern;

welche, nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, Nachstehendes vereinbarten:

Artikel 1.

Die Erhaltungs- und Instandstellungsnormen der Grenzzeichen für die ganze schweizerisch-italienische Grenze zwischen Piz Lad oder Piz Lat und Mont Dolent sind in der diesem Abkommen beigelegten Verordnung enthalten.

Artikel 2.

Allfällige, als zweckmässig oder notwendig erachtete Abänderungen dieser Verordnung können in gemeinsamem Einverständnis durch einfachen Notenaustausch zwischen den beiden Regierungen ausgeführt werden.

Artikel 3.

Das vorliegende Abkommen, welches alle anderen früheren zwischen den beiden Staaten abgeschlossenen Vereinbarungen über den Gegenstand annulliert, wird ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom so bald als möglich ausgetauscht werden. Es wird am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Das Abkommen ist in italienischer und deutscher Sprache in dop-

ginale. In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente convenzione.

Berna, li 24 luglio 1941.

pelten Originalen abgefasst. Im Falle von Unstimmigkeiten ist der italienische Text massgebend.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Bern, den 24. Juli 1941.

(firmato gez.) *Pilet-Golaz.* (firmato gez.) *Tamaro.*

---

## Regolamento per la manutenzione dei termini dell'intero confine italo-svizzero compreso fra Piz Lat o Piz Lad ed il Monte Dolent.

## Verordnung über die Erhaltung und Instandstellung der Vermarkung der ganzen italienisch-schweizerischen Grenze zwischen Piz Lad oder Piz Lat und Mont Dolent

A) — Ritenuto che gli scopi da raggiungere sono:

Sorveglianza dell' incippamento per mantenere la linea di confine in perfette condizioni di demarcazione materiale;

Segnalazione reciproca dei termini guasti, manomessi od asportati;

Ripristino, restauro e sostituzione dei termini;

i due Stati si impegnano:

a) — di esercitare sorveglianza sui termini, ciascuno per proprio conto, con le modalità che riterrà più opportune;

b) — di segnalare i termini guasti o manomessi od asportati e precisamente ciascun Stato regnalerà subito all' altro qualunque danno che i propri agenti riscontrassero ai termini. Le comunicazioni verranno fatte al Ministero degli Esteri di ciascun Stato proponendo a meno la sostituzione dei termini stessi;

A. In Anbetracht der zu erreichenden Zwecke, nämlich:

Überwachung der Vermarkung, um die Grenzlinie materiell in vollkommenem Vermarkungszustand zu erhalten;

gegenseitige Meldung der beschädigten, veränderten oder entfernten Grenzzeichen;

Auffrischung, Instandstellung und Erneuerung (Ersatz) derselben,

verpflichten sich die beiden Staaten:

a. die Grenzzeichen zu überwachen, jeder auf eigene Kosten und in der Art und Weise, die er als angezeigt erachten wird;

b. die beschädigten, veränderten und entfernten Grenzzeichen zu melden, und zwar wird jeder Staat dem andern sofort jeden Schaden melden, den die eigenen Aufsichtsorgane an den Grenzzeichen feststellen. Die Mitteilungen werden dem Ministerium des Auswärtigen jedes Staates gemacht, und je nachdem wird der Ersatz der Grenzzeichen vorgeschlagen;

c) — di provvedere al ripristino, al restauro o alla sostituzione dei termini guasti od asportati. Il ripristino, il restauro o la sostituzione dovranno compiersi subito, nel caso in cui uno dei due Stati lo richieda; negli altri casi tali operazioni saranno effettuate periodicamente e nella stagione più favorevole, possibilmente ogni anno e ad ogni modo non oltre un quinquennio dalla riconosciuta necessità del restauro, del ripristino o della sostituzione.

B) — Modalità circa il ripristino, il restauro o la sostituzione dei termini.

Circa le modalità per il ripristino, il restauro o la sostituzione dei termini rimane accordato quanto segue:

a) — se il danno ha distrutto ogni traccia evidente della posizione del termine questo dovrà essere sostituito previa determinazione della sua posizione da parte di personale tecnico dei due Stati sulla scorta dei documenti tecnici di frontiera. La sostituzione o il ripristino avverranno in presenza di rappresentanti dei due Stati medesimi;

b) — se il danno è lieve ed ha lasciato evidenti traccie della posizione del termine, questo sarà sostituito o ripristinato o, semplicemente, restaurato direttamente da parte di rappresentanti dei due Stati, senza l'ausilio del personale tecnico.

c. die Auffrischung, die Instandstellung oder Erneuerung der beschädigten oder versetzten Grenzzeichen vorzukehren, und zwar soll dies sofort geschehen, wenn einer der Staaten es verlangt; in den andern Fällen werden diese Arbeiten periodisch und zur günstigen Jahreszeit, wenn möglich jährlich, auf alle Fälle innerhalb einem Jahrfünft nach der erkannten Notwendigkeit der Auffrischung, Instandstellung oder Erneuerung der Vermarkung erfolgen.

B. Art und Weise der Auffrischung, Instandstellung oder Erneuerung der Grenzzeichen.

In dieser Hinsicht ist folgendes vereinbart:

a. wenn durch den Schaden jede Spur über den Standort des Grenzzeichens verloren gegangen ist, muss er nach vorausgegangener Lagebestimmung durch das technische Personal beider Staaten auf Grund der technischen Grenzdokumente erneuert werden. Die Erneuerung hat in Gegenwart der Vertreter beider Staaten zu erfolgen;

b. ist der Schaden leicht und sind offensichtliche Spuren über den Standort des Grenzzeichens vorhanden, so wird die Instandstellung oder Erneuerung oder einfache Wiederaufrichtung durch Vertreter beider Staaten direkt ohne Mitwirkung des technischen Personals erfolgen;

Ciascun lavoro dovrà essere sancito da apposito verbale, redatto in duplice originale, per ciascun termine. I verbali, firmati dai rappresentanti dei due Stati, verranno poi annessi a quelli originali dei termini facendone apposita annotazione sulla prima pagina di ciascuno di essi nelle righe propriamente riservate a tali annotazioni.

Jede Arbeit muss durch ein besonderes Protokoll in doppelter Ausfertigung bestätigt werden, und zwar getrennt für jedes Grenzzeichen. Die von den Vertretern beider Staaten unterzeichneten Protokolle werden dann den Originalprotokollen der betreffenden Grenzzeichen beigefügt unter besonderer Anmerkung auf der ersten Seite derselben in den hiefür eigens offen gelassenen Zeilen.

C) — Lavori e provvista dei materiali necessari per il ripristino e la sostituzione dei termini.

C. Arbeiten und Beschaffung der für die Instandstellung oder Erneuerung der Grenzzeichen benötigten Materialen.

Rimane concordato che per quanto riguarda i lavori e la provvista dei materiali necessari a mantenere in efficenza l'incippamento esistente, sarà di massima provveduto:

a) — a cura del Governo italiano per il tratto di confine compreso fra Piz Lat o Lad e Chiasso (cippo n° 67 compreso);

b) a cura del Governo svizzero per il tratto compreso fra Chiasso (cippo n° 67 escluso) e il M. Dolent e per il territorio di Campione d'Italia.

Es bleibt vereinbart, dass in bezug auf die Arbeiten und die zur Erhaltung der bestehenden Vermarkung notwendigen Materialen grundsätzlich festgelegt wird, dass

a. seitens der italienischen Regierung für den Grenzabschnitt zwischen Piz Lad oder Piz Lat und Chiasso (Stein Nr. 67 inbegriffen) gesorgt wird;

b. seitens der schweizerischen Regierung für den Abschnitt zwischen Chiasso (Stein Nr. 67 ausgeschlossen) und Mont Dolent und für das Gebiet von Campione d'Italia gesorgt wird.

D) — Spese.

Di massima le spese relative alla provvista e messa in opera dei termini saranno ripartite in parti uguali fra i due Stati, rimanendo invece a carico di ciascuno di essi quella relativa ai propri rappresentanti ufficiali.

Qualora siano colti in fragrante a compiere danni ai termini, citta-

D. Kosten.

Grundsätzlich werden die auf die Beschaffung und Instandstellung der Vermarkung bezüglichen Auslagen von beiden Staaten je zur Hälfte, diejenigen für das die Staaten vertretende Personal vom betreffenden Staate ganz übernommen.

Werden Angehörige eines der beiden Staaten wegen Beschädigung

dini di uno dei due Stati, tutte le spese inerenti alla riparazione o alla sostituzione dei termini stessi (per il personale e per il materiale) saranno a carico dello Stato cui appartiene l'individuo che ha prodotto il danno.

I rimborsi delle spese fra i due Stati saranno effettuate volta per volta a lavoro ultimato.

der Grenzzeichen auf frischer Tat ertappt, so fallen alle für deren Instandstellung erforderlichen Auslagen (für Personal und Material) zu Lasten des Staates, dem der Schadenstifter angehört.

Die Vergütung der Auslagen zwischen beiden Staaten wird von Fall zu Fall jeweilen nach beendigter Arbeit erfolgen.

---

## 100.

## ALBANIE, ALLEMAGNE, BULGARIE, CROATIE, DANEMARK, FINLANDE, HONGRIE, ITALIE, NORVÈGE, PAYS-BAS, ROUMANIE, SAN MARINO, SLOVAQUIE.

## Accord concernant l'Union postale et télégraphique européenne; signé à Vienne, le 19 octobre 1942, suivi de plusieurs Règlements et d'un Procès-Verbal, signés le 24 octobre 1942.

*Europäischer Postkongreß. Wien 1942. — Reichsgesetzblatt 1943, No. 14. — Finlands Författningssamling. Fördragsserie 1943, No. 1.*

---

### Übereinkommen über den Europäischen Post- und Fernmeldeverein.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Post- und Fernmeldeverwaltungen der nachstehenden Länder:

Albanien — Bulgarien — Dänemark — Deutschland — Finnland — Italien — Kroatien — Niederlande — Norwegen — Rumänien — San Marino — Slowakei — Ungarn

haben zur Förderung der europäischen Zusammenarbeit auf dem Gebiete des Post- und Fernmeldewesens — gestützt auf den Weltpostvertrag und den Weltnachrichtenvertrag — im gegenseitigen Einverständnis folgendes beschlossen:

#### Artikel 1.

*Europäischer Post- und Fernmeldeverein.*

Die beteiligten Verwaltungen bilden den „Europäischen Post- und Fernmeldeverein“, der zum Ziel hat, die einzelnen Dienstzweige im gegenseitigen Post- und Fernmeldedienst zu verbessern und zu vervollkommen.

Artikel 2.

*Vollzugsordnungen.*

Die zur Durchführung dieses Übereinkommens und zur Ausführung des Post- und Fernmeldedienstes im Vereinsbereich notwendigen Dienstvorschriften werden in Vollzugsordnungen zusammengefasst, die auf den Tagungen des Vereins (Artikel 3) von den Verwaltungen miteinander vereinbart werden.

Artikel 3.

*Vereinstagungen.*

Die Vertreter der Vereinsverwaltungen vereinigen sich zu gegebener Zeit zu Tagungen, um über die Änderung oder Ergänzung der Vorschriften dieses Übereinkommens, über die Aufstellung, Änderung und Ergänzung der im Artikel 2 genannten Vollzugsordnungen oder über sonstige, den Verein betreffende Angelegenheiten zu beraten und zu beschliessen.

Die Verhandlungssprachen auf den Tagungen sind deutsch und italienisch; dabei werden die deutschen Ausführungen sofort ins Italienische übersetzt und umgekehrt. Die Vertreter können sich anderer Sprachen bedienen; sie müssen aber für unmittelbare Übersetzung in die deutsche oder italienische Sprache sorgen.

Die Niederschriften und Akten der Tagungen sind in deutscher und italienischer Sprache zu verfassen.

Bei den Abstimmungen auf den Tagungen entfällt auf jedes Land einschliesslich der abhängigen Gebiete usw. eine Stimme.

Jede Tagung bestimmt das Jahr und das Land der nächsten Tagung. Die Verwaltung des Landes, in dem getagt werden soll, setzt nach Verständigung mit der Vereinsgeschäftsstelle (Artikel 5) den Zeitpunkt und den Ort der Tagung fest.

Die Tagung kann auf einen früheren oder späteren Zeitpunkt festgelegt werden, wenn zwei Drittel der Verwaltungen bei der die Tagung abhaltenden Verwaltung den Antrag stellen.

Artikel 4.

*Ständige Ausschüsse.*

Zur Prüfung und Erörterung von Fragen des Post- und Fernmeldedienstes können Ständige Ausschüsse eingesetzt werden. Sie werden aus Sachverständigen derjenigen Post- und Fernmeldeverwaltungen gebildet, die sich zur Teilnahme an ihren Arbeiten bereit erklären und sich verpflichten, zu den allgemeinen Kosten ihrer Tagungen beizutragen.

Für das Stimmrecht und die Sprache gelten die Bestimmungen des Artikels 3.

Artikel 5.

*Geschäftsstelle des Europäischen Post- und Fernmeldevereins.*

Eine Dienststelle, die in Wien unter dem Namen „Geschäftsstelle des Europäischen Post- und Fernmeldevereins“ tätig ist und unter der Oberaufsicht der deutschen Postverwaltung steht, dient den Vereinsverwal-

tungen als Verbindungs-, Auskunfts- und Beratungsstelle. Ihr fallen im wesentlichen die gleichen Aufgaben für den Bereich des Europäischen Post- und Fernmeldevereins zu, wie sie für das Büro des Weltpostvereins und das Büro des Weltnachrichtenvereins vorgesehen sind.

Die amtlichen Sprachen für die Akten des Vereins sind deutsch und italienisch. Der amtliche Schriftwechsel zwischen der Geschäftsstelle und den Verwaltungen wird deutsch oder italienisch geführt.

Vom Tage des Inkrafttretens des Übereinkommens an werden die Kosten für den Betrieb der Geschäftsstelle sowie die ausserordentlichen Kosten, die der Zusammentritt einer Tagung verursacht, und die Kosten, die etwa durch die der Geschäftsstelle übertragenen besonderen Arbeiten entstehen, von sämtlichen Vereinsverwaltungen gemeinsam getragen.

Die Länder der beteiligten Verwaltungen werden hierfür in 7 Klassen eingeteilt, deren jede ihren Kostenbeitrag nach folgendem Verhältnis leistet:

| | | |
|---|---|---|
| 1. Klasse | .................. | 25 Einheiten |
| 2. „ | .................. | 20 „ |
| 3. „ | .................. | 15 „ |
| 4. „ | .................. | 10 „ |
| 5. „ | .................. | 5 „ |
| 6. „ | .................. | 3 „ |
| 7. „ | .................. | 1 Einheit. |

Jede Verwaltung teilt der Geschäftsstelle mit, in welche Klasse sie eingereiht zu werden wünscht.

Artikel 6.

*Schiedsgericht.*

Meinungsverschiedenheiten, die sich aus diesem Übereinkommen und den Vollzugsordnungen zwischen den Vereinsverwaltungen ergeben, sind durch ein Schiedsgericht zu schlichten, das aus Mitgliedern der Europäischen Post- und Fernmeldevereins entsprechend der im Weltpostvertrag vorgeschriebenen Weise gebildet wird und auch nach den in diesem Vertrag gegebenen Vorschriften verfährt. Wenn nach dem Vertrag die Ernennung der Schiedsrichter dem Büro des Weltpostvereins obliegt, werden die Schiedsrichter von der Geschäftsstelle des Europäischen Post- und Fernmeldevereins bestellt.

Artikel 7.

*Beitritt.*

Jede europäische oder dem europäischen Raum benachbarte Post- und Fernmeldeverwaltung kann jederzeit diesem Übereinkommen beitreten.

Die Beitrittserklärung ist der Vereinsgeschäftsstelle zu übersenden, die ihrerseits die Vereinsverwaltungen verständigt.

Artikel 8.

*Austritt.*

Jede beteiligte Verwaltung ist bei Einhaltung einer einjährigen Kündigungsfrist berechtigt, durch eine an die Vereinsgeschäftsstelle zu richtende schriftliche Erklärung ihren Austritt aus dem Europäischen Post- und Fernmeldeverein anzuzeigen. Diese Erklärung gilt nur für die Verwaltung, von der sie eingereicht worden ist; das Übereinkommen bleibt für die anderen teilnehmenden Verwaltungen in Kraft.

Artikel 9.

*Anwendung des Weltpostvertrags und des Weltnachrichtenvertrags.*

Die Bestimmungen des Weltpostvertrags, der besonderen Abkommen hierzu, des Weltnachrichtenvertrags und der dazugehörigen Vollzugsordnungen bleiben unberührt, soweit der Gegenstand nicht durch dieses Übereinkommen oder die Vollzugsordnungen (Artikel 2) ausdrücklich geregelt ist.

Artikel 10.

*Inkrafttreten des Übereinkommens und Vorbehalt der Genehmigung.*

Dieses Übereinkommen wird am 1. April 1943 in Kraft treten.

Für eine Verwaltung, die unter Vorbehalt einer Genehmigung unterzeichnet hat, tritt das Übereinkommen nur in Kraft, wenn die Mitteilung von dem Vorliegen der Genehmigung bis zum 31. März 1943 bei der deutschen Postverwaltung eingeht.

Artikel 11.

*Gültigkeit der Texte.*

Dieses Übereinkommen wird in deutscher und italienischer Sprache ausgefertigt. Beide Fassungen gelten als Urschrift.

Unterzeichnet in einem Stück, das im Archiv der deutschen Postverwaltung aufbewahrt und von dem jeder Verwaltung eine beglaubigte Abschrift übersandt werden wird.

Wien, am 19. Oktober 1942.

Albanien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*N. Naraci.*

Bulgarien
Dipl.-Ing. *W. Pissomoff.*

Dänemark
*K. J. Jensen.*

Deutschland
*Ohnesorge.*

Finnland
*G. E. F. Albrecht.*

Italien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*G. Pession.*

Kroatien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Franjo Poljan.*

Niederlande
*W. L. Z. van der Vegte.*

Norwegen
*Svein Svensen.*
*Andr. Hadland.*

Rumänien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Ing. *Pio Venturini.*

San Marino
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Col. *G. Teodorescu.*

Slowakei
Ing. *I[illegible]ák.*

Ungarn
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Dr. Forster Károly.*

---

Vollzugsordnung für den europäischen Postdienst.

Die Vertreter der unterzeichneten Verwaltungen haben auf Grund des Artikels 2 des Übereinkommens über den Europäischen Post- und Fernmeldeverein folgendes beschlossen:

Artikel 1.

*Verzicht auf Landdurchgangsgebühren für Briefposten.*

Die Vereinsverwaltungen verzichten gegenseitig auf Landdurchgangsgebühren für Briefposten, welche aus Vereinsländern herrühren.

Artikel 2.

*Grundgebühren für Briefe und Postkarten.*

Es gelten folgende Grundgebühren:

Briefe:

| | | |
|---|---|---|
| | bis 20 g | 12 *Rpf* |
| über 20 | „ 250 g | 24 „ |
| „ 250 | „ 500 g | 40 „ |
| „ 500 | „ 1000 g | 60 „ |

Postkarten:

| | |
|---|---|
| einfache | 6 *Rpf* |
| mit Antwortkarte | 12 „ |

Die Vereinsverwaltungen teilen die in ihrer Währung festgesetzten Gegenwerte der Geschäftsstelle des Europäischen Post- und Fernmeldevereins zur Veröffentlichung mit. Das gleiche gilt von einer Änderung der Gebühren.

Artikel 3.

*Inkrafttreten der Vollzugsordnung.*

Die Bestimmungen dieser Vollzugsordnung treten am 1. April 1943 in Kraft.

Artikel 4.

*Gültigkeit der Texte.*

Diese Vollzugsordnung wird in deutscher und italienischer Sprache ausgefertigt. Beide Fassungen gelten als Urschrift.

Unterzeichnet in einem Stück, das im Archiv der deutschen Postverwaltung aufbewahrt und von dem jeder Verwaltung eine beglaubigte Abschrift übermittelt wird.

Wien, am 24. Oktober 1942.

Albanien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*N. Naraci.*

Bulgarien
Dipl.-Ing. *W. Pissomoff.*

Dänemark
*K. J. Jensen.*

Deutschland
*Ohnesorge.*

Finnland
*G. E. F. Albrecht.*

Italien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*G. Pession.*

Kroatien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Franjo Poljan.*

Niederlande
*W. L. Z. van der Vegte.*

Norwegen
*Svein Svensen.*

Rumänien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Col. *G. Teodorescu.*

San Marino
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Ing. *Pio Venturini.*

Slowakei
Ing. *Kudlák.*

Ungarn
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Dr. Forster Károly.*

---

Schlussniederschrift zur Vollzugsordnung für den europäischen Postdienst.

Im Begriff, die heute abgeschlossene Vollzugsordnung für den Postdienst zu unterzeichnen, haben die Vertreter der unterzeichneten Verwaltungen folgendes vereinbart:

I.

Jede Verwaltung kann die im Artikel 2 der Vollzugsordnung für den Postdienst vorgesehenen Gebühren bis zu 50 v. H. erhöhen oder bis zu 25 v. H. ermässigen.

II.

Keine Verwaltung ist verpflichtet, im Vereinsdienst niedrigere Gebühren festzusetzen als in ihrem inneren Dienst.

III.

Die Vereinsverwaltungen sind berechtigt, die Einführung der gemäss Artikel 2 der Vollzugsordnung und I dieser Schlussniederschrift festzusetzenden Gebühren bis zum 1. April 1944 aufzuschieben.

IV.

Für die kroatische Postverwaltung, deren Vertreter das Übereinkommen über den Europäischen Post- und Fernmeldeverein unterzeichnet haben, wird der Beitritt zur Vollzugsordnung für den Postdienst bis zum 1. April 1943 offengehalten.

V.

Für eine Verwaltung, die unter Vorbehalt einer Genehmigung unterzeichnet hat, tritt die Vollzugsordnung nur in Kraft, wenn die Mittei-

lung von dem Vorliegen der Genehmigung bis zum 31. März 1943 bei der deutschen Postverwaltung eingeht.

VI.

Diese Schlussniederschrift wird in deutscher und italienischer Sprache ausgefertigt. Beide Fassungen gelten als Urschrift.

Unterzeichnet in einem Stück, das im Archiv der deutschen Postverwaltung aufbewahrt und von dem jeder Verwaltung eine beglaubigte Abschrift übermittelt wird.

Wien, am 24. Oktober 1942.

Albanien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*N. Naraci.*

Bulgarien
Dipl.-Ing. *W. Pissomoff.*

Dänemark
*K. J. Jensen.*

Deutschland
*Ohnesorge.*

Finnland
*G. E. F. Albrecht.*

Italien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*G. Pession.*

Kroatien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Franjo Poljan.*

Niederlande
*W. L. Z. van der Vegte.*

Norwegen
*Svein Svensen,*

Rumänien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Col. *G. Teodorescu.*

San Marino
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Ing. *Pio Venturini.*

Slowakei
Ing. *Kudlák.*

Ungarn
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Dr. Forster Károly.*

---

## Vollzugsordnung für den europäischen Telegraphendienst.

Anlage zum Übereinkommen über den Europäischen Post- und Fernmeldeverein.

### Artikel 1.

*Europäische Einheitsgebühr.*

Die Wortgebühr für vollbezahlte Telegramme zwischen den im Europäischen Post- und Fernmeldeverein zusammengeschlossenen Ländern beträgt 15 Reichspfennig.

Im Dienst zwischen nicht benachbarten Vereinsländern können übergangsweise bis zum Abschluss einer neuen Vereinbarung 20 Reichspfennig für ein Wort erhoben werden.

Jede Verwaltung bestimmt die diesen Gebührensätzen entsprechenden Gegenwerte in ihrer Landeswährung.

Artikel 2.

*Abrechnung.*

Im gegenseitigen Endverkehr der Vertragsländer wird über die Telegrammgebühren einschliesslich sämtlicher Nebengebühren nicht abgerechnet. Jeder Verwaltung fliessen die von ihr erhobenen Gebühren zu: sie hat jedoch aus ihnen die nach Artikel 4 und 5 zu zahlenden Durchgangsvergütungen zu bestreiten.

Die Erstattung von Gebühren in den in der Vollzugsordnung für den Telegraphendienst zum Weltnachrichtenvertrag vorgesehenen Fällen geht zu Lasten der Verwaltung, die die Gebühren erhoben hat.

Artikel 3.

*Hilfswege.*

Die Vereinsverwaltungen gewähren sich gegenseitig den gebührenfreien Durchgang für ihre inländischen Telegramme sowie für Telegramme zwischen benachbarten Ländern bei Umleitung über ein drittes, an beide angrenzendes Land, wenn die Telegramme bei Leitungsstörungen ausnahmweise nicht über die Regelwege dem Bestimmungsort zugeführt werden können.

Artikel 4.

*Umarbeitungsgebühr.*

Jede Verwaltung, die ein Durchgangstelegramm, das innerhalb des Vereinsgebietes gewechselt wird, umarbeitet, erhält ohne Rücksicht darauf, welcher Gattung das Telegramm angehört, eine Umarbeitungsgebühr von 2 Reichspfennig je Gebührenwort.

Artikel 5.

*Gemietete Telegraphenverbindungen.*

1. Hierzu rechnen folgende Durchgangsverbindungen:
   a) Telegraphenverbindungen des öffentlichen Dienstes,
   b) Verbindungen des zwischenstaatlichen Teilnehmer-Fernschreibdienstes,
   c) Verbindungen für Behörden und Private.
2. Die Miete für eine im Fernkabel verlaufende Telegraphenverbindung beträgt je Kanal und Monat 1,20 Reichsmark je Kilometer Luftlinie, wobei als Kanal beide Richtungen zu verstehen sind.

   Wenn die wirkliche Länge der Verbindung die Luftlinie um 30 v. H. übersteigt, darf die der Gebührenberechnung zugrunde liegende Entferrnung in 2 Strecken unterteilt werden, deren eine vom Eingangspunkt an der Landesgrenze zu einem wichtigen Knotenpunkt im Zuge der Verbindung, die andere von hier aus zum Ausgangspunkt an der Landesgrenze führt.
3. Die Miete für oberirdische Verbindungen wird nach der wirk lichen Leitungslänge, nicht nach der Luftlinie berechnet.

Sie beträgt 2,40 Reichsmark monatlich je Kilometer Einzeldraht, wenn die Grundleitung (auch simultan) benutzt wird. Wird dagegen die Verbindung auf der oberirdischen Leitung unter Benutzung von Trägerschwingungen gebildet, so beträgt die monatliche Miete für jeden Kanal 2,40 Reichsmark je Kilometer.

4. Die zu zahlenden Mieten werden nur für Kanäle berechnet, die zur Abwicklung des eigentlichen Telegraphen- und Fernschreibdienstes notwendig sind. Dienstkanäle zur gegenseitigen Verständigung der technischen Dienste werden kostenlos zur Verfügung gestellt.

5. Die Miete ist zahlbar vom Monatsersten an, wenn die Verbindung tatsächlich an diesem Tage bereitgestellt worden ist, andernfalls erst vom ersten Tage des auf die Inbetriebnahme folgenden Monats an. Die Zahlung hört auf mit dem Ende des Monats, in dem die Endverwaltungen auf die Bereithaltung der betreffenden Verbindung durch die Durchgangsverwaltung verzichten.

Bei Störungen von längerer Dauer (durch höhere Gewalt usw. verursacht) hört die Zahlung der Miete, sofern nicht Ersatzverbindungen zur Verfügung gestellt werden, mit dem Ende des Monats auf, in dem die Verbindung unterbrochen wurde.

6. Die Mietbeträge werden vierteljährlach wie folgt in die Abrechnung aufgenommen und bezahlt:

a) Telegraphenverbindungen des öffentlichen Dienstes und Verbindungen des Teilnehmer-Fernschreibdienstes (Punkte 1 a und 1 b):

Die fordernde Durchgangsverwaltung übersendet den beiden Endverwaltungen eine Zusammenstellung der im abgelaufenen Vierteljahr betriebenen Kanäle mit der Berechnung des gesamten Mietbetrages, den die beiden Endverwaltungen je zur Hälfte zu zahlen haben.

b) Mietverbindungen für Behörden und Private (Punkt 1 c):

Die forderungsberechtigte Durchgangsverwaltung stellt den Mietbetrag derjenigen Endverwaltung in Rechnung, die die Einrichtung der Verbindung beantragt hat.

Zu a) und b):

Die Zusammenstellungen werden bis zum Ende des ersten Monats in jedem Kalendervierteljahr für das abgelaufene Vierteljahr zwecks Anerkennung in doppelter Ausfertigung ausgetauscht. Eine anerkannte Ausfertigung gelangt an die forderungsberechtigte Verwaltung zurück. Die Schuldbeträge werden nach den Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Telegraphendienst zum Weltnachrichtenvertrag bezahlt.

Artikel 6.

*Telegramme in Postdienstangelegenheiten.*

Die zwischen den Vereinsverwaltungen und ihren Dienststellen in Postdienstangelegenheiten gewechselten Telegramme werden gebührenfrei übermittelt.

Artikel 7.

*Inkrafttreten der Vollzugsordnung und Vorbehalt der Genehmigung.*

Diese Vollzugsordnung wird am 1. April 1943 in Kraft treten.

Für eine Verwaltung, die unter Vorbehalt einer Genehmigung unterzeichnet hat, tritt die Vollzugsordnung nur in Kraft, wenn die Mitteilung von dem Vorliegen der Genehmigung bis zum 31. März 1943 bei der deutschen Portverwaltung eingeht.

Artikel 8.

*Gültigkeit der Texte.*

Diese Vollzugsordnung wird in deutscher und italienischer Sprache ausgefertigt. Beide Fassungen gelten als Urschrift.

Unterzeichnet in einem Stück, das im Archiv der deutschen Postverwaltung aufbewahrt und von dem jeder Verwaltung eine beglaubigte Abschrift übersandt werden wird.

Wien, am 24. Oktober 1942.

Albanien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*N. Naraci.*

Bulgarien
Dipl.-Ing. *W. Pissomoff.*

Dänemark
*K. J. Jensen.*

Deutschland
*Ohnesorge.*

Finnland
*G. E. F. Albrecht.*

Italien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*G. Pession.*

Kroatien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Franjo Poljan.*

Niederlande
*W. L. Z. van der Vegte.*

Norwegen
*Andr. Hadland.*

Rumänien
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Col. *G. Teodorescu.*

San Marino
Unter Vorbehalt der Genehmigung
Ing. *Pio Venturini.*

Slowakei
Ing. *Kudlák.*

Ungarn
Unter Vorbehalt der Genehmigung
*Dr. Forster Károly.*

## Accordo per l'Unione Europea Postale e delle Telecomunicazioni.

I sottoscritti plenipotenziari delle Amministrazioni postali e delle telecomunicazioni dei seguenti Paesi

Albania — Bulgaria — Croazia — Danimarca — Finlandia — Germania — Italia — Norvegia — Paesi Bassi — Romania — San Marino — Slovacchia — Ungheria

allo scopo di promuovere la collaborazione europea nel campo postale e delle telecomunicazioni, hanno stabilito di comune accordo, basandosi sulla Convenzione postale universale e sulla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, quanto segue:

### Articolo 1.

*Unione Europea Postale e delle Telecomunicazioni.*

Le Amministrazioni partecipanti formano l'Unione europea postale e delle telecomunicazioni, che ha per scopo di migliorare e perfezionare i singoli rami di servizio nelle reciproche relazioni postali e delle telecomunicazioni.

### Articolo 2.

*Regolamenti d'esecuzione.*

Le disposizioni necessarie per l'esecuzione del presente Accordo e per lo svolgimento del servizio postale e delle telecomunicazioni nel campo dell' Unione sono riunite in Regolamenti d'esecuzione che verranno concordate dalle Amministrazioni nelle Conferenze dell' Unione (Art. 3).

### Articolo 3.

*Conferenze dell' Unione.*

I rappresentanti delle Amministrazioni dell' Unione si riuniscono determinate scadenze per discutere e decidere su modificazioni o aggiunte alle disposizioni di quest' Accordo, sulla formazione, modificazione o aggiunte ai Regolamenti d'esecuzione indicati all' art. 2, e su altre questioni riguardanti l'Unione.

Nelle discussioni delle Conferenze sono ammesse le lingue tedesca e italiana; i discorsi in tedesco vengono subito tradotti in italiano, e viceversa. I Delegati possono servirsi di altre lingue, purché provvedano a loro cura alla traduzione immediata in lingua tedesca o italiana.

I verbali e gli atti delle conferenze sono redatti in tedesco ed in italiano.

Nelle deliberazioni delle conferenze ogni Paese, compresi i territori dipendentti ecc., ha diritto a un voto.

Ogni conferenza stabilisce l'anno di riunione e il luogo della conferenza successiva.

La data di convocazione viene fissata, d'intesa con l'ufficio dell' Unione (ved. art. 5), dall'Amministrazione del Paese nel quale la conferenza deve aver luogo.

La conferenza può essere anticipata o ritardata, se ⅔ delle Amministrazioni ne fanno richiesta all' Amministrazione a cui spetta di convocarla.

Articolo 4.

*Commissioni permanenti.*

Per l'esame e la discussione dei problemi riguardanti il servizio postale e delle telecomunicazioni possono essere istituite delle commissioni permanenti. Esse sono composte di esperti delle Amministrazioni postali e delle telecomunicazioni che si dichiarano disposte a partecipare ai lavori e s'impegnano a contribuire alle spese delle riunioni.

Nei riguardi del voto della lingua valgono le disposizioni dell' articolo 3.

Articolo 5.

*Ufficio dell' Unione Europea Postale e delle Telecomunicazioni.*

Un ufficio che ha sede in Vienna, con la denominazione di Ufficio dell' Unione Europea postale e delle telecomunicazioni, posto sotto l'alta sorveglianza dell'Amministrazione postale tedesca, serve come organo di collegamento, informazione e consultazione per le Amministrazioni dell'Unione. Tale ufficio avrà essenzialmente nel campo dell' Unione Europea Postale e delle Telecomunicazioni gli stessi compiti che sono previsti per l'Ufficio dell' Unione postale universale e per l'Ufficio dell' Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Le lingue ufficiali per gli Atti dell' Unione sono il tedesco e l'italiano. La corrispondenza ufficiale tra l'Ufficio e le Amministrazioni viene redatta in tedesco o in italiano.

Dalla data dell' entrata in vigore del presente Accordo le spese per l'attività dell' ufficio, come pure le spese alle quali dà luogo la riunione di una conferenza, e quelle derivanti dall' esecuzione di lavori speciali affidati all' Ufficio, sono sostenute in commune da tutti i Paesi dell' Unione.

I Paesi delle Amministrazioni dell' Unione vengono ripartiti in sette classi, ciascuna delle quali contribuisce al pagamento delle spese nella proporzione seguente:

| | | |
|---|---|---|
| 1ª classe | 25 | unità |
| 2ª „ | 20 | „ |
| 3ª „ | 15 | „ |
| 4ª „ | 10 | „ |
| 5ª „ | 5 | „ |
| 6ª „ | 3 | „ |
| 7ª „ | 1 | „ |

Ogni Amministrazione comunica all' Ufficio dell' Unione in quale classe desidera essere compresa.

Articolo 6.

*Arbitrato.*

Le divergenze d'opinioni che possono sorgere fra le Amministrazioni dell' Unione in relazione al presente Accordo e ai regolamenti d'esecuzione sono risolte a mezzo di collegio arbitrale costituito dai membri dell' Unione europea postale e delle telecomunicazioni nella forma prevista dalla Convenzione postale universale, e funziona secondo la procedura indicata nella Convenzione stessa. Quando questa Convenzione stabilisce che gli arbitri sono nominati dall' Ufficio dell' Unione Postale universale, la designazione viene invece fatta dall'Ufficio dell' Unione europea postale e delle telecomunicazioni.

Articolo 7.

*Ammissione all' Unione.*

Ogni Amministrazione postale e delle telecomunicazioni d'un Paese europeo o confinante con un Paese europeo può in ogni momento aderire al presente Accordo.

La dichiarazione di adesione deve essere comunicata all' ufficio dell' Unione, che a sua volta ne informa le altre Amministrazioni.

Articolo 8.

*Recesso dall' Unione.*

Ogni Amministrazione aderente ha facoltà con preavviso di un anno rivolto per iscritto all' Ufficio dell' Unione, di dichiarare il suo recesso dall' Unione europea postale e delle telecomunicazioni.

La denuncia ha effetto per la sola Amministrazione che l'ha notificata; l'Accordo resta in vigore per le altre Amministrazioni.

Articolo 9.

*Applicazione della Convenzione postale universale e della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni.*

Le disposizioni della Convenzione postale universale, dei relativi accordi speciali, della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni e Regolamenti annessi restano in vigore per quanto non è esplicitamente previsto nel presente Accordo e nei Regolamenti di esecuzione (art. 2).

Articolo 10.

*Entrata in vigore dell' Accordo e riserva di approvazione.*

Il presente Accordo entra in vigore il 1º aprile 1943.

Per le Amministrazioni che hanno firmato con riserva di ulteriore approvazione, l'Accordo entra in vigore solamente se la comunicazione della avvenuta approvazione perviene all' Amministrazione germanica entro il 31 marzo 1943.

Articolo 11.

*Validità dei testi.*

Il presente Accordo viene redatto in lingua tedesca e italiana. Le due redazioni hanno valore di originale.

Firmato in un solo esemplare che resta depositato negli archivi dell' Amministrazione postale tedesca, dalla quale ne sarà inviata copia autentica a ciascuna Amministrazione contraente.

Vienna, il 19 ottobre 1942.

Albania
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *N. Naraci.*

Bulgaria
fir. *Dipl.-Ing. W. Pissomoff.*

Danimarca
fir. *K. J. Jensen.*

Germania
fir. *Ohnesorge.*

Finlandia
fir. *G. E. F. Albrecht.*

Italia
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *G. Pession.*

Croazia
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *Franjo Poljan.*

Paesi Bassi
fir. *W. L. Z. van der Vegte.*

Norvegia
fir. *Svein Svensen*
fir. *Andr. Hadland.*

Romania
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *Col. G. Teodorescu.*

San Marino
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *Ing. Pio Venturini.*

Slovacchia
fir. *Ing. Kudlák.*

Ungheria
Con riserva di ulteriore approvazione
fir. *Dr. Forster Károly.*

## 101.

## BELGIQUE, BULGARIE, EGYPTE, FRANCE, NORVEGE.

# Convention relative au statut international des réfugiés; signée à Genève, le 28 octobre 1933.*)

*Dansk Lovtidenden 1936 C, No. 7.*

---

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi des Bulgares, Sa Majesté le Roi d'Egypte, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Norvège,

Vu le préambule du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel „pour développer la coopération entre les nations, il importe de faire régner la justice"; et vu l'Article 23 a) du Pacte aux termes duquel „les Membres de la Société des Nations s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires";

Considérant les mesures prises antérieurement en faveur des réfugiés et, notamment, les Arrangements intergouvernementaux des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928 actuellement en vigueur dans certains des Etats Contractants;

Tenant compte des avis émis par la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés et envisageant surtout la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 4 septembre 1930 qui crée, à titre temporaire, l'Office international Nansen pour les réfugiés, sous l'autorité de la Société des Nations, conformément à l'Article 24 du Pacte;

Animés par le désir de compléter et de consolider l'œuvre accomplie par la Société des Nations au profit des réfugiés;

Soucieux de créer les conditions qui permettront aux décisions antérieurement prises dans ce sens par les divers Etats de produire leur plein effet, et désireux que soient assurés aux réfugiés la jouissance des droits civils, le libre et facile accès aux tribunaux, sa sécurité et la stabilité dans l'établissement et dans le travail, des facilités dans l'exercice des professions, de l'industrie, du commerce et dans les déplacements, l'admission dans les écoles et dans les universités;

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Meyers, Directeur général honoraire du Ministère de la Justice;

M. Deltenre, Sous-Directeur au Ministère des Affaires Etrangères.

---

*) Pour les ratifications et les adhésions v. la Notice à la fin de ce No.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. Mikoff, Chargé d'Affaires à Berne, Représentant permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Assal bey, Consul à Genève.

Le Président de la République Française:

M. de Navailles, Sous-Directeur des chancelleries et du contentieux au Ministère des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Peter Hersleb Birkeland, Conseiller de la Légation, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due formes, sont convenus des dispositions suivantes:

## Chapitre I.

### *Définition.*

#### Article premier.

La présente Convention est applicable aux réfugiés russes, arméniens et assimilés, tels qu'ils ont été définis par les Arrangements des 12 mai 1926 et 30 juin 1928, sous réserve des modifications ou précisions que chaque Partie Contractante pourra apporter à cette définition au moment de la signature ou de l'adhésion.

## Chapitre II.

### *Mesures administratives.*

#### Article 2.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à délivrer des certificats Nansen, valables pour un an au moins, aux réfugiés résidant régulièrement sur son territoire.

Le texte desdits certificats comprendra une formule autorisant la sortie et le retour. Les porteurs de certificats Nansen non périmés seront libres de sortir du pays qui leur a délivré ces titres et d'y revenir sans nécessité d'autorisation à la sortie ou du visa des consuls de ce pays pour le retour.

Les consuls respectifs des Parties Contractantes seront habilités pour prolonger ces certificats, pour une durée de six mois au plus.

Le coût des visas des certificats Nansen sauf gratuité pour les indigents, sera établi selon le tarif le plus bas appliqué aux visas des passeports étrangers.

#### Article 3.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à ne pas éloigner de son territoire par application de mesures de police, telles que l'expulsion ou le refoulement, les réfugiés ayant été autorisés à y séjourner réguliè-

rement, à moins que lesdites mesures ne soient dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

Elle s'engage, dans tous les cas, à ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d'origine.

Elle se réserve le droit d'appliquer telles mesures d'ordre interne qu'elle jugera opportunes aux réfugiés qui, frappés d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public, seront dans l'impossibilité de quitter son territoire parce qu'ils n'auront pas reçu sur leur requête ou grâce à l'intervention d'institutions s'occupant d'eux, les autorisations et visas nécessaires leur permettant de se rendre dans un autre pays.

## Chapitre III.

### *Condition juridique.*

#### Article 4.

Le statut personnel des réfugiés sera régi par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

La validité des actes des autorités religieuses dont relèvent les réfugiés, accomplis dans les pays qui admettent la compétence de ces autorités, sera reconnue par les Etats parties à la présente Convention.

Les droits acquis sous l'empire de l'ancienne loi nationale du réfugié, notamment les droits résultant du mariage (régime matrimonial, capacité de la femme mariée, etc.), seront respectés, sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence, s'il y a lieu.

#### Article 5.

Sous réserve des dispositions de l'Article 4, alinéa 2, la dissolution des mariages des réfugiés sera régie par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

#### Article 6.

Les réfugiés auront, dans les territoires des Parties Contractantes, libre et facile accès devant les tribunaux.

Dans les pays où ils ont leur domicile ou leur résidence régulière, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les nationaux; ils seront, aux mêmes conditions que ceux-ci, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et seront exemptés de la caution judicatum solvi.

## Chapitre IV.

### *Conditions du travail.*

#### Article 7.

Les restrictions résultant de l'application des lois et règlements pour la protection du marché national du travail ne seront pas appliquées sans

tempérament aux réfugiés domiciliés ou residant régulièrement dans le pays.

Elles seront levées de plein droit en faveur des réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays, qui remplissent l'une des conditions suivantes:

a) Compter au moins trois ans de résidence dans le pays;

b) Avoir pour conjoint une personne possédant la nationalité du pays de résidence;

c) Avoir un ou plusieurs enfants possédant la nationalité du pays de résidence;

d) Etre ancien combattant de la grande guerre.

## Chapitre V.
### *Accidents du travail.*
### Article 8.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder aux réfugiés victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le traitement le plus favorable qu'elle accorde aux ressortissants d'un pays étranger.

## Chapitre VI.
### *Assistance et prévoyance.*
### Article 9.

Les réfugiés résidant sur le territoire d'une des Parties Contractantes: chômeurs; personnes atteintes de maladies physiques ou mentales; vieillards ou infirmes incapables de suffire à leurs besoins; enfants à l'entretien desquels ni leur famille ni des tiers ne pourvoient d'une manière suffisante; femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants, y bénéficieront du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, en ce qui concerne les secours et l'assistance dont ils auraient besoin, y compris les soins médicaux et hospitaliers.

### Article 10.

Les Parties Contractantes s'engagent à appliquer aux réfugiés, en ce qui concerne les lois d'assurances sociales actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établies, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

### Article 11.

Les réfugiés bénéficieront sur le territoire de chacune des Parties Contractantes, en ce qui concerne la création de sociétés de secours mutuels et d'assistance et l'adhésion auxdites sociétés, du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

Chapitre VII.

*Instruction.*

Article 12.

Les réfugiés bénéficieront dans les écoles, cours, facultés et universités de chacune des Parties Contractantes d'un traitement aussi favorable que les autres étrangers en général. Ils bénéficieront notamment dans la même mesure que ces derniers de la remise totale ou partielle des droits et taxes et de l'attribution de bourses d'études.

Chapitre VIII.

*Régime fiscal.*

Article 13.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas assujettir les réfugiés résidant sur leurs territoires à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à l'application du système du timbre Nansen, ainsi qu'aux stipulations des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs et à la prolongation de la validité de ces documents.

Le présent Article est le seul de la Convention qui règle les matières fiscales. Celles-ci se trouvent soustraites à toutes autres dispositions de cette Convention.

Chapitre IX.

*Dispense de réciprocité.*

Article 14.

La jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étrangers sous condition de réciprocité ne seront pas refusés aux réfugiés faute de réciprocité.

Chapitre X.

*Création de comités en faveur des réfugiés.*

Article 15.

Chaque Partie Contractante aura la faculté, soit d'organiser sur son territoire un comité central pour les réfugiés ou plusieurs comités, s'il y a lieu, chargés de coordonner les activités des organes de placement des réfugiés et de secours aux réfugiés, soit d'autoriser la constitution de tels comités.

Ce ou ces comités pourront être chargés des attributions énumérées au premier Article de l'Arrangement et de l'Accord du 30 juin 1928, dans les pays où ces actes sont en vigueur, en tant que ces attributions ne

seront pas exercées par les représentants du Secrétaire général de la Société des Nations.

A défaut de représentants d'un organisme international, ces comités percevront les taxes représentées par le timbre Nansen et celles prévues par lesdits Arrangement et Accord, en tant que ces taxes seront perçues sur les territoires des pays où ils fonctionneront.

## Chapitre XI.

### *Dispositions générales.*

#### Article 16.

Les Arrangements et Accord des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928, en tant qu'ils ont été adoptés par les Parties Contractantes, restent en vigueur dans celles de leurs dispositions qui sont compatibles avec la présente Convention.

#### Article 17.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au 15 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

#### Article 18.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'Article 17, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura été effectué.

#### Article 19.

A partir du 16 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de celui-ci à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

#### Article 20.

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après que le Secrétaire général aura reçu des ratifications et des adhésions au nom d'au moins deux membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement

déposé, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Elle sera enregistrée le jour où elle devra entrer en vigueur.

Article 21.

La présente Convention pourra être dénoncée après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres, visés aux Articles 17 et 19, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Article 22.

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Parties Contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification trente jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Chacune des Parties Contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de cinq ans prévue à l'Article 21, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux Articles 17 et 19, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent Article, ainsi que les dates de leur réception.

Article 23.

Les Parties Contractantes peuvent, au moment de la signature ou de l'adhésion, déclarer que leur signature ou adhésion ne s'appliquera pas à certains chapitres, articles ou alinéas, à l'exclusion du chapitre XI („Dispositions générales"), ou formuler des réserves.

A tout moment, les Parties Contractantes auront la faculté de retirer en tout ou en partie leurs exceptions ou réserves, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Le Secrétaire général donnera communication de ladite déclaration à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux Articles 17 et 19 en spécifiant la date de la réception.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-huit octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'Article 17.

Belgique.

MM. Meyers et Deltenre déclarent signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

1° L'Article 2, alinéa 3, relatif au droit donné aux consuls de prolonger les certificats Nansen, ne peut recevoir l'adhésion du Gouvernement belge.

2° L'Article 9, en tant qu'il vise l'application des dispositions de la législation interne touchant „l'assurance-chômage", ne peut être agréé.

3° L'Article 10, concernant les lois d'assurances sociales, ne saurait faire l'objet d'un accueil favorable.

4° L'Article 14, qui vise la jouissance de droits et de faveurs accordés aux étrangers, sous condition de réciprocité, ne peut être admis.

5° Le Gouvernement Belge, en acceptant la présente Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne la colonie du Congo et les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

*E. Meyers.*
*M. Deltenre.*

Bulgarie.

M. Mikoff déclare signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

I. A l'Article 1. — Le Gouvernement Bulgare maintient les réserves formulées par le délégué bulgare lors de la signature de l'Arrangement du 30 juin 1928 relatif à l'extension à d'autres catégories de réfugiés de certaines mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens.

II. A l'Article 2. — La sortie du pays des réfugiés munis des certificats (passeports) Nansen sera soumise aux règlements généraux régissant cette matière. Les consuls bulgares seront habilités de prolonger,

dans le cas de force majeure, les certificats Nansen, délivrés en Bulgarie, pour une durée de trois mois. Le coût des visas des certificats Nansen sera établi selon le tarif appliqué aux ressortissants du pays qui a délivré le certificat.

III. A l'Article 6. — L'exemption de la caution *judicatum solvi* sera soumise chaque fois à l'appréciation des tribunaux.

IV. A l'Article 7. — Le Gouvernement Bulgare ne saurait accepter les points a) et d).

V. Aux Articles 8 et 10 (anciens 7 et 9). — Les pensions d'invalidité et de vieillesse seront payées (en tenant compte des possibilités du fonds respectif) aux ayants droit et ayants cause pour autant qu'ils résident dans le pays.

VI. A l'Article 13. — Le Gouvernement Bulgare ne saurait accepter l'alinéa premier, les réfugiés résidant en Bulgarie étant soumis en matière fiscale au même régime que les autres sujets étrangers résidant dans le pays.

VII. A l'Article 15. — Le Gouvernement Bulgare ne saurait accepter les alinéas 2 et 3.

*D. Mikoff.*

Egypte.

Article 1. — A part les modifications ou précisions que chaque Partie Contractante pourra apporter à cette définition, mon Gouvernement se réserve le droit de toute extension et limitation dans ladite définition.

Article 2. — Les porteurs de certificats Nansen ne pourront être admis en Egypte que si ces certificats contiennent des visas de retour aux pays qui les ont délivrés. Si ces réfugiés sont autorisés à séjourner en Egypte, les autorités locales compétentes se réservent le droit de leur délivrer des documents de voyage égyptiens.

Article 3. — Ces autorités se réservent le droit d'expulser ces réfugiés à tout moment pour raison de sécurité publique.

Article 4. — D'autre part, en ce qui concerne les droits acquis visés dans l'alinéa 3 de l'Article 4 du projet de Convention, il y a lieu de préciser que, pour respecter ces droits, il faut tenir compte de l'ordre public international ainsi que de l'ordre public interne tel que ce dernier est conçu et appliqué en droit égyptien. En plus, et afin de dissiper tout malentendu, il convient de préciser que les droits dont il s'agit sont seulement ceux relatifs au statut personnel.

Article 13. — Cet Article ne doit, en aucun cas, invalider ni infirmer notre réserve relative aux documents de voyage égyptiens avec toutes les suites qu'elle comporte dans l'application.

Article 14. — Notre signature ne s'applique pas à cet article.

Article 15. — Le Gouvernement Egyptien entend que les comités visés à l'Article 15 ne seront pas chargés des attributions qui sont prévues aux alinéas 2 et 3 dudit Article dans le cas où il voudrait les réserver aux représentants de l'autorité locale.

Le Gouvernement Egyptien se réserve la faculté de substituer éventuellement, et toutes les fois qu'il le jugera opportun, l'assimilation aux nationaux au traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger dans toutes les dispositions de la Convention où ce traitement est stipulé.

Je déclare signer la présente Convention avec les réserves ci-dessus.

Consul d'Egypte, *Assal.*

France. 11.12.33.

M. de Navailles déclare signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

1º L'Article 7 ne saurait faire obstacle à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs sont autorisés à occuper en France.

2º L'organisation, en France, de comités tels qu'ils sont prévus à l'Article 15, ne saurait leur conférer, si elle a lieu, des attributions incompatibles avec la législation existante en matière de placement.

3º Le Gouvernement Français, par son acceptation de la présente Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté, et territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

*Navailles.*

Norvège.

Je déclare signer la Convention sous les réserves suivantes:

Est exclue l'application 1º du troisième alinéa de l'Article 2, 2º de l'Article 14.

*Hersleb Birkeland.*

---

Notice.

1. Ont déposé les instruments de ratification à Genève: la Bulgarie (le 19 décembre 1934), la Norvège (le 26 juin 1935), la France (le 3 novembre 1936).

Ont adhéré à la Convention:

a) la Tchécoslovaquie (le 14 mai 1935) sous les réserves suivantes:

A. Le Gouvernement Tchécoslovaque considérera comme réfugiés dans le sens de l'Article 1 seulement les personnes qui possédaient effectivement la nationalité russe ou turque et l'ont perdue avant le 1er janvier 1923 sans en avoir acquis une autre.

B. L'adhésion de la République Tchécoslovaque ne concerne pas:

a) L'alinéa 3 de l'Article 2 en ce qui touche l'habilitation des consuls pour prolonger la validité des certificats Nansen;

b) L'alinéa 3 de l'Article 3, en tant qu'il réduit la compétence des autorités nationales en matière d'expulsion des personnes constituant un danger pour la sûreté de l'Etat et l'ordre public. Il va sans dire, d'ailleurs, que les dispositions de l'Article 3 ne touchent aucunement aux expulsions à la suite d'une sentence judiciaire, ni aux engagements découlant des traités d'extradition ou de la législation tchécoslovaque relative à l'extradition des étrangers;

c) L'Article 7 tout entier, en ce qui concerne l'exemption des réfugiés de l'application des dispositions des lois et décrets sur la protection du marché national du travail;

d) L'Article 14 tout entier exemptant de la condition de réciprocité;

e) L'Article 15 tout entier, traitant de la création de comités locaux.

C. Les Articles 4 et 5 sur la situation juridique des réfugiés et les Articles 8, 9, 10 et 11 sur les accidents du travail et la prévoyance sociale ne seront appliqués en Tchécoslovaquie que dans les limites fixées par les lois nationales.

b) le Danemark (le 21 décembre 1935) sous réserve des Articles 7 et 14. L'adhésion ne comprend pas le Groënland.

c) l'Italie (le 16 janvier 1936) sous les réserves suivantes:

1° L'Article 3 de la Convention ne peut limiter le droit que possèdent les autorités italiennes d'appliquer à l'égard des réfugiés des mesures d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale et d'ordre public.

2° L'Italie n'assume aucune obligation en ce qui concerne ses colonies et possessions.

d) la Grande-Bretagne (le 28 octobre 1936) sous les réserves suivantes:

1. Article premier. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère la Convention comme s'appliquant uniquement aux réfugiés russes, arméniens et assimilés qui, à la date de la présente adhésion, ne bénéficient plus de la protection de leur pays d'origine.

2. Article 3. Le premier paragraphe ne sera pas applicable aux réfugiés qui ont été admis dans le Royaume-Uni pour une visite ou des fins temporaires. Le terme „ordre public" est considéré comme comprenant les questions relatives aux crimes et à la moralité publique.

Le paragraphe 2 de l'Article 3 n'est pas accepté.

3. L'Article 7 ne sera pas applicable aux réfugiés qui ont été admis dans le Royaume-Uni pour une visite ou des fins temporaires.

4. Article 12. Etant donné la situation spéciale des écoles et des universités dans le Royaume-Uni, cet article n'est pas accepté.

5. L'Article 14 n'est pas accepté.

Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous sa suzeraineté ou territoires administrés sous mandat.

2.) La France a dénoncé la Convention le 2 décembre 1942.

---

102.

## ITALIE, BULGARIE.

# Traité de commerce et de navigation; signé à Rome, le 30 juillet 1934, suivi d'une Convention vétérinaire, signée à la date du même jour.*)

*Trattati e Convenzioni fra il Regno, d'Italia e gli altri Stati XLVIII (1937), p. 270, 303.*

---

### A) Trattato di commercio e di navigazione con Protocolle finale e Protocollo speciale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Bulgares, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. le Docteur Detchko Karadjoff, Directeur des Affaires Consulaires et Economiques au Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes;

Lesquels, après avoir reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement la liberté du commerce et de la navigation.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits, privilèges et faveurs de toute espèce pour ce qui a trait au commerce, à l'industrie et à la navigation, qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Restent toutefois applicables les dispositions de lois et règlements, ainsi que les autres ordonnances qui sont ou seront applicables, dans le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, aux ressortissants de tout autre Pays, en matière de commerce, d'industrie et de police.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en observant les lois du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ainsi que

---

*) En vertu d'un Arrangement conclu, les 6 et 17 octobre 1934, par un Echange de Notes les Accords du 30 juillet ont été mis en vigueur à titre provisoire, à partir du 18 octobre 1934.

l'abandonner librement en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature que ce soit autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

En outre, les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes auront, dans le territoire de l'autre, pleine liberté d'exercer, comme les nationaux, dans les limites fixées par les lois du pays, toute espèce de commerce, industrie ou profession, pour autant que la qualité de sujet de l'Etat ne soit pas, d'après la loi, une condition essentielle pour l'exercice d'une profession.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit d'acquérir et de posséder dans le territoire de l'autre des biens meubles de toute sorte et de toute nature et des biens immeubles urbains, et d'en disposer librement par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession ab intestat ou par tout autre moyen, aux mêmes conditions que les nationaux.

Lesdits ressortissants jouiront en outre, en ce qui concerne les biens immeubles ruraux, du même traitement accordé à ce sujet, aux ressortissants de la nation la plus favorisée étant toutefois entendu qu'aucune des Hautes Parties Contractantes n'est obligée à concéder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre, des facultés ou des droits plus étendus que ceux dont jouiront de fait ses ressortissants sur le territoire de cette dernière Partie.

Ils pourront de même exporter leurs biens, en se conformant aux lois du Pays, sans être tenus à payer, à raison de l'exportation, un droit quelconque en leur qualité d'étrangers et sans devoir acquitter des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à payer en pareille circonstance.

Sont toutefois réservées, quant à l'achat, à la possession et à l'usage des biens immeubles, les exceptions et les restrictions qui sont ou seront établies par les lois de chacune des Hautes Parties Contractantes à l'égard des ressortissants de tous les Pays étrangers, en ce qui concerne la sûreté de l'Etat, ainsi que les limitations prévues par les lois nationales en ce qui concerne les nefs et les aéronefs.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, soit dans les armées de terre, de mer et de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, sans préjudice des obligations qui, selon le droit public de chacune des Hautes Parties Contractantes, subsistent ou surgissent dans les cas de perte, acquisition et recouvrement de la nationalité.

Ils seront exempts de tout travail forcé pour le compte de l'Etat, sauf dans le cas d'une défense commune à la suite d'une calamité publique.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels susdits, de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés. Sont exceptées, toutefois, les charges qui sont connexes à la possession ou à la location d'un bien fonds, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée en pareils cas aux nationaux. Il est entendu en outre qu'ils ne seront jamais traités, à cet égard, d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux, au point de vue de la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens. A cette fin les ressortissants de chacune des Hautes Partiés Contractantes, sans aucune distinction de résidence auront, sur le territoire de l'autre, le droit d'ester en justice en leur nom ou au nom de leur maison de commerce ou raison sociale, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre. Ils pourront désigner à cet effet les avocats, les notaires et autres personnes admis par les lois du Pays qu'ils jugeraient aptes à défendre leurs intérêts, et jouiront dans leurs rapports juridiques des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes, soit pour leurs personnes soit pour leurs biens, droits et intérêts, jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les taxes et impôts et les autres contributions et charges similaires. Ils jouiront aussi de la même protection que les nationaux chez les Autorités et les juridictions fiscales.

Article 6.

Les sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les sociétés d'assurances et les instituts publics d'assurances sur la vie humaine) domiciliées dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, et y valablement constituées conformément aux lois respec-

tives, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans le territoire de l'autre et pourront y établir leurs succursales et y exercer leur commerce ou leur industrie avec les modalités et dans les limites établies par les lois et ordonnances en vigueur.

Elles pourront en outre faire valoir tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

En tout cas lesdites sociétés jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie Contractante, des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires du Pays le plus favorisé à cet égard.

Toutes les dispositions ayant un caractère fiscal, contenues dans le présent Traité, sont applicables, d'une manière correspondante, aux sociétés susmentionnées.

Article 7.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les Pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1. prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;

2. prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;

3. prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous les autres approvisionnements de guerre;

4. prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

5. prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national, artistique, historique ou archéologique;

6. prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres;

7. prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;

8. prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués de l'une des deux Hautes Parties Contractantes ne seront pas soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement autre ou moins favorable que celui accordé à un autre Pays quelconque et, notamment, ils ne seront pas

assujettis à des droits ou taxes — y comprises toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les produits d'un autre pays quelconque.

De même chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles ait accordée ou pourrait accorder à l'avenir à un pays tiers quelconque en ce qui concerne la garantie et la perception des droits à l'importation et à l'exportation. la classification des marchandises et l'interprétation des tarifs, l'importation et l'exportation temporaires, la réexportation, le dépôt, et toute autre formalité douanière, y compris le mode de vérification et d'analyse des marchandises importées .

Article 9.

A l'exportation vers l'Italie, ses Colonies, Protectorats et Possessions il ne sera perçu en Bulgarie, et à l'exportation vers la Bulgarie il ne sera perçu en Italie, d'autres droits ni des droits plus élevés de sortie ou taxes d'autre nature que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des mêmes produits vers le Pays étranger le plus favorisé à cet égard.

En outre, toute autre faveur accordée par l'une des Hautes Parties Contractantes à un Pays étranger à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 10.

Sans préjudice des dispositions dont à l'alinéa premier de l'Article 8, les droits d'entrée en Italie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine et de provenance bulgare désignés dans l'Annexe A du présent Traité,*) et les droits d'entrée en Bulgarie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine et de provenance italienne, désignés dans l'Annexe B du présent Traité,*) ne pourront dépasser les taux indiqués dans ces annexes.

Article 11.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Bulgarie jouiront, à leur importation dans les Colonies, Protectorats et Possessions italiens, des tarifs appliqués aux produits de la Nation la plus favorisée et à l'exclusion des avantages qui sont réservés aux produits de la métropole et de ses Colonies, Protectorats et Possessions.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des Colonies, Protectorats et Possessions italiens seront admis à leur importation en Bulgarie au bénéfice du tarif le plus favorable déjà accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires de n'importe quel Pays.

Article 12.

Les dispositions des Articles 8, 9, 10 et 11 ne sont point applicables:

a) aux faveurs que chacune des Hautes Parties Contractantes aurait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour

---

*) Pas reproduite.

faciliter le trafic de frontière, étant établi que sera considérée comme zone de frontière celle dont l'étendue de l'un et de l'autre côté ne dépasse pas 15 km.;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes par les engagements d'une union douanière.

Article 13.

En règle générale la production d'un certificat d'origine ne sera pas requise à l'importation des produits de l'une des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre.

Toutefois, si l'une des Hautes Parties Contractantes soumet les produits d'un tiers Pays à des droits plus élevés que ceux appliqués aux mêmes produits de l'autre Partie, ou si elle assujettit les produits d'un tiers Pays à des prohibitions ou restrictions d'importation, non applicables aux mêmes produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si cela est nécessaire, de faire dépendre l'application des droits d'entrée réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation d'un certificat d'origine.

Les Parties Contractantes s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues lors de la délivrance du certificat d'origine.

En ce qui concerne la délivrance et la vidimation consulaire desdits certificats restent applicables les dispositions dont aux Notes échangées entre les deux Gouvernements le 15 mai 1932.

Les certificats d'origine pourront être rédigés dans la langue du Pays de destination des marchandises aussi bien que dans la langue du Pays exportateur. Dans ce dernier cas les Bureaux de Douane du Pays de destination pourront en exiger la traduction.

Si les produits d'un tiers Pays sont importés, à travers le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, dans le territoire de l'autre, les Autorités douanières de celle-ci admettront aussi les certificats d'origine, délivrés dans les formes susdites par les Autorités douanières de l'autre Partie, pourvu qu'il résulte des certificats mêmes que les produits sont toujours demeurés sous la surveillance de la Douane.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 14.

Les droits intérieurs pour le compte de l'Etat, des Communes ou des corporations qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre de manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce.

Article 15.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent dériver du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation spéciale, délivrée par les Autorités compétentes de leur Pays, qu'ils sont légalement autorisés d'y exercer leur commerce ou leur industrie, et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou d'autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un Pays ni dans l'autre ils ne seront soumis pour cette activité au payement d'un impôt ou d'une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce italiens et bulgares, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur Pays respectif, auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles mais pas des marchandises. Les Hautes Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des Autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce. Ces cartes devront être établies conformément au modèle figurant dans la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1933.*)

Les échantillons et modèles passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibitions, importés par les fabricants et commerçants établis sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes soit personnellement, soit par l'intermédiaire des voyageurs de commerce, sont admis en franchise provisoire sur le territoire des deux Pays, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement à caution garantissant le payement éventuel de ces droits.

Sont considérés comme échantillons ou modèles tous les spécimens de marchandises déterminées sous la double condition qu'ils soient susceptible d'être facilement identifiés lors de la réexportation et qu'ils ne représentent pas des quantités ou valeurs qui dans leur ensemble puissent leur enlever le caractère usuel d'échantillons.

Les échantillons et modèles devront être réexportés et le délai de réexportation est fixé à six mois, sauf le cas de prolongation dont l'octroi est réservé à l'administration douanière du Pays d'importation.

Une fois le délai règlementaire expiré, le montant des droits d'entrée consigné ou garanti par une caution sera acquis au trésor ou recouvré

*) Rectius 1923. V. N.R.G. 3. s. XIX, p. 165.

à son profit à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai susdit les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane, ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau, après constatation par une vérification que les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels le permis d'importation a été délivré, devra restituer le montant des droits déposés à l'importation ou prendre les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Les deux Gouvernements publieront la liste de Bureaux auxquels ces attributions auront été conférées.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis et pour l'apposition des marques (timbres, plombs ou cachets) destinées à assurer l'identité des échantillons et modèles.

Les timbres, plombs ou cachets apposés aux échantillons par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties Contractantes seront, toutefois, reconnus comme suffisants par celles de l'autre. Seulement dans le cas où ces échantillons ne présenteraient pas des garanties suffisantes aux yeux de l'Administration intéressée, ils pourront, si cela est possible sans les endommager, être marquées de nouveau.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties Contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Article 16.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire et s'engagent à ne percevoir aucun droit de transit.

Les Hautes Parties Contractantes se conformeront, pour ce qui concerne le transit, aux dispositions contenues dans le Statut faisant partie intégrante de la Convention sur la liberté du transit signée à Barcelone, le 20 avril 1921.*)

Article 17.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Italie, importés en Bulgarie par le territoire d'autres Pays et les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la Bulgarie, importés en Italie par le territoire d'autres Pays, ainsi que les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'autres Pays, importés par le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre, ne seront assujettis à leur importation à des droits ou taxes différents ou plus élevés que ceux qui seront perçus à l'importation des produits importés du Pays d'origine directement ou par un autre Pays.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XVIII, p. 690.

Cette clause est en vigueur aussi bien pour les marchandises en transit direct que pour les marchandises transbordées, réemballées ou entreposées pendant le transit.

Article 18.

En ce qui concerne le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer, il ne sera, sous conditions égales, faite aucune différence quant à l'expédition, aux prix de transport et aux droits et taxes y relatifs, entre les ressortissants des deux Hautes Parties Contractantes.

Article 19.

Les marchandises expédiées de l'Italie à destination d'une gare bulgare ou en transit par la Bulgarie ne seront pas assujetties, sur les chemins de fer bulgares, en ce qui concerne le prix et le mode de transport, ainsi que les taxes et impôts y relatifs, à un traitement moins favorable que celui qu'on fait pour le transport des mêmes marchandises expédiées entre les gares bulgares, sous les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours.

Le même traitement sera accordé par les chemins de fer italiens à l'égard des marchandises expédiées de la Bulgarie à destination de l'Italie ou en transit sur le territoire italien.

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se concéder réciproquement les prix de transport qui sont ou seront en vigueur sur les chemins de fer, sous les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours, pour les transports similaires en provenance d'un tiers Etat ou destinés vers un tiers Etat.

Article 21.

Les navires bulgares et leur cargaison dans les ports de l'Italie et réciproquement les navires italiens et leur cargaison dans les ports de la Bulgarie, soit qu'ils arrivent directement du pays d'origine, soit qu'ils arrivent d'un autre Pays et quel que soit le lieu de provenance ou la destination, jouiront, en ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement, et en général, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leurs cargaisons.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Hautes Parties Contractantes, seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

Les navires de l'une des deux Parties ne pourront être assujettis, dans les ports de l'autre, à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur sortie à aucun droit, taxe ou charge quelconque, sous quelque dénomination que ce soit, grévant la coque, le pavillon, ou sa cargaison, et perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des

particuliers, des corporations ou établissement quelconques, si lesdits droits, taxes ou charges, ne gréveraient dans la même mesure et aux mêmes conditions les navires nationaux.

Article 22.

En se conformant aux lois et règlements du Pays, qui seraient en vigueur même pour les bateaux nationaux, seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats:

1. les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat;

3. les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, dans le cas où le premier serait incapable de naviguer, les opérations nécessaires au ravitaillement de l'équipage et à la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet Article ne regardent pas les droits sanitaires ainsi que les droits de pilotage et de sauvetage qui seront perçus dans tous les cas prévus par les lois du Pays et pourvu qu'il n'y ait pas de différence entre les navires nationaux et les navires de l'autre Haute Partie Contractante.

Article 23.

Les navires italiens et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Pays Contractants à un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Lesdits navires pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison provenant de l'étranger qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour les navires nationaux.

Article 24.

Les armateurs, chargeurs, fréteurs et affréteurs, ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs représentants et agents, seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, de toutes les installations et ouvrages des ports, tels que canaux, écluses, bacs, ponts et ponts tournants et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et l'ammagasinage de la cargaison — y comprises toutes les installations pour le chargement, déchargement et dépôt des huiles minérales et des céréales — des flottants et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat soit par des particuliers.

Article 25.

Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, contraints par la tempête ou par une avarie, de chercher refuge dans un port de l'autre, seront autorisés à y procéder à la réparation et à reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui, dans les mêmes circonstances, seraient dus par les navires nationaux. Dans le cas où le commandant du navire en réparation se verrait contraint de disposer d'une partie de la cargaison pour subvenir aux frais, il sera tenu de se soumettre aux prescriptions et au tarif en vigueur dans le lieu de refuge.

Article 26.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire ainsi que ses passagers et ses cargaisons y jouiront des faveurs et immunités que la législation de chacun des deux Pays accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté de même toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage et aux passagers tant pour leurs personnes et leurs biens que pour le navire. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du Pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-droit, et il ne sera payé des frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seront assujettis en pareil cas.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront soumises au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les ait destinées à la consommation intérieure.

Article 27.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les Autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des deux Hautes Parties Contractantes ne pourront être nationalisées dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'Autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Des négociations seront entamées le plus tôt possible entre les Hautes Parties Contractantes en vue d'arriver à un accord particulier pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires.

Jusque là, les navires de chacune des deux Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre à aucune nouvelle opération de jaugeage et le payement des droits et taxes de navigation sera effectué d'après les certificats de jaugeage délivrés par les Autorités compétentes du Pays dont les navires battent le pavillon.

Article 28.

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée, ne s'étend pas:

1. à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes;

2. à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales;

3. aux privilèges concédés aux Sociétés pour le sport nautique;

4. à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

5. à l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu qu'à ce sujet un Accord pourra être conclu entre les deux Hautes Parties Contractantes;

6. au cabotage qui continue à être régi par les lois qui sont ou qui entreront en vigueur respectivement dans chacun des deux Pays.

Article 29.

Toutes les marchandises, quelle que soit leur nature et leur provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou le dépôt peut avoir lieu dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, si elles sont transportées par des navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passer en transit ou déposées par des navires de l'autre Partie Contractante.

Dans ces cas les marchandises jouiront des mêmes facilités et ne seront pas assujetties à d'autres droits ou taxes plus élevés, ni à d'autres restrictions plus gênantes que celles en vigueur pour les marchandises similaires transportées par des navires nationaux et en tout cas par des navires de la nation la plus favorisée.

Cette règle s'applique aussi aux voyageurs qui débarquent des navires provenant de l'étranger, ou qui s'embarquent sur des navires pour

l'étranger. Dans ce dernier cas, les navires doivent observer les dispositions législatives qui ont été ou seront édictées pour les navires affectés au transport des voyageurs par celle des Parties Contractantes dans le territoire de laquelle se trouve le port de départ.

Article 30.

Les tarifs, les réductions sur les prix de transport ou les autres facilités, l'application desquels est faite dépendre de la condition que les marchandises et les personnes, avant ou après, soient transportées par des navires d'une société déterminée de navigation d'Etat ou privée ou sur des voies de mer ou de navigation intérieure déterminées, ont valeur dans le territoire de l'Etat Contractant, dans lequel ils sont en vigueur, dans la même direction et pour le même parcours, même en faveur des marchandises et des personnes qui arrivent dans un port sur des navires de l'autre Partie ou sont ultérieurement transportées d'un port dans un autre lieu.

Article 31.

Les stipulations du présent Traité ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur régissant les fleuves internationaux et elles ne sont pas applicables à la navigation dans les eaux intérieures ne faisant pas partie d'un réseau fluvial internationalisé.

Article 32.

Si des contestations venaient à surgir entre les Hautes Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité, y compris les Tarifs et le Protocole final, et l'une des Hautes Parties Contractantes demanderait qu'elles fussent soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque contestation, de manière que chacune des Hautes Parties Contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de tomber d'accord, par anticipation et pour une période de temps déterminée, quant à la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 33.

Le présent Traité, qui se substitue, à tous les effets, aux Notes échangées le 27 octobre 1925,*) sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les ratifications y relatives seront échangées à Sofia.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXII, p. 909.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, toutefois, de le mettre en vigueur, à titre provisoire, par un échange de notes, dans le plus bref délai possible.

Il demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de sa mise en vigueur. S'il n'a pas été dénoncé deux mois avant son expiration, il sera considéré prorogé, au delà dudit délai d'une année, pour la durée de six mois. Les Hautes Parties Contractantes pourront ensuite le dénoncer à tout moment avec effet à trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, en double expédition, le 30 juillet 1934.

(L. S.) *Mussolini.*
(L. S.) *D. Karadjoff.*

---

## Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Bulgarie, les Plénipotentiaires ont fait les déclarations suivantes, qui forment partie intégrante du même Traité.

### I. — En ce qui concerne les Articles du Traité.

#### Ad Article 5.

Il est entendu que la clause de la Nation la plus favorisée ne s'applique pas aux conventions spéciales, qui ont été ou qui seront conclues à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties Contractantes avec un Etat tiers dans le but de proportionner l'imposition intérieure et extérieure et, notamment, d'éliminer une double imposition et d'assurer la protection juridique et l'assistance légale en matière d'impôts ou en ce qui concerne l'application des sanctions pénales relatives.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à régler, au plus tôt possible, par un Accord spécial, cette matière.

#### Ad Article 7.

Il est entendu que les Hautes Parties Contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégralité, le principe fixé à l'Article 7, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire, et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, les Hautes Parties Contractantes appliqueront, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus large et libérale.

En outre, dans le cas où l'une des Parties Contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents seront étudiés, sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux Pays.

Ad Article 8.

Il est entendu que sous les droits et taxes considérés à l'Article 8 sont compris aussi l'impôt communal dit Obschtinski Nalog et le droit d'accise, à payer à l'importation des marchandises en Bulgarie.

Ad Articles 18 et 19.

Les dispositions dont aux Articles 18 et 19 ne visent pas les réductions des tarifs accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction et d'éducation publique, ni les réductions accordées dans les cas d'une calamité publique aux transports des voyageurs et des marchandises, ni celles appliquées aux transports militaires de l'armée, aux personnes du service public, du service des chemins de fer et des services similaires, de même qu'aux membres de leurs familles, ni aux endois en service d'entreprises indigènes de communications.

Ad Article 21.

1. Les stipulations de l'Article 21 du présent Traité ne portent aucune atteinte aux dispositions générales et spéciales qui seraient en vigueur pour tous les navires ayant fait escale dans certains ports étrangers, pourvu que ces mesures s'appliquent à tous les navires se trouvant dans les mêmes conditions.

2. En ce qui concerne le droit de louer des terrains, même appartenant à l'Etat, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, les compagnies de navigations et les propriétaires de bateaux faisant des services réguliers de transport et battant le pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans les ports de l'autre, du même traitement que les nationaux. Il en sera de même pour les entrepôts des marchandises dans les ports s'ils correspondent aux dispositions légales de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Ad Article 32.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'Article 31, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

Au premier cas d'arbitrage, le Tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie défenderesse; dans les autres cas, dans les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes. Celle des Parties, sur le territoire de laquelle siégera le Tribunal, désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau

et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal sera présidé par le super-arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Hautes Parties Contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le Tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le Tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections.

Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le Tribunal et pour les commissions rogatoires émanées par ce dernier, les Autorités de chacune des Hautes Parties Contractantes prêteront leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions de tribunaux civils du pays.

II. — En ce qui concerne le tarif à l'entrée en Italie.

Ad n. 4 à 8.

Les droits conventionnels du tarif italien pour le bétail seront appliqués seulement au bétail bulgare accompagné d'un certificat délivré par le Ministère bulgare de l'Economie Nationale.

Le certificat devra indiquer l'expéditeur et la quantité dont est composé chaque envoi. En outre, ce certificat doit indiquer la quantité de bétail pour laquelle ont été délivrés précédemment des certificats pour l'envoi en Italie à décompte du contingent mensuel prévu.

De sa part, le Gouvernement italien se réserve de contrôler les quantités de bétail en provenance de la Bulgarie importées en Italie, dans le but de s'assurer que le contingent établi ne soit pas dépassé.

A cet effet, il est entendu que le bétail d'origine et de provenance de la Bulgarie sera importé en Italie par les douanes à déterminer d'accord entre les deux Gouvernements.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange de ratifications de Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome le 30 juillet 1934.

*Mussolini.*
*D. Karadjoff.*

---

Protocole special.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation italo-bulgare conclu en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit:

I. — Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Bulgare s'engagent à constituer le plus tôt possible, et en tout cas pas plus tard que deux mois après l'entrée en vigueur du Traité susdit, une Commission Mixte italo-bulgare.

Cette Commission, qui sera composée par des représentants des deux Pays et qui pourra être assistée, le cas échéant, par des experts, aura la tâche de rechercher, dans le plus bref délai possible, le moyen pour favoriser les intérêts économiques des deux Pays et particulièrement pour faciliter et développer les échanges commerciaux réciproques.

Dans le cas où une contraction sensible des échanges réciproques viendrait à résulter à cause des mesures de contingentement, de licences, de droits de douane ou de n'importe quelle autre mesure limitative des échanges ou de la concession des devises, sur la demande de l'une ou de l'autre des deux Parties Contractantes, la Commission Mixte italo-bulgare susdite pourra être convoquée à tout moment après l'entrée en vigueur du Traité de commerce et de navigation signé en date d'aujourd'hui.

La Commission Mixte examinera les problèmes qui lui seront soumis, et proposera aux deux Gouvernements les solutions aptes à éviter les inconvénients signalés.

Cette réunion devra avoir lieu dans les quinze jours à partir de la date de la demande formulée par l'un des deux Gouvernements.

II. Les Hautes Parties Contractantes créeront un Conseil tarifaire permanent et commun pour la détermination des tarifs pour les transports empruntant les réseaux des chemins de fer et les voies navigables dans leurs territoires.

Ce Conseil, qui aura le but de faciliter réciproquement l'exportation des produits des Pays intéressés, pourra fixer de commun accord des tarifs spéciaux avec des réductions sur les tarifs normaux, d'après les instructions du Ministre dans le ressort duquel rentre respectivement l'administration des chemins de fer et des voies navigables et qui, en vertu du présent Protocole, est revêtu de tout pouvoir à cet égard.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole spécial.

Fait à Rome, en double expédition, le 30 juillet 1934.

*Mussolini.*
*D. Karadjoff.*

---

## B) Convenzione sanitaria veterinaria con Protocollo finale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Bulgares, désireux de faciliter le commerce du bétail et des produits animaux entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du

trafic des produits animaux dans l'autre, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention vétérinaire et ont nommé pour les Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. le Docteur Netchko Karadjoff, Directeur des Affaires Consulaires et Economiques au Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes;

Lesquels, après avoir reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

L'importation du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, à celui de l'autre, des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des produits bruts d'origine animale et, en général, de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation de viandes fraîches ou conservées, de la volaille abattue et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douane ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat dans le territoire duquel l'impostation doit avoir lieu.

Les bureaux de douane ouverts à la visite sanitaire vétérinaire, les jours et heures de visite, sont fixés par l'autorité compétente du Pays d'importation et notifiés à l'autre Partie Contractante. La liste de ces bureaux et les conditions de leur ouverture pourront être modifiées dans les mêmes conditions au fur et à mesure des besoins. Le service vétérinaire y sera organisé de telle façon qu'il puisse satisfaire à toutes les nécessités commerciales des deux Pays.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé (modèles n. 1 et n. 2 annexés à la présente Convention).

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter:

a) la peste bovine et la péripneumonie des bovins;

b) la dourine, la peste porcine, l'entérite infectieuse, la septicémie du porc et la clavelée;

c) la fièvre aphteuse et la peste aviaire;

ne sera pas délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces respectives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes: pour les maladies visées à la lettre a), depuis au moins six mois; à lettre b), depuis au moins quarante jours; à la lettre c), depuis au moins vingt-et-un jours.

Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels (modèle 1).*) Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs (modèle 2); mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et compris dans un même transport.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la durée, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats doit se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du Pays de destination.

S'il s'agit de transport effectué par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur les certificats.

### Article 3.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé prévu à l'Article 2.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactéridien, de charbon bactérien, de morve, de rouget, de septicémie hémorragique, n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez le mouton et la chèvre n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes et vice versa.

### Article 4.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux, et tout les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un médecin vétérinaire d'Etat ou

---

*) Les modèles ne sont pas reproduits.

dûment autorisé par l'Etat (modèle 3 annexé à la présente Convention), attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine.

Pour les viandes de porc, ou préparations de viande de porc, en provenance de la Bulgarie, le certificat mentionnera qu'un examen trichinoscopique a été pratiqué avec résultat négatif.

Pour les viandes conservées ou préparées, le certificat doit attester en outre que les opérations relatives à la préparation et à la conservation ont été effectuées sous le contrôle direct du service vétérinaire et que les viandes ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du Pays destinataire.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes:

a) viande de bœuf: animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ou par quartiers;

b) viande de mouton et de chèvre: animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés;

c) viande de porc: animaux entiers, ou divisés par moitiés avec ou sans le lard; celui-ci peut être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement de ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

La volaille abattue (fraîche, réfrigérée ou congelée) doit être accompagnée d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat, ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la volaille dont il s'agit résultait saine et indemne de maladies contagieuses avant l'abatage (Mod. n. 4).

## Article 5.

Les produits animaux bruts à l'état frais pourront être soumis au contrôle vétérinaire dans le Pays d'importation. Ils seront accompagnés d'un certificat (dont le modèle est joint à la présente convention, annexe 5), délivré par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, permettant leur identification et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Le certificat ne sera pas exigé pour les produits qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessiccation, salaison, traitement arsénical, ou autre, lavage antiseptique, étuvage, désinfection, etc.).

De même seront admis à l'importation sans certificat et ne seront pas soumis à des restrictions, pour des raisons de police vétérinaire, les produits dérivés du lait (fromage, beurre) ainsi que les œufs.

Article 6.

Lorsqu'une maladie contagieuse, dont la déclaration est obligatoire au Pays d'importation, est constatée à la frontière, dans un convoi d'animaux de provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, les animaux atteints, les animaux contaminés et les animaux suspects seront placés sous le contrôle du service vétérinaire du Pays d'importation. Ce service a tout pouvoir pour exiger, au frais de l'importateur, soit l'abatage à la frontière, soit l'envoi de ces animaux dans un abattoir désigné à cet effet, soit de prendre les mesures qui paraîtront convenables. Quant à l'utilisation des viandes et des produits provenant des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur au Pays d'importation pour les animaux indigènes.

En tout les cas et à tous moments le propriétaire pourra demander l'abatage de tous ou d'une partie des animaux placés sous le contrôle vétérinaire.

Le médecin vétérinaire de frontière notera sur le certificat d'origine et de santé qui accompagne les animaux, le motif de la destination des animaux à l'abatage ou du placement des animaux sous le contrôle vétérinaire et signera sa déclaration; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera soumis par le susdit médecin vétérinaire à l'autorité vétérinaire centrale de son Pays, qui en donnera communication au Pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du Pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, sera consignée dans un procès-verbal rédigé par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat; le texte de ce procès-verbal sera communiqué de suite par l'autorité vétérinaire compétente à l'autorité vétérinaire centrale du Pays d'origine.

Article 7.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou limiter, aussi longtemps que durera le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale, et en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 8.

Si du fait du trafic des animaux, une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire au Pays d'importation, venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions,

la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou aux matières et objets capables de servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis ou menacés par la maladie.

On considère, à cet effet, comme territoires:

en Italie: les communes comprises dans un rayon de 50 km. autour du foyer d'infection;

en Bulgarie: l'arrondissement infecté et ceux limitrophes.

L'importation ne peut être prohibée dans le cas de charbon bactéridien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget du porc, tubercule et gale.

La durée de la période de danger de contagion pour les maladies envisagées à l'Article 2, lettres a), b), c), à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même Article. Cette durée sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle qui établira la disparition de la maladie.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à publier, le premier et le quinzième jour de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire vétérinaire. Ce bulletin, aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie Contractante: il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à donner une indication exacte de l'état sanitaire du bétail dans les différentes parties du Pays.

Article 10.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovins, ou la dourine des solipèdes, ou bien la fièvre aphteuse sous une forme maligne avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie Contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

Article 11.

Si un désaccord venait se produire entre les deux Hautes Parties Contractantes sur l'application de la présente Convention, il serait procédé à la nomination, sur la demande de l'une des Parties, d'une Commission Mixte, dont l'avis sera équitablement apprécié dans la décision à adopter.

Chacune des Hautes Parties Contractantes nommera deux membres pour faire partie de la Commission, laquelle aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre, dans le cas où l'accord ne pourrait s'établir.

Lors de la première réunion exigeant la désignation d'un cinquième membre, celui-ci sera choisi parmi les nationaux de l'une des Hautes Parties Contractantes, désigné par le sort: dans la réunion suivante,

il sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et les ratifications y relatives seront échangées à Sophia.

Elle entrera en vigueur en même temps que le Traité de Commerce et de Navigation signé aujourd'hui et demeurera obligatoire jusqu'à l'échéance du Traité susdit.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Faite à Rome, en double expédition, le 30 juillet 1934.

(L. S.) *Mussolini.*
(L. S.) *D. Karadioff.*

---

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire conclue en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ses dispositions, sont convenus de ce qui suit:

1. Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre ne seront soumises à aucune autorisation préalable. Les précautions sanitaires que chacune des Hautes Parties jugera opportun d'adopter relativement aux animaux vivants, y comprises les volailles, accompagnés de certificats sanitaires et trouvés sains lors du passage à la frontière, seront, sur leur propre territoire, limitées „au minimum" indispensable. La durée de la période d'observation à laquelle les animaux pourront être soumis ne pourra excéder six jours, calculés depuis le jour de la visite vétérinaire à la frontière.

Pour le transport par voie de mer, les six jours seront calculés du jour de l'embarquement.

Pour les moutons qui ne sont pas destinés à l'abatage dans les ports de débarquement ou dans un abattoir directement raccordé, avec la voie ferrée, la période d'observation pourra être de quinze jours.

Les dispositions qui précèdent ne mettront pas obstacle aux dispositions prévues ou à prévoir pour le diagnostic de la morve chez les équidés et de la tuberculose chez les bovidés.

2. Les dispositions de la Convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties Contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à cette condition que le Pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la tra-

versée d'autres Pays, l'autorisation du passage en toutes les conditions devrait être préalablement obtenue des divers Pays traversés.

3. Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, de la volaille abattue et des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie Contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des Pays éventuellement traversés et du Pays destinataire.

Les expéditions des animaux faites directement à la destination d'abattoirs raccordés par voie ferrée ne seront pas soumises à la période d'observation prévue au paragraphe premier du Protocole final. Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront réciproquement la liste des abattoirs raccordés à la voie ferrée possédant les aménagements sanitaires requis.

4. Les bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux seront dotés d'installations permettant d'assurer, en des conditions pleinement satisfaisantes, les opérations du service vétérinaire.

5. L'application des dispositions prévues à l'Article 6 de la Convention, sera limitée aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux ayant séjourné dans le même wagon ou sur le même bateau avec des animaux malades ou suspects; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans des locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

6. En rapport aux dispositions prévues aux Articles 2 et 7 de la Convention, il est entendu que si le territoire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes est menacé par l'existence de la peste bovine dans les Pays limitrophes à sa frontière, l'autre Partie aura le droit, tant que durera le danger de la contagion, de prohiber l'importation des animaux et des produits pouvant servir de véhicule à l'infection provenant de la zone frontière menacée, pour une profondeur de 30 km, le long de ladite frontière qui, dans des circonstances exceptionnelles, pourra être étendue jusqu'à 50 km. La profondeur de cette zone pourra de même être réduite d'accord entre les deux Hautes Parties Contractantes.

L'importation par voie de mer, du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dans celui de l'autre, pourra être prohibée ou soumise à l'observation de conditions spéciales dans le cas où la peste bovine existerait dans le rayon de 100 km. autour du port ou des ports touchés par le bateau transportant les animaux.

7. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, au lieu et place du certificat prévu par la Convention, d'un

certificat délivré par les Présidents des Sociétés Hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre par chacune des Hautes Parties Contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du Club ou de la Société et contenir le nom et domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, la provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

8. Les certificats établis conformément à la Convention devront être rédigés dans la langue du Pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre Pays.

9. La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc., effectuée sous le contrôle du service vétérinaire et suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie.

10. Dans le cas où dans les territoires des Parties Contractantes existaient des abattoirs reliés par chemin de fer et dans lesquels les animaux pourraient être introduits directement pour l'abatage sans avoir à traverser ou à s'arrêter au marché annexé à l'abattoir, il sera consenti aux Parties Contractantes d'envoyer les animaux aux susdits abattoirs accompagnés d'un certificat d'origine et de santé, dans lequel, en ce qui concerne la peste du porc, la pneumoentérite du porc, la clavelée et la fièvre aphteuse, il sera régulièrement attesté, par un vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, que ces épizooties n'ont pas régné dans la commune d'origine pendant les délais prévus à l'Article 2 de la Convention et que les communes avoisinantes résultaient indemnes des susdites épizooties au moment de l'expédition des animaux.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se donner communication réciproquement, des abattoirs qui pourraient répondre aux conditions surindiquées.

11. Il est spécifié que les dispositions de la Convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel Accord entre les Hautes Parties Contractantes, à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

12. Les mesures de police vétérinaire qui se rendraient nécessaires pour les animaux et les viandes originaires et en provenance de la Bulgarie seront réduites au minimum indispensable.

A cet effet:

a) l'application de la marque „carni estere“ n'aura plus lieu. La marque sanitaire comme épreuve du contrôle vétérinaire à l'importation sera constituée des lettres „C. V. S.“. Cette marque sera appliquée sans exception aux viandes fraîches et réfrigérées de toute provenance;

b) le contrôle vétérinaire des viandes importées de la Bulgarie en Italie sera fait au lieu de destination, à la condition qu'il existe un bureau de douane. De ce fait les opérations d'ouverture du wagon et de déchargement de la viande à la frontière, pour raison du contrôle vétérinaire, n'auront pas lieu:

c) l'épreuve de la tuberculine à la frontière sera maintenue aux conditions suivantes:

1. les animaux tuberculinisés seront retenus à la frontière le temps minimum indispensable pour pouvoir apprécier la réaction;

2. les animaux réagissants pourront, à la demande des intéressés, être envoyés pour l'abatage à l'un des abattoirs des villes suivantes: Bolzano, Fiume, Trieste, Udine. Dans les cas d'importation par voie de mer, les animaux réagissants seront directement envoyés du port de débarquement à l'abattoir de la ville à laquelle le port appartient.

En tout cas l'épreuve de la tuberculine à la frontière sera maintenue seulement jusqu'au moment où cette épreuve sera appliquée au bétail importé en Italie de n'importe quelle provenance.

Dans le cas où, pour des raisons spéciales, une exception serait faite à l'application de l'épreuve de la tuberculine à la frontière, les animaux d'origine et en provenance de la Bulgarie pourront bénéficier de ladite exception pour les mêmes raisons spéciales, pourvu qu'ils se trouvent dans les mêmes conditions que les animaux pour lesquels l'exception a été accordée.

13. Les animaux marqués à la frontière, dans le but de leur identification aux effets d'une réexportation éventuelle, jouiront, à l'intérieur du Pays, du même traitement que les animaux indigènes.

14. Les communications urgentes relatives à l'application de la Convention pourront être échangées directement par les Autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties Contractantes; copie en sera transmise par voie diplomatique.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, pour le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été signé, en double expédition, à Rome, le 30 juillet 1934.

*Mussolini.*
*D. Karadjoff.*

---

## 103.

## ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CUBA.

## Convention commerciale; signée à Washington, le 24 août 1934.*)

*Executive Agreement Series, No. 67.*

---

The President of the United States of America and the President of the Republic of Cuba, desirous of strengthening the traditional bonds of friendship and commerce between their respective countries by maintaining as the basis for their commercial relations the granting of reciprocal preferential treatment, in continuation of the policy adopted in the Convention of Commercial Reciprocity of 1902 between the two countries,**) and taking into consideration that changed conditions have rendered it necessary to modify the provisions of that Convention, have arrived at the following Agreement:

Article I.

During the term of this Agreement, all articles the growth, produce or manufacture of the United States of America which would have been admitted free of duty if imported into the Republic of Cuba on the day of signature of this Agreement, and all articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba which would have been admitted free of duty if imported into the United States of America on the day of signature of this Agreement, shall be so admitted

El Presidente de los Estados Unidos de América y el Presidente de la República de Cuba, deseosos de estrechar los lazos tradicionales de amistad y comercio entre sus respectivos países, manteniendo como base de sus relaciones comerciales la concesión de un tratamiento recíproco preferencial, continuando así la política adoptada en la Convención de Reciprocidad Comercial de 1902 entre ambos países,**) y tomando en consideración que el cambio de condiciones, desde entonces, ha hecho necesario variar las disposiciones de aquella Convención, han llegado al siguiente Acuerdo:

Artículo I.

Durante la vigencia de este Convenio, todos los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América que hubieren sido admitidos libres de derechos de aduana si se hubieren importado en la República de Cuba en el día de la firma de este Convenio, y todos los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de Cuba, que hubieren sido admitidos libres de tales derechos si se hubieren importado en los Estados Unidos de América en el

---

*) Entrée en vigueur le 3 septembre 1934.

**) Convention de commerce du 11 décembre 1902; v. N.R.G. 2. s. XXXI, p. 473.

by the respective country free of duty.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I annexed hereto;*) and made a part of this Agreement, shall, on their importation into the Republic of Cuba, be granted exclusive and preferential reductions in duties not less than the percentages specified respectively in Column 1 of the said Schedule, such percentages of reduction being applied to the lowest rates of duty, respectively, now or hereafter payable on like articles the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

No article the growth, produce or manufacture ob the United States af America enumerated and described in Schedule I annexed hereto, with respect to which a rate of duty is specified in Column 2 of the said Schedule, shall in any case, except as provided in Article VIII or X, be subject to any customs duty in excess of the rate so specified.

Every article the growth, produce or manufacture of the United States of America which is not provided for in Article I, and which is not enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement, shall, on importation into the Republic of Cuba, be granted an exclusive and preferential reduction

día de la firma de este Convenio, serán así admitidos libres de derechos por el país respectivo.

Artículo II.

A los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista anexa número I*) que forma parte de este Convenio, se les concederán, al ser importados en la República de Cuba, reducciones exclusivas y preferenciales en los derechos de aduana no menores que los porcentajes especificados respectivamente en la Columna 1 de dicha Lista, siendo esos porcentajes de reducción aplicados a los tipos de derechos más bajos, respectivamente, pagaderos en la actualidad o en lo adelante, sobre artículos análogos cosechados, producidos o fabricados en cualquier otro país extranjero.

A ningún artículo cosechado, producido o fabricado en los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista anexa número I, con respecto al cual se especifique un tipo de derechos en la Columna 2 de dicha Lista, se le someterá, en ningún caso, salvo lo dispuesto en el Artículo VIII o en el X, a derecho de aduana alguno en exceso del tipo así especificado.

A todo artículo cosechado, producido o fabricado en los Estados Unidos de América, que no esté comprendido en el Artículo I, y que no esté enumerado y descrito en la Lista I anexa a este Convenio, se le concederá, al ser importado en la República de Cuba, una reducción exclusiva y preferencial en los de-

*) Non reproduite.

in duty of not less than the percentage of reduction which would have been accorded if imported into Cuba on the day of the signature of this Agreement, such percentage of reduction being applied to the lowest rate of duty now or hereafter payable on the like article the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba enumerated and described in Schedule II annexed hereto*) and made a part of this Agreement, shall, on their importation into the United States of America, be granted exclusive and preferential reductions in duties not less than the percentages specified respectively in Column 1 of the said Schedule, such percentages of reduction being applied to the lowest rates of duty, respectively, now or hereafter payable on like articles the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

No article the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba enumerated and described in Schedule II annexed hereto, with respect to which a rate of duty is specified in Column 2 of the said Schedule, shall in any case, except as provided in Article VIII or X, be subject to any customs duty in excess of the rate so specified.

Every article the growth, produce or manufacture of the Republic of

rechos aduaneros no menor del porcentaje de reducción que le hubiera sido concedido si hubiese sido importado en Cuba el día de la firma de este Convenio, siendo aplicado dicho porcentaje de reducción al tipo de derecho más bajo pagadero actualmente o en lo adelante sobre el artículo análogo cosechado, producido o fabricado en cualquier otro país extranjero.

Artículo III.

A los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de Cuba, enumerados y descritos en la Lista anexa número II*) que forma parte de este Convenio, se les concederán al ser importados en los Estados Unidos de América, reducciones exclusivas y preferenciales en los derechos de aduana no menores que los porcentajes especificados respectivamente en la Columna 1 de dicha Lista, siendo estos porcentajes de reducción aplicados a los tipos de derechos más bajos, respectivamente, pagaderos en la actualidad o en lo adelante sobre artículos análogos cosechados, producidos o fabricados en cualquier otro país extranjero.

A ningún artículo cosechado, producido o fabricado en la República de Cuba, enumerado y descrito en la Lista anexa número II, con respecto al cual se especifique un tipo de derechos en la Columna 2 de dicha Lista, se le someterá, en ningún caso, salvo lo dispuesto en el Artículo VIII o en el X, a derecho de aduana alguno en exceso del tipo así especificado.

A todo artículo cosechado, producido o fabricado en la República de

*) Non reproduite.

Cuba which is not provided for in Article I, and which is not enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement, shall, on importation into the United States of America, be granted an exclusive and preferential reduction in duty of not less than 20 per centum, such percentage of reduction being applied to the lowest rate of duty now or hereafter payable on the like article the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Article IV.

The United States of America and the Republic of Cuba agree that the notes included in the Schedules I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article V.

No quantitative restriction shall be imposed by the Republic of Cuba on any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement, nor by the United States of America on any article the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba enumerated and described in Schedule II: Provided, That the foregoing provision shall not apply to prohibitions or restrictions relating to public security; imposed on moral or humanitarian grounds; designed to protect human, animal or plant life; relating to prisonmade goods or goods the product of forced labor; relating to the enforcement of police or revenue laws; or designed

Cuba, que no esté comprendido en el Artículo I, y que no esté enumerado y descrito en la Lista II anexa a este Convenio, se le concederá, al ser importado en los Estados Unidos de América, una reducción exclusiva y preferencial en los derechos aduaneros de no menos del 20 por ciento, siendo aplicado dicho porcentaje de reducción al tipo de derecho más bajo pagadero actualmente o en lo adelante sobre el artículo análogo cosechado, producido o fabricado en cualquier otro país extranjero.

Artículo IV.

Los Estados Unidos de América y la República de Cuba convienen en que a las notas incluidas en las Listas I y II, se les dá por el presente fuerza y efecto como partes integrantes de este Convenio.

Artículo V.

Ninguna restricción cuantitativa será impuesta por la República de Cuba sobre artículo alguno cosechado, producido o manufacturado en los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista I anexa a este Convenio, ni por los Estados Unidos de América sobre artículo alguno cosechado, producido o manufacturado en la República de Cuba, enumerado y descrito en la Lista II, conviniéndose, sin embargo, en que la precedente disposición no se aplicará a prohibiciones o restricciones que se relacionen con la seguridad pública; impuestas con fundamentos morales o humanitarios; destinadas a la protección de la vida humana, animal o vegetal; relacionadas con mercancías fabricadas en prisiones o mercancías pro-

to extend to imported products a regime analogous to that affecting like or competing domestic products, such as restrictions imposed on imported products the production of which may be restricted within the importing country.

With respect to the allotment of quotas by the United States of America or the Republic of Cuba for any article on which quantitative restrictions are not prohibited by this Agreement, there shall be no discrimination against any person or company importing or exporting such articles between the two countries.

ducidas por el trabajo forzado; relacionadas con el cumplimiento de leyes policiacas o fiscales; o destinadas a hacer extensivo a los productos importados un régimen análogo al que afecte a productos domésticos iguales o que compitan, tales como las restricciones impuestas sobre productos importados cuya producción pueda ser restringida en el país importador.

Con respecto a la distribución de cuotas por los Estados Unidos o la República de Cuba para cualquier artículo sobre el cual no esté prohibida la restricción cuantitativa por este Tratado, no podrá hacerse excepción alguna contra determinada persona o compañía que importe o exporte dichos artículos entre las dos naciones.

## Article VI.

On and after July 1, 1935, fees, charges or exactions imposed by the United States of America or the Republic of Cuba for consular certification of invoices and for other consular services pertaining to the documentation of any shipment of articles the growth, produce or manufacture of the territory of the other country shall not exceed in the aggregate 2 per centum of the free on board (F.O.B.) invoice value of the merchandise concerned, at the port of exportation, except that this limitation shall apply only when the charges for such services would otherwise be in excess of two dollars and a half on merchandise of Cuban origin or two pesos and a half on merchandise of origin in the United States of America. Such fees, charges or exactions shall not in any case be higher than those

## Artículo VI.

A partir del día 1 de Julio de 1935, los derechos, cargas o exacciones impuestos por los Estados Unidos de América o por la República de Cuba por la certificación consular de facturas y por otros servicios consulares correspondientes a la documentación de cualquier embarque de artículos cosechados, producidos o fabricados en el territorio del otro país, no excederán en total del 2 por ciento del valor libre a bordo (L.A.B.) de factura de la mercancía de referencia en el puerto de exportación, — excepto que esta limitación se aplicará sólo cuando los gastos por tales servicios en otro caso excedieren de dos y medio dólares sobre mercancía de orígen cubano o dos y medio pesos sobre mercancía de orígen de los Estados Unidos de América. Los derechos, cargas o exacciones precitados en nin-

imposed by the United States of America or the Republic of Cuba, respectively, upon shipments of like merchandise from any other country. This article, however, shall not be construed to embrace such reasonable fees, charges or exactions pertaining to documentation required by the sanitary laws or regulations of the United States of America or the Republic of Cuba as are commensurate with the services performed.

Article VII.

In respect to articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Cuba, imported into the other country, on which ad valorem rates of duty may be assessed, it is understood and agreed that the methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the methods prescribed under presently existing laws and regulations of the respective importing country.

Article VIII.

All articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Cuba, shall, after importation into the territory of the other country, be exempt from national or federal internal taxes, fees, charges or exactions, other or higher than those payable on like articles of national or any other foreign origin.

All articles enumerated and described in Schedule I annexed to

gún caso serán más elevados que los impuestos por los Estados Unidos de América o la República de Cuba, respectivamente, sobre embarques de igual mercancía de cualquier otro país. Este artículo, sin embargo, no se interpretará de manera que abarque los derechos, cargas o exacciones razonables correspondientes a la documentación requerida por las leyes o reglamentos sanitarios de los Estados Unidos de América o de la República de Cuba, que sean porporcionales a los servicios prestados.

Artículo VII.

Con respecto a los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de Cuba, importados en el otro país, a los que sean impuestos derechos ad-valorem, se entiende y conviene en que los métodos para determinar el valor adeudable y los de conversión de moneda, no serán en manera alguna menos favorables a los importadores que los métodos prescritos en las leyes y reglamentos actualmente existentes en el país importador respectivo.

Artículo VIII.

Todos los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de Cuba, estarán exentos, después de su importación en el territorio del otro país, de impuestos, derechos, cargas o exacciones interiores, nacionales o federales, distintos o mayores que los pagaderos sobre análogos artículos de origen nacional o de otro país extranjero.

Todos los artículos enumerados y descritos en la Lista I, anexa a este

this Agreement, with respect to which a rate of duty is specified in Column 2 of the said Schedule, shall be exempt from all taxes, fees, charges, or exactions, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the Republic of Cuba in effect on the day on which this Agreement comes into force; and all articles enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement, with respect to wich a rate of duty is specified in Column 2 of the said Schedule, shall be exempt from all taxes, fees, charges or exactions, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the United States of America in effect on the day on which this Agreement comes into force.

Convenio, con respecto a los cuales se especifica un tipo de derechos en la Columna 2 de dicha Lista, estarán exentos de todos los impuestos, derechos, cargas o exacciones, en exceso de los establecidos o de los que las leyes de la República de Cuba vigentes en el día en que este Convenio entre en vigor requieran que sean establecidos; y todos los artículos enumerados y descritos en la Lista II, anexa a este Convenio, con respecto a los cuales se especifica un tipo de derechos en la Columna 2 de dicha Lista, estarán exentos de todos los impuestos, derechos, cargas o exacciones, en exceso de los establecidos o de los que las leyes de los Estados Unidos vigentes en el día en que este Convenio entre en vigor requieran que sean establecidos.

The provisions of this Article, insofar as they apply to taxes, fees, charges, or exactions imposed within the United States of America, shall apply only to such taxes, fees, charges, or exactions as are subject to statutory control by the Federal Government of the United States of America.

Las disposiciones de este Artículo, en cuanto sean aplicables a impuestos, derechos, cargas o exacciones establecidos en los Estados Unidos de América, sólo serán aplicables a los derechos, impuestos, cargas o exacciones que estén sujetos a la facultad legislativa del Gobierno Federal de los Estados Unidos de América.

Article IX.

On and after the day on which this Agreement comes into force, articles the growth, produce or manufacture of the United States of America and articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba previously imported into the other country shall be subject to the provisions of this Agreement, if entry therefor has not been made, or if they have been previously entered without payment of duty and under bond for ware-

Artículo IX.

A contar del día en que este Convenio se ponga en vigor, los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América, y los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de Cuba importados con anterioridad en el otro país, estarán sujetos a las disposiciones de este Convenio, si no hubieren sido despachados, o si hubieren entrado con anterioridad sin el pago de los derechos y bajo fianza para su alma-

housing, transportation, or any other purpose, and without any permit of delivery to the importer or to his agent having been issued: Provided, That when duties are based upon the weight of merchandise deposited in any public or private warehouse, the said duties shall, except as may be otherwise specially provided in the tariff laws of the respective countries in force on the day of signature of this Agreement, be levied and collected upon the weight of such merchandise at the time of its entry.

Article X.

In respect to articles subject to specific rates of duty, neither the United States of America nor the Republic of Cuba shall impose any additional duty, surtax, or other charge, by reason of any reduction in the value of its coin or currency with reference to the legal gold equivalent thereof as of June 1, 1934: Provided, That in the event that any such reduction shall have exceeded 10 per centum with reference to the legal gold equivalent of such coin or currency as of June 1, 1934, the rates of duty levied on a specific basis in the country whose coin or currency is so reduced in value on imported articles the growth, produce or manufacture of the other country may be increased to an extent no greater than is necessary to compensate for such reduction on the date of the arrival of the imported merchandise at the port of entry; except that any such increase in rates of duty imposed by either country on imported articles the growth, produce or manufacture of the other country, shall

cenaje, transporte o cualquier otro fín, y sin que se hubiere expedido permiso alguno de entrega al importador o a su agente: a condición de que cuando los derechos se basen en el peso de las mercancías depositadas en cualquier almacén público o particular, dichos derechos, excepto cuando otra cosa se disponga especialmente en las leyes arancelarias de los países respectivos, vigentes en el día de la firma de este Convenio, sean aforados y cobrados por el peso de esas mercancías en la fecha de su entrada.

Artículo X.

Con respecto a los artículos sujetos a tipos de derechos específicos, ni los Estados Unidos de América ni la República de Cuba impondrán derecho, recargo u otra carga alguna adicional, por razón de cualquiera reducción en el valor de su moneda acuñada o dinero corriente (Currency), con referencia al equivalente legal en oro de los mismos el día 1 de Junio de 1934; disponiéndose, sin embargo, que en el caso de que cualquiera reducción semejante haya excedido del 10 por ciento con referencia al equivalente legal en oro de esa moneda acuñada o dinero corriente (Currency) el 1 de Junio de 1934, los tipos de derechos impuestos sobre una base específica en el país cuya moneda o dinero corriente sea así reducido en valor, sobre artículos importados, cosechados, producidos o fabricados en el otro país, podrán ser aumentados en una cantidad no mayor que la necesaria para compensar esa reducción en el día de la llegada de la mercancía importada al puerto de entrada; excepto que

not be greater proportionately than the increase in rates of duty on like articles the growth, produce or manufacture ob any other foreign country.

cualquier aumento semejante en los tipos de derechos impuestos por uno u otro país sobre los artículos importados, cosechados, producidos o manufacturados en el otro país no será proporcionalmente mayor que el aumento en los tipos de derechos sobre análogos artículos cosechados, producidos o manufacturados en cualquier otro país extranjero.

## Article XI.

The customs preferences and other benefits provided for in this Agreement are granted by the United States of America and the Republic of Cuba to each other subject to the condition that the Government of each country will refrain from subjecting payments or the transfer of means of payment or the disposition thereof to any regulation, restriction, charge or exaction, other or higher than was in force on April 1, 1934, which results in (one) impairing or circumventing any provision of this Agreement, (two) placing an undue burden on trade between the nationals or residents of the respective countries, or (three) preventing or hindering nationals of either country residing , doing business, or traveling in the territory of the other country from securing and transferring in or to either country the funds reasonably necessary for, or arising from, such residence, business, or travel. In the event that the Government of either country considers that the other country has failed to comply with the conditions expressed in this Article, and the latter country shall not have satisfactorily corrected the regulation, restriction, charge or exaction out

## Artículo XI.

Las preferencias aduanales y otros beneficios estipulados en este Convenio, son otorgados, de una parte a la otra, por los Estados Unidos de América y la República de Cuba, sujetos a la condición de que el Gobierno de cada país se abstenga de someter los pagos o la transferencia de los medios de pago o la disposición de éllos, a ningún reglamento, restricción, carga o exacción alguna distinta o mayor que la vigente el 1 de Abril de 1934. que dé por resultado (uno) menoscabar o eludir cualquiera de las disposiciones de este Convenio, (dos) imponer una carga indebida al comercio entre los nacionales o residentes de los países respectivos, o (tres) impedir o estorbar a los nacionales de uno u otro país que residan, negocien o viajen en el territorio del otro país, conseguir o transferir en o a uno u otro país, los fondos razonablemente necesarios para esa residencia, negocio o viaje, o que de éllos surjan. En el caso de que el Gobierno de uno u otro país considere que el otro país ha faltado al cumplimiento de las condiciones expresadas en este artículo, y de que este último país no ha corregido satisfactoriamente el reglamento, la restricción ,carga o exacción de la

of which such failure arose, after formal complaint has been made thereof, the Government of the country so complaining may terminate the Agreement thirty days after giving notice to the other Government.

Nothing in this Article shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver.

### Article XII.

The United States of America and the Republic of Cuba retain the right to apply such measures as they respectively may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and in exceptional circumstances of other material needed in war.

### Article XIII.

No administrative ruling by the United States of America or the Republic of Cuba effecting advances in duties or charges applicable under an established and uniform practice to imports from the territory of the other country shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this Article do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, nor relating to sanitation or public safety, nor giving effect to judicial decisions.

cual se originó la falta, después de presentada formal queja de éllo, el Gobierno del país que así se hubiere quejado podrá dar por terminado el Convenio treinta días después de notificar al otro Gobierno.

Nada de lo contenido en este Artículo se interpretará que impide la adopción de medidas que prohiban o restrinjan la exportación de oro o plata.

### Artículo XII.

Los Estados Unidos de América y la República de Cuba, se reservan el derecho de adoptar las medidas que respectivamente crean convenientes con respecto al control de la exportación o la venta para la exportación de armas o pertrechos de guerra y en circunstancias excepcionales de todo otro material necesario para la guerra.

### Artículo XIII.

Ninguna disposición administrativa de los Estados Unidos de América o de la República de Cuba, que efectúe aumento en los derechos o cargas aplicables, conforme a una práctica establecida y uniforme, a las importaciones del territorio del otro país, tendrá efecto retroactivo o con respecto a artículos despachados o retirados para el consumo con anterioridad a la expiración de treinta días después de la fecha de publicación, de la manera oficial usual, del aviso de esa disposición. Las disposiciones de este artículo no son aplicables a las órdenes administrativas que impongan derechos contra el „Dumping", a las que se refieran a la sanidad o a la seguridad pública, ni a las que dén efecto a sentencias judiciales.

Article XIV.

Laws, regulations of administrative authorities, and decisions of administrative or judicial authorities, pertaining to the classification of articles for customs purposes and to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations, and decisions of the United States of America or the Republic of Cuba shall be applied uniformly at all ports of entry of the country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

Artículo XIV.

Las leyes, los reglamentos de las autoridades administrativas, y las decisiones de las autoridades administrativas o judiciales referentes a la clasificación de artículos para fines aduanales y a los tipos de derechos, serán publicados prontamente de manera tal que permitan al comerciante tener conocimiento de éllos. Tales leyes, reglamentos y resoluciones de los Estados Unidos de América o de la República de Cuba, serán aplicados uniformemente en todos los puertos de entrada del país, excepto en cuanto otra cosa se disponga en los estatutos de los Estados Unidos con respecto a los artículos importados en Puerto Rico.

Article XV.

The provisions of this Agreement shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, nor to the Panama Canal Zone.

Artículo XV.

Las disposiciones de este Convenio no serán aplicables a las Islas Filipinas, las Islas Vírgenes, la Samoa Americana, la Isla de Guam ni a la Zona del Canal de Panamá.

Article XVI.

The operation of the provisions of the Commercial Convention, concluded between the United States of America and the Republic of Cuba on December 11, 1902, shall be suspended on the day on which the present Agreement comes into force. In the event of the expiration or the denunciation of the present Agreement, the provisions of the aforesaid Convention of 1902 shall automatically resume operation and shall continue in full force and effect as provided therein until the expiration of one year from the day on which the Government of either

Artículo XVI.

La vigencia de las disposiciones del Convenio comercial, celebrado entre los Estados Unidos de América y la República de Cuba el 11 de Diciembre de 1902, se suspenderá el día en que el presente Convenio sea puesto en vigor. En el caso de que expire o sea denunciado el presente Convenio, las disposiciones del antes mencionado Convenio de 1902 automáticamente volverán a su vigencia y continuarán en pleno vigor y efecto como en la misma se dispone, hasta que haya expirado un año a contar del día en que el Gobierno de uno u otro país

country shall have given notice to the other Government of an intention to terminate it.

Article XVII.

The present Agreement shall come into force on the tenth day following the day of the signature thereof, after proclamation by the President of the United States of America and the President of the Republic of Cuba, and shall remain in full force for the term of three years thereafter, unless terminated pursuant to the provisions of Article XI or of the third paragraph of this Article.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of an intention to terminate the Agreement upon the expiration of the aforesaid term or it shall have been terminated pursuant to the provisions of Article XI or of the third paragraph of this Article, the Agreement shall remain in full force thereafter until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

If, however, the rates of duty on sugar or tobacco specified in Column 2 of Schedule II annexed to this Agreement shall be increased in accordance with the provisions set forth in the notes to paragraphs 501 or 605 of the said Schedule, this Agreement may be terminated by the Government of either country by giving notice to the other Government of an intention to termi-

notifique al otro Gobierno de su intención de darlo por terminado.

Artículo XVII.

El presente Convenio entrará en pleno vigor el décimo día después de la firma del mismo, y de la proclamación por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Presidente de la República de Cuba, y permanecerá en pleno vigor, por el término de tres años después de tal fecha, a menos que sea terminado de acuerdo con las disposiciones contenidas en el Artículo XI o del párrafo tercero del presente Artículo.

A no ser que por lo menos seis meses antes de la terminación del precitado plazo de tres años el Gobierno del uno o del otro país le haya notificado al otro su intención de terminar el Convenio al cumplirse el antedicho plazo, o que hubiere terminado de acuerdo con las disposiciones contenidas en el Artículo XI o de acuerdo con las del párrafo tercero del presente Artículo, el Convenio quedará en pleno vigor después de tal fecha hasta seis meses de la en que el Gobierno de uno de los dos países haya notificado al otro.

En caso de que, sin embargo, los tipos de derechos sobre el azúcar o el tabaco especificados en la Columna 2 de la Lista II adjunta a este Convenio, sean aumentados conforme con las disposiciones expuestas en las notas del párrafo 501 o 605 de la citada Lista, este Convenio podrá terminarse por el Gobierno de uno u otro país, mediante la notificación por parte del Go-

nate it at the expiration of thirty days from the date of such notice.

bierno de uno de los dos países al otro, de la intención que tenga de terminarlo al vencimiento de los treinta días siguientes a la fecha del aviso correspondiente.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

En testimonio de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Convenio y han fijado sus sellos en el mismo.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the city of Washington, this 24th day of August, 1934.

Formulado por duplicado, en los idiomas inglés y español, ambos auténticos, en la ciudad de Washington, hoy día 24 de Agosto de 1934.

For the President of the United States of America:

[seal] *Cordell Hull.*
Secretary of State.

[seal] *Jefferson Caffery.*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Republic of Cuba.

[seal] *Sumner Welles.*
Assistant Secretary of State.

For the President of the Republic of Cuba:

[seal] *Cosme de la Torrente.*
Secretary of State.

[seal] *M. Márquez Sterling.*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America.

---

*The Secretary of State (Hull)*
*to the Secretary of State of Cuba (Torriente).*

Department of State,
Washington, August 24, 1934.

Excellency:

I have the honor to confirm my understanding of the views developed by the conversations which have recently taken place at Habana between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Cuba with reference to the exportation of avocados and pineapple slips from Cuba to the United States of America, its territories and possessions, as follows:

The conversations between the two Governments have resulted in a mutual understanding that the Government of Cuba agrees not to permit the exportation of avocados to the United States of America by any carrier clearing from the final Cuban port or place of call except during the period from June 1 to September 30, inclusive, of each year, beginning with the calendar year 1935, and that the Government of Cuba will promulgate forthwith and enforce the regulations necessary to make this commitment effective.

The conversations between the two Governments have also developed a further understanding that the Cuban Government will permit the exportation of pineapple slips to the United States of America, its territories and possessions, subject to such regulations as the Cuban Department of Agriculture may establish. I shall be obliged if I may receive your confirmation of the correctness of this understanding.

I am happy to avail myself of this opportunity to renew to you, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

*Cordell Hull,*
Secretary of State of the United States of America.

Dr. Cosme de la Torriente,
Secretary of State of Cuba, Washington, D.C.

---

*The Secretary of State of Cuba (Torriente) to the Secretary of State (Hull).*

Embajada de Cuba,
Washington, 24 de agosto de 1934.

Excelencia:

Tengo el honor de acusar recibo de su nota de fecha de hoy, en que me comunica la opinión que ha formado en las conversaciones que tuvieron lugar recientemente en la Habana entre el Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno de la República de Cuba con referencia a la exportación de aguacates e hijos de piña de Cuba a los Estados Unidos de América, sus territorios y posesiones.

El criterio de Vuestra Excelencia está exactamente de acuerdo con el mío. Las conversaciones entre los dos Gobiernos han culminado en un acuerdo por el cual el Gobierno de Cuba no permitirá la exportación de aguacates a los Estados Unidos de América por ningún medio de transporte, despachado del puerto terminal cubano o punto de escala excepto durante el periodo de 1º de junio a 30 de septiembre, inclusive, de cada año, empezando con el año corriente de 1935, y que el Gobierno de Cuba promulgará inmediatamente y hará cumplir los reglamentos necesarios para hacer efectivo este compromiso.

Estas conversaciones entre los dos Gobiernos han producido también el entendimiento adicional de que el Gobierno de Cuba permitirá la exportación de los hijos de piña para los Estados Unidos de América, sus territorios y posesiones, sujeta a los reglamentos que el Departamento de Agricultura de Cuba pueda dictar.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta consideración.

*Cosme de la Torriente,*
Secretario de Estado de la República de Cuba.

A Su Excelencia Mr. Cordell Hull, Secretario de Estado, Washington.

---

## 104.

## ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CUBA.

# Accord pour modifier l'Accord commercial du 24 août 1934;*) signé à Washington, le 18 décembre 1939.**)

*Executive Agreement Series, No. 165.*

The President of the United States of America and the President of the Republic of Cuba, being desirous of strengthening still further the traditional bonds of friendship and commerce between their respective countries by maintaining the basis of reciprocal preferential treatment in their commercial relations, and of making certain changes in the provisions of the trade agreement between the United States of America and the Republic of Cuba signed at Washington on August 24, 1934, have resolved to conclude a supplementary agreement for that purpose and have, through their respective Plenipotentiaries, agreed on the following Articles:

El Presidente de los Estados Unidos de América y el Presidente de la República de Cuba, deseosos de estrechar aun más los lazos tradicionales de amistad y comercio entre sus respectivos países mediante el mantenimiento de la base del trato preferencial recíproco en sus relaciones comerciales, y de efectuar ciertas modificaciones en las estipulaciones del Convenio comercial entre los Estados Unidos de América y la República de Cuba, firmado en Washington el 24 de agosto de 1934, han resuelto concluir un Convenio suplementario a ese objeto y han acordado por medio de sus respectivos Plenipotenciarios los siguientes artículos:

---

*) V. ci-dessus, No. 103.

**) L'échange des proclamations prévu à l'Article 17 de l'Accord, a eu lieu à la Havana, le 22 décembre 1939.

Article I.

1. Items 58-C, 98-B, 165-C, 225, 256-D and 270-G of Schedule I of the Agreement of August 24, 1934, are amended to read as follows:

Artículo I.

1. — Las Partidas 58-C, 98-B, 165-C, 225, 256-D y 270-G, de la Lista I del Convenio de 24 de agosto de 1934, quedan modificadas y redactadas de la siguiente manera:

[suivent les Nos. du Tarif.]

2. Item 64-B of Schedule I of the Agreement of August 24, 1934, shall be designated item 64-C and the following additional items shall be inserted in the said Schedule in the proper numerical order:

2. — La Partida 64-B de la Lista I del Convenio de 24 de agosto de 1934, será designada Partida 64-C, y las siguientes Partidas adicionales serán insertadas en dicha Lista en el orden numérico correspondiente:

[suivent les Nos. du Tarif.]

3. Schedule I of the Agreement of August 24, 1934 is hereby amended by inserting after item 253-B the following:

Note: The tariff treatment of rice of United States origin imported into Cuba may be modified by the Government of the Republic of Cuba with the consent of the Government of the United States of America notwithstanding the provisions of Article II of this Agreement and of items 253-A and 253-B of this Schedule.

3. — La Lista I del Convenio de 24 de agosto de 1934 queda enmendada añadiendo después de la Partida 253-B lo siguiente:

Nota: El trato arancelario aplicable al arroz originario de los Estados Unidos a su importación en Cuba, podrá ser modificado por el Gobierno de la República de Cuba con el consentimiento del Gobierno de los Estados Unidos de América, no obstante lo estipulado en el Artículo II de este Convenio y en las Partidas 253-A y 253-B de esta Lista.

Article II.

1. Item 501 of Schedule II of the Agreement of August 24, 1934, is amended by adding the following additional paragraphs to the note to the said item:

If, at any time after the issuance of a public notice pursuant to the provisions of the preceding paragraph, the President of the United States of America gives public notice that the suspension of title II of the Sugar Act of

Artículo II.

1. — La Partida 501 de la Lista II del Convenio de 24 de agosto de 1934, queda modificada mediante la inclusión de los siguientes párrafos adicionales a la Nota a dicha Partida:

Si, en cualquier momento posterior a la notificación pública prevista en las estipulaciones del párrafo precedente, el Presidente de los Estados Unidos de América diera aviso público de que la suspensión del Título II de la

1937, which he proclaimed on September 11, 1939, has been or will be terminated, the rates of duty on articles enumerated and described in item 501 of this Schedule, entered, or withdrawn from warehouse, for consumption on or after the day following the filing of such public notice with the Division of Federal Register of the United States National Archives, shall be determined without regard to the provisions of the preceding paragraph which shall thereafter cease to have any force or effect.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, if the powers vested in the Secretary of Agriculture of the United States of America under title II of the Sugar Act of 1937 expire and the President of the United States of America gives public notice that no limitation equivalent to that provided for in title II of the Sugar Act of 1937 on the importation into, or the marketing in, the United States of America of sugar originating in the Republic of Cuba has been imposed or provided for by law, the rates of duty on articles enumerated and described in item 501 of this Schedule entered, or withdrawn from warehouse, for consumption on or after the day following the filing of such public notice with the aforesaid Division of Federal Register, shall be determined without regard to the provisions of Column 2 of this Schedule but such rates of duty shall not exceed those in effect on August 24, 1934. If, however, at any time

Ley Azucarera de 1937, por él proclamada el 11 de septiembre de 1939, ha sido o será terminada, los adeudos aplicables a los artículos enumerados y descritos en la Partida 501 de esta Lista, importados o extraídos de almacén y admitidos a consumo en o despues del día siguiente al registro de tal aviso público en la División de Registro Federal de los Archivos Nacionales de los Estados Unidos, serán determinados sin tomar en consideración las estipulaciones del párrafo precedente que en lo sucesivo dejará de tener validez o surtir efecto alguno.

No obstante lo estipulado en los dos párrafos precedentes, si expiraran las facultades de que se halla investido el Secretario de Agricultura de los Estados Unidos de América de acuerdo con el Título II de la Ley Azucarera de 1937, y el Presidente de los Estados Unidos de América diera aviso público de que no ha sido impuesta o estipulada por una ley ninguna limitación equivalente a la estipulada en el Título II de la Ley Azucarera de 1937 sobre la importación o venta en los Estados Unidos de América de azúcar originario de la República de Cuba, los tipos de derecho aplicables a los artículos enumerados y descritos en la Partida 501 de esta Lista importados o extraídos de almacén y admitidos a consumo en o después del día siguiente al registro de tal aviso público en la antes mencionada División de Registro Federal, serán determinados sin tomar en consideración las estipulaciones de la Columna 2 de esta Lista,

after the issuance of any such public notice, an equivalent limitation is imposed on the importation into, or the marketing in, the United States of America of sugar originating in the Republic of Cuba, the President of the United States of America shall give public notice of such fact and the maximum rates of duty on such articles, entered, or withdrawn from warehouse, for consumption on or after the day following the filing of such public notice with the aforesaid Division of Federal Register, shall again be those set forth in Column 2 of this Schedule, subject to the provisions of this paragraph.

pero tales tipos de derecho no excederán de los aplicables el 24 de agosto de 1934. Sin embargo, si en cualquier momento después de la publicación de tal notificación, una limitación equivalente fuera impuesta sobre la importación o venta en los Estados Unidos de América de azúcar originario de la República de Cuba, el Presidente de los Estados Unidos de América dará aviso público de tal hecho y los tipos máximos de derecho aplicables a tales artículos importados o extraídos de almacén y admitidos a consumo en o después del día siguiente al registro de tal aviso público en la antes mencionada División de Registro Federal, serán otra vez aquellos establecidos en la Columna 2 de esta Lista, con sujeción a las estipulaciones de este párrafo.

The term „sugar" as used in the two preceding paragraphs shall mean „sugar" as defined in Section 101 (c) of the Sugar Act of 1937.

La palabra „azúcar" según se emplea en los párrafos precedentes significará „azúcar" tal como se halla definida en la Sección 101 (c) de la Ley Azucarera de 1937.

2. Items 601, 603, 605, the note following item 605, and items 771 and 802 of Schedule II of the Agreement of August 24, 1934, are amended to read as follows:

2. — Las Partidas 601, 603, 605, la Nota al pie de la Partida 605, y las Partidas 771 y 802 de la Lista II del Convenio de 24 de agosto de 1934, quedan modificadas y redactadas de la siguiente manera:

[suivent les Nos. du Tarif.]

Article III.

Article VIII of the Agreement of August 24, 1934, is amended to read as follows:

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of

Artículo III.

El Artículo VIII del Convenio de 24 de agosto de 1934, queda modificado y redactado de la siguiente manera:

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la

Cuba shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national or any other foreign origin, subject, in the case of the United States of America, to the constitutional limitations on the authority of the Federal Government.

República de Cuba estarán exentos después de su importación en el otro país, de todos los impuestos, derechos, cargas o exacciones interiores distintos o mayores que los pagaderos sobre análogos artículos de origen nacional o de otro país extranjero, con sujeción, en el caso de los Estados Unidos de América, a las limitaciones constitucionales de las facultades del Gobierno Federal.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement, with respect to which a rate of duty is specified in Column 2 of the said Schedule, shall be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, in excess of those imposed on September 3, 1934, or required to be imposed thereafter by laws of the Republic of Cuba in force on September 3, 1934. The provisions of this paragraph shall not apply, however, to the tax of 1½ percent on gross sales and incomes referred to in Decree-Law No. 393 of November 8, 1935, or to any increase which may be made in the general rate of such tax.

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista I anexa a este Convenio, con respecto a los cuales se especifica un tipo de derecho en la Columna 2 de dicha Lista, quedarán exentos de todos los demás impuestos, derechos, cargas o exacciones, en exceso de los establecidos el 3 de septiembre de 1934 o cuya imposición posterior fuese exigida por leyes de la República de Cuba vigentes el 3 de septiembre de 1934. Las estipulaciones de este párrafo no serán aplicables, sin embargo, al impuesto del 1-½% sobre la venta bruta y sobre las entradas mencionado en el Decreto-Ley No. 393, de 8 de noviembre de 1935, ni a cualquier aumento que pueda efectuarse en el tipo general de tal impuesto.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement shall, on their importation into the United States of America, be exempt from all duties other than ordinary customs duties and all taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de Cuba, enumerados y descritos en la Lista II anexa a este Convenio, quedarán exentos a su importación en los Estados Unidos, de todos los derechos con excepción de los derechos ordinarios de aduana y de todos los impuestos, derechos, cargas o exacciones

connection with importation, in excess of those imposed on September 3, 1934, or required to be imposed thereafter by laws of the United States of America in force on September 3, 1934.

No internal Federal taxes shall be imposed on articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Cuba enumerated and described in item 501 of Schedule II annexed to this Agreement in excess of those imposed on September 3, 1937, or required to be imposed thereafter by laws of the United States of America in effect on September 3, 1937.

The provisions of Article I and Article III of this Agreement and of the third paragrayh of this Article shall not prevent the Government of the United States of America from imposing at any time on the importation of any article a charge equivalent to an internal tax imposed in respect of a like domestic article or in respect of a commodity from which the imported article has been manufactured or produced in whole or in part.

Article IV.

1. The second paragraph of Article XVII of the Agreement of August 24, 1934, is amended by changing the period at the end thereof to a comma and adding the following:

subject to the provisions of Article XI and the third and fourth paragraphs of this Article.

establecidos sobre o en relación con la importación, en exceso de aquellos vigentes el 3 de septiembre de 1934, o cuya imposición porterior fuese exigida por leyes de los Estados Unidos de América vigentes el 3 de septiembre de 1934.

No se establecerán impuestos internos federales sobre los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de Cuba, enumerados y descritos en la Partida 501 de la Lista II anexa a este Convenio, mayores que los vigentes en 3 de septiembre de 1937 o cuya imposición posterior fuese exigida por leyes de los Estados Unidos de América vigentes el 3 de septiembre de 1937.

Las estipulaciones del Artículo I y del Artículo III de este Convenio y del tercer párrafo de este Artículo no impedirán que el Gobierno de los Estados Unidos de América pueda imponer en cualquier momento sobre la importación de cualquier artículo una carga equivalente a un impuesto interno establecido con respecto a un artículo doméstico semejante o con respecto a una materia de la cual el artículo importado haya sido fabricado o producido en todo o en parte.

Artículo IV.

1. — El párrafo segundo del Artículo XVII del Convenio de 24 de agosto de 1934, queda enmendado cambiando el punto que aparece al final del mismo por una coma y añadiendo lo siguiente:

con sujeción a las estipulaciones del Artículo XI, y a los párrafos tercero y cuarto de este Artículo.

2. The third paragraph of Article XVII of the Agreement of August 24, 1934, is amended to read as follows:

Notwithstanding the foregoing provisions, if the rates of duty specified in Column 2 of Schedule II annexed to this Agreement in respect of item 501 of the said Schedule should be increased in accordance with the provisions set forth in the note to the said item 501, the Government of the Republic of Cuba may propose negotiations for the modification of this Agreement. If agreement with respect to such proposal is not reached within thirty days following receipt thereof by the Government of the United States of America, the Government of the Republic of Cuba shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

2. — El tercer párrafo del Artículo XVII del Convenio de 24 de agosto de 1934, queda modificado y redactado de la siguiente manera:

No obstante lo establecido en las estipulaciones que anteceden, si los tipos de derecho especificados en la Columna 2 de la Lista II anexa a este Convenio con respecto a la Partida 501 de dicha Lista fueran aumentados de acuerdo con las estipulaciones fijadas en la Nota a dicha Partida 501, el Gobierno de la República de Cuba podrá proponer negociaciones para la modificación de este Convenio. Si no se llegare a un acuerdo con respecto a tal proposición dentro de los treinta días siguientes al recibo de la misma por el Gobierno de los Estados Unidos de América, el Gobierno de la República de Cuba quedará en libertad, dentro de los quince días siguientes a la terminación del plazo de treinta días antes mencionado, de terminar este Convenio en su totalidad con treinta días de aviso por escrito.

3. Article XVII of the Agreement of August 24, 1934, is amended by adding the following new paragraph after the third paragraph of the said Article:

It is further agreed that, in the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of

3. — El Artículo XVII del Convenio de 24 de agosto de 1934, queda modificado mediante la adición del siguiente párrafo nuevo después del tercer párrafo de dicho Artículo:

Se estipula además que, en el caso de que el Gobierno de cualquiera de los dos países adoptase cualquiera medida que aunque no estuviera en conflicto con las estipulaciones de este Convenio, el Gobierno del otro país considerara que produce el efecto de anular o alterar un objetivo

the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such written representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustement of the matter; if no agreement is reached with respect to such representations or proposals within thirty days after they are received, the Government which made them shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article V.

The present Agreement and the accompanying Protocol shall constitute an integral part of the Agreement of August 24, 1934.

Article VI.

The present Agreement shall be proclaimed by the President of the United States of America and by the President of the Republic of Cuba in conformity with the laws of their respective countries. It shall enter into force on the day following the exchange of the proclamation of the President of the United States of America and the proclamation of the President of the Republic of Cuba, which shall take place in Habana as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

cualquiera de este Convenio, el Gobierno que haya adoptado una medida tal, tomará en consideración las proposiciones y representaciones escritas que el otro Gobierno pudiera hacer con el objeto de llegar a un arreglo mútuamente satisfactorio de la cuestión; si no se llegare a un acuerdo con respecto a tales representaciones o proposiciones dentro de los treinta días siguientes a su recibo, el Gobierno que las hubiere hecho quedará en libertad dentro de los quince días siguientes a la terminación del plazo de treinta días antes mencionado, de terminar este Convenio en su totalidad con treinta días de aviso por escrito.

Artículo V.

El presente Convenio y el Protocolo annexo constituirán parte integral del Convenio de 24 de agosto de 1934.

Artículo VI.

El presente Convenio será promulgado por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Presidente de la República de Cuba, de conformidad con las leyes de sus respectivos países. Entrará en vigor el día siguiente del canje de las proclamas respectivas del Presidente de los Estados Unidos de América y del Presidente de la República de Cuba, el cual se efectuará en la ciudad de la Habana tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Convenio y le han fijado sus sellos.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the city of Washington, this eighteenth day of December, 1939.

Hecho en duplicado, en los idiomas inglés y español, ambos autenticos, en la ciudad de Washington, a los dieciocho días del mes de diciembre de 1939.

For the President of the United States of America:

[seal] *Cordell Hull,*
Secretary of State of the United States of America.

For the President of the Republic of Cuba:

[seal] *Pedro Martínez Fraga.*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Cuba.

---

## Protocol.

The undersigned, the duly empowered Plenipotentiaries of their respective Governments, have agreed on the following Articles with regard to the interpretation of the trade agreement between the United States of America and the Republic of Cuba, signed August 24, 1934, as amended by the supplementary agreement which they have signed this day:

### Article I.

The term „duty" as used in Article I of the Agreement of August 24, 1934, in relation to the undertakings of the United States of America and in Article III of that Agreement shall be understood to continue to refer to ordinary customs duties.

### Article II.

The provisions of Article I of the Agreement of August 24, 1934, shall not be construed to be in con-

## Protocolo.

Los infrascritos, Plenipotenciarios debidamente acreditados de sus respectivos Gobiernos, han acordado los siguientes Artículos en relación con la interpretación del Convenio Comercial entre los Estados Unidos de América y la República de Cuba, firmado el 24 de agosto de 1934, tal y como ha sido modificado por el Convenio Suplementario que han firmado hoy:

### Artículo I.

La palabra „derecho", tal y como se emplea en el Artículo I del Convenio de 24 de agosto de 1934, en relación con los compromisos asumidos por los Estados Unidos de América y en del Artículo III de ese Convenio, se entenderá que continúa refiriéndose a los derechos ordinarios de aduana.

### Artículo II.

Las disposiciones del Artículo I del Convenio de 24 de agosto de 1934, no serán interpretadas como

flict with Section 3424 of the Internal Revenue Code of the United States of America.

Article III.

The term „duties" as used in the first sentence of Article XIII of the Agreement of August 24, 1934, shall be understood to refer to rates of duty.

Article IV.

It is agreed that the words, „become inoperative", which appear in the English text of the Note to Item 501 of Schedule II of the Agreement of August 24, 1934, express the meaning intended by the Governments of the two countries, and that the corresponding Spanish text should read „quedaran sin efecto" in place of „fuesen derogadas".

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Protocol and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the city of Washington, this eighteenth day of December, 1939.

opuestas a la Sección 3424 del Código de Impuestos Internos de los Estados Unidos de América.

Artículo III.

La palabra „derechos" tal y como se emplea en la primera frase del Artículo XIII del Convenio de 24 de agosto de 1934, se entenderá que se refiere a los tipos de derecho o adeudos.

Artículo IV.

Se conviene en que las palabras „become inoperative", que aparecen en el texto inglés de la Nota a la Partida 501 de la Lista II del Convenio de 24 de agosto de 1934, expresan el significado deseado por los Gobiernos de los dos países y que el texto español correspondiente deberá de decir „quedaran sin efecto" en lugar de „fuesen derogadas".

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Protocolo y le han fijado sus sellos.

Hecho en duplicado, en los idiomas inglés y español, ambos auténticos, en la ciudad de Washington, a los dieciocho días del mes de diciembre de 1939.

For the President of the United States of America:

[seal] *Cordell Hull,*
Secretary of State of the United States of America.

For the President of the Republic of Cuba:

[seal] *Pedro Martínez Fraga.*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Cuba.

*The Cuban Ambassador (Martínez Fraga)*
*to the Secretary of State (Hull).*

Embajada de Cuba
Washington, D. C.
18 de diciembre de 1939.

Excelencia:

Tengo el honor de referirme a la nota que ha sido insertada al final de la Partida 253 de la Lista I del Convenio Comercial concluído entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América el 24 de agosto de 1934, por una estipulación del Convenio Comercial Suplementario entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América, firmado en Washington en el día de hoy.

Como he informado a Vuestra Excelencia, es la intención de mi Gobierno prestar ulterior consideración a la posibilidad de mejorar el trato arancelario otorgado al arroz americano importado en Cuba, mejora que se mantendría en vigor mientras la participación en las necesidades del consumo de azúcar de los Estados Unidos que pueda ser abastecida por azúcar originario de la República de Cuba, no sea modificada en perjuicio de Cuba en relación con la establecida en las estipulaciones relativas a cuota de la Ley Azucarera de los Estados Unidos de 1937.

Entiendo que en el caso de que mi Gobierno formule un arreglo a este objeto y tal arreglo resulte aceptable al Gobierno de Vuestra Excelencia, podrá ser aplicado al arroz americano importado en Cuba no obstante lo estipulado en el Artículo II y en las Partidas 253-A y 253-B de la Lista I del Convenio de 24 de agosto de 1934, a condición, sin embargo, de que en el caso de que mi Gobierno ponga término a este trato más favorable, las estipulaciones relativas al arroz, de las Partidas 253-A y 253-B de la Lista I antes mencionada del Convenio firmado el 24 de agosto de 1934, entrarán de nuevo en pleno vigor.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta consideración,

*Martínez Fraga.*

A Su Excelencia Mr. Cordell Hull,
Secretario de Estado, Washington.

---

*The Secretary of State (Hull)*
*to the Cuban Ambassador (Martínez Fraga).*

Department of State,
Washington,
December 18, 1939.

Excellency:

I have the honor to acknowledge your note of this date, in which you state that it is the intention of your Government to give further

consideration to the possibility of improving the customs treatment of American rice imported into Cuba, such improvement to remain in effect so long as the share of United States consumption requirements of sugar which may be supplied by sugar originating in the Republic of Cuba is not altered to Cuba's disadvantage as compared with that established in the quota provisions of the United States Sugar Act of 1937.

I further have the honor to confirm your understanding that the note which has been inserted, by a provision of the supplementary trade agreement between the United States and Cuba signed at Washington on this day, after Item 253 of Schedule I of the trade agreement entered into between the United States and Cuba on August 24, 1934, will make possible the application of such an arrangement in the event it is desired by your Government and is found acceptable by my Government, notwithstanding the provisions of Article II and items 253-A and 253-B of Schedule I of the agreement of August 24, 1934.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

*Cordell Hull.*

His Excellency Pedro Martínez Fraga,
Ambassador of the Republic of Cuba.

---

## 105.

## NORVÈGE, PORTUGAL.

# Avenant à la Convention de commerce et de navigation conclue le 13 novembre 1931;*) signé à Lisbonne, le 4 septembre 1934.**)

*Overenskomster med fremmede Stater 1935, No. 9.*

---

Article 1.

La Convention de Commerce et de Navigation ainsi que le Protocole Additionnel du 13 Novembre 1931 continueront en vigueur, avec les modifications et additions stipulées dans les Articles suivants.

Article 2.

Les entreprises de navigation norvégiennes, ainsi que les navires norvégiens, leurs passagers et leurs marchandises, ne seront par assujettis, à partir du 1er Juillet 1934 en Portugal et dans les Iles Adjacentes et à partir du 1er Juillet 1936 dans les Colonies Portugaises, à des

*) V. N.R.G. 3. s. XXXV, p. 147.
**) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne, le 9 août 1935.

droits ou impositions autres ou plus élevés, ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires portugais ou de tout autre Etat, leurs passagers et leurs marchandises.

Cette égalité de traitement s'applique notamment à la liberté d'accès des ports, à leur utilisation, à la complète jouissance des commodités accordées à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises ou leurs passagers, aux facilités de toutes sortes relatives à l'attribution de places à quai, au chargement et au déchargement, aux droits et taxes de toute nature applicables aux navires, à leurs marchandises ou à leurs passagers (tels que droits de douane ou assimilés, droits d'octroi ou de consommation, frais accessoires) perçus au nom ou pour le compte du Gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Le même traitement sera accordé aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et à leurs marchandises, en Norvège à partir du 1er Juillet 1934.

Toutefois il est entendu que, dès la date de l'entrée en vigueur du présent Avenant, les entreprises de navigation et les navires norvégiens, ainsi que leurs passagers et leurs marchandises, jouiront dans les colonies portugaises du traitement de la nation la plus favorisée.

## Article 3.

Le traitement des navires nationaux ou celui de la nation la plus favorisée ne sera pas étendu:

a) à l'application des lois spéciales, concernant la marine marchande nationale, et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation;
b) aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique;
c) à l'exercice du service maritime dans les ports, les rades et les plages. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime;
d) à l'émigration et au transport d'émigrants;
e) au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes, y compris leurs colonies, protectorats et possessions. Ledit trafic continuera d'être réglementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays;
f) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes.

## Article 4.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à maintenir en vigueur jusqu'au 1er juillet 1941 les dispositions de l'Article 6 de la Convention du 13 novembre 1931 pourvu que, de son côté, le Gouvernement Portugais

maintienne en vigueur les dispositions de l'Article 2 ci-dessus et cela même dans le cas où ladite Convention et le présent Avenant cesseraient d'être en vigueur.

Article 5.

Le Gouvernement Portugais s'engage à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour assurer à l'importation de morue norvégienne en Portugal un pourcentage non inférieur à 40 % (quarante pour cent) de la quantité totale de provenance étrangère, aux prix courants du marché international.

Le Gouvernement Norvégien, de son côté, s'engage à prendre les mesures qu'il jugera convenables pour assurer aux vins liquoreux portugais une importation annuelle non inférieure à 28 900 (vingt huit mil neuf cents) hectolitres.

Article 6.

Le texte du numéro 4 du Protocole Additionnel est remplacé par ce qui suit:

„Pour le reste sont applicables les conditions habituelles de vente de la Société Vinmonopolet, conformes aux clauses de la Convention entre autres son Article 4, § 2.“

Article 7.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à ne pas imposer, à quelque titre que ce soit, pendant la durée du présent Avenant, des droits de douane, taxes intérieures ou restrictions quelconques, autres ou plus élevées que ceux qui sont appliqués présentement sur les produits suivants originaires du Portugal ou de ses Colonies:

a) fèves de cacao;

b) fruits frais suivants:

  1) oranges de toutes sortes, telles que oranges douces, citrons, limons et bigarades;

  2) raisins;

  3) bananes;

  4) ananas;

c) fruits secs suivants:

  1) figues et pains de figues;

  2) raisins secs et raisins de Corinthe;

  3) châtaignes;

  4) amandes;

d) sardines en conserve;

e) liège, ouvré ou non ouvré;

f) résines;

g) térébenthines;

h) sel de cuisine, brut ou raffiné.

Article 8.

Le présent Avenant entrera en vigueur, à titre provisoire, dès la date de sa signature, et à titre définitif après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Lisbonne. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des deux Gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le 4 Septembre 1934.

(L. S.) *Finn Koren.*
(L. S.) *José Caeiro da Matta.*

---

## 106.

## ALLEMAGNE, DANEMARK.

## Convention pour régler le petit trafic frontalier; signée à Berlin, le 29 octobre 1934.*)

***Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 28.***

---

Deutsch-dänisches Abkommen über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr.

Der Deutsche Reichskanzler und Seine Majestät der König von Dänemark und Island, von dem Wunsche beseelt, den kleinen Grenzverkehr an der deutsch-dänischen Grenze entsprechend den Bedürfnissen der Bewohner der Grenzgebiete zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichskanzler:

den Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Herrn Dr. Bernhard Wilhelm von Bülow,

Seine Majestät der König von Dänemark und Island:

den Königlich Dänischen Gesandten in Berlin, Herrn Kammerherrn Herluf Zahle,

Dansk-tysk Overenskomst angaaende Lettelser i den lille Grænsetrafik.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island og den tyske Rigskansler har, besjælede af Ønsket om at ordne den lille Grænsetrafik ved den dansktyske Grænse i Overensstemmelse med Grænsebeboernes Tarv, udnævnt til deres Befuldmægtigede:

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

den Kongelig Danske Gesandt i Berlin Hr. Kammerherre Herluf Zahle,

Den tyske Rigskansler:

Statssekretæren i det tyske Udenrigs departement, Hr. Dr. Bernhard Wilhelm von Bülow,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 25 mai 1935.

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

(1) Als Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens gilt auf deutscher Seite der Zollgrenzbezirk, auf dänischer Seite ein entsprechendes Gebiet nördlich der Grenze. Die Breite jedes der beiden Grenzbezirke soll im allgemeinen nicht über 15 km betragen.

(2) Die Finanzminister der vertragschliessenden Teile werden einander eine Beschreibung des Verlaufs der Linie, die den Grenzbezirk vom übrigen Binnenlande abgrenzt, eine Karte des Grenzbezirks und ein Verzeichnis der im Grenzbezirk liegenden Ortschaften übermitteln.

Artikel 2.

(1) Personen, denen das Nutzungsrecht an landwirtschaftlichem Grundbesitz zusteht, dürfen, wenn dieser Grundbesitz in einem der Grenzbezirke liegt, jedoch von einem im anderen Grenzbezirk gelegenen Grundbesitz aus bewirtschaftet wird, auf dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, die nachstehend aufgeführten Gegenstände, Erzeugnisse und Tiere unter den nachstehend angegebenen Bedingungen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben über die Grenze bringen:

a) Alles, was zur Bewirtschaftung dieses Grundbesitzes üblicherweise dient, wie Düngemittel jeglicher Art, Saatgut (Sämereien), Pflänzlinge, Pflanzenschutzmittel, Maschi-

som efter at have meddelt hinanden deres i god og behørig Form forefundne Fuldmagter er kommet overens om følgende:

Artikel 1.

Stk. 1. Ved Grænseomraade forstaas i denne Overenskomst paa tysk Side Toldgrænseomraadet, paa dansk Sidé et tilsvarende Omraade Nord for Grænsen. Bredden af hvert af de to Grænseomraader maa i Almindelighed ikke overstige 15 km.

Stk. 2. De kontraherende Parters Finansministre overgiver hinanden en Beskrivelse af den Linie, som adskiller Grænseomraadet fra det øvrige Indland, et Kort over Grænseomraadet og en Fortegnelse over de i Grænseomraadet beliggende samlede Bebyggelser.

Artikel 2.

Stk. 1. Personer, der har Brugsret over til Landbrug benyttet Grundejendom, der ligger i det ene Grænseomraade, men drives fra en i det andet Græseomraade beliggende Landejendom, paa hvilken Beboelses- og Avlsbygningerne ligger, er berettiget til paa de i det følgende angivne Betingelser at bringe de nedenfor anførte Genstande, Produkter og Dyr over Grænsen uden Erlæggelse af Ind- eller Udførselsafgifter:

a) alt hvad der sædvanlig benyttes til paagældende Grundejendoms Drift, saasom Gødningsstoffer af enhver Art, Frø til Udsæd, Stiklinge, Plantebeskyttelsesmidler, Ma-

nen, Geräte und Werkzeuge, Fahrzeuge und Arbeitszwecken dienende Pferde einschliesslich der Ausrüstungsgegenstände sowie der Futtermittel für die Pferde und der Betriebsstoffe für die Fahrzeuge und Maschinen, insoweit, als diese Sachen zur Bewirtschaftung dieses Grundbesitzes erforderlich sind.

Die Maschinen, Geräte, Werkzeuge, Fahrzeuge, Pferde und Ausrüstungsgegenstände sowie die nicht verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe müssen nach beendeter Arbeit über die Grenze zurückgebracht werden.

b) Die Erzeugnisse des in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitzes, die von diesem Grundbesitz nach dem Grenzbezirk gebracht werden, in dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden.

Die Abgabenbefreiung wird nur insoweit gewährt, als die Erzeugnisse während des Erntezeit über die Grenze gebracht werden und sich in dem Zustande befinden, in dem die Bewirtschafter sie üblicherweise von diesem Grundbesitz wegschaffen. Die beiderseitigen Zollbehörden können Ausnahmen von den in diesem Absatz enthaltenen Beschränkungen zulassen, wenn diese die zweckmässige Bewirtschaftung des Grundbesitzes erschweren.

Wer die Vergüngstigung in Anspruch nimmt, muss eine Bescheinigung vorlegen, die von der für den Grundbesitz zuständigen Behörde ausge-

skiner, Redskaber og Værktøj, Køretøjer og Arbejdsheste, indbefattet Udrustningsgenstande, samt Hestefoder og Stoffer til Driften af Køretøjerne og Maskinerne, alt forsaavidt disse Ting er nødvendige til denne Grundejendoms Drift.

Maskiner, Redskaber, Værktøj, Køretøjer, Heste og Tilbehør saavel som ikke-forbrugte Foder- og Driftsstoffer skal efter endt Arbejde bringes tilbage over Grænsen.

b) Produkter, avlede paa den omhandlede Grundejendom og som derfra overføres til det Grænseomraade, i hvilket Beboelses- og Avlsbygningerne ligger.

Fritagelsen for Afgift indrømmes kun, forsaavidt Produkterne føres over Grænsen i Høsttiden og er i den Tilstand, i hvilken Landbrugeren sædvanlig bringer dem bort fra Ejendommen. Toldmyndighederne paa begge Sider kan tillade Undtagelser fra de i dette Stykke omhandlede Begrænsninger, naar disse besværliggør Ejendommens hensigtsmæssige Drift.

Den, som ønsker at gøre Brug af de omhandlede Lettelser, maa forelægge en af en dertil kompetent Myndighed udstedt Attest, der angiver

stellt ist und Lage, Grösse und Bebauungsart des Grundbesitzes ergibt. Die Bescheinigung, ebenso etwaige Unterlagen sind kostenlos auszustellen.

c) Das zum Wirtschaftsbetrieb gehörige Vieh einschliesslich der Pferde, das zur Weide auf den in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz gebracht wird, soweit dieser innerhalb einer Zone von 6 km nördlich oder südlich der Grenze liegt, sowie die während des Aufenthalts der Tiere auf diesem Grundbesitz erforderlichen Futtermittel, ferner die während des Weideganges geborenen Jungtiere und die von dem Weidevieh während des Weideganges gewonnene Milch. Das Weidevieh muss nach dem Weidegang nebst den während des Weideganges geborenen Jungtieren über die Grenze zurückgebracht werden. Milch, die auf dem in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz von dem Weidevieh gewonnen wird, muss, soweit sie nicht dort verfüttert wird, in den Grenzbezirk, in dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, gebracht werden. Mit Genehmigung der zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile kann der Weideverkehr auch auf Grundbesitz erstreckt werden, der weiter als 6 km von der Grenze entfernt liegt.

Wer die Vergüngstigungen unter c in Anspruch nimmt,

Ejendommens Beliggenhed, Størrelse og Bebyggelsesmaade. Denne Attest saavel som eventuelle andre Bevisligheder udstedes uden Gebyr.

c) det til Bedriften hørende Kvæg, indbefattet Heste, som føres til Græsning paa den i dette Stykke omhandlede Grundejendom, dog kun forsaavidt Ejendommen ligger inden for en Zone paa 6 km Nord eller Syd for Grænsen, samt de fornødne Foderstoffer for Dyrene under Opholdet paa den paagældende Grundejendom; endvidere de i Græsningstiden fødte Dyr og den af Græsningskvæget i Græsningstiden ydede Mælk. Græsningskvæget skal efter endt Græsning tilligemed de i Græsningstiden fødte Dyr føres tilbage over Grænsen. Mælk, som ydes af Græsningskvæget paa den paagældende Grundejendom, skal, saafremt den ikke opfodres paa Stedet, bringes til det Grænseomraade, i hvilket Beboelses- og Avlsbygningerne ligger.

Med Samtykke af begge de kontraherende Parters kompetente Myndigheder kan Græsningstrafiken ogsaa udstrækkes til Grundejendom, der er beliggende mere end 6 km fra Grænsen.

Den, som vil gøre Brug af de under c) nævnte Lettelser,

hat die vorstehend unter b Abs. 3 vorgesehene Bescheinigung vorzulegen.

d) Bienenkörbe und dergleichen mit Bienen, die auf den in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz vorübergehend gebracht werden, sowie der von diesen Bienen gewonnene Honig.

(2) Die Vergünstigungen des Absatzes 1 sind nur gegeben, wenn eine einheitliche Bewirtschaftung des Grundbesitzes am heutigen Tage besteht.

(3) Die Vergünstigungen des Absatzes 1 können versagt werden, wenn die dort erwähnten Wohn- und Wirtschaftsgebäude nicht den Mittelpunkt für die praktische Bewirtschaftung des erwähnten Grundbesitzes bilden.

(4) Bei dem in einem Grenzbezirk gelegenen Grundbesitz, der nicht gewerblichen Zwecken dient, wie Villengärten, Kleingärten und dergleichen, wird für die Gewährung der Vergünstigungen von der Voraussetzung abgesehen, dass sich die Gebäude, von denen aus der Grundbesitz bewirtschaftet wird, in dem anderen Grenzbezirk befinden müssen, wenn der Nutzungsberechtigte seinen ordentlichen Wohnsitz im anderen Grenzbezirk hat.

Artikel 3.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für die Pferde gewährt, die zum Wirtschaftsbetrieb des im Artikel 2 Abs. 1 bezeichneten Grundbesitzes gehören, auf dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, wenn diese Tiere im gegenüberlie-

maa forelægge den under b) 3.Afsnit omhandlede Attest.

d) Bikuber o. l. med Bier, som midlertidigt bringes over paa en Grundejendom af den i dette Stykke omhandlede Art, saavel som den fra disse Bier hidrørende Honning.

Stk. 2. Lettelserne i Henhold til Stk. 1 tilstaas kun for saadan Ejendom, som Dags Dato drives samlet.

Stk. 3. Lettelserne i Henhold til Stk. 1 kan nægtes, naar de der omhandlede Beboelses- og Avlsbygninger ikke danner Midtpunktet for den omhandlede Ejendoms praktiste Drift.

Stk. 4. For saa vidt angaar i Grænseomraadet beliggende Grundejendom, der ikke benyttes i Erhvervsøjemed, saasom Villahaver, Kolonihaver o. l., bortses der ved Indrømmelsen af Lettelserne fra Forudsætningen om, at de Bygninger, fra hvilke Grundejendommen drives, skal ligge i det andet Grænseomraade, for saa vidt Brugeren har sin sædvanlige Bopæl i sidstnævnte Grænseomraade.

Artikel 3.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Heste, som hører til Besætningen paa en af de i Art. 2 Stk. 1 omhandlede Landejendomme, paa hvilken Beboelses- og Avlsbygningerne ligger, og som føres over i det andet Grænseomraade for at blive beslaaet eller un-

genden Grenzbezirk beschlagen oder einer tierärztlichen Behandlung unterzogen und danach zurückgebracht werden sollen.

(2) Wer die Vergüngstigung in Anspruch nimmt, hat die im Artikel 2 Abs. 1 Buchstabe b Abs. 3 vorgesehene Bescheinigung vorzulegen.

Artikel 4.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird den Bewohnern der Grenzbezirke für Geräte, Werkzeuge, Maschinen oder dergleichen gewährt, die sie von dem einen Grenzbezirk in den anderen vorübergehend verbringen, um dort ihren Beruf auszuüben oder Arbeiten auszuführen. Die Geräte, Werkzeuge, Maschinen oder dergleichen müssen nach beendeter Arbeit, spätestens nach Ablauf von drei Monaten, zurückgebracht werden.

(2) Zur Bewirtschaftung des der Stadt Flensburg gehörenden Kollunder Waldes wird ebenfalls Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben für die Materialien und vorübergehend hinübergeschafften Geräte in dem begrenzten Umfange gewährt, in dem sie zur Bewirtschaftung des Waldes und zur Unterhaltung der vorhandenen Gebäude, Wege, Brücken, Bänke, Schutzanlagen und dergleichen notwendig sind, sowie für das von der Stadt Flensburg in dem Kollunber Walde geschlagene Holz.

(3) Die beiderseitigen Zollbehörden werden bei der Prüfung der Frage, ob eine Zollsicherheit zu leisten ist, in entgegenkommender Weise verfahren. Für die zur Bewirtschaftung des Kollunder Wal-

derkastet Dyrlægebehandling og derefter føres tilbage.

Stk. 2. Den, som vil gøre Brug af denne Lettelse, maa forelægge den i Art. 2 Stk. 1 under Litr. b 3. Afsnit omhandlede Attest.

Artikel 4.

Stk. 1. Der tilstaas Beboerne i Grænseomraaderne Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Redskaber, Værktøj, Maskiner o. l., som de midlertidigt bringer fra det ene Grænseomraade over i det andet for der at udøve deres Erhverv eller at udføre Arbejde. De paagældende Redskaber, Værktøj, Maskiner o. l. skal efter endt Arbejde og senest efter Forløbet af 3 Maaneder bringes tilbage.

Stk. 2. Materialer til Driften af den Flensborg By tilhørende Kollund Skov og midlertidigt til Skoven henbragte Redskaber er ligeledes fritaget for Ind- og Udførselsafgifter i det begrænsede Omfang, hvori de er nødvendige til Skovens Drift og til Vedligeholdelse af de forhaandenværende Bygninger, Veje, Broer, Bænke, Beskyttelsesanlæg o. l.; Fritagelsen omfatter ogsaa det af Flensborg By i Kollund Skov huggede Træ.

Stk. 3. Toldmyndighederne paa begge Sider vil stille sig imødekommende ved Undersøgelsen af Spørgsmaal om- hvorvidt der vil være at stille Sikkerhed for Tolden. For de til Driften af Kollund Skov nødven-

des nötigen Geräte usw. wird keine Sicherheit verlangt.

Artikel 5.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für die nachstehend aufgeführten Sachen gewährt, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks unter der Verpflichtung der Rückbringung in den anderen gebracht werden, um dort eine Bearbeitung oder eine Verarbeitung zu erfahren:

a) Getreide, Hülsenfrüchte, Samen (Sämereien) und Ölfrüchte, die gereinigt, zerquetscht, geschrotet, enthülst, gemahlen, geschlagen oder einer sonstigen Bearbeitung oder Verarbeitung unterworfen werden sollen; etwa hierbei gewonnene Nebenerzeugnisse müssen gleichfalls zurückgebracht werden.

b) Holz, das zerkleinert, gespalten oder zu Brettern oder Balken zerschnitten werden soll.

Die Befreiung zu a und b erstreckt sich nur auf Erzeugnisse, die die Grenzbewohner zur Deckung des eigenen Bedarfs benötigen.

(2) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird ebenfalls für gebrauchte Gegenstände gewährt, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks unter der Verpflichtung der Rückbringung zur Ausbesserung in den anderen Grenzbezirk gebracht werden. Die Befreiung von Abgaben bei der Wiedereinfuhr nach dem Ausgangsstaat wird jedoch nur gewährt, wenn die Gegenstände dem Gebrauch im eigenen Haushalt der Grenzbewohner dienen und ein ört-

dige Redskaber o. s. v. kræves ingen Sikkerhed.

Artikel 5.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af de nedenfor anførte Produkter, som af Beboere i det ene Grænseomraade bringes over i det andet Grænseomraade for der at undergaa en Behandling eller Forarbejdning og som derefter atter bringes tilbage:

a) Korn, Bælgfrugter samt Frø til Udsæd og til Olieudvinding, som skal renses, knuses, gruttes, afbælges, formales, presses eller underkastes anden Behandling eller Forarbejdning; eventuelt herved fremkomne Biprodukter maa ligeledes bringes tilbage.

b) Træ, der skal udpindes til Brænde, spaltes eller saves til Brædder eller Bjælker.

Den under a) og b) nævnte Fritagelse gælder kun Produkter, som er nødvendige for Grænsebeboerne til Dækning af eget Behov.

Stk. 2. Der tilstaas ligeledes Fritagelde for Indog Udførselsafgifter af brugte Genstande, der af Beboere i det ene Grænseomraade bringes over i det andet Grænseomraade til Udbedring, og som derefter atter birnges tilbage. Ved Genindførslen til Udgangslandet tilstaas der dog kun Afgiftsfrihed for Genstande, som benyttes i Grænsebeboernes egen Husholdnind, og kun for saa vidt Grænsekontrollen ved Udførslen har anerkendt, at der forelaa en lo-

liches Bedürfnis zur Ausbesserung der Gegenstände im anderen Grenzbezirk bei der Ausfuhr von der Grenzzollstelle anerkannt worden ist. Neue Bestandteile, die bei der Ausbesserung der betreffenden Gegenstände diesen hinzugefügt worden sind, müssen bei der Rückbringung der ausgebesserten Gegenstände nach ihrer Beschaffenheit verzollt werden, es sei denn, dass die betreffenden Teile bei der Ausfuhr des Gegenstandes mitgebracht worden sind.

Artikel 6.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird im Verkehr zwischen den Grenzbezirken gewährt:

1. für Arzneiwaren, die die Bewohner des einen Grenzbezirks aus der Apotheke des anderen Grenzbezirks auf Grund eines von einem Arzt im letztgenannten Grenzbezirk ausgestellten Rezepts am Ausstellungstage des Rezepts oder höchstens 48 Stunden später holen, jedoch nur in der für den betreffenden Krankheitsfall erforderlichen Menge. Die Abgabenbefreiung tritt nicht ein, wenn die betreffenden Waren im Einfuhrstaate der Alkoholbesteuerung unterworfen sind.

2. a) für Heilmittel und Desinfektionsmittel, die von den in dem einen Grenzbezirk wohnhaften Ärzten oder Tierärzten bei Ausübung der Praxis im anderen Grenzbezirk zum unmittelbaren Verbrauch mitgeführt

kal Nødvendighed for at lade Genstandenes Udbedring foretage i det andet Grænseomraade. Ny Bestanddele, som ved Udbedringen af Genstandene er blevet indføjet i disse, fortoldes efter deres Beskaffenhed, medmindre de paagældende Dele medfulgte ved Genstandenes Udførsel.

Artikel 6.

Fritagne for Ind- og Udførselsafgifter i Trafiken mellem Grænseomraaderne er:

Stk. 1. Medicinalvarer, som Beboere i det ene Grænseomraade i Henhold til en af en Læge i det andet Omraade udfærdiget Recept har faaet udleveret paa et Apotek i det sidstnævnte Grænseomraade samme Dag, som Recepten er udstedt, eller højst 48 Timer derefter, dog kun i den for det enkelte Sygdomstilfælde fornødne Mængde. Det er en Forudsætning for Afgiftsfriheden, at de paagældende Varer ikke er undergivet Alkoholbeskatning i den Stat, hvortil de indføres.

Stk. 2. a) Lægemidler og Desinfektionsmidler, som en i det ene Grænseomraade bosiddende Læge eller Dyrlæge under Udøvelse af Virksomhed i det andet Grænseomraade medbringer til

werden, ferner für Desinfektionsmittel, welche die in dem einen Grenzbezirk wohnhaften Hebammen im Falle der Ausübung der Tätigkeit im anderen Grenzbezirk zum unmittelbaren Verbrauch mit sich führen; nicht verbrauchte Heil- und Desinfektionsmittel müssen wieder ausgeführt werden. Die Hinterlegung einer Zollsicherheit wird nur verlangt, wenn besondere Gründe hierfür vorliegen.

b) für Instrumente, die Ärzte, Tierärzte und Hebammen zur Ausübung ihres Berufs mit sich führen; die Instrumente müssen wieder ausgeführt werden.

3. für Särge mit Leichen und für Urnen mit Asche verbrannter Leichen, einschliesslich der Kränze und ähnlicher zur Verzierung der Särge, Urnen oder Beförderungsmittel dienenden Gegenstände.

4. a) für Gegenstände, welche der dauernden Ausschmückung und Erhaltung der Grabstätten und Friedhöfe dienen, sofern diese Gegenstände von den Bewohnern des einen Grenzbezirks nach Grabstätten und Friedhöfen ihrer Angehörigen im anderen Grenzbezirk gebracht werden.

b) für Grabkränze und Sträusse aus natürlichen und künstlichen Blumen und Blättern, auch wenn sie mit Bändern und Schleifen aus Gespinstwaren oder Papier versehen sind, sofern die erwähnten Gegenstände zum Schmuck von

øjeblikkelig Brug, samt Desinfektionsmidler, som en i det ene Grænseomraade bosat Jordemoder i Tilfælde af Udøvelse af Virksomhed i det andet Grænseomraade fører med sig til øjeblikkelig Brug. Ikke forbrugte Lægeog Desinfektionsmidler skal atter udføres. Depositum for Tolden kan kun kræves i Tilfælde, hvor særlig Grund dertil foreligger.

b) Instrumenter, som Læger, Dyrlæger og Jordemødre medfører til Udøvelse af deres Virksomhed; Instrumenterne skal atter udføres.

Stk. 3. Kister med Lig og Urner med Aske af døde Personer saalvelsom Kranse og lignende til Udsmykning af Kiste, Urne og Befordringsmiddel.

Stk. 4. a) Genstande, der benyttes til vedvarende Udsmykning eller Vedligeholdelse af Gravsteder og Kirkegaarde, saafremt disse Genstande af Beboerne i det ene Grænseomraade bringes til deres Paarørendes Gravsteder og Kirkegaarde i det andet Grænseomraade.

b) Gravkranse og Buketter af naturlige eller kunstige Blomster og Blade, ogsaa forsynede med Baand eller Sløjfer af Tøj eller Papir, saafremt de nævnte Genstande er bestemt til Udsmyking af Kister eller

Särgen und Grabstätten im gegenüberliegenden Grenzbezirk bestimmt sind und von den Bewohnern der Grenzbezirke persönlich über die Grenze gebracht werden; die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Kränze und Sträusse, die zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden.

c) für Blumen, auch in Gebinden sowie in Töpfen, die von den Bewohnern der Grenzbezirke bei Familienfesten, religiösen Feiern oder dergleichen persönlich über die Grenze gebracht werden; die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Blumen, die zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden.

5. für Gerätschaften für Abendmahl, Kommunion und letzte Ölung sowie für Gegenstände und Bücher zum religiösen Gebrauch unter der Bedingung der Rückbringung.

Artikel 7.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für Fahrzeuge aller Art (Wagen, Fahrräder, Kraftfahrzeuge usw.) und Pferde gewährt, soweit sie nur zu dem Zwecke die Grenze überschreiten, um Personen oder Waren von dem einen Grenzbezirk in den anderen Grenzbezirk zu verbringen oder von dort zu holen, nebst den dazugehörigen Ausrüstungsgegenständen sowie dem erforderlichen Futter und Betriebsstoff unter der Bedingung

Gravsteder i det ligeoverfor liggende Grænseomraade og bringes over Grænsen af Grænsebeboerne selv. Fritagelsen gælder ikke Kranse eller Blomster, der bringes over Grænsen i Erhvervsøjemed.

c) Blomster, ogsaa i Bundter og i Urtepotter, der af Grænsebeboerne selv bringes over Grænsen ved Familiefester, religiøse Fester o. l. Fritagelsen gælder ikke for Blomster, der bringes over Grænsen i Erhvervsøjemed.

Stk. 5. De til Altergang, Nadver og den sidste Olie nødvendige Sakramenter samt Rekvisiter og Bøger til religiøst Brug paa Betingelse af, at de føres tilbage over Grænsen.

Artikel 7.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Befordringsmidler af enhver Art (Vogne, Cykler, Automobiler o. s. v.) og Heste, som kun passerer Grænsen for at bringe eller hente Personer eller Varer fra det ene Grænseomraade til det andet; Fritagelsen omfatter ogsaa de dertil hørende Udrustningsgenstande saavel som de nødvendige Foder- og Driftsstoffer og er betinget af, at Køretøjer, Heste og Tilbehør samt ikke for-

der Rückbringung der Fahrzeuge, Pferde und Ausrüstungsgegenstände, ferner der nicht verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe.

(2) Personen die als zuverlässig gelten, können von der Hinterlegung einer Zollsicherheit entbunden werden; in diesem Falle wird ihnen von der Zollbehörde ein Ausweis ausgestellt, dessen Gültigkeit auf Antrag bis auf ein Jahr erstreckt werden kann.

(3) Die jeweiligen Bestimmungen über die Besteuerung von Kraftfahrzeugen bleiben unberührt. Das gleiche gilt für die jeweilig geltenden verkehrspolizeilichen Bestimmungen.

Artikel 8.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für Mundvorrat gewährt, den die Bewohner des einen Grenzbezirks in den anderen Grenzbezirk mit sich nehmen oder der ihnen nach ihrer Arbeitsstätte im anderen Grenzbezirk gebracht wird. Die Menge des Mundvorrats darf den Bedarf für einen Tag nicht übersteigen. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf alkoholische Getränke.

(2) Die Befreiung gilt auch für Tabak, Zigarren und Zigaretten, soweit es sich um Mengen handelt, die den Bedarf eines Rauchers für einen Tag nicht überschreiten; die Höchstmenge wird jede der beiderseitigen Regierungen festsetzen.

Artikel 9.

(1) Die Zollabfertigung bei den an den Landzollstrassen gelegenen deutschen und dänischen Zollämtern findet statt:

brugte Foder- og Driftsstoffer bringes tilbage over Grænsen.

Stk. 2. Personer, der anses for vederhæftige, kan fritages for at stille Sikkerhed for Tolden; i saa Fald meddeles der dem af Toldmyndighederne et Bevis, som paa Anmodning kan gives indtil et Aars Gyldighed.

Stk. 3. De til enhver Tid gældende Bestemmelser om Automobilers Beskatning berøres ikke af denne Overenskomst; det samme gælder de til enhver Tid bestaaende politimæssige Færdselsbestemmelser.

Artikel 8.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Mundforraad, som Beboere i det ene Grænseomraade fører med sig, eller som bliver bragt dem til deres Arbejdsplads i det andet Grænseomraade. Mundforraadets Størrelse maa ikke overskride Behovet for en Dag. Lettelsen kommer ikke til Anvendelse med Hensyn til alkoholholdige Drikke.

Stk. 2. Fritagelsen gælder ogsaa for Tobak, Cigarer og Cigaretter i en saadan Mængde, som ikke overskrider en Rygers Forbrug for en Dag; hver af de to Regeringer fastsætter Maksimum herfor.

Artikel 9.

Stk. 1. Ved de ved Toldlandevejene beliggende danske og tyske Toldkontrolsteder finder Toldbehandling Sted paa følgende Tider:

a) auf den Wegen Flensburg-Apenrade und Harrislee-Pattburg von 8 Uhr bis 20 Uhr,

b) auf den Wegen Ladelung-Renz, Süderlügum-Seth, Aventoft-Tondern und Rosenkranz-Ruttebüll von 8 Uhr bis 18 Uhr — Sonntags ausgenommen.

(2) Die zuständigen Zollbehörden werden ermächtigt, die Abfertigungszeiten im gegenseitigen Einvernehmen anderweit festzusetzen.

Artikel 10.

Sofern die örtlichen Verhältnisse es erfordern, werden die beiderseitigen Zollbehörden, gegebenenfalls im Benehmen miteinander, nach Möglichkeit Ausnahmen von der Bestimmung zulassen, dass der Verkehr mit Waren nur auf den Zollstrassen und während der festgesetzten Tagesstunden erfolgen darf.

Artikel 11.

Zur Hilfeleistung bei Bränden und anderen Unglücksfällen in den Grenzbezirken dürfen Mannschaften der Feuerwehr und des sonstigen Rettungsdienstes die Grenze an beliebiger Stelle und zu jeder Tages- und Nachtzeit mit ihren Geräten, Fahrzeugen und Gespannen einschliesslich des erforderlichen Futters für Pferde sowie der erforderlichen Betriebsstoffe für die Fahrzeuge frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter Befreiung von allen Zollförmlichkeiten überschreiten. Die Geräte, Fahrzeuge, Gespanne sowie nicht verbrauchte Futtermittel und Betriebsstoffe sind nach beendeter Hilfeleistung über die Grenze zurückzubringen.

a) ved Landevejene Aabenraa-Flensborg og Padborg-Harrislev fra Kl. 8 til Kl. 20,

b) ved Landevejene Rends-Ladelund, Sæd - Sønder - Løgum, Tønder-Aventoft og Rudebøl-Rosenkrans fra Kl. 8 til Kl. 18, undtagen om Søndagen.

Stk. 2. De paagældende Toldmyndigheder bemyndiges til efter gensidig Aftale at fastsætte andre Tider for Toldekspeditionen.

Artikel 10.

Saafremt de lokale Forhold kræver det, giver Toldmyndighederne paa begge Sider, eventuelt efter gensidig Aftale, i det efter Omstændighederne mulige Omfang, Dispensation fra Reglen om, at Varetrafik kun kan foregaa ad Toldvejene og til de fastsatte Tider.

Artikel 11.

Brand- og andet Redningsmandskab kan for at yde Hjælp i Tilfælde af Brand- eller andre Ulykkestilfælde i Grænseomraaderne uden Ind- eller Udførselsafgift og uden Iagttagelse af nogen Toldformalitet passere Grænsen hvorsomhelst og til enhver Tid om Dagen eller Natten med deres Redskaber, Køretøjer, Forspand tilligemed fornødent Foder til Hestene og de til Køretøjerne nødvendige Driftsstoffer. De paagældende Redskaber, Køretøjer, Forspand samt ikke forbrugte Foder- og Driftsstoffer skal efter Hjælpevirksomhedens Afslutning føres tilbage over Grænsen.

Artikel 12.

Die Zollbehörden der beiden vertragschliessenden Teile werden jede für ihr Gebiet die notwendigen Massnahmen anordnen, um eine missbräuchliche Ausnutzung der durch dieses Abkommen gewährten Erleichterungen zu verhindern. Gegebenenfalls werden sich die Zollbehörden der beiden vertragschliessenden Teile hierüber verständigen. Die erlassenen Ausführungsbestimmungen zu diesem Abkommen werden sie sich gegenseitig mitteilen.

Artikel 13.

(1) Soweit für die in den Artikeln 2 bis 8 und 11 aufgeführten Sachen Ein- und Ausfuhrverbote bestehen, die nicht aus gesundheitspolizeilichen, veterinärpolizeilichen Gründen oder zum Schutze der Pflanzen gegen Schädlinge, gegen Entartung und gegen Ausrottung erlassen sind, bedarf es für die Durchführung der vorgesehenen Erleichterungen keiner besonderen Bewilligung.

(2) Auf dem Gebiet der Veterinärpolizei gelten für den kleinen Grenzverkehr die aus der Anlage ersichtlichen Bestimmungen (veterinärpolizeilichen Ausführungsbestimmungen). Im übrigen werden die jeweiligen gesundheitspolizeilichen und veterinärpolizeilichen Bestimmungen (einschliesslich der Bestimmungen zum Schutze der Bienen) sowie die zum Schutze der Pflanzen gegen Schädlinge, gegen Entartung und gegen Ausrottung von den vertragschliessenden Teilen erlassenen Beschränkungen durch die Bestimmungen dieses Abkommens nicht berührt.

Artikel 12.

Hver af de kontraherende Parters Toldmyndigheder træffer for sit Vedkommende de nødvendige Forholdsregler til Forhindring af Misbrug af de ved denne Overenskomst hjemlede Lettelser. Eventuelt træffer de kontraherende Parters Toldmyndigheder Aftale indbyrdes desangaaende. De meddeler hinanden de til denne Overenskomsts Gennemførelse trufne Anordninger.

Artikel 13.

Stk. 1. Saafremt der for de i Artikel 2-8 og 11 angivne Genstande bestaar Ind- eller Udførselsforbud, som ikke er udstedt af sundheds- eller veterinærpolitimæssige Grunde eller til Beskyttelse af Planter mod Skadedyr, mod Udartning eller Udryddelse, kræves der ingen særlig Bevilling til at gøre Brug af de omhandlede Lettelser.

Stk. 2. Med Hensyn til Veterinærpolitiet gælder for den lille Grænsetrafik de i Bilaget indeholdte Bestemmelser (Bestemmelser til Gennemførelse af veterinærpolitimæssige Forholdsregler). Iøvrigt berøres de til enhver Tid gældende sundheds- og veterinærpolitimæssige Bestemmelser (Bestemmelser til Beskyttelse af Bier indbefattet) saavel som de af de kontraherende Parter til Beskyttelse af Planter mod Skadedyr, mod Udartning eller Udryddelse udstedte indskrænkende Bestemmelser ikke af denne Overenskomst.

Artikel 14.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 15.

Die beiden vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, im Wege des einfachen Notenwechsels zu vereinbaren.

Artikel 16.

(1) Das vorliegende Abkommen soll ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen soll einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

(3) Mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens treten die Absätze 2 und 3 des Artikels I und der Artikel IV des Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und Dänemark über den kleinen Grenzverkehr vom 23. Oktober 1920,*) das Abkommen zwischen Deutschland und Dänemark über die Regelung des Weideverkehrs an der deutsch-dänischen Grenze vom 10. April 1922**) sowie Artikel II des am 10. Mai 1926 in Apenrade zwischen den beiderseitigen Grenzbehörden geschlossenen Übereinkommens, betreffend die Grenzübergangszeiten,***) ausser Kraft.

Artikel 14.

De kontraherende Parter vil meddele hinanden, hvilke Myndigheder der er at anse som kompetente i Henseende til denne Overenskomsts Bestemmelser.

Artikel 15.

De kontraherende Parter forbeholder sig ved almindelig Noteveksling at foretage saadanne Ændringer i denne Overenskomst, som de paa Grundlag af indhøstede Erfaringer maate anse for formaalstjenlige.

Artikel 16.

Stk. 1. Nærværende Overenskomst skal ratificeres og Ratifikationsdokumenterne skal snarest muligt udveksles i Berlin.

Stk. 2. Overenskomsten skal træde i Kraft en Maaned efter Ratifikationsdokumenternes Udveksling.

Stk. 3. Ved denne Overenskomsts Ikrafttræden træder Artikel 1, Stk. 2 og 3 og Artikel 4 i den mellem Danmark og Tyskland den 23. Oktober 1920*) afsluttede Overenskomst angaaende den lille Grænsetrafik, den mellem Danmark og Tyskland den 10. April 1922**) afsluttede Overenskomst angaaende Ordningen af Græsningstrafiken ved den dansk-tyske Grænse samt Art. 2 i den mellem Grænsemyndighederne paa begge Sider den 10. Maj 1926 i Aabenraa trufne Aftale vedrørende Grænseovergangstiderne***) ud af Kraft.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XIV, p. 888.
**) V. N.R.G. 3. s. XVI, p. 587.
***) Pas publiés.

(4) Jeder der vertragschliessenden Teile ist befugt, dieses Abkommen spätestens bis zum 1. Juli eines jeden Jahres für das Ende des Kalenderjahres zu kündigen. Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache zu Berlin am 29. Oktober 1934.

*Dr. Bernhard Wilhelm von Bülow.*

Stk. 4. Hver af de kontraherende Parter kan senest inden 1. Juli hvert Aar opsige denne Overenskomst til Udløbet af Kalenderaaret.

Til Bekræftelse heraf har begge Parters Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst.

Udfærdiget in duplo i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 29. Oktober 1934.

*Herluf Zahle.*

---

Schlussprotokoll.

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des deutsch-dänischen Abkommens über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Vertrages bilden:

Zu Artikel 2 Abs. 1 und 2.

Die Vergünstigungen des Artikels 2 Absatz 1 werden auch gewährt, wenn einheitlich bewirtschafteter Grundbesitz oder Teile davon mit einem anderen einheitlich bewirtschafteten Grundbesitz nachträglich vereinigt werden. Im übrigen sind sich die vertragschliessenden Teile darüber einig, dass auch in sonstigen Fällen die Vergünstigungen nicht ausgeschlossen sein sollen, wenn die beiderseitig zuständigen Zollbehörden übereinstimmend anerkennen, dass ein wirtschaftliches Bedürfnis zur Einbeziehung des Grundstücks in den Wirtschaftsbetrieb vorliegt.

Slutprotokol.

Ved den i Dag stedfundne Undertegnelse af den dansk-tyske Overenskomst angaaende Lettelser i den lille Græensetrafik har de undertegnede Befuldmægtigede afgivet nedenstaaende overensstemmende Erklæringer, der danner en væsentlig Bestanddel af Overenskomsten.

ad Artikel 2, Stk. 1 og 2.

De i Art. 2, Stk. 1 omhandlede Lettelser tilstaas ogsaa, naar en samlet drevet Landejendom eller Dele af en saadan senere forenes med en anden samlet drevet Landejendom. Iøvrigt er de kontraherende Parter enige om, at de omhandlede Lettelser heller ikke skal være udelukket i andre Tilfælde, naar de paa hver Side kompetente Toldmyndigheder overensstemmende erkender, at der foreligger økonomisk Behov for det paagældende Grundstykkes Inddragning i Driften.

Zu Artikel 2, 3, 7, 11 sowie zu den veterinärpolizeilichen Ausführungsbestimmungen (Anlage zu Artikel 13 Abs. 2 Satz 1).

Den Pferden stehen im Sinne dieses Abkommens Esel, Maulesel und Maultiere gleich.

Zu Artikel 4 und 6 Ziffer 2.

Artikel 4 und Artikel 6 Ziffer 2 lassen die Frage unberührt, ob die in dem einen Grenzbezirk wohnenden Personen in dem anderen Grenzbezirk ihre Tätigkeit ausüben dürfen.

Zu Artikel 5 Abs. 2.

Die vertragschliessenden Teile werden die zuständigen Zollbehörden anweisen, bei der Prüfung des örtlichen Bedürfnisses wohlwollend zu verfahren, insbesondere bestehende Geschäftsverbindungen zu berücksichtigen.

Zu Artikel 7.

Unter „Wagen" im Sinne des Artikels 7 sind auch Möbelwagen zu verstehen, unter „Waren" auch Umzugsgut.

Zu Artikel 8 Abs. 2.

Schiffe in der Passagierfahrt zwischen deutschen und dänischen Anlaufstellen in der Flensburger Förde dürfen unversteuerte Tabakwaren zum Verkauf oder Verbrauch an Bord nicht mit sich führen.

Zu Artikel 12 Satz 2.

Die örtlich zuständigen Zollbehörden werden sich gegenseitig von der Ausfuhr unversteuerter Tabakwaren über die deutsch-dänische

ad Artikel 2, 3, 7 og 11 samt Bestemmelserne til Gennemførelse af veterinærpolitimæssige Forholdsregler (Bilag til Artikel 13, Stk. 2, 1. Punktum).

Med Heste ligestilles i denne Overenskomst Æsler, Mulæsler og Muldyr.

ad Artikel 4 og 6, Stk. 2.

Artiklerne 4 og 6, Stk. 2, berører ikke Spørgsmaalet, om de i det ene Grænseomraade boende Personer maa udøve deres Virksomhed i det andet Grænseomraade.

ad Artikel 5, Stk. 2.

De kontraherende Parter vil instruere de paagældende Toldmyndigheder om at forholde sig velvilligt ved Bedømmelse af Spørgsmaalet om Tilstedeværelsen af lokal Nødvendighed og om særlig at tage Hensyn til bestaaende Forretningsforbindelser.

ad Artikel 7.

Ved „Vognes" i Artikel 7 forstaas ogsaa Flyttevogne, ved „Varer" ogsaa Flyttegods.

ad Artikel 8, Stk. 2.

Skibe i Passagerfart mellem tyske og danske Anløbssteder i Flensborg Fjord maa ikke medføre ubeskattede Tobaksvarer til Salg eller Forbrug ombord.

ad Artikel 12, 2. Punktum.

De paagældende lokale Toldmyndigheder underretter, saa vidt det er dem muligt, hinanden gensidig om Udførsel af ubeskattede Tobaks-

Landgrenze Mitteilung machen, soweit sie dazu in der Lage sind.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache zu Berlin am 29. Oktober 1934.

*Dr. Bernhard Wilhelm von Bülow.*

varer over den dansk-tyske Landgrænse.

Udfærdiget in duplo i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 29. Oktober 1934.

*Herluf Zahle.*

---

Anlage zu Artikel 13 Abs. 2 Satz 1.

Veterinärpolizeiliche Ausführungsbestimmungen zu dem deutsch-dänischen Abkommen über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr.

A Zu Artikel 2.

I. *Einfuhr von Pferden zu Arbeitszwecken.*

Die Pferde sind durch Einbrennen eines grossen lateinischen P (preussische Pferde) oder eines grossen lateinischen D (dänische Pferde) im linken Vorderhuf zu kennzeichnen und ausserdem unter Angabe des genauen Signalements der Tiere einschliesslich der Brände in Listen einzutragen, die bei der von der Regierung des Zielstaates bestimmten Dienststelle aufzubewahren sind. Die Pferde sind, falls die Behörden des Zielstaates es verlangen, alljährlich einmal möglichst im Frühjahr durch den beamteten Tierarzt des Zielstaates am Grenzübergang zu untersuchen. Bei ihrer Rückkehr in das Herkunftsland kann die Untersuchung durch den beamteten Tierarzt des Herkunftslandes vorgeschrieben werden. Für Pferde, welche die Grenze alljährlich nicht nur je einmal auf dem Hin- und Rückwege, sondern

Bilag ti Art. 13, Stk. 2. 1'Pkt.

Bestemmelser til Genemførelse af veterinærpolitimæssige Forholdsregler i Henhold til den dansk-tyske Overenskomst angaaende Lettelser i den lille Grænsetrafik.

A ad Art. 2.

I. *Indførsel af Arbejdsheste.*

Hestene mærkes ved Indbrænding af et stort latinsk D (danske Heste) eller et stort latinsk P (prøjsiske Heste) i venstre Forhov, hvorhos de under Angivelse af Dyrenes nøjagtige Signalement, Brændemærket indbefattet, indføres i Lister, som opbevares ved de af Modtagerstaten bestemte Tjenestekontorer. Saafremt Modtagerstatens Myndigheder kræver det, skal Hestene ved Overførsel over Grænsen undersøges af den af Modtagerstaten udpegede Dyrlæge engang hvert Aar saavidt muligt om Foraaret. Det kan bestemmes, at Dyrene ved Tilbageførsel til Oprindelsesstaten skal undersøges af den af denne Stat udpegede Dyrlæge. Med Hensyn til Heste, der ikke blot een Gang om Aaret, men oftere overskrider Grænsen i hver Retning, kan saadan Undersøgelse paabydes med kortere Mellemrum. Den skal dog

öfter überschreiten, können diese Untersuchungen in kürzeren Zeiträumen angeordnet werden. Sie sollen jedoch im allgemeinen nicht häufiger als zweimal im Jahre stattfinden. Die Ergebnisse der Untersuchungen sind von den beamteten Tierärzten jedesmal in die Listen der von der Regierung des Zielstaates bestimmten Dienststellen einzutragen.

Die amtstierärztlichen Untersuchungen sind, sofern sie an den hierfür festzusetzenden Untersuchungstagen, -orten und -stunden erfolgen, kostenlos.

Die Rückkehr seuchenkranker, seuchenverdächtiger und ansteckungsverdächtiger Pferde in den Herkunftsstaat darf nur mit besonderer Genehmigung und unter Beobachtung der besonderen Vorschriften der beiderseitigen Verwaltungsbehörden erfolgen.

II. *Weideverkehr.*

1. Das Weidevieh (Pferde, Rinder, Schafe, Ziegen) unterliegt bei jedesmaligem Beginn des Weidegangs einer einmaligen tierärztlichen Untersuchung bei der Einfuhr durch den zuständigen Tierarzt desjenigen Landes, in das es zur Weide gebracht wird. Ebenso wird es nach Beendigung der Weidezeit bei der Rückkehr in sein Heimatland (Wiedereinfuhr) durch den zuständigen Tierarzt des Heimatlandes untersucht.

Eine Ausfuhruntersuchung durch den Tierarzt des Ausfuhrlandes findet nicht statt.

Die Einfuhr wird nur gestattet, wenn die Tiere frei von Seuchen und seuchenverdächtigen Erscheinungen befunden werden.

i Almindelighed ikke finde Sted hyppigere end to Gange aarlig. Resultatet af Undersøgelserne indføres hver Gang af den dertil antagne Dyrlæge i Listerne ved de af Modtagerstatens Regering bestemte Tjenestekontorer.

De foreskrevne Dyrlægeundersøgelser er gebyrfri, saafremt de finder Sted paa de fastsatte Undersøgelsessteder, -dage og -timer.

Tilbageførsel til Hjemlandet af Heste, der er syge eller udviser mistænkelige Sygdomstegn eller er mistænkt for at være smittefarlige, maa kun finde Sted med begge Parters Forvaltningsmyndigheders Tilladelse og under Iagttagelse af de af disse fastsatte særlige Forskrifter.

II. *Græsningstrafik.*

1. Græsningskvæg (Heste, Hornkvæg, Faar, Geder) skal een Gang ved Græsningens Begyndelse ved Indførslen underkastes Dyrlægeundersøgelse af vedkommende Dyrlæge i det Land, til hvilket det indbringes til Græsning. Det undersøges ligeledes ved Tilbageførslen til Hjemlandet (Genindførslen) efter endt Græsningstid af vedkommende Dyrlæge i Hjemlandet.

Der finder ingen Undersøgelse Sted ved Udførslen ved Udførselslandets Dyrlæge.

Indførsel tillades kun, naar Dyrene befindes at være fri for Sygdom eller Sygdomssymptomer.

2. Für die einzuführenden Tiere sind von den Einbringern bei Beginn des Weideganges Ursprungszeugnisse vorzulegen, die in Deutschland von dem Gemeindevorsteher, in Dänemark von dem Sognefoged des Ursprungsortes der Tiere auszustellen sind.

Aus diesen Ursprungszeugnissen müssen bei Pferden und Rindern Geschlecht, Farbe, Abzeichen und ungefähres Alter, bei Schafen und Ziegen die Art und Stückzahl sowie bei sämtlichen Tiergattungen etwaige besondere Kennzeichen (Ohrmarke, Hautbrand, Horn- oder Hufbrand, Farbzeichen, Haarschnitt usw.), ferner der Ursprungsort, der Name desjenigen, aus dessen Bestand das Vieh stammt, und der Tag der Entfernung des Viehes aus dem Ursprungsort ersichtlich sein. Die Zeugnisse müssen ferner die Angabe enthalten, dass in dem Herkunftsort und Herkunftsbestand keine auf die betreffende Tierart übertragbare Tierseuche herrscht. Die Gültigkeitsdauer der Zeugnisse beträgt drei Tage.

Das Ursprungszeugnis ist nach bestimmtem Muster auszufertigen, das von den beiderseitigen Veterinärbehörden vereinbart wird.

3. An der Hand der vorerwähnten Ursprungszeugnisse wird von den Grenzbehörden des Einfuhrlandes eine laufende Liste der Tiere angelegt, auf Grund deren eine genaue Kontrolle der Weidebestände durch die vorgenannten Behörden ausgeübt wird.

Ausserdem sind die Tiere in jedem Falle durch Brand oder besondere Ohrmarken zu kennzeichnen.

2. For de til Indførsel bestemte Dyr forelægger den indførende ved Græsningstidens Begyndelse Oprindelsesbeviser, som i Danmark udstedes af Sognefogden, i Tyskland af „Gemeindevorsteher“ paa Dyrets Oprindelsessted.

Oprindelsesbeviserne maa for Heste og Hornkvæg angive: Køn, Farve, Mærke og omtrentlige Alder, for Faar og Geder: Art og Antal, samt for alle Dyrearters Vedkommende: eventuelle særlige Kendetegn (Øremærker, Brændemærker i Hud, Horn eller Hove, Farvemærker, Klipmærker o. s. v.), endvidere Oprindelsessted, Navnet paa den Person, fra hvis Besætning Kvæget hidrører og Dagen for Kvægets Fjernelse fra Oprindelsesstedet. Det maa af Beviserne endelig fremgaa, at der ikke paa Oprindelsesstedet eller i Oprindelsesbesætningen forefindes Kvægsygdomme, som er smitsomme for den paagældende Kvægart.

Saadanne Beviser er gyldige i 3 Dage.

Oprindelsesbeviser udstedes efter en bestemt Formular, som fastsættes efter Overenskomst af Veterinærmyndighederne paa begge Sider.

3. Ved Hjælp af nævnte Oprindelsesbeviser udfærdiger Grænsemyndighederne i Indførselslandet en løbende Fortegnelse over Dyrene, paa Grundlag af hvilken nævnte Myndigheder udøver en nøje Kontrol med Græsningsbesætningen.

Desuden skal Dyrene i alle Tilfælde forsynes med Brændemærker eller særlige Øremærker.

4. Die Wiederausfuhr ist durch zollvormerkliche Abfertigung zu gewährleisten. Die Wiederausfuhr muss während des Weideganges eines jeden Jahres bis spätestens 15. November erfolgen, es sei denn, dass die Verwaltungsbehörden beider Länder in gegenseitigem Einverständnis diese Frist wegen besonderer Umstände (bei besonders starkem Graswuchs, gutem Wetter, Erkrankungen der Tiere usw.) verlängern.

5. Die Ein- und Wiederausfuhr ist nicht an die Zollstrassen oder die allgemein zugelassenen Nebenwege gebunden. Der einmal gewählte und den Grenzbehörden bekanntzugebende Weg ist in jedem Falle innezuhalten. Zollgebühren werden für die Abfertigung ausserhalb der Zollstrassen nicht erhoben.

6. Von der beabsichtigten Einfuhr zwecks Weidegangs sind unter Angabe der Stelle und Zeit des Eingangs die zuständige Grenzbehörde und der zuständige Tierarzt rechtzeitig und möglichst 3 Tage vorher zu benachrichtigen. Ausserdem hat sich der Besitzer der Tiere rechtzeitig und möglichst innerhalb der gleichen Frist wegen der zollvormerklichen Abfertigung mit der Zollbehörde des Ausfuhrlandes ins Benehmen zu setzen.

Es bleibt den beteiligten Lokalbehörden (Zollaufsicht, Landjägerei, zuständiger Tierarzt) nach vorheriger Vereinbarung überlassen, zu Beginn des Weidegangs bestimmte Einfuhrtage bzw. -zeiten und Übergänge für die in Frage kommenden Gemeinden festzusetzen.

7. Die Kosten der tierärztlichen Untersuchungen fallen den Einfüh-

4. For at sikre Genudførslen skal Toldbehandlingen ved Indførslen foretages efter Reglerne for Varer, der midlertidig indføres i Landet. Genudførslen skal efter Græsningen hvert Aar finde Sted senest inden den 15. November, medmindre begge Landes Forvaltningsmyndigheder er indbyrdes enige om at forlænge Fristen af særlige Grunde (i Tilfælde af særlige stærk Græsvækst, godt Vejr, Sygdom blandt Dyrene el. lign.).

5. Ind- og Udførslen er ikke henvist til Toldvejene eller de almindeligt aabne Biveje. Den engang valgte Vej, om hvilken Græansemyndighederne skal underrettes, skal i alle Tilfælde benyttes. Der opkræves ikke Toldgebyrer for Ekspedition udenfor Toldvejene.

6. Vedkommende Grænsemyndighed og den paagældende Dyrlæge underrettes rettidigt og saavidt muligt senest 3 Dage forinden om den paatænkte Indførsel til Græsning med Angivelse af Tid og Sted for Overførslen. Endvidere maa Dyrenes Ejer rettidigt og saavidt muligt indenfor den samme Frist sætte sig i Forbindelse med Toldmyndighederne i Udførselslandet angaaende Udfærdigelse af Toldangivelserne.

De paagældende stedlige Myndigheder (Toldbevogtning, Landpoliti, vedkommende Dyrlæge) kan i Henhold til forudgaaende Aftale ved Græsningens Begyndelse fastsætte bestemte Overførselssteder, -dage og -tider for de paagældende Kommuner.

7. Omkostningerne ved Dyrlægeundersøgelser saavelsom ved Dy-

rern zur Last, ebenso die der Kennzeichnung. Die jeweils geltenden Gebührensätze werden die beiden vertragschliessenden Teile sich gegenseitig laufend mitteilen.

8. Wenn das Vieh während der Weidezeit wiederholt die Grenze überschreitet, finden die vorstehend vorgeschriebenen Kontrollmassnahmen bei jeder Grenzüberschreitung Anwendung. Ausnahmen können für Viehbestände hart an der Grenze liegender Grundstücke auf Antrag vom Landrat bezw. Amtmann im Einvernehmen mit dem Amtmann bzw. Landrat zugelassen werden.

9. Die Rückkehr seuchenkranken, seuchenverdächtigen und ansteckungsverdächtigen Weideviehes in den Herkunftsstaat darf nur nach vorheriger Vereinbarung und unter Beobachtung der besonderen Vorschriften der beiderseitigen Verwaltungsbehörden erfolgen.

10. Innerhalb solcher Grundstücke, die von der Grenze durchschnitten werden und gemäss Artikel 2 Abs. 2 des Abkommens, betreffend Benutzung und Unterhaltung der Übergänge über die deutsch-dänische Grenze, vom 10. April 1922 eingezäunt sind (siehe hierzu die Vereinbarung der deutsch - dänischen Grenzbehörden vom 9. Mai 1924), unterliegt der Weideverkehr nicht den vorstehend vorgeschriebenen Kontrollen.

B Zu Artikel 3.

Für die Einfuhr von Pferden, die im Nachbarstaat beschlagen oder einer tierärztlichen Behandlung unterzogen werden sollen, gelten die Ausführungsbestimmungen zu A I.

renes Mærkning paahviler den indførende. De kontraherende Parter holder til Stadighed hinanden underrettet om de til enhver Tid gældende Gebyrer.

8. Hvis Kvæget passerer Grænsen gentagne Gange i Græsningstiden, finder de ovenfor foreskrevne Kontrolbestemmelser Anvendelse ved hver Grænseoverskridelse. Henholdsvis Amtmanden og Landraaden kan i indbyrdes Forstaaelse paa Andragende gøre Undtagelse med Hensyn til Kvægbesætninger paa Grundstykker, der ligger tæt ved Grænsen.

9. Tilbageførsel til Hjemlandet af Græsningskvæg, der er sygt, eller udviser mistænkelige Sygdomstegn, eller er mistænkt for at være smittefarligt, maa kun finde Sted efter forudgaaende Aftale og under Iagttagelse af de af Forvaltningsmyndighederne paa begge Sider fastsatte særlige Forskrifter.

10. Den ovenfor foreskrevne Kontrol kommer ikke til Anvendelse med Hensyn til Grundstykker, der gennemskæres af Grænsen og er indhegnet i Overensstemmelse med Artikel 2, Stk. 2 i Overenskomsten af 10. April 1922 om Benyttelse og Vedligeholdelse af Overgange over den dansk-tyske Grænse (jfr. de dansk-tyske Grænsemyndigheders Overenskomst af 9. Maj 1924).

B ad Artikel 3.

Med Hensyn til Indførsel af Heste, som skal beslaas eller behandles af Dyrlæge i Nabostaten, gælder Bestemmelserne under A I.

C Zu Artikel 7.

Für die Pferde, die zur Beförderung von Fahrzeugen über die Grenze verwendet werden, ist ein von der zuständigen Behörde des Herkunftslandes (in Preussen der Ortspolizeibehörde, in Dänemark der Sognefoged) auszustellender, mit dem amtlichen Stempel der betreffenden Behörde versehener zweisprachiger Ausweis mitzuführen, der den Namen und Wohnort des Eigentümers der Pferde und eine genaue Beschreibung der Tiere enthält.

D.

Die zuständigen Verwaltungsbehörden haben sich gegenseitig am 5. jeden Monats für den verflossenen Monat den Stand der nachstehenden Seuchen im Grenzgebiet mitzuteilen; ausserdem ist eine solche Mitteilung zu machen, und zwar innerhalb 24 Stunden, wenn in einer seit mindestens 30 Tagen seuchenfreien Gemeinde ein neuer Seuchenfall auftritt:

1. Tollwut (Lyssa, Rabies, Hydrophobia),
2. Rotz der Pferde (Malleus),
3. Maul- und Klauenseuche (Aphtae epizooticae),
4. Lungenseuche des Rindviehes (Pleuropneumonia contagiosa bovum),
5. Pockenseuche der Schafe (Variola ovina),
6. Räude der Pferde und Schafe (Scabies),
7. Schweinepest (Pestis suum),
8. Rinderpest (Pestis bovina).

Dabei sind die einzelnen Seuchenfälle unter genauer Angabe des Or-

C ad Artikel 7.

For Heste, som anvendes til Befordring af Køretøjer over Grænsen, medbringes et af vedkommende Myndighed i Hjemlandet (i Danmark Sognefogden, i Preussen det stedlige Politi) paa begge Sprog udstedt, med denne Myndigheds Embedsstempel forsynet Bevis, der indeholder Hestenes Ejers Navn og Bopæl og en nøjagtig Beskrivelse af Dyrene.

D.

De paagældende Forvaltningsmyndigheder meddeler hinanden den 5. i hver Maaned en Oversigt for den forløbne Maaned over nedenstaaende Sygdomme i Grænseomraadet; yderligere skal saadan Meddelelse gives indenfor 24 Timer, hvis der optræder et nyt Sygdomstilfælde i en Kommune, der har været smittefri i mindst 30 Dage.

1. Hundegalskab (Lyssa, Rabies, Hydrophobia),
2. Snive (Malleus),
3. Mund- og Klovsyge (Aphtae epizooticae),
4. Oksens ondartede Lungesyge Pleuropneumonia contagiosa bovum),
5. Faarekopper (Variola ovina),
6. Skab hos Heste og Faar (Scabies),
7. Svinepest (Pestis suum),
8. Kvægpest (Pestis bovina).

For hvert Sygdomstilfælde angives nøje Sted, Ejer, den angrebne

tes, der betreffenden Besitzer, der Grösse der verseuchten Bestände und der Zahl der erkrankten Tiere aufzuführen.

Fehlanzeigen sind erforderlich.

E.

Im Falle des Ausbruchs von Rinderpest im Nachbarstaat, Lungenseuche der Rinder, Pockenseuche der Schafe und Maul- und Klauenseuche in Deutschland nördlich der Eider und in Dänemark südlich der Königsau können die vorstehenden Bestimmungen für die Dauer der Seuchengefahr verschärft werden. Auch ein völliges oder teilweises Verbot des Grenzverkehrs mit Tieren für die Dauer erhöhter Seuchengefahr ist zulässig.

In der Regel — ausgenommen beim Herrschen der Maul- und Klauenseuche innerhalb der 6-km-Zone nördlich und südlich der Grenze — soll jedoch der Weideverkehr von Deutschland nach Dänemark bzw. von Dänemark nach Deutschland beim Herrschen der Maul- und Klauenseuche in Deutschland nördlich der Eider, in Dänemark südlich der Königsau gestattet werden, wenn die Ursprungszeugnisse gemäss A II, 2 durch Gesundheitszeugnisse des beamteten Tierarztes über den Ursprungsbestand der ausführenden Tiere, datiert vom 4. Tage vor der Ausfuhr und einer Bescheinigung auf den Gesundheitszeugnissen über die am gleichen Tage vorschriftsmässig erfolgte Impfung der Klauentiere mit Riemser Immunserum im Anschluss an die Untersuchung des Bestandes ergänzt werden.

Besætnings Størrelse og Antallet af syge Dyr.

Findes ingen Sygdom gives ogsaa Meddelelse herom.

E.

Saafremt der i Nabostaten, i Danmark Syd for Kongeaaen og i Tyskland Nord for Ejderen, udbryder Kvægpest, Oksens ondartede Lungesyge, Faarekopper eller Mund- og Klovsyge, kan foranstaaende Bestemmelser skærpes, saalænge der er Fare for Sygdommens Optræden. Der kan ogsaa udstedes fuldstændigt eller delvist Forbud mod Grænsetrafik med Dyr, saalænge der bestaar særlig Fare for Sygdommens Optræden.

I Reglen — undtagen i Tilfælde af Mund- og Klovsyge indenfor 6 km Zonen Nord og Syd for Grænsen — skal dog Græsningstrafik henholdsvis fra Danmark til Tyskland og fra Tyskland til Danmark tilstedes, naar det i Overensstemmelse med A II, 2 udstedte Oprindelsesbevis ledsages af et af den dertil antagne Dyrlæge udfærdiget, 4 Dage før Udførslen dateret Sundhedsbevis angaaende de for Udførslen bestemte Dyr og af en Sundhedsbeviset paategnet Attest om, at de klovbærende Dyr samme Dag paa foreskreven Maade er blevet vaccineret med Riemser Immunserum i Forbindelse med Besætningens Undersøgelse.

Die zuständigen Verwaltungsbehörden (in Preussen die Landräte, in Dänemark die Amtsmänner) haben sich gegebenenfalls gegenseitig die betreffenden Verschärfungen oder Verbote gleichzeitig mit ihrer Anordnung mitzuteilen.

De paagældende Forvaltningsmyndigheder (i Danmark Amtmændene, i Preussen Landraaderne) skal i givet Fald meddele hinanden de paagældende Skærpelser eller Forbud samtidig med Udstedelsen af vedkommende Anordning.

---

## 107.

### UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, PORTUGAL.

## Accord afin d'amender la Convention concernant l'immigration des ouvriers indigènes de la Colonie de Mozambique dans la Province de Transvaal ainsi que les chemins de fer et les relations commerciales entre les deux possessions coloniales, conclue le 11 septembre 1928;*) signé à Lourenço Marques, le 17 novembre 1934,**)***) suivi d'un Accord additionnel et modifiant, conclu par un Echange de Notes signées à Lisbonne, les 19 et 27 octobre 1937.

*Treaty Series (London) No. 4 (1936); No. 48 (1938).*

---

The Government of the Union of South Africa and the Government of the Portuguese Republic, having agreed to revise the terms of the Convention made and signed at Pretoria on the eleventh day of September Nineteen hundred and Twenty-eight, under Article 54 thereof, have appointed as their Representatives to that end, that is to say:—

The Union Government:

The Honourable Patrick Duncan, K.C., C.M.G., M.P., Member of the Executive Council and Minister of Mines;

The Honourable Oswald Pirow, K.C., M.P., Member of the Executive Council and Minister of Railways and Harbours and of Defence; and

The Honourable Adrian Paulus Johannes Fourie, M.P., Member of the Executive Council and Minister of Commerce and Industries and of Labour;

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXIII, p. 308.

**) Les ratifications ont été échangées à Prétoria, le 12 juillet 1935.

***) En langues anglaise, hollando-africaine et portugaise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

The Portuguese Government:

Senhor José Ricardo Pereira Cabral, Colonel of Cavalry, Governor-General of the Colony of Mozambique;

Dr. José d'Almada, Colonial Adviser to the Ministry for Foreign Affairs;

Who, having communicated their respective powers, found in good and due form, have agreed as follows:—

A. As regards Part I (Native Labour), that for Articles 2, 3, 10, 11, 13, and 26 the following be substituted, viz.:—

Article 2.

The Portuguese Government authorizes the recruiting aforesaid and the subsequent repatriation of the Portuguese Natives upon the terms and conditions and in accordance with the regulations, together with any amendments thereof consistent with Article 53, facilities and arrangements in operation and actually observed as at the 16th day of May, 1928, in so far as such terms, conditions, regulations, facilities and arrangements (so in operation and observed) are matters under the control of either Government and in so far as they are not modified by this Convention.

The Government of Mozambique, however, reserves the right to limit the recruitment, or to cause it to cease, in those areas where, for reasons of public or private undertakings, it should be found necessary to provide for pressing local demands for native labour, but without prejudice to the limits fixed for the quota of Portuguese Natives to be employed on the mines and, as far as possible, in agreement with the Recruiting Organization.

Article 3.

The number of Natives recruited in terms of this Convention whose employment on the Mines is authorized by the Portuguese Government shall not exceed 80,000, and the Union Government will allow the Mines, if they so desire, to employ a minimum of 65,000 Portuguese Natives.

In order to solve any difficulties relative to native labour that may arise in Mozambique or in the Union, the numbers mentioned in this Article may, after consultation between the two Governments, be altered:—

(a) whenever, in Mozambique, there is not sufficient native labour available for its own requirements, or whenever native labour exceeds those requirements;

(b) whenever, in the Union, the Government may have to provide against unemployment amongst Union Natives.

Article 10.

The following fees shall be payable to the Curator by the Mines in respect of Portuguese Natives, viz.:—

(a) A registration fee of one shilling and sixpence per Native on original engagement, and one shilling and sixpence on re-engagement;

(b) a monthly fee of two shillings and ninepence per Native for every month or part thereof during which the Native is employed.

Article 11.

If the total fees received by the Government of Mozambique in any year, commencing with the year 1935, under articles 9 and 10 in respect of Portuguese Natives employed on the Mines amount to less than forty-four shillings and sixpence multiplied by the average number of such Natives employed by the Mines during that year, the deficiency shall be paid by the Mines to the Curator.

Article 13.

After the first nine months (two hundred and thirty-four shifts worked) and during any period or periods of re-engagement, deferred pay at a flat rate revisable from time to time and representing as nearly as practicable one-half of the rate of pay shall be retained from the earnings of Portuguese Natives by the Mines on which they are employed and shall be paid to the Natives in Mozambique on their return thereto.

Article 26.

All moneys payable under this Convention, whether taxes, fees, wages or any other moneys, shall be paid and settled in legal currency of the Union.

B. As regards Part II (Port and Railways), that Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38 and 43 be deleted, and that for Articles 32, 41 and 44 the following be substituted, viz.:—

Article 32.

The Union Government undertakes to secure to the Port of Lourenço Marques not less than forty-seven and a half per cent. of the total tonnage of commercial sea-borne goods traffic imported into the „competitive area":—

(a) For the purpose of computing the percentage referred to in this Article, sea-borne goods traffic for the civil, military and railway authorities shall be excluded;

(b) The „competitive area" shall mean the area bounded by lines drawn between the goods traffic depots serving Pretoria, Springs, Vereeniging, Klerksdorp, Welverdiend, Krugersdorp and Pretoria, as indicated in the map annexed to this Convention, or any other area which may be agreed upon by the two Railway Administrations.

Article 41.

All matters affecting Railways and Harbours not provided for in the Convention shall form the subject of a working Agreement, binding upon both Governments, between the two Railway Administrations represented by the General Manager of the South African Railways and Harbours of the one part, and by the Director dos Serviços dos Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique of the other part. Any alteration to the said Agreement shall require the consent of the Minister of Railways and Harbours of the Union and of the Governor-General of Mozambique as the respective heads of the two Railway Administrations.

Article 44.

For the purpose of this Convention the Administration of the South African Railways and Harbours and the Administration of the Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique shall mean any authority in whom the management and control of the railways and harbours in the Union and in Mozambique, respectively, are for the time being vested.

C. As regards Part III (Customs and Commercial Intercourse), that Articles 46 and 47 and the Schedules annexed to the Convention be deleted, and that for Article 52 the following be substitued, viz.:—

Article 52.

(1) The Government of the Union and the Government of the Portuguese Republic, so far as concerns Mozambique, undertake not to impede the mutual trade between the Union and Mozambique, by the impositions of any prohibitions or special restrictions upon imports into or exports from the respective territories, but exceptions may be made—

(a) in consideration of the public safety, or public health, and on moral or humanitarian grounds;

(b) in consideration of the protection of animals and plants against disease, insects and harmful parasites, or for their preservation from degeneration or extinction;

(c) in respect of arms, ammunition and implements of war, and, under exceptional circumstances, other military supplies;

(d) in respect of the export of national treasures of artistic, historic or archæological value;

(e) in respect of goods which are or may be objects of a State monopoly;

(f) in respect of prison — or penitentiary — made goods;

(g) in extending to imported products the prohibitions or restrictions which are or may be imposed in respect of the production, sale, transport or consumption of similar local products;

(h) in subjecting the exportation of their products to certain conditions with a view to ensuring the quality and preserving the reputation of those products, and at the same time offering a guarantee to the foreign purchaser;

provided that such prohibitions or restrictions are applied at the same time and in the same manner and to the same extent to other countries in regard to which like grounds for applying such measures exist, and provided further that they do not constitute a disguised restriction on the mutual trade.

(2) In the event of circumstances arising which may render it necessary to impose upon imports any prohibitions or restrictions not covered by Section of this Article, the Union Government and the Portuguese Government undertake that they will not without prior notice impose any prohibitions or restrictions which will place the products of Mozambique or of the Union in any less favourable position than the products of any other country, excepting the countries specified in sub-sections (a), (b) and (c) respectively of Article 45.

D. As regards Part IV (Miscellaneous), that for Article 56 the following be substituted, viz.:—

Article 56.

Any dispute that may arise relative to the interpretation or the carrying out of the Convention, and that cannot be settled by direct negotiations between the Union Government and the Portuguese Government shall be submitted to arbitration, and to this end the Union Government will appoint as Arbiter the Chief Justice of the Supreme Court of South Africa and the Portuguese Government the Judge President of the Court of Appeal of Mozambique. If the Judges aforesaid are unable to reach a joint decision they shall together elect an umpire. If no appointment can be mutually agreed upon by them, the President of the High Court of International Justice at The Hague shall be requested to make the necessary appointment. The procedure shall be ex æquo et bono and in accordance with the terms of submission to be agreed upon in respect of each particular case. This Article shall not apply to Article 32 of the Convention except where the question in dispute is whether or not the port of Lourenço Marques is in fact receiving forty-seven and a half per cent. of the traffic as provided for in the said Article.

This Agreement shall be ratified by the two Governments and the exchange of ratifications shall take place at Pretoria without undue delay; the Articles that have been revised shall, however, come into operation from the date of the signature hereof, and the Articles that have been deleted shall become inoperative from the same date, all other Articles of the Convention continuing in force as before.

In witness whereof the Representatives of the respective Governments have signed the presend Agreement on the revision of the terms of the Convention.

Done at Lourenço Marques in triplicate in English, Afrikaans and Portuguese texts on the Seventeenth day of November, 1934.

*Patrick Duncan.*
*O. Pirow.*
*A. P. J. Fourie.*
*José Ricardo Pereira Cabral.*
*José d'Almada.*

---

No. 1.

*Mr. J. N. Theron to Dr. Salazar.*

Lisbon, October 19, 1937.

M. le Président,

With reference to the negotiations which have taken place between us regarding the extension of the Agreement concerning the recruiting of Native Labour in Moçambique, contained in an Exchange of Notes, dated the 11th, 14th, and 24th March, and the 8th June, 1936, and constituting an amendment of Article III of the revised Convention concluded between our respective Governments on the 17th November, 1934, I have the honour to confirm and place on record that the Government of the Union of South Africa and the Government of the Portuguese Republic agree, without prejudice to Article II of the Convention of the 17th November, 1934, to the extension of the said Agreement for a period of one year, subject to the following conditions:—

(1) The Union Government undertake to adopt measures in order to prevent any activity of a Communist character, such as the distribution of newspapers, pamphlets and similar literature in the nature of Communist propaganda, whether in the Portuguese, English or Native languages, among Moçambique natives who should go to work in the Union of South Africa;

(2) Recruitment of Natives will be effected south of the Save only, within the zones indicated by His Excellency the Governor-General of Moçambique.

The present Note and Your Excellency,s reply in similar terms will be regarded as constituting an Agreement between our respective Governments, with effect from the 8th June, 1937.

I avail, &c.
*J. N. Theron.*

---

No. 2.

*Dr. Salazar to Mr. J. N. Theron.*

Senhor Encarregado de Negócios, Lisboa, 27 de Outubro de 1937.

Com referencia às negociações que realizámos relativas à prorogação do Acôrdo sobre recrutamento de mão de obra indígena em Moçambique, registado na troca de Notas de 11, 14 e 24 de Março e 8 de Junho de 1936, e constituindo uma alteração ao artigo III da Convenção celebrada entre os nossos dois Governos em 17 de Novembro de 1934, temho a honra de confirmar e registar que o Governo da República Portuguesa e o Governo da União Sul Africana concordam, sem prejuizo do artigo II daquela Convenção, na prorogação do referido Acôrdo pelo periodo de um ano sob as condições seguintes:

(1) O Governo de União compromete-se a adoptar previdencias destinadas a impedir qualquer actividade de caracter comunista como difusão de jornais, panfletos e semelhantes processos de propaganda comunista, em lingua portuguesa, inglesa ou indígena, junto dos indígenas de Moçambique que forem trabalhar para a União da Africa do Sul.

(2) O Recrutamento de indígenas será feito unicamente ao Sul do Save, nas zonas que o Governador Geral de Moçambique indicar.

2. Em conformidade com a proposta de V.S[a]., a Nota de V.S[a]. desta data e a presente resposta, serão consideradas como constituindo um acôrdo formal entre os dois Governos, que terá efeito desde 8 de Junho de 1937. Aproveito, &c. *A. O. Salazar.*

---

108.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, PORTUGAL.

## Accord pour modifier l'Accord concernant l'immigration des ouvriers indigènes de la Colonie de Mozambique dans la Province de Transvaal, signé le 17 novembre 1934;*) conclu par un Echange de Notes signées à Lisbonne, du 11 mars au 8 juin 1936.

*Treaty Series (London) No. 21 (1938).*

---

No. 1.

*Mr. Louw to Dr. A. Monteiro.*

Legation of the Union of South Africa,
M. le Ministre, Lisbon, March 11, 1936.

I have the honour to confirm the representations made by me in the course of an interview with the Secretary-General of the Ministry for Foreign Affairs on Friday, the 28th February, as follows:—

*) V. ci-dessus, No. 107.

In Article III of the revised Convention entered into between the Governments of Portugal and of the Union of South Africa on the 17th November, 1934, it is provided that the number of natives allowed to be recruited in the Province of Moçambique in terms of the said Convention may, under certain conditions and after consultation between the two Governments, be altered.

My Government has received representations from the Transvaal Chamber of Mines to the effect that it has lately been found impossible to secure sufficient native labour from existing Union sources, for the requirements of the Transvaal mines, and I have been authorised to approach the Government of the Republic of Portugal with the request that in terms of Article III above mentioned, the maximum number of natives allowed to be recruited in the Province of Moçambique be increased from 80,000 to 90,000.

I have the honour formally to submit this request for the favourable consideration of your Excellency's Government.

I avail, &c.

*Eric H. Louw.*

---

No. 2.

*Senhor Luiz de Sampaio to Mr. Louw.*

Ministério dos Negócios Estrangeiros,
Direcção Geral dos Negócios Políticos,
Lisboa, 14 de Março de 1936.

Senhor Ministro,

O Govêrno Português examinou com o maior cuidado, e inspirado como sempre no espirito mais amigavel, o pedido que V.Exª. apresentou por parte do seu Govêrno para que fôsse aumentado, até ao numero de 90,000, nos termos do artigo 3º. da Convenção de 1934, o contingente de indígenas de Moçambique que trabalham nas minas do Transvaal.

2. Tenho a satisfação de lever ao conhecimento de V.Exª. que o Govêrno da República acede, em principio, áquêle pedido autorizando o recrutamento solicitado nas condições seguintes:—

3. Deverá ficar expresso na troca de Notas que se celebrar, que esta autorização é feita nos precisos termos de alinea (a) do artigo 3º. da Convenção, isto é; o aumento consentido refere-se sómente ás actuais circunstancias, e não reveste um caracter permanente que o mantenha em circunstancias diferentes daquela em que a concessão é feita. Não será esta invocavel como precedente obrigatório, e poderá ser retirada sempre que as circunstancias o exijam, sem que isso possa ser interpretado como acto de menos boa vontade.

4. Este recrutamento far-se-à nos termos precisos da lei em vigôr na Colonia de Moçambique e fica sujeito a todas as clausulas e condições que nos termos da Convenção de 1934 são aplicadas nos assuntos respei-

tantes aos contratos de trabalhadores de Moçambique e às minas de Transvaal.

5. Parece ao Govêrno Português que mais conveniente será fixar uma data na qual se procederá à ravisão do numero agora fixado, se antes dessa data não houver lugar a alterá-lo por outras circunstancias.

6. Propõe o Govêrno Português que tal data seja a de um ano contado da troca de Notas que agora se efectuar.

7. Espero que no deferimento do pedido por V.Exª. apresentado, o Govêrno da União Sul Africana não deixará de reconhecer o desejo de boa e leal cooperação que sempre anima o Govêrno da Republica Portuguêsa nas suas relações com a União.

Aproveito, &c.

Pelo Ministro,

*Luiz de Sampaio.*

---

No. 3.

*Mr. Louw to Dr. A. Monteiro.*

Legation of the Union of South Africa,

M. le Ministre, Lisbon, March 24, 1936.

I have the honour to refer to my Note of the 11th March, 1936, in which I conveyed to your Excellency the request of my Government that in terms of Article III of the Moçambique Convention of the 17th November, 1934, the number of natives allowed to be recruited in the Colony of Moçambique be increased to 90,000.

By a Note dated the 14th March, 1936, the Government of the Republic have expressed their willingness to accede to this request, subject to certain conditions and reservations.

I am instructed by my Government to convey to your Excellency their appreciation of the goodwill shown, and to say that the conditions and reservations set out in the Note above mentioned, are accepted and agreed to by the Government of the Union of South Africa.

In order to permit of the authorized increase in recruitment being put into effect without delay, I would venture to suggest that this Note, together with those which have already passed in regard to this matter, be regarded as constituting the Exchange of Notes referred to at the beginning of paragraph 3 of the Note of the 14th March, 1936. If this course is agreed to, it will be appreciated if your Excellency will be good enough to cause the necessary authorisation to be conveyed by cable to His Excellency the Governor-General of the Colony of Mocambique.

In conclusion, I have the honour to state that the Government of the Union cordially reciprocate the friendly sentiments expressed in your Excellency's Note, and that they share the desire of the Government of the Republic to co-operate in all matters in which the two countries are mutually interested.

I avail, &c. *Eric H. Louw.*

---

No. 4.

*Dr. A. Monteiro to Mr. Theron.*

Ministério dos Negócios Estrangeiros,
Lisboa, 8 de Junho de 1936.

Senhor Encarregado de Negócios,

Tenho o prazer de informar V.Sr[a]. de que o Govêrno Português concorda com a suggestão de Sua Ex[a]. o Senhor Eric H. Louw, apresentada na sua Nota de 26 de Março findo, de se considerarem como constituindo acôrdo entre os dois Govêrnos sôbre o aumento para 90,000 do contingente de indígenas de Moçambique que poderão trabalhar nas minas do Transvaal, a presente Nota, confirmando a que êste Ministério dirigiu a Sua Ex[a]. em 14 de Março último, e as Notas do Sr. Eric H. Louw de 11 e 26 do mesmo mês.

O prazo de um ano a que faz referência o parágrafo 6 da Nota dêste Ministério de 14 de Março, deverá pois contarse partir da data da presente Nota pela qual o acôrdo se considera formalmente celebrado.

Aproveito, &c.
*Armindo Monteiro.*

---

## 109.

## COLOMBIE, PÉROU.

# Convention relative aux recensements de la population; signée à Lima, le 20 juillet 1936.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 918.*

---

Los Gobiernos de Colombia y del Perú deseosos de fomentar la mayor vinculación y la más amistosa cooperación entre uno y otro país, han designado sus respectivos Plenipotenciarios a saber:

Su Excelencia el señor don Alfonso López, Presidente de la República de Colombia, al Excelentísimo señor don Roberto Urdaneta Arbeláez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno del Perú, y

Su Excelencia el señor General Oscar R. Benavides, Presidente de la República del Perú, al Excelentísimo señor don Alberto Ulloa, su Ministro de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de comprobada su personeria, han convenido en lo siguiente:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Lima, le 10 décembre 1937.

Artículo I.

Cada vez que por disposición de uno de los Gobiernos contratantes en uno de los dos países se hagan censos generales de la población, el respectivo Gobierno comunicará oficialmente al del otro país las informaciones que como resultado de tal censo se obtengan acerca de nacionales de este último.

Artículo II.

Las informaciones a que se refiere el artículo I, serán no sólo las cifras totales de los individuos de la respectiva nacionalidad que cada censo comprenda, sino también, los datos o noticias que el censo realizado proporcione, como edad, residencia, profesión u otros.

Artículo III.

El presente Convenio está sujeto a la aprobación correspondiente en cada país y las ratificaciones se canjearán en Lima a la mayor brevedad. Será considerado vigente hasta seis meses después de que una de las Partes haya manifestado a la otra su voluntad de ponerle término.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba mencionados firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, y los sellaron en Lima a los veinte días del mes de julio de mil novecientos treinta y seis.

(L. S.) *R. Urdaneta Arbeláez.*
(L. S.) *Alberto Ulloa.*

---

## 110.

## COLOMBIE, PÉROU.

# Convention concernant l'état civil; signée à Lima, le 20 juillet 1936.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 920.*

---

Los Gobiernos de Colombia y del Perú, deseosos de fomentar la mayor vinculación y la más amistosa cooperación entre uno y otro país, han designado sus respectivos Plenipotenciarios a saber:

Su Excelencia el señor don Alfonso López, Presidente de la República de Colombia, al Excelentísimo señor don Roberto Urdaneta Arbeláez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno del Perú, y

Su Excelencia el señor General Oscar R. Benavides, Presidente de la República del Perú, al Excelentisimo señor

*) Les ratifications ont été échangées à Lima, le 10 décembre 1937.

don Alberto Ulloa, su Ministro de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de comprobada su personeria, han convenido en lo siguiente:

Artículo I.

Cada uno de los Gobiernos contratantes informará al otro sobre los actos de estado civil realizados en su territorio y que se refieran a nacionales del segundo.

Artículo II.

Las informaciones a que se refiere el artículo I serán las contenidas en las respectivas partidas del registro civil y se enviarán cada seis meses por la vía diplomatica al Gobierno contratante que deba recibirlas.

Artículo III.

El presente Convenio está sujeto a la aprobación correspondiente en cada país y las ratificaciones se canjearán en Lima a la mayor brevedad. Será considerado vigente hasta seis meses después de que una de las Partes haya manifestado a la otra su voluntad de ponerle término.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba mencionados firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, y los sellaron en Lima a los veinte días del mes de julio de mil novecientos treinta y seis.

(L. S.) *R. Urdaneta Arbeláez.*
(L. S.) *Alberto Ulloa.*

---

## 111.

## COLOMBIE, PÉROU.

# Convention sur la coopération intellectuelle et culturelle; signée à Lima, le 20 juillet 1936.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 922.*

---

Los Gobiernos de Colombia y del Perú, deseosos de fomentar la mayor vinculación y la más amistosa cooperación entre uno y otro país, han designado sus respectivos Plenipotenciarios, a saber:

Su Excelencia el señor don Alfonso López, Presidente de la República de Colombia, al Excelentísimo señor don Roberto Urdaneta Arbeláez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno del Perú, y

*) Les ratifications ont été échangées à Lima, le 10 décembre 1937.

Su Excelencia el señor General Oscar R. Benavides, Presidente de la República del Perú, al Excelentísimo señor don Alberto Ulloa, su Ministro de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de comprobada su personería, han convenido en lo siguientes:

Artículo I.

Los Gobiernos de la República de Colombia y de la República del Perú fomentarán, por todos los medios a su alcance, el intercambio intelectual y cultural, propiciando viajes de profesores y estudiantes de las Universidades y establecimientos de enseñanza superior, a fin de dictar cursos especializados, dar conferencias sobre asuntos o cosas colombianas y peruanas, seguir cursos en las Universidades o centros científicos o tomar conocimiento del grado de adelanto intelectual y científico alcanzado por los dos países.

Artículo II.

Los Gobiernos de la República de Colombia y de la República del Perú fomentarán también, por todos los medios a su alcance, el intercambio entre las asoviaciones o instituciones cientificas, culturales, literarias, artísticas y periodísticas de Colombia y del Perú, propiciando el viaje de sus miembros con los fines a que se refiere el artículo precedente.

Artículo III.

Las Universidades de la República de Colombia y de la República del Perú propiciarán, anualmente, el viaje de un número limitado de sus estudiantes con el objeto de visitar el otro país. En en grupo así formado se tratará de que estén representadas todas las regiones de la Nación y será acompañado por uno o más profesores de Universidad o establecimientos de enseñanza superior.

Artículo IV.

Los gastos que demande el cumplimiento de los artículos I y III, correrán por cuenta de las Universidades o establecimientos de enseñanza superior del país a que pertenezcan los visitantes, cubriéndolos con sus recursos propios, si los tuvieren, o solicitándolos de sus respectivos Gobiernos que los fijarán anualmente. Los gastos que origine el cumplimiento del artículo II correrán por cuenta de las instituciones o centros respectivos, sin perjuicio de las facilidades o ventajas que el Gobierno pueda acordarles.

Artículo V.

El presente Convenio está sujeto a la aprobación correspondiente en cada país y las ratificaciones se canjearán en Lima a la mayor brevedad. Será considerado vigente hasta seis meses después de que una de las Partes haya manifestado a la otra su voluntad de ponerle término.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba mencionados firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, y los sellaron en Lima a los veinte días del mes de julio de mil novecientos treinta y seis.

(L. S.) *R. Urdaneta Arbeláez.*
(L. S.) *Alberto Ulloa.*

---

## 112.

## COLOMBIE, PÉROU.

# Convention sur l'échange réciproque des publications officielles; signée à Lima, le 20 juillet 1936.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 924.*

---

Los Gobiernos de Colombia y del Perú, deseosos de fomentar la mayor vinculación y las más amistosa cooperación entre uno y otro país, han designado sus respectivos Plenipotenciarios, a saber:

Su Excelencia el señor don Alfonso López, Presidente de la República de Colombia, al Excelentísimo señor don Roberto Urdaneta Arbeláez, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno del Perú, y

Su Excelencia el señor General Oscar R. Benavides, Presidente de la República del Perú, al Excelentísimo señor don Alberto Ulloa, su Ministro de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de comprobada su personería, han convenido en lo siguiente:

Artículo I.

Se creará en la Biblioteca Nacional de Lima una sección dedicada a Colombia.

Artículo II.

Se creará en la Bibilioteca Nacional de Bogotá una sección dedicada al Perú.

Artículo III.

Para la instalación de esas secciones, el Gobierno de la República de Colombia y el Gobierno de la República del Perú se comprometen a proveer una colección de obras capaces de dar concepto sobre la ideología de sus hombres de estudio y de ciencia.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Lima, le 10 décembre 1937.

Artículo IV.

A partir del 1º de enero de 1937 los dos Gobiernos se comprometen a hacer proveer a las misiones diplomáticas, colombiana en Lima y peruana en Bogotá, de dos ejemplares de cada una de sus publicaciones oficiales y de todas aquellas que fueren editadas con su auxilio.

Artículo V.

La Biblioteca Nacional de Bogotá y la Biblioteca Nacional de Lima entrarán en acuerdo para mantener, con la deseable frecuencia, el servicio de canje de obras editadas en Colombia y en el Perú y de copias o fotografías de documentos que puedan tener interés para la historia americana.

Artículo VI.

El presente Convenio está sujeto a la aprobación correspondiente en cada país y las ratificaciones se canjearán en Lima a la mayor brevedad. Será considerado vigente hasta seis meses después de que una de las Partes haya manifestado a la otra su voluntad de ponerle término.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios mencionados firmaron el presente Convenio en dos ejemplares, y los sellaron en Lima a los veinte días del mes de julio de mil novecientos treinta y seis.

(L. S.) *R. Urdaneta Arbeláez.*
(L. S.) *Alberto Ulloa.*

---

## 113.

## COLOMBIE, BRÉSIL.

## Convention radioélectrique; signée à Rio de Janeiro, le 4 novembre 1936.*)

*Tratados y Convenios de Colombia. Bogotá 1939, p. 926.*

La República de los Estados Unidos del Brasil y la República de Colombia, con el propósito de estrechar cada vez más antigua amistad y facilitar el desarrollo de las relaciones comerciales y de buena vecindad entre ambos pueblos, resolvieron celebrar y firmar un Convenio de recíproca comunicación radioeléctrica directa, y para el efecto, nombraron sus Plenipotenciarios, a saber:

El Presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil, al señor doctor don José Carlos de Macedo Soares, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores;

El Presidente de la República de Colombia, al señor doctor don Luis A. Payán, Encargado de Negocios en el Brasil; y

*) Les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro, le 4 avril 1938.

Los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, convienen en las estipulaciones siguientes:

Artículo I.

Las comunicaciones entre las estaciones radioeléctricas brasileñas y colombianas, se regirán por el presente Convenio, sometiéndose para su ejecución las dos Administraciones a las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (última revisión) y Reglamentos anexos.

Artículo II.

Las comunicaciones radioeléctricas entre los dos países se efectuarán por conducto de las estaciones de Leticia, en Colombia, y de Manaos, en el Brasil, las cuales se consideran estaciones limítrofes, o si así lo aconsejare la técnica del servicio, por intermedio de cualquiera otra estación colombiana y brasileña, que las Administraciones Telegráficas interesadas designarán en acuerdo firmado entre ellas directamente.

Artículo III.

Ambas Administraciones se obligan a conservar esas estaciones en perfecto estado de funcionamiento, y a establecer horarios favorables al intercambio de las comunicaciones, teniendo en cuenta los fenómenos atmosféricos que se hubieren observado en la región.

Artículo IV.

Para la transmisión de energía electromagnética, las estaciones emplearán las ondas comprendidas en las bandas destinadas, por el Reglamento General de Radiocomunicaciones anexo a la Convención Internacional de Telecomunicaciones (última revisión), a los servicios de las estaciones fijas, y las dos Administraciones se pondrán de acuerdo sobre la utilización de las frecuencias que sean más favorables para las comunicaciones en aquella región, de día o de noche, en las varias épocas del año.

Artículo V.

Las comunicaciones entre las estaciones limítrofes serán diarias, y mutuamente se transmitirán, a la hora que determinaren las dos Administraciones, un boletín informativo sobre el estado de funcionamiento de las estaciones interiores de la respectiva red, con indicación de los accidentes que ocurrieren.

Artículo VI.

Toda divergencia que con respecto al tráfico surgiere entre el personal de las estaciones limítrofes, será inmediatamente puesta en conocimiento de las Administraciones, las cuales resolverán el caso a la luz de las disposiciones del presente Convenio.

Artículo VII.

Las estaciones de Leticia y Manaos confrontarán diariamente el servicio cruzado entre ellas, el número y la categoría de los despachos, el número de palabras, y las cantidades que hayan de abonarse a cada Administración respecto al servicio confrontado. Esta confrontación servirá de base al ajuste de cuentas entre las dos Administraciones.

Artículo VIII.

En el tráfico se obedecerán las disposiciones del Reglamento Telegráfico Internacional (última revisión). La contabilidad se regirá igualmente por el mismo Reglamento en lo que fuere aplicable.

El ajuste de cuentas se hará trimestralmente, y la liquidación de los saldos resultantes en francos oro en el trimestre siguiente al recibo de la respectiva cuenta.

Artículo IX.

Se abonará a la Administración colombiana el porte terminal de cuarenta céntimos de franco oro por palabra, cuando el despacho procedente de cualquier estación brasileña fuere destinado a estación colombiana, telegráfica o radiotelegráfica.

Si el despacho fuere destinado a algún buque, además del porte mencionado, quedará sujeto al porte costanero y al porte de a bordo notificados por la Oficina Internacional de Berna.

Se abonarán a la Administración brasileña, los siguientes portes:

a) Cuarenta céntimos de franco oro por palabra, cuando el despacho procedente de cualquiera estación colombiana fuere destinado a estación brasileña, telegráfica o radiotelegráfica.

b) Si el despacho tuviere curso por los hilos de la Amazon Telegraph, al porte anterior se agregará el porte correspondiente a dicha Empresa.

c) Si el despacho fuere destinado a algún buque, además del porte mencionado, quedará sujeto al porte costanero y al porte de a bordo notificados por la Oficina Internacional de Berna.

Para el servicio de prensa, se abonarán mutuamente las dos Administraciones, el porte de diez céntimos de franco oro por palabra.

Artículo X.

Para el servicio en tránsito se abonará a la Administración colombiana, además del porte de cuarenta céntimos de franco oro por palabra, los portes que deben abonarse a las Administraciones destinatarias.

Para el servicio en tránsito con destino a la República Argentina, Bolivia, Chile y El Paraguay, vía Uruguayana-Libres, se abonará a la Administración brasileña el porte de ochenta céntimos de franco oro por palabra, que son, cuarenta céntimos de porte brasileño de tránsito y cuarenta céntimos de porte argentino.

Para el servicio destinado a la República Oriental del Uruguay, vía Yaguaron, se abonará a la Administración brasileña el porte de un franco oro con diez céntimos por palabra, que son cuarenta céntimos de porte brasileño de tránsito y setenta céntimos de porte uruguayo.

### Artículo XI.

Los despachos oficiales y meteorológicos se transmitirán libres de porte y con preferencia sobre todos los demás, pero deberán figurar en las respectivas planillas de registro.

a) Se considerarán como despachos oficiales:

1º Los que emanen de las siguientes autoridades de uno u otro país, sean cuales fueren la extensión de los mensajes, el asunto de que traten y el destinatario: Presidente de la República, Presidentes de las Cámaras Legislativas, Presidente de la Corte Suprema de Justicia, Ministros de Estado, Ministros Diplomáticos.

2º Los que se refieren al ejercicio de los respectivos cargos y emanen de los: Agregados Militares, Agentes Consulares, Directores de Correos y Telégrafos, Directores Generales de Higiene (Salud Pública), Directores Generales de Policía.

b) Para la correspondencia oficial de sus respectivos despachos gozarán de franquicia en el servicio interno de uno y otro país, los Agregados Militares y los Agentes Consulares. En el mismo servicio interno tendrán franquicia ilimitada los Ministros diplomáticos de los dos países.

3º El Intendente de la Intendencia del Amazonas y los Inspectores de navegación colombianos gozarán de franquicia para sus relaciones con el Cónsul General de Colombia en Manaos y con la Legación en Río de Janeiro.

El Presidente del Estado del Amazonas y los Inspectores de Navegación brasileños, gozarán de franquicia para sus relaciones con los funcionarios del Brasil en la Intendencia del Amazonas y en Bogotá.

### Artículo XII.

El presente Convenio, después de la necesaria aprobación por el Poder Legislativo de cada una de las dos Repúblicas, será ratificado por los respectivos Gobiernos, y las ratificaciones se canjearán en Bogotá o en Río de Janeiro lo más pronto posible. Entrará en vigencia treinta días después del canje de ratificaciones, y regirá por tres años, contados desde la fecha de dicho canje, pudiendo ser modificado durante este plazo mediante acuerdo entre las dos Administraciones, en las disposiciones que solamente se refieren a reglas de tráficos, caso de que la práctica así la aconsejare.

### Artículo XIII.

Expirado el plazo de tres años si no hubiere objeción de ninguna de las Partes contratantes, el Convenio continuará rigiendo en las mismas condiciones por otros tres, y así sucesivamente. Pero en el caso de que

al expirar el primero o cualquiera de los plazos, alguna de las Partes hiciere propuesta de modificación del Convenio, y la otra Parte no pudiere acceder, se tendrá el Convenio por denunciado, y cesará de regir a los seis meses de la fecha de la respuesta negativa a dicha propuesta.

En fe de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente Convenio en dos ejemplares, cada uno de ellos redactado en los idiomas español y portugués, poniendo en ambos nuestros sellos respectivos.

Hecho en la ciudad de Río de Janeiro, a los cuatro días del mes de noviembre de mil novecientos treinta y seis.

*Luis A. Payán.*
*José Carlos de Macedo Soares.*

---

## 114.

## SUÈDE, TURQUIE.

# Accord de clearing; signé à Ankara, le 14 décembre 1936.

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1936, No. 25.*

---

Afin de faciliter le règlement des paiements entre les deux Pays, le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de ce qui suit:

### Article 1er.

Les paiements résultant des échanges de marchandises entre la Suède et la Turquie seront effectués suivant les règles et les modalités stipulées dans les articles ci-après.

### Article 2.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine et de provenance turques à importer en Suède devra être réglée par le versement de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

Le Clearingkontoret créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie.

### Article 3.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises suédoises à importer en Turquie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque Centrale de la République de Turquie.

La Banque Centrale de la République de Turquie créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts, qui sera ouvert par ses soins au nom du Clearingkontoret.

Article 4.

La conversion des couronnes suédoises en livres turques et des livres turques en couronnes suédoises sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus de Londres.

La Banque Centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ses cours d'achat et de vente.

Article 5.

La Banque Centrale de la République de Turquie et le Clearingkontoret s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Les paiements aux ayants-droit seront effectués, pour les exportateurs en Suède par le Clearingkontoret, et pour les exportateurs en Turquie par la Banque Centrale de la République de Turquie. Ils seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus à l'alinéa précédent et dans les limites des disponibilités des comptes globaux susvisés.

Article 6.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie de clearing.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 7.

Chaque Gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à employer le système de clearing tel qu'il a été exposé dans le présent Accord.

Article 8.

Les 25 % de toutes sommes versées à la Sveriges Riksbank pour le compte du Clearingkontoret seront portés automatiquement dans un

compte spécial en couronnes suédoises auprès de la Sveriges Riksbank et seront mis à la libre disposition de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 9.

Les produits d'origine turque à l'exception du tabac et du chrome pourront faire l'objet de compensations privées avec les produits d'origine suédoise sans limitation de quantité pour les produits admis librement en Turquie et jusqu'à concurrence de contingent disponible pour les produits contingentés dans ce dernier pays.

Les créances suédoises à la Banque Centrale de la République de Turquie comptabilisées à la date de la mise en vigueur du présent Accord de clearing, ainsi que toutes celles qui résulteraient pendant la période de validité du présent Accord, pourront être liquidées sans être soumises à l'ordre chronologique par l'importation en Suède des produits d'origine turque autres que le tabac et le chrome.

Les opérations prévues à cet Article seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 10.

Le solde créditeur accusé par le compte francs français du Clearingkontoret auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord sera réglé aux ayants-droit en Suède par le Clearingkontoret en suivant l'ordre chronologique des versements et dans les limites du compte en couronnes suédoises qu'il aura ouvert sur ses livres au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie conformément à l'Article 2 du présent Accord.

La conversion des francs français en couronnes suédoises sera effectuée d'après les cours cotés par la Sveriges Riksbank le jour du paiement.

Le Clearingkontoret indiquera sur ses notes de débit relatives aux paiements visés au premier alinéa de cet Article, l'équivalent en francs français des couronnes suédoises versées aux ayants-droit en Suède par le débit du compte couronnes suédoises de la Banque Centrale de la République de Turquie et la Banque Centrale de la République de Turquie débitera de ce même montant le compte francs français du Clearingkontoret pour désintéresser l'exportateur turc.

Article 11.

Le présent Accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1er janvier 1937. Il pourra être prorogé par tacite réconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

A l'expiration du présent Accord les importateurs de l'un des deux pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations selon

les dispositions du présent Accord, jusqu'à l'amortissement total des créances correspondant à ce solde. De même les contre-valeurs des marchandises importées à crédit au cours de la validité du présent Accord et antérieurement à sa résiliation continueront à être versées au compte de clearing.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 14 décembre 1936.

(L. S.) *W. Winther.*
(L. S.) *S. Saracoglu.*

---

## 115.

## SUÈDE, TURQUIE.

# Accord de commerce; signé à Ankara, le 31 décembre 1937.

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1937, No. 53.*

---

Le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque, animés du même désir de consolider et de développer les échanges commerciaux entre leurs pays respectifs, ont convenu de ce qui suit.

### Article 1er.

Les produits d'origine et de provenance suédoises énumérés sur la liste 1 ci-jointe*) seront admis en Turquie, à la libre importation, et ceux indiqués sur la liste 2, également ci-annexée,*) à une importation limitée. Les exportations suédoises bénéficieront de plus du régime général d'importation en vigueur en Turquie.

### Article 2.

Les produits d'origine et de provenance turques entreront en Suède sans être soumis à aucune mesure de contingentement.

En cas de modification de ce système les clauses du présent Accord seront réadaptées d'un commun accord aux circonstances nouvelles.

### Article 3.

Les paiements des échanges intervenus conformément aux dispositions du présent Accord seront effectués suivant les clauses de l'Accord de clearing signé aujourd'hui.**)

### Article 4.

Les certificats d'origine des marchandises suédoises et turques importées dans les deux pays seront établis suivant le modèle ci-inclus.***)

---

*) Les Listes ne sont pas reproduites.
**) V. ci-dessous, No. 116.
***) Pas reproduit.

La partie B de ces certificats sera estampillée par les douanes du pays destinataire et rendue par ses soins à l'établissement où il aura à effectuer le versement.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se transmettront réciproquement, le plus vite possible, la partie estampillée des certificats en annexant ces documents aux avis de versements prévus à l'Article 5 de l'Accord de clearing suédois-turc signé en date de ce jour. Lesdits certificats d'origine seront délivrés par les autorités compétentes des deux pays.

Article 5.

Le présent Accord est conclu pour une durée d'un an, à partir du 1er janvier 1938. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 31 décembre 1937.

(L. S.) *W. Winther.*
(L. S.) *Dr. T. R. Aras.*

---

## 116.

## SUÈDE, TURQUIE.

## Accord de clearing; signé à Ankara, le 31 décembre 1937.

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1937, No. 54.*

Afin de faciliter le règlement des paiements entre les deux Pays, le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de ce qui suit:

Article 1er.

Les paiements résultant des échanges de marchandises entre la Suède et la Turquie seront effectués suivant les règles et les modalités stipulées dans les articles ci-après.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine et de provenance turques à importer en Suède devra être réglée par le versement de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

Le Clearingkontoret créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 3.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises suédoises à importer en Turquie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque Centrale de la République de Turquie.

La Banque Centrale de la République de Turquie créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts qui sera ouvert par ses soins au nom du Clearingkontoret.

Article 4.

La conversion des couronnes suédoises en livres turques et des livres turques en couronnes suédoises sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus de Londres.

La Banque Centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ces cours d'achat et de vente.

Article 5.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Les paiements aux ayants-droit seront effectués, pour les exportateurs en Suède par le Clearingkontoret, et pour les exportateurs en Turquie, par la Banque Centrale de la République de Turquie. Ils seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus à l'alinéa précédent et dans les limites des disponibilités des comptes globaux susvisés.

Article 6.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède réultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie de clearing.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 7.

Chaque Gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à employer le système de clearing tel qu'il a été exposé dans le présent Accord.

Article 8.

Les 25 % de toutes sommes versées à la Sveriges Riksbank pour le compte du Clearingkontoret seront portés automatiquement dans un compte spécial en couronnes suédoises auprès de la Sveriges Riksbank et seront mis à la libre disposition de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 9.

Les produits d'origine turque à l'exception du tabac et du chrome pourront faire l'objet de compensations privées avec les produits d'origine suédoise sans limitation de quantité pour les produits admis librement en Turquie et jusqu'à concurrence de contingent disponible pour les produits contingentés dans ce dernier pays.

Les créances suédoises à la Banque Centrale de la République de Turquie comptabilisées à la date de la mise en vigueur du présent Accord de clearing, ainsi que toutes celles qui résulteraient pendant la période de validité du présent Accord, pourront être liquidées sans être soumises à l'ordre chronologique par l'importation en Suède des produits d'origine turque autres que le tabac et le chrome.

Les opérations de compensation privée entreprises pendant la durée de l'Accord et non achevées à la date de son expiration devront être exécutées suivant les dispositions de cet Accord, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

Les opérations prévues à cet Article seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 10.

Le présent Accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1er janvier 1938. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

A l'expiration du présent Accord les importateurs de l'un des deux pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contrevaleur de leurs importations selon les dispositions du présent Accord, jusqu'à l'amortissement total des créances correspondant à ce solde. De même les contrevaleurs des marchandises importées à crédit au cours de la validité du présent Accord et antérieurement à sa résiliation continueront à être versées au compte de clearing.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 31 décembre 1937.

(L. S.) *W. Winther.*
(L. S.) *Dr. T. R. Aras.*

---

## 117.

## SUÈDE, TURQUIE.

# Protocole additionnel à l'Accord de commerce du 31 décembre 1937*) et à l'Accord de clearing, conclu à la date du même jour;**) signé à Ankara, le 31 décembre 1937.

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1937, No. 55.*

---

### Protocole.

Au moment de signer les Accords de commerce et de clearing, le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de ce qui suit:

Les paiements des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de commerce signé en date de ce jour et tombant sous les numéros du tarif turc figurant sur la liste ci-jointe***) ne pourront s'effectuer par voie de clearing que jusqu'à concurrence de 1,600,000 — livres turques et dans les limites des plafonds y établis pour chaque groupe d'articles.

La contrevaleur des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de commerce précité et dépassant les limites ci-haut mentionnées, sera réglée par voie de compensation privée telle qu'elle est prévue à l'Article 9 de l'Accord de clearing.

Toutefois, les lainages, les cotonnades, les fils de laine et de coton, et les tissus de jute admis en Turquie selon les dispositions de l'Accord de commerce ci-haut mentionné ne pourront faire l'objet des opérations de compensation privée qu'avec la laine et le coton d'origine turque.

La contrevaleur des marchandises importées avant la mise en vigueur du présent Protocole continuera à être versée au compte de clearing.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 31 décembre 1937.

*W. Winther.*
*Dr. T. R. Aras.*

---

*) V. ci-dessus, No. 115.
**) V. ci-dessus, No. 116.
***) Non reproduite.

118.

## SUÈDE, TURQUIE.

## Accord de commerce; signé à Ankara, le 20 janvier 1939.*)

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1939, No. 8.*

---

Le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque, animés du même désir de consolider et de développer les échanges commerciaux entre les deux Pays, ont convenu de ce qui suit:

### Article 1er.

Les marchandises d'origine suédoise énumérées à la liste 1 ci-annexée**) seront admises en Turquie sans aucune restriction de quantité et celles indiquées à la liste 2, également ci-annexée,**) pourront être importées en Turquie dans la limite des contingents fixés pour chaque article.

Il est bien entendu que les exportations suédoises bénéficieront de plus du régime général d'importation en vigueur en Turquie au moment de l'importation.

### Article 2.

Les marchandises d'origine turque seront admises à la libre importation en Suède.

En cas de modification de ce système, les dispositions du présent Accord seront réadaptées, d'un commun accord, aux circonstances nouvelles.

### Article 3.

Les créances résultant des échanges commerciaux effectués conformément aux dispositions du présent Accord, seront réglées suivant les dispositions de l'Accord de clearing signé en date de ce jour.***)

### Article 4.

Les marchandises expédiées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent Accord devront être accompagnées d'un certificat d'origine délivré en double exemplaire par les autorités compétentes des deux Pays conformément au modèle ci-annexé.†)

Le duplicata B de ces certificats sera estampillé par le bureau de douane d'entrée, et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.

---

*) Prolongé jusqu'au 31 janvier 1940. V. Överenskommelser 1939, No. 28.

**) Les Listes ne sont pas reproduites.

***) V. ci-dessous, No. 119.

†) Pas reproduit.

Article 5.

Le présent Accord entrera en vigueur le 20 janvier 1939 et expirera le 31 décembre 1939.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année si l'un des deux Pays ne l'a pas dénoncé trois mois avant la date de son expiration.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

*Eric Gyllenstierna.*
*Nebil Bati.*

---

# 119.

## SUEDE, TURQUIE.

## Accord de clearing; signé à Ankara, le 20 janvier 1939.*)

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1939, No. 9.*

---

Afin de faciliter le règlement des paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux Pays, le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de ce qui suit:

Article 1er.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine turque en Suède devra être réglée par le versement, en couronnes suédoises, de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

Les sommes ainsi encaissées seront utilisées comme suit:

a) 25 % seront versés dans un compte spécial dit B, en couronnes suédoises, ouvert auprès de la Sveriges Riksbank au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie pour être tenus à la libre disposition de celle-ci.

b) 75 % de la contrevaleur du chrome et des figues d'origine turque importés en Suède après la mise en vigueur du présent Accord seront portés au crédit d'un compte de clearing dit A, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

c) 75 % de la contrevaleur de toutes les marchandises d'origine turque à l'exception du chrome, des figues et du tabac, importées en Suède après la mise en vigueur du présent Accord, seront portés au crédit d'un compte de compensation privée dit C, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

---

*) Prolongé jusqu'au 31 janvier 1940. V. Överenskommelser 1939, No. 28.

d) 75 % de la contrevaleur des marchandises d'origine turque, importées en Suède avant la mise en vigueur du présent Accord ainsi que de celle du tabac d'origine turque à importer en Suède serviront à débloquer, conformément à l'Article 3, les créances arriérées des exportateurs suédois.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine suédoise en Turquie devra être réglée par le versement, en livres turques, de la somme due à la Banque Centrale de la République de Turquie.

Les sommes ainsi encaissées, sauf celles provenant des opérations de compensation privée, seront utilisées comme suit:

a) La contrevaleur des marchandises expédiées de Suède vers la Turquie, après la mise en vigueur du présent Accord, sera portée au crédit d'un compte de clearing dit A, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, qui sera ouvert au nom du Clearingkontoret par la Banque Centrale de la République de Turquie.

b) La contrevaleur des marchandises expédiées de Suède vers la Turquie avant la mise en vigueur du présent Accord, sera portée au crédit d'un compte D défini à l'Article 3.

Article 3.

Le solde existant en faveur des exportateurs suédois au crédit du compte global de clearing, prévu à l'Article 3 de l'Accord de clearing entre la Suède et la Turquie du 31 décembre 1937*) sera porté dans un compte D, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom du Clearingkontoret par la Banque Centrale de la République de Turquie.

La liquidation des créances en ce compte s'effectuera, dans l'ordre chronologique et conformément aux dispositions de l'Article premier, par les contrevaleurs des marchandises d'origine turque, importées en Suède avant la mise en vigueur du présent Accord, ainsi que par la contrevaleur du tabac d'origine turque à importer en Suède le déblocage par l'importation de ce dernier produit pouvant aussi se faire, le cas échéant, sans être assujetti à l'ordre chronologique.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie pourront se mettre d'accord pour ajouter au tabac d'autres marchandises d'origine turque dont l'importation permettra, dans les mêmes conditions, la liquidation des créances arriérées du compte D.

Article 4.

On entendra aux termes du présent Accord par contrevaleur le prix F. O. B. des marchandises.

---

*) V. ci-dessus, No. 116.

Le montant des frêts et frais d'assurance se rapportant à des connaissements et des polices d'assurance acquittés par l'exportateur, sera toutefois versé, en Suède, à la Sveriges Riksbank et, en Turquie, à la Banque Centrale de la République de Turquie sur présentation des pièces justificatives.

Les montants ainsi encaissés par l'Etablissement intéressé du pays importateur seront mis à la disposition de l'autre en devises libres.

Article 5.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux Pays seront réglés par voie des comptes de clearing A.

Toutefois, le Claringkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes et si elles représentent réellement la contrevaleur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 6.

La conversion des couronnes suédoises en livres turques et des livres turques en couronnes suédoises sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus de Londres.

La Banque Centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ces cours d'achat et de vente.

Article 7.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre les paiements aux ayants-droit.

Ces paiements seront effectués en Suède par le Clearingkontoret et en Turquie par la Banque Centrale de la République de Turquie dans les limites des disponibilités des comptes prévus aux Articles 1, 2 et 3. Les paiements par le débit des comptes de clearing A seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus aux Articles 1 et 2.

Article 8.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se transmettront les duplicata B estampillés des certificats d'ori-

gine prévus à l'Article 4 de l'Accord de commerce, signé en date de ce jour,*) en les annexant aux avis d'encaissement y relatifs.

Toutefois, si au moment d'encaissement le Clearingkontoret ou la Banque Centrale de la République de Turquie ne serait pas encore en possession du duplicata B estampillé du certificat d'origine, ceux-ci se transmettront, tout de même, les avis d'encaissement sans qu'ils soient accompagnés de ces duplicata.

Il est entendu néanmoins, que le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie prendront les mesures nécessaires pour se transmettre, après le dédouanement complet de la marchandise, lesdits duplicata.

Article 9.

Chacun des deux Gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à se conformer aux dispositions du présent Accord.

Article 10.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turqui se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent Accord.

Article 11.

Les marchandises d'origine turque, à l'exception du chrome, des figues et du tabac, pourront faire l'objet de compensations privées avec les marchandises d'origine suédoise dans le cadre des dispositions de l'Article premier de l'Accord de commerce en date de ce jour.*)

Les opérations de compensation privée entamées durant la validité de l'Accord de clearing entre la Suède et la Turquie du 31 décembre 1937 et non achevées à la date de son expiration devront être liquidées suivant les dispositions dudit Accord, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

Les opérations prévues à cet Article seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux Pays.

Article 12.

Les paiements à titre d'avance pour des achats de marchandises d'origine suédoise ou turque destinées à être importées respectivement en Turquie et en Suède, seront réglés conformément aux dispositions du présent Accord, sous réserve du consentement du Clearingkontoret et de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 13.

1. A l'expiration du présent Accord, les importateurs du Pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre Pays, devront con-

---

*) V. ci-dessus, No. 118.

tinuer à verser la contrevaleur de leurs importations selon les dispositions du présent Accord, jusqu'à la liquidation totale des créances correspondant à ce solde. De même, les contrevaleurs des marchandises importées à crédit avant l'expiration du présent Accord continueront à être versées conformément aux dispositions de cet Accord.

2. En outre, les opérations de compensation privée en cours d'exécution au moment de l'expiration du présent Accord, devront être liquidées suivant les dispositions dudit Accord.

Article 14.

Le présent Accord entrera en vigueur à la même date que l'Accord de commerce en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

*Eric Gyllenstierna.*
*Nebil Bati.*

---

## 120.

## SUÈDE, TURQUIE.

# Protocole additionnel à l'Accord de commerce*) et à l'Accord de clearing,**) conclus à la date du 20 janvier 1939; signé à Ankara, le 20 janvier 1939.***)

***Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1939, No. 10.***

---

Protocole.

Au moment de signer les Accords de commerce et de clearing, le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de ce qui suit:

Les paiements des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de commerce, signé en date de ce jour, et tombant sour les numéros du tarif douanier turc figurant à la liste A ci-jointe†) ne pourront s'effectuer par voie des comptes A de clearing que jusqu'à concurrence de 630,000 livres turques et dans les limites des plafonds établis pour chaque groupe d'articles.

Toutefois, au cas où les versements au compte de clearing A en Suède dépasseraient le montant précité, l'excédent pourra être librement

---

*) V. ci-dessus, No. 118.
**) V. ci-dessus, No. 119.
***) Prolongé jusqu'au 31 janvier 1940. V. Överenskommelser 1939, No. 28.
†) Non reproduite.

utilisé par le Gouvernement Turc à l'achat des marchandises d'origine suédoise.

Les certificats d'origine qui doivent accompagner les marchandises d'origine suédoise à importer en Turquie dans les limites des plafonds ci-dessus indiqués porteront le visa du Clearingkontoret.

Les marchandises d'origine suédoise expédiées de Suède avant la mise en vigueur des Accords précités seront importées en Turquie sans charger les plafonds ci-haut mentionnés. La contrevaleur de ces marchandises sera portée au compte D conformément aux stipulations de l'alinéa b) de l'Article 2 de l'Accord de clearing, signé en date de ce jour.

La contrevaleur des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de commerce précité et en dehors des plafonds ci-haut mentionnés sera réglée par voie de compensation privée telle qu'elle est prévue à l'Article 11 de l'Accord de clearing.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

*Eric Gyllenstierna.*
*Nebil Bati.*

---

## 121.

## SUÈDE, TURQUIE.

# Avenant au Traité de commerce et de navigation du 29 septembre 1929;*) signé à Ankara, le 24 mars 1939.

*Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1939, No. 20.*

---

Le Gouvernement Royal de Suède et le Gouvernement de la République Turque ont convenu de modifier comme suit le Protocole de signature du Traité de Commerce et de Navigation entre la Suède et la Turquie du 29 septembre 1929, ad Article 10:

### Ad Article 10.

Sous réserve des dispositions de l'Article 10, le Gouvernement turc s'engage à accorder une réduction de 20 pour cent sur le droit de douane en vigueur au moment de l'importation pour les chaussures entièrement en caoutchouc, ou avec l'empeigne entièrement ou partiellement imperméabilisée avec du caoutchouc (No. 447 a du tarif turc), importées de Suède sur le territoire turc, et le Gouvernement suédois s'engage de son côté, sous la même réserve, à continuer à accorder le droit de douane réduit à 6 cour. par kilog. pour les tapis noués ayant plus de 250 nœuds par mètre de longueur (No. 395 du tarif suédois), importés de Turquie sur le territoire suédois.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXXII, p. 882.

Toutefois, il est entendu que chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de reprendre sa liberté d'action moyennant un préavis de trois mois.

Le présent Avenant fait partie intégrante du Traité de Commerce et de Navigation entre la Suède et la Turquie du 29 septembre 1929 et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 24 mars 1939.

*Jan Strenström.*
*N. Menemencioglu.*

---

## 122.

## GRÈCE, TURQUIE.

# Convention pour la répression et la poursuite de la contrebande; signée à Ankara, le 15 janvier 1937.*)

*Société des Nations. Recueil des Traités CCII, p. 107.*

---

Sa Majesté le Roi des Hellènes d'une part,

Le Président de la République Turque d'autre part,

Animés du désir de prendre les mesures propres à empêcher la contrebande sur leur territoire respectif, ont résolu de conclure à cet effet, une Convention, et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

Son Excellence Monsieur Raphaël, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Grèce en Turquie,

Le Président de la République Turque:

Son Excellence Numan Menemencioglu, Ambassadeur, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après:

### Article premier.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre, sans distinction de la nationalité des délinquants, les mesures propres à empêcher les agissements des individus ou des bandes qui se livreraient sur son territoire à la contrebande et dont l'activité serait dirigée contre l'autre Partie Contractante. Elles conviennent de méme de se communiquer tous les renseignements qui leur parviendraient touchant l'activité de ceux-ci.

Cet échange de renseignements aura lieu directement entre les postes désignés dans le protocole annexé à la présente Convention. Les

---

*) Les ratifications ont été échangées à Athènes, le 2 novembre 1937.

Hautes Parties Contractantes s'informeront dans le plus bref délai de toute modification du lieu ou de la création d'un poste.

Ces renseignements porteront spécialement sur l'identité des délinquants, leur zone d'activité, les articles faisant l'objet de leur trafic, les moyens de transport employés, le type et la caractéristique de ceux-ci.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'assister mutuellement pour assurer l'arrestation des embarcations qui, poursuivies dans les eaux territoriales de l'une d'elles en conformité de leurs lois, parviennent à prendre la haute mer. Si la Partie Contractante qui poursuit l'embarcation juge nécessaire de recourir à la collaboration de l'autre pour l'arrestation du délinquant, elle l'en avisera au moyen des signaux convenus et mentionnés dans le protocole annexé à la présente Convention.

Les embarcations arrêtées seront avec leur équipage et cargaison livrées aux autorités de la Haute Partie Contractante des eaux territoriales de laquelle ils se sont enfuis.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne pas accorder de permis aux demandes d'exportation destinées au territoire de l'autre et portant sur des articles dont l'importation est prohibée ou soumise au monopole sur le territoire de ce dernier. Les Hautes Parties Contractantes conviennent de même de porter réciproquement à leur connaissance les demandes de cette espèce qui auraient été faites pour lesdits articles destinés soit pour le territoire de l'une d'elles, soit pour celui d'un tiers Etat limitrophe dans la mer Egée.

Une liste des articles dont l'importation est prohibée ou soumise au monopole sur le territoire des Hautes Parties Contractantes est annexée à la présente Convention (annexe I).*)

Les Hautes Parties Contractantes s'aviseront en temps dû de toute modification qu'il y aurait lieu d'apporter à cette liste.

Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de se communiquer chaque dix jours les listes certifiées conformes dressées par les autorités douanières du lieu de sortie, des bâtiments transportant des ports de la mer Egée aux îles grecques limitrophes, et desdites îles aux ports susmentionnés des marchandises ayant régulièrement passé par la douane et mentionnant le nom du capitaine, le tonnage et la cargaison.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de faire sur la patente sanitaire des bâtiments, navigant entre les ports turcs de la mer Egée

*) Non reproduite.

et les îles grecques et vice versa une brève annotation mentionnant le contenu du manifeste si le bâtiment est chargé.

Si le bâtiment quitte le port sans cargaison, il en sera aussi fait mention sur ladite patente.

Article 6.

La Présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Athènes aussitôt que faire se pourra. Elle aura une durée d'un an et entrera en vigueur un mois après que les Hautes Parties Contractantes se seront communiqué l'avis de ratification. Si elle n'est par dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une nouvelle période d'un an.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 15 janvier 1937.

(L. S.) *R. Raphaël.*
(L. S.) *N. Menemencioglu.*

---

Protocole de signature.

Au moment de signer la Convention en date de ce jour, les Hautes Parties Contractantes ont décidé de préciser les conditions d'application de certaines de ses clauses suivant les dispositions ci-après:

Ad Article premier.

L'échange de renseignements aura lieu entre les autorités suivantes:

Autorités turques:

Le Commandant général de la surveillance douanière, Ankara;
Le Directeur principal de la surveillance douanière, Istanbul;
Le Commandant de la surveillance douanière de la mer Egée, Izmir;
Le Directeur-adjoint de la surveillance douanière de Karaagaç-Edirné;
Le Chef de Section de surveillance douanière, Enez;
Le Commandant de la surveillance douanière, Ayvalik;
Le Commandant de la surveillance douanière, Çesme;
Le Commandant de la surveillance douanière, Kusadasi;
Le Commandant de la surveillance douanière, Karine;
Le Chef de Section de surveillance douanière, Uzun-Köprü.
(Voir la carte.)

Autorités Helléniques:

Département de la poursuite de la contrebande près le Ministère des Finances, Athènes;

Section du Ministère des Finances, rue Kolokotronis 116, Pirée;
Le Directeur de la douane de Dikéa;
Le Directeur de la douane de Nea Oresteas;
Le Directeur de la douane de Pythion;
Le Directeur de la douane d'Alexandropolis;
Le Directeur de la douane de Mithylène;
Le Directeur de la douane de Chio;
Le Directeur de la douane de Vathy (Samos);
Le Directeur de la douane de Tigani (Samos).

Une carte*) désignant les localités où se trouvent les autorités subalternes entre lesquelles auront lieu les échanges de renseignements est annexée à la présente Convention.

Les Hautes Parties Contractantes, pour se communiquer lesdits renseignements, emprunteront les moyens qu'elles jugeront les plus appropriés et se serviront du français pour leur correspondance.

Pour le cas où elles emprunteraient la voie télégraphique, elles se serviront d'un code à convenir d'un commun accord et qu'elles feront tenir à toutes les autorités susmentionnées.

Ce code sera modifié chaque six mois.

Les frais encourus pour l'impression dudit code seront supportés à parts égales entre les Hautes Parties Contractantes.

Si les Hautes Parties Contractantes jugent utile de recourir à l'envoi de courriers pour la transmission de renseignements, ceux-ci devront être choisis parmi le personnel des services de la douane ou bien ceux de la surveillance douanière. Ces courriers voyageront en tenue civile.

Les Hautes Parties Contractantes remettront à ces courriers des cartes d'identité conformes au modèle ci-joint (A).**)

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront au préalable un duplicata de la carte d'identité qu'elles se proposeront de délivrer et, sur l'avis de réception de l'autre Partie, elles remettront l'original au courrier.

Les courriers de l'une des Hautes Parties Contractantes qui se rendront sur le territoire de l'autre seront munis outre leur carte d'identité d'une feuille de route conforme au modèle ci-joint (B)**) et dûment délivrée par l'une des autorités mentionnées ci-haut.

Les courriers qui emprunteraient d'autres moyens de locomotion que les moyens publics devront se présenter sur le territoire de l'autre Partie avant le coucher du soleil.

L'envoi de courriers n'est admis que pour l'expédition de plis ou documents dûment signés et scellés par les autorités susmentionnées.

Les courriers, pendant la durée de leur séjour sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante, seront à la disposition de l'autorité auprès de laquelle ils ont été envoyés à qui seule il appartiendra de leur accorder le congé de retour.

---

*) Non reproduite.
**) Non reproduit.

Ladite autorité apposera sur la feuille de route un visa mentionnant la date d'arrivée et celle du départ du courrier.

Tout retrait de carte par l'une des Hautes Parties Contractantes devra immédiatement être porté à la connaissance de l'autre.

Ad Article 2.

Les signaux de reconnaissance et demandes d'assistance comporteront:

de jour: au grand mât un petit pavillon de l'Etat et les lettres du code international A M;

de nuit: au grand mât trois feux à petite distance. Les deux premiers verts sur le haut du mât et le dernier rouge.

Fusées: deux vertes et une rouge à intervalle d'une minute chacune.

Les autorités qui capteront ces signaux répondront (vu) par la répétition de ces mêmes signaux.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 15 janvier 1937.

*R. Raphaël.*
*N. Menemencioglu.*

---

## 123.

## GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

## Convention relative aux services de transports aériens; signée à Athènes, le 30 mai 1939.*)**)

*Société des Nations. Recueil des Traités CCII, p. 7.*

---

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; and His Majesty the King of the Hellenes;

Desiring to replace by a new Convention the Convention signed at Athens on the 17th April, 1931, regarding the Operation of Air Transport Services,***) which Convention was terminated on the 21st April, 1938;

Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland:

Sir Sydney Philip Perigal Waterlow, K.C.M.G., C.B.E., His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens.

---

*) Entrée en vigueur, a titre provisoire, le 21 avril 1938.

**) En langues anglaise et grecque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

***) V. N.R.G. 3. s. XXVI, p. 353.

His Majesty the King of the Hellenes:

His Excellency Monsieur Nicolas Mavroudis, Permanent Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Unless otherwise indicated, the following definitions shall apply for the purposes of the present Convention:

(i) The term „British Air Services“ shall denote the air services specified in Article 3 of the present Convention or such other British air services as may be agreed upon under Article 5, and the term „British Air Transport Company (or Companies)“ shall denote the company (or companies) operating the British Air Services.

(ii) The term „Greek Air Services“ shall denote the air services specified in Article 4 of the present Convention or such other Greek air services as may be agreed upon under Article 5, and the term „Greek Air Transport Company (or Companies)“ shall denote the company (or companies) operating the Greek Air Services.

(iii) The term „Air Services“ shall denote the British and the Greek Air Services, and the term „Air Transport Companies“ shall denote the air transport companies operating the Air Services.

(iv) The terms „British aircraft“ and „Greek aircraft“ shall denote aircraft employed in the operation of the British and the Greek Air Services respectively, and the term „aircraft“ shall denote aircraft employed in the operation of the Air Services.

(v) The term „landing place (or places)“ shall denote any or all of the landing places at which the Air Transport Companies shall have the right to land in pursuance of Articles 3 and 4 of the present Convention or which may be agreed upon under Article 5, together with any places at which aircraft may land in accordance with the provisions of Article 6 (2).

(vi) The term „territory“ or „territories“ in relation to one or the other High Contracting Party shall denote the territory or territories of that High Contracting Party flight over which is or may be permitted to aircraft in accordance with the provisions of the present Convention.

(vii) The term „territory“ or „territories“ includes territorial waters.

Article 2.

The provisions of the present Convention shall apply only to the Air Services, Air Transport Companies and aircraft defined in Article 1 of the Convention; and shall apply to those Services, Companies and aircraft only in so far as concerns the working of the routes the operation of which is or may be permitted in accordance with the provisions

of the Convention and for the periods during which those routes may be operated.

Article 3.

1. The British Air Transport Companies operating the air services between the United Kingdom and Africa and Asia shall have the right to fly over Greek territory in accordance with the provisions of the present Convention and with Greek Laws.

2. The routes which the British Air Transport Companies may use over Greek territory are the following:

1. Great Britain-Italy-Greece and beyond.
2. Great Britain-Yugoslavia and/or Bulgaria-Greece and beyond.
3. Great Britain-Malta-Greece and beyond.

On routes 1 and 2 above a landing at Athens will be compulsory, except as provided in paragraphs 6 and 7 of the present Article.

3. On each of the above-mentioned routes the land aircraft or marine aircraft of the British Air Transport Companies will have the right to alight at recognised airports, and to use in case of necessity all emergency landing places along the routes. The previous consent of the Greek Air Ministry will be necessary for any eventual regular use by British land or marine aircraft of other airports in the country as regular places of call.

4. In the event of a British Air Transport Company desiring to operate one of the routes specified in paragraph 2 of this Article instead of or in addition to one of the others, a notification to that effect shall be made to the Greek Government by the Company at least one month before commencing the operation of that route.

5. In order to avoid competition disadventageous to air navigation in general, the following provision shall apply if and when air services are established by the Greek national company and or by a national company or companies of Bulgaria, Yugoslavia, Turkey, Italy and Egypt working in collaboration with the Greek national company, which carry local traffic between Greece on the one hand and on the other hand any of the above-mentioned countries. During the period of six months commencing from the date on which the Greek Government give notice to the Government of the United Kingdom and to the British Air Transport Company of the establishment of any such air service, the British air transport company and the Greek national company shall endeavour to conclude an agreement, approved by the competent Departments of the Government of the United Kingdom and the Greek Government, with regard to local traffic between Greece and the country with which the air service is established. If such an agreement is not concluded, the British Air Transport Company shall not, after the expiration of the said period of six months, embark in Greece passengers or goods beginning their journey in Greece whose destination is a place in the country with which such an air service has been established. The

company also shall not embark in the latter country passengers or goods beginning their journey in that country whose destination is a place in Greece.

6. On days when, according to their respective established time-tables, a flight Athens-Egypt or vice versa is carried out by the Greek Company or by a company working in collaboration with the latter in the operation of the local air services referred to in paragraph 5 above, the British Air Transport Company shall have the right to fly over Greek territory to or from Egypt via Creta without stopping at Athens. The British Air Transport Company shall have the same right in respect of additional flights to or from Egypt on days when one of their aircraft stops at Athens on the journey to or from Egypt.

7. In the event of any meteorological stations announcing, or of the pilot judging, that flight is impossible on any route along which the British Air Transport Companies are or may be permitted to operate, British aircraft may follow the route by Navarino-Suda Bay or the route Sofia-Constantinople-Salonica-Athens, as the case may be.

Article 4.

The Greek Air Transport Company has the right to establish and to operate regular air services between Greece on the one hand and Malta and/or Cyprus on the other and to make use of the airports in Malta and Cyprus open to civil aviation.

Article 5.

The Air Transport Companies shall have the right to operate such other routes and to utilise such other landing places as may from time to time be agreed upon, either instead of or in addition to those specified in the preceding Articles.

Article 6.

1. Nothing in the present Convention shall confer any right to use military air stations (whether aerodromes or seaplane stations) not normally open to civil air traffic.

2. Aircraft may, however, in case of force majeure at all times make use of any aerodrome or seaplane station along their route.

3. Nothing in the present Convention shall prejudice the right of either High Contracting Party in exceptional circumstances relating to the safety of the State to specify landing places other than those mentioned in or agreed upon under the preceding Articles or to modify the routes mentioned in or agreed upon under those Articles; or in the event of war completely to suspend the operation of those routes.

Article 7.

1. Subject to the provisions of Articles 3 (5) and 6 (1) of the present Convention, aircraft may embark and disembark mail, passengers and goods at any landing place.

2. Nothing in the present Convention shall affect the rights of either High Contracting Party under Articles 16 and 17 of the Convention for the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919.*)

Article 8.

1. Subject to any conditions required by the laws in force in the territory in which the landing occurs, the crew and passengers carried in aircraft may remain and goods and mail on board aircraft may be stored, at any landing place.

2. Where a flight is interrupted by an accident or forced landing or otherwise, all necessary facilities shall be accorded for enabling the Air Transport Company concerned to despatch the passengers, goods and mail to their destination as quickly as possible.

Article 9.

The Air Transport Companies shall fulfil the conditions necessary to entitle them to be registered as the owners of aircraft under the provisions of Article 7 of the Convention for the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919.

Article 10.

1. Each High Contracting Party shall have the right to nominate his Air Transport Company or Companies on condition of notifying the other High Contracting Party of the nomination made either within one month after the coming into force of the present Convention or one month prior to the opening of any new service.

2. Each High Contracting Party shall at any time be entitled to substitute for or add to the Company or Companies originally nominated a new British or Greek Company or Companies on condition of notifying the other High Contracting Party of such substitution or addition one month before the opening of any new service.

3. A Company from which permission to operate has been withdrawn by the High Contracting Party by which it was nominated shall not by reason of that fact alone be entitled to make any claim against the other High Contracting Party.

Article 11.

The Air Transport Companies shall have complete freedom to determine the frequency of their services, their time-tables, charges and connexions with other air lines at the different ports of call, together with the type of aircraft which they shall employ, provided that notice shall be given to the competent Government Departments of the High Contracting Parties one month before the opening of any new service.

Article 12.

1. Subject to Article 6 (1) of the present Convention, each High Contracting Party will, so far as possible, place at the disposal of the

*) V. N.R.G. 3. s. XIII, p. 61.

Air Transport Companies of the other, on the same conditions as are applicable to the civil aviation undertakings of the first-named High Contracting Party, all available facilities in regard to hangars for housing aircraft, hoisting installations (cranes or slipways), ground or premises to be used for repair shops, storages and office, together with oil and petrol refuelling facilities.

2. In the event of the air transport installations at an established air station being insufficient, the High Contracting Party concerned will by special agreement grant to the Air Transport Companies of the other, under conditions not inferior to those which apply in the case of the most favoured foreign company (but without making any reservations concerning the minimum cost of such installations) all available facilities for the erection or extension of the necessary installations.

Article 13.

1. The Air Transport Companies shall enjoy, in respect of their aircraft, treatment at all landing places similar to that granted to national aircraft in regard to landing and housing fees.

2. The British Air Transport Company has the right to be provided free of charge with the reports of Greek official meteorological stations as well as to make use of telephone, telegraph and wireless services in existence at the aerodromes and exclusively concerned with air navigation and safety of flying.

Article 14.

The High Contracting Parties agree to co-operate for the protection and security of the Air Services, and for this purpose they will develop to the fullest extent possible their meteorological and wireless services, together with all other aids to safe aerial navigation. The competent Government Departments of the High Contracting Parties will agree together as to the necessary measures of co-ordination.

Article 15.

1. Pending the establishment by the Greek Government of satisfactory wireless telegraphy services at and between the landing places referred to in Article 3 (3) of the present Convention, or which may be agreed upon under Article 5, the British Air Transport Companies shall be entitled to establish wireless stations in Greek territory by special agreement with the Greek Government, which shall be subject to denunciation at any time by giving one month's notice to that effect. These stations shall be erected at the expense of the Company by which they are established, and shall be worked on that Company's responsibility so as to observe the provisions both of the international radiotelegraphy conventions in force between the High Contracting Parties and the internal radiotelegraph regulations of Greece. The personnel of the above-mentioned wireless stations shall be Greek nationals, and their appointment shall be subject to the approval of the Greek Government.

2. The British Air Transport Companies may establish and make use of wireless stations on board British vessels moored in or passing through Greek territorial waters by special agreement with the Greek Government, which shall be subject to denunciation at any time by giving one month's notice to that effect. The personnel of such stations may consist of British or Greek nationals at the Company's option.

Article 16.

1. Aircraft required for the operation of the routes mentioned in Articles 3 and 4, as well as engines installed in such aircraft, the marine equipment necessary for the services and safety of the routes, spare parts (including spare engines) and fuel and oil on board at the time of entry of the aircraft of the company into the territory of the other High Contracting Party, shall be exempt from all duties and taxes. Fuel and lubricating oil taken on board at one of the airports of either of the High Contracting Parties shall be subject to payment of whatever duties and taxes are chargeable, and entitled to any exemptions which can be claimed under the legislation of the High Contracting Party in force in the territory in which the airport is situated, with the proviso that the quantities taxable under this heading should not in any case exceed those consumed in flying over the territory of that High Contracting Party and shall be defined in each instance from time to time according to the type of aircraft in use by a decision of the Air Ministry of that High Contracting Party. All articles necessary for the handling and safeguarding of aircraft and printed matter strictly necessary for the services shall in each country be exempt from customs duties on condition that all these articles and materials are imported for temporary use, and re-exported or cleared from customs or destroyed under official supervision before the expiry of one year. This period may be extended by the competent authorities at the request of the operating company.

The above-mentioned articles will remain under the control of the Customs administration and can only be used for the operating requirements of the Air Services. Further as regards clearance of these articles and materials from customs, all reductions and facilities permitted by national legislation will be granted.

2. Passengers, baggage and freight in transit will be placed under Customs control. This baggage and freight shall be exempt from all customs duty.

Article 17.

1. In the absence of agreement to the contrary, the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall, within the territories of the other, only employ as technical personnel nationals of one or the other High Contracting Party, whether at landing places or during the course of flight over such territories; provided that the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall give preference to the engineers and mechanics of the other for service as ground personnel

in the territories of the latter if they are considered by the Company concerned to be sufficiently competent for the purpose.

2. In the absence of agreement to the contrary, the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall, within the territories of the other, employ nationals of that High Contracting Party for all purposes which require no special training.

3. The Air Transport Company of the one High Contracting Party will be obliged, for purposes of liaison with the competent Authorities of the other High Contracting Party and for the purposes of the general application of the present Convention, to nominate in the capital or chief town of the territory or territories of the other High Contracting Party a General Representative who shall be a national or a company of the other High Contracting Party. For liaison between the technical service of the Air Transport Companies and the Airport Authorities of the other High Contracting Party at each airport, each Company shall nominate as its representative a person holding suitable technical qualifications of the nationality of the other High Contracting Party, preferably a reserve or retired pilot.

Article 18.

1. The conveyance of air mails shall be regulated by direct agreement between the competent postal services of the two High Contracting Parties within three months from the date of the ratification of the present Convention.

2. The Air Transport Companies of each High Contracting Party will, however, reserve space on board their aircraft for the normal weight of mails coming from, destined for, or in transit across, the territories of the other.

Article 19.

1. The competent authorities of the High Contracting Parties at the landing places shall have the right to verify the number of passengers and the weight of the mails and goods, and also to examine the documents carried by aircraft.

2. The competent authorities of each High Contracting Parties shall also have the right to examine the state of the flying material belonging to an Air Transport Company and to prohibit flight on the part of any aircraft judged by those authorities not to be airworthy in accordance with the regulations of the other High Contracting Party.

3. The Air Transport Companies of each of the High Contracting Parties will grant to the competent authorities of the other High Contracting Party six free return tickets each year available for journeys by their respective services between Athens and any first port of call outside Greece.

Article 20.

1. The Air Transport Companies of each High Contracting Party shall observe and shall cause to be observed by their employees the laws

and regulations in force in the territories of the other, whether at landing places or in the course of flight over such territories. They will also, so far as possible, cause these laws and regulations to be similarly observed by their passengers and will notify the authorities of the High Contracting Party concerned in the event of any breach.

2. In the event of repeated breaches, the High Contracting Party affected shall have the right to require the dismissal of any employee who has been found guilty.

3. In case of necessity, that High Contracting Party may require the other to cancel the nomination of the Air Transport Company answerable, without thereby becoming liable to claim on the part of the Company.

4. Each High Contracting Party shall have the right to require the recall of any employee of an Air Transport Company whose presence in the territories of that High Contracting Party has been forbidden on grounds of public safety.

Article 21.

The details of the application of the present Convention shall so far as possible be arranged by direct agreement between the competent Government departments of the High Contracting Parties, or between the Air Transport Company and the High Contracting Party concerned.

Article 22.

In the event of any dispute arising between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the provisions of the present Convention, it shall, at the request of either High Contracting Party, be referred to the Permanent Court of International Justice unless it is agreed to refer it to some other Tribunal.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. Upon the exchange of ratifications the Convention shall be deemed to habe entered into force as from the 21st April, 1938. It shall remain in force for a period of five years from that date and thereafter for successive periods of two years; provided that if notice of termination is given in writing by one High Contracting Party to the other at least twelve months before the expiration of any of the said periods of five years or two years the Convention shall terminate at the end of such period.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their seals.

Done at Athens in duplicate in the English and Greek languages, both texts being equally authentic, the thirtieth of May 1939.

*Sydney Waterlow.*
*N. Mavroudis.*

Protocol of signature.

At the moment of signing the Convention of this day's date relating to the operation of air services, the undersigned Plenipotentiaries declare that, pending the exchange of ratifications, provisional effect shall be given to the terms of the Convention as from the 21st April, 1938, subject to the right of either High Contracting Party to terminate the provisional operation of the Convention at any time before the exchange of ratifications by giving three months' notice to that effect.

Done at Athens in duplicate in the English and Greek languages, both texts being equally authentic, the thirtieth of May, 1939.

*Sydney Waterlow.*
*N. Mavroudis.*

---

Echange de notes.

*I. M. Mavroudis à Sir S. Waterlow.*

Ministère Royal des Affaires Etrangères.

Athènes, le 30 mai 1939.

Monsieur le Ministre,

En vue de préciser le sens de l'Article 3 de la Convention, signée ce jour, concernant l'établissement de services de transports aériens, j'ai l'honneur de vous déclarer que les lois helléniques en vigueur, au moment de la mise en application de cette Convention, seront appliquées pour autant qu'elles ne se trouvent pas en opposition aux clauses de celle-ci, étant donné que la Convention ratifiée législativement prend force de loi et prévaut par conséquent sur les lois antérieures.

Veuillez agréer, etc.

*N. Mavroudis.*

---

*II. Sir S. Waterlow à M. Mavroudis.*

British Legation.

Athènes, le 30 mai 1939.

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous déclarer qu'en application de l'Article 17 (3) de la Convention sur l'établissement de services de transports aériens, signée ce jour, je me charge de recommander aux Compagnies britanniques de transports aériens de préférer, dans la nomination dans chaque aéroport de la Grèce de leurs représentants, prévus par ledit Article, des aviateurs de réserve ou en retraite de nationalité hellénique.

Veuillez agréer, etc.

*Sydney Waterlow.*

---

*III. M. Mavroudis à Sir S. Waterlow.*

Ministère Royal des Affaires Etrangères.

Athènes, le 30 mai 1939.

Monsieur le Ministre,

Au sujet de l'Article 16 de la Convention sur l'établissement de services de transports aériens, signée ce jour, j'ai l'honneur de vous déclarer que les Compagnies britanniques de transports aériens ne seront pas tenues de payer des taxes ou impôts supérieurs à ceux dont est ou sera grevée toute autre Compagnie aérienne étrangère effectuant des vols réguliers en Grèce, à l'exception de la société anonyme italienne „Ala Littoria", ni à ceux que sera obligée de payer cette dernière société italienne après l'expiration de la Convention actuellement en vigueur entre cette société et le Gouvernement hellénique, voire le 13 septembre 1941.

Veuillez agréer, etc.

*N. Mavroudis.*

---

*IV. Sir S. Waterlow à M. Mavroudis.*

British Legation.

Athènes, le 30 mai 1939.

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat,

Vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour une lettre conçue en ces termes-ci:

(Comme dans le N° III.)

Par la présente, j'ai l'honneur de vous déclarer que je suis parfaitement d'accord avec les termes de la lettre suscitée.

Veuillez agréer, etc.

*Sydney Waterlow.*

---

## 124.

## ESTONIE, HONGRIE.

# Convention concernant la coopération intellectuelle entre les deux pays; signée à Budapest, le 13 octobre 1937.*)

*Société des Nations. Recueil des Traités CLXXXIX, p. 442.*

Traduction française.

---

Le Gouverneur-Président de la République d'Estonie et Son Altesse le Régent du Royaume de Hongrie,

Considérant les liens de parenté qui unissent les deux peuples;

Convaincus que le renouvellement de leurs relations millénaires produira des résultats utiles et importants pour les deux pays;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 10 juin 1938.

Animés du désir sincère de resserrer davantage et d'ériger en institution les relations culturelles déjà heureusement formées dans le passé entre les deux peuples frères,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Le Gouverneur-Président de la République d'Estonie:

M. Aleksander Jaakson, Ministre de l'Instruction publique de la République d'Estonie;

Son Altesse le Régent du Royaume de Hongrie:

Son Excellence M. le Dr Bálint Hóman, Conseiller privé, Ministre des Cultes et de l'Instruction publique du Royaume de Hongrie;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

## Article premier.

Le Gouvernement Royal Hongrois, en vue de développer et d'entretenir les relations hungaro-estoniennes dans le domaine scientifique, littéraire et artistique, continuera d'accorder son appui comme par le passé à l'institut hongrois de l'Université de Tartu, à l'établissement et à la dotation duquel le Gouvernement Estonien pourvoira dans le cadre du budget de l'Université.

Le Gouvernement Royal Hongrois continuera de soutenir et même, dans la mesure du possible, développera l'institut finno-ougrien du Collège Baron-Joseph-Eötvös à Budapest, dont la bibliothèque continuera, d'autre part, d'être enrichie par des dons de livres et de périodiques émanant du Gouvernement Estonien.

Les savants hongrois et estoniens pourront travailler dans les deux instituts dans des conditions identiques. En outre, le Gouvernement Royal Hongrois est disposé à assurer le séjour des savants estoniens désireux de poursuivre leurs recherches à Budapest, à des conditions de faveur dans le collège susmentionné.

## Article 2.

Chacun des deux Gouvernements facilitera l'enseignement de la langue de l'autre pays par des lecteurs dans les universités. Le Gouvernement Estonien maintiendra comme par le passé le poste de lecteur hongrois existant à l'Université de Tartu. Le Gouvernement Royal Hongrois, de son côté, créera un poste de lecteur estonien à l'Université Royale Hongroise Péter-Pázmány de Budapest. Autant que possible, il sera tenu compte, dans l'attribution du poste de lecteur, des désirs du Gouvernement intéressé en ce qui concerne la personne du lecteur, pour autant qu'il s'agira d'un ressortissant de l'autre Etat.

## Article 3.

La Commission finno-ougrienne de recherches scientifiques créée par les trois peuples frères de Hongrie, d'Estonie et de Finlande, élaborera

un plan de travail pour les recherches à entreprendre en commun sur tout ce qui les intéresse mutuellement en matière de linguistique, d'ethnographie, d'archéologie et d'histoire ancienne et continuera de soumettre à un examen approfondi les questions scientifiques qui peuvent faire l'objet d'un travail commun de savants hongrois, estoniens et finlandais ainsi que de publications communes.

Lorsqu'une telle collaboration paraîtra opportune et désirable, les deux Gouvernements l'encourageront dans la mesure du possible.

Chacun des deux Gouvernements accordera son appui aux associations scientifiques qui s'efforcent de développer les relations qui existent entre les deux nations.

Dans le même but, chacun des deux Gouvernements soutiendra les congrès culturels dits finno-ougriens, qui contribuent avec succès au maintien de relations directes entre les peuples hongrois, estonien et finlandais, et dont les deux Gouvernements favoriseront dans la mesure du possible l'organisation tous les quatre ans.

Les deux Gouvernements consacreront la belle coutume qui s'est établie dans les dernières années de célébrer annuellement les peuples de même race, le troisième samedi d'octobre, par des conférences scolaires. En outre, les écoles célébreront de la manière qui leur conviendra le mieux les fêtes nationales des Hautes Parties Contractantes, à savoir le 15 mars (fête nationale de la Hongrie) et le 24 février (anniversaire de l'indépendance de l'Estonie).

Article 4.

Les deux Gouvernements organiseront l'échange de professeurs des universités et des écoles supérieures. Chacun des deux pays enverra dans l'autre au moins une fois par an, dans la mesure du possible, un professeur chargé d'y poursuivre des recherches scientifiques et d'y faire une série de conférences.

Chacune des deux Parties Contractantes déterminera avec le professeur invité les modalités de son voyage d'étude, en tenant compte des désirs éventuels de l'autre Gouvernement. Les Gouvernements assureront au professeur envoyé dans l'autre pays tous les avantages possibles en ce qui concerne le voyage et le logement.

Les deux Gouvernements rechercheront le moyen de donner au séjour des professeurs envoyés une durée d'une année scolaire entière.

Chacun des deux Etats assurera aux savants de l'autre pays des laboratoires à des conditions avantageuses dans les instituts scientifiques spécialisés.

La possibilité d'échanger également pour des périodes de moindre durée les professeurs assistants et adjoints des universités sera également envisagée. Un accord spécial devra intervenir dans chaque cas.

Article 5.

Chacun des deux Etats assurera, sous forme de bourse d'échange — outre l'exonération complète des droits universitaires —, la pension et

le logement gratuits ou la somme correspondante à un étudiant d'université ou d'école supérieure, ou à un jeune savant désigné par l'autre Etat, pour lui permettre de fréquenter une école supérieure ou de terminer des recherches scientifiques. Il est bien entendu que les boursiers d'échange sont tenus de se soumettre au règlement disciplinaire de l'école supérieure en question. Si lesdits boursiers sont logés et nourris dans un collège ou dans un foyer d'étudiants, le règlement en vigueur dans ce dernier doit être observé par eux. Chacun des deux Etats se réservera le droit de limiter à certaines villes universitaires déterminées ou à la capitale seulement la jouissance des bourses d'échange qui sont de son ressort. Le Gouvernement de chacun des deux Etats a le droit — dans la mesure où le Ministre de l'Instruction publique le jugerait nécessaire — de récuser en temps utile et en ce qui le concerne, le cas échéant, certaines personnes qui concourent pour l'obtention de la bourse en question et même d'en demander le rappel en cours d'année.

Le montant des bourses ainsi que celui des frais de voyage sera fixé annuellement par le Gouvernement de l'Etat qui reçoit le boursier, sur la proposition de la commission finno-ougrienne de recherches. Le nom et l'état civil des personnes proposées pour recevoir des bourses doivent être communiqués au Ministère de l'Instruction publique de l'autre pays dans le courant de l'été et, si possible, avant le 31 juillet.

Le Gouvernement Royal Hongrois assure en outre annuellement à douze étudiants estoniens d'université ou d'école supérieure, désignés par le Gouvernement Estonien, l'exonération totale des droits universitaires; la même exonération sera également assurée à douze étudiants hongrois désireux de faire leurs études dans les écoles supérieures de Tartu ou les autres écoles supérieures estoniennes.

Article 6.

Le Gouvernement Hongrois et le Gouvernement Estonien feront tout leur possible pour qu'augmente le nombre des auditeurs qui désirent assister aux cours de vacances organisés par les écoles supérieures de l'autre Partie. Les deux Gouvernements intéressés accorderont toutes réductions possibles aux étudiants qui désirent s'inscrire aux cours en question.

Chacun des deux Gouvernements accordera particulièrement son appui aux organisations d'étudiants qui entretiennent ou désirent développer la bonne entente entre la jeunesse des écoles des deux pays et s'efforcera de mieux faire connaître l'autre pays et, en particulier, la jeunesse de ce dernier à la jeune génération. Dans ce but, les deux Gouvernements encourageront les voyages d'étude et les échanges d'étudiants, ainsi que l'organisation de camps de vacances pour étudiants.

En désignant des boursiers, et en composant les groupes d'étudiants, on veillera tout particulièrement des deux côtés à ne désigner que des personnes représentant dignement la jeunesse de leur pays.

Article 7.

Les deux Gouvernements attachent une importance particulière à ce que les chapitres des livres scolaires en usage, relatifs à leurs pays, soient non seulement conformes à la vérité mais aussi conçus dans un esprit amical. A cet effet, les Gouvernements des deux pays se communiqueront les données intéressant l'histoire, la géographie, l'ethnographie, etc., des deux pays qu'ils désirent voir enseigner dans les écoles de l'autre.

Article 8.

Chacun des deux Gouvernements échangera avec l'autre de temps en temps la liste des œuvres scientifiques et littéraires qui, à son avis, méritent d'être traduites dans la langue de l'autre pays, et, éventuellement, ils se communiqueront le nom des personnes capables de préparer les traductions en question et, en général, de traduire des ouvrages spécialisés. Chacun des deux Gouvernements s'efforcera de faire connaître, par les principales revues scientifiques de son propre pays, les œuvres scientifiques et littéraires nouvellement publiées dans l'autre pays.

Article 9.

Afin de renforcer et de développer les richesses culturelles communes aux deux pays, chacun des deux Gouvernements favorisera la représentation des œuvres théâtrales et des films de valeur artistique de l'autre nation.

Chacun des deux Gouvernements accordera son appui à l'organisation d'expositions hongroises ou estoniennes respectivement.

Article 10.

Chacun des deux Gouvernements prendra des mesures pour que ses postes de radiodiffusion relaient des émissions choisies dans le programme radiophonique de l'autre et contribuent par des émissions radiophoniques à faire connaître l'histoire, la littérature, l'art, la musique, l'art populaire ainsi que les beautés touristiques de l'autre pays.

Article 11.

Les deux Gouvernements prendront soin de favoriser l'échange des publications officielles ainsi que des périodiques de leurs institutions savantes. Les modalités de cet échange feront l'objet de pourparlers ultérieurs entre les deux Gouvernements.

Article 12.

Chacun des deux Gouvernements enrichira par les moyens dont il dispose les collections hongroises des bibliothèques estoniennes et les collections finlandaises des bibliothèques hongroises, et il permettra aux ressortissants de l'autre Etat de faire usage de ses bibliothèques et de

ses archives dans les mêmes conditions que celles qu'il accorde à ses propres ressortissants.

Les deux Gouvernements encourageront et faciliteront le prêt direct de livres et de manuscrits entre les bibliothèques et les archives des deux Etats.

Article 13.

Chacun des deux Gouvernements veillera tout particulièrement à ce que la collaboration et les relations sportives entre les deux pays soient encouragées et facilitées.

Article 14.

Afin de pouvoir mettre en vigueur les mesures prévues aux Articles précédents, il sera créé une commission mixte hungaro-estonienne composée de deux commissions gouvernementales. Le siège d'une des commissions gouvernementales est Budapest, celui de l'autre est Tallinn.

Chacune des deux commissions gouvernementales sera présidée par le Ministre de l'Instruction publique respectif et composée d'un délégué du Ministre de l'Instruction publique, d'un délégué du Ministre des Affaires Etrangères et du représentant de la légation de l'autre Partie Contractante. Des experts provenant des deux pays peuvent être invités à assister la commission à titre consultatif.

Chacune des commissions gouvernementales est tenue de se réunir au moins une fois par an. Les commissions détermineront par un règlement la façon dont elles rempliront leur mission.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Tallinn dans le plus bref délai possible. La Convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 16.

La présente Convention restera en vigueur pendant un temps indéterminé, mais chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de la dénoncer; au cas où elle serait dénoncée, la Convention cessera ses effets six mois après la notification de ladite dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue estonienne, les deux textes faisant également foi.

Fait à Budapest, le 13 octobre 1937.

(L. S.) *Aleksander Jaakson,* m. p.
(L. S.) *Hóman Bálint,* m. p.

## 125.

## HONGRIE, FINLANDE.

# Convention concernant la coopération intellectuelle entre les deux pays; signée à Budapest, le 22 octobre 1937.*)

*Société des Nations. Recueil des Traités CXC, p. 290.*

Traduction française.

---

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie et le Président de la République de Finlande,

Considérant les liens de parenté qui unissent les deux peuples,

Convaincus que le renouvellement de leurs relations millénaires produira des résultats utiles et importants pour les deux pays,

Animés du désir sincère de resserrer davantage et d'ériger en institution les relations culturelles déjà heureusement formées dans le passé entre les deux peuples frères,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

Son Excellence Monsieur le Docteur Bálint Hóman, Conseiller privé, Ministre des Cultes et de l'Instruction publique du Royaume de Hongrie;

Le Président de la République de Finlande:

Son Excellence Monsieur Uuno Hannula, Ministre de l'Instruction publique de Finlande;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Article premier.

Le Gouvernement Royal Hongrois, en vue de développer et d'entretenir les relations hungaro-finlandaises dans les domaines scientifique, littéraire et artistique, continuera d'accorder son appui comme par le passé à l'Institut hongrois de l'Université d'Helsinki, à l'établissement et à la dotation duquel le Gouvernement Finlandais pourvoira, dans le cadre du budget de l'Université.

Le Gouvernement Royal Hongrois continuera de soutenir et, dans la mesure du possible, développera l'Institut finno-ougrien du Collège Baron-Joseph-Eötvös à Budapest. La bibliothèque dudit institut continuera d'être enrichie comme par le passé par des dons de livres et de périodiques des sociétés et fondations savantes de Finlande.

Les savants hongrois et finlandais pourront travailler dans les deux instituts dans des conditions identiques. En outre, le Gouvernement Royal Hongrois est disposé à assurer le séjour des savants finlandais

---

*) Les ratifications ont été échangées à Helsinki, le 28 juin 1938.

désireux de poursuivre leurs recherches à Budapest à des conditions de faveur dans le collège susmentionné.

Article 2.

Chacun des deux Gouvernements facilitera l'enseignement de la langue de l'autre pays par des lecteurs dans les universités. Le Gouvernement Finlandais maintiendra comme par le passé le poste de lecteur hongrois existant à l'Université d'Helsinki. Le Gouvernement Royal Hongrois créera un poste de lecteur finlandais à l'Université royale hongroise Péter-Pázmány de Budapest. Autant que possible, il sera tenu compte, dans l'attribution des postes de lecteur, des désirs du Gouvernement intéressé en ce qui concerne la personne du lecteur, pour autant qu'il s'agira d'un ressortissant de l'autre Etat.

Article 3.

La commission mixte mentionnée à l'Article 14 élaborera un plan de travail pour les recherches à entreprendre en commun sur tout ce qui intéresse mutuellement les peuples finno-ougriens en matière de linguistique, d'ethnographie, d'archéologie et d'histoire ancienne, et soumettra à un examen approfondi les questions scientifiques qui peuvent faire l'objet d'un travail commun des savants des Etats Contractants et de publications communes. Lorsqu'une telle collaboration paraîtra opportune et désirable, les deux Gouvernements l'encourageront, dans la mesure du possible.

Chacun des deux Gouvernements accordera son appui aux associations et aux congrès scientifiques dont le but est de resserrer les relations qui existent entre les deux nations.

Chacun des deux Gouvernements soutiendra pour sa part les congrès culturels dits finno-ougriens, qui s'efforcent de consolider les relations entre les peuples finno-ougriens et dont les deux Gouvernements favoriseront, dans la mesure du possible, l'organisation tous les quatre ans.

Les deux Gouvernements consacreront en outre la coutume qui s'est heureusement établie dans les dernières années, de célébrer annuellement les peuples de même race, le troisième samedi d'octobre, par des conférences scolaires. En outre, les écoles célébreront de la manière qui leur conviendra le mieux les fêtes nationales des Hautes Parties Contractantes, à savoir le 15 mars (fête nationale de la Hongrie) et l'anniversaire de l'indépendance de la Finlande.

Article 4.

Les deux Gouvernements faciliteront mutuellement, dans la mesure du possible, le travail de leurs savants, qu'il s'agisse de cours universitaires ou de recherches dans les instituts scientifiques, et, à cet effet, ils assureront, soit à un professeur d'Université, soit à un professeur d'école supérieure, soit à un savant, une bourse suffisamment élevée pour cou-

vrir de manière satisfaisante les frais de voyage et de séjour de l'intéressé.

Le Gouvernement de l'Etat où le boursier doit séjourner fixera, sur la proposition de ladite commission mixte (Article 14), le montant de la bourse ainsi que des conditions d'attribution.

Les deux Gouvernements assureront des conditions de travail particulièrement favorables aux boursiers susmentionnés dans les universités, les écoles supérieures et les instituts scientifiques où lesdits boursiers désirent poursuivre leurs recherches.

En outre, les deux Gouvernements organiseront, dans la mesure du possible, l'échange des professeurs des universités et des écoles supérieures.

Article 5.

Chacun des deux Gouvernements — dans la mesure où les crédits nécessaires seront disponibles dans le budget des Parties Contractantes — assurera, sous forme de bourse d'échange — outre l'exonération complète des droits universitaires —, la pension et le logement gratuits, ou la somme correspondante, à un étudiant d'université ou d'école supérieure ou à un jeune savant désigné par l'autre Gouvernement dans une ville universitaire, pour lui permettre d'y poursuivre des recherches scientifiques. Les boursiers d'échange sont soumis au règlement disciplinaire de l'école supérieure qu'ils auront désiré fréquenter. Si lesdits boursiers sont logés et nourris dans un collège ou dans un foyer d'étudiants, le règlement en vigueur dans ces derniers devra être observé par eux. Le Gouvernement de chacun des deux Etats a le droit, dans la mesure où le Ministre de l'Instruction publique le jugera nécessaire, de récuser, le cas échéant, en temps utile et en ce qui le concerne, certaines personnes qui concourent pour l'obtention de la bourse en question, et même d'en demander le rappel en cours d'année.

Le montant de la bourse et des frais de voyage est fixé conformément aux dispositions de l'Article 4.

Le Gouvernement Royal Hongrois assure, en outre, annuellement, à partir de l'année scolaire 1937-38, l'exonération totale des droits universitaires à douze étudiants finlandais d'université ou d'école supérieure désignés par le Gouvernement Finlandais.

Article 6.

Le Gouvernement Hongrois et le Gouvernement Finlandais feront tout leur possible pour qu'augmente le nombre des auditeurs qui désirent assister aux cours de vacances organisés par les écoles supérieures de l'autre Partie.

Chacun des deux Gouvernements accordera particulièrement son appui aux organisations d'étudiants qui entretiennent ou désirent développer la bonne entente existant entre la jeunesse des écoles des deux pays et s'efforcera de mieux faire connaître l'autre pays et en particulier la jeunesse de ce dernier à la jeune génération. Dans ce but, les deux

Gouvernements encourageront les voyages d'étude et les échanges d'étudiants ainsi que l'organisation de camps de vacances pour étudiants.

En désignant les boursiers et en composant les groupes d'étudiants, on veillera tout particulièrement, des deux côtés, à n'accepter que des personnes représentant dignement la jeunesse de leur pays.

Article 7.

Les deux Gouvernements attachent une importance particulière à ce que les chapitres des livres scolaires en usage relatifs à leur pays soient non seulement conformes à la vérité, mais aussi à ce qu'ils soient conçus dans un esprit amical. Les Gouvernements des deux pays se communiqueront les données intéressant l'histoire, la géographie, l'ethnographie, etc., des deux pays qu'ils désirent voir enseigner dans les écoles de l'autre.

Article 8.

Chacun des deux Gouvernements échangera avec l'autre de temps en temps la liste des œuvres scientifiques et littéraires qui, à son avis, méritent d'être traduites dans la langue de l'autre pays, facilitera, dans la mesure du possible, la circulation desdites traductions et, en général, répandra la connaissance des œuvres scientifiques et littéraires de l'autre pays.

Article 9.

Afin de renforcer et de développer les richesses culturelles communes aux deux pays, chacun des deux Gouvernements, en collaboration avec la commission mixte, favorisera, dans son propre pays, la représentation des œuvres théâtrales et des films de valeur artistique de l'autre nation.

Chacun des deux Gouvernements accordera son appui à l'organisation d'expositions hongroises ou finlandaises respectivement.

Article 10.

Chacun des deux Gouvernements prendra des mesures pour que ses postes de radiodiffusion relayent des émissions choisies dans le programme radiophonique de l'autre et pour qu'ils contribuent, par des émissions radiophoniques, à faire connaître l'histoire, la littérature, l'art, la musique, l'art populaire ainsi que les beautés touristiques de l'autre pays.

Article 11.

Les deux Gouvernements prendront soin de favoriser l'échange des publications officielles ainsi que des périodiques de leurs institutions savantes. Les modalités de cet échange feront l'objet de conversations ultérieures entre les deux Gouvernements.

Article 12.

Chacun des deux Gouvernements enrichira, par les moyens dont il dispose, les collections hongroises des bibliothèques finlandaises et les

collections finlandaises des bibliothèques hongroises, et il permettra aux ressortissants de l'autre Etat de faire usage de ses bibliothèques et de ses archives, dans les mêmes conditions que celles qu'il accorde à ses propres ressortissants.

Les deux Gouvernements favoriseront le prêt direct de livres entre les bibliothèques et les archives des deux Etats et faciliteront la copie des manuscrits.

Article 13.

Chacun des deux Gouvernements veillera tout particulièrement à ce que la collaboration et les relations sportives entre les deux pays soient encouragées et facilitées.

Article 14.

Afin de pouvoir mettre en vigueur les mesures prévues aux Articles précédents, il sera créé une commission mixte hungaro-finlandaise, composée de deux commissions gouvernementales. Le siège d'une des commissions gouvernementales est Budapest, celui de l'autre est Helsinki.

Chacune des deux commissions gouvernementales sera présidée par le Ministre de l'Instruction publique respectif est composée d'un délégué du Ministre de l'Instruction publique, d'un délégué du Ministre des Affaires Etrangères et du représentant de la légation de l'autre Partie Contractante. Des experts provenant des deux pays peuvent être invités à assister la commission, à titre consultatif.

Chacune des commissions gouvernementales est tenue de se réunir au moins une fois par an. Les commissions détermineront par un règlement la façon dont elles rempliront leur mission.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Helsinki dans le plus bref délai possible.

La Convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 16.

La présente Convention restera en vigueur pendant un temps indéterminé, mais chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de la dénoncer. Au cas où elle serait dénoncée, la Convention cessera ses effets six mois après la notification de ladite dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue finlandaise, les deux textes faisant également foi.

Fait à Budapest, le 22 octobre 1937.

(L. S.) *Hóman Bálint,* m. p.
(L. S.) *Uuno Hannula,* m. p.

## 126.

## FINLANDE, ESTONIE.

## Convention concernant la coopération intellectuelle entre les deux pays; signée à Helsinki, le 1er décembre 1937.*)

*Société des Nations. Recueil des Traités CLXXXVII, p. 422.*

Traduction française.

---

Le Président de la République de Finlande et le Président de la République d'Estonie,

Considérant les liens du sang qui unissent les deux peuples,

Considérant la grande importance qui pourrait résulter pour les deux peuples d'un renouvellement de liens plusieurs fois millénaires,

Animés du désir de consolider entre deux peuples frères les relations culturelles qui jadis déjà se sont avérées utiles, en leur donnant une base officielle,

Ont résolu à cet effet de conclure une Convention et ont nommé leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Le Président de la République de Finlande::

M. Uuno Hannula, Ministre de l'Education;

Le Président de la République d'Estonie:

M. Alexander Jaakson, Ministre de l'Education;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

### Article premier.

Le Gouvernement Finlandais s'engage à créer auprès de l'Université d'Helsinki un Institut estonien, soit indépendant, soit rattaché à un autre institut, et le Gouvernement Estonien, auprès de l'université de Tartu, un Institut finnois, en vue de développer les relations scientifiques, littéraires et artistiques entre la Finlande et l'Estonie. Le Gouvernement de chaque pays se chargera de l'organisation de l'institut rattaché à son université et en assumera les frais, qui rentreront dans le budget de l'université. En outre les institutions et sociétés scientifiques de chaque pays prêteront leur appui à l'institut de l'autre pays contractant sous forme de dons de livres et de périodiques.

Les étudiants finnois et estoniens jouiront des mêmes possibilités de travail dans chaque institut.

### Article 2.

Chacun des deux Gouvernements s'engage à collaborer avec l'autre en vue d'organiser l'enseignement de la langue de l'autre Partie Contractante, en continuant de prévoir à cet effet un poste de lecteur; le

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 8 avril 1938.

Gouvernement Finlandais entretiendra un lecteur de langue estonienne auprès de l'université d'Helsinki, et le Gouvernement Estonien, un lecteur de langue finnoise auprès de l'université de Tartu. Pour la nomination de ces professeurs, il sera tenu compte, dans la mesure du possible, des désirs de l'autre Gouvernement si le candidat est citoyen de ce pays.

Article 3.

Les deux Gouvernements accorderont leur appui aux sociétés et congrès scientifiques qui travaillent au rapprochement des deux peuples.

Les deux Gouvernements accorderont également leur appui aux congrès finno-ougriens qui contribuent à développer la communauté d'action des peuples finno-ougriens. Ils s'engagent, dans la mesure du possible, à faciliter l'organisation d'un congrès tous les quatre ans.

Les deux Gouvernements s'engagent à conserver l'usage, instauré avec succès, il y a quelque temps déjà, d'après lequel, dans les écoles du pays, une leçon est consacrée chaque année, le troisième samedi d'octobre, aux peuples frères. En outre les fêtes nationales des peuples frères: à savoir le 6 décembre, jour d'indépendance de la Finlande, et le 24 février, jour d'indépendance de l'Estonie, seront célébrées d'une manière appropriée par les deux peuples.

Article 4.

Les deux Gouvernements s'engagent, dans la mesure du possible, à aider les savants de l'autre Etat Contractant, et à cet effet à accorder au moins une bourse par an à un professeur de l'université ou de tout autre institut de hautes études ou à un savant de l'autre Etat Contractant, cette bourse devant être suffisante pour couvrir les frais de voyage et les dépenses d'entretien du boursier dans l'autre Etat. Le montant de la bourse et des autres dépenses sera fixé, sur la proposition de la commission mixte mentionnée à l'Article 16, par le Gouvernement du pays où le savant a l'intention de se rendre. Le pays intéressé réservera au boursier les conditions les plus favorables pour son travail dans les universités, instituts de hautes études et institutions scientifiques.

En outre les deux Gouvernements faciliteront, selon les possibilités, l'échange de professeurs d'université ou d'instituts de hautes études et l'organisation de leurs conférences.

Article 5.

Etant entendu que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets des Etats Contractants, les deux Gouvernements accorderont, à titre de bourse d'échange — en plus d'une exonération complète des frais d'étude —, à un étudiant désigné par le Gouvernement et désirant faire ses études dans l'autre Etat Contractant, ou d'y faire des recherches scientifiques, soit l'entretien gratuit dans une ville d'université, soit la somme correspondante, pour au moins un étudiant ou jeune savant auprès d'une université ou d'un institut de hautes études. Les boursiers seront

soumis aux règlements disciplinaires de leurs universités respectives. Si les boursiers sont logés à l'université ou dans un foyer d'étudiants, ils devront se soumettre au règlement général de cette institution. Chaque Gouvernement se réserve le droit, si le Ministère de l'Education le juge nécessaire, de retirer aux étudiants leur bourse et leurs autres faveurs avant l'expiration de la période prévue.

Le montant des bourses et les conditions spéciales qui y sont attachées seront fixés comme il est indiqué à l'Article 4.

Article 6.

Les Gouvernements Finlandais et Estoniens s'efforceront, en accordant certaines faveurs, de faciliter la participation des étudiants de l'autre pays aux cours de vacances organisés par les instituts de hautes études de chaque pays.

Les deux Gouvernements aideront les organisations d'étudiants ou autres groupements qui s'efforcent d'entretenir et de développer les bonnes relations entre la jeunesse estudiantine des deux pays et de faire connaître dans leur propre pays les conditions et la vie de l'autre. A cet effet, ils prêteront leur appui à l'organisation de voyages d'études, d'échange d'étudiants et de voyages de vacances des étudiants.

Dans le choix des boursiers et l'organisation des groupes d'étudiants, on attachera une importance spéciale à ce que les étudiants désignés de part et d'autre soient dignes de représenter leur pays.

Article 7.

Les deux Gouvernements attachent une grande importance à ce que, dans les livres d'école des deux pays, une place spéciale soit donnée à la culture, à la vie et aux conditions de l'autre Etat Contractant, et que ces informations soient rédigées dans un esprit d'amitié et de vérité. A cette fin, les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement des renseignements sur l'histoire, la géographie, l'ethnographie, etc., de leur pays.

Article 8.

Les deux Gouvernements s'engagent à donner au fur et à mesure aux élèves des écoles normales où sont formés les maîtres des écoles primaires et supérieures la possibilité d'étudier la langue de l'autre Etat Contractant.

Article 9.

Chaque Gouvernement s'engage à donner aux citoyens résidant en Estonie et parlant le finnois et aux citoyens résidant en Finlande et parlant l'estonien — pourvu que le nombre d'enfants tenus d'aller à l'école dans la même circonscription soit suffisant (au moins vingt) — la possibilité de recevoir l'enseignement primaire, à l'école, dans leur propre langue, et en général de garder la culture de leur pays.

Article 10.

Chaque Gouvernement s'engage à communiquer de temps en temps, par l'intermédiaire de la commission mixte mentionnée à l'Article 16, les listes et catalogues des livres et œuvres scientifiques qu'il jugera utile de traduire dans l'autre langue, à aider dans la mesure du possible à leur publication, et en général à s'intéresser aux expériences scientifiques et œuvres littéraires les plus récentes de l'autre pays.

Article 11.

Les Gouvernements des deux pays s'engagent, par l'intermédiaire de la commission mixte, à recommander aux foyers artistiques de leurs pays respectifs les pièces de théâtre et films de valeur, dans les conditions prévues par la Convention de Berne.

Ils prêteront leur appui à l'organisation d'expositions d'art finnois et estonien, et aideront à renforcer les liens musicaux entre les deux pays.

Article 12.

Les deux Gouvernements s'efforceront d'obtenir que les studios radiophoniques de leurs pays respectifs diffusent réciproquement des programmes de l'autre pays, et qu'une partie importante des causeries soit consacrée à l'histoire, la littérature, l'art, la musique, l'ethnographie et aux curiosités touristiques de l'autre pays.

Article 13.

Les deux Gouvernements organiseront un échange des publications officielles et des périodiques publiés par les institutions scientifiques de leurs pays respectifs. L'échange des publications sera réglé ultérieurement par des conférences entre les deux Gouvernements.

Article 14.

Les Gouvernements s'engagent à augmenter le nombre des livres estoniens dans les bibliothèques de Finlande et des livres finnois dans les bibliothèques d'Estonie, particulièrement dans les bibliothèques d'université, afin de permettre aux lecteurs d'étudier les questions concernant le peuple frère. Les savants venant de l'autre pays jouiront, dans les bibliothèques et archives, des mêmes possibilités de travail que les citoyens du pays.

Les deux Gouvernements faciliteront les prêts de livres et s'arrangeront pour obtenir copie des manuscrits se trouvant dans les bibliothèques de l'autre pays.

Article 15.

Les deux Gouvernements faciliteront — autant que possible à l'aide de bourses — les études des élèves et anciens élèves des écoles techniques de l'autre Etat Contractant ainsi que les études des étudiants, professeurs, employés, etc., dans les institutions et entreprises de leurs pays respectifs.

Article 16.

En vue de l'application des dispositions ci-dessus, une commission mixte finno-estonienne sera créée; elle sera divisée en deux sous-commissions, l'une siégeant à Helsinki, l'autre à Tallinn.

Chaque sous-commission sera présidée par le Ministre de l'Education du pays, et les membres en seront désignés par le Ministre et par la légation de l'autre pays. Chaque sous-commission pourra faire appel à des experts. Elle se réunira au moins une fois par an. Les sous-commissions établiront elles-mêmes leur règlement de procédure.

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Tallinn le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification.

Article 18.

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée, et les deux Etats Contractants auront le droit de la dénoncer, moyennant un préavis de six mois.

La présente Convention a été rédigée en double exemplaire, en finnois et en estonien, chacun des deux textes étant considéré comme texte original.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Helsinki, le 1er décembre 1937.

(L. S.) *A. Jaakson.*
(L. S.) *Uuno Hannula.*

---

## 127.

## ROUMANIE, FRANCE.

# Accord pour le développement des relations intellectuelles entre les deux pays; signé à Bucarest, le 31 mars 1939.

*Société des Nations. Recueil des Traités CXCIX, p. 214.*

---

Préambule.

Les liens intellectuels qui unissent la Roumanie et la France s'inspirent d'une tradition trop riche et reposent sur une nécessité spirituelle trop impérieuse pour que la conclusion d'un Accord visant à leur renforcement puisse prétendre les développer réellement davantage.

L'évolution des événements depuis ces dernières années a rendu cependant indispensable, non pas tant une nouvelle affirmation du sens et de la valeur des relations spirituelles entre les deux pays, que l'adap-

tation et la précision des moyens qu'ils entendent mettre en œuvre pour conserver intact le patrimoine spirituel commun qui leur est également cher.

C'est donc surtout pour répondre à ce besoin de réalisation concrète que la conclusion d'un Accord pour le développement des relations intellectuelles entre la Roumanie et la France a été envisagée par les Gouvernements des deux pays. Il s'agit, d'une part, de donner aux institutions poursuivant le même effort de rayonnement spirituel une consécration décisive et réciproque et de faciliter le développement de leur action en instituant entre elles une coopération intellectuelle efficace; d'autre part, de chercher à remédier par des dispositions appropriées aux entraves apportées aux échanges intellectuels et universitaires entre les deux pays par les difficultés d'ordre économique et financier survenues ces dernières années, dans l'économie européenne.

C'est dans cet esprit et à ces fins que Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Président de la République Française ont résolu de conclure le présent Accord et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence M. Grigore Gafencu, Ministre des Affaires Etrangères;

Son Excellence M. Petre Andrei, Ministre de l'Education Nationale;

Le Président de la République Française:

Son Excellence M. Adrien Thierry, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

## Article premier.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Gouvernement de la République Française, désireux d'affirmer leur volonté commune de maintenir et de développer la tradition ancienne des relations spirituelles entre leurs pays, décident, par le présent Accord, de définir leur politique d'échanges intellectuels, la nature de ces échanges et les moyens par lesquels ils s'exécuteront.

## Article II.

Le développement de cette politique et sa conduite générale seront fixés par les deux Gouvernements dans cette préoccupation commune, et confiés à des organismes spécialement chargés de l'œuvre de collaboration intellectuelle entre les deux pays.

## Article III.

Cette collaboration s'exerce:

a) Dans le domaine de l'éducation et des relations universitaires;

b) Dans celui des relations littéraires, scientifiques et artistiques.

## Article IV.

Les œuvres d'éducation et de relations universitaires comportent:

1⁰ Un enseignement et une documentation scientifiques donnés respectivement en Roumanie et en France;

2⁰ Des échanges d'étudiants et de professeurs.

## Article V.

L'enseignement et la documentation scientifiques seront fournis, soit par les professeurs des cadres de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur engagés par chacun des deux Gouvernements, soit par des institutions officielles de chacun des deux pays, fonctionnant respectivement en Roumanie et en France, comme, par exemple, l'Institut Français de Hautes Etudes en Roumanie.

## Article VI.

Les échanges de professeurs et de maîtres des différentes catégories seront multipliés, afin d'affirmer une collaboration étroite entre les cadres universitaires des deux pays.

Ces échanges seront déterminés chaque année par deux Comités siégeant, l'un à Paris, l'autre à Bucarest, sous le contrôle des deux Gouvernements, et qui établiront un plan méthodique d'action avec le concours des personnalités les plus autorisées.

Ces manifestations de collaboration scientifique et pédagogique comporteront, dans la mesure du possible, un enseignement effectif dans les établissements universitaires des deux pays. Chacun de deux Gouvernements prendra à sa charge les indemnités de voyage et les frais de séjour des professeurs respectifs.

## Article VII.

Afin de donner aux échanges d'étudiants toute leur efficacité, les deux Gouvernements auront recours:

1⁰ A l'institution de bourses allouées par des Commissions nommées par chacun d'eux;

2⁰ A l'octroi, dans des conditions particulièrement favorables, de devises pour frais d'études, conformément à la pratique existant actuellement en Roumanie;

3⁰ A la détermination, d'un commun accord, des titres dont l'obtention dans l'un des deux pays par un ressortissant de l'autre confère au bénéficiaire l'équivalence des titres délivrés dans son pays d'origine.

## Article VIII.

Les organismes compétents dresseront, chaque année, dans chacun des deux pays, une liste des personnalités du monde des Lettres, des Sciences et des Arts, qui seront officiellement désignées pour se rendre dans l'autre pays. Le programme des manifestations de tout ordre que

provoqueront ces voyages sera établi de concert entre les deux Gouvernements par les soins des organismes qualifiés.

Article IX.

Un programme d'échanges artistiques, théâtraux et musicaux sera de même réalisé, chacun des deux Gouvernements s'engageant à accorder des conditions particulières et les plus favorables à toutes ces manifestations.

Article X.

De même, un programme d'échanges radiophoniques sera établi sous le contrôle des deux Gouvernements.

Article XI.

Afin d'entretenir l'opinion dans la tradition d'une communauté spirituelle, les deux Gouvernements faciliteront la création dans chacun des deux pays de cercles de réunion et d'études.

Des dispositions spéciales seront prises par chacun d'eux pour accroître la diffusion et la vente des livres, des œuvres musicales, des films, des disques, etc.

Article XII.

Les voyages d'un pays à l'autre des ressortissants des deux pays seront développés. A cet effet, les deux Gouvernements s'accorderont réciproquement les conditions les plus avantageuses, particulièrement au bénéfice de la jeunesse.

Article XIII.

En règle générale, dans un régime de contrôle des changes, une attention privilégiée sera accordée aux nécessités de transfert des sommes provenant des différentes manifestations intellectuelles ou artistiques, organisées ou contrôlées par l'un ou l'autre des deux Gouvernements. A cet effet, un Fonds culturel pourra être constitué dont les modalités de gérance seront déterminées dans un Accord spécial.

Article XIV.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, le présent Accord a été signé.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le trente et un mars mil neuf cent trente-neuf.

(Signé) *Petre Andrei.*
*Grigore Gafencu.*
(Signé) *Adrien Thierry.*

128.

ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière entre les deux pays; signée à Prague, le 15 juillet 1930.

*Société des Nations. Recueil des Traités CLXIV, p. 157.*

---

129.

TCHÉCOSLOVAQUIE, ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES.

Traité de commerce et de navigation; signé à Prague, le 14 novembre 1928,*) suivi d'un Echange de Notes signées à Belgrade et à Prague, le 4 juin 1935.

*Société des Nations. Recueil des Traités XCVII, p. 10. — Sluzbene Novine du 13 novembre 1936.*

---

130.

ROUMANIE, YOUGOSLAVIE.

Convention réglant la question de nationalité et de l'indiginat des personnes qui par suite de la délimitation, ont perdu leur nationalité originaire; signée à Belgrade, le 30 janvier 1933,**) suivie d'un Accord additionnel, signé à Bucarest, le 13 mars 1935.***)

*Société des Nations. Recueil des Traités CXLVI, p. 173. — Sluzbene Novine du 13 novembre 1936.*

---

131.

ROUMANIE, FRANCE.

Accord sur les paiements commerciaux entre les deux pays; signé à Bucarest, le 31 mars 1939.

*Société des Nations. Recueil des Traités CXCIX, p. 220.*

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 11 novembre 1929.
**) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 26 septembre 1933.
***) Les ratifications ont été échangées à Belgrade, le 26 mai 1937.

# Tables

rédigées par

**N. de Martens**

de l'Institut de droit public comparé et de droit des gens à Berlin.

---

## Table chronologique.

---

### 1910.



### 1914.

## 1923.



## 1924.



## 1927.



## 1928.

## 1929.



## 1930.



## 1931.

## 1937.



## 1938.

## 1941.

## 1942.



---

# Table alphabétique.

## Argentine.

## Belgique.



## Bolivie.

## Brésil.

## Bulgarie.

## Canada.



## Chili.

## Colombie.

## Costa-Rica.

## Danemark.



## République Dominicaine.

## Egypte.



## Equateur.

## Espagne.



## Estonie.

## Etats-Unis d'Amérique.

## Finlande.

## France.

## Grande-Bretagne.



## Grèce.

## Guatémala.

## Haïti.

## Honduras.

## Hongrie.



## Inde.



## Irlande.



## Italie.

## Japon.



## Lettonie.



## Lithuanie.



## Mexique.

## Monaco.



## Nicaragua.

## Norvège.



## Panama.

## Paraguay.

## Pays-Bas.



## Pérou.

## Portugal.



## Roumanie.

## Saint-Marin.



## Salvador.

## Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

**(V. aussi Yougoslavie.)**



## Siam.

**(V. aussi Thaïlande.)**



## Slovaquie.



## Suède.

## Suisse.



## Tchécoslovaquie.



## Thaïlande.

**(V. aussi Siam.)**



## Turquie.

## Uruguay.

## Vénézuéla.

## Yougoslavie.

**(V. aussi Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.)**



---

# Table analytique.

---



